

STORIA
DEL
CONCILIO ECUMENICO VATICANO.

STORIA
DEL
CONCILIO ECUMENICO VATICANO

SCRITTA
SUI DOCUMENTI ORIGINALI

DA
EUGENIO CECCONI

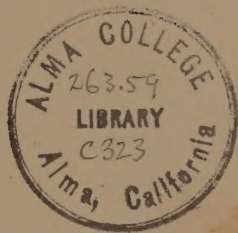
ARCIVESCOVO DI FIRENZE.

PARTE PRIMA
ANTECEDENTI DEL CONCILIO

VOL. II.

SEZIONE SECONDA — DOCUMENTI
(Continuazione)

ROMA
TIPOGRAFIA VATICANA
—
1878



L'autore si riserva il diritto di ristampa e di traduzione.

CCXV.

(9 novembre 1868).

Monsignor Maret, vescovo di Sura « in partibus, » scrive a Luigi Veuillot, direttore del giornale « L'Univers, » per « protestare » contro le accuse « mal velate, » da esso direttegli nel discorrere di un libro che lo stesso monsignor Maret sta preparando, e che non è altro se non una « Memoria destinata al futuro Concilio generale, » da sottomettersi « al Sommo Pontefice ed ai Vescovi della santa assemblea. »

Paris, le 9 novembre 1868.

Monsieur,

Il vous plaît de recueillir dans vos colonnes tous les bruits, même les plus incroyables, qui circulent dans une presse mal informée, sur le livre que j'imprime. Libre à vous, Monsieur, d'user d'un pareil procédé, dont le but ne m'échappe pas.

Mais ce que je ne puis laisser passer sans protestation, c'est que, fidèle à cet art des insinuations qui vous a toujours été familier, et dont vous vous êtes toujours fait une arme vis-à-vis de vos plus illustres et plus respectables adversaires, vous vous permettiez des accusations mal déguisées contre un Evêque qui n'a d'autre juge que le Chef suprême de l'Eglise.

Je proteste donc contre le rapprochement que vous avez voulu faire, lorsque, dans votre numéro d'hier, 8 novembre, vous avez osé écrire ceci: *Lors même que Mgr Maret parlerait exactement de l'infailibilité pontificale comme vient d'en parler le Patriarche schismatique de Constantinople, l'effet ne serait pas plus grand.*

Toute ma vie, tous mes écrits, tous mes discours s'élèvent pour donner un démenti éclatant à ces insinuations calomnieuses. J'ai le droit, Monsieur, de vous rappeler au sentiment et au respect de la justice.

Quant au livre que je prépare, je n'ai rien à vous dire ni de

ses doctrines, ni de ses tendances, ni de son but, parce que vous n'êtes pas juge de ces choses. Ce livre est un mémoire destiné au futur Concile général. Je le soumettrai au Souverain-Pontife et aux Evêques de la sainte assemblée. Ce livre ne sera que l'exercice du droit inviolable que possède tout Evêque d'émettre librement, dans un Concile, ses opinions sur la situation, les dangers et les besoins de l'Eglise. Le Saint-Père lui-même, dans sa Bulle d'indiction, nous invite à l'exercice de ce droit, qui devient pour nous l'accomplissement d'un devoir.

Voilà, Monsieur, des renseignements sur mon livre, plus certains que ceux que vous cherchez à droite et à gauche. Permettez-moi maintenant de vous donner un conseil.

Par le système de diffamation et d'intimidation que vous avez adopté et que vous suivez, depuis quelque temps, contre un Evêque qui est dans son droit, craignez de donner à penser que vous et vos amis voudriez déjà porter atteinte à la liberté du futur Concile, et peser sur ses décisions. Dans ce cas, ma cause ne tarderait pas à devenir celle de mes vénérables collègues, et, dans mon humble personne, vous trouveriez tout l'Episcopat. Il a besoin de toute la liberté canonique pour traiter et résoudre, sous l'autorité du Souverain-Pontife, les immenses questions que soulève la convocation du Concile général. La liberté des délibérations et des votes, dans les limites de la foi, a toujours été une des premières lois de ces saintes assemblées. La moindre atteinte à cette liberté pourrait compromettre leur autorité. Mais il ne vous sera pas donné, il ne sera pas donné à vos amis d'empêcher la lumière de se produire.

Laissez-nous donc en paix, Monsieur; permettez-nous de nous préparer, dans le silence de la prière et du travail, à la grande et difficile mission que nous devons remplir. Cette conduite sera sage et chrétienne, parfaitement conforme aux intentions du saint Pontife qui gouverne l'Eglise de Jésus-Christ.

C'est la première fois que je réponds aux petites et aux grandes attaques que vous ne cessez de diriger contre un livre que vous ne connaissez pas, qui n'est pas publié, et dont l'impression n'est pas même terminée; ce sera la dernière.

Si les conseils que je viens de vous donner ne vous paraissent pas opportuns, continuez, Monsieur, à demander aux quatre vents du ciel des nouvelles de mon livre, à les enrichir de vos commentaires, à y joindre même vos menaces. Il me suffit d'avoir averti, par cette lettre, vos lecteurs honnêtes.

Je vous prie de l'insérer dans votre plus prochain numéro. Selon votre usage, vous l'accompagnerez sans doute de quelques amabilités nouvelles. Je vous les pardonne d'avance.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre serviteur très humble.

✠ H. L. C., évêque de Sura.

CCXVI.

(12 novembre 1868).

Risposta del direttore dell' « Univers » al vescovo di Sura.

Monseigneur Maret n'a pas cessé d'être l'écrivain très libéral, mais très impatient de la contradiction, qui rédigeait, il y a vingt ans, l'*Ere nouvelle*. En ce temps-là, fort entreprenant contre nous, il n'omettait guère, dans ses polémiques toujours animées, de contester notre intelligence, notre probité, notre justice, et jusqu'au droit que nous prenions de combattre ses doctrines. Il se plaignait aussi de nos insinuations, de nos diffamations, de nos intimidations. Il sait maintenant que les doctrines de l'*Ere nouvelle* étaient erronées sur plusieurs points. Quant au reste, nous aurions sujet de nous plaindre plus que lui. Nous en remettons le jugement à ceux qu'il appelle nos « lecteurs honnêtes. »

Nous usions de notre droit en 1848, non sans motif; nous en usons présentement, non sans cause; nous continuerons d'en user tant qu'il y aura lieu, dans les limites suffisantes que nous trace la justice et que nous voulons restreindre encore par le respect, même quand notre illustre adversaire oublie le respect qu'il nous doit à son tour. Car nous ne croyons pas que la dignité d'Evêque l'autorise aux qualifications dont il frappe ici la contestation la plus loyale et la plus légitime.

Nous sommes sans doute contraires à beaucoup d'idées de Mgr Maret, qui ne lui appartiennent pas exclusivement, comme il est contraire à beaucoup de nos idées, qui ne sont pas seulement à nous. Nous ne sommes nullement les diffamateurs de sa personne ni de sa foi. Il nous diffame quand il nous accuse de le diffamer. De pareilles impatiences rendraient impossible tout exercice de la pensée, et nous n'y céderons pas. Les idées que

les uns cherchent à introduire comme permises, les autres peuvent, ne fût-ce qu'au nom de la liberté, chercher à les repousser comme douteuses.

Quand Mgr Maret nous dit que nous ne sommes pas « juges de ces choses, » il a raison; aussi ne prétendons-nous pas les juger. Mais nous sommes, sous notre responsabilité, appréciateurs de ces choses, et nous les apprécions. Lui-même y consent par ce seul fait qu'il imprime un livre. Il l'imprime, et le jette dans le public sans doute pour qu'on le lise: et s'il veut qu'on le lise, il doit vouloir qu'on l'apprécie, il doit souffrir qu'on l'accuse et qu'on le défère au juge compétent. Le Pape n'est exempt de cette loi qu'au seul titre de docteur universel.

Venons à ce livre. Depuis plusieurs mois, il est annoncé de toutes parts comme une œuvre de parti, une batterie destinée, qu'on nous passe le mot, à *couler* les prétentions ultramontaines. Lorsque l'opinion en était si sagement préoccupée, un journal catholique ne pouvait se taire. Il devait parler, au moins pour avertir l'auteur et le parti, si le parti existe, de la situation que leur faisaient les annonces, et du mauvais succès que l'on préparait à l'ouvrage. Enfin, nous avons parlé trois fois. L'occasion s'est offerte plus souvent, elle n'a été acceptée que quand elle s'imposait.

A chaque fois, nous avons parlé pour exprimer ce que Mgr Maret lui-même vient d'écrire, c'est-à-dire pour démentir « une presse mal informée » et pour affirmer l'obéissance du prêtre envers le Saint-Siège, quelque doctrine que l'on pût trouver à reprendre dans l'écrivain.

Nous avons premièrement démenti le bruit qui prétendait que l'Evêque avait soumis son livre à l'approbation de l'Empereur. Les catholiques ne doivent pas, suivant nous, laisser accréditer des imputations de cette nature.

Nous avons secondement stigmatisé le caractère insupportable d'une correspondance parisienne adressée à l'*Indépendance belge*. Le rédacteur de cette correspondance, entrant dans un détail qui faisait supposer des informations sûres, osait dire que Mgr Maret « faisait appel à l'opinion contre la *vieille et absurde prétention* » de la doctrine de l'infailibilité pontificale. » Il mentait, c'est

bien; mais que de gens y pouvaient être pris! Son assertion justifie, d'ailleurs, la réflexion dont nous l'avons fait suivre, et que Mgr Maret rappelle sans en expliquer l'occasion ni en rendre le sens.

Nous avons troisièmement démenti un sot conte, où l'on montrait le Nonce du Saint-Père et l'ambassadeur d'Espagne s'appliquant à corrompre l'imprimeur de Mgr Maret pour avoir communication de ses épreuves.

Voilà tout ce que nous avons recueilli des « quatre vents du ciel » touchant le livre de Mgr Maret, et tout l'usage que nous en avons fait. Suivant nous, c'est à la presse « mal informée » où de pareils bruits avaient cours, qu'il convenait que Mgr Maret envoyât sa lettre. Elle eût étouffé ces bruits détestables. S'il a cru devoir négliger ce soin, il ne peut nous reprocher justement de l'avoir pris.

Nous ne comptons point l'article de la *Civiltà cattolica*. On a le droit de déplaire, on peut se croire en devoir d'en user. Ce travail, si savant et d'une si haute source, témoigne au public que la critique est permise; il prouvera peut-être à Mgr Maret qu'elle est utile.

Mgr Maret veut bien nous donner des « conseils, » que nous appellerions plus volontiers des menaces; mais qui, dans les deux cas, nous semblent superflus. Nous savons ce qui est dû à la liberté et à l'autorité des Evêques, soit dans les Conciles, soit dans leurs diocèses, et nous osons dire que nous n'y saurions pas manquer, ni par notre volonté ni même par mégarde. Nous sommes défendus, à cet égard, par quelque chose de plus fort que la crainte, et qui vaut mieux.

Mais il n'est question ici ni d'opinion produite en Concile, puisque le Concile n'est pas ouvert, ni d'exercice quelconque de la charge épiscopale, puisque Mgr Maret n'a point de juridiction. Il s'agit uniquement d'un travail particulier, soumis au public par un docteur particulier. Le docteur est considérable sans doute, mais la grande dignité épiscopale, qui relève encore son crédit, ne confère cependant à ses opinions aucune sorte d'infaillibilité.

Louis Veuillot.

CCXVII.

(29 maggio 1869).

Monsignor Dechamps, arcivescovo di Malines, pubblica, per istruzione delle persone laiche le quali si preoccupano di ciò che il Concilio deciderà sull'infallibilità pontificia, uno scritto a cui dà il titolo: L'INFAILLIBILITÉ ET LE CONCILE GÉNÉRAL. Dimostra con esso ai credenti che il Papa, quando insegna *EX CATHEDRA*, è infallibile, e che si fatta proposizione può indubitamente esser definita dal Concilio. Sarebbe tuttavia temerità voler prevenire il giudizio della sacra assemblea; ond'egli si restringe a manifestare il suo « profondo convincimento » che questa verità sarà di fatto definita, ed espone i motivi della sua sentenza. Ai non credenti dimostra che, se il Concilio fornirà tal definizione, « non (per questo) rivelerà una verità nuova, o inventerà un domma nuovo, ma definirà dommaticamente una credenza antica, e cattolica quanto la Chiesa stessa. » Termina indicando molte questioni gravissime che il Concilio è chiamato a risolvere.

Le prochain Concile n'est pas seulement l'objet des espérances de l'Eglise; il l'est aussi des préoccupations du monde. A la grande surprise des théoriciens du positivisme et de la foule des matérialistes pratiques, les questions religieuses reprennent leur rang, c'est-à-dire le premier, dans la pensée publique. Les princes et les diplomates ont les yeux sur Rome. Les hommes d'Etat, de robe et d'épée, les hommes de la tribune et de la presse surtout, inclinent à faire de la théologie, et, grâce aux journaux de toutes les nuances, cette théologie quelque peu nouvelle, et souvent étrange, arrive à tous les degrés de l'échelle sociale. Partout on parle du Concile et de ce qu'il va faire. Mais pendant que l'épiscopat catholique s'applique principalement à l'étude des questions disciplinaires, parce que la discipline n'est pas immuable, et qu'elle s'harmonise toujours avec les situations changeantes des sociétés et les nécessités variables des temps, le monde, lui, s'inquiète avant tout des questions dogmatiques ou doctrinales. Habitué qu'il est d'entendre tout révoquer en doute, et de rencontrer des gens toujours prêts à *faire la vérité* ou à la refaire, il s' imagine que les Pères du Concile n'auront pas moins

d'audace, et que l'Eglise se dispose à de nouvelles révélations ! Mais parmi les révélations qu'il attend, il en est une qui pique singulièrement sa curiosité : que va décider le Concile sur l'infailibilité du Pape ?

Le ton sur lequel on pose cette question, même au sein des assemblées législatives, et la façon dont on la conçoit, prouve chez les gens du monde, et surtout chez les écrivains de la presse périodique, une remarquable ignorance des choses dont ils parlent. Je crois donc qu'en publiant à leur usage, et sur le point qui semble les intéresser le plus, cette étude vraiment élémentaire, je ne ferai pas chose inutile.

Je dois toutefois les prévenir ici que ce que je vais établir sur l'infailibilité ne régarde qu'indirectement les incrédules. C'est aux chrétiens que je m'adresse. Mais ce que j'écris pour ceux-ci fera du moins connaître aux autres une chose qu'ils ont besoin de savoir : que le Concile général, s'il définit l'infailibilité du Saint-Siège en matière de foi, ne révélera pas une vérité nouvelle, *n'inventera pas un nouveau dogme*, mais définira dogmatiquement *une croyance aussi ancienne et aussi catholique que l'Eglise elle-même*.

Cependant, si la thèse dont je prends la défense n'est pas directement à l'adresse des incrédules, j'aurai soin de l'interrompre quelquefois à leur intention, et de m'arrêter en chemin pour leur parler de ce qui les regarde. Avant même de me mettre en route, j'aurais déjà quelque chose à leur dire sur une sorte d'infailibilité qui leur appartient, et dont ils ont aujourd'hui trop envie de se défaire. Je terminerai cette étude en montrant à tous que le Concile aura d'autres questions à résoudre que celle de l'infailibilité, que ces questions de notre temps sont plus graves encore que celles du seizième siècle, et que, si la réponse du Concile de Trente aux erreurs du protestantisme fut pleine de lumière et de grandeur, la réponse du Concile de Rome aux négations radicales de l'apostasie qui se déclare, sera plus grande et plus lumineuse encore.

I. L'INFAILLIBILITÉ NATURELLE, OU LA CERTITUDE.

L'infailibilité de l'Eglise enseignante, dans la conservation du dépôt de la foi, n'est pas la seule qui soit méconnue de nos jours, et dont le Concile devra prendre la défense. L'infailibilité surnaturelle qui garde fidèlement au monde, selon les promesses de Jésus-Christ, la vérité divinement révélée, présuppose l'infailibilité naturelle ou l'autorité certaine de la raison dans les choses de sa compétence¹. Chez l'homme qui jouit de l'usage de la raison, l'ignorance invincible et le doute légitime n'existent pas sur les premiers principes. L'absence d'éducation laisse, il est vrai, la raison dans un demi-sommeil, et l'éducation, quand elle est faussée, trouble la raison et la conscience; mais il n'en est pas moins vrai que la raison, dès que son attention est éveillée, adhère infailiblement, ou avec une pleine certitude, au simple énoncé des premiers principes de la raison elle-même et de la conscience. Ceux qui s'occupent de l'enfance vérifient tous les jours cette adhésion certaine ou infailible, non-seulement aux premiers principes, mais à leurs conséquences évidentes et nécessaires.

C'est à l'infailibilité naturelle de la raison que l'on donne le nom de sens commun, parce que le bon sens est commun à tous les hommes. Monsieur de Lamennais n'a fait que retourner cette vérité si simple, quand, abusé par un secret orgueil, il prétendit fonder une philosophie *nouvelle* sur le *sens commun* pris à rebours, comme si le bon sens n'était bon que parce qu'il est commun, tandis qu'il n'est commun que parce qu'il est bon, ou conforme à la nature. Qui ne se rappelle les vains efforts du malheureux auteur de l'*Essai sur l'indifférence*, pour contester à la raison la certitude qui lui est propre, pour la pousser au doute universel, et pour la réduire à mendier la certitude tout entière au témoignage extérieur, au témoignage du sens commun, du

¹ Quando certitudo adest in summo gradu, tunc adest quoque infallibilitas quædam, quia optime dicitur testimonium sensuum aut hominum in summo gradu « fallere non posse » (LIEBERMANN, Dem. cath., p. II, c. 3, n. 608).

genre humain, de la raison générale? Evidemment cette prétendue philosophie du sens commun n'avait qu'un tort, celui de résister au sens commun lui-même. Certes, nous confondons par le témoignage de nos semblables, ou du sens commun, les esprits égarés qui résistent au bon sens, mais il n'en est pas moins vrai que ce sens n'est commun ou n'appartient à tout le monde, que parce qu'il est le bien propre de chacun de nous.

Eh bien! c'est la certitude ou l'infailibilité naturelle de la raison qui est misérablement niée aujourd'hui dans son domaine principal, dans la sphère de l'ordre moral. L'ordre moral comprend l'ensemble des devoirs de l'homme à l'égard de Dieu, à l'égard de son prochain et de lui-même, c'est-à-dire la pleine et triple justice; et c'est cette triple justice que l'on remet en question de nos jours au nom d'une morale nouvelle, ou plutôt d'une morale *toujours nouvelle*, le progrès défendant à la vérité d'hier de demeurer la vérité de demain, et la liberté de penser ne pouvant admettre de limite. Comme si le progrès pouvait être autre chose que le développement dans l'unité, que le mouvement dans une direction, que la marche dans une voie tracée à la lumière des principes; et comme si la liberté de penser, conçue en dehors de toute limite, n'était pas la même chose que la liberté conçue en dehors de toute loi, c'est-à-dire, que l'aveugle licence, que la négation manifeste de la raison elle-même. Aussi, cette négation de l'orgueil en délire a-t-elle reçu sa formule dans la théorie hégélienne de *l'identité des contradictoires*, théorie qui a donné naissance à la sophistique moderne. Le Concile, sans aucun doute, arrachera le masque à cette science du mensonge, *falsi nominis scientice*¹, à cette ennemie déclarée de la raison, tout autant que de la foi.

La liberté de penser, prise dans son sens littéral, est aussi vieille que l'homme. Nous avons tous et toujours été très-libres de penser bien ou mal, et nous le serons toujours; mais la liberté de penser à laquelle on prétend à cette heure, est autre chose: c'est la revendication d'un droit nouveau, *du droit de n'avoir*

¹ I TIM. VI, 20.

jamais que des opinions. L'opinion impliquant le doute, la liberté de penser, telle qu'on l'entend, ou du moins *telle qu'on la veut*, n'est que la négation de la science, la négation de l'autorité du bon sens, la négation de la certitude ou de l'infailibilité naturelle. La revendication du droit de n'avoir jamais que des opinions, c'est la revendication *du droit de ne rencontrer jamais de vérité qui oblige*, parce qu'on ne veut pas de loi pour la pensée, parce que l'on ne veut pas de vérité maîtresse, mais qu'on veut, au contraire, en rester toujours le maître: le maître de la vérité, pour la faire comme on la désire, et pour la défaire et la refaire à son gré! En un mot, l'on veut usurper, en le falsifiant, le droit de Celui qui seul ait jamais pu dire: *Je suis la vérité; je suis, et je ne change pas.* Il est, en effet, *par lui-même*, tandis que, *par nous-mêmes*, nous ne sommes pas.

Il est vrai que les libres penseurs ne se rendent pas toujours compte de l'absurde liberté qu'ils veulent, et qu'ils ne prétendent pas à cette liberté dans toutes les sphères de la vérité naturelle, mais ils y prétendent formellement dans la sphère de l'ordre moral ou de la justice, surtout à l'égard de Dieu, c'est-à-dire dans la sphère religieuse où *ils veulent* absolument que tout soit incertain¹. Je dis qu'ils le veulent, car c'est le cœur chez eux qui trouble la tête, Dieu leur apparaissant comme souverainement gênant pour l'indépendance qu'ils rêvent.

Ils rêvent l'impossible: *Meditati sunt inania*. Le bon sens, le sens commun qui les presse au dedans et au dehors, ne leur permettra jamais de méconnaître, en tranquillité de conscience, la

¹ Nous avons dit ailleurs que la négation de la certitude en matière de religion est la grande erreur de notre temps, l'erreur-mère de la plupart de celles qui trompent aujourd'hui les hommes. On pourrait l'appeler aussi l'épidémie dont sont atteints de nos jours une foule d'esprits « manifestement malades. » Si l'on exigeait de l'Académie des sciences qu'elle proclamât en faveur de toutes les théories, même les plus absurdes, « le droit égal » d'être enseignées dans les établissements « publics, » on la ferait sourire de pitié. La tolérance suffit à la sottise. Et l'on discute sérieusement s'il faut accorder, en pleine civilisation chrétienne, les mêmes droits au paganisme, au bouddhisme, au mahométisme, qu'à la religion chrétienne elle-même! La tolérance ne suffit-elle pas à la corruption?

certitude où arrive la raison dans l'ordre moral comme dans les autres ordres, et dans l'ordre moral à l'égard de Dieu, c'est-à-dire en matière de religion, aussi bien et plus que partout ailleurs.

Non, le bon sens ne le leur permettra jamais, car c'est *sur-tout* en matière de religion que la raison ne peut admettre l'incertitude. La raison n'est-elle pas la faculté supérieure qui défend à l'homme d'agir sans savoir pourquoi? Comment donc lui permettrait-elle de *vivre* sans savoir *pourquoi*? C'est cependant ce qui aurait lieu, si l'homme était privé de certitude en matière de religion, puisque la religion n'est autre chose que la science de la fin dernière ou *du pourquoi de la vie*. La raison ne peut donc admettre ici d'incertitude *sans se renier elle-même*.

Mais comment arrive-t-elle ici à la certitude? Voyez comment elle y arrive dans les autres sphères, et vous verrez comment elle y arrive dans celle-ci:

Comment la raison parvient-elle à connaître avec certitude les choses de l'ordre sensible?

Par le témoignage éprouvé des sens.

Comment parvient-elle à connaître avec certitude les choses du monde intérieur, de ce monde que nous portons en nous-mêmes?

Par le témoignage éprouvé de la conscience.

Comment parvient-elle à connaître avec certitude les choses du monde intellectuel?

Par le témoignage ou plutôt par l'éclat éprouvé de l'évidence.

Demandez à l'homme raisonnable s'il peut y avoir des effets sans causes, si une œuvre magnifique et compliquée ne suppose pas un ouvrier? Demandez-lui si l'unité ou l'harmonie des cieux ne révèle pas une intelligence suprême? Et partout et toujours vous vérifierez ce mot du Psalmiste: *Les hommes de toute langue et de toute nation entendent le langage des cieux*. — Demandez à la raison si nous ne vivons que pour mourir, et si tout finit au cimetière; demandez-lui si le crime caché et la vertu méconnue seront éternellement enfouis dans la même fosse; demandez-lui si le remords de la conscience, cette attente profonde de la justice de Dieu, n'est qu'un rêve: et la raison vous montrera toutes les générations

humaines agenouillées aux pieds des tombeaux, parce que la justice est au delà.

Mais comment la raison parvient-elle à connaître avec certitude les choses qui se passent au loin, au loin dans le monde, ou au loin dans le temps?

Par le témoignage des hommes, et par le témoignage irrécusable de l'histoire. C'est ainsi que nous ne sommes pas moins certains de l'existence actuelle de Pékin ou de Calcutta que ne le sont ceux qui ont visité ces villes, et que nous n'avons pas moins de certitude de l'existence passée de Ninive et de Babylone, que de l'existence présente de Paris ou de Constantinople.

Enfin, comment la raison parvient-elle à la certitude sur les choses de la fin même de l'homme, sur le but de la vie, sur la justice attendue par toutes les consciences, sur l'objet encore invisible de l'espérance qui descend avec nous dans la tombe, sur les mystères de l'éternel avenir?

Comment y arriverait-elle sinon par le témoignage de Dieu? Ne faut-il pas habiter l'éternité pour nous en parler de science certaine?

Oui, la raison qui s'assure des choses de ce monde par les témoins du temps, veut être assurée des choses de l'autre monde par le témoin de l'éternité.

Elle le veut, elle dit pourquoi, et elle le dit de la même manière par la bouche du simple peuple et par l'organe des premiers génies de tous les siècles.

Que dit ici le simple peuple?

Il faut venir de l'autre monde pour nous dire ce qui s'y passe.

Et que disent sur le même sujet les premiers génies de tous les siècles?

Ils disent avec Platon : Il faut que la Divinité nous en instruisse ¹.

Zoroastre, Confucius, Socrate, Aristote, Cicéron, Sénèque, pour ne citer que les maîtres de l'Orient, de la Grèce et de Rome, s'expriment ici comme la Bible, comme la Loi, comme les Prophètes, comme l'Evangile, et ils appuient tous la certitude religieuse sur la parole divine transmise de génération en génération. Nous avons

¹ Alcib., II.

ailleurs cité leurs paroles ¹, et nous ne les répèterons pas ici, mais nous constaterons de nouveau ce fait immense : que sur Dieu et les choses divines, la raison humaine, dans son *état* réel, positif, permanent et universel, veut entendre Dieu ²; qu'elle demande ici le témoignage de Dieu pour y adhérer par la foi; et que la foi, malgré ses altérations accidentelles, n'en demeure pas moins un fait immuable comme la raison elle-même.

Nous n'ignorons pas que les libres penseurs appellent foi l'adhésion qu'ils donnent à leurs propres idées sur Dieu et les choses divines; mais comment ces adorateurs de l'esprit humain ne s'aperçoivent-ils pas qu'en définissant ainsi la foi, ils outragent leur propre idole? D'un côté, ils font avec enthousiasme l'apothéose de l'humanité; de l'autre, ils renient la pensée de tous les siècles de l'humanité! Qu'ils cherchent un siècle, qu'ils cherchent un peuple où les conceptions humaines aient jamais été confondues avec la foi, et ils ne trouveront ni ce siècle, ni ce peuple. Partout et toujours, ils trouveront la foi subsistant comme le *grand fait corrélatif à celui de la révélation divine*.

Nous voilà bien loin, dira-t-on peut-être, de l'infailibilité naturelle ou de la certitude propre à la raison.

Pas si loin qu'on le pense, car c'est la raison, nous venons de le voir, qui appelle la révélation, et c'est à la raison que la révélation s'adresse. C'est à la raison que Dieu parle, c'est à la raison qu'il demande la foi, et il ne la lui demande qu'après lui avoir *fait voir* que c'est bien lui qui lui parle. La raison qui demande le témoignage de Dieu sur les réalités de la vie future, n'adhère donc à ce témoignage avec la certitude surnaturelle de la foi, qu'après avoir vu de ses propres yeux, c'est-à-dire vérifié par sa propre lumière et avec la certitude naturelle qui lui est propre, le *fait divin* de la révélation.

Or, Dieu ne se manifeste pas moins clairement à la raison dans le grand fait de la révélation que dans le grand fait de la nature.

¹ « La Certitude en matière de religion, » chap. II.

² « Propter certitudinem, » dit saint Thomas d'Aquin, même dans les choses de la religion naturelle.

Ces deux œuvres divines sont marquées du même signe : celle-ci, de l'unité maîtresse de l'espace par l'harmonie des mondes ; celle-là, de l'unité maîtresse du temps par l'harmonie des siècles en Jésus-Christ. S'il est donc évident que les cieux, dans leur marche, racontent la gloire de Dieu, il n'est pas moins évident que les siècles la racontent dans leur cours, et que *celui qui tient tout en sa main*, comme le dit Bossuet, *a pu seul concevoir et conduire un dessein où tous les siècles sont compris*.

Oui, cela est évident, et si nous nous bornons à rappeler ce seul signe ou ce seul caractère de la révélation, c'est qu'il suffit, entre tant d'autres, pour faire reconnaître l'infailible certitude naturelle avec laquelle la raison saisit l'infailible certitude surnaturelle de la foi.

La certitude de la raison n'exclut cependant pas ici la liberté de la foi. Il ne suffit pas, en effet, qu'en présence du fait évidemment constaté de la révélation, la raison voie qu'elle *doit croire*, pour qu'elle adhère par là même aux vérités révélées. Le fait de la révélation est évident, mais les vérités révélées ne nous sont pas encore évidentes. Comme la colonne du désert, elles sont, pendant la durée de notre pèlerinage, tout à la fois pleines de lumières et d'ombres, et le mérite de la foi consiste à les croire sur la parole de Dieu seul. Il y a de la volonté et de l'amour dans cette soumission de l'homme à l'esprit de Dieu : *Credere non potest nisi volens*¹. Oui, la raison démontre qu'il *faut croire*, selon l'expression d'un savant et d'un Saint², *parce qu'il est évident que Dieu a parlé*, mais la raison seule ne fait cependant pas croire, parce que, dans la foi et les dispositions de la foi, il y a de l'amour, il y a l'amour de la vérité, et que tous n'aiment pas la vérité. *La lumière est venue en ce monde, et les hommes ont mieux aimé les ténèbres que la lumière, parce que leurs œuvres étaient mauvaises. Celui qui vit mal*³ *hait la lumière et la fuit, de peur qu'elle*

¹ Saint August., In Ioan., tr. 26, n. 2 (Migne, Patr. lat., t. 35, col. 1607).

² Saint Alphonse de Lig.

³ Celui qui vit mal sans désirer sa guérison ; celui qui ne dit pas comme saint Paul :

« Qui me délivrera ? »

ne découvre ses œuvres ¹. — La foi est donc méritoire et libre, parce que l'amour de la vérité est méritoire et libre, et la foi reste libre quoiqu'il soit évident que Dieu a parlé, parce que cette évidence est relative à nos dispositions volontaires, cette clarté proportionnée à la pureté de l'œil intérieur, et que l'éclat du témoignage divin ne brille qu'aux yeux de ceux qui le désirent et non de ceux qui le redoutent. Ils sont malheureusement trop nombreux ceux qui craignent de voir clairement, et qui préfèrent l'obscurité, le vague, le doute, les ténèbres au sein desquelles ils veulent se faire à eux-mêmes ce qu'ils appellent leurs convictions. Or, il est certain, et d'une expérience trop fréquente, qu'à force de désirer les ténèbres, on finit par les obtenir.

Mais ces ténèbres du doute, où tant d'hommes s'ensevelissent volontairement, n'enlèvent rien à la clarté de la vérité, ni à l'infaillible certitude avec laquelle la raison saisit la révélation chez ceux qui cherchent sa lumière. Non, et personne ne sera justifié par ces formules à la mode: « C'est votre opinion, ce n'est pas la mienne; Bossuet voyait comme vous, Voltaire voyait comme moi. » Non, car il n'est pas vrai que Voltaire ait vu ni fait voir faux ce que Bossuet a vu et fait voir évidemment vrai. Voltaire a cherché des difficultés, et facilement il les a trouvées, la faiblesse de l'esprit humain suffisant à cette besogne; Voltaire et beaucoup d'autres comme lui se sont jetés dans le labyrinthe du doute avec la volonté de n'en pas sortir; mais jamais ni lui ni d'autres n'ont tenté, et jamais personne ne tentera de réfuter la démonstration de la foi, telle que la résume, par exemple, le *Discours sur l'histoire universelle*. Non, jamais personne ne tentera de prouver *qu'un autre que Dieu ait pu concevoir et réaliser un dessein où tous les siècles sont compris*.

Constatons maintenant la divine méthode par laquelle la Providence met cette démonstration de la foi à la portée de tous, et la rend aussi facilement et aussi promptement saisissable aux simples qu'aux sages.

¹ IOAN. III, 20.

II. L'EGLISE, OU LA SOCIÉTÉ RELIGIEUSE. — *C'est par le moyen de l'Eglise ou de la Société religieuse que Dieu conduit les sages et les simples de la certitude naturelle de la raison à la certitude surnaturelle de la foi.*

Dans l'ordre de la nature, Dieu ne nous donne pas la vie directement par lui-même. Cause première de toute vie, Dieu nous la communique par des causes secondes. Il nous fait naître dans la société, et non-seulement il nous fait naître en elle, mais il nous fait naître par elle, puisqu'il nous fait naître d'un père et d'une mère. Il fait aussi dépendre la conservation de notre vie des soins des *auteurs* de nos jours ou de l'*autorité* même qui nous a donné la vie¹. La conduite de la Providence est la même dans l'ordre de la grâce. Les conditions de la vie spirituelle sont en parfaite harmonie avec les conditions de la vie naturelle, et Dieu répand et conserve celle-là comme celle-ci, par l'autorité dont il en a fait le canal. La grâce et la vérité sont en Dieu comme dans leur source; mais il nous les fait trouver aussi dans la société et par la société, dans le sein de notre mère la sainte Eglise par l'autorité spirituelle ou par le ministère sacré de la parole et des sacrements.

La religion est le lien social par excellence, non-seulement entre les hommes et Dieu, mais entre les hommes eux-mêmes.

La religion n'est pas une simple doctrine, un simple système de philosophie; elle est l'âme de la société fondamentale, de celle qui sert de base aux deux autres, à la société domestique et à la société civile. On sait le mot de Rousseau: *Jamais Etat ne fut fondé, que la religion ne lui servît de base*. Le rêveur de Genève a dit bien des mots semblables, dans ses moments lucides. Brisez le lien qui rattache l'homme à Dieu, et tous les autres liens se relâchent; remettez en question la loi divine, et toutes les autres lois s'ébranlent. Les sophistes eux-mêmes reconnaissent que la religion est *la loi* de la vie du monde, et que les civilisations di-

¹ On a déjà remarqué qu'« autorité » vient d'« auteur. »

verses sont caractérisées par *les religions* qui leur servent de substance; tant il est vrai que *la religion*, même quand elle s'altère et qu'elle tombe en pièces et morceaux, conserve toujours quelque chose d'elle-même. L'éternelle religion de l'humanité, celle dont Bossuet a dit que quatre ou cinq faits plus clairs que la lumière du soleil la font voir aussi ancienne que le monde, la vraie religion sera donc l'âme de la vraie société religieuse et de la vraie civilisation.

Toute société repose sur l'autorité qui la fait naître, et, comme dans la société naturelle de la famille, l'autorité, dans la société spirituelle, n'attend pas d'être recherchée. Image sensible de la Providence, elle vient à l'homme la première: *Se prior ostendit* ¹, et elle lui donne successivement le lait de l'intelligence et le pain des forts.

C'est ainsi que *notre mère* la sainte Eglise nous élève à la vie surnaturelle. Et comme la foi est le commencement, la racine et le fondement de cette vie: *Initium, radix et fundamentum* ², c'est par l'Eglise que Dieu conduit notre raison à la foi, c'est par l'Eglise qu'il nous fait arriver de la certitude naturelle de l'une à la certitude surnaturelle de l'autre. Ce n'est pas l'Ecriture qui nous fait connaître l'Eglise; c'est l'Eglise, au contraire, qui nous a fait connaître l'Ecriture, et c'est elle qui nous fait trouver dans la parole divine, écrite ou traditionnelle, la vérité dont elle a été divinement constituée la gardienne vivante sur la terre: *Docete omnes gentes. — Et ecce ego vobiscum sum omnibus diebus usque ad consummationem sæculi* ³.

C'est l'Eglise qui nous ouvre elle-même ses archives, qui nous fait lire elle-même ses lettres de créance, qui nous y découvre le sceau divin dans l'harmonie surhumaine des deux Testaments, et qui n'a besoin, pour nous rendre visible la divinité des Ecritures, que de nous montrer du doigt l'ancien peuple, toujours vivant et

¹ « Se prior ostendat. » SAP. VI, 14.

² Conc. Trid., Sess. VI, cap. 8.

³ MATTH. XXVIII, 20.

toujours ennemi, qui veille à la garde des prophéties dont elle est elle-même le miraculeux accomplissement.

Mais ce n'est pas seulement en nous montrant le grand fait de l'accomplissement des prophéties, que l'Eglise nous donne la preuve de la révélation chrétienne ou la démonstration de la foi; c'est encore en se montrant elle-même. L'Eglise, en nous demandant la foi au nom de Celui qui a dit: *Si vous ne voulez pas croire à ma parole, croyez à mes œuvres, car ce sont elles qui rendent témoignage de moi*¹, l'Eglise rend elle-même ce témoignage à Jésus-Christ, car elle est la plus grande de ses œuvres. Oui, l'Eglise revêtue de ses caractères, qui sont des faits splendides, reste sur la terre l'irrécusable témoin de la divinité de Jésus-Christ, le *miracle subsistant* qui prouve la vérité de tous les autres, selon l'expression de Bossuet et la pensée de saint Augustin.

Cette méthode vraiment divine, par laquelle la Providence conduit la raison à la foi, résout la difficulté célèbre de l'analyse de la foi des simples, difficulté si souvent et si faiblement abordée par tant d'érudits, lorsqu'ils ont perdu de vue que l'Eglise est le premier des faits démonstratifs de la foi², le seul vivant, le seul parlant, le seul qui n'attend pas nos recherches, mais qui nous cherche lui-même, et qui se fait voir lui-même tel qu'il est: *Se prior ostendit*.

Analyser l'acte de foi, c'est le réduire aux principes qui concourent à le produire: ces principes eux-mêmes se réduisent à deux: au principe ou au motif de foi, et au principe ou au motif de crédibilité. Le motif de crédibilité, c'est *le fait* qui fait voir à la raison que Dieu a parlé, c'est la preuve donnée à la raison de la divinité de la révélation. Le motif de foi, c'est *la parole* même de Dieu ou la vérité divine. Or, nous les exprimons tous les deux quand nous disons dans l'acte de foi: « Je crois ce que la sainte Eglise me propose à croire, parce que Dieu l'a révélé. » Nous ne croyons qu'au témoignage de Dieu, mais l'Eglise nous

¹ IOAN. X, 38.

² Primum et sufficiens credibilitatis argumentum præbet auctoritas Ecclesiæ, seu propositio Ecclesiæ NOTIS SUIS PRÆFULGENTIS » (DENS, De fide, n. 18).

fait *voir* par des faits irrécusables, dont elle est *pour nous* le principal ¹, *primum et sufficiens*, la divinité de la révélation et sa propre mission d'autorité divine enseignante.

Nous voudrions résumer ici cette méthode de démonstration de la Providence par le fait vivant de l'Eglise et l'éclat de ses caractères, mais nous l'avons déjà résumée ailleurs, dans *le Défi porté à un rationaliste* ², où nous avons particulièrement constaté que la rencontre de la raison et de l'Eglise suffit à la première pour lui faire reconnaître la seconde, suffit à la raison des sages et des simples pour leur faire reconnaître la véritable autorité divine enseignante sur la terre ³. Nous ne pouvons donc reproduire ici cette démonstration pour la troisième fois, mais nous voulons du moins la reprendre par le côté qui nous rapproche de l'objet propre de cet écrit, en établissant que, parmi les marques auxquelles la véritable Eglise doit se faire reconnaître, il faut nécessairement compter la divine prétention à l'infailibilité. Nous allons nous en convaincre.

¹ Le principal « pour nous, » parce qu'elle est le dernier anneau de la chaîne de ces faits, celui par lequel nous la saisissons tout entière. Le principal encore, parce qu'il suffit aux simples et qu'il est nécessaire aux sages, selon ce mot d'un savant théologien : « *Motivum quo etiam doctissimi carere non possunt, nempe societatis christianæ seu Ecclesiæ auctoritas, qua prudentissime ad credendum inclinantur* » (LIEBERMANN, *Dem. christ.*, p. 1, c. 2, n. 67).

² « Appel et Défi, » chap. III, Bruxelles, chez V. Devaux. C'est le résumé des premiers chapitres de la « Question religieuse résolue par les faits » (Paris, Tournay, chez Casterman).

³ Cette rencontre voulue par la Providence eût eu lieu partout et toujours, sans la prévarication des chefs de certains peuples, comme nous l'avons ailleurs démontré par l'histoire (« Appel et Défi, » c. III, § 1). Mais en présence des résultats de cette prévarication, il ne faut pas oublier que, s'il est une Providence qui veille sur le genre humain, et qui a établi les moyens « ordinaires » de salut pour tous les hommes, il est aussi une Providence particulière qui veille sur chacun de nous, et qui n'abandonne pas ceux qui sont arrachés sans leur faute à la connaissance de ces moyens ordinaires. Celui qui est mort aussi pour eux, sait bien faire arriver jusqu'à eux le fruit de la rédemption, la lumière et la grâce, à un degré suffisant pour les sauver, s'ils sont de bonne volonté, comme l'enseigne saint Thomas. Chacun de nous, du reste, ne rendra compte à Dieu que de ce qu'il aura reçu.

III. L'INFAILLIBILITÉ SURNATURELLE. — *Une puissance doctrinale divinement établie doit être infaillible. La nature de cette infaillibilité. Sa nécessité.*

Il ne suffit pas de prétendre à l'infaillibilité pour être infaillible, cela est évident, mais il n'est pas moins évident qu'une autorité doctrinale qui ne prétend pas à l'infaillibilité ne peut être établie de Dieu, Dieu ne pouvant établir une autorité doctrinale pour nous tromper, ou pour nous laisser dans l'erreur. S'il existe une Eglise divinement établie, ne faut-il pas qu'elle vienne à nous comme ayant puissance de Dieu: *Sicut potestatem habens* ¹? Et qu'est-ce que cela, chez une autorité doctrinale, sinon la prétention formelle et nécessaire à l'infaillibilité? Jésus-Christ a confié à son Eglise le dépôt de la révélation, afin qu'elle le transmitt dans son intégrité et sa pureté à toutes les générations. S'il a dit à cette Eglise: *Enseignez toutes les nations et tous les siècles, leur apprenant à croire et à faire ce que je vous ai moi-même enseigné*, il n'a pu manquer d'ajouter: *Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la consommation des siècles* ².

Ce que le Christ a dû faire, il l'a fait; et ses paroles nous disent clairement ce que c'est que l'infaillibilité. Elle n'est pas une infaillibilité qui produit ou qui crée, comme le suppose l'ignorance d'une foule de gens d'esprit, mais une infaillibilité qui garde. Elle est tout simplement la fidélité divinement promise à l'autorité divinement établie pour conserver le dépôt de la révélation. Elle est la *grâce d'état* nécessaire à l'autorité religieuse, le secours divinement accordé pour la rendre fidèle ou infaillible gardienne.

C'est ainsi que l'infaillibilité de la foi de tous les membres de l'Eglise, infaillibilité à laquelle les théologiens donnent le nom d'*infaillibilité passive*, correspond à l'infaillibilité de l'Eglise enseignante, à laquelle les théologiens donnent le nom d'*infaillibi-*

¹ MATTH. VII, 29.

² MATTH. XXVIII, 20.

lité active. Mais celle-ci ne suppose aucune nouvelle révélation, aucune nouvelle inspiration même, comme se l'imaginent de grands journaux français que nous avons sous les yeux. Elle n'est, comme nous venons de le voir, que la simple fidélité qui veille à la conservation du dépôt de la parole divine, écrite dans les livres inspirés ou vivante dans la tradition, et au maintien du sens qui lui fut constamment donné depuis l'origine.

Sans cette institution divine d'une autorité enseignante, nécessairement fidèle ou infaillible, la révélation n'aurait pas de vrai dépositaire, et il manquerait à la société religieuse ce qui ne manque ni à la société domestique, ni à la société civile. En effet, dans les choses naturelles, la raison, nous l'avons vu, a son espèce d'infaillibilité qu'on appelle certitude; et dans l'Eglise il n'y aurait pas de certitude? Il n'y aurait pas de certitude dans l'ordre de choses où elle est absolument nécessaire, dans l'ordre surnaturel ou du salut? Mais comment avoir la certitude dans l'ordre surnaturel, sans une autorité surnaturelle à son tour, divinement établie pour garder le dépôt et le sens de la révélation?

Encore une fois donc, une autorité doctrinale divinement instituée ne se conçoit pas sans l'infaillibilité, et toute autorité enseignante qui ne parle pas aux hommes avec la divine prétention d'être infaillible, est par là même convaincue de n'être pas l'Eglise de Dieu.

Elle est par là même aussi convaincue de ne pas répondre aux besoins des âmes.

Fénélon, dans sa *Lettre sur la religion*, expose ainsi cette vérité fondamentale:

« Tous les hommes, dit-il, et surtout les ignorants ¹, ont besoin d'une autorité qui décide, sans les engager à une discussion dont ils sont visiblement incapables. Comment voudrait-on qu'une femme de village ou qu'un artisan examinât le texte original, les éditions, les versions, les divers sens du texte sacré? Dieu aurait manqué au besoin de presque tous les hommes, s'il ne leur avait pas donné une autorité infaillible pour leur épargner cette recher-

¹ Il dira tout à l'heure les savants aussi, et pourquoi.

che impossible et pour les garantir de s'y tromper. L'homme ignorant qui connaît la bonté de Dieu et qui sent sa propre impuissance, doit donc supposer cette autorité donnée de Dieu, et la chercher humblement pour s'y soumettre sans raisonner. Où la trouvera-t-il? Toutes les sociétés séparées de l'Eglise catholique ne fondent leur séparation que sur l'offre de faire chaque particulier juge des Ecritures et de lui faire voir que l'Ecriture contredit cette ancienne Eglise. Le premier pas qu'un particulier serait obligé de faire pour écouter ces sectes, serait donc de s'ériger en juge entre elles et l'Eglise qu'elles ont abandonnée; or, quelle est la femme de village, quel est l'artisan qui puisse dire sans une ridicule et scandaleuse présomption: Je vais examiner si l'ancienne Eglise a bien ou mal interprété le texte des Ecritures? *Voilà néanmoins le point essentiel de la séparation de toute branche d'avec l'ancienne tige.* Tout ignorant, qui sent son ignorance, doit avoir horreur de commencer par cet acte de présomption. Il cherche une autorité qui le dispense de faire cet acte présomptueux et cet examen dont il est incapable. Toutes les nouvelles sectes, selon leur *principe fondamental*, lui crient: Lisez, raisonnez, décidez. La seule ancienne Eglise lui dit: Ne raisonnez, ne décidez point: contentez-vous d'être docile et humble; Dieu m'a promis son Esprit pour vous préserver de l'erreur. Qui voulez-vous que cet ignorant suive, ou de ceux qui *lui demandent l'impossible*, ou de ceux qui lui promettent ce qui convient à son ignorance et à la bonté de Dieu? Représentons-nous un paralytique qui veut sortir de son lit, parce que le feu est à la maison: il s'adresse à cinq hommes qui lui disent: levez-vous, courez, percez la foule, sauvez-vous de cet incendie. Enfin vient un sixième homme, qui lui dit: laissez-moi faire, je vais vous emporter entre mes bras; croira-t-il les cinq hommes qui lui conseillent de faire ce qu'il sent bien qu'il ne peut pas? Ne croira-t-il pas plutôt celui qui est le seul à lui promettre le secours proportionné à son impuissance? Il s'abandonne sans raisonner à cet homme, il se borne à demeurer souple et docile entre ses bras. Il en est précisément de même d'un homme humble dans son ignorance, il ne peut écouter sérieusement les sectes qui lui crient: Lisez, raisonnez, décidez; lui, qui sent bien qu'il ne peut

ni lire, ni raisonner, ni décider; mais il est consolé d'entendre l'ancienne Eglise qui lui dit: Sentez votre impuissance, humiliez-vous, soyez docile, confiez-vous en *la bonté de Dieu qui ne vous a point laissé sans secours pour aller à lui*. Laissez-moi faire, je vous porterai entre mes bras. Rien n'est plus simple et plus court que ce moyen d'arriver à la vérité. *L'homme ignorant n'a besoin ni de lire, ni de raisonner pour trouver la vraie Eglise*. Les yeux fermés, *il sait avec certitude* que toutes celles qui veulent le faire juge sont fausses, et qu'il n'y a que celle qui lui dit de croire humblement, qui puisse être la véritable. Au lieu des livres et des raisonnements, il n'a besoin que de son impuissance et de la bonté de Dieu pour rejeter une flatteuse séduction et pour demeurer dans une humble docilité. Il ne lui faut que son ignorance bien *sensée* pour décider. Cette ignorance se tourne pour lui en science infaillible; plus il est ignorant, plus son ignorance lui fait sentir *l'absurdité* des sectes qui veulent l'ériger en juge de ce qu'il ne peut examiner.

» D'un autre côté, les *savants mêmes* ont un besoin infini d'être humiliés et de sentir leur incapacité; à force de raisonner, ils sont encore *plus dans le doute* que les ignorants. Ils disputent sans fin entre eux, et ils s'entêtent des opinions les plus absurdes. Ils ont donc *autant de besoin* que le peuple le plus simple d'une autorité suprême, qui rabaisse leur présomption, qui corrige leurs préjugés, qui termine leurs disputes, qui fixe leurs incertitudes, qui les accorde entre eux et qui les réunisse à la multitude. Cette autorité, supérieure à tout raisonnement, *où la trouverons-nous?* Elle ne peut être dans aucune des sectes qui ne se forment qu'en faisant raisonner les hommes, et qu'en les faisant juges de l'Ecriture au-dessus de l'Eglise. Elle ne peut donc se trouver que dans cette ancienne Eglise qu'on nomme catholique. Qu'y a-t-il de plus simple et de plus court, de plus proportionné à la faiblesse de l'esprit de l'homme, qu'une décision pour laquelle chacun n'a besoin que de sentir son impuissance, et de ne vouloir pas l'impossible? *Rejetez une discussion visiblement impossible et une présomption ridicule, vous voilà catholique.* »

Le grand archevêque de Cambrai ne soutient pas ici que la di-

vine prétention à l'infaillibilité soit le seul signe ou le seul caractère qui fasse reconnaître la véritable Eglise, mais il montre et il démontre qu'elle est incontestablement l'un des signes ou des caractères qui la font reconnaître.

IV. L'OBJET PRÉCIS DE L'INFAILLIBILITÉ DE L'EGLISE.

Nous venons de prouver qu'une Eglise divinement établie *doit être* infaillible, et que l'objet de cette infaillibilité n'est, en général, que la conservation du dépôt de la révélation. Mais il faut expliquer, avec plus de détails, quel est l'objet précis de cette infaillibilité, et puis où se trouve, dans l'Eglise, le sujet de cette infaillibilité, l'organe divinement constitué de cet enseignement infaillible, le juge en dernier ressort des controverses relatives à la foi.

Sur ces deux points, comme sur tous les autres, l'Eglise, dont la foi est apostolique et toujours vivante depuis son origine, l'Eglise, qui n'a qu'à se souvenir pour ne pas se tromper, n'a jamais varié.

Commençons donc par constater sa doctrine sur le premier point ou sur l'objet précis de son infaillibilité.

N'ayant reçu la promesse de l'infaillibilité que pour conserver le dépôt de la vérité révélée, l'Eglise n'est infaillible qu'en matière de foi, c'est-à-dire dans l'enseignement de la vérité qu'il faut croire¹. Elle est par là même infaillible en matière de mœurs, la loi évangélique ou la vérité qu'il faut pratiquer faisant partie de la révélation, et ainsi de la vérité même qu'il faut croire.

Mais l'Eglise n'est-elle infaillible que dans l'enseignement des vérités explicitement et formellement révélées?

Elle est infaillible dans l'enseignement des vérités clairement et certainement contenues dans la révélation, ou qui appartiennent implicitement à la foi.

Elle est infaillible encore dans l'enseignement des vérités essen-

¹ « In materia fidei, nempe in iis omnibus rebus quæ revelatæ sunt, et a Christo suis fidelibus ut credantur relictæ » (SCHOUPE S. I., « De regula fidei, » c. III, a. 3, pr. 1).

tiellement et inséparablement liées à la révélation, ou qui ont avec elle une connexion nécessaire. Les théologiens expriment la même chose en d'autres termes, quand ils disent que l'Eglise est infail-
lible dans l'enseignement des choses qui se rapportent à la foi et aux mœurs, mais qui s'y rapportent par elles-mêmes et prochainement, et non d'une manière accidentelle et éloignée: *Per se et proxime, non autem per accidens et remote.*

Si l'Eglise était infailible dans l'enseignement des choses qui ont des relations quelconques, même lointaines, avec la vérité révélée, elle serait infailible en toutes choses; car, dans le vaste ensemble de l'ordre naturel et surnaturel, toutes les vérités n'en font qu'une aux yeux de Dieu. Jamais l'Eglise ne s'est attribué une semblable infailibilité. Elle n'a jamais confondu la science sacrée avec les sciences profanes, la science des choses divines avec la science des choses humaines. Elle abandonne le monde et tout ce qui n'est pas renfermé dans le domaine de la foi, *in re fidei*, comme le dit Bellarmin, aux disputes des hommes, et elle n'intervient pour condamner l'erreur, que lorsque celle-ci s'attaque à la vérité révélée. Elle sert ainsi la science elle-même, la vérité ne pouvant contredire la vérité.

Mais quand est-ce qu'une vérité appartient implicitement à la foi? Et quand est-ce qu'une vérité est essentiellement et inséparablement liée avec la révélation, *per se et proxime*?

Quand l'Eglise la juge telle, ce qu'elle ne manque jamais de faire voir clairement.

L'Eglise, devant veiller à conserver dans toute sa pureté la vérité révélée, est infailible aussi dans la condamnation des propositions qui blessent, de différentes manières, la foi et les mœurs, ou qui les mettent en péril¹.

Elle est, par conséquent, infailible en matière de faits dogmatiques; nous disons de faits dogmatiques, car elle ne prétend nul-

¹ « Quæ sunt contra fidem, vel bonam vitam, Ecclesia non approbat, nec tacet, nec facit » (Sanctus Augustinus, « Ad inquisitiones Ianuarii, » lib. II, n. 35, iuxta editionem Benedictinam, epistola 55 [Migne, Patrologia latina, tom. 33, col. 221]). Conferatur lib. I, iuxta ed. Ben., epist. 54.

lement à l'infailibilité en matière de faits purement personnels ou historiques, dont la connaissance dépend principalement du témoignage des hommes, ces faits n'ayant souvent aucune relation prochaine et essentielle avec la foi. Mais il est des faits qu'on appelle dogmatiques, parce qu'ils sont essentiellement et inséparablement liés à la foi : le fait de l'existence de telle erreur dans tel livre, par exemple. Si l'Eglise n'était pas infailible dans le jugement d'un tel fait, il ne lui servirait de rien de condamner l'erreur, ne pouvant indiquer avec certitude où elle se trouve. Les pasteurs, divinement établis pour nourrir les âmes de la vraie doctrine, seraient en ce cas dans l'impuissance de remplir leur charge, et Jésus-Christ la leur aurait confiée en vain.

L'Eglise est infailible encore en ce qui concerne le culte divin et la discipline *générale*, parce que le culte divin et la discipline générale ont toujours des rapports intimes avec la foi et les mœurs. Si l'Eglise pouvait prescrire ou approuver en ces matières des choses contraires à la foi et aux mœurs, ou qui ne leur fussent pas conformes, elle jetterait inévitablement les âmes dans l'erreur et les perdrait au lieu de les sauver. Or, cela ne peut être, Jésus-Christ lui ayant promis d'être avec elle jusqu'à la fin des temps. L'Eglise est donc infailible en matière de discipline générale, en ce sens que ce qu'elle ordonne ou approuve généralement en cette matière, ne peut manquer d'être en harmonie avec la vérité et la morale révélées.

Nous ne pouvons passer à un autre sujet, sans avoir éclairé bien des esprits trompés sur la nature et la portée des définitions de foi. Ils s'imaginent, qu'en définissant un dogme, l'Eglise impose aux fidèles une croyance nouvelle. Rien n'est plus faux. Une définition de foi n'est qu'une déclaration dogmatique d'une vérité contenue dans le dépôt de la révélation, et qui a toujours fait partie de la croyance de l'Eglise. L'Eglise n'invente jamais, elle discerne ; et quand on lui demande si telle croyance fait partie du dogme, elle répond. Sa réponse, si c'est l'hérésie qui nie, est un anathème ; et si c'est la bonne foi qui hésite, une consolation. C'est ainsi qu'à différentes époques, l'hérésie ou même la faiblesse de l'esprit humain (car il est faible aussi dans les grands hommes), a été

l'occasion des déclarations dogmatiques de l'Eglise, et que le choc des erreurs ou des opinions a fait jaillir de la pierre sur laquelle elle est fondée, non des vérités nouvelles, mais de nouvelles clartés.

« Il ne faut pas confondre deux choses aussi différentes que celles de *croire* et de *soutenir* un dogme, » dit le comte de Maistre.

« L'Eglise catholique n'est point argumentatrice de sa nature: elle croit sans disputer, car la *foi* est *une croyance par amour*, et l'amour n'argumente point.

» Le catholique sait qu'il ne peut se tromper; il sait de plus que, s'il pouvait se tromper, il n'y aurait plus de vérité révélée, ni d'assurance pour l'homme sur la terre, puisque *toute société divinement instituée suppose l'infailibilité*, comme l'a dit excellemment l'illustre Malebranche.

» La foi catholique n'a donc pas besoin, et c'est ici son caractère principal qui n'est pas assez remarqué, elle n'a pas besoin, dis-je, de se replier sur elle-même, de s'interroger sur sa croyance et de se demander pourquoi elle croit; elle n'a point cette inquiétude dissertatrice qui agite les sectes. C'est le doute qui enfante les livres: pourquoi écrirait-elle donc, elle qui ne doute jamais?

» Mais si l'on vient à contester quelque dogme, elle sort de son état naturel, étranger à toute idée contentieuse; elle cherche les fondements du dogme mis en problème; elle interroge l'antiquité; elle crée des mots surtout, dont sa bonne foi n'avait nul besoin, mais qui sont devenus nécessaires pour caractériser le dogme, et mettre entre les novateurs et nous une barrière éternelle ¹. »

C'est ainsi qu'ont été définies, et la *consubstantialité* du Verbe contre l'arianisme, et la *transsubstantiation* ² contre les protestants, définitions qui résument d'un mot l'immuable croyance de l'Eglise sur la divinité du Verbe et sur l'adorable Eucharistie.

Il ne faut donc pas oublier que la foi de l'Eglise précède les

¹ DE MAISTRE, « Du Pape, » liv. I, ch. I.

² Mot admiré et défendu par Leibnitz.

définitions dogmatiques, et que, pour être vraiment fidèle, il ne suffit ni de croire seulement ce qui est *défini* contre l'hérésie, ni de croire seulement *quand* c'est défini contre l'hérésie. Non, il faut croire auparavant tout ce que l'autorité de l'Eglise nous propose à croire comme révélé de Dieu ¹.

Du reste, Celui, dont la sagesse sait faire servir le mal au progrès du bien, sait faire servir aussi l'erreur au progrès de la vérité, nous voulons dire au progrès de la science du dogme, de l'intelligence de la foi. Ce progrès existe, dit Pie IX, en rappelant les paroles célèbres de saint Vincent de Lérins : « Ce progrès existe, et il est très-grand ; mais c'est le vrai progrès de la foi, ce n'en est pas le changement. Il faut que l'intelligence, la science et la sagesse de tous, comme de chacun en particulier, des âges et des siècles de toute l'Eglise comme des individus, croissent et fassent de grands, de très-grands progrès, afin que l'on comprenne plus clairement ce que l'antiquité vénérât sans l'entendre, afin que les pierres précieuses du dogme divin soient travaillées, exactement adaptées, sagement ornées, et qu'elles s'enrichissent de grâce, de splendeur, de beauté ; mais toujours dans le même genre, c'est-à-dire dans la même doctrine, dans le même sens, dans la même substance, de façon qu'en se servant de termes nouveaux, on ne dise cependant pas de choses nouvelles ². »

La foi de l'Eglise est donc un arbre vivant. Cet arbre tire toute sa sève de la vérité révélée ; mais de cette sève divine sortent des fruits sans nombre qui, pour être toujours de même nature et toujours semblables à eux-mêmes, n'en sont pas moins d'une beauté et d'une saveur toujours nouvelles.

¹ C'est ce que Pie IX rappelle dans le Bref du 21 décembre 1863 à l'archevêque de Munich, où il dit : « Etiamsi ageretur de illa subjectione quæ fidei divinæ actû est præstanda, limitanda non esset ad ea, quæ expressis œcumenicorum Conciliorum aut romanorum Pontificum, hujusque apostolicæ Sedis decretis definita sunt ; sed ad ea quæ quæ extendenda, quæ ordinario totius Ecclesiæ per orbem dispersæ magisterio tamquam divinitus revelata traduntur, ideoque universali et constanti consensu a catholicis theologis ad fidem pertinere retinentur. »

² Bref du 17 mars 1856.

V. DU SUJET, OU DE L'ORGANE DE L'INFAILLIBILITÉ DE L'ÉGLISE.

Sur ce point, comme sur le précédent, nous l'avons indiqué déjà, la foi catholique n'a jamais varié. Vivante et entière dans toutes les Eglises, telle que les Apôtres la leur ont laissée, jamais elle n'a douté d'elle-même. Mais, quand elle s'est vue contestée par le schisme ou l'hérésie, elle les a confondus par les Ecritures et la tradition.

La société catholique repose donc en paix sur l'autorité que le Christ a mise à sa base, et l'Eglise enseignée, ou l'ensemble des fidèles, écoute l'Eglise enseignante dans les pasteurs¹.

Mais tous ceux qui exercent, à quelque degré, les fonctions du ministère ecclésiastique, appartiennent-ils par là même à l'Eglise enseignante que tous doivent écouter, à l'autorité doctrinale en matière de foi?

Dans la cité de Dieu, comme dans les cités de ce monde, les causes majeures, celles qui intéressent la société tout entière, sont réservées aux autorités supérieures. L'auteur de la grâce est le même que l'auteur de la nature, et il ne faut donc pas s'étonner que les premiers pasteurs seuls, c'est-à-dire les Evêques, aient été constitués les maîtres et les juges de la foi dans son Eglise, les causes de la foi se trouvant être les causes suprêmes.

Telle est la croyance de tous les temps. Dans les premiers siècles, comme dans les suivants, l'histoire nous montre les Evêques de chaque Eglise à la tête des prêtres, des diacres et des simples fidèles, veillant à la conservation de la foi, et condamnant toutes les erreurs, sans recourir au suffrage de ceux qui ne sont revêtus que du caractère sacerdotal. Jamais les docteurs de l'Eglise n'ont opposé à l'hérésie d'autre tribunal que celui de l'Episcopat uni à son chef, et c'est un dogme catholique que non-seulement le Pape et les Evêques sont juges infaillibles des controverses en matière de religion, mais qu'ils sont seuls juges de la foi¹.

L'Eglise a défini cette vérité dès qu'elle l'a vue contestée, et

¹ Voyez le card. Gousset: « De l'Eglise, » p. II, ch. 2, a. 1.

elle l'a définie, comme nous le disions tout à l'heure, en la montrant écrite dans le nouveau Testament, et attestée par tous les monuments de la tradition.

C'est à ses Apôtres réunis, c'est au *Collège apostolique*, c'est aux premiers pasteurs de son Eglise naissante que le Christ a dit : « Toute puissance m'a été donnée dans le ciel et sur la terre ; allez donc et instruisez tous les peuples, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, et leur apprenant à observer toutes les choses que je vous ai prescrites : et voilà que je suis avec vous tous les jours jusqu'à la consommation des siècles ¹. » Il y a dans ces paroles la communication d'une triple puissance : de la puissance doctrinale : *Docete* ; de la puissance sacramentelle : *Baptizantes* ; et de la puissance du commandement : *Docentes servare omnia quaecumque mandavi vobis*. Et cette puissance du commandement, Jésus-Christ la montre tout entière ailleurs, en l'appelant puissance *de lier et de délier*. Tout le pouvoir spirituel est donc là : *Magisterium, ministerium, imperium*, toute la puissance sacrée ; mais surtout la puissance doctrinale ou enseignante, qui affirme et soutient les deux autres.

Et quelle puissance enseignante ?

La puissance enseignante universelle en matière de foi : *Enseignez tous les peuples*. La puissance enseignante perpétuelle : *Jusqu'à la consommation des siècles*. La puissance enseignante infaillible, c'est-à-dire appuyée sur le secours infaillible de Dieu : *Et voilà que je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin des temps*.

L'infaillibilité est ainsi manifestement promise, non-seulement aux Apôtres, mais à leurs successeurs ; non-seulement au Collège apostolique, mais *au corps épiscopal*.

Et pourquoi les Evêques seuls sont-ils les premiers pasteurs et les successeurs des Apôtres ?

Parce qu'ils reçoivent seuls la plénitude du sacerdoce : *plenitudinem sacerdotii* ; c'est-à-dire le sacerdoce avec la puissance qui le perpétue par l'Ordination, la paternité spirituelle avec la fécondité divine.

¹ MATTH. XXVIII, 18-20.

La puissance d'Ordre a donc des degrés, et elle n'est attachée tout entière par Jésus-Christ qu'au caractère épiscopal. Les actes et les épîtres des Apôtres sont pleins de cette vérité que nous rencontrons toute vivante dans l'histoire de l'Eglise.

Mais nous nous ferions une idée complètement fausse de l'Eglise enseignante, si nous perdions de vue que la puissance des Apôtres fut établie dans l'unité par la constitution divine du centre même de cette unité, ou de la primauté de Pierre; et que la puissance des successeurs des Apôtres est maintenue à son tour dans l'unité par le maintien du centre de l'unité catholique, ou de la primauté du successeur de Pierre. Il n'y a pas de Collège apostolique sans Pierre, et il n'y a pas de corps épiscopal, ou d'Eglise enseignante, sans Pape. La puissance d'Ordre, ou du sacré ministère: *sacri ministerii*, fut la même, sans doute, dans les Apôtres et dans le prince des Apôtres, comme elle reste la même dans les Evêques et dans l'Evêque des Evêques; mais la primauté de Pierre et de ses successeurs est la suprême puissance de juridiction ou de gouvernement: *Iurisdictionis sive regiminis*.

Nous ne connaissons rien qui condamne plus hautement le schisme et l'hérésie, et en même temps rien de plus humiliant pour l'un et l'autre, en présence de la double clarté de l'Ecriture et de l'histoire, que la négation de l'unité de l'Apostolat et de l'Episcopat par la primauté de Pierre et des Pontifes romains, ses successeurs. L'Orient et l'Occident n'ont qu'une voix pour acclamer cette primauté; les Conciles de Nicée, d'Ephèse, de Chalcédoine, de Constantinople, parlent du successeur de Pierre et de sa souveraine autorité sur toute l'Eglise, comme les Conciles de Lyon, de Latran, de Florence et de Trente. Saint Athanase, saint Basile, saint Grégoire de Nazianze, saint Jean-Chrysostome confessent l'autorité suprême du successeur de Pierre, comme la confessent saint Cyprien, saint Jérôme, saint Ambroise, saint Augustin¹. Un autre

¹ Il faudrait des volumes pour recueillir les paroles des Conciles et des Pères sur ce grand sujet. Si nous écrivions pour des théologiens, nous les renverrions aux grandes œuvres canoniques et théologiques qui reproduisent ces paroles; mais, comme nous écrivons pour les gens du monde, nous nous bornons à leur indiquer deux ouvrages écrits

Evêque que le Pontife romain se donna-t-il jamais pour le Pasteur suprême de l'Orient et de l'Occident? Les Eglises orientales et occidentales reconnurent-elles jamais une autre puissance universelle que celle du successeur de saint Pierre? Quand les patriarches de Constantinople prirent le titre de Patriarches œcuméniques, et ils le prirent bien tard, prétendirent-ils jamais étendre leur autorité sur Rome? Non, quand la puissance devient schismatique, elle prend le caractère de la fausse mère jugée par Salomon : elle se contente d'une Eglise déchirée. On le voit de nos jours en Russie, en Angleterre et ailleurs, comme on l'a vu chez ceux des Grecs qui devinrent infidèles à l'unité. L'histoire de l'Eglise proclame donc avec clarté où est l'unique Pasteur de l'unique bercaïl de Jésus-Christ. L'Eglise nous le montre avec la même clarté dans l'Evangile.

Ouvrons donc le livre divin, et jouissons de sa lumière. Jésus-Christ parle à celui qu'il a choisi pour le prince des Apôtres : *Tu es Simon, fils de Jean, ton nom désormais sera Pierre*. Plus tard il lui donna la raison de ce changement : ce fut le jour où Pierre, fidèle à la révélation divine, confessa le premier la divinité de Jésus-Christ : *Tu es Pierre*, lui dit alors le Sauveur, *et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, et les forces de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle* ¹.

L'Eglise, ce divin édifice que rien ne renversera, cette ferme colonne de la vérité ², est donc appuyée sur Pierre comme sur sa base. Elle n'a cependant pas d'autre fondement divin que Jésus-Christ : *Fundamentum enim aliud nemo potest ponere præter id, quod positum est, quod est Christus Iesus* ³ ; mais c'est aussi Jésus-Christ seul qui, de sa main divine, pose la pierre angulaire de l'apostolat perpétuel : Sur cette pierre je bâtirai.

en français sur cette matière : la théologie dogmatique du cardinal Gousset, archevêque de Reims, et « Le Pape » du comte de Maistre. Ces deux livres contiennent des citations suffisamment étendues des Conciles et des Pères sur la primauté de juridiction ou la souveraine puissance de Pierre et de ses successeurs.

¹ MATTH. XVI, 18.

² I TIM. III, 15.

³ I COR. III, 11.

Les paroles qui suivent immédiatement déclarent de nouveau l'autorité suprême de Pierre par un symbole admirablement clair :

C'est à toi que je donnerai les clefs du royaume des Cieux ¹.

A qui présente-t-on les clefs d'une cité, sinon au Souverain ? Eh bien ! dans cette Eglise qu'il appelle le royaume des Cieux, dans ce royaume spirituel qu'il prédit impérissable, c'est à Pierre, et à Pierre seul, *Tibi*, qu'il donne les clefs, c'est-à-dire la souveraine puissance.

Mais la puissance de Pierre n'est pas d'une autre nature que celle de l'apostolat qui est une puissance spirituelle, et voilà pourquoi Jésus-Christ, en prédisant à tous ses Apôtres l'épreuve des persécutions, dit encore à Pierre : *Simon, Simon, Satan a demandé à vous cribler comme on crible le froment ; mais j'ai prié pour toi, afin que ta foi ne défaille point. Souviens-toi donc, lorsque tu seras relevé de ta chute, que ce sera à toi d'affermir la foi de tes frères* ². C'est donc au chef de la puissance enseignante que Jésus-Christ promet, d'une façon spéciale, l'infaillible fidélité : *Ego autem oravi pro te, ut non deficiat fides tua* ; et c'est la fermeté de la pierre angulaire qui affermira tout l'édifice : *Et tu, aliquando conversus, confirma fratres tuos*.

Une ravissante parole du Christ après sa résurrection accomplit la promesse faite à Pierre, et lui confère la suprême puissance. Pierre et les autres disciples étaient rassemblés. Jésus vint à eux, et dit à Simon Pierre : *Simon, fils de Jean, m'aimes-tu plus que ceux-ci ne m'aiment ?* Il lui répondit : *Oui, Seigneur, vous savez que je vous aime*. Jésus lui dit : *Pais mes agneaux*.

Il lui demanda de nouveau : *Simon, fils de Jean, m'aimes-tu ?* Pierre lui répondit : *Oui, Seigneur, vous savez que je vous aime*. Jésus lui dit : *Pais mes agneaux*.

Il lui demanda pour la troisième fois : *Simon, fils de Jean, m'aimes-tu ?* Pierre fut touché de ce qu'il demandait pour la troisième fois : *m'aimes-tu ?* et il lui dit : *Seigneur, vous connaissez*

¹ MATTH. XVI, 19.

² LUC. XXII, 31, 32.

toutes choses, vous savez que je vous aime. Jésus lui dit : *Pais mes brebis.*

En vérité, en vérité, je te le dis, lorsque tu étais jeune, tu te ceignais toi-même et tu allais où tu voulais ; mais, lorsque tu seras vieux, tu étendras tes mains, et un autre te ceindra et te mènera où tu ne voudras pas.

Or, il dit cela pour marquer par quelle mort il devait glorifier Dieu ; et, après avoir ainsi parlé, il lui dit : *Suis-moi* ¹.

Jésus montre ainsi à Pierre où mène la charge suprême : à la croix de son divin Maître ; mais cette charge suprême, il la lui impose manifestement en le constituant Pasteur, non-seulement des agneaux, mais de leurs mères ; non-seulement de ceux qui sont nourris, mais de ceux qui nourrissent ; non-seulement des fidèles, mais des pasteurs eux-mêmes : *Pasce agnos et oves.*

Pierre est donc le Pasteur des Pasteurs, et l'Eglise est fondée sur l'unité de l'autorité par la hiérarchie des pouvoirs dont Pierre est divinement établi le fondement et le faite : *Petrum itaque fundamentum Ecclesiæ Dominus nominavit* ².

Dignus certe qui in ædificandis in domo Dei populis lapis esset ad fundamentum, columna ad sustentaculum, clavis ad regnum ³.

Aussi Pierre nous apparaît-il dans l'Ecriture comme « le premier en toutes manières, dit Bossuet : le premier à confesser la foi ; le premier dans l'obligation d'exercer l'amour ; le premier de tous les Apôtres qui vit Jésus-Christ ressuscité des morts, comme il en devait être le premier témoin devant tout le peuple ; le premier quand il fallut remplir le nombre des Apôtres ; le premier qui confirma la foi par un miracle ; le premier à convertir les Juifs ; le premier à recevoir les Gentils ; le premier partout.... La puissance donnée à plusieurs porte sa restriction dans son partage ; au lieu que la puissance donnée à *un seul*, et *sur tous*, et sans exception, emporte la plénitude ⁴.

¹ IOAN. XXI, 15-19.

² Saint Aug., s. 190, ed. B., app. (Migne, Patr. lat., t. 39, col. 2100).

³ Saint Aug., s. 203, ed. B., app. (Migne, ibid., col. 2122).

⁴ « Sermon sur l'Unité, » part. 1.^{re}

Mais Pierre ne sera-t-il le chef et le fondement de l'Eglise que pendant sa vie?

Sur cette Pierre je bâtirai mon Eglise, dit Jésus-Christ, et les forces ennemies ne prévaudront pas contre elle.

Comment l'Eglise serait-elle à jamais immuable, si son fondement ne l'était pas?

De même donc que Jésus-Christ a manifestement fondé la perpétuité de l'apostolat en disant: Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin des temps; ainsi a-t-il manifestement établi cet apostolat perpétuel de l'Eglise enseignante sur l'inébranlable fondement de l'autorité de Pierre, qui ne meurt pas plus que l'autorité apostolique: *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversus eam*. L'autorité de Pierre est donc toujours vivante dans ses successeurs, et le Siège de Pierre est à jamais le centre de l'unité et de l'autorité de l'Eglise. Mais comment douter du sens des textes? Ne sont-ils pas, encore une fois, divinement interprétés par leur accomplissement? L'éclat des faits dans l'Eglise ne répond-il pas à l'éclat des paroles de l'Evangile, et n'est-il pas deux fois évident que l'Eglise, comme l'enseigne le catéchisme, est *l'assemblée des fidèles qui professent la doctrine de Jésus-Christ, sous l'obéissance des pasteurs légitimes*, et PRINCIPALEMENT DE NOTRE SAINT-PÈRE LE PAPE, CHEF VISIBLE DE L'EGLISE UNIVERSELLE?

L'Eglise enseignante, à laquelle l'infailibilité fut promise, c'est donc le Collège apostolique ou les Apôtres unis à Pierre; c'est l'apostolat universel et perpétuel des successeurs des Apôtres unis aux successeurs de Pierre. Oui, « le corps de l'Episcopat, *uni à son Chef*, c'est où il faut trouver le dépôt de la doctrine ecclésiastique, » dit Bossuet ¹. « Tous reçoivent la même puissance, dit-il encore, mais non pas tous en même degré, ni avec la même étendue..... Jésus-Christ commence par le premier, et dans ce premier il forme le tout, afin que nous apprenions que l'autorité ecclésiastique, premièrement établie en la personne d'un seul, ne s'est répandue qu'à condition d'être toujours ramenée au principe

¹ « Sermon sur l'Unité, » part. 2.^{me}

de son unité, et que tous ceux qui auront à l'exercer, *se doivent tenir inséparablement unis à la même chaire* ¹.

Séparés de Pierre, les Evêques ne sont plus dans l'Eglise, mais dans le schisme; ce sont des membres séparés du corps de l'Eglise enseignante. En se retranchant du corps de l'Eglise, ils ne lui enlèvent cependant ni l'unité, ni la vie: l'une et l'autre restent à jamais aux membres unis à leur Chef, au corps uni à la tête.

L'Eglise enseignante, à laquelle l'infailibilité fut divinement promise, c'est donc l'Episcopat catholique, ou dispersé ou rassemblé dans un Concile général, et toujours uni à son Chef.

Mais si l'Eglise enseignante n'est infailible que par son union avec Pierre; si les Evêques séparés du successeur de Pierre n'ont aucune promesse d'infailibilité, ni dispersés, ni réunis en Concile; si l'Eglise ne peut être ébranlée dans la foi, parce que la pierre sur laquelle elle est fondée est inébranlable; on demande si Pierre n'a pas reçu pour lui et pour ses successeurs des promesses spéciales d'infailibilité. C'est ce qui nous reste à établir. Mais nous voulons auparavant appeler l'attention de l'incrédulité sur un fait du premier ordre, et constater ensuite l'ignorance des publicistes incrédules sur la nature et l'objet de l'infailibilité pontificale.

VI. DIGRESSION SUR UN FAIT DÉCISIF CONTRE L'INCREDULITÉ.

« Vous écrivez pour les gens du monde, nous dira-t-on peut-être, et vous semblez oublier qu'ils appartiennent en grand nombre au rationalisme ou aux sectes. Ce que vous venez d'établir, demande la foi catholique pour être admis. » Nous écrivons pour les croyants et pour les incrédules; pour ceux-là, dans l'intention de leur rappeler leur catéchisme; pour ceux-ci, dans l'intention de leur apprendre ce qu'enseigne la doctrine catholique dont ils parlent constamment sans la connaître. Mais les deux premiers

¹ « Sermon sur l'Unité, » part. 1.^{re}

chapitres de ce livre sur la raison et la foi, sur la raison conduisant à la foi, et sur la méthode divine par laquelle la Providence nous élève de la certitude naturelle de la raison à la certitude surnaturelle de la foi, ces deux chapitres sont directement à l'adresse de l'incrédulité. Il en sera de même de celui-ci. Avant de poursuivre notre route, nous voulons nous arrêter un instant, et montrer au rationalisme que nous sommes sur le chemin de Dieu.

Nous prenons donc en main le livre universellement connu sous le nom d'Evangile, où nous venons de lire l'institution de l'Eglise enseignante et de la primauté de Pierre, et nous demandons au rationalisme à quel siècle ce livre appartient? Le rationalisme avoue que les Evangiles, tels qu'ils sont aujourd'hui, appartiennent au premier ou au second siècle de notre ère. Eh bien! c'est assez, et nous dirons avec Bossuet *qu'il n'en faut pas davantage* pour démontrer à la raison que Dieu a réservé à ce livre une *marque de divinité qui ne souffre aucune atteinte*.

Et pourquoi n'en faut-il pas davantage?

Parce que ce livre annonce, prophétise avec une clarté souveraine, des choses humainement irréalisables, et qui sont cependant réalisées sous nos yeux.

Cette harmonie de l'Evangile avec le fait immense et tout vivant de l'Eglise prouve même quelque chose de plus: elle prouve à la fois la divinité du livre qui promet ce fait et qui le décrit dans ses étonnants détails, et la divinité du fait lui-même qui lui correspond.

Trois paroles entre mille de ce livre divin suffiront pour nous en convaincre, trois paroles de l'Evangile, justement relatives à l'institution du ministère apostolique et à l'unité de l'apostolat.

Voici la première de ces paroles.

Jésus-Christ apparaît à ses disciples et leur dit:

« La paix soit avec vous. Et il leur montra ses mains et son côté. Les disciples eurent donc une grande joie de voir le Seigneur. Il leur dit alors de nouveau: La paix soit avec vous. *Comme mon Père m'a envoyé, je vous envoie*. Et, répandant sur eux le souffle de sa bouche, il ajouta: *Recevez le Saint-Esprit: Les péchés*

seront remis à qui vous les remettrez ; et à ceux à qui vous les retiendrez, ils leur seront retenus ¹. »

Evidemment ces paroles sont divines si elles n'expriment pas le rêve d'un insensé ; car qui peut remettre les péchés, si ce n'est Dieu ?

Qui peut donner l'Esprit-Saint, si ce n'est Dieu ?

Quelle puissance peut se servir des hommes pour purifier les âmes, si ce n'est la Toute-Puissance ?

Qui peut transmettre la vie divine de la grâce par les causes secondes, si ce n'est la cause première ?

Quelle scène que ce souffle divin répandu, que ces mains percées, glorifiées, étendues, que cette parole enfin : *Sicut misit me Pater, et ego mitto vos. Accipite Spiritum Sanctum. Quorum remiseritis peccata, remittuntur eis : et quorum retinueritis, retenta sunt !*

Mais si tout cela est divin, si ces paroles sont divines, une chose est, pour ainsi parler, plus divine qu'elles ; c'est leur accomplissement.

Ouvrez donc les yeux, rationalistes et sectaires de toutes sortes, et regardez la catholicité. Voyez-la, cherchant dans tous les siècles, depuis Jésus-Christ, la rémission des péchés comme un Dieu seul a pu la faire chercher ; l'homme agenouillé devant l'homme ; l'homme expiant par la vérité de ses aveux la triste vérité de ses souillures ; l'homme ouvrant sa conscience, et découvrant les taches de son âme dans le temps, pour ne pas les emporter dans l'éternité ; l'homme s'humiliant pour être relevé, le Chef de l'Eglise universelle aussi bien que le dernier des chrétiens !

N'est-il pas manifeste que, si Dieu seul a pu ordonner cette expiation de l'esprit et du cœur, Dieu seul aussi a pu l'obtenir ?

Oui, tout est divin ici, et la loi qu'aucune puissance humaine n'eût pu porter sans folie, et l'obéissance à la loi que la nature humaine n'eût jamais observée sans la grâce.

Encore une fois, ouvrez les yeux vous qui les fermez à ce spectacle, et voyez ce qui est clair comme la lumière du jour : que

¹ IOAN. XX, 19-23.

l'Evangile, dans ce prodigieux passage, n'est pleinement intelligible que par le fait divin et tout vivant de la pénitence sacramentelle; que le monument écrit du nouveau Testament a besoin du monument vivant de l'Eglise pour ne pas paraître une énigme, et que, placés en face l'un de l'autre, ils s'expliquent mutuellement.

Après avoir entendu la parole qui a fondé le ministère sacré de la réconciliation, parole divine divinement réalisée, il faut entendre celle qui a fondé l'apostolat perpétuel, l'autorité divine enseignante, et qui n'est ni moins divine en elle-même, ni moins divine dans son accomplissement.

Au moment de priver ses Apôtres de sa présence visible, Jésus-Christ leur communique sa puissance, et leur promet sa présence invisible, mais plus intime et plus efficace que la première.

« Toute puissance m'a été donnée dans le ciel et sur la terre. Allez donc et instruisez tous les peuples, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, et leur apprenant à observer toutes les choses que je vous ai prescrites; et voilà que je suis avec vous tous les jours jusqu'à la consommation des siècles ¹. »

Quel homme a jamais parlé ainsi? Quel homme a jamais pu songer sans folie à fonder une puissance universelle et impérissable, surtout sur les âmes? Et cependant celui qui parla de cette sorte, en maître des temps et des cœurs, n'a-t-il pas tenu parole? N'est-elle pas là, devant nous, cette autorité religieuse sur laquelle seul le temps n'a pu conserver son empire?

Mais ce n'est pas tout: l'apostolat perpétuel et universel de la vérité, Jésus-Christ le constitue dans l'unité, et il fonde cette unité par l'autorité d'un pasteur suprême. Or, la parole qui donne à l'Eglise sa constitution définitive, n'est pas moins divine que les deux premières. Cette parole constituante fut adressée à de pauvres gens, non élus par le peuple, mais choisis, dans leur misère et dans leur faiblesse, par Celui qui seul est grand et qui seul est maître. S'adressant donc un jour à l'un de ces pauvres, Jésus-Christ lui dit: *Tu es Pierre, et sur cette pierre je*

¹ MATTH. XXVIII, 18-20.

*bâtirai mon Eglise, et les forces de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle*¹.

C'est une chose divine, assurément, de dire à un pauvre pêcheur de Galilée: « Je fonde en toi une dynastie immortelle dont le pouvoir s'étendra à tous les siècles; » mais si c'est une chose divine de le dire, c'en est une plus divine encore de le faire.

Venez donc encore une fois, vous qui jusqu'ici n'avez pas bien regardé l'Eglise, venez et voyez: *Venite et videte*. Voyez si ce n'est pas l'autorité seule de Pierre, qui, du centre de l'unité, s'étend partout et résiste à tout. Les autres puissances sont écoutées là où elles sont armées, et les princes sont obéis là où ils sont princes; mais la puissance du successeur de Pierre, la papauté est écoutée là où il n'est pas prince. La foi, dont il est l'organe et le gardien, on la confesse et on meurt pour elle sous tous les cieux et sur toutes les terres. Ne voyez-vous pas cette hiérarchie sans égale répandue chez toutes les nations, même sous les yeux de pouvoirs ennemis? Cette immense hiérarchie n'a qu'un chef; ce chef est désarmé; il parle, et la catholicité, où entrent toutes les races humaines, n'a qu'une voix pour lui répondre. Comment expliquer ce mystère qui dure depuis deux mille ans? *Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam*: voilà le mot de l'énigme.

Nous n'ignorons pas que des historiens modernes, dans l'espoir de donner à ce prodige une explication humaine, ont prétendu que l'autorité doctrinale de la papauté ne devint universelle qu'au cinquième siècle; mais ils n'ont pu le prétendre qu'en méconnaissant les actes solennels où nous voyons l'autorité du Saint-Siège s'exercer en Orient et en Occident, dès l'origine de l'Eglise.

C'est au premier siècle que saint Clément de Rome, disciple immédiat des Apôtres et successeur de saint Pierre, écrit aux Eglises de la Grèce, accomplissant à leur égard les devoirs imposés au Vicaire de Jésus-Christ par sa charge universelle; c'est au deuxième siècle que saint Irénée, évêque de Lyon, venu d'*Orient* dans les Gaules, puisqu'il était disciple de saint Polycarpe de

¹ MATTH. XVI, 18.

Smyrne, disciple à son tour de saint Jean l'évangéliste, enseigne la primauté du siège de Rome et l'obligation de l'Eglise universelle de se rattacher à ce centre d'unité; c'est au troisième siècle que les papes saint Etienne et saint Denis exercent en Asie et en Afrique la même puissance que saint Clément avait exercée en Grèce; c'est au quatrième siècle que le grand Athanase d'Alexandrie et les autres Evêques chassés par les Ariens sont rendus à leurs sièges par le pape Jules I.^{er}, et saint Jean Chrysostome est rétabli sur celui de Constantinople par le pape Innocent.

Ces faits, entre tant d'autres, suffisent à démontrer la légèreté des *grands historiens* qui, se copiant les uns les autres, n'ont pas rougi de représenter le pouvoir catholique de la papauté comme ignoré des premiers siècles. La papauté, comme l'Eglise, a été d'abord, sans aucun doute, la petite graine de l'Evangile; mais, jetée en terre par la main de Dieu, elle portait dès lors en elle-même l'arbre qui devait ombrager toute la terre. Les hommes n'y ont rien mis; et, si cette graine s'est levée, si l'arbre qui en est sorti a étendu ses rameaux dans les deux mondes, si la puissance de la papauté a été reconnue dans toutes les Eglises, ç'a été en vertu de son propre principe d'autorité universelle divinement constituée: *C'est à toi que je donnerai les clefs de mon royaume*, la puissance souveraine; *j'ai prié pour toi, afin que ta foi ne défaille plus*; ce sera à toi de *confirmer tes frères*; *paix mes agneaux et mes brebis*, les fidèles et les pasteurs.

C'est par cette même force interne et surnaturelle que cette puissance a résisté à tout, manifestant son principe divin par sa durée aussi bien que par son extension.

Dans tous les temps, les puissances humaines ont regardé de haut cette autorité pontificale extérieurement infirme. Mais voyez comme Dieu humilie les forts et exalte les faibles:

L'empire romain frappe du glaive ou jette dans l'amphithéâtre les Pontifes suprêmes comme les plus obscurs des chrétiens. Pendant trois siècles, trente Papes meurent martyrs. Mais l'empire passe et la papauté reste. Les empereurs, devenus chrétiens, jaloussent la puissance spirituelle; craignant de n'être à Rome que la seconde majesté, ils s'en vont à Constantinople, où ils tentent de

ressaisir les deux puissances; mais ils s'affaiblissent pendant que la papauté grandit, et c'est elle qui pleurera leur chute. Le moyen-âge vient, âge singulier, où, malgré tant d'éléments rebelles et barbares, l'Eglise sait cependant édifier de si grandes choses. Charlemagne reconstitue l'empire d'Occident; il passe, son œuvre se divise, et la papauté reste. Les empereurs d'Allemagne la servent et la desservent. Ils passent, et la papauté reste. A l'entrée des temps modernes, Charles-Quint semble vouloir reprendre le rôle de Charlemagne, en le gâtant quelquefois. Son empire passe, et la papauté reste. Dans les derniers temps, un autre César apparaît, qui tient de tous ses prédécesseurs, et de ceux qui honorent et de ceux qui insultent et de ceux qui défendent l'Eglise et de ceux qui la combattent. Il traverse le monde comme un orage, atteint les trônes en passant, arrache le Pape à son siège, en lui disant que les excommunications d'un vieillard ne feront pas tomber les armes des mains de ses soldats; mais voilà que le souffle glacé d'en haut raidit ces mains des forts: ils laissent échapper leurs armes, et Dieu ensevelit la nouvelle puissance dans un linceul de neige. Elle veut se relever, mais en vain, et s'en va mourir au milieu des flots, quand le vieillard du Vatican a repris le chemin de Rome.

Qu'y a-t-il donc dans cette faiblesse invincible? *Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai; et ce que j'aurai élevé, nul ne le renversera.*

Nos sages n'ont rien omis pour amoindrir aux yeux des hommes le miracle de cette durée, et ils représentent aujourd'hui la papauté comme un débris du passé, comme une auguste ruine d'un autre âge, dont il ne reste plus rien de vivant qu'une petite *puissance étrangère*! Mais le Pape, comme prince, ne fut jamais qu'une petite puissance; et sa puissance, comme Pape, est toujours grande et incomparable, et n'est pas plus étrangère aujourd'hui que jamais. Voulez-vous vous en convaincre? Voyez ce qui arrive quand on touche aux Rois et quand on touche aux Papes. On a touché de nos jours aux uns et aux autres; des têtes couronnées ont pris le chemin de l'exil, et la tiare aussi; l'Europe a-t-elle suivi les Rois qui s'en allaient? Ne s'est-elle pas rapprochée aussitôt des

nouveaux-venus? Est-ce ainsi qu'elle a fait, lorsque le Pape a quitté Rome? N'a-t-on pas vu les Puissances européennes suivre le Pape par leurs représentants, se montrer plus inquiètes que le Vicaire de Jésus-Christ, et ne s'apaiser qu'après l'avoir revu dans la Ville éternelle? C'est que, malgré les préjugés de l'ignorance rationaliste, préjugés qu'elles partagent trop souvent elles-mêmes, ces Puissances ont senti cependant que la papauté n'est nulle part étrangère; que les conditions, même temporelles, de sa liberté se mêlent à tous les grands intérêts du monde; et que les relations du chef de l'Eglise avec les nations ne peuvent s'altérer sans que tout s'altère, oui tout, car le schisme et l'hérésie mêmes dépendent de lui, l'erreur ne vivant que de la vérité qu'elle mutile, et les sectes chrétiennes dépendant, malgré elles, du christianisme total toujours vivant dans son invincible unité.

Recueillons-nous donc pour regarder encore une fois, du point de vue où nous sommes, l'harmonie surhumaine de l'Evangile avec le fait subsistant de l'Eglise. Tout n'est-il pas divin ici, et les paroles qui annoncent, et les faits qui réalisent? Les paroles qui annoncent la rémission des péchés par le nouveau sacerdoce, et les faits qui attestent la révélation des consciences dans la chrétienté; les paroles qui annoncent la perpétuité de l'apostolat de l'Eglise enseignante, et les faits qui montrent cette perpétuité triomphante de toutes les forces et de toutes les défaillances humaines; les paroles qui annoncent l'unité de cet apostolat par l'autorité d'un pouvoir suprême et indéfectible que Jésus-Christ pose à la base de son œuvre, et le fait éclatant de ce pouvoir désarmé contre lequel sont venues successivement se briser toutes les forces, et s'user toutes les ruses? Saint Augustin a donc eu raison de dire que, si les Apôtres, en voyant Jésus-Christ ressuscité, ont cru et ont dû croire à sa parole qui leur promettait la catholicité encore invisible pour eux¹; nous devons, nous, croire à Jésus-Christ, actuellement invisible pour nous, en présence de la catholicité divinement promise et que nous voyons. Oui, de même qu'en contemplant dans l'éclat de sa résurrection le divin Architecte qui

¹ Luc. xxiv.

leur montrait et leur expliquait le plan de son Temple, ils ont cru à cet édifice impérissable que la main toute-puissante allait élever par leur faiblesse ; ainsi, en voyant dans sa majesté, sa perpétuité, son incomparable unité, ce Temple tel qu'il l'a dessiné, nous confessons que cette œuvre est deux fois surhumaine, et dans la pensée qui l'a conçue et dans la force qui l'a réalisée, et qu'il est impossible de méconnaître en Jésus-Christ *la sagesse et la droite de Dieu : Dei virtutem et Dei sapientiam* ¹. Disons donc avec saint Augustin : *Les Apôtres ont vu la tête, et ils ont cru au corps ; nous voyons le corps, et nous croyons à la tête* ².

Rationalistes, il faut en prendre votre parti ; le surnaturel est vivant, et, pour le constater, il suffit d'ouvrir les yeux.

Qu'avez-vous donc fait, quand vous avez supposé que la foi défend tout examen à la raison ? Vous avez confondu l'examen du fait de la révélation et de ses invincibles preuves, l'examen de la vérité évidente de la révélation, avec l'examen des vérités révélées, comme si la raison, qui a le droit de savoir si c'est à Dieu qu'elle croit, *scio cui credidi* ³, avait également le droit de révoquer en doute la parole évidemment constatée de Dieu même. Qu'avez-vous fait, quand vous avez supposé, avec l'organe à la mode du rationalisme de notre temps, que, *pour le croyant, la foi n'a pas de titre à produire* ⁴ ? Vous avez confondu la foi et la crédulité, et vous avez prouvé la parfaite ignorance où vous êtes de la nature même de l'acte de foi, car cet acte est l'adhésion de la raison à la parole constatée de Dieu, et requiert donc que l'usage de la raison précède l'acte de foi, et que la lumière de la raison précède celle de la grâce qui lui vient en aide. Qu'avez-vous fait encore, lorsqu'au nom de la raison, du libre examen, de la liberté de penser vous avez dispensé l'esprit humain de rechercher et de reconnaître le fait immense de la révélation ? Voici ce que vous avez fait : Au nom du libre examen, vous l'avez

¹ I COR. I, 24.

² Serm. 116, ed. Bened.

³ II TIM. I, 12.

⁴ « Revue des deux-mondes », 1863, p. 570.

dispensé de regarder; au nom de la libre pensée, vous l'avez dispensé de penser; au nom de la raison, vous l'avez dispensé de voir à la lumière de l'évidence, qui est la loi même de la raison.

VII. L'IGNORANCE DES PUBLICISTES DE LA LIBRE PENSÉE SUR LA NATURE ET L'OBJET DE L'INFAILLIBILITÉ PONTIFICALE.

Dans les questions qui ne touchent pas à la foi, l'Eglise, nous l'avons vu, n'est pas infaillible et n'a jamais prétendu l'être.

Le dépôt de la révélation constituant l'objet même de cette infaillibilité, celle-ci n'est pas une infaillibilité qui révèle, mais une infaillibilité qui garde. Elle n'exige par conséquent aucune inspiration nouvelle et proprement dite, mais la simple fidélité à la grâce promise à l'Eglise enseignante pour la conservation du dépôt de la foi. Cette grâce promise est donc *la grâce d'état* de l'autorité religieuse pour l'accomplissement du devoir divinement défini par cette parole: *Depositum custodi* ¹.

Il en sera de même de l'infaillibilité du chef de l'Eglise, si cette grâce de fidélité ou d'infaillibilité lui a été particulièrement promise: son infaillibilité n'aura d'autre objet que la conservation du dépôt de la révélation. Dire du Pape qu'il est infaillible, c'est dire qu'il est le fidèle gardien de la foi et le juge de ceux qui l'altèrent.

Aussi le Pape ne prétend-il à l'infaillibilité que lorsqu'il parle à la catholicité comme gardien divinement établi de la vérité révélée, comme juge suprême des controverses en matière de foi, comme chef de l'Eglise et successeur de Pierre.

Tous les catholiques le savent, et ceux qui ne sont pas catholiques devraient du moins le savoir avant de se poser en docteurs, et d'écrire avec une présomption qui fait pitié des sentences comme celle-ci:

« L'infaillibilité une fois placée dans la personne du Pape, il convient de ne pas la lui marchander. *Rien de puéril comme les*

¹ Voyez les chapitres III et IV précédents.

distinctions entre la capacité publique et privée, officielle et personnelle du souverain Pontife. Il est infaillible ou il ne l'est pas; mais, s'il l'est, la logique ne permet pas qu'on le regarde comme un autre mortel. C'est le Vicaire de Jésus-Christ, c'est Dieu présent sur la terre, et nous ne concevons pas l'attitude du fidèle qui cherche à tirer une ligne de démarcation entre les actes de la vie où Pie IX agit en Dieu, et ceux où il agit en homme, entre les paroles qu'il prononce de son propre fonds et *celles que lui dicte le Saint-Esprit*. Passe encore du temps d'un Alexandre VI; on pouvait être embarrassé en voyant le représentant du Christ mener une vie si peu exemplaire ¹. Mais aujourd'hui, il n'est guère probable que les fidèles soient mis à pareille épreuve. Rien n'empêche donc qu'on leur donne le Pape qu'il leur faut, un Pontife *dont chaque parole soit article de foi* et qui rende, par conséquent, *tous les Conciles superflus*. L'Eglise mettrait quatre personnes dans la Trinité au lieu de trois, que les catholiques seraient tenus de le trouver bon. Ils y sont implicitement engagés ². »

Tout ceci est plein d'ignorance et de sot orgueil. Les jugements du Saint-Siège donnés pour des sentences *dictées par l'Esprit-Saint précisément comme les Ecritures*; toutes les paroles du Pape confondues avec des déclarations de foi; l'infailibilité comprise de manière à rendre les Conciles superflus, au moment même et dans les circonstances où le Pape proclame un Concile général nécessaire; l'autorité du fidèle gardien de la révélation, entendue de façon à la faire passer pour une autorité capricieuse qui invente les dogmes ou qui les transforme; oui, tout cela est

¹ Parmi les preuves de l'accomplissement des promesses faites à Pierre et à ses successeurs, il ne faut pas oublier celle-ci: c'est que l'enseignement de « la foi » n'a jamais souffert des souillures « de la vie » chez le très-petit nombre de Papes, dont la vie ne répondit pas à la dignité pontificale. L'infailibilité n'implique nullement l'impeccabilité. Du reste, les historiens qui confondent les mœurs de Roderic Borgia avec celles d'Alexandre VI font preuve de science légère et de critique de mauvais aloi.

² Nous choisissons cet article parmi cent autres de même force publiés en France, parce que le journal officiel d'un Gouvernement de l'Europe civilisée, « L'Echo du Parlement belge, » a reproduit avec fierté cette espèce de bulle dogmatique de la libre pensée.

plein de superbe ignorance, et vraiment digne d'une profonde pitié. Certes, le publiciste qui parle ainsi de ce qu'il ne sait pas, a du moins eu raison d'affirmer que l'infailibilité, *telle qu'il l'entend*, « est une nouveauté dogmatique tout à fait étrangère à l'ancienne Eglise et en contradiction avec la doctrine de plusieurs Conciles; » et il a comme entrevu la vérité qu'il fuit, lorsqu'il a fait cet aveu : « Il n'en est pas moins vrai que le dogme dont nous parlons (l'infailibilité du Saint-Siège) était renfermé dans la croyance catholique et devait tôt ou tard en sortir. »

Nous allons donc mettre un peu d'ordre dans ses idées, et par là même dans les idées d'une foule de publicistes de notre temps, en montrant que si l'infailibilité du Saint-Siège ou du souverain Pontife, entendue dans le sens absurde qu'on vient de lui donner, est une nouveauté dogmatique, elle est incontestablement, dans le sens que lui donnent les Conciles, les Pères et les Docteurs de l'Eglise, une croyance catholique et une vérité certaine appuyée sur la révélation.

VIII. DE L'INFAILLIBILITÉ DU SAINT-SIÈGE EN MATIÈRE DE FOI, OU DE L'INFAILLIBILITÉ DU PAPE ENSEIGNANT L'EGLISE « EX CATHEDRA. »

Cette infailibilité est une vérité certaine appuyée sur la révélation, ou contenue dans la parole de Dieu écrite et traditionnelle; une vérité liée inséparablement à des vérités de foi, à des dogmes définis; une vérité, sans laquelle la conduite publique de l'Eglise serait inexplicable et inconciliable avec les promesses de Jésus-Christ.

§ 1. — *L'infailibilité du Pape enseignant EX CATHEDRA, c'est-à-dire enseignant l'Eglise en matière de foi, est une vérité certaine appuyée sur la révélation, ou contenue dans la parole de Dieu écrite et traditionnelle.*

C'est aux catholiques que nous parlons directement ici. Pour leur démontrer que l'infailibilité du Pape est une vérité certaine,

il nous suffira donc de la leur faire voir évidemment appuyée sur la révélation, ou contenue dans l'Ecriture et dans la tradition de toutes les Eglises. Les acatholiques apprendront néanmoins en nous lisant, que si le prochain Concile définit l'infailibilité pontificale, il ne définira qu'une croyance aussi ancienne et aussi catholique que l'Eglise elle-même.

Mais avant d'en donner les preuves, il faut prévenir tout mal-entendu.

Il ne s'agit donc nullement ici de l'impeccabilité, mais de l'infailibilité.

Il ne s'agit pas non plus du souverain Pontife comme personne privée ou comme docteur privé, tel que le fut, par exemple, Benoît XIV dans bien de ses ouvrages, ou tel que le fut Grégoire XVI dans *Le triomphe du Saint-Siège*¹. Non, il s'agit du Pape considéré comme Pape, comme successeur de Pierre, comme chef de l'Eglise et docteur de tous les chrétiens; en un mot, il s'agit de l'infailibilité du Saint-Siège ou du Pape parlant *ex cathedra*, c'est-à-dire comme suprême puissance enseignante. Il ne s'agit pas non plus de toutes les paroles du Pape, ni de toutes ses décisions, par exemple de celles qu'il adresse à quelque fidèle ou à quelque Evêque en particulier, comme le fit Honorius dans sa lettre à Sergius de Constantinople, mais il s'agit des décisions que le Pape adresse à toute l'Eglise, ou du moins dans une forme qui fait comprendre qu'il parle pour toute l'Eglise². La comparaison d'une lettre particulière d'un Roi et d'un arrêté royal rendra la chose sensible aux gens du monde.

Enfin, il ne s'agit pas de décisions ou de jugements qui concernent les personnes ou les questions de faits purement personnels, mais des jugements qui concernent les doctrines, c'est-à-dire qui ont pour objet des questions de foi ou de morale, et dans lesquels une doctrine est définie comme devant être acceptée, en tant

¹ Grégoire XVI publia cet ouvrage avant son avènement au Saint-Siège, mais il le réédita sous son pontificat.

² Nous reviendrons au chapitre XI sur la forme des décisions ou des enseignements dogmatiques.

que conforme à la foi et aux bonnes mœurs, ou comme devant être rejetée, en tant qu'opposée à la foi et aux mœurs. C'est ce que nous avons expliqué déjà au chapitre IV, où tout ce que nous avons dit de l'objet de l'infaillibilité de l'Eglise doit s'entendre de l'objet de l'infaillibilité du Saint-Siège.

Un saint et savant théologien, le plus fidèle et le plus puissant écho de la tradition dans les temps modernes, saint Alphonse de Liguori, résume ainsi tout ce que nous venons de dire :

Licet romanus Pontifex quatenus particularis persona, sive privatus doctor, possit errare (sicut etiam est fallibilis in quæstionibus meri facti, quæ ex hominum testimoniis præcipue pendent), cum tamen Papa loquitur tanquam doctor universalis definiens EX CATHEDRA, nempe ex potestate suprema tradita Petro docendi Ecclesiam, tunc dicimus ipsum in controversiis fidei et morum decernendis omnino infallibilem esse ¹. Nous avons traduit ces pa-

¹ « Theol. mor., » lib. 1, tr. 2, De legibus, Dissert. de infallib. Papæ. — En disant de saint Alphonse de Liguori qu'il fut le plus puissant écho de la tradition dans ces derniers temps, je suis loin de partager le sentiment de ceux qui le donnent comme un simple écho des Pères, des Docteurs et des écrivains ecclésiastiques, laissant entendre par là qu'il n'a rien ou presque rien produit par lui-même. Sa théologie morale est incontestablement une œuvre originale. S'il a pris l'excellent ouvrage de Busenbaum pour texte, et comme une sorte de table de matières, ce n'est pas qu'il l'ait pris pour règle, comme il le dit lui-même. Il est évident, du reste, qu'il a fait sur ce texte « un travail qui n'appartient qu'à lui, travail de premier ordre et dont l'action sur les écoles catholiques est devenue universelle. » Ses œuvres de dogmatique générale et spéciale ont également un cachet à part. Leur lucidité est telle que les difficultés semblent disparaître sous la plume du saint auteur. Nous ne serions pas surpris, si ces œuvres étaient un jour citées dans les écoles comme ses œuvres morales. Quant à ses ouvrages ascétiques, il suffit de dire qu'ils sont traduits dans toutes les langues. Saint Alphonse a su parler, comme son divin Maître, un langage qui gagne tous les cœurs, et qui fait à la fois la consolation des simples et l'admiration des sages. Sa « Pratique de l'amour envers Jésus-Christ, » pour ne citer que l'un des chefs-d'œuvre du Saint, n'est-elle pas digne d'être placée à côté de l'« Imitation ? » Parmi ses livres ascétiques, il en est un que saint Alphonse s'est modestement contenté d'intituler « Recueil de textes. » Au premier abord, on pourrait croire que ce livre n'est que cela ; mais, si on le parcourt attentivement, on voit que la pensée de l'auteur en forme seule la trame et l'harmonie, et que tout ce que la tradition a de plus fort et de plus suave y est mis par sa science au service de sa plume. Nous ne connaissons rien de plus difficile à faire qu'une œuvre semblable, où les textes ne sont pas juxtaposés, mais enchaînés par une pensée vivante et qui les fait revivre. Si saint Alphonse est un écho, c'est donc à la façon de saint Bernard.

roles d'avance, et nous pouvons passer maintenant à la démonstration de l'infailibilité du Saint-Siège.

Cette vérité est évidemment appuyée sur l'Ecriture, si les textes qui prouvent la primauté de Pierre et de ses successeurs ¹ prouvent en même temps et avec la même clarté leur infailibilité; s'il est évident, en d'autres termes, que l'une est inséparable de l'autre. Or, il en est ainsi, nous allons le voir.

Il y a trois textes principaux qui prouvent la primauté de Pierre et de ses successeurs. Les voici tous les trois:

« Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle ². »

« Simon, Simon, voici que Satan vous cherche, vous et les autres Apôtres (*vos*), pour vous cribler comme le froment; mais j'ai prié pour toi (*pro te*), afin que ta foi (*fides tua*) ne défaille point: quand donc tu seras relevé de ta chute, ce sera à toi de *confirmer* tes frères ³. »

Jésus dit à Simon Pierre: « Simon, fils de Jean, m'aimes-tu plus que ceux-ci (les autres Apôtres) ne m'aiment? Pierre lui répondit: Seigneur, vous savez que je vous aime. Jésus lui dit: *Pais mes agneaux*. Il lui demanda de nouveau: Simon, fils de Jean, m'aimes-tu? Pierre lui répondit: Oui, Seigneur, vous savez que je vous aime. Jésus lui dit: *Pais mes agneaux*. Il lui demanda pour la troisième fois: Simon, fils de Jean, m'aimes-tu? Pierre fut touché et contristé à la fois de cette troisième demande; il répondit: Seigneur, vous savez toutes choses; vous savez que je vous aime. Jésus lui dit: *Pais mes brebis* ⁴.

Le premier de ces textes dit: « Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, et les forces de l'enfer ne prévaudront point contre elle. » L'Eglise sera donc inébranlable dans sa foi, parce

¹ Nous avons vu au chapitre V que la primauté du prince des Apôtres, telle que Jésus-Christ l'a établie, appartient à la constitution fondamentale et « perpétuelle » de l'Eglise, et qu'elle persiste par conséquent dans les successeurs de Pierre, les Pontifes romains.

² MATTH. XVI, 18.

³ LUC. XXII, 31.

⁴ IOAN. XXI.

qu'elle sera appuyée sur Pierre comme sur son fondement. Mais comment l'édifice serait-il inébranlable, si le fondement de l'édifice pouvait être ébranlé?

« Il est plus clair que le jour, dit Fénelon, que le Saint-Siège ne serait point le fondement éternel, le chef et le centre de la communion catholique (ce qui est de foi), s'il pouvait définir quelque chose d'hérétique dans ce qu'il ordonne à toute l'Eglise de croire. »

Nous verrons tout à l'heure qu'en entendant ainsi l'Ecriture, Fénelon n'est que l'écho de la tradition tout entière.

Le second texte dit: « J'ai prié pour toi, afin que ta foi ne défaille point, et ce sera à toi de confirmer tes frères. » Mais comment Pierre confirmera-t-il ses frères dans la foi, s'il peut enseigner l'erreur?

Le troisième texte dit: « Pais mes agneaux et mes brebis. » La nourriture du troupeau spirituel c'est, avant tout, la doctrine. Mais si l'Eglise pouvait réformer l'enseignement du souverain Pontife, ce ne serait plus le Pasteur qui nourrirait les brebis, ce seraient, au contraire, les brebis qui nourriraient le Pasteur.

La tradition n'a qu'une voix sur cette vérité. La tradition c'est la foi vivante des Eglises depuis leur origine. Ecoutons quelques-uns de ses plus illustres témoins:

Saint Irénée, évêque de Lyon, qui avait conversé avec les premiers disciples des Apôtres en Orient, en appelait à la Chaire de saint Pierre comme à *la règle de foi*: « C'est à l'Eglise romaine, dit-il, à cause de sa puissante primauté, que toute l'Eglise (les fidèles partout répandus) doit nécessairement rester unie, parce que c'est en elle que se conserve pour tous *la tradition des Apôtres*¹. »

Saint Cyprien déclare, au milieu du troisième siècle, « *qu'il n'y avait des hérésies et des schismes* dans l'Eglise, que parce que tous les yeux n'étaient pas tournés sur le Prêtre de Dieu, sur ce Pontife qui juge l'Eglise à la place de Jésus-Christ². »

Au quatrième siècle, saint Basile le Grand, évêque de Césarée

¹ Adv. hæres., lib. III, c. 3 (Migne, Patr. græca, t. 7, col. 849).

² Epist. 55 ad Cornelium (Migne, Patrol. lat., t. 3, col. 802).

de Cappadoce, dit: « Si ce qui doit être cru n'est pas défini par le Concile, il faut le faire définir par le Pontife romain ¹. »

Saint Augustin, parlant de la condamnation de l'hérésie pélagienne par Innocent I, dit à son peuple: « Deux Conciles ont déjà fait parvenir leur jugement au Saint-Siège sur cette cause: la réponse de Rome est arrivée, la cause est finie ². »

Saint Jérôme écrit au pape saint Damase: « Je parle au successeur de Pierre; je sais que l'Eglise est bâtie sur cette pierre, c'est-à-dire sur la chaire apostolique; quiconque ne recueille pas avec vous, disperse; il n'est pas avec le Christ, mais avec l'Antechrist ³. »

Au commencement du cinquième siècle, le grand pape Innocent I écrivait aux évêques d'Afrique réunis à Carthage et à Milève: « Vous n'ignorez pas ce qui est dû au Siège apostolique, d'où découle l'épiscopat et toute son autorité..... *Quand on agite des matières qui intéressent la foi*, je pense que nos frères et coévêques ne doivent en référer qu'à Pierre, c'est-à-dire à l'auteur de leur nom et de leur dignité ⁴. »

Vers le milieu du même siècle, le pape saint Léon dit au Concile général de Chalcédoine, en lui rappelant sa lettre à Flavien: « Il ne s'agit plus de discuter audacieusement, mais de croire ma lettre à Flavien, d'heureuse mémoire, ayant pleinement et très-clairement décidé tout ce qui est de foi sur le mystère de l'Incarnation ⁵. » Et, parmi les six cents évêques qui entendirent la lecture de cette lettre, aucune voix ne réclama; et c'est de ce Concile même, comme le remarque le comte de Maistre, que partent ces fameuses acclamations qui ont retenti dans toute l'Eglise: « Pierre a parlé par la bouche de Léon, Pierre est toujours vivant dans son Siège. »

C'est la répétition de ce que le pape saint Célestin disait peu de temps auparavant à ses légats (*qui connaissaient sa pensée*),

¹ Epist. 69 ad Athan. (Migne, Patrol. græca, t. 32, col. 431).

² Serm. 131 (Migne, Patr. latin., t. 38, col. 734).

³ Epist. 15 (Migne, Patr. lat., t. 22, col. 355).

⁴ Epist. 29 et 30, D. Constant, Epist. rom. Pont., col. 888 et 896.

⁵ Epist. 93 (Migne, Patr. lat., t. 54, col. 937).

lorsqu'ils partirent pour le Concile général d'Ephèse : « Si les opinions sont divisées, souvenez-vous que vous êtes là pour juger et non pour disputer ¹. »

Saint Maxime, abbé de Chrysople, né en 580 (un grec, comme saint Basile de Césarée), écrit, dans un ouvrage contre les monothélites : « Si Pyrrhus prétend n'être pas hérétique, qu'il ne perde point son temps à se disculper auprès d'une foule de gens : qu'il prouve son innocence au bienheureux Pape de la très-sainte Eglise romaine, c'est-à-dire au Siège apostolique, à qui appartient l'empire, l'autorité et la puissance de lier et de délier, sur toutes les Eglises qui sont dans le monde, en toutes choses et en toutes manières ². »

Au milieu du septième siècle, les évêques d'Afrique, réunis en concile, disaient au pape saint Théodore, dans une lettre synodale : « Nos lois antiques ont décidé que de tout ce qui se fait, même dans les pays les plus éloignés, rien ne doit être examiné ni admis avant que votre Siège illustre en ait pris connaissance ³. »

A la fin du même siècle, les Pères du sixième Concile général (troisième de Constantinople) reçoivent, dans la quatrième session, la lettre où le pape saint Agathon dit au Concile : « Jamais l'Eglise apostolique ne s'est écartée en rien du chemin de la vérité. Toute l'Eglise catholique, tous les Conciles œcuméniques ont toujours embrassé sa doctrine comme celle du *prince des Apôtres* ⁴. »

Cette lettre d'Agathon ayant été lue au Concile, les Pères y souscrivirent par acclamation : « Le chef suprême des Apôtres, dirent-ils, combattait avec nous ; nous avions pour nous soutenir son imitateur, le successeur de sa chaire, éclairant par ses lettres le mystère de Dieu. Car, ô prince, l'ancienne Rome vous a offert une

¹ Epist. 17 (Migne, Patr. lat., t. 50, col. 503).

² Opuscula theologica (Migne, Patr. græca, t. 91, col. 144).

³ « Antiquis regulis sancitum est ut quidquid, quamvis in remotis vel in longinquo positum ageretur provinciis, non prius tractandum vel accipiendum sit, nisi ad notitiam almæ Sedis vestræ fuisset deductum » (Labbeus, t. 6, col. 128). Le comte de Maistre reproduit cet acte du Concile où siégeaient trois primats d'Afrique, et il y ajoute la traduction de Fleury, en faisant remarquer qu'elle ne sera pas trouvée « servile. »

⁴ Labbeus, t. 6, col. 635.

confession écrite de Dieu même, et une lettre de l'Occident a ramené le jour de la doctrine! L'encre y paraissait, mais Pierre y parlait par Agathon. » Enfin, le Concile, écrivant au Pape pour le prier de confirmer ce qui avait été fait, lui dit dans sa lettre : « C'est à vous, comme occupant le premier siège de l'Eglise universelle, comme étant établi sur la pierre ferme de la foi, que nous remettons ce qui est à faire, acquiesçant de grand cœur aux lettres de la confession véritable, envoyées par votre paternelle Béatitude à notre pieux empereur; lettres que nous reconnaissons comme divinement écrites par le chef suprême des Apôtres, et par lesquelles nous avons mis fin aux erreurs de la nouvelle hérésie ¹. »

Nous nous bornons, puisqu'il le faut bien, à ces témoignages des premiers siècles; mais, sur le dernier de ces témoignages, nous voulons citer un mot de Bossuet. L'évêque de Meaux appelle cette déclaration du sixième Concile général « un formulaire approuvé par toute l'Eglise catholique, le Saint-Siège, en vertu des promesses de son divin Fondateur, ne pouvant jamais faillir ². »

§ 2. — *L'infailibilité du Pape enseignant EX CATHEDRA est une vérité inséparablement liée à des vérités de foi. Sans elle, la conduite publique de l'Eglise serait inexplicable, et inconciliable avec les promesses de Jésus-Christ.*

Le huitième Concile oecuménique (quatrième de Constantinople) approuva la profession de foi formulée pour les Orientaux par le pape saint Hormisdas, à l'occasion du schisme d'Acace³, et renouvelée, plus de trois cents ans après, par Adrian II, à l'occasion du schisme de Photius. Or, voici les termes de cette profession de foi :

« On ne peut déroger à la parole de notre Seigneur Jésus Christ, qui a dit : *Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise.*

¹ Labb., t. 6, col. 1053 et 1073.

² Gallia orth., l. x, c. 7.

³ Jean, qui occupait à cette époque le siège patriarcal de Constantinople, apposa la signature suivante au formulaire d'Hormisdas : « J'ai souscrit cette profession de foi de ma propre main » (Labb., t. 4, col. 1487).

La vérité de cette parole est prouvée par le fait même : car *la religion a toujours été conservée pure et sans tache dans le Siège apostolique*. C'est pourquoi, suivant *en tout* le Siège apostolique et *souscrivant à tous ses décrets*, j'espère mériter toujours de demeurer dans une même communion avec vous, qui est celle du Siège apostolique, *dans lequel réside l'entière et vraie solidité de la religion chrétienne*; promettant de ne point nommer, dans les sacrés mystères, ceux qui sont séparés de la communion de l'Eglise catholique, c'est-à-dire qui n'ont pas en tout les mêmes sentiments que le Siège apostolique ¹. » « Ainsi, ajoute Fénelon, quiconque contredit la foi romaine, qui est le centre de la tradition commune, contredit celle de l'Eglise entière. Au contraire, quiconque demeure uni à la doctrine de cette Eglise toujours vierge, ne hasarde rien pour sa foi. Cette promesse, quoique générale, quoique absolue dans une profession de foi, n'a rien de téméraire ni d'excessif pour les évêques mêmes qu'on oblige de la signer dans leur réunion. Gardez-vous donc bien d'écouter ceux qui oseront vous dire que ce formulaire du pape saint Hormisdas, fait il y a douze cents ans, pour remédier au schisme d'Acace, n'était qu'une entreprise passagère du Siège de Rome. Cette profession de foi, si décisive pour l'unité, fut renouvelée par Adrien II, plus de trois cents ans après, pour finir le schisme de Photius, et elle fut universellement approuvée dans le huitième Concile général.... Chaque évêque y promet de ne se séparer ni de la foi, ni de la doctrine du Siège apostolique, mais de *suivre principalement en tout les décisions des Pontifes de ce Siège* ². » Un évêque ne peut promettre de suivre l'erreur en quoi que ce soit. Il ne peut donc souscrire à *tous les décrets du Siège apostolique*, ni promettre de suivre *en tout ses décisions*, qu'autant que tous les *décrets ou décisions dogmatiques* de la Chaire apostolique sont infailliblement conformes à la doctrine de Jésus-Christ.

Au second Concile général de Lyon, de l'an 1274, l'empereur Michel Paléologue écrivit au nom des grecs à Grégoire X une

¹ Labbeus, t. 4, col. 1486, et t. 8, col. 988.

² Second mandement sur la Constitution « Unigenitus, » n. 6.

lettre dans laquelle on lit la profession de foi suivante, acceptée et confirmée par le Concile :

« La sainte Eglise romaine a la primauté *suprême et pleine, et la principauté sur l'Eglise universelle*. Cette Eglise a reçu sa *principauté avec la plénitude de puissance* de Jésus-Christ même, dans la personne du bienheureux Pierre, prince ou chef des Apôtres, auquel le Pontife romain a succédé. Comme le Pontife est tenu plus que tout autre de défendre la vérité de la foi, *c'est par son autorité que doivent être définies les questions qui s'élèvent touchant la foi*. Quiconque ayant à se plaindre de quelques injustices en matière ecclésiastique, *peut en appeler à son tribunal* et recourir à son jugement. Toutes les Eglises lui sont soumises, et les évêques lui doivent *respect et obéissance*. Telle est la nature de la plénitude de sa puissance, qu'il admet à une partie de sa sollicitude les autres Eglises, dont plusieurs, et surtout les Eglises patriarcales, ont été honorées de divers privilèges *par l'Eglise romaine*, sans cependant que sa prérogative puisse être violée, soit dans les Conciles généraux, soit dans les autres. En souscrivant à ces vérités, telles qu'elles viennent d'être exposées, nous admettons la foi vraie, sainte, catholique, orthodoxe; nous confessons de cœur et de bouche la vraie doctrine, que tient, enseigne et prêche la sainte Eglise romaine; nous promettons de l'observer inviolablement, et de ne jamais nous en écarter en aucune manière. Nous reconnaissons, nous confessons et nous acceptons la primauté de l'Eglise romaine, comme elle vient d'être exprimée dans le texte de cette lettre, voulant obéir en tout à cette Eglise ¹. »

Au Concile général de Florence, en 1439, les grecs et les latins ont souscrit au décret d'Eugène IV, ainsi conçu : « Nous définissons que le Saint-Siège apostolique et le Pontife romain a la primauté sur l'univers entier; que ce même Pontife romain est le successeur du bienheureux Pierre, prince des Apôtres; qu'il est le Vicaire de Jésus-Christ et le Chef de toute l'Eglise, le Père et le Docteur de tous les chrétiens; et qu'il a reçu de Notre-Seigneur, dans la personne du bienheureux Pierre, le plein pouvoir de paî-

¹ Labbeus, t. 11, p. 1, col. 966.

tre, régir et gouverner l'Eglise universelle, ainsi qu'il est exprimé dans les actes des Conciles œcuméniques ¹. »

Il faut voir maintenant comment l'infailibilité du Saint-Siège, ou du Pape enseignant *ex cathedra*, est inséparablement liée à ce qui est enseigné ou défini par ces Conciles généraux, et surtout par celui de Florence sur la primauté des Pontifes romains.

La profession de foi des grecs, acceptée et confirmée par le Concile général de Lyon, n'implique-t-elle pas déjà clairement l'infailibilité du Pape? « Le Pontife romain, dit-elle, étant tenu, plus que tout autre, de défendre *la vérité de la foi*, c'est par l'*autorité* de son jugement que doivent être *définies* les questions qui s'élèvent *touchant la foi*. Toutes les Eglises lui sont soumises, et tous les évêques lui doivent respect et obéissance. »

Ce que le Concile général de Lyon dit presque formellement, la raison le conclut avec évidence du dogme défini par le Concile de Florence sur la primauté. Comment répondre, en effet, à cet argument?

Le souverain Pontife, en vertu de sa primauté de juridiction, a le droit de porter sur la foi des décrets qui obligent l'Eglise universelle, et auxquels toute l'Eglise doit non-seulement l'obéissance extérieure, mais l'obéissance intérieure, ce que le gallicanisme lui-même n'a jamais contesté ². Or, un enseignement en matière de foi auquel l'Eglise doit la soumission intérieure, ne pour-

¹ Sess. ultima (Labbeus, t. 13, col. 1167).

² « Concedimus ultro, dit Tournely (« De Eccl. », q. 5, art. 3; ed. Paris, 1727, t. 2, p. 277), definitis a Pontifice circa fidem et mores debere fideles interiori mentis obsequio acquiescere, nisi aut hypocritæ velint haberi aut rebelles. » Et (p. 285): « Tenentur fideles Pontificum de fide Constitutionibus, iuxta morem receptum, in unoquoque regno promulgatis, acquiescere, etiam mentis obsequio, quamquam nondum constet de acceptance ac consensu aliarum Ecclesiarum, adeoque etiam si nondum plane irreformabiles dici possint tunc temporis illæ Constitutiones. »

La même chose est confirmée par un acte solennel de l'Eglise gallicane: « Il est de la doctrine constamment enseignée dans l'Eglise gallicane, que tous les chrétiens, les évêques même, sont obligés par le devoir que leur impose leur conscience, de soumettre leur esprit aux jugements rendus par les Papes pour affermir la règle de la foi, sur la consultation des évêques. » Ce sont les paroles des évêques de France, écrivant au Pape Innocent X en 1653, rapportées par M. Languet (Avert. 2, n. 27), et enregistrées dans les procès-verbaux de l'assemblée du clergé de 1655.

rait être faux sans que l'Eglise tombât, pour un temps du moins, dans l'erreur; ce qui est impossible, Jésus-Christ ayant promis d'être avec elle *tous les jours* jusqu'à la consommation des siècles. Donc, un décret touchant la foi, promulgué par le souverain Pontife pour toute l'Eglise, est nécessairement vrai ou infaillible.

C'est ici que trouve sa place la fameuse thèse du comte de Maistre, si mal comprise de tant d'esprits qui ne l'ont pas saisie dans son ensemble. Pour la saisir ainsi, plaçons-nous au point de vue du grand écrivain :

La primauté des Pontifes romains est une primauté de juridiction sur l'Eglise entière; c'est la pleine puissance dont parle le Concile de Florence: c'est donc la souveraineté spirituelle. S'il est vrai que le gouvernement de l'Eglise a *quelque chose* de démocratique et *quelque chose* d'aristocratique, ou, selon l'expression de Bellarmin ¹, si ce gouvernement est suffisamment tempéré d'aristocratie et de démocratie, c'est en ce sens que, d'un côté, l'Episcopat est d'institution divine, et que, d'un autre côté, le souverain Pontife lui-même peut sortir, comme Pierre, des derniers rangs du peuple. Mais ce quelque chose d'aristocratique et de démocratique n'enlève RIEN à la pleine souveraineté du Vicaire de Jésus-Christ, et il est absolument certain que le gouvernement de l'Eglise n'est ni un gouvernement aristocratique, ni un gouvernement démocratique, mais *une vraie monarchie*, dans laquelle la souveraineté appartient aux successeurs du prince des Apôtres, puisque la primauté de juridiction, ou la pleine puissance du Pape sur toute l'Eglise, est une vérité de foi.

Mais quelle est la principale fonction de cette souveraine puissance, la fonction qui prime toutes les autres? C'est l'enseignement de la vérité: *Magisterium*. La souveraineté dans l'Eglise est donc *une souveraineté doctrinale*, et il ne faut pas oublier qu'elle est *d'institution divine*. Le comte de Maistre a donc eu raison de dire: « L'infailibilité dans l'ordre spirituel, et la souveraineté dans l'ordre temporel, sont deux mots parfaitement synonymes. L'un et l'autre expriment cette haute puissance qui les

¹ « De romano Pont., » lib. I, c. 3, et seqq.

domine toutes, dont toutes les autres dérivent, qui gouverne et n'est pas gouvernée, qui juge et n'est pas jugée.

» *Il ne s'agit donc que de savoir où est la souveraineté dans l'Eglise, car, dès qu'elle sera reconnue, il ne sera plus permis d'appeler de ses décisions.*

» La forme monarchique une fois établie, l'infailibilité n'est plus qu'une conséquence nécessaire de la *suprématie*, ou plutôt, c'est la même chose absolument sous deux noms différents. »

Cette comparaison de l'infailibilité et de la souveraineté, et la manière dont le comte de Maistre l'expose aux hommes d'Etat qui ne sont pas théologiens, a fait dire à d'impuissants critiques que, selon lui, « l'important n'est pas qu'on décide une question dogmatique de telle ou telle manière, mais qu'on la décide; et que la grande affaire n'est pas de croire une chose plutôt qu'une autre, mais de croire. »

C'est le publiciste cité plus haut, au chapitre VII, qui attribue cette pensée au comte de Maistre, et qui la trouve admirable de profondeur! Mais il n'y a de profond ici que le mensonge calculé pour échapper aux étreintes du génie. Le comte de Maistre a commencé par dire avec Mallebranche: *une société divinement constituée suppose l'infailibilité*; et il a montré que la souveraineté religieuse ou *doctrinale*, dans une *société semblable*, doit nécessairement être infailible, puisqu'elle juge en dernier ressort. Les sentences du juge en dernier ressort, dans la société temporelle, sont nécessairement irréformables. Les sentences du juge en dernier ressort, dans la société spirituelle, étant nécessairement irréformables, doivent être infailibles.

Après la thèse du comte de Maistre, qu'on pourrait appeler la thèse de droit, il y a la thèse de Muzzarelli, qu'on pourrait appeler la thèse de fait. Quelques paroles d'un illustre théologien lui serviront de préface:

« L'usage perpétuel de l'Eglise, dit Melchior Canus ¹, donne l'interprétation la plus sûre des institutions de Jésus-Christ; or, dans les choses de la foi, ce n'est ni au patriarche d'Antioche, ni

¹ « De Locis theol., » lib. VI, c. 7.

au patriarche d'Alexandrie, ni au patriarche de Jérusalem, mais au Pontife romain que, de tout temps, l'Eglise a recouru, considérant toujours les jugements du Pape comme irréfutables. Comment donc pourrions-nous douter de la prérogative d'infaillibilité des successeurs de Pierre? Comment le pourrions-nous en présence du témoignage des faits, les promesses faites à Pierre se trouvant accomplies dans l'Eglise romaine, la seule où l'erreur n'a jamais eu d'accès ¹? »

Voici maintenant la thèse de Muzzarelli:

Celui-là veut et doit être tenu pour personnellement infaillible ², qui prononce des décisions dogmatiques absolues, les publie et les adresse à tous les fidèles et à tout l'Episcopat catholique, sans requérir le consentement direct ou indirect, exprès ou tacite des évêques, mais en leur commandant de publier et d'exécuter ses décisions, et en leur défendant de les enfreindre, ou de s'y opposer témérairement, sous peine d'excommunication encourue par le fait même, réprimant les évêques qui prétendraient discuter et juger ses décisions, et protestant qu'il n'attend pas leurs suffrages, mais qu'il leur enjoint l'obéissance, comme l'ont fait ses prédécesseurs sur le Saint-Siège pendant une longue suite de siècles, non-seulement sans que l'Eglise ait réclamé, mais avec l'assentiment de l'Eglise universelle toujours soumise à l'autorité suprême du Saint-Siège, tandis que le petit nombre d'évêques qui firent le contraire, ne restèrent dans le sein de l'Eglise qu'en expiant leurs murmures ou leurs résistances par leurs excuses et leurs regrets.

Or, c'est là ce que le souverain Pontife a fait, de son côté, dans ses Constitutions dogmatiques pendant des siècles; et c'est là ce que l'Eglise a fait aussi, de son côté, pendant des siècles ³.

Donc, le souverain Pontife *veut et doit être* tenu pour infaill-

¹ Nous en donnerons plus loin la preuve péremptoire.

² Muzzarelli n'ignore pas que la prérogative d'infaillibilité divinement promise à Pierre et à ses successeurs ne regarde pas la personne des souverains Pontifes, « mais leur dignité, » comme il le dit formellement dans ses opuscules. La dignité se confond avec la « personne publique » du chef de l'Eglise.

³ Vide, verbi gratia, Const. « Cum occasione » Innocentii X, n. 1653; Breve « Dilecti filii » ejusdem Pontificis, directum episcopis Galliæ, 29 septemb. 1654; Const. « Regimi-

libre; car, s'il ne l'était pas, ses Constitutions dogmatiques contiendraient une usurpation tyrannique des droits de l'Episcopat, une présomption téméraire contre l'Esprit-Saint, une erreur intolérable, et destructive de la foi de l'Eglise universelle; ce que Dieu ne pourrait permettre sans manquer à l'assistance qu'il a promise à son Eglise, et ce que l'Eglise elle-même ne pourrait approuver ni par ses paroles, ni par son obéissance, *comme elle l'a fait*, l'Eglise n'approuvant jamais, ni par ses actes, ni même par son silence, ce qui est contraire à la foi et aux mœurs.

Si j'écrivais pour des théologiens, je reproduirais ici les développements que Muzzarelli donne à cette thèse, avec la solution des difficultés que certains d'entre eux ne sont jamais embarrassés de soulever contre les thèses les plus sûres; mais j'écris pour les gens du monde, et ce que je viens de dire suffit pour les convaincre que l'infaillibilité des souverains Pontifes, enseignant l'Eglise universelle en matière de foi, est une vérité manifestement appuyée sur la révélation évangélique, inséparablement liée à des dogmes déjà définis, et sans laquelle l'action continue du Saint-Siège et la pratique constante de l'Eglise entière resteraient inexplicables, et inconciliables avec les promesses de Jésus-Christ.

IX. L'INFAILLIBILITÉ VÉRIFIÉE.

A côté du fait que je viens de constater, il en est un autre qui lui correspond: c'est le fait de l'impuissance des efforts tentés pour découvrir, depuis tant de siècles que les Pontifes romains parlent

nis apostolici » Alexandri VII, 17 feb. 1665; Const. « Vineam Domini » Clementis XI, 16 iulii 1705; Breve « Gratulationes vestras » eiusdem Clementis XI, datum ad Prælatos conventus gal. 15 iunii 1706; Epist. conventus gallicani « Ad Petri sedem » ad Alexandrum VII, 20 feb. 1661; Breve « Paternæ charitati » Innocentii XI ad conventum gallicanum, 11 april. 1682; Const. « Inter multiplices » Alexandri VIII, 4 aug. 1690; Const. « Auctorem fidei » Pii VI, 28 aug. 1794; Epist. « Cum in hac tanta » datam a 37 ecclesiasticis ad episcopatum nominatis, Innocentio XII, 1692; Past. Epist. Georgii Izclepsemi, primatis regni Hungariæ, « Ubi primum Ecclesiæ Strigonensi, » 24 octob. 1682; Epist. card. de Noailles ad Clementem XI, quæ exstat in opere cui titulus: « Constitutio « Unigenitus » theologice propugnata, » Rom. 1734, tom. 4, col. 259.

au monde, un seul acte doctrinal *ex cathedra* qui soit entaché d'erreur.

Mais est-il bien certain que les souverains Pontifes n'aient jamais posé un seul acte de cette nature?

En voici la preuve décisive :

Les adversaires de l'infailibilité du Saint-Siège ont lu et relu l'histoire ecclésiastique, et dans cette histoire de près de vingt siècles, qu'ont-ils trouvé *de plus fort* en faveur de leur triste thèse?

Deux faits étrangers à la question!

En effet, ces deux faits sont ceux de Libère et d'Honorius, du saint pape Libère signant la première formule de Sirmium, et du grand Honorius répondant à Sergius de Constantinople à l'origine du monothélisme.

Or, dans ces deux circonstances, ni Libère, ni Honorius n'ont parlé *ex cathedra*.

Que faut-il, en effet, pour que les souverains Pontifes parlent *ex cathedra*?

Il faut qu'ils parlent librement à l'Eglise universelle, et que la doctrine qu'ils lui proposent soit formulée en termes qui expriment l'obligation de croire.

Rien de semblable, d'abord, dans ce qu'on reproche à Libère.

Libère n'était pas libre quand il souscrivit la première formule de Sirmium ¹. Cette formule, du reste, ne renfermait pas l'hérésie arienne; elle n'était répréhensible que par ses réticences; et loin de la signer librement, Libère ne la souscrivit que vaincu par les souffrances d'un exil de plusieurs années, par la crainte du supplice, et plus encore par la peine de savoir un antipape sur le Saint-Siège. Des historiens protestants, les centuriateurs de Magdebourg, le reconnaissent eux-mêmes. « Tout ce que l'on raconte de la souscription de Libère, disent-ils, ne tombe nullement sur le

¹ Voyez, sur les trois formules de Sirmium et sur tout ce qui s'y rapporte, le résumé historique qui se trouve dans la dernière édition française de l'« Histoire des hérésies » par saint Alphonse de Liguori (« Œuvres dogmatiques, » tom. III, Paris et Tournai, chez Casterman).

dogme arien qui n'était pas exprimé dans la formule, mais sur la condamnation d'Athanase, et il est certain que Libère ne cessa pas de professer la foi de Nicée ¹. »

Et puis, Libère ne proposa certainement pas la formule de Sirmium à la foi de l'Eglise universelle, et par conséquent ne fit rien qui ressemblât à une définition dogmatique.

Libère a donc péché par faiblesse, mais sans jamais rien enseigner contre la foi. Il a prouvé qu'il n'était pas impeccable, mais ce qu'il a fait ne prouve absolument rien contre l'infaillibilité des souverains Pontifes parlant *ex cathedra*.

Libère reconnut sa faute, la pleura, reprit avec son premier courage la défense d'Athanase, rejeta la profession de foi de Rimini en 359, et mourut saintement. Ce Pontife termina sa carrière avec toute la gloire qui avait illustré la très-grande partie d'un règne de plus de quatorze ans, et qu'un moment de faiblesse n'a pu ternir. Plusieurs historiens de grande autorité n'admettent même pas ce moment de faiblesse, et les preuves ne leur manquent pas pour établir que rien n'a fait tache dans cette sainte vie. Presque tous les Pères donnent au pape Libère le nom de *Bienheureux*.

Rien de semblable, non plus, à une définition dogmatique, dans ce qu'on reproche à Honorius.

Honorius n'a rien proposé à la foi de l'Eglise universelle, lorsqu'il répondit à la lettre insidieuse que lui avait écrite, au commencement du septième siècle, Sergius patriarche de Constantinople. La réponse d'Honorius est une lettre privée qui n'a aucune des caractères d'une déclaration doctrinale. Et dans sa seconde lettre à Sergius, produite au sixième Concile général, Honorius dit expressément *qu'il ne veut rien définir*.

Mais si les lettres d'Honorius sont en dehors de la question de l'infaillibilité *ex cathedra*, il n'en reste pas moins intéressant de savoir si elles ne contiennent pas d'erreur contraire à la foi. Or, elles n'en contiennent aucune. Voici dans quelles circonstances elles furent écrites :

¹ « Hist. eccles., » cent. iv, c. 10.

L'arianisme qui niait le Christ, en niant la divinité du Verbe incarné, l'arianisme était vaincu; le nestorianisme qui niait le Christ, en niant l'union de la nature divine et de la nature humaine dans l'unique personne du Verbe, était vaincu; l'eutychianisme qui niait le Christ, en confondant la nature divine et la nature humaine en Jésus-Christ, était vaincu; les diverses attaques du Père du mensonge contre l'ineffable vérité de l'incarnation du Verbe étaient repoussées. *L'immortel* auteur des hérésies revint à la charge. Un homme, digne de lui servir d'instrument, « Sergius, s'avisa de demander *s'il y avait deux volontés en Jésus-Christ?* Déterminé pour la négative, il consulta le pape Honorius en paroles ambiguës. Le Pape, qui n'aperçut pas le piège, crut qu'il s'agissait de deux volontés humaines, c'est-à-dire de la double loi qui afflige notre malheureuse nature, et qui certainement était parfaitement étrangère au Sauveur. Honorius, d'ailleurs, outrant peut-être les maximes générales du Saint-Siège, qui redoute par dessus tout les nouvelles questions et les décisions précipitées, désirait qu'on ne parlât point de deux volontés, et il écrivit dans ce sens à Sergius; en quoi il put se donner un de ces torts qu'on pourrait appeler *administratifs*; car, s'il manqua dans cette occasion, il ne manqua qu'aux lois du gouvernement et de la prudence. Il calcula mal, si l'on veut; il ne vit pas les suites funestes des moyens économiques qu'il crut pouvoir employer; mais dans tout cela on ne voit aucune dérogation au dogme, aucune erreur théologique ¹. » Qu' Honorius ait entendu la question dans un sens parfaitement orthodoxe, c'est ce qui est démontré trois fois.

Et d'abord, par les termes mêmes des lettres d'Honorius. Il déclare qu'il y a en Jésus-Christ un seul *opérateur*, mais deux *opérations*, selon les deux natures qui étaient unies dans sa personne, et dont chacune avait ses opérations propres. Honorius le dit clairement et en peu de mots dans sa première lettre à Sergius, et l'explique plus longuement dans sa seconde lettre au même patriarche. Voici les termes de sa première lettre: *In dua-*

¹ « Du Pape, » l. I, c. 15.

bus naturis (Christum) operatum DIVINITUS atque HUMANITUS ¹. Voici les termes de sa seconde lettre: *Auferentes ergo, sicut diximus, scandalum novellæ adinventionis, non nos oportet unam vel duas operationes definientes prædicare, sed pro una, quam quidam dicunt, operatione, oportet nos UNUM OPERATOREM Christum Dominum in utrisque naturis veridice confiteri, et pro duabus operationibus, ablato geminæ operationis vocabulo, IPSAS POTIUS DUAS NATURAS, id est, divinitatis et carnis assumptæ, in una persona Unigeniti Dei Patris, inconfuse, indivise, atque inconvertibiliter nobiscum prædicare PROPRIA OPERANTES* ².

Le vrai sens des lettres d'Honorius est démontré une seconde fois par le témoignage exprès et irrécusable de l'homme même dont il avait employé la plume pour écrire sa lettre à Sergius: je veux parler de l'abbé Jean Sympon, lequel, trois ans seulement après la mort d'Honorius, écrivait à l'empereur Constantin, fils d'Héraclius: « Quand nous parlâmes d'une seule volonté dans le Seigneur, nous n'avions point en vue sa *double nature*, mais son humanité seule. Sergius, en effet, ayant parlé de deux volontés contraires en Jésus-Christ, nous dîmes qu'on ne pouvait reconnaître en lui ces deux volontés, savoir celle de la *chair* et celle de l'*esprit*, comme nous les avons nous-mêmes depuis le péché ³. »

Enfin, la même chose est démontrée une troisième fois par ces mots d'Honorius cités par saint Maxime: « Il n'y a qu'une volonté en Jésus-Christ, puisque *sans doute* la divinité s'était revêtue de notre nature, mais non de notre péché, et qu'ainsi toutes les pensées *charnelles* lui étaient demeurées étrangères ⁴. »

« Ajoutons, dit le comte de Maistre, que si ce Pontife avait gardé le silence après que Sergius se fut déclaré, on pourrait sans doute argumenter de ce silence et le regarder comme un commen-

¹ Epist. 1 ad Serg. (Labbe. t. 6, col. 933).

² Epist. 2 ad Serg. (Labbe. t. 6, col. 969).

³ Carol. Sardagna, « Theolog. dogmatico-polemica, » edit. Poloc. in-8°, 1810, t. 1, controuv. x, n. 305.

⁴ « Quia profecto a divinitate assumpta est natura nostra non culpa.... absque carnalibus voluntatibus » Epist. ad Marinum. (Inter Opera varia Syrmondi, edit. in fol., Venet. 1728, t. 3, col. 301).

taire coupable de ces lettres; *mais il ne cessa au contraire, tant qu'il vécut, de s'élever contre Sergius, de le menacer et de le condamner*. Saint Maxime de Constantinople est encore un illustre témoin sur ce fait intéressant. « *On doit rire, dit-il, ou pour mieux dire on doit pleurer à la vue de ces malheureux* (Sergius et Pyrrhus), *qui osent citer de prétendues décisions favorables à l'impie Ectèse, essayer de placer dans leurs rangs le grand Honorius, et se parer aux yeux du monde de l'autorité d'un homme éminent dans la cause de la religion.... Qui donc a pu inspirer tant d'audace à ces faussaires? quel homme pieux et orthodoxe, quel Evêque, quelle Eglise ne les a pas conjurés d'abandonner l'hérésie; mais surtout que n'a pas fait le divin Honorius* ¹? »

» Voilà, il faut l'avouer, un singulier hérétique ². »

Mais, dira-t-on, le sixième Concile œcuménique n'a-t-il pas condamné Honorius, même comme hérétique?

Il est certain qu'il ne l'a pas condamné comme personnellement coupable d'hérésie. La lettre du pape Léon II à l'empereur Constantin le prouve, car le Pape, en confirmant par cette lettre le sixième Synode, reproche uniquement à Honorius d'avoir *permis* que la tradition sacrée et immaculée fût souillée par la profane. Le même Pape, dans sa lettre aux évêques d'Espagne, dit encore qu'Honorius a été condamné, parce *qu'il n'éteignit pas*, de son autorité apostolique et *dès le commencement* ³, la flamme du monothélisme, mais la *fomenta* ainsi par sa *négligence*. Non-seulement donc il n'est pas vrai que le pape Honorius ait proposé une erreur à la foi de l'Eglise universelle, mais il est faux aussi que ses lettres à Sergius contiennent quoi que ce soit d'erroné; si le nom d'Honorius se trouva réellement mêlé à ceux des hérétiques dans les actes du sixième Concile, ce ne fut que dans le sens déclaré par les lettres de Léon II; mais ces lettres elles-mêmes rendent infiniment plus probable le sentiment des historiens qui af-

¹ « Quæ hos (monothelitas) non rogavit Ecclesia, etc. Quid autem et « divinus » Honorius? » S. Maximus, epist. ad Petrum illustrem (Syrmond, loc. cit., col. 308).

² « Du Pape, » liv. I, chap. 15.

³ Honorius ne cessa de combattre le monothélisme jusqu'à sa mort.

firmement sans hésiter la falsification par les grecs des actes de ce Concile.

Les grecs se rendirent si souvent coupables de semblables altérations, qu'on a le droit d'affirmer celle-ci en présence de deux grands faits: le premier, c'est qu'au huitième Concile œcuménique, les Pères, c'est-à-dire l'Orient tout entier, présidés par le patriarche de Constantinople, professent solennellement « qu'il n'était pas permis d'oublier les promesses faites à Pierre par le Sauveur, *et dont la vérité était confirmée par l'expérience, puisque la foi catholique avait toujours subsisté, sans tache, et que la pure doctrine avait été INVARIABLEMENT enseignée sur le Siège apostolique* ¹. » Le second fait, c'est que, depuis l'affaire d'Honorius et dans toutes les occasions possibles, jamais les Papes n'ont cessé de s'attribuer cette louange *et de la recevoir des autres* ².

Mais, quoi qu'il en soit de la falsification par les grecs des actes du sixième Concile général, il n'en reste pas moins démontré que ce que l'on a su découvrir *de plus fort*, dans une histoire de plus de dix-huit siècles, contre l'infaillibilité du Saint-Siège, ce sont deux faits parfaitement étrangers à la question. L'infaillibilité de fait est donc incontestablement vérifiée.

X. LA CROYANCE À L'INFAILLIBILITÉ DU CHEF DE L'ÉGLISE.

La croyance à l'infaillibilité du chef de l'Eglise en matière de foi est si véritablement catholique, que le petit nombre de ceux qui l'ont contestée l'ont confessée en la contestant.

En me servant de ces expressions: — Le petit nombre de ceux qui l'ont contestée, — je ne fais allusion ni à l'illustre clergé français, ni aux fidèles de la France catholique; je parle du *Gallicanisme*, c'est-à-dire d'une école qu'il ne faut pas confondre avec l'Eglise catholique en France. Depuis saint Irénée jusqu'à Fénelon, pour ne rien dire de ses grands évêques de notre temps, l'Eglise

¹ Act. 1 (Labbeus, t. 8, col. 988).

² Conf. « Du Pape, » loc. cit.

de France n'a jamais démérité le nom de fille aînée de l'Eglise romaine. La déclaration de l'assemblée de 1682 n'est qu'une note discordante dans le concert des voix de l'épiscopat français. Cette déclaration n'a pas été celle de l'épiscopat, mais des évêques choisis par la Cour, et dont plusieurs eussent été plus loin que les *quatre articles*, sans l'intervention de Bossuet.

Écoutons la vraie voix des évêques de France. Dans l'assemblée qu'ils tinrent à Melun, en 1579, ils proposent à tous les fidèles « *pour règle de leur croyance* ce que croit et professe la sainte Eglise de Rome, qui est la maîtresse, la colonne et l'appui de la vérité; parce que toute autre Eglise doit s'accorder avec celle-là, à cause de sa principauté¹. »

On reconnaît dans cette voix le fidèle écho de celle de saint Irénée de Lyon.

En 1625, les évêques, réunis en assemblée générale, écrivent aux autres évêques du royaume :

« Les évêques seront exhortés à honorer le Siège apostolique et l'Eglise romaine, fondée sur la promesse infaillible de Dieu, sur le sang des apôtres et des martyrs, la mère des Eglises, et laquelle, pour parler avec saint Athanase, est comme la tête sacrée par laquelle les autres Eglises, qui ne sont que ses membres, se relèvent, se maintiennent et se conservent. Ils respecteront aussi notre saint Père le Pape, chef visible de l'Eglise universelle, Vicaire de Dieu en terre, Evêque des évêques et patriarches, auquel *l'apostolat et l'épiscopat ont eu commencement*, et sur lequel Jésus-Christ a fondé son Eglise, en lui *baillant (donnant) les clefs du ciel avec l'infailibilité de la foi*, que l'on a vue miraculeusement demeurer immuable en ses successeurs jusqu'aujourd'hui. Ce qu'ayant obligé les fidèles orthodoxes à leur rendre toutes sortes d'obéissance, et à vivre en déférence à leurs saints décrets et ordonnances, les évêques seront exhortés à faire la même chose, et à réprimer, autant qu'il leur sera possible, les esprits libertins qui veulent révoquer en doute et mettre en compromis cette sainte et sacrée autorité, confirmée par tant de lois

¹ ODESPUN, « *Concilia novissima Galliae*, » Parisiis, 1646, pag. 87.

divines et positives; et, pour montrer le chemin aux autres, ils y déféreront les premiers ¹. »

L'Eglise de France confesse donc, avec toutes les Eglises de l'univers, non-seulement la primauté, mais *l'infailibilité* de Pierre et de ses successeurs.

Elle la confesse de nouveau par les trente et un évêques qui écrivent au pape Innocent X, en 1653, au sujet de la condamnation des cinq propositions de Jansénius. Voici leurs paroles:

« Dès les premiers temps, l'Eglise catholique, appuyée sur la communion et l'autorité seule de Pierre, souscrivit sans hésitation et sans délai aucun, *absque cunctatione*, à la condamnation de l'hérésie pélagienne, prononcée par Innocent dans son décret adressé aux évêques d'Afrique, et qui fut suivi d'une autre lettre du pape Zozime, adressée à tous les évêques de l'univers. Elle savait, non-seulement par la promesse de notre Seigneur Jésus-Christ faite à Pierre, mais encore par les actes des anciens Pontifes, et par les anathèmes dont le pape Damase avait frappé récemment Apollinaire et Macédonius, avant qu'aucun Concile œcuménique les eût condamnés; elle savait que les jugements portés par les souverains Pontifes, en réponse aux consultations des évêques *pour établir une règle de foi*, jouissent également (soit que les évêques aient cru devoir exprimer leur sentiment dans leur consultation, soit qu'ils aient omis de le faire) d'une divine et souveraine autorité dans l'Eglise universelle; autorité à laquelle tous les chrétiens sont obligés de soumettre leur esprit même. Nous donc aussi, pénétrés des mêmes sentiments et de la même foi, nous aurons soin que la Constitution donnée d'après l'assistance du Saint-Esprit, par Votre Sainteté.... soit promulguée dans nos églises et diocèses, et nous en presserons même l'exécution à l'égard du peuple fidèle. Ceux qui auront la témérité de la violer, ne manqueront pas d'être punis suivant les termes de la Constitution même et du bref que Votre Sainteté nous a écrit; en sorte qu'ils subiront les peines portées contre les hérétiques ². »

¹ « Avis aux archevêques et évêques de France, » art. 137 (« Collect. des procès verb. des assemblées générales du clergé de France, » édit. de Paris, 1768, t. 2, pièces justif., p. 95).

² « Recueil des actes du clergé de France. »

Quoi de plus clair? « Les jugements, portés par les souverains Pontifes, pour établir *une règle de foi*, soit que les évêques expriment leur sentiment, *soit qu'ils omettent de le faire*, jouissent d'une *divine et souveraine* autorité dans l'*Eglise universelle*, autorité à laquelle tous les chrétiens sont obligés de soumettre leur esprit même. »

C'est donc aussi bien sur la tradition de l'Eglise de France que sur la tradition de toutes les autres Eglises que Muzzarelli appuie la thèse victorieuse que nous avons citée ¹, et ce n'est pas l'Eglise de France, mais l'assemblée de 1682, qui se borne à dire que « dans les questions de la foi, le souverain Pontife a la principale part, et que ses décrets regardent toutes les Eglises et chacune en particulier, mais que son jugement n'est pourtant pas irréformable, à moins que l'*Eglise n'y ait donné son consentement* ². »

¹ Chap. VIII.

² Il est inutile de traiter ici « ex professo » de la déclaration de 1682. Le cardinal Litta, dans ses « vingt-neuf lettres sur les quatre articles dits du clergé de France, » n'a rien laissé à dire sur le fond même de ces articles, et les « Recherches historiques sur l'assemblée du clergé de France de 1682, » que vient de publier un magistrat français, monsieur Gérin, juge au tribunal de la Seine, ne laissent plus rien à dire non plus sur l'assemblée elle-même. Voici le bref que Sa Sainteté Pie IX vient d'adresser à l'auteur :

« Cher fils, salut et bénédiction apostolique.

» Nous avons accueilli avec la plus grande faveur, cher fils, vos Recherches historiques sur la Déclaration du clergé de France. Jamais, en effet, l'opportunité d'un pareil ouvrage ne s'est fait sentir autant que dans les circonstances présentes; et votre qualité de laïque, votre titre de magistrat, en vous assurant un rang exceptionnel, donnent à votre travail la plus grande autorité dans une matière qui est loin de plaire à tout le monde. Bien des écrivains ont déjà démontré avec assez de clarté et de solidité, que cette Déclaration du clergé de France, si opposée à l'autorité pontificale et au pouvoir ecclésiastique, rendue dans l'assemblée de 1682, n'était conforme ni « au sentiment commun, » ni à celui « de la majorité; » qu'elle n'avait pas été « émise en toute liberté et conscience, » mais plutôt sous l'empire de « la crainte ou en vue de la faveur royale; » qu'elle n'avait pas été longtemps maintenue, mais qu'elle fut bientôt rétractée par ceux-là même qui avaient travaillé soit à la faire admettre, soit à la publier; qu'elle n'avait été enfin pour l'Eglise gallicane la source d'aucune gloire, d'aucune liberté, mais plutôt une tache et une vraie servitude. Ce que d'autres auteurs ont soutenu, appuyés qu'ils étaient sur l'histoire de cette époque et sur de solides arguments, Nous nous réjouissons de le voir confirmé par les témoignages authentiques que vous apportez. Votre travail, en effet, ne servira pas peu à dissiper des préjugés, à fermer l'entrée aux sophis-

L'Eglise de France dit, au contraire, que dans les questions de la foi *les jugements des souverains Pontifes jouissent d'une divine et souveraine autorité dans toute l'Eglise, et que tous doivent s'y soumettre d'esprit et de cœur, soit que l'Episcopat exprime son consentement, soit qu'il omette de le faire*; et l'Eglise de France dit pourquoi l'autorité de ces décrets est *divine et souveraine*, c'est-à-dire *irréformable*: c'est parce que « Jésus-Christ a fondé son Eglise sur Pierre, en lui donnant les clefs du ciel avec *l'infailibilité de la foi*, que l'on a vue miraculeusement demeurer immuable dans ses successeurs jusqu'aujourd'hui. »

Voilà bien la foi de l'Eglise de France, comme de toutes les Eglises de la catholicité.

Si nous voulons maintenant nous convaincre que le *gallicanisme* lui-même a confessé cette foi, tout en paraissant la contester, il nous suffira d'entendre le plus autorisé de ses théologiens, Tournely; le génie supérieur qui lui sert trop souvent d'excuse, Bossuet; et de juger ensuite de la foi du gallicanisme par ses œuvres.

« En présence de la nuée des témoins de tous les siècles, invoqués par Bellarmin et tant d'autres. dit Tournely, nous ne pouvons dissimuler qu'il est bien difficile de ne pas reconnaître *l'infailible autorité du Saint-Siège* ou de l'Eglise romaine; mais il est plus difficile encore de la concilier avec la Déclaration du clergé gallican (de 1682) de laquelle *il ne nous est pas permis de nous écarter*¹. »

mes, à persuader, enfin, à tous que les Eglises particulières sont d'autant plus fortes et d'autant plus glorieuses qu'elles sont unies par un lien plus étroit au souverain Pontife, à qui Notre-Seigneur a conféré, dans la personne de Pierre, la primauté d'honneur, de juridiction, d'autorité et de pouvoir sur l'universalité des fidèles. Puisse cette lettre vous affermir, et augmenter votre ardeur pour la défense de la vérité; et, en attendant, recevez comme gage de la grâce céleste et comme assurance de notre paternelle tendresse, la bénédiction apostolique que Nous vous accordons avec grand amour.

» Donné à Rome près Saint-Pierre, le 17 février 1869, la 23.^e année de notre pontificat. »

¹ « Non dissimulandum, difficile esse in tanta testimoniorum mole, quæ Bellarminus, Launoïus et alii congerunt, non recognoscere apostolicæ Sedis, seu romanæ Ecclesiæ certam et infallibilem auctoritatem; at longe difficilius est ea conciliare cum Declaratione

On voit que le caractère n'est pas toujours à la hauteur de la science. Mais, enfin, la science parle assez haut pour faire rougir le caractère. Oui, il est si difficile, en présence de toute la tradition, de ne pas reconnaître *l'infailibilité du Saint-Siège*, que Bossuet, à son tour, la reconnaît et la confesse en paraissant la contester. Il la confesse, car il affirme avec toute la catholicité que le *Saint-Siège, en vertu des promesses de son divin Fondateur, ne peut jamais faillir*¹. Mais il paraît la contester, en distinguant le Siège ou la *Chaire* de Pierre, du Pontife qui s'y trouve assis!

La foi de l'Eglise romaine, selon le rédacteur de la *Déclaration*, est indéfectible, quoique l'enseignement du successeur de Pierre ne soit pas infailible: le souverain Pontife peut, même lorsqu'il parle *ex cathedra*, enseigner *momentanément* l'erreur, dans laquelle il ne persévérera pas, car les promesses de Jésus-Christ sont là. Mais où ces promesses distinguent-elles entre le Siège apostolique et le prince des Apôtres? Et comment ose-t-on invoquer ces promesses plutôt pour empêcher le Pape de persévérer dans l'erreur que pour l'empêcher d'y tomber, dit le cardinal Gousset? Ni les Pères, ni les Conciles, ni les souverains Pontifes, n'ont jamais distingué entre la chaire de Pierre et les successeurs de Pierre. Cette distinction était inconnue des anciens: l'antiquité ne nous en offre aucun vestige, et l'Eglise de France, avant et après 1682, ne se sépara pas de l'antiquité. Elle lui resta fidèle à l'époque même de l'assemblée de 1682, car c'est alors que Fénelon, digne organe des évêques de France que la crainte de la Cour ne put atteindre, parlait ainsi de l'opinion qui distingue entre la chaire de Pierre et les successeurs de Pierre: « Cette opinion répugne évidemment aux paroles de la promesse faite par Jésus-Christ, et à toute la tradition. On peut dire justement de cette chimère, *de hoc commento*, ce que saint Augustin disait à Julien: « Ce que vous dites est étrange, ce que vous dites est

cleri gallicani a qua recedere nobis non permittitur » (« Prælect. theol., » De Eccles., q. 5, art. 3; edit. Par., 1727, t. 2, p. 134).

¹ « Gallia orthodoxa, » lib. x, c. 7.

» nouveau, ce que vous dites est faux. Ce qu'il y a d'étrange, » nous l'entendons avec surprise; ce qu'il y a de nouveau, nous » le repoussons; ce qu'il y a de faux, nous le réfutons ¹. »

Du reste, ce que le gallicanisme conteste *en théorie*, il le confesse *en pratique*; et c'est là surtout ce qui nous a fait dire de cette école qu'elle *paraît* contester l'infailibilité du souverain Pontife. Soit inconséquence, soit instinct catholique ² heureusement plus fort que les préjugés d'école, les évêques attachés au gallicanisme, Bossuet surtout avec toute l'ardeur de sa grande âme, ont toujours reçu comme les autres évêques, avec une pleine soumission d'esprit, les Constitutions dogmatiques des Papes, condamnant sans hésitation et sans délai, *absque cunctatione*, tout ce qui avait été condamné solennellement par les Papes.

Nous ne voulons pas terminer ce chapitre sans rappeler deux mots du comte de Maistre: le premier sur Bossuet, le second pour Bossuet.

Voici le premier:

« J'en demande bien pardon à l'ombre illustre de Bossuet; mais, lorsqu'il nous dit que la doctrine de l'*infaillibilité* a commencé au quatorzième siècle, il semble se rapprocher de ces mêmes hommes qu'il a et tant et si bien combattus. Les protestants ne disaient-ils pas aussi que la doctrine de la *transsubstantiation* n'était pas plus ancienne que le nom? Et les ariens n'argumentaient-ils pas de même contre la *consubstantialité*? Bossuet, qu'il me soit permis de le dire sans manquer de respect à un aussi grand homme, s'est évidemment trompé sur ce point important. Il faut bien se garder de prendre un mot pour une chose, et le commencement d'une erreur pour le commencement d'un dogme. La vérité est précisément le contraire de ce qu'enseigne Fleury; car ce fut vers l'époque qu'il assigne, que l'on commença, non pas à *croire*, mais à disputer sur l'*infaillibilité*. Les contestations élevées sur la suprématie du Pape forcèrent d'examiner la question de plus près, et les défenseurs de la vérité appelèrent cette suprématie *infaill-*

¹ « De Sum. Pontif. auctoritate, » c..8.

² Card. Gousset, « Theol. dogm., » De l'Eglise; part. III, ch. 3.

libilité, pour la distinguer de toute autre souveraineté; mais il n'y a rien de nouveau dans l'Eglise, et jamais elle ne croira que ce qu'elle a toujours cru. Bossuet veut-il nous prouver la nouveauté de cette doctrine? Qu'il nous assigne une époque de l'Eglise, où les décisions dogmatiques du Saint-Siège n'étaient pas des lois; qu'il efface tous les écrits où il a prouvé le contraire avec une logique accablante, une érudition immense, une éloquence sans égale; qu'il nous indique surtout le tribunal qui examinait ces décisions et qui les réformait.

» Au reste, s'ils nous accorde, s'il nous prouve, s'il nous démontre *que les décrets dogmatiques des souverains Pontifes ont toujours fait loi dans l'Eglise*, laissons-le dire *que la doctrine de l'infailibilité est nouvelle*; qu'est-ce que cela fait? »

Voici l'autre mot de Joseph de Maistre:

« Lorsque saint Cyprien dit, en parlant de certains brouillons de son temps: *Ils osent s'adresser à la chaire de saint Pierre, à cette Eglise suprême où la dignité sacerdotale a pris son origine...*; ils ignorent *que les romains sont des hommes auprès de qui l'erreur n'a point d'accès*, c'est véritablement saint Cyprien qu'on entend; c'est un témoin irréprochable de la foi de son siècle.

» Mais, lorsque les adversaires de la monarchie pontificale nous citent, *usque ad nauseam*, les vivacités de ce même saint Cyprien contre le pape Etienne, ils nous peignent la pauvre humanité au lieu de nous peindre la sainte tradition. C'est précisément l'histoire de Bossuet. Qui jamais connut mieux que lui les droits de l'Eglise romaine, et qui jamais en parla avec plus de vérité et d'éloquence? Et cependant ce même Bossuet, emporté par une passion qu'il ne voyait pas au fond de son cœur, ne tremblera pas d'écrire au Pape avec la plume de Louis XIV, *que si Sa Sainteté prolongeait cette affaire par des ménagements qu'on ne comprenait pas, le roi saurait ce qu'il aurait à faire; et qu'il espérait que le Pape ne voudrait pas le réduire à de si fâcheuses extrémités*.

» Saint Augustin, en convenant franchement des torts de saint Cyprien, *espère que le martyre de ce saint personnage les a tous*

*expiés*¹; espérons aussi qu'une longue vie, consacrée tout entière au service de la religion, et tant de nobles ouvrages qui ont illustré l'Eglise autant que la France, auront effacé quelques fautes, ou, si l'on veut, quelques mouvements involontaires *quos humana parum cavit natura.* »

On voit que le comte de Maistre, le génie le plus digne d'apprécier Bossuet et de le combattre, voudrait n'avoir rien trouvé de répréhensible dans ce grand homme. La faute qui répandit tant d'amertume sur les dernières années de la vie de Bossuet, aurait-elle été *permise* par la Providence pour le préserver des suprêmes dangers de la gloire: *Ut ne quis gloriatur?*

Espérons-le, comme de Maistre, avec une vive confiance, et jouissons avec lui de tant de nobles ouvrages qui ont autant illustré l'Eglise que la France. Bossuet dépasse, de toute la tête, les plus grands hommes du dix-septième siècle, et, s'il faut dire ici notre pensée tout entière, il dépasse, *comme orateur et comme écrivain*, les Pères eux-mêmes dont il est le fidèle disciple. Sa pensée est pleine de la leur, mais il la redit avec un accent plus sublime. Nulle voix de l'antiquité classique non plus, n'a connu cet accent de l'aigle de Meaux, emporté sur les ailes de la foi à des hauteurs de pensée et d'expression que les orateurs et les écrivains de la Grèce et de Rome n'ont jamais soupçonnées.

XI. UN SINGULIER MALENTENDU. LES PAPES ET LES CONCILES.
A QUOI L'ON RECONNAÎT UN ACTE DOGMATIQUE DU SAINT-SIÈGE OU D'UN CONCILE GÉNÉRAL.

§ 1. — *Le Pape et les Conciles.*

Depuis le premier Concile assemblé à Jérusalem, sous la présidence de saint Pierre, pour décider la question des observances mosaïques, dix-huit Conciles généraux ont été réunis dans la suite des siècles pour décider aussi de graves questions relatives à la foi, aux mœurs, à la discipline de l'Eglise, à la défense de la

¹ « De Bapt. contra Donat., » l. 1, c. 18.

chrétienté, à la propagation de l'Évangile, et au bien général des hommes et des peuples. Or, disent les adversaires de l'Eglise avec quelques-uns de ses amis peu clairvoyants, si le Saint-Siège était infaillible en matière de foi, de mœurs et de discipline générale, pourquoi tant de Conciles auraient-ils été réunis, et pourquoi faudrait-il en convoquer encore? Pourquoi remuer la catholicité par la convocation de ses grandes assises, si la parole du Pape peut tout décider seule?

Cette difficulté prend sa source dans l'ignorance ou l'oubli de la nature même de l'infailibilité du Saint-Siège. N'avons-nous pas rappelé déjà qu'elle n'est pas une infailibilité qui invente ou qui produit, mais une infailibilité qui veille à la garde du dépôt de la révélation, à la propagation de la foi, au maintien de son vrai sens, à la condamnation des erreurs qui l'altèrent, à la manifestation des vérités qu'elle contient? N'avons-nous pas vu que cette infailibilité n'implique aucune nouvelle révélation, aucune inspiration proprement dite, mais la simple fidélité à la grâce d'état divinement promise au chef de l'Eglise pour la conservation de la foi sur laquelle toute l'Eglise repose?

Mais cette fidélité n'implique-t-elle pas elle-même l'emploi des moyens proportionnés à une aussi grande fin? Et si le Pape, en présence de nouvelles erreurs, de nouvelles questions, de nouveaux dangers, de nouvelles œuvres exigées par les besoins du temps, croit utile ou moralement nécessaire, soit de consulter les évêques, les témoins de la foi de toutes les Eglises, comme l'a fait Pie IX avant de définir l'Immaculée Conception, soit de les convoquer en Concile comme il vient de le faire, ne prouve-t-il pas justement par là sa fidélité à la grâce promise par le divin Fondateur de l'Eglise à Pierre et à ses successeurs?

L'Eglise, dit Bellarmin là où il traite de l'*utilité* et de la *nécessité morale* des Conciles, a toujours pensé qu'il fallait opposer à l'invasion des grandes erreurs la réunion des pasteurs et des forces de la catholicité. Est-il donc étonnant que Pie IX ait réalisé cette pensée à une époque comme la nôtre? Bellarmin dit encore que si le Saint-Siège a le pouvoir de faire seul des lois de réforme de mœurs et de discipline générale, ces lois ont naturel-

lement une plus suave efficacité quand elles sortent du sein de l'Eglise assemblée ¹.

Le même auteur dit encore, en parlant des décisions doctrinales des Papes :

« Celui qui a promis la fin (l'infailibilité dans la foi), a promis sans aucun doute les moyens de l'atteindre; et il ne nous servirait de rien de savoir que le souverain Pontife est infailible *quand il définit sans témérité*, si nous ne savions qu'en vertu de la promesse divine elle-même, jamais la Providence ne peut permettre que le souverain Pontife définisse témérairement ². »

« De même donc que nous sommes certains, *a priori*, dit le pape Grégoire XVI, que Dieu ne permettra jamais que son Eglise, dépositaire et gardienne des vérités révélées, propose aux fidèles, par un jugement définitif et sans appel, une doctrine hérétique, et que par conséquent elle ne prononcera jamais une décision solennelle et dogmatique dans un Concile général, avant d'avoir employé les moyens *nécessaires* pour ne pas *tenter Dieu*; ainsi est-il certain et indubitable, *a priori*, que Jésus-Christ, qui a promis à saint Pierre et à ses successeurs que la foi dans laquelle ils doivent paître ses brebis ne manquera jamais, ne permettra pas non plus que les Papes négligent les moyens *nécessaires* pour ne pas *le tenter*, avant de juger avec la plénitude de leur autorité ³. »

Le cardinal du Perron, cité par le comte de Maistre, dit de même: « L'infailibilité qu'on attribue au Pape, comme au tribunal souverain de l'Eglise, ne veut pas dire qu'il soit assisté de l'Esprit de Dieu, pour avoir directement sa lumière nécessaire à décider toutes les questions; mais son infailibilité consiste en ce que toutes les questions auxquelles il se sent assisté d'assez de lumières, il les juge; et les autres auxquelles il ne se sent pas assez assisté de lumières pour les juger, il les remet au Concile. »

Ces paroles de du Perron amènent de Maistre à citer celles-ci

¹ « De Conciliis, » l. 1, c. 9.

² « De romano Pontifice, » lib. iv, c. 2.

³ « Triomphe du Saint-Siège, » c. xxvi, n. 7.

de Thomassin: « Ne nous battons plus pour savoir si le Concile œcuménique est au-dessus ou au-dessous du Pape. Contentons-nous de savoir que le Pape, au milieu du Concile, est au-dessus de lui-même, et que le Concile, *décapité de son chef*, est au-dessous de lui-même. »

« Je ne sais, ajoute de Maistre, si jamais on a mieux dit. Thomassin, surtout, gêné par la Déclaration de 1682, s'en est tiré habilement, et nous a fait suffisamment connaître ce qu'il pensait des *Conciles décapités*: et les deux textes réunis (de du Perron et de Thomassin) se joignent à tant d'autres pour nous faire connaître la doctrine *universelle* et *invariable* du clergé de France, si souvent invoquée par les apôtres des quatre articles ¹. »

Tous les catholiques, en effet, sont d'accord sur les Conciles décapités et sur les conditions requises pour qu'un Concile soit œcuménique ou légitime. La première est, qu'il soit convoqué par le Pape ou avec son assentiment. La seconde, que les évêques soient convoqués de toutes ² les provinces du monde catholique. La troisième, que le Concile soit présidé par le souverain Pontife ou par ses légats. La quatrième, qu'il délibère en liberté. La cinquième, que ses décrets soient confirmés ou approuvés par le Pape. « Rien ne montre avec autant d'évidence qu'un Concile a vraiment servi d'organe à l'Eglise universelle, dit Liebermann, ou qu'il a été vraiment général par sa convocation, par sa célébration et par ses actes, que cette approbation ou cette confirmation du Pape qui prouve *l'union des membres* de l'Eglise enseignante *avec leur chef*. »

§ 2. — *A quoi l'on reconnaît les décrets des Conciles ou des Papes, qui constituent des décisions de foi.*

Ces décrets se font reconnaître par leurs termes mêmes. Ces termes peuvent varier, mais *il suffit qu'ils expriment formellement l'obligation de croire la vérité définie comme une vérité de foi catholique.*

¹ « Du Pape, » lib. I, c. 5.

² Moralement.

Plusieurs se trompent en exigeant ici la *réunion* des différentes formules employées par les Conciles ou par les Papes pour exprimer cette obligation de croire. Les principales de ces formules consistent à qualifier d'*hérétique la doctrine contraire*, et à fulminer l'*anathème* ou l'*excommunication contre ceux qui la professeraient* dans la suite; mais, si les Conciles ou les Papes omettent ces formules dans un jugement vraiment doctrinal, *ils indiquent suffisamment, malgré cette omission, qu'ils entendent définir une vérité de foi*, comme le dit Grégoire XVI, auquel certains écrivains ont le tort de faire dire davantage.

Voici ses paroles:

« Il y a certaines formules, établies et déterminées par un usage constant de l'Eglise et des Papes, pour faire connaître d'une manière précise à toute la chrétienté les jugements suprêmes et définitifs, et la peine conséquemment encourue par les réfractaires; si le Pape omet ces formules, sans indiquer suffisamment que, malgré cette omission, il entend et veut définir EN SA QUALITÉ DE SOUVERAIN PONTIFE ET DE JUGE DE LA FOI, il faut en conclure qu'il n'a pas prononcé de jugement en cette qualité. »

Il faut donc conclure qu'il a prononcé ce jugement, *s'il indique suffisamment, même en omettant la formule des anathèmes*, qu'il entend et veut définir en sa qualité de chef de l'Eglise.

Dans son célèbre ouvrage sur les sources théologiques, Melchior Cano, traitant des marques auxquelles on reconnaît les décisions dogmatiques des Conciles, ne dit pas seulement non plus qu'une décision est dogmatique quand le Concile déclare *hérétiques* ceux qui affirment le contraire, ou quand il *excommunie* ou *anathématise* ceux qui soutiennent ou enseignent la doctrine condamnée; mais il dit aussi qu'une décision est dogmatique quand le Concile propose formellement aux fidèles une vérité comme devant être crue, ou comme vérité de foi catholique¹.

Est-il donc vrai, comme plusieurs le disent, que dans le Concile de Trente, par exemple, les *Canons* qui anathématisent l'erreur, soient seuls dogmatiques, qu'ils exigent seuls un assenti-

¹ « De Locis theol., lib. v, c. 5, q. 4.

ment de foi, et que les chapitres divers qui les précèdent méritent assurément le plus grand respect et jouissent d'une autorité supérieure à celle des œuvres théologiques les plus sûres, mais ne constituent cependant nulle part une règle de foi?

Certes, il ne faut pas confondre avec ce qui fait *l'objet* même des enseignements dogmatiques, les propositions incidentes, les explications, les preuves, les réponses aux objections qui peuvent s'y trouver mêlées; il ne faut pas confondre non plus avec des décisions dogmatiques, des décrets de discipline, même générale, où l'Eglise est infallible, sans doute, mais en ce sens qu'elle ne peut *rien décréter de contraire à la foi ou aux mœurs*. Ces distinctions une fois bien établies, nous pensons que l'assertion relative aux Canons et aux Chapitres de doctrine du Concile de Trente, est trop absolue, et que l'enseignement doctrinal du Concile, même en dehors des Canons qui anathématisent l'erreur, constitue souvent une règle de foi. Et pourquoi le pensons-nous? Parce que le Concile le dit formellement lui-même. En effet, passant des Chapitres de la quatorzième session aux Canons qui les suivent, le Concile dit expressément :

« Voilà ce que le saint Synode professe et enseigne sur les sacrements de Pénitence et d'Extrême-Onction, et ce qu'il propose à croire à tous les fidèles, et à garder par tous: *Omnibus credenda et tenenda proponit*. Les Canons qui suivent, doivent être inviolablement observés, et le Concile anathématise ceux qui enseigneraient le contraire ¹. »

Le Concile s'exprime dans le même sens dans d'autres endroits encore, par exemple à la fin des Chapitres de la sixième session sur la justification :

« Après avoir établi sur la justification *cette doctrine catholique que chacun doit recevoir et garder fidèlement et fermement, s'il veut être justifié*, il a plu au saint Synode d'ajouter les Canons qui suivent, afin que tous sachent non-seulement ce qu'il faut te-

¹ « Hæc sunt, quæ de Pœnitentiæ et Extremæ Uctionis sacramentis sancta hæc œcumenica Synodus profitetur et docet, atque omnibus Christifidelibus credenda et tenenda proponit. Sequentes autem Canones inviolabiliter servandos esse tradit; et asserentes contrarium, perpetuo damnat, et anathematizat. »

nir et suivre (*tenere et sequi*), mais aussi ce qu'ils doivent fuir et éviter ¹. »

N'est-il pas clair que le Concile entend faire connaître par les Canons les erreurs qu'il faut éviter si l'on ne veut pas tomber dans l'hérésie, et qu'il enseigne dans les Chapitres la doctrine qu'il faut croire: *Sancta oecumenica Synodus hæc profitetur et docet, atque OMNIBUS Christifidelibus CREDENDA et tenenda proponit?*

Si ce n'est pas là dire formellement que l'on donne une règle de foi, *omnibus credenda proponit*, qu'est-ce donc ² ?

Le cardinal Gousset, sans confondre ici, comme on le lui a reproché sans raison, les décrets dogmatiques et les décrets disciplinaires, fait observer, dans son *Exposition des principes du droit canonique*, que les souverains Pontifes (pas plus que les Conciles) « ne recourent toujours à l'anathème pour faire prévaloir la saine doctrine; qu'ils n'enseignent pas seulement par voie de condamnation; qu'ils enseignent aussi par voie d'exposition, par l'exercice du ministère pontifical ou du *magistère (magisterium)* dont ils sont investis. »

C'est ce que nous disait tout à l'heure Grégoire XVI (Maur Cappellari) conformément à ce qu'a écrit Melchior Cano, c'est-à-dire, que les Papes décident ou enseignent dogmatiquement, même en omettant la formule des anathèmes, quand ils indiquent suffisamment que, malgré cette omission, ils entendent définir en qualité de souverains Pontifes ou de Juges de la foi.

¹ « Post hanc catholicam de iustificatione doctrinam, quam nisi quisque fideliter firmiterque receperit, iustificari non poterit, placuit sanctæ Synodo hos Canones subiungere, ut omnes sciant, non solum quid tenere et sequi, sed etiam quid vitare et fugere debeant. »

² Dans son histoire du Concile de Trente, le cardinal Pallavicini confirme ce que nous venons de dire. Voici ses paroles: « Legati, repudiata communiter prima Canonum forma, datoque negotio alterius reficiendæ, de qua dicemus, opportunius fore censuerunt, brevitatis et claritatis gratia, « non omnia » per Canones et anathemata sancire: hoc enim pacto « falsum dumtaxat, » quod est infinitum, proscripsissent: verum non explicassent « quod unum est, » et « quo uno rite formato cuncta opposita falsa infirmantur. » Curarunt itaque « rem partiendam, » tum in « Decreta, » quæ « doctrinam catholicam » exponerent, tum in « Canones, » qui hæreticorum « errores damnarent » (« Hist. Conc. Trid., » lib. VIII, c. 13, n. 4).

Les actes du Saint-Siège ou d'un Concile général sont donc des actes dogmatiques, dès qu'ils proposent formellement à la foi de l'Eglise la vérité qu'ils définissent.

Nous ne voulons pas abandonner cette matière sans renvoyer le lecteur au chapitre IV de cet opusculé. Il y verra que la foi de l'Eglise précède toujours les définitions dogmatiques, et que, pour être vraiment fidèle, il ne suffit pas à un chrétien de croire seulement *ce qui est défini contre l'hérésie* par les Conciles ou par les Papes, ni de croire seulement *quand* c'est défini contre l'hérésie, mais qu'il faut croire *auparavant* tout ce que l'Eglise enseignante, universellement répandue, nous fait connaître comme révélé de Dieu, et ce qui est, par conséquent, reconnu comme tel par tous les théologiens ¹.

Enfin, il est des vérités qui doivent être crues de *foi divine* par ceux qui les voient clairement contenues dans la révélation et dans la foi vivante de l'Eglise, quoique l'Eglise, pour de sages raisons, n'ait pas jugé devoir condamner encore les opinions contraires comme des hérésies, surtout à cause des catholiques qui doutent de bonne foi que ces vérités soient révélées. Mais on voit cependant que l'on peut être hérétique devant Dieu sans l'être encore devant l'Eglise; c'est quand on rejette une vérité que l'on sait révélée, quoiqu'elle ne soit pas encore définie. On appelle *foi ecclésiastique* (ou catholique) celle qui embrasse les vérités définies, tandis que *la foi divine* embrasse toutes les vérités que l'on sait contenues dans la révélation.

¹ Voyez les paroles de Pie IX à l'archevêque de Munich au chapitre cité. Elles sont suivies de ces paroles du chef de l'Eglise: « Sed cum agatur de illa subiectione, qua ex conscientia ii omnes catholici obstringuntur, qui in contemplatrices scientias incumbunt, ut noyas suis scriptis Ecclesiæ afferant utilitates, ideo eiusdem conventus viri recognoscere debent, sapientibus catholicis « haud satis esse, » ut præfata Ecclesiæ « dogmata » recipiant ac venerentur, verum « etiam opus esse, ut se subiiciant » tum decisionibus, quæ ad doctrinam pertinentes a Pontificiis Congregationibus conferuntur, tum iis doctrinæ capitibus, quæ communi et constanti catholicorum consensu retinentur, ut « theologicæ veritates et conclusiones ita certæ, » ut opiniones eisdem doctrinæ capitibus adversæ, quamquam « hæreticæ » dici nequeant, tamen « aliam theologicam mereantur censuram. »

XII. DE LA DÉFINITION DE L'INFAILLIBILITÉ DU SAINT-SIÈGE PAR LE CONCILE.

§ 1. — *L'infaillibilité du souverain Pontife parlant EX CATHEDRA peut-elle être définie?*

Que faut-il pour que cette infaillibilité puisse être définie comme vérité de foi catholique?

Il faut qu'elle appartienne à la révélation, qu'elle soit contenue dans la parole révélée, écrite ou traditionnelle, et constituée par conséquent un objet de foi divine¹. Ce que nous avons rappelé dans cet opuscule, surtout au chapitre VIII et au chapitre X, sur la clarté des textes de l'Évangile à cet égard, sur le sens où les a constamment entendus la tradition catholique constatée par les témoignages des Pères, par l'usage constant de l'Eglise, et par les actes des Conciles et des Papes, nous dispense d'entrer dans de nouveaux développements pour établir que l'infaillibilité de Pierre et de ses successeurs, dans l'enseignement de la foi, c'est une vérité de *foi divine*, et peut donc être définie dogmatiquement comme un objet de *foi catholique*. Aussi, le sentiment moralement unanime de l'Episcopat nous donne-t-il la pleine conviction que l'infaillibilité du souverain Pontife parlant à l'Eglise *ex cathedra*, c'est-à-dire comme juge suprême des controverses en matière de foi et de mœurs, sera considérée par le Concile comme pouvant être définie dogmatiquement: *dogmatice definibilis*.

Mais si le Concile juge qu'il peut la définir, jugera-t-il aussi qu'il doive la définir, ou qu'il soit opportun de donner cette définition?

§ 2. — *Le Concile jugera-t-il cette définition opportune?*

En ce point, comme en tous les autres, le Concile sera dirigé par l'Esprit de sagesse promis à l'Eglise enseignante, et il y aurait de la témérité à prétendre prévenir son jugement. Nous nous

¹ Voyez ce que nous venons de dire, pag. [819].

bornerons donc à exposer simplement notre pensée sur cette question.

L'Eglise, nous l'avons vu, n'a procédé à des définitions dogmatiques que lorsque des vérités de foi furent niées ou contestées. Or, pendant les quatorze siècles qui précédèrent le grand schisme d'Occident, jamais l'infailible enseignement de la chaire apostolique n'a été mis en question. C'est à l'occasion du grand schisme, qu'ont apparus les *premiers germes* de controverse sur cette vérité jusque-là incontestée ¹.

Le protestantisme ne l'a niée qu'en niant en même temps toute l'autorité de l'Eglise enseignante, et l'institution même du sacerdoce. Pendant cette grande tourmente, les germes de la controverse dont nous venons de parler, restèrent comme endormis, et le Concile de Trente a précédé la pleine formation de l'école, qui s'appuya la première sur la distinction par trop nouvelle du siège de Pierre et de Pierre lui-même, et qui, la première aussi, soutint *ex professo* l'infailibilité du Saint-Siège dans la profession de la foi, sans soutenir l'infailibilité du successeur de Pierre dans l'enseignement de la foi.

Les Papes, tout en réprouvant les doctrines de cette école, n'ont pas cru jusqu'ici devoir les condamner dogmatiquement, soit parce qu'elles étaient plus théoriques que pratiques, et que ceux qui semblaient y tenir spéculativement, protestaient hautement contre elles par leur conduite; soit parce qu'il leur a paru plus convenable d'en laisser le jugement à un Concile général.

Le Concile de 1869 est donc le premier qui se rassemblera depuis que l'opinion gallicane (qui n'est pas, nous l'avons vu, le sentiment de l'Eglise de France) s'est affirmée, dans la déclaration de 1682, de manière à former un corps de doctrine.

Ce corps de doctrine n'est déjà plus, sans doute, qu'une ombre ou qu'un nuage; mais n'est-ce pas justement parce que ce nuage dérobe encore en partie, aux yeux de plusieurs, la splen-

¹ On trouvera, à la fin de cet opuscule, une note relative aux deux décrets des Sessions quatrième et cinquième du Concile de Constance sur lesquels les Prélats de 1682 ont essayé d'appuyer l'opinion gallicane.

deur de l'unité catholique, que le Concile jugera très-opportun de le dissiper?

Selon quelques théologiens, cette question est sans importance pratique. Le Pape, disent-ils, n'est jamais séparé de l'Eglise avec laquelle il forme un seul corps intégral. Il n'est jamais seul à décider, puisque toujours un grand nombre d'évêques se joignent à lui. Si les évêques se divisent, ceux qui sont avec le Pape constituent l'Eglise, selon le mot si connu de saint Ambroise: *Là où est Pierre, là est l'Eglise. Ubi Petrus, ibi Ecclesia* ¹.

Nous savons cela, mais nous n'en croyons pas moins qu'il est d'une très-grande importance pratique que tous pénètrent le fond de cette vérité: que là où est Pierre, là est l'Eglise, justement parce que là où est Pierre, *là doit être l'Eglise*, selon la divine institution du Christ. Nous croyons que si l'épiscopat catholique a dit toujours avec saint Ambroise: *Ubi Petrus, ibi Ecclesia*, c'est précisément en vertu de sa foi à l'infailible primauté de Pierre.

Le Christ n'a rien affirmé avec plus de soin et plus de richesse d'expression que cette vérité fondamentale, comme s'il eût voulu rendre à cet égard le doute impossible: *Quand tu seras relevé de ta chute, tu confirmeras tes frères dans la foi, car j'ai prié pour toi afin que ta foi ne défaille point; tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle; c'est à toi que je donnerai les clefs du royaume des cieux; je te constitue le Pasteur suprême: pais mes agneaux, pais mes brebis: pais les âmes qui reçoivent le lait de la doctrine, et pais aussi celles qui le leur donnent, pais les fidèles et les pasteurs. Nous ne connaissons dans l'Evangile qu'une seule vérité qui s'y trouve affirmée avec la même surabondance de clarté; c'est la présence réelle de Jésus-Christ dans l'eucharistie. Il était juste que le Christ parlât avec un amour à part du cœur et de la tête de son Eglise.*

Ne craignons pas de faire comme lui, et ne craignons pas non plus de voir définir, pour ceux qui ont encore besoin de cette dé-

¹ In Psalm. XL, n. 30 (Migne, Patr. lat., t. 14, col. 1082).

inition, la vérité qui sert de base à la divine constitution de l'Eglise, vérité que l'Ecriture nous a révélée avec éclat, et que l'histoire de vingt siècles a glorifiée.

Mais, dira-t-on peut-être, ne convient-il pas de se souvenir aussi de cette parole apostolique : *Non potestis portare modo* : l'on ne doit manifester certaines vérités qu'à ceux qui sont capables de les porter ? N'y a-t-il aucun danger à l'heure où le schisme et l'hérésie, l'Orient et l'Occident, semblent tourner les yeux vers l'unité perdue, n'y a-t-il aucun danger à définir l'autorité pontificale ? Cette définition ne créera-t-elle pas un nouvel obstacle à leur retour ? Ne suffit-il pas de redire à toute la chrétienté ce qui est déjà défini : que l'Eglise enseignante doit être unie à son chef pour être infaillible ?

Mais toute la chrétienté ne sait-elle pas quelle est en ce point la croyance catholique ? Le *Non potestis portare modo* n'est donc pas ici à sa place.

Et puis, l'infailibilité du Saint-Siège, expliquée comme elle doit l'être, loin d'éloigner les esprits de bonne foi, ne peut que les attirer. C'est en la dénaturant qu'on l'a rendue repoussante ; ce sera en la montrant et en la définissant telle qu'elle est, en la faisant voir dans l'Evangile et dans la foi de tous les siècles chrétiens, de toutes les Eglises de l'Orient et de l'Occident, ce sera en la proclamant par cette parole : *et erit unum ovile et unus pastor* (il n'y aura qu'un bercail et qu'un pasteur suprême), qu'on lui gagnera tous les vrais chrétiens. Pourrait-on les gagner en leur cachant les œuvres de prédilection de Jésus-Christ ? Certains catholiques ont souvent le grand tort, quand il s'agit de la vérité, de rester sur la défensive. L'apostolat est une offensive d'amour. Pierre ne gagna-t-il pas les cœurs des Juifs, en leur disant : *Jésus que vous avez crucifié, est ressuscité d'entre les morts ; il est la pierre que vous avez rejetée et que Dieu a choisie pour être la pierre de l'angle du grand édifice* ¹.

Et, de nos jours, comment l'Eglise catholique attire-t-elle les âmes ? Comment attire-t-elle les chrétiens d'Angleterre, par exem-

¹ Act. iv, 10, 11.

ple? Est-ce en cachant son culte, ses tabernacles et la divine Hostie qu'ils renferment? Non, c'est en découvrant son cœur aux enfants qu'on lui a ravis.

L'Eglise, dans le prochain Concile, nous en avons la profonde conviction, déchirera donc aussi le voile qu'on a voulu lui jeter sur la tête.

XIII. LE CONCILE GÉNÉRAL ET LES ERREURS DE NOTRE TEMPS.

Si nous n'avons traité dans cet opuscule que la question de l'infailibilité, c'est que le loisir nous manque absolument pour aborder aujourd'hui les autres questions de notre temps. Indiquons au moins quelques-unes de celles qui se dressent devant le Concile.

Le Concile de Trente se trouvait en présence du protestantisme. Le Concile du Vatican va se trouver en présence d'une erreur plus radicale, de celle qui s'est donné les beaux noms de rationalisme, de libre pensée, de libéralisme, et d'autres noms encore qui ne sont que des masques. Le Concile arrachera ces masques à l'erreur, pour découvrir au monde le vrai visage qu'elle lui cache. Pie IX l'a déjà fait, et à plusieurs reprises, dans l'encyclique *Quanta cura* et dans d'autres enseignements adressés à l'Eglise universelle; mais le Concile va le faire à son tour, et c'est pour le lui voir faire avec la puissante efficacité qu'ont toujours eue les Conciles généraux, que Pie IX a convoqué celui-ci. Pierre a dit à ses frères: Venez à la nouvelle Jérusalem, et joignez-vous à moi pour briser les chaînes des âmes et les chaînes du monde, pour délivrer, autant qu'il est en nous, les âmes et le monde de l'empire du mensonge et de l'empire du mal.

Le Concile de Trente ne s'est pas borné à condamner les erreurs du protestantisme, mais, afin de les dévoiler pleinement, il a fait, de la foi véritable, un exposé lumineux et magnifique.

Le Concile du Vatican ne condamnera pas seulement non plus les erreurs du prétendu rationalisme et du prétendu libéralisme; mais, en présence de ces erreurs, il affirmera la vérité qui les

dévoile, et fera briller à tous les yeux les splendides harmonies de la raison et de la foi. Il ne répondra pas avec moins de puissance aux erreurs du dix-neuvième siècle, que ne l'a fait le Concile de Trente aux erreurs du seizième. Il fera voir que le rationalisme n'est pas la raison, que le libéralisme n'est pas la liberté, et que la libre pensée n'est qu'une esclave toujours inclinée sous le souffle de l'opinion qui passe. Il fera voir que sous ces noms modernes se cachent de vieilles erreurs, ou plutôt l'erreur originelle qui cent fois vaincue revient toujours à la charge, et qui ne cessera de lutter contre la vérité jusqu'à la fin de l'épreuve ou de la vie de l'humanité dans le temps.

Nous avons ailleurs constaté par l'histoire que toutes les erreurs de l'ancien monde, c'est-à-dire du monde antérieur à l'avènement du Christ, et toutes les erreurs du monde nouveau, c'est-à-dire du monde qui date de l'ère chrétienne, sont sorties d'une même source : *de la division ou de la mutilation* de la vérité¹. L'Esprit de mensonge est le père de la fameuse maxime : *Divide et impera*. L'apparition d'une nouvelle forme de l'erreur fut toujours le signal d'une nouvelle attaque contre l'unité de la vérité.

Le dernier combat livré à cette unité divine n'a jamais entièrement cessé depuis trois siècles. Il a commencé sous le drapeau du protestantisme, au moment même où l'unité chrétienne, après avoir conquis l'Europe, retournait en Asie à la suite de François Xavier par le chemin de Vasco de Gama, et prenait en même temps possession du nouveau monde par la foi de Christophe Colomb et d'une légion d'apôtres et de martyrs². Les porte-voix de la nouvelle erreur n'en aperçurent pas eux-mêmes toute la portée, mais elle n'en contenait pas moins en germe la guerre radicale aujourd'hui déclarée au christianisme.

Nous voulons, disaient-ils, ramener le christianisme à sa pureté

¹ « Le Christ et les Antechrists, » part. II; « Jésus-Christ dans l'histoire, » ch. 2, § 3, et ch. 3, § 3.

² Ce n'est pas la prétendue Réforme qui a trouvé la boussole, qui a inventé l'imprimerie, qui a découvert le nouveau monde : ce sont les enfants de l'Eglise.

primitive, en le réduisant à la Bible seule, car l'Eglise universelle a défailli !

Ils séparaient ainsi ce que le Christ a uni : la parole écrite de la parole vivante, l'Ecriture de l'Eglise, la loi de l'autorité ; mais, en les séparant, ils *les reniaient toutes les deux*, et, le voulant ou ne le voulant pas, *reniaient Jésus-Christ lui-même*.

Ouvrez l'Evangile : qu'y lisez-vous ?

Que Jésus-Christ a institué un apostolat universel et perpétuel, une véritable autorité enseignante, avec promesse d'assistance divine, sans interruption jusqu'à la fin des temps : *Allez et enseignez ; allez et enseignez tous les peuples ; allez et enseignez tous les siècles ; je suis avec vous jusqu'à leur consommation*.

Montrez-moi donc cette autorité apostolique, montrez-la moi enseignant partout et toujours depuis Jésus-Christ, montrez-la moi catholique, perpétuelle, infaillible, ou ne me parlez plus de la Bible ; car la Bible sans l'Eglise ne serait qu'un livre de fausses promesses. Montrez-moi la grande autorité si clairement fondée par Jésus-Christ, ou ne me parlez plus de la divinité du Christ ; car le Christ sans l'Eglise enseignante, catholique, perpétuelle, infaillible, ne serait plus qu'un fondateur infidèle !

Voilà ce que dit la raison.

Aussi, le rationalisme, en niant la révélation écrite et la divinité de Jésus-Christ (*qui est, par-dessus tout, le Dieu béni dans tous les siècles !*), le rationalisme n'est que le protestantisme tristement logique.

Ce n'est pas tout. Après avoir renié la révélation de Dieu à l'homme, le rationalisme, usé dans sa première forme par un siècle de doutes, de sarcasmes et de mépris, ne tenait plus devant le besoin de foi qu'éprouvera toujours l'humanité.

Mais comme il ne voulait pas remonter la pente de l'erreur, que fit-il ? Il appela du nom de foi l'attachement de l'homme à sa propre pensée ; et cette pensée, il la nomma révélation !

Le dix-huitième siècle avait dit : Il n'y a pas de révélation. Le dix-neuvième assure qu'il n'y a rien d'autre, et que toute pensée humaine est divine !

L'athéisme avait rejeté le dieu muet du déisme, en s'écriant :

Dieu n'est rien. Le panthéisme lui répond que Dieu est tout, et que tout est Dieu, mais que l'homme est la plus haute manifestation de la divinité, et que c'est uniquement dans l'homme que Dieu arrive à la conscience et à la science toujours progressive de lui-même!

Vous l'entendez: c'est la proclamation du *droit divin* de l'homme, c'est la théocratie nouvelle, la théocratie sans Dieu, l'idolâtrie moderne où l'esprit humain est lui-même à lui-même son idole. Cette doctrine n'est-elle pas écrite presque à toutes les pages des livres, des brochures, des revues, des journaux qui inondent aujourd'hui la terre? N'est-elle pas le pain quotidien de notre temps? Ses apôtres et ses docteurs se gênent-ils pour nous dire: Nos pensées sont changeantes, nos doctrines passent et ne tiennent pas, nos mœurs et nos lois ne sont pas plus fermes que nos doctrines; mais c'est justement là ce à quoi nous prétendons, car nous sommes des révélateurs qu'aucune vérité n'oblige, puisque la vérité c'est nous!

N'est-ce pas là l'imitation sacrilège, la profanation de l'*Ego sum veritas*?

N'est-ce pas là l'absurde théorie d'une vérité toujours à *faire* et qui ne *sera jamais*, puisqu'elle *n'est pas*?

N'est-ce pas l'affirmation de la négation, le symbole même du néant?

Mais Dieu a toujours manifesté sa puissance en faisant servir le mal lui-même au triomphe du bien, l'erreur au triomphe de la vérité, et il fera voir encore, par la grande lutte du rationalisme, que la vraie foi seule est invincible. Là est la mission de l'erreur dans sa forme radicale. Les cultes non chrétiens ne résisteront pas à cette épreuve. Le paganisme et l'islamisme ne vivent qu'à l'abri des remparts élevés par la force autour de leur faiblesse, pour les protéger contre la lumière. Pas plus qu'eux, le schisme et l'hérésie ne supporteront le choc de l'esprit humain. L'expérience l'a prouvé partout où elle a pu être faite: dès que la logique touche le schisme, elle le pousse dans l'hérésie; et dès qu'elle touche l'hérésie, elle la pousse dans l'incrédulité. C'est ainsi que le rationalisme arrachera tout ce que la main de l'homme a planté: *Omnis plantatio quam non plantavit Pater... eradica-*

*bitur*¹. Son propre mouvement qu'il appelle progrès, ne sera qu'un mouvement de dissolution, et son activité dévorante que l'activité de la mort. Il demeurera seul avec la foi catholique seule, et tous les deux combattront d'un bout du monde à l'autre: la foi, pour le Dieu fait homme par amour; le rationalisme, pour l'homme qui se fait dieu par orgueil; la foi, pour la révélation de Dieu à l'homme; le rationalisme, pour la révélation de l'homme à Dieu, oui, de l'homme à Dieu, car il ne faut pas oublier que le faux-dieu du rationalisme radical ou du panthéisme ne se révèle à lui-même que par l'humanité!

La voilà donc telle qu'elle est, dans sa honteuse nudité, l'erreur colossale qui retentit de toutes parts et par toutes sortes de voix, sans excepter celles des poètes et des romanciers².

Le temps des sectes, des erreurs partielles, des cultes de races s'en va; les préjugés locaux et nationaux sont partout battus en brèche, et par cette brèche, large comme le monde, passeront la vérité et l'erreur tout entières, la vérité totale ou catholique, et l'erreur ou la négation totale ou catholique.

Pendant que le monde spirituel marche à ces deux unités de la foi et de la négation, le monde matériel, ce laboratoire du génie de l'homme sous l'œil et la main de la Providence, se prépare lui-même pour cette division du monde en deux camps: les peuples se mêlent, la vérité et le mensonge vont d'une extrémité de la terre à l'autre avec la rapidité de l'éclair, à la lettre et sans

¹ MATTH. xv, 13.

² Voici ce que vient de répondre un grand poète déchu, Victor Hugo, à l'invitation de se rendre au Concile œcuménique des libres penseurs à Naples:

« Hauteville-House, 20 avril 1869.

» A l'encontre du Concile des dogmes, réunir le Concile des idées, c'est là, Monsieur, une pensée pratique et élevée, et j'y souscris. D'un côté, l'opiniâtreté théocratique; de l'autre, l'esprit humain. « L'esprit humain et l'esprit divin; » le rayon est sur la terre, l'astre est plus haut. »

Mais si haut que soit l'astre, l'esprit humain n'en est pas moins le rayon, et « l'esprit humain est l'esprit divin, » ou Dieu lui-même. La harpe éolienne de Victor Hugo résonne donc au souffle panthéiste qui passe, en attendant qu'il en passe un autre.

métaphore, et tout nous dit que nous approchons d'une lutte suprême. Il est temps que chacun prenne sa place, choisisse son armée et son drapeau.

C'est aussi ce qui commence à se faire, car notre siècle s'est annoncé déjà comme le siècle des grandes défections et des grands retours, le siècle des apostasies et des conversions de premier ordre.

La nation qui a fourni au monde les premiers apôtres de l'hérésie, fut aussi la première à consoler l'Eglise par les illustres enfants qu'elle lui a rendus. Stolberg, Schlegel, Werner, Goerres, Moehler, de Haller, pour ne parler que des maîtres de la philosophie, de l'histoire, de la science et de la littérature, ont redit à l'Allemagne savante la parole de la foi avec tous les accents du génie.

L'Angleterre s'est ébranlée ensuite; et l'anglicanisme a vu les hommes dont il était le plus fier, rentrer dans le sein de l'Eglise par la porte triomphale du sacrifice. C'est parce qu'ils vivent que nous ne les nommons pas.

La France dont la langue universelle donne le ton à toutes les erreurs et à toutes les vérités, la France qui, au dix-huitième siècle, avait cru tout renverser en riant, ne s'est-elle pas assise sur les ruines qu'elle a faites, offrant à Dieu, avec l'expiation de ses larmes et de son sang, tous les dons qu'elle a reçus de lui: l'intelligence, l'éloquence, la force, qu'elle avait trop profanées!

Ne pouvant parler des vivants, souvenons-nous du moins des morts. Le premier des penseurs modernes au jugement de ses pairs, celui que le chef de l'école éclectique nomme le plus profond métaphysicien que la France ait connu depuis Mallebranche, celui que Royer-Collard appelait: *Notre maître à tous*, Maine de Biran, est mort dans la foi. Royer-Collard lui-même est mort dans la foi.

Le plus grand poète du siècle, celui qui a donné le branle à l'école littéraire moderne, Chateaubriand, est mort non-seulement dans la foi, mais dans la piété. Nous le savons du témoin de sa vieillesse, d'un autre vieillard qui fut son ami, du digne Supérieur des Missions étrangères, qui nous disait, en nous montrant la Table sainte de son église: « C'est là que je l'ai vu souvent agenouillé. »

Le plus écouté des historiens, celui qui a fourni dans les lut-

tes contre l'Eglise tant d'armes qu'il a fini par trouver lui-même sans tranchant, Augustin Thierry, est mort dans la foi.

Le doute sur cette mort ne s'est-il pas évanoui en présence du témoignage publiquement rendu aux dernières années de l'illustre écrivain par d'autres voix illustres et vénérées ¹?

Les maîtres des grandes écoles philosophiques, historiques, littéraires, sont donc morts dans la foi.

Mais un autre maître encore, le génie politique et militaire qui a laissé la plus profonde trace dans l'histoire moderne, le César des derniers temps, après plus d'un oubli de Dieu et de sa justice, n'est-il pas mort dans la foi? Conduit par cette divine justice dans le désert des grandes eaux, n'appela-t-il pas le Dieu de son enfance sur son rocher solitaire? N'y confessa-t-il pas la divinité de Jésus-Christ, et ne donna-t-il pas la raison de sa foi avec cette clarté pénétrante qui fut le caractère propre de son génie? N'expira-t-il pas, l'eucharistie dans le cœur, la prière sur les lèvres, le crucifix sur la poitrine?

Ces grands noms ne sont qu'un signe du temps, le signe du véritable mouvement de retour à l'unité qui remue l'Allemagne, l'Angleterre, la France et le monde. Mais, encore une fois, ce mouvement n'est pas le seul qui caractérise notre époque. On le trouve partout mêlé au mouvement contraire; de sorte que partout aussi les deux grandes unités se forment, l'unité de la foi et l'unité de la négation.

Celui qui a dit: *Je suis la vérité* ², est le même qui a dit: *Qui n'est pas pour moi, est contre moi* ³. Chacun de nous sera donc inévitablement de la grande famille chrétienne ou de la grande famille antichrétienne; de la grande armée de la foi qui croit en Dieu, ou de la grande armée de la négation qui ne croit qu'en l'homme: *Supra omne quod dicitur Deus* ⁴, c'est-à-dire qui ne croit en rien.

¹ M. Hamon, curé de Saint-Sulpice, et le père Gratry de l'Oratoire.

² IOAN. XIV, 5.

³ MATTH. XII. 30.

⁴ II THESS. II, 4.

Le Concile général va déployer aux yeux de tous les peuples le drapeau de l'unité catholique; et, chez tous les peuples aussi, l'on verra de plus en plus les âmes se ranger, ou sous le drapeau du Christ ou sous le drapeau de l'Antechrist, car les antechrists sont nombreux: *Antichristi multi facti sunt* ¹, dit l'apôtre Évangéliste et Prophète, et tous vont au même but: à la négation de la grande œuvre du Dieu vivant, l'incarnation du Verbe et la rédemption du monde.

Je dis que l'on verra les âmes se ranger; et pourquoi n'en dis-je pas autant des puissances?

Parce qu'il n'est pas sûr que le double mouvement dont je parle doive se partager les puissances, comme il se partagera les âmes. Le Concile parlera aux puissances comme il parlera aux âmes, sans aucun doute; et, après avoir dit aux âmes que la vérité seule les rendra libres: *Veritas liberabit vos* ², et que servir Dieu est l'unique moyen de vaincre et de régner, de vaincre l'erreur, et de régner sur elle par la vérité; de vaincre le péché, et de régner sur lui par la grâce; de vaincre la mort, et de régner sur elle par la croix; le Concile dira de même aux nations que la vérité seule les rendra libres, et que, pour elles aussi, servir Dieu c'est régner; car c'est l'unique moyen de ne pas être esclaves de l'homme, que celui-ci soit autocrate ou multitude, qu'il n'ait qu'une tête ou qu'il en ait mille.

Le Concile redira donc à ceux qui l'oublient la vérité rappelée naguère par Pie IX sur l'harmonie des puissances. Il dira que l'ordre social, tel que Dieu l'a fait, comprend trois sociétés et non une seule; que, dans ces trois sociétés, les puissances sont distinctes comme ces sociétés elles-mêmes; mais que *l'homme, appartenant à toutes les trois à la fois*, à la société domestique ou du foyer, à la société civile ou de la patrie, à la société religieuse ou des nations, c'est-à-dire à la grande famille spirituelle des peuples, ces trois sociétés, avec les trois puissances qui sont à leur base, *ne peuvent pas plus se diviser que l'homme*, et qu'elles doi-

¹ I IOAN. II, 18.

² IOAN. VIII, 32.

vent vivre, sans se confondre, dans l'ordre voulu par la Providence et par la nature des choses. Oui, le Concile dira au monde moderne que, s'il persiste à méconnaître la distinction et l'union des sociétés et des puissances, et à poursuivre son idéal, la toute-puissance de l'Etat, il cesse par là même d'être le monde moderne et redevient le vieux monde païen, le monde du césarisme ainsi défini par lui-même: *Omnia mihi licent in omnes*. Le Concile dira que les différentes formes du césarisme n'en changent pas la nature, et que la *théocratie moderne de l'Etat* garde cette nature tout entière, c'est-à-dire celle du plus pur despotisme, que l'Etat s'appelle César ou Convention.

Il serait inutile de contester, au nom de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la justesse de cette expression: *théocratie moderne*.

L'Etat moderne, en effet, tel que l'entend le prétendu libéralisme, ne se contente nullement d'être une puissance temporelle. Il s'affirme incontestablement comme puissance spirituelle, puisqu'il veut être, avant tout, le grand maître de la doctrine dans l'enseignement à tous les degrés. Il aime à proclamer la liberté des cultes; mais c'est à la condition de leur mesurer cette liberté selon ses caprices, comme le prouvent, à cette heure, presque tous les parlements de l'Europe; c'est encore et surtout à la condition de rester seul juge de la doctrine d'Etat, de la religion ou de l'*irreligion d'Etat*, dans ses écoles, ses collèges et ses Universités. Là où il tolère l'enseignement libre, c'est en le combattant, à l'aide des deniers publics, partout où il le rencontre, jusqu'à ce que les circonstances lui permettent de l'abolir, selon le programme des loges, ou de l'Eglise antichrétienne. S'il proteste donc, au nom de la liberté de conscience, contre l'alliance ou l'harmonie de l'Eglise et de l'Etat, sa protestation n'est qu'un leurre, car il pratique manifestement plus que l'union des deux puissances, il en pratique la confusion, et la pratique à son profit. C'est à la puissance armée qu'il attribue la puissance doctrinale, celle-là même qui, dans l'ordre de la Providence, est une puissance désarmée. Il reconstitue donc l'empire païen, la théocratie sans Dieu, le plus complet des despotismes.

Quand donc comprendra-t-on, que, si l'on ne montre pas une loi divine à laquelle nulle puissance humaine ne peut toucher, pas même la puissance qui en est dépositaire, une loi qui résiste aux caprices des rois ou des assemblées, on perd à jamais le droit de parler de liberté?

Mais les Puissances entendront-elles la voix du Concile? Ou persévèreront-elles dans leur théocratie sans Dieu, et consommeront-elles ainsi leur apostasie commencée?

Dieu le sait; mais ce que nous savons, c'est que cette pleine apostasie est annoncée par un livre dont les prophéties prodigieusement accomplies nous garantissent l'accomplissement de toutes les autres. Nous ignorons l'heure où la justice divine abandonnera le monde à lui-même; mais ce que nous savons, c'est que cette heure sonnera. Ce que nous savons, c'est que « faites d'hommes, les sociétés ne sont pas faites autrement que l'homme, » et qu'elles ne seront jamais capables de liberté qu'en proportion de leur soumission à la vérité. Ce que nous savons, c'est qu'avant la délivrance des peuples par le christianisme, aucune société païenne n'a pu vivre sans l'esclavage, aucune n'a soupçonné même la possibilité d'étendre la liberté civile à tous ses membres; et que si les sociétés cessent d'être chrétiennes, elles ne conserveront la jouissance de la liberté civile à leurs *citoyens* qu'à la condition de la faire garder, comme dans les sociétés antiques de la Grèce et de Rome, par des multitudes de nouveaux esclaves, c'est-à-dire par les esclaves à terme des grandes armées permanentes. Celles-ci ne deviennent-elles pas deux fois nécessaires? Ne le deviennent-elles pas à la politique extérieure, depuis que le droit public des nations chrétiennes a fait place au droit nouveau et humiliant du fait accompli? Ne le deviennent-elles pas à la politique intérieure, depuis que les principes des apostats d'en haut sont devenus les principes des révoltés d'en bas? Oui, l'indispensable organisation des grandes armées permanentes n'est que l'organisation d'une nouvelle sorte d'esclavage, et le châtement mérité de l'orgueil de notre temps.

Mais, quel que soit l'avenir du monde, je veux dire du monde *temporel*, une chose reste évidente, c'est que le monde *spirituel*

va se divisant de plus en plus en deux parts, et que les deux grandes unités de la foi et de la négation se le partageront tout entier.

L'histoire n'a jamais offert de spectacle plus magnifique. C'est en le regardant en face, que, grâce au successeur de Pierre, le Concile général va faire retentir chez tous les peuples le plus puissant appel qui ait été fait depuis des siècles à la raison et à la conscience humaines, au nom de la seule unité qui puisse les apaiser toutes les deux.

Le Concile redira la parole du Christ à l'humanité: Il faut que *les enfants de Dieu dispersés reviennent à l'unité*¹. Ils sont tous l'œuvre d'une même main; ils sont tous le prix d'un même sang; ils sont tous les héritiers d'une même gloire. Il faut qu'ils rentrent dans la seule famille qui porte sur la terre le nom de son Père, du Père de tous, et qui vérifie ce nom avec éclat. Le nom de CATHOLIQUE est trois fois divin; et l'Eglise qui porte ce nom, le vérifie seule manifestement dans les temps, dans l'espace et dans les choses. Elle seule est catholique dans le temps, puisque quatre ou cinq faits plus clairs que la lumière du soleil font voir le christianisme aussi ancien que le monde. Elle seule est catholique dans l'espace, puisqu'elle proteste seule contre les religions nationales et les cultes de races, envoie seule ses apôtres et ses martyrs à toutes les nations, et fait seule confesser son symbole par toutes les langues. Elle seule est catholique dans les choses, puisqu'elle tient seule la clef des harmonies de la raison et de la foi, de la nature et de la grâce, de la douleur et de l'espérance, de la vie et de la mort, éclairant seule les profondes contradictions de notre nature par la révélation de la déchéance et de la rédemption, expliquant seule l'origine de la lutte dont nous sommes nous-mêmes à nous-mêmes le théâtre, et nous faisant seule trouver la victoire par l'amour, l'expiation par la peine, la consommation de la justice par la mort; *la voie, la vérité et la vie*², par l'unique Sauveur du monde, notre Seigneur Jésus-Christ.

¹ IOAN. XI, 52.

² IOAN. XIV, 6.

Des quatre vents du ciel les âmes répondront à cette grande voix, et elles viendront en foule à la maison de Dieu: *Fluent ad eam omnes gentes*. Et les cieux et la terre diront: Ce sont des multitudes *que nul ne peut compter*; il y en a *de tout peuple, de toute tribu, de toute langue* ¹; c'est la grande famille des enfants de Dieu, c'est l'unique bercail de l'unique pasteur: *Unum ovile et unus pastor* ².

NOTE

sur deux Décrets des Sessions quatrième et cinquième du Concile de Constance, invoqués dans la Déclaration de 1682.

I.

Lorsque Clément V fixa sa résidence à Avignon, ce Pape commit indubitablement une grande faute; car, en y fixant sa résidence, il ne put y transférer son siège. « Toutes les raisons, dit Bérault-Bercastel lui-même, faisaient du séjour habituel de Rome un devoir indispensable pour le Pape, en qualité tant de chef de l'Eglise, que d'évêque de cette capitale du monde. C'était là que le prince des Apôtres avait transféré de l'Orient la primauté de l'apostolat, et, en quittant le séjour d'Antioche, il avait quitté en même temps le titre de cette Eglise, à laquelle il avait eu soin de préposer un nouvel évêque. Par un enchaînement de révolutions et de conjonctures, où les plus hardis penseurs n'ont pu méconnaître la conduite de la Providence, la souveraineté de Rome, en passant à ses Pontifes, les y a mis sur un pied aussi digne de la suréminence de leur rang, que favorable à la sainte liberté de leur ministère. Les factions passagères des romains, les troubles et les dangers de l'Italie, de l'aveu même des apologistes de Clément V, n'en eussent point banni un saint Léon, un saint Gré-

¹ APOC. VII, 9.

² IOAN. X, 16.

goire, tant d'autres Pontifes d'une héroïque vertu ; et que doivent donc être tous les souverains Pontifes, sinon des hommes supérieurs aux faiblesses ordinaires de l'humanité ! » Les romains appellent encore aujourd'hui la translation du Saint-Siège en Provence la *captivité de Babylone*.

L'histoire ratifia ce mot des romains, car Avignon touchait à la France, et les Papes n'y étaient pas chez eux comme à Rome. Les noms de Clément V et de Philippe le Bel parfois confondus étaient de plus mauvais augure encore que les graves accidents du couronnement du Pape, considérés dès lors comme de tristes présages. On sait ce que fit plus tard une grande âme vraiment éclairée de Dieu, sainte Catherine de Sienne, pour ramener à Rome le sixième successeur de Clément V, le pape Grégoire XI ; mais la *captivité de Babylone* n'en fut pas moins châtiée par le grand schisme d'Occident, qui commença après la double élection d'Urbain VI et de Clément VII, en 1378, et qui ne fut terminé qu'en 1417, par l'élection de Martin V au Concile de Constance.

Le Concile de Constance fut donc réuni pour mettre fin au grand schisme pendant lequel la coexistence de plusieurs Papes douteux équivalait à une vacance prolongée du Saint-Siège.

Le Concile se rassembla en 1414 avec l'autorisation de Jean XXIII, dans le but de juger la cause des trois pontifes Benoît XIII, Grégoire XII et Jean XXIII. Mais lorsqu'eurent lieu les Sessions quatrième et cinquième, *il n'y avait encore à Constance que les seuls prélats de l'obédience de Jean XXIII*.

S'il fallait en croire Maimbourg, voici comment aurait été rédigé le Décret de la quatrième Session, sur lequel prétendent s'appuyer ceux qui soutiennent la supériorité des Conciles sur les Papes, et qui PAR CONSÉQUENT contestent l'infailibilité du Saint-Siège comme *Juge suprême* des controverses en matière de foi :

« Ce saint Synode, légitimement assemblé au nom du Saint-Esprit, constituant un Concile général et représentant l'Eglise, tient son pouvoir immédiatement de Jésus-Christ ; et il n'est personne, de quelque dignité qu'il soit, fût-il même Pape, qui ne doive lui obéir en ce qui a rapport à la foi, à l'extirpation du schisme actuel, et à la reformation générale de l'Eglise dans son chef et dans ses

membres: *Hæc sancta Synodus..... in Spiritu Sancto congregata legitime, generale Concilium faciens, Ecclesiam representans, potestatem a Christo immediate habet; cui quilibet, cuiuscumque dignitatis, etiamsi papalis existat, obedire tenetur in his quæ pertinent ad fidem, et extirpationem dicti schismatis, et reformationem generalem Ecclesiæ in capite et in membris.* »

Ce serait donc dans ces termes qu'aurait été conçu le Décret de la quatrième Session, s'il fallait en croire Maimbourg; mais Crabbe est le premier qui, dans son édition des Conciles publiée en 1555, introduisit dans ce Décret les mots: *Ad fidem*. Ces mots manquent dans les éditions plus anciennes, telles que celles de Paris, de Cologne, de Haguenau et de Milan.

« Les cinq premières éditions du Concile de Constance, dit l'auteur des *Analecta iuris pontificii*, ne contiennent pas les mots: *Ad fidem*; elles portent simplement: *In his quæ pertinent ad extirpationem dicti schismatis*. Cette leçon est d'autant plus remarquable que l'édition de Haguenau (1500), qui a servi de type aux suivantes, a été faite d'après l'exemplaire authentique du Concile de Bâle, manuscrit scellé de la bulle *sub plumbo*. Les Pères de Bâle avaient pourtant tout intérêt à mettre dans leur copie les mots: *Ad fidem*; s'ils les ont omis, c'est vraisemblablement parce que l'original qu'ils faisaient transcrire ne les contenait pas. Nous n'avons pas observé, dans la discussion de Turrecremata avec les Pères de Bâle, que la controverse ait jamais été engagée sur les mots en question.

» Si d'anciens manuscrits portent: *Ad fidem*, il en est d'autres qui lisent: *Ad finem et extirpationem dicti schismatis*. Cette dernière leçon semble plus rationnelle. A quel propos le Concile de Constance parlerait-il de la foi? Le préambulè de son Décret mentionne simplement l'extinction du schisme et la réforme de l'Eglise.

» Baluze a laissé dans ses papiers la copie du plus ancien manuscrit de Constance qu'il ait trouvé; or, malgré l'intérêt qu'il avait à confirmer ses principes de prédilection, il a transcrit de sa main: *In his quæ pertinent ad finem et extirpationem schismatis*. La plupart des érudits de nos jours admettent que c'est le vrai texte, et l'on s'explique facilement que la copie qui fut faite

à Bâle ait supprimé les mots: *Ad fidem*, et conservé seulement ceux-ci: *Ad extirpationem schismatis*, qui offrent un sens complet, quoique le Concile de Constance ait vraisemblablement entendu exprimer « l'extinction du schisme et la destruction radicale de » ses restes ¹. »

L'édition officielle n'existant pas et les manuscrits étant en désaccord, la saine critique n'exige-t-elle pas que l'on adopte la leçon seule rationnelle et seule conforme à l'enseignement de toute la tradition catholique?

C'est en parlant du même Décret de la quatrième Session de Constance, que le savant Emmanuel Schelstrate dit que ces paroles qui figurent à la fin du Décret n'en ont jamais fait partie: « Et à la réformation générale de l'Eglise dans son chef et dans ses membres. » Plusieurs voulaient que ces paroles figurassent dans le Décret; mais elles n'y furent pas introduites, parce que les Cardinaux, de concert avec les ambassadeurs français, protestèrent qu'ils n'admettraient pas le Décret, si l'on n'en retranchait pas les paroles en question; et, en réalité, elles ne furent pas insérées ². C'est ce que nous apprend aussi Nicolas Tudeschi; c'est ce qui se trouve également consigné dans trois exemplaires manuscrits du registre du Concile, et Schelstrate ³ en rapporte les propres termes; nous voyons enfin que la clause en question fait également défaut dans les exemplaires manuscrits des bibliothèques de Paris, de Vienne, de Rome, de Salerne, ainsi que de plusieurs autres; et Roncaglia ajoute, dans ses Notes ⁴ sur l'histoire de Noël Alexandre, qu'elle ne se trouve pas non plus dans neuf manuscrits, ni dans les nouvelles éditions de Venise.

Maimbourg cite plusieurs manuscrits en faveur du sentiment contraire; mais Schelstrate ⁵ fait voir que ces exemplaires ne parlent pas de la Session quatrième, tenue le 30 mars, mais de la Session cinquième, tenue le 6 avril.

¹ « L'Avenir catholique, » 13 mai 1869.

² « Dissert. de auct. et sensu decret. Const., » c. 1, a. 1 et 2.

³ Ibid., c. 1, a. 1.

⁴ « Animadv. in Diss. 4, sæc. XV et XVI. »

⁵ *Loco supra cit.*

Après la quatrième Session, quelques membres du Concile préparèrent le Décret pour la cinquième, où l'on statua ce qui suit : « Le Concile déclare que quiconque, n'importe sa condition, fût-il même Pape, refuserait avec opiniâtreté d'obéir aux prescriptions de ce saint Synode ou de tout autre Concile général légitimement assemblé, *au sujet des matières susdites ou d'autres qui s'y rapporteraient*, décidées ou à décider, serait puni comme il mériterait, etc. : *Item declarat quod quicumque, cuiuscumque conditionis, ... etiamsi papalis, qui mandatis.... huius sacræ Synodi, et cuiuscumque alterius Concilii generalis legitime congregati, super præmissis seu ad ea pertinentibus, factis vel faciendis, obedire contumaciter contempserit, — debite puniatur*, etc. ¹. » Ce Décret étant d'une grande importance, exigeait une discussion bien approfondie ; or, les Pères du Concile se contentèrent de députer quelques-uns d'entre eux pour conférer sur cette matière avec le cardinal de Florence, François Zabarella, qui opposa de la résistance, mais une résistance inutile, parce que les députés voulurent à tout prix et sans autre examen qu'on adoptât le Décret tel qu'il avait été rédigé. Voici en quels termes ce détail est mentionné dans le registre du Concile, au quatrième manuscrit : « Après la quatrième Session, une discussion s'engagea entre le cardinal de Florence et quelques députés ; à la suite de cette altercation, les députés des nations voulurent qu'on prononçât en entier dans une Session générale les définitions en question. *Post Sessionem quartam, fuit per cardinalem Florentinum cum aliquibus deputatis aliquantulum disputatum ; post altercationem voluerunt (deputati nationum) ex integro dictas definitiones pronunciare in Sessione generali* ².

Les Cardinaux, voyant donc qu'on voulait produire dans la cinquième Session des Décrets examinés avec si peu de maturité, résolurent d'abord de ne pas y assister ; toutefois, voulant éviter tout scandale et le danger de faire dissoudre le Concile, ils se présentèrent à cette Session ; mais, auparavant, ils protestèrent una-

¹ Sess. 5 (Labb., t. 12, col. 22).

² SCHELSTRATE, « Diss. de auct. et sensu decret. » c. 1, a. 2.

niment, de concert avec les ambassadeurs français, qu'ils refuseraient leur consentement à ce qu'on voulait statuer : *Præmissa per dominos Cardinales et oratores regis Franciæ protestatione secreta facta, quod propter scandalum evitandum ad Sessionem ibant, non animo consentiendi his quæ audiverant in ipsa statui debere*. C'est ce qu'on lit, au rapport de Schelstrate¹, dans les trois manuscrits du registre du Concile.

Écoutons maintenant ce que dit le vénérable cardinal Bellarmin² au sujet de cette quatrième et de cette cinquième Session. Il déclare que le Concile n'était point œcuménique lorsqu'il tint ces deux Sessions, parce que le tiers seulement de l'Eglise y assista, c'est-à-dire ceux qui étaient du parti de Jean, tandis que les partisans de Grégoire et de Benoît s'y étaient refusés. Il dit en outre qu'à cette époque il n'y avait pas de Pape certain, d'autant plus que Jean, qui avait convoqué le Concile, s'était déjà retiré. Il ajoute *qu'il importe peu d'objecter que le Concile n'étant point œcuménique, ne pouvait pas déposer les trois Papes qui étaient douteux*; car, répond-il, bien que le Concile ne puisse pas définir de nouveaux dogmes de foi sans l'autorité du Pape, *il peut bien néanmoins, en temps de schisme, pourvoir l'Eglise d'un pasteur, lorsque celui-ci est incertain*. Il ajoute que Jean et Grégoire renoncèrent spontanément, dans la suite, au pontificat, comme nous le lisons dans la douzième et dans la quatorzième Session. Et quoique Benoît n'ait jamais consenti à renoncer, cependant son successeur Clément VIII céda tous ses droits à Martin V, qui fut ensuite reconnu pour souverain Pontife par l'Eglise universelle.

C'est de cette cinquième Session que Maimbourg infère la supériorité absolue du Concile sur le Pape. Mais nous lui répondons en premier lieu, que, sans ôter de leur importance aux paroles des Décrets portés dans cette Session, on ne peut nullement en déduire une semblable supériorité, attendu que le Concile n'entend parler que du cas où il y aurait un schisme et un Pape douteux; c'est ce qui ressort clairement de ces paroles mêmes

¹ « Act. Conc. Const. post Sess. 4. »

² « De Conciliis, » lib. II, c. 19.

que nous avons rapportées ci-dessus, qu'on doit obéir au Concile « en ce qui a rapport à l'extirpation du schisme actuel, » ainsi que de ces autres paroles qui succèdent aux premières: « le Concile déclare que quiconque refuserait d'obéir à ses prescriptions au sujet des matières susdites ou d'autres qui s'y rapporteraient, etc. » Or, quelles étaient ces MATIÈRES SUSDITES, sinon l'extirpation du schisme et la déposition des souverains Pontifes douteux? Du reste, dans la séance du 11 septembre 1417, ainsi que l'attestent les actes du Concile, les trois nations qui étaient en opposition avec l'Allemagne, déclarèrent qu'un Pape certain, dûment et canoniquement élu, ne peut être lié par un Concile: *Papa rite et canonice electus a Concilio ligari non potest*. Et c'est pour cela que dans le Décret de la quarantième Session, Décret porté conciliairement par les cinq nations, on a statué que le Pape qui serait prochainement élu, aurait à réformer l'Eglise dans son chef et dans ses membres: *Synodus decernit quod romanus Pontifex de proximo assumendus debeat reformare Ecclesiam in capite et in membris*¹. Notons bien qu'il n'est pas dit que ce sera le Concile, mais le Pape qui réformera.

Ajoutons que dans le traité que les Cardinaux exposèrent au Concile, ils énoncèrent, entre autres propositions, les deux suivantes: L'Eglise romaine peut être appelée à bon droit la TÊTE de toutes les Eglises; comme cette Eglise est appelée la tête de toutes les Eglises, elle est aussi celle du CONCILE général, et même de l'Eglise universelle: *Romana Ecclesia.... omnium Ecclesiarum.... CAPUT merito dici potest; romana Ecclesia, sicut omnium Ecclesiarum caput dicitur, sic et CONCILII generalis, imo universalis Ecclesiæ*². Voici quelle fut la réponse du Concile, et ses remarques à propos des deux mots de TÊTE et de CONCILE. Quant au mot TÊTE, dit-il, nous l'admettons, mais non toutefois pour favoriser le schisme ou les dissensions. Quant au mot CONCILE, il faut distinguer: cela est vrai dans un Concile déterminé, surtout lorsqu'il s'agit d'extirper l'hérésie; mais il n'en est pas de mê-

¹ Labbeus, t. 12, col. 243.

² Conclusiones Cardinal.

me, quand il s'agit d'enlever de l'Eglise romaine un schisme qui s'est élevé parmi les Cardinaux: *Nota super verbum CAPUT: hoc concedatur, non tamen ad fovendum schisma, aut deformitates. Item nota super verbum CONCILII, subdistinguendum: hoc est verum in aliquo Concilio, maxime cum agitur ad.... hæresim extirpandam; ubi autem agitur de schismate tollendo in romana Ecclesia, quod per Cardinales ortum habuit.... ibi non habet locum*¹.

Ceci n'est-il pas décisif?

Ajoutons encore que la proposition quarante et unième de Wicleff, ainsi conçue: Il n'est pas nécessaire pour le salut, de croire que l'Eglise romaine tient le premier rang entre les Eglises: *Non est de necessitate salutis credere romanam Ecclesiam esse supremam inter alias Ecclesias*, fut l'objet d'une censure par laquelle on déclarait que, si cette proposition s'entendait aussi des Eglises militantes, le sens en était hérétique; et la censure en donna la raison suivante: Il est nécessaire qu'il y ait une Eglise qui tienne le premier rang dans la charge et l'autorité d'enseigner et de commander; or, telle est l'Eglise romaine, dans laquelle le Pape est chef: *Quia necesse est remanere huiusmodi Ecclesiam supremam in officio et auctoritate docendi et præcipiendi...; at talis est Ecclesia romana, ubi Papa caput est*, etc. Cette censure fut approuvée dans la Session huitième.

De plus, on voit dans la Constitution de Martin V, approuvée par le Concile même dans sa dernière Session, qu'une des interrogations qu'il fallait faire aux hérétiques convertis, consistait à leur demander s'ils croyaient que le Pape canoniquement élu (c'est-à-dire celui qui régnait pour lors et qu'on désignait par son nom propre) était le successeur du bienheureux Pierre, et était investi de l'autorité suprême dans l'Eglise de Dieu: *Utrum credat quod Papa canonice electus, qui pro tempore fuerit, eius nomine proprio expresso, sit successor beati Petri, habens supremam auctoritatem in Ecclesia Dei*². Or, le Pape ne serait pas revêtu de l'autorité suprême, s'il était soumis au Concile.

¹ Conclusiones Cardinal.

² Bulla Inter cunctas. »

De plus, Eugène IV, dans une bulle approuvée par le Concile de Florence en 1439, condamna la proposition des Pères du Concile de Bâle, par laquelle ils soutenaient que le Concile de Constance avait décrété la supériorité du Concile sur le Pape; or, le Pape condamne cette proposition, si elle est entendue dans le mauvais sens que lui attribuent les Pères de Bâle et qui est contraire à la sainte Ecriture, à l'opinion des saints Pères, et au sentiment même du Concile de Constance: *Iuxta prævum ipsorum Basiliensium intellectum, quem facta demonstrant veluti sacrosanctæ Scripturæ, et sanctorum Patrum, et ipsius Constantiensis Concilii sensui contrarium* ¹. Donc, Eugène IV et le Concile de Florence tenaient pour certain que le Concile de Constance avait parlé d'un Pape douteux.

II.

C'est pourtant en s'appuyant sur ces Décrets de la quatrième et de la cinquième Session de Constance, que la Déclaration de 1682 s'exprime ainsi:

« La pleine puissance du Siège apostolique et des successeurs de saint Pierre est telle, que les Décrets de la quatrième et cinquième Session du Concile de Constance, approuvés par le Saint-Siège et confirmés par la pratique des Pontifes romains et de toute l'Eglise, conservent toute leur force; et l'Eglise de France n'approuve pas ceux qui portent atteinte à ses Décrets, en disant qu'ils sont d'une autorité douteuse, ou qu'ils ne regardent que le temps de schisme. »

Nous avons déjà vu que l'assemblée de 1682 ne doit pas être confondue avec l'Eglise de France. D'après cette assemblée, le Concile général serait supérieur au Pape, en dehors du temps de schisme, et cela d'après la doctrine et la pratique des Pontifes romains et de toute l'Eglise! Et, d'après la même assemblée, le Saint-Siège, c'est-à-dire Martin V, aurait approuvé les Décrets de la quatrième et cinquième Session de Constance, tels que les sup-

¹ Bulla « Moyses. »

pose la Déclaration, et il les aurait approuvés dans le sens de la Déclaration, c'est-à-dire, de la supériorité du Concile sur le Pape, en dehors du temps de schisme!

Or, tout cela est insoutenable:

1.^o Il est faux que, d'après la doctrine et la pratique des Pontifes romains et de toute l'Eglise, les Conciles soient supérieurs aux Papes en dehors du temps de schisme, c'est-à-dire des temps où les Papes sont douteux.

Aux termes du deuxième Concile général de Lyon, le Pape a une *primauté suprême et entière avec la souveraineté, et la plénitude de puissance sur tout l'univers. Toutes les Eglises lui sont soumises, et les évêques de toutes les Eglises lui doivent respect et obéissance. La prérogative de l'Eglise romaine ne peut être violée ni dans les Conciles généraux, ni dans les autres Conciles*¹. Le Concile de Florence n'est pas moins exprès; il a défini que le Pontife romain a reçu de Jésus-Christ, dans la personne de saint Pierre, *une pleine puissance pour paître, régir, et gouverner l'Eglise universelle*². De quel droit donc l'assemblée du clergé de 1682, convoquée et agissant par ordre de Louis XIV, vient-elle déclarer que la puissance *pleine, entière et souveraine* du Pape est subordonnée à l'autorité du Concile général, c'est-à dire que cette puissance n'est point une puissance *pleine, entière et souveraine*? Comment concilier le second article de la Déclaration, soit avec ce que dit le pape Gélase lorsqu'il écrivait à Faustus, que *les Canons consacrent dans toute l'Eglise les appels au Siège apostolique* en même temps qu'ils *défendent d'appeler de ce même Siège*, qu'étant lui-même *juge de toute l'Eglise*, il n'est *soumis à aucun jugement, et que ses sentences ne peuvent être réformées*³; soit avec la lettre de Nicolas I à l'empereur Michel, dans laquelle il enseigne que *les jugements du Saint-Siège sont irréformables*⁴; soit avec celle de saint Avite, qui disait, au nom des évêques des Gau-

¹ Labbeus, t. 11, p. 1, col. 966.

² Sess. ultima (Labbeus, t. 12, col. 1167).

³ Labbeus, t. 4, col. 1169.

⁴ Labbeus, t. 8, col. 319.

les, au sujet de la persécution suscitée au pape Symmaque, qu'*on ne conçoit pas facilement pour quelle raison ou en vertu de quelle loi un supérieur serait jugé par un inférieur*¹; soit avec l'opinion et la conduite des évêques du Concile de Rome, au nombre de soixante-seize, qui refusèrent de juger Symmaque, ajoutant que l'évêque de cette ville n'est point soumis au jugement des autres évêques qui sont ses subalternes²? Que répondront enfin les gallicans à ce que dit Léon X, conjointement avec le cinquième Concile général de Latran, *sacro approbante Concilio*, savoir, que le Pontife romain seul a autorité sur tous les Conciles, *auctoritatem super omnia Concilia*, ayant le plein droit et pouvoir de les convoquer, de les transférer et de les dissoudre: *Conciliorum indicendorum, transferendorum, ac dissolvendorum plenum ius et potestatem habere*³?

2.^o Il est beaucoup plus que douteux que les Décrets de la quatrième et cinquième Session (en les supposant authentiques, ce que nous sommes loin de faire) aient été approuvés par le Saint-Siège, ou par Martin V.

En effet, l'acte public et solennel, où Martin V ratifie et confirme certains actes du Concile de Constance, ne parle que de la condamnation des erreurs de Wicleff, de Jean Hus et de Jérôme de Prague. Il est vrai que ce Pape a déclaré verbalement qu'il approuvait et ratifiait tout ce qui s'était fait à Constance conciliairement en matière de foi: *Se omnia et singula determinata et conclusa Decreta in materia fidei per præsens sacrum generale Concilium Constantiense conciliariter, tenere ac inviolabiliter observare, et numquam contravenire velle quoquomodo, ipsaque sic conciliariter facta approbare et ratificare, et non aliter nec alio modo.*

Mais « comment prouver, dit le cardinal Litta, que cette formule comprend les Décrets dont nous parlons?..... Le Pape dit qu'il approuve ce qui a été décrété *in materia fidei*; or, on sait

¹ Labbeus, t. 4, col. 1363.

² Ibid., col. 1323.

³ Labbeus, t. 14, col. 309.

que les matières de foi dans ce Concile se rapportaient aux erreurs de Wicleff, de Hus et Jérôme de Prague. Toutes les autres matières se rapportaient à l'affaire de l'union de l'Eglise, ou à celle de la réforme. Comment prouver que les Décrets dont nous parlons se rapportaient aux matières de foi? J'ai bien plus de droit de dire qu'ils appartiennent à l'objet de l'union, ou, si vous voulez, à celui de la réforme. Je peux même prouver que ces Décrets n'appartenaient pas du tout à la foi; car, dans la même Session cinquième, après ces Décrets, je lis qu'on passe à la matière de la foi: *Quibus peractis, supradictus R. P. D. electus Posnaniensis, in materia fidei et super materia Ioannis Hus legebat quædam avisamenta quæ sequuntur et sunt talia.* Ce passage prouve que les Décrets précédents n'appartenaient pas à la matière de foi, et que cette matière regardait les hérétiques susmentionnés. Il est donc du moins fort douteux que ces Décrets aient été confirmés par Martin V ¹. »

Le cardinal Litta ajoute: « Pour finir ce qui a rapport à l'autorité de ces Décrets, je demanderai à ceux qui la soutiennent s'ils peuvent nier que depuis la célébration du Concile de Constance jusqu'à nos jours, c'est-à-dire, depuis plus de quatre siècles, on ait sans cesse disputé et douté parmi les catholiques sur cette autorité? C'est un fait qu'ils ne pourront nier. Et comment donc peut-on dire que cette autorité n'est pas douteuse? Une condition indispensable aux Décrets des Conciles œcuméniques, c'est que leur autorité ne soit pas longtemps révoquée en doute parmi les catholiques. Il peut arriver que les Décrets et les définitions des Conciles œcuméniques rencontrent des oppositions, même de la part des catholiques, tant que les faits ne sont pas assez connus, comme cela est arrivé par rapport au cinquième et au septième Concile, et cela peut même être toléré pour quelque temps par une prudente et charitable condescendance; mais, après ce temps, il est indispensable que tous les catholiques se soumettent à leur autorité. Prétendre que ces Décrets de Constance sont des Décrets d'un Concile œcuménique, et avouer que depuis quatre siècles une

¹ « Lettres sur les quatre Articles dits du clergé de France, » lett. 13.

grande quantité de catholiques ont douté et doutent encore de leur autorité, ce sont deux choses qui se détruisent réciproquement. Il faut que la première soit fausse ou la seconde. Mais la seconde est un fait qu'on ne peut nier, donc la première est fausse¹. »

3.^o « Mais supposons, dit le cardinal Gousset, que ces Décrets aient été formellement approuvés par le Saint-Siège : il se présente une autre difficulté qui ne pouvait certainement être résolue par une assemblée du clergé, même par tout le clergé de France. Il s'agit de savoir si les Décrets de Constance sont pour tous les temps, ou si on doit les restreindre au temps de schisme, c'est-à-dire, au temps où il y aurait, comme à l'époque du Concile de Constance, plusieurs prétendants à la Papauté, sans qu'on pût facilement discerner le vrai Pape. »

Il est évident, par les termes mêmes de ce Décret, qu'on peut les entendre comme uniquement portés pour le temps du schisme. Or, si on le peut, on le doit; puisqu'on ne peut les entendre autrement sans se trouver en contradiction avec la doctrine des saints Pères et les Décrets les plus authentiques du Saint-Siège et des Conciles, dont le texte n'offre aucune ambiguïté. C'est donc à tort que l'assemblée de 1682 a cru devoir jeter une espèce de blâme sur ceux qui ne pensaient pas comme elle, en disant que *l'Eglise gallicane n'approuve point le sentiment de ceux qui restreignent au schisme les Décrets de la quatrième et cinquième Session du Concile de Constance.*

Mais ce n'est pas à tort que l'on blâme le sentiment de l'assemblée de 1682, au nom du sentiment de toutes les églises de la catholicité².

¹ Loco citato.

² Conf. saint ALPHONSE DE LIGUORI, « Vérité de la foi, » part. III, chap. 9, § 2, n. 2, (Œuvres dogm., t. 2; Casterman, Paris-Tournai); Card. LITTA, « Lettres sur les quatre Articles; » Card. GOUSSET, « Théologie dogmatique, » « De l'Eglise, » part. III, chap. 7, art. 3.

CCXVIII.

(26 giugno 1869).

Lettera gratulatoria del Sommo Pontefice Pio IX all'arcivescovo di Malines per il suo scritto sull' infallibilità e il Concilio generale.

PIUS PP. IX.

Venerabilis Frater, salutem et apostolicam benedictionem.

Gratulamur tibi, Venerabilis Frater, quod, sicut alias, sic in nupero opere tuo: *De infallibilitate et Concilio generali*, luculenter ostenderis, ita rectam rationem suffragari catholicæ fidei, ut non modo pii, sed et ipsi rationalistæ absurda fateri cogantur commenta, quæ ab ipsa dissentiunt. Summopere vero delectati sumus perspicuitate, qua principia a te prolata explicasti; argumentis, quibus ea asseruisti; sagacitate et eruditione, qua disiecisti cavillationes adversas. Qua de re gratias tibi agimus de oblato nobis volumine; quod certe præiudicatis opinionibus discutiendis non parum profuturum esse confidimus. Interim vero divini favoris auspiciem et præcipuæ nostræ benevolentiae pignus apostolicam benedictionem tibi, totique diœcesi tuæ peramanter impertimus.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, die xxvi iunii MDCCCLXIX.
Pontificatus Nostri anno vicesimoquarto.

PIUS PP. IX.

CCXIX.

(8 luglio 1869).

Lettera dell'arcivescovo di Malines a un laico per dimostrare opportuna la definizione dogmatica dell'infallibilità della Santa Sede.

Monsieur,

En écrivant sur l'infailibilité du Saint-Siège à l'occasion du prochain Concile, j'ai cru faire chose utile aux gens du monde. Les faits que vous me rapportez, et les choses que vous me dites, me prouvent que je ne me suis pas trompé. Vous êtes chrétien, Monsieur, tout-à-fait chrétien, c'est-à-dire catholique; vous avez la foi, et vous savez rendre raison de votre foi, parce que vous en connaissez les inébranlables fondements; et, cependant, la science positive de la foi et des enseignements de la foi n'ayant jamais été, chez vous, au niveau des autres sciences, vous n'avez eu, jusqu'ici, que des notions imparfaites sur la nature de l'infailibilité, sur son évidente nécessité, sur son organe, son objet propre et ses limites. Toutes ces choses qui n'en font qu'une dans le plan divin, vous apparaissent maintenant dans leur majestueux ensemble et leur lumineuse simplicité. Les cinq thèses du chapitre VIII.^e, où l'infailibilité du Siège apostolique est démontrée, sont nouvelles pour vous, Monsieur; mais croyez-le bien, elles ne contiennent absolument rien de nouveau. Je me suis borné à les rendre accessibles aux esprits les moins familiarisés avec les études théologiques. Les trois premières de ces thèses s'appuient sur l'Écriture, sur la tradition et sur les définitions de foi qui impliquent l'infailibilité. On les rencontre toutes les trois, plus ou moins développées, dans presque tous les ouvrages classiques qui traitent de cette matière. Les deux dernières, la thèse que j'ai appelée *du droit*, exposée par le génie de de Maistre, et la thèse

du fait, si victorieusement formulée par Muzzarelli, ne sont pas, il est vrai, généralement répandues dans les écoles, mais elles ne peuvent manquer d'y devenir classiques comme les autres. Vous les trouvez toutes irréfutables, et vous êtes, me dites-vous, cinq fois convaincu. Je n'en suis pas surpris: *qui quærit legem, replebitur ab ea: et qui insidiose agit, scandalizabitur in ea* ¹. La lumière de la vérité abonde toujours aux yeux de ceux qui la cherchent, et elle ne blesse que les yeux de ceux qui la craignent en feignant de la rechercher.

De votre côté, Monsieur, vous ne serez donc pas surpris non plus, si le théologien le plus autorisé des derniers temps, saint Alphonse de Liguori, appuyé sur les maîtres de la science sacrée, sur les Suarez, par exemple, les Bannez, les Melchior Canus, les Bellarmin, n'a pas craint de dire de cette doctrine de l'infaillibilité que, tout au moins, elle touche à la foi: *nostram sententiam esse saltem fidei proximam*; et que la doctrine contraire paraît tout-à-fait erronée et touchant à l'hérésie: *contrariam vero videri omnino erroneam et hæresi proximam* ².

Si ces grands hommes et ces saints se contentent de dire de la doctrine de l'infaillibilité du chef de l'Eglise en matière de foi, que, tout au moins, elle touche à la foi, et de la doctrine opposée, qu'elle leur paraît par conséquent erronée jusqu'à toucher à l'hérésie, c'est uniquement pour ne pas prévenir le jugement de l'Eglise, selon ces paroles de Melchior Canus:

« A ceux qui demandent si c'est une hérésie d'affirmer que le
 » Saint-Siège peut errer dans la foi, saint Jérôme répond en déclarant parjure celui qui ne suit pas la foi du Saint-Siège; saint
 » Cyprien, en déclarant séparé de l'Eglise celui qui se sépare de
 » la chaire de Pierre sur laquelle l'Eglise est fondée; le Concile
 » de Constance, en déclarant hérétique celui qui, sur les articles
 » de foi, pense autrement que la sainte Eglise romaine. J'ajoute
 » que les traditions apostoliques fournissant une règle sûre pour
 » convaincre une doctrine d'hérésie, et que, d'après la doctrine cer-

¹ ECCLI. xxxii, 19.

² « De legibus, » Dissert. de Rom. Pont.

» taine des Apôtres, l'autorité *suprême* de Pierre, *dans l'enseigne-*
 » *ment de la foi*, persévérant dans ses successeurs les Pontifes
 » romains, je ne vois pas ce qui pourrait nous faire craindre de
 » condamner la doctrine contraire comme hérétique. *Mais nous*
 » *ne voulons pas prévenir le jugement de l'Eglise*. Nous n'en affir-
 » mons pas moins, avec une pleine assurance, que ceux-là ré-
 » pandent dans l'Eglise une doctrine pernicieuse et pestilentielle,
 » qui nient que le Pontife romain succède à l'autorité *suprême*
 » enseignante de Pierre en matière de foi, ou qui affirment que
 » le *suprême* Pasteur de l'Eglise peut errer dans l'enseignement
 » de la foi. Ce sont là, en effet, les deux choses que font les hé-
 » rétiques, et l'Eglise tient pour catholiques ceux qui ne font ni
 » l'une, ni l'autre ¹. »

On voit qu'aux yeux de Melchior Canus, comme aux yeux du comte de Maistre, autorité *suprême* enseignante et autorité *infaillible* sont deux choses parfaitement synonymes. Elles sont également synonymes aux yeux de la raison, puisque les jugements d'une autorité *suprême* sont nécessairement irréformables, et que des jugements irréformables sont nécessairement infaillibles dans une société divinement instituée, et divinement fondée sur cette autorité même : *super hanc petram*.

S'il m'était donné, Monsieur, de revoir ceux qui se prononcent hautement contre l'opportunité de la définition dogmatique de l'infaillibilité du Saint-Siège en matière de foi, je leur rappellerais

¹ « Hinc quæri solet, an hæreticum sit asserere posse quandoque romanam Sedem, quemadmodum et cæteras, a Christi fide deficere? Ei faciunt satis Hieronymus periturum dicens, qui romanæ Sedis fidem non fuerit secutus; Cyprianus dicens: qui cathedram Petri, supra quam fundata est Ecclesia, deserit, in Ecclesia esse non confidat; synodus Constantiensis hæreticum iudicans, qui de fidei articulis aliter sentit, quam sancta romana Ecclesia docet. Illud postremo, addam, cum ex traditionibus Apostolorum ad evincendam hæresim argumentum certum trahatur; constet autem, romanos Episcopos Petro in fidei magisterio successisse, ab Apostolis esse traditum, cur non audebimus assertionem adversam tanquam hæreticam condemnare? Sed nolumus Ecclesiæ iudicium antevertere: illud assero, et fidenter quidem assero, pestem eos Ecclesiæ et perniciem afferre, qui aut negant romanum Pontificem Petro in fidei doctrinæque auctoritate succedere, aut certe astruunt Summum Ecclesiæ Pastorem, quicumque ille sit, errare in fidei iudicio posse. Utrumque scilicet hæretici faciunt: qui vero illis in utroque repugnant, hi in Ecclesia catholici habentur » (« De locis theol. », lib. VII, c. 7).

les paroles de Melchior Canus que je viens de citer, et j'attirerais ensuite leur attention sur les points suivants :

1.^o L'opinion qui nie l'infailibilité du chef de l'Eglise définissant *ex cathedra*, peut-elle être considérée comme une opinion vraiment *libre*, ou, en d'autres termes, comme une opinion vraiment *probable*? Non, car elle est opposée à la doctrine générale de l'Eglise: *Non solum enim maior pars, sed tota fere Ecclesia, excepta Gallia* (une école en France), *id docet, et semper docuit. Aut igitur infallibilitatem Pontificis fateri oportet, aut dicere quod Ecclesia catholica tantum ad exiguum Gallorum numerum redacta sit*¹. Voilà pourquoi les théologiens qui ne s'expriment pas aussi énergiquement que les grands hommes cités tout à l'heure, disent de cette opinion qu'elle est, tout au moins, *téméraire*. Bossuet l'a si bien senti, qu'après avoir souffert des années pour faire, défaire et refaire la défense de la Déclaration de 1682, afin de mettre celle-ci en harmonie avec sa foi sur l'indéfectibilité doctrinale du Siège apostolique², il est mort sans avoir voulu publier ce labeur imposé par sa faiblesse à son génie, et avec le sentiment de dégoût si bien exprimé par cette parole: *abeat Declaratio quo libuerit*. Mais ce que Bossuet n'a pas voulu publier, d'autres l'ont publié plus d'un quart de siècle après sa mort, et c'est en parlant de cette publication que le grand pape Benoît XIV dit dans son bref du 31 juillet 1749 à l'archevêque de Compostelle :

« Il serait difficile de trouver un autre ouvrage aussi contraire » à la *doctrine professée sur l'autorité du Saint-Siège par toute* » *l'Eglise catholique*, la France seule exceptée. Sous le pontificat » de notre prédécesseur Clément XII, il fut question de le con- » damner; mais on s'abstint de le faire par la double considéra- » tion des égards dus à un homme tel que Bossuet, qui a si bien » mérité de la religion, et de la crainte trop fondée d'exciter de » nouveaux troubles. »

En disant la France seule exceptée, Benoît XIV parle de l'école gallicane ou du gallicanisme, et non de l'épiscopat français, com-

¹ Saint Alph., *ibid.*

² Voyez les paroles de Bossuet, « L'Infailibilité et le Concile général. » ch. VIII, p. 98.

me le prouvent les déclarations mêmes des assemblées du clergé de France. Or, le gallicanisme est actuellement réduit à un tel état, que la crainte de nouveaux troubles n'est plus fondée aujourd'hui. Et puis, le fait constaté de la publication de la *Défense*, malgré la dernière volonté de Bossuet, préserve les œuvres immortelles de son génie de l'atteinte réservée à l'œuvre, abandonnée par lui-même, de sa faiblesse. L'opinion théologique contenue dans la Déclaration de 1682 a donc été simplement *soufferte* par l'Eglise pour des motifs qui ont cessé d'exister.

2.^o Le Concile du Vatican se taira-t-il sur cette opinion ou sur cette erreur? L'esprit promis à l'Eglise enseignante par son divin Fondateur la dirigera dans cette circonstance ; mais, s'il nous est permis de pressentir ce à quoi la portera cet Esprit de sagesse et de force, il nous semble que le Concile ne se taira pas. Et pourquoi? Parce qu'à l'abri du silence solennel, du *silence œcuménique* et plein d'égards pour elle du premier Concile assemblé depuis 1682, l'opinion simplement soufferte jusqu'ici dans l'Eglise relèverait la tête, prendrait des forces nouvelles, et se poserait fièrement comme ayant droit au respect de tous.

N'est-ce pas justement pour qu'il en soit ainsi, que le gallicanisme d'Etat, absolutiste ou libéral, espère ce silence? Nous croyons donc que le Concile ne le gardera pas.

3.^o Sa parole, du reste, n'apportera pas le moindre obstacle au plein retour de *ceux* des Orientaux et des protestants *qui aspirent à l'unité*. Pour les uns et pour les autres, toute la question de l'unité se réduit à celle de la primauté du successeur de Pierre. Ceux qui ne veulent pas le reconnaître comme juge suprême, ou juge en dernier ressort, des controverses en matière de foi, c'est-à-dire ceux qui ne veulent pas de son infailibilité, sont uniquement ceux qui ne veulent pas de sa primauté.

Qui peut penser, cependant, à taire ou à cacher celle-ci? Qui donc peut penser à taire ou à cacher celle-là?

La crainte de mettre obstacle au retour des grecs à l'unité catholique a-t-elle empêché le Concile de Florence de définir, comme point de foi, la vérité révélée de la primauté des successeurs de Pierre? La même crainte n'empêchera donc pas le Con-

cile du Vatican de *déclarer* que la primauté et l'infailibilité dans l'enseignement de la foi sont inséparables en elles-mêmes, comme elles le sont dans l'Ecriture et la tradition, et *qu'en définissant l'une, le Concile de Florence a défini l'autre.*

J'ai déjà rappelé que Jésus-Christ n'a rien affirmé avec autant d'amour et de richesse d'expression dans l'Evangile, que les deux dogmes qu'on peut appeler le cœur et la tête de son Eglise, le dogme de l'Eucharistie et le dogme de la souveraine puissance de Pierre. Ayons donc plus de confiance de ramener nos frères séparés au sein de leur mère par l'attrait supérieur des œuvres de Dieu. Ce n'est pas en voilant la première de ces œuvres ou le premier de ces dogmes, que l'Eglise ramène aujourd'hui tant d'âmes dans la protestante Angleterre; c'est, au contraire, en leur découvrant son cœur, le cœur du Dieu vivant dans ses tabernacles. Elle ne craindra donc pas non plus, soyez-en sûr, de déchirer le voile que bien tard, et dans de malheureuses circonstances, l'assemblée de 1682 a voulu lui jeter sur la tête. Oui, ce sera en faisant retentir le *Tu es Petrus* et l'*Ego rogavi pro te, ut non deficiat fides tua*, avec le même éclat que l'*Ego sum panis vivus, qui de cœlo descendi*, qu'elle fera sentir à toutes les âmes qui cherchent Dieu, où sont dans leur plénitude les paroles de la vie éternelle: *Verba vitæ æternæ*. Je pense qu'après mûre réflexion, nos communs amis n'en douteront plus, et je serais heureux de le savoir par vous. Je le serais plus encore de le savoir par eux-mêmes. Veuillez le leur dire et croire à mes sentiments les plus dévoués.

† Victor Auguste,
archevêque de Malines.

Malines, le 8 juillet 1869.

CCXX.

(Dall'1 al 6 settembre 1869).

Brano dei processi verbali dell'adunanze tenute a Fulda, nei primi giorni del settembre 1869, dai Vescovi della Germania, relativo alle discussioni intorno all'infallibilità pontificia ¹.

*Verhandelt im Bischöfl. Clerikal-Seminar zu Fulda
am 1. September 1869.*

Nach einem durch den Hochwürdigsten Herrn Erzbischof von München-Freysing um 9 Uhr Vormittags abgehaltenen solennen Pontifikal-Amte, dem auch der Säkular- und Regular-Clerus des Orts nebst einer grossen Anzahl von Gläubigen beiwohnte, traten am heutigen Vormittage die Hochwürdigsten Herren Erzbischöfe und Bischöfe, sowie einzelne Vertreter von Bischöfen zu der diesjährigen Bischöflichen Conferenz in dem hierzu festlich eingerichteten Saale des Clerikal-Seminars zusammen und zwar

1. Paulus Melchers, Erzbischof von Köln.
2. Gregorius v. Scherr, Erzbischof von München-Freysing.
3. Heinrich Förster, Fürstbischof von Breslau.
4. Antonius v. Stahl, Bischof von Würzburg.
5. Christoph Florentius Kött, Bischof von Fulda.
6. Wilhelm Emanuel v. Ketteler, Bischof von Mainz.
7. Eduard Jacob Wedekin, Bischof von Hildesheim.
8. Ludwig Forwerk, Bischof von Leontopolis *in part.*, Apost. Vikar von Sachsen.
9. Conrad Martin, Bischof von Paderborn.
10. Pankratius v. Dinkel, Bischof von Augsburg.
11. Nicolaus Adames, Bischof von Halikarnass *in part.*, Apost. Vikar von Luxemburg.

¹ Vedi alla fine del Volume la traduzione italiana di questo Documento.

12. Joh. Heinrich Beckmann, Bischof von Osnabrück.
13. Franz Leopold v. Leonrod, Bischof von Eichstätt.
14. Math. Eberhard, Bischof von Trier.
15. Lothar Kübel, Bischof von Leuca *in part.*, Administrator des Erzbisthums Freiburg.
16. Für das Bisthum Rottenburg der zum Bischof erwählte Professor Dr. v. Hefe.
17. Für Nicolaus Weiss, Bischof von Speier, dessen Vertreter der Domkapitular Dr. Molitor.
18. Für Heinrich v. Hofstätter, Bischof von Passau, dessen Vertreter der Domkapitular Joseph Siegler.
19. Für Joh. Nepom. v. d. Marwitz, Bischof von Culm, dessen Vertreter der Dompropst und General-Vikar Dr. Hasse.

Der *per acclamationem* zum Vorsitzenden gewählte Herr Erzbischof von Köln eröffnete die Versammlung mit Gebet und herzlicher Begrüssung unter Hinweisung auf die durch den Ernst der Zeit und die Wichtigkeit des bevorstehenden Concils verdoppelte Bedeutsamkeit der bevorstehenden Berathungen und sprach sein Bedauern darüber aus, dass nicht blos die Vertreter des österreichischen Episkopats auch diesmal durch Zeitverhältnisse abgehalten seien, sich an diesen Conferenzen zu betheiligen, sondern auch mehrere andere Bischöfe Deutschlands durch Krankheit und andere Umstände an der persönlichen Theilnahme behindert werden.

Die hieran sich anknüpfende Frage, ob auch der Feldpropst der Kgl. Armee in Berlin, Bischof von Agathopolis *in part.*, Adolph Namszanowski, wiewohl ohne eigentliches Bisthum, zur Theilnahme an den künftigen Conferenzen einzuladen sei, wurde bejahend beantwortet, unter Hinweis auf den Umstand, dass die Einladung desselben zur diesjährigen Conferenz aus Mangel einer Bevollmächtigung nicht möglich gewesen sei und eine nachträgliche Einladung nicht opportun erscheine.

Ehe in die Erörterung der in der letzten Conferenz aufgestellten Propositionen eingetreten wurde, erhielt der Antrag, dass um der noch grössern Wichtigkeit willen zunächst diejenigen Angelegenheiten, welche bei dem bevorstehenden Concil zur Berathung zu bringen seien, derart eine Berücksichtigung, dass in

einem zum Vortrage gebrachten Promemoria die Frage betreffend die dogmatische Definirung der Infallibilität des *ex cathedra* redenden Papstes vornehmlich nach zwei Gesichtspunkten hin erörtert wurde und zwar sei

1. der diesfällige Traditionsnachweis in solcher Weise zu erbringen, dass auch den wissenschaftlich-kritischen Anforderungen genügt werde und dass auch die Gegner vollständig zu Worte kommen;

2. müsse die Lehre von dem infallibeln Oberhaupte der Kirche in ihrem Zusammenhange mit dem unfehlbaren Lehramte der Kirche vollständig und erschöpfend dargelegt werden.

Hiermit wurde der Wunsch in Verbindung gebracht, eine gemeinsame Ansprache an die Katholiken Deutschlands zu richten, in der die das kirchliche Gemeinleben bedrohenden Gefahren und die zur Abwehr und Beseitigung derselben zu ergreifenden Mittel zu erörtern seien, um zugleich die unläugbar vorhandene Aufregung und Leidenschaftlichkeit zu beschwichtigen und die vielen Katholiken nothwendige und willkommene Orientirung in Betreff der angeregten Frage über die Unfehlbarkeit des Papstes zu geben.

Von anderer Seite her wurde darauf hingewiesen, dass es verwirrend und sowohl die *charitas* als *veritas* beeinträchtigend sei, diese Frage vom Standpunkt der blossen theologischen Parteienennung zu behandeln; sie müsse vielmehr in ihrer ganzen objectiven Wichtigkeit in's Auge gefasst und mit dem Aufgebote der eingehendsten menschlich natürlichen Thätigkeit für die etwaige dogmatische Definirung so gelöst werden, dass auch die wissenschaftliche Kritik keinen Grund zur Anfechtung finde und dass nicht etwa aus dem Gegentheile erheblicher Schaden und Nachtheil unter den Gläubigen angerichtet werde. Daher sei als wesentliches Moment hinzuzuziehen.

3. die Frage nach der Opportunität einer solchen Dogmatisirung; ganz verschieden von diesen Erörterungen sei die weitere Hinweisung auf die Nothwendigkeit einer gemeinsamen Ansprache.

Von anderer Seite wurde geltend gemacht, dass die Fragen

ad 1 und 2 wesentlich ökumenischer Natur seien, deren Erörterung nicht ohne Inconvenienzen bleiben könne, so dass sie sich *dieser* Conferenz entziehen dürften, gegen welche Bedenken sodann hervorgehoben wurde, dass derartige Vorberathungen durchaus nicht beanspruchen sollten, auf die freie und selbständige Prüfung und Entscheidung der Bischöfe massgebend einzuwirken.

Hiernach wurde in Erwägung des Umstandes, dass die Fragen ad 1 und 2 fortfallen könnten, wenn die Frage ad 3 nicht sollte bejaht werden, der Beschluss gefasst, über die Opportunität der beregten etwaigen Dogmatisirung den weitem Vortrag eines hiermit beauftragten Mitgliedes der Conferenz entgegenzunehmen, und diejenigen Berathungsgegenstände, welche etwa für die conciliarischen Verhandlungen in Aussicht zu nehmen seien, in der Nachmittags-Conferenz zusammenzustellen.

Schliesslich wurde das Lehrbuch der Philosophie von Prof. Dr. Stöckl warm empfohlen und eine Adresse mehrerer Katholiken in Betreff der vermeintlichen Aufgabe des bevorstehenden Concils zur vertraulichen Kenntniss und Besprechung gebracht.

Schluss der Sitzung um 12 Uhr.

II. Sitzung eodem Nachmittags 3 Uhr.

Es kamen zunächst zur Verlesung und vertraulichen Besprechung die von der Münchener und Würzburger theol. Facultät Seitens des baierischen Staatsministeriums erforderten Gutachten über gewisse befürchtete Rückwirkungen einer etwaigen Dogmatisirung des päpstlichen Syllabus und der Infallibilität des *ex cathedra* sprechenden Oberhauptes der Kirche.

Die hieran sich anschliessende Hervorhebung und Zusammenstellung derjenigen Punkte, welche sich zur conciliarischen Verhandlung empfehlen dürften, liess zuvörderst den Wunsch als zweckmässig erkennen, dass ein übereinstimmenderes Verfahren sowie eine theilweise Modifikation der römischen Facultäten- und Dispensations-Praxis herbeigeführt werde.

Nachdem dann auch die vom Herrn Cardinal v. Schwarzen-

berg in Prag für die *Patres futuri Conc. œcumenici* verfasste Denkschrift zur Verlesung gebracht war, sah sich ein Mitglied zu dem auch von anderer Seite empfohlenen Antrage veranlasst, dass eine ähnliche Denkschrift auch Seitens des deutschen Episkopats über diejenigen Punkte, welche sich auf Grund der kirchlichen Verhältnisse und Zustände Deutschlands zur Verhandlung empfehlen dürften, verfasst und den *Patribus Concilii* gedruckt vorgelegt werde, um eine eingehendere Würdigung der diesfälligen Desiderien zu ermöglichen.

Die hiergegen erhobenen Bedenken, dass es kaum möglich sein dürfte, eine solche Denkschrift in kürzerer Zeit derart zu redigiren, dass sie auch als gemeinsame Ansicht des hier vertretenen Episkopats angesehen werden könne, wurden dadurch beseitigt, dass der hier erörterte Stoff durch ein zu beauftragendes Mitglied der Versammlung zusammengestellt, den in Rom anwesenden deutschen Bischöfen vorgelegt und nach geschehener Vollziehung dort zum Druck befördert werde.

Behufs Zusammenstellung der diesfälligen Punkte wurde eine Commission von drei Mitgliedern ernannt und schliesslich noch hervorgehoben, dass es sich für das bevorstehende Concil weniger um eine neue Dogmatisirung resp. Definirung und Hervorhebung solcher Lehren zu handeln scheine, welche von den Irrthümern der Zeit in Frage gestellt seien, da es den Zeitgenossen an genügender Belehrung nicht fehle, wohl aber an dem Willen, sie zu beachten; dagegen dürfte es der Aufgabe des Concils entsprechend sein, gewisse grosse Wahrheiten, namentlich die seither conciliarisch noch nicht definirten Lehren von der Kirche, ihrem Wesen und ihrer Autorität zur eindringlicheren Beachtung der Zeit auszusprechen.

Schluss der Sitzung, gegen deren Ende auch der Herr Bischof von Ermland Philippus Krementz eingetroffen war und in die Versammlung eingeführt wurde, um 7 Uhr Abends.

III. Sitzung den 2. September, Vormittags 9 Uhr.

Nach der Verlesung des Protokolls (*omissis*).

IV. Sitzung eodem 3 Uhr Nachmittags.

In der heutigen Nachmittagssitzung kam die Frage über die Opportunität der etwaigen dogmatischen Definirung der päpstlichen Unfehlbarkeit durch den Vortrag des hierzu ernannten Referenten und die sich hieran anschliessende Diskussion zur Erörterung. Der Herr Referent erörterte diese Frage nach ihrer positiven und negativen Seite: ob die Gegenwart wichtige und zureichende Gründe zu dieser Dogmatisirung darbiete, oder ob es der Zustand der Gegenwart vielmehr wünschenswerth erscheinen lasse, dass eine solche Definirung nicht erfolge.

In Bezug auf den ersten Punkt wurde hervorgehoben, dass alle Concilien seither nur solche Fragen entschieden hätten, für die eine *urgens necessitas* und ein praktisches Bedürfniss vorlag. Beides scheine für die vorliegende Frage nicht zuzutreffen, da weder die Reinheit des Glaubens noch der Friede in der Kirche in Gefahr stehe. Ein positiver Grund würde vorliegen, wenn der Papst in der Gegenwart nicht jene Fülle der Macht und des Einflusses genösse, welche zur Fortführung seines Amtes nothwendig ist.

In Bezug auf die negative Seite wurde hingewiesen auf die möglichen Hindernisse und Hemmungen, welche der so sehnlich gewünschten und erstrebten Wiedervereinigung der nicht katholischen Christen nach menschlichem Ermessen hierdurch entgegengetreten würden. Die Orientalischen Christen geben den *primatus honoris* zu, sie würden sich etwa auch dem *primatus iurisdictionis* unterwerfen, kaum aber stehe zu erhoffen, dass sie bei ihrem bekannten Festhalten des Althergebrachten einem Dogma der *infallibilitas Papæ* Anerkennung leisten würden.

Dasselbe gelte theilweise in erhöhter Beziehung auch von den Protestanten, welche immer mehr zur Rückkehr ins Vaterhaus reif zu werden und sich nach einer Kirche mit Lehrautorität und Sakrament zu sehnen scheinen, indess kein Verständniss finden würden für die Infallibilität des Papstes. Aber auch für die Katholiken Deutschlands seien schädliche und nachtheilige Einwir-

kungen aus der beregten Definirung zu befürchten. Die in ihren Grundprincipien so sehr angefeindete kath. Kirche bedürfe vor Allem der Einheit und des einmüthigen Zusammenwirkens, um ihr hohes Ziel verfolgen und erreichen zu können; da nun im Volksbewusstsein das Verständniss und die Würdigung dieser ohnehin schwierig zu formulirenden Definirung noch nicht allgemein zu wurzeln scheine, da notorisch die sog. gebildeten Katholiken in eine unläugbar aufgeregte und misstrauische Stimmung sich versetzt fühlten, und da voraussichtlich die Sündfluth der Verdächtigungen gegen die Kirche, sowie das Misstrauen der Regierungen gegen die kath. Kirche durch die etwaige Definirung dieses Dogmas sich noch mehrten werde: so erscheine es angemessen, hierauf Rücksicht zu nehmen und die *Opportunität* nicht anzuerkennen, zumal es fraglich sei, ob die beregte Definirung auf das kirchliche Leben auch der romanischen Völker günstiger einwirken werde.

Hiergegen wurde jedoch von einigen Seiten geltend gemacht, dass die Opportunitätsfrage nicht ganz und unbedingt verneint werden dürfe, indem dem Volksbewusstsein eine Hinneigung zu dieser Lehre nicht abgesprochen werden könne, so wie ferner, dass der verhältnissmässig geringen Zahl deutscher Katholiken die grössere Anzahl von Katholiken anderer Länder gegenüberstehe, in denen die Opportunitätsfrage keinem Bedenken zu unterliegen scheine. Auch dürfe die Rücksichtnahme auf die befürchteten Nachtheile unter den deutschen Katholiken nicht als ein durchgreifender Gesichtspunkt anerkannt werden und würden selbst viele Protestanten zu den Gegnern eines solchen Dogmas nicht zu zählen sein, indem sie nach entschiedener Autorität verlangen und sich demnach auch der Infallibilität des Papstes unterwerfen würden. Endlich habe auch die seitherige Analogie der Concilien einen gewissen Gegensatz in der Dogmatisirung der *Immac. Conc. B. M. V.* gefunden, da auch hier, wo durch die Art und Weise der Proklamation das Dogma der Infallibilität des *Papae ex cathedra loquentis* gewissermassen *implicite* schon ausgesprochen sei, und eine evidente Dringlichkeit dieser dogmatischen Definition nicht vorhanden gewesen. Nachdem in der

weiteren sehr eingehenden Diskussion über diesen Gegenstand noch die eine und andere schärfere Beleuchtung und Motivierung resp. Ergänzung der vorgetragenen Gründe und Gegengründe einen angemessenen Ausdruck gefunden hatte, einigte man sich schliesslich dahin, dass diese Angelegenheit nicht in die beabsichtigte Denkschrift aufgenommen werden solle, vielmehr in einer separaten, durch eine Commission zu entwerfenden und dann zum weiteren Vortrage zu bringenden Eingabe an Se. Heiligkeit die erörterten Bedenken gegen die Opportunität der fraglichen Definirung, soweit sie für das kath. Deutschland in Betracht zu ziehen sei, zur weitem Erwägung und Prüfung gebracht werden sollen. Hierdurch wurden zugleich die beiden ersten Punkte des in der ersten Sitzung zum Vortrage gebrachten Promemoria als erledigt erachtet. (omissis).

VII. Sitzung am 4. September, Vormittags 9 Uhr.

Nach stattgefundener Verlesung des Protokolls. . (omissis).

In Betreff der bereits in einigen andern Sitzungen erörterten gemeinsamen Ansprache der in Fulda versammelten Oherhirten an die Katholiken Deutschlands wurde die Zweckmässigkeit mit der Massgabe anerkannt, dass die Art und Weise der Publikation derselben jedem einzelnen Bischöfe frei stehen solle. Der diesfällige zum Vortrage gebrachte Entwurf wurde einer Commission zur weitem Prüfung und Redaktion überwiesen.

Der vorgelegte Entwurf des an den hl. Vater betr. die Opportunität einer etwaigen Definirung der päpstlichen Unfehlbarkeit zu richtenden Schreibens fand Zustimmung und Genehmigung der betreffenden 14 Bischöfe resp. deren Stellvertreter. (omissis).

X. Sitzung am 6. September, Vormittags 8¹/₂ Uhr.

Nach Verlesung des Protokolls über die letzten Sitzungen wurde zunächst der zu erlassende Hirtenbrief verlesen, genehmigt und vollzogen. (omissis).

CCXXI.

(8 settembre 1869).

Lettera di monsignor Maret al Santo Padre, con la quale accompagna i due volumi d'un'Opera, da esso intitolata: « Du Concile général et de la paix religieuse. » L'autore dichiara che, mosso unicamente da amore per la Chiesa e per la Santa Sede, « prevedendo le conseguenze funeste cui posson condurre certi disegni formati e fatti palesi da uomini rispettabili, ma che non considerano i pericoli della loro intrapresa, » si è creduto in obbligo, nella sua qualità di Vescovo, di « presentare la costituzione della Chiesa nella sua grandezza e nella sua perfezione, e rivestita del carattere d'immutabilità che volle darle il suo Fondatore divino, » e di sottomettere il lavoro al Sommo Pontefice e al futuro Concilio ecumenico. Egli non prende a difendere la « Dichiarazione del 1682, » nè la « forma delle proposizioni ch'essa contiene. » La dottrina per lui esposta « ha un carattere che le è proprio, » è « essenzialmente moderata, » e « si concilia con facilità con le dottrine moderate delle scuole romane. » Invoca l'indulgenza del Vicario di Gesù Cristo per il libro, nonostante tutte le sue imperfezioni.

Paris, le 8 septembre 1869, jour de la Nativité
de la très sainte Vierge Marie.

Très Saint-Père,

Votre Sainteté d'après ce que m'avait écrit M. le comte Armand, avait daigné me permettre de lui porter moi-même l'ouvrage que je vais publier. J'aurais été infiniment heureux et honoré de le lui offrir des mes propres mains. Mais l'impression de ces deux volumes a demandé plus de temps que je ne le croyais d'abord, et elle vient à peine d'être terminée. Un voyage à Rome si près de celui que nous devons y faire pour nous rendre à l'appel de Votre Sainteté, ne m'est guère possible. J'ose donc espérer que Votre Sainteté voudra bien recevoir mon livre des mains de M. le marquis de Banneville, ambassadeur de l'Empereur auprès du Saint-Siège, et qui a bien voulu se charger de le lui présenter.

La publication de l'ouvrage que je dépose aux pieds de Votre

Sainteté est pour moi, quoique le dernier des Evêques, l'accomplissement d'un devoir épiscopal. Au moment de la réunion d'un Concile œcuménique, appelé à accomplir de si grandes choses; en prévision des suites funestes que peuvent avoir des projets formés et manifestés par des hommes respectables, mais qui ne paraissent pas se rendre compte des dangers de leur entreprise, il est utile et nécessaire, ce me semble, de présenter la constitution de l'Eglise dans sa grandeur et sa perfection, et avec le caractère d'immutabilité qu'à voulu lui donner son divin fondateur.

Tel est le but que je poursuis dans ces deux volumes, que j'ai soumis et que je sou mets au souverain Pontife et au prochain Concile œcuménique. En les offrant à Votre Sainteté, je les communique à mes vénérables Frères, les Evêques de l'Eglise catholique. Je les publie aussi pour les prêtres et pour les fidèles, qui ne doivent pas rester étrangers à ce qui intéresse la foi commune. Je les publie avant le Concile, afin qu'on ait le temps de les lire.

Plusieurs Evêques illustres ont déjà porté devant le public les graves questions que soulève la convocation du Concile. J'ose réclamer, pour les doctrines que je propose et que je défends, la liberté dont mes vénérables collègues ont usé et dont ils jouissent. Et quelle garantie meilleure de cette liberté épiscopale, et dans la préparation du Concile et dans les débats conciliaires, que la sagesse et la justice du Pontife qui gouverne aujourd'hui l'Eglise de Jésus-Christ? C'est donc sans aucune crainte, et avec une filiale confiance que je remplis ce que je regarde comme mon devoir d'Evêque.

L'ancienne Eglise de France croyait rester fidèle à la tradition ecclésiastique, et elle s'est toujours maintenue dans une communion étroite avec le Saint-Siège. Ses doctrines ont été enseignées de nos jours par des hommes qui ont donné au Siège apostolique les preuves du plus profond attachement, de la fidélité la plus inviolable, puisqu'ils ont souffert, pour sa cause sacrée, l'exil, la prison, la mort même. Plusieurs de ces confesseurs ont été honorés des plus hautes faveurs du Saint-Siège; il suffit de rappeler ici les noms respectés des cardinaux de la Luzerne, de Beausset et d'Astros.

En conservant ce qu'il y a de vrai dans la tradition de nos pères, en expliquant cette tradition conformément à celle de l'Eglise universelle, je remplis un devoir de piété filiale, et dans l'accomplissement de ce devoir, je ne crois manquer en rien au respect et à l'obéissance dûs au siège Apostolique et à ses décrets. Je ne prends point la défense de la Déclaration de 1682, ni de la forme des propositions qu'elle renferme. La doctrine que j'expose a un caractère qui lui est propre; et je la présente sous des termes que j'ai voulu rendre aussi précis qu'il m'a été possible. Cette doctrine, qui me semble irréprochable, est essentiellement modérée, et se concilie facilement avec les doctrines modérées des écoles romaines.

Au fond, cette doctrine est l'affirmation de cette union indivisible, éternelle de l'Episcopat avec le Saint-Siège, du Saint-Siège avec l'Episcopat; de cette union que le divin Maître a voulue, qu'il a fondée, et dans laquelle coexistent et s'harmonisent les droits et les privilèges respectifs qu'il a accordés au souverain Pontife et aux Evêques.

J'ai ouvert mon cœur à Votre Sainteté. Puisse-t-elle y lire ce qui s'y trouve, c'est-à-dire, j'ose l'affirmer devant Dieu, l'amour seul de l'Eglise et du Saint-Siège! Je connais la bonté paternelle du Vicaire de Jésus-Christ. Qu'il soit indulgent pour le livre, malgré toutes ses imperfections! Qu'il daigne bénir l'auteur, qui se dit le plus humble et le plus dévoué de ses serviteurs.

† H. L. C., évêque de Sura.

CCXXII.

(14 settembre 1869).

Monsignor Maret trasmette ai Vescovi un esemplare del suo libro e della lettera al Santo Padre. Domanda anche ad essi indulgenza per un'Opera che, « non ostante la sua imperfezione, » è « l'esercizio di un diritto episcopale, » non da altro ispirata « se non dall'amore alla Chiesa e alla Santa Sede. »

Paris, le 14 septembre 1869,
jour de l'Exaltation de la Sainte-Croix.

Monseigneur,

Dans les circonstances si graves et si décisives où va se trouver l'Eglise, je crois remplir mon devoir d'Evêque en publiant l'ouvrage que j'ai l'honneur d'offrir à Votre Grandeur. Je n'ai rien à ajouter ici à ce que je dis dans la préface. Je me borne à appeler votre indulgence sur une œuvre qui, malgré son imperfection, est l'exercice d'un droit épiscopal, et qui n'a été inspirée que par l'amour de l'Eglise et du Saint-Siège.

Le Saint-Père a daigné me permettre de lui faire hommage de ces deux premiers volumes. Ils viennent de partir pour Rome. J'ai joint à cet envoi une lettre qu'il me paraît convenable de vous communiquer.

J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect, Monseigneur, de Votre Grandeur le très dévoué collègue et très humble serviteur.

† H. L. C., évêque de Sura.

CCXXIII.

(20 settembre 1869).

Il padre Giacinto Loyson, superiore dei carmelitani scalzi di Parigi, annunzia al suo Superior generale la determinazione da lui presa di abbandonare il pulpito di Notre-Dame e il Convento. Le catene, con cui, egli dice, si vuol cingerlo, non solo gli danno il « diritto, » ma gl'impongono altresì il « dovere » di spezzarle. E protesta davanti al Sommo Pontefice ed al Concilio contro « dottrine » e « pratiche, » che si appellano « romane, » ma che « cristiane » non sono; le quali « tendono a cangiare la costituzione della Chiesa, la sostanza e la forma dell'insegnamento di lei, e perfino lo spirito di sua pietà. » Egli appella al futuro Concilio, se sarà libero; se no, ne reclamerà un altro che sia riunito veramente nello Spirito di Dio. E conchiude facendo appello al tribunale di Cristo.

Mon très révérend Père,

Depuis cinq années que dure mon ministère à Notre-Dame de Paris, et malgré les attaques ouvertes et les délations cachées dont j'ai été l'objet, votre estime et votre confiance ne m'ont pas fait un seul instant défaut. J'en conserve de nombreux témoignages écrits de votre main, et qui s'adressent à mes prédications autant qu'à ma personne. Quoi qu'il arrive, j'en garderai un souvenir reconnaissant.

Aujourd'hui cependant, par un brusque changement, dont je ne cherche pas la cause dans votre cœur, mais dans les menées d'un parti tout-puissant à Rome, vous accusez ce que vous encouragez, vous blâmez ce que vous approuviez, et vous exigez que je parle un langage, ou que je garde un silence qui ne seraient plus l'entière et loyale expression de ma conscience.

Je n'hésite pas un instant. Avec une parole faussée par un mot d'ordre, ou mutilée par des réticences, je ne saurais remonter dans la chaire de Notre-Dame. J'en exprime mes regrets à l'intelligent et courageux Archevêque qui me l'a ouverte et m'y a maintenu contre le mauvais vouloir des hommes dont je parlais tout à l'heu-

re. J'en exprime mes regrets à l'imposant auditoire qui m'y environnait de son attention, de ses sympathies, j'allais presque dire de son amitié. Je ne serais digne ni de l'auditoire, ni de l'Evêque, ni de ma conscience, ni de Dieu, si je pouvais consentir à jouer devant eux un pareil rôle!

Je m'éloigne en même temps du couvent que j'habite, et qui, dans les circonstances nouvelles qui me sont faites, se change pour moi en une prison de l'âme. En agissant ainsi, je ne suis point infidèle à mes vœux: j'ai promis l'obéissance monastique, mais dans les limites de l'honnêteté de ma conscience, de la dignité de ma personne et de mon ministère. Je l'ai promise sous le bénéfice de cette loi supérieure de justice et de *royale liberté*, qui est, selon l'apôtre saint Jacques, la loi propre du chrétien.

C'est la pratique plus parfaite de cette liberté sainte que je suis venu demander au cloître, voici plus de dix années, dans l'élan d'un enthousiasme pur de tout calcul humain, je n'ose pas ajouter dégagé de toute illusion de jeunesse. Si, en échange de mes sacrifices, on m'offre aujourd'hui des chaînes, je n'ai pas seulement le droit, j'ai le devoir de les rejeter.

L'heure présente est solennelle. L'Eglise traverse l'une des crises les plus violentes, les plus obscures et les plus décisives de son existence ici-bas. Pour la première fois, depuis trois cents ans, un Concile oecuménique est non-seulement convoqué, mais déclaré *nécessaire*: ce sont les expressions du Saint-Père. Ce n'est pas dans un pareil moment qu'un prédicateur de l'Evangile, fût-il le dernier de tous, peut consentir à se taire, comme ces *chiens muets* d'Israël, gardiens infidèles à qui le Prophète reproche de *ne pouvoir point aboyer. Canes muti, non valentes latrare.*

Les saints ne se sont jamais tus. Je ne suis pas l'un d'eux, mais toutefois je me sais de leur race - *filii sanctorum sumus* - et j'ai toujours ambitionné de mettre mes pas, mes larmes et, s'il le fallait, mon sang dans les traces où ils ont laissé les leurs.

J'élève donc, devant le Saint-Père et devant le Concile, ma protestation de chrétien et de prêtre contre ces doctrines et ces pratiques, qui se nomment romaines, mais ne sont pas chrétiennes, et qui, dans leurs envahissements, toujours plus audacieux et

plus funestes, tendent à changer la constitution de l'Eglise, le fond comme la forme de son enseignement, et jusqu'à l'esprit de sa piété. Je proteste contre le divorce impie autant qu'insensé qu'on s'efforce d'accomplir entre l'Eglise, qui est notre Mère selon l'éternité, et la société du dix-neuvième siècle, dont nous sommes les fils selon le temps, et envers qui nous avons aussi des devoirs et des tendresses.

Je proteste contre cette opposition plus radicale et plus effrayante encore avec la nature humaine, atteinte et révoltée par ces faux docteurs dans ses aspirations les plus indestructibles et les plus saintes. Je proteste par-dessus tout contre la perversion sacrilège de l'Evangile du Fils de Dieu lui-même, dont l'esprit et la lettre sont également foulés aux pieds par le pharisaïsme de la loi nouvelle.

Ma conviction la plus profonde est que si la France en particulier, et les races latines en général, sont livrées à l'anarchie sociale, morale et religieuse, la cause principale en est non pas sans doute dans le catholicisme lui-même, mais dans la manière dont le catholicisme est depuis longtemps compris et pratiqué.

J'en appelle au Concile, qui va se réunir pour chercher des remèdes à l'excès de nos maux, et pour les appliquer avec autant de force que de douceur. Mais si des craintes, que je ne veux point partager, venaient à se réaliser, si l'auguste assemblée n'avait pas plus de liberté dans ses délibérations qu'elle n'en a déjà dans sa préparation, si, en un mot, elle était privée des caractères essentiels à un Concile oecuménique, je crierais vers Dieu et vers les hommes pour en réclamer un autre véritablement réuni dans le Saint-Esprit, non dans l'esprit des partis, représentant réellement l'Eglise universelle, non le silence des uns et l'oppression des autres. « Je souffre cruellement à cause de la souffrance de la fille de mon peuple; je pousse des cris de douleur, et l'épouvante m'a saisi. N'est-il plus de baume en Galaad? et n'y a-t-il plus là de médecin? Pourquoi donc n'est-elle pas fermée la blessure de la fille de mon peuple? » (Jérémie, VIII).

Et enfin, j'en appelle à votre tribunal, o Seigneur Jésus! *Ad tuum, Domine Iesu, tribunal appello*. C'est en votre présence que

j'écris ces lignes: c'est à vos pieds, après avoir beaucoup prié, beaucoup réfléchi, beaucoup souffert, beaucoup attendu, c'est à vos pieds que je les signe. J'en ai la confiance; si les hommes les condamnent sur la terre, vous les approuverez dans le ciel. Cela me suffit pour vivre et pour mourir.

Fr. Hyacinthe

Supérieur des Carmes déchaussés de Paris,
deuxième définitif de l'Ordre dans la province d'Avignon.

Paris - Passy, le 20 septembre 1869.

CCXXIV.

(26 settembre 1869).

Il Superior generale dei carmelitani risponde al padre Giacinto manifestando prima di tutto il gravissimo dolore cagionatogli dalla lettera che ha ricevuto. Con paterno linguaggio gli rammenta i suoi torti, e gli dimostra la ingiustizia de' suoi lamenti. Egli è incorso miseramente nelle censure della Chiesa. Altre pene ecclesiastiche gli sovrastano se, dentro un termine fisso, non rientri nella Religione. Ascolti la voce del padre che lo richiama, e il grido della coscienza.

Rome, 26 septembre 1869.

Mon révérend Père,

Ce n'est qu'hier, 25 septembre, que m'est parvenue votre lettre en date du 20 courant. Vous vous figurerez sans peine à quel point elle m'a affligé et de quelle amertume elle a rempli mon âme. J'étais loin de m'attendre de votre part à une chute aussi profonde. Aussi mon cœur saigne-t-il de douleur, et est-ce pris d'une immense pitié pour vous, que j'élève mes humbles supplications vers le Dieu de toute miséricorde, afin qu'il vous éclaire, qu'il vous pardonne et qu'il vous fasse sortir au plus tôt de la voie déplorable et fatale où vous vous êtes engagé.

Il est bien vrai, mon révérend Père, que, depuis cinq années, malgré mes opinions personnelles, en général contraires aux vôtres sur bien des questions religieuses, comme je vous l'ai exprimé plus d'une fois; malgré les avis que je vous ai donnés à plusieurs reprises relativement à vos prédications, et dont, si l'on en excepte toutefois votre station de Carême à Rome, vous n'avez tenu qu'un fort médiocre compte, tant que vous n'êtes pas ouvertement sorti des limites imposées par la prudence chrétienne à un prêtre, et surtout à un religieux, je vous ai toujours témoigné mes sentiments d'estime et d'amitié, et je vous ai encouragé

ragé dans vos prédications. Mais si cela est vrai, il est vrai aussi que, du moment où je m'aperçus que vous commenciez à franchir ces limites, je dus commencer, de mon côté, à vous exprimer mes craintes et à vous témoigner mon mécontentement.

Vous devez vous rappeler, mon révérend Père, que je l'ai fait notamment l'année dernière, vers le mois d'octobre, lors de mon passage par la France, à l'occasion de la lettre que vous aviez adressée à un club de Paris. Je vous fis connaître alors combien cette lettre m'était désagréable.

Vos lettres, publiées en Italie, me furent également fort pénibles, et vous attirèrent aussi des observations et des reproches de ma part, lors de votre dernier voyage à Rome.

Enfin, votre présence et surtout votre discours à la *Ligue de la paix* mirent le comble à mes appréhensions et à ma douleur, et me forcèrent à vous écrire la lettre du 22 juillet dernier, par laquelle je vous ordonnais formellement de ne plus faire imprimer à l'avenir aucune lettre ni aucun discours, de ne plus prendre désormais la parole en dehors des églises, de vous abstenir de vous présenter aux Chambres, de prendre part à la Ligue de la paix ou à toute autre réunion dont le but ne serait pas exclusivement catholique et religieux.

Ma défense, comme vous le voyez, ne s'adressait pas le moins du monde à vos prédications dans la chaire sacrée. C'est, au contraire, à cette chaire de vérité que je désirais vous voir consacrer entièrement et uniquement votre talent et votre éloquence.

Aussi est-ce avec une pénible surprise que j'ai lu dans votre lettre que: *avec une parole faussée par un mot d'ordre ou mutilée par des réticences, vous ne sauriez remonter dans la chaire de Notre-Dame.*

Vous devez bien savoir, mon révérend Père, que je ne vous ai jamais interdit de prêcher, que jamais je ne vous ai donné d'ordre ou imposé des restrictions à vos prédications. Je me suis permis seulement de vous donner quelques avis, de vous adresser quelques observations, notamment au sujet de vos dernières conférences, comme cela était, en ma qualité de supérieur, mon droit et mon devoir.

Vous étiez donc, pour continuer vos prédications, soit à Paris, soit ailleurs, tout aussi libre que les années précédentes avant ma lettre du 22 juillet dernier; et si vous avez renoncé à reparaitre dans la chaire de Notre-Dame de Paris, c'est volontairement et de votre plein gré que vous y avez renoncé, et non pas en vertu de mesures que j'aurais prises à votre égard.

Votre lettre du 20 m'annonce que vous vous éloignez de notre couvent de Paris. Les journaux et des lettres particulières m'apprennent, en effet, que vous auriez quitté votre couvent et dépouillé l'habit religieux sans aucune autorisation ecclésiastique. Si le fait se trouvait malheureusement vrai, je vous ferais remarquer, mon révérend Père, que vous ne devez pas ignorer que le religieux qui quitte son couvent et l'habit de son Ordre, sans permission régulière de l'autorité compétente, est considéré comme un vrai apostate et tombe, par conséquent, sous le coup des peines canoniques mentionnées in cap. *Periculoso*.

Ces peines sont, vous le savez, l'*excommunication majeure latæ sententiæ*, et, suivant nos Constitutions, confirmées par le Saint-Siège, part. III, cap. xxxv, n.º 12, ceux qui sortent de la Congrégation sans autorisation encourent l'excommunication majeure *ipso facto* et la note d'infamie: *Qui a Congregatione recedunt, præter apostasiam, ipso facto excommunicationem et infamiæ notam incurrunt*.

En ma qualité de votre supérieur, et afin d'obéir aux prescriptions des décrets apostoliques qui me commandent d'employer même les censures, afin de vous ramener dans le sein de l'Ordre que vous avez si déplorablement abandonné, je me vois dans la nécessité de vous ordonner de rentrer dans le couvent de Paris que vous avez quitté, dans le terme de *dix jours* à partir de la réception de la présente lettre, vous faisant remarquer que si vous n'obéissiez pas à cette prescription dans le terme fixé, vous seriez privé canoniquement de toutes les charges que vous exercez dans l'Ordre des Carmes déchaussés, et continueriez à vivre sous le coup des censures établies par le droit commun et par nos Constitutions.

Puissiez-vous, mon révérend Père, écouter notre voix et le cri

de votre conscience; puissiez-vous rentrer promptement et sérieusement en vous-même, voir la profondeur de la chute que vous avez faite, et, par une heroïque résolution, vous relever généreusement, réparer le grand scandale que vous avez causé, et consoler par là l'Eglise votre mère, que vous venez de tant affliger. Ce sont les vœux les plus vrais et les plus ardents de mon cœur; c'est là aussi ce que vos frères désolés et moi, votre père, demandons de toute la ferveur de nos âmes à Dieu tout-puissant, à Dieu si fécond en miséricorde et en bonté.

Fr. Dominique de Saint-Joseph,
Préposé général des Carmes déchaussés.

CCXXV.

(22 luglio 1869).

Lettera dello stesso Superior generale al padre Giacinto, menzionata nel Documento precedente.

Rome, 22 juillet 1869.

Mon très révérend Père Hyacinthe, définitiveur,

J'ai reçu votre lettre du 9 juillet courant, et, peu de temps après, le discours que vous avez prononcé à la *Ligue de la paix*. Je n'ai pas trouvé, heureusement, dans ce discours la phrase hétérodoxe qu'on vous attribuait. Il faut avouer cependant qu'il y a des propositions vagues qui se prêtent d'elles-mêmes à des interprétations fâcheuses, et qu'un tel discours ne va pas trop bien à un religieux. L'habit du Carmel n'était pas là non plus certainement à sa place.

Mon révérend Père et cher ami, vous savez combien a été grand l'intérêt que je vous ai toujours porté. Dès le commencement de vos prédications à Notre-Dame de Paris, je vous ai vivement exhorté à ne pas vous mêler des questions agitées parmi les catholiques et sur lesquelles tous n'étaient pas d'accord. Car, du moment où vous vous attachiez ostensiblement aux uns, votre ministère devenait plus ou moins infructueux pour les autres. Or, il est patent que vous n'avez tenu aucun compte des avis de votre père et de voire supérieur; car vous écriviez, l'année dernière, une lettre à un club de Paris, dans laquelle vous faisiez voir franchement vos opinions là-dessus en faveur d'un parti par trop sage et en opposition avec les sentiments du Saint-Père, de l'Episcopat et du clergé en général. J'en fus alarmé, et, avec moi, le clergé français.

.

Je vous écrivis immédiatement pour vous faire voir la fausse voie dans laquelle vous veniez d'entrer, afin de vous arrêter. Mais ce fut en vain; car, quelques mois après, vous autorisiez de vous même une Revue périodique de Gênes à publier une autre lettre, qui vous a valu à vous et à moi tant d'ennuis!

Enfin, durant votre dernier séjour à Rome, je vous ai fait de sérieuses observations, même des reproches un peu forts sur la fausse position où vous vous étiez placé par votre imprudence; et, à peine arrivé à Paris, vous avez fait publier, de votre propre autorité, une lettre qui a déplu à tous, même à vos amis.

Dernièrement, votre présence et votre discours à la Ligue de la paix ont fait naître un grand scandale dans toute l'Europe catholique, comme cela est arrivé, il y a environ six ans, à l'occasion de votre discours dans une réunion à Paris. Vous avez dû donner sans doute quelque prétexte à de semblables récriminations par quelques phrases obscures, hardies et nullement prudentes.

J'ai fait jusqu'à présent tout ce que j'ai pu pour vous défendre et pour vous sauver. Aujourd'hui, il faut que je pense aussi aux intérêts et à l'honneur de notre saint Ordre, que vous compromettez à votre insu.

Vous m'écriviez de Paris le 19 novembre 1868: « J'évite de mêler à ces sortes de choses le couvent de Paris et l'Ordre du Carmel. » Laissez-moi vous dire, mon cher Père, que c'est là une illusion. Vous êtes religieux et lié par des vœux solennels à vos supérieurs. Nous avons à répondre de vous devant Dieu et devant les hommes, et, par conséquent, à prendre des mesures à votre égard, comme à l'égard des autres religieux, quand votre manière d'agir peut porter préjudice à votre âme et à notre Ordre.

Déjà en France, en Belgique, ici même, des Evêques, le clergé, les fidèles blâment les supérieurs de notre Ordre de ce qu'ils ne prennent point certaines mesures à votre égard et, de là ils concluent que, dans notre Congrégation, il n'y a pas d'autorité, ou que l'autorité partage vos opinions et votre manière de faire. Je ne me repens pas certainement de la conduite que j'ai observée jusqu'à présent à votre égard; mais les choses en sont arrivées à un tel point que je compromettrais ma conscience et l'Or-

dre entier si je ne prenais pas là-dessus des mesures plus efficaces que par le passé.

Considérez donc, cher et révérend Père, que vous êtes religieux, que vous avez fait des vœux solennels, et que, par celui d'obéissance, vous êtes lié à vos supérieurs réguliers par un lien, autrement fort que celui qui attache le simple prêtre à son Evêque. Je ne puis donc plus tolérer que vous continuiez à compromettre l'Ordre entier par vos discours ou par vos écrits, comme je ne puis plus tolérer non plus que notre saint habit comparaisse dans des réunions qui ne seraient pas en harmonie avec notre profession de Carmes-Déchaussés.

Donc, dans l'intérêt de votre âme et de notre saint Ordre, je vous ordonne formellement, par la présente, de ne plus faire imprimer soit lettre, soit discours, de ne plus prendre la parole en dehors de églises, de ne plus vous présenter aux Chambres et de ne plus intervenir à la Ligue de la paix comme à toute autre réunion qui n'aurait pas un but exclusivement catholique et religieux. J'espère que vous obéirez avec docilité et même avec amour.

Maintenant, laissez-moi vous parler à cœur ouvert, comme un père à son fils ! Je vous vois lancé dans une voie extrêmement dangereuse, qui, malgré vos intentions présentes, pourrait vous conduire là où vous seriez aujourd'hui désolé d'arriver.

Arrêtez-vous donc, mon cher fils, écoutez la voix de votre père et de votre ami, qui vous parle le cœur déchiré de douleur. Pour cela, vous feriez bien de vous retirer dans un des couvents de la province d'Avignon, pour vous y reposer et aussi pour y faire la retraite dont je vous avais dispensé l'année dernière, à cause de vos occupations.

Méditez dans la solitude les grandes vérités de la religion, non pour les prêcher, mais pour le profit de votre âme. Demandez des lumières au Ciel avec un cœur contrit et humilié. Adressez-vous à la sainte Vierge, à notre père saint Joseph, à notre séraphique mère sainte Thérèse. — Un père peut bien adresser ces paroles à un fils, quoique grand orateur.

C'est une question bien sérieuse pour vous et pour nous tous.

Je prie le Seigneur pour qu'il daigne vous accorder ses lumières et ses grâces: je me recommande à vos prières; je vous donne ma bénédiction et je suis

De Votre Révérence

Le très humble serviteur
Fr. Dominique de Saint-Joseph,
Préposé général.

CCXXVI.

(25 settembre 1869).

Monsignor Dupanloup, vescovo d'Orléans, scongiura il padre Giacinto a ritirarsi dal funesto pendio in cui, per la sua colpa, si è messo; il quale « conduce a degli abissi che l'occhio offuscato della sua anima non ha veduti. »

Orléans, le 25 septembre.

Mon cher confrère,

Aussitôt que de Paris on m'eut appris ce que vous étiez sur le point de faire, j'ai essayé, vous le savez, de vous épargner à tout prix ce qui devait être pour vous une si grande faute et un si grand malheur, en même temps qu'une profonde tristesse pour l'Eglise: j'ai fait partir à l'heure même, et de nuit, votre ancien condisciple et votre ami pour vous arrêter, s'il était possible. Mais il était trop tard; le scandale était consommé, et dès maintenant vous pouvez mesurer, à la douleur de tous les amis de l'Eglise et à la joie de tous ses ennemis, le mal que vous avez fait.

Aujourd'hui je ne puis plus que prier Dieu et vous conjurer vous même de vous arrêter sur la pente où vous êtes, et qui conduit à des abîmes que l'œil troublé de votre âme n'a pas vus.

Vous avez souffert, je le sais; mais, laissez-moi vous le dire, le P. Lacordaire et le P. de Ravignan, je le sais aussi, ont souffert plus que vous, et ils se sont élevés plus haut dans la patience et la force par l'amour de l'Eglise et de Jésus-Christ.

Comment n'avez-vous pas senti quelle injure vous faisiez à l'Eglise votre mère, par ces prévoyances accusatrices? Et quelle injure à Jésus-Christ, en vous plaçant comme vous le faites, seul en face de lui, au mépris de son Eglise!

Mais je veux espérer et j'espère : ce ne sera qu'un égarement passager.

Revenez parmi nous : après avoir donné au monde catholique cette douleur, donnez-lui une grande consolation et un grand exemple. Allez vous jeter aux pieds du Saint-Père. Ses bras vous seront ouverts, et, en vous pressant sur son cœur paternel, il vous rendra la paix de votre conscience et l'honneur de votre vie.

Recevez de celui qui fut votre évêque, et qui ne cessera jamais d'aimer votre âme, ce témoignage et ces conseils d'une véritable et religieuse affection.

† Félix, évêque d'Orléans.

CCXXVII.

(26 settembre 1869).

Il padre Giacinto replica a monsignor Dupanloup che ciò ch'egli appella « una grande colpa » non è altro che « un gran dovere » adempiuto.

Monseigneur,

Je suis très touché du sentiment qui vous a dicté la lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire, et je suis très reconnaissant des prières que vous voulez bien faire pour moi ; mais je ne peux accepter ni les reproches ni les conseils que vous m'adressez.

Ce que vous appelez une grande faute commise, je l'appelle un grand devoir accompli.

Veillez agréer, Monseigneur, l'hommage des sentiments respectueux avec lesquels je demeure, en Jésus-Christ et en son Eglise,

Votre très humble et obéissant serviteur
Frère Hyacinthe.

Paris, le 26 septembre 1869.

CCXXVIII.

(28 settembre 1869).

Affettuosissima lettera del conte di Montalembert al padre Giacinto. Lo rimprovera della sua « inescusabile colpa, » e gli propone un modo ancora possibile di riparazione.

La Roche-en-Breny, le 28 septembre 1869.

Mon pauvre cher ami,

Huit jours se sont écoulés depuis le coup terrible que vous m'avez infligé par la publication de votre lettre dans le *Temps*, et je n'en suis pas encore revenu. Pourquoi donc faut-il que j'aie été condamné à assister deux fois dans une trop longue vie et de si près, à des catastrophes comme celles de M. de Lamennais et la vôtre? La sienne, du moins, s'est fait attendre trois ans, et pendant tout ce temps, j'ai fait tous les efforts que comportaient ma jeunesse et ma faiblesse pour détourner le coup. Mais vous, mon pauvre ami, vous m'avez foudroyé! Comment avez-vous pu mépriser à ce point mes conseils, mes avertissements, mes prières? Je vous ai aimé avec la tendresse d'un vieillard et d'un mourant pour le fils chéri de son âme. Je vous ai prodigué toute la lumière que je puisais dans cette affection, dans les nombreuses et profondes sympathies qui nous unissaient, et aussi dans une longue et rude expérience des luttes d'ici-bas. Et vous avez pris cet affreux parti, que vous nous laissiez à peine entrevoir, non-seulement sans me consulter, mais sans même daigner discuter avec moi les termes de ce congé injurieux et calomnieux que vous venez de signifier à l'Eglise et à vos frères, à vos amis les plus chers et les plus dévoués!

Vous avez méprisé bien plus encore que mon amitié; le grand

exemple du Père Lacordaire, que je vous ai tant de fois cité, qui a rencontré, tout le long de sa vie, des croix bien autrement lourdes, des calices bien autrement amers que les vôtres, et dont le nom surgit dans toutes les mémoires et sur toutes les lèvres dans cet orage que vous venez de soulever si follement.

Si vous aviez su vous borner aux cinq premiers alinéas de votre lettre, vous eussiez grandi de cent coudées aux yeux du public, tout en restant irréprochable devant tous ceux d'entre vos amis qui veulent rester catholiques. Mais dans tout ce qui suit, tout est inexcusable.

Vous n'avez pas été persécuté, comme on le croirait, à vous entendre; de ce pharisaïsme que vous avez mille fois raison de détester et de dénoncer, personne n'a moins souffert que vous, puisqu'il ne vous a pas empêché d'acquiescer avant quarante ans une autorité et une renommée sans rivale dans l'Eglise de France. Vos supérieurs religieux eux-mêmes vous avaient traité jusqu'ici avec une indulgence singulière et vous avaient laissé une liberté à peu près complète. Ce qui a manqué précisément à votre gloire, ce sont les persécutions et les adversités où le génie et le cœur de Lacordaire ont pris leur trempe surnaturelle.

Vous auriez eu encore mille fois raison de signaler la guerre déclarée par l'école dominante à la société moderne et à la nature humaine; mais nul chrétien ne comprendra que vous en ayez rendue responsable le catholicisme tout entier, et qu'un prêtre, un religieux, en parlant de la façon dont la religion est depuis longtemps comprise et pratiquée, n'ait pas trouvé un mot, un seul mot de justice et de vérité au profit de ces merveilles de charité, de chasteté, d'humilité et d'abnegation que l'Eglise enfante chaque jour avec une fécondité sans pareille dans son histoire.

Vous en appelez au Concile et vous ne l'attendez pas, alors que deux mois à peine vous séparent de sa réunion. Mais d'avance vous l'accusez, vous le déclarez suspect, et avec une iniquité par trop criante, vous lui imputez de n'être pas libre dans sa préparation, au moment même où les évêques d'Allemagne viennent de manifester à la fois leur souveraine indépendance et leur résolution de « n'admettre aucun décret incompatible avec la civili-

sation et la science, avec la juste liberté des peuples et les besoins des temps actuels; » au moment où vingt symptômes divers démontrent que ce qui a tout arrêté jusqu'à présent, ce n'est pas la pression d'en haut, mais la mollesse et la diplomatie mal avisée de ceux qui avaient le droit et le devoir d'agir et de parler, qui allaient enfin se réveiller et que votre chute va peut-être replonger dans une inaction et une prostration dont vous, mon pauvre cher ami, vous serez responsable devant Dieu et devant les hommes.

Mais le plus grand des reproches que j'ai à vous adresser, c'est d'avoir trahi vos amis, vos frères d'armes, en procurant le triomphe le plus éclatant aux délations et aux prévisions insultantes de nos adversaires. J'ai vu, pendant quinze ans, le nom de Lamennais servir d'épouvantail exploité par tous les esprits étroits et soupçonneux, serviles et jaloux. Si j'avais le malheur de vivre quinze ans de plus, j'entendrais de même opposer chaque jour votre nom à tout prêtre, à tout chrétien chez qui l'on verrait poindre une étincelle d'intelligence ou de générosité.

En trahissant vos amis, vous avez surtout trahi notre cause, celle que nous vous avons tous confiée, nous, champions jeunes et vieux de cette *royale liberté* qui est la loi propre du chrétien. Vous avez agi comme agirait M. Thiers s'il s'avisait de quitter le terrain légal et constitutionnel où il a remporté des victoires si imprévues et si fécondes, pour aller construire une barricade dans le faubourg Saint-Antoine.

Hélas! mon pauvre ami, que votre châtiment sera terrible! En perdant toute autorité sur le vrai public, vous avez perdu tout moyen de servir la liberté, la justice, la vérité, que vous avez si noblement servies jusqu'à présent, que vous avez tant aimées, que vous aimez encore avec une passion si légitime.

Je ne dis pas, du reste, que votre faute soit aussi irréparable qu'elle me paraît inexcusable. Si après cette explosion terrifiante vous savez vous tenir tranquille, vous condamner au silence, à un silence absolu pendant plusieurs années; si vous savez réclamer une place obscure, mais régulièrement obtenue dans les rangs du clergé séculier et pratiquer avec lui les vertus modestes et

austères qui le distinguent; si vous êtes capable, comme je n'en doute pas, de vous imposer ce sacrifice, ne fût-ce qu'en expiation de la douleur cuisante où vous venez de plonger tant d'âmes chrétiennes, alors vous pourrez désarmer non-seulement l'acharnement de vos trop heureux adversaires, mais encore le désespoir de vos amis et admirateurs, et avec l'aide du temps et des événements, vous remonterez peut-être dans la chaire où vous aviez encore tant de conquêtes à faire et qui est la seule tribune où vous puissiez parler avec honneur, je dirai même avec décence. Mais si vous avez le malheur de céder aux invitations, aux provocations dont les libres-penseurs et les protestants surtout vont vous assaillir; si vous entreprenez de vous justifier en attaquant de plus en plus l'Eglise votre mère; si vous devenez un orateur de réunions profanes et vulgaires, vous tomberez dans le néant, au-dessous de Lamennais lui-même, qui a au moins fini par se retrancher dans le silence, et tandis que vos amis, comme moi, ne pourront que pleurer en silence sur votre déchéance, vous deviendrez le jouet d'une publicité sans entrailles et sans frein, *ludibrium vulgi*, comme ces gladiateurs captifs exploités et déshonorés, malgré leur noblesse naturelle, par les caprices de la foule obscène des païens.

Vous le voyez, je vous parle sans détour, sans précaution, sans réserve; je ne vous parle pas en chrétien, en confesseur, en docteur. Je n'en aurais pas plus le droit que l'envie. Je vous parle uniquement en ami, en homme du monde, en vieux libéral, en vieux soldat amoureux de la lutte, de l'honneur, de la gloire et de la vôtre, non moins et peut-être plus que de la sienne. Ecoutez, je vous en conjure; cette voix qui ne vous a jamais trompé, jamais trahi, jamais flatté, et qui vous indique aujourd'hui votre dernière chance de salut.

Laissez-moi vous donner encore une dernière preuve de cette affection dont vous n'avez évidemment jamais mesuré la profondeur, ni compris l'intensité. Mon âge me donne à la fois la triste expérience des nécessités de la vie et le droit de prendre avec vous une liberté devant laquelle d'autres reculeraient peut-être. Vous devez être sans ressources matérielles, et cette pénurie ne

peut qu'aggraver les difficultés inexprimables de votre situation. Eh bien ! je vous en supplie, confiez-moi vos embarras, et pour en sortir, ne vous adressez qu'à moi et à ceux qui, comme moi, sont avant tout les amis de votre passé. Je ne suis pas opulent, mais j'ai une grande aisance et jamais je n'aurai fait du superflu que Dieu m'a accordé un usage plus doux à mon cœur.

C'est ce cœur, et lui seul, qui a dicté cette lettre. Pardonnez à ce cœur blessé, meurtri, profondément troublé par vous ; pardonnez l'âpre franchise de mon langage. Sachez reconnaître cette « colère de l'amour, » dont parle M. de Maistre. Surtout plaignez-moi de cette épreuve dont vous êtes l'auteur, épreuve ajoutée à tant d'autres, et d'autant plus cruelle qu'elle tombe sur moi au moment où vient de m'être arrachée cette chère Sœur Saint-Marcellin, que vous avez vue chez moi, et dont les soins incomparables, prodigués depuis plus de trois ans, avaient un peu adouci mon triste sort. Mais, certes, de toutes les peines qui pouvaient m'être encore infligées avant ma fin, aucune ne saurait dépasser ni même égaler la cuisante amertume que vous me vaudriez, si je vous voyais poursuivre la voie fatale où vous êtes entré, et sortir misérablement de cette Eglise que vous êtes fait pour servir, pour affranchir, pour honorer mieux que tous vos contemporains. Je m'arrête, après en avoir dit beaucoup trop pour ce qu'il nous reste, à moi de force, à vous peut-être de patience. Je vous embrasse encore avec une triste mais invincible affection.

Ch. de Montalembert.

CCXXIX.

(30 settembre 1869).

Carlo Gérin, autore delle « *Recherches historiques sur l'assemblée de 1682*, » risponde in una lettera al diario « L'UNION » alle critiche, cui la sua Opera è fatta segno nel libro di monsignor Maret.

Monsieur,

Mgr Maret a écrit ce qui suit, à la page 545 du deuxième volume de son dernier ouvrage :

« Toutes les nouvelles attaques contre le clergé français puisent leurs armes dans un livre imprimé récemment par un magistrat: *Recherches historiques sur l'assemblée de 1682*. Ce livre n'est certainement pas le dernier mot de l'histoire; les documents qu'il cite ont besoin d'être révisés, interprétés, complétés; ils le seront. »

Le magistrat qui a *imprimé un livre où des attaques puisent des armes*,

C'est moi-même, messieurs, sans nulle vanité,

et je vous demande la permission de répondre dans l'*Union* au vénérable Prélat.

Mgr Maret blesse la justice et la vérité quand il me signale comme l'auteur ou le complice d'attaques *contre le clergé français*. Assurément je n'ai fourni aucun argument nouveau à ceux qui défendent l'assemblée de 1682; mais cette assemblée n'était pas le clergé français, et ne le représentait ni en fait ni en droit. Si l'honneur des Evêques dont Louis XIV l'avait composée n'a rien gagné à mes *Recherches*, la gloire incomparable de l'Eglise de France au dix-septième siècle n'en est nullement amoindrie, et elle n'est nulle part plus exaltée que dans mon livre.

Autant vaudrait dire que les Evêques les plus chers au premier et au second empire constituent l'Eglise de France au dix-neuvième siècle, et qu'un auteur véridique ne pourra pas écrire leur histoire sans diffamer le clergé français. Si l'on abuse un jour, si l'on a même abusé déjà de mon livre pour blâmer plus qu'il ne convient les Prélats de 1682 et leur prodiguer d'indignes outrages, en suis-je responsable? Et Mgr Maret accepterait-il pour lui-même la règle qu'il m'applique? Le livre qu'il vient de publier a reçu, dès son apparition, les applaudissements de la presse révolutionnaire, c'est-à-dire des plus ignorants et des plus implacables ennemis du Saint-Siège. Que dirait ce Prélat si j'écrivais de lui: « Toutes les nouvelles attaques contre la Papauté puisent leurs armes dans un livre imprimé récemment par un Evêque: *Du Concile général*, etc.? »

« Ce livre, dit Mgr Maret, n'est certainement pas le dernier mot de l'histoire. » Ai-je prétendu le contraire? N'ai-je pas dit et répété que je donnais seulement au public des pièces à consulter par les futurs historiens de l'assemblée de 1682? Que penserait encore Mgr Maret, si je disais de son nouvel ouvrage que *ce n'est pas le dernier mot de la théologie*? Sa Grandeur est trop modeste pour ne pas souscrire à ce jugement; mais elle serait fondée à dire qu'en lui donnant cette forme et en ne le motivant pas, j'ai violé plus d'une convenance.

Mais il y a une ligne qui m'a plus vivement affecté que le reste, c'est celle-ci: « Les documents qu'il cite ont besoin d'être révisés, interprétés, complétés; ils le seront. » Il faut parler net. Le sens naturel de ces mots est que les documents publiés par moi ont été choisis, tronqués, rapprochés ou divisés arbitrairement pour appuyer une thèse ou un système, et qu'ils doivent être tenus pour suspects tant qu'ils n'auront pas été révisés, interprétés, complétés par Mgr Maret. J'ai été averti, il y a plusieurs mois, que Sa Grandeur faisait travailler à une réfutation de mon livre par plusieurs jeunes érudits, sous la direction de M. l'abbé L..., et que l'ouvrage devait être imprimé sous le titre de: *La Vérité sur l'assemblée de 1682, sumptibus et impensis* de l'un des ministres. Les trois mots de Mgr Maret, *ils le seront*, montrent que

cette information n'était pas sans fondement. Mais quand paraîtra cette prétendue réfutation?

Si Mgr Maret a déjà en main les preuves de ma mauvaise foi, pourquoi ne les publie-t-il pas sur le champ? Et si elles sont encore à trouver, pourquoi m'accuse-t-il? Je l'adjure de me réfuter ou de me justifier sans retard; et, quoique blessé que je sois de son procédé, je veux bien lui donner un utile conseil. Qu'il prenne garde, en engageant une polémique, de se fourvoyer à la suite de ses collaborateurs. Je le mets au défi, parmi les documents que j'ai découverts et publiés pour la première fois, d'en montrer un seul dont le sens ait été le moins du monde altéré par moi. Je m'engage en outre publiquement à lui démontrer que loin d'avoir trop chargé la mémoire des Evêques de 1682, j'ai usé envers eux avec une modération extrême des droits de l'historien, et à lui citer, d'après leurs lettres autographes, des faits encore inconnus qui exciteront son indignation.

Est-ce à dire qu'on n'ait plus rien à découvrir après moi? Il s'en faut de beaucoup, et les recherches si approfondies et si heureuses du rév. P. Gazeau¹ ont déjà prouvé qu'il y a encore bien des points à éclaircir dans l'histoire de notre époque. N'ai-je pas, dès ma première page, exprimé le regret qu'une des plus précieuses sources m'ait été fermée? Si l'on ne trouve rien dans mon livre qui fasse honneur à l'école gallicane, n'est-ce pas en dépit de tous mes efforts pour avoir accès aux archives des affaires étrangères, et pour consulter les correspondances diplomatiques, qui m'auraient sûrement révélé la candeur d'âme des membres de l'assemblée de 1682, la pureté de leurs vues et leur désir passionné de rendre aimable et douce à tout l'univers l'autorité du souverain Pontife? Mgr Maret ne croira peut-être pas à la sincérité de ces efforts, dont j'avais annoncé l'insuccès dans la préface de mon livre: il est alors opportun, pour dissiper ses doutes, de raconter ici une nouvelle tentative, qui, hélas! n'a pas été moins infructueuse que la première. Le récit de ma mésaventure n'est pas sans intérêt, et la publicité que vous lui donnerez con-

¹ « Etudes religieuses » du 15 juin 1869: « Louis XIV, Bossuet et la Sorbonne en 1663. »

tribuera peut-être à la suppression d'un de nos abus administratifs les moins excusables.

J'avais sollicité, en 1864, l'autorisation de consulter les négociations de la France avec Rome sous Louis XIV. M. Drouyn de Lhuys me répondit sans retard et avec courtoisie que les règlements en vigueur ne lui permettaient pas d'accueillir ma demande. Ayant ensuite appris, par diverses publications, que des auteurs avaient été admis à compulser même des pièces très récentes, j'en conclus que les règlements avaient été modifiés, et, le 7 mai 1869, j'écrivis à M. de la Valette. Le mois s'étant achevé sans que je reçusse aucune réponse, j'adressai, le 1.^{er} juin, une seconde lettre au ministre.

J'attends encore près d'un mois sans rien recevoir. Le 26 juin, je me rendis à l'hôtel des affaires étrangères, et je demandai à parler à M. le directeur des archives, qui, après avoir expliqué maladroitement le retard dont je me plaignais, m'annonça une réponse prochaine, qu'il me fit sentir en ces termes :

« Le dépôt des archives n'est pas à l'usage du public ; il n'est destiné qu'au service intérieur du ministère. Nos règlements n'ont pas été changés, comme vous le supposez ; ce sont encore ceux de Louis XIV ¹ qui ont été appliqués avec la même rigueur sous tous les ministères. Si nous ouvrons quelquefois nos archives, c'est dans un intérêt public, dans un intérêt d'Etat. Vous avez cité l'exemple du P. Theiner. Voici comment cela s'est passé. Le P. Theiner se proposait d'écrire impartialement l'histoire du concordat, et de réfuter M. d'Haussonville qui, il faut bien le dire, n'a pas été fidèle à la vérité historique, qui a versé du côté de la passion, et qui a trop cédé à l'esprit d'opposition politique. Il y avait donc lieu de faire fléchir la règle dans un intérêt d'Etat, dans un intérêt public, comme je le disais ², et je fis dans ce sens un rapport à M. de Moustier, qui partagea mon opinion.

¹ C'est Croissy et Torcy qui ont fondé et organisé le dépôt. Les pièces recueillies par eux ne remontaient pas au delà de Louis XIII ; la prohibition s'expliquait alors ; mais jamais Louis XIV n'a défendu de communiquer des pièces remontant à 190 ans !

² Il y a plusieurs années, dans le dessein manifeste et avoué de flétrir les Papes, le secrétaire du prince Napoléon a publié, sous le titre de : « Le Pouvoir temporel jugé

» Votre dossier est en ce moment sur le bureau de M. le Ministre, qui vous répondra très prochainement. Au reste, quand même vous auriez obtenu plus tôt une décision favorable, vous n'auriez pas pu en profiter, parce que la salle de nos archives ne contient que trois places, qui sont occupées depuis longtemps. »

J'étais fort mortifié de penser que M. Faugère espérait me faire prendre au sérieux de pareilles raisons. Pour ne pas m'enlever toute chance d'une réponse favorable, je me contins; mais je ne fus pas récompensé de mon silence, et le 29 juin je reçus le refus de M. de la Valette, daté du jour même où je m'étais rendu au ministère.

Je souhaite que Mgr Maret pense à consulter ces archives. Comme il a quelque crédit auprès des ministres, on lui accordera sans doute la permission qui m'a été refusée, et j'espère qu'il aura la générosité de demander qu'on me fasse participer à la même faveur.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Ch. Gérin.

Paris, 30 septembre 1869.

par la diplomatie française, » des extraits des lettres de nos ambassadeurs à Rome, depuis le duc de Chaulnes, sous Louis XIV, jusqu'à Chateaubriand, sous Charles X, extraits empruntés aux archives des affaires étrangères. C'est donc dans un intérêt public, dans un intérêt d'Etat, qu'on avait fait cette communication? - Si j'avais été connu pour professer les opinions de M. Dupin, de M. Baroche, ou celles de Mgr Maret, aurait-on rejeté ma demande?

CCXXX.

(17 febbraio 1869).

Lettera del Sommo Pontefice al Gérin in lode del suo libro.

PIUS PP. IX.

Dilecte Fili, salutem et apostolicam benedictionem.

Libentissime excepimus, dilecte Fili, historicas disquisitiones tuas in Declarationem cleri gallicani; sive quia opportuniores quam alias accidunt fortasse præsentibus adiunctis, sive quia conditio ipsa tua laici viri et magistratus te facit omni exceptione maiorem, et in materia, quæ minime blanditur plurimorum placitis, maximam lucubrationi tuæ conciliat auctoritatem. Quamquam vero multi satis perspicue ac solide demonstraverint, nec communem nec plerorumque fuisse anno 1682 in, ita dictis, cleri Comitii sententiam infensam pontificiæ auctoritati et potestati ecclesiasticæ; nec eam satis libere editam fuisse et ex animo, sed metu potius aut favore urgente; nec diu constitisse, sed brevi fuisse revocatam ab iis qui eamdem vel promoverant vel ediderant; nec demum ullam inde partam fuisse gallicanæ Ecclesiæ vel gloriam vel libertatem, sed potius labem aliquam inductam fuisse et veram servitutem; quod tamen alii et temporum historia et validis freti argumentis asseruerant, id te per indubia confirmasse monumenta gaudemus, cum huiusmodi opus non parum conferre debeat ad discutiendas præiudicatas opiniones, ad præcludendum cavillationibus aditum, ad suadendum denique omnibus, peculiare Ecclesias eo præstantiore vigere robore et fulgere splendore quo studiosioris obsequii vinculo romano Pontifici iunguntur, cui Christus in Petro detulit primatum honoris,

iurisdictionis, auctoritatis et potestatis in fideles universos. Hæc te in propugnanda semper alacrius veritatis causa confirment; et interim auspicem gratiæ cœlestis Nostræque paternæ benevolentiae pignus excipe benedictionem apostolicam, quam tibi peramanter impertimus.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, die xvii februarii MDCCCLXIX.
Pontificatus Nostri anno vicesimotertio.

PIUS PP. IX.

CCXXXI.

(28 settembre 1869).

Monsignor Pie, vescovo di Poitiers, togliendone l'occasione dal vigesimo anniversario della sua promozione all'episcopato, pronunzia un' omelia al suo clero, nella quale combatte alcune dottrine propugnate da monsignor Maret, e inalza una calda preghiera a Dio per il caduto carmelitano.

Mes vénérables frères dans le sacerdoce et mes chers
fils en Jésus-Christ,

Servum Dei oportet esse docibilem.

(II TIM. II, 24).

I. Les saintes règles de l'Eglise prescrivent aux Evêques de célébrer tous les ans le double anniversaire de leur élection et de leur consécration¹. Vous avez tous compris le motif qui nous fait attribuer, cette année, au premier de ces anniversaires la pompe religieuse qui a coutume de n'appartenir qu'au second.

Le serment de notre sacre, tel qu'il nous sera rappelé tout à l'heure, va nous faire une obligation de nous éloigner de vous pour un temps dont Celui-là seul qui sait tout connaît la durée. C'est un des engagements que nous avons pris aux pieds de saints autels et nous serons fidèle à notre parole jurée: *Vocatus ad synodum, veniam, nisi præpeditus fuero canonica præpeditio*: « Appelé au Concile, j'y viendrai, à moins que je ne sois empêché par quelque empêchement canonique². » Il ne s'agit donc pas cette fois d'un acte d'empressement spontané, ou de déférence à un simple désir; c'est un acte de fidélité et d'obéissan-

¹ Cærem. Episc., l. II, c. XXXV.

² Pontif. roman., « De consecr. electi in episc. » Forma iuramenti.

ce, imposé par le strict devoir: ce qui ne le rend ni moins méritoire ni moins glorieux et moins doux.

Or, notre départ devant forcément précéder la date de l'anniversaire de notre consécration, nous n'avons pas cru devoir renoncer à cette fête si douce, à cette fête annuelle, qui est moins la nôtre que celle de toute la famille sacerdotale et lévitique groupée autour de nous. Son anticipation même, dans le cas présent, nous a paru marquée du sceau de l'opportunité.

II. Il est vrai, la grâce principale de l'épiscopat résulte de l'ordination sacrée. Le jour de cette ordination est appelé, avec raison, « le jour natal de l'Evêque. » Pour créer le Pontife, pour l'investir du caractère divin, il faut la puissance d'engendrement qui opère par la vertu du chrême et par l'imposition des mains. La transmission de l'ordre et des pouvoirs dont l'ordre est la racine, ne s'effectue que par ce mystère de grâce. Et comme la grâce émane exclusivement de Dieu, l'anniversaire du sacre épiscopal est la commémoration de ce qu'il y a de plus élevé dans le sacerdoce, de ce qui découle directement et immédiatement du sein de l'adorable Trinité. L'Evêque, en ce jour-là, célèbre le don suréminent de l'ordre et du caractère imprimé dans son âme par le doigt de l'Esprit-Saint; à l'exemple du disciple bien-aimé, il pose en quelque sorte sa tête sur la poitrine du Prêtre souverain qui, l'ayant fait entrer en partage de son sacerdoce suprême, daigne l'honorer de ses plus hautes prérogatives, de ses tendresses et de ses confidences les plus intimes. Les côtés les plus divins du pontificat sont mis en relief dans cette solennité.

Mais si le jour de la consécration de l'Evêque l'emporte en dignité et en excellence, celui de son élection, qui en est le prélude nécessaire, tient le premier rang dans l'ordre des faits.

Ce que la conception est à la naissance, on peut dire que l'élection l'est à la consécration. Nul n'est légitimement susceptible de recevoir le caractère divin de l'épiscopat, s'il n'a été régulièrement désigné à l'imposition des mains qui le confère. Or, ni le choix de tel ou tel homme, ni la mission vers telle ou telle portion du troupeau, ne procèdent directement de Dieu. La détermination de la personne aussi bien que du territoire appartient

essentiellement au Vicaire de Jésus-Christ, au successeur du Prince des Apôtres. Nulle institution canonique n'est valable que par lui ou moyennant son assentiment. Et il faut plaindre ces écrivains à idées préconçues, qui, pour le triomphe d'une opinion dépourvue de consistance, se livrant au travail le plus triste et le plus ingrat, s'en vont chercher, en dehors des grands patriarchats fondés par l'autorité de saint Pierre, quelques métropoles inférieures dans lesquelles le pouvoir d'institution épiscopale aurait existé à côté des Pontifes romains, en dehors d'eux et de leur consentement, quoique pourtant, ajoute-t-on, sous leur dépendance.

Des allégations si incohérentes et si gratuites pourraient-elles jamais infirmer le témoignage de toute la tradition, qui nous dit, par les grands docteurs de l'Orient comme de l'Occident, que « pour le précieux avantage de l'unité, Pierre a dû être mis au-dessus de tous les Apôtres, et que seul il a reçu les clefs du royaume des cieux, pour être communiquées ensuite aux autres? » C'est le langage de saint Optat de Milève, auquel saint Grégoire de Nysse fait écho en répétant que « c'est par Pierre que Jésus-Christ a donné aux Evêques la clef des biens célestes. » Et quelles paroles plus décisives que celles de saint Léon le Grand : « Si Jésus-Christ a voulu que les autres princes de l'Eglise eussent quelque chose de commun avec Pierre, c'est uniquement par lui qu'il leur a donné ce qu'il ne leur a pas refusé. En voulant que le ministère évangélique s'étendit à tous les apôtres, il a commencé par le placer principalement dans Pierre, chef de tous les Apôtres, de manière que les dons divins se sont répandus sur tout le corps en découlant de Pierre qui en est comme la tête. » Voilà la vérité, contre laquelle ne prévaudront ni les sophistications de l'histoire, ni les misérables subtilités d'un faux nationalisme.

Pour nous, vénérables frères et très-chers fils, en remémorant l'acte par lequel Pie IX nous constituait, il y a aujourd'hui vingt ans, pasteur de cette Eglise de Poitiers, nous sommes heureux de confesser et de proclamer la dérivation apostolique de nos pouvoirs. Sans jamais méconnaître la dignité incomparable que Jésus-

Christ nous a lui-même conférée au jour où nous avons été intérieurement revêtu du caractère sacré de l'épiscopat, nous n'hésitons pas à faire remonter plus loin l'origine de notre paternité spirituelle envers vous. Dès que Pierre eut parlé par la bouche de Pie IX, en cette date du 28 septembre, nous devînmes l'époux de l'Eglise de Poitiers et le père de vos âmes. Tous les titres et les pouvoirs séparables de l'ordination nous furent communiqués dès cet instant, ainsi que le droit à l'ordination même et aux pouvoirs qui en procèdent. S'il eût plu à Dieu de nous rappeler à lui avant que le mystère de notre consécration ne fût accompli, nous n'en eussions pas moins figuré dans la série des vrais et légitimes évêques de cette Eglise. Comme aussi, le Pontife romain, toujours juste et modéré dans l'usage de sa puissance, briserait aujourd'hui le lien qui nous unit à vous, qu'à l'instant nous serions privé, non-seulement des pouvoirs qui ne sont pas essentiellement conjoints à l'ordre, mais de ceux même qui, ayant leur racine dans l'ordre, relèvent néanmoins, quant à leur exercice, de l'autorité du suprême hiérarque. Voilà le principe incontestable. Qu'on discute après cela sur l'origine médiate ou immédiate de la juridiction et de la puissance épiscopale : la quelle est dans les mots plus que dans les choses. Il est également certain que la source première de l'épiscopat est en Jésus-Christ, et que l'épiscopat ne coule de cette source qu'en passant par le canal du Pontife romain. Encore une fois donc, solenniser l'anniversaire de notre institution canonique, c'est fêter l'acte qui nous a donné à cette Eglise et qui nous maintient à la tête de ce troupeau.

III. Par là même, mes vénérables frères et mes très-chers fils, c'est reconnaître et proclamer notre dépendance et notre subordination envers l'Eglise romaine, mère et maîtresse de toutes les Eglises, comme notre obéissance et notre soumission à l'autorité doctrinale et législative de l'Evêque de Rome, qui est, dans un sens très vrai, l'Evêque de l'Eglise universelle. Ici encore, écartons les vaines disputes, et attachons-nous à la tradition générale, à la croyance moralement unanime de la grande famille chrétienne.

En tête des avertissements que le consécrateur donne à l'Evêque élu, se trouve celui-ci: *Episcopum oportet iudicare* ¹. S'il est donc quelque chose d'avéré et d'établi, c'est que l'Evêque est constitué juge dans l'ordre spirituel, par conséquent juge des choses de la foi et de la morale chrétienne. Ceci est placé en dehors et au-dessus de toute controverse.

Mais le même prélat consécrateur, avant de procéder à la fonction auguste dont il est chargé, a exigé de l'élu un serment; et, dans ce serment, celui-ci s'est engagé à recevoir, à respecter et à observer les constitutions et les décrets du Siège apostolique ².

Or, c'est la compatibilité entre l'observation de ce serment et l'exercice de la judicature, que ceux du dehors nous objectent comme impossible, et quelques-uns des nôtres croient ne la pouvoir établir qu'en subordonnant les décisions doctrinales des Papes au libre jugement des Evêques.

Est-il donc besoin de suer sur plus de deux fois cinq cents pages pour parvenir à accorder ces deux choses? Et l'Evêque est-il dans l'alternative ou de quitter son siège de juge, ou de traduire à son tribunal le juge suprême?

Et d'abord si Bossuet a pu dire des Evêques que, « pasteurs à l'égard des peuples, ils sont brebis à l'égard de Pierre ³, » pourquoi ne dirai-je pas qu'exerçant le jugement envers les peuples, ils sont soumis eux-mêmes au jugement de celui que Jésus-Christ a chargé de confirmer ses frères? Est-ce que le juge subordonné perd pour cela sa qualité de juge? Mais disons mieux.

Est-ce qu'il n'a pas été cent fois établi que les Evêques, dispersés sur leurs sièges, font l'office de juges en première instance quand ils parlent avant le Pape? Première façon pour eux d'accomplir leur mission: *Episcopum oportet iudicare*. Est-ce qu'il n'est pas reconnu que le jugement des Evêques, assemblés en Concile sous l'autorité du chef de l'Eglise qui a soumis une question à leur examen et à leur délibération, est un jugement sou-

¹ Pontif. roman., « De consecrat. electi in episc. »

² Ibid., « Forma iuram. »

³ « Discours sur l'unité de l'Eglise, » 1.^{er} point.

verain et irréfragable, dès là qu'il est accepté du Pontife romain, conjointement avec lequel ils exercent dans ce cas la judicature suprême? Deuxième façon d'exercer leur emploi: *Episcopum oportet iudicare*. Enfin, si le Pontife et juge suprême, par un droit et souvent par une nécessité que personne ne conteste, a été dans le cas de rendre sa sentence solennelle, de promulguer sa constitution décrétale avant le Concile et en dehors du Concile, est-ce qu'il n'a pas été surabondamment expliqué par nos théologiens et par nos Evêques français comme par ceux des autres nations, en particulier par l'immortel archevêque de Cambrai, que les Evêques alors, soit assemblés, soit dispersés, encore qu'ils ne prétendent aucunement exercer sur la décision pontificale une autorité ni supériorité juridique, s'y unissent cependant par un jugement d'adhésion, d'adhésion même raisonnée et motivée, qui associe réellement leur puissance judiciaire à la puissance du chef de l'Eglise: ce qui constitue un jugement non pas plus certain, mais « plus plénier, » comme parle saint Léon: *Pleniore iudicio*, et plus propre à triompher des résistances de l'erreur? Troisième façon pour les Evêques de remplir la fonction qui leur a été dévolue: *Episcopum oportet iudicare*.

Et qu'on n'allègue point que, dans ce dernier cas, la fonction de juger cesse d'être sérieuse, parce qu'elle ne s'exerce pas librement. L'indépendance du juge a-t-elle jamais consisté à pouvoir juger contre la justice et contre la loi? Autant vaudrait soutenir que le jugement de l'Eglise n'est pas libre, si en interprétant l'Ecriture, par exemple le texte: *Hoc est corpus meum*, elle ne se reconnaît pas le droit de prononcer que ce texte signifie: Ceci représente mon corps. La faculté matérielle d'interpréter ainsi, celui des juges qui en userait serait déclaré hérétique, et il serait banni de l'Eglise, séance tenante. Il n'y a pas de droit contre la vérité. Au même titre, quand on prétend que les Pères de Chalcédoine, par exemple, n'étaient investis de la liberté qui sied à des juges, qu'autant qu'ils pouvaient accepter ou répudier la lettre dogmatique par laquelle saint Léon explique d'une manière vraiment divine, comme dit Bossuet, toute l'économie de l'Incarnation, et condamne l'erreur d'Eutychès: ou cette affirma-

tion n'a aucun sens, ou elle signifie que les Evêques eutychiens usèrent d'un droit en rejetant effectivement la doctrine et en répudiant la lettre doctrinale de saint Léon : ce que personne n'oserait soutenir.

Et qu'on n'incidente pas sur les mots de *sanction*, d'*approbation*, de *confirmation*, dont les Conciles se sont parfois servis par rapport aux définitions pontificales. Ceux-là même qui présentent et qui exagèrent la portée de ces expressions quand elles sont appliquées aux décrets des Papes par les Conciles, sont les premiers à en mitiger le sens quand il s'agit de l'approbation et de la confirmation données aux Conciles par les Papes, ou bien encore données par les Conciles subséquents aux Conciles antérieurs.

Enfin, qu'on ne se retranche pas à nous dire que les définitions pontificales, sujettes par elles-mêmes à l'erreur, obtiennent cependant la prérogative de l'infailibilité à l'aide de l'assentiment au moins tacite des Evêques dispersés.

O Pierre, toujours siégeant sur la chaire apostolique, toujours vivant dans vos successeurs ; ô vous sur le fondement de qui a été bâtie l'Eglise, avec l'assurance que les puissances de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle ; ô vous à qui ont été données les clefs du royaume céleste ; ô vous à qui il a été déclaré que toutes vos sentences rendues sur la terre seraient ratifiées dans les cieux ; ô vous pour qui Jésus a prié afin que votre foi ne défaille pas et que vous confirmiez celle de vos frères : jamais, non, jamais je ne ferai ni à la promesse de Jésus, ni à l'assistance de l'Esprit-Saint, ni à ma raison et à mon bon sens, cet outrage de croire que, quand vos lèvres rendent un oracle doctrinal, c'est de mon silence et du silence de mes frères que cet oracle va recevoir une valeur d'infailibilité qu'il ne tiendrait pas de la promesse et de l'assistance divine !

Assurément, notre glorieux Hilaire ne l'entendait pas ainsi, quand il proclamait qu'en vertu de l'institution du Christ, « le jugement terrestre de Pierre est d'avance autorisé dans le ciel, » et que « ses actes d'ici-bas possèdent incontinent la condition de chose jugée là-haut : » *Cuius terrestre iudicium præiudicata au-*

*ctoritas sit in cœlo; ut quæ in terris aut ligata sint aut soluta, statuti eiusdem conditionem obtineant et in cœlo*¹.

O Pierre, la sentence doctrinale proférée du haut de votre chaire sera toujours accueillie de moi comme une règle de ma croyance. En cela, je serai fidèle aux vrais sentiments de la France chrétienne, comme à ceux du reste de la chrétienté.

Je l'ai appris de la tradition de l'Eglise qui m'a donné le jour: « Aller à l'encontre des jugements et des constitutions du Siège apostolique, disait Ives de Chartres, c'est encourir inévitablement la note de perversité hérétique; car il est écrit: Il conste que celui-là est hérétique qui n'est pas d'accord avec l'Eglise romaine². »

L'un des successeurs de ce pontife, Pierre de Celles, n'a pas parlé moins péremptoirement, quand il a dit: « Il a toujours été et il sera toujours permis à la sainte épouse du Christ, qui chemine sur la terre, de trouver dans le fonds immuable de la vérité révélée de nouveaux remèdes à des maux nouveaux, et de rendre de nouveaux décrets selon les besoins changeants des choses, des personnes et des temps. Mais l'or ne se forme pas en tout lieu, et la terre a ses veines choisies qui produisent l'argent. Cette mine, c'est la chaire de Pierre, c'est la cour romaine, celle qui tient avec une autorité principale les clefs du ciel. Plût à Dieu que, pour la garantie de la vérité (il s'agit d'un point qui n'était pas alors défini), cette reine et modératrice de toute la chrétienté eût pesé dans la balance de sa sagesse et de ses conseils ordinaires la doctrine de la Conception de la Vierge, qu'elle l'eût approuvée et propagée d'un bout du monde à l'autre! Guidé par ce soleil, je veux dire le Seigneur apostolique, et par cette lune, l'Eglise romaine, je marcherais avec autant de confiance que de promptitude, et je poserais hardiment mes pieds sur la route éclairée par la lumière de

¹ « Comment. in Matt., » c. xvi.

² « Manifeste contra Sedem apostolicam caput erigitis, dum, quod illa ædificat, vos, quantum in vobis est, destruitis; cuius iudiciis et constitutionibus obviare, plane est hæreticæ pravitatis notam incurrere, cum Scriptura dicat: Hæreticum esse constat qui Romanæ Ecclesiæ non concordat. » Ivo CARNOT., « Epist. viii ad Richer. Senonen. »

» leur visage, assuré d'éviter ainsi tout précipice, et de trouver
» la terre ferme et solide ¹. »

De nos grands docteurs de Gaules, saint Irénée et saint Hilaire, jusqu'aux évêques de notre temps, il serait facile d'établir une série ininterrompue de témoignages semblables.

Remarquez, mes vénérables frères et mes très-chers fils, qu'en exprimant ici ma conviction et la vôtre concernant le fond de la doctrine, je n'entends provoquer ni préjuger en nulle façon une définition conciliaire, dont l'opportunité d'abord, et ensuite la forme, doivent être entièrement réservées au jugement de la grande assemblée synodale et à la volonté suprême de l'Esprit-Saint. En matière si grave, si délicate et si complexe, dans une question dont le Saint-Siège ne prendra certainement pas l'initiative, nous savons qu'on ne doit se laisser guider ni par l'enthousiasme, ni par le sentiment personnel; nous savons que tous les mots doivent être pesés et expliqués, toutes les faces de la question examinées, tous les cas prévus, toutes les fausses applications écartées, tous les inconvénients balancés avec les avantages, et qu'enfin rien ne doit être fait que sous le souffle d'en haut.

IV. Mais je reviens au texte que j'ai allégué en commençant cette homélie. Saint Paul, dans sa seconde épître à Timothée, énumérant les qualités du serviteur de Dieu (c'est de l'Evêque qu'il parle), se sert d'une expression qui est susceptible d'un double sens, selon qu'on se reporte au texte grec ou à la vulgate: *Servum Dei oportet esse docibilem*. Dans la langue des latins, cela veut dire que le serviteur de Dieu doit être toujours prêt à se laisser instruire. *Et erunt omnes docibiles Dei*: « Et tous ai-

¹ « Licuit quoque semperque licebit sponsam Christi Ecclesiam quæ in terris peregrinatur, secundum mutationes rerum, personarum et temporum, variare rationes » decretorum, et nova adinvenire medicamina remediorum. Est tamen auro locus in quo » conflatur, et habet argentum venarum suarum principia, sedem Petri et curiam romanam quæ claves cœli principaliter tenet. Utinam, salva veritatis auctoritate, lance communis consilii, hæc domina et moderatrix totius christianitatis Conceptionem Virginis librasset et approbasset, a mari usque ad mare hanc propagasset! Sole, id est Apostolico, ac luna, id est curia romana præeunte, tam secure quam expeditè in lumine vultus eorum gressus meos ponerem et disponerem, ex hoc videns vitare lubricum et » sequi solidum et securum » (Lib. VII, epist. 23).

» meront à être enseignés de Dieu, » est-il dit au sixième chapitre de saint Jean ¹. Dans la langue hellénique, la signification est différente, et l'Apôtre aurait voulu dire que le serviteur de Dieu doit être toujours prêt à instruire, sa fonction principale étant d'enseigner. Dans tous les cas, la version que l'Eglise met entre nos mains est trop ancienne et trop autorisée, pour que, indépendamment même du sens propre et primitif de l'écrivain sacré, nous ne fassions pas notre profit des ouvertures qu'elle présente à notre esprit. Pour ce texte, d'ailleurs, nous pouvons invoquer l'interprétation des grands évêques de Carthage et d'Hyppone, et celle même du Siège apostolique. Entendons saint Augustin.

« Selon la remarque de saint Cyprien, dit-il, ce qu'il faut aimer dans l'Evêque, c'est que, non-seulement il enseigne les autres avec l'autorité du savoir, mais qu'il apprenne et qu'il s'instruise lui-même avec patience et modestie : *Etiam hoc in Episcopo esse diligendum, ut non solum scienter doceat, sed etiam patienter discat*. C'est, en effet, le double devoir de l'Evêque et d'enseigner et d'apprendre; parce que celui-là est plus apte à enseigner qui grandit et qui profite chaque jour en apprenant mieux et davantage : *Oportet enim Episcopum non tantum docere, sed et discere; quia et ille melius docet, qui quotidie crescit et proficit discendo meliora*. C'est ainsi que le docte Cyprien était apte à enseigner beaucoup de choses, et que le même Cyprien, docile à l'enseignement d'autrui, avait pourtant aussi quelque chose à apprendre. *Quia sicut multa erant quæ doctus Cyprianus doceret, sic erat et aliquid quod Cyprianus docibilis disceret* ². »

J'ose le dire, mes vénérables frères et mes très-chers fils, nul plus que le Pontife romain ne donne ce grand et salutaire exemple de s'éclairer avant de parler, de s'instruire avant d'enseigner. Serviteur des serviteurs de Dieu, on dirait qu'il a toujours devant les yeux la parole de l'Apôtre : *Servum Dei oportet esse docibi-*

¹ IOAN. VI, 24.

² AUG., « De Baptismo cont. Donat., » l. iv, 7, et l. v, 37 (Ed. Gaume, t. ix, p. 221, 269).

lem. Loin de se croire autorisé par les promesses du Maître à s'en rapporter simplement à l'assistance divine, c'est par de profondes recherches, par de longs travaux, c'est par ses propres études et par les études des doctes, enfin c'est par l'invocation prolongée des lumières d'en haut, qu'il se prépare toujours à son sublime ministère de docteur des peuples. Qui donc, autant que le Siège apostolique, attend, examine, réfléchit, écoute, prie avant d'élever la voix? Que de fois notre impatience française ne lui a-t-elle pas reproché ses prudentes lenteurs?

Après cela, est-il délicat, et, sans contester le mérite de la bonne foi et la pureté de l'intention, est-il équitable d'emprunter au triste vocabulaire de ce temps des expressions envenimées par les réactions politiques, et d'accumuler, à propos du pouvoir le plus grave, le plus mesuré, le plus entouré de conseils humains en même temps que le plus assisté de la protection d'en haut, les mots cent fois répétés de pouvoir personnel, de pouvoir séparé, de pouvoir arbitraire et despotique: suppositions accusatrices, que repousse l'expérience de dix-huit siècles d'exercice de cette autorité pontificale, toujours amie de la modération et des tempéraments, encore qu'elle n'ait jamais douté de son droit et de son pouvoir suprême? Enfin est-il opportun, est-il convenable, est-il juste et sensé de s'autoriser de périls chimériques, pour toucher à l'économie du gouvernement ecclésiastique, dont on ne paraît pas connaître la vraie nature, et pour proposer un prétendu perfectionnement de la constitution séculaire de l'Eglise?

Ah! c'est à nous bien plutôt, à nous qui ne sommes pas protégés contre l'erreur par les promesses et les assurances qui ont été données à Pierre et à ses successeurs; c'est à nous, soit comme écrivains privés, soit comme membres d'une Eglise particulière, qu'il sied de profiter de la leçon de saint Paul, et de nous garantir, par une humble docilité, contre les dangers de l'entêtement personnel, de la confiance trop absolue dans nos propres doctrines, dans nos préjugés de nation, dans nos systèmes d'école: *Servum Dei oportet esse docibilem*. C'est à nous de veiller à ne point nous faire docteurs, là où il nous sied d'être disciples, et à nous souvenir que, comme Cyprien, même alors qu'il s'ap-

puyait du sentiment des Eglises d'Afrique, si nous sommes suffisamment doctes pour enseigner certaines choses, nous avons besoin d'apprendre avant d'en enseigner quelques autres: *quia sicut multa erant quæ doctus Cyprianus doceret, sic erat et aliquid quod Cyprianus docibilis disceret.*

Espérons que chacun de nous, comme le rappelait Pie VI à l'évêque de Pistoie dans la célèbre constitution *Auctorem fidei*, apportera toujours cet esprit disposé à se laisser instruire, que le grand Augustin, d'après l'avis de l'Apôtre, réclamait principalement dans les évêques: *Nec vero spes nos omnis deseruerat fieri posse ut animum illum docibilem afferret, quem ex Apostoli sententia in Episcopo maxime Augustinus requirebat*¹. Et qu'avons-nous eu à faire, durant toute cette année, sinon d'apprendre pour enseigner, et de nous préparer à mieux instruire en nous instruisant avant tout nous-mêmes?

V. Mais la recommandation que fait l'Apôtre au serviteur de Dieu ne regarde-t-elle donc que les évêques? Ne s'adresse-t-elle pas aussi à tous les hommes du sanctuaire, chargés d'instruire leur frères? Et, parmi les simples fidèles, ne s'adresse-t-elle pas spécialement à ceux qui ont l'honneur de mettre leur parole et leur plume au service de la cause divine? *Servum Dei oportet esse docibilem.* Ah! qu'y aurait-il de plus lamentable, de plus funeste, que l'indiscipline doctrinale, que l'indocilité d'esprit d'un ministre de la vérité, d'un serviteur de la cause sacrée? La langue latine, comme la langue française, presque toujours pleine de raison et de philosophie, appellent « docile » celui qui se laisse volontiers enseigner: *docilis* ou *docibilis*, c'est tout un. Or, la tentation d'indocilité intellectuelle, n'est-ce pas la tentation contagieuse de notre époque?

Que de fois notre sollicitude pastorale envers vos âmes, aussi bien que notre titre de gardien du dépôt sacré, nous ont fait un devoir de vous signaler des symptômes mauvais, des indices alarmants! Comment le dissimuler plus longtemps? Oui, ils tendent

¹ Pii PP. VI *Damnatio quamplurimarum proposit.*, Bull. « *Auctorem fidei*, » 28 aug. 1794.

à former parmi nous toute une école séparée du véritable esprit et des véritables doctrines du christianisme, ces catholiques de nom et de volonté qui, sacrifiant à l'idole de l'esprit moderne, finissent par placer leur raison au-dessus de l'autorité de l'Eglise contemporaine, et par s'adjuger personnellement l'infaillibilité qu'ils refusent à la chaire apostolique. *Multi sunt quos sæpe dicebam vobis, nunc autem et flens dico*: « Ce que je vous ai dit » souvent, je vous le dis aujourd'hui les larmes aux yeux¹. »

Mais brisons sur un sujet si douloureux... Moi aussi, ô Seigneur Jésus, ému jusqu'au fond des entrailles, j'en appelle à votre tribunal: *Ad tuum, Domine Jesu, tribunal appello*.

C'est bien vous, ô Jésus, qui avez rendu cet oracle par votre prophète: « Fils de l'homme, si tu as converti le pécheur, si tu » as enseigné au juste à ne point pécher, ton frère vivra à cause » de la parole que tu auras annoncée, et toi tu auras sauvé ton » âme. » *Vivens vivet quia annuntiasti ei, et tu animam tuam liberasti*². Seigneur, celui sur lequel nous pleurons a ramené plus d'un pécheur, il a éclairé et confirmé plus d'un juste: j'en appelle à votre sentence, ô Seigneur Jésus: *Ad tuum, Domine Jesu, tribunal appello*.

C'est vous encore qui avez dit par votre apôtre saint Jacques: « Frères, si l'un de vous était égaré hors de la vérité, et que » quelqu'un l'y ait fait rentrer, il faut savoir que celui qui aura » fait revenir un pécheur de l'erreur de sa voie, celui-là aura » sauvé son âme, et il aura couvert la multitude de ses propres » péchés. » *Fratres mei, si quis ex vobis erraverit a veritate, et converterit quis eum, scire debet quoniam qui converti fecerit peccatorem ab errore viæ suæ, salvabit animam eius a morte, et operiet multitudinem peccatorum*³. C'est vous, ô Seigneur, qui avez prononcé cet arrêt. Prosterné à vos pieds, j'en appelle, ô Seigneur Jésus, à votre tribunal en faveur de mon frère: *Ad tuum, Domine Jesu, tribunal appello*.

¹ PHILIPP. III, 18.

² EZECH. III, 18-21.

³ IAC. V, 19, 20.

Et quant à ceux qui, sans être tombés encore dans l'abîme, se complaisent à en fréquenter les bords, et sont déjà inclinés sur la pente du précipice, ah! puisse ce terrible avertissement les en rappeler! Non, aucun de ceux qui, par leurs travaux, par leurs discours, par leurs écrits, ont dissipé tant d'erreurs, réfuté tant de mensonges, n'aura le malheur de se perdre lui-même, en refusant à l'Eglise l'humble et filiale et complète soumission de son esprit. Ah! que n'ai-je l'accent de ce soldat, père des saints Gervais et Protas, qui, voyant le médecin Ursicinus un instant ébranlé par les tourments, lui cria: « Ursicinus le médecin, toi qui t'employais à guérir les blessures des autres, prends garde de te percer du javelot de la mort éternelle. » *Ursicine medice, qui alios curare solitus es, cave ne te mortis æternæ iaculo conficias.* Raffermi par cette parole, Ursicinus fut fidèle jusqu'à la mort. *Qua voce confirmatus Ursicinus martyrium fortiter subiit* ¹. O vous qui, à l'heure où je parle, seriez vacillants dans vos pensées et dans vos résolutions, vous qui avez plus d'une fois éclairé et soutenu vos frères, entendez la voix qui part de mon cœur, et soyez fidèles jusqu'à la fin dans la confession de la vérité. Par-dessus tout, que la jeunesse chrétienne et lettrée de nos cités obéisse avec amour à la direction paternelle du chef de l'Eglise, et qu'elle n'oublie jamais à quelles conditions elle pourra servir utilement les intérêts de l'Eglise et de la société ².

VI. J'ai prolongé le discours au-delà des limites ordinaires. Vous me le pardonnerez, mes vénérables frères et mes très-chers fils.

¹ Breviar. roman., xxviii april.

² « Cum autem non ignoretis hos incrementa soliditatemque suam a sola mutuari » virtute veritatis, et istam, in rebus ad religionem rectumque spectantibus, ab Ecclesia » tantum et ab huius Sanctæ Sedis documentis hauriri posse, minime dubitamus quin » omnia consilia cœptaque vestra composituri sitis ad doctrinas a Nobis traditas, studio- » seque a conventibus vestris exacturi insidiosam quamlibet illarum interpretationem, et » opinionem quamvis a nativo eorum sensu discrepantem. Ita servietis utiliter causæ » quam propugnandam suscepistis; ita, consistentes in firma petra, secure et facile pro- » figabitis vetera et nova errorum monstra; ita demum de Ecclesia non minus bene » merebitis, quam de civili societate » (Bref de Pie IX au Cercle catholique de Paris, 6 février 1869).

La vingtième station des enfants d'Israel dans le désert fut la station de *Sepher* ou *Arsaphar* ¹, qui veut dire « son de la trompette » ou « signal du combat ². » Cette station, disent les interprètes, est celle où l'on s'anime, où l'on excite son courage, où l'on croit entendre le prophète qui nous crie : « Préparez les armes, prenez vos boucliers, polissez vos lances, excitez les combattants, rassemblez les guerriers. » *Plena igitur roboris ac spiritus hæc mansio est* ³. Puisse, mes vénérables frères et mes très-chers fils en Jésus-Christ, cette vingtième année de notre épiscopat avoir eu pour nous ce caractère. Puisse surtout l'année qui va suivre représenter la vingt et unième station de ces mêmes fils d'Israël, la station d'Arada. *Hæc quoque mansio longis est præconiis recolenda: Arada namque idoneum effectum indicat* ⁴. Oh! oui, puisse cette année être l'année des grandes choses, des grandes conquêtes, l'année des résultats efficaces! Ne faut-il pas quelque coup extraordinaire de la toute-puissante main du Seigneur pour nous sauver d'une situation humainement désespérée, et nous replacer dans des conditions de vie et de durée? Prions donc le Seigneur, par l'entremise de sa très-sainte Mère, afin que ce Concile, dont le monde attend son salut, nous donne tous ses fruits et obtienne toute son efficacité! *Oremus igitur Deum ut nos ad Arada (hoc est, ad idoneum effectum) pervenire, et ibi stationem habere valeamus* ⁵. Amen.

¹ NUMER. XXXIII, 24.

² Arsaphar, tubæ clangor sive tubicinatio est, quod est signum belli (Appendix Opp. S. Ambros., « De XLII mansionibus filiorum Israel »).

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

CCXXXII.

(2 ottobre 1869).

Il suddetto annunzia a monsignor Maret per qual motivo siasi determinato a pubblicare la sua omelia del 28 settembre.

Poitiers, 2 octobre 1869.

Monseigneur,

J'ai reçu la lettre et l'ouvrage que Votre Grandeur m'a fait l'honneur de m'adresser. J'ai entrepris aussitôt la lecture de ces deux volumes, et je puis dire que ç'a été avec la disposition la plus bienveillante.

Si cet écrit eût été adressé seulement aux Pères du Concile à titre de mémoire à consulter, je me serais contenté d'exprimer en particulier mon sentiment à Votre Grandeur. Je lui aurais dit avec simplicité combien, après les excellents chapitres du commencement, le reste de l'ouvrage m'avait paru laisser à désirer dans ses diverses parties, et quant aux arguments, et quant à l'exposé des faits, et quant aux conclusions. J'aurais ajouté que les tendances manifestées dans la préface m'avaient beaucoup contristé.

Votre livre ayant été destiné et livré par vous au public, je n'ai pu retenir mes impressions pénibles, et j'en ai communiqué une partie au clergé de ma ville épiscopale assemblé autour de moi pour une solennité récente. Mon intention formelle était de laisser à cet entretien son caractère intime. L'assistance ecclésiastique devant laquelle j'ai parlé a été unanime à penser qu'il en devait être autrement, et que le reste du clergé diocésain avait intérêt à recevoir communication de mes paroles.

J'ose croire, Monseigneur, que vous ne douterez pas plus de la sincérité de mes intentions que je ne mets en doute votre bonne foi et la pureté de vos vues, et je garde la confiance que vous voudrez bien me croire toujours, avec des sentiments de profond respect et de fraternel dévouement,

Monseigneur,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

† L. - E., évêque de Poitiers.

CCXXXIII.

(3 ottobre 1869).

Lettera pastorale indirizzata al clero della sua diocesi da monsignor Manning, arcivescovo di Westminster, intorno al Concilio ecumenico ed all'infallibilità pontificia.

Vi si tratta largamente delle ragioni che sembrano sconsigliare e di quelle che sembrano favorire, od anche urgentemente richiedere la definizione dommatica di tale infallibilità. Si discutono le varie sentenze messe in campo per oppugnare o difendere l'inerranza del Sommo Pontefice, parlante « *ex cathedra*. » Del resto, definisca o no il Concilio sì fatta verità (il che sinora è ascoso nei segreti di Dio), certo è ch'esso Concilio renderà, in primo luogo, più che mai manifesta la sola alternativa proposta all'umano intelletto: cioè, o razionalismo o fede; secondamente, dimostrerà alle potestà civili del mondo cristiano l'inevitabile avvenire ch'esse stanno ora preparando a se medesime (Versione dall'inglese).

Reverendi e diletti fratelli,

I. EFFETTO DELLA CONVOCAZIONE DEL CONCILIO IN INGHILTERRA ED IN FRANCIA.

Nel pubblicare il 27 del passato maggio le Lettere apostoliche con cui ci viene ingiunto d'invocare in ciascuna Messa il lume dello Spirito Santo per il buon andamento del futuro Concilio ecumenico, io m'astenni dall'aggiungere alcuna parola di mio. Ma ora che si approssima il giorno che sarà mio dovere lasciarvi per qualche tempo, sembra conveniente, e voi forse aspettate, ch'io vi esprima francamente i pensieri destati da questo avvenimento, e le intenzioni secondo le quali dobbiamo pregare.

È stato detto e ridetto da coloro i quali desiderano che ciò che dicono sia vero, che, in passato, la intimazione di un Concilio generale commoveva tutto il mondo, ma a' di nostri è accolta con piena indifferenza. Se così fosse, sarebbe provato il bisogno di un Concilio generale, ed evidente la ragione di convocarlo. Se il mondo cristiano trovasi immerso nel letargo, è tempo che

i medici si riuniscano a consulta. Ma è egli poi vero che il futuro Concilio sia come ignorato? Quale altro avvenimento ha, in questi ultimi due anni, richiamata l'attenzione al pari del Concilio? In qual parte del mondo cristiano fu esso accolto in silenzio? Qual Governo non se n'è occupato? Vi sono state interpellanze nei Parlamenti, circolari diplomatiche, centinaia d'articoli in migliaia di giornali di tutti i paesi d'Europa, discorsi nelle assemblee, libri, opuscoli e lettere inserite nei pubblici fogli dagl'invitati e dai non invitati; è stato, insomma, un commovimento ed un eccitamento universale, non già, a dir vero, entro l'unità della Chiesa cattolica, dove tutto è tranquillo nella forza della quiete e della fiducia, ma al di fuori, nel mondo politico e religioso. La diagnosi del caso è dunque inesatta. Il paziente non è insensibile, anzi è dotato di squisita sensibilità; e se talvolta ei si trova in stato di letargo e inconsapevole della gravità de'suoi mali, è tuttavia desto interamente su quanto avviene intorno a lui e a lui sovrasta per l'avvenire. Egli è vero, infatti, che l'indizione, a modo d'esempio, del Concilio di Trento sorprese la coscienza dell'Europa cristiana mentr'essa era ancora visibilmente unita alla Santa Sede. Gli errori della così detta Riforma già spiegavano la loro azione, e le menti umane eran profondamente commosse da molte passioni. Il maggior numero dei principati civili d'Europa era a quel tempo cattolico, e aveva quindi larga parte in Concilio. Ora però tutto è cambiato. Metà della Germania, la Norvegia, la Svezia, la Danimarca, l'Inghilterra e la Scozia han cessato di esser cattoliche. I principati civili di paesi, la cui popolazione si mantiene totalmente o quasi tutta cattolica, non sono più tali; nè è da aspettarsi che li muova speranza o timore, buona o mala disposizione verso il Concilio, a cui partecipare han rinunciato. Nulladimeno anche tra loro, sì in pubblico come in privato, il futuro Concilio spiega già un'influenza che va sempre crescendo di forza e d'importanza.

Ciò è sì vero, che la questione di sapere chi è stato o non è stato invitato, o chi ha o non ha diritto di sedere in Concilio fu suscitata da parecchi che non appartengono all'unità della Chiesa cattolica. Noi avremmo pensato che tal questione dovesse

risolversi da se medesima. La convocazione del Parlamento è indirizzata unicamente a coloro che ne son membri; e membri del Parlamento sono solamente coloro che rivestono la qualità di sudditi della Corona e trovansi debitamente investiti del diritto di sedervi. La convocazione del Concilio è indirizzata ai Vescovi dell'Unità cattolica, i quali sono soggetti all'autorità della Chiesa e membri del mondiale suo Impero. Con la bolla d'indizione i Vescovi tutti sono, non invitati, ma obbligati ad intervenire. Non è un invito, ma una citazione. Dall'obbligo di presentarsi può sola dispensarli l'Autorità suprema che loro lo impone. È stato erroneamente creduto che le due Lettere apostoliche, la prima delle quali indirizzata ai Vescovi scismatici d'Oriente e la seconda a tutti i protestanti e agli altri acattolici, fossero emanate a fine di attribuire al Concilio un carattere ecumenico. Questo è un errore de' più patenti. Col contenere, o numericamente o moralmente, i Pastori di tutto quanto il gregge sparso per il mondo, soggetti alla Sede apostolica, il Concilio è per ciò solo, *ipso facto*, ecumenico. Quelle due Lettere, adunque, furono indirizzate per sentimento di carità paterna a coloro che un tempo appartenevano, ed ora sventuratamente più non appartengono, all'Unità cattolica. La loro presenza non è necessaria per rendere ecumenico il Concilio: essi sono semplicemente esortati a valersi del momento di riconciliazione e di pace offerto dal radunarsi del Concilio; e tutti indistintamente sotto una sola e medesima condizione, che è quella di riconoscere e sottomettersi alla divina autorità della Chiesa cattolica romana, in virtù della quale il Concilio sta per adunarsi, deliberare ed emanare decreti. Coloro che rivestono il carattere episcopale, impresso validamente in forza d'indubitata consacrazione, saranno, a patto di sottomissione alla divina autorità della Chiesa, ammessi a sedere in Concilio col l'episcopato dell'orbe cattolico. Quindi è che l'invito ha per oggetto in primo luogo la riconciliazione, e poi la verificaione del loro carattere episcopale. I Vescovi delle Chiese d'Oriente, oggi separati dalla Chiesa cattolica, sono senza dubbio per la massima parte consacrati validamente; e, a patto di rinunziare allo scisma e a qualsiasi errore dottrinale, possono ad un tempo

essere reintegrati nel loro grado di Vescovi. V'hanno altri nell'Occidente, che pretendono al carattere episcopale e pretendono eziandio di esser cattolici, come sarebbero i giansenisti de' Paesi Bassi ed altri ancora più vicini a casa nostra. Se costoro credono rivotato ingiustamente in dubbio o negato il loro carattere episcopale, è aperta la via all'esame e alla riparazione. Non appartiene a me il dire quel che la suprema Autorità giudicherà, o no, conveniente di fare. Ma una cosa, almeno, io posso avventurarmi a dire, perchè questa cosa la suprema Autorità l'ha già fatta: essa ha invitato tutti coloro che sono di presente separati dalla sua unità, a profittare di questa occasione. Adducano essi al futuro Concilio quelle cause in cui sia stato loro fatto torto, quelle lagnanze cui non sia stato dato ascolto, quei diritti, ch'essi attribuisconsi e dei quali siano stati spogliati. Trecento anni di contese, di miserie e di scadimento nella fede (per non addentrarci più oltre nelle memorie tenebrose del passato) possono ben volgere un'altra volta i cuori degli uomini verso la Chiesa, in cui credettero e morirono i loro maggiori. Iddio non è glorificato dalle divisioni, nè il nostro divino Maestro onorato dalle contradizioni tra coloro che insegnano in nome di lui. Speriamo, preghiamo, e lavoriamo per l'unità nella verità. V'hanno oggidì molti segni che presagiscono tempi migliori. Per non risalire più indietro di quarant'anni, è sopravvenuto nell'Inghilterra un cambiamento sensibile. Un illustre scrittore francese ha detto che di mezzo alla vecchia Inghilterra, che va dileguandosi, sta sorgendo un'Inghilterra nuova. L'Inghilterra delle leggi penali, della schiavitù e della legislazione disuguale è passata; l'Inghilterra de' nostri giorni ha emancipato gli uomini dalle penalità religiose, ha abolito la schiavitù, e ha dato leggi uguali al popolo di questi regni. Questa nuova Inghilterra con tutte le sue malattie (gravi invero e minacciose, frutto delle colpe de' nostri padri) è, nulladimeno, giusta, leale, benigna e generosa. Dove un tempo regnava il mal volere, cresce oggi la benevolenza; e una reazione ha preso piede in favore di coloro che erano stati ingiuriati e falsamente accusati. Di ciò si hanno prove evidenti da ogni parte, sì nella privata come nella pubblica vita; e da ciò

scaturiranno per l'avvenire tali risultati che l'uom più fidente non s'attenterebbe ora di pure accennare. Potranno, forse, incontrarsi qua e là alcune menti mezzanamente educate, o alcune persone interessate e violente, che mantengono vivo l'antico grido ingiurioso contro la religione cattolica; ma il popolo inglese non reputa ora nè voi nè me idolatri. Vent'anni sono, molti eran quelli che credevano così; ma la luce del giorno e il loro buon senso hanno distrutto questa superstizione. Sanno essi che noi crediamo in molti misteri dell'ordine soprannaturale; ma professano di credere essi stessi in misteri soprannaturali. Non possono chiamar noi superstiziosi o creduli, senza accettare per sè una tale denominazione. Inoltre cominciano ad accorgersi che l'ordine soprannaturale abbisogna di un più solido e stabile fondamento che non sia quello cui posson trovare in mezzo alle molte loro contradizioni; veggono che, in ultima analisi, sono essi razionalmente costretti ad appoggiarsi sulle attestazioni e le testimonianze del cristianesimo. Ma per chi fa testimonianza il cristianesimo? Il tempo di fare appello all'antichità è ormai trascorso. Se il cristianesimo e le Scritture cristiane hanno da esser mantenuti nella controversia contro la critica scettica, è forza invocare la continua e universale testimonianza della Chiesa cattolica. Il convincimento di sì fatta necessità ha operato come un benigno influsso sugli animi di coloro che credono il cristianesimo essere una rivelazione divina, e ispirati i libri della Scrittura; e a me gode l'animo nell'attestare che il popolo inglese è penetrato da una pia credenza in queste due divine verità. Nel dir ciò, io non dimentico il materialismo, l'ignoranza, l'indifferenza, l'ateismo pratico di milioni di persone. Nulladimeno, quantunque orribilmente mutilata e spogliata della sua divina autorità, la tradizione cristiana dell'Inghilterra sopravvive tuttora. Nella comunione anglicana, e tra i non Conformisti, v'hanno milioni che credono con sincerità e con amore in Gesù Cristo, nella persona e nella rendizione di lui; e la loro fede porta nobili frutti. Molti de' loro errori provengono da gelosia per queste medesime verità. Fu un colpo maestro del nemico della verità quello di far loro rigettare le parole e il volere di Gesù Cristo, per gelosia della perso-

na e delle opere di lui. In quella guisa che coloro i quali uccidevano i suoi discepoli stimavan di fare con ciò cosa grata a Dio, così essi rigettarono l'unità e l'autorità della sua Chiesa, i sacramenti ordinati da lui e le dottrine uscite dalle sue labbra, credendo onorare con ciò la persona e la verità di lui. Questa illusione però dello Spirito maligno è stata finalmente smascherata. Le menti sincere e leali riconoscono oggidì che ogni verità di cui mostransi gelosi è minacciata, e in molti animi affatto perduta; ma non possono negare che nella Chiesa cattolica queste medesime verità non sono perdute o minacciate, ma universalmente insegnate e credute in tutta la loro pienezza e precisione. La missione e l'opera della Chiesa cattolica nell'Inghilterra è somigliante a quella di san Paolo in Corinto. In mezzo a gente di squisita civiltà, intelligente, dedita al lusso, raffinata, filosofica e contenziosa, egli predicava « Gesù Cristo, e lui crocifisso. » Chi domandava segni, chi sapienza, chi era incredulo, chi critico, chi andava in cerca di dottrina, d'eloquenza, di logica: egli predicava, affermava e riaffermava poi, come chi è in possesso d'una autorità sorretta dalla coscienza di una missione e d'un messaggio, l'una e l'altro divini. La gente si arrovellava contro la materia insieme e contro il modo, ma più contro il modo che contro la materia del suo insegnamento. Era un'affermazione continua. Essi non volevano persuadersi che la sua divina autorità faceva parte del suo messaggio, e che la divina certezza di ciò ch'egli insegnava era il fondamento di quell'autorità; affinchè la loro « fede non fosse fondata sulla sapienza degli uomini, ma sulla potenza di Dio ¹. » Se il popolo inglese, infatti, crede in « Gesù Cristo, e in lui crocifisso, » noi vedremo ben presto sorgere dalle nostre interminabili confusioni l'unità della fede: imperocchè, per credere in lui, ci bisogna conoscere chi egli è, vale a dire che egli è Dio, consustanziale, coeterno, coeguale al Padre e allo Spirito Santo; per conseguenza ci bisogna conoscere la santissima Trinità, un solo Dio in tre persone; e l'Umanità di lui, quindi la sua Incarnazione, due nature perfette in una sola persona divina,

¹ I COR. II, 5.

e perciò anche la dignità della benedetta sua Madre, come madre di Dio. Ci bisogna altresì credere ciò ch'egli ha fatto per noi, che è quanto dire la redenzione col suo preziosissimo sangue; ciò ch'egli ci ha insegnato, ossia l'intera, non dimezzata, verità che ci ebbe rivelata; e ciò ch'egli ci ha comandato, ossia tutte le istituzioni e i precetti della sua legge morale e positiva. Tutti questi quattro gruppi di verità sono contenuti nella conoscenza di « Gesù Cristo, e di lui crocifisso. » Di nessuno può dirsi che lo conosca, il quale non sappia chi egli è, quel ch'egli ha fatto, quel ch'egli ha insegnato, quel ch'egli ha comandato; ma nessuno può queste cose sapere, il quale non conosca la dottrina della santissima Trinità, l'Incarnazione, tutta quanta la dottrina della fede, tutto quanto l'ordinamento della Chiesa, la sua unità ed autorità, la istituzione dei santi Sacramenti con tutta la grazia che conferiscono e con gli obblighi che impongono. Ma questo è conoscere la cattolica fede e la cattolica Chiesa; e non sì tosto saranno gli uomini ritornati tranquilli e sinceri, non sì tosto si saranno acquietate le tempeste e le passioni di trecento anni, essi si accorgeranno che nella loro fretta e nelle loro illusioni offendevano Colui che protestavano di onorare, e distruggevano l'opera di Colui, al quale desideravano servire.

Negli ultimi trent'anni v'è stato nell'opinione dell'Inghilterra un tale risveglio, quale non fu mai nel corso di tre secoli. V'è un sentimento di perdita e di privazione, un imparziale riconoscimento del male fatto dai così detti riformatori, un desiderio di ristabilire ciò che è stato rovesciato, una dolorosa coscienza di divisione, contenzione e incertezza, una convinzione dell'esser tali cose contrarie alla volontà e al comando del nostro divino Maestro, un'aspirazione all'unità, una fame di verità, un intenso desiderio del ritorno della Presenza divina che dimorava un tempo nelle antiche chiese d'Inghilterra. Oltre a ciò, v'ha un convincimento che la Chiesa di Gesù Cristo non può rimanere imprigionata tra quattro mari, che essa riempie il mondo, e che la cristianità insulare dell'Inghilterra, anco se fosse perfettamente unita in se stessa, non potrebbe vivere a lungo, se disgiunta dal mondo cristiano. La dilatazione dell'Impero britannico e l'esten-

sione dell'anglicanismo alle colonie, hanno ancora più potentemente risvegliato sì fatta aspirazione verso una più alta unità. Dovunque vada la religione insulare dell'Inghilterra, si trova innanzi ad una Chiesa e ad una Fede che comprendono isole e continenti e tutto quanto il mondo nella loro inviolata unità. Le colonie della Gran Bretagna hanno un'azione potente, sì in politica come in religione, sulla madre patria. Esse esercitano e rispettivamente subiscono un'influenza che modificherà profondamente e renderà tutto quanto l'Impero britannico conforme ad un tipo non già del passato, ma dell'avvenire. La madre patria ha impresso la sua impronta sulle colonie; le colonie stanno ora tacitamente ma sicuramente trasformando la madre patria nella loro propria somiglianza. Ma nè l'una nè le altre, in ultimo, prevarranno. Un'altra imagine e somiglianza sta per ritornare in ambedue. I grandi principii, gli assiomi e le massime delle nostre leggi inglesi, derivati dai tempi cattolici e dalla cattolica Chiesa, formano il fondamento imperituro del nostro ordinamento politico. Essi sono stati trasportati in mezzo alle nostre colonie, ed hanno riprodotto in tutte le nostre dipendenze una vita politica e sociale, omogenea alla nostra. Questa unità di principii capitali sembrerebbe promettere all'Impero britannico un avvenire di stabilità e di durata, sol che venisse saviamente tolta via l'insulare ristrettezza dell'Inghilterra. La legislazione religiosa dei Tudor, che per lo spazio di trecent'anni ha afflitto l'Inghilterra e perseguitato l'Irlanda, non è mai riuscita a stabilirsi nelle nostre colonie. Quivi la Chiesa cattolica è stata sempre più libera di quel che non lo sia, anche al presente, in Inghilterra e in Irlanda. L'abolizione degli statuti dei Tudor è certa come è certo il levar del sole di domani. In Irlanda è già avvenuta: in Inghilterra non tarderà lungamente. Un più largo e più vivo spirito di giustizia e di carità sta per ispezzare i ceppi che l'umana violenza impose alla libertà della fede divina. Di ciò le nostre colonie diedero l'esempio, e la madre patria deve inevitabilmente seguirlo. Parve una proposizione paradossale e provocante la nostra, quando dicemmo che san Tommaso di Canterbury sta per racquistare il suo dominio sui cuori degl'inglesi: ma nulla è più vero di ciò. Egli diè la vita per le

libertà della Chiesa; e le libertà della Chiesa, in qualunque modo possano essere incorporate in qualche causa particolare che si discuta, si risolvon da ultimo, e necessariamente, in questi due principii o assiomi di fede: l'uno, che nessuna autorità umana di re, principi, Parlamenti o leggi umane può frammettersi tra l'anima e Dio; l'altro, che questa perfetta libertà dell'anima nella fede è derivata da Dio, ed ha per suo testimonio, guida e custode la divina autorità della sua Chiesa. Il popolo inglese ha per lungo tempo professata la prima di tali verità. Anche la religione stabilita, di cui tutta la storia è in contradizione con questo principio, continuamente l'afferma. Una metà del popolo inglese l'ha sostenuta coll'affrontare le leggi penali, le catene e la morte. Questa profonda convinzione è stata quella che ha contribuito ad abolire la Chiesa ufficiale in Irlanda. L'azione riunita delle colonie, dell'Irlanda e di mezza popolazione della Gran Bretagna abolirà inevitabilmente, e da qui a non molto, la religione di Stato nell'Inghilterra. L'Impero britannico allora, sì nella sua vita politica come nella religiosa, spezzerà i suoi ceppi e si ricostituirà sopra una base più vasta che non sia la superficie dei nostri quattro mari. Qual sarà allora la fede e quale l'unità proporzionata a sì fatto Impero, non è difficile prevedere. Persino il dispotismo russo è impotente a mantenere l'unità della Chiesa greca. Metà della popolazione russa dissente dalla religione stabilita. Concessa una volta la libertà della fede, niun'altra Chiesa potrebbe a lungo sostenersi, tranne quella che è fonte, guida e custode della libertà della fede. A render ciò manifesto a tutto il mondo, il Capo divino della Chiesa sembra regolarne i destini per modo che i due campi principali del potere di lei e della sua dilatazione debbano essere l'Impero britannico e gli Stati Uniti. In questi due vasti campi d'intensa attività intellettuale e di veeemente energia di volere, un Episcopato composto di ben cento-settanta Vescovi governa le più unite, le più vigorose e le più feconde Missioni che possano mai trovarsi nel mondo intero. Io non so come altri possa aver giudicato l'assemblea dei Vescovi anglicani d'Inghilterra e d'America, tenuta due anni or sono. Certo è che qualche cosa deve aver provocato la critica tanto del loro

proprio gregge quanto di altri. Ma questo era per me un argomento di speranza. Era una prova evidente del desiderio di unità che opera in varii modi da ciascuna parte. Essi, non v'ha dubbio, desideravano restringere sì fatta unione entro il loro proprio sistema; ma sentivano che l'insulare ristrettezza dell'Inghilterra non è sufficiente all'uopo. Essi chiamarono a prendervi parte l'America e le colonie. Questo solo diè prova d'un più esteso desiderio e d'una più alta aspirazione, che tuttavia una simile assemblea non può giammai soddisfare. Ciò diede un grande impulso a coloro che hanno pregato per la riunione. Questi non esitano a dichiarare che l'America e l'Australia non sono bastanti senza l'Europa cattolica; e che neppure Costantinopoli è bastante senza Roma. Tali idee sono state gettate alla rinfusa; e dove sono manifestate, hanno ispirato in migliaia di cuori, in ogni parte dell'Inghilterra e dovunque vige il sistema anglicano, desiderii e preghiere che nulla può estinguere, nulla può trattenerne. Esse lavoreranno in silenzio con una potenza che non è solo dell'uomo, apparecchiando un tempo in cui coloro che sono separati dalla sola unità di fondazione divina rimarranno irresistibilmente assorbiti dal suo potere e dalla sua grazia soprannaturale.

Egli è certo, adunque, che in Inghilterra la convocazione di un Concilio generale è venuta in un tempo in cui le menti degli uomini vi sono specialmente preparate. Ancorchè essi fossero stati silenziosi, non sarebbe stato il silenzio dell'indifferenza. Ma silenzio non v'ebbe. Tanto in pubblico quanto in privato, tanto colle parole quanto cogli scritti, è stato mostrato un serio e rispettoso interesse.

Ma in questo paese l'interesse destato dal Concilio riguarda principalmente, se non del tutto, le sue attenenze colla religione. In Francia, oltre a ciò, l'interesse principale deriva forse dalle sue attenenze colla politica. Le discussioni avvenute nel mese di luglio del passato anno nel Corpo legislativo dimostrano quanto profondamente gli animi non de' soli cattolici, ma de' politici puri, siano commossi dalla previsione di ciò che sia per decretare il Concilio. In un momento di fretta e di precipitazione, alcuni scrittori e politici francesi hanno interpretate le condanne contenute

nel Sillabo come una condanna dei principii del 1789. Ciò basta a far levare il più alto rumore. Ma è egli ben fatto dare per certo e far credere a noi, che siamo lontani, essere i principii del 1789 tali che la teologia e la morale della Chiesa cristiana debbano condannarli? Noi desidereremmo invece di credere, se è possibile, che quei principii, quantunque portanti le tracce d'un periodo d'eccitamento piuttosto che quelle d'un pensare tranquillo e misurato, siano in qualche modo conciliabili con le grandi leggi di moralità politica che servono di base all'umano consorzio, e siano consacrati dalla sanzione del mondo cristiano. Sarei dolente di dover credere che nella costituzione politica del gran popolo francese si trovi alcuna cosa indelebilmente impressa, la quale stia in contradizione col sistema intellettuale e morale della Chiesa cattolica.

Nel toccar questo punto cotanto caro a quell'illustre nazione, come pure nel toccar novamente da qui innanzi un altro argomento relativo alla storia del 1682, io mi asterrò, quanto mi sarà possibile, dall'usare parole di mio, per tema di non incorrere inconsapevolmente nella colpa appostami di recente (a torto, io credo, e senza motivo) da uno scrittore francese; quella cioè di recare in alcun modo anche la più leggera offesa alla dignità della Francia. In ambedue i casi io userò le parole stesse di figli affezionati ed illustri di quel gran popolo. Il principe di Broglie, parlando delle divergenze tra la Chiesa e la società moderna, divergenze così assiduamente proclamate da coloro che vorrebbero esclusa la Chiesa dall'ordine politico, dice che la Chiesa cattolica è stata in relazione colla civil società da diciotto secoli a questa parte in tutti i paesi: « da Costantino a Carlomagno, da Carlomagno a Carlo V, da Carlo V a Luigi XIV, da Luigi XIV all'89. » « Perchè, dunque, vi dev'essere una sola data, il 1789, in cui questo spirito di conciliazione del cristianesimo sarebbe mancato, e una sola società, la nostra e quelle che la imitano, la quale sarebbe tenuta a far divorzio da esso per incompatibilità di carattere?... Nel riflettere a questo fatto singolare, che è il vero problema de' nostri tempi, io non posso attribuirlo ad altra causa se non che all'astratto e filosofico carattere che la società fran-

cese, per l'organo de'suoi diversi legislatori dal 1789 a questa parte, ha sempre cercato di dare ai principii su cui è costituita. » La Francia, ei soggiunge, è l'unica nazione che si sia assunto il generoso ma ardito incarico di lavorare *non per una nazione in particolare, ma per tutta quanta l'umana famiglia; non per un solo tempo, ma per tutti.* « L'unica cosa ch'io mi farò lecito di far notare si è, che appunto questo carattere filosofico, scolpito in tutte le nostre leggi e da queste passato ne' nostri costumi e nel nostro linguaggio, porta seco una complicazione, fin qui senza esempio, nelle relazioni di uno Stato e di una società colla religione cristiana, ed anche con qualunque altra religione. » « Il riconoscere i principii del 1789 col carattere di obbligo universale ch'essi si arrogano, è lo stesso che aggiungere un'appendice al Catechismo, e dieci o dodici articoli al Credo. » « La Rivoluzione francese, col farsi filosofessa, metafisica e quasi teologa, ha invaso il dominio spirituale. È una Chiesa che essa oppone alla Chiesa, e un nuovo cattolicesimo che essa intende sostituire al vecchio, od associarlo con lui. Un concordato non basta più; più d'un Concilio ci vorrebbe per compiere sì fatta operazione. Tale è, a senso mio, il nodo vero della divergenza che persiste tra la società francese e la Chiesa. La nostra società non si contenta, come tutte quelle che l'han preceduta, di chiedere ai fedeli e a' loro Pastori che paghino le tasse, osservino le leggi, prestino il loro concorso all'azione regolare dei pubblici poteri; essa esige da loro intorno a certi punti di dottrina, come sarebbero l'origine della sovranità, la libertà del pensiero e la naturale eguaglianza degli uomini, una vera professione di fede, accompagnata con un'*amende honorable* per ogni adesione, che, in altri luoghi e in altri tempi, abbia essa potuto dare a dottrine contrarie. » « Non deve affatto recar sorpresa che una grande istituzione, la quale ha cura delle anime in tutto il mondo, esiti a impegnarsi verso un simbolo d'idee così ancora mancante di precisione da accomodarsi in un periodo di cinquant'anni alla Costituzione del 91, alla Carta del 1830 e al *plebiscito* del 1862. »

Lo scrittore mette poscia in vista l'ambiguità e l'incertezza di un documento che può venire interpretato in quattro o cinque

modi. « È egli, in realtà, lo stesso principio che si presta a due applicazioni così contrarie l'una all'altra? E in materia di libertà religiosa, quanti commenti non si sono mai avuti! C'è l'interpretazione *amministrativa*, la quale non riconosce altri culti fuor quelli de' quali lo Stato paga i capi e regola la costituzione legale . . . ; c'è l'interpretazione *liberale*, che rispetta molto più i diritti degl'individui . . . ; vi ha, infine, l'interpretazione *rivoluzionaria*, che lascia libero il campo a tutte le aberrazioni della mente . . . : altrettante scuole, raccoglientisi tutte sotto la denominazione comune di libertà del pensiero, ma i cui dottori e discepoli, intolleranti abbastanza gli uni verso gli altri, pretendono esclusivamente all'ortodossia. »

« Ponete col pensiero in faccia dei nostri elementi sociali, ancora in effervescenza e in contrasto, quel vecchio potere, posante sulla base inconcussa di un domma nettamente definito, il quale ha veduto ammucchiarsi sotto i suoi piedi le rovine di cento popoli e la polvere di venti secoli. » Egli quindi figura un dialogo « tra quell'antico potere spirituale e gl'impazienti figli della moderna Francia. » « Che cosa chiedete da me? sembra dir loro. Di vivere in pace co' vostri Governi? Ma io ho già firmato con essi più d'un Concordato, e non son io quegli che desideri infrangerli. Di non predicare l'insurrezione contro le vostre leggi? Ma io non fomento in nessun luogo la rivoluzione. Volete, dunque, ch'io riconosca quelle leggi come il compimento del progresso sociale, e le proponga come tali all'imitazione del mondo intero e all'ammirazione delle generazioni avvenire? Questo è ciò che non otterrete giammai da me. Parlatemi di carità, di necessità, di equità, d'accettazione di fatti compiuti, di rispetto a diritti acquisiti: io vi ascolto e vi comprendo. Ma non venite a ragionarmi nè d'ideale nè di assoluto; perocchè altro ideale non vi sarà per me fuori dell'avvenire celeste che sto aspettando, e l'assoluto, agli occhi miei, è la verità ch'io rappresento. » « Qui si tocca col dito il fondo stesso della discussione. Se la società francese consente di esser presa, del pari che tutte quelle che la precedettero, come un miscuglio di bene e di male, imperfetto come tutte le cose umane, la pace colla Chiesa sarà fatta, se non lo è già a quest'ora.

Ma se ciò che domanda è d'esser consacrata, e poco meno che canonizzata, io dubito forte che possa ottenere un simil favore. Tutti gli avvocati del mondo, abili o ardenti, appassionati o valenti, uomini di Stato e settari, sprecheranno in ciò le loro fatiche e la loro eloquenza ¹. »

Queste ponderate e significative parole sono bastanti ad accertare chiechessia quanto siano infondati e vani i timori dei politici in Francia che il Concilio ecumenico sia per decretare alcun che d'incompatibile colle vere basi della civil società. E certamente nessun politico francese vorrà ammettere che i principii del 1789 si allontanino da quelle basi di diritto politico. Abbiamo, pur tuttavia, una prova che ha ora assunto il carattere di un fatto storico assai commovente. Dieci anni or sono, un giovine prete francese, professore di storia ecclesiastica nel seminario di Langres, per nome Leone Godard, pubblicava un breve trattato circa « I principii dell'89 e la dottrina cattolica. » Scopo del suo lavoro era quello di rimuovere, se fosse possibile, la supposta contraddizione tra i principii del 1789 e i principii della Chiesa cristiana: savio e caritatevole proponimento cui siamo tutti quotidianamente invitati, dirò anzi provocati, dalle alterne espressioni di dubbio e di sfida che ci vengono rivolte da amici e da nemici. Trattandosi di materia così difficile e così pregiudicata dalle umane passioni, non fa meraviglia che un buono e giovine prete possa avere scritto in modo da esporsi a censure non ingiuste. Con vero spirito di cattolico e di cristiano, ci fece immediatamente ricorso alla Santa Sede, sottoponendo a correzione sè e la sua Opera. Il libro fu dall'autorità suprema sottoposto ad esame; e un'edizione di esso, corretta e aumentata, uscì alla luce in Parigi nel 1862 con autorizzazione dei censori romani ed una paterna e consolante lettera del vescovo di Langres. In quella lettera sono riportate le parole del presidente dei teologi romani, indirizzate al Vescovo. Esse suonano come segue: « Quest'Opera, assoggettata a severo esame da alcuni teologi romani, fu da essi

¹ « Revue des deux Mondes, » février 1869. « Le Christianisme et la Société, » p. 546-553, par Albert de Broglie.

riconosciuta non insegnare alcun che di contrario ai dommi della fede cattolica; il perchè giudicarono che può essere pubblicata. » Io rammento di aver veduto una volta il signor Leone Godard a Roma, mentre il suo libro stava esaminandosi. Egli portava visibilmente impressi sulla sua fisionomia i segni di cattiva salute e di animo ansioso. Sapendo quanto egli aveva sofferto per le censure ond'era stato oggetto, io non potei trattenermi dall'esprimergli la simpatia che ogni cattolico prova verso coloro che offrono un sì nobile esempio di sincerità e di sommissione. Di lì a non molto, giunse notizia che Leone Godard era partito per un mondo ove nessuna nube si stende più sulla verità, ove nessuna diffidenza regna più tra i servi di Dio. Sul fine della sua opera, il signor Leone Godard scrive: « Questa è la nostra professione di fede rispetto ai principii dell'89. Noi crediamo che essi non contradicano ad alcuna decisione della Chiesa cattolica, apostolica, romana, al cui giudizio ci sottomettiamo senz'alcuna riserva; e siamo convinti che, sotto il riguardo delle opinioni, sono essi in armonia col sentimento de' più riputati dottori della Chiesa e delle scuole. » « Se, dunque, la nostra penna non ha male espressi i nostri pensieri, ognuno vedrà, non avere le nostre dottrine nulla di comune con quelle del falso liberalismo. » « Noi manterremo i principii dell'89 scritti nella Costituzione del nostro paese, ma con tutte le spiegazioni che abbiamo date, e che nessuno ha diritto di respingere, perocchè, come abbiamo già detto, il periodo dell'89 è un periodo a doppia faccia, l'una buona, l'altra cattiva; l'una liberale nel senso legittimo della parola, l'altra rivoluzionaria. La tattica de' nostri avversari consiste nello spingerci a rinnegare completamente questa data, per accusarci in pari tempo di desiderare il ristabilimento dell'*ancien régime* con tutti i suoi abusi, e la sovversione delle nostre leggi vigenti. Questa tattica però noi manderemo a vuoto, e non cederemo neppure un pollice del terreno che abbiamo il vantaggio di difendere e il diritto di conservare ¹. »

¹ « Les Principes de 89, et la doctrine catholique, par l'abbé Léon Godard. » Lecoffre, Paris, 1863.

Il libro del signor Leone Godard varrà potentemente ad acquare i timori e a rettificare le non giuste interpretazioni di certi uomini di Stato e scrittori politici di Francia. Esso dimostrerà che nè il Concilio nè il Sillabo, purchè interpretati non dai singoli individui, ma dalla Santa Sede, debbono cagionare le apprensioni (meglio dirò, per usare una parola volgare, gli spauracchi) che in certe regioni di presente si manifestano.

II. DELLA OPPORTUNITÀ DI DEFINIRE L'INFALLIBILITÀ PONTIFICIA.

Finquì i nostri argomenti sono stati ovvii, e la nostra via facile e piana. Ma ora ci avviciniamo a materie, sulle quali non è possibile nè serbare il silenzio nè avventurare un giudizio definitivo. Intendo parlare dei temi, di cui dovrà occuparsi il Concilio ecumenico. Voi già ben sapete che le Commissioni preparatorie sono in numero di sette, e che le materie ripartite tra loro comprendono fede, filosofia, disciplina, relazioni della Chiesa colla civil società, educazione, e via scorrendo.

Abbiamo udito da tutte le parti ripetere che il Concilio definirà tale e tal altra dottrina come dottrina di fede; e siamo poi anche accertati che la moderazione di uomini savi impedirà certe tali definizioni. Apprendiamo, principalmente invero da coloro che trovansi fuori dell'unità della Chiesa, ma sulla fede di pretese comunicazioni de' più dotti ed illustri non meno che dei più savi e moderati tra i Vescovi e teologi della Chiesa cattolica, quali saranno gli argomenti discussi, e quali i non discussi dal Concilio ecumenico.

Non credo aver bisogno di dirvi, reverendi e dilette fratelli, che tutte queste assicurazioni fiduciose sono ridicole illusioni. Nessuno, tranne coloro che sono ammessi alle operazioni preparatorie del Concilio, sa ciò che ora si sta apparecchiando; e questi sono tutti vincolati dal segreto pontificio. Da questi, nulla può manifestarsi; dagli altri, nulla sapersi. Come dice sant'Agostino: *Nemo dare potest quod non habet*. Poniamo, dunque, da banda tutte queste confidenziali comunicazioni.

Ma, indipendentemente da ciò, coloro che credono, come noi

crediamo, che un Concilio ecumenico delibera e decreta in virtù di un'assistenza sulla quale non possono prevalere nè umani partiti, nè calcolo politico, nè privati interessi, nè rivalità contenziose, nè umani errori, non avranno apprensioni quanto al risultato, nè sinistre prevenzioni da esprimere. Se il Concilio decida in opposizione ai loro previi giudizi, dovranno rallegrarsi di esser corretti dalla sua guida infallibile; se si astenga dal pronunciarsi su materie intorno alle quali avrebbero in precedenza reputata opportuna o anche necessaria una decisione, sottometteranno con tutto il cuore il loro giudizio, e crederanno che quella decisione sarebbe stata non pure non necessaria, ma nemmeno opportuna. In questo sentimento di perfetta sottomissione, derivante dalla fede nella perpetua ed infallibile assistenza dello Spirito Santo, tutti i cattolici aspetteranno il risultato finale del primo Concilio Vaticano. Tutta questa viva ansietà circa i suoi decreti si conviene soltanto ad animi avvezzi alle contese di assemblee soggette ad errare, o alle discussioni di Parlamenti dove i partiti decidono delle sorti della giornata. Ma per coloro che credono con indubbia fede che gli atti del prossimo Concilio, qualunque siano per essere, saranno non solo infallibilmente veri, ma savi e opportuni, e che il risultato, qualunque sia per essere, stabilirà una regola di fede in materia di credenza, e una regola di pensare e giudicare in materia di prudenza, non vi può essere nè ansietà nè desiderio impellente di tale o tal altro risultato. Essi si terranno in un tranquillo equilibrio di mente e di volontà, pronti ad accettare senza esitazione e con gioia, come il più savio e il migliore, qualunque decreto venga emanato. *Colui che crede, non abbia fretta* ¹.

Con questa disposizione d'intelletto e questa sottomissione di volontà, io posso ora addentrarmi nel soggetto precipuo della lettera pastorale da me indirizzatavi due anni or sono nell'occasione del centenario di san Pietro; ma, nel far ciò, sarà mia cura di porvi innanzi gli argomenti addotti *hinc inde* da ambe le parti. Ci è stato ripetutamente detto in questi ultimi giorni che uno dei

¹ Is. xxviii, 16.

punti da definirsi dal Concilio sarà l'infallibilità del Papa. Chi ce lo dice sono principalmente coloro che, trovandosi fuori dell'unità della Chiesa, credono falsa una tale dottrina; e si fondano sopra ragioni dedotte, siccome allegano, da pochi e rari cattolici, i quali non credono vera tale dottrina, o da cattolici che, pur credendola vera, sono d'avviso non sia opportuno il definirla.

Con quelli i quali sono fuori della Chiesa, noi non abbiamo nulla che vedere. Neppure vogliamo ora occuparci di un pugno di cattolici, che non credono nell'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo quando parla *ex cathedra*. L'opinione però di coloro che credono vera la dottrina, ma inopportuno il definirla, merita un esame pieno ed attento. Noi quindi prendiamo a farlo, col cuore prontissimo ad accettare qualsivoglia decisione sia per emanare dalla suprema autorità della Chiesa.

Una volta per sempre, lasciate ch'io vi ripeta che ora noi non siamo qui per esaminare le ragioni messe innanzi ad affermare o negare la verità della proposizione « che il Vicario di Gesù Cristo, allorchè parla *ex cathedra* in materia di fede e di morale, non può errare; » ma sì per esaminare, presupposto per ora la verità inconcussa di sì fatta proposizione, se sia opportuno, vale a dire tempestivo, prudente e convenevole il definirla.

1. — *Ragioni contro la definizione.*

1. Può dirsi che niuna ragione necessaria o urgente esiste oggi di promulgare tal definizione, poichè l'intero Episcopato e tutto quanto il sacerdozio della Chiesa cattolica, tranne alcuni pochi, insieme coll'intero corpo dei fedeli, hanno sempre, anco di questi tempi, accolto con venerazione, docilità e gioia le decisioni dottrinali pubblicate dai Sommi Pontefici, e di recente da Pio IX.

2. Che, per la determinazione di ogni controversia e la soluzione di ogni dubbio, basta il decreto del Concilio di Firenze, concernente la suprema autorità del romano Pontefice siccome dottore universale, insieme alla professione di fede ingiunta da Pio IV conforme la mente del Concilio di Trento.

3. Che, a fine di decidere e determinar con pienezza e precisione cotal questione, non basterebbe dichiarar semplicemente che il Papa è infallibile; ma sarebbe al tempo stesso necessario dichiarare, e ciò con decreto dommatico, la forma ed il modo con cui dee rendersi manifesta l'infallibilità del romano Pontefice: questione ardua, la quale avvolgerebbe in molte complicazioni nuove e gravi l'autorità della Santa Sede.

4. Che il fare una simile definizione incontrerebbe questa intrinseca difficoltà. Dato il caso che i Vescovi non fossero unanimi, a qual partito converrebbe appigliarsi? Dato poi l'altro caso che fossero unanimi in dichiarare l'infallibilità del romano Pontefice come dottrina rivelata da Gesù Cristo e sempre ed in tutte le Chiese tradizionalmente insegnata e creduta; non sembrerebbero essi, nell'atto stesso di definire il domma, dichiarare con ciò non essere inerente all'Episcopato l'autorità di definire dommi di fede?

5. Che una tal definizione, oltre all'essere di dubbia utilità, allontanerebbe piuttosto la speranza di riunione delle Chiese orientali colla Santa Sede, perchè l'indole de' greci e degli Orientali è tale che ripugna ad ogni novità di parola. Nessuno ignora quanto serie e interminabili controversie destasse la semplice parola *Filioque*. Il perchè, nella professione di fede prescritta da Gregorio XIII per i greci, e da Urbano VIII e Benedetto XIV per gli altri Orientali, furono ritenute le vere e proprie parole del decreto fiorentino, senza cambiamento od aggiunta di sorta.

6. Che una tal definizione ritarderebbe pur anco il ritorno, tanto da noi desiderato, dei protestanti all'unità della Chiesa; essendochè il nuovo domma ecciterebbe e avvalorerebbe in una gran parte di essi un pregiudizio contro la Chiesa cattolica, specialmente contro il romano Pontefice, e renderebbe quindi assai più difficile per loro l'intendere ed abbracciare la fede, destando in essi il sospetto che la dottrina dell'infallibilità del Papa sia una novità affatto sconosciuta nei primi secoli.

7. Che una simil questione, rispetto alla quale non è nient'affatto certo che vi sia necessità di definirla, potrebbe forse dar luogo a divergenze tra i Vescovi, i quali sono ora un'anima sola

e un solo cuore nella venerazione ed ubbidienza alla Santa Sede: risultato che sarebbe de' più disastrosi.

8. Che non è impossibile che il definire l'infallibilità del Papa sia cagione di dubbi o, quel ch'è peggio, di dissensioni tra cattolici per altra parte integri, e interamente e di buon grado sommessi per convinzione all'autorità della Chiesa; e ciò perchè certi fatti e documenti storici non sono per anco a sufficienza spiegati; cosicchè in più d'un paese le menti non sono ancora sufficientemente preparate a sì fatta definizione.

9. Che il nuovo decreto non sarebbe un rimedio contro la perversità e pertinacia di quei pochi che rigettano le decisioni del sovrano Pontefice, e appellano da esse ad un Concilio generale, come a giudice unico nelle controversie; essendochè le loro aberrazioni provengano non da errore di giudizio, ma da perversità d'animo. L'infallibile autorità dell'onnipotente Iddio non vale a trattenerli dal rigettare la verità ch'egli ha insegnate, e dal seguire i loro propri errori. « Essi hanno Mosè e i profeti: che gli ascoltino! Se non gli ascoltano, neppur crederanno » alle definizioni della Chiesa. Passa inoltre un divario tra la definizione dell'infallibilità del Papa e quella di qualunque altra cristiana dottrina. Nel secondo caso, l'autorità della Chiesa può esser bastevole a dissipare ogni dubbio. Nel primo, è questa stessa autorità, principio e fonte di ogni certezza in materia di fede, che è in questione. Non sarebb'egli, per conseguenza, partito più prudente l'aver riguardo alla debolezza di coloro che non sono ancora in grado di sopportare una definizione, la quale, se da alcuni riputata utile, da nessuno però è giudicata necessaria? Questo modo di procedere non sarebb'egli a noi raccomandato dall'esempio di nostro Signore e degli Apostoli?

10. Che è da temere come, in conseguenza di un pervertimento del vero senso di sì fatto decreto, possa taluno essere indotto a disconoscere e disprezzare l'autorità conferita da nostro Signore ai Vescovi, specialmente nella condanna di opinioni temerarie e perniciose in fatto di filosofia e di teologia.

11. Che è da temere altresì che i Vescovi (dei quali, da alcuni anni a questa parte, l'Autorità apostolica ha stimolato l'attività,

affinchè non riferiscano direttamente a Roma sopra ogni dubbio intorno a libri o materie, di cui incombe loro il pronunziar giudizio) abbiano per tal definizione da diventar più restii nell'esercizio del loro ufficio episcopale di giudici di dottrina.

12. Che da sì fatta definizione non tarderebbe probabilmente, per l'indole dell'umana natura, a scaturire la conseguenza che non solo quei punti di dottrina intorno a' quali si richiede la suprema decisione della Chiesa, ma eziandio molti altri affari sarebbero spediti a Roma per esser quivi giudicati, decisi e risolti; di guisa che tutto affluirebbe al centro dell'unità. E per quanto sia grande l'erudizione, l'esperienza, la giustizia, la prudenza e l'autorità delle Congregazioni romane, un tal sistema non conferirebbe al benessere della Chiesa universale; perchè la Chiesa, come insegna lo Spirito Santo, è un corpo, e la salute d'un corpo dipende dalla forza e dal movimento di tutte e singole le sue membra. « Se tutti fossero un membro, dove sarebbe il corpo ¹? » Nessuno dubita che il membro principale del corpo sia il capo, e che in questo, come nel suo centro e nella sua sede, risegga la forza vitale; e contuttociò nessuno dirà che l'anima risegga nel solo capo, la quale è piuttosto diffusa per entro le membra di tutto il corpo, siccome sua forma.

Queste sono, adunque, le ragioni per cui si crede che non sarebbe opportuna una decisione dommatica dell'infallibilità del Papa. Basti quello che è stato già dichiarato e creduto da tutti; che cioè la Chiesa, o adunata in Concilio o dispersa pel mondo, ma sempre una nel successore di Pietro, è sempre infallibile, e che il Sommo Pontefice, conformemente alle parole del Concilio di Firenze, è « il maestro di tutta la Chiesa e di tutti i cristiani. » Ma quanto al dono misterioso d'infallibilità, largito da Dio all'Episcopato in unione col Papa e nel tempo stesso largito in modo speciale al Sommo Pontefice, dono in virtù del quale la Chiesa, o in un Concilio ecumenico o per mezzo del Papa senza Concilio, custodisce ed interpreta le verità rivelate; non è conveniente il fare ulteriori dichiarazioni, eccetto il caso che una di-

¹ I COR. XII, 19.

mostrata necessità lo richiegga, la qual necessità presentemente non esiste.

2. — *Risposte alle ragioni addotte contro la definizione.*

Dall'altra parte si oppone:

1. Che se l'Episcopato, il sacerdozio ed il popolo sono, salvo così poche eccezioni, unanimi nel ricevere con sommissione ed assenso gli atti pontificii, non solo non vi sarebbe pericolo nel promulgare un tale decreto, ma tutti si rallegrerebbero del veder giustificata da una definizione autorevole la ragion formale della sottomissione cattolica. Che se poi il numero di coloro che negassero di sottomettersi fosse più esteso, resterebbe per ciò solo provata la necessità di dichiarare la verità.

2. Che il decreto del Concilio di Firenze dovreb'essere sufficiente e lo sarebbe veramente, se non fosse male interpretato da coloro che negano l'infallibilità del Sommo Pontefice parlante *ex cathedra*. L'esistenza di questa mala interpretazione da parte dei gallicani e degli anglicani dimostra che quel decreto non è sufficiente.

3. Che la dottrina dell'infallibilità del Papa, professata, come vien riferito, da tutti, salvo un picciol numero, va già soggetta a questioni risguardanti la forma ed il modo del suo esercizio. Ora, tali questioni non diventeranno men chiare con l'esser definite; e, divenendo più chiare, le complicazioni che ora nascono dalla mancanza di un'esplicita dichiarazione saranno evitate. Erroree o dubbie opinioni possono dar luogo a difficoltà; laddove la verità tanto più esclude il dubbio e l'oscurità, quanto più precisamente è definita.

4. Che se i Vescovi non fossero unanimi quanto all'emettere una definizione, niun dubbio che la prudenza del Concilio saprebbe a qual partito appigliarsi. Il Concilio di Trento non definì l'immacolata Concezione. Arrivò fino all'ultimo limite, ma non procedè più innanzi. Se i Vescovi fossero unanimi nel dichiarare le prerogative del Capo della Chiesa, non abdicerebbero per ciò nè si spoglierebbero d'alcuno dei privilegi o prerogative divinamente

largite all'Episcopato. Le divine prerogative della Chiesa non si fan guerra l'una coll'altra. Gli Apostoli non cessarono d'essere infallibili per esser tale il loro Capo. L'infallibilità della Chiesa non iscema punto l'infallibilità dei Concili. Le doti del corpo sono le prerogative del capo, e sì le une come le altre hanno la loro propria sfera e il loro pieno e legittimo esercizio. Niun Vescovo di per sè è infallibile, nè tutto quanto l'Episcopato è infallibile senza il suo Capo. Or, di che cosa potrebbero i Vescovi spogliarsi dichiarando infallibile il proprio Capo?

5. Che la speranza di riunione coll'Oriente è unicamente riposta nell'esplicito riconoscimento delle divine prerogative della Chiesa. Una riunione che non inchiudesse tal riconoscimento e fosse posta sovra qualsisia base oscura, ambigua od equivoca, non durerebbe un sol giorno. Lo scisma non farebbe che diventar peggiore. Il decreto del Concilio di Firenze, che si pretende sufficiente, non fu tale per i greci. Essi lo accettarono, ma erano appena tornati a Costantinopoli che lo gettarono al vento. La riunione non può essere ottenuta o cercata col ridurre, come si fa in un contratto, le sue condizioni al *minimum*, ma con una esplicita e precisa accettazione della verità. Gregorio XIII, Urbano VIII, Benedetto XIV si attennero strettamente al decreto fiorentino, perchè altri decreti allora non esistevano. Nè altri a' giorni nostri ne esistono; e la questione è se gli avvenimenti degli ultimi tre secoli non richieggano una dichiarazione più precisa della suprema autorità.

6. Che il ritorno dei protestanti alla Chiesa è più ritardato ora dall'apparente contradizione tra i cattolici a proposito dell'infallibilità, di quel che non potrebb'essere ritardato dalla definizione dell'infallibilità del Papa. Essi ora rigettano del tutto l'infallibilità della Chiesa, perchè credono che noi siamo divisi, e quindi dubbiosi intorno a quella. Ciò che noi sembriamo mettere in dubbio, essi sono incoraggiati a negare. Noi sembriamo dubbiosi perchè siamo divisi, non a proposito dell'infallibilità della Chiesa, ma a proposito dell'infallibilità del suo Capo. Essi credono tale risposta un sotterfugio. Fintantochè l'infallibilità del Papa non venga autorevolmente dichiarata, essi cuoprinsi collo

scudo di que' cattolici che la negano. E, a nostra vergogna, prendono ad imprestito da noi stessi la loro credenza che l'opinione è una novità di cui non si trova traccia ne'tempi primitivi. I gallicani metton loro in mano armi, delle quali essi valgonsi contro ogni specie di infallibilità.

7. Che non sia da temersi alcuna divergenza tra i Vescovi, ce ne assicura l'unanimità di sopra accennata. Ma, dato il caso che esistesse, sarebbe mai per avventura di maggior momento di quella che si ebbe in riguardo alla dottrina dell'immacolata Concezione nel Concilio di Trento? La prudenza del Concilio, sì naturale come soprannaturale, saprebbe come regolarsi in simile contingenza; e, se in qualche cosa sorgesse dissenso, questo non potrebbe punto scemare la filiale e cordiale ubbidienza verso la Santa Sede in quelle cose dove tutti sono unanimi.

8. Che se i Pastori della Chiesa sono unanimi, non v'è da temere dissensi o dubbi tra i fedeli. Le dissensioni e i dubbi, seppure di presente esistono, derivan piuttosto dall'allegare che i Pastori non sono unanimi circa l'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo. È della più alta importanza lo esporre e distruggere questa falsa affermazione, tanto audacemente e malignamente messa innanzi da eretici e scismatici d'ogni risma. Laonde, per questa sola ragione, quanto più presto potrà rendersi manifesta l'unanimità dei Pastori della Chiesa, tanto meglio sarà per la verità e per la salute dell'anime. La stessa ragione vale rispetto alle pretese difficoltà storiche. Queste sono state esaminate, esposte e riesposte poi; ma verranno ripetute incessantemente e con audacia sempre crescente, fino a che sembrerà lasciarsi non definita l'infallibilità del romano Pontefice. Dove la Chiesa ha parlato, i fedeli non trovansi esposti a seduzione. Quando la Chiesa tace, lo spirito dell'errore è clamoroso e specioso. Una definizione farebbe tacere tutte le voci, fuorchè quella della Chiesa.

9. Che un tal decreto sia per appagare coloro, i quali o per effetto di ereticale perversità contradicono alla Fede, o per ignoranza e insubordinazione si scomunicano da se stessi coll'appellare dal Sommo Pontefice a un Concilio generale, non è invero da aspettarsi. Ma se c'è speranza per costoro, quella si è di render chiara

al di là d'ogni possibilità di questione la divina certezza della Fede; e ciò è strettamente connesso con la divina autorità del Capo della Chiesa. L'esempio di nostro Signore che si accomodava all'infermità dei deboli tuttora incapaci a sopportare misteri non per anco rivelati, non è ragione sufficiente a tenere indietro una verità rivelata perchè gli uomini non crederanno alla già fatta rivelazione. Ciò equivarrebbe ad una tacita affermazione che l'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo non è una verità rivelata. Se dunque è una verità rivelata, l'esempio di nostro Signore non è a proposito; molto meno quello degli Apostoli, i quali « non tacevano cosa alcuna, » e dichiaravano ai fedeli « ogni consiglio di Dio ¹. »

10. Che la perversa interpretazione o l'abuso di un decreto non potrebb'esser giammai se non parziale, non esteso a tutta quanta la Chiesa nè permanente, e non potrebbe quindi somministrare ragioni contro l'emanazione del decreto stesso, qualora ragioni vere e proprie esistano per emanarlo; e che la definizione dell'infallibilità del romano Pontefice non può in modo alcuno scemare l'autorità dei Vescovi come giudici di dottrina in mezzo al rispettivo lor gregge, ma può al contrario prestare un grande appoggio a tutti i loro legittimi atti. Non si comprende in che modo dovrebbero i Vescovi aver più autorità, per esser minore quella del loro Capo.

11. Che, per la stessa ragione, non sembra probabile che i Vescovi sarebbero per divenire meno operosi come pastori e giudici nelle proprie Chiese, quando la dottrina, che essi unanimemente già professano, avesse ricevuta la sua formale definizione. Se il credere nella verità di tale dottrina non produce ora sì fatte conseguenze, non si comprende perchè dovrebbe produrle la definizione di tale verità.

12. Che, finalmente, nessun concentramento dell'ordinaria amministrazione della Chiesa universale potrebbe legittimamente derivare od essere in qualsivoglia modo promosso da una definizione dell'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo, parlante *ex cathedra*

¹ Act. xx, 20, 27.

in materia di fede e di morale. Cotal definizione appartiene a un ordine più elevato, col quale è raro che abbia immediato contatto l'ordinario ufficio pastorale dei Vescovi. Rarissimo è il caso che insorgano in una diocesi questioni di fede e di morale, intorno alle quali la Chiesa non abbia già proferito giudizio. L'infallibilità di cui ora si tratta non ha relazione alcuna con la moltiforme amministrazione delle diocesi. Una definizione come quella di cui parliamo, o non eserciterebbe alcuna apprezzabile influenza sull'ordinaria amministrazione dei Vescovi, o, se una ne esercitasse, sarebbe solo nel senso di attribuire certezza e solidità agli atti giudiziali e alla pastoral giurisdizione dell'Episcopato per tutto il mondo.

Per questi motivi sembra a taluno che le obiezioni affacciate contro simile definizione non abbiano valor sufficiente a dissuadere il Concilio dall'emanarla.

3. — *Ragioni per la definizione.*

Eccovi brevemente esposti, reverendi e dilette fratelli, gli argomenti *pro* e *contra* sulla questione se sia opportuna una tale definizione. Finquì abbiamo soltanto esaminato le obiezioni e le risposte. Or quelli che credono la definizione non pure opportuna, ma urgentemente richiesta dalle circostanze dei tempi, danno di ciò le ragioni seguenti:

1. Essi pensano che opportuna sarebbe tal definizione, perchè la dottrina è vera. Infatti, se è vera, può egli dirsi con prudenza non essere opportuno il dichiararla? Una tal questione non è ella già risolta dal fatto stesso che Dio ha giudicato opportuno di rivelarla? Può mai esser lecito a noi il pensare che quel che Egli ha giudicato opportuno di rivelarci, non è per noi opportuno di dichiarare? È bensì vero che, in rivelare la Fede, Iddio nella sua sapienza e misericordia procedè con lentezza, con ponderazione e per gradi, misurando la sua luce alle infermità dell'intelligenza umana e preparando le menti degli uomini ad una più piena manifestazione sì della sua presenza, sì del suo re-

gno; ma questo modo divino di procedere, per quanto possa essere obbligatorio per noi nel trattare con nazioni pagane che non han giammai udito il suo Nome, non è obbligatorio in conto alcuno, anzi non può esser neppure permesso nel trattare con quelli che sono stati battezzati nella piena rivelazione della Fede. A costoro nulla si deve celare: con essi non è ammissibile veruna economia. Tra i membri del suo mistico Corpo non esiste ora nessuna *disciplina arcani*. Essi sono illuminati a conoscere « la verità qual'è in Gesù » in tutta la sua pienezza: « ciò che udite coll'orecchio, predicatelo sopra i tetti ¹. »

Per « opportuno, » inoltre, nell'animo dell'opponente si vuol significare alcun che di politico o di diplomatico, qualche considerazione di locale convenienza rispetto alle nazioni ed ai Governi. Questa specie d'opportunità è propria de'Parlamenti e dei Gabinetti nel deliberare intorno a cose di pubblica utilità e ad opinioni; ma, nella Chiesa di Dio e quanto alla verità rivelata, è sempre opportuno dichiarare ciò che Dio ha voluto che l'uomo sapesse. Anzi, più che opportuno. Se l'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo è un insegnamento di Gesù Cristo, « necessità ci stringe, e guai a noi se non predichiamo il Vangelo ²! » Se non che, può altri rispondere che molte verità rivelate non son definite, e che dall'esser vera una dottrina non segue necessariamente che debba essa definirsi.

2. Ciò è verissimo; ma è facile trovare un'altra ragione per definirla. Questa verità rivelata è stata negata. Ora due sono le ragioni, per le quali la Chiesa fu solita definire sin da principio le dottrine di fede: l'una, per renderle chiare, determinate e precise; l'altra, per riaffermarle e difenderle, quando erano state messe in questione. Se l'infallibilità del Capo visibile della Chiesa non fosse stata mai negata, potrebbe non esser necessario definirla ora. La vera dottrina della giustificazione non fu definita se non dopochè fu negata. La natura dell'ispirazione non fu ancora definita; ma la negazione di essa, che va ora estendendosi ovun-

¹ MATTH. x, 27.

² I COR. ix, 16.

que, potrà un giorno renderne necessaria la definizione. Allo stesso modo, poichè l'infallibilità del romano Pontefice è stata negata, la definizione di essa diventa necessaria. Noi affermiamo che non fu mai formalmente negata prima del periodo del Concilio di Costanza, e che questa moderna negazione della verità rende necessario il definirla. Gli opposenti ci dicono che la negazione è assai più antica ed estesa: ciò non fa che renderne la definizione tanto più necessaria. Coloro che, per far apparir dubbia la dottrina o per provare che è falsa, rappresentano come antica e largamente diffusa la negazione di essa, fanno in proporzione aumentare la necessità di dichiararla con un decreto dommatico. Una tal negazione, quale fu emanata dalla sedicente assemblea del clero di Francia nel 1682, basterebbe ampiamente a provare l'opportunità della definizione.

3. Oltre a ciò, il negare l'infallibilità del romano Pontefice ha già ingenerati estesi dubbi circa la verità della dottrina. Se la dottrina è rivelata, ci vien domandato, come va che voi ne tollerate la negazione? Se non siete dubbiosi intorno ad essa, perchè non togliete di mezzo ogni dubbio, dichiarandola vera? È certo che non i soli protestanti credono la dottrina dell'infallibilità del Papa esser questione aperta fra i cattolici, ma certi cattolici sono tentati di crederla teologicamente dubbia, e perciò non rivelata, inconciliabile con la storia, una moderna esagerazione, derivante dall'adulazione dei cortigiani e dall'ambizione dei papi. In Francia, il negarla è diventato una prova d'indipendenza politica. In Inghilterra, parecchi cattolici sono talmente storditi e spaventati dalla presuntuosa ostentazione di erudizione patristica e dalla critica storica di anonimi scrittori, che finiscono col dubitare o col ritrarsi per vergogna dal credere una verità, per la quale i padri loro dieder la vita. Il contatto dei cattolici d'Inghilterra coi cattolici di Francia, per quanto sia stato giovevole e benefico, ha nulladimeno introdotto tra noi libri e modi di pensare propri della scuola gallicana. Ciò ha diffuso tra noi l'opinione che l'infallibilità del Papa, se possibilmente vera, è nondimeno dubbia; e questo dubbio, per quanto esser possa sopito ed innocuo in anime pie e semplici, che non sono state

giammai messe a prova intorno ad esso e che, se lo fossero, seguirebbero per istinto il retto cammino a dispetto delle perplessità dell'intelletto, è nell'anime irrequiete ed attive pieno di pericoli: soprattutto in un paese protestante e in mezzo ad una guerra di controversie d'ogni maniera. L'ammettere un dubbio intorno ad una qualsiasi dottrina rivelata è fatale alla fede in quella dottrina.

4. Sembrerebbe che non solo fosse opportuno rendere inaccessibile al dubbio tal dottrina per mezzo di un decreto dommatico, ma che tal decreto giungesse opportuno specialmente ai nostri tempi, essendochè la formale e sistematica negazione della verità di cui parliamo siasi manifestata dopo l'ultimo Concilio generale.

Quanto si afferma potrebbe, a prima vista, apparire contrario a ciò che dicono comunemente i teologi, che la negazione dell'infallibilità del romano Pontefice ebbe origine nell'occasione del Concilio di Costanza. Due distinti periodi convien notare su questa materia. Dal Concilio di Costanza al Concilio di Trento la negazione era circoscritta alle opinioni d'un pugno d'uomini e alla disputa delle scuole in Francia. Essa era così poco conosciuta altrove, che, allorquando la Chiesa si riunì nel Concilio di Firenze, emanò senza esitazione il celebre suo decreto intorno alle prerogative del romano Pontefice siccome pastore e dottore universale della Chiesa. Ciò nonostante, l'erronea opinione si mantenne languidamente viva, dopo il tempo di Gersone, di Pietro d'Ailly e di Almain, in quella Sorbona che il De Marca chiama « vecchia » per distinguerla dalla Sorbona del suo tempo. È certo, adunque, che prima del Concilio di Trento tale opinione non aveva assunto quella sistematica e compiuta forma datale dall'assemblea del 1682 e da coloro che avevano difeso i quattro Articoli. Questa moderna e dommatica forma di negazione dell'infallibilità del Papa, *ex cathedra*, fu resa completa nel secolo decimosettimo, che è quanto dire dopo l'ultimo Concilio generale.

5. Ora, se il prossimo Concilio generale si riunisse e si separasse senza prender notizia alcuna di tal negazione, potrebbe

forse dedursene una di queste due conseguenze: o che il gallicanismo ha ottenuto un posto tra le opinioni tollerate, o, almeno, che può esser seguito impunemente. Non appare, invero, a prima giunta, che cosa potesse risponderci a tal ragionamento. Sarebbe appena bastante il dire, non essersi riputato opportuno far fronte a così grave negazione (di una dottrina, cioè, universalmente insegnata dovunque fuori che in Francia), nè mettere in esecuzione gli atti di Alessandro VIII, d'Innocenzo XI e di Pio VI, che l'hanno autorevolmente censurata. *Qui tacet, consentire videtur.*

6. Non può dirsi che la negazione dell'infallibilità del romano Pontefice sia oscura, modesta e latente. Essa è, invece, patente, notoria, importuna ed organizzata. Essa esiste, non certo potente com'era una volta in Francia; ma tuttavia esiste. Le sue radici son rimaste nel suolo, e vivaci. Essa alberga in un gruppo di menti attive ed ostili in Inghilterra e in Germania; in ambedue questi paesi i protestanti l'hanno impugnata come arma di controversia o di contumelia contro la Chiesa cattolica e specialmente contro la Santa Sede. Unica loro speranza si è trovare o inventare una divisione tra noi, com'è loro principal politica far degenerare la più piccola divergenza in un vero conflitto. Non è da mettersi in dubbio che il gallicanismo porga loro l'arma più vantaggiosa d'attacco. I cattolici sono visibilmente uniti in tutte le dottrine di fede, non esclusa quella dell'immacolata Concezione; ma, in quanto all'infallibilità del Papa, il gallicanismo ha occasionato una divergenza che i protestanti credono o pretendono che sia una contraddizione in materia di fede. L'azione combinata del gallicanismo entro la Chiesa e dei protestanti fuori di lei, ha negli ultimi due secoli, specialmente in Francia e in Inghilterra, dato a sì fatta erronea opinione una notorietà tale, che la pon fuori della categoria di quegli errori imperfetti ed innocui, che è permesso lasciare svaporare o assorbire. Essa si è innestata nella storia della Chiesa, e vi rimarrà fino a tanto che essa Chiesa non l'abbia definitivamente condannata.

7. La prudenza richiederebbe che si condannassero quegli errori notorii, i quali possono per l'avvenire produrre effetti perniciosi; ma la negazione dell'infallibilità nel Capo della Chiesa ha

già prodotto tali effetti. E, nondimeno, fino a tanto che l'errore non sia stato colpito da condanna, passerà sempre per un'opinione tollerata. L'impunità è interpretata per assoluzione. I fedeli non crederanno giammai che sia male far quello che vedon fatto tuttodì, anche da ecclesiastici, senza nota di censura. Essi non sanno, avere tre Papi condannata la negazione della propria infallibilità; o, se lo sanno, posson dire con ragione: « Ma, poichè non siamo obbligati a credere nell'infallibilità del Papa, il condannare che questi fa la negazione della sua infallibilità non prova nulla. Se egli è infallibile, perchè non ci vien detto? Se non è infallibile, che male facciamo a dir così? » Gravemente oltraggioso all'autorità dottrinale della Chiesa è l'effetto di questo ragionamento. Allorquando è affermato che sì la Scrittura e la tradizione, come la ragione teologica, gli atti di Concili e le dichiarazioni di Pontefici, tutti attestano l'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo parlante *ex cathedra*, e che tre Pontefici ne hanno proibito la negazione, e che l'intero *consensus* dei teologi, ad eccezione di un pugno formante una scuola transitoria e nazionale, dichiara parimente la stessa verità; ci si presenta subito la domanda: « Perchè, dunque, è egli permesso negarla? Quel che può esser fatto impunemente, non può esser male. » « Dove non è legge, quivi non è trasgressione. » Tutto questo può non esser logico; ma il rispondervi non è così facile.

8. Inoltre, la prolungata esistenza di quest'errore mantiene una teologica e pratica disunione negli animi e nei sentimenti de' fedeli. La verità vuol esser dichiarata, da qualunque parte si trovi. La verità genera unione e pace; il dubbio è causa di segrete antipatie, di contese e diffidenze. Noi viviamo in un tempo ed in un paese dove i cattolici sono costretti a udire, e, se non a leggere, almeno a sapere ciò che la pubblica opinione e la pubblica stampa d'un popolo anticattolico posson dire contro la Fede e contro la Chiesa. Essi sentono dire che i loro Pastori sono oltramontani; che sono esagerati e spinti all'estremo; parziali e partigiani, ignoranti, superficiali, mendaci nella storia, sleali nel ragionare. Tutto questo essi odono, forse con scandalo e con rammarico; ma gli animi loro ne risentono il danno. Sorgono segreti dubbi

e sospetti. Essi dicono tra se: « Alla perfine, v'ha forse in tutto questo qualche cosa di vero. Se nulla di vero ci fosse, lo si sarebbe egli potuto dire così spesso e con tanta sicurezza? Non c'è fumo senza fuoco. » Un piccol numero di cattolici hanno anche - sa Iddio per quali motivi - accresciuto lo scandalo, parte con scritti portanti i loro nomi, parte con scritti anonimi, inseriti in fogli e riviste protestanti. Tutto ciò si dileguerebbe come il fumo allo spegnersi del fuoco, ove intervenisse una dichiarazione autentica della verità. Finchè ciò non sia avvenuto, coloro che, di fronte a malevole accuse e critiche impertinenti d'ogni maniera, van difendendo ciò che le scuole teologiche di tutta quanta la Chiesa, sotto la diretta sanzione della Santa Sede, hanno insegnato ed insegnano in ogni paese cattolico, debbono pazientemente rassegnarsi a sopportare le petulanti e presuntuose critiche degli spiriti anticattolici, aiutati, sventuratamente, da taluni che, se non altro, di cattolici portano il nome. Essi, per fermo, non avran difficoltà di sopportare tutto ciò per amore del vero, nè si cureranno, per ciò che li riguarda particolarmente, di cosa alcuna che suoni dispregio; ma non potranno a meno di provare un continuo rammarico per lo scandalo dei deboli, per l'abbassamento in cui è tenuta la verità, per il perversimento degli animi, per l'alienazione dei cuori, per lo spirito di parte, per la diffidenza tra fratelli, e, che è peggio, per quella del gregge verso i Pastori, occasionate da tali animosità e infedeltà.

9. Un effetto che direttamente proviene da questi scandali è che l'azione della verità, sì dentro come fuori della Chiesa, rimane, almeno nel nostro paese, affievolita. Tutti quelli che hanno esperienza dello stato degli animi fuor della Chiesa e del loro penoso avvicinarsi verso di lei, e quelli che per dovere hanno udito e letto le obiezioni di chi non solo non le si avvicina ma trattiene eziandio altri che si dispone ad avvicinarlesi, sapranno che i dubbi affacciati circa l'infallibilità e le supposte stravaganze degli oltramontani ricompariscono in ogni occasione colla costanza e la monotonia della marea. Effetto di ciò è confondere, far titubante e mal disposta la volontà. Un' autorità dubbia, non altrimenti che una legge dubbia, non impone obblighi di sorta.

Nessuno vorrà sottomettersi all'ignoto. Le contese del gallicanismo e dell'oltramontanismo offuscano l'autorità della Chiesa, e la fan parere incerta. E per quanto ciò sia falso ed irragionevole, pur nondimeno produce il suo effetto con turbare e confonder la mente rendendola incapace di ben discernere, e con indisporre la volontà a sottomettersi.

Sul nostro popolo, grazie a Dio, simili tentazioni hanno meno potere; ma ogni prete conoscerà per sua esperienza quali miserie e quali danni siano stati arrecati alle menti timide o scrupolose, non meno che alle contenziose ed audaci. Non bisogna mai dimenticare che la fede al pari che l'umiltà e la purità, è una grazia dello Spirito Santo. Come deve maturarsi e afforzarsi con la verità e con l'obbedienza, così può esser messa in pericolo e spenta dalla falsità e dalla disobbedienza. Ora il dubbio è l'ombra della falsità e il precursore della miscredenza. Se c'è verità di fede in cui l'ambiguità presenti pericolo, essa è la divina e infallibile autorità su cui tutta quanta la fede riposa. L'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo è l'infallibilità della Chiesa nel suo Capo, ed è la condizione principale per cui è fatta manifesta al mondo l'infallibilità della Chiesa stessa. Il convertire questo, che è il principio della divina certezza, in una questione dubbiosa, e il convertire una delle più cospicue prerogative del Corpo mistico in argomento di domestiche contese e di fraterni dissidii, è un colpo da maestro del Nemico della verità e delle anime.

10. Taluni hanno opposto che, ove fosse definita l'infallibilità del Papa parlante *ex cathedra*, essa incontrerebbe un esteso rifiuto. Tutt'altro: piuttosto sarebbe, come avvenne del domma dell'immacolata Concezione, universalmente accettata. Gli stessi profeti in cilicio annunziavano miscredenza, contese e scismi prima che fosse definita l'immacolata Concezione. Ci si diceva allora che non v'era traccia di essa nell'antichità; che i Padri le erano contrari; che gli scolastici e i Santi la negavano; che il definirla avrebbe separato la Chiesa d'oggi dalla Chiesa del passato, trasportato la fede dalla tradizione inconcussa del mondo cristiano alla base aerea dell'autorità del Papa, ristretto entro più

angusti confini le condizioni di comunione coll'aggiungere un nuovo articolo, e introdotta una divisione fatale nella « Chiesa latina. » La risposta è innanzi agli occhi di tutti. Ciò nonostante, si hanno volumi di materie, indigeste e frantese, cavate da Padri e da scolastici, pubblicate e ripubblicate, senza neppur l'ombra della consapevolezza che sia stata fatta le mille volte una compiuta esposizione di tutta questa incoerenza. Lo stesso accade ora della profezia circa l'infallibilità del romano Pontefice. Non ve n'è traccia nell'antichità; i Padri non ne sanno nulla; gli scolastici le sono contrari; i Santi la ignorano; i Concili ne escludono la nozione; la tradizione di tredici secoli la rigetta; l'adulazione e l'ambizione, l'ignoranza e la servilità della Curia romana inventarono una novità, cui tutte le persone indipendenti, dotte e di mente elevata di tutti i paesi si sono, con irresistibile logica e con erudizione superiore ad ogni credere, provate inutilmente di resistere. Ci vien detto che questa novità è tutto ciò che ora abbisogna per restringere la Chiesa romana alle sue dimensioni latine; che la definizione di essa escluderà di subito tutti gli spiriti indipendenti, colti e nobili, che languono e soffrono entro la sua opprimente unità; che, nella loro qualità di veri amici della « Chiesa latina, » essi ci esortano con ogni cordiale sollecitudine ad astenerci dal dichiarare infallibile il romano Pontefice; che la nostra vera politica è la comprensione, la concessione di quei punti a' quali la loro erudizione patristica vieta di sottomettersi, la spiegazione del Concilio di Trento in guisa tale da ammettere i trentanove Articoli secondo il Sancta Clara; che se, disgraziatamente sotto la cieca pressione dell'ignorante e cortigianesca adulazione degli ambiziosi, e soprattutto per le astute mene de' gesuiti, fosse aggiunta alla romana teologia questa finale aberrazione, la Chiesa latina resterebbe finalmente convinta dalla Scrittura, dall'antichità, dai Padri, dagli scolastici, dai Concili, dalla scienza storica e da quanto vi ha d'indipendente, di colto, di nobile e di virile nella sua propria comunione, e sarebbe perciò abbandonata alla sua propria fatuità e rovina. A coloro che si compiacciono di darci sì fatti suggerimenti, basta il rispondere: *Ubi Petrus, ibi Ecclesia*. Non c'è verità teologica,

tra quelle non peranco imposte come articoli di fede, per la quale esista tal cumulo di prove d'ogni maniera e d'ogni tempo, e sotto qualsivoglia categoria di *loci theologici*, come per l'infallibilità del romano Pontefice. L'evidenza della fede della Chiesa universale nell'immacolata esenzione da colpa e nella sovraeminente santificazione della Madre di Dio, per quanto grande essa sia, non si accosta neppure, sì per estensione come per chiarezza, alla evidenza dell'infallibilità, ossia della stabilità della fede nel successore di Pietro. Non c'è verità di cui sia già cotanto penetrata la mente di tutta la Chiesa, per effetto di tradizione non mai interrotta fin dall'origine, come non c'è verità che più di questa sia per essere universalmente ed unanimemente accettata nella sua definizione e promulgazione. Nella stessa Francia, che è l'unico paese in cui tal dottrina sia stata, per un certo tempo e sotto la pressione di cause politiche, contraddetta, l'opposizione non esiste più come teologia o come scuola. La *doctrine française*, secondo che i suoi amici, con verità ma con poco accorgimento, la chiamano, languisce come tradizione nazionale, e sopravvive piuttosto come reminiscenza che come convinzione.

11. La definizione dell'immacolata Concezione ha reso compiuta e perfetta l'analogia della nuova Creazione, del secondo Adamo e della seconda Eva, e reso ancora precise e complete le dottrine del peccato originale e della grazia. Allo stesso modo il trattato della Fede divina contiene una parte tuttora indeterminata, la quale rimarrebbe compiuta al compiersi della dottrina dell'infallibilità. La virtù della fede divina ha per suo formale motivo la veracità di Dio, e per suoi mezzi ordinari di cognizione le rivelazioni di Dio, la proposizione della Chiesa. Ma se il proponente è fallibile, la certezza su cui posa la rivelazione nel giungere a noi non può esser divina. La Chiesa, in grazia della divina assistenza dello Spirito Santo, è infallibile, e la certezza delle verità da lei proposte alla nostra fede è divina. Ma se il Capo della Chiesa è fallibile, la certezza delle verità, in quanto proposte da lui — come, a modo d'esempio, l'immacolata Concezione — non può esser divina, ed è quindi fallibile; ma

se fallibile, non può escludere il dubbio, nè può per questa ragione generare la fede. Là dove è fede, non può esser dubbio; e là dove è dubbio, la fede cessa di esistere. Il trattato, adunque, della Fede divina è incompleto fino a che non sia pienamente definita l'infallibilità del proponente.

12. Lo stesso si dica quanto al trattato *de Ecclesia*. L'infallibilità della Chiesa, dispersa o congregata che sia, è materia di necessaria fede. L'infallibilità de' diciotto Concili generali, in cui è stata congregata la Chiesa, è pure di necessaria fede. La Chiesa tuttavia, durante gli ultimi diciotto secoli, ha emanato una quantità grande di atti per mezzo del solo suo Capo. Or, tali atti sono, o no, infallibili? Per esempio, la dichiarazione del peccato originale per Innocenzo I, e quella del Canone per papa Gelasio; e, in tempi recentissimi, quella dell'immacolata Concezione per Pio IX. Che cosa insegna il trattato *de Ecclesia* intorno al Capo della Chiesa e alle sue prerogative? Le dichiarazioni e condanne di lui in materia di fede e di morale, sono elleno fallibili od infallibili? La questione è stata formalmente suscitata, ed è di massima importanza pratica. Fintantochè non sia risolta, il trattato *de Ecclesia* sarà, sotto tale riguardo, incompleto.

13. L'importanza pratica di sì fatta questione apparirà manifesta, chi solo ricordi che per lo spazio di trecent'anni i Pontefici hanno accuratamente ed espressamente condannato una lunga serie di proposizioni in teologia e filosofia. Considerevole è il numero delle *Theses damnatae*. Or queste condanne sono elleno fallibili, o infallibili? Esigono elleno da noi l'assenso della fede, riposante sulla divina autorità donde emanano; o sono invece venerabili sentenze, da rispettarsi senza dubbio in ogni tempo, ma con assenso, quando ne andiamo d'accordo, o in silenzio nel caso opposto? Ha dunque la Chiesa, per lo spazio di trecento anni, scambiato sentenze dubbie con certe, e ciò in cose di fede e di morale, le quali involgono l'assoluzione dell'anime dal peccato? Coloro che negano l'infallibilità dei Pontefici troveranno ben arduo il conciliare la loro teoria colla fedeltà dovuta alla coscienza e alla verità.

14. Passando ora dal campo teologico a quello della politica,

la definizione dell'infallibilità dei Pontefici, parlanti *ex cathedra*, è necessaria ad allontanare dalle menti dei cattolici quello spirito esagerato di indipendenza ed orgoglio nazionale, che, negli ultimi secoli, afflisce così profondamente la Chiesa. Se c'è cosa che un cattolico inglese sia in dovere di conoscere, essa è la sottile ed occulta influenza con che lo spirito nazionale invade ed assimila a se stesso la Chiesa, e i frutti amari di eresia e di scisma che tale assimilazione naturalmente produce. La storia d'Inghilterra, da san Tommaso di Canterbury ad Arrigo VIII, è una serie di lente e perseveranti usurpazioni del potere civile a carico della libertà della Chiesa, in ogni sua operazione, possesso, disciplina, elezione, tribunale, appello e giurisdizione. La Chiesa inglese tutta quanta fu oppressa e satura dallo spirito secolare; tutto il suo intelletto offuscato e corrotta tutta la sua volontà, finchè sotto Arrigo VIII pochi atti d'intimidazione bastarono a domarne la resistenza; ond'essa cadde tutta e interamente in potere della Corona. Compiuto una volta lo scisma, inevitabile era l'opera dell'eresia; che infatti fu condotta innanzi a bell'agio. Tale avrebbe potuto essere anche la storia di Francia da Carlo VII a Luigi XIV. La monarchia francese aggravò il suo predominio sulla Chiesa di Francia. Anche colà il sistema di assoggettare le libertà ecclesiastiche ai Parlamenti ed ai tribunali del paese venne seguito costantemente; ma la Chiesa di una grande nazione, o meglio di un aggregato di nazioni, in intimo contatto ed affinità colla Santa Sede, colle memorie e anche con le influenze tuttor presenti di Avignone nel suo seno, non poteva cadere in mano di un regale padrone, come cadde sotto la violenza d'un tiranno coronato la Chiesa d'un'isola lontana e distaccata da Roma. La grande Chiesa di Francia fu, è vero, condotta fino all'estremo limite del pericolo attraverso le sue nazionali tradizioni, ma non l'oltrepassò giammai. Il nazionalismo inglese divenne lo scisma anglicano; il nazionalismo francese si restrinse agli Articoli gallicani. La riforma anglicana non presenta pericoli per la Chiesa cattolica, come quella che le è estranea, e costituisce un'aperta eresia e scisma. Il gallicanismo è dentro la sua unità, e non è nè scisma nè eresia. Esso è una for-

ma assai seducente di cattolicismo nazionale, che, senza spezzare l'unità o violare positivamente la fede, lusinga l'orgoglio onde sono tentate tutte le grandi nazioni, ed incoraggia il potere civile ad imporre alla Chiesa locale una tutela, fatale alla sua libertà. Egli è quindi indubitato, essere il gallicanismo più pericoloso ai cattolici che l'anglicanismo. L'anglicanismo è contagio che non può attaccarci; il gallicanismo è malattia che può contrarsi facilmente. Il gallicanismo è altresì l'ultima forma di regalismo che ancor sopravviva entro la Chiesa. L'imperialismo di Costantinopoli e di Germania è passato. Il tempo lo ha reso ormai vieto, perchè impossibile; le prerogative ecclesiastiche dell'Europa del medioevo sono parimente svanite, insieme all'unità religiosa che sola le giustificava. Ma l'unità della nazione francese rende tuttora possibile l'esistenza d'influenze e di pretese incompatibili colla libertà della Chiesa. Tutto ciò che alimenta questa idea di Chiese nazionali, indipendenti, fuorchè in poche vitali relazioni, dalla Santa Sede, eccita potentemente uno spirito che non è filiale. Un Episcopato, che dipende il meno possibile dal Papa, crea un laicato che dipende il meno possibile dall'Episcopato. Io non dirò che tale oggidì sia lo spirito del nobile e cattolico popolo di Francia; ma credo di non andar troppo innanzi affermando che tale è il ritratto del gallicanismo, e dello spirito e delle tendenze da esso prodotte. Questo spirito e queste tendenze si manterranno vive, fino a che rimarranno come stendardo di ortodossia gli Articoli del 1682. Sepolti che siano questi Articoli, rimarrà estinto uno de' più tristi germi del regalismo.

E poichè sono a parlare della Francia, stimo mio dovere il protestare contro un malinteso che — contrariamente, io credo, ad ogni ragione e giustizia — sembra esser derivato da alcune parole che ebbi ad indirizzarvi, reverendi e dilette Fratelli, or sono due anni, in una Pastorale relativa al diciottesimo centenario del martirio di san Pietro ¹. Nel parlare della supremazia della sede di

¹ Due opuscoli sono venuti alla luce in Parigi, uno dell'abate St. Pol, canonico onorario, l'altro dell'abate d'Upalgaz, dell'Università di Alcalà. In ambedue gli opuscoli, e presso a poco colle stesse parole, mi si censura per aver detto che il gallicanismo pro-

san Pietro, era inevitabile ch'io toccassi l'argomento del gallicanismo; ma procurai di farlo in modo da non recare offesa, neppure colla più piccola parola, ai sentimenti profondamente cattolici de' nostri fratelli di Francia. Molti tra i più ragguardevoli figli di quella nazione, sì ecclesiastici come laici, parlando con me intorno a quel ch'io dissi allora, si sono espressi in guisa da assicurarmi che le mie parole non diedero alcun motivo a supporre che fossero in me venuti meno i sentimenti di profonda venerazione e affezione verso la Chiesa di Francia, gloriosa in tutta la sua storia per martiri, per confessori, per santi; feconda d'ogni prova di fedeltà verso la Santa Sede e di carità verso tutto il genere umano. Non solo sarei addolorato, ma mi stimerei colpevole di un grave delitto contro l'umiltà, la carità e la giustizia, se avessi parlato a quel modo; e, caso mai alcuna delle mie parole sembrasse improntata da mancanza di venerazione e d'ammirazione per la Chiesa e per il popolo di Francia, intendo qui di respingere lungi da me ogni colpa, tranne quella di una mancanza di precisione nei termini nel trattare un delicato sì, ma inevitabile argomento. Questa dichiarazione io fo adesso a guisa di preambolo a quel che sono per soggiungere. Nella mia Pastorale del 1867 io richiamava alla vostra mente la storia del gallicanismo, e le mie parole eran queste: « La temerità o l'ignoranza con cui il gallicanismo vien talvolta rappresentato come opinione che i cattolici sono liberi di professare senza biasimo, come base su cui dovrebbero unirsi le Chiese sotto l'egida di Bossuet, e come uno stendardo di moderazione cattolica in riprovare gli eccessi oltramontani, fa riputare opportuno il tesserne la storia. Il gallicanismo non è altro che una opinione transitoria e moderna, manifestatasi in Francia, senza titolo o antece-

desse la grande Rivoluzione francese. Proposizione così sconsiderata non è mai uscita dalla mia bocca. Ciò che realmente dissi, e qui ripeto, si è che come il dispotismo dei Tudor corruppe la Chiesa d'Inghilterra e produsse sì l'anglicanismo, sì le rivoluzioni che lo hanno distrutto, così anche il dispotismo di certi monarchi francesi paralizzò la libertà della Chiesa, e produsse sì il gallicanismo, sì la reazione rivoluzionaria che ha scancellato il gallicanismo in Francia. È cosa un poco ardita, e meno che rispettosa, venirci a dire che il clero martirizzato nel 1793 diè la vita per il gallicanismo.

denti nelle antiche scuole teologiche della Chiesa francese; una teologia di Corte, repentinamente e parenteticamente sviluppatasi non altrimenti che i Trentanove Articoli; affermata soltanto da pochi membri del numeroso episcopato di Francia, sdegnosamente rigettata da molti di essi; condannata progressivamente da tre Sommi Pontefici; dichiarata erronea dalle Università di Lovanio e di Douai; ritrattata dai vescovi di Francia; condannata dalla Spagna, dall'Ungheria e da altri paesi, e di bel nuovo condannata nella bolla *Auctorem Fidei*¹. » Il capitolo seguente mostrerà se io avessi ragione di usare simili parole.

Ora, in esso capitolo darò un cenno sulla storia della dottrina dell'infallibilità del romano Pontefice; e in far questo mi si offrirà, spero, almeno per incidenza, occasione sufficiente a giustificare ciò che di sopra ho asserito.

Quanto sarò per dire può distinguersi nei punti che seguono:

1.° Che nella pratica dottrinale o tradizione della Chiesa, nè in Francia nè universalmente, durante i mille anni che precedettero il Concilio di Costanza, il gallicanismo non ha veruna ragione di essere.

2.° Che le prime tracce del gallicanismo s'incontrano circa il tempo di quel Concilio.

3.° Che, dopo il Concilio di Costanza, vennero esse rapidamente e quasi del tutto cancellate dalla teologia della Chiesa di Francia, finchè risuscitarono nel 1682.

4.° Che gli Articoli del 1682 furon concepiti da giansenisti, e posti in atto con mezzi politici ed oppressivi, contrari al sentimento della Chiesa in Francia.

5.° Che le Facoltà teologiche della Sorbona, e della Francia in generale, fecero nobile opposizione e ricusarono d'insegnarli.

A me tardava di rendere questa testimonianza alla Chiesa di Francia e alla Sorbona, perchè non avevo mai saputo pienamente, prima di leggerne la dimostrazione pubblicata quest'anno dal signor Gérin, quale e quanto nobile resistenza avesse quell'illustre Chiesa opposta agli Articoli del 1682.

¹ « The Centenary of St. Peter and the General Council, » pag. 41.

III. TRADIZIONE DELL'INFALLIBILITÀ DEL ROMANO PONTEFICE.

Finquì abbiamo enumerato brevemente le ragioni addotte *pro* e *contra* la definizione dell'infallibilità del Sommo Pontefice, parlante *ex cathedra*. A prevenire, adesso, quanto è possibile, qualunque ambiguità ed incertezza intorno ai limiti ed all'estensione della dottrina dell'infallibilità del Papa, parlante *ex cathedra*, quale viene intesa da me in questa Lettera pastorale, e da coloro, a me noti, i quali la credono una verità rivelata; io mi farò ad esporre, una volta per sempre, le varie opinioni che sono state messe innanzi sì per combatterla, sì per difenderla. A tal fine non può trovarsi analisi migliore di quella già fatta dal Bellarmino, la quale pertanto mi contenterò di trascrivere. Dopo aver detto che il Sommo Pontefice può esser considerato sotto quattro rispetti: 1.º) come persona privata; 2.º) come privato dottore; 3.º) come Pontefice, solo co' suoi consiglieri; 4.º) come Pontefice con un Concilio generale; il Bellarmino soggiunge:

« 1.º) Cattolici ed eretici vanno d'accordo in due cose. Primo: che il Pontefice, tanto come Pontefice co' suoi consiglieri, quanto con un Concilio generale, può errare nelle controversie particolari intorno a fatti, le quali dipendano principalmente da informazione o testimonianza di uomini. Secondo: che il Pontefice, come privato dottore, può errare anche in questioni universali di dritto sì di fede come di morale; e ciò per ignoranza, come accade talvolta ad altri dottori.

» 2.º) Inoltre, i cattolici tutti vanno d'accordo in altre due cose, non certo con gli eretici, ma soltanto tra loro. Primo: che il Pontefice, con un Concilio generale, non può errare in dettar decreti di fede o precetti generali di morale. Secondo: che il Pontefice, quando, o solo o col suo particolare Consiglio, stabilisce qualche cosa in materia dubbia (sia che possa, sia che non possa errare) dee, ciò nonostante, essere ascoltato con obbedienza da tutti i fedeli.

» Predisposti così tali punti, rimangono sole quattro diverse sentenze:

» La *prima* è che il Pontefice, anche come Pontefice, quantunque definisca una dottrina insieme con un Concilio generale, può essere egli stesso eretico e insegnare l'eresia.... Tale è la sentenza di tutti gli eretici di questo tempo, e principalmente di Lutero e di Calvino.

» La *seconda* sentenza è che il Pontefice, anche come Pontefice, può essere eretico e insegnare eresia, ove definisca senza un Concilio generale.... Tale opinione è seguita e difesa da Nilo e da' greci a lui posteriori, da Gersone, da Almain e da altri.

» La *terza* è che il Pontefice non può in nessun modo essere eretico o insegnare pubblicamente l'eresia, ancorchè egli solo definisca alcuna cosa; e questa è l'opinione del Pighius nel libro iv, cap. 8, della *Gerarchia ecclesiastica*.

» La *quarta* sentenza sta come in mezzo alle ultime due, ed è che il Pontefice, possa, o no, essere personalmente eretico, non può in nessuna maniera definire alcun che di eretico, da credersi da tutta quanta la Chiesa. Tale è l'opinione comunissima di quasi tutti i cattolici, come dice san Tommaso.

» Di queste quattro sentenze, la prima è ereticale; la seconda non è propriamente ereticale, perchè vediamo tuttora tollerati dalla Chiesa coloro che la seguono; sembra nondimeno del tutto erronea e prossima all'eresia. »

È da por mente che il Bellarmino scriveva così prima che fossero stati redatti o censurati i quattro Articoli del 1682.

« La terza sentenza è probabile; non però certa. La quarta è certissima e da sostenersi ¹. »

Il Bellarmino rivide negli ultimi anni le sue *Controversie*, e scrisse su questo punto ciò che segue:

« Questa opinione è, a parlar più giusto, *giudizio* comune dei cattolici; perocchè *opinione* implica incertezza, e noi teniamo tale giudizio come certo. » E più oltre: « Io dissi che l'opinione di coloro, i quali insegnano che l'infallibilità del giudicare risiede non nel Papa ma nel Concilio generale, non è assolutamente ereticale, ma erronea e prossima all'eresia. Noi non possiamo, in-

¹ BELLARM., « Controv. de Summo Pontif. », lib. iv, cap. 2.

fatti, arrischiarci a dichiararla assolutamente eretica, poichè coloro che la professano non sono stati, nè personalmente nè nei loro libri, condannati dalla Chiesa. Contuttociò, sembra a noi così manifestamente erronea, da meritare di essere dal giudizio della Chiesa dichiarata ereticale. »

Nella mia Pastorale del 1867 io adduceva una quantità di considerazioni, atte abbastanza a prevenire ogni strano malinteso ed ogni men retta interpretazione da parte degli oppositori.

Le parole *ex cathedra* escludono qualunque atto del Pontefice come persona privata o come privato dottore, e circoscrivono il carattere dell'infallibilità a quegli atti che vengono promulgati dalla Cattedra della suprema autorità, come Dottore universale della Chiesa in materia di fede e di morale.

Ci è stato detto ultimamente da coloro che vorrebbero, piuttosto per opposizione secolare, che per via di ragionamento teologico, impedire la definizione di questa dottrina, esservi una ventina di opinioni diverse circa le condizioni che si richiedono a rendere autentica una sentenza del Pontefice *ex cathedra*. Or io ardisco affermare che altre condizioni non si richiedono all'infuori di questa: che gli atti dottrinali siano pubblicati dal Pontefice, come Maestro universale, coll'intenzione di esigere l'assenso della Chiesa ¹.

Questo, dunque, è ciò che noi nelle pagine susseguenti intenderemo esclusivamente per le parole *ex cathedra*.

Taluno osserverà che il quarto Articolo gallicano differisce da tutte le opinioni citate di sopra, in quanto asserisce che i giudizi del romano Pontefice in materia di fede non sono irreformabili finchè non vi aderisca col suo assenso la Chiesa - vale a dire o congregata o dispersa, o anteriormente o posteriormente.

¹ Questo concetto non può essere meglio espresso che con le parole del P. Franzelin, professore di teologia dommatica al Collegio romano: « Sive Concilio sive Pontifici infallibilitatis charisma competit, quando et quatenus, ut DIVINITUS CONSTITUTUS MAGISTER Ecclesiæ, INTENDIT definitiva sententia DOCERE ECCLESIAM UNIVERSAM auctoritate postulante CONSENSUM in veritatem propositam. — Locutio EX CATHEDRA nihil est aliud quam descripta propositio authentica doctrinæ. Quid enim est cathedra apostolica nisi supremum authenticum magisterium pro universa Ecclesia? »

I gallicani mantennero l'infallibilità della Sede di Pietro, ma non l'infallibilità del suo Successore.

La tradizione della Chiesa, mentre ricusa di separare la Sede dal successore di Pietro, afferma l'identità e quindi l'infallibilità d' ambedue.

A fine di restringere la questione, io aggiungerò che nessuno ora disputa della necessità dei Concili generali. Gli autori dei quattro Articoli del 1682 erano abbastanza intelligenti da non sostenere, esser necessario, a rendere infallibile una dichiarazione del Pontefice, l'assenso della Chiesa congregata in Concilio. Essi esigevano unicamente il consenso della Chiesa dispersa. Ma sarebbe stato per essi difficile il provare l'esistenza di sì fatta opinione nella tradizione della Chiesa; essendo invece tale opinione il rovescio della immemorabile credenza e pratica della Chiesa stessa. Nè sarà difficile dimostrare, anche entro gli angusti limiti d'una Lettera pastorale, che non è tradizione della Chiesa autenticare coll'assenso di essa Chiesa gl'insegnamenti dei Pontefici, ma sì prendere la dottrina dei Pontefici qual prova della dottrina della Chiesa. Il Capo parlava per tutto il corpo, e le sentenze del Capo erano la manifestazione di ciò che il corpo credeva e insegnava. È quasi superfluo lo aggiungere che, per costituire un articolo di fede, due condizioni sono necessarie: l'una intrinseca, l'altra estrinseca: la prima, che la dottrina da definirsi sia contenuta nella divina rivelazione; la seconda, che dalla Chiesa venga a noi proposta come dottrina rivelata.

Se v'è cosa di cui faccia testimonianza tutta quanta la tradizione della Chiesa, questa è la fermezza della Sede e del successore di Pietro nella fede.

Se v'è cosa non per anco definita, ma che nulladimeno sia proposta come di certezza divina dalla costante tradizione della Chiesa, vuoi dispersa vuoi congregata, questa è, che la Chiesa e il Pontefice di Roma sono, per divino ordinamento, un'autorità infallibile nell'interpretare la fede e nel dichiarare la legge di Dio.

Egli è ora evidentemente impossibile fare più che un abbozzo dell'argomento di cui trattiamo; ma questo io mi studierò di fare, dimostrando che la dottrina che si discute ha già attraver-

sato i periodi storici che segnano il suo avanzamento verso una definizione finale.

E, in prima, prendiamo ad esempio la storia della dottrina dell'immacolata Concezione. Questa verità era pienamente ma implicitamente contenuta nella credenza universale della Chiesa sì d'Oriente come d'Occidente rispetto all'assoluta esenzione dal peccato e alla sovraeminente santificazione della Madre di Dio. Questo costituì il primo periodo di non analizzata credenza. La dottrina veniva così commemorata, d'anno in anno, nella festività dell'Ἀγιασμός, ossia *Sanctificatio* della beata Vergine. Il secondo periodo fu periodo d'analisi, imposto alla Chiesa dall'eresia pelagiana, e prodotto inoltre da quel legittimo ed inevitabile lavoro intellettuale che van facendo i fedeli nelle cose di fede. Così la festività della *Santificazione* della beata Vergine divenne legittimamente la festa dell'immacolata Natività. Il terzo periodo fu il periodo di definizione, nel quale le due opinioni dell'immacolata Natività e dell'immacolata Concezione vennero tra loro a contesa, finchè l'una andò continuamente indebolendosi a segno da perdere ogni probabilità, e l'altra andò confermandosi fino a diventare certezza. Fu allora che l'immacolata Concezione venne finalmente definita e proposta come dottrina rivelata e come articolo di fede.

La dottrina dell'infallibilità della Chiesa, quantunque non peranco definita, è per ogni dove dichiarata nell'intera storia del cristianesimo. Essa ha del pari i suoi distinti periodi, costantemente procedenti verso una definizione. Ma si vedrà che l'infallibilità del Capo visibile della Chiesa è intrinsecamente necessaria all'infallibilità della Chiesa. Anche qui possono contraddistinguersi gli stessi periodi, cioè di semplice credenza, di analisi e di definizione. Il primo periodo è quello, in cui la credenza nell'infallibilità della Chiesa e del Pontefice s'impossessò di tutto il mondo, dell'Oriente e dell'Occidente. Tale credenza era non solo professata ma messa in pratica nell'azione pubblica della Chiesa; e in tutti i fatti pubblici e autorevoli di cui si ha memoria l'infallibilità di essa è dichiarata riposare sulla fermezza nella fede della Chiesa romana, o della Sede di Pietro, o della Sede apo-

stolica, o del successore dell'Apostolo, o della voce di Pietro continuamente insegnante per organo del suo successore nella sua Sede. La *praxis* della Chiesa (che è quanto dire la sua immemorabile, universale e invariabile procedura nel dichiarare la fede e nel condannare gli errori) implica ed esige sempre come suo motivo la fermezza nella fede della Sede romana, e in quasi tutti i casi esplicitamente la dichiara. Questo periodo si estende dal principio sino al tempo che precedette immediatamente il Concilio di Costanza. Il secondo periodo è, com'è detto prima, un periodo di contesa e d'analisi, in cui Occamo, Giovanni di Parigi, Marsilio da Padova, Niccola de Clemangiis, Gersone, Pietro d'Ailly ed altri di minor conto, incominciarono a distinguere e negare tutto ciò che fino allora erasi sempre, o implicitamente od esplicitamente, creduto. Ciò che essi iniziarono in Francia, venne posteriormente caldeggiato dalla gelosia dei Parlamenti, de' giuristi e dei giansenisti. La dichiarazione del 1682 non è altro che un mero moderno raffinamento della stessa dottrina, rozza e abbozzata dapprima, ridotta poi a sistema ed espressione. È da por mente che gli Articoli del 1682, se impugnano l'infallibilità del Papa, non affermano la fallibilità della Sede e della Chiesa romana. La distinzione *inter Sedem et in ea Sedentem* è mantenuta accuratamente anche dai gallicani. L'istinto diceva loro che negare l'infallibilità della Sede romana era negare l'infallibilità della Chiesa e dilungarsi dall'intera *praxis* della Chiesa ne' primi sedici secoli. Il terzo periodo può dirsi incominciare dal 1682, in cui la negazione dell'infallibilità del romano Pontefice venne per la prima volta enunciata in una formula. Esso aprì il periodo di definizione. Le contese fra chi sosteneva l'immacolata Natività e chi sosteneva l'immacolata Concezione condussero ad una più stretta e più scientifica analisi, donde sono risultate due cose: primo, l'eliminazione della dottrina dell'immacolata Natività, siccome inadeguata ed erronea; secondo, la definizione dell'immacolata Concezione. Così anche le contese tra coloro che ammettono l'infallibilità della Chiesa, ma rigettano l'infallibilità del romano Pontefice, si sono già risolte in un'analisi di tutto quanto il soggetto della divina certezza di fede e dell'ordina-

mento divino pel quale la fede è mantenuta e proposta nel mondo; e da ciò scaturiranno parimente a suo tempo — se ora o poi, non è da noi il dirlo — due conseguenze: primo, l'eliminazione della dottrina del 1682 come inadeguata ed erronea; secondo, una definizione dell'infallibilità della Chiesa, incorporata nella sua *praxis* immemorabile e universale, di cui è primaria e necessaria condizione la fermezza della fede di Pietro, tanto nella sua Sede quanto nel suo Successore. E come nella storia dell'immacolata Concezione una serie di pontificie proibizioni rese meno probabile e men sostenibile la dottrina contraria fintantochè la prima non ebbe prevalso ed ottenuto una solenne definizione; così dee dirsi dell'infallibilità della Chiesa e del suo Capo.

Primo. Nel 1479 la proposizione che « la Chiesa della città di Roma può errare, » fu in Pietro de Osma condannata come eretica dall'arcivescovo di Toledo; e tale condanna fu confermata da una bolla di Sisto IV ¹.

Secondo. Gli Articoli del 1682 furono censurati da Innocenzo XI, Alessandro VIII, Innocenzo XII, e da Pio VI nella condanna del Sinodo di Pistoia.

Terzo. La proposizione che « l'autorità del romano Pontefice sopra i Concili ecumenici, e dell'infallibilità di lui in questioni di fede, è futile e venne spesso confutata, » fu condannata nel 1688 da Alessandro VIII.

Noi prenderemo in primo luogo a dimostrare, con quella maggior chiarezza che ci sarà consentita dagli angusti confini di questa Lettera, che, dal principio del cristianesimo fino ai tempi immediatamente precedenti il Concilio di Costanza, cioè per millequattrocent'anni, la dottrina della fermezza della fede di Pietro nella sua Sede e nel suo Successore era in possesso per immemorabile e universal tradizione della Chiesa. Segue da ciò che coloro i quali la negano sono novatori; che coloro i quali affermano, l'infallibilità del Pontefice, parlante *ex cathedra*, essere una novità di fresco introdotta, combattono, quanto alla forma

¹ AGUIRRE, « Defensio Cathedræ S. Petri, » tract. I, disp. xv, 45; e ROSKOVÁNY, « Romanus Pontifex, etc., » tom. I, 630. Nitriæ, 1869.

de' loro argomenti, nelle stesse file di quelli che dicono la dottrina della Transustanziazione un'innovazione del Concilio di Laterano, e la dottrina della santissima Trinità un'innovazione del Concilio di Nicea.

Io, peraltro, seguirò l'ordine inverso a quello che suol tenersi nel fare le dimostrazioni, e incomincerò non da' primi secoli ma dagli ultimi. Anco i nostri oppositori ci dicono che l'ultramontanismo, dal Concilio di Costanza in poi, si è impadronito della cristianità. È dunque incontestabile che negli ultimi quattrocent'anni esso ha invaso la teologia e la pratica della Chiesa.

Risaliremo, adunque, la corrente verso la fonte, e così saremo in grado di vedere quale dottrina fosse in possesso prima del Concilio di Costanza, e se vi sia traccia di cambiamenti da essa posteriormente subiti: saremo così in grado di apprezzare le pretese del gallicanismo all'antichità, autorità e verità.

Affinchè non possa rivocarsi in dubbio che, negli ultimi quattrocentocinquant'anni, la credenza nell'infallibilità della Sede e del Pontefice di Roma abbia predominato completamente, sarà bene il richiamare a memoria alcuni fatti.

1.º) È cosa ammessa che la dottrina dell'infallibilità del romano Pontefice è stata insegnata dai romani Pontefici, dai teologi romani, dalle scuole teologiche di tutti i paesi, eccetto la Francia, nell'intervallo che corse dal Concilio di Costanza¹, nel 1418, fino al presente: lo che val quanto dire che per quattro secoli e mezzo essa è stata la dottrina di tutti gli Ordini religiosi, e più specialmente dei domenicani, dei francescani e della Compagnia di Gesù; di tutte le scuole teologiche, tranne l'unica di sopra accennata; ed anche di quasi tutte le Università. È egli credibile che tutti questi rappresentanti l'insegnamento e la

¹ Il Concilio di Costanza non aveva innanzi a sè la questione dell'infallibilità. Col l'affermare che un Concilio era superiore al Papa « in his quæ pertinent ad fidem, » egli non dichiarò essere il Papa fallibile. E anche quelle parole incontrarono opposizione non solo nel cardinale Zabarella, ma nei cardinali ed ambasciatori di Francia. Oltre a ciò, le parole stesse furono opera di una sola parte d'una Obbedienza, in mezzo a tal disordine e irregolarità che basterebbe di per sè a renderle irrite, anche quando Martino V non le avesse accuratamente escluse dalla sua confermazione.

scienza della Chiesa abbiano errato, e tutti errato allo stesso modo nel metter fuori una novità fino allora sconosciuta alla Chiesa?

2.º) Nel corso di questi quattro secoli e mezzo, furono tenuti tre Concili ecumenici, di Firenze, di Laterano e di Trento; e in questi non si udì neppure un susurro di dubbio intorno all'infallibilità del romano Pontefice.

3.º) Durante questi secoli medesimi, tre Concili ecumenici toccarono l'argomento dell'autorità del romano Pontefice, ed ecco in che termini:

Il Concilio di Firenze nel 1439 decretò: « Definiamo che il romano Pontefice è successore del beato Pietro, principe degli Apostoli e vero Vicario di Cristo, Capo di tutta la Chiesa, Padre e Dottore di tutti i cristiani; e che a lui nel beato Pietro fu conferita dal nostro Signor Gesù Cristo la plenaria potestà di pascere, reggere e governare la Chiesa universale ¹. »

Il Concilio lateranense nel 1520 condannò come ereticale la proposizione: « Il romano Pontefice, successore di Pietro, non è il Vicario di Cristo, stabilito da Cristo medesimo nel beato Pietro sopra tutte le Chiese del mondo intero ². »

Il Concilio di Trento in quattro luoghi descrive la Chiesa romana come *Ecclesiarum omnium Mater et Magistra* ³. Ora, la parola *Magistra* significa l'autorità di maestro e di guida.

Per ultimo. Il Concilio stesso di Costanza porge uno dei più decisivi argomenti dell'autorità pontificia. Nell'ultima Sessione del Concilio, i polacchi, non volendo il Papa condannare un certo libro, appellarono ad un futuro Concilio generale. Perciò Martino V, in un pubblico Concistoro, il 10 marzo 1418, condannò qualunque appello di tal fatta. Gersone scrisse contro tale condanna, la quale suona così: « Non è lecito ad alcuno l'appellarsi dal Giudice supremo, cioè dalla Sede apostolica o dal romano Pontefice, Vicario di Gesù Cristo sulla terra, o cassare il

¹ LABBE, « Concil., » tom. xviii, p. 526. Ed. Ven., 1732.

² Ibid., xix, p. 1052.

³ Concil. Trid., Sess. vii, « De Bapt., » 3; Sess. xiv, « De extr. Unct., » 3; Sess. xxii, 8; Sess. xxv, cont., « De delect. ciborum, » etc.

suo giudizio nelle cause di fede, le quali, come *causæ maiores*, sono deferibili a lui e alla Sede apostolica ¹. » Ora, non può essere cosa illecita l'appellare da un giudice fallibile a un giudice infallibile. Ma un Concilio generale è infallibile: dunque il Papa non è fallibile. Ciò prova due cose; primo, qual fosse il diritto che il Pontefice si attribuiva nel Concilio di Costanza; secondo, quanto poco il Concilio fosse dominato dagli errori di Gersone.

1. — *Tradizione dal Concilio di Costanza al Concilio di Calcedonia.*

Ma, ci vien detto, nessuno contesta l'origine di tale opinione dal tempo del Concilio di Costanza. Ecco, dunque, un punto di partenza; e noi procederemo ad esaminare qual fosse la fede della Chiesa prima di quel tempo, risalendo verso la sorgente.

1. Il primo testimone, e di tutti il meno sospetto, sarà lo stesso Gersone. « L'adulazione, egli dice, concede (al Papa) esser egli al di sopra della legge, e non esser mai possibile appellarsi da lui, nè chiamarlo in giudizio; concede altresì non poterglisi ritirare l'ubbidienza, eccetto il caso d'eresia. Egli solo può fare articoli di fede; egli solo trattare questioni di fede e le *causæ maiores*; egli solo fa, come appunto si è fatto testè, definizioni, regole, leggi e canoni; altrimenti, tutto quello che è definito, decretato, fatto o ordinato da altri è irritato e nullo. Nulla di ciò che è stato ordinato da lui può essere in qualsivoglia modo cassato o annullato, fuorchè da lui solo; ma egli non è legato da nessuna Costituzione fatta da chicchessia. *Se io non m'inganno, prima della celebrazione del santo Concilio di Costanza questa tradizione era talmente penetrata nelle menti di alcuni più pedanti che letterati, che chiunque avesse dommaticamente insegnato il contrario sarebbe stato notato e condannato per eretica pravità* ². » Ma come poteva ciò accadere, se il *communis sensus fidelium* non si fosse trovato unito contro il dommatizzante? Qual Vescovo avrebbe

¹ GERSONII Opp., tom. II, p. 303. Ed. Antuerp., 1706.

² Ibid., p. 247.

permessa o data tale sentenza contro di lui, a meno che l'intero Episcopato non fosse stato concorde nei principii e sentimenti opposti? « Questa tradizione, » come Gersone la chiama, non avrebbe potuto avere autorità, e neppure esistenza come tradizione, se non fosse stata la credenza immemorabile ed universale degli uomini. L'adulazione può creare scuole e consorterie; non può creare una tradizione. La tradizione era fatale alle novelle opinioni di Gersone e del suo padrone; ed egli se ne consolò, come fanno tutti i novatori, col diffamare i suoi fratelli. Ora, se v'ha alcuno che possa produrre argomenti per dimostrare che in ciò Gersone ebbe torto, e che prima del suo tempo si han da trovare le prove della negazione dell'infallibilità della Sede e del successore di Pietro, le produca¹, e saranno lealmente esaminate. L'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo è in possesso; spetta a quei che la negano lo sloggiarnela, se loro riesce.

Altre prove io addurrò, e, per quanto è possibile, ricavandole dagli atti pubblici di Sinodi o dagli atti collettivi di Vescovi. Le poche individuali testimonianze ch'io sono per recare provengono da tali, i cui nomi hanno un'importanza eccezionale.

2. Quando, nel 1314, il re di Francia cercava di costringere Clemente V a dichiarare eretico il suo antecessore Bonifacio VIII, i vescovi di Francia, in un indirizzo al Papa, si espressero così: « Non si tratta qui dell'eresia di un Papa *come Papa*, ma come *persona privata*. Perchè come Papa ei non potrebb'essere eretico, ma sì unicamente come persona privata: conciossiachè giammai un Papa non fu eretico come Papa². »

3. L'Università di Parigi, nel 1387, rivolgeva a Clemente VII,

¹ Teof. Raynaud (tom. xx, p. 389, Cracov., 1669) riepiloga la questione con le seguenti parole: « Sarebbe inutile mettere insieme una quantità di teologi, dacchè possono citarsi tutti quelli che vivevano prima del Concilio di Costanza. « Infatti questa verità » (l'infallibilità del romano Pontefice) non aveva mai formato oggetto di controversia » tra i cattolici prima del tempo dei Concili di Basilea e di Costanza. » Ma tutti coloro che vivevano avanti quel tempo, insegnarono « unanimemente » che le definizioni dei Sommi Pontefici, anche senza il Concilio generale, costituivano articoli di fede, e che ogni giudizio rispetto alla fede spettava da ultimo alla Santa Sede. » Vedasi ancora tutta la sezione xi.

² Theolog. Wirceburg., tom. i, p. 373. Paris., 1852.

da essa riconosciuto come Papa in Avignone, e per bocca di quello stesso Pietro d'Ailly che poi sì stranamente deviò dalla fede, le seguenti parole: « Noi protestiamo unanimemente che tutto quanto è stato fatto finquì in questa materia da essi (dall'Università), e tutto quanto possiam fare o dire nella medesima materia, sì ora come in altro tempo, in loro favore, sottomettiamo con umiltà e pienamente alla correzione e al giudizio della Sede apostolica e del Sommo Pontefice che l'occupa, dicendo col beato Girolamo: *Questa è, o beatissimo Padre, la fede che abbiamo appresa nella Chiesa cattolica; nella quale se alcuna cosa abbiamo introdotta men saggiamente o men cautamente di quello che avremmo dovuto, chiediamo di esser corretti da te, che tieni la fede e la sede di Pietro.* Conciossiachè noi non ignoriamo, ma fermissimamente teniamo e non dubitiamo in modo alcuno che la Santa Sede apostolica sia quella cattedra di Pietro, sopra la quale, come attesta lo stesso Girolamo, è fondata la Chiesa Della qual Sede, nella persona dell' apostolo Pietro sedente in essa, fu detto: *Pietro, io ho pregato per te, acciò la tua fede non venga meno.* Egli è, dunque, a questa Sede che appartiene soprattutto lo stabilire la fede, approvare la verità cattolica, e condannare l'empietà ereticale ¹.

4. Il vescovo e i teologi di Parigi avevano nel 1277 censurato certe opinioni di san Tommaso. Allorquando nel 1324 fu canonizzato san Tommaso, Stefano, vescovo di Parigi, ritrattò la censura in unione col Decano, col Capitolo e sessantatrè tra Maestri e Baccellieri in teologia: nel far ciò, egli chiama « la santa romana Chiesa Madre di tutti i fedeli e Maestra di fede e di verità, fondata sulla fermissima confessione di Pietro, Vicario di Gesù Cristo; alla quale, siccome a regola universale della cattolica verità, spetta l'approvazione delle dottrine, la soluzione dei dubbi, la determinazione di tutto ciò che dee credersi, e la confutazione degli errori ². »

In questi due passi noi abbiamo la testimonianza del Vescovo,

¹ Inter Gersonii Opp., tom. I, p. 702. Antwerp., 1706.

² D'ARGENTRÉ, « Coll. Iudic. » tom. I, p. I, p. 222. Ed. Paris., 1728.

del Capitolo, dei teologi e dell'Università di Parigi nel secolo anteriore al Concilio di Costanza.

5. Ciò che s'insegnava allora in Parigi, s'insegnava altresì in Inghilterra. Tommaso Bradwardine, arcivescovo di Canterbury, morto nel 1349, nella prefazione al suo libro *De causa Dei* dice: « Io so quel che ho da fare; mi affiderò a quella nave che non può giammai perire, alla navicella di Pietro. Conciossiachè in essa con sicurezza sedette ed ammaestrò il nostro unico Capo e Maestro, Gesù Cristo, per insegnarci misticamente che nella navicella di Pietro, cioè nella Chiesa di Roma, doveva risiedere l'autorità e il magistero (*magisterium*) di tutta la dottrina cristiana. Al giudizio, quindi, di sì autorevole e grande Maestro io sottopongo ed assoggetto pienamente ed interamente, sì ora come per lo avvenire, me stesso e i miei scritti ¹. »

6. Clemente VI, scrivendo nel 1351 al Patriarca armeno, dice: « Se tu hai creduto e continui a credere che solo il romano Pontefice può, quando insorgano dubbi intorno alla fede cattolica, dar loro un termine mediante una decisione autentica, alla quale da tutti si deve inviolabilmente aderire; che qualunque cosa egli, in virtù dell'autorità delle chiavi consegnategli da Gesù Cristo, determini come vera, è vera e cattolica; e che qualunque cosa egli determini come falsa ed eretica, è da riguardarsi come tale....² » È chiaro che qui Clemente ingiunge agli Armeni di credere come verità rivelata l'infallibilità del romano Pontefice.

7. Non la finirei più se volessi citare tutto quello che dice a questo proposito san Tommaso; ma bastino queste poche parole: « Perciò il Signore disse a Pietro, fatto da lui Sommo Pontefice: *Ho pregato per te, o Pietro, acciocchè la tua fede non venga meno, e tu, una volta convertito, conferma i tuoi fratelli*. E la ragione di ciò è questa, che la fede di tutta quanta la Chiesa dev'essere una...; lo che non può conseguirsi se non quando le questioni di fede vengano definite da chi presiede a tutta quanta la Chiesa, cosicchè la sua sentenza sia da tutta quanta la Chiesa

¹ BRADWARDINI « *De causa Dei*, » Praef., Ed. Lond., 1618.

² BARONIUS, tom. XXV, ad annum 1351, p. 529. Ed. Luc., 1750.

stessa fermamente tenuta ^{1.} » E altrove: « E mentre in altre parti o non esiste fede, o, se esiste, è mischiata con molti errori, la Chiesa di Pietro è ad un tempo fresca nella fede e pura dall'errore: nè ciò è da sorprendere, perocchè il Signore disse: *Io ho pregato per te, o Pietro, acciò la tua fede non venga meno* ^{2.} » Ora noi possiamo, senza esitare un momento, prendere san Tommaso a testimone di quanto dall'Ordine domenicano e dalle scuole della Chiesa veniva insegnato nel secolo anteriore al Concilio di Costanza.

8. San Bonaventura nella stessa guisa rappresenterà l'Ordine francescano: « Pietro, così chiamato dalla *pietra*, fu posto dal Signore a fondamento della sua Chiesa: *Tu sei Pietro, ecc.* Rabbano dice che tutti i fedeli del mondo possono intendere che chiunque in qualsivoglia modo si separa dall'unità della sua fede o della sua comunione, non può nè venire assolto dai vincoli del peccato, nè entrare nella porta del regno de' cieli. Per questo il Signore diè a Pietro straordinari poteri sopra tutti gli altri Apostoli con quelle parole: *E tu, quando sarai convertito, conferma i tuoi fratelli* ^{3.} » E in altro luogo soggiunge: « Se, al tempo del sacerdote figurativo, era peccato opporsi alla sentenza del Pontefice; molto più nel tempo della verità rivelata e della grazia (quando si sa che al Vicario di Gesù Cristo è concessa la pienezza della potestà) è peccato da non tollerarsi menomamente nè in fede nè in morale il dommatizzare contrariamente alle sue definizioni, approvando ciò che egli riprova, riedificando ciò che egli distrugge, e difendendo ciò ch'ei condanna ^{4.} »

9. Il Concilio di Lione nel 1274 distese una formola di professione da farsi *per modum iuramenti* dai greci colle parole seguenti: « La santa Chiesa romana tiene il supremo e pieno primato e principato sulla Chiesa universale, il quale con verità ed umiltà essa riconosce aver ricevuto dal Signore stesso nel beato Pietro, Principe e Capo degli Apostoli, con pienezza di potere.

¹ « Summa, » 2. 2., q. 1, art. 10. Ed. Ven., 1593.

² Opuscul. vi, « In Symbol. Apost., » Opp. tom. xvii, p. 70. Ed. Ven.

³ S. BONAV. « In Expos. Reg. Fratrum Minorum, » cap. 1, tom. vii, p. 332. Romæ, 1596.

⁴ Id., « In Apol. Pauperum, » respons. 1, cap. 1, p. 413.

E, come al cospetto di tutti gli altri essa è tenuta a difendere la verità, così pure, se insorgano questioni concernenti la fede, debbono esse dal giudizio di lei esser definite Ed alla medesima tutte le Chiese sono soggette, e ad essa i loro prelati prestano ubbidienza ed ossequio. Ma a questa (Chiesa) la pienezza del potere spetta per modo, che ammette a partecipare della sua sollecitudine le altre Chiese Colla bocca e col cuore noi confessiamo ciò che la sacrosanta romana Chiesa veramente professa, e fedelmente insegna e predica. »

La formula, che s'intitola: *Sacramentum Græcorum*, suona come appresso: « Io, N., riconosco l'unità della fede, da me sottoscritta . . . , come la vera, santa, cattolica fede; l'accetto e confesso colla bocca e col cuore; e prometto di mantenerla inviolabilmente quale la tiene, e fedelmente insegna e predica la santa Chiesa romana; e in essa io persevererò sempre, e da essa mai non mi dipartirò, nè in qualsivoglia modo devierò o dissenterò ¹.

Se c'è alcuno che, dinanzi a tali fatti e testimonianze, possa continuare ad asserire che gli Articoli del 1682 hanno un qualche fondamento ne' due secoli antecedenti al Concilio di Costanza, o che la dottrina, ora cavillosamente e maliziosamente chiamata oltramontana, è una novità, costui è tenuto a produrre, il che finquì non è stato fatto, qualche prova della sua asserzione.

10. Per il duodecimo secolo abbiamo due testimonianze, tutte e due di Santi; uno confessore, l'altro martire, ed ambedue dei nostri: san Tommaso di Canterbury e santo Anselmo.

San Tommaso scrive al vescovo di Hereford: « La fonte del paradiso è una, ma divisa in molti ruscelli, affinchè giunga ad irrigare tutta la terra. Chi dubita che la Chiesa di Roma non sia il capo di tutte le Chiese e la fonte della cattolica verità? Chi ignora che le chiavi del regno de' cieli furono affidate a Pietro? La struttura di tutta quanta la Chiesa non trae essa la sua origine dalla fede e dalla dottrina di Pietro? . . . Chiunque sia colui che inaffia o che pianta, Iddio non concede incremento se non a colui che ha piantato nella *fede* di Pietro e che riposa sulla sua

¹ LABBE, « Concil., » tom. XIV, p. 512, 513. Ed. Ven., 1731.

dottrina. » Altrove egli dice della Sede apostolica: « Da questa nessuno, se non infedele, o eretico, o scismatico, ritrasse mai la sua *fede* e ubbidienza ¹. »

11. Santo Anselmo, nel dedicare al Papa il suo libro sulla santissima Trinità, scrive: « Poichè la divina Provvidenza ha prescelto la Santità vostra per affidare alla vostra custodia la vita e la fede dei cristiani e il governo della sua Chiesa; a nessun altro può farsi più giustamente ricorso, se alcun che di contrario alla fede cattolica insorga nella Chiesa, affinchè possa esser corretto colla vostra autorità; come a nessun altro può essere più sicuramente sottoposto ciò che sia stato scritto contro simili errori, affinchè, sia esaminato colla vostra prudenza ². » E altrove: « Che quelli i quali disprezzano i cristiani decreti del Vicario di Pietro, e in lui i decreti di Pietro e di Gesù Cristo, cerchino altre porte del regno de' cieli; perchè di certo essi non vi entreranno per quelle, di cui l'apostolo Pietro porta le chiavi ³. »

Se i santi e i martiri non rappresentano la mente della Chiesa, dove mai dovremo cercarla?

12. San Bernardo scrive a papa Innocenzo: « Egli è giusto che si denunzi al vostro Apostolato qualsivoglia pericolo e scandalo insorga nel regno di Dio; specialmente quelli che toccano la fede. Conciossiachè io reputo esser conveniente che le ingiurie fatte alla fede vengano riparate là dove la fede non può mancare. Perocchè questa è, in verità, la prerogativa di cotesta Sede. A chi altri, infatti, fu mai detto: *Io ho pregato per te, o Pietro, affinchè la tua fede non venga meno?* È per questo che dal successore di Pietro si richiede ciò che segue: *E tu, una volta convertito, conferma i tuoi fratelli* ⁴. »

13. Nello stesso secolo, cioè nell'anno 1149, Anselmo, vescovo di Havelburgo, fu inviato dall'imperatore Lotario a Costantinopoli, ove tenne pubbliche dispute con Nechite, arcivescovo di Ni-

¹ S. THOMÆ epist. LXXIV ad Suffraganeos, p. 167; ep. cxxiv ad Robertum Heref., p. 277. Ed. Oxon., 1844.

² S. ANSELMI « De fide Trin. », Dedic., p. 41. Ed. Ben., Paris., 1721.

³ Id., epist. ad Humbertum, lib. III, 65, p. 391.

⁴ S. BERNARD., « Ad Innoc. Pap. », ep. cxci, tom. IV, p. 433. Ed. Paris., 1742.

comedia, intorno agli errori dei greci. Richiestone da Eugenio III, egli mise dipoi tali dispute in iscritto. È da por mente che Anselmo era tedesco per nascita, e quindi rappresentante d'un paese lontano dalle influenze romane. Egli si studiava altresì di convincere i greci de' loro errori, uno de' quali era la negazione delle prerogative della Sede di Pietro, sì nella giurisdizione come nella fede. Anselmo aveva ogni ragione per restringere entro i più angusti confini le dottrine necessarie alla riconciliazione. Come rappresentante della Chiesa cattolica, parlò in questa guisa al separato Oriente: « La santa Chiesa romana, prescelta sopra tutte le altre dal Signore, è stata arricchita e benedetta da lui con ispecial privilegio; e per una sua cotal prerogativa ha la preminenza, e per dritto divino un' eccellenza sopra tutte le Chiese. Imperocchè, mentre le altre Chiese sono state in diversi tempi possedute da vari eretici e hanno vacillato nella fede cattolica, quella (Chiesa), fondata e consolidata sulla Pietra, è sempre rimasta incrollabile, e mai, per falsi e sofistici argomenti d'eretici, non è stata rimossa dalla semplicità della fede tenuta da Simone Bar-Jona; conciossiachè sia stata sempre difesa dallo scudo della divina sapienza, per la grazia del Signore, contro ingannevoli controversie. Imperocchè essa non è stata mai scossa da tema d'imperatori o di potenti del secolo; ma, per la forza del Signore e per lo scudo d'una forte pazienza, è stata sempre sicura contro ogni assalto. Per la qual cosa il Signore, (sapendo) che le altre Chiese sarebbero state grandemente travagliate dalle irruzioni dell'eresia, e che la Chiesa romana, da lui fondata sulla Pietra, non avrebbe mai vacillato nella fede, disse a Pietro: *Io ho pregato per te, o Pietro, acciò la tua fede non venga meno; e tu, una volta convertito, conferma i tuoi fratelli.* Egli è come se avesse detto apertamente: « Tu che hai ricevuto tale grazia, che, mentre coloro hanno naufragato nella fede, sempre in essa rimani immobile e costante, conferma e correggi quei che vacillano; e come provveditore, dottore, padre e maestro, abbi cura e sollecitudine per tutti. » Giustamente, pertanto, ricevette il privilegio di esser sopra tutti costituito quegli che sopra tutti ricevette da Dio il privilegio di mantenere l'integrità della

fede¹. Poi soggiunse: « Perchè non ricevete voi piuttosto gli statuti della santa Chiesa romana, la quale per mano di Dio e da Dio, e nel primo posto dopo Dio, ha ottenuto il primato d'autorità nella Chiesa universale, diffusa per tutto il mondo? Imperocchè così appunto leggiamo essere stato dichiarato a questo riguardo nel primo Concilio di Nicea dai trecentodiciotto Padri. Conciossiachè deve sapersi, e niun cattolico può ignorarlo, che la santa Chiesa romana non fu preferita alle altre per alcun decreto di Sinodi, ma ottenne il primato per la voce di nostro Signore e Salvatore nel Vangelo, dove egli disse al beato Pietro: *Tu sei Pietro, e sopra questa pietra* ecc². » Linguaggio è questo che al dì d'oggi sarebbe chiamato oltramontano; ma Anselmo così parlava ai greci con perfetta convinzione di esprimere la mente della Chiesa cattolica. E quel che diceva lo scriveva, come abbiamo veduto, per comando di Eugenio III. Indarno si cercherebbe indizio per provare che le parole d'Anselmo non fossero la vera espressione dell'immemorabile e universale tradizione della Chiesa in quel tempo.

14. Il Sinodo di Quedlimburgo, in Sassonia, condannava nel 1085 la così detta eresia Enriciana, vale a dire la tesi che non solo le cose temporali ma anche le spirituali sono soggette agl'imperatori ed ai re. Negli atti del Sinodo si legge: « Quando tutti si furono seduti giusta l'ordine rispettivo, vennero prodotti i decreti dei Santi Padri concernenti il primato della Sede apostolica: cioè, che non è lecito ad alcuno rivedere il giudizio di lei, nè erigersi in giudice di quello che essa ha giudicato; lo che rimase, per pubblica professione di tutto il Sinodo, approvato e confermato³. »

15. Nel secolo nono, cioè nell'863, un Concilio in Roma decretò quanto appresso: « Se alcuno dispreggi i dommi, precetti, interdetti, sanzioni o decreti che, riguardo alla cattolica fede, alla disciplina ecclesiastica, alla correzione dei fedeli, all'emen-

¹ D'ACHÉRY, « Spicilegium, » tom. I, 194. Ed. Paris., 1723.

² Ibid. »

³ LABBE, « Concil., » tom. XII, pp. 679, 680. Ed. Ven., 1730.

dazione dei peccatori, o alla prevenzione d'imminenti o futuri mali, siano stati salutarmente promulgati da chi presiede nella Sede apostolica, sia anatema ¹. »

16. Questo canone veniva riconosciuto nell'ottavo Concilio generale, tenuto a Costantinopoli nell'869; cosicchè la finale e irreformabile autorità del romano Pontefice fu riconosciuta e dichiarata, sotto pena di deposizione per il clero e di scomunica per i laici finchè non si rendessero penitenti ².

17. Nell'ottavo secolo, Alcuino scriveva ai fedeli di Lione: « Nessun cattolico ardisca contrastare l'autorità della Chiesa. E per non esser trovato scismatico e non cattolico, segua l'approvata autorità della santa Chiesa romana ³. » Nei libri Carolini — siano essi opera o di Carlomagno o d'Alcuino — si legge intorno alla Chiesa romana che, come Pietro era preposto a tutti gli Apostoli, così Roma è preposta a tutte le Chiese. « Imperocchè questa Chiesa non è preposta sopra tutte le altre per decreti di Sinodi, ma tiene il suo primato dall'autorità di nostro Signore stesso, il quale disse: *Tu sei Pietro* ecc. . . . Donde si comprende che uomini santi e dotti di tutte le parti del mondo, cospicui per lume di dottrina e di scienza, non solo non si dipartirono dalla santa Chiesa romana, ma, in caso di bisogno, implorarono ancora aiuto da lei per la corroborazione della fede; lo che, come abbiamo già detto e provato con esempi, tutti i membri della Chiesa cattolica debbono per regola fare; cercando da lei (Chiesa romana), subito dopo Cristo, aiuto a difender la fede: la quale (Chiesa) non avendo macchia o ruga di sorta, posa ad un tempo il suo piede sulle mostruose teste dell'eresia, e conferma nella fede le menti dei fedeli ⁴. »

Si fatta testimonianza, sia detto per incidenza, è importante per quelli che credono, avere Carlomagno imposto al romano Pontefice l'inserzione nel Credo della parola *Filioque*.

Intanto eccoci giunti all'ottavo secolo della Chiesa, prima della

¹ LABBE, « Concil. » tom. x, pag. 238. Ed. Ven., 1730.

² Ibid., p. 633.

³ ALCUIN., Opp., in Patrologia Migne, tom. c, col. 293. Paris., 1857.

⁴ CAROL. M., Opp., in Patrologia Migne, tom. xcvi, col. 1020-21. Paris., 1851.

separazione dei greci e quando questi riconoscevano tuttavia la suprema autorità, sì in giurisdizione come in fede, della Sede di Pietro. I greci riconoscono per infallibile il secondo Concilio di Nicea, e in quel Sinodo furon lette e approvate le lettere di Adriano a Tarasio, vescovo di Costantinopoli. In queste lettere Adriano dice: « La Sede del quale (di Pietro) sommamente rifulge in primato su tutta quanta la Chiesa, ed è capo di tutte le Chiese di Dio. Il perchè lo stesso beato Pietro apostolo, governante la Chiesa per comando del Signore, non lasciò nulla negletto, ma mantenne per ogni dove, e mantiene, la suprema autorità (ἐκράτησε πάντοτε καὶ κρατεῖ τὴν ἀρχήν). » Adriano quindi richiede Tarasio di aderire alla nostra « Sede apostolica, che è il capo di tutte le Chiese di Dio, e di conservare con profonda sincerità di mente e di cuore la sacra e ortodossa forma (della fede). » E tutto il Sinodo proruppe nell'acclamazione: « Il santo Sinodo così crede, così è convinto, così definisce ¹. »

18. I Vescovi affricani, nel 646, indirizzarono a papa Teodoro una lettera sinodale, che fu letta e approvata nel Concilio lateranense del 649 sotto Martino I. « Nessuno può dubitare, essi dicono, esservi nella Sede apostolica per tutti i cristiani una fonte, grande e inesauribile, abbondante d'acqua, da cui copiosi ruscelli si partono ad irrigare tutto il mondo cristiano; alla quale (Sede), anche in onore del beato Pietro, i decreti de' Padri attribuirono speciale venerazione nell'investigare le cose di Dio che debbono con ogni mezzo esser diligentemente esaminate; e soprattutto ed appunto col Capo apostolico dei Vescovi, cui spetta ab antico la cura sì di condannare i mali, sì di commendare ciò che è meritevole di lode. Imperocchè dall'antica disciplina è ordinato che qualunque cosa si faccia, anco in remote e lontane provincie, non venga essa trattata nè accettata, se prima non sia stata dedotta a cognizione della vostra augusta Sede, per modo che ogni giusta sentenza possa esser confermata dall'autorità di lei, e che da essa le altre Chiese ricevano *l'originale predicazione come dalla*

¹ LABBE, « Concil., » tom. viii, p. 771, 5. Ed. Ven., 1729.

sua sorgente nativa, e che i misteri della fede salvifica possano mantenersi incorrotti e puri per le varie regioni del mondo ¹. »

Questa dichiarazione del Sinodo affricano, essendo stata letta e approvata nel primo Concilio lateranense, è per ciò stesso confermata dalla sua autorità.

19. Nella mia lettera pastorale di due anni sono, io adduceva la testimonianza del sesto Concilio generale tenuto a Costantinopoli nel 680, in cui fu ricevuta come voce di Pietro la lettera di Agatone. In questa lettera, diretta all'imperatore, dopo aver recitato il domma di fede, Agatone così parla della Sede romana: « Confidando nella protezione (di Pietro), questa sua apostolica Chiesa non si è mai dilungata dalla via della verità per seguir quella dell' errore; e la sua autorità (di Pietro), siccome quella del Principe di tutti gli Apostoli, è stata da tutta quanta la Chiesa cattolica di Cristo e da tutti i Sinodi universali in ogni tempo, e in tutto e per tutto, fedelmente abbracciata e seguita.... Perocchè questa è la regola della vera fede, che sì nella prosperità come nell' avversità questa Chiesa apostolica di Cristo, madre spirituale del vostro pacifico impero; tiene e difende come vitale: la qual Chiesa, per grazia dell' onnipotente Iddio, non sarà mai convinta di errare dal sentiero della tradizione apostolica, nè lo ha mai abbandonato nè è stata depravata da eretiche novità; ma come la Chiesa stessa ricevette sì fatta tradizione in principio della fede dai suoi fondatori e dal capo degli apostoli di Cristo, così la mantiene immacolata fino all' ultimo, conforme la divina promessa che lo stesso Signor nostro e Salvatore fece nei santi Vangeli al Principe de' suoi discepoli: Pietro, Pietro, ecco che Satana ha voluto vagliarti come si fa del grano; ma io ho pregato per te, acciò la tua fede non venga meno. E tu, una volta convertito, conferma i tuoi fratelli ². » A queste parole i Padri risposero acclamando: « Pietro ha parlato. »

Intorno a cotal testimonianza, due cose sono da notare:

Primo: che la dichiarazione di Agatone dell'ortodossia, man-

¹ LABBE, « Concil., » tom. VII, p. 131. Ed. Ven., 1729.

² Ibid., pp. 659, 662. Ed. Ven., 1729.

tenuta immacolata fino al suo tempo dalla Sede apostolica, confuta la pretesa di coloro che vorrebbero accusare d'eresia il papa Onorio, suo antecessore.

Secondo: che i Padri così poco distinsero *inter Sedem et in ea sedentem*, che identificarono Agatone e la Sede come una sola e medesima cosa. Essi rivolgonsi a lui ὡς πρωτοθρόνῳ σοι τῆς οἰκουμένης ἐκκλησίας, ἐπὶ τὴν στερεὰν πέτραν ἐστῶτι. « A te, dunque, come alla prima Sede della Chiesa universale, noi abbandoniamo il da fare, ecc. ¹. »

20. Si potrebbe forse obiettare che il linguaggio di Anselmo d'Havelburgo, riferito di sopra, non offre alcuna prova della mente della Chiesa orientale. Aggiungerò quindi una testimonianza di più, relativa al periodo in che i greci non avevano peranco consumato lo scisma che tuttora perdura. Quest'ultima prova è contenuta nella professione di fede che papa Ormisda nell'anno 517 chiese fosse sottoscritta dai vescovi d'Oriente, e che essi di fatto sottoscrissero. Abbiamo perciò, in un atto pubblico ed autentico, la risposta e l'accettazione da parte dell'Oriente dell'autorità dottrinale della Sede apostolica. Essa è così concepita: « Regola di fede. Primo atto di salvezione si è l'osservare esattamente la regola di fede, e il non deviare in alcun modo dai decreti dei Padri. E poichè non possono tornar vane le parole di nostro Signor Gesù Cristo, il quale disse: *Tu sei Pietro, e sopra questa Pietra io edificherò la mia Chiesa*, ecc. . . . Queste parole sono confermate dall'effetto, perocchè nella Sede apostolica la religione si è sempre mantenuta senza macchia. » Segue poi la condanna degli eretici e di tutti quelli che sono in comunione con loro. « Il perchè, noi riceviamo ed approviamo tutte le lettere di papa Leone, e tutto ciò ch'egli scrisse intorno alla religione cristiana. Quindi è che seguendo, come abbiain detto, in ogni cosa l'apostolica Sede, e professando tutti i suoi decreti, io spero meritare di esser con

¹ LABBE, « Concil., » tom. VII, p. 1110. Ed. Ven., 1729. — Così san Girolamo: « Ego Beatitudini tuæ, id est Cathedræ, consocior. » Opp. tom. IV, P. 2, p. 19; e san Prospero, inter Opp. s. Aug., tom. X, App., p. 176, Paris., 1690: « Sacrosancta Petri Sedes per universum orbem Papæ Zosimi sic ore loquitur. » San Pier Damiano scrive al Papa: « Vos apostolica Sedes, Vos Romana estis Ecclesia. » Opp. tom. III, p. 221.

Voi in quella sola comunione che ingiunge l'apostolica Sede, in cui è la perfetta e vera solidità della religione cristiana: promettendo ancora che i nomi di coloro, i quali sono separati dalla comunione della Chiesa cattolica, cioè non sono uniti di mente all'apostolica Sede, non saranno rammentati nei santi Misteri. Questa, che è la mia professione, ho sottoscritta di mia propria mano, e presentata a te, Ormisda, santo e venerabile Papa della città di Roma. - xv kal. april., Agapito viro clarissimo Console ¹. » Questa professione di fede era sottoscritta, dicesi, da 2,500 Vescovi ².

Un'altra versione di questa formula ci è data da Giovanni, vescovo di Costantinopoli, in una lettera a papa Ormisda. Essa è concepita a un dipresso nei medesimi termini; ma in due passi è anche più esplicita. Dopo riferite le parole di nostro Signore a Pietro, prosegue così: « Questi detti sono confermati dal fatto; imperocchè nell'apostolica Sede la religione si è sempre mantenuta inviolata; » e poi conchiude: « Ma se in qualche cosa io fossi tentato di dubitare della mia professione, dichiaro, a mia propria condanna, ch'io stesso mi farei complice di coloro che ho condannati ³. »

21. Dal terzo Concilio di Costantinopoli nel settimo secolo, che è ricevuto dalla Chiesa greca, noi passeremo al Concilio di Calcedonia nel secolo quinto, uno de' primi quattro Concili generali, ricevuti, almeno per professione, dagli anglicani. Questo ci conduce al periodo dell'indivisa unità, e quindi, com'essi ammettono, dell'infallibilità.

Ora egli è certo che san Leone, coi termini più espliciti, attribuisce alla Sede e al successore di Pietro un'indefettibile fermezza nella fede. Due anni or sono, io citava la sua testimo-

¹ LABBE, « Concil., » tom. v, p. 583. Ed. Ven., 1728.

² Ciò abbiamo dall'autorità di Rustico, il quale scriyeva circa il 546. Egli dice che la fede fu confermata « per libellos sacerdotum forsan duorum millium et quingentorum, imperante Iustino, post schisma Petri Alexandrini et Acacii Constantinopolitani. » RUSTICI, S. R. E. Diac. Card., « Contra Acephalos Disp. » (GALLAND., « Bibl. Max., » tom. XII, p. 75).

³ LABBE, « Concil., » tom. v, p. 622. Ed. Ven., 1728.

nianza, che prova esuberantemente una tale asserzione. Aggiungerò qui soli due brevi passi. Predicando in occasione dell'anniversario della sua elezione al Pontificato, egli dice: « Non solo l'apostolica ma anche l'episcopale dignità del beato Pietro entra nella nostra solennità, ed egli non cessa giammai di presedere dalla sua Sede, e sta sempre in comunione indefettibile col Sacerdote eterno. Imperocchè quella solidità che egli, quando fu fatto Pietra, ricevette dalla Pietra che è Cristo, trasmette a' suoi eredi ¹. » E di nuovo: « La solidità di quella fede, che è commendata nel principe degli Apostoli, è perpetua ². » « Se quindi alcuna cosa è da noi rettamente fatta o rettamente decisa . . . , ciò avviene per opera e per merito di lui, il cui potere è vivente e la cui autorità è suprema nella sua Sede Imperocchè (la fede di Pietro) è divinamente protetta da solidità tale, che mai l'eretica pravità non è riuscita a violare, nè la pagana perfidia a soverchiare ³. »

Fu con sì fatta coscienza della sua missione e delle sue prerogative, che san Leone spedì la sua lettera dommatica al Concilio di Calcedonia. Nella sua lettera all'imperatore, egli vietava perentoriamente che la dottrina di fede venisse discussa come dubbia. A' Padri del Concilio scriveva: « Ora io sono presente in persona de' miei vicari, e nella dichiarazione della fede cattolica non sono assente: cosicchè voi non potete ignorare ciò che noi crediamo per antica tradizione, nè dubitare qual sia il nostro desiderio; laonde, dilettissimi fratelli, sia del tutto respinta l'audacia del disputare contro la fede divinamente ispirata; sia imposto silenzio alla vana incredulità di chi erra. A nessuno sia permesso difendere ciò che non è permesso di credere. Nelle lettere che noi indirizzavamo al vescovo Flaviano, di benedetta memoria, fu pienissimamente e manifestissimamente dichiarato qual sia la pia e sincera confessione concernente il mistero dell'incarnazione di nostro Signor Gesù Cristo ⁴. »

¹ Opp. s. Leon., « In anniv. assump., » Sermon. v, 4. Ed. Ballerini, 1753.

² Ibid., Sermon. iii, 2.

³ Ibid., Sermon. iii, 3.

⁴ Ibid., Epist. cxciii, p. 1069. Ed. Ball., 1753.

Letta che fu la lettera dommatica di Leone a Flaviano, i Vescovi esclamarono: « Questa è la fede dei Padri, questa la fede degli Apostoli. Così crediamo noi tutti; così credono gli ortodossi. Anatema a quei che così non credono. Pietro ha parlato per bocca di Leone ¹. »

Nella loro lettera a san Leone i Padri del Concilio dichiarano aver egli conservata loro la fede, essendo egli stabilito come interprete della voce del beato Pietro (πᾶσι τῆς τοῦ μακαρίου Πέτρου φωνῆς ἐρμηνεύς καθιστάμενος); « ondechè noi pure, valendoci di voi come di nostra guida in ciò che è buono e profittevole, abbiamo manifestato ai figli della Chiesa il retaggio della verità . . . » Di se medesimi essi dicono che egli presedè sopra loro come « il capo sui membri (ὡς κεφαλὴ μελῶν). » Finalmente, lo pregano ad onorare colla sua sentenza il loro giudizio (τίμησον καὶ ταῖς σαῖς ψήφοις τὴν κρίσιν) ². Ma questo giudizio, che si riferiva alla precedenza di Costantinopoli subito dopo Roma, fu da san Leone cassato e annullato. I Legati protestarono ³. San Leone scrive all'imperatrice Pulcheria: « L'accordo dei Vescovi, contrario alle regole dei sacri canoni stabiliti in Nicea, unendosi con noi la pietà della fede vostra, Noi dichiariamo nullo, e, in virtù dell'autorità del beato apostolo Pietro, con un generale decreto interamente lo cassiamo ⁴. » San Pier Crisologo scrive ad Eutiche, che lo aveva richiesto del suo giudizio intorno alla propria dottrina: « In tutto io vi esorto, onorevole fratello, ad attenervi con ubbidienza alle cose che sono state scritte dal beato Papa della città di Roma, perocchè il beato Pietro, che vive e presiede nella sua propria Sede, offre la verità a coloro che la cercano. Noi quindi, per amor della pace e della fede, non possiamo udire cause di fede senza il consenso del Vescovo della città di Roma ⁵. »

E qui possiamo far sosta nel nostro cammino. Noi siamo giunti al periodo dell'indivisa unità, quando il mondo tutto avea gli

¹ LABBE, « Concil., » tom. iv, p. 1235.

² Epist. s. Synod. Chalc. ad Leonem Papam. Inter Opp., pp. 1088, 1090.

³ Ep. Marciani imp. ad Leonem Papam. Ibid., p. 1114.

⁴ Ad Pulcher., Ibid., p. 1158, sec. 3.

⁵ Ep. Petri Chrys. ad Eutychem. Inter Opp. sancti Leonis, ibid., p. 779.

sguardi rivolti alla Sede di Pietro come a sorgente di suprema autorità in giurisdizione ed in fede. Le due chiavi di giurisdizione e di dottrina, intrinsecamente inseparabili, sono visibili qui nelle mani di Leone. Le due grandi prerogative di Pietro, *Pasci le mie pecorelle*, e *Io ho pregato per te, acciò la tua fede non venga meno*, sono riconosciute nel Concilio di Calcedonia non meno esplicitamente di quel che siano riconosciute oggi da noi. Io faccio a meno di addurre le testimonianze dei singoli Padri. Sant'Agostino e sant'Ottato le darebbero in abbondanza. Ma io mi sono studiato di esibire la tradizione della Chiesa nella sua pratica pubblica ed autorevole. Ritengo come cosa incontestabile che, a traverso tutte le età che abbiám passate a rassegna, regnava una costante, universale e invariabile tradizione della fermezza della fede nella Sede e nel successore di Pietro; e questo fatto mondiale ci porgerà la vera interpretazione e il vero valore di quelle parole di sant'Ireneo: *Ad hanc enim Ecclesiam, propter potiozem principalitatem, necesse est omnem convenire Ecclesiam; in qua semper ab his qui sunt undique, conservata est ab Apostolis traditio* ¹.

Se alcuno si avvisasse di rispondere che questi argomenti non provano l'infallibilità del Papa, parlante *ex cathedra*, egli sprecherebbe la sua fatica.

Io adduco questi argomenti a provare l'immemorabile e universale pratica della Chiesa nel far ricorso all'apostolica Sede come ad ultimo e sicuro testimone e giudice della divina tradizione della fede. Che provino ciò, nessuno, io mi penso, vorrà negare. Neppur coloro che sognano, Onorio essere stato eretico, hanno mai ardito incorrere nella condanna di Pietro de Osma, il quale affermava che *la Chiesa della città di Roma può errare*. Anche i gallicani del 1682 professarono di credere, esser la Sede infallibile, nel mentre che affermavano esser fallibile chi in quella sedeva. Finquì, adunque, noi abbiamo una serie di testimonianze che si estende dal Concilio di Costanza sino al quinto secolo, vale a dire, al periodo de' primi quattro Concili generali, quando l'Oriente e

¹ S. IREN., « Adv. hæres. », lib. III, 2, sec. 21, nota 27. Ed. Ven., 1734.

l'Occidente erano tuttavia uniti alla Sede e al successore di Pietro. Invano cercheresti in quei mille anni traccia del pensiero che o la Sede o il successore di Pietro potessero venir meno nella fede. Colla memoria ancor fresca¹ di tutti gli avvenimenti d'Onorio, i Padri del terzo Concilio di Costantinopoli risposero con aderire alla dichiarazione d'Agatone intorno all'inviolata ortodossia della Sede e del successore di Pietro. L'Oriente e l'Occidente furono in ciò pienamente d'accordo. Nella formula d'Ormisda abbiamo ancora di più. Il romano Pontefice impose ai Vescovi orientali di sottoscrivere una professione, avente esplicitamente a base l'inviolata ortodossia della Sede e del successore di Pietro; e i Vescovi orientali ubbidirono e sottoscrissero. Sarà eziandio osservato che ciò eseguirono sulla fede della promessa fatta a Pietro. Durante quei mille anni, due testi sono continuamente presenti: *Su questa Pietra io edificherò la mia Chiesa*: questo per la fermezza della Sede; *Io ho pregato per te, acciò la tua fede non venga meno*: questo per la fermezza del successore di Pietro. È anche da osservare che le prove addotte non sono, salvo poche eccezioni, le parole di singoli Vescovi o dottori, comunque illustri; ma sono i decreti o le dichiarazioni di Sinodi, di interi Episcopati in Roma, Affrica, Francia, Sassonia; sono gli atti di Concili generali, e quindi pubblici Documenti della Chiesa universale. Dietro tali prove può, senza esitazione, affermarsi che per i primi millequattrocent'anni — cioè fino ai preludi del grande scisma d'Occidente e del Concilio di Costanza — la *praxis Ecclesiae* è definita e incontestabile, e che Gersone avea ragione di dire che chiunque si fosse attentato di negare l'infallibilità della Sede e del successore di Pietro sarebbe stato condannato per eresia.

Ma se sarebbe stato condannato per eresia, qual era l'aspetto

¹ Non posso astenermi dal soggiungere che si hanno positive prove storiche del non avere Onorio errato nella fede. Noi abbiamo le sue due lettere, che sono perfettamente ortodosse. In qualunque senso possano intendersi le parole del Concilio, non posson certo intendersi per modo da accusare Onorio d'eresia, mentre si ha dinanzi a noi nelle sue proprie mani la prova della sua ortodossia. GONZALEZ, « De infall. rom. Pontif. » Disp. xv, sect. vi, § 1.

in cui il consenso dei fedeli e la tradizione della Chiesa consideravano la verità impugnata? Il correlativo di eresia è fede.

Questo, dunque, è il periodo che può esser considerato come il primo periodo di fede semplice, tradizionale, immemorabile e universale nella stabilità della fede di Pietro nella sua Sede e nel suo successore; stabilità che, ben considerata, non è altro che l'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo ¹.

2. — Tradizione dal Concilio di Costanza al 1682.

Noi qui dobbiam chiudere il primo periodo di questo subietto che termina col Concilio di Costanza, ed entrare nel secondo che da quel Concilio arriva fino all'assemblea del 1682. In questo periodo, che abbraccia circa dugentoquarant'anni, l'autorità del romano Pontefice si rese assai più esplicitamente manifesta, in ragione degli sforzi fatti per diminuirne la portata. Può dirsi che i Concili di Costanza e di Basilea esigessero il decreto del Concilio di Firenze. Questa esplicita dichiarazione preclude la via a distinguere tra la *Sede* e *Colui che vi siede*. Il Concilio afferma che la pienezza di ogni potere fu data da nostro Signore non solo a Pietro, ma, *ipsi in beato Petro*: al suo Successore in Pietro. Questo decreto è un compendio e una dichiarazione della tradizione divina che noi siamo andati finquì seguitando per l'insù, risalendo cioè di secolo in secolo fino alla sua origine. Il secondo

¹ Con molta sorpresa, a cui, io credo, parteciperanno coloro che han letto le prove dal quindicesimo al quinto secolo, addotte in questo capitolo, io leggo nel libro « Janus, » che ha levato non poco rumore in Germania, le parole seguenti: « Per tredici secoli un «incomprensibile silenzio» su questo articolo fondamentale (infallibilità del Papa) regnò in «tutta quanta la Chiesa» e nella sua «letteratura.» Nessuna delle «antiche confessioni di fede,» nessun catechismo, nessuno tra gli scritti patristici composti per l'istruzione del popolo, contiene sola una sillaba intorno al Papa, molto meno verun cenno che dipenda da lui ogni certezza di fede e di dottrina » (« Il Papa e il Concilio, per Janus, » p. 64). Giudicherà il lettore se regnasse un incomprensibile silenzio intorno alla perpetua fermezza o indefettibilità della fede nella Sede e nel successore di Pietro, e se passi differenza fra quella e l'infallibilità del Pontefice. Ma queste temerarie asserzioni possono trarre in inganno migliaia di persone.

periodo può dirsi il periodo di contesa, nel quale l'autorità del romano Pontefice andò soggetta ad un'analisi di controversia. Molte circostanze cospirarono a renderlo inevitabile. Il risorgimento della romana giurisprudenza riempiè i sovrani e i governi civili d'Europa de' principii e delle massime dell'antico cesarismo¹. Essi miravano alla suprema ed assoluta potestà su tutte le persone e su tutte le cause, sì ecclesiastiche come civili. Ne' Pontefici incontravano l'unico loro ostacolo, l'unico antagonista cui ad essi non riusciva nè infrangere nè piegare. L'eccitar l'orgoglio nazionale è cosa ben facile; ed essi lo eccitarono, facendosene un alleato per combattere la potestà della fede e l'autorità di Roma.

Un ausiliare anche più pericoloso venne ben presto a collocarsi dalla medesima parte.

Lo sviluppo e la gara delle nazionalità dentro l'unità stessa della Chiesa cattolica, le quali dapprima avean fatto sorgere controversie intorno alla suprema e finale autorità del romano Pontefice, condussero ben presto a divisioni nel Conclave e a dubbie elezioni. A tempo del Concilio di Costanza, la Chiesa trovavasi divisa da tre Obbedienze e da tre Papi dubbi.

Il Concilio, dalla sua apertura fino alla quattordicesima Sessione, conteneva una sola delle tre Obbedienze. La seconda vi entrò dopo. Solo nella trigesimaquinta Sessione si riunirono le tre Obbedienze, e vi presedè un Pontefice di certa e canonica elezione, come san Leone presedè al Concilio di Calcedonia, o sant'Agatone al terzo Concilio di Costantinopoli.

Ma fu nella quarta e nella quinta Sessione, quando soltanto un'Obbedienza era presente, che vennero proclamati i decreti rappresentanti le novità di Gersone. Essi erano nulli fino dal loro principio per la nullità dell'assemblea, per l'irregolarità della votazione, non meno che per l'eterodossia della materia. Si protestò contro, non appena letti; e si lasciaron passare, non solo perchè l'opposizione era inutile, ma anche perchè il lasciarli passare era, *ipso facto*, mancante d'effetto. Ma in ciò è superfluo

¹ BOTTALLA, « The supreme Authority of the Pope, » p. 157 e seg.

l'entrare. Finchè rimarrà un gallicano, si ripeterà la gallicana versione del Concilio di Costanza; si ricorderà quanto Gersone si dolesse della condanna pronunciata da Martino V contro coloro che appellavano dal Papa al Concilio generale. Bastò questo solo atto pontificio, pubblicato nel Concilio stesso, a far cadere dalla loro base la quarta e la quinta Sessione.

A fine di apprezzare rettamente la vera natura di quelle Sessioni, richiamiamoci in mente quali fossero le opinioni teologiche insegnate a quel tempo da Gersone in Parigi. Da ciò non tarderemo a vedere, in primo luogo, di quanto poco peso sia l'autorità del suo nome; secondamente, quale analogia passi tra il corso delle opinioni erronee in Francia e quello delle opinioni che fecer capo all'anglicanismo appo noi.

Le seguenti proposizioni offrono un saggio di quel più che si trova negli scritti di lui:

« La decisione del solo Papa, in materie che sono di fede, non obbliga, in quanto tale, (chicchessia) a credere ¹. »

« La decisione del Papa obbliga i fedeli a non dommatizzare in senso contrario, salvo il caso in cui veggano che un errore manifesto contro la fede e un grande scandalo per la fede medesima sarebbero per derivare dal loro silenzio, se essi non facessero opposizione Ove ciò dovesse loro tirare addosso persecuzione delle loro opinioni e gastigo, sappiano esser beati coloro che soffrono persecuzione per la giustizia ². »

« Può un semplice privato, senz' autorità, esser cotanto dotto nella sacra Scrittura da meritare che alla sua asserzione in un caso dottrinale venga dato maggior peso che a una dichiarazione del Papa; perocchè è da affidarsi piuttosto al Vangelo che al Papa ³. »

I Vescovi « nella Chiesa primitiva avevano lo stesso potere che il Papa ⁴. »

« È cosa ridicola il dire che un uomo mortale possa pretendere

¹ GERSONI Opp., Ed. Dupin, Ant., 1706, tom. I, « De Exam. Doctr. », Consid. 2, p. 9.

² Ibid.

³ Ibid., Con. 5, p. 11.

⁴ Tom. II, « De modis uniendi », p. 174.

al potere di legare e sciogliere i peccati, sì in cielo come in terra, mentre egli è un figlio di perdizione ecc.^{1.} »

« La Chiesa romana, di cui il Papa è creduto capo..., può errare, può ingannare ed essere ingannata, può essere nello scisma e nell'eresia, e può cessare di esistere^{2.} »

« Sembra che, ove il Papa... sia malvagio ed incorreggibile, debba il re o imperatore dei romani... apporvi rimedio convocando un Concilio^{3.} »

« I Vescovi (oppressi dai Papi) possono ragionevolmente portare le loro doglianze non solo innanzi al Papa e ad un Concilio generale, che è il tribunale più competente, ma anche innanzi ai Principi ortodossi^{4.} »

« Può darsi motivo sufficiente di sottrazione o sospensione di obbedienza a qualsiasi Papa legittimamente eletto^{5.} »

Sono questi i primi principii dello scisma anglicano, che ha sempre allegato a propria giustificazione scrittori come Gersone, Pietro d'Ailly, Niccola de Clemangis, e i loro più recenti seguaci, come il Dupin, il Van Espen e il Febronio.

Nel riferire le opinioni di Gersone, cui ogni cattolico dee deplorare e respingere, sarebbe ingiusto non richiamare alla mente le circostanze dei tempi, che imponevano a lui e ad altri questioni del tutto nuove. La fiducia nell'ufficio supremo della Sede e del successore di Pietro in materia di fede era stata aspramente scossa dalla disputata elezione di due, e poi di tre pretendenti a quel supremo potere. Quantunque ciò non fosse logico, egli era tuttavia troppo naturale che dall'elezione i dubbi dovessero estendersi all'ufficio, e che le Obbedienze contendenti sforzar si dovessero non solo di prendere il di sopra su' loro avversari, ma di difendere ancora, com'esse opinavano, l'autorità della Chiesa e l'integrità della fede dai pericoli inseparabili dalla coesistenza di due e tre pretendenti al supremo ufficio di giudice nelle cause

¹ GERSONII Opp., loc. cit., p. 168.

² Ibid., p. 163.

³ Ibid., p. 178.

⁴ Tom. II., « De Statu Eccl. » p. 533.

⁵ Tom. VI., « De Auferib. Papæ, » p. 218.

dottrinali. A questo errore può assègnarsi un buono e prudente motivo. Col negare l'infallibilità del Pontefice e coll'affermare l'infallibilità dei Concili, Gersone senza dubbio credeva di procacciare una più ampia e sicura base alla fede della cristianità. Giustizia vuole che si pensi così. Nulladimeno, le sue opinioni sono erronee fino a rasentar l'eresia, ed hanno sparso i semi d'una grande quantità d'errori ereticali da quel tempo fino al presente. Non è quindi da maravigliare se i protestanti pretendono scorgere in Gersone un precursore e un'autorità. Un loro scrittore, il Villiers, nel suo libro intitolato: *Influenza della riforma di Lutero*, dice che Gersone e Richer furono i corifei della rivoluzione religiosa in Francia ¹.

In ultima analisi, il grande scisma d'Occidente non è nient'altro che la gara e la contesa delle nazionalità. Ciò che i singoli individui non sono mai riusciti ad effettuare contro l'unità e l'autorità della Chiesa, le nazioni si sono studiate di farlo. E niuna prova più splendida può darsi della divina stabilità della Chiesa, sì nella sua unità come nella sua autorità, che quella d'aver saputo non solo sanare il grande scisma d'Occidente, ma conservare per lo spazio di quattrocent'anni e l'unità e l'autorità quali sono al presente; e ciò, altresì, nel periodo del più vigoroso e veemente sviluppo delle odierne nazionalità.

Ma ripigliamo il filo del nostro ragionamento. Egli è certo che le opinioni di Gersone perdettero ben presto il loro credito, anche nella stessa Sorbona. Il Concilio di Firenze diciott'anni dopo, cioè nel 1439, cancellò le tracce della quarta e della quinta Sessione del Concilio di Costanza con quel suo notissimo decreto che se non afferma esplicitamente l'infallibilità della Sede e del successore di Pietro, la contiene però implicitamente e logicamente. Quel notissimo decreto altro non è che la finale espressione dell'immemorabile e universale pratica e fede della Chiesa, mediante l'infallibile autorità di un Concilio generale.

Quarant'anni dopo, cioè nel 1479, la condanna di Pietro de Osma, pronunziata da Sisto IV, afferma esser di fede il contrario

¹ Bouix, « De Papa et de Concil. œcum. », tom. I, 493. Paris., 1869.

del suo errore, cioè « che la Chiesa della città di Roma non può errare. »

Nel 1544 la Facoltà di Lovanio pubblicava trentadue articoli contro gli errori di Lutero. Il vigesimoprimo suona così: « È da ritenersi con ferma fede, esservi sulla terra una sola vera e cattolica Chiesa, e questa visibile; la quale fu fondata dagli Apostoli e dura fino al nostro tempo, ritenente e professante tutto quanto la cattedra di Pietro ha emesso, emette o da qui innanzi emetterà in materia di fede e di religione; sulla quale (cattedra, la Chiesa) è talmente fondata da Gesù Cristo suo Sposo, che in quelle cose che sono di fede essa non può errare. »

Il vigesimoquinto articolo dice: « Sono da ritenersi con ferma fede non solo quelle cose che trovansi espressamente dichiarate nella Scrittura, ma quelle eziandio che abbiain ricevute per credersi dalla tradizione della Chiesa cattolica, e che in materia di fede e di morale sono state definite dalla Cattedra di Pietro e dai Concili generali legittimamente adunati ¹. »

Il grande scisma d'Occidente e le opinioni erronee nel Concilio di Costanza ebbero il loro legittimo svolgimento nella riforma protestante: e questa, col separare dalla Chiesa una parte della Germania e dell'Inghilterra, purgò l'unità della Chiesa stessa da un'infezione che non pur l'unità, ma minacciava ancora i fondamenti della fede. Ci è stato detto e più volte ripetuto, in aria di savio e benevolo consiglio, di non restringer troppo le condizioni della comunione, nè di definire con troppa precisione le dottrine della fede. Questo consiglio fu dato, senza dubbio, a Costanza, a Firenze, a Trento. Ma la Chiesa cattolica non conosce altra politica all'infuori della verità; e l'unità sua si estende non coll'ammettere l'errore, ma coll'espellere tutto ciò che è contrario alla sanità e alla vita della fede. Vedremo in seguito come queste ragioni fossero messe innanzi nel 1682, in quella stessa guisa che sono messe innanzi al presente, alla vigilia del primo Concilio Vaticano.

Nel 1579, il clero di Francia, congregato in Melun, decretò

¹ ROSKOVANY, « De rom. Pontif. » tom. II, 35.

quanto appresso: « I Vescovi e i loro vicari, cui tal ministero è commesso, avranno cura che in tutti i sinodi, sì diocesani come provinciali, tutti e singoli i cherici e laici abbraccino e apertamente professino quella fede che la santa romana Chiesa, maestra, colonna e fondamento della verità, professa e custodisce accuratamente. Perocchè con questa Chiesa, a cagione del suo primato (della sua principalità), è necessario che vadano d'accordo tutte le altre Chiese¹. »

Nel 1625 fu dall'assemblea disteso un Documento sotto il titolo di *Indirizzo dell'assemblea generale del clero di Francia agli arcivescovi e vescovi del Regno*. Questo Documento non fu mai pubblicato, per ragioni che chiaramente non si conoscono. Esso è consegnato nei *Procès verbaux*, stampati per ordine dell'assemblea nel 1762-65. Il centocinquantesimo articolo suona così: « Si esortano i Vescovi ad onorare la santa Sede apostolica e la Chiesa di Roma, madre delle Chiese, fondata sulla promessa infallibile di Dio nel sangue degli Apostoli e dei martiri.... Essi rispetteranno altresì il nostro Santo Padre, il Papa, Capo visibile della Chiesa universale, Vicario di Dio in terra, Vescovo dei vescovi e Patriarca dei patriarchi, in una parola, il successore di san Pietro; col quale hanno avuto il loro principio l'Apostolato e l'Episcopato, e sul quale Gesù Cristo ha fondato la Chiesa, affidando a lui le chiavi del cielo *insieme coll'infallibilità della fede* che noi abbiain veduto durare miracolosamente immobile nei suoi successori fino al presente giorno². »

Ora noi veniamo ad un periodo, nel quale la Chiesa di Francia, con la Corte e col Governo, attestò l'infallibilità del romano Pontefice mediante una serie d'atti pubblici, che non ammettono replica. Dall'anno 1651 al 1681 la controversia giansenistica era giunta al suo colmo.

Nel 1651, ottantacinque Vescovi di Francia scrissero a Innocenzo X, pregando fossero giudicate dalla Sede apostolica le cinque proposizioni di Giansenio. « È costumanza solenne della Chie-

¹ Roskov., *ibid.*, tom. II, p. 105.

² *Ibid.*, p. 175.

sa, essi dicono, il riferire alla santa Sede le cause maggiori: la qual costumanza l'immane fede di Pietro esige in suo diritto che noi perpetuamente osserviamo. In obbedienza, pertanto, a questa giustissima legge, noi ci siamo risolti di scrivere alla Santità vostra intorno ad un argomento della massima gravità in materia di religione. » Sul finire della lettera soggiungono: « Vostra Santità ha conosciuto ultimamente di quanto giovamento sia l'autorità della Sede apostolica nella condanna dell'errore rispetto al duplice capo della Chiesa; *di subito la tempesta si calmò, e alla voce e al comando di Gesù Cristo i venti ed il mare obbedirono* ¹. »

Dopo la condanna di Giansenio, proferita da Innocenzo X il 9 giugno 1653, i Vescovi di Francia scrissero novamente il 15 luglio: « In questo affare, dicevano, ciò che è degno di nota si è come, in quella guisa che, dietro relazione dei Vescovi dell'Africa, Innocenzo I condannò in antico l'eresia pelagiana, così, dietro consultazione de' Vescovi di Francia, Innocenzo X proscrivesse colla sua autorità un'eresia, direttamente opposta a quella di Pelagio. Imperocchè la Chiesa cattolica di quel tempo antico, appoggiata unicamente sulla comunione e sull'autorità della sede di Pietro, la quale rifulge nella lettera decretale d'Innocenzo agli Affricani, susseguita da un'altra lettera di Zosimo ai Vescovi di tutto il mondo, sottoscriveva senza indugio la condanna dell'eresia pelagiana. Essa, infatti, non solo dalla promessa fatta da Gesù Cristo nostro Signore a Pietro, ma anche dagli atti de' primi Pontefici e dagli anatemi lanciati poco innanzi da Damaso contro Apollinare e Macedonio, mentre non erano per anco stati condannati da verun Sinodo, vedeva chiaramente che i giudizi per la conferma della regola di fede, proferiti dai Pontefici, consultati da Vescovi, riposano sopra una divina e suprema autorità per tutto quanto il mondo; alla quale autorità tutti i cristiani sono in obbligo di prestare l'obbedienza della mente ². »

È qui da notare che la condanna del pelagianismo per Inno-

¹ Roskov., ibid., tom. II, p. 180.

² Ibid., p. 190.

cenzo I senza alcun Concilio generale, è stata sempre ricevuta come infallibile; e in secondo luogo, che quivi i Vescovi francesi dichiarano esser necessaria a tutti i cristiani *l'obbedienza della mente*, cioè il consenso interiore, e non già soltanto il silenzio ossequioso.

Il 2 settembre 1656 i Vescovi scrissero presso a poco ne' medesimi termini ad Alessandro VII. Chiamano essi la lettera di Zosimo *un decreto perentorio*, e citano il notissimo detto di sant'Agostino: *Finita est causa rescriptis Apostolicis*, ecc.¹

Nell'anno 1660 i Vescovi tornarono a scrivere in termini, se era possibile, più forti. « In Te, dichiarano essi, come nel successore di Pietro, è fermamente riposta la forza di tutti noi². »

Per ultimo, nella lettera circolare dell'assemblea del clero del dì 2 ottobre 1665, essi dichiarano: « La lettera circolare, che l'assemblea generale del clero di Francia scriveva a tutti i Vescovi del regno il 15 luglio 1653, mostra che la sommissione che siamo stati usi di rendere al Santo Padre è un'eredità dei Vescovi di Francia, i quali, in un Sinodo tenuto sotto Carlomagno e Pipino, fecero solenne dichiarazione di voler mantenere la loro unità colla Chiesa romana, e star soggetti a san Pietro ed a'suoi successori fino al termine della loro vita³. » Soggiungono che tutte le Chiese di Francia erano nella ferma intenzione « di eseguire tutto quello che il Pontefice fosse per ordinare in materia di fede, » e poi dicono: « È questo il solido punto della nostra gloria, che rende invincibile la nostra fede e infallibile la nostra autorità, fino a tanto che noi teniamo l'una e l'altra inseparabilmente unite al centro della religione collo stringerci alla sede di san Pietro, ecc. »

Noi qui abbiamo sei solenni atti di Vescovi ed assemblee francesi, che riconoscono nei termini più espliciti la stabilità nella fede della Sede e del successore di Pietro. Può dirsi con verità che la memoria del Gersone e della vecchia Sorbona era in quel

¹ D'ARGENTRÉ, « *Collectio Iudiciorum*, » tom. III, p. 2, p. 280. Paris., 1736.

² ZACCARIA, « *Anti-Febronius vindicatus*, » Diss. V, cap. 2, p. 242. Romæ, 1843.

³ D'ARGENTRÉ, « *Coll. Iud.*, » tom. III, p. 2, p. 312.

tempo cancellata interamente dalla Chiesa di Francia. La condanna di Giansenio si fondava, e si fonda fino al presente, sul perentorio e irreformabile decreto d'Innocenzo X. I Vescovi di Francia scrivevano il 28 marzo 1654 al Pontefice intorno al sofisma giansenistico, risguardante la questione di fatto relativa alle proposizioni. Essi dichiararono che i giansenisti cercavano « di toglier via una parte dell'antico deposito di fede, la cui custodia era stata da Gesù Cristo affidata alla Sede di Pietro, coll'abbassare disonestamente la maestà del decreto apostolico a decisione di controversie fittizie ¹. » Egli è chiaro che i Vescovi riconoscevano qui la suprema e piena autorità del Pontefice in tutta la sua estensione di fede, morale e fatti dommatici.

Tale era in quel tempo la dottrina di Francia. In una congrega dei capi giansenisti, tenuta nel *Faubourg Saint Jacques* in occasione della pubblicazione della bolla d'Innocenzo X, il Pascal insinuò d'aver sentito dire che il Papa non è infallibile. A ciò rispose immediatamente l'Arnauld che, se avessero essi seguito questa maniera di difesa, « avrebbero dato buona ragione a' loro oppositori di trattarli da eretici ². »

Questa parte del nostro subietto può inoltre compendiarsi in una citazione di Pietro de Marca. I gesuiti avevano nel 1661, nel loro Collegio di Parigi, sostenuto una tesi affermantè l'infallibilità del Papa in punto di fede, morale e fatti dommatici. I giansenisti si adoperarono perchè il Governo la censurasse. Pietro de Marca, allora appunto trasferito dall'arcivescovado di Tolosa a quel di Parigi, dichiarò che l'opinione affermantè l'infallibilità del romano Pontefice, quando parla *ex cathedra*, è « la generale e ricevuta opinione, approvata dalla Chiesa di Roma e dalle scuole della cristianità. » Poi soggiunge: « Quest'opinione è l'unica che s'insegni ed abbracci in Italia, in Spagna e nelle altre province della cristianità; » e « quella che si chiama l'opinione dei Dottori di Parigi, è posta nel novero delle opinioni

¹ D'ARGENTRÉ, « Coll. Iud., » tom. III, p. 2; p. 825.

² BOUX, « De Papa etc., » p. 564.

semplicemente *tollerate*¹. » Questo avveniva prima dell'anno 1682 e della condanna pontificia dei quattro Articoli. Indi prosegue: « Finalmente, sarebbe aprire il campo ad un grande scisma il cercar di abbattere queste tesi, finchè vengono intese in conformità della comune opinione; perocchè sì fatta opposizione tende non solo a rovinare apertamente le Costituzioni pubblicate contro Giansenio, ma anche a disputare pubblicamente e con autorità contro il potere dei Papi come giudici infallibili quando parlano *ex cathedra* in materia di fede; il che è loro concesso per consenso di tutte le Università, eccetto l'antica Sorbona. » Nello stesso Documento egli va innanzi usando le parole citate nella mia Lettera pastorale del 1867: « La grande maggioranza dei dottori (in Francia), non solo di teologia ma anco di legge, seguono la comune opinione, che ha, come è stato già detto, fondamenti assai difficili a distruggersi, e si ridono dell'opinione dell'antica Sorbona². » -

Spero di aver giustificato a sufficienza quanto veniva per me asserito nel 1867, che cioè le opinioni gallicane non trovano appoggio veruno nelle antiche tradizioni dell'illustre Chiesa di Francia.

3. — *Prima formale enunciazione del gallicanismo.*

Adesso ci convien trattare una parte meno piacevole del nostro soggetto; il risorgimento cioè delle opinioni della *vecchia Sorbona*, e la loro trasformazione negli Articoli del 1682.

Sarebbe qui fuor di luogo narrare le particolarità della controversia che sorse dalle tesi del Collegio dei gesuiti. I giansenisti attaccarono l'infallibilità del Papa, perchè si trovarono condannati da due Costituzioni pontificie. L'influenza loro nel Governo giunse a tal punto da far persuasi i ministri di Luigi XIV che la dottrina dell'infallibilità del Papa era pericolosa per le regie prerogative, e anche per la corona di Francia. Il Governo e

¹ ZACCARIA, « Anti - Febronius vindicatus, » Dissert. v, cap. 2, s. 5, note.

² Ibid., nota 5.

il Parlamento proibirono le tesi. La Sorbona si oppose all' introduzione del Governo in materia teologica. Il Parlamento insistè per essere ubbidito, e ordinò alla Facoltà di registrare i suoi decreti circa l' infallibilità del Papa. Nacque da ciò un conflitto che rese necessari diciassette decreti del Parlamento per ridurre ad obbedienza la Sorbona. Finalmente fu adottato l' espediente dell' assemblea del 1682 come mezzo di attribuire un carattere dottrinale ed autorevole alla teologia della Corte e del Parlamento. La storia di cotal politica di Colbert e de' suoi colleghi può attingersi nell' opera del signor Gérin, giudice del tribunale civile della Senna, il quale ha pubblicato quest' anno una quantità di Documenti finora sconosciuti, che somministrano prove concludenti in favore della Sorbona e contro il Governo.

Lo scrittore francese di cui ho già fatta menzione mi ha censurato pubblicamente per aver detto nella Pastorale a voi indirizzata due anni sono, che i quattro Articoli del 1682 sono una *teologia regia*; e che nell' assemblea, da cui furono approvati, l' arcivescovo di Cambrai vi fece opposizione. Io penso dovere a voi, reverendi fratelli, non meno che a me stesso, il ripetere non solo ma anche il provare cotali asserzioni.

Cotesto scrittore, il quale si firma *Abbé St. Pol*, credè distruggere il detto da me col citare un passo dell' *Arrêt du Parlement*, ove si dice che gli Articoli furono approvati unanimemente (*unanimentement*). Chi ha mai dubitato che il Parlamento volesse dire e dicesse così? Ma con quanta verità ciò fosse detto, lo vedremo tra poco. L' *Abbé St. Pol* ammette che l' arcivescovo di Cambrai resistesse finchè non rimase convinto. L' arcivescovo resistè finchè non ebbe avuto l' assicurazione che gli Articoli non sarebbero stati imposti dall' autorità alle scuole teologiche di Francia; assicurazione che venne, ciò nonostante, immediatamente violata da un ordine del re¹.

¹ GÉRIN, « Recherches historiques sur l' assemblée du clergé de France de 1682, » p. 201. Paris, Lecoffre, 1869. Ma non ho bisogno di dir di più circa la fedeltà dell' arcivescovo di Cambrai. Il suo coraggioso successore, in una nobile allocuzione al suo clero, fatta il 10 settembre ultimo, ha provato ad esuberanza la verità di quanto io asseriva nel 1867.

Abbiamo ancora, per testimonianza del procurator generale de Harlay, uno di quelli che ebbero la più gran parte in tutta questa transazione, che *la maggioranza* di quella assemblea « avrebbe con tutto il cuore cambiato proposito il giorno dopo, se le fosse stato concesso di farlo ¹. » Questa testimonianza è superiore ad ogni confutazione e ad ogni sospetto. Essa è contenuta in una lettera particolare al Colbert, finora non pubblicata e che da quì innanzi non dovrà mai porsi in oblio. Ma su questo Documento avrò occasione di tornare più tardi.

Nel volume del signor Gérin trovansi prove ineluttabili coeve nelle lettere, memorie e Documenti privati del Colbert, dell'arcivescovo di Cambrai e del procurator generale, le quali stabiliscono, in modo da escludere ogni controversia, 1.^o) che l'assemblea del 1682 non era nè un Sinodo nè un Concilio della Chiesa di Francia e nemmeno un'assemblea rappresentativa del clero francese; ma un'assemblea di arcivescovi, vescovi e altre persone nominate dal re, o elette sotto ogni maniera di pressione e d'influenza della Corte, in mezzo a vigorose e pubbliche proteste di uomini come il cardinale arcivescovo d'Aix e il Vicario generale di Tolosa. Un esempio basterà per tutti. Il Colbert scriveva al vescovo d'Avranches: « Signore, il re ha creduto che sareste in grado di servirlo più utilmente che chiunque altro . . . nell'assemblea formata dal clero. Sua Maestà mi ordina di scrivervi per dirvi ch'egli ha fatto scelta di voi, ecc. » Il Bossuet scrive al de Rancé: « L'assemblea sta per raccogliersi. Si vuole ch'io ne faccia parte. » Il Fleury scrive: « Il re volle che il vescovo di Meaux ne facesse parte. » Negli stessi termini scriveva il Colbert all'arcivescovo di Rouen. Uguali mezzi adoperavansi per imporre le elezioni a Tolosa, a Narbona, ad Aix, e in ogni altro luogo; tantochè Daniele de Cosnac dice: *Cette manière de députation ne me paraissait pas trop glorieuse*. Per dare un'idea dell'assoluta nullità di quelle pretese elezioni, farebbe di mestieri trascrivere il terzo capitolo dell'opera del signor Gérin.

Ma 2.^o) un altro fatto di molto maggiore importanza così per

¹ GÉRIN, op. cit., p. 389.

l'unità della verità teologica, come per l'illustre Chiesa di Francia, si è che la Facoltà teologica della Sorbona, insieme colle altre Facoltà teologiche di Parigi, non solo oppose una ferma e coraggiosa resistenza ai quattro Articoli, ma può dirsi con verità che mai non gli accettò. Il simulacro d'accettazione che si estorse da taluni con atti d'intimidazione e di violenza da parte del re, della Corte e del Parlamento, prova abbondantemente che i quattro Articoli non furono mai accettati dalla Facoltà teologica della Sorbona¹. L'importanza di questo fatto è grande e molteplice. Esso rende compiuta la reiezione dei quattro Articoli da parte di ogni grande scuola teologica; libera il gran nome della Sorbona da un'ombra ond'io temetti finquì che fosse oscurato; e, per ultimo, purga la Chiesa di Francia dalla taccia di aver preso parte in un avvenimento che non può non essere un motivo continuo d'afflizione per chi rispetta ed ama le sue nobili cattoliche tradizioni.

Mi studierò di dare, quanto più brevemente mi sarà possibile, un sunto delle prove del signor Gérin.

L'editto del 20 marzo ordinò che i quattro Articoli venissero registrati in tutte le Università e Facoltà teologiche, e insegnati dai professori di esse.

Le Facoltà teologiche di Parigi erano composte di 753 dottori. Le case erano quelle della Sorbona, di Navarra, i Cholets, San Sulpizio, vari Ordini religiosi ed altre.

Di queste, il Fleury ci dice che i regolari, tutti unanimemente, sostenevano l'infallibilità del Pontefice; che le congregazioni dei preti secolari professavano la stessa opinione.

Abbiamo sott'occhio un rapporto segreto, disteso per il Colbert da alcuni dottori, partigiani della Corte, nel quale questi distinguono in due classi, *pour Rome* e *contre Rome*, i teologi delle Facoltà di Parigi.

¹ Ciò era notorio:

« La Sorbonne défend la foi,

» Et le clergé l'édit du roi. »

(Canzone del tempo).

Della Sorbona essi dicono: «Eccettuati sei o sette, *l'intera casa della Sorbona è educata in opinioni contrarie alla Dichiarazione*. I professori, tranne il sindaco, sono ad essa talmente contrari, che anco quelli *pagati dal re* non vogliono insegnare veruna delle proposizioni presentate a Sua Maestà nel 1665, quantunque nei Collegi della Sorbona e di Navarra sianvi cattedre fondate ad insegnare controversia. Il numero delle persone accolte nel Collegio della Sorbona è oltremodo considerevole. *Sono tutti uniti nelle opinioni oltramontane, ad eccezione di quattro o cinque*. Tutti i professori, anche i regii, eccetto il sindaco della Facoltà, professano le stesse massime ¹. »

Nella casa di Navarra, ogni professore, se uno solo se n'eccectui, era antigallicano.

Di San Sulpizio, delle Missioni straniere e di San Niccola *du Chardonnet* è detto che «coloro i quali hanno espresso un'opinione su questa materia (dei quattro Articoli) sono dell'opinione della Sorbona. » E, di San Sulpizio, ch'esso era il seminario di tutto il clero del regno, e che v'erano parecchie case, le quali lo consideravano come la casa madre ². Di San Sulpizio si dichiarava nel 1665 che l'intero corpo era assolutamente per l'autorità del Papa.

I carmelitani, gli agostiniani e i francescani erano tutti oltramontani.

Tali erano gli uomini, a cui Luigi XIV ordinava di registrare e d'insegnare i quattro Articoli.

Il primo presidente de Novion, il procurator generale de Harlay e sei consiglieri furono incaricati di recare la dichiarazione dell'editto alla Sorbona il primo di maggio 1682. Trecento dottori erano presenti. Il decano seniore, Betille, era affranto dagli anni. Quando fu domandato che si registrasse l'editto, la Facoltà chiese tempo a deliberare. Ma il Betille rispose: *Gratias agimus amplissimas*, e: *Facultas pollicetur obsequium*; dopo di che la deputazione si ritirò, e con essa il Betille. I trecento rimasero,

¹ GÉRIN, p. 343.

² Ibid., p. 345.

aspettando il loro ritorno e chiedendo una deliberazione; ma l'assenza del decano la rendeva illegale; laonde si separarono. Alcuni giorni dopo, il procurator generale domandò che si registrasse l'Editto. La Facoltà rispose, non poter dare veruna replica avanti il primo di giugno.

Il re perciò scriveva il 10 maggio al sindaco, dicendogli « avere inteso che *quelques docteurs*, certi dottori, avevano l'intenzione di discutere l'Editto; » e soggiungeva: « È mia volontà che se qualcuno si apprestasse a far ciò, voi lo trattenate, dichiarandogli l'ordine che avete da me ricevuto con la lettera presente¹. »

Vi furono taluni che consigliarono una seconda deputazione del Parlamento. Ma il Colbert scrisse al procuratore de Harlay di temere due cose: l'una « di far troppa mostra d'autorità, » l'altra « *di lasciar conoscere alla Corte di Roma che le opinioni della Facoltà a proposito della Dichiarazione del clero non sono conformi al contenuto di quella Dichiarazione*². »

Il primo di giugno passò senza nessun nuovo ordine per la registratura dell'Editto. L'opposizione intanto erasi fatta sempre più viva. Il Colbert scriveva al de Harlay che « il re aveva ricevuto una lettera nella quale era scritto *esser tutto perduto*; che il re aveva intenzione di espellere i signori Masure, Desperier e Blanger, i quali sembravano aver parte principale in quella faccenda; ma che ciò sarebbe in opposizione col suo principio, di evitare, quanto era possibile, l'apparenza di qualunque opposizione da parte della Facoltà, o l'uso d'autorità da parte di Sua Maestà³. » Il de Harlay, rispondendo, trasmetteva al Colbert un Documento, portante la data del 2 giugno, sotto il titolo: *Projet de règlement pour la tenue des assemblées de Sorbonne*. Dopo aver espresso l'opinione, esser più savio partito il non inviare per la seconda volta il Parlamento alla Facoltà e il non fare una grande manifestazione d'autorità, egli insiste perchè si abbia un riguardo alla pubblica opinione e si lasci alla Sorbona un'apparenza di

¹ GÉRIN, p. 351.

² Ibid., p. 352.

³ Ibid., p. 354.

libertà. Poscia continua così: « Non è del tutto senza pretesto il riputare strano che la Facoltà si lagni della forma dell'editto del re, e della nuova sommissione, e del cancelliere della Chiesa di Parigi, e finalmente dell'obbligo d'insegnare una dottrina, quando questa è stata dichiarata da un'assemblea del clero, *la maggior parte della quale cambierebbe con tutto il cuore di sentimento il giorno dopo, se le fosse concesso di farlo*. Ma, alla per fine, nessuno mancò di rispetto all'editto del re, ecc. ¹. »

Il 16 giugno, alle sei del mattino, un usciere recava un ordine del Parlamento, con cui si vietava alla Facoltà di adunarsi o di deliberare, e si ordinava ad un certo numero de' suoi membri di comparire in Parlamento, alla barra degli uscieri, alle ore sette. Giunti che furono, il primo presidente gli apostrofò chiamandoli una combriccola e indegni della fiducia e delle dimostrazioni di stima ond'erano stati onorati.

Furono poi registrati per ordine del suddetto l'Editto e la Dichiarazione del clero.

Nel giorno stesso il de Harlay scriveva al cancelliere Le Tellier la lettera seguente, la quale distruggerà per sempre l'illusione che i quattro Articoli fossero la vera e volontaria espressione dell'opinione della Chiesa di Francia nel secolo decimosettimo. Eccone il tenore:

« 16 giugno 1682.

« Monsignore;

» Dopo avere, per quanto era da me, evitato di far uso con ostentazione dell'autorità che piacque al re di compartirci *a fine di ridurre all'obbedienza* la Facoltà di teologia, nella speranza in cui ero che i dottori, che vi sono in grandissimo numero istruttilissimi e ben disposti, avrebbero prevalso sul partito contrario; nulladimeno, dietro il modo con cui incominciarono ieri le loro deliberazioni e *dietro l'assicurazione che si aveva che il cattivo*

¹ GÉRIN, p. 355.

partito avrebbe oggi prevalso di circa quindici voti (del che senza dubbio siete stato informato), avendo io dovuto cambiar d'opinione, ad altro più non pensai che ad eseguire *gli ordini del re, recatici ieri sera* dal signor de Seignelay. Dal decreto di cui vi mando copia, come pure dal discorso che il signor primo presidente fece ai dottori che vennero in Parlamento, voi vedrete, monsignore, il modo con cui abbiám proceduto. Con molto rammarico da parte mia, e con pari rincrescimento dell'essere stato costretto ad aver mano in simili faccende, noi applicammo rimedi *quasi altrettanto disastrosi quanto il male*; il perchè ci troviamo anche esposti a molte e spiacevoli cose ¹. »

Egli fa quindi una particolareggiata esposizione delle riforme necessarie a render la Sorbona *servizievole al re*, le quali consistono semplicemente nell'espellere gli oltramontani, a otto dei quali fu ingiunto di partire in quel medesimo giorno o il giorno dopo; e poi, nel sospendere la paga a coloro che non erano in grado di produrre un certificato d'avere insegnati i quattro Articoli. Noi troviamo un *Memorandum*, in data dell'11 agosto 1685 ²: « I professori della Sorbona recaronsi al regio tesoro per chiedere, secondo il costume, la loro paga. Tre furono pagati. Agli altri tre fu detto che, non avendo essi soddisfatto all'ordine del re, che gli obbligava ad insegnare le proposizioni del clero, non sarebbe loro corrisposta la paga finchè non avessero dato soddisfazione ³. »

Così risoluta, così unanime, così costante era la Sorbona nella sua opposizione ai quattro Articoli, che l'avvocato generale Talon il 22 giugno 1685 scriveva al Segretario di Stato che « Sua Maestà sapeva meglio di chiunque altro quanto sia importante l'arrestare il progresso che le macchinazioni e le prave *dottrine del Collegio della Sorbona* andavan facendo nella Facoltà teologica. » Soggiungeva, inoltre, non esservi che solo un professore

¹ GÉRIN, p. 359.

² Ibid., p. 375.

³ Ibid., p. 376.

*qui enseigne nos maximes*¹. « La prava dottrina del Collegio della Sorbona » è ciò che il signor abate St. Pol, canonico onorario, chiama oggi *l'ultra-catholicisme en Angleterre*.

Aggiungerò adesso due sole citazioni.

Nel 1760 l'abate Chauvelin, consigliere del Parlamento di Parigi, nemico giurato a' gesuiti e a' vescovi che li difendevano, relatore nel processo contro la Compagnia di Gesù, pubblicava senza nome la famosa opera: *La tradition des faits*. In essa noi leggiamo un sommario di tutto ciò che mi sono studiato di esporre partitamente. « Allorchè (egli dice) fu fatto il tentativo di obbligare tutti gli ecclesiastici a professare le massime di Francia (*maximes de France*), quante mai difficoltà non ebbero ad incontrarsi! Fu necessario *estorcere* il consenso di molti di essi; altri opposero ostacoli che tutta l'autorità del Parlamento stentò grandemente a superare. Vi volle tutto lo zelo e tutta la dottrina di *certi* prelati e di *certi* dottori professanti le vere massime, per ridurre alla ragione *il gran numero* d'oltramontani che si rinvennero nel clero di Francia. Possono contarsi diciassette ordini che il Parlamento fu costretto a emettere per *costringere* la Facoltà di teologia a registrare i regolamenti del 1665 o i dottori a conformarvisi. I dotti prelati, che stesero la celebre Dichiarazione del 1682, non incontrarono opposizione minore nel farla adottare. *Gli ecclesiastici non cessarono mai di levarsi contro, fintantochè il Parlamento non ebbe fatto uso della propria autorità per co-*

¹ Quanto profondamente le menti e il linguaggio degli uomini di quel tempo fossero invasi dallo spirito nazionale, apparisce dall'uso costante di frasi come queste: « la doctrine française, les opinions françaises, nos maximes. » Noi troviamo anche il Massillon che scrive « comme évêque français. » Somiglianti parole suonano aspre agli orecchi di coloro, pe' quali la Chiesa di Dio è più che nazione, patria e congiunti. Io non posso tenermi dal riferire le nobili e delicate parole dell'arcivescovo di Cambrai al suo clero nel Sinodo del 10 settembre ultimo: « Non v'ha nazione che possa pretendere il privilegio di avere, nel seno della Chiesa cattolica, la sua teologia a parte e le sue peculiari dottrine che una sorta di prescrizione le dia il diritto di mantenere per sempre. Intese a questo modo, queste dottrine nazionali sarebbero evidentemente incompatibili colla cattolica unità, e trarrebbero seco in progresso di tempo e per la forza degli avvenimenti quelle stesse divisioni che vanno adesso compiendo sotto gli occhi nostri la ruina finale del protestantismo. »

stringerveli. Quando il Parlamento volle far registrare nelle Facoltà l'Editto del 1682, i pretesti e i sotterfugi per sottrarsene moltiplicaronsi senza fine. L'Università e la Facoltà legale si sottomisero senza la menoma difficoltà. Ma fu necessario venire *alle vie dell'autorità per ridurre all'obbedienza* la Facoltà teologica ¹. »

A noi sembra piuttosto leggere la storia della Riforma anglicana, che quella della gloriosa Chiesa di Francia.

Un'altra citazione, e sarà l'ultima. Nella seduta dell'assemblea del 24 novembre 1682, il promotore Chéron, dopo aver detto che Luigi XIV superò in dolcezza Davide, in sapienza Salomone, in religione Costantino, in coraggio Alessandro, in potere tutti i Cesari e re della terra, applicò a lui quel testo bizantino che io non traduco, ma lascio tal quale: *In exercitu plus quam rex, in acie plus quam miles, in règno plus quam imperator, in disciplina civili plus quam prætor, in consistorio plus quam iudex, in Ecclesia plus quam sacerdos* ².

Voi rammenterete che nella mia precedente Pastorale io diceva soltanto, essere il gallicanismo una teologia regia e non una parte della tradizione cattolica della gloriosa Chiesa di Francia. Or qui io do la prima prova della mia asserzione, e son pronto, ove occorra, ad aggiungerne altre in seguito.

Nella pastorale sul Centenario io discorreva delle pronte e ripetute censure degli atti dell'assemblea da parte d'Innocenzo XI, l'11 aprile 1682; d'Alessandro VIII, nel 1688 e nel 1691; della ritrattazione, da parte dei Vescovi francesi e del re, degli atti del 1682; e finalmente della condanna dell'inserzione de' quattro Articoli nel sinodo di Pistoia da parte di Pio VI, nella bolla *Auctorem fidei*. A ciò potrebbe aggiungersi molto di più; ma siccome una sola condanna pontificia è bastante per coloro co' quali ora abbiamo da fare, così mi astengo da aggiungere altro.

Tale è, pertanto, lo stato presente e l'aspetto della questione. Noi lo abbiám tracciato, in primo luogo, attraverso il suo primo

¹ GÉRIN, p. 389.

² Ibid., p. 301.

periodo di costante, immemorabile, universale e pubblica pratica, fino al Concilio di Costanza; in secondo luogo, attraverso il periodo di conflitto, e quindi d'analisi, dal Concilio di Costanza all'assemblea del 1682; in terzo luogo, dal 1682 negli atti pontificii, pei quali l'opinione contraria all'infallibilità del successore di Pietro, parlante *ex cathedra*, è stata, se non condannata, almeno così affievolita che l'opinione opposta può affermarsi, se non *de fide*, per lo meno certa, quantunque non imposta come d'obbligo universale. A questo punto della questione si riunisce un Concilio ecumenico. La questione, però, non consiste nel sapere se la dottrina sia vera, del che non può dubitarsi; o se sia definibile, su di che evidentemente non cade dubbio; ma se la definizione di essa sia opportuna, cioè tempestiva e prudente.

Coloro che sostengono, essere il tempo maturo, e opportuna una simile definizione, giustificano il loro avviso colle seguenti ragioni:

1.º) Perchè la dottrina dell'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo, parlante *ex cathedra*, in materia di fede e di morale è vera.

2.º) Perchè questa verità è stata negata.

3.º) Perchè tale negazione ha generato estesi dubbi quanto alla verità di questa dottrina, la quale ha radici nell'immemorabile ed universale pratica della Chiesa, e quindi nella fondazione del cristianesimo nel mondo.

4.º) Perchè tal negazione, se surse informe circa il tempo del Concilio di Costanza, è tornata a rivivere fino a diventare un formale e pubblico errore dopo la chiusura dell'ultimo Concilio generale.

5.º) Perchè, se il prossimo Concilio generale vi passasse sopra, l'errore apparirebbe da qui in avanti tollerato o almeno lasciato esistere impunemente; e le censure pontificie d'Innocenzo XI, d'Alessandro VIII, d'Innocenzo XII e di Pio VI sembrerebbero di dubbio effetto.

6.º) Perchè questa negazione della tradizionale credenza della Chiesa non è un'opinione privata, letteraria e scolastica; ma

una patente, attiva ed organata opposizione alle prerogative della Santa Sede.

7.º) Perchè quest' erronea opinione ha grandemente indebolito nelle menti d' un certo numero di fedeli l' autorità dottrinale della Chiesa; e perchè il lasciarla vivere impunemente incoraggirebbe vie più questo cattivo effetto.

8.º) Perchè quest' erronea opinione ha talvolta cagionata e fatta palese una teologica e pratica divisione tra pastori e popolo, e ha somministrato occasione a domestiche critiche, diffidenze, animosità e disunioni.

9.º) Perchè queste divisioni tendono a paralizzare l' azione della verità sulle menti dei fedeli *ad intra*; e, quindi, col presentare una falsa apparenza di divisione e di dubbio tra i cattolici, su quelle de' protestanti e di altri *ad extra*.

10.º) Perchè, in quella guisa che la mancanza di una definizione dà occasione a tali separazioni e opposizioni d' opinione tra pastori e popolo; così, definita che fosse, la dottrina diverrebbe una base e un vincolo d' unità tra i fedeli.

11.º) Perchè, definita che fosse in un Concilio ecumenico, la dottrina verrebbe di subito ricevuta per tutto il mondo, sì da coloro che credono l' infallibilità del Pontefice, sì da coloro che credono l' infallibilità della Chiesa; e ciò colla stessa gioia universale e colla stessa unanimità che la definizione dell' immacolata Concezione.

12.º) Perchè la definizione de' mezzi ordinari onde si propone al mondo la fede, rendesi necessaria a far compiuto il trattato *de Fide divina*.

13.º) Perchè la definizione stessa rendesi necessaria a far compiuto il trattato *de Ecclesia, deque dotibus eius*.

14.º) Perchè fa di mestieri porre al di fuori di ogni cavillo o questione gli atti pontificii emanati negli ultimi trecento anni, sì nel dichiarare la verità (come nel domma dell' immacolata Concezione), sì nel condannare gli errori (come nella lunga serie di proposizioni condannate in Baio, in Giansenio e in altri); e ancor più render manifesto che l' infallibilità attiva della Chiesa, nell' intervallo fra Concilio e Concilio, non è nè sopita,

nè sospesa, nè intermessa; e l'escludere il supposto ereticale che decreti infallibili siano abbandonati all'esposizione e alla interpretazione d'un giudice fallibile.

15.^o) Perchè la piena e finale dichiarazione dell'autorità divina del Capo della Chiesa rendesi necessaria ad escludere dalle menti dei pastori e dei fedeli le politiche influenze donde germogliarono il gallicanismo, l'imperialismo, il regalismo e il nazionalismo: fonti perenni di errore, di contesa e di scisma.

Per queste e per molte altre ragioni, che ora è impossibile enumerare, molti credono che sarebbe opportuna una definizione o dichiarazione, la quale ponesse un termine a questione sì lunga e perniciosa, e che tal questione rimarrebbe estinta per sempre mediante la condanna delle seguenti proposizioni:

1. Che i decreti dei romani Pontefici in materia di fede e di morale non obbligano la coscienza, se non siano emanati in un Concilio generale, o prima non ottengano almeno il tacito consenso della Chiesa.

2. Che il romano Pontefice, quando parla in materia di fede e di morale come dottore e maestro universale della Chiesa, può errare.

Coloro che così pensano, hanno anche un desiderio che rampolla dal fraterno e riconoscente loro affetto verso l'illustre Chiesa di Francia, madre di san Germano da cui l'Inghilterra derivò l'Episcopato e tutrice della Santa Sede, gloriosa per una lunga istoria di splendidi fatti di fede: e questo desiderio si è che i Vescovi di Francia si facciano innanzi, in questo primo Concilio del Vaticano, a dirigere le voci dell'Episcopato nel chiedere che con decreto della Chiesa universale sia dichiarata l'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo.

Fu giorno di letizia per tutto il mondo cattolico quello in cui la gran famiglia di san Domenico depose ai piedi di Gregorio XVI la preghiera che fossero inserite nelle litanie le parole: *concepita senza peccato originale*. Il suffragio di quell'Ordine illustre valse a chiudere la catena dell'unità tra i fedeli.

Argomento di letizia sarebbe pel mondo intero il suffragio con cui l'illustre Chiesa di Francia chiudesse una divergenza, ormai

divenuta storica, tra i pastori e i fedeli di quel gran popolo cattolico. Possono essi reclamare per se, come special privilegio, la gloria di un tale atto, al modo stesso che valorose legioni si accinsero a reclamare il pericolo e la gloria di condurre a glorioso fine l'ultima e decisiva azione di una grande guerra.

IV. DUE EFFETTI CERTI DEL CONCILIO.

Se il primo Concilio del Vaticano definirà o no che il Vicario di Gesù Cristo, parlante *ex cathedra*, in materia di fede e di morale, è infallibile, questo è, e, sino a fatto compiuto, resterà nei segreti di Dio; ma qualunque possa essere la decisione del Concilio, noi sappiamo con certezza che la sua decisione sarà infallibilmente vera, e l'accoglieremo non pure con obbedienza, ma coll'assenso interiore della mente e della volontà.

Due cose, però, compirà indubitatamente il Concilio. In primo luogo, porrà più che mai in evidenza la sola alternativa proposta all'umano intelletto, cioè, o razionalismo o fede; in secondo luogo, dimostrerà alle potestà civili del mondo cristiano l'inevitabile avvenire ch'esse stanno ora preparando a se medesime.

Quanto alla prima, si renderà più che mai manifesto che la base su cui Dio ha voluto che posasse nel mondo la sua rivelazione è, nell'ordine naturale, la testimonianza della Chiesa cattolica, la quale se si consideri unicamente come un'umana ed istorica testimonianza, somministra la più splendida e sicura prova del fatto e del contenuto della cristiana rivelazione. Coloro che negano la sufficienza di questa umana ed istorica prova, distruggono la base del cristianesimo; coloro che, colla pretensione di critica storica, negano essere la testimonianza della Chiesa cattolica il *maximum* della prova, anche in senso storico, distruggono del pari totalmente il fondamento di morale certezza rispetto al cristianesimo. Se la prova storica della Chiesa cattolica per la stabilità della fede nella Sede e nel successore di Pietro non fosse sufficiente a provare, come fatto storico, che la Chiesa cristiana ha così tenuto ed insegnato, bisognerebbe dire che la

storia è un fondamento del tutto miserabile e meschino per gli avvenimenti e per le azioni del passato. La presuntuosa critica storica di questi giorni è riuscita e riuscirà a scalzare dalle radici la pace, la fiducia ed anche la fede di taluni. Ma la « Città posta sul monte » è sempre là, dritta e fuori di tiro. Essa non può rimanere celata, ed è prova a se stessa, anteriore alla sua storia e indipendente da questa. La sua storia dee impararsi da lei stessa.

La Chiesa cattolica non è soltanto un'umana e storica testimonianza della sua propria origine, costituzione ed autorità; è ancora una soprannaturale e divina testimonianza, che non può nè fallire nè errare. Nell'ordine naturale delle prove umane, essa è motivo sufficiente a convincere un uomo prudente che il cristianesimo è una rivelazione divina. Questo motivo di credibilità è sufficiente per l'atto di fede nella Chiesa, quale testimonianza divina. Nell'ordine soprannaturale, la Chiesa è perciò conosciuta come divina nella sua fondazione, nella sua costituzione e nelle sue prerogative. Le stesse prove che attestano, essere il cristianesimo una rivelazione divina, attestano altresì, essere la Chiesa cattolica una parte della fede del cristianesimo, ed essere del pari l'incorporamento e il canale della verità e della grazia per il mondo. Le stesse prove che attestano, esser la Chiesa cattolica divinamente fondata, attestano altresì la sua infallibilità; e le stesse prove che attestano l'infallibilità della Chiesa, attestano altresì l'infallibilità della Sede e del successore di Pietro. Ho già detto che le prove per l'infallibilità della Sede e del successore di Pietro superano in evidenza ed estensione le prove dell'infallibilità della Chiesa, fatta astrazione dal Capo e centro di lei. Ma questo *cumulus* di prove mostra che la Chiesa e il suo Capo sono la visibile e udibile testimonianza, sostenuta e guidata dall'assistenza divina nel dichiarare al mondo la rivelazione di Gesù Cristo. Conseguentemente, non colla critica della storia passata, ma con atti di fede nella viva voce della Chiesa nel tempo presente, noi possiam conoscere la fede. Non colla fallibile critica dell'umano intelletto sopra dubbii od anche, se vuolsi, autentici scritti di uomini non ispirati, ma colla fede nell'ordina-

mento divino del mondo cristiano, è volere di Dio che noi apprendiamo le dottrine della rivelazione. A meno che la critica storica non ci conduca in presenza di una testimonianza divina e ci affidi all'insegnamento di lei, le nostre più sicure certezze non sono che umane. Non v'ha certezza storica, la quale possa chiamarsi scienza, se non per cortesia. La stessa teologia, la quale può risolversi in principii d'assoluta certezza col mezzo della fede, non è propriamente una scienza¹. È tempo ormai che le pretensioni di *scienza storica* e di *storici scienziati* siano ristrette entro la sfera e i confini lor propri. E questo farà il Concilio, non colla contesa o coll'anatema, ma sì colle parole: *È piaciuto allo Spirito Santo ed a noi*.

L'altro risultato certo del Concilio sarà quello di rendere più che mai manifesto alle civili potestà del mondo cristiano l'inevitabile avvenire che stanno adesso apparecchiando a se stesse.

Un membro del Corpo legislativo di Francia annunziava, due anni or sono, che nella bolla d'indizione del Concilio il Santo Padre, coll'omettere d'invitare i Governi civili a prendervi parte, aveva proclamata la separazione della Chiesa dallo Stato.

Basterà un momento di riflessione a spiegare il perchè nessun Governo civile fu invitato a intervenire al Concilio. Qual è quel Governo che oggidì si professi cattolico? Come potrebbe essere invitato un Governo che nemmeno vuol dirsi cattolico? Qual è il paese d'Europa che al dì d'oggi riconosca come parte delle sue pubbliche leggi l'unità e l'autorità della Chiesa cattolica? Qual è il paese che non abbia, o con editti regii, o con atti legislativi, o con mutamenti rivoluzionari, abolito lo stato legale della Chiesa cattolica nel proprio territorio? Per qual ragione dovevano, adunque, essere invitati i Governi? Sia come Governi sia come nazioni, essi si sono, co' loro propri atti, ritirati dall'unità della Chiesa. Come persone, sia morali sia legali, essi non sono più cattolici. De' loro sudditi, invero, i fedeli saranno nel Concilio rappresentati da' loro pastori; e i loro pastori sono stati non pure invitati, ma obbligati ad intervenire. Se una separazione ha avuto

¹ GREG. DE VALENT., tom. I, disp. I, q. I, p. 3, pag. 22. Ingold., 1592.

luogo, egli è perchè le potestà civili si sono da se medesime separate dalla Chiesa. Esse hanno creato il fatto; la Santa Sede lo ha solo constatato. La gravità del fatto non può negarsi. È cosa strana che sianvi uomini i quali, avendo dinanzi agli occhi l'immutabilità della Chiesa e il decantato *progresso* della società, vogliano imputare alla Chiesa la rottura delle sue relazioni colla società. La Chiesa è nel medesimo tempo accusata d'immobilità e di cambiamento. Non già la Chiesa si è dilungata dall'unità, dalla scienza, dalla libertà; ma la società si è dilungata dal cristianesimo e dalla fede. « Se l'unità cristiana, van dicendo, andò distrutta, se la scienza si separò dalla fede, se la libertà prescelse di regnare senza la religione; una parte terribile di colpa pesa sugli uomini che han rappresentato nel mondo cristiano l'unità, la fede e la religione. » S'intende egli con ciò parlare dell'Episcopato, del Concilio, dei Pontefici? Chi mai, se non essi, « ha rappresentato nel mondo cristiano l'unità, la fede e la religione? » Hanno essi, dunque, mal rappresentato al mondo tutte queste cose? Se sì, chi le rappresenterà? E dov'è allora il divino ufficio della Chiesa? I Pontefici hanno, di generazione in generazione, alzata indarno la voce per avvertire i Governi della cristianità del pericolo che nascerebbe dallo spezzare i vincoli che uniscono la società civile alla fede e alla Chiesa. Essi hanno inflessibilmente, e con gravi sofferenze e pericoli, mantenuto il loro temporale dominio, non solo per l'indipendenza spirituale della Chiesa, ma per la consacrazione della civil società. Ma i Governi del mondo cristiano non vollero ascoltare; ed ora che sta per adunarsi un Concilio generale, il posto che essi avrebber voluto occupare, come in Laterano, in Firenze, in Trento, è vuoto. La tendenza della società civile è dappertutto il dilungarsi sempre più dalla Chiesa. Progresso chiamasi oggidì l'avanzarsi lungo la linea che si diparte dall'antico ordinamento cristiano del mondo. La civil società del cristianesimo è derivazione della famiglia cristiana; e fondamento della famiglia cristiana è il sacramento del matrimonio. Da questo prende origine la domestica e la pubblica morale. I più tra i Governi d'Europa han cessato di riconoscere nel matrimonio altra cosa all'infuori d'un contratto civile, e col

legalizzare il divorzio hanno spezzata altresì la perpetuità di quel naturale contratto. Con ciò verrà a perire senza dubbio la moralità del consorzio sociale e delle famiglie. Un infiltramento nelle fondamenta può esser lento ne' suoi effetti, ma termina con rovesciare tutto l'edifizio. La società civile e politica dell'Europa fa decisamente ritorno al mero ordine naturale. Il più prossimo passo allo scristianeggiare la vita politica delle nazioni è quello di stabilire l'educazione nazionale senza il cristianesimo. A ciò si mira per sistema dovunque la rivoluzione segue il suo corso. Questo, che fra non molto sarà tentato anche tra noi, è già in opera altrove. La Chiesa allora dovrà formare le proprie scuole; e la potestà civile rifiuterà dapprima il suo aiuto, e poi il suo permesso che i genitori educino i loro figli altrove che nelle Università e nelle scuole dello Stato. Sta per rinnovellarsi il periodo e la politica di Giuliano. Tutto ciò augura male alla Chiesa, ma peggio allo Stato. La depressione dell'ordine morale della giustizia e della verità non è altro che l'innalzamento dell'ordine materiale della coazione e della forza. Le potestà civili del mondo non scelgono questa via, ma solamente si avanzano in quella. V'ha dietro a loro un potere invisibile che le spinge avanti nel loro allontanamento dalla Chiesa; e quel potere invisibile è dappertutto in azione. Esso è uno, universale, invisibile: ma non santo; è invece il vero, naturale e implacabile nemico della Chiesa una, visibile, universale. Le società anticristiane sono unanimi nello scopo e nell'azione quand'anco non siano unite in consapevole alleanza. E i Governi del mondo, parte scientemente, parte senza saperlo, non credendo all'esistenza di sì fatte società, e quindi tanto più sicuramente soggetti alla loro influenza, sono spinti verso un precipizio, in cui andranno sossopra e monarchie e leggi e il civile ordinamento della società cristiana. È politica delle società segrete impegnare i Governi in querele con Roma. Fatta la breccia, entra la rivoluzione. La società cattolica d'Europa è stata indebolita, e forse ferita a morte. Sola la Chiesa cattolica rimane ora in piedi, come sul principio, nel suo isolamento e potere divino. *Et nunc, reges, intelligite; erudimini, qui iudicatis terram.* Un abisso vi sta dinanzi, nel quale e troni e leggi e di-

ritti e libertà possono insieme precipitare. Voi avete da scegliere tra la rivoluzione e la Chiesa di Dio. Conforme la scelta, sarà la sorte vostra. Il Concilio generale porge al mondo una testimonianza di più delle verità, delle leggi e delle santità che includono tutto quanto v'è di puro, di nobile, di giusto, di venerabile sopra la terra. Guai a quello Stato d'Europa che impegni lotta con la Chiesa di Dio! Niun'arma rivolta contro di essa ha giammai prosperato. I Governi d'Europa sono stati nel trascorso anno agitati ed incerti; l'attitudine della Francia è savia e circospetta, degna di un gran popolo che ha dietro a sè le tradizioni della storia cattolica. Anche quella delle altre grandi Potenze è fino ad ora dignitosa e seria, proporzionata a grandi doveri. I Potentati minori e i loro consiglieri possono, a loro posta, mandare in giro Note, resolver questioni e fornir materia ai giornali; ma non sono essi gli uomini da muover montagne.

Mentre io scriveva queste parole, è comparso un Documento che ha l'aria di contenere le risposte della Facoltà teologica di Monaco alle questioni del Governo bavarese ¹.

Questioni e risposte sono così evidentemente concertate, se non scritte dalla medesima mano, e lo spirito del Documento è sì evidentemente ostile alla Santa Sede, così visibilmente diretto a creare imbarazzi alla suprema autorità della Chiesa, vuoi in riguardo agli atti passati di lei, vuoi in riguardo alla futura azione del Concilio ecumenico, che m'è impossibile lasciarlo inosservato. Ma, nel parlare di ciò, mi è forza innanzi tutto rompere il silenzio intorno ad un pericolo che da alcuni anni in qua è andato crescendo nelle sue proporzioni, e temo di dover aggiungere nella sua attitudine di minaccia. Le risposte dell'Università di Monaco sono visibilmente intese ad eccitar timore e spavento nei poteri civili d'Europa, e quindi a inceppare l'azione del Concilio ecumenico nel caso che questo stimasse opportuno definire l'infallibilità del Papa. Le risposte sono altresì dirette a far nascere l'impressione che le prove teologiche della dottrina sono inadeguate, e la definizione di essa attorniata da incertezza e da

¹ « Times, » 20 sett. 1869.

oscurità. In una parola, tutta quanta la corrispondenza rivela lo sforzo, tendente a inceppare la libertà del Concilio ecumenico a proposito dell' infallibilità del Pontefice; o, se questa dottrina fosse definita, a istigare i Governi civili ad assumere un' attitudine ostile contro la Santa Sede. E tutto ciò si opera in nome della libertà, e da coloro che vengono a dirci che il Concilio non sarà libero!

Senza spendere ulteriori parole, io mi prenderò la libertà di non trattenere il pensiero sul Governo bavarese. Debbo però, con grave mio rammarico, dichiarare che questo Documento uscito da Monaco mi sembra sedizioso.

Fatti come questi dànno una certa ragione alle asserzioni e alle profezie de' politici e de' protestanti. Essi provano che nella Chiesa cattolica esiste una scuola in opposizione all'insegnamento dottrinale della Santa Sede in materie che non sono di fede; ma non rivelano quanto ristretta è questa scuola. Il suo centro parrebbe fosse a Monaco; essa ha, tanto in Francia quanto in Inghilterra, uno scarso numero d' aderenti. Questi sono operosi, corrispondono insieme e, per la massima parte, scrivono sotto il velo dell' anonimo. Il descrivere le tesi di quella scuola sarebbe difficile, perchè i suoi seguaci non sembrano concordare fra loro su tutti i punti. V' ha chi professa l' infallibilità del Papa, v' ha chi difende il potere temporale. Nulla sembrano aver di comune, eccetto uno spirito d' opposizione agli atti della Santa Sede in materie che non sono di fede.

In questo paese fu fatto, circa un anno indietro, un tentativo di rendere impossibile, come presuntuosamente ma indarno si pensava, la definizione dell' infallibilità del Papa col riaccendere la monotona controversia intorno a papa Onorio. Ultimamente ci fu detto di non so quale accordo di cospicui personaggi in Francia per lo stesso fine. Egli è certo che tali sintomi non sono sporadici o sconnessi; ma rivelano una scambievole intelligenza e un proponimento comune. La stampa anticattolica ha caldamente incoraggiato l' idea di tale scuola. Se accada trovare un cattolico che scordi d' una mezza nota dall' autorità, questi viene di subito levato a cielo per incomparabile dottrina e per logica irrefraga-

bile. I giornali anticattolici sono al suo servizio, ed egli spiega la sua opposizione alle comuni opinioni della Chiesa collo scrivere contro di esse, senza darsi a conoscere. È già trista cosa, non però formidabile. Ne risenton quasi soli le conseguenze i non cattolici; chè pei cattolici sono esse quasi insignificanti. Sulle scuole teologiche della Chiesa, ben poca ne sarà l'influenza; sul Concilio ecumenico, nessuna.

Difficilmente potrei indurmi a credere che l'Università di Monaco non sappia che le relazioni tra il Papa, anche supposto infallibile, e le potestà civili, sono state da lunga pezza precisamente definite nei medesimi atti che definirono le relazioni tra la Chiesa, riconosciuta infallibile, e l'autorità civile. Dodici Sinodi o Concili, due de' quali ecumenici, hanno da gran tempo specificate queste relazioni tra il potere spirituale e il civile ¹. Se domani il Papa fosse dichiarato infallibile, ciò non influirebbe menomamente su tali relazioni.

Noi possiamo esser certi, reverendi e diletti fratelli, che questa mala disposizione intellettuale, di cui in questi ultimi giorni abbiamo avuto in Francia un nuovo e lugubre-esempio, non avrà influenza di sorta nè sul Concilio ecumenico nè sulla politica delle grandi Potenze d'Europa. Esse non s'immischieranno in speculazioni di critiche teologiche o storiche, poichè san troppo bene di non poter fare nel secolo decimonono quel che si fece nel decimosesto e nel decimosettimo.

Il tentativo di esercitare una pressione sul Concilio generale, se producesse un qualche effetto sopra coloro che sono soggetti a certi Governi, non avrebbe altro risultato che quello di eccitare una giusta indignazione nell'episcopato della Chiesa, in tutto il mondo. I Vescovi tengono la loro giurisdizione da più alta fonte, e non riconoscono altro superiore nell'ufficio loro di giudici di dottrina all'infuori del solo Vicario di Gesù Cristo. Cote sta preliminare ingerenza ha già destato un senso di profonda responsabilità e un inflessibil proposito di non permettere che alcuna pressione, influenza, minaccia o intrigo getti la benchè me-

¹ BELLARM., *Opuscula*, « Adv. Barclaium, » p. 845. Ed. Col., 1617.

noma ombra sulla loro fedeltà al Capo divino della Chiesa e al suo Vicario sopra la terra.

Oltre a ciò, noi viviamo in tempi che il *Regium placitum*, gli *Exequatur* e gli *Arrêts* del Parlamento nelle cose spirituali sono assolutamente morti. Se fu possibile impedire la promulgazione del Concilio di Trento, è impossibile impedir quella del Concilio Vaticano. La stessa libertà di cui si mena così gran vanto, ne sarà la pubblicatrice. Migliaia di torchi in tutti i paesi promulgheranno ogni atto della Chiesa e del Pontefice in faccia a tutte le potestà civili. Pubblicati che siano, questi atti entrano nel dominio della fede e della coscienza, e non v'ha legislazione umana o autorità civile che possa cancellarli. I dugento milioni di cattolici conosceranno i decreti del Concilio Vaticano; e conoscerli vuol dire ubbidirvi. Il Concilio non chiederà alcuna forza civile, nè abbisognerà di civile aiuto. Le grandi Potenze d'Europa hanno da lungo tempo dichiarato che l'umana coscienza è immune da coazione civile. Esse non vorranno rendere illusorie le loro proprie dichiarazioni col tentare di porre ostacolo agli atti del Concilio Vaticano. I custodi e difensori de' principii del 1789 hanno il dovere d'insorgere come un sol uomo contro chiunque si facesse così a violare la base della società politica in Francia. Qualunque sia l'attitudine dei Governi minori, ciò poco importa.

Faccia Colui, nelle cui mani stanno i destini de' regni e delle nazioni, che i reggitori della cristianità si lascino guidare da uno spirito di sapienza e di giustizia in questo gran cimento! Questo Concilio riuscirà certamente *in ruinam et in resurrectionem multorum*. Se le nazioni cristiane saran desolate, verrà allora l'alternativa o di socialismo anticristiano, o di ordinamento cattolico del mondo, purificato col fuoco e riunito al centro di stabilità e di giustizia, dal quale va ora dilungandosi. Coloro che desiderano un simile avvenire, si affannano adesso a sparger timori, diffidenze e falsità intorno agli atti del Concilio, e anche agl'intendimenti del Sommo Pontefice. Tattica cotanto ignobile è stata con calma e con dignitosa severità stigmatizzata dai Vescovi della Germania, delle cui parole mi piace servirmi a preferenza delle mie proprie: « Non sarà mai che un Concilio ecumenico

dichiari una nuova dottrina, la quale non sia contenuta nella santa Scrittura o nell' apostolica tradizione. Quando la Chiesa emana un decreto in materia di fede, non proclama già nuove dottrine, ma pone solo in più chiara luce l' antica e primordiale verità, e la difende contro nuovi errori. » « In una parola, il Concilio non proporrà principii nuovi e diversi da quelli che già sono scolpiti in tutti i vostri cuori per la fede e la coscienza; che i popoli cristiani da tempo immemorabile hanno santamente conservati; sui quali riposano ed han sempre riposato il benessere degli Stati, l' autorità dei magistrati, la libertà dei popoli, e i quali formano il fondamento di ogni vera scienza e civiltà¹. »

Havvi una cosa contro cui dobbiamo stare in guardia; vo' dire una timorosa e palpitante ansietà circa i risultati del Concilio e l' avvenire della Chiesa. È un' illusione di certe menti il pensare che, un tempo, la Chiesa sia stata forte, ed oggi sia debole; che i giorni della sua supremazia siano passati, e che ora essa vada dechinando. Invece, è tutto l' opposto. Dacchè gli Apostoli discesero dal cenacolo per correre il mondo, non vi fu tempo in cui l' universalità della Chiesa fosse così manifesta e la sua divina giurisdizione così estesa, come al presente. Non vi fu tempo in cui l' unità della Chiesa, sì dentro come fuori, cioè l' unità dei fedeli co' loro pastori e de' pastori col loro Capo, l' unanimità dei pastori e del gregge nella fede e nella carità fosse così solida e invincibile, come al presente. Dal mistero della santissima Trinità al domma dell' immacolata Concezione, non v' è dottrina di fede in che i cattolici di tutto il mondo differiscano d' un ette. La fede di Pietro non è venuta meno, e la Chiesa riposa sulla fede di Pietro. È possibile che noi siamo alla vigilia di una gran lotta; ma la lotta è foriera di una più grande manifestazione del Regno di Dio sopra la terra. Gli occhi degli uomini sono rivolti da un lato, al modo stesso di coloro che guardano al sorgere del mattino. Essi anelano alla pace, alla certezza, alla verità; le hanno cercate dappertutto, e non le hanno trovate. Le cisterne rotte non possono contenere acqua; e l' oscura tradizione di una

¹ Lettera de' Vescovi riuniti a Fulda, del 6 settembre 1869.

fonte lontana e tuttora alla mano, chiusa per il mondo ma aperta sempre per quelli che vogliono, s'affaccia novamente alla loro memoria. Le nazioni del mondo cristiano sono state ingannate e poste in rivolta contro la Madre che le partorì. Ma l'inquietudine, e le non soddisfatte esigenze del cuore e della ragione stanno attirandole di bel nuovo verso l'unica Chiesa. I paesi tutti, e più specialmente il nostro, han la coscienza, nella lor vita politica, religiosa e intellettuale, di desiderii che non possono appagare, di bisogni che non possono soddisfare. *« E come uno che ha fame, si sogna di mangiare, e svegliato che è, si sente vuoto; e come uno che ha sete, si sogna di bere, e svegliato che è il meschino, tuttora ha sete, e trafela: così avverrà a tutte quelle genti, che han preso a combattere contro il monte di Sion¹. »* È stata la lotta colla Chiesa di Dio quella che ha guastata e intristita la vita spirituale e intellettuale dell'Europa. L'Inghilterra, ad onta di tutti i suoi difetti, è a noi cara oltremodo. Essa è tuttora animata da zelo verso Dio; e la faccia del nostro paese è tuttora bella delle memorie de' nostri Santi e martiri. Il Concilio ha destato in lei straordinarie e benevole aspirazioni. L'Inghilterra spera un po' di chiarore nel fosco cielo che da trecento anni le sta sopra; spera un po' di luce sull'orizzonte; spera un qualche cambiamento che le apra di bel nuovo la via a conseguire l'unità del cristianesimo e la pace di una fede immutabile. Voi adoperatevi e pregate affinchè questa visita dello Spirito di Dio, che ora in modo sensibile spira sull'Inghilterra e su tutto il mondo cristiano, schiuda il cuore degli uomini e li prepari a dare ascolto alla sua voce, la quale, per mezzo di questo Concilio, li chiama a tornare al seno della Madre di tutti noi, fonte unica di grazia e di verità.

Sono, reverendi e cari fratelli,

Vostro affezionato servitore in Cristo

† Enrico Eduardo, arcivescovo di Westminster.

La Domenica del ss. Rosario, 1869.

¹ ISAIA, XXIX, 8.

CCXXXIV.

(3 ottobre 1869).

In un Poscritto alla lettera precedente, l'arcivescovo di Westminster pone a confronto la sua sentenza intorno all'infallibilità pontificia con la sentenza di monsignor Maret, la cui Opera egli ha conosciuta soltanto dopo avere scritta la lettera stessa.

Era già stampata la precedente Pastorale, quando ricevetti da Parigi i volumi di monsignor Maret: *Du Concile général et de la paix religieuse*. Sono dolente di non averli veduti in tempo da poter ponderare certi punti di controversia, ivi suscitati, prima di pubblicare ciò che ho scritto.

Quel Vescovo però ha così chiaramente riproposta, nella prefazione al suo libro, l'opinione da lui professata, che io non mi trovo imbarazzato a confrontarla appunto colla dottrina sostenuta in questa Pastorale.

Nel fare il qual confronto, confido di non usare alcuna parola che si opponga alla carità fraterna e al rispetto da me dovuto a monsignor Maret, sì come a persona sì come a mio confratello.

Della sua propria opinione, che sarà qui esposta con le sue stesse parole ¹, egli dice: « Non potendo la verità contraddire a se stessa, questa dottrina è agevolmente conciliabile colle più moderate tra le dottrine di quella Scuola che porta il nome di *oltramontana*. Qual è il diritto divino, quale il diritto certo del supremo Pontificato, che non si trovi enunciato e difeso nel nostro libro? La stessa infallibilità pontificia non vi è negata, ma riportata alla sua vera natura. Noi riconosciamo e proviamo che il Papa, in forza del suo diritto di *consultare* o di *convocare* il corpo episcopale, in forza della possibilità in cui è di operar sempre d'intel-

¹ « Du Concile général et de la paix religieuse. » Préface, xxvi-vii.

ligenza con esso, possiede, per virtù dell'ordinamento divino, il mezzo sicuro di *dare* l'infallibilità a'suoi giudizi dommatici. »

Da ciò io conchiudo:

1. Che il Pontefice possiede un *mezzo di dare* l'infallibilità a'suoi giudizi.

2. Che questo mezzo è il *diritto di consultare* il corpo episcopale.

Da ciò sembrerebbe scaturire la conseguenza:

1. Che, prescindendo dal (*apart from*)¹ corpo episcopale, il Pontefice non è infallibile.

2. Che lo stringersi a consulta col corpo episcopale è la condizione necessaria a dar l'infallibilità a'suoi giudizi.

3. Che il Pontefice *dà* l'infallibilità a' propri giudizi col *riceverla* dal corpo episcopale, o mediante la propria unione con essolui.

Se bene io la intendo, tale proposizione nega del tutto l'infallibilità del Pontefice; imperocchè non l'afferma se non quando il Pontefice ha *dato* al proprio giudizio quel ch'egli ha ricevuto dal corpo episcopale, o quel ch'ei non può avere senza di questo.

In tale procedimento sembrano invertite le parole di nostro Signore. Sono i fratelli che confermano il Pontefice, non è il Pontefice che conferma i fratelli.

Il dono dell'infallibilità, residente nel corpo, si trasfonde nel Capo quando questi si stringe a consulta coll'Episcopato. Ciò è *influxus corporis in Caput*, non *Capitis in corpus*.

La dottrina da me in queste pagine affermata è la seguente:

1. Che il dono della fermezza o infallibilità nella fede fu dato a Pietro, e da lui, conformemente alle parole di nostro Signore, *conferma fratres tuos*, trasmesso ai fratelli.

2. Che questo dono, il quale da' Padri e da' Concili è ripetutamente chiamato il *Privilegium Petri* o la *Prærogativa Sedis Petri*, fu dato *in lui* a' suoi Successori.

3. Che il successore di Pietro tuttora « conferma i suoi fratelli »

¹ Vedi intorno alla controversia nata da questa frase i Doc. CCLXXIV, CCLXXV, CCLXXVI, CCLXXIX.

in forza del possesso ed esercizio di un diritto e di un dono divino, non solo di consultarli o convocarli, ma di testimoniare, insegnare e giudicare in virtù di una speciale assistenza divina che lo preserva dall'errore, nella sua qualità di Maestro universale in materia di fede e di morale.

L'ufficio di Pietro non era già d'esser confermato da'suoi fratelli, ma sì di confermarli; uguale è l'ufficio del suo Successore, anche prescindendo dalla convocazione o consultazione dell'Episcopato *come corpo*, vuoi congregato vuoi disperso.

Nelle testimonianze da me citate è evidente che, in virtù d'una assistenza divina, i giudizi dommatici del Pontefice *ex cathedra* non *ricevono* dal corpo episcopale, ma *danno* alla Chiesa universale una dichiarazione infallibile di verità.

Vi prego di passare in rassegna le prove da me addotte, in ciascuna delle quali la promessa di nostro Signore: *Io ho pregato per te, ecc.*, è o espressa o sottintesa; e il privilegio di Pietro della fermezza nella fede è attribuito al suo Successore come re-taggio della sua Sede.

Monsignor Maret procede a domandare: « Contestiamo noi forse l'autorità dei giudizi *ex cathedra*, allorchè affermiamo, insieme co' grandi maestri della teologia, che non v'hanno certamente giudizi di tal natura se non quando il Papa abbia adoperato il mezzo più certo datogli da Dio ad evitare l'errore, che è quanto dire il concorso dei Vescovi? »

Queste parole, s'io ben le intendo, vogliono significare:

1. Che i giudizi del Pontefice non sono indubitatamente *ex cathedra*, se non quando egli agisce col concorso dei Vescovi.
2. Che il Pontefice è obbligato a valersi del mezzo più sicuro ad evitare l'errore; cioè, del concorso dei Vescovi.

La dottrina propugnata da me, dietro la scorta di tutti i grandi maestri di teologia di tutte le scuole, domenicana, francescana, gesuitica, ad eccezione, per quanto io sappia, dei soli teologi della scuola gallicana¹, è che sono essenzialmente giudizi *ex cathedra*

¹ Ciò credo aver provato a sufficienza nella Pastorale del 1867. Ad ogni modo, io posso riferirmi all'Aguirre, « Defensio Cathedræ Petri; » al Gonzales, « De infallib. rom.

i giudizi del Pontefice, prescindendo dal corpo episcopale, vuoi congregato vuoi disperso. Questo concorso del corpo episcopale può o non può essere unito all'atto del Pontefice, che è in se stesso perfetto e completo. La storia del cristianesimo c'insegna che alla *Cathedra Petri*, prescindendo dall'Episcopato, fecero sempre ricorso i fedeli e i Pastori del mondo intero. La condanna, per esempio, del pelagianismo da parte d'Innocenzo I, e quella di Giansenio da parte d'Innocenzo X, furono appelli alla *Cathedra Petri* e giudizi *ex cathedra*, cui non contribuì alcun influsso d'infallibilità la consultazione rispettivamente de' Vescovi affricani o dei francesi. E que' due giudizi furono, fino dal momento della loro promulgazione, riguardati come infallibili da tutta quanta la Chiesa.

Se non vi fosse alcun giudizio certo *ex cathedra*, prescindendo dal corpo episcopale, che cosa sarebbero allora i giudizi d'Alessandro VIII, d'Innocenzo XI, di Pio VI?

Che cosa sarebbero le condanne nelle *Theses damnatae*? Il corpo episcopale non era unito col Pontefice nella loro pubblicazione. Quando lo fu egli? Secondo l'opinione di monsignor Maret, quegli atti pontificii, fintantochè non si fu avverato tale concorso, non erano *ex cathedra*, e quindi non certamente infallibili. Quanto tempo rimasero essi in questo stato sperimentale di sospesa o condizionale infallibilità? Chi ha mai distinto e dichiarato l'epoca e la crisi, dopo le quali divennero giudizi *ex cathedra*? Il silenzio non basta. Neppur basta un'adesione concepita in termini vigorosi. I vescovi di Francia ricevevano nel 1653 siccome infallibile la condanna di Giansenio da parte d'Innocenzo X; ma nel 1682 pubblicavano i quattro Articoli.

Tutto ciò, s'io mal non m'appongo, sembra presentare un'invertita teoria, opposta alla tradizione, alla *praxis*, alla fede e alla teologia della Chiesa.

Ma, oltre a ciò, se i Pontefici sono tenuti a valersi « del mezzo più certo » ad evitare l'errore, cioè del concorso del corpo epi-

Pontificis; » allo Schrader, « De unitate romana; » a Teof. Raynaud, *Αὐτὸς ἔφα*; i quali espressamente provano questo punto con abbondanti citazioni. Del rimanente le parole di Pietro de Marca, da me citate a pag. [987], bastano di per sè sole.

scopale, debbono essi o convocare un Concilio generale o interrogare numericamente l'Episcopato di tutto il mondo. È egli questo un obbligo di ordinamento divino? Se sì, dove si legge egli mai? Nella Scrittura, indarno si cercherebbe; nella tradizione, non si può trovare; nella storia, c'incontriamo precisamente in tutto l'opposto. Troviamo i Pontefici testimonianti, insegnanti, decidenti in virtù dell'autorità di Pietro; troviamo l'Episcopato appellante al loro giudizio come a giudizio definitivo; troviamo la fede di Pietro adottata non pur dai fedeli, ma anche dai Vescovi, come regola di fede e come testo di ciò che è da credersi da tutto il mondo.

Se il concorso dell'Episcopato col suo Capo è « il mezzo più certo » di evitare l'errore, perchè è il pieno, ultimo e, per così dire, estremo (*exhaustive*) atto d'infallibile giudizio; ciò nondimeno il privilegio di fermezza nella fede, divinamente concesso alla Sede e al successore di Pietro, è un mezzo *certo* di evitare l'errore; e questa certezza, quantunque *extensive* non uguagli la certezza di tutta quanta la Chiesa che racchiude sempre la Sede e il successore di Pietro, è nulladimeno intrinsecamente e per divino ordinamento certa, da escludere la possibilità dell'errore.

Perchè, dunque, è egli, il Pontefice, obbligato ad usare « il mezzo più certo, » quando esiste un altro mezzo divinamente certo? E perchè è egli obbligato ad usare un mezzo che richiede un Concilio ecumenico o una mondiale e prolungata interpellazione, accompagnata da tutti i ritardi e da tutte le incertezze della corrispondenza, quando, per ordinamento divino, è sempre a mano un mezzo certo nell'apostolica Sede? Per esempio, ebbe Innocenzo X l'obbligo di consultare l'intero corpo episcopale prima di condannare Giansenio? o l'ebbe Alessandro VIII, quando condannò il *Peccatum philosophicum*? o l'ebbe Sisto IV, quando condannò come ereticale la proposizione che « la Chiesa della città di Roma può errare? »

Parrebbe a me che, se esistesse un tal obbligo o se le dichiarazioni *ex cathedra* fossero da tenersi come certe unicamente quando è stato consultato il corpo episcopale, gli atti de' Pontefici, da Innocenzo I a Pio IX, sarebbero stati fuori di luogo, e i loro giudizi

dottrinali sempre fallibili, fuorchè quando vi concorse l'Episcopato; e per questa ragione quasi sempre incerti; perocchè, tranne pochi casi, noi non possiamo essere accertati da esplicite prove se il corpo episcopale abbia, o no, concorso in quei giudizi.

Io non conosco opinione oltramontana con cui possa conciliarsi così fatta teoria. L'opinione oltramontana consiste semplicemente in questo, che, cioè, il Pontefice parlante *ex cathedra* in cose di fede o di morale è infallibile. In ciò non vi sono nè sfumature nè moderazioni: si tratta semplicemente o del sì o del no. Ma l'opinione che noi siamo andati esaminando, afferma il Pontefice essere infallibile soltanto quando il corpo episcopale concorre ne' suoi giudizi. Ma se il corpo episcopale non si è pronunziato o non ha neppure portato il suo esame sulla soggetta materia, come per esempio nella questione del *Peccatum philosophicum* o nelle proposizioni giansenistiche o nelle questioni *De auxiliis*; io domanderei: i giudizi del Pontefice non sono dunque *ex cathedra* o, se *ex cathedra*, non sono infallibili? Ma se non sono infallibili, possono essere erronei; e se in tali giudizi può il Pontefice errare una volta, può errare sempre, e quindi non può esser sempre infallibile. Io non vedo alcun modo di conciliare quest'opinione con quella di qualsiasi oltramontano, per quanto moderata. Esse sono *frontibus adversis pugnantis*. Desidero di tutto cuore trovare un modo di conciliazione: non una *via media*, che è essenzialmente un sistema falso, ma una qualsiasi analisi intellettuale e un preciso concetto mentale che possa soddisfare la mente di monsignor Maret intorno all'infallibilità della Sede e del successore di Pietro. Io non posso tenermi dal soggiungere, per incidenza, che molta confusione sembra a me derivare da tutta questa nozione di *opinioni moderate*.

I giudizi pontificii *ex cathedra* debbon essere necessariamente o fallibili o infallibili. Se è cosa immoderata o esagerata l'affermare che sono infallibili, perchè non dovrà egli esser parimente cosa immoderata o esagerata il negarne l'infallibilità? Sì l'affermazione come la negazione sono ugualmente assolute, decisive e perentorie. Io scorgo precisamente sì nell'una come nell'altra gli stessi gradi di moderazione. O tutte e due sono moderate, o

non lo è alcuna. E, ciò nonostante, coloro che affermano l'infallibilità pontificia sono tenuti in conto di persone da fuggirsi, e quelli che la negano come esempio da imitarsi; questi ultimi come tipi di moderazione, i primi come persone esagerate e spinte all'estremo. Ma sì gli uni come gli altri sono ai punti estremi. L'affermazione e la negazione sono ugualmente esclusive e non ammettono gradazione di sorta.

Non è egli vero, essere la moderazione una qualità non già dell'intelletto ma della natura morale? La certezza non ammette gradi. Il dubbio può ammetterne; ma la certezza esclude il dubbio e tutte le sue gradazioni. L'esser moderato, cauto, riservato, diffidente di se stesso e pieno di considerazione verso gli oppositori in qualsivoglia materia dubbia, è una virtù; ma in materie certe, il non dire che sono tali, è un tradire la verità. Il discorrere di certezze e d'incertezze nelle matematiche non è da uomo intelligente; nella rivelazione è miscredenza. L'unica moderazione possibile in materie di certezza teologica è dire il vero in carità, ἀληθεύειν ἐν ἀγάπῃ; il menomare la precisione delle verità certe, o il soffrire che esse siano trattate come dubbie, o il velarle con economie, o il modificarle per acconciarsi ai pregiudizi degli uomini o alle tradizioni dell'opinione pubblica, non è moderazione, ma un'infedeltà al vero e un immoderato timore o un rispetto immoderato per qualche umana autorità.

Monsignor Maret dichiara inoltre: « Noi non contestiamo l'infallibilità pontificia, se non in quanto essa s'identifica col sistema della pura, indivisibile ed assoluta monarchia del romano Pontefice, e in quanto della sua monarchia assoluta e della sua infallibilità personale si fa un solo tutto. »

Qui il timore novamente mi assale di usare ingiustizia al vescovo di Sura. Se mal non mi appongo, la dottrina ch'io m'imagino dover adesso chiamare oltramontana, ma che amerei meglio di chiamare, come fanno tutte le scuole della cristianità, dottrina cattolica, è questa: che il potere supremo e finale, tanto in giurisdizione quanto in fede, ossia la *clavis iurisdictionis* e la *clavis scientiæ*, fu in principio e per sempre affidata a Pietro, ed in lui, come dice il Concilio di Firenze, a' suoi Successori. L'Episcopato,

che successe all'Apostolato, ricevè, *servata proportione*, una parte della cura pastorale e delle prerogative della Chiesa. Quel che Pietro era agli Apostoli, sono i Pontefici ai Vescovi. Quel che essi hanno in parte, esso lo ha per intero. A me non riesce comprendere come il primato e l'infallibilità di Pietro menomassero o togliessero alcun che all'autorità e alle prerogative degli Apostoli; nè so vedere in qual modo l'autorità e le prerogative del suo Successore debbano menomare o togliere alcun che a quelle dell'Episcopato. L'autorità dei Vescovi non è punto minore, per esser maggiore quella del loro Capo. I Vescovi non sono meno giudici di dottrina in un Concilio ecumenico, per essere il loro Capo, nell'intervallo fra Concilio e Concilio, guidato e sorretto per modo dall'assistenza divina da non poter cadere in errore nell'interpretare la fede e nello spiegare la legge di Dio. Egli è per amore di tutta quanta la Chiesa, pastori e popoli, che lo Spirito di Dio preserva dall'errore il Capo, a cui tutto è affidato di tal guisa che un errore nella sua direzione avrebbe per effetto di sviare tutto il gregge, spezzare la divina unità della Chiesa, o distruggere la testimonianza e il *magisterium* della Chiesa universale. I Vescovi non sono innalzati dalla depressione del loro Capo. L'ultimo Vescovo del mondo si sente innalzato e fortificato dalla credenza che le parole *Ego rogavi pro te* furono rivolte al suo Capo e Duce, e che, in unione con lui e per mezzo di lui, egli è confermato nell'infallibile fede di Pietro. Al di là di questa, io non conosco altra monarchia pura e assoluta sulla terra.

Riepiloghiamo adesso il confronto di queste due opinioni. Quella di monsignor Maret sembrerebbe riporre l'infallibilità della Chiesa in tutto quanto il corpo come in residenza sua propria, e nel suo Capo per derivazione.

La dottrina qui propugnata si è che l'infallibilità fu comunicata dal Capo divino della Chiesa a Pietro come a suo visibile Rappresentante e Vicario sopra la terra, e per mezzo di lui a' suoi Successori e alla Chiesa in perpetuo.

In virtù di questo ordinamento, la Chiesa è sempre infallibile, vuoi attivamente nell'insegnare, vuoi passivamente nel credere.

Nella sua infallibilità attiva, essa è immune da errore, tanto dispersa, com'è sempre, per il mondo, quanto congregata, come raramente avviene, in Concilio. Nello spazio di milleottocent'anni, diciotto sole volte essa si è adunata in Concilio; ma durante tutti que' diciotto secoli la sua infallibilità attiva è stata non già interrotta ma continua, sì nell'Episcopato col suo Capo, sì nel suo Capo come Pastore e Maestro universale tanto dei pastori quanto del gregge.

La stabilità, l'indefettibilità o l'infallibilità della fede di Pietro sono tre modi di esprimere lo stesso fatto divino.

Se questo è monarchia pura, indivisibile e assoluta, io temo allora dover cadere sotto la censura dell'autore, quantunque di tal censura io non possa ammettere la giustizia nè comprendere i termini. Se poi monsignor Maret non intende di condannare ciò, io penso allora d'aver sempre ragione di sperare che la sua dotta mente sia andata soggetta a qualche illusione, derivante forse da mancanza di esattezza in alcuni oppositori e da mancanza di esatto linguaggio in coloro che gli stanno dintorno. Sincero ed ardente al pari del suo è il desiderio mio di vedere appianata ogni divergenza nell'enunciazione della verità, pura, chiara e limpida come il fiume dell'acqua di vita. Io non so di nutrire in cuore altro sentimento che quello di promuovere quest'unione di mente e di volontà; e se in ciò che ho scritto avvenga di trovare parole pungenti, fuorchè dove la verità lo rendeva necessario, esprimo qui il mio desiderio di cancellarle.

Stabilità significa l'incrollabile fermezza della fede nel resistere a tutti gli assalti del potere e della forza: indefettibilità, la imperitura vitalità e luce della fede, che non può mai venir meno: infallibilità, l'inerrante discernimento della verità nello scoprire e distruggere il falso in mezzo alle aberrazioni intellettuali del mondo cristiano. Queste tre prerogative sono diverse ne' loro effetti, ma identiche nella natura ed origine loro. La perpetua assistenza divina, derivante dalla presenza perpetua dello Spirito di verità nella Chiesa, è quella che sostiene la fede della Sede e del successore di Pietro, stabile, indefettibile e infallibile; ciò significa, in una parola: *Ieri ed oggi e per sempre la stessa.*

Io non so quale impressione possa produrre in altre menti la storia del cristianesimo, nella quale, come ho brevissimamente mostrato, gli occhi degli uomini e delle nazioni di tutti i paesi sono sempre rivolti alla Sede e al successore di Pietro come a centro e sorgente di questa stabile, indefettibile e infallibile fede. Per me, questo mi mostra chiaro come la luce del giorno il *Privilegium Petri*. Dugentocinquantasette Pontefici in serie non interrotta han testimoniato, insegnato e giudicato in cause di fede. A soli tre i moderni avversari dell' infallibilità pontificia fanno carico di eterodossia. Dugentocinquantaquattro rimangono intemerati nell' immutabile loro stabilità di fede. Fra questi tre, due, cioè Liberio e Vigilio, non sono appuntati d'eresia. Qualunque sia il fatto d'Onorio, o negligenza o esitazione, certo è che egli non fu eterodosso; nè poteva essere eretico, perchè le sue lettere stanno a provare l'ortodossia del suo insegnamento. Ma l'esempio di questi tre è stato tutto ciò che han potuto addurre i più accaniti avversari del *Privilegium Petri*. A parer mio, questi sprazzi di nebbia sullo splendore mondiale di dugentocinquantasette successori di Pietro non fanno menomamente crollare la fiducia colla quale noi diciamo di loro colle parole di san Leone: *Soliditas enim illa, quam de Petra Christo etiam ipse Petra factus accepit, in suos quoque se transfudit hæredes*¹; e della sua Sede colle parole della profezia: *Thronus eius sicut sol in conspectu meo, et sicut luna perfecta in æternum: et testis in cælo fidelis*².

¹ BELLARM., « De Summo Pontif. » lib. IV, cap. VIII-XIV. — « In die Assumpt. » serm. V, cap. 4.

² Psalm. LXXXVIII.

CCXXXV.

(4 octobre 1869).

Il conte di Montalembert dà nuovi salutari avvisi al padre Giacinto.

La Roche-en-Breny, 4 octobre 1869.

Mon bien cher ami,

Je vous remercie de m'avoir répondu avec moins de sécheresse qu'à l'évêque d'Orléans. Mais sachez bien que je ne me contente pas du tout de vos fidèles et douloureux sentiments. Il me faut encore votre affection d'autrefois en échange de celle dont je puis dire que je vous ai comblé, que je vous garde et vous garderai toujours, tant que vous ne me repousserez pas loin de vous. J'aspire encore à votre confiance; car, malgré le peu de cas que vous avez fait de mes conseils et de mes indications avant votre catastrophe, je crois que je pourrais encore vous être utile et vous empêcher d'aggraver la situation dont vous sentez vous-même la cuisante amertume.

Ne vous dissimulez pas que la publication des deux lettres du général des Carmes dans tous les journaux d'aujourd'hui, va achever de vous démolir moralement aux yeux de tous les catholiques. Ah! que ne m'avez-vous montré celle du 25 juillet, comme vous m'aviez montré une précédente de lui, beaucoup moins bonne! je vous aurais conjuré d'obéir. Combien le P. Hyacinthe, relégué plus ou moins volontairement dans un couvent de la province d'Avignon, n'eût-il pas été aujourd'hui plus grand, plus fort, plus touchant, plus irréprochable, non-seulement aux yeux de l'Eglise tout entière, mais, soyez-en sûr, aux yeux des honnêtes gens de tous les partis et de tous les pays! Et avec quelle incomparable puissance ne seriez-vous pas sorti de là au bout de quelques années

ou peut-être même de quelques mois, comme le P. Lacordaire, après le silence qu'il sut si noblement garder sous le coup de la blessure terrible et injuste dont il était non pas l'auteur, mais la victime, lors de la dissolution de son noviciat à Rome.

C'est à ce silence que se borne mon ambition pour vous, quant à présent. Je vous supplie de vous l'imposer tant que durera l'orage que vous avez suscité. Comment le coup de tonnerre que vous venez de faire entendre ne vous suffirait-il pas quant à présent? Comment ne sentiriez-vous pas que toute réplique, toute explication, toute démonstration nouvelle ne saurait qu'en affaiblir l'effet? Au contraire, le silence déconcertera tous vos adversaires et vous gardera à vous-même la liberté de l'avenir.

Oh! que vous me consolez en me disant que vous ne voulez pas quitter l'Eglise! Je vous crois, et je demande instamment à Dieu de vous maintenir dans cette résolution. Je vous crois aussi quand vous dites que vous vous êtes sacrifié pour l'Eglise en lui immolant toutes les espérances de votre avenir terrestre. Mais il est impossible que vous ne soyez pas frappé de l'unanimité foudroyante des cris de douleur chez les uns, et des cris de joie chez les autres, provoqués par ce sacrifice que l'Eglise, d'ailleurs, ne vous demandait pas, et dont au contraire elle réproouve la forme et l'éclat. Cher ami, vous ne pouvez pas cependant croire que vous seul au monde ayez raison contre tous; or, je vous demande de me citer un seul vrai catholique que vous n'ayez pas consterné. Notez bien que je ne parle pas de ceux que vous avez indignés, révoltés, etc.... Je n'ai en vue que ceux qui vous aimaient, qui comptaient sur vous.... J'admets volontiers que vous ayez le droit de dédaigner certains éloges comme certaines injures. Mais ce que vous ne devez ni ne pouvez dédaigner, ce sont les larmes et les gémissements de ceux qui vous aimaient et vous admiraient, qui partageaient toutes vos souffrances, toutes vos convictions, toutes vos aspirations. Adieu; je suis bien souffrant aujourd'hui et c'est par un violent effort sur moi-même que je vous adresse ces lignes.

Toujours votre ami sincère, dévoué et affligé, mais fidèle

Ch. de Montalembert.

CCXXXVI.

(23 ottobre 1869).

Il diario LE MONDE riceve la notizia, e la comunica al pubblico, della deposizione del padre Giacinto da tutti gli ufficii ch'ei sosteneva nell'Ordine. È dichiarato incorso nella scomunica maggiore e in tutte l'altre censure e pene ecclesiastiche sancite contro gli apostati.

Le terme fixé, par le R. P. Préposé général des Carmes dechaussés, au P. Hyacinthe de l'Immaculée-Conception, définitiveur provincial et supérieur de la maison de Paris, pour qu'il rentrât dans ledit couvent étant expiré; vu les pièces et les témoignages authentiques constatant que ledit P. Hyacinthe n'est pas encore rentré dans ce couvent, l'autorité supérieure de l'Ordre, par décret en date du 18 octobre 1869, a déposé le P. Hyacinthe de l'Immaculée-Conception de toutes les charges qu'il avait dans l'Ordre, le déclarant d'ailleurs atteint, par son apostasie, et sous le coup de l'*excommunication majeure*, ainsi que de toutes les autres censures et peines ecclésiastiques édictées par le droit commun et par les Constitutions de l'Ordre contre les apostats.

CCXXXVII.

(3 ottobre 1869).

Monsignor Giovanni Maria Doney, vescovo di Montauban, in una lettera al direttore del giornale L'UNIVERS, biasima il modo tenuto dal vescovo di Sura per far pervenire al Santo Padre il suo libro, giudica inopportuna tal pubblicazione, e capace di suscitare timori e diffidenze nell'Episcopato. Accagiona il libro d'altri difetti.

Montauban, le 3 octobre 1869.

Monsieur le Rédacteur,

Mgr l'évêque de Sura vient de composer et de publier un ouvrage assez volumineux sur le *Concile général et la paix de l'Eglise*. Nul assurément n'a le droit d'en être surpris, ni de lui faire pour ce fait même la moindre observation. Il est revêtu du caractère épiscopal; il a étudié beaucoup la théologie, il est doyen de la Faculté de théologie de Paris, et quoique cette Faculté ne jouisse pas de la consécration pontificale, comme en avait joui pendant des siècles la célèbre école de Paris, comme en jouissent encore les écoles du même genre qui existent en d'autres contrées; quoiqu'elle ne soit qu'une école diocésaine consacrée seulement par l'autorité de l'Ordinaire, cela n'ôte rien à la valeur propre et intrinsèque de son ouvrage. Aussi en temps ordinaire cet écrit eût-il paru sans attirer l'attention autrement ou plus que beaucoup d'autres. On l'aurait lu, sans doute, ne fût-ce qu'à cause de la réputation de l'auteur; mais on l'aurait lu avec infiniment moins de préventions qu'on ne le lira aujourd'hui. Je me sers de ce mot, tout en reconnaissant que de soi la prévention peut empêcher de bien voir et que l'auteur pourrait se servir de cet aveu contre ceux qui n'adopteront pas ses doctrines et ses vues.

Mais cette prévention, l'auteur l'a prévue et même il l'éveille, il la provoque par sa manière de procéder. D'avance il cherche, sinon à la détruire tout à fait, au moins à l'affaiblir en mettant son écrit sous la sauvegarde du *devoir* et du *droit* épiscopal.

Et d'abord, en lisant avec attention la lettre qu'il a adressée aux Evêques en leur envoyant son ouvrage, et qu'il a fait même publier dans les journaux, on voit, on sent que Mgr de Sura n'est pas bien sûr du terrain sur lequel il s'engage, qu'il craint et prévoit des objections et des résistances. C'est évidemment pour cela qu'il se retranche d'avance dans son *devoir*, dans son *droit*, comme si le devoir et le droit d'un auteur le mettaient à l'abri de l'erreur et de la critique, comme s'il suffisait, pour faire justice des oppositions et des critiques, de pouvoir dire: J'avais le droit et le devoir de composer et de publier mon livre. Mgr de Sura est donc visiblement inquiet sur l'accueil qui sera fait à son travail, ou plutôt il sent qu'il excitera de vives oppositions. Il craint non sans raison de ne pas réussir auprès de ses collègues et du Concile, et pour réussir néanmoins il a recours à des procédés qui, si je ne me trompe, auront un résultat tout opposé à celui qu'il désire.

Le premier, c'est de faire présenter l'ouvrage au Saint-Père par l'ambassadeur de France. C'est évidemment se donner à lui-même et à son ouvrage une importance plus qu'ordinaire. Tous les jours les Evêques adressent directement au souverain Pontife les lettres qu'ils lui écrivent, ou les lui font parvenir par l'intermédiaire du Nonce apostolique, et jamais Sa Sainteté n'omet de leur répondre, avec sa propre signature, quand la chose le demande. Je n'accuse pas, je n'affirme pas, mais je pose en fait que l'opinion publique consentira difficilement à ne pas supposer ou que le Gouvernement protège l'œuvre de Mgr de Sura, ou du moins que Mgr de Sura ne serait pas fâché qu'il en fût ainsi. Elle y soupçonnera une affaire semi-politique et semi-religieuse; elle craindra que le Gouvernement ne soit ici de compte à demi avec le Prélat; et par suite, le Gouvernement lui-même sera doublement compromis, sans profit pour Mgr de Sura.

Il sera, il se trouve déjà compromis en ce que, ayant plu-

sieurs fois déclaré par la voie des journaux officieux qu'il entendait laisser au Concile une pleine et entière liberté de délibérer, de définir ce qu'il jugerait convenable, à la grande satisfaction du public catholique, l'intervention inattendue de notre ambassadeur provoquera inévitablement des craintes ou des doutes sur la sincérité de ces déclarations, et le bénéfice qu'elles lui avaient acquis dans l'opinion sera considérablement affaibli; la valeur du billet ne pourra pas manquer d'en souffrir.

Il y a plus encore. On se ferait illusion bien volontairement, si on s'attendait le moins du monde à voir le Concile régler les choses et les définir d'après les vues de ce Prélat. Dans son œuvre finale, on n'apercevra pas plus de traces des sentiments de Mgr Maret, qu'on n'en voit des eaux de la Seine dans la mer quand elles y sont arrivées, et dès lors si le Gouvernement a protégé l'œuvre, plus ou moins, il en sera pour ses frais. J'avoue que si j'étais le Gouvernement, mon amour-propre en souffrirait un peu.

Il a donc été au moins maladroit d'exciter à cet égard des soupçons publics, qui, je le répète, sont inévitables.

En troisième lieu, Mgr de Sura a fait hommage à tous ses collègues de France, et peut-être à d'autres, d'un exemplaire de son ouvrage. C'est une politesse, je le reconnais, et quoique assez onéreuse, je ne saurais douter qu'elle ne soit due à sa générosité personnelle. Mais je ne suis pas le public, et inévitablement le public sera tenté d'attribuer cette dépense au Gouvernement, en tout ou en partie. Donc, nouvelle compromission, vu toutes les chances d'un résultat négatif. Il me semble que je serais plus adroit que cela.

On peut se demander ensuite pour qui, au juste, le Prélat a écrit et publié son livre. Est-ce pour éclairer les Evêques qui composeront le Concile? Il en doit être ainsi, puisque finalement ce sont les Evêques qui jugeront, qui accepteront ou refuseront les vues qu'il propose. Mais alors, comment n'a-t-il pas compris qu'il devait l'écrire en latin, puisque cette langue est la seule entendue de tous? Le très grand nombre des Evêques ne parle ni ne connaît notre langue, si ce n'est imparfaitement, et les Evê-

ques français, tous ensemble, ne formeront pas assurément le quart des Evêques présents. Voilà donc que les vues, les doctrines, les propositions du Prélat seront jugées, approuvées ou repoussées par qui n'aura pu les approfondir et les comprendre. Et ce sera la faute de l'auteur, qui pouvait se servir de la langue latine, qui le devait même, en sa qualité d'Evêque et de futur membre du Concile, et qui sera obligé de se traduire lui-même en latin, pour expliquer, démontrer et défendre ses sentiments particuliers: position peu agréable et peu sûre. Il pourra lui rester seulement cette consolation de penser qu'on ne l'a pas bien compris, même après ses explications latines; consolation de bien mince valeur, quand le jugement aura été prononcé. J'espère au surplus qu'alors Mgr de Sura imitera l'exemple de saint Bonaventure, et qu'il déchirera ses feuilles à mesure qu'il verra les Pères du Concile avancer dans leur œuvre et consacrer, par leurs décisions, les vraies doctrines de l'Eglise.

Mgr de Sura n'a pas pu ne pas prévoir ces inconvénients, et si pourtant il a préféré d'employer la langue française au lieu de la langue latine, il a dû avoir ses raisons. Je les ignore; mais il n'y a pas la moindre témérité à supposer qu'il a été bien aise de mettre son ouvrage à la portée des laïques, avec l'espérance d'y trouver des approbations et des sympathies, un contre-poids aux dispositions contraires qui ne pouvaient pas manquer de se manifester; un moyen peut-être de pression sur les membres du Concile.

Et, en effet, d'après ce qui se révèle depuis quelques jours, on ne peut plus douter que le Gouvernement français ne soit, au moins platoniquement, favorable aux doctrines de Mgr de Sura, et que ce Prélat ne doive le représenter au Concile, avec quelques-uns de ses collègues, sauf à s'en laver les mains s'il y a insuccès.

Tant il y a que, ces faits étant donnés, l'œuvre de Mgr de Sura, loin d'inspirer la confiance aux Evêques, excitera, au contraire, en eux crainte et défiance.

Au reste, le Prélat n'a pas été assez aveugle pour ne pas le pressentir; sa lettre aux Evêques en offre la preuve. Quoique com-

posée seulement de trois courtes phrases, on voit qu'elle a été laborieusement travaillée pour servir de passe-port à l'ouvrage lui-même. A ceux qui lui demanderaient pourquoi il l'a composé et publié, il répond d'avance: J'ai rempli un *devoir d'Evêque*. Et à ceux qui montreraient peu de sympathies pour cet écrit, il oppose son *droit d'Evêque*, tout en demandant qu'ils le lisent avec *indulgence*. Mais il s'est mépris du tout au tout, s'il a cru, en prétextant de son devoir et de son droit, ôter à ses lecteurs, aux Evêques, le droit de le contredire et le devoir de le réfuter, s'ils ne partagent pas ses sentiments.

Un devoir peut être mal rempli, un droit mal exercé. Si, dans le cas présent, le devoir a été mal rempli, les Evêques ont le droit d'en avertir l'auteur; et si l'auteur n'a pas exercé son droit d'Evêque et de théologien d'une manière conforme à la vérité catholique, les Evêques ont le devoir rigoureux de le redresser et de le faire rentrer dans l'orthodoxie.

Il faut convenir que le Prélat, trop préoccupé de l'accueil défavorable auquel il a dû s'attendre, a appliqué on ne peut pas plus mal les deux mots dont il s'agit. Il dit: *Je crois remplir mon devoir d'Evêque en publiant mon ouvrage*. Qui jamais s'est avisé d'affirmer qu'un Evêque soit obligé en conscience d'écrire et de publier un volumineux ouvrage sur la religion? A ce compte, tous, tant que nous sommes d'Evêques, nous devrions en faire autant. Sans doute, il y a devoir pour l'Evêque de faire connaître la religion et de la défendre contre ses ennemis autant qu'il le peut, suivant les circonstances, et dans les conditions de sa mission. A côté de ce devoir général, il y a le devoir plus particulier et plus étroit pour l'Evêque titulaire d'instruire ses diocésains et de les préserver de toute erreur dans la foi; mais cela ne va pas toujours et pour tous jusqu'à l'obligation de publier des écrits pour le public en général.

J'admets donc que Mgr de Sura avait canoniquement le droit de composer son livre et de le publier, mais je n'admets nullement que ce fût pour lui un devoir proprement dit, et je connais pas mal de confesseurs qui l'auraient facilement absous de s'en être abstenu.

Quant au mot de *droit*, il cadre tout à fait mal avec ceux qui l'accompagnent. Demander *l'indulgence* des lecteurs par la raison que l'ouvrage et sa publication sont l'exercice d'un droit épiscopal, c'est confondre l'exercice même de ce droit, qui n'est contesté par personne, avec la manière plus ou moins heureuse dont il aura été exercé. Sur l'exercice du droit, il n'y a pas lieu à l'indulgence, parce qu'il n'y a pas lieu au blâme. Mais sur le reste, c'est autre chose. Si Mgr de Sura n'écrivait pas bien, s'il rendait ses pensées d'une manière plus ou moins heureuse, pourvu qu'elles fussent vraies, on concevrait qu'il demandât à être lu avec indulgence. Mais il s'agit des doctrines, et à celles-ci l'indulgence ne saurait s'appliquer. Il ne saurait demander aux Evêques que l'un des deux mots de l'Evangile: EST, EST; ou bien: NON, NON; car d'ailleurs on ne peut pas supposer qu'il demande indulgence pour des vues et des doctrines qu'il sait bien ne pas appartenir à la foi de l'Eglise universelle. A quoi lui servirait cette indulgence? A le laisser faire bande à part dans l'Eglise catholique avec quelques basiliens et les sorbonnistes de la pâle école qui les représentent encore à Paris. Quel profit lui en reviendrait-il?

Deux mots encore. Mgr de Sura traite de *graves* et de *décisives* les circonstances où l'Eglise va se trouver par le fait du Concile, et dans sa lettre au Pape il affirme que *des suites funestes peuvent résulter des projets formés et manifestés par des hommes respectables qui ne se rendent pas compte des dangers de leur entreprise*. Cela veut dire, en français commun, que Mgr de Sura considère comme une *crise périlleuse* pour l'Eglise la réunion du Concile, que, toute crise pouvant se terminer bien ou mal, celle-ci finirait très mal, si l'on y adoptait les sentiments de ces hommes *respectables*, mais irréfléchis et imprudents, et qu'elle ne peut se terminer à l'avantage de l'Eglise que si on adopte ses sentiments à lui: à ce prix il promet que la constitution de l'Eglise acquerra *toute sa grandeur, toute sa perfection, toute l'immutabilité* que lui a assurée son divin fondateur. Que le Concile prenne son baume, et les plaies de l'Eglise seront fermées à jamais, elle sera à jamais invulnérable. S'il en devait être ainsi,

nous demanderions au Concile de faire pour l'ouvrage de Mgr de Sura ce qu'on fit à Trente pour la *Somme* de saint Thomas : le placer sur une table en face de tous les Evêques et leur dire : *Hoc fac et vives.*

Cela est trop énorme; et il m'autorise à dire que Mgr de Sura *ne s'est pas mesuré lui-même à lui-même*, comme le veut saint Paul; qu'il n'a pas réfléchi qu'il n'est qu'*un*; et que l'individualité personnelle, quelque valeur qu'elle ait, se fond dans un Concile, comme la neige à l'apparition du soleil, à moins qu'elle ne se sépare et ne proteste.

† J. Marie, évêque de Montauban.

CCXXXVIII.

(3 ottobre 1869).

Monsignor Enrico Plantier, vescovo di Nîmes, scrive al vescovo di Sura, deplorando la comparsa del libro suddetto sì per l'onore personale dello scrittore, sì per la causa del Concilio e della Chiesa. Il nome e il titolo « ufficiale » del tipografo, gl'incombenzati alla presentazione dello scritto al Santo Padre, le tesi che vi si contengono han fatta nell'animo dello scrivente dolorosa impressione. Se il Concilio proclamasse una dottrina che, secondo l'avviso dell'Autore, è « condannata dalla protesta dei secoli e della storia » o è, tutt'al più, buona a « seppellire nella vergogna » chi la professa; l'Autore stesso avrebbe poi il rammarico d'aver somministrato agli empî un'arma per distruggere l'autorità del Concilio. Coloro che non conoscono al pari dello scrivente i sentimenti di monsignor Maret, lo calunnieranno col dire che il suo libro è una « rappresaglia. » Il vescovo di Nîmes chiude la sua lettera con far voti affinchè monsignor Maret, in cambio di « seminar diffidenze contro Roma, » consacri se stesso « all'esaltamento della Santa Sede, » che è « il grande bisogno » del tempo nostro, « uno dei più solenni doveri dell'Episcopato, » e « l'ambizione più nobile » che possa nutrire in petto la coscienza di un Vescovo.

Nîmes, le 3 octobre 1869.

Monseigneur,

J'ai reçu, de votre part sans doute, deux volumes signés de votre nom, et portant pour titre: *Du Concile général et de la paix religieuse*. Je remercie Votre Grandeur de cet hommage, mais je ne me sens pas le courage de la féliciter de l'ouvrage qu'elle veut bien m'offrir.

Il fut un temps où, sur les questions délicates abordées par votre *Mémoire*, nos idées se touchaient sans toutefois pleinement se confondre. Depuis cette époque, déjà lointaine, vous avez étudié, Monseigneur; je l'ai fait aussi moi-même avec conscience.

Mais ces études parallèles ont abouti pour l'un et l'autre à des résultats bien divers. Tandis que les vôtres vous ont immobilisé dans vos vieilles opinions, en les surchargeant d'une certaine âpreté de sentiment et de langage, les miennes m'ont jeté dans

un courant meilleur, et les conclusions où leur flot m'a conduit me forcent à déplorer l'apparition de votre livre, et pour votre honneur personnel, et pour la cause du Concile et de l'Eglise que vous avez prétendu servir.

Le nom et le titre *officiel* du typographe auquel vous avez confié le soin d'imprimer votre écrit, les intermédiaires que vous avez choisis pour le déposer aux pieds du Saint-Père, les thèses que vous y développez, tout cela m'a rempli le cœur des impressions les plus douloureuses. Malgré tout ce que vous pouvez en dire, on ne sait retrouver dans votre travail ni la sève pure de la grande théologie et de l'antiquité chrétienne, ni les vraies traditions du clergé de France, ni la noble indépendance de l'Episcopat vis-à-vis des puissances de la terre.

Une chose surtout paraît avoir échappé complètement à la prévoyance de Votre Grandeur: c'est l'hypothèse où le Concile du Vatican se hasarderait à consacrer les doctrines qui vous épouvantent et que combat votre ouvrage. Il n'est pas sûr que ce fait se produise; mais il est encore moins sûr qu'il ne se produira pas en dépit de la terreur que cette perspective vous inspire. Et si la définition qui fait l'objet de vos alarmes devient une réalité, si les Pères déclarent non pas *dogme nouveau*, mais dogme ancien, dogme révélé par le Christ, l'infaillibilité personnelle du souverain Pontife parlant *ex cathedra*, Votre Grandeur n'aura devant elle que deux issues possibles. — Ou bien il faudra repousser ce décret comme une erreur. — Ou bien il faudra le regarder comme dicté par l'Esprit-Saint lui-même.

Le repousser? Mais Votre Grandeur qui admet l'infaillibilité collective de l'Eglise unie à son chef, ne pourrait se mentir ainsi à elle-même, en rejetant une décision de l'Eglise assemblée.

L'accepter? Mais alors que devez-vous penser, Monseigneur, de votre *Mémoire* et surtout de votre *livre quatrième*? Ne devez-vous pas être au désespoir d'avoir à ce point décrié, déshonoré par avance une vérité devant laquelle vous serez obligé de vous incliner, aussi bien que le plus obscur des fidèles, comme devant un article de foi? Tout rationaliste, armé de vos paroles, pourra donc alors se retourner vers Votre Grandeur et lui dire qu'Elle subit, par une

docilité fort étrange, une doctrine condamnée par la *protestation des siècles et de l'histoire*, et tout au plus bonne à l'*ensevelir sous la honte*. C'est-à-dire que vous serez accablé sous le poids de vos propres raisonnements. Est-il prudent, Monseigneur, d'avoir préparé de vos mains cette coupe d'absinthe et de fiel qui ne servira peut-être, grâce à l'usage qu'en feront les impies, vos flatteurs d'aujourd'hui, qu'à détruire l'autorité du Concile et à vous désoler vous-même?

Comme si la Providence avait voulu faire éclater un signe pour hâter l'heure de vos regrets, elle a permis que votre ouvrage parût à peu près en même temps que la lettre si profondément déplorable du P. Hyacinthe. Entre l'un et l'autre, il existe des identités d'expressions et de doctrine qui sont loin de tourner à l'honneur de votre *Mémoire*. Coïncidence fortuite, sans doute. Mais coïncidence malheureuse et qui doit vous être pénible, parce que bien des gens s'obstineront à la prendre pour une solidarité.

La malignité publique ira, Monseigneur, et va déjà plus loin. Pour qui vous connaît, il n'est pas douteux qu'en écrivant votre ouvrage et en le publiant, vous avez eu l'intention de remplir un devoir. C'était une illusion, mais une illusion sincère. Malheureusement, il en est beaucoup qui, moins favorisés que moi, n'ont pas pu lire dans votre cœur, et, parmi ceux-là, un grand nombre expliquent votre *Mémoire* par un tout autre sentiment que celui qui vous l'a dicté. En le mettant au jour, vous affirmez que vous avez fait un acte de conscience; eux, au contraire, ne veulent y voir qu'un fait de représailles. C'est, disent-ils, l'évêque de Sura qui se venge d'avoir été refusé comme évêque de Vannes. Certes, ce n'est là qu'une calomnie; calomnie néanmoins à laquelle le passé donne une certaine ombre de vraisemblance, hautement désavouée par vos amis, mais trop facilement acceptée par la crédulité de l'opinion.

Evêque d'un diocèse auquel vous tenez, Monseigneur, par des souvenirs de famille, je fais des vœux bien ardents pour qu'au lieu de travailler à semer des défiances contre Rome, Votre Grandeur se dévoue à l'exaltation du Saint-Siège. C'est là le grand besoin de l'Eglise à notre époque. C'est l'un des plus solennels de-

voirs de l'Episcopat. C'est aussi l'ambition la plus noble à laquelle puisse s'ouvrir la conscience d'un Pontife. Aujourd'hui, Mgr l'évêque de Sura est comblé des faveurs d'un pouvoir dont le rédacteur de l'*Ere nouvelle* était jadis fort éloigné. Si vous changez de voie, si vous vous rapprochez de ce que vous appelez *l'école italienne*, et de ce que d'autres nomment avec plus de justice l'immense majorité des Pasteurs unis à leurs chefs, vous risquerez de rencontrer la disgrâce des souverainetés d'ici-bas. Mais, français, votre patriotisme n'en sera pas atteint. Evêque, au lieu de vous épuiser en efforts sans fruit et sans gloire contre le mouvement qui précipite l'amour des peuples du côté du Vatican, vous vous donnerez le mérite de suivre cet entraînement général, l'une des merveilles de notre temps. Enfin, si les honneurs terrestres vous font défaut, vous recevrez une récompense bien supérieure à toutes ces misères; ce sera l'approbation de Celui qui, dans la fermeté d'une foi qui ne sait pas défaillir, a reçu du Christ la mission de *confirmer ses frères*, et dont les décisions ou les anathèmes finissent toujours par avoir raison de ceux dont la témérité se permet de le dénigrer ou de le démentir.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'hommage de mon respect.

† Henri, évêque de Nîmes.

CCXXXIX.

(4 ottobre 1869).

Lettera di monsignor Casimiro Wicart, vescovo di Laval, al direttore dell'UNIVERS in lode della già riportata omelia del vescovo di Poitiers.

Laval, le 4 octobre 1869.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Je viens de lire avec admiration le magnifique discours de Mgr de Poitiers. Il fallait une réfutation aux deux volumes de Mgr Maret; il la fallait péremptoire, courte, claire, frappant juste et droit. Dieu soit loué! La voilà faite de main de maître. Le livre est à terre et ne s'en relèvera pas.

Vous ferez de ces lignes, monsieur le Rédacteur, l'usage que vous voudrez. Pour moi, je remercie Mgr de Poitiers d'avoir produit cette belle et si bonne œuvre, et je vous remercie vous-même de l'avoir publiée.

Recevez, je vous prie, monsieur le Rédacteur, mes sentiments de profonde estime et de dévouement.

† Casimir, évêque de Laval.

CCXL.

(12 ottobre 1869).

Il vescovo di Laval dà incarico al direttore della *SEMAINE RELIGIEUSE* della sua diocesi di pubblicare la lettera suddetta, e aggiunge aspre parole contro monsignor Maret e il libro di lui.

Laval, le 12 octobre 1869.

Mon cher monsieur Descars,

C'est à vous dorénavant que seront adressées, pour la *Semaine religieuse* et pour elle seule, les nominations ecclésiastiques et toute autre communication que l'Evêché pourra juger convenable de porter à la connaissance des fidèles.

Je vous prie, en conséquence, monsieur le Directeur, de vouloir bien commencer par publier dans votre premier numéro la lettre que vous trouverez ci-jointe, et que j'avais adressée, il y a une dizaine de jours, à l'*Univers*. Il paraît que plusieurs autres journaux l'ont depuis reproduite. Je désire et je dois désirer qu'elle ne reste pas inconnue de mes diocésains.

On y verra ce que je pense du livre de Mgr Maret. J'ai lu l'ouvrage tout entier, d'un bout à l'autre, malgré la peine qui remplissait souvent mon cœur. Je ne pouvais cependant pas trop m'étonner de ce que j'avais sous les yeux. L'*Ere nouvelle*, rédigée, il y a environ vingt ans, par M. l'abbé Maret, alors simple prêtre et seulement professeur à la Faculté de theologie de Paris, avait dû me préparer à tout.

Aujourd'hui devenu Evêque, mais sans juridiction quelconque à exercer en aucun lieu, l'écrivain élève on ne peut plus haut son titre et les droits qu'il y croit attachés, quoique, comme simple titulaire, sans troupeau, il ne fasse pas nécessairement partie

du Concile général, où il se propose si bruyamment de les faire valoir et même prévaloir, s'il le peut. Ses idées et ses prétentions sont longuement exposées et vivement soutenues dans les deux volumes dont nous venons de parler. Mais nous n'en dirons plus rien; ce serait un soin désormais inutile. L'auteur a fait présenter son livre au Pape. Le Saint-Père l'a remis aux mains de deux Prélats, qu'il a chargés de l'examiner et de rédiger un rapport sur les doctrines qu'il renferme. Cela suffit. Nous pouvons rester tranquilles sur les résultats de cet examen. Ils ne seront certainement pas conformes aux désirs que le Saint-Siège a tant de fois rejetés.

Pour nous, mon cher grand-vicaire, nous resterons purement catholiques, rien de plus, rien de moins; catholiques, non selon le grand Bossuet qui se trompa sur ce point, mais selon l'Evangile qui ne saurait nous tromper; catholiques avec le Vicaire de Jésus-Christ, établi par le divin Maître pour conduire et gouverner dans le monde entier son Eglise, à travers toutes les difficultés et toutes les luttes de tous les siècles; catholiques romains enfin! Et cela ne nous empêchera pas le moins du monde de rester fort bons français.

Daigne le Seigneur, mon cher Directeur, répandre ses bénédictions sur vous et vos collaborateurs, sur l'œuvre que vous entreprenez, sur tous ceux qui vous liront, et sur tous les fidèles de ce cher diocèse, à quelque opinion qu'ils se soient jusqu'à ce jour, avec plus ou moins de sagesse chrétienne, laissés aller.

Tout à vous et à tous, en Notre-Seigneur.

† Casimir, évêque de Laval.

CCXLI.

(6 ottobre 1869).

Monsignor Maret invia al direttore dell'UNIVERS, perchè la pubblichi nel giornale, una sua risposta a monsignor Pie.

Paris, le 6 octobre 1869.

Monsieur le Rédacteur,

Vous avez publié, dans votre numéro du 4 octobre, le discours prononcé par Mgr l'évêque de Poitiers, le 28 septembre, au sujet de mon livre.

Je viens vous demander d'insérer, au plus tôt, dans votre journal et dans vos deux éditions, s'il y a lieu, ma réponse au discours du vénérable Prélat.

J'attends cette insertion de votre justice.

Il est d'autres manifestes auxquels un Evêque, qui a le sentiment de sa dignité et qui est fort du témoignage de sa conscience, ne répond que par le silence.

J'ai l'honneur d'être, monsieur le rédacteur, votre serviteur très humble.

† H. L. C., évêque de Sura.

CCXLII.

(5 ottobre 1869).

Lettera di cui si tratta nel Documento precedente. Monsignor Maret, stimando dover fare un'eccezione al proposito di non rispondere alle imputazioni contro il suo libro, se non dopo che tutte siansi manifestate, si difende dalle censure del vescovo di Poitiers. Mantiene e spiega quanto ha scritto intorno 1.^o) all'origine della giurisdizione episcopale, 2.^o) all'esercizio dell'episcopale giudicatura, 3.^o) alla necessità del « concorso » e del « consenso » dell'Episcopato per l'infallibilità dei giudizi pontificii « ex cathedra, » 4.^o) alle espressioni da lui a buon dritto adoperate di infallibilità « assoluta, separata, personale, » perchè queste si trovano tali e quali o equivalenti in tutti i teologi e canonisti, e, infine, 5.^o) alla sua proposta della periodicità dei Concili ecumenici. Fino a che le sue « grandi tesi » non siano confutate, il suo libro resterà saldo.

Paris, le 5 octobre 1869.

Monseigneur,

Par une lettre du 2 octobre, Votre Grandeur me fait l'honneur de me prévenir qu'elle a cru devoir communiquer à son clergé ses impressions sur mon livre et les rendre publiques. Ce procédé, Monseigneur, de m'annoncer vous-même cette détermination, est digne de votre courtoisie, et je vous en remercie.

Mais la publicité donnée à votre homélie m'impose un devoir, et vous ne trouverez pas mauvais que je vous fasse part aussi de mes impressions.

Quand je me suis décidé à publier mon livre, j'ai prévu qu'il susciterait des controverses, et je m'étais proposé de ne répondre aux critiques qui pourraient m'être adressées qu'après qu'elles se seraient toutes produites. Il me semblait que l'élucidation parfaite des questions agitées ne pouvait que gagner à cette marche; mais l'éclat et le retentissement de votre parole ne me permettent pas de garder le silence: je dois donc faire une exception à la règle que je m'étais imposée. Mes réponses seront aussi courtes que possible.

I. Votre première critique porte sur la manière dont j'ai présenté l'origine de la juridiction épiscopale. Avec l'antiquité, je l'ai rapportée immédiatement à Notre-Seigneur Jésus-Christ et à ses Apôtres. J'ai cherché, avec l'illustre Thomassin et à sa suite, sans tomber dans *des allégations incohérentes et gratuites, sans fausser l'histoire et sans recourir aux misérables subtilités d'un faux nationalisme*, j'ai cherché, dis-je, une preuve de cette origine dans l'existence des exarchats primitifs.

Il vous plaît d'appeler ces Eglises apostoliques des métropoles *inférieures*; tel n'est pas le langage du Concile de Nicée, et la conduite du Concile d'Ephèse à l'égard d'une de ces métropoles fut inspirée par un autre principe. On respectait en elles une origine apostolique qui rattachait leurs Evêques immédiatement à Jésus-Christ.

Or, la nature de l'Episcopat est invariable. Si l'Episcopat dans les anciens exarchats venait immédiatement de notre divin Maître, il en vient partout. Sa vraie source, sa source immédiate est Jésus-Christ lui-même. Cette divine et glorieuse origine ne diminue en rien la subordination des Evêques à l'égard du Souverain Pontife. Je crois l'avoir établi solidement, et je dis exactement comme vous: « Nulle institution canonique n'est valable que par lui ou moyennant son assentiment. » Voici mes paroles: « La confirmation des Evêques que les Souverains Pontifes n'instituent pas par eux-mêmes, soit directement, soit indirectement, leur appartient de droit divin, et il n'y a jamais eu d'Evêque légitime qui n'ait été accepté expressément ou tacitement par le Pape ¹. » Je regrette, Monseigneur, que vous n'ayez pas cru devoir citer cette phrase. Il est vrai qu'elle vous aurait dispensé de la peine un peu stérile que vous avez bien voulu prendre de critiquer une opinion qui revient à la vôtre.

Vous avez trop de science, Monseigneur, pour ignorer que l'opinion que vous qualifiez si durement d'*opinion sans consistance*, et qui considère l'institution canonique comme une condition *essentielle* de la juridiction épiscopale, mais non pas comme

¹ « Du Concile général et de la paix religieuse, » tome II, pag. 58.

sa source, a été soutenue par les plus graves autorités; qu'elle a été respectée, de nos jours, par M. le cardinal Gousset lui-même. Il vous plaît de ne voir dans cette question qu'une querelle de mots. Tel n'était pas le sentiment des Pères de Trente; tout le monde sait avec quelle ardeur l'origine immédiatement divine de l'Episcopat fut défendue dans ce Concile par un grand nombre d'Evêques.

II. Vos secondes observations ont pour objet l'exercice de la judicature épiscopale. Vous reconnaissez que le droit de l'Evêque *de juger des choses de la foi et de la morale est placé en dehors et au-dessus de toute controverse*; et vous affirmez avec raison que l'exercice de ce droit doit se concilier avec la suprématie pontificale.

Il est évident que le juge subordonné ne perd pas sa qualité de juge. Il est exposé seulement à voir ses jugements cassés par un tribunal supérieur. Là n'est pas la question.

Il est reconnu par tous, comme vous le dites, Monseigneur, que les Evêques dispersés sur leurs sièges font office de juge en première instance, quand ils parlent avant le Pape. Il est reconnu également, et je continue à me servir de vos paroles, que le jugement des Evêques assemblés en Concile sous l'autorité du chef de l'Eglise, qui a soumis une question à leur examen et à leur délibération, est un jugement souverain et irréfutable, dès qu'il est accepté du Pontife romain.

Toute la question se concentre sur les Constitutions des Pontifes romains rendues avant le Concile et en dehors de lui, quand ces Constitutions, n'étant pas encore règle absolue de foi, viennent à l'examen du Concile.

Avec des autorités fort respectables, vous réduisez, dans ce cas, l'exercice de la judicature des Evêques à *un jugement d'adhésion, même motivé et raisonné, qui associe réellement leur puissance judiciaire à la puissance judiciaire du chef de l'Eglise*.

Ces mots habiles, Monseigneur, ne dissimulent qu'imparfaitement l'abîme où se jette le système que vous défendez. Vous parlez de *puissance judiciaire*, et vous refusez toute liberté de jugement à ceux qui l'exercent. Mais que sont des juges à qui

on impose une sentence? Ne sont-ils pas à l'instant dépouillés de leur *puissance judiciaire*?

Vous avez sans doute raison de dire que *l'indépendance du juge ne consiste pas à pouvoir juger contre la justice et contre la loi*. Mais la question n'a jamais été posée ainsi dans les Conciles généraux. La loi, pour ces saintes assemblées, a toujours été l'Ecriture, la tradition, la doctrine de l'Eglise. Les Constitutions pontificales dévolues à l'examen du Concile ont toujours été librement confrontées avec ces règles suprêmes. La plupart ont été acceptées; quelques-unes ont été rejetées, et toujours, dans ces circonstances, les Evêques ont été de vrais juges, c'est-à-dire des juges libres: *iudicans subscripsi*.

Je crois que ces grands faits ont été solidement établis dans mon histoire des Conciles généraux, et je doute que la critique contemporaine parvienne à les ébranler.

L'exemple du Concile de Chalcédoine que vous invoquez, Monseigneur, se tourne contre vous. Vous ne discutez pas les faits que j'ai mis en lumière. Vous vous bornez à dire que, si les Pères de Chalcédoine *n'étaient investis de la liberté qui sied à des juges qu'autant qu'ils pouvaient accepter ou répudier la lettre de saint Léon, il s'ensuivrait que les Evêques eutychiens usèrent d'un droit en la rejetant effectivement*. Les Evêques eutychiens avaient tort de repousser la sainte et pure doctrine de saint Léon. Mais étaient-ils hérétiques *formels* avant la sentence définitive du Concile? Là est la vraie question. Eh bien, elle est résolue contre votre système et par saint Léon et par le Concile de Chalcédoine, comme je crois l'avoir démontré. Si la lettre de saint Léon, au lieu de contenir une doctrine divine, avait été *une trahison profane de la vérité*¹, comme les lettres d'Honorius à Sergius, elle aurait pu être condamnée comme celles-ci le furent.

Mais de ces droits exercés par tous le Conciles généraux, s'ensuit-il que le Pontife romain perd sa suprême juridiction et devient le subordonné des Evêques? Mille fois non. Il s'ensuit uniquement que la monarchie de l'Eglise est efficacement tempérée

¹ Ces paroles sont celles du pape saint Léon II. Voir notre tome I.^{er}, page 291.

d'aristocratie; et que, dans certaines circonstances déterminées, le Concile général peut exercer des droits à l'égard du Souverain Pontife lui-même, selon la loi canonique et la doctrine des plus grands et des plus saints Papes. Je l'ai prouvé. Cette noble doctrine, cette participation des Evêques à la souveraineté spirituelle, présente un des plus beaux caractères de la constitution de l'Eglise; et les droits qui en résultent pour l'Episcopat sont aussi honorables que nécessaires.

III. Vous passez ensuite, Monseigneur, à la grande et délicate question de l'infailibilité pontificale.

Nous admettons tous l'infailibilité des jugements *pleinement apostoliques*, des jugements *ex cathedra*. Toute la question est de savoir quelles sont les conditions essentielles de ces jugements. Vous oubliez de les définir; et il en résulte, dans votre lettre, une bien regrettable lacune. Pour moi, après les plus sérieuses études, j'ai cru pouvoir embrasser la doctrine théologique qui place les conditions de ces jugements non pas dans des formules, dont je ne nie point cependant l'utilité et la nécessité; non pas dans les conseils ordinaires de la Papauté, dont je ne conteste point cependant l'autorité; mais dans le concours et l'assentiment de l'Episcopat. Résulte-t-il de cette opinion que ce sont les Evêques qui donnent l'infailibilité au Pape? Nullement. Elle émane de Dieu seul; et il la donne à ceux à qui il l'a promise; c'est-à-dire au Pape uni au corps épiscopal, et au corps épiscopal uni au Pape.

Je souscris de tout cœur aux beaux textes que vous citez du grand saint Hilaire, un de vos glorieux ancêtres, d'Yves de Chartres, de Pierre de Celles, sans me croire le moins du monde engagé dans le système de l'infailibilité absolue, séparée, personnelle.

IV. Ces mots vous offusquent, Monseigneur. Vous les accusez d'être *empruntés au triste vocabulaire de ce temps*, et d'être remplis *du venin des réactions politiques*. Je ne m'en doutais pas. Ces mots, ou leurs analogues, se trouvent dans tous les théologiens, dans tous les canonistes. Je ne m'en suis servi que parce qu'ils me paraissent très propres à préciser les questions et à porter la lumière dans tous les esprits.

Vous ne prouverez jamais, Monseigneur, que j'ai accusé le pouvoir pontifical d'être despotique et arbitraire, que j'ai élevé contre lui des accusations indignes d'un Evêque, indignes d'un catholique. Combattre des systèmes qui tendent à donner au plus nécessaire, au plus vénéré, au plus chéri des pouvoirs, des caractères odieux, c'est encore servir sa cause; combattre des projets qui ne renferment pas des dangers *chimériques*, mais très réels, c'est encore donner un témoignage de fidélité à une cause pour laquelle on serait prêt, avec l'aide de Dieu, à verser son sang!

V. Enfin, Monseigneur, vous ne craignez pas de m'accuser de *toucher à l'économie* du gouvernement ecclésiastique, parce que je propose la périodicité conciliaire comme la meilleure solution des questions qui se soulèvent à l'occasion du Concile général et de ses réformes.

Je serais téméraire si, dans ces circonstances, j'osais proposer des vues personnelles. Mais la périodicité conciliaire a été décrétée par un Concile incontestablement œcumenique comme la meilleure discipline; elle a été sanctionnée par deux Papes, et réclamée par les plus saints personnages.

Quelle inconvenance y a-t-il à constater que la Providence écarte, de nos jours, tous les obstacles à la réalisation de cette périodicité; à montrer ses avantages, à la demander au saint Concile?

VI. Je crois avoir répondu à tous vos griefs. En résumé, votre critique ne me paraît pas ébranler les bases de mon livre, ni prouver que j'ai donné une notion inexacte de la constitution de l'Eglise. Mon œuvre consiste uniquement à affirmer et à démontrer que l'Eglise est une monarchie efficacement tempérée d'aristocratie, et que, par conséquent, la souveraineté spirituelle et l'infaillibilité dogmatique y sont composées de deux éléments essentiels, quoique le second soit subordonné au premier. Voilà le cœur de mon livre, auquel il ne sera pas facile de *toucher*, quoi qu'on en ait dit; et tant que mes grandes thèses n'auront pas été réfutées, j'oserai dire que mon livre restera debout.

Monseigneur, les temps sont difficiles; les circonstances sont graves. En ce moment, la paix de l'Eglise et l'ordre moral du

monde sont en jeu. Il faut que toutes les questions soient traitées avec la liberté que l'Eglise laisse à ses enfants. Discutons tout; le Concile jugera, et ses décisions trouveront partout, je l'espère, cette docilité que vous réclamez avec raison, et que vous recommandez avec autorité! Mais, dans ces discussions pacifiques et bienveillantes, surtout entre Evêques, n'affligeons pas l'âme de nos frères par des jugements précipités, par des reproches immérités; ne soulevons pas des nuages qui peuvent dérober aux yeux inattentifs le véritable aspect des choses, et susciter de regrettables scandales.

Vous gémissiez avec raison, Monseigneur, sur un fait récent que nous déplorons tous. Vos amis osent même établir une certaine connexité entre ce fait et l'apparition de mon livre. Il n'y a donc plus aucune justice dans le cœur de certains hommes? Le mien a été brisé par cet acte que je n'ai pu prévenir, mais dont j'ai tout fait pour arrêter les suites. Aujourd'hui il ne me reste qu'à prier, à espérer, mais en même temps à protester avec énergie contre tout rapprochement, toute assimilation, toute connexité. Que Dieu prenne en pitié et les temps et les hommes!

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect,

Monseigneur,

De Votre Grandeur

Le très dévoué collègue et très humble serviteur,

† H. L. C., évêque de Sura.

CCXLIII.

(7 ottobre 1869).

In una vivace lettera al direttore dell'UNIVERS il vescovo di Sura protesta, come onest' uomo, come cristiano e come Vescovo, contro le accuse « mal velate » di monsignor Plantier, e fa appello, in sua difesa, ad ogni lettore « attento, imparziale e coscienzioso. » Domanda se il suo contraddittore abbia in animo di « soffocare la discussione; » al che certamente non potrebb' egli riuscire sotto il regno del « più savio » e del « più giusto » tra i Pontefici. Se il Concilio emetterà la definizione che il vescovo di Nîmes crede possibile e probabile, sarà ciò in seguito di un esame profondo della materia, d'una piena risposta alle difficoltà, di prove solide e invitte. In ogni caso la « sommissione » riuscirebbe « dolce, » non già amara, all'Autore.

Paris, 7 octobre 1869.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Je regrette beaucoup d'être forcé de vous adresser une nouvelle lettre, et de demander à votre justice son insertion aujourd'hui même, dans votre journal, à la suite de celles que j'ai eu l'honneur de vous envoyer hier.

La publication de la lettre de Mgr l'évêque de Nîmes exige de ma part cette prompte réponse.

J'élève contre les accusations mal déguisées de Mgr Plantier la protestation de l'honnête homme, du chrétien, de l'Evêque. J'en appelle à tout lecteur attentif, impartial, consciencieux, de mon livre. Y a-t-il trace d'amertume, de vengeance, de complaisance, pour aucun pouvoir? Je ne reconnais à personne le droit de me donner des leçons de dignité et d'indépendance de caractère. Il est vrai que je n'ai jamais sacrifié à une vaine popularité, et que je rends au pouvoir public ce que demandent la justice et le devoir.

Mgr l'évêque de Nîmes avoue qu'il a professé les doctrines qu'il condamne aujourd'hui dans mon livre. Voici ce que m'écri-

vait, le 25 septembre dernier, un de ses amis, évêque aujourd'hui: « Pendant vingt ans que j'ai vécu avec lui, il tenait haut le drapeau gallican: il le mettait même là où il était étranger. » Avec l'agrément de son auteur, j'offre de communiquer cette lettre à Mgr l'évêque de Nîmes quand il le voudra.

Pendant vingt ans, Mgr Plantier a donc encouru l'*anathème* qu'il semble vouloir appeler sur ma tête! Pourquoi ces menaces? Le Prélat veut-il étouffer la discussion? Sous le règne du plus sage, du plus juste des Pontifes, il n'y parviendra pas. L'entière liberté des discussions, dans les limites de la foi, a toujours été une des premières lois des Conciles généraux, et dans leur préparation et dans leur célébration.

J'ai écrit une phrase énergique que Mgr Plantier rappelle. Je la maintiens parce qu'elle exprime mes convictions; je la maintiens parce qu'elle a pour but d'avertir, de provoquer à des études sérieuses, de conjurer les dangers d'un projet d'*acclamation* mis en avant par des hommes irréfléchis.

Au lieu d'accuser mon livre sans preuves, que Mgr l'évêque de Nîmes veuille bien le réfuter. Qu'il prenne la peine de refaire son *Histoire des Conciles généraux*; son honneur d'écrivain n'y perdra rien. Qu'il démontre que, dans la mienne, j'expose mal les faits décisifs que j'invoque; que j'en tire des conséquences illégitimes; qu'il détruise surtout ce quatrième livre qui excite principalement son animadversion: je suis prêt à reconnaître mes erreurs aussitôt qu'elles me seront démontrées.

Mgr l'évêque de Nîmes regarde comme possible, comme probable, la définition de l'infailibilité absolue, séparée, personnelle du souverain Pontife. Selon l'usage des Conciles généraux, cette définition ne serait portée qu'autant que cette grave matière aurait été entièrement approfondie; qu'autant que toutes les objections et toutes les difficultés auraient été détruites; qu'autant que les preuves les plus solides, les plus irréfutables se seraient produites. Alors une belle et éclatante lumière surgirait des travaux du saint Concile. J'espère que Dieu me ferait la grâce de ne jamais fermer les yeux à cette lumière. Dans tous les cas, la soumission me serait douce. Il n'y aurait là ni fiel ni

absinthe. La main de Mgr Plantier ne préparera pas cette coupe empoisonnée.

Le Prélat m'invite à suivre le mouvement qui *précipite l'amour des peuples du côté du Vatican*. Plût à Dieu qu'il en fût ainsi! Mais Mgr l'évêque de Nîmes se rend-il bien compte de l'état réel du monde? J'en doute.

Quant à moi, je crois mieux servir la cause du Saint-Siège en démontrant le caractère tempéré de la monarchie ecclésiastique, en dévoilant le sceau de la divine sagesse, qui brille dans la constitution de l'Eglise, et qui rend l'autorité de son chef aussi aimable que respectable.

J'ai l'honneur d'être, monsieur le Rédacteur en chef,

Votre serviteur très humble,

† H. L. C., évêque de Sura.

CCXLIV.

(9 ottobre 1869).

Rammarico del Direttore dell'UNIVERS per aver dovuto inserire nel suo diario la lettera precedente. Ragioni per le quali egli crede che monsignor Maret « deve tollerare la manifestazione di qualche dissenso » alla sua dottrina.

Mgr Maret nous aurait obligé, en ne nous adressant pas directement un si aigre discours contre un Evêque envers qui nous professons une vénération et une admiration assez connues. Il ne nous a pas dispensé de subir cette forme, nous ne nous dispenserons pas de lui en dire notre avis.

Il nous annonçait hier la résolution de ne se défendre qu'après que toutes les objections se seraient produites. Cette résolution était sage, il y manque trop tôt. Elle lui donnait une figure de sécurité non-seulement sur sa doctrine, mais sur son action, à laquelle on attribue plus d'importance qu'à sa doctrine; elle lui permettait de bien savoir ce que pensent de l'une et de l'autre les plus légitimes organes du sentiment catholique interrogés implicitement par l'envoi de son écrit, sans qu'ils l'eussent prié de leur faire cette faveur, ni de s'imposer cette dépense; elle le mettait surtout dans l'heureuse nécessité de ne fournir à ses éminents censeurs que des raisons doctrinales, dignes de leur condition et de la sienne. Ce ne sont pas des traits d'esprit qu'il faut pour démontrer que la constitution de l'Eglise sera violée si elle n'est pas changée.

Mgr Maret possède éminemment la dextérité du polémiste. Il n'en a pas la patience ferme, il ne sait pas écouter l'objection et régler le ton de la réponse suivant les personnes, les circonstances et le sujet. La lettre que l'on vient de lire est chargée d'allusions et de sarcasmes qui n'y conviennent point. Cette menue artillerie messied à la dignité de la question et à la dignité de l'adversaire,

elle n'a pas même ici le maigre résultat de faire de la fumée. Mgr Maret a été attaqué en face et directement dans la double situation que lui fait son livre, comme docteur de la Sorbonne (moderne) et comme chef de parti. C'est en cette double qualité qu'il provoque l'attention, c'est en cette double qualité et avec une double gravité qu'il doit répondre. Son grand titre d'Evêque, qu'il a soin de ne pas laisser oublier, ne lui fait qu'une obligation plus étroite de ne point se distraire aux jeux et aux feintes de l'escrime courante. Naguère, à l'occasion de certains propos touchant son livre non encore publié, il se montra fort chatouilleux envers nous sur les égards qui sont incontestablement dus aux Evêques. Il nous donne aujourd'hui un exemple qui s'accorde fort mal avec ses leçons.

Comme la discussion n'est pas finie, nous nous permettons de souhaiter qu'il la soutienne avec plus de tempérance, s'il persiste à la suivre pied à pied. Nous ne serions pas disposé à le laisser aller chez nous (excepté, bien entendu, contre nous-même) dans le style où il s'engage. Nous le supplions de ne pas nous mettre dans le cas de lui demander des corrections.

Il doit considérer que c'est lui qui a commencé, que c'est lui qui a provoqué; que son livre, quoi qu'il puisse dire, est généralement regardé comme un coup de parti. S'il a jugé en conscience bon et utile de le produire, d'autres en conscience peuvent juger bon et utile de le renverser. Il se montre en tout ce qu'il dit très convaincu qu'il a personnellement plus de doctrine, plus de science, plus de jugement que tous les autres; qu'on ne peut « démolir » ses thèses, qu'elles sont à l'abri de la critique « contemporaine » que son jugement sur les choses de l'Eglise et du monde est plus éclairé et plus assuré que celui de ses contradicteurs. Personne assurément ne lui niera cette conviction. Mais enfin il doit tolérer l'expression de quelque dissentiment.

A travers les certitudes qu'il étale, Mgr Maret ne se déclare pas néanmoins exempt des faiblesses de la sagesse humaine, *toujours courte par quelque endroit*. Il concède qu'il peut être dans l'erreur, et il proteste qu'il se rétracterait de bonne grâce si son erreur lui était démontrée. Comment veut-il qu'on lui rende ce

service, s'il n'écoute pas la contradiction et si elle l'exaspère à ce point? Toute sa défense jusqu'ici consiste à crier qu'on ne l'a pas lu, qu'on ne l'a pas compris, qu'on lui fait dire ce qu'il ne dit pas, qu'on en veut à sa liberté. Et contre qui porte-t-il ces accusations barbelées d'épigrammes peu opportunes? Contre des Evêques qui ont pris la liberté de lire, à sa prière, ce qu'il a pris la liberté d'écrire. Est-ce qu'il veut réduire les Evêques à ce *jugement d'adhésion* qu'il regarde comme si peu de chose lorsqu'il s'agit des Constitutions pontificales? Cette prétention ne saurait passer.

Nous le prions de remarquer que nous pourrions ici tourner contre lui, avec plus de raison, l'étrange argument dont il se servait naguère contre nous-même pour nous interdire de toucher à son livre: en défigurant ainsi l'opinion de ses collègues et en les mettant dans l'impossibilité de le contredire sans s'exposer à la grêle de ses gémissements contre leur manque d'intelligence ou de justice, il attente à la liberté du Concile, et il met fort en doute devant le public sa part d'infailibilité.

Chose bizarre! Mgr Maret fait son livre contre la puissance du Pape en faveur de la puissance du Concile, et il semble avoir beaucoup plus peur des Evêques que du Pape. Il parle du Pape comme du « plus sage » du « plus juste des Pontifes » (ce que nous ne contredisons point), tandis que les Evêques sont taxés d'irréflexion, d'incompréhension; accusés de peu de science et de peu d'équité.

Si Mgr Maret y réfléchit, ces promptitudes et ces incohérences lui apparaîtront comme autant de signes de l'erreur qu'on signale dans son esprit, et la démonstration qu'il demande sera bien avancée.

Une autre réflexion très simple, que nous sommes étonné qu'il ne fasse pas, lui démontrerait que sa liberté n'est nullement en péril. S'il ne s'est pas trompé, que peut-il craindre? Il est soumis en dernier ressort au jugement de l'Esprit-Saint. S'il s'est trompé, il a eu pleinement la liberté de se tromper; et qui peut lui contester et lui ravir la liberté de reconnaître son erreur?

Louis Veuillot.

CCXLV.

(21 ottobre 1869).

Nuova lettera di monsignor Maret a Luigi Veuillot per mettere in sull'avviso i lettori dell'UNIVERS su certi scritti di quel diario. Annunzia una risposta ai suoi contraddittori.

Paris, ce 21 octobre 1869.

Monsieur le Rédacteur en chef,

J'étais au moment de vous adresser une réponse aux attaques contre mon livre qui se sont produites depuis dix jours dans votre journal.

Mais puisque cette polémique continue, je crois utile d'attendre qu'elle soit plus près de son terme.

Je me borne donc aujourd'hui à avertir vos honorables lecteurs:

1. Que M. Du Lac ne donne pas une idée exacte et complète de la doctrine exposée dans mon livre;

2. Qu'il tire de cette doctrine des conséquences arbitraires et illégitimes;

3. Qu'il suppose constamment, dans sa discussion, ce qui est en question.

Il me sera facile, je l'espère, de démontrer ces choses, et d'établir aussi la loyauté de mes citations, qu'on a paru mettre en doute.

Je demande à votre justice l'insertion de cette lettre dans votre numéro de ce soir; et j'ai l'honneur d'être, monsieur le Rédacteur,

Votre serviteur très humble,
† H. L. C., évêque de Sura.

(24 ottobre 1869).

Il Vescovo di Poitiers, nell'addio al clero prima della sua partenza per il Concilio, dichiara come la risposta a lui fatta da un Prelato, la cui « persona » egli « può onorare, » ma di cui « deplora l'accecamento, » non sia altro che la ripetizione di « allegazioni gratuite e già confutate; » onde non è necessario fermarvisi sopra: tanto più, che vanno ogni dì aumentando le confutazioni dirette e decisive del libro censurato. Tuttavia monsignor Pie non esita a dichiarare, « in virtù della sua autorità di pontefice e di dottore, datagli da Dio inverso la sua diocesi, » che i due volumi del vescovo di Sura « meritano d'esser colpiti con le più gravi censure teologiche al di sotto della nota formale di eresia. » Lo stesso Prelato deplora altresì la recente pubblicazione del *CORRESPONDANT* ¹, nella quale si par chiara l'ostinazione di voler trattare questioni del giorno importantissime « assolutamente come se, da ottant'anni a questa parte, la Santa Sede e l'Episcopato non avessero mai detto una parola su quelle, » o « come se le decisioni dommatiche e gl'insegnamenti della Chiesa non obbligassero per niente le menti degli uomini. »

Comment ne serais-je pas touché, monsieur l'archidiacre, des sentiments et des vœux que vous venez d'exprimer en votre nom et au nom de toute cette assistance ecclésiastique?

Mon cœur déborde des émotions que faisait naître en moi, il n'y a qu'un instant, cette récitation solennelle des prières de l'itinéraire. Parmi tant d'événements, d'intérêts et de devoirs qui forcent l'homme trop souvent à quitter son foyer pour parcourir la terre en divers sens, il n'en est pas un seul auquel les prières inspirées de l'Eglise ne viennent s'appliquer de la façon la plus consolante. Mais peut-on imaginer une circonstance où ce qu'elles contiennent de lumière et de grâce jaillisse avec plus d'éclat que lorsqu'elles précèdent l'adieu d'un Pasteur à son clergé et à son peuple, le départ d'un Evêque pour le Concile œcuménique?

Aussi me semblait-il tout à l'heure, en entendant ce chœur de voix sacerdotales et lévitiqes, que l'impression, déjà vive

¹ Vedi il Doc. CLXVIII.

au début, augmentait à chaque verset du cantique sacré; la prière, plus émue, devenait plus ardente, et parce qu'elle était plus ardente, elle produisait dans l'âme une assurance plus grande d'être exaucée.

Il n'y a que l'Eglise pour avoir le secret de ces rapprochements soudains entre le ciel et la terre: on ne vit pas de sa vie sans les sentir; mais il est des instants où le sentiment qu'on en a devient si fort, qu'il semble le fait d'une perception évidente plutôt que d'un acte de foi.

Pour rendre les tressaillements intérieurs de mon âme aussi bien que de la vôtre, Messieurs, je devrais reprendre l'un après l'autre tous les mots de ce beau cantique de Zacharie...

Et tu, puer, propheta Altissimi vocaberis: praeibis enim ante faciem Domini parare vias eius. Prêtres et Evêques, nous ne sommes que des enfants devant Dieu. Pour ma part, en m'avancant vers le Concile, je ne serais que vrai en disant avec le prophète: « Ah! ah! ah! Seigneur Dieu: voici que je ne sais pas » parler, car je suis un enfant. *Et dixi: A, a, a, Domine Deus: » ecce nescio loqui, quia puer ego sum* ¹. » Et pourtant, qui que nous soyons, nous voilà mis en demeure de devenir des prophètes. « Ne dites point: Je suis un enfant: car vous irez partout » où je vous enverrai, et vous porterez toutes les paroles que je » vous commanderai de dire ². »

Pour nous, comme pour les prophètes d'autrefois, il s'agit de rendre témoignage à la vérité, et de marcher devant la face de Dieu pour lui préparer la voie: car il viendra lui-même après ceux qu'il députe, et il confirmera le jugement de ceux qui auront parlé en son nom....

Ad dandam scientiam salutis plebi eius. Tel est l'objet du ministère prophétique et du ministère apostolique depuis les premiers jours du monde et de l'Eglise: donner la science du salut au peuple de Dieu.

« La science du salut, » c'est-à-dire la grande science, la

¹ IEREM. I, 6.

² Ibid., 7.

seule science nécessaire, celle qui éclaire et complète toute autre science et celle sans laquelle toute autre science aboutit au vide et au néant.

Donner « cette science du salut » au « peuple de Dieu : » hélas ! Messieurs, ces mots ne sont plus compris. Même pour ceux qui n'ont point dit encore : *Non est Deus*, Dieu a cessé d'être le Dieu des nations, et le peuple de Dieu n'est vraiment plus son peuple. Il y a des individus chrétiens, il y en a partout, il y en a en grand nombre ; mais il n'y a plus de société chrétienne. On ne veut pas même qu'il y en ait, et l'on s'obstine à dire que Jésus-Christ, gardant peut-être l'empire des âmes et des consciences, doit désormais abdiquer ses droits sur les nations : comme si la même loi qui gouverne les uns, n'obligeait pas les autres ; comme si ce qui tue infailliblement les particuliers pouvait devenir la loi régulière de la vie et de la prospérité des peuples ; comme si le Christ n'était pas le roi suprême et universel, ayant reçu toute puissance au ciel et sur la terre ; comme si le Christ n'était pas Dieu ! . . .

Le monde est grandement malade ; et le Concile, qui est le remède suprême au mal du monde, n'aboutira point sans labeur. Les attaques du dehors sont prévues et inévitables ; ce n'est point de celles-là que nous devons être effrayés. Les plus redoutables embarras, comme aussi les plus tristes, sont ceux qu'amènent au dedans les erreurs et les ténacités de plusieurs.

Je ne reviendrai pas, Messieurs, sur l'ouvrage récent d'un Prélat dont je puis honorer la personne, mais dont je déplore l'aveuglement. Vous avez lu la lettre par laquelle il a voulu et sans doute cru répondre au discours dont je me suis fait un devoir de lui adresser personnellement un exemplaire. Cette réponse n'étant que la répétition d'allégations gratuites et déjà réfutées, je m'abstiendrai d'y répliquer ; d'autant plus que les réfutations directes de l'ouvrage arrivent chaque jour plus nombreuses et plus péremptoires. Toutefois, Messieurs, avec l'autorité de pontife et de docteur, que Dieu m'a conférée par rapport à mon diocèse, je n'hésite point à déclarer que ces deux volumes méritent d'être notés de toutes les censures théologiques les plus graves, en deçà

de la note formelle d'hérésie. Et je ne crains point que ni le Saint-Siège ni le Concile œcuménique ne donnent tort à ce jugement; ou plutôt, je suis assuré d'avance que, le Concile enseignant les doctrines opposées à celles de ce livre, l'auteur abandonnera et désavouera ses erreurs par l'acceptation pure et simple des affirmations et des définitions de l'Eglise assemblée....

Outre la lumière, Messieurs, les peuples ont aussi besoin et ont d'abord besoin du pardon. *Ad dandam scientiam salutis plebi eius, in remissionem peccatorum eorum*. Ah! combien il nous est salutaire de penser et de recourir à ces entrailles de la miséricorde d'où est sorti Jésus-Christ, la vraie lumière, le grand don de Dieu, l'unique sauveur et rédempteur du monde, et la source de ces pardons que les péchés des hommes rendent plus que jamais nécessaires: *in remissionem peccatorum eorum, per viscera misericordiae Dei nostri, in quibus visitavit nos, oriens ex alto*.

Le pardon des péchés, et surtout du péché intellectuel, du péché doctrinal: c'est là une de ces nécessités que notre siècle ne veut point entendre. Cependant elle prime toutes les autres; et plaise à Dieu que, le Concile éclairant les esprits, la grâce rende les cœurs assez humbles pour en tirer ce repentir sans lequel Dieu, tout clément qu'il est, ne remet aucune faute!...

De grandes défections sont venues affliger le sanctuaire. Nous avons gémi ensemble sur un immense scandale, sur une chute, hélas! trop prévue, car elle était la suite logique, sinon inévitable, des erreurs où l'on se complaisait, où l'on s'obstinait.

Je parle d'obstination, et c'est la vérité qu'un trop grand nombre de ceux qui se disent les nôtres « siégent dans les ténèbres: » *in tenebris sedent*. D'être dans les ténèbres, c'est déjà un mal, et, pour ceux qui y sont, c'est un sort digne de pitié; mais le comble, c'est de s'y plaire, c'est d'y prendre séjour et de vouloir s'y fixer. Nous en avons un exemple, ces derniers jours, dans le manifeste éclatant qu'une Revue, d'ailleurs catholique, a publié à propos du Concile¹, et où l'on s'opiniâtre à parler

¹ Le CORRESPONDANT, livraison du 10 octobre 1869, article intitulé: « Le Concile, » publié au nom du conseil de la rédaction.

des questions les plus actuelles et les plus importantes, absolument comme si, depuis quatre-vingts ans, le Saint-Siège et l'Épiscopat n'avaient rien dit, ou comme si les décisions dogmatiques et les enseignements de l'Eglise n'obligeaient point les intelligences. Certes, celui qui est tombé a été, en fait, plus loin que ces écrivains : cependant, comment ne pas voir qu'ils suivent la même route, et que, selon le texte sacré, les ténèbres sont un acheminement à la mort? *Illuminare his, qui in tenebris et in umbra mortis sedent.*

Une chose m'a frappé dans la lecture de cette pièce; c'est la pauvre idée que ces publicistes doivent se faire du degré d'intelligence et de la délicatesse de sentiment des hommes d'Eglise. Pour imaginer qu'un langage d'une suffisance si hautaine, parce qu'il se présente enveloppé de quelques formes, puisse être accepté autrement que comme une offense par ceux qui ont l'honneur d'être les représentants de Dieu et les dépositaires de la doctrine, il faut leur supposer le sens le plus épais et le tact le plus émoussé. Que nos aristarques daignent le savoir : l'Eglise n'a pas cédé si absolument à leurs aréopages le privilège de comprendre et de sentir. Non, ainsi que le disait déjà un des nos devanciers aux beaux esprits de la prétendue Réforme, « nous ne portons pas de cœurs si obtus, et le soleil de la civilisation n'a pas détourné de nous ses rayons à ce point : » *Non obtusa adeo pectora gestamus catholici, nec sol civilitatis tam procul aversus a nobis radios suos elongavit.*

Un des plus illustres champions de la cause religieuse a dit, dans un discours immortel, ce qu'il faudrait penser d'un homme qui serait assez brutal pour abuser de sa force contre la faiblesse, et qui s'oublierait jusqu'à frapper une femme. Or, reprenait-il avec l'accent de la plus haute éloquence, « l'Eglise est plus qu'une femme, c'est une mère ! » Voilà un de ces traits qui éterniseront la reconnaissance dans nos cœurs.

Mais, qu'on me permette de le dire à mon tour, il y aurait une femme, une mère plus à plaindre que celle qui aurait été frappée, dans un accès de violence, par un enfant grossier. Je m'explique.

Supposez des fils doués d'une véritable distinction, lesquels, se plaçant en face de leur mère, font usage de toutes les ressources de leur esprit et de leur éducation pour voiler sous l'enveloppe de la convenance et de la courtoisie la critique la plus aigre, la plus gratuite et la plus incompétente de ses pensées, de ses sentiments et de ses actes; et qui, avec des protestations de respect et de soumission, lui font sur toutes choses la leçon la plus téméraire et la plus blessante. La pauvre mère, qui a l'esprit assez délié pour tout comprendre, le cœur assez délicat pour tout sentir, se fait un devoir de garder le silence. Sa tendresse lui interdit d'aggraver le tort de ses fils en leur montrant à quel point elle en a le sentiment, et son cœur lui permet encore moins de laisser apercevoir aux étrangers l'étendue et la vivacité de cette douleur domestique....

Oui, j'ose le dire, cette mère serait plus malheureuse et plus à plaindre que l'autre.

Or, à l'heure présente, Messieurs, cette mère est l'Eglise.

Fasse la bonté de Notre-Seigneur et la vertu du prochain Concile que ces fils, devenus un sujet d'affliction, soient enfin éclairés et viennent à résipiscence! Jusque-là nous devons accepter des luttes douloureuses, mais nécessaires. Il faut que toutes les équivoques soient levées, il faut que les ténèbres et les ombres soient écartées, pour que nous marchions ensuite d'un pas commun dans les voies de la paix: *Illuminare his, qui in tenebris et in umbra mortis sedent, ad dirigendos pedes nostros in viam pacis.*

Nous vous quittons, Messieurs, et Dieu sait avec quel déchirement de cœur! La principale conclusion du livre dont je vous ai entretenus, c'est qu'il faut désormais des Conciles périodiques, et que tous les dix ans l'Eglise entière devra tenir ses assises générales. Ici se fait reconnaître la différence entre le pasteur d'un vrai troupeau, vivant parmi les âmes et pour les âmes, et l'écrivain, même consacré, qui vit parmi les livres et se tient dans les abstractions. La périodicité obligatoire et le renouvellement décennal du Concile œcuménique, je ne dirai pas ce qu'il faut penser, au point de vue de la doctrine, de cette prétendue

loi constitutionnelle de l'Eglise; mais je dis, et vous dites avec moi, qu'il faut être Evêque *in partibus infidelium* pour imaginer que notre mère la sainte Eglise imposera tous les dix ans à chaque Pasteur et à son troupeau un sacrifice pareil à celui qui nous est demandé aujourd'hui.

CCXLVII.

(6 novembre 1869).

La CIVILTÀ CATTOLICA, quantunque non abbia trovato nella MEMORIA di monsignor Maret, quanto alla sostanza delle cose, « nulla di meglio » di ciò che era stato già detto dagli « autori più noti della scuola gallicana, » specialmente da Bossuet; e perciò tale scritto, per i dotti, possa dirsi nella sostanza « confutato prima che nato; » pur nondimeno, a « frastornare l'effetto che può produrre nelle moltitudini, » per le quali principalmente sembra compilato, e alle quali fan difetto gli studi necessari e la notizia delle copiose e insigni confutazioni che sono ai dotti notissime, stima ben fatto di occuparsene nella misura che richiede il fine accennato. — Si riportano le parole d'introduzione a questo breve esame.

Con vero rincrescimento del nostro animo entriamo questa volta in una polemica, nella quale ci conviene star contro un personaggio meritevole d'ogni rispetto, così pel grado che tiene nella Chiesa come per l'ingegno, qual è monsignor Maret vescovo di Sura. Ma noi non crediamo dover lasciare senza risposta certe teoriche, di cui si fa caldo promotore colla *Memoria* qui sopra annunziata, della quale è solo uscita alla luce la prima parte in due grossi volumi. Al che, per vero dire, non ci muove la necessità, che per sè vi sia, di dover confutare le opinioni in essi contenute. Poichè sebbene Monsignore affermi replicate volte, e noi senza veruna difficoltà gli crediamo, che esso ha studiato per lunghi anni attesamente sopra le quistioni, che s'impegna di risolvere; nondimeno dobbiamo dire, che per quanto abbiamo esaminato con ogni possibile diligenza i due volumi già divulgati, non ci è accaduto di trovarvi, nella sostanza delle cose, nulla di meglio di ciò che avevamo già letto negli autori più noti della scuola gallicana, e specialmente nella celebre *Difesa* di Bossuet, che è senza paragone il più dotto e il più valoroso di tutta quella schiera. E perciò basterebbe rimandare i lettori a qualcuna delle più insigni opere, già da gran tempo pubblicate in confutazione

delle stesse dottrine; a quella per esempio del cardinale Orsi, che è la più copiosa di tutte, e si versa in tutti i cinque grossi volumi intorno a quel solo punto della *Difesa*, che riguarda il Papa e i Concilii, e forma appunto il soggetto di questa nuova opera di monsignor Maret. Nè altro, diciamo, sarebbe necessario: conciossiachè per quanto Monsignore è fedele nel ritrarre gli argomenti de' capi di quella scuola, di cui s'è fatto seguace; altrettanto fa desiderare la sua diligenza nel rifiutare le trionfanti risposte, che rendono a quegli argomenti gli autori contrarii.

Così fatte risposte o egli le dissimula affatto, ed è il partito più ordinario perchè il più sbrigativo; ovvero se le acconcia per maniera, che ne possa come che sia schivare la forza.

Ma se questa *Memoria* si può dire nella sua sostanza confutata prima che nata; ciò è da intendere per coloro, che sono versati negli studii teologici, ai quali per conseguenza non possono esser nuove le quistioni che essa tratta, nè ignoti gli autori che le hanno già da gran tempo agitate. Ma non può dirsi il medesimo di que' che non hanno pratica, o ne hanno poca, degli studii sacri, pe' quali principalmente sembra compilata. Perciocchè se l'illustre prelato intendea anzi tutto di scrivere in servizio de' suoi colleghi nell' Episcopato, comunicando ad essi i proprii lumi per l'occasione del prossimo Concilio; perchè non iscese una lingua per sè più adatta alle quistioni teologiche, e certamente intesa da tutti quelli, com'è la latina; e volle invece usar la francese, che quando ancora fosse ugualmente acconcia all'argomento, non è da presumere che sia da tutti o almeno dalla maggior parte di essi conosciuta? E il metodo stesso cel persuade. Non è quest'opera una posata disquisizione scientifica, com'è la *Difesa* del Bossuet, in cui, bene o male, si faccia valere solo la dialettica: essa invece ci ha sembianza di una perpetua arringa, il cui capitale scientifico non sono che pochi argomenti, sfiorati per lo più dallo stesso Bossuet, ma che l'autore si ostina di far valere ad ogni patto, riproducendoli sotto tutte le forme, ripetendoli sino alla sazietà, e sostenendoli con tutti i sussidii di una eloquenza più popolare che soda.

Adunque non per bisogno che ne abbiano i dotti, e molto meno i venerandi prelati che converranno nel Concilio; ma sì per frastornare, quant'è da noi, l'effetto che può produrre nelle moltitudini, noi crediamo ben fatto occuparcene in questo nostro Periodico nella misura appunto che richiede il fine proposto, cioè con brevità, evitando le quistioni non assolutamente necessarie, e con chiarezza, procacciando dal canto nostro che ci possano intender tutti.

CCXLVIII.

(4 novembre 1869).

Monsignor Luigi Delalle, vescovo di Rodez, prima di lasciare la sua diocesi indirizza al clero una Circolare, in cui riprova il « sistema teologico-parlamentare » del vescovo di Sura 1.^o) come « contrario alla Scrittura, alla tradizione vivente della Chiesa, alle decisioni dei Concili e dei Papi, » 2.^o) come « prossimo all'eresia di Wicleffo, » e 3.^o) come « conducente allo scisma, sulle orme del conciliabolo di Basilea. »

Rodez, le 4 novembre 1869.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Quoique nous ayons publié dans notre diocèse le Concile général du Vatican, en faisant connaître au clergé et aux fidèles l'intention où nous étions de nous y rendre; quoique nous ayons ensuite promulgué la faveur précieuse du Jubilé accordée par Notre Saint-Père le Pape, à l'occasion de ce grand événement: néanmoins avant de vous quitter pour aller où Dieu nous appelle par la voix de son Vicaire, nous éprouvons le besoin de prendre congé de vous, en vous adressant encore quelques paroles dictées par le cœur dans cette grave circonstance.

Disons tout d'abord, Messieurs et bien-aimés Coopérateurs, que nous n'avons jamais ressenti aussi vivement quelque chose de ce qu'éprouvait saint Paul quand il disait: *Coarctor e duobus*: Mon cœur est pressé par deux forces contraires. Nous nous sentons poussé vers la Ville-Eternelle par la sainte loi de l'obéissance au Pasteur des pasteurs et par la perspective des consolations qui nous attendent au sein de la plus auguste assemblée du monde. Mais d'un autre côté nous nous sentons retenu par les liens indissolubles qui nous attachent à notre cher troupeau,

liens que quatorze années de séjour au milieu de vous n'ont fait que rendre tout à la fois plus doux et plus forts.

Tel est le double sentiment qui fermente dans notre cœur et qui cherche une issue dans l'expression des regrets que nous éprouvons de vous quitter pour un temps, et dans l'espoir, sinon dans la certitude, que ce ne sera pas pour toujours.

A l'époque de nos deux dernières retraites ecclésiastiques, celle des curés et celle des vicaires, vous nous avez adressé des paroles cordiales et chaleureuses qui ne peuvent s'oublier. Nous y avons trouvé, avec la joie du cœur, un puissant encouragement dans les angoisses de notre prochaine séparation. Nous dirions que c'était une belle récompense de nos travaux parmi vous, si nous osions croire que nous l'avions méritée. Disons, au moins, que c'était un juste retour de l'affectueuse tendresse que nous vous avons vouée depuis que la Providence nous a placé sur le siège de l'antique et illustre Eglise de Rodez.

Mais ce qui nous a plus vivement ému encore, s'il est possible, c'est l'expression de votre profond dévouement à la sainte Eglise, notre mère, et à l'auguste Pontife qui en est constitué par Jésus-Christ le fondement, le pasteur et la tête. Nous savons que ce dévouement n'est pas une vaine formule ni un feu follet, mais qu'il est le produit d'une conviction profonde des droits du Saint-Père à enseigner le vaste troupeau qui lui est confié, à paître les agneaux et les brebis, à lier et à délier les consciences sur la terre et dans le ciel. Aussi vous dites avec saint Irénée : « Il faut que toute Eglise converge vers le Siège de Rome à cause de son éminente principauté, *propter potiore principalem*. » Avec saint Jérôme : « Je suis uni à Votre Sainteté, *c'est-à-dire* à la chaire de Pierre, parce que je sais que l'Eglise est bâtie sur ce rocher. » Avec saint Ambroise : « Là où est Pierre, là est l'Eglise. » Avec saint Prosper : « Rome, tête du monde, *caput mundi*, gouverne par la religion tout ce qu'elle ne tient pas sous le joug de ses armes. » C'est pourquoi, Messieurs, dans l'Adresse que vous nous avez présentée, vous exprimiez le vœu que le saint Concile, pour mettre fin aux subtilités et à l'érudition de mauvais aloi écloses au sein de l'école dite gallicane, décide comme

dogme de foi l'infailibilité du Pape lorsqu'il parle *ex cathedra*, c'est-à-dire comme docteur universel du monde catholique. L'opportunité d'une telle décision est à nos yeux la seule question à résoudre. Quant au fond de la doctrine, depuis quarante ans que nous l'avons étudiée, et que nous avons suivi les phases de la controverse qui s'y rapporte, nous sommes profondément convaincu que cette doctrine a toujours été celle de l'Eglise depuis bientôt dix-neuf siècles, celle des saints Pères, celle des Conciles généraux, des théologiens et des Facultés illustres, excepté la portion du clergé français qui s'est rangée à la théologie de Louis XIV, formulée par la Déclaration de 1682.

Cette Déclaration fameuse, qui fut faite par les ordres et sous la pression de ce monarque absolu, rompit avec les traditions vénérables de l'Eglise gallicane, et sans avoir besoin d'en chercher la preuve dans des documents innombrables, citons seulement ici un texte emprunté aux procès-verbaux de l'assemblée du clergé en 1625.

« Les Evêques seront exhortés à honorer le Siège apostolique
 » et l'Eglise romaine fondée sur la promesse infailible de Dieu,
 » sur le sang des Apôtres et des martyrs, la Mère des Eglises, et
 » laquelle, pour parler avec saint Athanase, est comme la tête
 » sacrée par laquelle les autres Eglises, qui ne sont que ses mem-
 » bres, se relèvent, se maintiennent et se conservent. Ils respec-
 » teront aussi notre Très-Saint-Père le Pape, chef visible de l'E-
 » glise universelle, vicair de Dieu en terre, évêque des évêques
 » et des patriarches, auquel l'apostolat et l'épiscopat ont eu com-
 » mencement, et sur lequel Jésus-Christ a fondé son Eglise, en
 » lui donnant les clefs du ciel *avec l'infailibilité de la foi*, que
 » l'on a vu miraculeusement demeurer immuable en ses succes-
 » seurs jusqu'aujourd'hui. Ce qui ayant obligé les fidèles ortho-
 » doxes à leur rendre toutes sortes d'obéissance, et à vivre en
 » déférence à leurs saints décrets et ordonnances, les Evêques
 » seront exhortés à faire la même chose et à réprimer, autant
 » qu'il leur sera possible, les *esprits libertins* qui veulent ré-
 » voquer en doute et mettre en compromis cette sainte et sa-
 » crée autorité, confirmée par tant de lois divines et positives;

» et pour montrer le chemin aux autres, ils y déféreront les premiers ¹. »

Voilà ce que croyaient et disaient nos pères à cette époque.

Dans la grande unité catholique, aucune nation n'a le droit de mettre des bornes à la puissance spirituelle du chef de l'Eglise, ni de remanier sa constitution, chef-d'œuvre de l'Homme-Dieu. Autrement la Papauté serait bientôt réduite à un fantôme, et l'Eglise s'écroulerait dans l'anarchie, ou deviendrait un simple instrument de règne en subissant le joug du césarisme comme en Russie, en Angleterre, en Prusse et en Suède. C'était à cet abîme du système byzantin que la France était poussée par le despotisme royal, par les intrigues d'anti-chambre, par l'enseignement de la théologie officielle qui fut imposée à nos anciennes Facultés, par la tyrannie des Parlements qui opprimaient l'Episcopat au nom des *libertés de l'Eglise gallicane*, libertés de souffleter le Pape pour faire la cour au roi, jusqu'à ce que l'ingérence de ce pouvoir laïc dans toutes les matières ecclésiastiques, jointe à l'esprit janséniste et calviniste, dont les vieux Parlements étaient saturés, vint aboutir à la Constitution civile du clergé en 1790. Grâce à Dieu, le tempérament catholique de la France fut assez fort pour résister à cette persécution. Mais la mesure du mal était comble, et l'ancien régime, usé par la dictature de Louis XIV, par les orgies de la Régence et du règne de Louis XV, s'abîma dans la tourmente révolutionnaire. Une fois de plus la persécution et le martyre affranchirent l'Eglise, et le clergé, placé en face du schisme, répudia les doctrines gallicanes pour chercher son salut dans la Papauté, selon les principes exposés par l'assemblée de 1625, remis en lumière par la discussion contemporaine de la Déclaration de 1682, ainsi que par la révélation des tristes manœuvres qui l'avaient précédée et suivie ².

¹ « Collection des procès-verbaux des assemblées du clergé, » t. xi, p. 95.

² Un livre récent intitulé : « Recherches historiques sur l'assemblée du clergé de France en 1682, » par M. Ch. Gérin, juge au tribunal civil de la Seine, met au grand jour les intrigues et les manœuvres du ministre Colbert, pour préparer la fameuse Déclaration de cette assemblée et pour en déduire les conséquences. Cet excellent ouvrage

Toutefois, Messieurs et chers Coopérateurs, il y a encore parmi nous des demeurants d'une autre époque, à qui l'école gallicane est restée chère, et qui se groupent autour de la nouvelle Sorbonne, institution semi-épiscopale et semi-universitaire, qui confère des grades non canoniques et joue au Doctorat. Ces hommes sont des Epiménides qui ont dormi depuis quatre-vingts ans. Dans le débordement des doctrines impies et anarchiques qui menacent le monde d'un cataclysme universel, ils ne voient rien de plus alarmant que l'infailibilité *personnelle, séparée, absolutiste* du Pape, ni de plus urgent que de combattre cette sorte de *dictature*. Selon leurs idées, il faudrait que l'*impeccabilité* fût la garantie de l'*infaillibilité*, et ils se plaisent à dérouler le tableau des infirmités morales des Papes, tableau dont les couleurs sont empruntées, la plupart du temps, à la palette protestante et encyclopédiste des temps modernes, sans paraître se douter que la critique historique a fait justice de cette fantasmagorie, et que, s'il y a eu des accusations odieuses, il y a eu des apologies éclatantes. Quant au principe lui-même de cette théorie, qui consiste à contester un privilège divin de la fonction par l'indignité personnelle du sujet, il s'identifie avec celui de Wicleff, qui affirmait que tout ecclésiastique d'un rang quelconque perdait ses pouvoirs surnaturels dès qu'il cessait d'être en état de grâce.

Cela étant ainsi, nos néo-gallicans affirment qu'il est urgent de donner pour contre-poids à la *dictature* des Papes un Concile général tenu chaque dix ans, et que, dans l'intervalle, les Papes ne puissent publier aucune Constitution dogmatique obligatoire, à moins que l'Episcopat n'y donne une adhésion explicite. Ils ajoutent que, si la majorité des membres du Concile se trouve d'un côté, et le Pape avec la minorité de l'autre, le Pape sera déposé et un successeur lui sera donné. Tel est le système théologico-parlementaire que ces hommes osent nous présenter comme la Constitution primitive de l'Eglise. Ah! s'il en était ainsi,

le Fils de Dieu n'aurait installé sur la terre que l'anarchie, et depuis longtemps l'Eglise aurait disparu.

Mais, disent nos prétendus docteurs, les papes Libère, Vigile et Honorius n'ont-ils pas erré dans la foi? — On a répondu depuis longtemps que ces Papes n'ont rien enseigné solennellement qui fût contraire à la foi. C'est un point que la critique historique a parfaitement éclairé, et il est étonnant qu'aujourd'hui on renouvelle de semblables romans.

Mais, disent-ils encore, si le Pape peut errer dans ses définitions solennelles, le Saint-Siège est indéfectible, et il reste toujours le centre de la catholicité. — Cette distinction sophistique, imaginée par Bossuet en désespoir de cause, ne soutient pas le raisonnement, et elle prouve seulement que quiconque veut inventer en matière de doctrine, fût-il un puissant génie, tombe dans les plus tristes défaillances. La tradition, la tradition, voilà la grande loi de l'Eglise. *Nihil, nisi quod traditum est.* Voilà l'arrêt prononcé contre les novateurs et les sectaires de tous les siècles.

Ces réflexions, et bien d'autres que nous pourrions faire, Messieurs, nous sont suggérées par l'apparition récente d'un manifeste qui est comme le dernier mot du gallicanisme expirant sous la réprobation de douze Papes qui l'ont repoussé par les formules les plus énergiques, sans toutefois y attacher la note formelle d'hérésie, ce qui fait que la bonne foi seule peut excuser ceux qui y adhèrent encore de nos jours. Nous regrettons vivement que ce livre, intitulé: *Du Concile général et de la paix religieuse*, soit sorti de la plume d'un Evêque qui s'est trop souvenu qu'il était doyen de la Faculté non canonique de la Sorbonne, au point de confondre l'époque présente avec le temps passé. Cet anachronisme a réjoui le ban et l'arrière-ban des ennemis de l'Eglise et de la Papauté, des gros bonnets et des petits crevés de la libre-pensée, qui sont en même temps les ennemis de l'ordre social. Ils ont exalté Mgr l'évêque de Sura *in partibus infidelium*, comme s'ils étaient des ouailles de son diocèse. Ils l'ont proclamé *le plus docte de ses confrères*. Ils ont déclaré que son livre faisait *craquer* le vieil édifice de la Papauté, et

peu s'en faut qu'ils ne lui aient attribué l'infailibilité que cet auteur conteste au Souverain-Pontife. Enfin, ils ont décidé que ses adversaires ne sont que de *fougueux ultramontains*.

Ces extravagances puériles sont un fâcheux symptôme; car, quand on veut apprécier la valeur d'un homme ou d'une chose, il faut par-dessus tout savoir de quel côté vient l'éloge ou le blâme.

Il serait injuste de contester à l'écrivain dont nous parlons, le talent, l'habileté, et des formes obséquieuses envers le chef de l'Eglise. Mais le fond de ses doctrines est l'abaissement de la Papauté au profit du Concile œcuménique, quoiqu'il n'y ait jamais eu et qu'il ne doive jamais y avoir de Concile œcuménique sans la Papauté, à qui seule il appartient de le convoquer, de le présider, de le proroger, de le dissoudre et de l'approuver.

En écrivant un jour à Louis XVI, le célèbre Manuel lui dit: *Sire, je n'aime pas les rois!* Que Mgr Maret nous le pardonne, mais en le voyant, son livre à la main, en faire hommage à Sa Sainteté, il nous semble l'entendre dire: *Très-Saint-Père, je n'aime pas les Papes!*

Pour vous, Messieurs et chers Coopérateurs, vous aimez les Papes, parce que vous aimez Jésus-Christ, dont ils sont les Vicaires, parce que vous aimez la sainte Eglise, dont ils sont la tête, parce que vous aimez l'humanité, dont ils sont les sanctificateurs et les civilisateurs. Vous aimez surtout Pie IX, qui représente si bien l'idéal de Dieu sur la terre. Demeurez donc fermes et stables dans votre foi et votre amour, en secondant de toutes vos forces l'œuvre de Dieu par la parole et par les bonnes œuvres.

En publiant son ouvrage, Mgr de Sura a déclaré qu'il accomplissait un devoir. Est-ce comme évêque ou comme doyen de la Sorbonne? Lui seul pourrait nous le dire. Au même moment l'ex-Père Hyacinthe, devenu apostat, a fait la même déclaration. C'est donc une formule mise à l'ordre du jour. Nous nous en emparons, et nous aussi nous remplissons un devoir en repoussant le système du prélat comme contraire à l'Ecriture, à la tradition vivante de l'Eglise, aux décisions des Conciles et des Papes, comme sentant l'hérésie de Wicleff et conduisant au schisme, selon les errements du conciliabule de Bâle.

Quant à la réfutation détaillée de cette triste production, le temps nous manque pour nous y livrer, et nous en laissons le soin à la presse catholique, qui s'en acquitte avec un plein succès.

En nous rangeant du côté des *ultramontains fougueux*, depuis saint Irénée, saint Jérôme, saint Augustin, saint Ambroise, saint Thomas d'Aquin, Bellarmin et toutes les écoles catholiques, jusque et y compris Fénelon, nous croyons être dans la vérité, sans même qu'il soit besoin d'une décision du Concile pour fixer notre croyance ¹.

Finissons cette critique sommaire par des réflexions pleines de bon sens, empruntées à un littérateur distingué de notre époque, M. le sénateur de Sacy.

« La vérité que j'aime est celle qui était hier et qui sera demain, qui n'a pas de progrès à faire, parce qu'une fois qu'on l'a, on n'y peut rien ajouter. En littérature comme en religion et en morale, ce genre de vérité est, à mon avis, la seule vérité, la vérité vraie ². »

Tel est le caractère de la vérité catholique. L'Eglise n'invente rien, elle ne fait que transmettre ce qu'elle a reçu de son divin fondateur. Jésus-Christ était hier, il est aujourd'hui et il sera dans tous les siècles ³.

Recevez, Messieurs et bien-aimés Coopérateurs, avec les regrets de vous quitter, l'assurance de notre tendre dilection et de notre inaltérable dévouement.

Louis, évêque de Rodez.

¹ Le Concile œcuménique de Florence, en 1439, s'exprime ainsi: « Diffinitus . . . ipsum Pontificem romanum successorem esse beati Petri principis Apostolorum et verum Christi Vicarium, « totiusque Ecclesiæ Caput et omnium christianorum Patrem » ac DOCTOREM » existeret, et ipsi in beato Petro pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam a Domino nostro Iesu Christo « plenam potestatem traditam esse. »

Cette définition n'a pas besoin de commentaire, et elle ne laisse aucune place au système gallican d'après lequel ce n'est pas le Pape qui doit régir l'Episcopat, mais l'Episcopat qui doit régir et, au besoin, déposer le Pape. On peut donc dire: « Causa finita est. Utinam finiatur error! »

² « Journal officiel, » 1.^{er} novembre 1869.

³ « Iesus Christus heri et hodie: ipse et in sæcula. » HEBR. XIII, 8.

CCXLIX.

(12 novembre 1869).

Monsignor Maret risponde, nell'UNIVERS, alle tre accuse del vescovo di Rodez, osservando come la prima di esse non sia provata, e come le altre due trovino la loro confutazione nell'esplicita condanna, che il libro riprovato contiene, dell'errore di Wicleffo, e nell'energico biasimo ivi inflitto allo scisma di Basilea.

Paris, le 12 novembre 1869.

Monseigneur,

Je viens de lire la circulaire que vous avez adressée à votre clergé, à l'occasion de votre départ pour le Concile.

Cette lettre contient de bien graves accusations contre un livre destiné à ce même Concile.

Veuillez me permettre de vous soumettre trois observations.

Vous repoussez ce que vous appelez *mon système*:

1.^o *Comme contraire à l'Écriture, à la tradition vivante de l'Eglise, aux décisions des Conciles et des Papes.*

Je ne trouve pas Monseigneur, que vous ayez prouvé ces inculpations. Mais ce n'est pas ici le lieu ni le moment d'entamer ce débat.

2.^o Vous repoussez mon système *comme sentant l'hérésie de Wicleff*.

Il eût été juste d'avertir votre clergé que je condamne de la manière la plus formelle cette erreur. (*Du Concile général et de la paix religieuse*, tome II, p. 255).

3.^o Vous repoussez mon système *comme conduisant au schisme, selon les errements du conciliabule de Bâle*.

Personne, je crois, n'a flétri le schisme de Bâle avec plus d'énergie que je l'ai fait moi-même (tome I, p. 454 à 458).

J'ai parlé des seize premières sessions de Bâle, comme le pape Eugène IV en parle lui-même dans la bulle *Dudum sacrum*.

Il est vrai qu'on a prétendu que cette bulle avait été *mutilée* par les Pères de Bâle.

Dans la *Défense* de mon livre, qui paraîtra sous peu de jours, on trouvera la démonstration de l'authenticité de la bulle *Dudum sacrum*, et du peu de fondement des critiques qu'on a voulu faire de mes citations.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Monseigneur,

De Votre Grandeur

Le très humble serviteur,
† H. L. C., évêque de Sura.

CCL.

(14 novembre 1869).

Il Vescovo di Rodez scrive al direttore dell'UNIVERS che la confutazione del libro di monsignor Maret non potea trovar luogo nella riferita Circolare, e che non basta condannare gli errori, quando si ammettono i principii da cui essi derivano. Conchiude, affermando che il libro del vescovo di Sura anzichè « contribuer à la paix religiosa, » è « une fauce novella di discordia. »

Marseille, 14 novembre 1869.

Monsieur le Rédacteur,

Votre numéro d'hier, contenant une lettre de Mgr Maret à mon adresse, est venu me joindre ici, où je suis de passage, et je crois devoir disposer d'un moment libre pour y faire une courte réponse.

1.º Ce vénérable Prélat dit, qu'en repoussant son système gallico-parlementaire comme *contraire à l'Ecriture, à la tradition vivante de l'Eglise, aux décisions des Conciles et des Papes*, je n'ai pas prouvé ces inculpations.

Tout le monde comprend que je ne me suis pas proposé d'exposer les détails de cette grande thèse. Ce n'était pas une circulaire qu'il eût fallu faire pour cela, c'était un livre, ou du moins une brochure considérable, comme celle, par exemple, de Mgr l'archevêque de Malines ou celle de Mgr Plantier, évêque de Nîmes. J'ai donc voulu seulement exprimer mon appréciation, en indiquant les chefs de preuves qui la justifient. Le clergé auquel je m'adressais en connaît très bien les détails, et j'aurais fait un travail inutile en les lui exposant. Du reste, quand j'ai dit: « En nous rangeant du côté des *ultramontains fougueux*, depuis saint Irénée, etc. » j'ai indiqué une partie des sources où chacun peut puiser la conviction de l'infailibilité pontificale, et j'ai ajouté

que je laissais à la presse catholique le soin de réfuter le livre contre lequel je me prononçais. Deux gros volumes comme ceux de Mgr Maret ne s'improvisent pas, surtout quand on a un diocèse à gouverner.

2.^o Mgr de Sura rappelle qu'il a condamné l'erreur de Wicleff de la manière la plus formelle. Cela est très vrai, mais à quoi bon condamner des erreurs quand on admet le principe dont elles découlent? Or, Mgr Maret n'admettant pas que les Papes soient infaillibles dans leurs décisions dogmatiques, à moins qu'ils ne soient impeccables, s'appuie manifestement sur le principe de Wicleff, qui repousse le privilège surnaturel de la fonction à raison de l'indignité du sujet. Dans aucun cas, l'infailibilité n'est une attribution de la nature humaine. C'est donc un pouvoir surnaturel, comme celui de lier et de délier les consciences. L'un et l'autre a été conféré divinement à l'Eglise pour la conservation du dépôt de la vérité révélée et pour la sanctification des âmes. Si donc le péché du ministre de Dieu peut l'anéantir dans un cas, il peut l'anéantir dans tous; le péché est plus fort que la grâce d'état, et le mystère de la Rédemption est anéanti.

Aussi, on a fait observer très justement à l'écrivain auquel je répons, que son argument contre l'infailibilité personnelle du Pape se retourne contre l'infailibilité collective du Concile, et que, sous prétexte de donner une base plus solide à ce haut privilège en le faisant remonter des Evêques au Pape, il détruit en réalité cette base, et donne gain de cause à l'hérésie de Wicleff, qui fut le maître de Jean Huss et le prédécesseur de Luther. Tout se tient et s'enchaîne dans la logique du mal comme dans celle du bien, et quand on s'appuie sur le principe d'une erreur, c'est en vain qu'on s'efforce de la réfuter.

3.^o Je puis faire la même réponse à Mgr Maret, lorsqu'il dit que personne n'a flétri avec plus d'énergie qu'il ne l'a fait le schisme de Bâle. Qu'a-t-il fait, en effet, ce Concile, ou, pour mieux dire, ce conciliabule auquel l'école gallicane a voué tant de sympathie? Il a fait l'application de la théorie d'après laquelle un Concile qui se dit oecuménique peut déposer le Pape et en élire un autre, dès que la majorité se prononce contre le Pontife

sur un point de doctrine. Or, qui ne voit que cette théorie, applicable chaque dix ans, comme le veut Mgr de Sura, est la subversion même de l'Eglise, et qu'elle n'est propre qu'à nous donner en permanence quelque chose comme le grand schisme d'Occident?

J'ai donc eu raison de qualifier comme je l'ai fait le livre de ce Prélat, et j'affirme de plus, qu'au lieu de contribuer à *la paix religieuse*, ce livre est un nouveau brandon de discorde lancé au milieu du monde si malheureusement agité par l'impiété et l'anarchie.

Recevez etc.,

Louis, évêque de Rodez.

CCLI.

(1 dicembre 1869).

Monsignor Maret, nella « Difesa » del suo libro, parla di una nuova, quantunque involontaria, « ingiustizia » del vescovo di Rodez a suo riguardo.

Dans une nouvelle lettre datée de Marseille, et publiée par le journal *l'Univers* le 18 novembre, Mgr l'évêque de Rodez a *avoué* formellement que nous condamnions l'erreur de Wicleff. Mais par une nouvelle injustice aussi involontaire sans doute que la première, le respectable Prélat prétend que nous conservons le *principe* de l'erreur de Wicleff. Nous aurions pu lui répondre qu'il se trompe de nouveau et qu'il n'y a aucune parité entre l'action divine qui conserve l'autorité et l'efficacité du ministère ecclésiastique chez le prêtre indigne, et l'action divine par laquelle Dieu rendrait infaillible LA PERSONNE d'un grand et scandaleux pécheur. Nous avons démontré ces différences, qui nous paraissent essentielles, tome II, p. 255, 256. Et cependant nous reconnaissons, au même endroit, qu'il n'y a pas de bornes à la puissance divine, et que, si la sagesse divine jugeait ce miracle nécessaire au bien de l'Eglise, ce miracle s'accomplirait. Toute la question est donc ramenée au fait de la volonté et de l'institution positives du Seigneur.

CCLII.

(1 dicembre 1869).

Il suddetto, nella rammentata « Difesa, » risponde al Poscritto di monsignor Manning, il quale « non ha inteso bene, né ha bene esposte » le opinioni del vescovo di Sura.

Mgr l'archevêque de Westminster a cru de son devoir d'ajouter à sa dernière lettre pastorale un appendice où il discute nos opinions ¹.

Nous ne craignons pas de dire qu'elles n'ont été ni bien saisies ni bien exposées par l'illustre Prélat.

Voici dans quels termes il les résume: « Le Pontife romain possède un moyen de donner l'infailibilité à ses jugements; ce moyen est le droit de consulter le corps épiscopal. » D'où le vénérable Archevêque conclut « que séparément du corps épiscopal le Pape n'est pas infailible; que consulter le corps épiscopal est pour lui la condition nécessaire pour donner l'infailibilité à ses jugements; que le Pontife donne l'infailibilité à ses jugements en la recevant du corps épiscopal, ou par son union avec lui ². »

Nous contestons entièrement la légitimité de cette dernière conséquence. Elle suppose que nous séparons la papauté du corps épiscopal, et que nous attribuons à ce dernier une infailibilité *séparée*; rien n'est plus contraire à la doctrine exposée dans notre ouvrage. Jamais nous n'y considérons le corps épiscopal séparément de la papauté. Pour nous, le Pape et les Evêques forment un seul corps, auquel, sans détriment des privilèges particuliers accordés au chef, le divin Maître a attribué la souverai-

¹ « The œcumenical Council and the infallibility of the roman Pontiff. »

² Nous nous servons de la traduction de la Lettre pastorale de Mgr Manning, donnée par le journal « l'Univers » dans son « numéro » du 28 octobre dernier.

neté et l'infaillibilité absolues. Jamais nous n'avons prétendu que le Pape *recevait* l'infaillibilité des Evêques. Elle vient à l'un et aux autres de Dieu, uniquement de Dieu; et elle se manifeste par l'accord du Pape avec les Evêques et des Evêques avec le Pape.

De là, nous concluons que le moyen le plus certain pour le Pape de donner l'infaillibilité à ses jugements est dans le concours et l'assentiment des Evêques; et nous croyons que ce concours et cet assentiment sont les vraies conditions des jugements *ex cathedra*.

Mgr l'archevêque de Westminster voit dans cette théorie comme un *renversement* des paroles de Notre-Seigneur Jésus-Christ. « Le don de l'infaillibilité résidant dans le corps coule jusqu'à la tête lorsque celle-ci consulte l'Episcopat. C'est là l'influx *corporis in caput, non capitatis in corpus*. »

Pour justifier ses critiques, le Prélat rappelle les paroles adressées par le divin Maître à saint Pierre et à ses successeurs; mais il semble oublier celles qui ont été dites aux Apôtres et à leurs successeurs. Nous prétendons qu'il ne faut jamais séparer ces paroles et ces promesses, si on veut se faire une idée juste de la vraie constitution de l'Eglise et du sujet complet de l'infaillibilité et de la souveraineté. Alors on arrive à la vraie notion de la vie, qui ne réside pas uniquement dans la tête, uniquement dans le corps; mais à la fois dans la tête et dans le corps; dans leur action et leur réaction réciproques.

Par sa théorie, Mgr Manning est forcément conduit à attribuer au Pape l'infaillibilité *séparément et en dehors du corps épiscopal réuni ou dispersé*. Il veut que toute lumière, toute vérité, toute autorité résident dans le Pape *seul* et découlent *uniquement* de lui sur le corps épiscopal et l'Eglise. Il fait ainsi du gouvernement ecclésiastique une pure monarchie, la monarchie la plus absolue qui fût jamais. Nous croyons avoir prouvé que l'Ecriture, la tradition, l'histoire des Conciles généraux contredisent ce système.

Mgr l'archevêque de Westminster parle toujours, ce nous semble, comme si la souveraineté absolue et l'infaillibilité personnelle et séparée du Pontife romain étaient un dogme de la foi catholique. A-t-il trouvé ce dogme dans les symboles, les professions de foi, les catéchismes autorisés? Impose-t-il cette croyance

à ceux de ses compatriotes qui veulent quitter l'hérésie et embrasser la foi catholique? Nous ne pouvons le penser. Mais alors pourquoi, dans les discussions théologiques, procéder par des affirmations aussi absolues, aussi exclusives?

L'illustre et pieux Prélat ne peut contraindre personne, par les censures canoniques, à faire un acte de foi divine et catholique à un jugement apostolique, porté *séparément et en dehors de tout concours, de tout assentiment du corps épiscopal*.

Pourquoi cette règle ancienne, universelle de la foi ne nous suffirait-elle pas? Pourquoi vouloir changer la règle absolument certaine de la foi? En ébranlant cette règle, ne s'expose-t-on pas à ébranler la constitution divine, la constitution séculaire de l'Eglise? De quelle utilité peuvent être ces changements pour l'autorité catholique?

Quand la règle absolue de la foi est bien comprise et respectée, toutes les difficultés historiques, proposées par l'illustre Archevêque, s'évanouissent, et on se rend parfaitement compte de tous les actes des souverains Pontifes.

Nous terminerons ces respectueuses observations par une dernière remarque que nous osons recommander d'une manière particulière à l'attention du vénérable Prélat. Quand nous affirmons que le moyen le plus certain pour le Pape de donner l'infailibilité à ses jugements dogmatiques; quand nous affirmons que la condition la plus certaine des jugements *ex cathedra* se trouve dans le concours et l'assentiment de l'Episcopat; nous ne faisons que répéter et traduire une déclaration solennelle du cinquième Concile général: *Sacerdotes decet communibus questionibus fidem communem imponere Nec enim potest in communibus de fide disputationibus aliter veritas manifestari, cum unusquisque proximi adiutorio indiget*¹.

Ces paroles, nous l'avouons, ont pour nous une autorité supérieure aux systèmes des théologiens, quelque respectables qu'ils soient, et aux raisonnements que l'on peut faire sur les textes sacrés eux-mêmes.

¹ LABBE, « Concil., » tom. v; Conc. Constant. II, p. 562, 563.

CCLIII.

(1 décembre 1869).

Lo stesso annunzia all'UNIVERS la pubblicazione di una sua Risposta alle critiche, mossigli dai diari, dalle Riviste e dagli opuscoli. Essa ha per titolo: « Le Pape et les Evêques. Défense du livre sur le Concile général et la paix religieuse. »

Paris, 1.^{er} décembre 1869.

Monsieur le Rédacteur,

Le journal que vous rédigez a ouvert ses colonnes à de nombreuses attaques contre mon livre; il en a lui-même dirigé plusieurs. Je me suis abstenu jusqu'ici de répondre, pour laisser la polémique développer tous ses moyens. Mais, s'il est un temps de se taire, il est aussi un temps de parler. Je crois que celui-ci est arrivé pour moi. Je publie donc une réponse aux critiques dont mon livre a été l'objet dans les journaux, dans les revues et dans les brochures.

J'ai voulu maintenir le vrai caractère des doctrines que je professe; rendre aux faits contestés leur vraie signification; aux citations leur autorité; repousser enfin les conséquences illégitimes qu'on a voulu déduire de mes opinions.

Je vous prie, Monsieur, d'insérer cette lettre dans votre prochain numéro, afin que vos lecteurs apprennent l'existence de ma défense, et qu'ils puissent former un jugement éclairé et impartial sur des questions dont l'immense gravité et l'actualité n'échappent à personne.

Votre justice décidera si vous devez vous-même mettre mes réponses en présence des objections qui ont paru dans votre journal.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre serviteur très humble

† H. L. C., évêque de Sura.

CCLIV.

(Ultimi d'ottobre, 1869).

Gravi considerazioni della SEMAINE RELIGIEUSE di Cambrai riguardanti lo scritto del CORRESPONDANT, già colpito dai biasimi del vescovo di Poitiers (Vedi il Doc. CCXLVI). Nel momento in cui i Padri s'avviano al Concilio, e però quando meglio converrebbe il tacersi e aspettare le decisioni dell' augusta assemblea, l'uscire d'un tratto da una « apparente riserva » e il cercar di « preoccupare e commuovere le menti » non è egli forse un tentare sul Concilio quella pressa che « si amaramente vengono accusati di esercitare i difensori della Santa Sede? » Il CORRESPONDANT « s' impegna temerariamente in una pericolosissima via, » e per quanto alcuni laici illustri abbian reso servigi alla Chiesa, non convien dimenticare che, « nell' armata di Dio, essi non sono che semplici soldati, » e che noi « non abbiamo altri Capi, all'infuori dei nostri pastori, guidati essi stessi dal Principe dei pastori. »

A la suite des adresses allemandes, des lettres de M. de Montalembert, de l'ouvrage de Mgr Maret, voici le manifeste du *Correspondant*. C'est un long article sur le Concile, signé par le secrétaire de la rédaction. Tous ces documents trahissent une pensée commune; ils donnent lieu de croire à cette entente préalable, à ce coup monté dont parlait déjà, il y a plusieurs mois, l'*Observateur de Milan*. Chaque pièce vient à son heure, et la gradation est ménagée avec un art calculé.

Au moment où les Pères se mettent en chemin, au moment où il serait de bon esprit et de bon ton de faire silence, dans l'attente des décisions prochaines d'une assemblée assistée du secours d'en haut, on sort tout à coup d'une apparente réserve, on cherche à saisir l'opinion et à la passionner. N'est-ce pas là essayer sur le Concile la pression dont on accuse si amèrement les défenseurs du Saint-Siège?

Tel est le but évident de tout ce qui se fait depuis quelque temps, tel est le but de l'article du *Correspondant*. Du reste, le libéralisme de cette Revue déteint de plus en plus sur son catholicisme, pour l'attiédire. Récemment encore, après avoir blâmé,

non sans quelque gêne, l'acte insensé d'un moine apostat, elle semblait vouloir plaider les circonstances atténuantes, en accusant ceux qui l'avaient poussé à ces extrémités; et ses dernières lignes, au sujet du P. Hyacinthe, étaient pour protester qu'on ne pourrait, au *Correspondant*, cesser de l'aimer. Jésus-Christ a dit: *Si quelqu'un n'écoute pas l'Eglise, qu'il soit pour vous un païen et un publicain*. Mais on peut n'écouter pas l'Eglise et rester l'ami du *Correspondant*!

L'article que cette Revue publie aujourd'hui sur le Concile, ne s'inspire pas de sentiments plus catholiques. Après avoir, avec un accent ému et dans des pages qu'on voudrait pouvoir louer sans réserve, glorifié l'auguste assemblée et l'acte de sublime audace par lequel Pie IX l'a convoquée, l'organe du catholicisme libéral vient se heurter aux inquiétudes qui troublent, dit-il, « même beaucoup de nobles esprits. » Deux craintes préoccupent surtout. Ce sont toujours les mêmes: la crainte que « de monarchie tempérée et partagée, l'Eglise ne sorte du prochain Concile transformée en une monarchie absolue et gouvernée sans contrôle par un chef unique; » la crainte encore que le Concile ne condamne « certains principes mi-partie politiques et religieux, qui figurent dans la plupart des Constitutions modernes. »

A ces inquiétudes, les Evêques allemands à Fulda répondaient que s'inquiéter de la nature des décisions d'un Concile œcuménique, c'était manquer de foi et se défier du Saint-Esprit.

Le *Correspondant*, lui aussi, estime qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter, mais pour une raison tout autre. Les craintes exprimées ne sont, à ses yeux, que des suppositions sans vraisemblance.

Il est donc invraisemblable, tout d'abord, que l'Eglise se transforme, grâce au Concile, en une monarchie absolue; comme s'il fallait pour cela une transformation, comme si l'Eglise n'était pas, par la volonté de son divin Fondateur, une monarchie, régie par un Pontife Souverain, qui ne relève que de Dieu, dont il est le vicaire! Mais c'est là la doctrine reçue de toute antiquité, et qui ne saurait être ébranlée par les contradictions de Mgr Maret et de quelques autres. Il y aurait transformation si l'Eglise devenait une monarchie partagée, dans le sens d'un contrôle du Pape

par l'Episcopat, et le *Correspondant* aurait tort de désirer et d'attendre cette transformation.

Distinguant ensuite du gouvernement de l'Eglise proprement dit l'autorité dogmatique du Souverain Pontife, il demande si le Concile définira son infaillibilité. Quant à la question elle-même, si le Pape est oui ou non infaillible, il prétend ne pas s'y aventurer, et il se vante de la prudente réserve qu'on a toujours dans ses colonnes gardée sur ce point de doctrine, qui est peut-être, dit-il, *le plus ardu de toute la théologie!* « Silence respectueux, dirait Mgr Gousset, qui n'est pas permis, quand il s'agit de l'infaillibilité du Pape, parce qu'il annonce chez les uns l'esprit de parti, et chez les autres une fausse prudence, la prudence du siècle et la crainte de blesser certaines susceptibilités dans ceux dont on recherche les faveurs ¹. » Ainsi s'exprimait l'illustre Cardinal que Mgr Maret présente à l'évêque de Poitiers comme respectant les opinions gallicanes!

Le *Correspondant* déclare d'ailleurs qu'il attend avec confiance la décision du Concile.

Que l'on soit gallican ou ultramontain, dit-il, toujours avec la même réserve, mais non sans un accent de défiance blessante pour le Souverain Pontife, il est nécessaire de croire à l'infaillibilité du Concile, puisque rien ne peut en sortir que du consentement libre et commun du Pape et de l'Episcopat. Une assemblée véritablement œcuménique, ajoute-t-il, *sur laquelle ne pèse aucune pression dont n'est exclu aucun membre légitime*, ne peut être abandonnée de l'Esprit-Saint.

Néanmoins le *Correspondant* veut que le Concile soit moralement unanime pour agir avec autorité. Les Conciles, en effet, ne décident pas par voie de majorité relative ou absolue; il faut qu'il y ait consentement commun dans le Concile, et par suite dans l'Eglise. Donc, conclut-il, « il suffirait qu'une croyance fût contestée par une partie notable et pieuse de l'Eglise, qui n'est jamais sortie du giron de l'Eglise, pour qu'un Concile hésitât à la faire passer à l'état dogmatique. » La pensée est facile à saisir,

¹ « Exposition des principes du Droit canonique, » ch. vi, § 92.

bien que la conclusion soit légitime; mais ce serait une illusion de croire que ce qui paraît à une Revue ou à une école une partie *notable et pieuse*, devra paraître tel au Concile lui-même. Ceux qui craignent une condamnation du Concile songeraient-ils à se ménager quelque moyen juridique de se pourvoir en cassation?

Le *Correspondant*, après avoir justifié, comme nous venons de le voir, son entière confiance, voudrait la faire partager aux « nobles esprits » qui se préoccupent; et, pour cela, il sent le besoin et se donne la peine de les tranquilliser au sujet d'une définition de l'infailibilité pontificale *par acclamation*.

Une définition *par acclamation*, enlevée par surprise, est un de ces coups de théâtre matériellement impossibles, et dont la seule supposition est injurieuse au Pape et à l'Episcopat. Un mot à lui seul suffit à l'écarter: c'est absurde. Mais si le Saint-Esprit, *qui souffle où il veut*, disposait lui-même les esprits et les cœurs; si l'amour des Evêques faisait spontanément jaillir de leurs lèvres une ardente adhésion au dogme de l'infailibilité pontificale; que ferait le *Correspondant*, s'il veut rester catholique?

Aussi, en discutant *le mode de définition*, il semble avoir en vue surtout de montrer toutes les difficultés *d'une définition*. Espère-t-il décourager le Concile, et le dissuader de l'entreprendre?

« Définir une opinion, dit-il, c'est condamner la contraire; et condamner, c'est jeter des cœurs sincères hors de l'Eglise. » A qui donc parle le *Correspondant*?

Quels sont ceux qui, parmi les catholiques, ne se rangeraient aux décisions du Concile? Et comment dès lors se trouveraient-ils en dehors de l'Eglise? Fénelon autrefois fut-il proscrit pour ses erreurs involontaires, si humblement rétractées? Et tout dernièrement Mgr de Ségur, quand, après s'être trompé, il s'empressait de retirer ses propositions, bénissant Dieu d'avoir mis un juge infailible à la tête de son Eglise, ne se relevait-il pas plus grand et plus cher au Pape et à l'Eglise?

Comment, dit encore le *Correspondant*, reconnaître si le Pape parle *ex cathedra*, comme chef de l'Eglise, puisqu'alors seulement ses décisions seraient infailibles? Autrefois les jansénistes, pour repousser les Constitutions pontificales, distinguaient la ques-

tion de *fait* et la question de *droit*. Les propositions condamnées, disaient-ils, étaient fausses sans aucun doute: mais ils niaient qu'elles fussent dans l'ouvrage de Jansénius; et, prétendant que sur ce point de fait les Papes pouvaient se tromper, ils s'en prévalaient pour repousser leurs décisions. Les nouvelles subtilités gallicanes sentent fort l'esprit janséniste. On veut se réserver la liberté de contredire le Pape en équivoquant sur la nature de ses jugements. Dès lors cependant que le Pape reconnu infaillible déclarerait définir en matière de foi et de mœurs, il faudrait bien l'en croire; sinon, que devient son infaillibilité? C'est une question de loyauté et de bon sens, et la foi simple répugne à ces précautions soupçonneuses et à ces défiances intéressées.

Mais une définition sanctionnerait toutes les décisions dogmatiques des Papes antérieurs! Sans nul doute. Mais, reprend le *Correspondant*, qui fera le discernement entre celles qui sont *ex cathedra* et celles qui ne le sont pas?

C'est prendre bien du souci. S'il est besoin de les consulter, et s'il y a l'ombre du doute sur leur valeur doctrinale, l'infaillibilité pontificale toujours subsistante sera un moyen facile de trancher la difficulté, sans que « les docteurs et les historiens aient à faire des recherches pénibles dans les dix-huit siècles de l'histoire ecclésiastique. » Qu'est-il besoin de toutes ces arguties vraiment misérables? Le *Correspondant* croit-il donc que la vérité catholique soit un arcane impénétrable? Tous les siècles reproduisent, comme il le disait très bien en commençant, le même symbole; de même, les Papes se font écho les uns aux autres. La foi de Grégoire VII, d'Innocent III, de Boniface VIII, puisque le *Correspondant* les met en cause, n'a pas changé, et les principes sur lesquels ils s'appuyaient dans leurs conflits avec le pouvoir civil, pour être d'une application difficile, n'en demeurent pas moins la vérité traditionnelle.

En lisant ce qui suit, nous aurions été tentés de sourire, si la gravité du sujet le comportait. Il faut une singulière préoccupation d'esprit, pour voir, dans la réunion d'un nouveau Concile après trois cents ans, une tendance de Pie IX à se décharger d'une partie de sa souveraineté. « En déliant lui-même les lèvres

de l'Eglise universelle, en restituant de son propre mouvement à l'Episcopat la plus haute, mais la plus oubliée de ses prérogatives, Pie IX a fait voir que s'il n'a rien à craindre de ses frères, il *ne veut pas* ou *ne veut plus* d'une grandeur acquise à leur détriment. »

Après de telles paroles, qui nous paraissent fort peu respectueuses et singulièrement aventurées, nous ne sommes plus surpris d'entendre faire un reproche aux catholiques « d'avoir laissé perdre la respectueuse indépendance envers la Papauté; » nous lisons sans étonnement, sinon sans tristesse, ces récriminations très vives contre ceux « qui appellent à toute heure l'intervention de Rome dans le gouvernement intérieur des diocèses. » Mais où, de grâce, le *Correspondant* a-t-il vu des catholiques qui « ne négligent rien, pour faire prendre à la soumission des chrétiens envers le Saint-Siège l'aspect de la servilité et faire parler à leur amour filial le langage d'une superstition idolâtre? »

Le *Correspondant* s'engage témérairement dans une voie bien dangereuse, et nous considérons comme un devoir d'avertir ceux qui nous entourent, surtout notre jeunesse. Prenons garde d'échanger contre le drapeau d'une école ou d'un parti le glorieux drapeau de l'Eglise catholique. Quelques services qu'aient pu rendre des laïques illustres, ils ne sont dans l'armée de Dieu que des soldats. Ils trahissent, s'ils veulent conduire. Nous n'avons pour chefs que nos Pasteurs, guidés eux-mêmes par le prince des Pasteurs. Au Vicaire de Jésus-Christ il appartient de marcher à notre tête: la gloire ne lui fait pas défaut, sa sainteté rayonne à tous les yeux; mais surtout il a la mission de Dieu: c'est à lui que Jésus-Christ a commis le soin de paître et les brebis et les agneaux ¹.

¹ S. JEAN, chap. xxi, 17.

CCLV.

(31 ottobre 1869).

Critiche dell'UNIVERS allo scritto del CORRESPONDANT.

Un recueil catholique nous a donné, il y a quinze jours, l'équivalent français, anonyme aussi, des manifestes bava-rois et autrichiens sur la faillibilité certaine du Pape et la faillibilité possible du Concile. C'est l'œuvre d'une plume habile, d'une science inexacte et d'une conscience passionnée. Les formes du langage sont pieuses, le fond de la pensée est involontairement sceptique.

En attestant sa foi, l'auteur anonyme ne laisse voir que ses doutes, et il prend si grand soin de justifier ses doutes, qu'ils paraissent être le capital de sa foi. Il admet en principe l'infail-libilité nécessaire de l'Eglise, car la clarté de la langue et de l'esprit français l'imposent à la raison, et il n'oserait dire, avec les doc-teurs de Munich, que le *critère* de l'infailibilité n'existe point. On a besoin d'allemand pour de telles audaces. Mais où se trouve l'infailibilité dans l'Eglise? Il la cherche, peu disposé à la vénérer là où jusqu'à présent on l'a reconnue. Il la nie au Pape per-sonnellement; l'accorde-t-il au Concile? C'est selon! Le Concile tout seul pourrait être infail-lible; le Concile et le Pape d'accord pourraient ne l'être pas. On pense bien que tout cela est emmêlé et qu'il y a des voiles! En bon catholique gallican, notre Janus français tient que le Saint-Esprit qui, depuis longtemps, néglige le Pape, n'abandonnera pas le Concile. Néanmoins le Concile pour-rait faire fausse route, et notre Janus n'est rien moins que ras-suré. On parle d'un décret qui attribuerait au Pape cette infail-libilité introuvable; on entend de « nouveaux docteurs » qui pré-conisent ce dogme et qui soutiennent, grand Dieu! que le temps est venu de l'inscrire aux articles de foi. Ces « imprudences » pos-

sibles le font trembler, et il prend le devant sur le Saint-Esprit pour informer le Concile et lui montrer la voie. Véritablement, il ne lui ménage pas les avertissements « modestes » mais « fermes, » et même comminatoires. Cela fait, il signe : *Pour la Rédaction du Correspondant* : P. Douhaire.

Cette formule de signature est la chose sérieuse de cette pièce ardente et médiocre. Elle lui donne le caractère d'un manifeste, elle révèle non pas une légion, mais une école qui ne s'était pas encore si clairement accusée.

L'attention des catholiques s'en est émue, et l'on se demande s'il n'y a pas ici quelque abus du blanc-seing. La rédaction supérieure du *Correspondant* se compose d'un certain nombre de personnages justement renommés, qui peut-être n'ont pas été tous consultés sur le fond et sur l'opportunité d'un pareil programme. Plusieurs, jusqu'à présent du moins, ne paraissaient pas si avancés. On nous permettra d'insister. Il importe de savoir ce qu'il en est.

MM. de Montalembert, de Falloux, Albert de Broglie, Th. Foisset, Louis de Carné, Augustin Cochin, les RR. PP. Perreaud et Largent, membres de l'Oratoire, font tout le talent et toute l'importance du *Correspondant*. Ces patriciens ont-ils donné leur assentiment au manifeste de la *Rédaction*? Peuple enseigné, nous voudrions savoir qui nous parle, d'autant plus que le manifeste, en divers endroits, nous tance assez amèrement. Les noms propres ont ici une grande valeur. L'importance du Document serait autre pour nous et pour tout le monde s'il émanait des personnages notables que nous venons de nommer, ou s'il ne contenait que l'expression des communes pensées de MM. Douhaire, Gaillard, Lavedan et Marius Taupin.

En attendant cet éclaircissement désirable, jetons un coup d'œil sur les instructions dont le *Correspondant* croit bon de munir le Concile.

Elles sont en même temps très compliquées et très simples. A suivre leurs détours, chaque mot nous arrêterait. Nous préférons les aborder à la conclusion. Le terme où elles arrivent montre assez l'erreur du chemin.

La « Rédaction du *Correspondant* » a pris de Mgr Maret la négation de l'infailibilité personnelle du Pape, et la périodicité et même la permanence conciliaire. Elle conclut que le Concile doit avant tout s'abstenir de proclamer l'infailibilité.

Elle a pris du Janus bavarois et de son propre fond cette idée, que l'Eglise a premièrement le besoin et le devoir de se réconcilier avec le monde moderne, et cette autre idée, que le monde moderne ne peut s'abuser dans ses pensées, qui sont celles du Janus bavarois et celles du *Correspondant*. Donc le Concile devra entrer le plus avant possible dans les voies du catholicisme libéral, et c'est à quoi le *Correspondant* reconnaîtra la vraie inspiration du Saint-Esprit, celle qui pourra obtenir sa joyeuse obéissance, et, plus tard, la complaisance du genre humain. Si le Concile, par exemple, biffait le *Syllabus*, qui douterait de son infailibilité?

Voilà la thèse. Pour la rendre plus claire, le Pape, désormais souverain constitutionnel dans les choses spirituelles comme dans les choses temporelles, acceptera l'infailibilité du Concile; et le Concile, à son tour, par une autre assimilation inévitable, acceptera l'infailibilité du genre humain moderne, c'est-à-dire du peuple souverain.

On voit d'où vient cette thèse et où elle va. Mgr Maret est *enjambé* d'un seul mouvement. Il fait de l'Eglise une monarchie tempérée d'aristocratie, ou plutôt une aristocratie tempérée de monarchie. La « Rédaction du *Correspondant* » invite le Concile à mettre l'Eglise sur la voie d'une transformation qui aboutirait à la démocratie pure.

Du reste, le promoteur de ce sénatus-consulte ne se donne pas la peine de chercher des arguments dogmatiques ni même historiques, et les quelques lieux communs qu'il fournit en ce genre ne sont véritablement que pour la couleur. En effet, à quoi bon s'empêtrer d'une argumentation rebelle et qui n'est plus de mise? On se ferait doublement tort, puisque d'une part le dogme et l'histoire sont contraires, comme le prouve la tentative douloureusement avortée de Mgr Maret, et que d'une autre part la raison moderne suffit. La raison moderne a porté son décret,

il est en vigueur dans le monde entier, abrogeant pour jamais toutes ces vieilles bulles dont on voudrait vainement continuer d'enchaîner l'esprit humain!

Toute l'autorité que le *Correspondant* prétend donner à ses vues est tirée uniquement de l'état présent du monde, tel qu'il lui apparaît, non sans un grand mélange d'illusion. Il fait de la politique, et de la politique de 89, la même que fait toute l'Europe depuis la rupture de la politique avec la théologie.

Le caractère invariable, sinon toujours avoué, de cette politique, est d'abandonner tous les principes; de sacrifier la vérité à l'erreur, jusqu'à déclarer que l'erreur est la vérité; de combattre plus ou moins la révolution dans l'ordre matériel, et de lui tout livrer, de la seconder même dans l'ordre des doctrines. Ce fut, au fond, la politique de Napoleon I.^{er} et celle de la Restauration; ce fut ouvertement celle de Louis-Philippe; c'est clairement celle du second Empire.

M. de Metternich n'en eut guère d'autre; M. de Beust, le « fossoyeur, » s'honore de la pratiquer. Elle a régné avec les derniers Bourbons en Espagne et à Naples, avec la maison d'Este (*sic*) en Toscane, elle règne encore en Portugal avec Bragance, elle prépare à l'annexion la Bavière et la Belgique. Finalement, politique de tout ce qui a péri et de tout ce qui va périr. Or, ce tout pourrait bien être la civilisation moderne tout entière, et le *Correspondant* lui-même en a peur. Dans le servile *Benedictus qui venit* qu'il chante à « l'esprit moderne, » plus d'un cri d'angoisse ne laisse pas de lui échapper. Pâle dévot, fort incertain du caractère et de la divinité de son idole.

C'est cette fière et sage politique, néanmoins, que le *Correspondant* conseille à la vraie Eglise et au noble et vrai peuple du vrai Dieu! Il paraît, sincèrement d'ailleurs, ne pouvoir imaginer ni comprendre aucun moyen de ne pas suivre le torrent universel. Devant la Révolution, qui est aussi l'orgueil de l'esprit, il demeure fasciné par un mélange de terreur et d'amour. On ne sait, et il semble ne savoir pas lui-même s'il dit qu'il faut adorer ce dieu vivant, ou s'il dit qu'il faut amadouer cette affreuse bête. Mais, ce qui est trop sûr, c'est que la Révolution, dieu ou bête,

lui fait oublier beaucoup de choses dont se devrait mieux souvenir un chrétien qui parle à des chrétiens.

La première de ces choses essentielles qu'il oublie, c'est l'origine même et la constitution divine de l'Eglise; et, oubliant cette première chose, il en oublie une seconde, qui est le respect. Il parle de l'Eglise comme d'une institution humaine qui subit les inconvénients des œuvres humaines, qui a ses imperfections et ses lacunes pour ainsi dire constitutives, qui se serait faite d'occasions imprévues et de sagesse bornée, qui a varié, qui variera, qui s'use, qui vieillit, qui a besoin de retouches et même de refonte. Tout ce qu'il dit à ce sujet, sans distinction et sans mesure, peut persuader quelque frivole esprit qui l'écoute, l'abuser lui-même et l'entraîner avec son lecteur beaucoup plus loin qu'il ne voudrait aller; mais que peut produire tout cela sur la foi des catholiques intelligents et surtout sur la raison des Pontifes?

Le *Correspondant*, préoccupé de ses chimères et de ses terreurs libérales, semble n'écouter que les bruits du monde et les susurrements des sectaires, et ne point discerner, au milieu de ces vacarmes, la confession solennelle de l'esprit catholique qui les domine de si haut. Comment fait-il pour ne pas entendre la multitude des prêtres et des fidèles dont les acclamations saluent la voix imposante des Evêques affirmant la foi de toute l'antiquité?

Mais s'il l'entend, où peut-il trouver plus de clarté, plus de volonté, plus de certitude? Et comment alors a-t-il pu se décider à jeter au milieu de ce concert son *veto*, si mal à propos présomptueux? Nous entrerons volontiers plus tard, s'il le faut, dans le détail de ses vaines raisons. Pour aujourd'hui, en présence de l'effet qu'elles produisent, nous croyons suffisant de lui rappeler à quelle écrasante majorité il s'adresse.

Il s'élève contre l'infailibilité du Pape, il presse l'Eglise de se réconcilier avec l'esprit moderne. Voici ce que nos maîtres et nos pères, sur le seuil du Concile, disent au peuple catholique, qui répond: *Credo!*

Quant à l'infailibilité, elle n'est pas à créer; elle existe et elle existera parce qu'elle a toujours existé. Elle existe dans le

Pape et dans le Concile, non que le Concile la communique au Pape, la faisant ainsi remonter des membres à la tête, mais parce que le Pape la communique au Concile, la faisant descendre de la tête aux membres. C'est le Pape, la tête de l'Eglise, qui verse l'infailibilité dans tout le corps sacré; et cette infailibilité, il la tient directement de Dieu même par un permanent et perpétuel miracle de sa fonction unique, conformément à la promesse que la sainte Eglise universelle a toujours crue et adorée. Nous le croyons ainsi d'une foi divine qui nous est donnée par le baptême; nous le croyons encore d'une foi humaine, parce que la raison humaine, élevée à toute sa hauteur par cette même grâce du baptême et par les autres sacrements qui font l'homme nouveau, nous persuade que Dieu ne peut ni se tromper ni nous tromper.

Quant à la réconciliation de l'Eglise avec le mystère de Babel qu'on nomme l'esprit moderne, nous croyons que la conduite de l'Eglise envers le genre humain est, a été et sera perpétuellement sainte, c'est-à-dire toujours pleine de justice et de mansuétude et sans ombre d'erreur, étant perpétuellement inspirée de Dieu.

Nous le croyons parce que Dieu a dit à Pierre et non à d'autres: Juge, lie et délie, confirme, pardonne; les portes de l'enfer ne prévaudront pas. Or, les portes de l'enfer auraient prévalu si Pierre et l'Eglise avaient pu errer; et Pierre et l'Eglise erraient, et les portes de l'enfer prévaudraient si l'Eglise acceptait la réconciliation aux conditions que veut y mettre aujourd'hui comme toujours le monde, puisque ces conditions seraient aujourd'hui comme toujours l'abandon de la vérité.

Le monde est tiré hors de l'Eglise par les chaînes de l'erreur. C'est Pierre qui doit rompre ces chaînes. C'est à lui qu'il a été dit: *Solve catenas!* et Pierre rompra les chaînes en confirmant les liens qui nous retiennent dans la vérité. Ainsi il a fait depuis dix-huit siècles, ainsi il fera toujours et infailliblement jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'à ce que soit complet le nombre des élus, qui est la fin pour laquelle ont été créés l'homme et le monde.

Il s'agit bien, pour le Concile, de faire de la politique et de

favoriser la fortune ou l'avancement politique des catholiques français ou allemands! Le Concile demandera et recevra les inspirations nécessaires au maintien et à l'accroissement de la foi dans l'Eglise, et à l'agrandissement de l'Eglise et de la foi dans le monde. C'est pour ce résultat que Pie IX a convoqué le Concile, pour ce résultat qu'il le présidera et dirigera, pour ce résultat qu'il confirmera ses décrets, fussent ces décrets gêner la politique des catholiques français et désobliger la philosophie des catholiques allemands.

Et si l'Esprit-Saint inspire au Pape et au Concile d'ajouter quelque chose aux décrets du Concile de Florence, ou de prononcer d'une manière plus formelle sur cette infaillibilité subsistante, qui ne subsistera pas moins entière et inviolable quand même il n'en serait pas question du tout, cela sera fait; et l'Eglise tout entière dira *Amen*, et *Credo!* Elle croira, comme elle croit aujourd'hui, que Dieu ne peut se tromper ni nous tromper, et que s'il a voulu ajouter quelque éclat plus grand au pouvoir de son Vicaire, c'est que des circonstances approchent où il sera nécessaire d'obéir plus pleinement, plus vite et de plus loin.

Parmi les noms sacrés que la tradition et les Pères ont donnés au Pape, il en est un que l'état du monde et les menaces de l'avenir peuvent nous aider à comprendre. Il se nomme Pierre, il se nomme aussi Moïse!

L'Eglise, cette semaine, célèbre la fête des Apôtres saint Simon et saint Jude. Si le *Correspondant* veut parcourir cet office, il y trouvera la politique de Pie IX et du Concile. L'Eglise demande aux Apôtres la guérison des âmes languissantes et l'accroissement des vertus, *Sanate mentes languidas, augete nos virtutibus*. L'Evangile rappelle une parole du Sauveur, qui laisse peu d'espoir à une réconciliation entre l'Eglise et le monde, par les concessions que le monde posera toujours: « Si vous étiez du » monde, le monde aimerait ce qui serait à lui; mais parce que » vous n'êtes pas du monde, et qu'en vous choisissant je vous ai » séparés du monde, le monde vous hait. » L'on voit ici qu'une véritable réconciliation avec le monde coûterait cher à l'Eglise

et au monde. Cependant ces hommes que hait le monde, sont et seront ses juges, et le Maître leur a dit encore cette parole, que l'Eglise chante dans son inébranlable foi: *Sedebitis super sedes, iudicantes Israel*. Est-ce aux juges de se réconcilier avec les justiciables? Ils ne le pourraient qu'aux dépens de la loi, et ils seraient prévaricateurs.

Que le *Correspondant* nous permette de le lui dire, sa voie est mauvaise. Ce n'est ni à lui ni à nous de conseiller l'Eglise. Nous ne pouvons, lui et nous, rendre service à nous-même et au monde qu'en obéissant à l'Eglise, et en prouvant au monde combien notre obéissance a raison.

Louis Veuillot.

CCLVI.

(7 novembre 1869).

Lettera del « segretario della Redazione » del CORRESPONDANT al direttore dell'UNIVERS, in cui si dichiara che essa « in nessun modo nè sopra alcun punto » riconosce conformi alle sue le idee « attribuitele » dal Direttore suddetto.

Monsieur le Rédacteur en chef,

L'*Univers* a déjà consacré plusieurs articles à discuter, comme c'est son droit, les considérations publiées dans le *Correspondant* du 10 octobre, sous ce titre: *Le Concile*, et avec ma signature.

Le rédaction du *Correspondant* me charge de prévenir vos lecteurs qu'elle ne reconnaît en aucune manière, ni sur aucun point, les idées que vous lui prêtez, comme conformes à celles qui ont été développées dans ce travail.

Nous défions, en particulier, qu'on cite aucune phrase de l'article du 10 octobre, qui mette en doute, de près ou de loin, l'infailibilité du futur Concile et de son Chef, et le devoir des fidèles de se soumettre sans regret, sans hésitation, sans réserve à ses décrets.

Il n'est pas vrai davantage que nous ayons réclamé la périodicité ou la permanence des Conciles. Ceux de vos lecteurs qui voudront juger par eux-mêmes combien votre analyse s'écarte de la réalité, n'ont qu'à demander au libraire du *Correspondant* (29, rue de Tournon) le texte de notre article; ils le recevront gratuitement.

Quant à la partie politique et à nos opinions sur les périls, les ressources et les nécessités des sociétés contemporaines, permettez-nous de vous demander de nous dire exactement, nettement, quels conseils vous donnez aux catholiques sur la conduite

à tenir en France et dans les pays où l'égalité civile, la liberté religieuse et la liberté politique ont prévalu. Nous avons besoin de le comprendre avant de changer d'avis.

L'article du *Correspondant* que vous traitez de manifeste et d'*intrigue ourdie contre le Pape*, n'est pas un manifeste; encore moins une intrigue; c'est une réponse. Nous avons compris que le Souverain Pontife, en ordonnant de tenir secrets les travaux préparatoires du Concile qui va s'ouvrir, avait voulu garantir la liberté de délibération des membres qui vont prendre place au sein de cette auguste assemblée, et écarter, en dehors et avant la réunion du Concile, des discussions intempestives. Nous avons compris, nous avons respecté cette sage prescription du Saint-Père. Il a plu à l'*Univers*, servant d'écho à une Revue romaine, de rompre le silence, il y a plusieurs mois, et de publier à l'avance des questions que le Pape n'a pas posées, des décisions que le Concile n'a pas prises, des condamnations que l'Eglise n'a pas prononcées. Ce que vous appelez un manifeste n'est qu'une réponse à vos exagérations inopportunes.

Vous pouvez continuer à discuter nos intentions, nos paroles, nos actes. Nous ne romprons plus le silence, avant le Concile, heureux de nous taire pour écouter bientôt la voix de cette Eglise catholique, à laquelle, vous le savez bien, nos vies et nos âmes sont fidèlement dévouées.

Veuillez insérer cette lettre, et agréez, monsieur le Rédacteur en chef, mes sentiments très distingués.

Le secrétaire de la Rédaction,
P. Douhaire.

CCLVII.

(7 novembre 1869).

Risposta del Direttore dell'UNIVERS alla lettera precedente.

On remarquera que cette lettre étudiée et évasive se tait sur les noms des rédacteurs et approbateurs de l'article du 10 octobre. Toutefois, le silence parle assez, il parle même trop; ces hommes importants se révèlent, tout en continuant de se dissimuler par un calcul peu conforme, selon nous, à leur dignité. La circonstance est assez grave pour se retirer ou se montrer. Ils ne se retirent pas et ne se montrent pas. Nous ne reconnaissons point ici la sincérité de quelques-uns d'entre eux, et rien ne prouve davantage qu'à leurs yeux mêmes, l'article, ou le manifeste, ou la manifestation, peu importe, est en soi une œuvre louche; sentiment tout conforme à notre appréciation.

Ainsi, MM. de Montalembert, de Broglie, de Falloux, Cochin, de Carné, Foisset, etc., sont là-dedans. C'était prévu, et c'est triste. Mieux vaut pourtant le savoir, et qu'ils sachent qu'on le sait. Ils en feront plus d'attention aux démarches futures du parti, et, il faut bien le dire, encore que le mot déplaie, de *l'intrigue*.

Reprenons maintenant leur réclamation point par point.

La Rédaction du *Correspondant* ne reconnaît ses idées « en aucune manière ni sur aucun point » dans l'analyse que nous en avons faite. Nous venons de relire et son travail et le nôtre. Il nous semble que son travail est bien tel que nous l'avons dit, et que le nôtre n'eut pas manqué d'exactitude quand même il eut été moins modéré. Nos lecteurs pourront aisément s'en convaincre s'ils veulent profiter de la générosité avec laquelle le *Cor-*

respondant met à leur disposition le *Corpus delicti*. Nous félicitons le *Correspondant* de pouvoir faire les frais d'une pareille propagande. Cette ampleur, qui dépasse encore celle de Mgr Maret, montre combien ils ont à cœur le succès de leur entreprise. Elle est d'ailleurs conforme aux pratiques accoutumées de l'erreur dogmatique, toujours empressée de se donner à bas prix et même pour rien. Elle compte se payer, comme on dit, « sur la bête. » En général, elle n'a pas tort. Ici, cependant, nous sommes persuadés que le *Correspondant* travaille pour nous, et nous exhortons très sincèrement nos lecteurs à se faire servir l'opuscule (Librairie Douniol, 29, rue de Tournon).

Et si le *Correspondant* veut y ajouter nos appréciations, pour en mieux faire déguster l'inexactitude, nous lui donnons toute permission de les reproduire.

En attendant cette confrontation sur pièces, le *Correspondant* remarquera que si nous nous sommes trompés nous n'avons pas été seuls. Avant nous, son œuvre avait rencontré deux critiques plus importants que nous. L'éloquent évêque de Poitiers, s'adressant à son clergé et à son peuple, *ex cathedra*, et la *Semaine religieuse* de Cambrai, dans un article vraiment magistral, avaient signalé, exactement comme nous, le caractère et la ténacité de ce coup de parti. Ces deux graves Documents ont été reproduits dans l'*Univers*; le premier, à la suite de notre propre appréciation; le second, quelques jours après.

Avant nous encore, et dans le même sens, s'était exprimé le *Bien public*, de Gand, le plus ferme et le plus justement estimé des journaux catholiques belges. Nous pouvons ajouter que de sérieuses et nombreuses lettres nous apportaient de partout un jugement tout semblable: C'est le livre de Mgr Maret, et pire, moins sincère, plus enveloppé, plus adroit, allant plus loin, avec un ton de persiflage que Mgr Maret ne s'est point permis.

Mgr l'évêque de Poitiers, la *Semaine* de Cambrai, le *Bien public*, nos lettres emploient le même mot. C'est un manifeste. Ils désignent le même caractère, hélas! trop évident: C'est un coup de parti, une *intrigue*.

Cette dernière expression blesse le *Correspondant*. Elle n'a

été appliquée par l'*Univers* qu'incidemment et indirectement, à propos d'autres choses. Nous la retirerions volontiers. Elle n'est cependant que juste.

Lorsque M. de Montalembert adhéra si malheureusement au manifeste des « laïques de Coblentz, » ceux-ci lui répondirent, toujours sans se nommer, car on ne se nomme pas dans ces affaires; et la *Correspondance de Berlin*, dévouée à M. de Bismark et complaisante pour eux, nous fit connaître leur réponse. C'était au mois d'août, avant le livre de Mgr Maret et quand plusieurs amis de ce Prélat espéraient encore qu'il ne le publierait point. Les anonymes « laïques de Coblentz » faisaient à M. de Montalembert l'injure de lui divulguer leur plan: « Au moment décisif, les représentants les plus autorisés des nations allemande » *et française sauront faire valoir* l'idée de la restauration de » l'organisation catholique, et donneront à cette idée une forme » déterminée et convenable. » Voilà pour l'*intrigue*, et le *Correspondant* est venu à son heure.

M. le secrétaire nous étonne lorsqu'il nous défie, en particulier, de citer aucune phrase qui mette en doute l'infailibilité du *Concile et de son Chef*, et lorsqu'il nous dit, avec la même espèce d'assurance, qu'il n'est pas vrai que la Rédaction ait réclamé la périodicité ou la permanence du Concile. Encore que tout cela soit emmêlé de suppositions, de contradictions et de précautions oratoires, et insinué plutôt qu'affirmé, il y a pourtant des moments d'oubli, et la parole affirmative échappe quelquefois. La générosité mille fois louable de nos adversaires nous permet de ne pas prendre la peine de multiplier les preuves; nos lecteurs sauront bien les trouver. Bornons-nous au strict nécessaire.

Nous n'avons point dit que le *Correspondant* niât l'infailibilité du *Concile et de son Chef*. Ce serait trop fort, étant trop clair. Il se borne à nier l'infailibilité du Chef séparé du Concile. C'est la grande différence de *et* et de *ou*, si célèbre dans le procès de Figaro. Les catholiques diraient « du Concile *avec* son Chef, » et « du Concile *ou* de son Chef. » Nos adroits plaideurs disent du Concile *et* de son Chef, et les voilà tirés d'affaire . . .

devant Bridoisson. Mais il y a d'autres juges. Ces autres juges verront que l'infailibilité du Concile *et* de son Chef est encore soumise à de certaines conditions qui ne sont pas loin de ressembler à une certaine ratification nécessaire de l'esprit humain... moderne. Il est très douteux, par exemple, que le *Correspondant* croie de bon cœur infailible une décision du Concile rendue par acclamation. Il veut que l'on discute et que le Saint-Esprit prenne le temps de se former une opinion. Il a cent arguments pour prouver combien le temps de la réflexion est indispensable au Saint-Esprit.

Quant à la périodicité du Concile et à sa permanence, au moyen d'un interconcile dont la forme reste à trouver, voici des paroles qui semblent claires :

« Du moment que les Conciles auront été une fois possibles, » *ils seront toujours nécessaires.* »

N'est-ce pas là périodicité ?

« Nous voudrions que cette *association* de l'Episcopat à la Pa- » pauté, dont nous allons revoir après tant d'années le consolant » spectacle, devînt, *dans le régime futur de l'Eglise*, non plus » une solennelle exception, mais un *usage* qui survécût à la con- » vocation toujours rare des Conciles, et *se prolongeât dans leur » intervalle.* »

N'est-ce pas là permanence ?

Que le *Correspondant* nous dise qu'il ne l'entend pas ainsi, nous accueillerons ses explications avec joie. Mais quand on a écrit de telles paroles, c'est une audace aussi vaine que mal-séante de crier à ceux qui s'en étonnent : — Ce n'est pas vrai, nous ne l'avons point dit !

L'effort que font ensuite nos adversaires pour ôter à leur travail le caractère d'un manifeste, qu'il a si visiblement, et pour prouver que c'est simplement une réponse à quelque vieil article de la *Civiltà cattolica*, ne mérite pas de nous arrêter. Nous regrettons qu'ils descendent à ces enfantillages. Est-ce que le livre de Mgr Maret est une réponse ? Est-ce que les déclarations et les arrangements de Coblenz sont des réponses ? Et si le *Correspondant* voulait simplement répondre, est-ce qu'il ne pouvait

pas répondre sans cet appareil et sans réclamer la périodicité et la permanence du Concile?

Nous ne ferons que toucher ce que le *Correspondant* veut bien appeler « la partie politique, » et nous ne le ferons que pour ne point laisser sans réponse un adversaire qui répond lui-même si scrupuleusement. Il désire savoir « exactement, nettement, » ce grand ami de l'exactitude et de la netteté, « quels conseils nous » donnons aux catholiques sur la conduite à tenir en France et » dans les pays où l'égalité civile, la liberté religieuse et la liberté politique ont prévalu. »

Nous leur donnons exactement, nettement le conseil de rendre à César, prince ou peuple ou populace, ce qui est dû à César, et de ne rien donner ni sacrifier à César de ce qui est dû à Dieu, parlant par son Eglise. Nous leur donnons le conseil de se servir des libertés civiles pour accroître et affermir la liberté de l'Eglise telle que l'Eglise la demande.

Nous leur donnons par-dessus tout le conseil d'obéir à Dieu, c'est-à-dire à l'Eglise, au mépris de tous les biens, de tous les pouvoirs et de toutes les sagesse de ce monde.

Et comme le *Correspondant* promet de ne plus rompre le silence avant le Concile et ne voudra pas certainement le rompre après, nous nous permettrons de lui donner en particulier le conseil de persévérer dans un dessein si consolant.

Louis Veuillot.

CCLVIII.

(28 ottobre 1869).

Lettera pastorale di monsignor Giorgio Darboy, arcivescovo di Parigi, nella quale si espone brevemente la natura dei Concili ecumenici, e si cerca di calmare le inquietudini suscitate negli animi da certe voci intorno agli articoli che l'imminente Concilio dovrà definire.

Nos très-chers frères,

Il y a deux ans, le Souverain Pontife a manifesté aux Evêques réunis à Rome autour de lui le vif désir de convoquer, aussitôt qu'il le pourrait, un Concile général pour rechercher avec eux les remèdes nécessaires aux maux présents de l'Eglise. Quelques mois après, il a publié la bulle d'indiction qui fixe l'ouverture du Concile au 8 décembre prochain, et un peu plus tard il a demandé à tous les fidèles, en leur accordant une indulgence plénière en forme de jubilé, d'appeler par leurs supplications les lumières et les grâces de Dieu sur les travaux de cette grande assemblée. Ainsi le moment approche où les Evêques du monde catholique vont répondre à l'appel du Saint-Père et où vous-mêmes, nos très-chers frères, devrez vous mêler à leur œuvre par vos prières et vos actes de piété. Il importe donc de vous exposer, au moins brièvement, ce qui va s'accomplir et les motifs que vous avez d'y prendre un religieux intérêt.

Ce qui rend plausible et moralement nécessaire aujourd'hui la tenue d'un Concile, c'est l'état général du monde; ce qui l'autorise, c'est la constitution même, le droit et le devoir de l'Eglise, divinement établie pour veiller au salut des âmes; ce qui permet d'y rattacher de solides et consolantes espérances, c'est avec les dispositions de l'Episcopat la bénédiction d'en haut et l'assistance promise du Saint-Esprit.

L'état général du monde est tel qu'il préoccupe les moralistes et les politiques autant que les hommes de religion. Est-ce à dire que notre siècle, considéré dans l'ensemble de ses actes, soit plus mauvais que les siècles antérieurs, qu'il souffre de choses que le passé n'aurait pas connues, et qu'il se présente avec une plus grande somme d'ignorances et de perversités? Nous ne pouvons pas l'admettre: les erreurs et les crimes sont de toutes les époques; le libre arbitre de la créature a ses défaillances et ses emportements inévitables, et l'imparfaite humanité marche vers son but et accomplit sa destinée, en traversant des vicissitudes pleines de grandeurs et de misères qui recommencent toujours et ne se ressemblent jamais. Elle cherche, sans parvenir à le réaliser parfaitement ni pour longtemps, l'équilibre des éléments dont se compose le monde: autorité et liberté, droit et devoir, intérêt et conscience, Etat et Eglise. Ce qu'elle règle, se pratique mal ou ne dure pas. Dans les milieux complexes et si variables où elle se meut avec des forces et des faiblesses qui restent les mêmes, le bien et le mal prennent des aspects qui se modifient sans cesse; et chaque génération semble avoir ses vertus et ses vices préférés. Dresser le tableau comparatif de ces évolutions morales et faire la part de responsabilité qui revient aux divers âges et aux diverses régions, est une œuvre où l'on peut difficilement être et paraître impartial, une œuvre qui d'ailleurs ici ne serait pas à sa place. Tout ce que nous voulons dire, c'est que notre temps ne nous fait pas peur et que nous l'aimons, malgré ses défauts; car il a des défauts, et nous n'avons point envie de les dissimuler.

Personne en effet ne refusera de reconnaître que bien des choses se passent qui gênent l'action de l'Eglise et compromettent le salut des âmes, et qui du reste sont une cause de souffrance et une menace pour la société civile. Les vérités de la foi, l'autorité des saintes Ecritures, la divinité du christianisme, l'existence même de Dieu, ne sont-elles pas incessamment attaquées par une critique intempérante ou par un scepticisme froid et railleur, qui prennent la négation pour de la force et le rire pour de la hardiesse et de la raison? Les journaux, les livres et les discours publics ne sont-ils pas à toute heure dirigés contre ce qu'il y a de

plus nécessaire et de plus sacré, la religion, la morale, la famille et la société? La liberté de parler et d'écrire ne va-t-elle pas jusqu'à l'extrême licence, ouvrant le chemin à la liberté de tout faire et de tout défaire? Car la logique n'est pas, autant qu'on le croit, absente des choses humaines. Si en effet les droits de Dieu sont contestés et méconnus, comment ceux de l'homme ne seraient-ils pas précaires et plus que discutables? Et comment y aurait-il des autorités sur la terre, si l'autorité n'est pas dans le ciel? Mais s'il n'existe de droits nulle part, il n'existe point de devoirs non plus; dès lors le respect n'a rien à faire dans le monde, la force seule y règne, et tout est en proie à tous. Ce n'est donc pas seulement la religion qui est en cause, c'est aussi l'ordre public et la tranquillité des Etats: les sophistes sèment le vent, et les nations moissonnent la tempête.

Telle est la situation morale de notre époque. Du reste, le Saint-Père, en y cherchant un remède, l'a décrite dans les termes suivants: « Depuis longtemps, dit-il, tout le monde sait et constate quelle horrible tempête subit aujourd'hui l'Eglise, et de quels maux immenses souffre elle-même la société civile. L'Eglise catholique et sa doctrine salutaire, sa puissance vénérable et la suprême autorité de ce Siège apostolique, sont attaquées et foulées aux pieds par des ennemis acharnés de Dieu et des hommes; toutes les choses sacrées sont vouées au mépris, et les biens ecclésiastiques dilapidés; les pontifes, les hommes les plus vénérables consacrés au divin ministère, les personnages éminents par leurs sentiments catholiques, sont tourmentés de toutes manières; on anéantit les communautés religieuses; des livres impies de toute espèce et des journaux pestilentiels sont répandus de toutes parts; les sectes les plus pernicieuses se multiplient partout et sous toutes les formes; l'enseignement de la malheureuse jeunesse est presque partout retiré au clergé, et ce qui est encore pire, confié en beaucoup de lieux à des maîtres d'erreur et d'iniquité. Par suite de tous ces faits, pour notre désolation et la désolation de tous les gens de bien, pour la perte des âmes, qu'on ne pourra jamais assez pleurer, l'impiété, la corruption des mœurs, la licence sans frein, la contagion des opinions perverses de tout

genre, de tous les vices et de tous les crimes, la violation des lois divines et humaines, se sont partout propagées à ce point que, non-seulement notre très-sainte religion, mais encore la société humaine sont misérablement dans le trouble et la confusion. »

Cette peinture est triste, et de tels maux ont besoin d'être combattus avec zèle et vigueur. Non pas qu'il faille se flatter d'en avoir entièrement raison, quelque effort qu'on fasse; mais il est possible d'en arrêter le développement et d'en limiter les funestes conséquences; d'ailleurs le rôle des justes dans cette vie de luttes et d'épreuves, c'est de venir en aide à ceux qui s'égarent et les ramener à la vertu. Or, tel est précisément le droit et le devoir de l'Eglise. Elle est instituée de Dieu pour éclairer, diriger et soutenir les âmes par la prédication de la vérité, par ses règles de discipline et par l'efficacité des sacrements. Cette mission de salut, Jésus-Christ l'a confiée aux Apôtres et aux Evêques leurs successeurs; ils la remplissent depuis dix-huit siècles, veillant sur tout le troupeau où le Saint-Esprit les a placés pour gouverner l'Eglise de Dieu, sous la commune houlette du Souverain Pontife, successeur de Pierre, chargé de paître les agneaux et les brebis. En conséquence, l'objet de leur travail est de se maintenir et de maintenir les fidèles dans l'unité, qui a pour signe public et permanent la communion avec le Pape, divinement investi d'une primauté d'honneur et de juridiction s'étendant à toute l'Eglise.

L'œuvre s'accomplit dans ces conditions; que les Evêques soient dispersés ou réunis, ils instruisent et gouvernent avec autorité et succès. Les délibérations générales, les résolutions concertées ne sont donc pas absolument nécessaires dans l'Eglise; mais elles y ont toujours paru d'une force considérable et d'une grande efficacité. On n'a rien trouvé de meilleur que cette union des conseils et des sollicitudes pour faciliter la définition des dogmes de foi, pour réfuter et dissiper les erreurs les plus répandues, pour mettre en lumière et développer la doctrine religieuse, pour maintenir et relever la discipline ecclésiastique, pour corriger et perfectionner les mœurs. On n'a rien trouvé de meilleur non plus pour engager les chrétiens à recevoir avec promptitude et respect les décisions doctrinales et disciplinaires de l'Eglise, formulées et

décrétées par les Evêques du monde entier qui ne prononcent qu'en tenant compte tout à la fois de la révélation dont ils sont les gardiens, et des sentiments, des habitudes et des besoins de leurs diocèses, dont ils sont les pasteurs et les guides.

Aussi le Saint-Père déclare-t-il opportune la réunion d'un Concile où tous les Evêques du monde catholique seront appelés à s'entendre sur le caractère et la portée des maux actuels et sur les remèdes qu'il est expédient de leur appliquer. « Le Concile œcuménique, dit la bulle d'indiction, devra donc examiner avec le plus grand soin et déterminer ce qu'il convient de faire, en ces temps si calamiteux, pour la plus grande gloire de Dieu, pour l'intégrité de la foi, pour la splendeur du culte, pour le salut éternel des hommes, pour la discipline et la solide instruction du clergé régulier et séculier, pour l'observation des lois ecclésiastiques, pour la réforme des mœurs, pour l'éducation chrétienne de la jeunesse, pour la paix générale et la concorde universelle. Il nous faudra travailler aussi de toutes les forces de notre esprit, et avec l'aide de Dieu, à délivrer de tout mal l'Eglise et la société civile, à ramener dans la voie de la vérité, de la justice et du salut les malheureux qui s'égarent. Enfin nous devons réprimer tout vice et repousser toute erreur, afin que notre auguste religion et sa doctrine salutaire reprennent partout une vigueur nouvelle, qu'elles se propagent de jour en jour, qu'elles reconquièrent leur légitime empire, et qu'ainsi la piété, l'honnêteté, la probité, la justice, la charité et toutes les vertus reflourissent pour le salut du monde. Non-seulement, en effet, la puissante influence de l'Eglise et de sa doctrine a pour objet direct le salut éternel des hommes, mais aussi, et personne ne le niera, le bonheur temporel des peuples, leur véritable prospérité, le maintien de la paix et de l'ordre, le progrès même et la solidité des sciences humaines: les faits les plus éclatants de l'histoire ne le prouvent-ils pas constamment et de la manière la plus évidente? »

Tel est donc, ainsi qu'on le voit par les paroles du Saint-Père, tel est l'objet général dont s'occupera l'assemblée des Evêques. Naturellement il se décompose en divers points qui deviendront à leur tour l'objet de décisions spéciales et donneront lieu sans doute

à des mesures particulières. Mais cela ne peut se faire sans qu'on agisse par là même sur vos opinions et vos doctrines pour les fixer et peut-être les corriger, et sur certains détails de votre conduite privée ou sociale pour y apporter quelque heureuse modification. Cette perspective ne vous a pas toujours été présentée d'une manière satisfaisante, et plusieurs semblent avoir pris à tâche de vous inquiéter à ce sujet. Ils vous ont dit, par exemple, qu'on imposerait à votre foi catholique des articles que jusqu'ici vous n'étiez pas tenus de croire; que des questions intéressant la société civile et les relations de l'Eglise et de l'Etat seraient traitées et décidées dans un esprit d'opposition aux lois et aux mœurs politiques du temps présent; qu'on enlèverait certain vote par acclamation, qu'ainsi les Evêques ne seraient pas libres, et que la minorité, fût-elle éloquente, serait traitée comme un parti d'opposition qu'étoufferait bientôt la majorité.

Mais rassurez-vous, nos très-chers frères. Ces plaintes, au moins prématurées, ne peuvent prendre leur source que dans une connaissance imparfaite des choses, et ces menaces offensantes viennent assurément d'hommes plus hardis qu'autorisés. L'Eglise n'est pas une école de désordre et de violence; les Evêques, ses représentants et ses interprètes au Concile, ne voudront pas se départir du plus religieux respect pour la vérité et des plus grands égards pour les personnes, et ils traiteront leurs droits comme ceux des autres avec une conscience réfléchie et avec un profond sentiment de justice.

D'abord, en ce qui touche les définitions nouvelles, si le Concile œcuménique ordonne de croire explicitement des choses qu'on pouvait nier jusqu'ici sans être hérétique, c'est que ces choses seraient déjà certaines et généralement admises; car en ces matières les Evêques sont des témoins qui constatent, et non pas des auteurs qui inventent. Pour qu'une vérité devienne article de foi, il faut qu'elle ait été révélée de Dieu et qu'elle soit contenue dans le dépôt que les siècles chrétiens gardent fidèlement et se transmettent l'un à l'autre sans altération. Or, on n'en saurait douter, cinq ou six cents Evêques n'attesteront pas, à la face de l'univers, avoir trouvé dans les croyances de leur Eglise respective ce qui n'y est

pas. Si donc ils proposent, en Concile, des vérités à croire, c'est qu'elles existent déjà dans les monuments de la tradition et dans le commun enseignement de la théologie, et qu'ainsi elles ne sont pas une nouveauté.

Il y a plus : les Evêques auraient reçu des siècles antérieurs, par voie de tradition, certaines vérités considérables, qu'ils ne s'empresseraient pas pour cela de les déclarer articles de foi. Le pouvoir de l'enseignement ne leur a pas été donné pour la destruction, mais pour l'édification. Avant donc d'ajouter aux obligations du peuple chrétien et d'accroître peut-être les obstacles qui s'opposent au retour de nos frères dissidents, ils voudraient examiner sérieusement les dispositions générales du monde et rechercher si ces nouvelles définitions de foi sont opportunes et vraiment réclamées par l'état des esprits. C'est de la sorte que nos aînés ont procédé, comme le témoigne l'histoire des Conciles, et c'est de la sorte aussi que procédera la prochaine assemblée des Evêques. Si donc elle ordonne, sous peine d'anathème, de croire désormais quelque vérité qui jusqu'à présent n'était pas de foi catholique, c'est que cette vérité se trouverait déjà dans la tradition léguée par vos ancêtres, et qu'elle serait d'ailleurs jugée utile au progrès du sentiment religieux et au triomphe de l'Eglise. Dans ces conditions, délibérés en Concile par le Pape et les Evêques, des décrets comme ceux que redoutent plusieurs personnes n'auraient rien d'abusif ni de périlleux ; ils seraient au contraire l'exercice régulier d'un droit et ne pourraient qu'avoir en définitive de salutaires effets. Il n'est pas loisible de penser autrement à qui veut rester catholique.

Ensuite, quant aux questions qui intéressent plus directement la société civile et les rapports de l'Eglise et de l'Etat, quelques-uns d'entre vous craignent qu'on ne les décide dans un sens opposé aux lois et aux mœurs politiques de l'Europe, et qu'on ne crée ainsi entre les devoirs du fidèle et du citoyen un antagonisme violent et douloureux. Il faut le reconnaître, bon nombre d'écrivains, quoique placés à des points de vue contraires, se sont accordés pour éveiller ces alarmes et ont tout fait pour les nourrir et les répandre. Mais peut-être n'y a-t-il là que des malentendus ;

en ce cas, des explications plus complètes comme le Concile peut en fournir réussiront à les faire cesser.

Au fond, que peuvent vouloir les Evêques rassemblés à Rome de toutes les parties du monde, sinon servir la cause de l'Eglise et de la société? Quelle est leur doctrine sur les matières dont il s'agit? En ce qui vous concerne, par exemple, ils diraient sans doute que vous êtes une nation baptisée et qu'ainsi vous appartenez à Jésus-Christ, que par conséquent vos lois et vos mœurs doivent être chrétiennes, et, comme elles ne le sont pas assez, qu'il y a donc lieu de les corriger, en les rendant plus conformes à l'Evangile et par là même plus en rapport avec vos véritables intérêts du temps et de l'éternité. Partant de ces principes et de ces faits, ils ajouteraient probablement que la liberté de la presse, telle que vous l'avez faite, est un élément de dissolution universelle et qu'il importe de la contenir dans de plus justes bornes; que la liberté des cultes, étant souvent prise pour le droit légal d'outrager tous les cultes et de n'en professer aucun, doit être autrement entendue et pratiquée; que la morale n'est pas un vain mot, qu'il n'y en a pas deux, l'une privée et l'autre publique, mais une seule, laquelle nous oblige tous, individus et nations; qu'enfin le nombre et la force ne suffisent pas à tout justifier, et qu'ainsi tous encore, princes et peuples, ont besoin d'avoir raison pour valider leurs actes. Ce sont là certainement des vérités que vous n'ignorez pas et que déjà nous vous avons dites et répétées, sans vous blesser ni vous nuire. Mais cette fois, elles vous seront expliquées par le Concile avec plus d'autorité et de vigueur et sans doute aussi avec plus de précision. Qu'avez-vous donc à y perdre, puisque vous saurez mieux des choses dont la connaissance est pour vous un devoir et un intérêt de premier ordre?

Mais, dites-vous, en appliquant ces principes aux détails de notre vie privée et sociale, on nous placera sous l'inspiration et la tutelle du clergé, et la théocratie est au bout d'une telle entreprise. Soyez sans peur, nos très-chers frères: vous ne mourrez pas de cette maladie; vous n'en êtes pas atteints, et vous avez tout ce qu'il faut pour la prévenir. Bien des années s'écouleront,

avant que les soixante journaux que Paris voit éclore chaque matin et les douze mille volumes qu'il publie par an, acceptent la censure ecclésiastique, et qu'ainsi la liberté de la presse vous soit ravie par vos archevêques; peut-être penserez-vous qu'il ne faut pas se donner le tort de craindre un péril aussi lointain. Il en est de même pour la liberté des cultes: vous n'attendez pas de nous sans doute que nous les mettions tous sur un rang d'égalité, puisque nous tenons l'un d'eux pour le meilleur et le seul vrai. Or, telle étant notre conviction et notre foi au sujet du catholicisme, vous ne pouvez que nous trouver logiques, si nous vous pressons avec instance d'y adhérer et de vous y maintenir fidèlement. Est-ce donc à dire que nous allons combattre matériellement les autres cultes, en provoquant contre eux des mesures sévères et des décrets d'expulsion? En vérité, vous ne le croyez pas: nous sommes assez de ce siècle pour ne pas réclamer de telles choses, et vous en êtes trop pour les faire. Après comme avant le Concile, à côté des catholiques il y aura des dissidents, on peut le prévoir. Ainsi tout ce que vous nommez vos conquêtes vous restera. Loin donc d'appréhender que le Concile ne tranche violemment toutes ces questions délicates et ne règle tous ces détails épineux, plusieurs craignent au contraire qu'il ne trouve pas le moyen de vous aider efficacement à rendre sage la liberté de la presse et à rétablir en Europe l'unité si désirable des croyances religieuses.

Est-il besoin d'ajouter qu'en rappelant la règle et l'idéal, les Evêques ne fermeront pas les yeux sur le côté positif et les exigences de la vie réelle, et qu'en traitant des sujets qui toucheraient à la politique, ils n'oublieront pas ce qu'ils doivent à leur pays? Nous n'avons donné à personne le droit de suspecter notre patriotisme; la religion, la voix du sang, l'intérêt même, tout nous commande la sympathie et le dévouement pour nos concitoyens, et tout nous engage à servir, dans la mesure de nos forces, leurs destinées terrestres. C'est un commun drapeau qui nous couvre, une commune loi qui nos protège; nous vivons de la même vie et voulons être avec vous dans toutes les vicissitudes, à la peine encore plus qu'à la fortune. L'indépendance et la grandeur

de la nation nous sont aussi chères qu'à vous; la France, c'est le sol que nos aïeux ont habité et qui garde leurs ossements avec leur souvenir et leur histoire; c'est le coin de terre que vous honorez de vos travaux et de vos vertus et où coulent, chaque jour, vos sueurs et vos larmes. Notre cœur y tient par toutes ses fibres. Le sentiment religieux nous y attache aussi, soit parce que Dieu même inspire aux hommes l'amour du sol natal et met le patriotisme au nombre de nos obligations, en nous prescrivant d'aimer nos semblables et surtout ceux qui nous sont plus proches, soit parce que nous trouvons dans notre pays une grande facilité pour pratiquer la religion et remplir les devoirs que la conscience nous impose. S'il est certains points où nous voudrions exprimer des regrets et des vœux, ce peut être l'objet de demandes et d'explications que vous ne refuserez pas d'entendre.

Du reste, nous ne l'ignorons pas plus que vous, dans le milieu complexe et tourmenté où nous vivons, tout est matière ou prétexte à des réclamations contradictoires et à des prétentions rivales, et nulle solution n'est entièrement satisfaisante ou durable. Aussi croyons-nous que, dans les affaires religieuses, il faut maintenir, malgré les imperfections qu'on y peut voir, les rapports de l'Eglise et de l'Etat tels que le Concordat les a déterminés. Sans doute une mutuelle condescendance ne tranche pas les difficultés; elle les assouplit, mais les laisse vivre, et l'on peut dire ainsi que la modération même a ses désavantages; mais il n'est pas expédient non plus de tout surmener avec l'impuissant dessein de tout refaire, car l'âpreté du zèle aigrit les esprits et la violence ne finit rien. Ce qui est donc possible et plausible, c'est de s'en tenir à de sages transactions qui garantissent suffisamment tous les intérêts et tous les droits essentiels, et c'est là que tend le patriotisme des Evêques. Ils sont disposés, autant que les hommes politiques peuvent l'être d'autre part, à ne point obéir à des ardeurs intempérantes, mais à mesurer leur action sur les circonstances et à faire prévaloir, dans le règlement des questions mixtes, ces tempéraments qui sont la condition de la marche correcte et prospère des choses humaines.

Enfin, nos très-chers frères, ce qu'on a dit de l'entraînement

avec lequel certain dogme serait voté d'acclamation par la majorité des Evêques étouffant ainsi la liberté de leurs collègues dont la conscience ne se trouverait pas tout de suite pénétrée des mêmes lumières irrésistibles, mérite à peine qu'on s'y arrête pour le réfuter. Le bon sens et l'histoire protestent contre ces insinuations mal venues et vaines. Si pour les plus graves motifs, l'Eglise juge qu'il faut vous imposer, sous peine de damnation éternelle, l'obligation de croire à l'avenir ce qu'elle ne vous avait pas demandé de croire jusqu'à présent, elle ne le fera point de manière à déconsidérer son acte, en le dépouillant des conditions qui peuvent le recommander à vos yeux. Elle n'édicterà pas d'enthousiasme une peine aussi terrible que celle de l'anathème, et cinq ou six cents Evêques, réunis pour délibérer sur des intérêts si graves, ne s'emporteront pas à les décider de haute lutte, en dédaignant d'écouter et de calmer, s'il y en a, des scrupules respectables et présentés avec modestie. Est-ce que l'Eglise a jamais manié les âmes avec ce sans-façon, et commencera-t-elle demain?

Dans le Concile de Jérusalem, qui fut le premier des Conciles et leur servit de modèle, on a délibéré, quoique tous les membres de cette auguste assemblée fussent personnellement infaillibles, et tous ont pu dire leur avis, même après l'avis du plus autorisé. Un Concile œcuménique s'est tenu trois siècles plus tard, où il s'agissait de définir et de formuler la foi de l'Eglise touchant la consubstantialité du Verbe, en d'autres termes d'affirmer la divinité de Jésus-Christ, le dogme fondamental du christianisme, un dogme pour lequel étaient morts plusieurs millions de martyrs, un dogme qui avait renversé les religions anciennes et fait la conquête du monde, malgré les légions romaines et les lois de l'empire. Certes, si jamais dogme devait échapper à toute délibération, c'était celui-là; s'il y avait une erreur éclatante et absurde, au point de vue du christianisme, c'était celle d'Arius, et pourtant on délibéra dans le Concile de Nicée; on entendit les raisons des contradicteurs, si infirmes qu'elles fussent; on ne vota point par acclamation. Ce précédent, pour ne parler que de celui-là, nos très-chers frères, doit vous rassurer: on ne sera pas moins libre à Rome aujourd'hui qu'on ne l'était à Nicée, il y a quinze siècles, et le

prochain Concile ne flétrira pas son œuvre en supprimant la discussion.

Vous le voyez donc, il n'y a rien de sérieux ni de fondé dans les alarmes que vous auraient fait concevoir, au sujet du Concile, les paroles de quelques personnes prévenues ou simplement irréflechies et maladroites. Le but de cette assemblée est élevé et d'une suprême importance: ses travaux seront conduits avec une sagesse dont la présidence du Saint-Père est la garantie; les Evêques y porteront un égal souci de leur dignité, de vos intérêts et de vos droits. Pour vous, aidez-les par la prière et les bonnes œuvres; et, afin qu'elles soient plus méritoires et plus efficaces, profitez de la grâce que le Souverain Pontife accorde sous la forme d'une indulgence plénière. Selon l'invitation qu'il adresse au monde entier, préparez-vous par de pieux exercices au jubilé qui va s'ouvrir; et, en ce qui vous concerne, ramenez dans l'Eglise et faites-y régner la pureté des mœurs antiques, la sincérité et l'énergie de la foi, la pratique généreuse de la charité.

Permettez qu'en nous éloignant de vous pour quelque temps, nous sollicitons le secours de vos prières fraternelles, afin que Dieu soit avec nous dans nos travaux et qu'il bénisse le retour comme le départ. De notre côté, nous ne manquerons pas de porter votre souvenir devant lui, dans les sanctuaires privilégiés de Rome, et d'assurer de nouveau le Saint-Père de votre religieux et filial dévouement.

A ces causes, (omissis).

Donné à Paris sous notre seing, le sceau de nos armes et le contreseing du secrétaire général de notre Archevêché, le 28 octobre 1869.

† Georges, archevêque de Paris,
Grand Aumônier de l'Empereur.

Par mandement de monseigneur l'Archevêque,
E. Petit, Chan. hon., Secrét. gén.

CCLIX.

(5 novembre 1869).

Anticipata sottomissione degli scrittori del FRANÇAIS alle decisioni del Concilio.

... Est-ce donc que le *Français* prétende prendre parti sur le fond du débat? Veut-il, s'improvisant théologien à son tour, se prononcer sur l'opportunité de telle définition et sur la vérité de tel dogme? Non; nous nous gardons bien de proposer et surtout d'imposer un programme au Concile. Nous attendons, respectueux et soumis, ses décisions. Nous éprouvons une sainte joie à promettre une obéissance pleine d'amour à toutes ses prescriptions, une foi pleine de sécurité à toutes ses définitions. Nous sommes absolument rassurés sur la sage prudence avec laquelle l'Eglise, conformément à ses traditions constantes, pèsera les questions d'opportunité, sur la lenteur préméditée avec laquelle elle examinera toutes les faces du problème. Nous avons vu quels ont été toujours les ménagements infinis de sa sollicitude maternelle pour les âmes. Confiants dans la parole du Christ, nous attendons les lumières surnaturelles qui éclaireront la sainte assemblée. Nous savons surtout que ses définitions, quelles qu'elles soient, apparaîtront avec cet éclat lumineux, mais doux et serein, de la vérité divine, éclat que les aveugles seuls ne voient pas et qui ne pourrait blesser que les yeux déjà malades...

Le secrétaire de la Rédaction,
Gustave Allard.

CCLX.

(6 novembre 1869).

Il **TABLET** di Londra dichiara d'essere per la terza volta autorizzato a smentire la persistente asserzione che l'arcivescovo di Westminster abbia in animo di promuovere in seno del Concilio la definizione della « dottrina della Chiesa intorno all' infallibilità della Santa Sede ¹. »

We have twice contradicted upon authority the statement that the Archbishop of Westminster intends to take the initiative in proposing to the Council a definition of the Church's doctrine on the Infallibility of the Holy See. This story, invented, we believe, by « Janus, » is very tenacious of life. It appears again in the review of that work which the *Pall Mall Gazette* has published, as well as in an Anglican journal. We repeat for the third time that we have authority for stating that the assertion is utterly destitute of foundation. The Archbishop has not, and never has had, any such intention. The persistent repetition of the story would seem to show that the enemies of the Church attach great importance to its circulation; but it is not easy at first to see why his Grace should have been selected as the subject of it, when so many Bishops in other countries have written with equal decision in the same sense. We hear nothing about the Archbishop of Mechlin, or the Bishops of Poitiers, Nîmes, or Versailles. The only probable explanation which we can suggest is, that it is found more convenient to have it believed that French Bishops at least entertain different opinions.

¹ Vedi alla fine del Volume la traduzione italiana di questo Documento.

CCLXI.

(4 novembre 1869).

Gli ANNALI RELIGIOSI della diocesi d'Orléans riferiscono l'addio del clero al suo Vescovo, e le parole di lui al clero. Bella dichiarazione di monsignor Dupanloup sulla sua sommissione alle future decisioni del Concilio, qualunque esse siano, con-
« formi (cioè) o contrarie a' (suoi) desiderii e a' (suoi) suffragi. »

Jeudi dernier, 4 novembre, fête de saint Charles Borromée, avait lieu, à l'évêché d'Orléans, une scène touchante.

Saint Charles est le patron du clergé orléanais qui, tous les ans, en célèbre la fête avec grande pompe. Les prêtres de toutes les paroisses et communautés de la ville, et MM. les curés des paroisses voisines, se réunissent en grand nombre à la cathédrale; un panégyrique solennel est prononcé; une procession splendide se déroule le soir dans les nefs de la basilique. C'est la fête de ce saint illustre, grand évêque, grand promoteur de la discipline ecclésiastique, et dont le zèle contribua si puissamment à l'heureuse conclusion du Concile de Trente, que le clergé orléanais, dans une délicate pensée, avait choisie pour offrir ses adieux et ses vœux à son Evêque, sur le point de partir pour Rome afin de prendre part aux travaux du prochain Concile.

Entre les offices, vers deux heures de l'après-midi, MM. les vicaires généraux, le Chapitre, MM. les curés et vicaires d'Orléans, et une foule d'ecclésiastiques venus des paroisses voisines, et même des paroisses éloignées, plus nombreux encore que de coutume, se rendirent à l'évêché et furent reçus par Mgr Dupanloup dans la grande salle synodale. M. l'abbé Desbrosses, doyen du Chapitre, parla au nom de tous.

Il rappela d'abord les luttres soutenues pour le Saint-Siège par Mgr l'évêque d'Orléans, qui eut l'honneur, on le sait, de donner, le premier, le signal de ces grandes manifestations épisco-

pales en faveur de la souveraineté temporelle du Pontife-Roi, sans lesquelles le cœur magnanime de Pie IX lui-même n'aurait pas eu peut-être la confiance de convoquer, dans les jours mauvais que nous traversons, un Concile œcuménique. M. le doyen dit ensuite les espérances de l'Eglise aux approches de cette sainte assemblée, et les sentiments de soumission absolue avec lesquels le clergé d'Orléans est disposé à en recevoir les décrets. Puis, faisant allusion aux inquiétudes répandues dans les âmes par les imprudences des uns et la malveillance des autres, il exprima la plus entière confiance dans la sagesse du Vicaire de Jésus-Christ et de NN. SS. les Evêques, et en particulier de celui à qui le clergé d'Orléans offrait en ce moment ses hommages et tous ses vœux.

Mgr l'évêque d'Orléans, très-ému, répondit dans les termes suivants :

« Messieurs,

» Je suis vivement touché des paroles que M. l'abbé Desbrosses vient de m'adresser en votre nom ; quoique je ne puisse vraiment accepter tout ce qu'il a bien voulu me dire de beaucoup trop bienveillant, en rappelant ici ce que j'ai pu avoir le bonheur, et avant tout le devoir, d'essayer dans ma vie pour le service de l'Eglise et du Saint-Siège.

» Ce dont, surtout, je le veux remercier, c'est, Messieurs, de ces sentiments si élevés et si nobles, pleins d'une foi sacerdotale si ferme, dont nous sommes accoutumés à rencontrer l'expression sur ses lèvres, de même que la flamme en est dans tous vos cœurs et dans le sien.

» Oui, aux approches de ce grand Concile, il faut avoir confiance ; confiance dans la parole de Celui qui a dit à son Eglise : *Enseignez toutes les nations. Je suis avec vous jusqu'à la consommation des siècles* ; et qui va les enseigner encore, par la bouche du successeur de Pierre et des Evêques rassemblés autour de lui.

» Et c'est de la sorte, Messieurs, par la souveraine assistance de Celui qui est la lumière et la paix, que le Concile sera ce

que le Pape a voulu qu'il fût : une grande œuvre d'illumination et de pacification, *grande opus illuminationis et pacificationis*, ainsi que s'exprimaient, dans leur adresse au Saint-Père, les Evêques réunis à Rome en 1867.

» Et puis, après le Concile, quand Pierre et les Apôtres, quand le Pape et les Evêques, auront parlé, docilité complète, Messieurs, comme on vous le disait si bien tout à l'heure, soumission absolue à tout ce que l'Esprit de Dieu aura dicté à la sainte assemblée.

» Tels sont vos sentiments, à tous, Messieurs; et c'est parce que je les connais que, si je ne m'éloigne pas de vous sans tristesse, je pars cependant avec une pleine sécurité. Vous prierez pour moi: oui, je compte sur vos bonnes et fraternelles prières; et vous saurez d'ailleurs veiller à ce que, pendant mon absence, nulle témérité ne vienne troubler l'union et la paix dont nous avons toujours joui, grâce à Dieu, dans ce diocèse, depuis vingt ans que j'ai l'honneur d'y servir l'Eglise.

» Et quant aux inquiétudes dont vous m'avez parlé, aux initiatives imprudentes, intempestives, je ne tarderai pas à vous en dire ma pensée.

» Pour moi, Messieurs, je vais au Concile, appelé par le chef suprême de l'Eglise. J'y vais comme juge et témoin de la foi. J'y serai, je l'espère, avec l'aide de Notre-Seigneur, un juge libre, attentif et ferme, sans aucun respect humain; un témoin vigilant et fidèle.

» Et le Concile achevé, quelles qu'aient été ses décisions, conformes ou contraires à mes vœux et à mes votes, je reviendrai soumis à tout, sans le moindre effort, soumis de bouche, d'esprit et de cœur, docile comme la plus humble brebis du troupeau.

» Telle est ma foi, Messieurs, telle est la vôtre. C'est par elle que nous vivons, et pour elle, au besoin, nous saurions mourir. »

CCLXII.

(10 novembre 1869).

Lettera pastorale di monsignor Dupanloup. Affettuoso addio al clero ed al popolo. L'opera della Chiesa nel futuro Concilio sarà un' opera di verità e di pace: pace nella verità, pace nella carità. L' augusta assemblea non di altro si occuperà che del bene dell'anime. Missione del Concilio è ridestare nella mente degli uomini il ricordo delle grandi verità eterne; renderle, se fia possibile, anco più chiare e più salde; difendere il deposito sacro contro qualsivoglia innovazione o indebolimento; indagare i mezzi più atti a far sì che le verità che è mestieri di credere siano effettivamente credute. A questo i Padri giungeranno mediante la carità, cui spetta preparare le vie alla verità.

Mes très-chers Frères,

Je vous quitte pour me rendre à l'appel du Vicaire de Jésus-Christ et pour me réunir au Concile du Vatican avec les Evêques de toute la terre.

Déjà, je vous ai exposé quels grands desseins animèrent le Souverain-Pontife, le jour où il conçut la pensée de pourvoir aux besoins spirituels des sociétés humaines, et de couronner les œuvres de son long et mémorable pontificat par la convocation de cette auguste assemblée.

En France, et dans tous les pays, les Evêques ont élevé la voix pour annoncer le Concile, et en dire les motifs et le grand but: les mille échos de la publicité, qui font de la terre entière un lieu sonore où tout retentit, ont répété partout leur parole: les ennemis même ont servi d'organes pour la transmettre; et maintenant, tous les habitants des pays civilisés, quels qu'ils soient, partagés peut-être entre l'amour et la haine, mais saisis bon gré mal gré de surprise et d'admiration, dirigent leurs regards et leurs pensées vers cette réunion sans égale, que le successeur de Pierre, aussi pauvre que le batelier de Galilée et aussi courageux, con-

voque tranquillement, près de deux mille ans après la mort de son divin maître Jésus-Christ, à Rome, en face du Capitole et du Forum, sur un sol menacé, mais au nom d'un pouvoir supérieur qu'il ne doit rendre et qu'il ne rendra qu'aux mains immortelles du Dieu vivant.

Au moment de me séparer de vous, mes Frères, pour aller prendre part aux travaux du Concile, je n'ai donc plus rien à vous expliquer, que je ne vous aie dit déjà, ou qui ne vous ait été beaucoup mieux dit par les instructions si solides et si éloquentes des Evêques de France. Mais je cède au besoin de mon cœur en vous exprimant les sentiments qui le remplissent, l'émeuvent, le font déborder, à l'heure des adieux, soit que je pense à vous, à l'Eglise, à mon pays, soit que je médite à l'avance la portée de ce grand événement, le plus important, sans contredit, et le plus solennel qui se soit présenté à moi dans le cours d'une vie déjà longue, pleine de travaux et de combats, et maintenant bien voisine du terme où l'attendent les jugements de Dieu.

Lorsque saint Paul allait partir de Milet pour monter sur le navire qui devait le porter à Jérusalem, puis à Rome, il fit venir les anciens de l'Eglise d'Ephèse qu'il avait longtemps gouvernée, et après leur avoir adressé des paroles sublimes, se rendant à lui-même un témoignage que les saints, au nombre desquels je ne suis pas, ont seuls le droit de répéter, il leur exprima en ces termes sa confiance et ses dernières recommandations :

« Les tribulations m'attendent. Mais je ne crains rien. Je » n'estime pas ma vie plus précieuse que mon âme. Il me suffit » que j'achève ma course, que je remplisse le ministère que j'ai » reçu du Seigneur Jésus, qui est de prêcher l'Evangile de la » grâce de Dieu.

« Je sais que vous ne verrez plus ma face... C'est pourquoi, » prenez garde à vous-mêmes et à tout le troupeau sur lequel le » Saint-Esprit vous a établis... Je vous recommande à Dieu... » à Celui qui peut achever l'édifice que nous avons commencé, » et vous donner part à son héritage avec tous les saints.

» Puis il se mit à genoux et pria avec eux tous. Alors ils commencèrent à fondre en larmes, et se jetant au cou de Paul, ils

» l'embrassaient. Et ils le conduisirent jusqu'au vaisseau, se séparant avec beaucoup de peine. » Et le vaisseau fuyant avait disparu à leurs yeux, qu'ils le saluaient encore et priaient toujours.

Il me semble que ces paroles se présentent d'elles-mêmes à tous les Evêques prêts à quitter la terre où ils laissent tant de bons prêtres et des fidèles si dévoués. Pour moi, combien il me serait doux de vous rassembler tous aussi, sans exception, prêtres de l'Eglise d'Orléans, pour prier avec vous et pour vous embrasser ! Je suis loin, hélas ! de l'incomparable Apôtre dont je vous rappelais tout à l'heure les paroles. Mais enfin, il y a vingt ans que nous travaillons ensemble dans ce cher diocèse, et je vous le recommande à l'exemple de saint Paul en partant. Et, certes, votre Evêque peut vous en rendre aujourd'hui le témoignage. Pendant que j'ai parlé, vous avez agi ; pendant que j'ai combattu, vous avez édifié ; pendant que le malheur des temps m'a fait vivre dans les discussions et les orages, vous avez passé vos journées dans l'humble paix des villages et les labeurs du ministère, occupés à instruire, à secourir, à pardonner. Votre Evêque vous remercie en vous disant adieu. Ma pensée reconnaissante va vous chercher au fond des villes et de tous nos hameaux. O mes amis et mes Frères, prêtres de l'Eglise d'Orléans, je vous bénis, je vous donne le baiser de paix ! Songez à moi, aimez-moi, priez pour moi !

Et vous tous, ô mes diocésains, ô mes fils bien-aimés, en vous adressant aussi, au moment de la séparation, ces adieux de mon âme, laissez-moi vous remercier et vous bénir ! Vous, habitants de cette chère ville d'Orléans, en qui j'ai toujours trouvé une affection si constante, une docilité si chrétienne, une charité si généreuse ; et vous aussi, habitants de toutes ces campagnes, que j'ai parcourues tant de fois, et qui toujours avez accueilli avec tant de religion et d'empressement votre Evêque ! Vous ne m'avez jamais repoussé ; sur aucun de vous, sur aucune de vos demeures, je n'ai jamais été obligé de secouer la poussière de mes pieds ; et si tous, à l'heure où mon cœur vous adresse ces paroles, vous n'êtes pas encore devenus tout ce que mon zèle souhaiterait, vous l'êtes en espérance.

Je ne veux vous dire ici à tous qu'une seule et courte parole. Une prescription du Saint-Père m'a fait éprouver chaque matin au saint autel une consolation profonde: c'était de redire trois fois au saint Sacrifice de la messe, en union d'esprit et de cœur, avec les mille Evêques et les milliers de prêtres du monde entier, les trois oraisons de l'Esprit-Saint. Il me semblait impossible, en les disant, que cette unanime prière de tant d'âmes sacerdotales ne fût pas exaucée.

Prions toujours, mes très-chers Frères, cet Esprit de paix, de lumière et d'amour; cet Esprit de Notre-Seigneur, dans lequel il disait à ses Apôtres: La paix soit avec vous; *Pax vobis!* et leur recommandait, en les envoyant aux peuples, de dire: La paix soit à cette maison; *Pax huic domui*; la paix soit à cette cité; *Pax huic civitati*. La paix! la paix! toujours la paix!

La paix dans la vérité; la paix dans la charité. Et voilà, en ces deux mots divins, l'œuvre de l'Eglise au futur Concile. Les Evêques ne se rassemblent que pour faire une œuvre de vérité et de paix; pour pacifier les hommes; pour les réconcilier avec Dieu et avec eux-mêmes; pas pour autre chose.

Et voilà pourquoi le prophète, voyant venir de loin, et s'assembler de tous les points du monde, ces hommes de paix, chantaient: *Quam speciosi pedes evangelizantium pacem!* Qu'ils sont beaux, les pieds de ces hommes, qu'on voit venir de loin, apportant la bonne nouvelle de la paix au monde, et disant: ô Sion, ô Eglise, ton Dieu régnera sur toi!

I.

L'Eglise, ah! je l'aime! Je l'aime, parce qu'elle est la société des âmes! Je l'aime, parce qu'elle aime, parce qu'elle sauve les âmes! Jésus-Christ les lui a acquises par son sang: *Quam acquisivit sanguine suo*. Et je l'aimerai à jamais, cette sainte Eglise, parce qu'elle n'est occupée ici-bas qu'à rendre aux âmes leur liberté, leur dignité, leur vertu, leur pureté, leurs droits sacrés, leur sainte égalité devant Dieu.

Da mihi animas! cætera tolle tibi! « Donnez-moi les âmes,

et gardez pour vous le reste! » Ce fut le cri de l'apostolat, lorsqu'il parut dans le monde. Pierre et Paul ne firent pas entendre d'autre parole aux hommes.

L'Eglise l'a répété d'âge en âge. *Da mihi animas*: voilà son cri en traversant le monde et les siècles.

Société sacrée des âmes, le saint Concile qu'elle assemble au Vatican n'aura point d'autre regard, d'autre but que les âmes: l'amour, le respect, le salut des âmes. Il n'a point d'armée, point de glaive, point d'appareil menaçant et meurtrier. Sa force est toute spirituelle, comme les âmes.

Son arme, c'est la parole de Jésus-Christ, c'est la persuasion évangélique, c'est la vérité, c'est l'amour.

Et quand vous entendez dire qu'il prépare des définitions et des anathèmes, rappelez-vous que cela ne veut dire qu'une chose: c'est qu'il s'adresse à la foi, à la raison, à la conscience, parlant à ces libres facultés, avec la précision et l'autorité qui lui appartiennent, justement parce qu'il ne se sert pas de la force, et parce que sa puissance est avant tout spirituelle.

Ils vont donc se réunir, ils sont en marche de tous les points du globe vers le centre de la société des âmes, les Chefs de cette société spirituelle et immortelle, ces désarmés, ces pacifiques, travaillés de pensées de paix, et apportant aux hommes de tous les pays et de toutes les races les deux grandes conditions de la paix: la Vérité et la Charité.

Il y en a qui les redoutent, qui les suspectent, qui les accusent de vues mesquines ou de projets violents.

Ah! je me sens humilié de toutes les petites conjectures qui naissent parmi les hommes à l'approche de ce Concile. Croyants et incroyants semblent quelquefois rivaliser ici de naïve ignorance et d'inexplicable effroi.

Vraiment, nous attachons trop d'importance aux tumultes du lieu et de l'heure où nous sommes. Pour Dieu qui est éternel, et pour l'Eglise avec laquelle il demeure jusqu'à la consommation des siècles, un continent est une province, un siècle est un jour. Héritiers de la vérité et de l'éternité, ne soyons pas si préoccupés de notre province et de notre minute. Après trois cents ans,

le Concile de Trente régit encore nos destinées spirituelles. Nous allons travailler pour des âmes qui ne sont pas encore sur la terre, et pour des temps où tout ce qui vit, hommes, trônes, constitutions, partis, écoles, renommées, coutumes, aura été jugé de Dieu, et ne sera plus. Nous avons les yeux fixés sur le présent, mais plus encore vers l'avenir. Voilà pourquoi nous sommes au-dessus des éphémères pensées et des vaines querelles.

Assemblée véritablement oecuménique, représentant non une nation, non une race, non un continent, mais le monde, mais l'humanité; non des intérêts locaux, particuliers, transitoires, mais les intérêts généraux et permanents de l'âme humaine, tel sera le grand et rassurant spectacle de catholicité et d'unité que le Concile donnera aux hommes.

Oui, parmi les divisions profondes qui troublent les individus et les peuples, au milieu du doute, de la critique, et des écoles en ruines, l'Eglise nous prépare la sublime vision de l'unité; de même qu'au lendemain des batailles, des épidémies, des crises violentes, et de toutes les misères morales et matérielles, elles nous garde encore la sublime vision de la charité.

Rappelez-vous, mes Frères, les faits récents:

Il y a quinze ans, Pie IX parle, et les Evêques, sur tous les points de la catholicité, à Vienne, à Cologne, à Madrid, à Lyon, à Dublin, à Smyrne, à Baltimore, partout, au fond des continents, dans les îles les plus lointaines, et jusque dans les missions du bout du monde, parlent avec Pie IX, en l'honneur de la Mère immaculée du Sauveur.

Puis Pie IX souffre, et aux Evêques se joignent les prêtres, les fidèles, les pauvres, les ouvriers, les petits enfants, pour assister le Vicaire du Christ dans son auguste indigence, pour offrir des prières, des ressources et du sang.

A l'image de Pie IX, les Evêques souffrent dans presque toutes les contrées de l'Europe, et l'écho de vos sympathies porte en tous lieux la gloire et l'émotion de tant d'épreuves. Le monde n'a jamais vu pareille union dans l'amour, ni pareille unanimité dans la doctrine. Nos ennemis même, quand ils touchent à l'Eglise, à Rome ou à Madrid, à Varsovie ou à Damas, à Turin ou au Japon,

sont surpris de ne pouvoir déchirer cette robe sans couture, et tous les centurions qui nous percent la poitrine de la lame de leurs glaives, s'en vont en murmurant tout bas : « Vraiment cette Eglise est la fille de Dieu ! »

On parle de nos divisions. Mais quand donc l'Eglise fut-elle moins divisée, plus unie, plus fidèle, plus fraternelle et plus filiale ? Il vous appartient bien, vous qui ne vous entendez sur rien et qui discutez sur tout, d'élever la voix contre elle. Non, les discussions entre nous, sur de libres opinions, n'entament en rien notre symbole. L'édifice de l'Eglise est si solide et si protégé que les pierres qui se détachent n'ébranlent pas la muraille et ne tuent personne. Le navire est si bien construit qu'il franchit tous les écueils et affronte toutes les mers. Faites le compte des apostasies et celui des conquêtes. Depuis trente ans, l'Eglise a perdu deux ou trois hommes, qui n'ont entraîné personne ; elle a reçu droit de cité dans de grandes nations ; Londres et Constantinople, New-York et Pékin entendent sonner nos cloches. Et vous voulez nous effrayer, et vous nous demandez d'être inquiets, et de trembler ! Non, non, notre confiance est inébranlable, parce que Celui qui a fait notre unité a vaincu le monde.

Et à côté de ce merveilleux spectacle d'unité dans la catholicité, mes frères, voyez-en un autre non moins consolant.

Le monde catholique entier sera là, à Rome, au Vatican, dans l'assemblée des Evêques. Ces hommes parleront une langue commune, la langue de la foi, dans laquelle ils s'entendront tous. Mais aucun d'eux n'oubliera la langue de la terre, ni qu'ils ont ici-bas une patrie.

Sans doute, dans l'assemblée des Pontifes du monde chrétien, point de patriotisme exclusif, étroit, vaniteux. Nous parlerons pour la race humaine tout entière, pour toutes les âmes qui, sous toutes les latitudes et sous tous les cieux, invoquent ou attendent Jésus-Christ !

Mais, cependant, nul ne peut oublier ce que son pays a pu et doit faire encore pour l'Eglise ; et personne ne m'en voudra, si moi, évêque français, je m'inspire de ces vieux évêques des Gau-

les qui ont tant fait pour la civilisation, en même temps que pour la religion, sur le sol de notre patrie!

Arrière donc ceux qui parlent de divorce entre la religion et les sociétés, entre l'Eglise et les patries!

Et qui donc pourrait abolir dans nos cœurs le souvenir de ce que la France te doit, ô Eglise de France, vraie fille aînée de la sainte Eglise catholique, et vraie mère de la France! Toi qui as pris notre race barbare et inculte, il y a quatorze cents ans, et qui l'as baptisée, illuminée, instruite, fondée: présidant à la naissance de l'autorité régulière, à la transmission des sciences et des lettres, à l'établissement des grandes et des petites écoles, à l'épanouissement de l'architecture et des arts, à l'organisation des métiers, à la protection et à l'élévation des pauvres, à l'égalité des droits, à la pureté des familles: pétrissant toute âme française d'honneur, de miséricorde et de justice, et offrant sur ce sol privilégié le modèle des pontifes dans saint Martin, le modèle des rois dans saint Louis, le modèle des guerriers dans Jeanne d'Arc et Bayard, le modèle des prêtres et des citoyens dans saint Vincent de Paul, le modèle enfin de toutes les conditions de la vie dans cette légion de saints français, dont nous portons les noms mêlés au nom de nos familles, et qui forment au-dessus de nos têtes une multitude de protecteurs, et comme une nuée imposante de glorieux témoins! *Tantum habentes impositam nubem testium!*

Tous ces grands souvenirs, mes très-chers Frères, se pressent dans mon âme au moment où je vais quitter la France. En me séparant d'elle, je sens mieux que je l'aime, et dans cette auguste assemblée, où toutes les nations seront représentées, au sein de cette Eglise catholique à la fois universelle et nationale, qui, comme l'astre du jour, baigne chaque sillon et tout l'ensemble de la terre des rayons d'une même lumière, non, je ne verrai point disparaître en mon âme mes sentiments patriotiques; je penserai à vous, ô mes chers diocésains, ô mes compatriotes, je porterai dans mon cœur et dans ma parole les vœux, les souffrances, l'honneur et l'amour de mon pays, et, à Rome, je me sentirai plus Evêque sans me sentir moins français.

Tel est l'esprit catholique, telles sont les pensées que les Evêques portent à Rome: lieu illustre et élevé, où les âmes s'élèvent encore. Oui, sur ces saintes hauteurs, un esprit plus large s'empare de l'homme et du prêtre, de plus vastes horizons s'ouvrent devant lui.

Dans le même récit du voyage de saint Paul, il est dit que ce vaillant cœur, en approchant de Rome, se sentait tout remué et partagé entre mille sentiments confus; mais des frères sortirent de Rome, ils allèrent à sa rencontre sur la voie Appienne, au delà de la tombe des Scipions, et il prit une confiance nouvelle ¹.

Comme saint Paul, chacun de nous, à la rencontre de ses frères, sur la route de Rome, se sentira aussi rassuré, fortifié, consolé, porté plus haut. L'air que l'on respire à Saint-Pierre est plus large et plus pur; *largior æther!* il semble tomber de ces hauteurs où nous voyons le Père celeste. Là, dans ce centre de l'unité et de la catholicité, tout est fait un et universel. Là on se sent citoyen du monde, en même temps que citoyen de la vie future. Et déjà quelque chose de l'éternité passe dans mes pensées. J'oublie les choses de l'heure qui s'envole, pour ne plus songer qu'aux devoirs supérieurs de mon ministère. Mes yeux se détournent de tout autre intérêt, et ils se fixent sur le ciel, sur l'avenir de la race humaine, sur cette sainte Eglise militante dont je suis le prêtre, et sur cette sainte Eglise triomphante, où je voudrais pouvoir porter avec moi, dans mes bras et sur mon cœur, tous ceux que j'ai connus, aimés, tous mes frères.

Croyez-le bien, mes très-chers Frères, les Evêques laisseront et déposeront, au moment de franchir le seuil du Vatican, toutes les divergences éphémères. Nul n'a jamais regardé le Concile comme un champ de bataille, ou comme une assemblée oratoire, un congrès, un tribunal humain! Les hommes qui se plaisent dans ces pauvres pensées n'ont jamais contemplé ton armée pacifique, ô Israël! Ils n'ont jamais habité sous tes tentes!

¹ Act., chap. xxvi, « Accepit fiduciam. »

L'Eglise n'est pas dans les laboratoires de la science, dans les théâtres de la polémique, ou dans le secret des cours. Elle est dans le tabernacle de l'autel, dans le pardon du tribunal sacré, dans la chaire et dans l'Evangile; elle est dans l'Evêque qui parle à son peuple, dans le Curé de village qui évangélise, dans le Missionnaire de la Chine et dans la Sœur de charité; elle est dans le *Credo* qui passe à travers les lèvres de l'enfant et les lèvres du mourant; elle est dans les vérités et dans les vertus, dans les secours invincibles dont Jésus-Christ sur la croix a fait jaillir la source intarissable pour toujours et pour tous. Ah! que mes paroles sont froides et desséchées, et qui pourra vous montrer le divin dans l'Eglise, au lieu du côté périssable et humain sur lequel nos yeux s'obstinent et se troublent! Je me sens inondé en ce moment des larmes intérieures et brûlantes que doit arracher à tout homme le sentiment de son impuissance, et surtout celui de sa misère morale, quand il entrevoit de loin, sans pouvoir la rendre, l'éblouissante clarté de la vérité et de la vertu, tombées sur le monde de cette croix que porte l'Eglise!

Il y a deux mois, les évêques d'Allemagne se sont rassemblés à Fulda, près de la tombe de ce moine illustre venu d'Angleterre, il y a onze cents ans, pour introduire la Germanie dans la civilisation chrétienne. Sans oublier leur Allemagne, ils ont su tenir un langage plein de douceur et de majesté, le vrai langage de l'Eglise catholique. J'aime à répéter avec eux que l'Eglise n'est point un parti, qu'elle veut vivre en paix avec les hommes, bénir partout, bénir toujours, n'ayant d'autres ennemis que les ennemis des nations, le vice et l'erreur. Unie plus que jamais à son Chef, au successeur direct du premier des Apôtres, elle ne sera ni divisée, ni précipitée, ni implacable.

Savez-vous, mes frères, qui lui dicte ses devoirs? Ce sont vos besoins.

La paix, voilà le besoin de toutes les âmes et de toutes les races. La paix, je vous le disais tout à l'heure, la paix dans la vérité, la paix dans la charité. Que demande la vérité? Qu'exige la charité? Voilà le programme et l'objet du Concile, et quand vous entendez dire que les Evêques s'occuperont des erreurs con-

temporaines et de l'état des sociétés modernes, cela ne veut pas dire autre chose.

II.

Les erreurs contemporaines, nul ne le peut nier, voilà la source des maux profonds de ce siècle.

Après quarante ans de sacerdoce et vingt ans d'épiscopat, mêlé de près aux hommes, aux événements, aux confidences, je connais mon temps et je ne le calomnierai pas si je dis qu'il a, non-obstant les lumières dont il est justement fier, ses ténèbres et ses défaillances.

Je ne viens pas sonder ici les plaies vives de notre époque : le Saint-Père l'a fait, lorsque, posant sa main sur le cœur de la société contemporaine, il a senti, à ses mouvements irréguliers et tumultueux, qu'elle était malade et qu'il fallait tenter un grand effort pour la guérir. Mais qui pourra se récrier si je dis que la grande cause de nos souffrances, ce sont nos erreurs?

Jamais, gardez-vous, mes Frères, de le croire, les grandes erreurs ne sont inoffensives. *Si votre œil est ténébreux*, a dit Notre-Seigneur, *tout votre corps est dans les ténèbres*; et vous allez de chute en chute, vous égarant à chaque pas.

Voilà pourquoi l'Eglise, ayant reçu de son divin Fondateur une mission de conservation et de salut, a reçu pour la remplir une mission de vérité.

La vérité est la lumière, la vérité est la voie, la vérité est la vie.

Nous périssons, individus ou peuples, quand nous ne sommes pas dans les conditions de la vérité.

Eh bien! sans parler ici directement de l'ordre politique et social, qui ressent les contre-coups de toutes nos déviations et de tous nos troubles, n'est-il pas vrai que ce siècle est en proie à un immense malaise, à une profonde incertitude, dans l'ordre intellectuel, moral et religieux?

Pourquoi? parce que, et c'est là sa plaie fatale et mortelle, il lui manque la lumière et la vie d'en haut.

Et la lumière et la vie d'en haut lui manquent, parce qu'il se

détourne de la source unique de ces biens, la sainte Eglise catholique, à qui Dieu en a confié le dépôt sacré sur la terre.

Et il s'en détourne, parce que des nuages l'ont voilée à ses yeux; parce que mille sophismes ont enveloppé l'atmosphère; parce que des préventions, des malentendus, venus de causes multiples, ont égaré les esprits et irrité les cœurs.

Ah! c'est là ce qui navre nos âmes, à nous, Evêques catholiques du dix-neuvième siècle, quand, sachant par la foi que toute vérité et toute charité sont dans l'Evangile, et par l'histoire ce que l'Eglise a fait pour la société, pour toutes les classes d'hommes, pour le peuple en particulier; ce qu'elle a mis de dignité, de justice, d'amour dans les institutions, les lois, les mœurs; ce que lui doivent les sciences, les arts, et cette superbe raison humaine elle-même, nous voyons cependant cette sainte Eglise de Jésus-Christ tellement méconnue, travestie, calomniée, qu'aujourd'hui c'est la haine qu'on est parvenu à souffler contre elle dans les cœurs d'une foule de nos contemporains, à tel point que la servir, et avec elle toutes les saintes causes qu'elle bénit et qu'elle protège, c'est une injure dans le langage de la presse quotidienne et de certaines assemblées populaires. Et en même temps qu'on cherche à consommer ce divorce ingrat et funeste entre les peuples et l'Eglise, d'autres, dans de plus hautes régions, le proclament nécessaire au nom d'une science révoltée et séparée. Voilà, mes très-chers Frères, ce qui fait aujourd'hui ma douleur profonde et me met au cœur, comme disait saint Paul, un continuel gémissement: *Continuus cordi dolor!*

Eh bien, c'est pour cela que l'Eglise s'assemble. Parce que des griefs sans cause, des haines injustes, des malentendus déplorables, éloignent d'elle ce siècle; et parce que, dans cet éloignement, la lumière et la vie d'en haut se retirent des hommes, et que les vérités ont diminué sur la terre, et que le torrent des erreurs menace tout.

Et comme, au moment des inondations, les hommes emportent ce qu'ils ont de plus précieux et se retirent sur les hauteurs, mettant d'abord en sûreté les semences, qui féconderont la terre après la retraite des eaux, de même les Evêques, pasteurs des

peuples, se réunissent, dans le lieu élevé et inaccessible aux flots de l'erreur, à Rome, pour déposer comme dans une arche d'alliance les tables de la loi sacrée. Et c'est là que, après la tourmente, quand les eaux écoulées laisseront apercevoir le sol bouleversé et peut-être couvert de ruines, les hommes qui auront échappé au cataclysme, viendront, pour ressemer leurs champs ravagés, redemander les germes féconds de l'avenir.

Aussi jamais œuvre ne fut plus obligatoire, et peut-être, malgré le puissant obstacle des malentendus et des préventions, plus facile.

Car cette lumière et cette vie d'en haut, que ce siècle ne veut pas recevoir de nous, nulle autre main ne les lui offre. Nulle doctrine, nulle force morale, nulle religion n'a surgi et ne surgira dans le monde pour prendre la place de l'antique christianisme.

Siècle grandiose, plutôt que grand, il a tout remué, tout cherché; et il souffre: voilà la vérité!

Ah! que d'âmes invoquent tout bas, par la voix de leurs souffrances, Celui qui a dit: « Venez à moi, vous tous qui êtes travaillés, et je vous reposerai! »

Combien d'intelligences lui crient, par la voix de leurs égarements: « *Iam advesperascit, mane nobiscum*: Le soir vient, il » fait sombre, demeurez avec nous! »

Combien, fatigués de leurs vains efforts, lui disent avec Pierre: « Seigneur, à quel autre irions-nous? Vous seul avez les paroles » de la vie éternelle. »

Ce monde viendra donc à nous, et il ne viendra qu'à nous. L'excès même des maux en prépare le remède; car l'expérience a ses salutaires enseignements, et on peut entrevoir, à plus d'une sinistre lueur, ce que le christianisme, disparu ou amoindri, laisserait dans une société sceptique, et ce qui des bas-fonds d'un peuple impie pourrait monter à la surface.

Ne marchons-nous pas déjà sur un sol semé de débris? D'autres siècles ont été plus éprouvés que le nôtre, aucun peut-être n'aura été semé de plus de vicissitudes, et témoin de plus d'écroulements. Sans doute, les enfants d'Adam ont toujours porté à tra-

vers la vie un esprit agité et un cœur inquiet. Mais, en ce siècle, les lois, les trônes, les sociétés, les sciences, les arts, les industries, les corps, la matière elle-même, sont entrés dans un mouvement qui est venu rendre plus vive encore et plus universelle l'agitation native des habitants de la terre. Gardons-nous de tout condamner pêle-mêle dans ce redoublement d'activité, dans cette marche en avant. J'ai comparé ce siècle au siècle du Concile de Trente, et j'ai trouvé les armées moins oppressives, les lois plus équitables, le clergé plus pur, les petits mieux protégés, les indigents mieux assistés, les esclaves affranchis. Je ne calomnie donc pas mon temps, quand je le nomme le siècle de l'agitation et du changement; et par une conséquence nécessaire, des bouleversements et des ruines.

Or, pendant que tout change, il importe que la vérité ne change pas. Plus le reste vacille et tombe, plus il importe qu'elle demeure stable, inébranlable, comme Celui de qui elle vient.

O vous, qui nous accusez d'être immuables, comme elle vous est bonne, notre immobilité! Que deviendriez-vous sans elle? Que deviendrait celui qui marche, si le sol marchait avec lui? Que professeraient les philosophes, si nous ne maintenions, au-dessus de tous les systèmes qui changent, avec les grandes croyances chrétiennes, le vrai, le grand patrimoine du genre humain, l'âme, Dieu, la vie future, le bien et le mal, la liberté, le salut? Que n'oseraient pas les législateurs, sans cesse occupés à remanier les lois et les défenses, si nous ne maintenions, au-dessus des régimes qui se succèdent, les grands principes de la charité, de la justice et de l'égalité chrétiennes? Que deviendraient les mœurs, submergées par l'inondation de la mauvaise presse, du mauvais théâtre et du mauvais exemple, si nous ne maintenions, au-dessus des écoles et des familles, ces préceptes forts, clairs et purs de la moralité chrétienne, qui usent peu à peu, comme la lime use le fer, les chaînes de la guerre, de l'esclavage et de la débauche, qui pèsent sur les hommes? Quel bonheur que l'Eglise ne change pas, encore une fois, pendant que tout change! Quel bonheur qu'elle ne fléchisse pas, pendant que tout est ébranlé! L'Eglise a le droit de porter un regard maternel, mais sévère,

sur les sociétés contemporaines; non pas seulement sur ceux qui souffrent et veulent se révolter, et auxquels elle doit dire avec Saint-Pierre: « Ne faites pas de la liberté le voile de votre malice et de vos cupidités; » mais encore, et avant tout, sur ceux qui jouissent et ne pensent pas à se réformer; et à tous elle peut dire: « Que deviendriez-vous sans moi? Vous vous amusez, vous vous enrichissez, vous vous querellez. Qu'advviendrait-il du monde, si, pendant vos folies, vos cupidités et vos batailles, je n'étais la source perpétuelle de la vertu, le refuge de l'honneur et du bon sens, le foyer permanent de la lumière, l'indestructible asile des vérités qui vous sauvent? Que pèseraient vos sciences, vos systèmes et vos industries, au milieu de l'océan du mal, pour abriter la pureté de vos filles, la tranquillité de vos derniers moments, et l'honneur du nom d'homme? Je demeure immobile, au même poste, depuis dix-neuf cents ans, en face de votre perpétuelle et malheureuse mobilité. Encore une fois, venez à moi, vous qui êtes fatigués; et qui donc n'est pas fatigué? »

Rappeler aux hommes les grandes vérités éternelles; les rendre, s'il se peut, encore plus claires et plus solides; défendre le dépôt sacré contre toute innovation, mais aussi contre tout affaiblissement: telle est la première mission du Concile, parce que tel est le premier besoin des hommes.

Le Concile en a une autre.

III.

Le Concile a un grand devoir à remplir au nom de la charité.

La vérité exige que nous ne changions jamais. La charité, si je l'ose dire, exige que nous changions toujours; je veux dire qu'elle sait prendre, comme la grâce, toutes les formes pour s'accommoder aux besoins des hommes et des temps. C'est pourquoi il y a un côté invariable et un côté variable dans la religion. Nos principes ne peuvent pas varier, nos procédés doivent varier. Nous avons à prêcher Dieu aux hommes, le même Dieu dans des langues diverses, le même Dieu à des peuples divers, le même

Dieu à des époques diverses. Malheur à nous, si nous trahissions Dieu et blessions la vérité ! Malheur à nous, si nous oublions la charité et blessions les âmes !

Quelles paroles à la fois sublimes, formidables et tendres, Notre-Seigneur Jésus-Christ n'a-t-il pas adressées ici à tous les prêtres, à tous les chrétiens ! « Je ne suis pas venu perdre les » âmes, mais les sauver. — Je suis le bon Pasteur. — Je n'ap- » pelle pas les justes, mais les pécheurs. — Je viens guérir les » malades ; les bien portants n'ont pas besoin de médecin. — Je » n'achève pas le roseau à demi rompu, je n'éteins pas la mè- » che qui fume encore. — Les pauvres sont évangélisés. — Si » vous êtes une pierre d'achoppement, un scandale, un obstacle, » pour un seul de ces petits, il vaudrait mieux qu'on vous jetât » à l'eau avec une pierre au cou. Vous demandez que le feu du » ciel tombe sur cette ville ! Vous ne savez pas de quel esprit » vous êtes ! »

Et ce qu'il disait, il le faisait. Quels trésors de charité et de mansuétude dans ce cœur ! quelle tendre et infatigable poursuite des pécheurs ! quel amour des âmes ! quel cri sur Jérusalem, quelles larmes : « Jérusalem, Jérusalem ! j'ai voulu rassembler tes » enfants comme la poule rassemble ses petits sous ses ailes !... »

Voilà les paroles et les exemples du Maître, et par conséquent les devoirs des disciples. Il faut, en quelque sorte, nous faire hommes ainsi que lui, nous revêtir de la chair et du sang de nos frères, afin de les attirer à lui. Nous sommes, comme Pierre et André, des bateliers sur le rivage, et nous avons, sans cesse, à orienter nos barques et à raccommoder nos filets, pour recommencer sans fin notre pêche, tantôt ici, tantôt là.

Nous sommes encore les ouvriers dans le champ du père de famille, et nous avons sans cesse à travailler le sol, et à jeter de nouveau la semence.

Jamais la moisson n'a été plus abondante.

Mais à ce siècle, qui a besoin de nous, et dont nous avons aussi besoin, il faut frayer les pas vers nous. Il faut que la charité prépare les voies à la vérité.

C'est-à-dire qu'il faut ouvrir à ce siècle nos bras, il faut sur-

tout lui ouvrir nos cœurs. Il nous écoutera, quand nous saurons lui parler.

Il ne s'agit pas de lui sacrifier une parcelle quelconque de l'éternelle vérité; il ne s'agit pas de concessions ou de complaisances indignes; il s'agit seulement de l'aimer, et en l'aimant, de le comprendre, de l'éclairer, de le relever, de l'amener doucement à la vérité.

Voilà ce que sait et veut l'Eglise; voilà ce qu'elle nous demande; voilà ce que fera le Concile.

Non, ne craignez pas, hommes de ce siècle. Sans doute, le Concile vous dira la vérité, la vérité tout entière; mais rien que la vérité: il ne songe en aucune sorte à vous imposer, sous le nom de la vérité, des fardeaux qui ne seraient ni dans la foi, ni dans la loi, et que vous ne pourriez pas porter.

Il ne condamnera, il n'insultera aucun des dons de Dieu aux hommes, même ceux dont ce siècle a abusé. Hélas! n'est-ce pas l'éternel malheur de l'homme d'abuser de ce qui est bon? N'y a-t-il pas eu sur la terre le despotisme, abus de l'autorité, l'illumineisme, abus de la raison, la licence, abus de la liberté? Et cependant la raison, l'autorité et la liberté sont des dons de Dieu. La religion ne veut que purifier ces dons, les élever, les ennoblir, les sauver de leurs propres excès.

On a dit que le Saint-Père, en ne convoquant pas expressément les Gouvernements au Concile, avait rompu avec les Etats. Non, il n'en était rien. Toutefois il ne s'agit pas tant au Concile de proclamer l'alliance avec *les Etats*, que l'alliance entre l'Eglise et la société: alliance toujours nécessaire et toujours possible; alliance qui dépend bien moins des lois que de l'esprit public; alliance qui est indispensable au bonheur de la société elle-même, comme à la paix de l'Eglise; mais alliance que l'on proclame vainement dans les traités et dans les actes publics, quand elle n'existe pas dans les âmes. C'est jusque-là, c'est jusqu'aux âmes qu'il faut donc aller, pour que cette alliance soit sérieuse, sincère et efficace; et voilà pourquoi l'Eglise avant tout veut parler aux âmes.

L'Eglise est une mère, et à côté de sa vigilance, de son auto-

rité, de sa souveraineté maternelle, elle a une tendresse invincible, une majesté sereine et aussi une souveraine sincérité. La charité débordera de son langage, le monde entier sentira dans ses paroles, avec une intelligence sérieuse et solide des intérêts et des besoins du temps actuel, avec une intelligence grave et affectueuse de ses maux, de ses véritables maux et de leurs véritables remèdes; il sentira, dans les Evêques, une charité à la fois paternelle et fraternelle, aussi forte que tendre, aussi généreuse que lumineuse, je l'ose dire, aussi intrépide que perspicace.

Voilà, nous le disons sans crainte d'être démenti par aucun d'eux, les sentiments que tous les Evêques portent au Concile, en ce qui touche la société contemporaine.

Et de plus, de ce lieu élevé du Vatican où ils seront, jetant leurs regards sur la terre entière, quel sérieux examen n'auront-ils pas à faire de l'état du monde et de l'action de l'Eglise dans le monde!

Depuis dix-huit siècles la vérité a rayonné sur l'univers; le niveau général du vrai, du beau, du bien s'est relevé admirablement sous la main de Jésus-Christ: la famille humaine tout entière respire plus librement, depuis que l'Evangile a paru parmi les hommes. Un soleil nouveau éclaire le monde moral dans son ensemble; car Dieu a parlé, et il n'est pas une créature qui n'ait reçu l'écho plus ou moins lointain de la voix divine, et sur les plus désespérés, l'espérance est tombée du ciel, avec le sang de Jésus-Christ, comme une rosée.

Mais pourtant, à considérer le règne de la vérité sur chaque âme, en particulier, et sur chaque point du monde, le spectacle est encore bien affligeant. Que de millions de créatures humaines à convertir au christianisme! Sur 400 millions de chrétiens, 150 millions sont en dehors de l'Eglise catholique visible, et l'incrédulité ou l'immoralité pèsent lourdement sur ces 400 millions d'hommes qui n'ignorent pas Jésus-Christ. Voilà la vérité sans phrase. Grand Dieu! vous connaissez vos élus, et ce qui reste pour votre partage!

Mais que les hommes ne fassent pas les fiers ou les dédaigneux! Si la religion occupe en apparence, après tant de temps,

une place si petite sur la carte du globe, la civilisation, la philosophie, ce qu'ils nomment le progrès, occupe une place plus petite encore et marche à pas plus lents: qu'ils regardent Londres et Paris! D'ailleurs nulle doctrine, je viens de le dire, nulle force morale, n'ont surgi depuis le christianisme. Nulle doctrine, nulle religion, ne peuvent l'égaliser ou l'imiter même de loin. Sans doute le christianisme n'éclaire pas encore partout, mais il n'y a pas d'autre lumière.

Mais nous, apôtres de la foi, soyons humbles à notre tour, et regardons en face les devoirs de notre mission.

Pour moi, je suis, je vous l'avoue, mes Frères, bien plus occupé de répandre la vérité que de la discuter. Après dix-neuf siècles, le monde intellectuel et le monde moral sont fondés. Nous ne parlons pas en vain de la durée de l'Eglise et du prodigieux spectacle de sa perpétuité. Qui donc lui donne le temps pour serviteur, si ce n'est Dieu? Mais comment n'a-t-elle pas encore tout l'espace, si ce n'est surtout à cause de l'infirmité de nos vertus? Eh bien! voilà de nouvelles forces, les distances n'existent plus, les continents se rapprochent, les mers se communiquent, les isthmes s'ouvrent, et les transports s'accélèrent sous nos pas.... Quelle tristesse, quelle honte, si ce siècle restait le siècle de la polémique et de la peur, au lieu d'être le temps de l'espérance et de l'apostolat!

Sortons de l'Europe et des petites querelles de l'Europe. Changeons, élargissons nos horizons. En face de huit cents millions d'hommes à convertir, soulever des discussions violentes et superflues, se quereller sur les formes variables des Gouvernements, c'est perdre son temps et sa peine. Gémir, condamner, multiplier les malédictions, en ces temps de faible foi, ce n'est pas assez. A l'œuvre! Tâchons de vaincre le mal par le bien, l'égoïsme par la charité, l'ignorance par le savoir, les préjugés antichrétiens par les vraies lumières chrétiennes, les vices et les haines par la sainteté. Un Concile est une veillée des armes, et comme une nouvelle Pentecôte avant la séparation des Apôtres, partant pour la conquête spirituelle du monde. Reprenons dans des mains encore plus zélées l'Evangile et la Croix, pour les porter aux

païens ignorants, aux Protestants éloignés de nous et dont un grand nombre regardent vers nous, aux Grecs séparés depuis tant de temps pour si peu, aux impies orgueilleux, à tant d'hommes que le malheur des temps a éloignés de Jésus-Christ, aux pauvres gens trompés qui haïssent l'Eglise qu'ils devraient bénir: ne parlons pas toujours de ceux qui sont dans les ténèbres, sans nous souvenir que ces ténèbres, nous aurions peut-être pu, avec plus de lumière et d'ardeur, les dissiper!

L'histoire est comme un cinquième Evangile que nous ne devons pas cesser de méditer. Elle nous apprend quels furent les moments où l'Eglise a converti les hommes, et quels furent les moments où elle n'eut plus la même puissance de les convertir.

Comment s'y prenaient les Apôtres? Par la foi, l'amour, la charité, la parole et la sainteté. Je n'en dis pas davantage: c'est avec cet immortel souvenir qu'il nous faudra nous consulter les uns les autres, et chercher, au Concile, en face des incroyants, des protestants, des grecs, des musulmans, des bouddhistes, des païens, et de la multitude des créatures qui n'existent pas encore, ce que nous avons à faire de mieux, pour parler aux âmes, sans sacrifier une parcelle de la vérité, la langue qui peut leur convenir, et les conduire à Dieu; et en réformant nos mœurs, nos coutumes, nos procédés, notre éducation, toute cette partie de nos institutions qu'il convient d'adapter, avec une charité infinie, aux besoins spirituels des pauvres hommes.

En un mot, *Affirmation inébranlable des doctrines qu'il faut croire — Recherche intelligente des meilleurs moyens de les faire croire — Vérité — Charité*; dans le but d'apporter au monde la Paix, la paix des esprits, la paix des cœurs, le retour à l'Evangile et à Dieu: voilà nos devoirs, tels que je les comprends.

Je vous demande, ô mon Dieu, de commencer par les pratiquer moi-même.

D'avance obéissant, et obéissant jusqu'à la mort, j'adhère aux décisions du Chef de l'Eglise et du Concile; j'y adhère du

fond du cœur et de toute mon âme, quelles que soient ces décisions, conformes ou contraires, je l'ai dit et je le répète, à ma pensée particulière ; qu'elles viennent la confirmer ou la contredire. Que vient-on me parler ici de contrainte, de pression, de manœuvres humaines ? Nous sommes tous des hommes, et, dans ce Concile comme dans tous les autres, les imperfections humaines auront leur part. Mais notre croyance est précisément que le Saint-Esprit dirige, façonne, consume ces imperfections, et les tourne au service de la vérité. Nul n'est catholique sans cette foi qui est la mienne, et voilà pourquoi d'avance j'adhère, je suis soumis ; et je suis heureux d'adhérer, joyeux de me soumettre. Après avoir combattu librement, travaillé fortement, agi courageusement, la soumission sera notre victoire, et vous nous ferez à tous la grâce, ô mon Dieu, de trouver la paix dans la foi et la joie dans l'obéissance. Car notre victoire, c'est notre foi. *Hæc est victoria, fides nostra.* — Et la nation des justes n'est jamais qu'obéissance et amour. *Natio justorum obedientia et dilectio.*

Ce que je crois mon devoir sera de le faire croire, et vous nous ferez aussi la grâce, ô mon Dieu, de trouver les voies de la persuasion, l'onction qui touche les cœurs, ramène les égarés, fait briller la vérité d'un éclat doux et vainqueur, sans la ternir par nos défauts et la rendre pénible à nos frères.

Descendez sur nos travaux, Esprit de lumière, de sagesse et d'amour, qui avez transformé le cœur des Apôtres, armé leur parole, aguerri leur vaillance, cimenté leur union fraternelle. Rendez-nous courageux comme Pierre, éloquents comme Paul, tendres comme Jean, fidèles comme Philippe, André, Jacques et leurs frères. Donnez-nous quelque chose de ce cœur de mère qui brûlait en Marie au Cénacle. Inspirez-nous pour le Successeur de saint Pierre le plus profond, le plus filial attachement. Faites de vos faibles enfants les héritiers des saints, les bienfaiteurs des hommes, les serviteurs de l'immuable et adorable Vérité !

Et vous, mes frères, priez, afin que ce que vos Evêques vont décider serve à diriger vers le Ciel, par des voies lumineuses et pures, et vous-mêmes, et tous nos frères séparés, et tous les

hommes qui ne croient pas encore, et les arrière-petits enfants
des petits enfants qui vivent aujourd'hui.

A ces causes (*omissis*).

Donné à Orléans, sous notre seing, notre sceau et le contre-
seing du Secrétaire général de notre Evêché, le 10 novembre mil
huit cent soixante-neuf.

† Félix, évêque d'Orléans.

Par mandement:

Jacotte, chanoine, chancelier.

CCLXIII:

(11 novembre 1869).

Il suddetto, in una lettera indirizzata al clero della sua diocesi col titolo « Observations sur la controverse soulevée relativement à la définition de l'infailibilité au prochain Concile, » riassume tutte le obiezioni contro l'opportunità della definizione dell'infailibilità pontificia, e accusa l'UNIVERS e la CIVILTÀ CATTOLICA d'aver suscitata con somma imprudenza la controversia su tal definizione.

Messieurs,

En m'adressant vos adieux et vos vœux, avant mon départ pour Rome, vous m'avez dit les inquiétudes et le trouble que répandent autour de vous, parmi les fidèles, les violentes polémiques soulevées dans les journaux relativement au futur Concile, et en particulier touchant la définition de l'infailibilité du Pape.

Ces inquiétudes, je les ai comprises.

Il s'agit ici du Saint-Père et de ses privilèges, c'est-à-dire de ce qui parle le plus au cœur catholique. Il est naturel à la piété filiale de vouloir orner un père de tous les dons, de toutes les prérogatives; et combien il est pénible à des fils d'entendre discuter, là où il leur serait doux, au contraire, de voir acclamer ce qu'ils considèrent comme l'honneur et la gloire de leur père.

Des polémiques sur l'infailibilité du Souverain-Pontife devaient donc inévitablement susciter dans les âmes ces deux sentiments, tous deux respectables.

Mais, si douces et si chères que soient les suggestions de l'amour filial, il y a, Messieurs, vous le sentez, dans une question aussi délicate que la proclamation d'un dogme, autre chose à considérer et à écouter que les élans du sentiment. Il y a les raisons pour et contre, qui ont pu, dans une question non définie, partager de grands esprits: il y a, de plus, les intérêts même du Père vénéré et chéri qu'on voudrait exalter, et qu'on pourrait

compromettre: il y a surtout les intérêts de l'Eglise, qui sont avant tout les siens: il y a enfin l'intérêt sacré des âmes, l'état des esprits contemporains, dont il faut bien aussi tenir compte: il y a, en un mot, à côté des avantages qu'on croirait voir, les inconvénients, qu'il convient de peser mûrement et gravement. Voilà, Messieurs, ce qui ne doit pas s'oublier, si on ne veut point s'exposer, malgré les meilleures intentions, à mêler, sans le vouloir, la querelle à l'amour, et faire d'une question de théologie une question d'enthousiasme ou de colère.

A Dieu ne plaise, Messieurs, que je veuille contrister un seul de mes vénérables Frères dans l'épiscopat! S'il n'y avait que des Evêques qui eussent exprimé ici leurs pensées d'après les inspirations de leur conscience, j'aurais gardé le silence, et écouté avec respect des discussions respectueuses, sans contredire ni leurs doctrines pour ou contre la question, ni leurs vues pour ou contre l'opportunité. Sans vouloir juger ici aucune conduite, telle eût été la mienne. Et si, plus tard, au Concile, j'avais été appelé à me prononcer entre eux, je l'aurais fait, pour ma part, dans la simplicité de ma conscience, dans la vérité et la charité de mon âme.

Mais il n'en a pas été ainsi, il s'en faut; et la question, jetée d'une tout autre manière dans le public, a produit dans les âmes les inquiétudes que vous m'avez exposées, et sur lesquelles, ainsi que je vous l'ai promis, je me fais un devoir de vous dire maintenant ma pensée.

Mais, auparavant, je dois rappeler ce qui s'est dit, ce qui s'est fait jusqu'ici, et où la question en est à ce moment.

I.

Ce que je commencerai par vous faire remarquer, Messieurs, c'est qu'une telle question regardait le Concile, et aurait dû n'être traitée que par lui.

Malheureusement des journalistes intempérants n'ont pas réservé ce soin à la future assemblée de l'Eglise. Forçant les portes du Concile, avant même et longtemps avant qu'il pût être

réuni, ils se sont hâtés d'ouvrir les débats sur un des sujets théologiques les plus délicats, et d'annoncer à l'avance en quel sens le Concile déciderait et devait décider. C'était un effort pour créer dans l'opinion un courant favorable à leurs désirs, et pour peser, de tout le poids de cette opinion préjudicielle, sur les Evêques assemblés.

Dois-je aller jusqu'à mentionner ici les pieuses industries qui ont été imaginées dans le même but? On a été jusqu'à distribuer dans les rues, je l'ai vu, il y a deux ans, et on n'a pas cessé de le faire depuis, des milliers de petites feuilles imprimées, contenant le vœu de croire à l'infailibilité personnelle et séparée du Pape. On les faisait signer à de bons fidèles, dont beaucoup, assurément, n'étaient guère théologiens, et n'entendaient certes pas le premier mot de la question ¹.

Deux journaux surtout, la *Civiltà cattolica* et l'*Univers*, ont pris ici la plus étonnante des initiatives. Tandis que le Saint-Père imposait un prudent et rigoureux silence aux consultants des Congrégations romaines chargés des travaux préparatoires au Concile, ils n'ont pas craint de livrer au public les questions qui, selon eux, doivent être agitées et résolues par la future Assemblée. Ils ont annoncé, en particulier, que la question de l'infailibilité personnelle du Pape y serait définie: bien plus, qu'elle serait définie par acclamation.

Cette délicate question ayant été ainsi soulevée, et jetée dans la rue et dans la presse, un Prélat belge, mon saint ami, Mgr Dechamps, récemment nommé archevêque de Malines, a publié un écrit spécial sous ce titre: *Est-il opportun de définir dans le prochain Concile l'infailibilité du Pape?* et il a répondu affirmativement. Déjà, dans un premier écrit, le nouvel archevêque de Westminster, le pieux et éloquent Mgr Manning, avait traité la même question, au même point de vue, et en a traité depuis, plus expressément encore, dans une seconde lettre à ses diocé-

¹ Il y a certaines villes où des laïques ont pris l'initiative vis-à-vis de leurs curés, et sont allés leur demander de signer, soit le vœu de croire à l'infailibilité, soit des pétitions sur ce sujet pour le Concile.

sains. Les journaux anglais, catholiques et protestants, ont pris une part active à la controverse.

D'un autre côté, les Evêques allemands réunis à Fulda, le *Mémorial diplomatique* l'annonçait il y a quelques jours, outre cette lettre si pleine de mesure, d'élévation et de gravité, que toute l'Europe a admirée, ont adressé au Souverain-Pontife, mais sans le livrer à l'avidité publicitaire des journaux, un Mémoire pour lui demander de ne permettre pas que la question de son infailibilité personnelle fût posée au prochain Concile.

Les choses en étaient là quand la controverse s'est réveillée en France entre plusieurs de nos vénérés collègues. Malheureusement les journaux s'en sont immédiatement emparés avec une ardeur extrême: la prompte et vive simultanéité des attaques a ému le public; une certaine presse, sous les yeux de laquelle s'agitait ce débat, s'en est tristement égayée, et des publicistes connus se sont moqués de ce qu'ils appelaient *la guerre sainte*.

Enfin, d'autres écrivains, laïques ou ecclésiastiques, en France, en Angleterre et en Allemagne, suivant l'exemple qui leur avait été donné, ont rompu le silence et exprimé à leur tour leurs opinions et leurs craintes.

Il était difficile, devant ce spectacle, de ne pas se dire: Si la question se traite déjà de la sorte devant le public, que sera-ce, si elle vient à être introduite au Concile? Et il était impossible de ne pas sentir, une fois de plus, le tort grave des journalistes qui, les premiers, ont soulevé, avec une suprême indiscretion, une question de cette nature.

La question, en effet, est très-grave. Car il s'agirait de proclamer un dogme nouveau, le dogme de l'infailibilité personnelle et séparée du Pape.

Nous disons dogme nouveau, non pas en ce sens, vous le comprenez, Messieurs, qu'un dogme serait créé par le Concile: l'Eglise ne crée pas les dogmes, elle les déclare; et il ne faut pas ici d'équivoque. Je dis dogme nouveau en ce sens que jamais, depuis dix-huit siècles, les fidèles ne furent tenus, sous peine de cesser d'être catholiques, à croire ainsi.

Il s'agirait donc d'obliger désormais tous les catholiques à

croire, sous peine d'anathème, que le Pape est infaillible, même, je me sers des propres expressions de Mgr l'archevêque de Westminster, quand il prononce seul, « EN DEHORS DU CORPS ÉPISCOPAL, RÉUNI OU DISPERSÉ; » et qu'il peut définir les dogmes seul, « SÉPARÉMENT, INDÉPENDAMMENT DE L'ÉPISCOPAT¹; » sans aucun concours exprès ou tacite, antécédent ou subséquent des Evêques.

Or ce n'est pas là, on le voit, un dogme spéculatif: c'est une prérogative qui aurait, dans la réalité pratique, les plus sérieuses conséquences.

Telle est la question, que nous voyons chaque matin traitée et tranchée, par un journalisme téméraire, avec la plus étrange liberté.

Plusieurs, du reste, la traitent de telle sorte, qu'à leurs yeux, il n'y a là aucune difficulté. Il suffit pour cela, dit l'un d'eux, de savoir son catéchisme. Bossuet, apparemment, ne le savait pas; ni Fénelon, qui entendait l'infailibilité autrement que Bellarmin; ni même Bellarmin, qui ne s'accorde pas de tout point ici avec d'autres théologiens romains. A entendre ces journalistes, la proclamation du dogme de l'infailibilité du Pape est si nécessaire, si facile et si certaine, que le Concile n'aura même pas à examiner; et douter un instant de sa décision, ce serait lui faire injure: ce serait aussi se montrer suspect, à tout le moins, d'un bien tiède dévouement pour l'Eglise et pour le Pape.

C'est ce qu'ils disent, et avec de tels outrages pour ceux qui ne pensent pas comme eux, qu'en vérité il n'y a plus de limites, et le débat s'envenime étrangement.

Cependant tout le monde ignore absolument ce que jugera bon de faire ou de ne pas faire sur ce point le Concile, qui n'existe pas encore.

Mais en attendant, Messieurs, ces excès de la controverse troublent les fidèles, et les jettent dans la situation évidemment dangereuse que vous m'avez dite. Car, si le Concile vient à juger

¹ Lettre pastorale de Mgr Manning sur le « Concile œcuménique et l'infailibilité du Pontife romain. — Postscriptum. »

convenable de ne pas suivre la ligne qu'on lui trace si impérativement, ne paraîtra-t-il pas à plusieurs avoir manqué à son devoir? On affirme, et avec raison, que les Evêques auront au Concile une pleine et entière liberté. Mais vraiment quelle liberté leur laissent, dès à présent, de telles discussions, menées de cette façon par le journalisme? A la manière dont ils poursuivent ce débat, ne semblent-ils pas dénoncer à l'avance comme des schismatiques ou des hérétiques, ceux qui se permettront d'être d'un sentiment contraire?

Ce sont là, Messieurs, des réflexions de sens commun, qui m'ont été exposées, de vive voix et par écrit, non-seulement par vous-mêmes, mais bien des fois déjà par une foule d'esprits, et des meilleurs, et des plus chrétiens, que ces polémiques, autour de moi ou loin de moi, préoccupent et agitent.

J'ai attendu beaucoup avant de me résoudre à prendre la parole sur un tel sujet. Vous m'y avez décidé, Messieurs. Je m'inquiétais en effet, non pas de savoir si certains hommes suspecteront plus ou moins et calomnieront mon zèle pour le Pape et pour l'Eglise, mais de ce que j'avais à faire pour servir comme je le dois ces causes si chères. J'ai examiné, longuement, sous toutes ses faces, et surtout au point de vue pratique, la question discutée dans les journaux. J'y ai vu, pour ma part, des difficultés de plus d'une sorte, et qui doivent, ce me semble, frapper ceux même qui sont le plus convaincus, théologiquement, de l'infailibilité pontificale.

Je n'ai certes aucun goût à me jeter dans une mêlée si violente. Je gémis de la controverse qui s'agite devant le public, et si j'écris, ce n'est pas pour l'irriter, mais plutôt pour la calmer, et même, s'il se pouvait, la supprimer; car, pour moi, je la crois très-inopportune, très-regrettable pour le Saint-Siège lui-même; et les querelles qui viennent d'avoir lieu n'ont fait qu'ajouter à ma conviction, déjà ancienne, sur cette inopportunité.

Ce sont ces difficultés que, — sans toucher au fond même de la question théologique, — je voudrais exposer simplement dans cet écrit.

Je ne discute pas l'infailibilité, mais l'opportunité. Et du reste, les vues que je présenterai ici ne me sont pas personnelles. Je m'en suis entretenu souvent avec un grand nombre de mes vénérés Collègues, de France et d'ailleurs; et ces raisons nous ont paru si graves, à eux comme à moi, qu'à tout le moins sont-elles de nature à faire réfléchir la presse religieuse, et à lui persuader enfin de réserver aux Evêques de si délicates discussions.

II.

Ces débats, je vous l'ai dit, Messieurs, ne m'ont pas moins étonné, qu'attristé. Car enfin, avant cette ingérence et ces éclats d'une certaine presse, la question n'était pas posée. Le silence s'était fait, grâce à Dieu, sur des querelles qu'il vaut mieux, je l'ai toujours pensée, oublier que raviver. Jamais l'autorité du Saint-Père n'avait été plus respectée dans l'Eglise, ni sa parole mieux écoutée. Jamais les Evêques n'avaient été plus empressés à se serrer autour de la chaire pontificale, accourant, non pas même sur un ordre, mais sur un simple désir du Pape, des extrémités du monde, au centre de la catholicité.

En quoi donc le Concile pouvait-il être une occasion de provoquer des controverses sur les prérogatives pontificales? Est-ce dans ce but, est-ce pour se faire déclarer infallible, que le Saint-Père a voulu assembler les Evêques du monde entier? La définition de l'infailibilité personnelle est-elle entrée pour quelque chose dans les motifs et les causes de la convocation du Concile? Pas le moins du monde.

Quand le Pape Pie IX annonça, dans deux allocutions célèbres, aux Evêques rassemblées à Rome en 1867, son projet de convoquer un Concile oecuménique, il ne dit pas un mot de la nécessité ou de l'utilité de faire ériger en dogme de foi par la future assemblée son infailibilité personnelle.

Et les cinq cents Evêques, réunis alors à Rome, dans leur adresse au Saint-Père, en réponse à cette communication, ne dirent pas non plus un seul mot de cette question.

Enfin, dans la bulle d'indiction, où le Saint-Père a tracé si largement, et avec un si grand langage, le programme du futur Concile, il ne fut de même nullement parlé de son infaillibilité personnelle.

Non, nulle part, dans aucun des actes du Saint-Père, cette préoccupation de grandir son autorité au moyen du Concile et à la faveur de ce respect dont le monde entoure ses vertus et ses malheurs, n'apparaît un seul instant.

Vous le savez, Messieurs, ce sont d'autres et bien grands buts que le Vicaire de Jésus-Christ assigne à l'Assemblée des représentants de l'Eglise catholique.

« Porter remède aux maux du siècle présent dans l'Eglise » et la société, » voilà pourquoi le Pape a convoqué le Concile ; et de là, certes, que de questions posées par les temps nouveaux, et par la crise actuelle ! On se demande de toutes parts avec anxiété si, à une époque aussi incertaine — où d'un moment à l'autre peuvent surgir des événements capables de dissoudre le Concile avant qu'il ait achevé son œuvre, — les Evêques auront même le temps de les traiter.

Et c'est au milieu de tant d'urgentes et nécessaires questions qu'on voudrait tout à coup en jeter une, nouvelle, imprévue, inattendue, d'une solution difficile assurément, et pleine d'orages ! et que l'on s'exposerait, en suivant la voie tracée par les journalistes, au lieu de ce magnifique spectacle d'union que le monde attend de nous, à en donner un tout contraire !

Hélas ! on peut prévoir déjà, à l'âpreté de ces débats préliminaires, ce que cette question, si on l'y portait, pourrait soulever de discussions au sein du Concile !

Mais pourquoi l'y porter ? Est-ce que la nécessité y force ? Est-ce que les périls du temps l'imposent ?

Non. Mais j'entends dire qu'il s'agit ici d'un principe.

D'un principe ? Eh quoi ! répondrai-je à mon tour, ce principe, si c'en est un, est-il donc nécessaire à la vie de l'Eglise, qu'il devienne dogme de foi ? Comment alors expliquez-vous que l'Eglise ait vécu dix-huit siècles, sans que ce principe essentiel à sa vie ait été défini ? Comment expliquez-vous qu'elle

ait formulé toute sa doctrine, produit tous ses docteurs, condamné toutes les hérésies, sans cette définition? De nécessité, il n'y en a évidemment aucune ici, et la solution de cette question n'est pas plus indispensable qu'elle n'était réclamée.

La raison, d'ailleurs, en est simple. L'Eglise est infaillible, et l'infailibilité de l'Eglise suffit à tout jusqu'à cette heure. Craignez-vous qu'à l'avenir elle devienne insuffisante, et vous flatteriez-vous que ceux qui ne voudront pas croire à l'infailibilité de l'Eglise unie au Pape croiront plus facilement à l'infailibilité personnelle et séparée du Pape?

Est-ce qu'il y a dans l'Eglise catholique un doute sur l'infailibilité de l'Eglise? Est-ce qu'ici tous ne sont pas d'accord? Est-ce que le moindre fidèle ne se sait pas en communion avec son Pasteur, qui est en communion avec son Evêque, qui est en communion avec le Pape? Est-ce que cela ne suffit pas pleinement à la sécurité de notre foi? et dans cet accord merveilleux de témoignages, les fidèles n'ont-ils pas tous une sûre garantie contre l'erreur?

Craignez-vous que l'Eglise ne puisse plus vivre à l'avenir sur les mêmes bases qui l'ont soutenue dans un passé de dix-neuf siècles?

Que parlez-vous donc de la nécessité de faire dans un Concile une définition nouvelle sur la règle de la foi, et de constituer dogmatiquement une nouvelle règle de foi? Quoi! c'est en notre siècle qu'il devient nécessaire de venir mettre cela en question, de toucher à ce principe constitutif, à ce ressort principal de la vie de l'Eglise! Nous aurions été constitués durant tant de siècles d'une façon défectueuse ou incomplète!

Après dix-huit cent soixante-dix années d'enseignement, il faut qu'on en vienne à se demander, dans un Concile, qui a le droit d'enseigner infailliblement! Et cela à la face du monde incrédule et protestant qui nous regarde! Non, laissons là ces questions que rien n'appelle. Que des publicistes téméraires n'aillent pas, avant l'heure, étonner et désorienter le bon sens des fidèles par des controverses violentes, qui semblent vouloir imposer d'avance ces questions aux Evêques. Pour moi, Messieurs,

ma pensée, en la soumettant à mes vénérés Collègues, est formelle sur ce point. Quand le chêne est vingt fois séculaire, creuser, pour chercher le gland originaire sous ses racines, c'est vouloir ébranler l'arbre entier!

III.

Mais n'y a-t-il pas déjà, Messieurs, des précédents décisifs pour cette question d'opportunité qui nous occupe? Je rappellerai d'abord la sage conduite du Concile de Trente et du pape Pie IV.

Au fond, du temps du Concile de Trente, la question qui passionna si vivement les esprits, et fut même sur le point d'amener la dissolution du Concile, c'était, sous une autre forme, car les questions ne reviennent jamais absolument sous les mêmes formes, celle-là même dont nous traitons ici.

Comment oublier avec quelle sagesse le Saint-Siège sut écarter le péril de ces controverses en écartant le débat?

Pie IV, à la fin, voyant combien les esprits étaient émus, écrivit à ses Légats pour leur ordonner de retirer le sujet du litige, et déclara qu'il ne fallait rien traiter qui pût provoquer des discussions orageuses et jeter de la division parmi les Evêques. Il posa cette règle si sage qu'il ne fallait rien décider que de leur consentement unanime: *Ne definirentur, nisi ea, de quibus inter Patres unanimi consensione constaret*¹.

Le Concile comprit qu'il avait autre chose à faire, devant les erreurs du temps, que d'ériger en dogmes des opinions, si respectables qu'elles fussent, mais controversées parmi les docteurs, et de flétrir des théologiens catholiques. Et la discussion fut mise de côté, sans dommage aucun pour l'Eglise.

Je me souviens très-bien, et plus d'un Evêque présent à Rome en 1867. peut se le rappeler, qu'une des plus sérieuses préoccupations de Pie IX, avant de se décider à convoquer le Concile du Vatican, c'était qu'il n'y surgît quelque question de nature

¹ Voir ce récit dans Pallavicini, l. XIX, ch. XV, et ailleurs encore.

à provoquer des discussions orageuses et des divisions dans l'Épiscopat. Mais le Pape se souvint de la conduite si sage du Concile de Trente et de Pie IV, et, sur l'espoir qu'on ne l'oublierait pas au futur Concile, il passa outre.

Est-ce qu'on penserait que, pour soulever et trancher une question aussi délicate que celle de la définition dogmatique annoncée, nous sommes aujourd'hui en des temps plus favorables que ceux du Concile de Trente; et que nous vivons à une époque de foi plus vive, et de plus générale soumission à l'Eglise?

Un autre précédent de sagesse et de modération qu'il faut rappeler ici, c'est la conduite du pape Innocent VI à l'égard de Bossuet. Quand Bossuet écrivit son *Exposition de la doctrine catholique*, après avoir, à l'article de l'autorité du Saint-Siège, établi fortement la primauté de droit divin, la primauté d'honneur et de juridiction de saint Pierre, et des Papes ses successeurs, il passa sous silence, expressément et à dessein, la question de l'infailibilité pontificale.

« Quant aux choses dont on sait qu'on dispute dans les écolles, quoique les Ministres ne cessent pas de les alléguer *pour rendre cette puissance odieuse*, il n'est pas nécessaire d'en parler ici, puisqu'elles ne sont pas *de la foi catholique*. »

Ce silence réfléchi et calculé à l'endroit de l'infailibilité du Pape empêcha-t-il Innocent XI d'approuver l'ouvrage? Bien loin de là; car ce saint Pape adressa à Bossuet deux brefs, dans lesquels *il le félicitait d'avoir écrit ce livre avec une méthode et une sagesse bien propres à ramener les hérétiques dans la voie du salut, et à procurer à l'Eglise les plus grands biens pour la propagation de la foi orthodoxe*.

Bossuet, d'ailleurs, en écartant avec soin, dans la pensée si sagement exprimée par Innocent XI, le point controversé, n'avait fait qu'imiter le Catéchisme du Concile de Trente. J'ai lu et relu ce grand Catéchisme, composé, sur l'ordre du saint Concile et des Souverains Pontifes, par les plus célèbres théologiens romains: je l'ai lu, avec la pensée expresse de chercher s'il parlait, oui ou non, de l'infailibilité du Pape, et j'ai constaté qu'il n'en dit pas un seul mot. — Et il n'en est pas question non

plus dans la solennelle profession de foi, dressée par l'ordre de Pie IV et insérée au Pontifical romain.

Enfin, pourquoi ne citerions-nous pas ici l'exemple du vénéré Pie IX lui-même? On sait qu'il y a deux ans environ, en 1867, cent quatre-vingt-huit ministres anglicans lui écrivirent pour lui témoigner de leur bonne volonté, et lui demander les bases possibles de l'union: que fit le Très-Saint Père? Dans une réponse pleine de charité et de sagesse, il parla de l'autorité de l'Eglise, il parla de la suprématie du Pape; mais il ne parla pas de son infaillibilité.

Et c'est quand le Saint-Père, dans l'inspiration de son noble et pacifique cœur, donne de tels exemples de modération et de sagesse, que des journalistes, en s'abritant derrière le nom vénéré qu'ils profanent dans de semblables luttes, ont entrepris, à force d'affirmations tranchantes, de peser sur l'opinion publique, tandis que, du même coup, comme s'ils voulaient intimider les Evêques et leur fermer la bouche, ils tiennent suspendues au-dessus de leurs têtes des insultes et des attaques pleines de violence et de fiel.

Je puis leur dire: Vous ne connaissez ni Pie IX, ni l'Episcopat.

IV.

Nous parlions de nos frères des communions séparées. C'est en effet quand on se place à leur point de vue, que la question d'une définition de l'infaillibilité personnelle du Pape paraît surtout grave et périlleuse.

Qu'on y songe: il y a 75 millions de chrétiens orientaux séparés; il y a près de 90 millions de protestants de toutes nuances.

Certes, s'il est un intérêt suprême pour l'Eglise, un vœu ardent de tous cœurs vraiment catholiques, c'est bien le retour à l'unité de tant de frères sortis du giron de la même mère, et aujourd'hui éloignés de nous. Voilà la grande cause pour laquelle il faudrait être prêts, tous, à donner son sang, et trembler à la seule pensée de ce qui pourrait la mettre en péril.

Aussi quelles invitations pressantes du Saint-Père aux Eglises orientales! Quel appel aux Communions protestantes!

Eh bien, qu'est-ce qui sépare de nous les Orientaux? La suprématie du Pape. Ils ne veulent pas la reconnaître comme de droit divin. C'est le point sur lequel on n'a jamais pu, ni après Lyon, ni après Florence, les décider sérieusement, efficacement, et amener un retour durable.

Et voilà qu'à cette difficulté, insurmontable jusqu'à ce jour, qui les tient depuis neuf siècles séparés de l'Eglise et de nous, on voudrait ajouter une difficulté nouvelle et beaucoup plus grande, élever entre eux et nous une barrière qui n'a jamais existé, en un mot, leur imposer un dogme dont on ne leur parla jamais, les menaçant, s'ils ne l'acceptent pas, d'un nouvel anathème!

Car ce n'est plus seulement la primauté de juridiction qu'ils devront reconnaître, c'est l'infailibilité personnelle du Pape, » EN DEHORS ET SÉPARÉMENT DU CORPS ÉPISCOPAL ¹. »

Se pourrait-il, je le demande, — et ici je répète simplement ce que le bon sens a déjà inspiré à ceux qui ont voulu y réfléchir, — se pourrait-il, vis-à-vis des Eglises orientales séparées, rien de plus contradictoire qu'une telle conduite, et de moins persuasif qu'un tel langage: « Nous vous invitons à profiter de la grande occasion du Concile œcuménique, pour vous expliquer et vous entendre avec nous. Mais voici auparavant ce que nous allons faire: élever un nouveau mur de séparation, une nouvelle et plus haute barrière entre vous et nous. Un fossé nous sépare; nous allons en faire un abîme. Vous vous êtes refusés jusqu'à présent à reconnaître la simple primauté de juridiction du Pontife romain; nous allons vous obliger préalablement à croire bien autre chose, et à admettre ce que jusqu'ici des docteurs catholiques eux-mêmes n'ont pas admis: nous allons ériger en dogme une doctrine bien plus obscure, pour vous, dans l'Ecriture et dans la tradition, que le dogme même non encore accepté par vous, à savoir, l'infailibilité personnelle du Pape, seul, INDÉPENDAMMENT

¹ Mgr Manning.

ET SÉPARÉMENT DES ÉVÊQUES. Voilà dans quelles conditions nous venons vous proposer l'entente. »

Parler ainsi, ne serait-ce pas vraiment une dérision ? et ne serait-ce pas aussi un malheur ? appeler et éloigner en même temps ?

Ces considérations devront frapper encore plus, si l'on réfléchit à l'état d'esprit des chrétiens schismatiques de l'Orient. Lorsqu'on traite avec les hommes, il faut bien savoir où ils en sont. Or, sur ce point, où en sont nos frères séparés ?

Ils en sont restés précisément aux temps du schisme, au neuvième siècle. Ils n'ont pas marché depuis. Ils ne connaissent pas les controverses qui se sont agitées sur ces matières dans l'Eglise occidentale. Ils n'ont lu ni Bossuet, ni Bellarmin, ni Melchior Cano. Et, quelque conviction personnelle qu'on puisse avoir sur l'infaillibilité du Pontife romain, il faut bien reconnaître que le neuvième siècle était loin d'être disposé à la définition d'un tel dogme. En fait, jusque-là, les Conciles étaient la grande forme de la vie de l'Eglise ; il s'en assemblait sans cesse ; toutes les plus grandes définitions dogmatiques avaient été rendues en Concile. Les Grecs ne sont donc en rien préparés à la définition qu'on voudrait leur faire imposer par le Concile du Vatican. Ma conviction profonde est qu'un des effets certains, inévitables, d'une telle définition, serait de faire reculer bien loin la réunion des Eglises orientales. Une telle considération ne paraîtra légère à aucun de ceux qui savent le prix des âmes.

Un fait récent montre si la crainte que nous exprimons ici est sans fondement : c'est la réponse faite à l'envoyé du Souverain-Pontife par le vicaire général du patriarche schismatique de Constantinople. Parmi les raisons alléguées par lui pour décliner l'invitation venue de Rome, se trouvait celle-ci : que « l'Eglise » grecque ne peut reconnaître l'infaillibilité du Pape, et sa supériorité sur les Conciles œcuméniques ¹. »

Les schismatiques arméniens parlent le même langage, et j'ai eu sous les yeux un journal arménien qui prétend que si Rome

¹ « Civiltà cattolica, » chronique du Concile. — Cité par Mgr l'évêque de Grenoble.

les invite au Concile, c'est « pour leur imposer l'infaillibilité du » Pape. »

On dira peut-être : Mais de quoi vous préoccupez-vous ? Les schismatiques ne veulent pas de l'union. Qu'importe entre eux et nous une barrière de plus ? — Je suis loin, pour ma part, de perdre ainsi l'espérance, et sans connaître les desseins de Dieu sur les peuples, je ne me crois pas permis de sceller ainsi la tombe de ces antiques nations chrétiennes, surtout quand je viens à penser que dans cette tombe, dans ce sol de l'Orient, reposent des cendres comme celles des Athanase, des Cyrille, des Basile, des Grégoire, des Chrysostome, mêlées à celles des Paul, des Antoine, des Hilarion, des Pacôme, et de tant d'autres Saints à jamais illustres.

Mais quand cela serait, quand aucun souffle de Dieu ni aucun effort des hommes ne devrait rappeler de l'erreur qui les a perdus ces vieux peuples de l'Orient, non, alors même je ne croirais pas qu'il fût de la charité de Jésus-Christ et de la mission d'un grand Concile de les éloigner davantage, et de leur rendre le retour plus difficile.

J'ai eu souvent l'heureuse occasion de m'entretenir longuement des intérêts de ces antiques Eglises, avec les Evêques orientaux qu'il m'a été donné de rencontrer à Rome dans nos grandes réunions ; et en outre, une correspondance particulière, active, avec plusieurs d'entre eux, m'a permis de connaître un peu l'état des choses.

Ce que j'ai appris d'eux, c'est ceci : un grand désir du rapprochement. — Oui, dans cet immobile Orient, beaucoup d'âmes sont travaillées par ces aspirations. — Et, en même temps, de vives susceptibilités, pour les moindres détails de leurs vieilles coutumes : à combien plus forte raison, pour ce qui est des grandes questions dogmatiques.

Certes, le Concile de Trente eut une tout autre conduite et des ménagements bien autrement dignes de l'Eglise de Jésus-Christ vis-à-vis des Eglises orientales, et cela, dans une question d'une capitale importance. Tout théologien sait comment, à la demande des ambassadeurs vénitiens, le fameux canon : *Si quis di-*

verit Ecclesiam ERRARE, chef-d'œuvre de prudence théologique et de charité, fut tempéré de manière, tout à la fois, à maintenir la vérité et à ménager les Orientaux.

V.

La question est plus délicate encore en ce qui touche le protestantisme. Car le schisme oriental, du moins, admet l'autorité des Conciles œcuméniques — de ceux qu'il regarde comme tels — et l'autorité de l'Eglise, dont il se persuade faire toujours partie. Tandis que le protestantisme n'admet pas cette autorité. Là, sur ce point précis et décisif, l'autorité de l'Eglise est la grande controverse entre lui et nous. Le protestantisme est avant tout la négation de l'autorité de l'Eglise. Dans ce principe de division est son essence, sa plaie fatale. Et c'est ce que beaucoup de nos frères séparés commencent à entrevoir. Ils sentent qu'un principe qui permet la division à l'infini, qui permet même de n'être plus chrétien tout en demeurant toujours protestant, ne peut pas être le vrai principe chrétien. De là ce travail qui se fait au sein du protestantisme, ces grands et consolants retours, dont surtout l'Angleterre et l'Amérique nous donnent le spectacle, et ces aspirations vers l'union, qui sont, je le sais, au cœur de tant de protestants.

Qui, parmi nous, ne compatit à ce travail et à ces souffrances de tant d'âmes? Qui ne les appelle avec amour? Qui ne prie avec elles? car elles prient, je le sais encore, pour ce grand et suprême intérêt, l'union des Eglises chrétiennes. « Nous sommes, » me disait à Orléans même le docteur Pusey, il y a deux ans, « huit mille en Angleterre, qui prions, chaque jour, pour » l'union. »

Ah! si les rapprochements tant désirés parvenaient enfin à se faire! Si l'Angleterre surtout, la grande Angleterre, se retournait un jour vers nous! De toutes les réconciliations que le monde a vues, ce serait assurément la plus heureuse et la plus féconde. Je le disais, dans ce livre de la *Souveraineté pontificale*, écrit en quelque sorte sous le feu des luttes pour le Saint-Siège,

je le disais, avec confiance aux Anglais maîtres d'eux-mêmes et de leurs préjugés: « Vous avez été, il y a trois siècles, les plus redoutables ennemis de l'unité: quel honneur il y aurait pour vous à ramener en Europe l'unité! Cet étendard de la catholicité chrétienne, comme il siérait à vos mains de le relever, et à vos vaisseaux de le porter par delà les mers sur toutes les terres que vous visitez! Heureux ceux à qui il sera donné de voir ces temps meilleurs, qui peut-être ne sont pas éloignés! »

Eh bien! le Concile a ranimé chez un grand nombre de nos frères séparés, et chez nous, ces espérances. Ah! sans doute, on doit le craindre, elles ne seront pas toutes réalisées. Mais, au moins, des retours partiels peuvent se voir, et en grand nombre; surtout une puissante impulsion peut être donnée. Le temps, avec la grâce de Dieu, ferait le reste.

Que du moins le Concile, pour ceux à qui le Saint-Père adressait naguère ce pressant appel, ne devienne pas la plus dure des pierres d'achoppement!

Ne parlez donc plus de leur imposer préalablement, pour condition de retour, l'infailibilité personnelle et séparée du Pape! Car ce serait l'oubli de toute prudence comme de toute charité.

Les nouveaux catholiques, ai-je ouï dire, sont pleins de ferveur pour ce dogme. Oui, certains nouveaux catholiques peut-être. Mais je connais, moi, d'autres convertis, que l'annonce d'une définition a troublés. Je connais certains protestants, désireux de venir à nous, que cela seul fait reculer. J'en connais que cette définition repousserait absolument.

Il faut être, ce me semble, bien peu ou bien mal renseigné sur les dispositions actuelles de nos frères séparés, pour ne pas voir qu'on élèverait là, infailliblement, une nouvelle barrière, peut-être à jamais infranchissable, entre eux et nous.

Mais attendez donc! dirai-je aux impatients: les schismes et les hérésies ne sont pas éternels. L'Eglise a bien attendu, sans cette définition, dix-huit siècles, et la vérité, gardée par elle, a été bien gardée.

VI.

Il est d'autres périls, d'un autre ordre, et très-graves encore. Il faut calculer les conséquences que pourrait avoir un tel acte au point de vue des Gouvernements modernes: c'est là une politique, ou, pour mieux dire, une sagesse dont l'Eglise ne peut se départir. Je sais que beaucoup d'Evêques, et des plus courageux, en sont préoccupés.

Et certes, non sans cause; car il y a de sérieuses raisons de craindre, à ce point de vue encore, que les inconvénients possibles de la définition ne soient très-considérables.

Voyons les faits: examinons l'état vrai de l'Europe.

Sur les cinq grandes Puissances européennes, trois ne sont pas catholiques: la Russie, la Prusse et l'Angleterre. Je ne parle pas ici de l'Amérique et des Etats-Unis. Et parmi les Etats secondaires de l'Europe, un grand nombre aussi appartiennent au schisme et à l'hérésie, la Saxe, la Suède, le Danemark, la Suisse, la Hollande, la Grèce. Qui ne sait quels ombrages tous ces Gouvernements nourrissent encore contre l'Eglise? Or, je pose simplement la très-grave question que voici: Croit-on qu'une définition de l'infailibilité personnelle du Pape soit de nature à dissiper ces ombrages? Quand, par un préjugé invétéré, qu'on ne détruira pas en l'aggravant, ces Gouvernements regardent le Pape comme un souverain étranger, croit-on, de bonne foi, que déclarer le Pape infailible, ce sera rendre meilleure la position des catholiques dans tous ces pays? Croit-on que la Russie, que la Suède, que le Danemark en deviendront plus doux pour leurs sujets catholiques? Leurs haines contre Rome en seront-elles apaisées, et le rapprochement rendu plus facile?

Si quelqu'un était tenté de traiter à la légère, comme chimériques, ces craintes sur les dispositions des Gouvernements non catholiques, je rappellerais ici simplement les faits contemporains. Pourquoi donc, en 1826, les archevêques et évêques catholiques d'Irlande, et ceux d'Angleterre et d'Ecosse, ont-ils été obligés de signer les deux déclarations que j'ai sous le yeux?

Dans l'une, les archevêques et évêques catholiques d'Angleterre et d'Ecosse, placés en face de ce grief: « On accuse les » catholiques de partager leur fidélité entre leur souverain temporel et le Pape, » y répondent longuement; et dans l'autre, les archevêques et évêques catholiques d'Irlande sont forcés d'en venir à protester qu'ils ne croient pas « qu'il soit licite de tuer » une personne quelconque, sous prétexte qu'elle serait hérétique: » — souvenir exagéré, mais évident et permanent des bulles lancées contre Henri VIII, — et de plus — ceci est à remarquer, — « qu'il n'est pas exigé d'eux de croire que le Pape est » infaillible. »

Qu'on se récrie tant qu'on voudra sur l'injustice de ces ombrages et de ces préventions, de telles déclarations solennelles imposées à l'Episcopat d'un grand pays démontrent assez quelle est la puissance de ces préventions. J'ai lu cette déclaration des évêques d'Irlande, je dois le dire, la rougeur au front. Combien ils ont dû souffrir d'avoir à repousser, et de trouver vivantes dans leur pays, de pareilles défiances, qui s'attaquaient à tout ce qu'il y a de plus sacré dans la conscience, de plus délicat dans l'honneur!

En veut-on d'autres preuves encore? On sait les lois atroces qui restèrent si longtemps suspendues sur la tête des catholiques d'Angleterre et d'Irlande, et qu'ils ont eu tant de peine à faire abolir. Eh bien! Quand le célèbre Pitt, à la fin du siècle dernier, dans une pensée politique que je veux croire généreuse, songea, pour la première fois, à délivrer de ce joug les catholiques, qu'est-ce qui obsédait et arrêtait tout court l'homme d'Etat anglais? La puissance pontificale, les vieux souvenirs des démêlés des Papes avec les couronnes. C'est pourquoi, avant tout, il voulut savoir quelles étaient sur ce point les doctrines catholiques, et il s'adressa dans ce but, à toutes les plus savantes Universités de France, de Belgique, d'Espagne et d'Allemagne.

J'ai sous les yeux les réponses des Universités de Paris, de Douai, de Louvain, d'Alcala, de Salamanque, de Valladolid: toutes, se plaçant au point de vue du droit divin, et laissant de côté, par conséquent, ce qui a pu être le droit public d'un autre

âge, répondent expressément que, ni le Pape, ni les Cardinaux, ni aucun corps ou individu de l'Eglise romaine, n'ont, de par Jésus-Christ, aucune autorité civile sur l'Angleterre, aucun pouvoir de délier les sujets de Sa Majesté Britannique de leur serment de fidélité.

Cette doctrine, professée alors par les plus grandes Universités de l'Eglise catholique, pouvait rassurer Pitt sur la doctrine contraire professée dans des bulles célèbres, il faut le dire, par plus d'un Pape. Mais supposez la Papauté déclarée infaillible: cette définition dogmatique de l'infailibilité du Pape ne serait-elle pas de nature à raviver les veilles défiances? Certes, on peut le craindre, et voici pourquoi:

Les Gouvernements non-catholiques, en effet, ne croiront pas à cette infailibilité; et ce pouvoir immense, reconnu dogmatiquement au Pape, le Pape, selon eux, en pourra abuser, en outrepasser les limites. Mais, ce qui sera grave, à leurs yeux leurs sujets catholiques y croiront, et seront obligés de se soumettre à toutes ses décisions, même les plus abusives au point de vue de ces Gouvernements non-catholiques: comment ne pas voir que dès lors le pouvoir pontifical leur semblera bien plus redoutable et plus odieux? Ils ont déjà, ils conservent contre l'Eglise les défiances ombrageuses que chacun sait: combien plus suspecteront-ils le Pape infaillible, c'est-à-dire un seul homme, qui, à leur point de vue, leur offrira bien moins de garanties que l'Eglise, c'est-à-dire que les Evêques de leur pays et de tous les pays?

VII.

Et les Gouvernements des nations catholiques elles-mêmes, de quel œil verront-ils proclamer le dogme nouveau? C'est ce qu'il faut se demander aussi. Car, enfin, les Gouvernements ne se regarderont jamais comme désintéressés dans la question. Qui leur persuadera qu'elle ne les regarde pas?

Ici encore, pour apprécier sans illusion et selon la vérité les conséquences de la définition dogmatique annoncée, et sollici-

tée avec tant de bruit par des journalistes — qui, certes, devraient cesser, l'heure en est venue, de se mêler dans les affaires les plus intimes, les plus graves, et les plus réservées de l'Eglise, — plaçons-nous dans la réalité des choses, dans les faits; voyons ce qui est, et ce qui sera.

Le grand fait, malheureux, mais incontestable, et plus que jamais subsistant, le voici: c'est que les pouvoirs publics, même chez les nations catholiques, sont pleins d'ombrages contre l'Eglise. C'est ce que toute l'histoire proclame; car l'histoire est pleine des conflits entre les deux puissances.

Mais que parlé-je du passé? A l'heure même où j'écris ces lignes, est-ce que trois des quatre grandes Puissances catholiques de l'Europe, l'Autriche, l'Italie et l'Espagne, ne sont pas engagées plus ou moins dans de tristes luttes avec l'Eglise? Et chez nous-mêmes, d'un moment à l'autre, ne peut-il pas surgir un litige? Et ce mot ne serait-il pas encore trop doux dans la terrible éventualité de telle révolution possible?

Voilà la situation: les Gouvernements catholiques ont été, sont, ou peuvent se trouver de plus en plus en conflit avec l'Eglise.

Certes, nul plus que moi ne déplore ces redoutables conflits, quand ils se produisent; et si peu de goût que j'aie pour ces luttes, peut-être ai-je montré, on me pardonnera de le rappeler, que je ne suis pas de ceux qui reculent alors et faiblissent! Mais là n'est pas la question; et, que les Gouvernements soient, ou non, coupables, ce n'est pas non plus de cela qu'il s'agit. Il s'agit de savoir de quel œil, aujourd'hui, les Gouvernements verraient déclarer le Pape infaillible.

Est-ce là une timide préoccupation? Et l'Eglise doit-elle, dans ses Conciles, ne consultant que les principes de sa pleine indépendance à l'égard des Gouvernements humains, agir, décréter, définir, même sur les questions pratiques les plus délicates, comme si les Gouvernements n'existaient pas, et sans s'inquiéter, en aucune sorte, de savoir si ses actes les blesseront, ou non, au vif? Telle n'est pas, telle ne fut jamais, dans les choses qui ne sont point de nécessité, la coutume de la sainte Eglise.

Ah! si d'un coup, et par une simple proclamation dogmati-

que, on pouvait couper court aux conflits, supprimer les vieux ombrages, et rendre, par décret, les Gouvernements des nations catholiques dociles à l'Eglise et au Pape, comme des brebis! cela en vaudrait la peine!

Mais s'en flatter, aujourd'hui surtout, serait la plus chimérique des illusions.

Quelqu'un peut-il-douter qu'une définition dogmatique de l'infailibilité personnelle du Pape, loin de supprimer les défiances anciennes, ne ferait qu'en raviver les causes, ou, si l'on veut, les éternels prétextes, en leur donnant une apparence de plus.

Quels sont, en effet, ces prétextes? Certes, je ne prétends en rien justifier ici les Gouvernements: presque toujours, presque partout, ils ont voulu opprimer l'Eglise; mais il faut voir les hommes et les choses comme ils sont.

Il y a d'abord ici les souvenirs du passé.

En déclarant le Pape infailible, pourront se demander les Souverains, le déclarera-t-on impeccable? Non. La déclaration qu'on provoque ne devant rien ajouter ni retrancher à ce qui est, à ce qui fut, ce qui s'est déjà vu se pourra voir encore. Or, on a vu, il faut le dire avec respect et avec tristesse, mais il faut le dire, — car l'histoire y condamne, et Baronius lui-même, le grand historiographe de l'Eglise romaine, nous enseigne qu'il ne faut pas, en histoire, dissimuler la vérité¹, or, on a vu dans cette longue et incomparable série des Pontifes romains, quelques Papes, en petit nombre, mais enfin, il y en a eu, des Papes qui se sont montrés faibles, des Papes ambitieux, des Papes entreprenants, confondant le spirituel et le temporel, affectant des prétentions dominatrices sur les couronnes. On n'est pas assuré d'avoir, dans toute la suite des siècles, un Pie IX sur le trône pontifical.

N'est-il pas naturel de penser que, si le Pape est proclamé infailible, ces réflexions se présenteront d'elles-mêmes aux Gouvernements d'aujourd'hui? Et déjà, n'est-il pas inutile, et, je

¹ Et il suffit de lire dans ses « Annales » l'histoire du dixième siècle pour voir que lui-même ne la dissimule pas.

l'ajouterais, très-dangereux de réveiller de tels souvenirs? Certes, ce n'est pas moi qui les réveille! mais pourquoi d'imprudents avocats de la Papauté se donnent-ils tous les jours la triste mission de les réveiller et de les envenimer?

Mais, en outre, on se demandera sur quels objets s'exercera cette infailibilité personnelle. Quand il n'y aurait que les matières mixtes, où les conflits furent toujours si fréquents, quelles sont ici les limites? Qui les déterminera? Le spirituel ne touche-t-il pas au temporel de tous côtés? Qui persuadera aux Gouvernements que le Pape ne passera plus, jamais, dans aucun entraînement, du spirituel au temporel? Dès lors, la proclamation du nouveau dogme ne paraîtra-t-elle pas, non aux théologiens habiles, mais aux Gouvernements, qui ne sont pas théologiens, consacrer, dans le Pape, sur les matières peu définies et parfois non définissables, une puissance illimitée, souveraine, sur tous leurs sujets catholiques, et, pour eux Gouvernements, d'autant plus sujette aux ombrages, que l'abus leur paraîtra toujours possible!

Alors on se souviendra des doctrines formulées, sinon définies, dans des bulles célèbres.

Certes, ce n'est pas moi qui ai la moindre envie de défendre ici Philippe le Bel et ses imitateurs. Mais, enfin, dans la bulle *Unam sanctam*, par exemple, Boniface VIII ne déclare-t-il pas qu'il y a deux glaives, le spirituel et le temporel, que ce dernier aussi appartient à Pierre, et que le successeur de Pierre a le droit d'instituer et de juger les Souverains: *Potestas spiritalis terrenam potestatem instituere habet et judicare?*

Et dans la bulle *Ausculda fili*, il demandait au roi d'envoyer à Rome les archevêques et les évêques de France, avec les Abbés, etc., *pour y traiter de tout ce qui paraîtrait utile au bon gouvernement du royaume de France.*

Et après même que le protestantisme fut venu changer si profondément l'état de l'Europe, Paul III, dans la fameuse bulle qui excommunait Henri VIII, ne déliait-il pas de leur serment de fidélité les sujets du roi d'Angleterre, et n'offrait-il pas l'Angleterre à qui la voudrait conquérir, donnant, à ceux qui en fe-

raient la conquête, tous les biens, meubles et immeubles, des Anglais devenus dissidents?

Croit-on que cette bulle soit oubliée en Angleterre? Et les déclarations, dont je citais tout à l'heure quelques mots, pense-t-on qu'elles n'ont pas été demandées aux évêques catholiques d'Irlande par le souvenir, tout vivant encore, de cette bulle? Me sera-t-il permis de dire ici toute ma pensée, et n'est-il pas permis de le demander après l'histoire: cette bulle effrayante, à l'époque où elle fut publiée, n'était-elle pas de nature à précipiter, plutôt qu'à ramener, la nation anglaise? Est-il bien certain qu'elle n'a pas été pour la chrétienté un grand malheur? Du moins, en pensant ainsi, on ne contredirait aucun dogme catholique, pas même celui de l'infaillibilité du Pape, si elle venait jamais à être érigée en dogme.

Je suis triste, et qui ne le serait? en rappelant ces grands et douloureux faits de l'histoire; mais ils nous y forcent, ceux dont la légèreté et la témérité remuent ces questions brûlantes. Ils nous y forcent, et ma conviction profonde est que tout cela jette dans les meilleurs esprits un trouble déplorable, et que, si on avait entrepris de rendre la puissance pontificale odieuse, on ne pourrait rien faire de mieux que de perpétuer de telles controverses.

Car, enfin, pourront encore se demander les Souverains, même catholiques, la proclamation dogmatique de l'infaillibilité du Pape rendra-t-elle, oui, ou non, à l'avenir de telles bulles impossibles? Qui donc alors empêchera un nouveau Pape de définir ce que plusieurs de ses prédécesseurs ont enseigné: que le Vicaire de Jésus-Christ a un pouvoir *direct* sur le temporel des princes; qu'il est dans ses attributions d'instituer et de déposer les Souverains; que les droits civils des rois et des peuples lui sont subordonnés ¹?

Mais alors, et après la proclamation du dogme nouveau, nul clergé, nul Evêque, nul catholique ne pourra récuser cette doc-

¹ Ignore-t-on que Bellarmin lui-même fut mis à l'« Index » pour n'avoir pas soutenu le pouvoir « direct » du Pape sur les Couronnes?

trine si odieuse aux Gouvernements : c'est-à-dire qu'à leurs yeux, tous les droits civils, politiques, comme toutes les croyances religieuses, seraient entre les mains d'un seul homme !

Et vous penseriez que les Gouvernements verraient avec indifférence l'Eglise s'assembler de tous les points du monde, pour proclamer un dogme qui, suivant eux, peut avoir de telles conséquences !

Et ils pourront être d'autant plus induits à considérer la définition de l'infailibilité du Pape comme une consécration implicite de ces doctrines si redoutées, que ces doctrines sont loin d'être abandonnées. Sans cesse les journaux, qui se donnent parmi nous comme les purs représentants des principes romains, étalent ces théories dans leurs colonnes, les établissent à grand renfort d'arguments, et vont même jusqu'à signaler, comme entachée d'athéisme, la doctrine, à laquelle tiennent si fort les Souverains, catholiques comme non catholiques, de l'indépendance des deux puissances, chacune dans sa sphère.

Il y a très-peu de temps que nous lisions, citées avec éloge par un journal français, les paroles suivantes, où l'on compare aux Manichéens ceux qui soutiennent que les deux glaives ne sont pas dans la même main :

« Y aurait-il donc deux sources d'autorité et de pouvoir, »
 » deux fins suprêmes pour les membres d'une même société,
 » deux buts divers dans l'idée de l'être ordonnateur, et deux
 » destinées distinctes chez un même homme qui est à la fois
 » membre de l'Eglise et sujet de l'Etat ? Mais qui ne voit de
 » suite l'absurdité d'un semblable système ? C'est le dualisme
 » des Manichéens, sinon l'athéisme ».

C'était là aussi ce que prétendait l'abbé de Lamennais, dans les emportements de sa logique ; et, contre le premier des quatre articles, il posait ce dilemme : *ultramontain* ou *athée*. Ces excès lui ont peu réussi. Et, au fond, sous ce rapport, les écrivains dont il s'agit ici sont de l'école de Lamennais. Mais plus ils reprocheront aux Gouvernements de ne pas admettre la doctrine de la bulle *Unam sanctam*, et de tenir à cette indépendance des deux puissances, plus ils démontreront eux-mêmes la

force des répugnances et l'universalité des répulsions que je redoute.

Et quand je parle de l'indépendance des deux puissances, loin de moi la pensée de mettre en doute un seul instant la divine et certaine autorité de l'Eglise, pour définir, proclamer, et rappeler, aux Gouvernements comme aux sujets, les saintes et éternelles règles du juste et de l'injuste. Mais là n'est pas la question, on le sait bien, et c'est trop évident!

Non, les vieilles susceptibilités ne sont pas près de disparaître; un journalisme passionné a tout fait pour les ranimer: et nulle part, on le peut affirmer avec certitude, ni en France, ni dans la catholique Autriche, ni dans la Bavière et sur les bords du Rhin, ni dans l'apostolique Espagne, ni dans ce Portugal, qui naguère chassait les Sœurs de charité, les dispositions des Gouvernements européens ne sont favorables à la proclamation du dogme annoncé.

L'heure vous paraît-elle donc venue de réveiller d'un bout de l'Europe à l'autre les haines contre le Saint-Siège?

Ou plutôt, l'heure présente n'est-elle pas déjà pleine d'assez nombreux et d'assez grands périls?

Veut-on mettre à l'ordre du jour, dans l'Europe entière, la séparation de l'Eglise et de l'Etat?

Veut-on même faire courir au Concile d'autres chances? Que faudrait-il, dans l'état actuel de l'Italie et de l'Europe, pour amener les plus grands malheurs?

Il est impossible de se le dissimuler: il y a des esprits qui tiennent à pousser l'Eglise aux dernières extrémités.

Dans quel intérêt?

VIII.

J'arrive maintenant aux difficultés théologiques, non précisément de l'infailibilité pontificale, — cette question, encore une fois, je ne la traite, ni dans un sens, ni dans un autre, — mais aux difficultés théologiques de la définition: car ces difficultés-là, si elles sont vraiment sérieuses, sont aussi une forte raison contre l'opportunité.

Les journalistes qui semblent vouloir enjoindre au Concile de définir l'infaillibilité du Pape, et de la définir par acclamation, se doutent-ils des conditions dans lesquelles le Concile aurait à faire cette définition? Certes, on ne le dirait pas, à la manière dont ils en parlent; — comme ils ne se doutent guère de ce qu'il y a d'étrange, de prodigieusement anormal, et de tout à fait impossible, dans le rôle qu'ils se donnent depuis six mois surtout, en s'ingérant au point où ils le font, dans les affaires plus intimes du gouvernement de l'Eglise.

Je ne suis pas surpris, d'ailleurs, de leur extraordinaire imprudence. Ils ne sont pas théologiens. Vous, Messieurs, vous connaissez toutes les questions que je vais rappeler : elles vous sont enseignées dans nos écoles. Mais en même temps qu'on vous les enseigne, on vous apprend à ne pas en entretenir inutilement les fidèles. Prêtres, nous avons un double devoir, c'est d'étudier les choses obscures et de ne prêcher que les choses claires. Quant aux laïques, encore une fois, je ne leur reproche pas d'ignorer, mais je leur reproche d'agiter et de trancher les questions qu'ils ignorent. Ils ne savent pas à quelles difficultés ils touchent étourdiment, et je suis malheureusement obligé de les en avertir, en vous rappelant, à vous, Messieurs, ce que vous savez déjà.

« En matière si *grave*, si *délicate* et si *complexe*, dit avec une » raison supérieure Mgr l'évêque de Poitiers, on ne doit se » ser guider ni par l'enthousiasme, ni par le sentiment person- » nel; tous les mots doivent être pesés et expliqués, toutes les » faces de la question examinées, tous les cas prévus, toutes les » fausses applications écartées, tous les inconvénients balancés » avec les avantages ¹. »

Au reste, Mgr l'évêque de Poitiers n'est pas le seul à parler ainsi. Parmi les théologiens, les plus grands partisans de l'infaillibilité avouent eux-mêmes les prodigieuses difficultés pratiques qui peuvent se rencontrer ici. Ce sont, disent-ils, des difficultés inextricables, *intricatissimæ difficultates*; et les plus habiles,

¹ Homélie prononcée dans la chapelle de son Grand-Séminaire.

ajoutent-ils, ont toute la peine du monde à s'en tirer; *in quibus dissolvendis multum theologi peritiores laborant.*

1.º) Difficultés tirées de la nécessité de définir les conditions de l'acte *ex cathedra*, tous les actes pontificaux n'ayant pas ce caractère;

2.º) Difficultés tirées du double caractère du Pape, considéré soit comme docteur privé, soit comme pape;

3.º) Difficultés tirées des multiples questions de fait qui se peuvent poser à propos de tout acte *ex cathedra*;

4.º) Difficultés tirées du passé et des faits historiques;

5.º) Difficultés tirées du fond même de la question;

6.º) Difficultés, enfin, tirées de l'état des esprits contemporains.

La première chose à faire par le Concile, avant de porter ici une définition dogmatique, ce serait donc de déterminer les conditions de l'infailibilité; car définir l'infailibilité du Pape, sans préciser et définir les conditions de cette infailibilité, ce serait ne rien définir, parce que ce serait définir trop, ou pas assez.

Mais comment déterminer ces conditions? Les théologiens en disputent, soit en théorie, *in abstracto*, soit *in concreto*, et en fait. En un mot, quand et comment le Pape est-il infailible? Voilà ce qu'il faudra déterminer. Mais c'est ici que les difficultés ne sont pas médiocres.

Le Pape, toutes les fois qu'il parle, est-il infailible? Des théologiens l'ont pensé. — Ou bien ne l'est-il que quand il parle, comme on dit, *ex cathedra*?

Mais, c'est précisément pour définir les conditions de la parole *ex cathedra*, que le Concile, s'il jugeait à propos d'entrer dans cette question, aurait fort à étudier et fort à faire.

Qu'est-ce, en effet, que la parole *ex cathedra*? quelles en sont les conditions? On discute là-dessus dans toutes les écoles: les uns exigent plus et les autres moins. Le cardinal Orsi ne parle pas précisément comme le cardinal Bellarmin, ni Bellarmin comme le cardinal Cappellari, qui fut depuis le pape Grégoire XVI.

Mansi parle, soit de « Conciles assemblés préalablement, » soit de « docteurs appelés, » soit de « Congrégations instituées » et de

« supplications publiques. » « *Sans cela*, dit-il, *que Bossuet le sache bien, nous ne reconnaissons plus le Pape comme infallible* ¹. »

Bellarmin essaye de concilier ceux qui disent: *Pontifex consilium audiat aliorum Pastorum*, avec ceux qui disent qu'il peut définir tout seul, *etiam solus* ².

Eh bien! devant toutes ces divergences d'opinions, et je n'en cite ici que quelques-unes, — car on en compte un bien plus grand nombre, même parmi les théologiens ultramontains, — comment agira le Concile? Il faudra donc qu'il entreprenne, approuvant les unes, réprouvant les autres, la rude tâche de faire, d'une façon dogmatique et absolue, un choix parmi toutes ces opinions théologiques: mais sur quelles bases, certaines, claires et indiscutables, s'appuiera-t-il pour cela?

Encore une fois, qu'est-ce donc exactement qu'un acte *ex cathedra*?

Est-ce un simple bref? Oui, disent les uns; non, disent les autres. Est-ce un rescrit? Est-ce une bulle, une allocution consistoriale, une encyclique?

Faut-il, dans l'acte *ex cathedra*, que le Pape s'adresse à toute l'Eglise? — Oui, disent la plupart. — Non, dit un Anglais, professeur laïque de théologie ³ et journaliste contemporain: quand il ne parlerait qu'à un seul Evêque, ou même à un simple laïque, il peut avoir voulu enseigner *ex cathedra*. Et c'est assez.

Eh bien! alors, faut-il au moins, comme plusieurs le réclament, pour qu'il n'y ait aucun doute sur son intention, que le Pape définisse la doctrine sous la sanction d'un anathème contre l'erreur?

— Ou suffit-il, comme d'autres le prétendent, qu'il exprime, d'une manière quelconque, son intention de faire un dogme?

¹ De Maistre, « Du Pape, » liv. I, ch. x, v.

² Disputationes Bellarmini.

³ M. Ward, « De infallibilitatis extensione, thesis duodecima, » p. 35. — M. Ward est un ancien ministre anglican converti, zélé catholique aujourd'hui, et qui a été, quoique laïque, professeur de théologie au Grand-Séminaire de l'archevêché de Westminster.

— Ou bien enfin, comme le soutient encore le théologien laïque, que je citais tout à l'heure, peut-il parler *ex cathedra*, même quand il n'exprimerait pas clairement son intention d'imposer la foi? *Etiam si obligatio assensum præstandi non diserte exprimitur* ¹.

— Ou bien, faut-il, comme certains autres le veulent, que le Pape ait consulté? Et s'il le faut, qui doit-il consulter? Quelques Evêques? ou, à défaut d'Evêques, les Cardinaux? ou, à défaut des Cardinaux, les Congrégations romaines? ou, à défaut des Congrégations romaines, des théologiens, des docteurs, et combien? Suffirait-il d'un décret qu'il aurait dressé seul dans son cabinet? Pourquoi distinguer, disent quelques-uns, là où les paroles des promesses ne distinguent pas?

Voici, du reste, un autre théologien contemporain, l'allemand Phillips, que cette difficulté n'arrête pas. Pour lui, la définition *ex cathedra* ne demande pas que le Pape consulte qui que ce soit: ni le Concile, ni l'Eglise romaine, ni le collège des Cardinaux. Le docteur allemand va plus loin encore: il n'est pas nécessaire, selon lui, que le Pape réfléchisse mûrement;

Ni qu'il étudie soigneusement la question, à la lumière de la parole de Dieu écrite et traditionnelle;

Ni qu'il élève sa prière vers Dieu avant de prononcer.

Sans toutes ces conditions, sa décision n'en serait pas moins aussi valide, aussi valable, aussi obligatoire pour toute l'Eglise, que s'il avait observé toutes les précautions que dictent la foi, la piété, le bon sens.

Que faut-il donc, selon ce docteur, pour qu'une définition soit *ex cathedra*? Le voici: « Il reste à dire, d'après cela, pour dé-
» fendre la valeur d'une décision *ex cathedra*, qu'elle existe,
» lorsque le Pape, dans un Concile ou hors d'un Concile, VER-
» BALEMENT ou *par écrit*, donne à tous les fidèles chrétiens,
» comme Vicaire de Jésus-Christ, au nom des apôtres Pierre et
» Paul, ou en vertu de l'autorité du Saint-Siège, ou en d'au-
» tres termes semblables, avec ou sans la menace de l'anathème,

¹ Ibid., « thesis duodecima. »

» une décision relative au dogme ou à la morale » (PHILLIPS, » Dict. Goshler, article « *Pape* »).

D'après ce théologien, l'Eglise n'a pas le droit de mettre une restriction ni une condition quelconque, quant à la validité, à l'exercice de l'infaillibilité.

Un écrivain français, auteur d'un récent traité *De Papa*, ne dit guère autre chose, et ne demande, pour que le Pape, parlant à l'Eglise universelle, soit infaillible, qu'une condition, non pas qu'il ait prié, non pas qu'il ait délibéré, étudié, consulté, mais simplement qu'il ait eu l'intention de faire un dogme, et qu'il n'ait pas été violenté.

M. Ward, nous l'avons vu, ne demande même pas que le Pape s'adresse à l'Eglise: qu'il s'adresse à un seul Evêque ou à un seul laïque, cela suffit.

Voilà donc de quelle sorte quelques-uns ne craignent pas, aujourd'hui, de traiter ces immenses questions!

Je dis *quelques-uns*, et je prie qu'on veuille remarquer ce mot; car je ne voudrais pas que toutes les plus extrêmes théories parussent être, contre mon intention, mises au compte de toute la théologie catholique.

Eh bien! en présence de toutes ces opinions, le Concile déclarera-t-il qu'il y a une forme nécessaire, sous laquelle le Pape SERA TENU d'exercer son infaillibilité? ou bien la forme n'y ferait-elle rien? et le Pape sera-t-il infaillible, quand et de la manière qu'il jugera bon de l'être, sans avoir ni prié, ni étudié, ni consulté, et s'adressant au premier fidèle venu?

Et, puisque déterminer en quelles circonstances le Pape est infaillible, c'est déterminer aussi dans quelles conditions il ne l'est pas, il y aura donc à définir ici deux dogmes, au lieu d'un: le dogme de l'infaillibilité, et le dogme de la faillibilité? On déclarera, comme de foi, non-seulement que le Pape est infaillible dans telles et telles conditions, mais qu'en dehors de ces conditions, il est faillible.

Et comment, encore une fois, s'y prendra-t-on pour fixer ces limites? Où sont-elles clairement dans l'Ecriture? Où sont-elles dans l'enseignement, si varié et si contradictoire ici, des théolo-

giens? Quelles opinions va-t-on ériger en dogmes? ou en hérésies?

Et si on ne le fait pas, dans quel inconnu va-t-on jeter l'Eglise?

IX.

Mais ce n'est pas tout: outre la question *de droit*, il y aura encore la question *de fait*. Qui décidera, en fait, que telle décision du Pape remplit toutes les conditions d'un décret *ex cathedra*? Ce discernement sera-t-il facile? Non.

C'est ce que reconnaissent de bonne foi les partisans les plus avancés de l'infaillibilité pontificale. Le théologien anglais Ward, par exemple, dit expressément: « Puisque toutes les allocutions » pontificales, toutes les lettres apostoliques, même toutes les encycliques, ne contiennent pas les définitions *ex cathedra*, il » faut regarder de près pour discerner d'une façon suffisante » quels sont ceux de ces actes où le Souvèrain-Pontife doit être » censé parler *ex cathedra*; et il faut y regarder de près dans » les actes mêmes *ex cathedra*, c'est-à-dire dans les actes infaillibles, pour bien discerner ce qu'il enseigne *ex cathedra*, c'est-à-dire infailliblement ¹. »

Et ce discernement est si difficile parfois aux théologiens eux-mêmes, que M. Ward reconnaît, avec une modestie qui l'honore, avoir commis et opiniâtrement soutenu une grave méprise, touchant la nature des actes pontificaux de diverses sortes, où avaient été flétries les propositions signalées plus tard dans une pièce récente émanée de Rome. Il avait cru, et il affirmait, que chacun des actes qui a fourni des propositions au recueil appelé *Syllabus*, devait être regardé par cela seul comme ayant le caractère d'un acte *ex cathedra*. Ce qu'il confesse maintenant avec franchise avoir été une grosse erreur.

¹ Circa has igitur allocutiones et litteras apostolicas adlaborandum est, ut satis dignoscatur in quibusnam earum Pontifex ex cathedra loqui, et quidnam ex cathedra docere, iure censeatur

L'histoire ecclésiastique, du reste, est pleine de faits semblables. Qu'on se rappelle certains actes considérables des Papes dans les temps passés, sur lesquels les théologiens ont tant disputé, et disputent encore, pour savoir s'ils sont, oui ou non, *ex cathedra*.

Quand le pape Etienne condamna saint Cyprien dans la question du baptême des hérétiques, a-t-il parlé *ex cathedra*? Les uns affirment, les autres nient.

Quand le pape Honorius, consulté sur la question du monothélisme par Sergius, patriarche de Constantinople, et d'autres Evêques orientaux, écrivit ces fameuses lettres qui donnèrent lieu à tant de débats, at-il parlé *ex cathedra*? Les théologiens ont encore là-dessus vivement discuté.

Qui décidera donc? L'Eglise. Il faudra donc souvent en revenir, de fait, à une décision de l'Eglise.

Et en effet, outre les deux questions de fait dont parle M. Ward, et qui se doivent poser à propos de tout acte *ex cathedra*: — L'acte est-il *ex cathedra*? — Et s'il l'est, sur quoi porte précisément la définition? — il y en a une autre, pas si simple dans la pratique qu'on pourrait le croire d'abord, et que voici:

Ne se peut-il jamais rencontrer, en effet, dans la suite des siècles, tel Pape de la liberté duquel on puisse légitimement douter?

Les plus zélés sont bien forcés de le reconnaître, et d'admettre, en présence de l'histoire, qu'un Pape, sous l'influence de la *crainte*, peut définir l'erreur.

Voilà donc, dans certaines circonstances, une troisième question de fait à constater: la pleine et entière liberté du Pape.

N'y en a-t-il pas une quatrième; car, si un Pape, même déclaré infaillible, pourrait encore même dans un acte *ex cathedra*, errer sous le coup de l'intimidation et de la crainte, ne le pourra-t-il jamais par entraînement, par passion, *par imprudence*? — Les théologiens, partisans de l'infaillibilité, expliquent que non: Dieu, disent-ils, ne fera pas de miracle dans le premier cas, pour empêcher un Pape faible de céder à la crainte; mais il en fera toujours un dans le second, pour empêcher un Pape

passionné ou téméraire d'errer par imprudence; — et cela, ajoutent quelques-uns, même quand le Pape n'aurait pris aucune des précautions qu'on apporte d'ordinaire dans une affaire sérieuse: ils savent qu'un Pape peut définir l'erreur par faiblesse, pas autrement.

Voilà l'explication de ces théologiens. Mais je pose ici cette question: Sera-t-il toujours facile d'apprécier la contrainte qu'aura pu subir un Pape? Non: il peut se rencontrer des cas où une telle constatation soit chose fort délicate; « et tous les cas doivent être prévus. »

Comme aussi, « toutes les faces de la question examinées. »

Croit-on que la solution de toutes ces difficultés serait une mince besogne pour le Concile? Et ces écrivains quotidiens, qui en parlent si fort à leur aise, parce que les difficultés ne les inquiètent guère, — ils ne les voient seulement pas — sont-ils autorisés, comme ils le font, à prescrire aux Evêques de s'en charger?

X.

C'est bientôt fait de dire que la question, aujourd'hui, est jugée; mais les vrais théologiens, les théologiens sérieux, savent bien qu'au fond il n'en est rien; et que, si le Concile ici veut procéder avec la maturité et la gravité dont ces saintes assemblées de l'Eglise ne se sont jamais départies, lorsqu'il s'est agi de proclamer les dogmes, de bien longs labeurs peuvent être réservés à ses délibérations.

La tradition, quels que puissent être ses témoignages, est-elle donc ici unanime, et l'histoire sans embarras? C'est sur ce terrain surtout que la définition de l'infailibilité pontificale, si le Concile croyait devoir s'en occuper, l'entraînerait forcément dans les plus longues et les plus délicates recherches.

Par la définition, en effet, de l'infailibilité personnelle du Pape, ce ne serait pas l'avenir seulement qu'on engagerait, ce serait aussi tout le passé. Car, si le Pape est infailible, il l'a toujours été. La proclamation de ce dogme donnerait, d'un coup,

le caractère de décisions infaillibles à tout ce que les Papes, depuis dix-huit siècles, ont jamais décidé, s'ils l'avaient fait dans les conditions et les formes que l'on aurait déterminées pour l'exercice de l'infailibilité. Je dis que le Concile ne pourrait rien avoir à examiner de plus grave et de plus épineux.

Je rappelais, tout à l'heure, deux souvenirs historiques, la dispute du pape saint Etienne avec saint Cyprien, et la réponse du pape Honorius à Sergius, au sujet du monothélisme. Eh bien, s'il était prouvé que saint Etienne avait prononcé *ex cathedra*, infailliblement, obligatoirement, saint Cyprien et les Evêques qui ont résisté ne croyaient donc pas à l'infailibilité du Pape?

Et saint Augustin, qui les excuse, parce que, dit-il, l'Eglise n'avait pas encore prononcé ¹, n'y croyait donc pas non plus? Et quand il écrivait, au sujet des Donatistes, qu'après le jugement de Rome, il restait encore celui de l'Eglise universelle, *restabat adhuc plenarium universæ Ecclesiæ concilium* ², il croyait donc qu'après le jugement de Rome, le jugement de l'Eglise devait entrer pour quelque chose dans la définition de la foi? Voilà un nouvel exemple des difficultés que l'examen des faits historiques peut soulever.

De même pour Honorius. On a écrit des volumes, pour prouver que le actes du sixième Concile, qui l'a condamné, avaient été altérés; des volumes, pour prouver que ce Pape n'a pas réellement enseigné l'hérésie: des volumes encore, pour prouver qu'Honorius n'a écrit qu'une lettre *privée*.

Quoi qu'il en soit de ces discussions, si fâcheuses à soulever, — qu'Honorius ait été hérétique et condamné justement comme tel par un Concile œcuménique qui a prononcé, *Honorio hæretico anathema*; ou qu'il ait été simplement un fauteur de l'hérésie, et réprouvé comme tel par les Papes ses successeurs, dans la formule de serment qu'ils prononçaient à leur sacre: *Qui pravis eorum assertionibus fomentum impendit*; — c'est ainsi que s'exprime le *Liber diurnus pontificalis*, recueil des actes authen-

¹ SAINT AUGUSTIN, « De Baptismo. »

² Epist. ad Geor. Eleus. XLVIII.

tiques de la chancellerie romaine, — en dehors de ces points d'histoire incontestés, une autre question, fort sérieuse assurément, se présente ici :

Dans ce temps-là, le Concile œcuménique, l'Eglise par conséquent, considérerait donc le Souverain-Pontife lui-même, adressant sur une question de foi à de grandes Eglises, des lettres dogmatiques, *Litteras dogmaticas*¹, comme sujet à l'erreur; et les Evêques réunis, comme compétents pour le condamner et lui dire anathème?

Et le pape Léon II a confirmé la sentence du Concile; les Eglises d'Orient et d'Occident l'ont acceptée. Le pape Léon II et les Eglises croyaient donc également qu'un Pape, s'expliquant sur des questions de foi portées à son tribunal, peut mériter l'anathème?

Voilà un point sur lequel le Concile aurait encore à se prononcer.

Je n'ai ni la pensée ni le temps de faire ici, ce qu'il serait nécessaire que le Concile fit pour procéder avec la circonspection accoutumée des Conciles, une revue complète de l'histoire. Je laisse les difficultés que peuvent soulever les papes Vigile et Libère; mais je demande permission de rappeler encore un seul fait. Au moyen-âge, un Pape, Pascal II, fait à un empereur d'Allemagne, Henri V, une concession tellement exorbitante sur l'investiture des Evêques, qu'un Concile s'assemble à Vienne et qu'un Archevêque, qui devait plus tard monter lui-même sur la chaire de Saint-Pierre, sous le nom de Calixte II, déclare que la concession faite par le Pape implique une véritable hérésie, *hæresim esse iudicavimus*, et condamne sa lettre à l'Empereur.

Et déjà le Pape lui-même, en plein Concile de Latran, en présence de plus de cent Evêques, s'était humilié de son propre mouvement, et le Concile avait cassé et annulé sa concession.

Quoi qu'il en soit de la faute de Pascal II, à tout le moins, ses contemporains et lui-même croyaient donc qu'un Pape peut tomber dans l'hérésie?

¹ « Conc., » t. III, p. 1331.

Dira-t-on qu' une hérésie implicite, et cependant digne d'anathème, dans un grand acte pontifical, ne prouve rien contre l'infailibilité, quand cet acte n'est pas une définition *ex cathedra*? Mais comment faire comprendre à la foule ces distinctions?

Car voici un autre côté de la question, dont le Concile aurait encore à se préoccuper sérieusement: les conséquences de la définition au point de vue des hommes de ce temps.

XI.

Il ne faut pas se faire d'illusion, non-seulement sur les esprits incrédules, mais encore sur la masse énorme des esprits chez qui la foi est faible. Pour ma part, je ne puis penser sans effroi au nombre de ceux que la définition demandée éloignerait peut-être de nous à jamais!

Mais, pour les fidèles eux-mêmes, la définition serait-elle sans inconvénients?

Je me vois encore ici contraint de poser des questions qui me répugnent profondément. Mais je parle du passé et pour l'avenir. On nous contraint de réveiller le passé endormi, et nous avons à travailler pour les siècles futurs.

Voilà donc le Pape déclaré infailible, qui, néanmoins, peut, comme écrivain, comme docteur privé, faire un livre hérétique, et s'opiniâtrer dans l'hérésie. C'est l'opinion générale.

Bien plus, voilà le Pape qui, même comme Pape, quand il ne parle pas *ex cathedra*, — et même dans un acte où il parle *ex cathedra*, en ce qui n'est pas l'objet précis de la définition, — peut, de l'avis universel, errer, enseigner l'erreur; et puis être jugé, condamné, déposé.

Eh bien? supposons un Pape errant, ou accusé d'erreur: il faudra prouver que son enseignement, ou n'est pas *ex cathedra*, ou n'est pas erroné: quelle difficulté nouvelle si le Pape a été déclaré infailible! En ne contestant qu'un fait, ne semblera-t-on pas contester un droit? Et si le Pape s'obstine, quel désarroi dans les âmes! Il faudra donc faire le procès pour cause d'hérésie à celui dont l'infailibilité sera un dogme?

Qu'un nouvel Honorius dans l'avenir se rencontre, qui, je ne dis pas définisse, mais, par des lettres *dogmatiques*, adressées à de grandes Eglises, fomenté l'hérésie, — la déclaration d'infailibilité ne l'empêchera pas, — mais se représente-t-on quel serait en pareil cas le trouble des Eglises et des consciences!

Sans doute, les théologiens distingueront ici les nuances et les délicatesses, et montreront qu'il n'y a pas précisément définition; mais la foule des esprits qui ne sont pas théologiens, comment pourra-t-elle discerner que le Pape faillible, dans tel ou tel acte, même comme Pape, ne l'est plus dans tel ou tel autre? Comment comprendra-t-elle qu'il puisse être infailible, et *fomenté*, par de grands actes pontificaux, l'hérésie?

Aux yeux du public, ce sera toujours l'infailibilité. De là, le trouble pour les consciences, qui se croiront toujours obligées de faire des actes de foi; et, pour les ennemis de l'Eglise, l'occasion de décrier la doctrine catholique, en lui imputant comme dogme ce qui ne le serait pas.

Sans vouloir, encore une fois, toucher à la question de fond, à la question même de l'infailibilité, nous ne pouvons cependant nous défendre ici, au point de vue des gens du monde, d'une réflexion. L'infailibilité personnelle du Pape, non pas l'absurde infailibilité, inconditionnelle et universelle, dont nous parlions tout à l'heure, en citant certains théologiens, mais l'infailibilité, telle que Bellarmin, par exemple, l'entend, constitue une institution, non pas, sans doute au-dessus du pouvoir du Tout-Puisant, mais assurément bien prodigieuse, et plus étonnante que l'infailibilité de l'Eglise tout entière.

Comment se fait-il, c'est là ce qui étonnera les fidèles, que ce privilège immense se trouve être à la fois celui dont la définition est, à ce qu'il paraît par l'histoire, la moins nécessaire, puisque l'Eglise a pu s'en passer pendant dix-huit siècles; et sa certitude, moins établie que ne l'est l'infailibilité de l'Eglise elle-même, puisque celle-ci est et a toujours été article de foi, tandis que l'autre n'a jamais été professée dans l'Eglise comme un dogme?

Au reste, les plus grands partisans de l'infailibilité détaillent

eux-mêmes les prodigieuses difficultés pratiques que ces deux manières d'être du Pape, faillible ou infaillible, suivant la différence des cas, peuvent entraîner. *Intricatissimæ difficultates*, disent-ils, *in quibus dissolvendis multum peritiores theologi laborant.*

Et voici en effet, toujours selon eux, quelques-unes des questions — si pénibles — qui alors se posent: — Un Pape, par le fait de l'hérésie, cesse-t-il d'être Pape? — Par qui et comment peut-il être déposé? — Quand le Pape est-il censé agir comme Pape ou comme personne privée? etc., etc. *An Papa per hæresim a dignitate excidat?* — *A quo et quomodo veniat deponendus?* — *Quandonam ut Pontifex, aut ut privata persona, agere censeatur?*

La déclaration d'infaillibilité rendra-t-elle toutes ces difficultés moins inextricables? Tout au contraire, elle y ajouterait, dans la pratique, d'énormes embarras.

Aussi certains théologiens ultramontains¹ ne voient-ils qu'un moyen de se tirer de là: c'est, disent-ils, de proclamer l'infaillibilité absolue, inconditionnelle et universelle du Pape. Sans cela, et si on ne proclame qu'une infaillibilité conditionnelle, — l'infaillibilité *ex cathedra*, — on expose l'Eglise à un péril évident: *Ecclesia EVIDENTI periculo exponeretur.* Et ils le prouvent:

Le système, disent-ils, de l'infaillibilité du Pape dans certains cas, et de sa faillibilité dans les autres, implique une vraie contradiction. Ne pourra-t-il, en effet, arriver que le Pape enseigne comme Pape, *ex cathedra*, l'erreur que, comme docteur privé, il aurait cru la vérité; c'est-à-dire définisse dans un acte infaillible l'erreur et veuille l'imposer à l'Eglise? *Posset namque ipse suum errorem definire et Ecclesiæ obtrudere.*

On répond que cette hypothèse, précisément parce qu'elle implique contradiction, ne se réalisera jamais.

Mais alors, répliquent-ils, vous êtes forcés d'avoir recours à un miracle: un Pape qui erre avec opiniâtreté, et qui naturellement fait tous ses efforts pour proposer son erreur à la foi de

¹ Albert Pighius, et quelques autres, cités par Bannès, quæst. 1, dubit. 2.

l'Eglise: *Potest Pontifex personaliter in fide deficere, errorem suum pertinaciter tueri, et, quod amplius est, velle et conari eum Ecclesiæ obtrudere et proponere*; — et qui, cependant, s'abstiendra toujours de la définir; et ne peut pas arriver à faire une bulle que nulle puissance humaine ne peut l'empêcher d'écrire; ou bien, un Pape qui pense d'une façon, et qui définit de l'autre: *Aut certe grande miraculum esset, quod ipse definiendo contra mentem suam definiret*.

Et de plus, ajoutent-ils, n'y a-t-il pas dans cette faillibilité et cette infaillibilité tout ensemble chez le même homme, une anomalie étrange et profondément injurieuse à la divine Providence, qui pourrait si facilement rendre le Pape infaillible dans tous les cas aussi bien que dans quelques-uns: *Contra divinam Providentiam, quæ omnia suaviter disponit, pugnat Pontificem posse personaliter errare*.

Et enfin, poursuivent-ils, pourquoi distinguer là où Jésus-Christ n'a pas distingué du tout: *Oravi pro te, Petre, ut non deficiat fides tua*; cela, disent-ils, s'entend de la foi de Pierre dans tous les sens; DE FIDE PETRI TUM PERSONALI ET PRIVATA, tum publica et pastoralis, intelligitur.

Voilà donc des théologiens qui constatent, qui démontrent les périls de l'infailibilité *ex cathedra*: et qui, logiques et résolus, vont jusqu'au bout, jusqu'à l'infailibilité absolue, inconditionnelle et universelle du Pape: de telle sorte qu'un Pape, disent-ils, ne pourrait pas, même quand il le voudrait, tomber dans aucune erreur, soit publique, soit privée: *Ut non possit, ETIAMSI VELIT, in errorem PRIVATIM aut publice cadere!*

Un théologien français¹ expose au long tous ces raisonnements, et lui, qui accable d'injures les plus grands hommes de son pays, se contente de présenter ce romanisme, véritablement insensé, comme une opinion parfaitement libre: *De LIBERE controversa opinione quæ tenet romanum Pontificem, ETIAM QUATENUS DOCTOREM PRIVATUM, esse infallibilem*.

Eh! mon Dieu! on est libre aussi de controverser, si cela

¹ « De Papa, » t. I, p. 257.

plaît, la question de savoir si les hommes des antipodes marchent sur la tête ou sur les pieds. Il n'y a, que je sache, aucune définition qui dise le contraire, et on n'est justiciable ici que du bon sens.

Evidemment, il y a dans l'Eglise, en ce moment, bien des gens passionnés, et qui poussent à d'étranges excès! Mais le Concile, nous en sommes sûrs, ne se laissera pas entraîner sur une telle pente.

XII.

Il y a plus d'un point encore où il est à craindre que la proclamation du nouveau dogme, si elle avait lieu, ne trouble et n'embarrasse, dans l'esprit des fidèles, ce qu'ils ont cru jusqu'ici.

Comment, par exemple, leur persuader, que cette définition n'entraînera pas, sinon en droit, du moins en fait et dans la pratique, un amoindrissement de l'Episcopat?

Et d'abord, à ce point de vue, penseront-ils, que deviendront les Conciles?

Les Conciles ont été jusqu'ici une des grandes formes de la vie de l'Eglise, un de ses plus puissants moyens d'action. Ils ont commencé dès l'origine de l'Eglise, dès les temps apostoliques; tous les siècles chrétiens, sauf les deux derniers, les ont connus. Il y a même de saints personnages, de grands esprits, des Conciles, qui ont réclamé ou décrété le retour périodique de ces saintes assemblées. Il est vrai, la politique ombrageuse d'un régime qui n'est plus, les avait rendues, dans les siècles derniers, plus difficiles; mais les libertés modernes ont abaissé ces jalouses barrières; les conquêtes de la science contemporaine, en abrégant les distances, ont frayé partout des voies rapides aux Evêques du monde entier vers la Ville éternelle; et ces assemblées délibérantes, en même temps qu'elles sont devenues plus faciles, se trouvent plus en harmonie aujourd'hui avec les vœux des peuples chrétiens. Ne peut-on pas voir en tout cela des coïncidences vraiment providentielles?

Mais, si le prochain Concile définissait l'infailibilité du Pape,

les fidèles ne pourraient-ils pas penser et se dire: A quoi bon désormais les Conciles œcuméniques? Puisque UN SEUL, le Pape, « EN DEHORS DES EVÊQUES, » pourra tout décider infailliblement, même les questions de foi, à quoi bon réunir les Evêques? A quoi bon les longueurs, les recherches, les discussions des Conciles?

Il est évident, en effet, que si le dogme nouveau, une fois proclamé, ne supprime pas en droit ces grandes assemblées, à tout le moins, en fait, il en diminuera singulièrement l'importance.

Ainsi donc, on voudrait que le futur Concile fît un décret qui désormais supprimât ou amoindrît les Conciles!

Et que les Evêques décrétassent eux-mêmes, pour ainsi dire, leur abdication!

Mais ce n'est pas là le seul amoindrissement que l'Episcopat semblerait subir aux yeux des fidèles. Ses plus essentielles prérogatives, sur lesquelles aucun catholique ne dispute, ne vont-elles pas, dans la pratique du moins, perdre singulièrement aussi de leur réalité?

Et d'abord les Evêques sont JUGES DE LA FOI: juges avec le Pape, bien entendu, mais vrais juges. Et toujours, jusqu'ici, ils ont eu une part effective dans les jugements et les définitions du dogme: toujours ils ont décidé dans les Conciles comme des juges réels: *Ego iudicans, ego definiens, subscripsi*. Toujours ils ont été, comme le dit Benoît XIV, *co-iudices*, juges de la foi avec le Pape.

Mais avec la nouvelle règle de foi, ne semblerait-il pas aux fidèles qu'il n'y a plus qu'un juge réel, et que les Evêques ne le sont plus sérieusement? Leur coopération, antécédente ou subséquente, en effet, ne sera plus en rien nécessaire. Le jugement infaillible du Pape, comme dit Mgr Manning, sera complet et parfait en lui-même, « EN DEHORS ET INDÉPENDAMMENT DE L'EPISCOPAT. » Ils pourront ne plus entrer pour rien, si le Pape le veut ainsi, dans les jugements sur la foi. Alors il n'y aura plus, en fait, qu'un seul juge, le Pape.

Comment en effet, lorsque le Pape aura proclamé, seul, en

dehors de l'Episcopat et sans les Evêques, un dogme de foi, comment faire comprendre aux fidèles ces deux choses: que la sentence du Pape a immédiatement par elle-même, indépendamment de toute adhésion épiscopale, la force de chose jugée, et que les Evêques cependant restent vrais juges!

Quelle sentence peuvent-ils donc alors porter? — Une sentence de simple adhésion, dit-on. Mais cette sentence, du moins, sera-t-elle libre? Non, elle n'est pas libre, car ils sont obligés d'adhérer. Est-elle même requise? Non, elle n'est requise d'aucune façon, car la sentence du Pape est obligatoire par elle-même, indépendamment de toute adhésion de l'Episcopat.

Je me demande si, dans ces conditions, les fidèles considéreront toujours les Evêques comme de vrais juges?

Que serait en effet, à leurs yeux, un tribunal dont le président aurait le privilège de décider et de juger tout, tout seul, de telle sorte que tous les autres juges seraient obligés de juger comme lui? Le vote seul du président suffirait: la sentence des autres serait faite par la sienne, dictée par la sienne: nul ne pourrait juger après lui autrement que lui; et l'adhésion de ses collègues ne serait même pas requise pour la décision.

Evidemment un tel tribunal paraîtrait dérisoire, et de juges, en réalité, on n'en verrait qu'un.

Les théologiens peuvent argumenter et distinguer ici. Mais les fidèles, ce grand public qui n'entend pas les distinctions théologiques, où en sera-t-il?

Sans doute le Pape est le juge principal, et son jugement est toujours indispensable. Non-seulement il préside le tribunal, mais il confirme le jugement des autres juges. Dans les tribunaux ordinaires, la voix du président est ordinairement prépondérante; mais dans l'Eglise, la voix du Pape est de plus nécessaire, et le jugement des Evêques, même dans un Concile œcuménique, n'est définitif que quand celui du Pape s'y ajoute. En un mot, dans la définition de la foi, les Evêques et le Pape ont respectivement leur part nécessaire. Cela serait-il encore vrai pour les Evêques, aux yeux des fidèles, quand le Pape, déclaré infaillible, jugerait seul?

XIII.

Continuons, Messieurs, en nous plaçant toujours au point de vue des fidèles, à rechercher et à examiner quels peuvent être les inconvénients probables de la définition dogmatique en question.

En même temps que Juges, les Evêques sont Docteurs. Tous les catéchismes disent cela. Les paroles de Notre-Seigneur Jésus-Christ sont formelles. C'est aux Apôtres, et par conséquent aux Evêques, successeurs des Apôtres, qu'il a été dit: *Euntes docete omnes gentes Ecce ego vobiscum sum omnibus diebus*. C'est aux Apôtres, et par conséquent aux Evêques, successeurs des Apôtres, que Jésus-Christ a dit encore: *Accipite Spiritum Sanctum*, etc. Et enfin: *Qui vos audit, me audit*. Ce sont là autant de paroles que tous les fidèles savent par cœur.

C'est pourquoi saint Paul dit: *Fundati estis super fundamentum Apostolorum*. — *Posuit Episcopos regere Ecclesiam*.

Toute la tradition a constamment assimilé ici les Evêques aux Apôtres, et le Concile de Trente, résumant toute la tradition, dit expressément: *In locum Apostolorum successerunt*, en parlant des Evêques.

Ainsi donc, les Evêques ne sont pas seulement des échos, ils enseignent: ils constituent, avec le Pape, l'Eglise enseignante.

Mais avec l'infailibilité personnelle du Pape, sans le concours des Evêques, « EN DEHORS, ET INDÉPENDAMMENT DU CORPS ÉPISCOPAL, » c'est, aux yeux des fidèles, un seul qui définit, un seul qui enseigne, un seul qui est docteur, comme il est seul juge.

Et les Evêques ne semblent plus des voix dans l'Eglise, mais de simples échos.

L'adhésion du corps enseignant pouvant n'entrer pour rien dans ce qui est l'essence du jugement doctrinal, comment les fidèles comprendront-ils que ce corps enseignant enseigne?

De plus, Messieurs, qu'est-ce que l'enseignement de l'Eglise? Un témoignage. Ni le Pape, ni l'Eglise ne font le dogme: ils le constatent. La révélation est un fait; les vérités révélées sont

des faits. Et un jugement doctrinal n'est au fond que l'attestation d'un fait révélé. Or, quand c'est l'Eglise, assemblée ou dispersée, qui prononce le jugement, c'est là quelque chose que les fidèles conçoivent sans peine, quelque chose où l'assistance divine est requise, sans doute, mais tout à fait conforme à la nature des choses, à l'harmonie même de l'Eglise, telle que Jésus-Christ l'a constituée. C'est un témoignage, attesté par tous ceux qui sont les témoins; ce sont les Eglises particulières, attestant, par le fait même qu'elles témoignent, la foi de l'Eglise universelle. Quand toutes les Eglises, quand le corps des Pasteurs, unis à leur Chef, a parlé, par là même, la foi de l'Eglise est constatée: ce qui n'était qu'implicite est devenu explicite, et le dogme est défini. Et la grande maxime catholique se réalise: *Quod ubique, quod semper, quod ab omnibus*. Les fidèles comprennent facilement cela.

Tandis qu'un jugement doctrinal du Pape seul, sans que l'adhésion de l'Episcopat n'y fût à aucun point de vue requise, se présentera à eux sous un autre aspect, ce sera, dans une question de témoignage, un témoin qui pourra, quand il le voudra, remplacer tous les autres: un seul témoin, au lieu de tous: un témoin qui n'a aucun besoin, s'il le trouve bon, des autres témoins, ni de leur témoignage, pour savoir ce qui est la tradition et la foi de leurs Eglises.

C'est-à-dire qu'à quelque chose de très-simple et de très-compréhensible, dans l'ordre spirituel, on substituerait, aux yeux des fidèles, quelque chose d'extraordinaire, d'anormal, un miracle perpétuel, et bien autre que celui de l'infailibilité de l'Eglise.

Ici du moins, s'il y a encore miracle, les fidèles conçoivent que ce miracle est absolument nécessaire, et impliqué dans la notion même de l'Eglise: sans l'infailibilité dans l'Eglise, pas d'Eglise. Mais il conçoivent moins la nécessité de ce miracle pour le Pape seul, parce que, sans l'infailibilité personnelle et séparée du Pape, l'Eglise se comprend encore parfaitement: l'infailibilité de l'Eglise pourra toujours suffire à tout, comme elle y a toujours suffi.

Les fidèles savent très-bien que, dans ce grand et universel

témoignage de l'Eglise, le Pape est témoin, principal témoin, témoin de la principale et souveraine Eglise, de celle qui, placée au centre, communique avec toutes les autres, comme toutes les autres doivent communiquer avec elle.

Mais jusqu'ici les fidèles n'ont pas cru que le Pape fût dans l'Eglise le seul témoin.

Désormais, prononçant seul, il le serait, quand il voudrait.

XIV.

On dit bien, et il faut le dire: *Ubi Petrus, ibi Ecclesia*. C'est là un grand mot de saint Ambroise. Mais on abuse quelquefois de ce mot étrangement. A entendre certains écrivains, dont les exagérations, assurément, ne plaisent ni au Pape, ni guère à personne, on dirait que le Pape est à lui seul toute l'Eglise. Non, le Pape est le chef de l'Eglise; il n'est pas toute l'Eglise. Le mot *Eglise* est un mot collectif, qui ne peut s'entendre d'aucune individualité séparée, quelle qu'elle soit. L'Eglise de Jésus-Christ a pour chef nécessaire le Pape, et il n'y a pas d'Eglise de Jésus-Christ sans le Pape: ce serait un corps sans tête. Mais le Pape n'est pas et n'a jamais prétendu être toute l'Eglise. Le vrai et légitime usage pratique de ce mot célèbre, c'est que, dans les divisions produites par les schismes et les hérésies, pour reconnaître où est l'Eglise, il faut regarder où est le Pape. C'est ainsi que nous sommes certains que l'Eglise russe, l'Eglise anglicane ne sont pas l'Eglise de Jésus-Christ, parce qu'elles n'ont pas le Pape avec elles; et au contraire l'Eglise catholique romaine est la vraie Eglise, parce qu'elle reconnaît le successeur de Pierre pour chef: *Ubi Petrus, ibi Ecclesia*.

Ne paraissons donc pas, Messieurs, séparer, aux yeux des fidèles, par une définition qui les troublerait, ce qui ne doit pas être séparé: le Pape et l'Episcopat.

Certaines écoles théologiques ont eu longtemps ici le même tort, en sens contraire: les uns voulant séparer le Pape de l'Episcopat, et les autres l'Episcopat du Pape.

L'Eglise est un corps vivant: *Corpus*. C'est là le mot sans

cesse répété par saint Paul, qui s'applique à montrer dans ce corps mystique les rapports de la tête et des membres, et l'harmonie de l'organisme tout entier.

Le Pape est la tête, le chef visible de l'Eglise.

Mais si l'on met la tête d'un côté et le corps de l'autre, où sera la vie ?

L'Eglise est un édifice: *œdificabo Ecclesiam meam*; pourquoi vouloir isoler le fondement de l'édifice, et l'édifice du fondement ?

L'Eglise est bâtie sur la pierre; oui, mais au-dessus de la pierre il y a l'édifice, et la pierre n'est le fondement que par sa liaison avec l'édifice: *Super hanc petram œdificabo Ecclesiam meam*.

Certains disent: Pierre est tout. Évidemment non, le chef n'est pas tout le corps.

Il est le fondement, il n'est pas tout l'édifice.

L'édifice sans le fondement croulerait; le fondement sans l'édifice ne serait le fondement de rien.

Point donc de séparation, Messieurs, ni germaniste, ni romainiste, ni gallicane, ni ultramontaine, ni dans les définitions dogmatiques, ni autrement: Jésus-Christ a voulu autre chose: *Unum sint*.

Laissons là les vieilles et vaines querelles !

Les fidèles ne comprennent que l'Eglise avec son chef suprême, et le chef avec l'Eglise.

Cette conception de l'Eglise ne nuit du reste en rien à la divine autorité et à l'initiative souveraine du Pontife romain.

Successeur de Pierre, Vicaire de Jésus-Christ, en qui réside la plénitude de la puissance apostolique, chef de tous les Evêques, Pontife de la chaire principale, en laquelle toutes les autres gardent l'unité, Pasteur universel non-seulement des brebis, mais aussi des Pasteurs, bouche de l'Eglise, clef de voûte de la catholicité :

Voilà le Pape, voilà la tête de l'Eglise enseignante.

Et voici les Evêques: successeurs des Apôtres, Juges et Docteurs, avec lesquels Jésus-Christ est chaque jour et jusqu'à la

consommation des siècles ; Pasteurs des peuples, sous l'autorité supérieure et principale du Pontife souverain : *posés par l'Esprit-Saint pour régir l'Eglise de Dieu et enseigner toutes les nations.*

Telle est l'économie toute-puissante de cette mystérieuse et vivante unité de l'Eglise, où tout est divin, parce que tout est un, et où l'assemblage et la correspondance sont tels que chaque partie, quand elle est à sa place, participe à la force du tout.

Non, n'étonnons pas les fidèles en portant la critique sur cette divine constitution : ne creusons pas autour et au-dessus de ces fondements sacrés : que personne ne sépare ce que Jésus-Christ a fait pour demeurer éternellement uni.

Ah ! que plutôt, nous serrant tous plus que jamais avec vénération, obéissance et amour, autour du Souverain-Pontife, nous éloignons de nous jusqu' à l'ombre même de la division ! Que tous, nous oubliant généreusement nous-mêmes, et sacrifiant à l'Eglise nos préoccupations personnelles, nous travaillions unanimement à la conservation de cette paix et de cette unité où Dieu habite ! C'est alors, mais alors seulement, que nous présenterons au monde le spectacle de cette *grande armée rangée en bataille*, dont parle l'Ecriture : *invincible, parce qu'elle est rangée.* Et c'est alors aussi que, par l'exemple non moins que par la doctrine, nous offrirons à la société en péril le secours de Dieu qu'elle attend, et cette dernière ressource de vie qu'elle appelle à grands cris.

XV.

Voilà, Messieurs, bien des détails de théologie que j'aurais voulu éviter : je les destine au clergé, mais ils tomberont aussi sur le grand chemin, sur la pierre et parmi les ronces, au milieu des oiseaux moqueurs, des ennemis et des ignorants. Du reste, que nul ne s'étonne des opinions agitées dans nos écoles. Cette diversité, ces discussions entre théologiens, prouvent la liberté, *in dubiis libertas*, et aussi la charité, *in omnibus caritas*.

Mais quand il faut arriver aux décisions nécessaires, sur lesquelles l'accord doit se faire, *in necessariis unitas*, nous ne sommes pas alors des philosophes qui disputent, nous sommes des docteurs qui enseignent, et des témoins qui déposent.

Or, nous devons nous consumer en réflexions, en distinctions, en scrupules, avant de donner quelque chose à porter à vos esprits ou à vos consciences, hommes légers qui vous moquez d'un labeur entrepris pour vous ! Vous ne vous plaignez pas des calculs minutieux des astronomes et des marins, avant de vous embarquer, ni des investigations du juge qui tient votre sort entre les mains. Les théologiens méritent aussi vos respects dans des recherches qui regardent vos âmes et la vérité. Ne vous moquez pas, et ne vous troublez pas. Au lieu d'écouter aux portes de nos écoles, entrez dans cet admirable temple de la vérité chrétienne, dont dix-neuf siècles n'ont pas arraché une pierre, là où l'on rencontre cette alliance unique de l'assistance de Dieu et de l'unanimité des témoignages, qui s'appelle l'Eglise : semblable en quelque sorte au système lumineux du monde, qui se compose d'un principal foyer, d'astres sans nombre et d'une seule et même lumière en tous lieux répandue. Dans l'éclat d'un midi tranquille, un seul foyer semble répandre la lumière, mais si la nuit s'obscurcit, on voit au firmament des astres innombrables, afin que l'homme puisse toujours se conduire, mille rayons se fondant sur sa tête dans une seule clarté.

XVI.

Je voudrais résumer toute cette longue série de questions, et exprimer clairement l'état de mon âme.

Nous avons bien des combats, et c'est la vie ! mais sur cette grande question de l'Eglise, nous avons la paix. Nul catholique ne doute de l'infailibilité de l'Eglise ; comme nul ne doute de la primauté du Pape, qui institue les Evêques, convoque les Conciles, propose les décrets, confirme les décisions ; nul ne doute de la perpétuité, de l'unanimité de la tradition sur tout cela, depuis dix-neuf siècles. Tous les fidèles, après avoir lu l'E-

vangile, consulté l'histoire, écouté leurs Pasteurs, récitent du fond du cœur : *Credo Ecclesiam, unam, sanctam, catholicam, apostolicam*. Et de fait, entre les témoignages des Evêques, des Papes, des Apôtres et du Christ, depuis le commencement, il y a un accord infaillible, et Dieu même est dans cet accord.

Tout à coup, quelques-uns se sont mis à demander en qui réside originairement dans cette Eglise l'infailibilité? Et les yeux fixés sur un fait merveilleux, on se met à agiter des questions. Devant un fait, on se plaît à remuer les hypothèses. Devant une solution, les éléments du problème sont remis en doute, et un procès jugé, terminé par un accord admirable, est repris, ranimé, remis au feu! Aussitôt, et à l'énoncé du problème, l'homme ennemi se réveille, et les fidèles sont déconcertés, l'Orient arrêté, les protestants refoulés, les Gouvernements inquiets, les plus tristes pages de l'histoire du passé remises en lumière, les Evêques attristés, la paix des âmes compromise, et la voie du salut rendue plus difficile. Pourquoi? dans quel intérêt? avec quel profit?

Demain, quelle que fût la conduite adoptée, qu'arriverait-il? Ce qu'on ne discutait pas serait discuté, ce qu'on oubliait serait reproduit, et une fois l'habitude des discussions reprise, plus de paix!

Eh! bien, non! nous ne nous réunirons pas pour substituer la division à l'unanimité, la dispute à l'amour.

Par la grâce de Dieu, l'Eglise de France a, depuis deux siècles, largement mérité d'être affranchie de tous les ombrages surannés. Cette Eglise, j'ose le dire, a été, et elle le serait toujours, héroïne et martyre de l'Unité. Depuis cent années surtout, il n'est pas de branche de l'arbre divin qui ait été mieux unie au tronc et à la racine, en s'étendant plus loin, avec plus de zèle, par-delà toutes les frontières; pas de branche plus catholique, pas de branche plus apostolique, pas de branche plus romaine. Nos prédécesseurs sont morts sur l'échafaud, pour ne pas rompre l'unité. Ils ont accepté l'exil et la confiscation sans céder, ni à l'oppression du peuple, ni à la tyrannie du maître absolu. Ils se sont rencontrés sur toutes les routes de l'exil avec

Pie VI et Pie VII, dans la communion du martyre. C'est dans le clergé français que Pie VII a trouvé ses plus vives consolations. Les Eglises des Etats-Unis ont commencé par des Evêques français. Ce sont les Evêques français qui ont défendu, sans faiblir, la Pologne opprimée, l'Irlande affamée, l'Orient écrasé. Nous avons tous ensemble réclamé et obtenu la liberté des pères de famille dans l'éducation de leurs enfants, tous ensemble défendu la liberté des associations religieuses, la liberté de la charité, le développement des missions civilisatrices. L'Eglise entière doit à la France les Sœurs de charité, les Frères des écoles chrétiennes, l'Œuvre de la propagation de la foi dans les deux mondes, les Conférences de Saint-Vincent de Paul, les collèges des jésuites et des dominicains, les Petites-sœurs des pauvres, et toute cette incomparable armée pacifique, qui est, comme notre armée guerrière, la première du monde. Depuis vingt ans, le Siège pontifical a été attaqué, frappé, trahi, opprimé, livré à des adversaires implacables. Les Evêques français l'ont défendu, servi, assisté, aimé, exalté, consolé dans un magnifique mouvement que le temps n'a pas affaibli. Et ne sont-ce pas eux encore, dans les mauvais jours que nous traversons, qui ont donné la première impulsion à cette œuvre si touchante et aujourd'hui universelle du denier de saint Pierre? Ah! j'ose dire que tant de dévouement à Rome et au monde catholique donne à l'Eglise de France le droit d'être crue, le droit d'être entendue, quand elle parle de son attachement au Saint-Siège, et au Vicaire de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Que dis-je! Tel est l'entraînement de la France vers le centre de l'unité, que les doctrines exagérées passent les monts en venant de France, et c'est de Rome que part la modération, le tempérament, la sagesse; c'est Rome qui arrête la *furia francese*, et se refuse à mettre les excès dans les dogmes. Aussi, mes Frères, ne soyez pas inquiets! Hommes de foi, ne vous troublez pas!

Si je me suis décidé à entrer avec vous, Messieurs, et en public dans ces détails, c'est par un secret instinct que j'avais plutôt à calmer des émotions dans mon pays qu'à devancer des objections

à Rome. J'en suis convaincu: à peine aurai-je touché la terre sacrée, à peine aurai-je baisé le tombeau des Apôtres, que je me sentirai dans la paix, hors de la bataille, au sein d'une assemblée présidée par un Père et composée de Frères. Là, tous les bruits expireront, toutes les ingérences téméraires cesseront, toutes les imprudences disparaîtront, les flots et les vents seront apaisés. Nous penserons aux saints dont nous occupons les chaires, nous penserons aux âmes dont nous répondons devant Dieu, nous penserons au Dieu qui nous voit et nous jugera, nous penserons aux Apôtres, nous croirons les voir encore en face du monde à conquérir et du Maître à écouter; et lorsqu'à la place de ce Maître souverain des esprits, son Vicaire sur la terre redira à chacun de nous: « Mon frère, m'aimez-vous? » ah! croyez que votre vieil Evêque ne sera pas le dernier à répondre: « Père, vous savez si je vous aime! comme disait le doux évêque de Genève: » *Dans la contention d'amour pour le Vicaire de Jésus-Christ,* » je ne me suis laissé vaincre par personne. Depuis vingt ans, » mes cheveux ont blanchi, ma main s'est épuisée à votre service. O Saint-Père, Dieu sait que la dernière parole de mes lèvres et le dernier soupir de mon cœur appartiendront à l'Eglise et à vous. »

Veillez agréer, Messieurs et chers coopérateurs, la nouvelle assurance de mon profond et religieux dévouement.

- † Félix, évêque d'Orléans.

Orléans, ce 11 novembre, en la fête de saint Martin.

CCLXIV.

(18 novembre 1869).

Luigi Veillot considera la « inopinata » pubblicazione della lettera precedente siccome « un vero avvenimento, » essendoché, qualunque sia la volontà dello scrittore, tal Documento somministra di fatto « un capo episcopale, regolare ed ufficiale, a questa campagna, dove fin qui solo comparivano scrittori di qualità diverse. » Il direttore dell' *UNIVERS* dice che, « per prudenza e per deferenza, » non discuterà questo atto episcopale; ma dichiara, ch'ei si sente assalito da monsignor Dupanloup in maniera inopportuna ed ingiusta.

La campagne contre la doctrine de l'infailibilité du Vicaire de Jésus-Christ poursuit son cours, et nous voyons se succéder les coups annoncés dans l'adresse des « laïques de Coblenz » à M. de Montalembert. Nous avons eu les consultations et les décisions de Munich, les brochures pseudonymes de Janus, le livre de Mgr Maret, les expéditions de l'*Avenir catholique*, le manifeste du *Correspondant*, soutenu des efforts de la presse libérale, faible, mais ardente. A travers ces assauts, le pauvre père Hyacinthe a passé comme une fusée qui avorte. Maintenant, Mgr Maret prépare un nouveau volume, et M. l'abbé Doellinger, qui semble l'instigateur du mouvement, se dévoile. Le concert devient de plus en plus évident; et si l'on considère l'heure extrême où se produisent les dernières attaques, quand la plupart des Evêques, absents de leur siège, sont sur la route ou aux portes du Concile, le retard qu'elles ont pu s'imposer semblera savamment calculé.

Mais une pièce plus inopinée que toutes celles qui ont paru, et beaucoup plus importante par la situation de l'auteur, va s'emparer de l'attention publique. C'est une lettre de Mgr l'évêque d'Orléans au clergé de son diocèse, contenant des *Observations sur la controverse soulevée relativement à la définition de l'infailibilité au prochain Concile*. Cette lettre, fort animée, est un

véritable événement. Par le fait, que ce soit ou non la volonté du prélat, elle donne une tête épiscopale régulière et officielle à cette prise d'armes, où l'on ne voyait jusqu'ici que des écrivains de qualités diverses; car Mgr Maret lui-même, évêque *in partibus*, avant le Concile et en dehors du Concile, s'adressant à tout le monde, n'a, sauf sa science et ses vertus, que la faible autorité de tout le monde. Bien autre est la condition où se place Mgr l'évêque d'Orléans parlant dans sa charge de pasteur. Voilà l'événement; il est considérable.

Quelques jours auparavant, sans le trouver moindre, nous en aurions été moins surpris. Connaissant l'autorité du célèbre Evêque sur la rédaction du *Correspondant* et sur celle du journal le *Français*, son interprète officieux, nous aurions compris qu'il acceptât publiquement des thèses auxquelles ces feuilles seraient restées étrangères s'il les avait répudiées. Après les adieux qu'il adressait tout à l'heure à son clergé, d'un ton si différent, nous ne pouvons guère nous expliquer sa détermination tardive. On se demande pourquoi, du seuil du Concile où il est sûr d'être écouté, Mgr l'évêque d'Orléans jette ainsi la question dans le public.

Il dit, à la vérité, que c'est notre faute, et toutes ses Observations se rattachent à notre polémique contre le livre de Mgr Maret et contre d'autres écrits qui l'ont éveillée légitimement; écrits qu'il ne nomme point. Nous ne pensons pas mériter tant d'honneur, et l'on verra bien qu'il va beaucoup par delà. Il s'en apercevra lui-même, aux arguments empoisonnés que la presse hostile va tirer de son argumentation.

C'est la seule contradiction que nous voulions nous permettre sur la Lettre pastorale de Mgr l'évêque d'Orléans. Elle est assurément faite pour la publicité la plus militante, et nous y sommes attaqués d'une manière dont nous récusons l'opportunité et la justice. Néanmoins, à cause de son caractère officiel, par prudence et par déférence, nous la publierons intégralement sans la discuter. Nous portons le respect de l'infailibilité de l'Eglise unie à son Chef, jusque dans ses moindres dépendances, et nous tenons que les actes épiscopaux doivent être soustraits à la con-

testation publique des laïques. Elargissant ce devoir, nous nous abstenons même de plaider.

En ceci du moins, nous croyons être d'accord avec Mgr l'évêque d'Orléans, peu partisan (quoique toujours fort mêlé aux journaux) des libertés de ce qu'il appelle « une certaine presse. »

Déjà une fois, usant assez strictement d'un droit incontestable, à propos d'une discussion littéraire où il s'estima contredit, il crut devoir condamner l'*Univers* et en prohiber la lecture à plusieurs prêtres de son diocèse. Nous ne trouverions pas séant de l'amener à renouveler cet éclat. S'il y a nécessité d'ailleurs, les journaux qui vont applaudir et commenter ses *Observations* nous fourniront matière à parler, sans léser une autorité qui doit rester intacte, jusqu'à ce que l'autorité supérieure ait prononcé.

Dans l'Eglise, tout est réglé admirablement, et la liberté est complète parce qu'elle a des limites acceptées, qu'elle n'est pas tenue à fixer elle-même. C'est ce qui fait notre sécurité. Sachant qu'on nous surveille, et qu'il y a toujours pour nous arrêter, des répréhensions, des censures, des condamnations même, mais toujours susceptibles de vérifications, de rectifications et de confirmations infaillibles, nous nous mouvons à l'aise sur un terrain où, faute de ces garanties, la conscience, de façon ou d'autre, serait perpétuellement inquiétée.

Quant à la question de l'infaillibilité, nous avons suivi et nous continuerons de suivre le sentiment de la majorité, ou plutôt de l'unanimité des Evêques, puisque, jusqu'à présent, le livre de Mgr Maret n'a pas trouvé un seul défenseur, et que Mgr l'évêque d'Orléans lui-même ne le nomme pas. Ce fait est constaté dans la Lettre pastorale où nous sommes traités avec tant de rigueur: deux Evêques particulièrement illustres, Mgr Dechamps, archevêque de Malines, et Mgr Manning, archevêque de Westminster, s'y trouvent nommés et combattus comme nous. Ils sont l'un et l'autre, fussent-ils seuls, assez grands pour nous couvrir. Prétendre que néanmoins nous devons nous taire, c'est trop exiger pour le temps où nous vivons. Quand on ne peut ni ne veut imposer silence à tous les journaux, il n'est ni possible ni nécessaire de l'imposer à une « certaine presse. »

Si l'on dit que ces débats sont malheureux, peut-être. C'est le cri de beaucoup de personnes qui ne laissent pas pourtant de placer très-activement leur mot, sans titre bien prouvé. Pourquoi l'*Univers* se tairait-il plus que le *Correspondant*, et M. Veuillot plus que M. Douhaire? Dans tous les cas, ces débats sont éternels, et il se pourrait aussi que le silence fût pire. Mais aujourd'hui plus que jamais, et plus après la Lettre pastorale de Mgr Dupanloup qu'auparavant, on ne peut empêcher qu'un immense cri s'élève de la conscience catholique pour demander une solution. Une question vitale s'est invinciblement posée; sur cette question, les uns nient, les autres affirment. AD QUEM IBIMUS?

Mais enfin et après tout pourquoi s'alarmer? L'Eglise est réunie autour de son Chef, et ne savons-nous pas que l'Eglise est l'œuvre du Fils de Dieu, gouvernée par l'esprit de Dieu; l'œuvre de la sagesse divine, gouvernée par l'amour divin?

Louis Veuillot.

CCLXV.

(18 novembre 1869).

Il vescovo di Laval scrive al direttore della *SEMAINE-RELIGIEUSE* della sua diocesi « deplorar profondamente » la lettera di monsignor Dupanloup, e « più che mai persistere nelle (sue) precedenti dichiarazioni sulla infallibilità dottrinale del Papa. »

Laval, le 18 novembre 1869.

Monsieur le Directeur,

Une brochure de 88 pages m'est arrivée ce matin. Elle est de Mgr l'évêque d'Orléans, et fera très certainement beaucoup plus d'impression dans mon religieux diocèse que dans celui d'où elle vient.

Je déplore profondément cette publication, et je persiste plus que jamais dans mes déclarations antérieures sur l'infailibilité doctrinale du Pape. Le Concile général, sous l'assistance divine promise à l'Eglise dans la personne de son Chef, saura s'il doit proclamer ce dogme ou en réserver la publication pour des temps meilleurs. Mais, quoi qu'il en soit, le successeur de saint Pierre est et restera le docteur infailible du peuple catholique.

Je tiens, monsieur le Directeur, à ce que ces lignes auxquelles je ne peux ni ne veux rien ajouter, paraissent demain dans la *Semaine religieuse* de Laval.

Recevez, etc.

Casimir, évêque de Laval.

CCLXVI.

(19 novembre 1869).

Monsignor Guglielmo Renato Meignan, vescovo di Châlons, rettifica un'asserzione dell'UNIVERS, relativa al suo libro intitolato: « Le Monde et l'homme primitif. » Quindi dichiara che, se la questione dell'infallibilità sarà proposta in Concilio, quivi soltanto egli esporrà tutto intero il suo pensiero. Del resto, egli è pienamente dell'avviso del vescovo d'Orléans, deplora questi pubblici dibattimenti che irritano gli animi, e rende omaggio a monsignor Maret, « scrittore coraggioso, mente elevata, santo Vescovo, amico crudelmente oltraggiato. »

Paris, le 19 novembre 1869.

Monsieur le Rédacteur,

Au moment de quitter Paris pour me rendre au Concile, je lis dans l'*Univers* une note inexacte au sujet de mon nouvel ouvrage, *Le Monde et l'homme primitif*.

C'est à tort que l'on voudrait, même indirectement, associer ce livre à la polémique présente sur l'infailibilité du Souverain Pontife.

Le volume *ne vient point d'être publié*, comme le dit la note; seulement, un second tirage a été mis tout récemment en vente. Quand, au mois de juin dernier, paraissait mon livre, celui de Mgr Maret n'était pas encore imprimé.

Mon but a été uniquement de faire, en vue du Concile œcuménique et sur une question qui préoccupe aujourd'hui les esprits, un travail propre à jeter quelque jour sur la difficile question des rapports de la foi et de la science.

Si la question de l'infailibilité du Souverain Pontife est posée aux juges du Concile œcuménique, je me réserve d'exprimer là seulement toute ma pensée.

Je m'en réfère d'ailleurs à la dernière Lettre pastorale de

Mgr l'évêque d'Orléans, avec laquelle ma pensée est pleinement d'accord.

Tous les catholiques admettent aujourd' hui l'infailibilité du Pape. Mgr Maret l'admet aussi bien que M. Bouix; mais si les uns veulent l'infailibilité personnelle et séparée, les autres comprennent la question différemment.

Au milieu de ces débats, dont la publicité et le caractère irritant sont profondément regrettables, je me plais à honorer, dans Mgr Maret, l'écrivain courageux, l'esprit éminent, le saint Evêque et l'ami cruellement outragé.

Je vous prie, monsieur le Rédacteur, de vouloir bien insérer cette lettre rectificative dans un de vos prochains numéros, et de croire à ma considération distinguée.

Guillaume, évêque de Châlons.

CCLXVII.

(20 novembre 1869).

Schiarimenti dell' UNIVERS su quanto fu per lui asserito intorno al libro del vescovo di Châlons.

Nous croyons utile de reproduire une fois encore les lignes que nous avons déjà empruntées à la préface de Mgr Meignan :

« Nous n' avons pas la vaniteuse prétention d' être leur ému-
» le, nous marchons humblement sur leurs traces illustres. Puisse
» le Ciel aider notre faiblesse dans une tâche que nous ne vou-
» lons accomplir qu' en soumettant notre pensée *au jugement in-*
» *faillible du Saint-Siège.* »

Nous aurions dû savoir, mais nous l'ignorions, que le livre de Mgr Meignan avait été publié avant celui de Mgr Maret. Dans tous les cas, l'important est de constater qu' avant que ce dernier livre eût paru, le savant évêque de Châlons s' était prononcé pour l' infallibilité du Saint-Siège. Et l' opinion générale est que Mgr Maret la combat.

Nous devons ajouter que si nous avons reproduit la déclaration de Mgr Meignan, se soumettant *au jugement infallible du Saint-Siège*, c' est sur la demande d' un tiers, qui nous a dit avoir été invité par le Prélat, avec lequel nous connaissions ses rapports, à nous faire remarquer ce passage de sa préface.

Cette communication, dont nous avons nommé l' auteur au vicaire général de Mgr Meignan, nous avait, d' ailleurs, été faite avant que les *Observations* de Mgr Dupanloup fussent publiées.

Le secrétaire de la rédaction,
Ernest Schnaiter.

CCLXVIII.

(20 novembre 1869).

Citazioni dell'UNIVERS sull'origine delle presenti controversie tra i cattolici, e sulle votazioni in Concilio per via di « acclamazione. »

Dans la Lettre pastorale de Mgr l'évêque d'Orléans, nos lecteurs ont remarqué un texte de Mgr l'évêque de Poitiers, dont le sens s'y trouve assez détourné. Ce texte est tiré de l'homélie que l'illustre Prélat a prononcée devant le clergé de sa ville épiscopale pour combattre et à vrai dire pour condamner l'ouvrage de Mgr Maret, dont la Lettre pastorale reprend et reproduit l'argumentation sur le même point.

Cet épisode nous rappelle d'autres paroles de Mgr l'évêque de Poitiers, qui prennent aujourd'hui une importance historique. En 1863, après le premier congrès catholique de Malines, où les idées des catholiques libéraux s'étaient découvertes, non sans éclat, Mgr l'évêque de Poitiers publia sa grande *Instruction synodale sur les principales erreurs du temps*. On se souvient de l'effet que produisit ce magistral discours. L'éminent Prélat, faisant allusion aux doctrines des catholiques libéraux, avertissait doucement ceux-ci de prendre garde. Il les conjurait de ne point troubler la paix, et leur annonçait que l'Eglise ne les laisserait pas entamer le dépôt de la vérité. Nous reproduisons cet avertissement, sur lequel, depuis, tant de lumière est tombée:

« En effet, tandis que la presse impie et rationaliste proclame » la *sécularisation* désormais absolue des lois, de l'éducation, du » régime administratif, des relations internationales et de toute » l'économie sociale, comme étant le fait et le principe dominant » de la société nouvelle, de cette société émancipée de Dieu, du » Christ et de l'Eglise, nous avons vu surgir, sous l'empire de pré-

» occupations honnêtes et estimables, des adeptes inattendus de ce
» système nouveau.

» Des chrétiens ont paru penser que les nations n'étaient pas
» tenues, au même titre que les particuliers, de s'assimiler et de
» professer les principes de la vérité chrétienne; que des peuples
» incorporés à l'Eglise depuis le jour de leur naissance pouvaient
» légitimement, après une profession douze ou quatorze fois sécu-
» laire du christianisme, abdiquer le baptême national, éliminer
» de leur sein tout élément surnaturel, et, par une déclaration
» solennelle et retentissante, se replacer dans les conditions de ce
» qu'ils croient être le droit naturel; enfin que la génération héri-
» tière de celle qui aurait accompli, en tout ou en partie, cette
» œuvre de déchristianisation légale et sociale, pouvait et devait
» l'accepter, non pas seulement comme une nécessité, mais comme
» un progrès des temps nouveaux, que dis-je, comme un bienfait
» même du christianisme, lequel, après avoir conduit les peuples
» à un certain degré de civilisation, devait se prêter volontiers à
» l'acte de leur émancipation, et s'effacer doucement de leurs ins-
» titutions et de leurs lois, comme la nourrice s'éloigne de la
» maison quand le nourrisson a grandi.

» Conséquemment à cela, ils ont déclaré que le droit essentiel
» du christianisme ne s'étendait point au delà d'une part relative
» dans la liberté commune et dans l'égale protection due à toutes
» les doctrines. Ils ont été jusqu'à demander à l'Eglise de descen-
» dre dans les replis de sa conscience, d'examiner si elle avait été
» assez juste par le passé envers la liberté, et, dans tous les cas,
» de comprendre que, puisqu'elle s'accommodait aujourd'hui de
» la facilité laissée à ses défenseurs, elle ne pouvait, sans ingra-
» titude et déloyauté, refuser de sanctionner à l'avenir, partout
» et toujours, ce système de libéralisme à la faveur duquel on
» pouvait encore plaider sa cause à l'heure présente.

» Il est vrai, Messieurs et chers Coopérateurs, toutes ces asser-
» tions et ces opinions, jetées dans le courant de la publicité quo-
» tidienne par des hommes ardents et généreux, aux yeux desquels
» le présent est tout, ne doivent pas être regardées de trop près,
» ni discutées trop rigoureusement. Issues des accidents mobiles

» d'une situation temporaire, elles ressembleront beaucoup à ces
» feuilles qui couvrent un matin la surface du fleuve, et qui s'écou-
» lent avec ses eaux pour ne plus reparaître. D'ailleurs, plusieurs
» des propositions que je viens de rapporter ont été déjà, les unes
» rétractées, les autres atténuées et modifiées par leurs auteurs;
» d'honorables écrivains de la même école, après avoir désavoué
» certaines expressions, expliqué certaines maximes, ont déclaré que
» le reste n'avait réellement pas fait partie du programme. Certes,
» ce n'est pas nous qui chercherons à faire naître les diversions
» en face de l'ennemi, ni à entretenir les divisions dans le camp
» chrétien, à l'heure où la réunion de toutes les forces en un seul
» faisceau serait si désirable.

» Si des erreurs que nous considérons comme très-injurieuses
» envers Dieu, envers Jésus-Christ et envers l'Eglise, et en même
» temps comme destructives de tout ordre chrétien, par conséquent,
» de toute société régulière et de toute vraie liberté, venaient à
» se prévaloir des sages temporisations de l'Eglise, celle-ci, obéis-
» sant à une nécessité longtemps éludée par elle, et opiniâtrement
» créée par ceux-là mêmes qui reprocheraient davantage l'inop-
» portunité de son intervention, se verrait forcée d'élever la voix.
» Elle n'aurait, du reste, qu'à invoquer sa doctrine séculaire, sa
» pratique invariable, ses protestations et ses réserves renouve-
» lées dans plusieurs circonstances mémorables, les décisions mul-
» tipliées et les condamnations expresses de ses Pontifes jusqu'à
» nos jours, l'autorité convaincante de l'histoire, l'exemple de
» tous les pays et de tous les temps, les leçons éloquantes des
» événements modernes, les intérêts sacrés de l'avenir, enfin la
» logique du bon sens et de la raison, même naturelle.

» Espérons que cette fâcheuse nécessité lui sera épargnée. Bien
» qu'à l'heure où je parle, les échos nous apportent d'au delà de
» la frontière, des paroles rendues peut-être infidèlement, que ni
» ma soumission privée aux enseignements de l'Eglise, ni mon de-
» voir d'état et l'honneur que j'ai de siéger parmi les défenseurs
» des vérités et des traditions catholiques, ni la saine appréciation
» des maux du présent et des remèdes nécessaires qu'y doit ap-
» porter l'avenir, ne me permettraient de ratifier, j'ose dire néan-

» moins que, malgré des apparences contraires, ces doctrines sont
» désormais assez contestées, même dans l'esprit de leurs adhérents,
» pour ne plus nous alarmer au delà d'un certain degré. »

Après cette citation, qui rétablit la vérité historique sur l'origine de la lutte, et qui montre de quel côté l'agression est venue, nous redresserons un autre point de fait, qui n'est pas bien présenté dans la Lettre pastorale.

On lit, § VII: « Les journalistes qui semblent vouloir enjoindre
» au Concile de définir l'infaillibilité du Pape et de la définir par
» acclamation, se doutent-ils, etc. etc. »

Nous croyons que l'on trouverait difficilement un journaliste laïque qui ait même *semblé* vouloir enjoindre au Concile de définir l'infaillibilité et de la définir par acclamation. Ces expressions animées ne sont justifiées par aucun article dont nous ayons souvenir, et si la Lettre pastorale prétend désigner l'*Univers*, c'est une erreur. L'*Univers* n'a rien demandé de tel. L'eût-il fait, ce serait peut-être accorder beaucoup d'importance à des « journalistes » que d'en raisonner si longuement et si ardemment, et l'on ne peut guère admettre, par respect pour les Evêques, qu'il faille tant défendre leur raison contre l'influence des journaux. Mais, enfin, l'*Univers* n'y a point donné lieu.

La *Civiltà cattolica*, dont les auteurs ne sont pas ce que l'on peut appeler des journalistes, a simplement accueilli une correspondance de France où l'on parlait du vœu d'un grand nombre de catholiques français pour une définition par acclamation.

Sauf ce cas, nous n'en connaissons qu'un autre où il ait été question de l'acclamation, et, ici, nous n'avons pas en présence un journaliste, mais un Evêque.

Dans son *Instruction pastorale sur les Conciles généraux*, ouvrage plein de science et de maturité, imprimé il y a cinq ou six mois, Mgr Plantier, évêque de Nîmes, touche en passant cette question qui tient à son sujet. Il la touche pour enseigner, suivant son droit, non pour enjoindre. Voici ce qu'il dit:

« On aurait tort de supposer que rien, dans le Concile, ne pour-
» rait être dignement ni infailliblement voté par voie d'acclamation.
» L'Esprit-Saint, pour attacher son assistance à l'Eglise réunie,

» pour en couvrir les définitions ou les sentences de sa respon-
 » sabilité suprême, n'exige pas rigoureusement sur les questions
 » à trancher des débats préliminaires. Quelles que soient les formes
 » de la procédure, dès qu'elle prononce sur un point de dogme
 » ou de morale, il est là pour en ratifier la décision, qui ne peut
 » pas être une erreur. Et la chose n'est pas difficile à concevoir.
 » Quelques prudents, par exemple, ont peur qu'on proclame d'en-
 » thousiasme l'infaillibilité doctrinale du Souverain-Pontife parlant
 » *ex cathedra*. Le Concile fera-t-il ce grand acte, ou ne le fera-t-il
 » pas, c'est ce qu'ils ignorent, et nous ne l'ignorons pas moins
 » nous-même. Mais ils craignent que, dans un pieux élan, les Pères
 » attachent à la couronne du Pape ce diamant que d'autres Con-
 » ciles, dit-on, n'osèrent pas y fixer. Et quand il en serait ainsi,
 » je demande où serait le malheur?

» Cette question de l'infaillibilité dogmatique du Pape n'est-elle
 » posée que d'hier? N'est-elle pas, au contraire, agitée depuis des
 » siècles? Ne l'a-t-on pas débattue dans tous les sens possibles? Quels
 » sont les arguments pour et contre qu'on n'ait pas épuisés? Quelles
 » sont les objections, même empruntées aux circonstances présentes
 » ou se liant aux intérêts de l'avenir, qu'on n'ait pas fait passer
 » par le crible de la discussion la plus approfondie? Et puisqu'il
 » en est ainsi, puisque par là tous les Evêques du monde ont été
 » mis à même d'avoir sur ce grave sujet des convictions pleine-
 » ment éclairées et fortement établies, pourquoi, si leur conscience
 » croit à la certitude de ce privilège, ne le proclameraient-ils pas
 » sans controverse ultérieure et par un cri spontané de cœur et
 » de foi? N'y aurait-il pas de la réflexion, de la science et de la
 » lumière jusque dans cette acclamation? Et pour quelle raison
 » l'Esprit-Saint refuserait-il de la prendre sous sa garantie? »

Ces paroles ne sembleront à personne indignes de la gravité,
 de la science et de la foi d'un Evêque, et ne font assurément
 aucune offense à l'Eglise ni à la raison humaine. Convaincu de la
 divinité de l'Eglise et de l'assistance que lui donne toujours le
 Saint-Esprit, Mgr l'évêque de Nîmes n'en parle pas comme on
 parlerait d'une œuvre de l'homme. Il croit que le Saint-Esprit
 peut se manifester au Vatican comme il s'est manifesté au Céna-

cle: *Et repleti sunt omnes Spiritu Sancto, et cœperunt loqui variis linguis, prout Spiritus Sanctus dabat eloqui illis.* Il est à remarquer qu'aucune discussion ne précéda cette invasion de l'Esprit de Dieu. L'enseignement seul du Maître avait précédé. C'est toujours la condition des Apôtres, et ce qui s'est fait dans cette première forme peut se faire encore. Il n'y a certainement rien de téméraire à le dire. Nous avons toujours la même Eglise, conduite par le même Esprit, et cet Esprit crée l'opportunité de ce qu'il fait, dans le moment qu'il le fait.

Quelle que soit la difficulté de toute définition dogmatique, il est certain pour la raison chrétienne, que quand le moment est venu, Celui qui a révélé le dogme, peut et doit en révéler l'expression, et il saura bien la faire accepter par toute intelligence de bonne volonté.

Nous disons ceci par occasion, car les « journalistes » n'ont plus à se défendre d'avoir abordé la question d'opportunité, qui ne les regarde en rien. Ils ont écouté les Pasteurs, et, suivant le devoir des fidèles, ils ont défendu les principes, se bornant pour le reste à faire des vœux toujours remplis du respect le plus obéissant.

Louis Veuillot.

CCLXIX.

(Novembre 1869).

Il MONDE richiama uno scritto di parecchi anni fa, in cui monsignor Manning parla della definizione dell' infallibilità pontificia.

La question de l' infallibilité personnelle du Pape a-t-elle été soulevée et posée par certains journaux? et cela en vue du prochain Concile?

Nous trouvons dans un volume auquel les circonstances et les controverses du moment donnent un rare à-propos, la réponse à cette double question.

En 1865, Mgr l' archevêque de Westminster publiait à Londres la première édition de son savant ouvrage sur la *Mission temporelle du Saint-Esprit*. Il n' était à cette époque nullement question du Concile. L' éminent Prelat, dans le chapitre consacré à la *Relation du Saint-Esprit avec l' Eglise*, énumère les organes par lesquels se manifeste la vérité, et qui doivent être considérés comme infallibles. Nous lisons dans cette énumération:

« 5°. Les définitions et les décrets des Papes, parlant *ex cathedra*, comme chefs de l' Eglise et s' adressant à toute l' Eglise, » soit par bulles, par lettres apostoliques, par encyclique ou par » bref, adressés à une ou plusieurs personnes, émanent indubitablement d' une assistance divine et sont infallibles.

» Saint Augustin argumente de la manière suivante en parlant » de la tête et du corps: *C' est pourquoi de même que l' âme, qui » anime et vivifie tout notre corps, exerce dans la tête le sens de » la vue, de l' ouïe, de l' odorat, du goût, du toucher, et dans les » autres membres celui du toucher seulement (car tous sont soumis » à la tête dans leur opération, la tête étant placée au-dessus d' eux » pour les guider, puisque la tête est comme une image de l' âme*

» elle-même, qui guide le corps, car là tous les sens sont mani-
 » festés), ainsi Jésus-Christ homme, le Médiateur entre Dieu et
 » l'homme, est la tête à l'égard de tout le peuple des saints ¹. Or,
 » les Pontifes, comme Vicaires de Jésus-Christ, ont une double re-
 » lation, l'une au Chef divin de l'Eglise dont ils sont les représen-
 » tants sur la terre, l'autre au corps entier. Et ces deux relations
 » communiquent une prérogative spéciale de grâce à celui qui les
 » possède. Les facultés de la tête, comme le dit l'argumentation
 » de saint Augustin, sont en faveur du corps. C'est peu de chose
 » que de dire que les facultés du corps sont les prérogatives de
 » la tête.

» Le Vicaire de Jésus-Christ ne serait pas en rapport avec le
 » corps, si, tandis que le corps est infaillible, lui ne l'était pas. Il
 » ne porterait pas non plus le caractère de représentant de Dieu,
 » s'il était le témoin faillible d'un chef infaillible. Quoique l'analogie
 » observée par saint Augustin entre la tête et les membres ne puisse
 » strictement s'appliquer au Vicaire du Christ et aux membres de
 » l'Eglise sur la terre, néanmoins cette analogie l'investit d'une
 » prééminence dans la conduite et la direction de tout le corps,
 » qui ne peut appartenir à aucun autre membre du corps, ni au
 » corps entier sans lui, et cette direction lui appartient à lui per-
 » sonnellement, et à lui seul, comme représentant, vis-à-vis du
 » corps, les prérogatives de son divin Chef. L'infaillibilité du Chef
 » de l'Eglise s'étend à tout ce qui concerne la révélation, c'est-
 » à-dire, à la vérité divine, à la loi divine, à tous les faits et à
 » toutes les vérités qui touchent à la foi et à la morale. Les défi-
 » nitions de l'Eglise renferment des vérités de l'ordre naturel,
 » et la révélation de la vérité surnaturelle a des points de con-
 » tact avec la morale naturelle, la politique et la philosophie.
 » Les doctrines de la consubstantialité du Fils, de la transsubs-
 » tantiation et de la constitution de l'humanité, touchent à des
 » vérités philosophiques et à des vérités de l'ordre naturel; mais
 » comme elles sont en contact avec la foi, elles tombent dans le
 » domaine de l'infaillibilité de l'Eglise. Il en est ainsi pour les

¹ « De Agon. christiano, » cap. xx, t. vi, p. 254.

» jugements des Pontifes en matières qui touchent à l'intérêt de
» l'Eglise entière, telles que la condamnation de certaines propo-
» sitions. Dans toutes les déclarations où il est dit que telles ou
» telles propositions sont, suivant les cas, hérétiques ou sentant
» l'hérésie, erronées, scandaleuses, offensantes pour les âmes pieu-
» ses, ou autres déclarations semblables, l'assistance du Saint-Esprit
» préserve certainement les Pontifes d'erreur: ces jugements sont
» infaillibles et exigent l'assentiment intérieur de tous. »

Ce n'était donc pas un journaliste, mais un Archevêque qui posait ainsi la question en 1865. L'ouvrage de Mgr Manning, traduit et publié en France à la fin de 1866, y a obtenu le succès assuré d'avance à une œuvre qui se présentait au public avec l'autorité d'un Evêque placé à la tête de la hiérarchie catholique d'Angleterre. Cet ouvrage, loin de soulever des réclamations, a fait l'admiration de théologiens éminents, tels, par exemple, que le savant abbé Le Hir.

L'archevêque de Westminster qui, avant d'être catholique, a exercé le ministère au sein du clergé anglican, dont il était une des lumières et une des gloires, n'a pas craint d'effrayer les frères dont il s'est séparé, en exprimant hardiment ses convictions sur l'infailibilité personnelle du Pape, vérité qui effraie d'autant moins les théologiens anglicans qu'ils souffrent davantage, au sein de leur Eglise nationale, de l'absence de toute autorité dogmatique. Mgr Manning doit savoir, par sa longue expérience, par ses relations avec ceux dont il s'est éloigné et par sa haute position en Angleterre, dans quelle mesure la vérité peut être annoncée à ses compatriotes sans manquer à la prudence, sans éloigner de l'Eglise ceux qu'il a tant à cœur d'y ramener. Quant aux journalistes qui ont pu, avec Mgr Manning, exprimer sur l'infailibilité du pouvoir personnel du Pape une opinion conforme à celle de ce grand Evêque, ils n'ont fait que s'incliner devant une autorité digne de tout leur respect et qu'il eût été téméraire de combattre. Il n'ont pas de leçon à faire à l'illustre successeur du cardinal Wiseman.

CCLXX.

(19 novembre 1869).

L'UNITÀ CATTOLICA stima che monsignor Dupanloup non abbia ragione di rimproverare la CIVILTÀ CATTOLICA e l'UNIVERS d'aver suscitata la disputa intorno alla definizione dell'infallibilità del Papa. « Forse che i fedeli prima del Concilio non possono manifestare la loro fede ed i loro desiderii? » Se il vescovo d'Orléans non trova « opportuno » il discutere sui giornali questo punto, è ella forse « opportuna » la sua lettera, la quale ha addolorato ogni sincero cattolico e ralleginati tutti i nemici del Papa? Non poteva egli aspettare ad emettere il suo voto davanti al Concilio, o imitare l'esempio, da lui citato, dei Vescovi adunati a Fulda? E quanto ai suoi biasimi risguardanti il giornalismo, come mai non ha egli considerato esser questo « il primo Concilio ecumenico che si celebri a' tempi dei giornali e del telegrafo? »

Il vescovo d'Orléans, monsignor Dupanloup, ha pubblicato dapprima una « Lettera pastorale al clero ed ai fedeli della sua diocesi prima della sua partenza per Roma, » lettera ch'ebbe la bontà di mandarci, e da cui abbiamo estratto la bella protesta della sua intera sottomissione al Concilio anche in quelle definizioni che contraddicevano alle sue opinioni particolari. Ma, non contento di ciò, il vescovo d'Orléans pubblicava una seconda lettera, che forma la delizia del nostro telegrafo, il quale tacque pienamente della prima.

La lettera è indirizzata al clero della sua diocesi e porta questo titolo: « Osservazioni sulla controversia sollevata relativamente alla definizione dell'infallibilità nel prossimo Concilio. » È una lettera lunghissima e, se volessimo pubblicarla per intero, occuperebbe quattro o cinque dei nostri fogli. Siccome però il telegrafo da due giorni ci rappresenta il vescovo d'Orléans quasi un altro padre Giacinto, così sarà bene tradurre innanzi tutto la introduzione alla seconda sua lettera:

« Signori,

« Nell'indirizzarmi il vostro addio ed i vostri voti prima della

» mia partenza per Roma, mi avete manifestato le inquietudini e
 » lo scompiglio che spargono attorno a voi tra i fedeli le vio-
 » lente polemiche sollevate nei giornali relativamente al futuro
 » Concilio, e in particolare per ciò che riguarda la definizione
 » dell' infallibilità del Papa. Queste inquietudini io le ho com-
 » prese. Si tratta qui del Santo Padre e dei suoi privilegi, cioè
 » di quello che parla maggiormente al cuore cattolico. Egli è
 » naturale alla pietà filiale di voler adornare un padre di tutti i
 » doni, di tutte le prerogative; e quanto è penoso ai figli il sen-
 » tir discutere là dove loro sarebbe dolce al contrario il veder
 » acclamare ciò che considerano come l' onore e la gloria del
 » loro padre! Le polemiche sulla infallibilità del Sovrano Ponte-
 » fice dovevano dunque inevitabilmente suscitare nelle anime
 » quei due sentimenti, degni entrambi di rispetto.

» Ma, per dolci e cari che siano i suggerimenti dell' amor
 » filiale, vi ha, o Signori, e ben lo comprendete, in una questio-
 » ne tanto delicata quanto è la proclamazione di un dogma, al-
 » tra cosa da considerare e da ascoltare che gli slanci del senti-
 » mento. Hannovi ragioni pro e contro che poterono, in una que-
 » stione non definita, dividere grandi spiriti; hannovi di più gli
 » stessi interessi del padre venerato e diletto che si vorrebbe
 » esaltare e che si potrebbe compromettere; hannovi soprattutto
 » gli interessi della Chiesa, che prima d' ogni altro sono i suoi;
 » infine vi ha l' interesse sacro delle anime, lo stato degli spiriti
 » contemporanei, di cui altresì conviene tener conto; vi hanno,
 » in una parola, a lato dei vantaggi che sembra di vedere, gli
 » inconvenienti che conviene di ponderare con maturità e gravi-
 » tà. Ecco, o Signori, ciò che non si deve dimenticare, se non
 » si vuole, con tutte le migliori intenzioni, esporsi a mescolare,
 » suo malgrado, la disputa coll' amore, e fare di una questione
 » di teologia una questione di entusiasmo o di collera.

» A Dio non piaccia, Signori, che io voglia contristare un
 » solo de' miei venerabili fratelli nell' Episcopato! Se fossero solo
 » Vescovi che avessero espresso qui i loro pensieri giusta le ispi-
 » razioni della loro coscienza, io avrei serbato il silenzio ed ascol-
 » tato con rispetto discussioni rispettabilissime, senza contrad-

» dire nè le loro dottrine, pro e contro, sulla questione, nè le
» loro opinioni, pro o contro, sull'opportunità. Senza voler giu-
» dicare qui la condotta di nessuno, tale sarebbe stata la mia. E
» se più tardi, al Concilio, fossi stato chiamato a pronunciarmi
» fra essi, l'avrei fatto, per parte mia, nella semplicità della mia
» coscienza, nella verità e nella carità della mia anima.

» Ma la cosa andò ben altrimenti; e la questione, gettata in
» tutt'altro modo nel pubblico, ha prodotto nelle anime le in-
» quietudini che mi avete esposte, e sulle quali, come vi ho pro-
» messo, mi fo un dovere di dirvi ora il mio pensiero. Ma pri-
» ma debbo ricordare ciò che si è detto, ciò che si è fatto sino-
» ra, ed a qual punto è in questo momento la questione. »

Qui il vescovo d'Orléans entra a parlare dei giornali e delle persone che suscitarono questa disputa; ed a parer nostro non ha ragione di rimproverarne la *Civiltà cattolica* e l'*Univers*. Forse che i fedeli prima del Concilio non possono manifestare la loro fede ed i loro desideri? E non discutevano prima del Concilio di Gerusalemme? E con ciò forse impedivano l'opera e le decisioni degli Apostoli?

Il vescovo d'Orléans trova *inopportuno* il discutere sui giornali questo punto. Ma, con tutto il rispetto che noi gli dobbiamo, chiederemo se sia *opportuna* la sua lettera. Non poteva egli aspettare ad emettere il suo voto davanti il Concilio? Non v'è nessun sincero cattolico che non si addolori leggendo quelle pagine; e per contrario non v'è nessun nemico del Papa che non ne goda. Dice il vescovo d'Orléans che anche i Vescovi tedeschi indirizzarono a Pio IX una supplica, pregandolo di non permettere che fosse portata davanti il Concilio la tesi dell'infallibilità pontificia.

Non sa precisamente questo fatto, ma lo racconta appoggiandosi al *Mémorial diplomatique*. Posto che sia vero, noi ci saremmo aspettati dal vescovo d'Orléans, che imitasse l'esempio de' Vescovi della Germania. Pieni di venerazione per monsignor Dupanloup, ci duole che sia stato il primo Vescovo cattolico il quale combattesse pubblicamente e con tanta solennità l'*opportunità* di definire l'infallibilità pontificia.

Dall'altra parte non sappiamo comprendere come l'illustre

Prelato possa meravigliarsi oggidì del contegno del giornalismo. Egli, che è uomo dei suoi tempi, dee riflettere che questo è pure il primo Concilio ecumenico che si celebri a' tempi dei giornali e del telegrafo. I giornalisti vogliono dir tutto e parlar di tutto, ed i fedeli saper tutto e poter rispondere a tutto. Sarà questo un male, e noi siamo ben lungi dal negarlo: ma è il nostro tempo.

CCLXXI.

(21 novembre 1869).

Lo stesso diario, riconoscendosi compreso tra coloro che il vescovo d'Orléans accusa d'« ingerenze temerarie, » indirizza, in sua difesa, una lettera « a monsignor Dupanloup, esimio vescovo d'Orléans, » nella quale richiama il principio, ammesso da tutti i teologi e riconosciuto in altra occasione dallo stesso Prelato francese, dell'importanza teologica, nelle questioni di fede, del « senso comune dei fedeli. »

Monsignore,

Appena pubblicata la prima vostra Lettera pastorale al clero e fedeli d'Orléans, innanzi la vostra partenza da Roma, aveste la singolare degnazione d'inviarcene una copia scrivendoci sopra: *Hommage de l'auteur. † F. E. d'Orléans.* D'un così insigne favore vi rendiamo umilissime grazie; ma essendo nel novero di que' giornali che sostengono l'infallibilità del Papa e vivamente desiderano che sia proclamata dogma di fede, giornali che in una seconda lettera accusate d'*ingerenze temerarie*, così abbiamo creduto necessario di scrivere qualche parola in nostra difesa. E questo poco, che ci venne scritto, devotissimamente offriamo a voi, Monsignore, affinchè possiate persuadervi che non largheggiaste de' vostri favori verso *temerari giornalisti*, standoci grandemente a cuore di conservarci nella preziosa vostra stima e nella impareggiabile vostra benevolenza.

IL SENSO COMUNE DE' FEDELI NELLE DEFINIZIONI DOGMATICHE.

Il vescovo d'Orléans, nella sua lettera « sulla controversia sollevata relativamente alla definizione dell'infallibilità nel prossimo Concilio, » rimbrota vivamente i giornali che manifestarono il voto di tale definizione. E quantunque non parli che della

Civiltà cattolica e dell' *Univers*, ci comprende anche noi, rei dello stesso *delitto* ch'egli chiama *ingerenza temeraria*. Del che dobbiamo tanto più difenderci, in quanto siamo ben poco disposti ad emendarci. E la difesa nostra sarà molto facile, ed anche rispettosa e legittima, perchè la faremo coll' autorità medesima del vescovo d'Orléans che ci accusa e ci condanna.

Dapprima però ci conviene mandare innanzi qualche nozione teologica. Monsignor Dupanloup osserva che i giornalisti sovente dicono spropositi perchè non sono teologi. *Je ne suis point surpris de leur extraordinaire imprudence. Ils ne sont pas théologiens*. Grande verità! Quando non si è teologi, ma giornalisti, ovvero si fu più giornalisti che teologi, allora discutendo certe gravissime materie si commettono *straordinarie imprudenze*. Ed i fatti lo provano.

Noi non pretendiamo d'essere teologi, ma confessiamo d'aver scartabellato qualche libro di teologia. E v'imparammo che la proclamazione di un dogma è la *dichiarazione d'un fatto*, cioè una certa verità essere stata rivelata da Dio. Questo fatto risulta dalle sacre Scritture o dalla tradizione. I fonti della tradizione sono varii, ma i teologi vi mettono anche le credenze ed i voti de' popoli.

Così Melchior Cano nel suo celebre trattato *De Locis theologicis* (lib. v, cap. ultimo) dice che « nelle questioni della fede il senso comune del popolo fedele è di non lieve importanza. » E Gregorio di Valenza nella sua opera *De rebus fidei*, stampata a Parigi, 1610, dice (cap. ix, libro viii): « Nelle cose della fede vuolsi tener conto, il più possibile che sia, del consenso di tutti i fedeli. » La quale sentenza è professata anche dal dottissimo Petavio.

Donde si capisce perchè sant'Epifanio confutasse gli antidi-comarianiti col consenso dei fedeli, e san Girolamo e sant'Agostino collo stesso argomento combattessero, il primo Vigilanzio, ed il secondo Pelagio e Giuliano. Per la qual cosa san Paolino avvertiva i Vescovi *ut de omnium fidelium ore pendamus, quia in omnem fidelem spiritus Dei spirat*.

Quindi è che la Santità di Pio IX nella sua Enciclica *Ubi primum*, che da Gaeta il 2 febbraio del 1849 diresse ai patriarchi,

primati, arcivescovi e vescovi di tutto l'orbe cattolico per preparare la definizione dogmatica dell'immacolata Concezione di Maria santissima, diceva loro: « Desideriamo vivamente che al più presto possibile ci vogliate significare da quale divozione il vostro clero e popolo sia animato verso l'immacolata Concezione della Vergine, e quale nutra desiderio che questo punto venga definito dalla Sede apostolica. »

E qui entriamo a difenderci dall'accusa d'*ingerenza temeraria* che ci appiccò il vescovo d'Orléans, colla sua medesima autorità. Monsignor Dupanloup pubblicava un tenero ed eloquente *Mandement* « in occasione dell'Enciclica del nostro Santo Padre il papa Pio IX, risguardante la immacolata Concezione della santissima Vergine, » *Mandement* che fa parte delle opere dell'esimio Prelato, pubblicate nel 1861 in due volumi a Parigi col titolo: *Défense de la liberté de l'Eglise, par monseigneur Dupanloup évêque d'Orléans*.

Dipingeva Pio IX in mezzo alle agitazioni ed alle tempeste, che rivolge uno sguardo a Maria stella del mare. « E da ogni parte la voce dei Pastori e dei popoli rispose alla voce del supremo Pontefice; tutti i cuori s'espansero a gloria della Vergine senza macchia; tutti i figli di Maria si levarono a gara, e la proclamarono beata nella sua immacolata Concezione: *Surrexerunt filii eius et beatissimam prædicaverunt*. » Il voto dei popoli precedeva la definizione del Pontefice.

Che se non fu *temeraria ingerenza*, ma bello e sublime spettacolo il vedere nell'universo anche tutti i giornali religiosi fare istanza, perchè fosse proclamato dogma di fede l'immacolata Concezione di Maria, e prima la *Civiltà cattolica* discorrere profondamente delle *congruenze* di questa definizione, e poi tutti gli altri periodici unirsi a lei nel predicare beata la Vergine, come potrà dirsi temerario che sorgano tutti i figli del Papa e lo predichino infallibile?

Inoltre il vescovo d'Orléans soggiungeva: « Quanto agli schiamenti che il Santo Padre ci domanda sulla divozione di cui siete animati verso la Concezione della Vergine immacolata e del desiderio che avreste di vedere la Santa Sede apostolica pro-

mulgare un decreto su questo argomento, noi abbiamo già preso e continueremo a prendere le informazioni, di cui potremmo abbisognare per rispondere su questo punto con intera certezza. »

E perchè ora il vescovo d'Orléans si duole che i giornalisti cattolici l'aiutino a conoscere la fede dei popoli sull'infallibilità del Papa che decide sui dogmi e sulla morale? Non sarà questo un vantaggio pei Vescovi radunati in Concilio nel Vaticano, come lo fu pei Vescovi dispersi su tutta la faccia della terra?

Si dirà che Pio IX non ha fatto tale domanda riguardo all'infallibilità del Papa, come la fece rispetto alla Concezione immacolata di Maria santissima. Ma Pio IX può non averla fatta per molte ragioni, ed anche perchè dovea avere i Vescovi congregati intorno a sè. E poi, se è utile, per non dir necessario, conoscere questo voto, che torto hanno i giornalisti a manifestarlo e provocarlo?

Monsignor Dupanloup consolavasi dicendo: « Sì, o nostri carissimi figli, noi potremo rendere al Padre comune de' fedeli un buono e consolante attestato sulla divozione della diocesi d'Orléans verso la santissima Vergine; noi potremo attestargli il pio ed irremovibile attaccamento dei vostri spiriti e de' vostri cuori per tutti i privilegi che il senso comune della Chiesa riconosce in questa incomparabile Regina del Cielo. »

IL SENSO COMUNE DELLA CHIESA! Ecco una frase degna d'un gran teologo. Questo senso comune è una fonte per conoscere le verità rivelate, e quando tutti i credenti dicono lo stesso, quando acclamano per esempio l'infallibilità del Papa, è impossibile che questa non sia stata rivelata dal Signore Iddio, che anche si rivela in modi ordinari alle menti di ognuno, secondo la sentenza di sant'Agostino.

E noi ci saremmo aspettati che il vescovo d'Orléans, invece di rimproveri, tributasse encomii a' giornalisti i quali gli procuravano una grande consolazione quando fosse giunto a Roma. Tra coloro che credono all'infallibilità pontificia v'è anche monsignor Dupanloup, il quale con insistenza straordinaria nota che combatte non la tesi dell'infallibilità, sibbene l'*opportunità* di dichiararla dogmaticamente.

Or bene, noi ci aspettavamo che egli dovesse ripetere al suo clero ciò che gli disse molti anni fa riguardo al dogma dell'Immacolata: « Noi potremo rendere al Padre comune dei fedeli un buono e consolante attestato sui privilegi che il senso comune della Chiesa riconosce nella cattedra di san Pietro acclamando l'infallibilità del Vicario di Gesù Cristo. » Invece egli trova inopportuno il favellare su questo punto e definirlo dogma di fede.

Noi non ci sapemmo raccapezzare leggendo gli argomenti che ne adduce. Son tutti confutati dal suo *Mandement* che chiedeva la definizione del dogma dell'Immacolata. Il Concilio di Trento non ha definito l'infallibilità del Papa. — E il Concilio di Trento non avea neppure definito l'immacolata Concezione. — Perchè la Chiesa ha vissuto diciotto secoli senza la definizione dell'infallibilità? — E perchè ha vissuto altrettanti secoli senza la definizione dell'Immacolata? — Ma i protestanti e gli scismatici non si allontaneranno sempre più dal cattolicesimo, se loro proponiamo un nuovo dogma di fede? — E perchè non dire altrettanto del dogma dell'Immacolata? Forse che questa definizione ha allontanato da noi sempre più gli eretici e gli scismatici? Non osservò lo stesso monsignor Dupanloup che la Chiesa in questi ultimi tempi fece straordinarie conquiste? Che dopo il nuovo dogma Londra protestante e Costantinopoli scismatica e maomettana ascoltano il suono delle nostre campane?

Qui però ci avvediamo di uscire dai confini del nostro articolo. Il quale non ha certo la temerità di confutare il vescovo d'Orléans, ma solo di difendere il nostro giornale. Noi siamo per la definizione dogmatica dell'infallibilità del Papa. Ultimi nel mondo cattolico, confessiamo la nostra fede, le tradizioni de' nostri maggiori e il senso comune della cristianità. E diciamo al popolo credente di levar la voce e manifestare a' Padri del Concilio la sua credenza. Quanto a noi, dichiariamo che dovremmo contraddire non solo al nostro cuore di figli, ma anche alla nostra ragione di uomini, se dovessimo persuaderci che il Papa, riconosciuto per dogma di fede Vicario di Gesù Cristo, non è per dogma di fede anche infallibile quando parla come Vicario di Gesù Cristo.

CCLXXII.

(Novembre 1869).

Monsignor Carlo Filippo Place, vescovo di Marsiglia, aggiunge alla Lettera pastorale, ch'egli scrive prima di partire per Roma, una nota (da non leggersi in pulpito), nella quale dichiara come i sentimenti di monsignor Dupanloup siano pure i suoi.

Note qui ne devra pas être lue en chaire.

Nous recevons, au dernier moment, la lettre de Mgr l'évêque d'Orléans *sur la controverse soulevée relativement à la définition de l'infailibilité, au prochain Concile*; nous en profitons pour recommander la lecture d'un Document d'une si haute importance à notre clergé, car nous ne saurions exprimer aussi fortement des sentiments qui sont les nôtres. Nos excellents prêtres verront dans cette lettre avec quelle prudence il faut envisager les questions délicates, qui ont été si intempestivement soulevées; ils verront également comment, dans le cœur d'un Evêque, l'amour du Pape se confondra toujours avec l'amour de l'Eglise dans l'inexprimable puissance de sa foi.

CCLXXIII.

(23 novembre 1869).

Il canonico Pelletier d'Orléans scrive all'UNIVERS, affermando come il clero di quella diocesi non avesse commesso al Vicario generale Desbrosses l'incarico di parlare in suo nome, nell'addio al Vescovo, dell'infallibilità pontificia.

Orléans, le 23 novembre 1869.

Monsieur le Rédacteur,

Veillez m'ouvrir vos colonnes pour une réclamation dont vous apprécierez l'importance.

Mgr l'évêque d'Orléans dans les *Observations* qu'il a adressées au clergé de son diocèse le 11 novembre, *relativement à la définition de l'infailibilité au prochain Concile*, s'est exprimé ainsi:

« Messieurs,

« En m'adressant vos adieux et vos vœux, avant mon départ
» pour Rome, vous m'avez dit les inquiétudes et le trouble que
» répandaient autour de vous, parmi les fidèles, les violentes po-
» lémiques soulevées dans les journaux relativement au futur
» Concile, et en particulier touchant la définition de l'infailibi-
» lité du Pape. Ces inquiétudes, Je les ai comprises. . . . Ces ex-
» cès de la controverse troublent les fidèles et les jettent dans la
» situation évidemment dangereuse que vous m'avez dite. Car si
» le Concile vient à juger convenable de ne pas suivre la ligne
» qu'on lui trace si impérativement, ne paraîtra-t-il pas à plu-
» sieurs avoir manqué à son devoir?

» On affirme, et avec raison, que les Evêques auront au Con-

» cile une pleine et entière liberté. Mais vraiment quelle liberté
» leur laissent dès à présent de telles discussions, menées de cette
» façon par le journalisme? A la manière dont ils (*sic*) poursui-
» vent ce débat, ne semblent-ils pas dénoncer à l'avance comme
» des schismatiques ou des hérétiques ceux qui se permettront
» d'être d'un sentiment contraire?

» Ce sont là, Messieurs, des réflexions de sens commun, qui
» m'ont été exposées, de vive voix et par écrit, non-seulement
» par vous-mêmes, mais bien des fois déjà par une foule d'es-
» prits, et des meilleurs et des plus chrétiens, que ces polémi-
» ques autour de moi et loin de moi préoccupent et agitent. J'ai
» attendu beaucoup avant de me résoudre à prendre la parole
» sur un tel sujet. Vous m'y avez décidé, Messieurs. »

Or, ces passages, entendus dans leur sens naturel, autorisent le lecteur à croire qu'il y a eu, de la part du clergé du diocèse d'Orléans, des démarches et des instances auprès de Mgr l'Evêque pour déterminer Sa Grandeur à publier les *Observations* dont il s'agit.

Il n'en est rien.

Seulement, le 4 novembre dernier, le clergé de la ville et des environs est venu en corps saluer Mgr l'Evêque, à l'occasion de son départ. Dans cette circonstance, M. l'abbé Desbrosses, vicaire général, a lu un discours où les partisans de l'infaillibilité du Pape n'ont pas été ménagés. Ce discours n'avait point été communiqué au clergé; il est et il reste l'œuvre exclusivement personnelle de celui qui l'a prononcé. Plusieurs d'entre nous ne l'ont point entendu sans impatience; et n'eût été la crainte du scandale, des interruptions eussent éclaté.

Ce discours n'a point été imprimé; mais voici ce qui a été imprimé dans les *Annales religieuses du diocèse d'Orléans*, journal officiel. On y lit, numéro du 6 novembre, que M. l'abbé Desbrosses a prononcé un discours, *au nom du clergé*.

Les *Annales* font peser ici gratuitement sur le clergé orléanais une responsabilité qu'il n'a point encourue. Le clergé n'a donné aucun mandat à M. le vicaire général. Sans doute il fallait bien que quelqu'un prît la parole, mais la sagesse prescrivait,

en pareil cas, de demeurer dans les généralités et de ne rien articuler qui pût offusquer, non-seulement la majorité, mais encore la minorité. On dirait vraiment qu'une certaine habileté a présidé à tout cela. Mgr l'Evêque cherchait-il une entrée en matière? Quoi qu'il en soit, on a eu l'idée de réunir le clergé et de faire lire un discours provocateur.

Personne ici ne s'y est trompé; mais au loin il n'en sera pas de même. Par ce motif, et pour l'honneur du clergé orléanais, il m'a paru nécessaire de rétablir les faits dans leur vérité.

Agréez toutes mes civilités.

Victor Pelletier,
Chanoine de l'Eglise d'Orléans.

CCLXXIV.

(25 novembre 1869).

L'arcivescovo di Westminster chiede privatamente a monsignor Dupanloup che voglia ritirare alcune parole che, nelle rammentate « Observations, » a lui attribuisce ingiustamente, e che falsano il concetto della tesi per lui difesa, quasi sostenesse la possibilità di una opposizione o scissione tra il Papa ed i Vescovi.

Via del Tritone, 28.

25 novembre 1869.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de réclamer de Votre Grandeur un acte de pure justice. Dans votre Lettre pastorale, Votre Grandeur a énoncé comme citation du *Post-Scriptum* de ma Lettre pastorale, avec des guillemets et en lettres majuscules, les paroles suivantes répétées trois ou quatre fois: « séparément et indépendamment de l'Episcopat. »

La parole « indépendamment » se trouve dans mon texte avec entière exactitude:

La parole « séparément » ne se trouve nulle part.

L'ensemble de votre phrase n'existe pas dans le *Post-Scriptum*: cette proposition n'est jamais sortie de ma plume.

Votre commentaire dénature entièrement ma thèse.

Il s'agit exclusivement de l'acte pontifical de juger *ex cathedra* dans le sens contradictoire à la thèse de Mgr Maret, et non pas en général de l'union perpétuelle et indissoluble du Chef de l'Eglise avec le Corps épiscopal.

Mgr Maret soutient que le Pontife, parlant *ex cathedra*, n'est pas infallible, sinon *avec* le concours ou consultation de l'Episcopat:

J'ai formulé la thèse contradictoire, et j'affirme que le Pontife, parlant *ex cathedra*, est infaillible (*apart from*,) c'est-à-dire sans le concours ou consultation de l'Episcopat.

Les paroles de Votre Grandeur, « en dehors et séparément, » emportent l'idée de scission ou d'opposition, et dénaturent tout à fait le sens évident de ma thèse.

J'envoie avec ces lignes un exemplaire de ma Lettre pastorale.

Alors, je vous prie, Monseigneur, de retirer les paroles « séparément et indépendamment de l'Episcopat » comme citation ou comme miennes, et de donner à cet acte de justice une publicité égale à celle qu'a obtenue l'erreur.

Agréez, Monseigneur, les assurances des sentiments respectueux de votre serviteur et frère

† Henry Edouard,
archevêque de Westminster.

CCLXXV.

(15 dicembre 1869).

Monsignor Dupanloup dichiara che attribuire all'arcivescovo di Westminster un'idea d'« opposizione » tra la Santa Sede e i Vescovi, un'idea di « scissione » tra il Papa e l'Episcopato, è impossibile. Monsignor Manning non insegna cotal dottrina, e lo attribuirgliela sarebbe un calunniarlo. Nega tuttavia il vescovo d'Orléans d'avere attribuito a monsignor Manning parole non adoperate da lui.

Rome, 15 décembre 1869.

Monseigneur,

J'ai trouvé à Rome, en y arrivant, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et que je crois devoir remettre sous vos yeux en y répondant:

(Segue la lettera di monsignor Manning. — Vedi il Doc. CCLXXIV).

Dès la réception de cette lettre, Monseigneur, je me suis empressé de répondre à Votre Grandeur que j'allais me mettre en devoir de faire les recherches nécessaires pour donner à votre plainte juste satisfaction. Je les ai faites, et en voici le résultat:

Je reconnais bien volontiers, et je me hâte de publier, ainsi que vous me le demandez dans votre lettre, que vous prêter une idée d'*opposition* entre le Saint-Siège et les Evêques, une idée de *scission* entre le Pape et l'Episcopat, est impossible. Non, vous n'enseigniez point une telle doctrine; vous l'attribuer serait vous calomnier.

Je fais donc, sur ce point, aussi complète qu'elle est possible la déclaration que vous désirez; car, j'en suis convaincu, vous n'auriez, comme moi, que de l'horreur pour une *scission* entre le Pape et le Corps épiscopal, et je crois, comme vous, qu'un tel malheur n'arrivera jamais. Je ne suis pas étonné que votre esprit,

vosre cœur, vosre foi se soient soulevés à cette idée. Aussi, Monseigneur, ne vous l'ai-je pas prêtée, cette idée; et de *commentaire dénaturant vosre pensée* dans mon écrit, il n'y en a là aucun. Traitant de l'opportunité, et point de l'infailibilité, je me suis borné à citer purement et simplement vos paroles, afin de poser la question dans les termes mêmes où vous la posiez, dans les termes mêmes qui sont les vôtres. C'était là loyauté et simple justice.

Mais ma traduction, dites-vous, est inexacte, et l'idée d'opposition et de scission est impliquée, selon vous, dans les mots « en dehors » et « séparément, » dont je me suis servi pour rendre votre forme *apart from*, que vous répétez dans le *Post-Scriptum* jusqu'à cinq fois. « Les paroles: *en dehors*, et: *séparément*, dites-vous, dénaturent le sens de ma thèse, et la parole: *séparément* ne se trouve nulle part dans mon texte. »

Vous acceptez, comme traduisant exactement votre texte, le mot « indépendamment » et non pas les mots « en dehors » et « séparément. »

Je me dois à moi-même, Monseigneur, je dois à mon caractère et à mon honneur de donner ici à Votre Grandeur quelques explications.

Je n'ai connu d'abord votre *Post-Scriptum* que par l'*Univers*, à qui vous l'aviez envoyé et qui s'était empressé d'annoncer à ses lecteurs, dès le 28 octobre, l'honneur que vous lui faisiez de cette communication.

Or, Monseigneur, ce n'est pas moi, c'est l'*Univers* qui a traduit votre texte par les mots que vous me reprochez: « en dehors » et « séparément. »

Voici la traduction de l'*Univers*:

« L'opinion professée par moi est que les jugements *ex cathedra* » sont essentiellement des jugements du Pontife, *en dehors* du Corps » épiscopal, réuni ou dispersé » (*Univers* du 28 octobre, édition quotidienne, et du 3 novembre, édition semi-quotidienne).

Les mots: *en dehors de l'Episcopat*, vous le voyez, Monseigneur, sont expressément dans l'*Univers*. Les mots: *séparément de l'Episcopat* s'y trouvent également et plusieurs fois.

« L'office de Pierre a été de confirmer ses frères: l'office de » son Successeur est le même, *séparément même* (apart from) de » la convocation et de la *consultation* de l'Episcopat *comme Corps*, » que ce Corps soit réuni ou dispersé » (*Univers*, ibid.).

Voilà un premier passage. En voici un autre.

Résumant la doctrine de votre adversaire, vous vous servez encore du mot *apart from*, et l'*Univers* traduit encore cette expression par le mot « séparément. »

Des doctrines de Mgr Maret, « il semblerait suivre que, *séparément du Corps épiscopal* (apart from the episcopal body), le » *Pontife n'est pas infaillible* » (*Univers*, ibidem).

Vous dites vous-même, Monseigneur, dans la lettre à laquelle je répons, que vous avez voulu « formuler précisément la thèse contradictoire à celle de Mgr Maret. » Mais quelle est la contradictoire de la proposition précitée « *séparément du Corps épiscopal*, le Pontife n'est pas infaillible, » si ce n'est celle-ci: *séparément du Corps épiscopal, le Pontife est infaillible?*

Ainsi donc, Monseigneur, c'est votre correspondant, c'est le traducteur choisi par vous, l'*Univers*, et non pas moi, qui a rendu votre pensée par le mot *en dehors* et par le mot *séparément*, et cela sans qu'il ait reçu de vous aucun démenti ni la moindre rectification.

Avouez-le, Monseigneur, j'ai eu le droit d'être étonné que, les choses étant telles, vous vous soyez adressé à moi pour vous plaindre, et non pas à votre correspondant.

Et à ce propos, Monseigneur, je me permets de signaler à votre loyauté, de la part du journal qui a eu jusqu'ici votre confiance, un procédé que je m'abstiens de qualifier.

Si le mot « séparément » traduisant votre formule *apart from* dénature votre pensée, comme vous vous en plaignez, le coupable, évidemment, c'est le journal auquel j'ai emprunté moi-même cette traduction. Mais, chose étrange! l'*Univers*, au lieu de réparer lui-même son erreur, si c'en est une, me l'impute, et ose me reprocher une traduction qui est la sienne.

Et pour satisfaire son public, qu'imagine-t-il? Il cite un long passage de sa traduction, où, en effet, le mot *séparément* ne se

trouve point; mais il se garde bien de dire que ce mot se lit plus haut par deux fois, dans sa traduction. Je vous fais juge vous-même, Monseigneur, d'une pareille habileté. Quant à moi, je n'ai pu qu'apprécier là, une fois de plus, la bonne foi de ce journal.

Mais laissons-là messieurs les rédacteurs de l'*Univers*: leur traduction ne m'avait point suffi, et, pour en contrôler l'exactitude, je m'étais procuré votre texte même, Monseigneur; puis j'avais appelé chez moi des Anglais, professeurs de langue anglaise, et, leur mettant sous les yeux votre texte et la traduction qu'en donnait l'*Univers*, je leur avais demandé ce qu'ils pensaient de cette traduction; leur avis unanime et sans hésitation fut que l'*Univers* avait très bien traduit.

Enfin, Monseigneur, à Rome même, j'ai renouvelé cette épreuve; j'ai prié un homme considérable d'Angleterre, un catholique qui a publié des écrits importants en anglais et en français, de vouloir bien me traduire les cinq phrases de votre *Post-Scriptum*, où se trouvent les mots *apart from*: instantanément il m'a répondu: Cela veut dire *séparément*. Et après avoir examiné attentivement tous ces passages, il a bien voulu m'écrire ceci: « Le mot *apart from* n'implique pas l'idée de contradiction; cela n'oppose pas, mais cela sépare. »

Il ajoutait que, d'ailleurs, la langue anglaise possède un mot propre pour dire indépendamment de: *Independently of*.

Ce n'est pas tout, Monseigneur, et les arguments développés par vous dans le *Post-Scriptum* ne m'avaient pas permis d'entendre votre thèse autrement que dans le sens de l'*infaillibilité séparée*, c'est-à-dire de l'*infaillibilité en dehors et séparément* de l'*Episcopat*.

En effet, résumant à votre point de vue, — c'est une question à laquelle je demeure étranger, — les thèses de Mgr Maret, vous affirmez contradictoirement, non pas que l'*infaillibilité* a été promise par Notre-Seigneur à l'Eglise enseignante, c'est-à-dire au Corps enseignant, composé des premiers Pasteurs et de leur Chef suprême, mais au Pape seul, qui seul donne à l'Eglise universelle une infaillible déclaration de la vérité (*Univers*, *ibid.*).

Et plus bas, vous ajoutez:

« Les jugements *ex cathedra* sont essentiellement des jugements du Pontife, *en dehors du Corps épiscopal réuni ou dispersé.* » Le concours du Corps épiscopal peut être, OU NE PAS ÊTRE, *uni* » à l'acte du Pontife, qui est parfait et complet de lui même » (L' *Univers*, *ibid.*).

Du moment, en effet, que le Pape peut porter des jugements infaillibles, indépendamment de tout concours, antécédent ou sub-séquent, formel ou tacite des Evêques, de telle sorte que « *l'union avec l'Episcopat n'est pas nécessaire,* » selon les propres paroles de l' *Univers* expliquant votre thèse, c'est bien là, ou je ne comprends plus les termes, le Pape définissant *en dehors et séparément* de l'Episcopat.

Ainsi donc, Monseigneur, la traduction de l' *Univers* lui-même, le témoignage d'Anglais connaissant très bien leur langue, et enfin votre propre argumentation, voilà sur quoi je me suis appuyé pour interpréter votre doctrine dans le sens de l'*infaillibilité séparée*, de l'infaillibilité en dehors et séparément du Corps épiscopal.

Et maintenant, Monseigneur, puisque vous m'avez ramené sur ces questions, permettez-moi de vous présenter, en finissant, deux simples et courtes observations, relatives à deux assertions, non plus de votre *Post-Scriptum*, mais de votre Lettre pastorale elle-même.

Dans l'une, vous niez d'une manière générale et absolue qu'il y ait jamais une question préalable d'opportunité à poser, lorsqu'il s'agit de faire ou de ne pas faire une définition dogmatique. Vous dites: « Dans l'Eglise de Dieu, et dans la vérité de la révélation, » je cite toujours la traduction du journal de M. Veuillot, « il est *toujours opportun* de déclarer ce que Dieu a voulu faire » connaître à l'homme. *Bien plus qu'opportun.* » En sorte que l'opportunité ou l'inopportunité d'une définition ne doit jamais être comptée pour rien.

Mais s'il en était ainsi, Monseigneur, il faudrait donc, quant à la question qui nous occupe, dire que l'Eglise aurait été dix-huit siècles entiers sans faire ce que, selon vous, il était *toujours opportun* et *bien plus qu'opportun* qu'elle fît.

Je vois, au contraire, que l'Eglise, dans ses Conciles, n'a jamais

défini que ce que les besoins des temps et des âmes réclamaient, et je puis citer, du Concile de Trente en particulier, un exemple entre beaucoup d'autres, où la question d'opportunité fut posée, même sur un point qui en lui-même aurait été reconnu certain.

Quand on agita au Concile de Trente la fameuse question de la *résidence*, on partagea d'abord cette question en deux, qui furent ainsi posées:

1.^o La résidence est-elle de droit divin?

2.^o Si les théologiens, consultés, se déclarent *unanimement* pour le droit divin, et si le jugement des Pères confirme cette opinion, CONVIENT-IL que le Concile la définisse et qu'il l'érige en article de foi?

On reconnaissait donc qu'il eût pu être *inopportun* de définir une vérité qui aurait été certaine et révélée!

J'oserai enfin invoquer ici, Monseigneur, le simple bon sens et la raison chrétienne. Je ne puis croire, quant à moi, l'Eglise dispensée, dans ses actes les plus graves, des considérations de la prudence et des ménagements de la charité!

Elle ne fait d'ailleurs, en suivant ces inspirations si dignes d'elle, qu'imiter l'exemple du divin Maître, qui a dit à ses Apôtres: « J'ai bien d'autres choses à vous apprendre, mais vous ne pouvez » pas aujourd'hui les porter! *Adhuc habeo multa vobis dicere, sed » non potestis portare modo.* »

La seconde de ces assertions, je vous le dirai en toute simplicité, Monseigneur, a blessé en moi les justes susceptibilités de mon respect pour une Eglise que les Papes ont souvent comblée d'éloges, et qui ne le cède à aucune autre en dévouement au Saint-Siège.

Vous dites, Monseigneur: « Il est donc certain que le gallicanisme est plus *dangereux* pour les catholiques que l'*anglicanisme*. »

Le gallicanisme! sans défendre tout ce qu'on a coutume d'appeler de ce mot, qui est aussi vague et aussi mal défini que celui d'ultramontanisme que l'on a coutume de lui opposer, il m'est impossible d'accepter l'injustice et l'injure d'un tel parallèle; il n'est possible à personne de rapprocher en rien Bossuet de Cran-

mer, et quelque chose qu'il y ait à dire sur Louis XIV, de le comparer à Henri VIII.

Mais c'est assez, et je m'arrête.

Comme vous m'en avez prié, Monseigneur, j'ai publié avec plaisir l'explication que Votre Grandeur a bien voulu me donner sur sa doctrine. Mais je n'ai pu désavouer ni retirer mes citations.

Et maintenant, le Concile est ouvert. L'Episcopat tout entier est réuni autour de Pie IX. Ne pensons plus qu'à contribuer, dans l'oubli de toute question irritante, chacun selon ses forces, à la grande œuvre de pacification et de lumière que le Saint-Père a voulue pour le salut des âmes, et que le monde attend.

Veuillez agréer, etc.

† Félix, évêque d'Orléans.

CCLXXVI.

(20 décembre 1869).

Monsignor Manning si appaga della dichiarazione del vescovo d'Orléans, e non insiste sopra una questione di parole. Quanto alla discussione della tesi, l'arcivescovo di Westminster non vuol riprenderla qui, ed anche gli piace osservare il silenzio su certe particolarità della risposta di monsignor Dupanloup.

Monseigneur,

Par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, j'apprends que, dans votre Lettre pastorale, vous ne m'attribuez pas l'idée d'opposition ou de scission entre le Pape et l'Episcopat.

Cette assurance réduit la question aux termes de ma thèse, c'est-à-dire « que le Pontife, lorsqu'il parle *ex cathedra*, est infaillible *sans* consulter le Corps épiscopal. »

Bien que le mot « séparément » soit inexact et ambigu, et que la phrase produite par Votre Grandeur, comme citation de mon *Post-scriptum*, ne se trouve pas dans le texte original, je ne veux pas insister sur des paroles. J'espère que personne ne sera entraîné dans l'erreur par ces inexactitudes.

Je me borne, Monseigneur, à rectifier une erreur de termes. Quant à la discussion de la thèse, je ne la reprends pas ici, pour des raisons que tout le monde saura comprendre.

Je garde également le silence sur certains détails de votre réponse, tant j'ai le désir d'écarter en ce moment toute question irritante et personnelle.

Ce n'est pas sans une vive douleur que je me trouve en désaccord avec un vénérable Collègue pour lequel j'ai eu pendant de longues années une profonde admiration et une entière con-

[1234]

DOCUMENTI.

fiance. Chaque jour je demande à Dieu que ces dissentiments puissent bientôt s'effacer.

Agréez, Monseigneur, les assurances des sentiments fraternels de votre serviteur en Jésus-Christ

† Henri E.,
archevêque de Westminster.

Rome, 20 décembre 1869.

CCLXXVII.

(12 dicembre 1869).

L'UNIVERS riporta un brano di lettera del professor Phillips, dove questi rettifica un'asserzione che afferma d'aver trovata in uno dei recenti scritti di monsignor Dupanloup, secondo la quale il professore di Vienna riterrebbe il Papa infallibile « in quasi tutti i suoi atti. »

Nous extrayons ce qui suit d'une lettre particulière que M. le docteur George Phillips, professeur de droit ecclésiastique à l'Université de Vienne, nous fait l'honneur de nous adresser :

« Mgr l'évêque d'Orléans m'a fait l'honneur inattendu de citer dans un de ses derniers écrits mon ouvrage sur le droit ecclésiastique. *Selon le système* de M. Phillips, dit le très révérend Prélat, le *Pape est infallible presque en toutes ses actions*. Ma proposition est tout autre; je dis que le Pape n'est infallible qu'en parlant comme docteur suprême de l'Eglise *ex cathedra*, c'est-à-dire donnant une décision en matière de dogme et de loi morale. »

Nous ajouterons que le livre du docteur Phillips ayant été traduit en français, la vérification est facile. La doctrine attaquée par Mgr Dupanloup est exposée dans le tome II, p. 277 et suivantes.

Voulant éviter toute polémique, nous nous en tiendrons à cette simple rectification, qui était due à l'éminent professeur de l'Université de Vienne.

Le secrétaire de la rédaction,
Ernest Schnaiter.

CCLXXVIII.

(4 dicembre 1869).

LA CIVILTÀ CATTOLICA, sebbene « accusata e condannata, almeno di grande imprudenza » dal vescovo d'Orléans, dichiara che si asterrà dal dare una risposta, che pur sarebbe facile, alle accuse del « privato scrittore » per cagion di rispetto inverso il « Vescovo. »

Il *Français* del 17 e 18 novembre pubblicò pel primo una lettera di monsignor d'Orléans al suo clero, intitolata *Observations sur la controverse soulevée relativement à la définition de l'infaillibilité au prochain Concile*: nella quale la *Civiltà cattolica* è nominatamente accusata e condannata, almeno di grande imprudenza. Dovremo difenderci? Sarebbe facile la difesa col solo rettificare i fatti, come facemmo altravolta in risposta al *Français* (vol. VI, pag. 193 e 595). Ma se monsignor Dupanloup ha creduto prudente di parlar nominatamente contro di noi, noi non crediamo prudente di pur difenderci dalle accuse del privato scrittore per rispetto al Vescovo, e così ci passeremo con silenzio di tutto lo scritto.

CCLXXIX.

(Dicembre 1869).

Monsignor Francesco Nardi, Uditore della sacra Rota, pubblica nell' *OSSERVATORE CATTOLICO* di Milano, e poi a parte in opuscolo, alcune « Osservazioni sull' ultima lettera di monsignor vescovo d'Orléans. »

I.

Non il gran nome dell' illustre scrittore, non il valore de' suoi argomenti, ancor meno le amarissime conseguenze, che certamente ne verranno a chi osò contraddirgli, ma la sua eccelsa dignità mi tennero per più di sospesa la penna. Essa scorreva libera e franca contro i sofismi di lord John Russell, gl' insulti di Cayla e di About, le accuse del duca di Persigny, quell' iniquo programma delle cose presenti, che fu il libro del *Papa e il Congresso*, quindi contro le diatribe del senatore Bonjean, del ministro Menabrea, del filosofo Mamiani; ma essa esitò a vergare la prima linea contro lo scritto di un uomo, sulla cui fronte splende il raggio divino della successione apostolica, e in ogni collega del quale io sono avvezzo a venerare un padre ed un maestro.

Ma prevalsero il dovere e l' amore.

Il dovere, che mi tien legato a questa Santa Sede apostolica, alla quale, ora sono undici anni, giurai in Vaticano eterna fede, obbedienza e difesa; l' amore che io porto al mio Padre e Signore, che vedo contristato da di là dove meno attendeva.

Di nuovo contro la Santa Sede e l' autorità del suo divino magistero si schierano le antiche accuse tante volte confutate; di nuovo verso il Pontefice si usa un linguaggio di lode, che contrasta singolarmente coll' amarezza dello scritto, colle più dure parole contro i suoi più devoti e notorii amici, e colla evidenza de' propositi.

Prete cattolico e prelato romano, mi sento profondamente commosso da questa lunga serie di errori che si pretendono commessi dal Papato, il quale salvò tante volte la Chiesa e la civiltà; italiano, fremo al vedere che cosa si vorrebbe fare di questo primo onore e decoro d'Italia; scrittore leale e franco, mi sdegno dinanzi a vanti intollerabili di chi negli annali del suo paese non vede che glorie, e miserie in quelli degli altri.

Venerando la dignità, rispettando scrupolosamente la sacra persona dell'autore, risponderò con calma, ma senza ombra di timore; e risponderò fuori di Roma, affinchè su me solo ricada l'intera responsabilità della risposta.

II. ORIGINE DELLA LETTERA.

Da più mesi corre per Alemagna, in mezzo ad altri infiniti, un opuscolo che ho sotto gli occhi, e ch'è senza nome d'autore, senza data, perfino senza nome di tipografia e libreria, onde non resta che dirne il titolo, il formato, ed il numero delle pagine.

Il titolo è: *Einige Bemerkungen über die Frage — Ist es zeitgemäß die Unfehlbarkeit des Papstes zu definiren? — Den hochwürdigsten Erzbischöfen und Bischöfen ehrfurchtsvoll gewidmet.*

Che è a dire: *Alcune osservazioni sulla questione — È egli opportuno definire l'infallibilità del Papa? — Dedicate rispettosamente agli Arcivescovi e Vescovi.* — Sono 24 pagine in 8° grande.

Questo libro è letteralmente la parte sostanziale e dottrinale della lettera di monsignor vescovo d'Orléans. Però la lettera francese è più ampia, perchè vi si aggiunsero le fiere rampogne all'*Univers*, alla *Civiltà*, e a M. Ward, la tentata confutazione delle bellissime lettere de' monsignori arcivescovi Dechamps e Manning, e soprattutto vi si aggiunse l'epifonema sui meriti che la Francia si acquistò verso la Chiesa e la Santa Sede in questi ultimi cento anni, e sul conseguente diritto ch'ella ha di far valere la sua voce nel Concilio.

Quest'ultimo era troppo strano, perchè dovesse trovarsi in uno scritto d'altra lingua.

Ecco alcune prove dell' identità de' due scritti; a darle tutte converrebbe recarli per intero :

*Lettre de monseigneur d'Orléans
à son clergé.*

*Einige Bemerkungen über die
Frage: Ist es zeitgemäss die Un-
fehlbarkeit des Papstes zu defini-
ren? Den hochwürdigsten Erzbi-
schöfen und Bischöfen ehrfurchts-
voll gewidmet.*

Le Français, 17 novembre, col. 6.

Pag. I (*Vorwort*).

Il s'agirait donc d'obliger désormais tous les catholiques à croire, sous peine d'anathème, que le Pape est infallible, même quand il prononce seul . . . et qu'il peut définir les dogmes seul, sans aucun concours exprès ou tacite, antécédent ou subséquent, des évêques.

Or ce n'est pas là, on le voit, un dogme spéculatif: c'est une prérogative qui aurait, dans la réalité pratique, les plus sérieuses conséquences.

Es handelt sich also darum, alle Katholiken, bei Strafe des Anathems, zum Glauben zu nöthigen, dass der Papst unfehlbar ist, selbst wenn er allein sich ausspricht, und dass er, allein, ohne Beistimmung der Kirche, ohne den ausdrücklichen oder stillschweigenden, vorausgegangenen oder nachfolgenden Beitritt der Bischöfe, die Dogmen feststellen kann ¹.

Es handelt sich also nicht um ein spekulatives Dogma, sondern um ein höchst bedeutendes Vorrecht, das in der praktischen Wirklichkeit sehr ernste Konsequenzen haben kann ².

¹ TRADUZIONE LETTERALE DEL TESTO TEDESCO. — Si tratta adunque di obbligare sotto pena d'anatema tutti i cattolici a credere che il Papa è infallibile, anche quando pronuncia solo, e ch'esso solo, senza concorso della Chiesa, senza il consenso espresso o tacito, antecedente o conseguente dei Vescovi, può definire i dogmi.

² TRAD. — Si tratta adunque non già di un dogma speculativo, ma d'una prerogativa sommamente importante, che nella realtà pratica avrebbe le più serie conseguenze.

Pag. 2, col. 3.

Pag. 4.

I.

Il y a 75 millions de chrétiens orientaux séparés Eh bien, qu'est-ce qui sépare de nous les Orientaux? La suprématie du Pape. Ils ne veulent pas la reconnaître comme de droit divin. C'est le point sur lequel on n'a jamais pu, ni après Lyon, ni après Florence les décider sérieusement, efficacement, et amener un retour durable.

Et voilà qu'à cette difficulté insurmontable jusqu'à ce jour, qui les tient depuis neuf siècles séparés de l'Eglise et de nous, on voudrait ajouter une difficulté nouvelle et beaucoup plus grande, élever entre eux et nous une barrière qui n'a jamais existé, en un mot leur imposer un dogme dont on ne leur parla jamais, les menaçant, s'ils ne l'acceptent pas, d'un nouvel anathème.

Wir stossen zunächst auf die Schismatiker des Orients. Sie sind von uns getrennt, wohl 75 Millionen an der Zahl. Man will sie der Kirche nähern, wieder mit ihr vereinigen. Was trennt sie von uns? Der Vorrang des Papstes in der kirchlichen Jurisdiction. Darüber hat man sich nie, weder in Lyon, noch in Florenz mit ihnen verständigen können ¹.

Eben jener bisher unübersteiglichen Schwierigkeit, welche die Orientalen seit 9 Jahrhunderten von der Kirche trennt, will man nun eine neue, noch weit grössere Schwierigkeit hinzufügen, eine Schranke zwischen ihnen und uns aufwerfen, die bisher nicht bestanden hatte, mit Einem Wort ihnen ein neues Dogma, von welchem man ihnen nie gesprochen hat, auferlegen, und wenn sie es verwerfen, sie mit einem neuen Anathem bedrohen ².

¹ TRAD. — Primieramente incontriamo gli scismatici orientali. Stanno separati da noi in numero di circa 75 milioni. Si vuole raccostarli alla Chiesa, e a lei riunirli. Che cosa li separa da noi? La primazia del Papa nella giurisdizione ecclesiastica. Su ciò non si è potuto mai intendersi con essi nè in Lione, nè a Firenze.

² TRAD. — E appunto a questa sinora insuperabile difficoltà, che da 9 secoli divide gli Orientali dalla Chiesa, si vorrebbe ora aggiungere una nuova e ancor maggiore difficoltà, innalzare tra essi e noi una barriera, che sinora non ha mai esistito, in una

Car ce n'est plus seulement la primauté de juridiction, qu'ils devront reconnaître, c'est l'infailibilité personnelle du Pape . . . ; rien de plus contradictoire qu'une telle conduite, et de moins persuasif qu'un tel langage: « Nous vous invitons à profiter de la grande occasion du Concile œcuménique pour vous expliquer, et vous entendre avec nous. Mais voici auparavant ce que nous allons faire: élever un nouveau mur de séparation, une nouvelle et plus haute barrière entre vous et nous. Un fossé nous sépare; nous allons en faire un abîme. Vous vous êtes refusés jusqu'à présent à reconnaître la simple primauté de juridiction du Pontife romain; nous allons vous obliger préalablement à croire bien autre chose, et à admettre ce que jusqu'ici des docteurs catholiques eux-mêmes n'ont pas admis . . . l'infailibilité du Pape seul indépendamment et séparément des Evêques. Voilà dans quelles conditions nous venons vous proposer l'entente. »

Nicht nur den Vorrang des Papstes in der Jurisdiction haben sie künftighin anzuerkennen, sondern auch seine persönliche Unfehlbarkeit. Dass heisst: die Einladung des Papstes an sie wird man auf diese Weise deuten: » Kommt nach Rom; » wir wollen uns auf dem bevorstehenden Concil mit euch verständigen, aber merkt wohl auf unter welchen Bedingungen! Ihr wollt nicht die einfache, allgemeine Jurisdiction des Papstes anerkennen: nun, wir werden euch nöthigen, ausserdem seine Unfehlbarkeit in Glaubenssachen, seine persönliche Unfehlbarkeit, unabhängig von den Bischöfen und der Kirche, als Dogma anzuerkennen. Also eine Schranke besteht zwischen uns und ihnen; wir werden eine neue noch höhere Schranke zwischen uns und ihnen aufrichten. Ein Graben befindet sich zwischen uns; wir werden ihn zum Abgrund vertiefen ¹. «

parola impor loro un nuovo dogma, del quale non si era loro parlato giammai; e se essi lo rifiutano, minacciarli d'un nuovo anatema.

¹ TRAD. — Non solo dovranno essi in avvenire riconoscere come dogma il primato di giurisdizione del Papa, ma la di lui personale infallibilità. Che è a dire, l'invito fatto loro dal Papa dovrà interpretarsi così: « Venite a Roma: noi vogliamo intenderci con voi nel prossimo Concilio ecumenico, ma notate bene sotto quali condizioni. Voi non volete riconoscere la semplice giurisdizione universale del Papa; ora noi vi co-

(Qui i due opuscoli hanno per alcune linee cose un po' diverse, poi di nuovo le stesse).

Ils (les Grecs) sont restés précisément au temps du schisme au neuvième siècle. Ils n'ont pas marché depuis; ils ne connaissent pas les controverses qui se sont agitées sur ces matières dans l'Eglise occidentale; ils n'ont lu ni Bossuet, ni Bellarmin, ni Melchior Cano... Jusque-là les Conciles étaient la grande forme de la vie de l'Eglise, ils s'en assemblait sans cesse; toutes les grandes définitions dogmatiques avaient été rendues en Concile.

Man erinnere sich übrigens auch, dass die Griechen seit dem Schisma stehen geblieben sind. Sie haben nicht in unsern Schulen studirt, Bellarmin und die andern Theologen nicht gelesen. Sie sind noch auf dem Standpunkt des 9. Jahrhunderts. Die Kirche, bis auf jene Zeit, hatte ihr Lebensprinzip aus den Concilien gezogen, und alle Glaubenssätze waren bis dahin nur in Concilien festgestellt worden¹.

Seguono il numero V francese, e il II tedesco sui protestanti, e sul come la definizione dell'infallibilità ne impedirebbe lo sperato ritorno. Le parole sono alquanto diverse; il senso è lo stesso, però talora anche le parole s'accordano. — Il senso è questo: i protestanti hanno un gran desiderio di venire a noi; ottomila di loro, il dottor Pusey lo attestava due anni or sono a monsignor vescovo d'Orléans, pregano ogni dì per la riunione; innalzeremo noi una novella barriera tra essi e noi? « Bisognerebbe, scrivono entrambi, esser ben poco e ben male istruito intorno alle presenti disposizioni de' nostri fratelli separati, per non ve-

» stringeremo in aggiunta a riconoscere come dogma la sua infallibilità nelle cose di
 » fede, la sua personale infallibilità indipendentemente dai Vescovi e dalla Chiesa. V'è
 » dunque una barriera tra noi e loro, noi innalzeremo una nuova e più alta barriera
 » tra noi ed essi. V'è tra noi una fossa, noi la sprofonderemo per farne un abisso. »

¹ TRAD. — Si rammenti del resto che i Greci rimasero quali erano al tempo dello scisma. Essi non hanno studiato nelle nostre scuole, non hanno letto nè Bellarmino, nè gli altri teologi. Essi sono restati al punto del nono secolo. La Chiesa sino a quel tempo avea tratto il suo principio vitale dai Concilii, e tutte le definizioni dogmatiche eransi finora stabilite solo ne' Concilii.

dere che così innalzerebbesi infallibilmente una nuova barriera forse indestruttibile tra essi e noi! »

È vero, noi romani, nulla sappiamo di questo. Mentre la conversione de' greci e de' protestanti forma l'oggetto delle nostre più vive brame e preghiere, ci mancano sinora gli argomenti di così grandi speranze. Nessuno ce ne diedero sinora i fogli protestanti, e le risposte de' lor ministri e concistori. Ogni anno, quasi ogni giorno, Dio chiama a noi alcun' anima, ma ben poco aspettiamo precisamente dal dottor Pusey, il quale al tempo stesso in cui assicurava monsignor vescovo d'Orléans delle sue buone disposizioni e di quelle de' suoi ottomila compagni, ci regalava quel suo terribile Εἰρηνικὸν pieno delle più dure e ingiuste accuse contro la nostra Chiesa, contro la definizione dell'immacolata Concezione, e il nostro culto della beata Vergine. L'altra parte dell' Εἰρηνικὸν or ora comparsa sotto il titolo: « Una salutare riunione è dessa impossibile? » non discorda dalla prima, e mostra quali strane illusioni possa fare a se stesso un uomo di tanta dottrina.

Quindi i due scritti francese e tedesco parlano de' Governi, e della funesta impressione che farebbe su di essi la novella definizione. S'accordano anche qui a meraviglia nel senso e nell'ordine delle idee, e spesso nelle parole, così che il numero VI francese è il III e IV tedesco, solo che questo si ricorda d'esser tedesco e parla d'Alemagna con maggior conoscenza di causa, e una volta si lascia sfuggire un *hier in Deutschland* (*qui in Alemagna*), parole che non poteano certo trovarsi nella lettera francese.

III. IL RESTO DELLA LETTERA, E UNA DIVINAZIONE.

Le due lettere tedesca e francese passano dai protestanti ai Governi, e a' funesti effetti che porterebbe su di essi la temuta definizione. Anche qui i due scritti si uniscono, solo che c'è un lieve ὅστερον πρότερον, parlando il tedesco prima de' Governi cattolici, poi di quei che nol sono, mentre il francese fa il contrario.

Poi la lettera tedesca è più succosa e più breve, la francese più diffusa; del resto sono gli stessi pensieri.

« Tutti i Governi cattolici, leggesi nelle due lettere, sono pieni di sospetto (*misstrauen, ombrage*) verso la Chiesa cattolica. Al presente tre delle quattro grandi Potenze cattoliche d'Europa, l'Austria, l'Italia e la Spagna, sono impegnate in tristi lotte contro la Chiesa Che questi Governi siano o no colpevoli (!!), non è di ciò che si tratta (*ce n'est pas dont il s'agit*). Si tratta di sapere di qual occhio vedranno questa definizione. » E qui lo scrittore francese teme che, se si pronunziasse il Papa infallibile quando sentenzia su cose di fede, verrà con ciò creduto che lo si pronunzi impeccabile. Lo scrittore tedesco va più oltre, e teme qual conseguenza una nuova invasione garibaldina.

Quanto ai Governi acattolici, hanno le due lettere non solo gli stessi timori, ma le stesse parole per esprimerli, onde v'è di nuovo un mirabile accordo:

Le Français, num. cit., pag. 2,
col. 4, n. V.

Pag. 8, l. 4, n. III.

Croit-on de bonne foi, que déclarer le Pape infaillible ce sera rendre meilleure la position des catholiques dans tous les pays (acatholiques)? Croit on que la Russie, la Suède, le Danemark en deviendront plus doux pour leurs sujets catholiques? Leurs haines contre Rome en seront-elles apaisées, et le rapprochement rendu plus facile?

Nun, wenn das neue Dogma proklamirt, das neue Anathema ausgesprochen sein wird, wird das der Annäherung der von uns getrennten Unterthanen dieser Regierungen Vorschub leisten? Wird dies ihren Groll gegen Rom zum Schweigen bringen? Wird die Stellung der Katholiken in diesen Ländern dadurch besser werden? Werden Russland, Schweden, Dänemark milder für sie gestimmt sein¹?

¹ TRAD. — Ora credesi forse che se il nuovo dogma sarà proclamato, e pronunziato il nuovo anatema, noi promoveremmo il ravvicinamento dei sudditi di questi Governi, che sono da noi separati? Credesi forse che ciò farà tacere i loro odii contro Roma? Forse che la

E anche quando entrano nelle ragioni veramente teologiche, i due scritti si rimangono sempre strettamente fedeli. Confrontiamoli.

Le Français, 18 novemb., pag. 2,
col. 4, n. XIV.

Pag. 14, n. XII.

Certaines écoles théologiques ont eu longtemps ici le même tort, en sens contraire: les unes voulant séparer le Pape de l'Episcopat, et les autres l'Episcopat du Pape.

L'Eglise est un corps vivant: *Corpus*. C'est là le mot sans cesse répété par Saint Paul, qui s'applique à montrer dans ce corps mystique les rapports de la tête et des membres, et l'harmonie de l'organisme tout entier. Le Pape est la tête, le Chef visible de l'Eglise.

Mais si l'on met la tête d'un côté et le corps de l'autre, où sera la vie?

Gewisse theologische Schulen haben lange Zeit, beide in entgegengesetztem Sinn, Unrecht gehabt, die einen, indem sie den Papst von den Bischöfen, die andern, indem sie die Bischöfe von dem Papste trennen wollten ¹.

Ist doch die Kirche ein lebendiger Leib, ein Körper: *Corpus, pro corpore eius quod est Ecclesia*, so heisst sie der heilige Paulus unaufhörlich, und er bemüht sich in diesem mystischen Leibe die harmonischen Verhältnisse von Haupt und Gliedern, und die des ganzen Organismus nachzuweisen ².

Trennen wir also nicht das Haupt, und legen es auf die eine Seite, und die Glieder auf die andere! Wie könnte da das Leben bestehen ³?

condizione dei cattolici in quei paesi farassi migliore, e che Russia, Svezia, Danimarca diverranno più miti verso di loro?

¹ TRAD. — Alcune scuole teologiche hanno per lungo tempo avuto torto in un senso contrario, mentre gli uni separavano il Papa dai Vescovi, gli altri i Vescovi dal Papa.

² TRAD. — La Chiesa è un corpo vivente, un vero corpo: « *Corpus pro corpore eius quod est Ecclesia*, » così la chiama continuamente san Paolo, il quale in questo mistico corpo dimostra le proporzioni armoniche del capo e delle membra, e quelle dell'intero organismo.

³ TRAD. — Non separiamo dunque il capo ponendolo da una parte, e le membra dall'altra. Come potrebbe sussistere la vita?

L'Eglise est un édifice: *ædificabo Ecclesiam meam*; pourquoi vouloir isoler le fondement de l'édifice et l'édifice du fondement?

L'Eglise est bâtie sur la pierre; oui, mais au-dessus de la pierre il y a l'édifice, et la pierre n'est le fondement que par sa liaison avec l'édifice: *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam*.

Certains disent: Pierre est tout. Evidemment non, le chef n'est pas tout le corps.

Il n'est que le fondement, il n'est pas tout l'édifice.

L'édifice sans le fondement croulerait; le fondement sans l'édifice ne serait le fondement de rien.

Point donc de séparation, messieurs, ni germaniste, ni romaniste, ni ultramontaine, ni dans les définitions dogmatiques, ni autrement:

Das entwickelt vortrefflich Hefe-
le in seiner ausgezeichneten Ge-
schichte der Concilien ¹!

Die Kirche ist ein Gebäude: *ædificabo Ecclesiam meam*: warum das Fundament vom Gebäude trennen und das Gebäude von dem Fundament ²?

Die Kirche ist auf den Fels gebaut; aber über dem Felsen ist das Gebäude: *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam* ³.

Die einen sagen: Petrus ist Alles. Nein, er ist der Fels, aber er ist nicht die ganze Kirche ⁴.

Er ist das Fundament, aber er ist nicht das ganze Gebäude ⁵.

Das Gebäude ohne das Fundament würde zusammenfallen. Das Fundament ohne ein Gebäude wäre das Fundament von Nichts ⁶.

Also keine Trennung mehr: weder eine gallikanische, noch eine ultramontane; weder eine germanistische, noch eine romanistische; we-

¹ TRAD. — Ciò spiega egregiamente Hefe-
le nella sua bella storia dei Concilii!

² TRAD. — La Chiesa è un edificio: « *ædificabo Ecclesiam meam*. » Perché separare il fondamento dall'edificio, e l'edificio dal fondamento?

³ TRAD. — La Chiesa è fabbricata sulla pietra; ma sulla pietra sta l'edificio: « *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam*. »

⁴ TRAD. — Gli uni dicono: Pietro è tutto. No, egli è la pietra, ma non è tutta la Chiesa.

⁵ TRAD. — Egli è il fondamento, ma non è tutto l'edificio.

⁶ TRAD. — L'edificio senza il fondamento rovinerebbe, il fondamento senza l'edificio è il fondamento di nulla.

Jésus-Christ a voulu autre chose: der in der Feststellung von Dogmen, noch anderswo ¹!

Laissons là les vieilles et vaines querelles! Les fidèles ne comprennent que l'Eglise avec son Chef suprême, et le Chef avec l'Eglise.

Weg mit den alten Streitigkeiten! Die Mitglieder der Kirche begreifen die Kirche nur in Verbindung mit ihrem Haupt, und das Haupt in Verbindung mit der Kirche ².

Ho finito; non citerò più. Chi in questi passi non vuol vedere l'identità dei due scritti non sarà convinto da nessun'altra prova, per quanto evidenti siano anche molte altre contenute nelle pagine non citate. Vi troverete i pretesi errori dei Papi, e la storia della famosa bolla *Unam Sanctam*, e quella di Pasquale II e di Callisto II, e il testo di Pallavicino, preso così come se Pio IV avesse voluto che il Concilio divenisse un'igiurè inglese, così che a Trento 200 vescovi (e nel Concilio Vaticano circa 750) dovessero tutti affatto accordarsi affinchè alcuna cosa fosse definita. Vi troverete infine ogni passo, ogni citazione, ogni prova essere sostanzialmente le stesse, così che traducendo il tedesco si traduce il francese.

Resta allo scrittore francese una ipotesi, una sola. Lo scritto francese forse precedette il tedesco, e questo non è che un sunto fedele di quello! L'ipotesi ha le sue difficoltà. La lettera di monsignor Vescovo apparve il 17 novembre, le *Bemerkungen* furono spedite in tedesco a molti Vescovi di Germania in settembre, e anche in agosto. Parecchi Vescovi inglesi e americani ebbero le *Bemerkungen* tradotte in inglese ancor prima, così che si leggevano sulle rive del Mississipì ancor prima che si stampassero su quelle della Senna. Raccogliendo le fila, esaminando i testi, studiando l'ordine delle parole e delle idee, è il francese che mi sembra un'ampliamento del tedesco, e la vera patria dello scritto credo abbia a cercarsi in Germania, e sull' Isar.

¹ TRAD. — Dunque nessuna separazione per l'avvenire; né una gallicana, né una oltramontana, né una germanistica, né una romanistica, sia nel fissare i dogmi, sia in altre cose!

¹ TRAD. — Lasciamo le antiche querele: i membri della Chiesa non la comprendono che in unione col di lei Capo, e il Capo in unione colla Chiesa.

Venni assicurato che le fasce dei primi esemplari mandati ad alcuni Vescovi di Germania (non già a quelli che romaneggiano) portavano la scritta *München, Königliche Druckerei*, cioè: *Monaco, Stamperia Reale*. Dunque a quanto il cervello umano può capire in questo imbroglio, è a Monaco che bisogna cercare la culla dello scritto, il quale poi, mutate le vesti e un po' le forme, passò il Reno, la Manica e l'Oceano. Certo non sono queste prove apodittiche. Queste non potrebbero aversi fuorchè nel caso che i due scritti portassero entrambi la data, ma non già quando uno dei due è stampato alla macchia, *sine die et sine consule*, senza nome di paese, nè d'autore, nè di editore, nè di libraio, così che in ogni legislazione costituirebbe un delitto. Chi fu poi veramente l'autore del libretto? Chi da tedesco lo fece francese, inglese e lo farà forse tra poco italiano, se non fosse ancora troppo cattolico pel nostro povero paese? Qui noi entreremmo in argomenti da cui rifuggiamo; qui converrebbe studiare pazientemente questo lungo ed ampio intrigo, seguire questa catena di segreti accordi; ma a tali difficili e penose ricerche io preferisco l'esame della lettera.

IV. STATO DELLA QUESTIONE. — GIORNALISTI.

Non si tratta di sapere se il Papa sia infallibile, quando decide in materie concernenti la fede nel *Concilio ecumenico*. Su ciò non può esservi questione tra cattolici.

Nè di sapere se il Papa sia infallibile quando parla, scrive o stampa *in materie che non sono di fede e di morale*: tale proposizione non ha guari difensori.

Nè di sapere se lo sia quando parla, scrive o stampa in materie che appartengono bensì alla fede, ma lo fa quale *dottore o scrittore privato*, come ogni altro teologo, moralista o canonista cattolico, senza intenzione d'obbligare la Chiesa.

Ancor meno si tratta di sapere, se il Papa sia *impeccabile*.

Nessuno di alcuna autorità dubita di rifiutare simili stravaganze, messe in campo per confondere le menti e oscurare la verità.

Bensì si tratta di sapere:

« SE IL PAPA, QUANDO DECIDE SOLENNEMENTE, CIOÈ QUAL MAESTRO UNIVERSALE DELLA CHIESA, ALCUNA CONTROVERSIA INTORNO A MATERIE DI FEDE E MORALE, CIOÈ ATTENENTI ALLA RIVELAZIONE CRISTIANA, POSSA ESSER SOGGETTO AD ERRARE COSÌ DA IMPORRE QUESTA FALLACE DECISIONE AI FEDELI. »

La scuola romana ammette ed insegna IN QUEST'UNICO CASO essere per divina assistenza infallibile il Pontefice; la scuola gallicana, febroniana, giansenista, regalista lo nega. Quando dico *romana*, non intendo che s'insegni tale dottrina solo a Roma; quando dico *gallicana*, non intendo che sia la dottrina insegnata ora in Francia dall'immensa maggioranza di quella nobilissima Chiesa, che sotto varie forme diede in tutti i tempi, e dà tuttora preclari esempi di attaccamento e devozione alla Santa Sede. Anche in essa i nomi di san Tommaso, di Bellarmino, di sant'Alfonso di Liguori sono venerati, e pochi sono anche colà i Seminarii ove non si studi sui libri di questo dotto e santo scrittore, il quale non dubitava di dichiarare erronea e prossima all'eresia la dottrina che vuole fallibile il Pontefice romano, anche quando pronuncia solennemente in materia di fede.

Però tal dottrina non è ancora definita; essa è ancora un di quei veri che si possono negare senza dividersi formalmente dalla Chiesa, cioè senza essere eretico, non però senza incorrere la nota di temerità. Poichè nella gradazione delle dottrine ecclesiastiche v'è un'immensa varietà; tale può affermarsi o negarsi affatto liberamente, tal'altra ha per sè tanta mole d'autorità che un animo cattolico scevro da pregiudizii non può stare dubbioso, senza mancare all'amore che ognuno deve alla verità, massime nelle cose della religione. Ma, infine, questo gravissimo punto non ebbe ancora il suggello dommatico.

Grandissimo numero di fedeli d'ogni terra, Vescovi autorevolissimi di Francia ed Alemagna, i Metropoliti del Belgio e d'Inghilterra, parecchi Concilii particolari desiderarono che lo si decidesse perentoriamente, e per sempre. Esporremo più sotto le loro ragioni.

Altre voci però si levarono contro, e tra esse quella di mon-

signor Maret, vescovo di Sura, *in partibus infidelium*, e quella incomparabilmente più autorevole di monsignor vescovo d'Orléans. Anche il giornalismo prese parte alla questione. E come evitarlo? Era una necessità, da cui è follia il volersi sottrarre. Buono o cattivo, benefico o funesto, esso tiene un gran posto nel mondo presente, e vale meglio accettarlo e giovarsene, che inutilissimamente lamentarsi. Però le sorti del buono e quelle del cattivo giornalismo non sono uguali.

Per essere giornalista *cattolico* occorrono dei gran sacrificii; per essere affatto strettamente *romano* ne occorrono ancor di maggiori. Chi brucia alcun grano d'incenso sull'altare della rivoluzione, chi usa forme, modi e massime liberalesche, anche mitigandole e cristianificandole, così da renderle tollerabili a coloro, ai quali la nuda e cruda verità è troppo amara, possono sperare alcun perdono, ed anche alcun applauso. Mentre in essi noi vediamo degli alleati pericolosi, i nemici della fede cristiana ci scorgono degli avversarii meno decisi, e se non degli *amici nell'interno della cittadella*, come scrisse monsignor arcivescovo di Westminster, almeno un ponte per entrarvi. Ma pei giornalisti strettamente cattolici romani nessuna pietà. Guai ad essi sempre e dappertutto! I loro scrittori sono nemici del loro Governo, nemici del loro paese, nemici del sapere, della civiltà, della società, dell'umanità. Nè sono parole, ma fatti. Dov'è in Europa un Governo, un solo Governo il quale non già sussidii un giornale cattolico, ma non gli regali ingiurie quotidiane col ministero dei giornali suoi? non largheggi di processi e confische col foglio, e di multe, di carceri e di esilii con chi lo scrive? Ben sallo questo stesso vostro giornale¹, e i suoi bravi e coraggiosi editori, ai quali fu così spesso negata ogni ragione ed ogni giustizia da coloro stessi ai quali dovea esser più sacra! Onore dunque ai giornali veramente cattolici! Onore al coraggio, all'indipendenza, alla fortezza di chi, per sostenere le ragioni della fede e del vero, sa dispiacere anche a coloro che potranno cru-

¹ L'Autore dirigeva queste « Osservazioni » all' *OSSERVATORE CATTOLICO* di Milano, che le pubblicava nei suoi fogli del dicembre 1869.

delmente rivalersi, anche a coloro ai quali li legano comunanza di patria, d'affetti, perfino forse di ministero! Senza dubbio erreranno talora. Qual è lo scrittore che non vi vada soggetto? Qual è sovra tutto il giornalista? Costretto dall'inevitabile necessità dell'ora a finire il suo lavoro e lanciarlo al torchio, senza poter obbedire a nessun precetto oraziano, e a quell'aureo

. *incomptis allinet atrum*

Transverso calamo signum . . .

— non sono già i sensi di compiacenza o di vanità, ch'ei prova più spesso, ma quelli di amaro dispiacere, e talora di pentimento. Quindi ben severe ci parvero le parole di monsignor vescovo d'Orléans contro la *Civiltà* e contro l'*Univers*. Possono avere talora errato; neppur tutti noi fummo sempre e in ogni cosa con loro, ma francamente troppo hanno entrambi meritato della Religione, perchè loro non si perdoni quella parte che l'umana fragilità può talora avere avuto nelle loro rapide scritture. Io non conosco in tutta Europa uomini più sinceramente e giustamente devoti alla causa della Chiesa quanto i gesuiti della *Civiltà cattolica*. Segregati dalla società, nulla volendo per sè, nulla per la loro Compagnia, che il mondo fieramente perseguita ma Iddio miracolosamente protegge e moltiplica, rifiutando a se stessi tutto, persino quello a che nessuno scrittore rinuncia, cioè a porre i loro nomi sotto i loro scritti, non obbediscono che alla voce della loro coscienza, e in quella soltanto cercano e trovano l'unica ricompensa sulla terra. Da venti anni sono sulla breccia, o soli o quasi soli. Nacquero, vissèro, e stanno fra le persecuzioni; li disamò a Napoli Ferdinando II come troppo liberali e indifferenti alle forme di governo; li perseguitò ben altrimenti il Governo italiano col togliere alla Compagnia diciannove Collegi e tutte le case e tutti i beni, così che siciliani, napoletani, modenesi e lombardi dovettero riparare in Inghilterra, in Irlanda e nelle due Americhe. Poi non sono già comuni nè in Italia, nè altrove le penne d'un Curci, d'un Bresciani, d'un Liberatore, d'un Piccirillo, nè questi nomi figureranno splendidamente nei

soli annali cristiani, ma in quelli altresì delle buone lettere italiane. Invero in un paese come il nostro, ove su cinquecento o seicento giornali ne sono appena venti di buoni, e su venti Riviste tre o quattro, prima di scagliare condanne e rimproveri contro questi pochissimi e coraggiosi difensori, esiterei, e nol farei certo che a ritroso, e trepidante.

Quanto all'*Univers*, esso invero ha alcuna vecchia colpa; nol niego. Prese troppo a cuore la questione de' classici e l'esagerò; ma poi si ritrasse dentro ai giusti confini. Giovò forse anche errando, poichè a raddrizzare l'albero già curvo assai, convenia piegarlo dall'opposta parte; quando Roma parlò, si sottomise subito e pienamente. Più tardi fece propaganda bonapartesca, invocando un forte Nettuno, che comprimesse quegli elementi furibondi scatenatisi nel 1848: ma poi meritò ammonizioni, condanne, multe, e finalmente, per aver pubblicata una bolla, una soppressione di sette anni. L'uomo che lo dirige ed ispira è povero, non è nulla nel mondo politico, non è neppure accademico, persino manca alla sua bottoniera l'infallibile nastro rosso.

Ora uno scrittore riconosciuto da amici e nemici come potente forse sovra ogni altro in Francia, un uomo che sa rinunciare a tutto per rimanere fedele ai suoi convincimenti e li giustifica colla sua vita, colla sua stessa incrollabile costanza, quest'uomo merita, io credo, rispetto, e anche quando fallisce, carità, la quale in tal caso non è che giustizia.

V. ARMEGGIAMENTI. ROMA, MONACO, PARIGI, LONDRA.

Qual dei giornali cominciasse la presente battaglia, è ben difficile il dirlo. Se ne accusa la *Civiltà*; ma prima d'essa i nostri giornali empìi d'Italia, e i giornali francesi, belgi ed inglesi assai più perfidiosi e garosi, aveano trombettato le più strane cose su questa infallibilità, pervertendo i giudizi delle turbe ignoranti. Noi avremmo preferito il silenzio, ma al tempo in cui siamo è voler l'impossibile. Alla *Civiltà* scrisse un francese una corrispondenza, ove si parlava con qualche calore di quella definizio-

ne. Ora ai primipili toccano sempre i primi colpi, ed eccoti l'*Allgemeine Zeitung* di Augusta in una serie di articoli, e il *Français* di Parigi in alcuni altri, scagliarsi contro la Rivista romana. Il giornale tedesco non avea nome d'autore sotto i suoi dettati, ma quando l'opinione pubblica e gli *Historisch-politische Blätter* nominarono come autore il preposito Döllinger, esso si tacque. Nel *Français* stava il nome di un avvocato parigino, Beslay, ma credeasi universalmente fosse *ombra*, non *uomo certo*; anzi nello stile fervente e nei modi recisi scorgeasi monsignor vescovo d'Orléans. La *Civiltà* rispose al Beslay; il *Français*, e il *Correspondant* suo fratello maggiore, tacquero per alcun tempo. Quindi il *Correspondant* ci regalò *Le Concile* che non ha nome, ma che tutti sanno essere del principe di Broglie, ove in mezzo ad un mare di gentili parole, proponeasi così su due piedi e all'amichevole di mutar la forma di governo della Chiesa da monarchica in aristocratica. Più tardi il *Français* ci recò questo scritto che esaminiamó. Intanto non erasi taciuto nè a Monaco, nè sul Reno, nè a Parigi, nè a Londra. Da Monaco uscivano il *Janus* stampato a Lipsia senza nome, le *Bemerkungen* stampate Dio sa dove, ma probabilmente a Monaco stessa, quindi di là e da Parigi le fila diramavansi lungo il Reno, in Boemia e in Ungheria a generare quello sciame di libercoli, appendici, articoli, indirizzi, lettere quasi tutte anonime o pseudonime, perchè in tutto questo intreccio sotterraneo i nomi fanno quasi dovunque difetto, fuorchè a Londra. Colà no. Lode ai nostri avversarii inglesi! Meno uno, ch'è il capo, gli altri si chiamano tutti col loro proprio nome, e dicono chi sono e che cosa vogliano.

Sono sventuratamente tre convertiti, ricevuti incautamente nel seno della nostra Chiesa, credo fuor d'Inghilterra, cioè: Le Page Renough, Ffoulkes, Oxenham. Il primo trasse fuori dal suo sepolcro papa Onorio, il secondo tutti i Papi da mille anni in qua, il terzo fu il fedele riflesso del *Janus*. Il capo, il vero capo, anche in Inghilterra, restò nell'ombra conversando segretamente, ma assiduamente con Monaco, vero quartier generale dell'esercito cismontano. Invero chi legga gli articoli dell'*Allgemeine Zeitung* vi trova il *Janus*, vi trova le *Bemerkungen*, e la lo-

ro traduzione inglese, vi trova la lettera di monsignor d'Orléans, solo che questa sotto l'abilissima penna del celebre prelato diede all'attacco novella vita. Del resto sono gli stessi argomenti, collo stesso ordine, quasi colle stesse parole.

VI. EQUIVOCO RADICALE.

« Si tratterebbe adunque, dice Monsignore, dopo i complimenti alla *Civiltà*, al signor Veuillot e al signor Ward, si tratterebbe d'obbligare d'ora in poi tutti i cattolici a credere, sotto pena di anatema, che il Papa è infallibile, anche (mi servirò delle proprie espressioni di monsignor arcivescovo di Westminster) quando pronuncia *solo*, fuori del Corpo episcopale riunito o disperso, e che può definire i dogmi *solo*, separatamente (*séparément*) e indipendentemente dall'Episcopato senza alcun concorso nè espresso, nè tacito, nè antecedente, nè susseguente di Vescovi. Si tratta dunque di proclamare un dogma nuovo, il dogma dell'infallibilità personale e separata del Papa. »

Così monsignor d'Orléans.

E noi subito corremmo alla Lettera pastorale di monsignor arcivescovo di Westminster ¹, e a pag. 142 ci trovammo la citazione. Come sogliamo far sempre, col testo francese citante da una parte, e il testo inglese citato dall'altra, leggemmo, confrontammo e studiammo, e venimmo alla conseguenza che il citante non ha citato bene, e che v'è tra l'uno e l'altro un abisso costituito da certo avverbio *séparément* aggiunto nel francese, e da tutto un giro di frasi che alza di molti gradi la temperatura della prosa inglese.

Quando si cita e s'accusa, bisogna proprio esser pedanti, e pesare le parole. Ecco la versione letteralissima del testo inglese: « I giudizi *ex cathedra* sono nella loro essenza giudizi del Pontefice *da sè (apart)* senza il Corpo episcopale, sia congregato o disperso. Questo concorso del Corpo episcopale può associarsi o

¹ The œcumenical Council, and the infallibility of the roman Pontiff.

no all'atto del Pontefice, il quale è perfetto e completo in se stesso. — È alla Cattedra di Pietro, distinta dall'Episcopato, che i fedeli e i Pastori di tutto il mondo ebbero ricorso per tutta la storia cristiana ¹. »

Chiamo in testimonio ogni buon cristiano che sappia leggere e intendere, se il citante abbia ben citato, se di quell'*apart* ² che vuol dire in buon italiano *da sè, e distintamente*, fosse lecito far quei due tremendi avverbii *séparément et indépendamment* con quello che precede e che segue; se fosse lecito sovra tutto lasciar fuori la testa, cioè che qui si tratta sempre di giudizi *ex cathedra*, e non d'altri giudizi privati e puramente personali. Poichè per la millesima volta nè monsignor Manning, nè monsignor Dechamps, nè veruno scrittore d'alcuna autorità parlano dell'infallibilità del Papa, fuorchè in un solo ed unico caso, ed è che siano quei giudizi che le scuole chiamano *ex cathedra*. Che cosa sono essi? Sono supreme sentenze di controversie spettanti la rivelazione cristiana, pronunciate generalmente dopo solennità e accurate ricerche ed esami, che non si possono perentoriamente determinare, perchè variabili a seconda delle circostanze, ma che attestano e rappresentano le forme d'un solenne giudizio.

Non si possono fissare, io diceva, ed è qui dove il *Janus*, le *Bemerkungen* e la lettera di monsignor d'Orléans cantano trionfo.

— Dunque se non si possono fissare, dicono tutti e tre, il mondo sarà sempre incerto se il giudizio sia dommatico e obbligatorio. Converrebbe definire stabilmente e perentoriamente la forma di un tal giudizio per assicurare i fedeli. —

¹ « Judgments EX CATHEDRA are, in their essence, judgments of the Pontiff, apart » from the episcopal body, whether congregated or dispersed. This concurrence of the » episcopal body may or may not be united to the act of the Pontiff, which is perfect » and complete in itself. It is to the CATHEDRA PETRI, apart from the Episcopate, that » the faithful and pastors of all the world throughout Christian history have had recourse. »

² APART nel Johnson ha molti significati, ma tra essi prevale il DISTINCTLY, IN A STATE OF DISTINCTION. Si citano questi passi: AND GOLD AND VESSELS SET APART FOR GOD (Prior). MOSES FIRST NAMETH HEAVEN AND EARTH . . . , BUT AFTERWARDS HE NAMETH THEM APART (Raleigh).

Che si possano fissare, definire e stabilire per tutti i tempi (tranne quelli d'un colpo di Stato) le forme con cui giudicherà la Corte suprema di Cassazione di Parigi, protetta dalle validissime armi d'una valorosa nazione, l'accordo. Essa funziona come un cronometro. Ma trattandosi del Papa è tutt'altra cosa. Certamente un uomo collocato in quel posto tremendo, chiamato a giudicare del più alto e sacro argomento, ricorrerà a quegli aiuti e consigli, dei quali la Chiesa lo circondò in varie forme, per tutti i tempi. Anzi deve farlo; tutti i Papi l'han fatto, e lo annunziano nelle loro decisioni: *de consilio venerabilium filiorum nostrorum, S. R. Ecclesiae Cardinalium, . . . venerabilium fratrum nostrorum Episcoporum*, e nessuno ha adempito a quest'obbligo più ampiamente e scrupolosamente di Pio IX nell'ultima definizione dogmatica. Ma imporre al Papa una legge assoluta e perentoria di tali consigli, e fissarne il numero, il modo, quest'è impossibile per la ragione che vi dicea. La Cassazione francese è protetta da 600,000 validissime baionette, onde può far le cose sue con regola e modo certo: i Papi invece sono veramente protetti dalla sola Provvidenza, e spesso questa permise che fossero perseguitati, abbandonati, anche carcerati ed esiliati. Ditemi di grazia, quali previe solennità volevate voi imporre ai poveri Pontefici Pio VI e VII chiusi a Valenza, a Savona e a Fontainebleau, separati dal mondo, condannati a non vedere che sei o sette miserabili prelati francesi e italiani, che avevano venduto al Governo imperiale la loro coscienza? Casi eccezionali, voi dite. Non troppo, rispondo; — un sessanta Papi furono a un dipresso in simili condizioni. Ora supponiamo che occorresse definire alcun principio di fede in alcuna simile distretta, rifiuteremo noi il giudizio d'un Papa confessore della fede, precisamente perchè esso non può chiamare a consiglio i Vescovi, e forse neppure i Cardinali?

E poi chi è infine il Papa? È desso, o no *da sè* il vero, il legittimo, il supremo maestro e dottore della Chiesa, come lo definì il Concilio di Firenze, come lo venerò per tutti i secoli la Chiesa? È desso, o no, quello cui disse Cristo: Tu sei il *fondamento* su cui edificherò la mia Chiesa? Bel fondamento inve-

ro, se potesse cedere e vacillare in ciò che vi è di più vitale e sostanziale! Non è desso, cui disse Cristo di *confermare* i suoi fratelli apostoli? Bel confermarli, se gl'ingannasse con un falso giudizio su ciò ch'è la prima e suprema ragione del loro mandato!

Dogma nuovo, voi dite. Nuovo! sono mille e ottocento anni, che la Chiesa obbedisce al Papa, e venera come supremo il suo giudizio, riguardando come fuori di essa chi lo rifiuta; e un appellativo ch'è una conseguenza logica, imprescindibile d'una premessa che nessun cattolico può rifiutare, sarebbe un dogma nuovo? Miileseicento e novantadue anni prima che monsignor d'Orléans pubblicasse il suo scritto, un grande e santo Vescovo della sua patria ne aveva pubblicato un altro, dove stava testualmente quanto segue: « alla quale (Chiesa romana) per la sua più potente principalità fa d'uopo (*necesse est, ἀνάγκη*) s'accordi la Chiesa, cioè tutti i fedeli che sono dovunque, perchè in essa si è sempre conservata l'apostolica tradizione¹. » E sarebbe un dogma nuovo?

VII. DOGMA NUOVO.

Questo è l'Achille degli argomenti di monsignor Maret al capo IV del libro V della sua opera, e di monsignor d'Orléans nella prima parte della sua lettera. I due scrittori s'incontrano nelle idee, e talora nelle stesse parole: « Per definire il *nuovo dogma* converrebbe dimostrare rigorosamente la sua necessaria connessione colla Santa Scrittura, perchè la Tradizione gli è evidentemente contraria. Tal privilegio fu ignorato da tanti uomini santi, dai più gran dottori durante almeno dieci secoli, e non curato, nè rispettato da tutti i Concilii ecumenici. »

¹ « Ad hanc enim Ecclesiam (romanam) propter potentiorē principalitatem necesse est omnem convenire Ecclesiam, hoc est eos qui sunt undique fideles, in qua semper ab his qui sunt undique conservata est ea quæ est ab apostolis traditio. » S. IRENÆI, « Contra hæreses » (Edidit Stieren, apud Weigel, Lipsiæ, 1833, lib. III, pag. 142).

Dogma nuovo! ecco la grande obbiezione messa a campo quindici anni fa contro l'ultima definizione dogmatica, anzi quindici secoli fa dagli Eusebiani contro i Padri ortodossi del primo Niceno. — « Ὁμοούσιος non è nella Scrittura, è parola nuova! » — gridavano Eusebio di Nicomedia, Teognis di Nicea, Maris di Calcedonia, Teodoro di Eraclea, e tredici altri, che poi in tutto rimasero tre. — Dietro ai gridatori stava l'eloquente e scaltro Eusebio di Cesarea, tutto inteso a fabbricare quel famoso ponte tra il vero ed il falso, i cui materiali si ricercano di nuovo ai nostri dì.

Dopo il *dogma nuovo* dell' ὁμοούσιος, cioè della *consustanzialità* del Figlio col Padre proclamata in Nicea, venne il *dogma nuovo* della συμπροσκύνησις, ossia dell' uguale adorazione dovuta allo Spirito Santo, proclamata in Costantinopoli; quindi il Θεοτόκος (*Deipara*) d' Efeso, poi ἐκ δύο φύσεων (*di due nature*) di Calcedonia, poi il καὶ ἐκ τοῦ υἱοῦ (*filioque*) e la transustanziazione dei Sinodi posteriori; — tutti *dogmi nuovi!* Da quattordici secoli i nestoriani e i monofisiti, da dieci i greci, e da sei mesi il signor Ffoulkes gridano tutte queste definizioni essere *dogmi nuovi*, e quest' ultimo, cattolico, com' esso attesta, vorrebbe che si lasciassero, per tornare al simbolo Niceno.

Dogmi nuovi! Ch' è questo? Ogni fanciullo cattolico sa che la Chiesa non inventa nuovi dogmi, ma li definisce, gli spiega, li promulga; e sa altresì ch' essa dall' ampio e profondo deposito della sacra Rivelazione, di cui è custode ed interprete, può attingere quelle dottrine, che vi stavano certamente sin dal principio, ma che per non aver trovato contraddittori, neppur occorreva trovassero ferme e decise formole che gli esprimessero. I Padri Antenicheni credevano la consostanzialità del Figlio, come noi; ma quando il sofista Ario uscì fuori con quei suoi avvolgimenti, dai quali era dubbioso se volesse il Figlio creatore o creatura, fu d' uopo troncar la lite con quella famosa parola. Tutti i Padri greci più antichi e illustri, Atanasio ¹, Basilio ²,

¹ « Contra Arianos, » Or. I, 49, 50.

² Ep. xxxvii, n. 4.

Efrem ¹, Gregorio Nisseno ², Cirillo ³, Epifanio ⁴, affermarono lo Spirito Santo procedente dal Padre e dal Figliuolo, o da questo per quello; però la voce *Filioque* non istava nel Simbolo. Quando i bisantini negarono l' antica dottrina, la parola fu aggiunta.

E non potea, e non può farlo tuttora la Chiesa? È dessa forse una pianta morta che più non valga a generare alcun frutto, o non piuttosto un corpo vivente, operoso, fecondo, una presente e parlante maestra divinamente assistita, che nessuno oserà affermare avere esaurito il tesoro delle sue dottrine? Avea dessa o no il diritto di aggiungere al Simbolo apostolico il Niceno, a questo il Costantinopolitano, a questo l' Atanasiano, che da lei ebbero e ritennero le stesse Confessioni protestanti?

Senza dubbio tutto esisteva in germe sin da principio. Sì, anche le stelle e i pianeti esistevano sin dall' origine delle cose, ma noi benediciamo ai progressi dell' ottica e dell' astronomia che ci rivelarono queste novelle prove della divina onnipotenza.

« Converrebbe dimostrare, scrivono i due Vescovi, la connessione del nuovo dogma colla Santa Scrittura, essendogli la Tradizione contraria. »

Tal lavoro è già fatto, la connessione col sacro Testo e la costanza della tradizione furono dimostrate da Aguirre ⁵, da Gonzalez ⁶, da Bellarmino ⁷, da Muzzarelli ⁸, da Raynaud ⁹, dal P. Schrader ¹⁰, e larga copia di prove si trovano nel Zaccaria ¹¹, e nel dottissimo Roszkovány ¹². La Tradizione ecclesiastica, che domanda e aspetta dal Papa un giudizio solenne e inappellabile

¹ « Par. ad Pœn., » xxii, xxxvii.

² « In Orat. domin. »

³ « Advers. Iulianum, » lib. i.

⁴ « Hæres. lxix, » 18, 52.

⁵ « Defensio cathedræ Petri. »

⁶ « De Infallibilitate Rom. Pontif. »

⁷ « De Romano Pontifice. »

⁸ « Primato e infallibilità del S. Pontefice. »

⁹ Αὐτὸς ἔφα.

¹⁰ « De Unitate Romana. »

¹¹ « Anti-Febronius. »

¹² « De Romano Pontifice. »

in materia di fede, discende dai primi secoli al nostro. Precisamente come al quinto secolo Innocenzo I solo e da sè condannava perentoriamente l'eresia pelagiana, così Innocenzo X nel decimosettimo condannava l'eresia giansenistica; come i Vescovi d'Africa domandavano al primo Innocenzo di definire la questione, così ottantacinque Vescovi di Francia scriveano al decimo: « essere solenne costume della Chiesa di riferire alla Santa Sede nelle cause maggiori, e la *fede indefettibile* di Pietro domandava che tal uso costantemente si osservi. » Ciò accadeva nel 1651; cinque anni dopò gli stessi Vescovi francesi scriveano ad Alessandro VII le stesse parole, e un secolo dopo l'intera Chiesa accettava le condanne di Febronio e di Pistoia profferite in materie dogmatiche dai soli Pontefici.

Non è mia intenzione scrivere un'Opera, intorno a un argomento sul quale esistono biblioteche, ma solo far notare ai fedeli quanto siano leggere le asserzioni che combattiamo.

VIII. OPPORTUNITÉ.

« *Je ne discute pas l'infailibilité, mais l'opportunité.* »

A dir vero due terzi della lettera di monsignor d'Orléans sono chiarissimamente contro la stessa infallibilità, perchè se fosser veri quei pretesi errori dei Papi, che accampa, tal definizione non sarebbe già soltanto inopportuna, ma erronea e falsa.

Ma poichè l'autore parla prima dell'opportunità, seguiamolo.

Lamenta che giornalisti *temerarii* abbiano osato trattare nelle loro colonne di questa tesi, che dovea lasciarsi intera al Concilio.

È singolare che si dica sconveniente trattare tal questione nei giornali da chi la tratta anch'esso nei giornali. Invero sarebbe difficile accusare gli uni, e assolvere gli altri.

Se al solo Concilio compete il parlarne, perchè dunque alla vigilia di esso si riaccende la questione da chi avea tutto il diritto di esporre nel seno dell'augusta Assemblea i suoi diversi opina-menti? Un giornalista raccoglie e discute le cose del giorno, e il suo lavoro di un giorno passa col giorno. V'è un'immensa dif-

ferenza tra la sua efimera opinione, che nata muore, e la sentenza di chi domani deve sedere in un gran tribunale a fianco di settecento colleghi, e già annunzia sin d'oggi come voterà.

Altri Vescovi, dirassi, aveano fatto questo in un senso contrario. — Sì, ma nessuno rimase sorpreso delle lettere de' metropolitani del Belgio, d'Inghilterra, e dei vescovi di Nîmes e di Poitiers; tutti invece lo furono del libro del vescovo di Sura, e della lettera di monsignor vescovo d'Orléans. Perchè questo? Perchè i primi professavano l'antica dottrina comune, nota a tutti, insegnata dovunque; i secondi trasser fuori una non antica contraddizione. Di là una generale e dolorosa sorpresa, un gemere dei buoni fogli, e un trionfare degli altri, così che monsignor d'Orléans poté leggere coronato di lodi il suo scritto nelle colonne di giornali, che non sono veramente avvezzi a recarvi scritti di Vescovi, fuorchè per ingiuriarli. I suoi stessi amici ne furono contristati, e se tra i Padri raccolti al Vaticano alcuni nutrono forse i suoi pensieri, dubito che siavene alcuno che lodi il modo e il tempo trascelto a manifestarli.

A sentire l'illustre scrittore, il Papa non pensava affatto alla definizione, e tutto il torto è dei giornali. « Quando il Papa annunziò in due celebri Allocuzioni il suo disegno di convocare il Concilio ecumenico, nulla disse della necessità od inutilità di fare un dogma di fede della sua infallibilità personale. »

Ancora una volta questa infallibilità *personale* è un deplorabile equivoco. Non è dell'*infallibilità privata*, che si parlò e si parla, ma del *giudizio solenne intorno alla Fede*. Se il Papa avesse desiderato che neppur di questo si parlasse, non durava gran pena a impedirlo. Una sola parola alla *Civiltà*, un'altra all'*Univers*, giornali avvezzi ad obbedire subito ed intieramente, sarebber bastate. Nol fece. Perchè? Probabilmente avrà avute le sue ragioni, le quali, se non erro, stanno nella credenza, già sin d'ora universalmente diffusa nel mondo cattolico, che quella definizione possa tornar utile alla Chiesa, onde era bene che ai fedeli ne venisse spiegato il valore ed il senso.

È incontrastabile che molti Vescovi, molti fedeli desiderano la definizione, ed eccone le ragioni.

La guerra contra la fede cristiana, e massime contro la Santa Sede, non fu mai più intensa che ai nostri dì; mai l'empietà ebbe al suo servizio maggior numero d'organi che la professassero liberissimamente nelle Università, nei giornali, nelle opere scientifiche, e ad ogni più lieve occasione che si presenti. Nè il numero degli errori ora è più limitato ad uno, a due, a venti come al tempo della Riforma, ma invade tutto il campo della teologia, della filosofia, della storia, e persino d'alcune scienze naturali. Tra questi errori primeggia quello che abbatte dalla sua radice ogni autorità divina ed umana, e pone l'uomo in luogo di Dio, usando le formole della rivoluzione francese, e quello ch'è più terribile, cercando di trapiantarle nel Santuario. A tanta onda di mali svariati e crescenti, occorreva un rimedio fortissimo e perenne. Questo non può essere un Concilio che di sua natura è transitorio; esso può condannare gli errori di ieri, non quelli di domani. Resta il Papa; ma il suo giudizio è desso infallibile? La scuola gallicana, febroniana e le loro altre figlie minori, lo negano; — la romana l'afferma. Essa, come dicemmo, è largamente diffusa, essa è l'insegnamento più comune nella stessa Francia, ma non è ancora dottrina solennemente definita.

Questi Vescovi e fedeli credeano e sperano tuttora che se il Concilio ecumenico definirà questo punto, noi avremo un aumento di autorità nel giudizio del Pontefice, il quale già ritenuto perentorio da ogni fedele, rivestirebbe con ciò stesso maggiore e affatto inviolabile autorità. Noi abbiamo, dicono i fedeli, bisogno e diritto di conoscere la verità, e di conoscerla sicuramente, e non possiamo domandarla al Concilio, che per trecento anni non si raccolse e può per mille cause non potersi raccogliere; ancor meno possiamo domandarla alla Chiesa dispersa, il cui giudizio è necessariamente assai tardo e difficile a conoscersi. Questo era un voto universalmente sentito nella Chiesa.

« Ma il Papa non ne parlò nelle sue Allocuzioni! » Non è in uso, rispondo, che i Pontefici indichino ricisamente i decreti da stabilirsi. Quali grida non si sarebber levate per lamentare la violata libertà dei Padri, se l'avesse fatto? Bastarono le colonne di due giornali, perchè si esclamasse: « *Quelle liberté laissent*

dès à present de telles discussions menées de cette façon par le journalisme? » Ora che sarebbe se il Papa avesse indicata direttamente la decisione da prendersi?

Però è egli vero che nelle due Allocuzioni convocatrici del Concilio ne tacesse? In quella del dì 26 giugno 1867, dopo avere citato le celebri parole: « *Ego rogavi pro te, ut non deficiat fides tua* » aggiugne quelle di san Leone: « *Specialis cura Petri a Domino suscipitur, et pro Petri fide proprie supplicatur tanquam aliorum certior sit futura, SI MENS PRINCIPIS VICTA NON FUERIT?* » (lib, III, in *Anniv. Assumpt.*).

Nella seconda, parla della *definitionem iudiciorum suorum in caelis mansuram*, e in entrambe si chiamano i Vescovi a sorreggere *supremam huius apostolicæ Sedis auctoritatem* — miseramente insultata e conculcata. Erano cenni, ma già bastavano a indicare a qual punto il Pontefice volesse diretta la mente dei Padri; più aperte parole sarebbero state un comando, e questo non voleva, nè dovea darsi.

Sì, il Pontefice chiama i Vescovi di tutta la terra a sorreggere e rafforzare la sua autorità. Non li chiama per sè, ma per la Chiesa, per essi medesimi, perchè sminuita l' autorità al Pontefice non resterebbe anche ad essi, che Cesare e la spada.

Le sorti della Chiesa greca e russa, quella della Chiesa anglicana e scandinava ne sono le prove.

I Papi, i Papi che salvarono la Chiesa dai barbari nel quinto e sesto secolo, dagl' Imperatori bisantini nel settimo e ottavo, dagli Imperatori di Germania nell' undecimo e duodecimo, dai Re di Francia nel decimoterzo e decimoquarto, dalla Riforma protestante nel decimosesto, da Napoleone I nel passato e nel nostro, chiamano di nuovo i Vescovi ad aiutarli in questa estrema distretta, ove altro aiuto non resta sulla terra. A chi si rivolgerebbero? Dov' è più fede e giustizia sulla terra fuori della Chiesa? Paolo III chiamò anche i Principi, — Pio IX non potè più chiamarli; — i buoni cristiani sanno quel che io intendo.

IX. CONTEGNO DEI PAPI NELLA QUESTIONE.

« Nel Concilio di Trento, la questione che agitò sì vivamente gli animi, fu sotto altra forma questa stessa, di cui trattiamo. Pio IV scrisse ai Legati *di ritirare l'argomento del litigio, e pose questa regola: non dovesse decidersi nulla intorno a cui i Padri non fossero unanimi: — Ne definirentur nisi ea de quibus inter Patres unanimi consensione constaret* — (PALLAVICINO, lib. XIX, c. XV). »

Così *Janus*, così le *Bemerkungen*, così monsignor vescovo d'Orléans.

Corsi al Pallavicino, e al luogo citato nell'edizione romana del 1657, fatta sotto gli occhi dell'autore, ci trovai ben altre cose.

Disputavasi a Trento, se il Papa potesse dirsi *Pontefice della Chiesa universale* (*Pontifex universæ Ecclesiæ*). Il cardinale di Lorena ed altri prelati francesi il negavano; i Padri italiani e spagnuoli l'affermavano. Confessiamo che l'espressione, benchè giusta, potea dar luogo ed equivoco. Al Papa compete una giurisdizione universale ordinaria su tutta la Chiesa; ma non è già esso il solo Vescovo, nè gli altri Vescovi sono suoi vicarii, mentre anche in loro la facoltà data una volta rimane propria e ordinaria. Litigavasi dunque fervidamente intorno a ciò, e non il Papa, ma il cardinal Borromeo, scrisse ai Legati nel gennaio 1563 una lettera confidenziale e privata, colla quale gli avvertiva che « il Papa contentavasi che nulla vi fosse espresso nè della podestà sua, nè de' Vescovi; facendosi (su ciò) quelle sole definizioni, nelle quali i Padri cospirassero concordemente. In breve facessero quello che scorgessero esser meglio per servizio di Dio e della cristianità, purchè l'autorità della Sedia apostolica non venisse ferita. E se vedessero acerbe ancora le passioni, e impetuosi i trattati, prolungassero la Sessione con attender l'aiuto del tempo, che mitiga tutto il crudo, e modera tutto il violento. »

Così il Pallavicino (l. c.). Dunque

1.^o) trattavasi di *tutt'altra questione*, cioè di un titolo che il Papa voleva conservato, e alcuni Padri trovavano equivoco;

2.º) il Papa nulla ritirò, ma il cardinal Borromeo saggiamente suggerisce, che se i Padri non s'accordano, si temporeggi finchè l'ire sbollano;

3.º) finalmente, e cio è il *caput rei*, lo stesso cardinal di Lorena e gli altri oppositori, finiscono con salutare il Papa solennemente *Pontefice della santa e universale Chiesa* (PALLAV., lib. xxiv, 24), e il Papa conservò e conserva tuttora quel titolo di che Monsignore può accertarsi, guardando la stessa bolla di convocazione del presente Concilio, sottoscritta da *Pius catholicæ Ecclesiæ Episcopus*.

Non c'è dunque nè *ritiro del soggetto della lite*, nè *posta una regola di nulla decidere fuorchè unanimi*, regola veramente assurda, che non potea uscire dal capo d'un grande Pontefice qual era Pio IV, e d'un gran Santo qual era suo nipote. Invero in nessun tempo i Papi e i Concilii fecero dell'unanimità una legge. Nel primo ecumenico di Nicea cinque Padri rifiutarono il Simbolo, poi tre sottoscrissero falsando il testo, e null'ostante il Simbolo fu mantenuto. A Trento il cardinale di Lorena e i prelati francesi protestarono più volte (PALLAV., lib. xxiii, 142), e la legge passò; cinquanta Vescovi rifiutarono il decreto su' matrimonii clandestini, e il decreto rimase; quattordici ricusarono di chiudere l'Assemblea, e l'Assemblea fu chiusa. Invero sarebbe assai singolare che dieci o venti dissenzienti potessero ridurre a nulla le deliberazioni d'un'Assemblea numerosissima contra quanto è in uso in ogni Parlamento, in ogni consiglio, in ogni tribunale, ed è il dettato del senso comune e della necessità.

« Innocenzo XI, segue lo scrittore, loda l'*Esposizione della dottrina cristiana* di Bossuet, dove l'illustre Vescovo non parla dell'infallibilità. » Bossuet, è vero, accennò, ma non decise quel punto, e fece benissimo. Scrivea a protestanti che negavano non solo l'infallibilità ma ogni autorità del Papa, e avrebbe dovuto uscir fuori con una dottrina non ancora definita? Non tutto si deve dire a tutti e sempre, e l'antichità cristiana c'insegna che nella stessa istruzione de' catecumeni usavasi una prudente misura, così che molte anche gravissime cose taceansi ai meno provetti. Ma quando Bossuet, che avea ingegno prodigioso ma non ugua-

le animo, si lasciò suo malgrado indurre a scrivere le quattro proposizioni, in una delle quali negavasi l'infallibilità, aggiungendovi quelle malaugurata *Defensio* pubblicata contro la sua volontà, allora Alessandro VIII nel 1690, Clemente XI nel 1706, Pio VI nel 1794 riprovarono solennemente quelle sue opinioni; e Sisto IV tre secoli prima (1479) avea condannata come eretica la sentenza di Pietro d' Osma: *poter la Chiesa romana errare (Ecclesiam romanam errare posse)*.

« Nel 1867, cento ottant'otto ministri anglicani attestarono al Papa la loro volontà di rientrare nella Chiesa Cattolica, e il Papa in una risposta piena di saggezza e di carità parla della supremazia, ma non dell'infallibilità. » Pio IX per bocca del suo venerando cardinale Vicario parla chiarissimamente dell'intera e assoluta sommissione alla Santa Sede, e non era necessario, nè utile dire di più a protestanti.

Ma dopo tutto che ne viene da ciò? Che provano questi argomenti negativi *e silentio*?

Che cosa Pio IX giudichi sulla questione, egli sarà l'ultimo a dirlo; intanto scrisse quella bellissima lettera d'elogio all'arcivescovo Dechamps, campione dell'infallibilità, che tutti possono leggere e intendere.

X. I GRECI SCISMATICI E I PROTESTANTI.

« I greci scismatici hanno un gran desiderio di ravvicinarsi, i protestanti lo stesso. La definizione gli allontanerebbe, mettendo l'ultimo suggello alla separazione. »

È questo il soggetto dei Numeri IV e V della lettera.

Che vi sia questo desiderio, Monsignore lo conobbe dalle relazioni di Vescovi orientali e di ministri anglicani; che l'infallibilità gli allontanerebbe, lo vede dalla risposta del Patriarca di Costantinopoli e dalle relazioni di altri protestanti, che verrebbero a noi se quella definizione non li facesse indietreggiare. Ah se la più lieve speranza di riunire gli Orientali balenasse al nostro animo, e quella decisione ci sembrasse un ostacolo, certo scongiureremmo

la divina misericordia affinchè il Concilio non sancisca il fatale decreto! Ma le nostre previsioni e quelle di monsignor vescovo d'Orléans sono assai diverse. Passammo la nostra vita nello studio della storia ecclesiastica, facendo di quello scisma il doloroso argomento delle indagini più accurate; visitammo più volte l'Oriente, nè le lingue di quei popoli ci sono ignote; conversammo intimamente con parecchi greci scismatici, e venimmo pur troppo a tutt'altre conclusioni. Ci suonano ancor nell'animo come una sinistra profezia quelle parole che dirigevami in Venezia, or son ventun anni, un dotto sacerdote greco scismatico, al quale avea potuto rendere qualche servizio, il M. R. P. Antimo Massarachi. Erano i primordii del pontificato presente, e nobili tentativi si faceano dal nostro venerato Pontefice per la riunione della Chiesa orientale alla nostra. Domandai al padre Antimo se fosse sperabile. Rispose: « Innanzi tutto occorre che il Papa rinunzi al poter temporale. » — Ed ora, al nuovo tentativo, il patriarca di Costantinopoli rispose: « Noi non possiamo ammettere che gli Apostoli fossero tra loro diversi, poichè furono egualmente illuminati dallo Spirito Santo; nè che abbiavi tra loro alcuno che sia primo per divina istituzione, ma solo per decreti conciliari. Togliete tutte le novità che introduceste da dieci secoli, allora soltanto potremo intenderci. » Questo, questo è il vero linguaggio della Chiesa greca, e poco giova indagare se le sia proprio, o le venga dettato da Pietroburgo, dov'è il vero e terribile Papa di quella Chiesa. Ora il potere temporale è perduto, tranne questo piccolo dubbioso frammento, e la distruzione della primazia pontificia è invocata dai greci, dai protestanti e da quella specie di cattolici che dettarono il *Janus* e le *Bemerkungen*. Non tutti invero parlarono così chiaro, come il patriarca di Costantinopoli; vi hanno dei girondini anche nella causa del Papato, i quali mostrano di amare il Papa, come Vergniaud e compagni amavano, forse anche più sinceramente, Luigi XVI e la monarchia costituzionale ¹. Però la loro vagheg-

¹ Si ricordino le parole del TIMES, citato dalla GAZZETTA D'AUGUSTA del 6 novembre 1869, che dicono: « Solamente allorchè il Papa cesserà d'essere un principe italiano, potrà pretendere di essere un Pontefice universale. »

giata monarchia del 91 finì colla repubblica settembrista, e Luigi ed essi sul palco. Senonchè qui la cosa è diversa, chè ben altra è la difesa che veglia a pro del Vaticano. I Papi ritornano, i Re e gl' Imperatori non sempre.

Sanno i greci, sanno i protestanti, che le porte del nostro tempio sono sempre aperte, e che essi troveranno sempre nel Santo Padre e in noi tutti la più fervida carità e indulgenza, la quale verso la Chiesa greca arrivò a quegli estremi confini, ai quali comincia l'eresia. Tutto fu ad essa lasciato libero e riconosciuto valido, ed anche taluno di que' canoni disciplinari, che più si scostano dai nostri. Lo sentirono i migliori tra loro e vennero a noi. Molti a Costantinopoli, a Lione, a Firenze, e di quando in quando alcun Patriarca e alcun Vescovo, mossi dallo Spirito di Dio, si riconciliarono con noi; ma che al presente quelli che reggono le sorti della Chiesa orientale abbiano il più lieve desiderio di farlo, a noi è intieramente ignoto. Anzi ci è noto il contrario; cioè avere lo scisma crudelmente distrutta la gerarchia cattolica nella sventurata Polonia, commettendovi atrocità, per le quali la diplomazia dei Sovrani cattolici non trovò una sola parola di biasimo, mentre si è fieramente commossa per le ire di qualche Comune rumeno intollerante delle giudaiche sanguisughe. Ci è noto come la conversione dei Bulgari, felicemente incoata, fosse per ogni artificio e violenza impedita. Ci è noto esservi in tutto Oriente un' alleanza fraterna dello scisma e dell'eresia protestante, per distruggere persino le poche vestigia di quelle gloriose chiese, i cui nomi vibrano così profondamente in ogni cuore cattolico ¹. Il popa greco coi rubli russi, e il pastore anglicano colle sue bibbie e i suoi vantaggi commerciali, vanno per vie diverse, ma si accordano nella stessa meta, la quale si riassume in una sola frase: « Abbasso il Papa! » — Senza dubbio non si atterra un' autorità di diciannove secoli ad un tratto, ma si spera di riuscirvi a poco a poco. Tutte le misure son prese: « i giorni del Papato sono contati » gridano una infinità

¹ Ci è noto di quali violenze fosse vittima l'ottimo patriarca armeno scismatico di Costantinopoli, che voleva venire al Concilio, e come venissero provocate.

di opuscoli tedeschi, inglesi e francesi, ch'è troppo odioso il citare.

Qual deve essere la condotta dei cattolici in questi supremi momenti? Quella dei soldati nell'ora della battaglia. Le nostre armi sono la preghiera e la sommissione più intima ai Vescovi, e al loro capo il Papa. Noi pregheremo alle porte del Concilio, ed anche coloro che hanno diritto e dovere di oltrepassarle devono lasciare alla soglia i loro privati sentimenti ed affetti, per concentrarsi in un solo e supremo pensiero, quello di salvare la Chiesa. Ignorando affatto quale sarà il supremo giudizio intorno alla questione, anzi ignorando persino se sarà posta, ciò per altro crediamo fermissimamente, che se fosse decisa contro le previsioni di monsignor vescovo d'Orléans, nè un solo greco nè un solo protestante sarà rimosso dal desiderio che avesse di entrar nella Chiesa. Invero, se fosse altrimenti, come spiegare che sorgesse a campione dell'infallibilità l'arcivescovo di Westminster convertito anch'esso e vivente in mezzo a' protestanti, dei quali egli forse più d'ogni altro ne ricondusse buon numero alla Chiesa? Come spiegare lo stesso zelo per tale dottrina nei Vescovi irlandesi e americani che vivono anche essi in mezzo ad acattolici, e come quarantasette di questi ultimi raccolti in un gran Concilio a Baltimora nell'anno 1866 abbiano sottoscritto queste parole: *Divina eloquia eo plane sensu sunt accipienda, quem tenuit ac tenet hæc romana beatissimi Petri Cathedra, quæ omnium Ecclesiarum Mater et Magistra, fidem a Christo Domino traditam integram inviolatamque semper servavit, eamque fideles edocuit, omnibus ostendens salutis semitam, et incorruptæ veritatis doctrinam*¹? Come spiegare che uomini di tanta scienza, zelo, pietà ed esperienza, viventi in mezzo a popolazioni d'altra o di nessuna fede, potessero ammettere una professione che ben poco si scosta dalla definizione dogmatica?

« I nuovi cattolici, ho sentito dire, sono pieni di fervore per questo dogma. Sì, certi nuovi cattolici può darsi; ma io conosco

¹ Ex Encyclica Pii Papæ IX, 9 novemb. 1846. Concilii Plen. Baltim. II, 1866, tit. II, de Hierarchia.

altri convertiti, che l'annuncio di una tale definizione ha turbato; conosco dei protestanti desiderosi di venire a noi, che ciò solo ha fatto indietreggiare. » Così monsignor Vescovo.

È vero, ci sono convertiti e convertiti. Alcuni di questi si chiamano Manning, Lokhart, Knox, Dalgairns, Faber, Oakeley, Ward, Allies; altri si chiamano Le Page Renough, Ffoulkes, Oxenham. I primi edificarono ed edificano la Chiesa, e sono partigiani dell' infallibilità; i secondi chi siano e che vogliano lo dicono troppo chiaro. Che Dio ci liberi per sempre da simili convertiti! dei quali uno scrive: « avere i Papi dei dieci ultimi secoli corrotta la fede e la disciplina della Chiesa; doversi abolire la professione di fede di Pio IV, e bastare il Credo niceno come simbolo interconfessionale ¹. »

La conversione è tutta opera di Dio, assai più che degli uomini; essa è un vero miracolo, e Dio non suol fare miracoli per metà. Ecco il segreto, ecco la ragione perchè i convertiti davvero sono così ardenti, e perchè altri che stanno in tutt' altro campo ci sembrano tutt' altro che convertiti. Quanto a coloro che si convertirebbero se non temessero la definizione, essi evidentemente hanno una *vocazione condizionata*; se l' avessero sincera, s' affiderebbero nella sapienza di quella Chiesa ch' è tutta raccolta al Vaticano, pronti ad assoggettarsi al di lei giudizio. Ah! v' è qualche cosa di ben più grave, che gli allontana! È l' orgoglio del proprio giudizio, e Dio non voglia siano le parole e l' esempio di certi cattolici di vecchia data, ma di nuovi principii, che non sanno scrivere una linea senza detrarre alla Chiesa romana e alla sua autorità.

XI. I GOVERNI.

« I Governi non cattolici hanno dei sospetti (*ombrages*) contro la Chiesa; riguardano il Papa come un Sovrano straniero; e la definizione aggraverebbe questi sospetti. I Vescovi d' Inghilterra e

¹ Ffoulkes, « The Church's Creed or the Crown's Creed? »

di Scozia (!) dovettero combatterli, e massime contraddire alla opinione che attribuiva al Papa un potere civile sull' Inghilterra. Pitt, volendo migliorare la condizione dei cattolici, consultò parecchie Università d' Europa, che dichiararono, non competere alla Chiesa alcun potere civile sull' Inghilterra, benchè ciò venisse professato in alcune bolle di Papi. Quindi i Governi non cattolici non solo non crederanno alla infallibilità del Papa, ma accresceranno i rigori contro i loro sudditi cattolici che fossero obbligati a credervi. »

È facile condensare in poche linee tanta materia di obbiezioni da volervi volumi a confutarle; la ragione del nostro scritto ci obbliga ad esser brevissimi. Non è vero che alcun Papa si attribuisse in alcuna bolla il diritto di reggere civilmente Inghilterra, Scozia o alcun altro paese del mondo (tranne quello che gli hanno tolto); ma è vero che parecchi Papi, e tra essi alcuni Papi santi, giudicarono alcuni re non santi indegni di governare il popolo cristiano, od anche li deposero. Però guardate bene; se contrasta colla infallibilità *in materia di fede* (la sola di che qui si tratta) pronunciar decaduto un cattivo principe, la è finita anche per la infallibilità del Concilio ecumenico, perchè nessuno dubita che fosse ecumenico il primo di Lione del 1245, il quale depose solennissimamente il primo principe della cristianità, Federico II.

Spieghiamo un po' la cosa. Un cattivo Sovrano è una gran calamità; è la rovina della pubblica e privata economia; è guasto delle leggi e del costume; è sovvertimento di quella prima base delle famiglie e delle società, ch'è la fede. Niente è sicuro sotto di lui, e la stessa giustizia civile o penale è uno strumento di cui può facilmente e terribilmente servirsi a flagellare i suoi popoli. A liberarli da questa massima calamità l' 89 avea creato il diritto di rivolta, diritto pericolosissimo, di cui ora i popoli fanno uso sì facile e frequente. Noi cattolici di Roma non amiamo questo diritto, che si esercita coi tradimenti, coi delitti e colle stragi, ed è così cieco ed ingiusto che taglia la testa a Carlo I e Luigi XVI, mentre lascia morire sul trono Enrico VIII e Luigi XI. Ora l' età mezzana avea un altro rimedio. Quegli Stati, sorti nel seno della Chiesa, consideravano il di lei Capo come il supremo custode

de' comuni diritti, onde nei gran piati tra re e re, e re e popolo, i Papi interveniano pacieri e giudici; e se il re era pessimo, lo deponevano. Gridate alla barbarie quanto volete; ma fra un Legato pontificio che cerca di comporre pacificamente una lite tra due Stati, e un recente campo di battaglia coperto di membra e di cadaveri umani con dieci o ventimila famiglie che piangono, io preferisco il Legato. E tra un popolo in armi che combatte i soldati del Governo per cacciare un re, e la scomunica d' un Papa che lo giudica e depone, come si suole e deve deporre un magistrato iniquo, io preferisco la scomunica.

Infine tra il medio evo, che comprometteva nel Papa, e l' evo moderno che compromette nei battaglioui e nelle barricate, preferisco in questo il medio evo.

Però è mera differenza di gusti; il medio evo è cessato, e nè noi nè i Papi pensano a risuscitarlo. Da lungo tempo eglino smisero dal proferire simili sentenze, che quindi non hanno più ragione di essere nè temute dai principi nè evocate da monsignor vescovo d' Orléans. No, i Papi ora non depengono più i re; di ciò s' incaricano le nazioni stesse o alcun altro re vicino. Ben lontani i Papi dal deporre i re, guardansi sollecitamente dal porgere alcuna occasione a tumulti o rivolte, anche quando sono essi stessi deposti dai re, e invano cerchereste nelle celebri bolle con cui Pio VII e Pio IX scomunicarono gli usurpatori del loro Stato una sola frase, che accennasse a deposizione del Sovrano, od a incoraggiare sedizioni e sommosse.

« Le Università, e ottimi cattolici di Gran Brettagna dichiararono non appartenere al Papa alcuna sovranità civile sulle isole brittanniche, » e disser giusto. Ma quando mai i Papi pretesero su di esse alcun diritto di governo? Se talora hanno corretto spiritualmente alcun re, non lo fecero già come Sovrani verso un suddito, ma come un padre verso un figlio, come il Capo della Chiesa cristiana con re cristiano: e se talora andarono più oltre pronunciando pene anche civili, lo fecero seguendo il costume e il diritto pubblico di quell' età, il quale allora avea le sue ragioni di essere, ed ora non le ha più. Nè io pretendo giustificare ognuno di que' fatti, in alcuno dei quali ebber forse

le passioni umane alcuna parte; ciò solo pretendo, e sostengo che tutto questo nulla ha da fare colla infallibilità che la scuola romana attribuisce al Papa, quando giudichi solennemente una pura controversia di fede.

Del resto che può importare a' nostri re non cattolici, che il Papa sia agli occhi dei loro sudditi cattolici infallibile, o no, in materia di fede? Stento a credere che ne farebbero pretesto di alcuna maggior durezza; tutto al più ne prenderebbero argomento a qualche nota diplomatica, simile a quelle che si scrissero sul Concilio, e alle quali nessuno badò.

I Governi cattolici vengono alla lor volta.

« Sono anche questi pieni di sospetto. Tre potenze, Austria, Italia e Spagna sono impegnate in tristi lotte contro la Chiesa.... Che questi Governi siano o no colpevoli (?!), non è di ciò che si tratta, ma bensì di sapere quale impressione farebbe su di loro il decreto della infallibilità. »

Lo scrittore teme assai che questi Governi possano rifarsi sopra la Chiesa. Sarebbe difficile immaginare che cosa alcuno tra loro potesse di peggio contro di lei, fuorchè alzare patiboli e riempire smisuratamente le carceri, e questo credo che se anche il volessero nol potrebbero. Il pretesto è troppo futile per poter sollevare le passioni nei Parlamenti, nei quali i più non solo non credono all'infallibilità del Papa, ma neppure a quella stessa dell' Evangelio. Ora senza i Parlamenti sarebbe assai difficile ai Governi, anche colla migliore volontà, di poter fare qualche cosa di serio.

Futile dicevamo il pretesto, e a dir vero basta esaminarlo da vicino. Tutti, e anche i Sovrani cattolici ed acattolici, sanno bene che ogni cattolico è obbligato a ricevere ed accettare con sommissione la sentenza del Papa intorno alla fede, e che da questa sentenza non c'è appello. Ora che importa ad un Sovrano che un suo suddito cattolico creda in cuor suo fallibile od infallibile una sentenza alla quale già sa che deve sottomettersi? Credo invece che se un Governo ha solamente il sentimento della propria conservazione, dovrebbe ringraziare Iddio che i suoi sudditi credano nel Papa infallibile, perchè chi crede nel Papa crede in Dio, e chi crede in Dio non cospira a rovesciare nessun Governo.

XII. ERRORI DEI PAPI.

Triste argomento sotto la penna d'un Vescovo, che spesso difese così eloquentemente la causa del Papato.

« Dichiarando il Papa infallibile, i Sovrani potranno domandarsi, se lo si dichiarerà impeccabile! » Così esso.

Bisogna che il Sovrano che fa tale domanda, non abbia le prime idee di nostra fede. Che cosa ha da fare, di grazia, l'infallibilità in materia di fede colla impeccabilità? I Papi invero non furono e non sono impeccabili; ma i profeti che furono non già interpreti ma ministri immediati della rivelazione, lo furono essi? Si parla delle colpe d'un Benedetto, d'un Sisto, d'un Innocenzo, d'un Alessandro; ma, di grazia, perchè non di quelle di Davide adultero e omicida, di Salomone sensuale e idolatra, di Giona vile e fuggiasco, e nullostante organi infallibili della Rivelazione? Se la colpa, anzi la sua possibilità esclude l'infallibilità, non converrà certo più ricercarla sulla terra, e neppure nel Concilio composto di settecento Padri, tutti venerandi senza dubbio, ma tutti peccabilissimi. Alcuni Papi peccarono, chi lo nega? Solamente per la millesima volta qui non si tratta di sapere se i conti del Tuscolo e i Borgia e i della Rovere e i Medici fossero santi o peccatori, ma di sapere se abbiano mai pronunziato una sola veramente solenne sentenza ingiusta e falsa in materia di fede. Non usciamo di grazia dall'argomento.

E lo scrittore n' esce, singolarmente quando trae fuori Bonifazio VIII e le sue bolle.

Con dolore devo di nuovo osservare che le sue citazioni sono assai incomplete e inesatte.

« Nella bolla *Unam Sanctam* Bonifazio VIII dichiara che vi sono due spade, spirituale e temporale, e che anche questa appartiene a Pietro, onde il di lui successore ha il diritto di giudicare i Sovrani. »

« Nella bolla *Ausculda fili* dimandava al re di inviare a Roma arcivescovi, vescovi e abbatì per trattare di ciò che paresse utile al buon governo di Francia. »

Così lo scrittore.

Le cose stanno un po' diversamente. Ristabiliamo i fatti, e la loro cronologia, che vi fa miseramente naufragio. Trattavasi delle decime e dei proventi dei benefizii ecclesiastici, che Filippo il Bello, avidissimo tra tutti i re, si appropriava. Bonifazio VIII, custode e vindice dei diritti e beni della Chiesa, reclamò; di qui una lunga lite che noi non possiamo minutamente riferire senza comporre un volume, del quale d'altronde non c'è nessun bisogno. Nella prima bolla *Ausculda fili* del 5 dicembre 1301 Bonifazio, è vero, pronunzia « la superiorità del Papa sui principi, come loro padre e pastore spirituale, e avverte il re di non credere che non abbiavi alcuno sopra di lui, quindi gli rimprovera il suo sacrilego spoglio, ma si scusa mitemente se deve riprenderlo. *Constitutus a Deo speculator domus Israel*, non può tacere l'enormità ch'esso commette contro i canoni, contro i Nunzii (Filippo ne avea imprigionato uno), contro gli altri suoi prelati; nè la indigenza a cui avea ridotta la chiesa di Lione; nè le rendite dei benefizii vacanti usurpate sotto il falso nome di regalie. Aver quindi chiamato a Roma per le calende di novembre dell'anno prossimo degli uomini prudenti di Francia per conferire con essi sul da farsi. L'avverte di non abusare dell'appellazione illecita al futuro Concilio, o al Papa meglio informato. » Questo è il sunto fedele della famosa bolla, la quale non parlava certo ingiustamente delle usurpazioni dei re a danno della Chiesa, e della soggezione che anche i re cattolici devono alla Chiesa nelle cose ecclesiastiche e spirituali.

Ma è da sapersi, che il pessimo re avea al suo fianco due simili ministri, Nogaret e Flotte. Quest'ultimo falsò il rescritto pontificio facendogli dire ciò che il Papa non avea mai sognato, cioè « ch'esso Pontefice era sopra il re in tutte le cose anche temporali, e che al re non aspettava conferir nessun benefizio. » Sappiamo dal cardinale Acquasparta che fu questa bolla falsificata che venne posta sotto gli occhi del re, il quale avendola mostrata così agli Stati raccolti a Parigi, ne avvenne che questi rescrivessero fieramente ai Cardinali, rifiutando la pretesa soggezione civile al Papato. Filippo stesso rispose al Papa con

quella famosa lettera che comincia: « Filippo per la grazia di Dio re dei Franchi a Bonifazio, che fa da Sommo Pontefice, salute poca o nessuna. Che la tua somma stoltezza sappia (*Sciat maxima Tua fatuitas*), » con quel che segue.

Bonifacio non curò le basse ingiurie, ma stimò suo dovere smascherare la frode dell' indegno Flotte dichiarando in pieno Concistoro (nell' agosto dello stesso anno) che si erano falsate le sue parole, le quali erano « che Sovrani e Stati sottostavano » alla Chiesa ed al Papa *ratione peccati* non già *ratione domini*, ossia non già riguardo ad alcun diritto di governo che il » Papa vi pretenda, ma quanto all' onestà e licitezza degli atti. » Essere ben lontano dal negare la differenza dei due poteri, *en-* » *trambi posti da Dio*. » Intanto il Sinodo, già indetto dal Papa a Roma a regolare queste difficoltà, vi si raccoglieva nel 1.º novembre 1302, e quarantacinque coraggiosi prelati francesi, non curando il divieto del re, vi comparvero. Poco dopo (18 novembre) emanò Bonifazio la seconda bolla, la celebre *Unam Sanctam*, che probabilmente compendia gli atti Conciliari. Forse fu anche essa falsata, ma, a quanto può raccogliersi di più preciso, non era per nulla così malvagia ed eccessiva. Espone il Papa la relazione tra i due poteri; ammette, come ammisero Bellarmino e molti illustri teologi e canonisti, un potere indiretto della Chiesa sul temporale dei re, il che è conseguenza logica del fine più eccellente; vuole che l' autorità civile sia subordinata all' ecclesiastica nelle cose morali e disciplinari ecclesiastiche, e in appoggio cita largamente due autorità francesi, san Bernardo e Ugo di san Vittore.

E delle due famose spade così discorre: *Gladius materialis pro Ecclesia, spiritualis ab Ecclesia exerendus; iste sacerdotis, ille manu regum et militum. Spiritualem autem et nobilitate et dignitate terrenam quamlibet præcellere potestatem oportet tanto clarius nos fateri, quanto spiritualia temporalia præcellunt*. Idee vecchie, l' accordo; ma che certe idee nuove mi fecero riamare. Quando il pilota ha smarrita la via, anche una vecchia bussola può tornare vantaggiosa. Non continuerò su questo argomento; lascio le vili vendette degli sgherri del re contro l' iner-

me Pontefice in Anagni, e le inique spogliazioni, dalle quali lo liberò quella fede e quella lealtà, che nei petti italiani può dormire ma non morire. Dirò solo che tra le amplificazioni entusiastiche della bolla *Unam Sanctam*, e la deplorabile debolezza della *Meruit carissime*, emanata tre anni dopo per Clemente V in Avignone, colla quale se la rinvoca e si ridanno a re Filippo i privilegi ecclesiastici *ob eius integritatem*, io preferisco l'*Unam Sanctam*. E tra gli atroci insulti dei regii ladroni d'Anagni, e la staffa tenuta da re Filippo al suo Papa in Vienna del Delfinato, io preferisco gli insulti. E se fossi francese, avrei preferito di non isvolgere affatto questa pagina degli annali della mia patria.

« Paolo III depone Enrico VIII d'Inghilterra, e gl'inglesi non dimenticarono quella bolla. »

Dubito che la ricordino; ma se ciò fosse, i migliori tra loro troveranno che poco avrebbe nociuto e molto giovato all'Inghilterra se quel pessimo re uccisore di due regine, di due cardinali, di venti vescovi, di cinquecento priori e frati, di diciotto dottori di teologia, di dodici duchi e conti, di trecentosessantaquattro gentiluomini, di centoventiquattro cittadini, di centodieci donne, di Tommaso Moro, del vescovo Fisher; se questo pessimo re, io diceva, avesse durato un po' meno di quei trentotto terribili anni, che nessuno storico, di nessun colore, osò lodare o scusare.

Fu l'autore della Riforma; ecco il solo titolo alla sua gloria. Se poi la Riforma giovasse all'Inghilterra, o se anche senz'essa la maravigliosa nazione con quella irresistibile forza espansiva che della sua razza fece la più potente dominatrice della terra, non avrebbe saputo forse assai meglio e più presto salire alla sua presente potenza, è una tesi che poco giova trattare, ma che non avrebbe me a suo primo sostenitore.

XIII. RAGIONI TEOLOGICHE.

Questo è il vero campo sul quale attendevamo l'autore.

Le impressioni che la definizione può fare sui greci disuniti, sui protestanti, sui Governi cattolici e non cattolici, si lasciano

discutere largamente; c'è tutta la storia, c'è tutta la politica, c'è tutto il mondo della realtà e dell'immaginazione da percorrere; laddove qui nella teologia abbiamo un terreno bensì vasto e difficile, ma fermo, determinato, sicuro. Onde chiudiamoci nella teologia.

L'illustre scrittore allega parecchie difficoltà.

« La prima è che il Concilio dovrà definire quando siavi o no definizione *ex cathedra*. »

Il Concilio, rispondiamo, farà come crede meglio, e ci sembra un po' strano il volergli tracciare la via; ma questa determinazione ci pare ben poco necessaria. Anche se Orsi parlasse diversamente da Bellarmino, e Bellarmino da Mansi, e Mansi da Cappellari, le parole possono essere diverse, come in ogni teologo e moralista e canonista, ma in fondo l'idea è la stessa, ed eccola. Secondo essi e la scuola romana, definizione *ex cathedra* è: QUELLA SOLENNE SENTENZA, CHE PORTA IL PAPA IN UNA CONTROVERSIA INTORNO A MATERIE DI FEDE O MORALE, CIOÈ RELATIVE ALLA RIVELAZIONE, IMPONENDOLA COME OBBLIGATORIA A TUTTI I FEDELI.

Quando diciamo SOLENNE, intendiamo che generalmente debba essere preceduta ed accompagnata da quei consigli ed esami, che rappresentino moralmente le forme di un giudizio.

Quando diciamo SENTENZA, intendiamo che vi sia stata controversia, e che il Papa la decida in maniera perentoria.

Quando diciamo che s'IMPONGA AI FEDELI COME D'OBBLIGO, intendiamo che ciò si esprima in qualche modo nello stesso decreto.

La controversia poi dev'essere o di fede o di morale cristiana, e non d'altro soggetto qualsiasi.

Ecco qual'è l'idea generale intorno alla definizione *ex cathedra*, idea talmente comune, che ogni mediocre discepolo di teologia la conosce e professa.

« Ma Bellarmino cerca di conciliar l'opinione di chi vuole necessario il consiglio d'altri, e di chi vuole basti il Papa solo. »

E Bellarmino avea pienamente ragione di conciliarli, perchè uno è il caso ordinario, l'altro lo straordinario ed eccezionale.

Se Pio IX nel 1854, sedendo pacificamente nel Vaticano, avesse

definito il dogma dell'immacolata Concezione senza il previo consiglio dei Cardinali e dei Vescovi, senza esami, nè indagini, nè preghiere, nè forme pubbliche e solenni, avrebbe incorso il biasimo di tutta la Chiesa, operando contro i modi sempre usati dai Pontefici in quei gravissimi casi.

Ma se altri Papi dai loro esilii e dalle loro prigioni o in mezzo a persecuzioni avessero deciso o dovessero decidere alcuna questione di fede, e l'avessero fatto o facessero anche senza consiglio d'altri, conoscendosi bene che tal consiglio non mancò per loro colpa, noi crediamo che basti il solo giudizio del Pontefice, purchè libero e certo; e potrà esser libero anche se il Pontefice è prigioniero od esule quando, come la confessione degli Apostoli e de' martiri, sia contro la volontà dell'oppressore o affatto da essa indipendente. E qui è dove più mirabilmente rifulge l'inesausta ricchezza dei mezzi dati alla Chiesa; un decreto promulgato dal Pontefice in mezzo allo splendore d'un trono, o scritto nello squallore d'un carcere, hanno la stessa forza, com'è la stessa Ostia quella che si offeriva sul povero angusto cippo del cimitero sotterraneo di San Callisto, ed ora s'offre sull'ara massima del Vaticano coronata dalle glorie di Michelangelo e di Bernini.

Il previo consiglio è utile, e ne' casi ordinarii doveroso. Ma questo consiglio non è assolutamente necessario, poichè il divino privilegio e l'assistenza che Dio presta al capo della Chiesa non sono rigorosamente collegate con questa o quella forma o consiglio.

Qui l'autore passa in rivista le opinioni singolari di parecchi dottori, e censura soprattutto quelle dei dottori Ward, Bouix e Phillips.

Giorgio Phillips, benchè laico, è tale scrittore di diritto canonico, che, se io lo colloco tra i primi, nessuno saprebbe offendersi.

Monsignore d'Orléans cita di lui un passo preso dal dizionario francese del Goshler, ove all'articolo *Pape* lesse: « Per la definizione *ex cathedra* non occorrere nè che il Papa rifletta maturamente, nè che studi al lume della parola di Dio scritta o tramandata, nè che preghi. Anche senza tutte queste precau-

zioni la sua decisione sarebbe obbligatoria, come se le avesse prese. Basta che il Papa, o verbalmente o in iscritto, notifichi a tutti i fedeli, come Vicario di Gesù Cristo, la sua decisione intorno al dogma o alla morale. »

E noi, secondo il solito, andammo alla fonte, poco fidandoci d'una traduzione e di un articolo di dizionario. Abbiamo sotto gli occhi la prima edizione della grande opera di Phillips sul diritto canonico ¹, e nel secondo volume che tratta distesamente della infallibilità del Papa (al n. 89, p. 329) leggiamo quanto io letteralmente tradurrò dall' originale tedesco:

« Se riguardo ai decreti di fede e morale sosteniamo l'infallibilità del Papa, non intendiamo che ogni sentenza (*jeder Ausspruch*) del Papa, ogni sua espressione (*jede Aeusserung*) intorno alla fede porti con sè il carattere dell'infallibilità. — Al contrario personalmente, massime sopra fatti, il Papa è fallibile (*ist der Papst fehlbar*), e ciò non ha duopo di altre prove storiche. Ma quando il Papa, nella sua qualità di supremo maestro della Chiesa, prende espressamente la parola per decidere intorno alla fede ed alla morale (*als höchster Lehrer der Kirche, ausdrücklich um über den Glauben und die Moral zu entscheiden das Wort nimmt*), ossia, come con voce tecnica suole esprimersi, quando parla *ex cathedra*, allora è infallibile. »

E più sotto al n.º 90, donde l'articolista francese prese la sua citazione, si legge:

« Nel chiamare che fa il Papa a consiglio la Chiesa romana nei suoi decreti di fede, sta una grande prerogativa di questa Chiesa, prerogativa ch'essa non deve a se stessa, ma alla circostanza che Pietro pose in lei la sua cattedra. Sarebbe perciò erroneo il conchiudere che per non avere il Papa consultata la Chiesa romana perdesse la sua infallibilità, o che la Chiesa romana abbia diritto d'esser consultata. Ammettendo questo, noi toglieremmo l'infallibilità al Papa per darla alla Chiesa romana. . . . Come ulteriori condizioni d'una sentenza *ex cathedra* si riguardano anche le seguenti: il Papa dee ponderare maturamente la

¹ « Kirchenrecht, von GEORG PHILLIPS. » Regensburg bey Manz, 1846.

cosa, dee paragonare diligentemente il punto della controversia colla parola di Dio scritta o non scritta, e innalzare la sua preghiera al Signore affinchè Iddio lo illumini. Non v' ha nessun dubbio, che il Papa ha il dovere di far ciò (*Es unterliegt gar keinem Zweifel, dass der Papst die Verpflichtung hat, dieses zu thun*), e inoltre ch'egli ha il dovere di chiamare a consiglio nella sua decisione, se non la Chiesa romana, almeno uomini provati. La gravità dell'affare comanda maturo esame e richiede la forza che viene dalla preghiera. Lo stesso Concilio di Trento esprime la fiducia che il Papa premetterà alla sua decisione simile preparazione. Se omette (tutte queste precauzioni), egli carica la sua coscienza d'una colpa manifesta, ma null' ostante la sua sentenza è valida e obbligatoria per tutta la Chiesa. E invero, se nol fosse, qual campo si aprirebbe al dubbio e alla mala fede, nel dire che il Papa non ha maturamente esaminata la cosa, non ha chiamato a consiglio le persone dovute, non ha paragonato esattamente il punto controverso colla Scrittura e la Tradizione, nè anteriormente pregato Iddio? Il bene della Chiesa e l'assistenza dello Spirito Santo, a lei promessa, non possono dipendere in tale materia dall'atto umano, sempre insufficiente, dell'esaminare, ponderare, consigliarsi e pregare. Tutte queste singolari condizioni possono adunque concorrere in una decisione *ex cathedra*, ma non sono così assolutamente necessarie (*so wesentlich nothwendig sind sie nicht*) che la loro mancanza invalidi la sentenza. »

Si leggano queste parole, si confrontino con quelle citate dal Goshler, e si veda se la citazione è piena e giusta.

Segue Monsignore: « Secondo questo teologo (Phillips) la Chiesa adunque non ha diritto di mettere veruna restrizione, nè veruna condizione alla validità nell'esercizio dell'infallibilità. » Phillips non dice questo, ma invece assai più modestamente conchiude: « La Chiesa non avendo definito come dogma l'infalibilità del Papa, queste nostre considerazioni (*Betrachtungen*) altro non sono che un'opinione, che si può sostenere con gravi ragioni. »

Col D. Phillips vengono il D. Ward, nelle sue *Tesi*, e l'ab. Bouix nel suo trattato *De Papa*. Noi non possiamo estenderci soverchiamente, e ancor meno crediamo necessario di prendere

la difesa d' autori viventi e scriventi, che non hanno bisogno nè del nostro aiuto nè di quel di nessuno. Il D. Ward nella sua lettera al P. Ryder, e in altri articoli della *Dublin Review*, spiega le sue opinioni su questo argomento che se non sono in tutto le nostre, neppur sono così estreme, come gliele attribuirono i suoi avversarii. E il Bouix crede infallibili *solas definitiones fidei, libere a Papa, quatenus Papa, editas*, e cita i notissimi passi di Ballerini¹ e di Bellarmino: *Pontificem non posse ullo modo definire aliquid hæreticum a tota Ecclesia credendum. Hæc est communissima sententia fere omnium catholicorum*².

E poi ch' è questo? Che importa se anche il Ward, se il Bouix, se lo stesso dottissimo Phillips avessero esposta alcuna dottrina eccessiva? Sarà permesso di rigettare una dottrina morale, perchè vi furono dottori che la esposero o troppo largamente, o troppo rigidamente? il lassismo degli uni e i rigorismi degli altri impediranno forse al dotto e saggio moralista di conoscere e seguire la retta dottrina? Non v' è in ogni questione, in ogni materia un' aurea via, che generalmente dista egualmente dagli estremi, alla quale si può e deve attenersi? Tal è a' nostri occhi la dottrina di Bellarmino e della scuola romana.

XIV. L'INFALLIBILITÀ NELLA FEDE D' ALCUNI PAPI.

« Se il Papa è infallibile, egli lo fu sempre; la proclamazione di questo dogma darebbe ad un tratto il carattere di decisioni infallibili a quanto da diciotto secoli i Papi avessero deciso nelle condizioni e forme, che devono determinarsi per l'esercizio dell' infallibilità. Ora, io dico che il Concilio nulla potrebbe avere ad esaminare di più grave e spinoso. »

Così l' illustre prelato, che qui adduce i papi santo Stefano nella sua lite con san Cipriano, poi Liberio, Vigilio, Onorio, Pasquale II. Invero vi sarebbe di che scrivere, non alcuni articoli, ma molti libri! Fortunatamente i libri sono già scritti. « Su ciò,

¹ « De vi ac ratione primatus, » c. xv, n. 6, n. 22, 25.

² « De Romano Pontifice, » l. iv, c. 11.

dice assai bene Phillips, dopo i profondi lavori del Ballerini ¹ e d'altri, non resta più nulla a farsi ². » Invero oltre il Ballerini v'è il Baronio, il Pagi negli *Annali*, il Serry ³, l'Orsi ⁴, lo Sfondrati ⁵, il Duval, il Lombard, il Veith ⁶, il Soardi ⁷, il Bolgeni ⁸, il Muzzarelli ⁹, il Biner, il Klee, e chi vuole ancor più vasti lavori cerchi il Ferraris e il Roccaberti. Ogni obbiezione fu confutata, ogni difficoltà sciolta. È però verissimo che ciò non ha fatto tacere tutti; chè è un po' difficile far tacere gli avversarii. Nè lo Sfondrati ha spento i gallicani, nè lo Zaccaria i febroniani, nè il Muzzarelli i giansenisti, nè il Bellarmino e il Ballerini gli altri contraddittori dell'infallibilità. Se il grande e venerando Concilio di Calcedonia non impedì che dopo quattordici secoli vi siano tuttora milioni che professano la dottrina di Eutiche, allegando gli stessissimi argomenti dell'eresiarca, come crederemo noi che autori privati, benchè dottissimi, possano far tacere queste antiche accuse? Le prove le più splendide, i documenti contemporanei i più irrefutabili impedirono forse al Libri di venir fuori ancora una volta colla famosa tortura di Galileo ¹⁰? Quindi nessuna maraviglia, che anche ai nostri dì il preposto Döllinger ¹¹, il signor Le Page Renough ¹², il signor Ffoulkes ¹³, e il *Janus* rimettessero in campo il processo di questi Papi. Schœemann ¹⁴, Rump ¹⁵, il professore Reinerding di Münster ¹⁶, e il P. Bot-

¹ « De vi ac ratione primatus, » cap. xv, § 7; e « Appendix ad Vindicias. »

² « Kirchenrecht, » vol. II, §. 89, n. 49.

³ « De Romano Pontifice, in ferendo de fide moribusque iudicio, falli et fallere nescio. »

⁴ « De irreformabili Rom. Pont. iudicio, » vol. I.

⁵ « Gallia vindicata, » p. 79.

⁶ « De Primatu et infallibilitate. »

⁷ « De suprema Rom. Pont. auctoritate. »

⁸ « Fatti dogmatici, » ossia: Della infallibilità della Chiesa. »

⁹ « Primato e infallibilità, » pag. 146.

¹⁰ Vedi Albèri, « Opere di Galilei Galileo, » e lettera in questo speciale argomento.

¹¹ « Papst-Fabeln. »

¹² « Pope Honorius. »

¹³ « The Church's Creed, and the Crown's Creed. »

¹⁴ « Studien über die Honoriusfrage 1864. »

¹⁵ « Deutsche Bearbeitung der Kirchengeschichte von Rohrbacher. »

¹⁶ « Beiträge zur Honorius- und Liberiusfrage, 1865. »

talla di Londra già risposero vittoriosamente anche a questi ultimi accusatori, e noi non abbiamo nessuna voglia di rifare inutilissimamente i loro egregi lavori. Nulla, ripeto col Phillips, resta più a farsi, perchè chi ama di buon animo la verità la ritrovi e riconosca piena e certa.

Solo, poichè l'esimio prelato ne tocca rapidamente e senza addurre che cenni di prove, sarà permesso anche a noi di rapidamente rispondergli.

« Quando papa Stefano condannò san Cipriano nella questione del battesimo degli eretici, ha egli parlato *ex cathedra*? Gli uni l'affermano, gli altri lo negano. »

Che santo Stefano abbia parlato *ex cathedra* o no, rispondo, poco importa; la Chiesa intera diede e dà ragione a papa santo Stefano, e torto a san Cipriano, chè anche i gran Santi possono ingannarsi. Entrambi detestavano la ripetizione d'un valido battesimo, ma Cipriano negava la validità del battesimo dato dagli eretici, Stefano l'affermava. Cipriano s'appoggiava alla tradizione africana e ad alcun suo falso ragionamento, come p. e. non potersi dare lo Spirito Santo da chi non lo ha esso medesimo; l'acqua corrompersi pel contatto dell'eretico, e non esser più materia atta al sacramento; la forma stessa perdere ogni valore venendo proferita dalle labbra impure. Stefano appoggiavasi invece alla tradizione romana e universale, e scrivea: « Non doversi introdurre nessuna innovazione, e quindi doversi avere come valido il battesimo dato dagli eretici, che osservassero la forma e materia prescritta. »

Dopo lungo litigio, che mai sciolse tra i due Santi nè l'unità nè la comunione ecclesiastica¹, Stefano vinse la causa, la Chiesa fu con lui prima in Arles, poi solennemente in Nicea, nè so davvero che cosa possa conchiudersi da tutto questo contro l'infallibilità pontificia, della quale è più presto argomento. Il primato e la suprema autorità del Pontefice erano già stati espressamente riconosciuti da san Cipriano nella questione ch'ebbe an-

¹ S. AUGUSTINI, « De Baptismo. »

teriormente col santo Pontefice Cornelio ¹, e ancor più splendidamente nel notissimo passo del libro *De unitate Ecclesiae*, di cui vanamente attacca il *Janus* l'autenticità ².

« Però se santo Stefano avea parlato *ex cathedra*, e se san Cipriano e i Vescovi gli resistettero, non credevano dunque il Papa infallibile. »

Nel difendere lo loro usanza africana contro la romana, erano Cipriano e i suoi Vescovi in buonissima fede. Quella questione non erasi ancora abbastanza discussa. — *Nondum enim erat diligenter illa baptismi quaestio pertractata* ³; ed è permesso a tutti addurre le ragioni d'una causa, che si va discutendo. Cipriano appoggiavasi al suo predecessore Agrippino; circa ottanta Vescovi erano con lui; parecchi Concilii celebrati in Africa avean sancita questa falsa opinione, e non lieve era il pericolo di scisma. Un antico uso della Chiesa, e la riverenza dovuta ai venerandi Padri d'una grande provincia ecclesiastica, suggerivano che la questione, già trattata ne' Concilii africani, si riesaminasse in altri Concilii, e massime in uno *plenario*, come diceasi allora, e noi diciamo *ecumenico*. Anche ora coll'insorgere di gravi eresie, o scismi, il Diritto canonico e la tradizione ecclesiastica consigliano la convocazione di Concilii universali. Così accadde; e durante la questione (*dum inter multos ex utraque parte tractatur ac quaeritur* ⁴) la lite fu condotta a fine e decisa da due

¹ Vedi nella raccolta delle lettere di san Cipriano del Ceillier, quelle segnate coi numeri 44, 45, 48, 52, 57, 59, 60.

² « Primatus Petro datur, ut una Christi Ecclesia, et cathedra una monstretur. » « De unitate Ecclesiae, et in epist. II Pelagii ad Episcopos Istriæ. » — Il « Janus » contesta questo passo, e lo erede suppositizio e falso. Invero gli sforzi del Latini citato dal Baluzio, e dei gallicani per renderlo sospetto, non furono lievi, ma esso ha per sé le valide prove, delle quali la massima è il pieno accordo con altri luoghi, ove Cipriano ripete quasi le stesse parole, e che converrebbe credere del pari falsati. Leggasi ciò che segue nello stesso aureo libro « De Unitate Ecclesiae: » « Qui Ecclesiae renititur et resistit, qui cathedram Petri super quam fundata est Ecclesia deserit, in Ecclesia se esse confidit! » E nella lettera « ad Ianuarium et alios Episcopos Numidas: » « Una Ecclesia a Christo Domino super Petrum » origine unitatis, et ratione fundata. »

³ S. AUGUSTINI, « De Baptismo, » lib. II, cap. VII.

⁴ Ibid.

Concili, uno gravissimo ma particolare, d'Arles nel 314; l'altro ecumenico, di Nicea nel 325.

« Ma se il Papa avea pronunziato, a che servivano i Concili? »

Servivano moltissimo, perchè sebbene somma e irrefragabile sia l'autorità anche del solo Pontefice, pure la decisione del Concilio ecumenico metteva la tradizione e la concordia universale della Chiesa in più chiara luce. La resistenza al giudizio del solo Pontefice potea avere delle cattive scuse, come p. e. quella del Pontefice male informato; la resistenza al giudizio del Concilio ecumenico non potea averne veruna.

E poichè l'illustre Prelato ama sant'Agostino e a lui s'affida, perchè non tener conto di due suoi famosi passi, che troncano a nostro credere la questione?

Un giorno il gran Dottore, parlando dal pergamo al suo popolo contro l'errore dei Pelagiani, disse: « Già due Concili su questa causa si sono mandati alla Sedia apostolica; da di là già vennero le risposte. LA CAUSA È FINITA; voglia Iddio che finisca l'errore¹. » I due Concili, di cui parla, erano quelli di Cartagine e di Milevi; il Papa che avea deciso *solo* la questione di fede era Innocenzo I. Ciò stesso ripeteva il gran Santo, scrivendo a Bonifacio. « Colle lettere d'Innocenzo (primo) di beata memoria venne tolta ogni dubbiezza su questo punto². »

Che vuol dire questa LITE FINITA, e OGNI DUBBIEZZA TOLTA, quando il Papa ebbe parlato? E basti di santo Stefano, di san Cipriano e di sant'Agostino.

Restano Liberio, Vigilio, Onorio, Pasquale II. Mio Dio, quante volte furon tratti dinnanzi al tribunale della storia que' tre primi Papi? Invece, del quarto, del povero Pasquale II, ciò accadde assai di rado, chè forse si ebbe pietà d'un uomo che tanto soffersse vivente. Liberio e Vigilio non hanno nella lettera di monsi-

¹ « Iam enim de hac causa duo Concilia missa sunt ad Sedem apostolicam; inde » etiam rescripta venerunt. Causa finita est; utinam aliquando finiatur error. » Serm. cxxx, cap. 10.

² « Litteris beatæ memoriæ Innocentii de hac re dubitatio tota sublata est. » Lib. II ad Bonif., c. 8.

gnor Vescovo che una parola: « Lascio, egli dice, le difficoltà che possono sollevare i papi Vigilio e Liberio. » Onde se esso lascia le difficoltà, noi lasceremo il modo assai facile e notissimo di scioglierle. Invece i papi Onorio e Pasquale II sostengono una dura prova.

« Il Concilio ecumenico sesto disse anatema a Onorio eretico; Leone II papa confermò la sentenza conciliare accettata da tutte le Chiese orientali e occidentali; dunque papa Leone II e le Chiese credeano che un Papa, spiegandosi su questioni di fede portate al suo tribunale, può meritare l'anatema. »

Invero l'argomento si presenta come assai grave, ma è abbastanza vecchio, e quindi ci trova preparati. L'accamparono ampiamente Dupin, Bossuet, Richer, Launoy, Tomassin, Natale Alessandro, e recentemente Döllinger¹, Le Page Renouh² e Janus³, ai quali risposero ottimamente Baronio, Pagi, Ballerini, Assemani, Orsi, e recentemente Schneemann, Rump, Reinerding, e il P. Bottalla.

Ecco in breve i fatti. Fervea la lite tra i monofisiti (o giacobiti) e i cattolici, lite non letteraria e pacifica, ma sediziosa che commoveva tutto l'impero. Eraclio, imperatore, volea trovare quel famoso mezzo tra il vero e il falso, che consiste generalmente in un nuovo errore. I cattolici professavano in Cristo due nature, i monofisiti una; conducendo i cattolici ad ammettere una sola *operazione*, v'era di che contentare questi e quelli. Onde l'imperatore, ch'era tutto per la conciliazione, raccomandò si usasse la frase: *d'una sola operazione, o attività*, (*μία ἐνέργεια*) tacendosi delle due o d'una natura e volontà. Sergio, patriarca di Costantinopoli, e due altri patriarchi erano coll'imperatore, che, incoraggiato da qualche successo, decretò formalmente colla sua *Ectesi* (*Ἐκθεσις*) che tutti dovessero credere e insegnare così, precisamente come fece mille anni dopo Luigi XIV

¹ « Papst-Fabeln. »

² « Pope Honorius. »

³ « Der Papst und das Concil von Janus. » Leipzig, Steinhacke, 1869; e l'arsenale delle « Bemerkungen. »

colle quattro proposizioni. Sergio, patriarca, sentiasi però mancare sotto i piedi il terreno, come se lo sentono sempre mancare tutti i Vescovi cortigiani, onde si rivolse al Papa con una lettera artificiosa e astutissima, in cui nascondeva il veleno sotto frasi dubbie insinuando come coll'espressione delle due volontà in Cristo si venisse ad ammettere in lui una sacrilega lotta tra la carne e lo spirito, e mostrando al Papa che dove anch'esso consentisse a quel trovato imperiale, tutto ritornerebbe in pace nel mondo. Già in questo ricorso del primo patriarca di Oriente al Papa vediamo un grande omaggio al Pontificato, e un riconoscimento del suo supremo diritto di magistero. Finalmente papa Onorio non era papa Stefano, nè Giulio, nè Damaso, nè Innocenzo, nè Leone, e pativa anch'esso della malattia conciliatoria, onde rispose a Sergio una lettera non dogmatica e solenne* ma privata, che non era per nulla eretica, ma un poco oscura, la quale con parole generiche lasciava la questione quasi indecisa, raccomandando la pace. Senonchè, se era tepido Onorio, non lo era Sofronio, patriarca di Gerusalemme, il quale mandò al Papa un suo Vescovo, Stefano Dorense, che gli facesse conoscere il vero stato della questione. Perchè è da sapersi che in quel secolo VII non c'erano nè poste regolari, nè telegrafi, nè vie ferrate, nè stampa, ma molti barbari, molti falsarii, molte frodi d'ogni genere, onde non era per nulla facile e sicuro il sapere che cosa uno pensasse, volesse, o anche scrivesse. Papa Onorio, conciliatore, impose a Sofronio, che tacesse esso intorno alle *due operazioni*, 'cioè alla vera dottrina, mentre dal suo canto Sergio tacerebbe sull'una; e raccomandò a Sergio d'imporre lo stesso silenzio ai suoi partigiani. Onde silenzio di qua e di là voleva il Papa, e tacesser tutti. Fece bene? Nessuno il dirà. Forse stimò la questione futile, e tale che morrebbe da sè; forse trascurò d'istruirsi sufficientemente sul vero punto della lite; forse sperava che la quiete e il silenzio potrebbero ricondurre alla Chiesa i monofisiti. — Povero Pontefice! Non conobbe come eterni ed inviolabili siano i diritti della verità, e come sia colpevole intorno ad essa il silenzio in coloro che devono insegnarla.

Ma ha esso decretato solennemente l'eresia? No; le sue due lettere a Sergio, principalissimo capo d'accusa, stanno ancora, e da esse vediamo che il Pontefice professava in fondo la dottrina ortodossa, benchè non la esprimesse colla dovuta chiarezza e franchezza. Ortodossa è quella frase della prima lettera: « Nulla ostante la doppia natura in Cristo, v'è un solo operante, il Signore Gesù Cristo, il quale opera ciò ch'è divino, e ciò ch'è umano mediante (διὰ) le due nature. » Ancor più chiara è la seconda lettera: « La natura divina opera quel ch'è divino, la umana quel ch'è umano, e noi annunziamo le due nature che nell'una persona dell'Unigenito Figlio di Dio operano senza mescolanza ciò ch'è lor proprio. »

Questa è dottrina cattolica; questa può inserirsi in ogni catechismo cattolico; solo Onorio è colpevole di non aver usato la frase più diretta e direi quasi tecnica, la frase giustamente voluta da Sofronio: *essere in Cristo due operazioni o volontà*, e il desiderio di vedere ristabilita nell'Impero la pace può bensì diminuire, ma non togliere la sua colpa, colpa di negligenza, di debolezza, ma non di eresia insegnata o decretata. — Si scrivano pur dei volumi, ma noi meglio che ai recenti accusatori dei nostri dì, crederemo a papa Giovanni IV, secondo successore d'Onorio, e all'abbate Giovanni di Roma, di cui Onorio si valse a scrivere la prima lettera ¹, i quali intesero e spiegarono in senso ortodosso e pienamente cattolico le parole di papa Onorio, che aveano sott'occhio recenti e incorrotte. Nè il glo-

¹ Le parole dell'abbate Giovanni ci sono riferite dal santo abate Massimo nella sua disputazione con Pirro (« Maximi disput. cum Pirrho, » Mansi, t. x, p. 739). « Noi » abbiamo, dice l'abbate Giovanni citato da san Massimo, noi abbiamo detto in quella » lettera (la prima scritta da Giovanni a Sergio a nome di papa Onorio) che nel Signore » è una sola volontà (ἓν θέλημα), non già una sola della divinità e umanità insieme, ma » una sola volontà umana. Poichè siccome Sergio avea scritto esservi alcuni che am- » mettevano in Cristo due volontà l'una all'altra contrarie, così noi risponдемmo non » esservi in Cristo due volontà contrarie dello spirito e della carne, come in noi uomini » dopo la caduta, ma una sola volontà (umana). » Qui evidentemente s'allude alle notissime parole di san Paolo: « Video aliam legem in membris meis repugnantem legi mentis meae (Rom. vii, 23), » ossia alla lotta delle facoltà inferiori contro le superiori nell'uomo, lotta di cui non potea esser parola nell'immacolata natura di Cristo.

rioso martire papa san Martino I nel suo Concilio di Laterano del 649, nè papa sant' Agatone in quello del 680, avrebbero difesa e onorata la memoria di Onorio, affermando che tutti i Pontefici sino al loro tempo erano stati avversarii dell' eresia, se un solo ragionevole sospetto lo avesse gravato.

« Ma se ciò è, come accadde che il Concilio ecumenico sesto dicesse anatema a Onorio, collocando il suo nome con quello degli eretici? »

Se gli atti del sesto Concilio ecumenico, rispondo, arrivassero a noi interi, e non piuttosto guasti dalle frodi greche, è ciò che resta ad appurarsi. Non sono per nullà spregevoli i dubbii d' una falsificazione addotti dal Baronio e dal Pagi, i quali argomentano che i greci scrivessero il nome di Onorio dove stava quello di Teodoro, nomi che nelle lettere unciali greche assai si assomigliano. Le falsificazioni allora erano così comuni, che ben pochi documenti dell' antichità vi sfuggirono; e questo stesso Concilio ecumenico sesto spese tre Sessioni (la 3.^a, la 12.^a, e la 14.^a) a esaminare se fossero genuini, o corrotti gli atti del precedente Concilio quinto tenuto un solo secolo prima nella stessa città. Ma se anche gli atti fossero interi, se veramente il Concilio avesse detto eretico e anatema a Onorio, noi sappiamo come l' antichità cristiana nel suo grande orrore per l' eresia desse i nomi di eretico e dicesse anatema anche ai di lei più lontani fautori. Sappiamo da quello stesso pontefice Leone II che confermò il Concilio, in qual senso ei lo fece rispetto ad Onorio: — « Perchè, scrive Leone ai Vescovi di Spagna, Onorio non ispense la fiamma del dogma eretico sin dal principio, come volea il decoro della Sedia apostolica, ma *colla sua negligenza la favorì*¹. » — O, come scrive lo stesso Leone a re Ervig: « Onorio consentì che venisse macchiata la regola immacolata dell' apostolica tradizione quale avea ricevuta dai suoi predecessori². »

¹ « Cum Honorio, qui flammam hæretici dogmatis, non ut decuit apostolicam auctoritatem, incipientem extinxit, sed negligendo confovit. »

² « Honorius qui immaculatam apostolicæ Sedis regulam, quam a prædecessoribus suis accepit, maculari consensit. »

Dunque Onorio non è reo d'*avere suscitata e nutrita la fiamma*, ma di *non averla spenta*; non di aver *macchiata la fede*, ma di aver *permesso che fosse macchiata*!

Dov'è qui l'ombra d'un solenne erroneo giudizio intorno alla fede?

Viene Pasquale II. Poco di lui eransi occupati i contraddittori dell'infallibilità, perchè a dir vero questo sventuratissimo Papa non si occupò neppur esso, che si sappia, di definire o trattare alcuna questione di fede.

« Ma un arcivescovo di Vienna (nel Delfinato), che poi divenne papa Callisto II, in un Concilio, giudicò che le concessioni eccessive fatte da Pasquale II ad Enrico V, imperatore, erano un'eresia, *haeresim esse iudicavimus*. » Così monsignor Vescovo d'Orléans.

Questo vuol dire solamente che l'arcivescovo ed il Sinodo di Vienna giudicarono malissimo, e che non c'era nè materia di fede nella lite delle investiture di cui trattavasi tra Pasquale ed Enrico, nè per conseguenza possibilità di sentenze di fede eretiche.

Per chi nol sapesse, quei due gran flagelli di Dio, che furono i due imperatori di Germania, Enrico IV e V, voleano fare loro regno del regno di Dio (tentativo che va rinnovandosi), e davano vescovati ed abbazie a chi meglio voleano, e anche a chi più pagava. Senza occuparsi gran fatto della Chiesa e del Papa davano loro l'investitura, cioè il possesso, coi segni della giurisdizione ecclesiastica, l'anello e il bastone pastorale. San Gregorio VII avea fortemente combattuta l'assurda pretesa, ma era morto in esilio, fuggendo miracolosamente da Enrico IV, che assediava Roma. Il figlio di Enrico, degno d'un tal padre e vero compendio d'ogni nequizia, continuò a vessare la Chiesa, e siccome Pasquale II, uomo degli stessi principii di Gregorio, benchè non dello stesso animo, resisteva, Enrico venne con un esercito a Roma, e se ne impadronì; carcerò Papa e Cardinali, e rubò Chiese e case, come prima e dopo fecero tanti altri, e tanti altri vorrebber fare. Il popolo romano (quello d'allora) si sollevò e cacciò i tedeschi, che s'accamparono fuori delle mura, strin-

sero la città d'assedio, le tolsero i viveri, e in due mesi la ridussero all'estrema miseria. Il Papa pronto a dare la propria vita, come disse e mostrò, non potè sostenere l'aspetto delle miserie altrui e delle centinaia morienti di fame, onde concesse ad Enrico le investiture, anzi per colmo di miseria lo coronò e comunicò. Che in tutto questo abbia fatto bene, nè io, nè alcuno vorrà sostenerlo; ci sono dei mali terribili ed anche estremi, che bisogna sopportare fortemente piuttosto che tradire il proprio dovere, e Pasquale nol fece. Come Pio VII a Fontainebleau nel segnare quei funesti preliminari di un Concordato si lasciò vincere non dalle sue proprie sofferenze, ma da quelle dei Cardinali, dei prelati e preti prigionieri, così Pasquale II si lasciò vincere dall'estreme miserie di Roma. Entrambi fallirono; entrambi espiarono il loro fallo colle lagrime, col pentimento, con pubblica e solenne ritrattazione. Pasquale volea persino lasciare il Pontificato e farsi eremita per lavar meglio la sua colpa. Ma checchè dicessero l'Arcivescovo e il Concilio di Vienna, così generosi, come soleasi allora, del titolo di eretico; cercare eresia o definizione dommatica di eresia nel caso di Pasquale II, sarebbe precisamente come cercarla nel caso di Pio VII, il che non so che sia sinora venuto in mente a nessuno.

XV. LA DEFINIZIONE, E GLI UOMINI DI POCA FEDE.

« Non bisogna farsi illusione non solamente intorno al numero degl'increduli, ma ancora sulla quantità enorme degli uomini, la cui fede è debole. Quanto a me non posso pensare senza spavento al numero di coloro, che la chiesta definizione allontanerebbe forse per sempre da noi. »

Gli uomini, la cui fede è debole! Ah per essi, non v'ha dubbio, sarebbe una grave difficoltà credere il Papa infallibile! Senonchè la difficoltà a credere per tali uomini, non si limita al Papa infallibile; va più avanti, più avanti assai. L'infallibilità stessa del Concilio, l'infallibilità della Chiesa, l'infallibilità delle Sacre Scritture, i miracoli, i misteri della fede cristiana, la redenzione,

la Trinità, la creazione, Dio stesso, sono difficoltà assai gravi per gli uomini di fede debole.

— E voi dunque volete aumentarle, queste difficoltà, colla vostra definizione? —

No, noi non le aumenteremmo; noi invece eviteremmo con essa altre maggiori difficoltà. Invero, se ammettete il Papa fallibile anche quando pronunzia solennemente intorno alla fede, sorgeranno nuove difficoltà assai più serie.

Ed eccole:

1.º) Ogni cattolico sa che il Concilio senza il Papa non ha veruna autorità; e che ogni suo decreto di fede non solo è fallibilissimo, ma nullo. Ora a questo Concilio fallibile si aggiunge il Papa anch'esso fallibile, ed ecco che la decisione diventa infallibile.

2.º) La Chiesa stette senza Concilii circa tre secoli, dal quarto Costantinopolitano al primo Lateranense; poi altri tre secoli dal Tridentino al Vaticano. Dov'era l'infallibilità in questo intervallo? Nella Chiesa, risponderanno. Ma qual era l'organo per cui manifestavasi per tutto quel tempo questa infallibilità, ch'è un bisogno permanente e incessante del sacro magistero? Stava forse nei singoli Vescovi o nei singoli Concilii locali, nei quali nessuno si è mai sognato di cercarla? O visse forse la Chiesa più secoli senza avere alcuna guida infallibile, operosa, riconosciuta, manifesta?

3.º) Anche i gallicani professano che il solenne decreto pontificio di fede *appartiene a tutta la Chiesa, e deve riceverli con sommissione da tutti*: sono le precise parole della dichiarazione del 1682. Ebbene; poniamo che il Papa insegni con solenne decreto un errore dommatico, tutta la Chiesa sarà dunque obbligata ad ammetterlo. — C'è il rimedio, dicono, del Concilio ecumenico. — Ma se questo Concilio per essere valido ed efficace dev'essere convocato, diretto, presieduto e confermato dal Papa, noi cadremo in un'evidente petizione di principio.

Mi pare, che per uomini di *fede debole* anche queste siano gravi difficoltà. Invece, pegli uomini che hanno fede giusta e piena, nulla di più facile ed ovvio quanto il credere che, sic-

come Iddio guardò da errore nella fede ogni profeta e ogni apostolo affinchè potesse indicarci fedelmente la di lui legge e dottrina, così possa guardare Colui ch'esso incaricò di reggere e ammaestrare quella Chiesa, che le conserva e trasmette.

— Sarebbe un miracolo continuo? — Senza dubbio; ma l'infallibilità della Chiesa non è già dessa un miracolo continuo, che bisogna ammettere per essere cattolico? E questo miracolo non diventerebbe ancor più difficile a comprendersi, se il Cápo e il supremo maestro di questa Chiesa infallibile fosse esso stesso fallibile?

Ah! pegli uomini di fede debole io non vedo che due mezzi; o che noi togliamo via tutti i miracoli e tutti i misteri, il che non siamo disposti a fare; o ch'essi si umilino e preghino. L'umiltà insegnerà loro che non è col compasso e colla squadra che si procede nelle cose di Dio e della sua Chiesa, ma colla modesta, penosa e profonda ricerca del vero; insegnerà loro che non è solo nelle cose teologiche, ma nelle stesse verità naturali che ad ogni piè sospinto s'incontrano miracoli e misteri nascosti in un raggio di luce o nella corolla d'un fiore; insegnerà loro a non *portare le tumide vele* dei loro temerarii pareri nel santuario, soprattutto essi laici, e giudicare leggermente dove occorre imparare e obbedire. E se l'orgoglio segue a tormentarli, pieghino il ginocchio dinanzi a Dio, perchè voglia liberarli da questo più terribile nemico della fede, che tramutò gli stessi angeli di luce in angeli di tenebre. — Mio Dio, gli uomini di poca fede si spaventano dell'infallibilità del Papa! La società civile l'usa ogni momento, la sua infallibilità. — La legge è infallibile, la sentenza d'un giudizio di cassazione, d'un giuri, d'alcuni uffiziali che condannano a morte, è infallibile, e dubitarne è delitto, anche dove antichi e moderni esempi provano terribili errori. E qui invece, dove un errore produrrebbe una indicibile confusione in quella società che Dio ha costituita sulla terra per condurre e salvare l'umanità; qui dove su dugentocinquantesette Papi si è costretti a raggranellare tre o quattro fatti dubbiosi, e anzi erronei, per provare che i Papi possono errare nella fede, qui l'infallibilità, se fosse definita, sarebbe fatale!

Quindi pone l'illustre prelato l'estremo caso d'un Papa caduto nell'eresia. Tal caso, rispondo, non occorre mai. Che andiamo a cercare eventi, che mai non furono e che, confidiamo in Dio, mai saranno?

— Ma se avvenisse? — Ebbene, in ogni libro il più elementare di teologia o di diritto canonico ne sta lo scioglimento. Un Papa eretico cessa da quell'istante di esser Papa, e diventa straniero alla Chiesa, da cui uscì. È come se fosse morto, chè l'eresia è la morte dell'anima; e, se volete, è come se avesse abdicato, chè negar la fede è rinunciare alla Chiesa.

Ma chi lo giudicherà, questo Papa eretico? — Invero siccome il caso non è avvenuto, nè è molto probabile che avvenga, non si è pensato al tribunale. Chi lo giudicherà, un Papa eretico? Ogni Vescovo, ogni fedele, il primo che lo avvicina o che lo incontra. Ad un caso simile saprà ben provvedere Iddio, qualor permettesse che avvenga; e se suscitò un san Pietro Damiani, un san Bernardo, un san Bonaventura, un san Carlo perchè levassero alta la voce in cose disciplinari, ben saprebbe suscitare chi difendesse le più gravi ragioni della fede.

Quindi si rimette in campo la prima obbiezione. « Come sapere quando il Papa parli *ex cathedra*, e quando no? Ammetteremo noi col Pighi, domanda il Prelato, che il Papa sia sempre infallibile, anche quando parla di cose comuni? »

Tale insensatezza, rispondo, neppure il Pighi l'ammise. È il domenicano Bannes¹ che incolpa di ciò il Pighi, e cita la di lui *Hierarchia ecclesiastica* al lib. iv, c. 4, ma nè a quel luogo, nè altrove in tutta l'opera, il Pighi sostiene quella stranezza, ed anzi non nega il possibile errore personale del Papa (lib. iv, c. 8, p. 246); vuole che il Papa prima di decidersi chiami altre persone a consiglio (p. 254), e ammette persino la possibile condanna del Papa, se fosse (*si forte esset*) eretico.

E anche supposto che il Pighi, e alcun altro, fosse trascorso a simili esorbitanze, forse la Chiesa n'è responsabile? Può ella

¹ « Scholastica commentaria in Secundam Secundæ Ang. Doct. S. Thomæ. » Duaci, 1715, tom. iii, pag 57.

guidare o contenere le penne di centinaia di scrittori di teologia e diritto canonico?

Ma raccogliamo le difficoltà condensate dall'illustre scrittore, e rispondiamo brevissimamente.

D. Il Papa è esso infallibile, quando parla o insegna o scrive o stampa *qual dottore privato* in qualsiasi materia anche di fede?

R. No, nessun dottore cattolico d'alcun nome e autorità lo afferma; sarebbe un miracolo senza ragione e inutilissimo, non concesso da Dio neppure ai profeti e agli apostoli.

D. Quando credete voi dunque il Papa infallibile?

R. Solamente e unicamente quando come dottore supremo e universale della Chiesa definisce solennemente una controversia di fede o morale, imponendo ai fedeli l'obbligo di sottomettersi, ossia, col termine tecnico delle scuole, quando parla *ex cathedra*.

D. Si possono fissare accuratamente le condizioni e le forme necessarie di questo giudizio?

R. Le forme e condizioni ordinarie sono: il previo consiglio colla Chiesa romana, ora rappresentata dal Sacro Collegio, e per quanto è possibile coll'Episcopato; quindi il previo maturo esame, lo studio e la preghiera. Però tutte e ciascuna di queste singole condizioni non sono così necessarie che portino seco la nullità della decisione, il che è provvidissimo per due ragioni: 1.º) perchè altrimenti la decisione potrebbe sempre impugnarsi per alcun preteso difetto di taluna di queste forme; 2.º) perchè realmente il Pontefice può trovarsi nella impossibilità di osservarne taluna. Laonde quando ci sia noto con piena certezza che il Pontefice decise liberamente e perentoriamente una controversia di fede, o seguendo le forme solenni che sopra accennammo o almeno conoscendosi perchè non potè seguirle, noi sapremo che parlò *ex cathedra*. Nè importa per nulla che ogni laico faccia simili indagini; esso ha sopra di sè preti e Vescovi, che possono e devono informarlo.

XVI. ABBASSAMENTO DELL' EPISCOPATO; FINE DEI CONCILII ECUMENICI.

« Come persuadere ai fedeli che la definizione non porterà seco un abbassamento (*amoindrissement*) dell' Episcopato? . . . Che diverranno i Concilii? . . . Se il prossimo Concilio definisse l' infallibilità del Papa, i fedeli non potranno essi pensare e dire: A che servono ormai i Concilii ecumenici, se un solo, il Papa senza (*en dehors*) dei Vescovi, potrà tutto decidere infallibilmente, anche le questioni di fede? A che servono le lungherie, le indagini, le discussioni dei Concilii? »

Che il Papa decida questioni di fede *da sè*¹, è in uso fin dai primi secoli della Chiesa; e che abbia diritto di farlo, non si troverà tra i cattolici chi lo neghi. Nessun Vescovo cattolico si trovò mai umiliato o abbassato dal sentirsi dettare dal Pontefice il giudizio anche in materia di fede. Ora, di grazia, in che starebbe questo abbassamento o minorazione de' Vescovi, se tal giudizio di fede del Pontefice venisse definito infallibile?

« Anche i Vescovi sono dottori e maestri, » scrive l' egregio Prelato. Senza dubbio, maestri del loro popolo, maestri del loro clero, maestri anche della Chiesa universale quando siano raccolti in legittimo Concilio ecumenico. Ma Dio volle che sopra di loro vi fosse un altro maggior maestro, da cui potessero e dovessero venir ammaestrati nei casi dubbii; volle che sopra i Pastori dei popoli vi fosse un Pastor dei Pastori, al quale disse di pascere, cioè di reggere, non solo gli agnelli, cioè i fedeli, ma le lor madri, cioè i Vescovi. Per questo solo supremo Pastore pregò Gesù il Padre affinchè la di lui fede non mancasse; a lui solo ordinò di confermare i suoi fratelli.

Anche il prete è maestro per diritto divino; anticamente lo era anche il diacono; ma il loro magistero dipende da quello del

¹ Le frasi « *en dehors et séparément de l' Episcopat*, » che l' illustre Prelato attribuisce ai difensori della infallibilità, sono affatto improprie, accennando a una divisione che non è nè può essere nell' animo di verun cattolico.

Vescovo, e questo dal supremo del Papa. Tal è l'ordine voluto da Dio; questa è l'osservanza de' diciotto secoli cristiani.

« Ma allora con un Papa infallibile che importano i Concilii? »

Importano assaissimo; i Concilii locali o topici regolano ed emendano la disciplina delle diocesi o delle provincie ecclesiastiche, che non possono essere singolarmente nè conosciute nè rette dal centro d'un così ampio e difficile governo. Importano in casi estremi gli ecumenici, perchè dimostrano esteriormente e invincibilmente qual sia la fede universale della Chiesa, e perchè recano al Pontefice il tesoro dei lumi e della esperienza dei Vescovi, suggerendogli la via più adatta a correggere i vizii e i mali sparsi nelle varie parti del mondo, essendochè, se crediamo il Papa infallibile nelle solenni sentenze di fede e di morale, nol crediamo nè onniscio nè onniveggente nè onnipresente. Servono soprattutto a confondere i nemici della Chiesa con quel loro maraviglioso e fortissimo accordo.

Ah! questi uomini viventi sotto ogni clima del globo, ignoti gli uni agli altri, che s'incontrano la prima volta nell'aula del Vaticano, e trovansi avere la stessa fede, la stessa speranza, lo stesso amore, sono un grande spettacolo per chiunque non abbia ancora spenta ogni scintilla di fede, anzi direi di ragione. Ottanta Vescovi anglicani d'Inghilterra, d'Irlanda e d'America convenivano, or son due anni, nel palazzo di Lambeth in Londra, in un Sinodo, che, con voce ridevole anch'essa, fu detto pan-anglicano. Doveano deliberare sulla loro fede comune, e su di un loro Vescovo che non ne avea veruna; e si separarono senza aver conchiuso nulla, anzi colla tristissima certezza di non potersi accordare nè allora nè mai, nè sul da farsi nè sul da lasciarsi. È la contraddizione che segue l'errore, come il rimorso la colpa.

E questi settecentocinquanta Vescovi venuti dalle cinque parti del mondo, il dì 8 dicembre, prima che il Papa aprisse la bocca, quando stavano ancor tacitamente protesti dinanzi all'ara comune, già sentivano in sè la piena certezza d'un profondo accordo che poi si rese ogni dì più luminoso. Questa è tal prova di verità, alla quale fia difficile anche all'incredulo e all'eterodosso di chiudere le orecchie del cuore.

Sì, il giudizio del Pontefice solo, nelle condizioni che dicemmo, è per noi ugualmente sacro e venerando che quello del Concilio; ma non moverà così vivamente e irresistibilmente l'animo di molti, costringendoli a cedere alla evidenza. Sì, il Pontefice anche solo può, ove la necessità lo comandi, trarre dalla sua sola coscienza e da Dio i lumi e l'autorità di decidere; ma, nel suo tremendo ufficio di giudicare ciò di che sarà giudicato da Dio, sentirà nelle condizioni ordinarie il bisogno e il dovere di rivolgersi ai suoi fratelli e di consigliarsi con essi. Prima di dire: questa è la tradizione vera, antica, universale della Chiesa, può, e, dove il possa, deve consultare i singoli custodi e interpreti di questa tradizione nelle varie parti del mondo cattolico. Senza dubbio può farlo, interrogandoli per lettere, ma assai più chiara, certa e piena sarà questa testimonianza se possa vederli e trattare direttamente con essi. — Ecco a che servono i Concilii ecumenici; servono pei fedeli, servono pegl' infedeli, servono pel Papa, servono pel decoro, grandezza e buon governo della Chiesa.

Monsignor vescovo d'Orléans sembra però invocare il ritorno frequente dei Concilii ecumenici. « Vi furono, dic' egli, dei santi personaggi, dei grandi spiriti, dei Concilii, che reclamarono o decretarono il ritorno periodico di questi ¹. »

Il ritorno periodico dei Concilii ecumenici fu chiesto, ch'io mi sappia, da alcuni a Costanza e a Basilea, e qui anche decretato; ma tutti sanno che i Papi rifiutarono quei desiderii e quei decreti nati morti, tutti sanno da quali sentimenti fossero ispirati quei desiderii e quei decreti di Basilea, e come il grande e santo Concilio di Trento, che governò e governa da trecento anni la Chiesa, ordinasse la regolare tornata dei Sinodi diocesani (Sess. xxiv, c. 2, *de Reform.*) e, tacendo degli ecumenici, condannasse tacitamente quell' *ingiusto* e *pericoloso* desiderio. *Ingiusto*, dissi, perchè non doveansi imporre modi e tempi all'eser-

¹ Questo desiderio veniva espresso ancor più chiaramente nell'articolo « Le Concile » del CORRESPONDANT del 10 ottobre 1869, stampato anche a parte, e creduto lavoro del principe di Broglie.

cizio del massimo e gravissimo diritto e dovere del Pontefice, da lui liberamente posseduto per tutti i secoli cristiani; *pericoloso*, perchè la storia e il senso comune più volgare c'insegnano che un'assemblea che si raduna di pieno dritto, senza, o anche contro il volere del Capo, è veramente essa il Capo, e i gallicani di Costanza e Basilea voleano chiarissimamente fare del Papa un presidente d'una repubblica aristocratica e un doge di Venezia. Ora non fu questa l'intenzione di Cristo, nè la forma di reggimento ch'esso stabilì.

XVII. PIETRO NON È LA CHIESA.

« *Dov'è Pietro, è la Chiesa*: è una gran parola di sant'Ambrogio; ma se ne abusa stranamente. A sentire certe persone, ciò vuol dire che il Papa è *da sè solo* (*à lui seul*) la Chiesa. . . . Il vero legittimo uso di quella frase è che nelle divisioni prodotte dagli scismi e dalle eresie, per riconoscere dov'è la Chiesa, bisogna guardare dov'è il Papa. Così non sono certamente nè la Chiesa russa, nè l'anglicana la vera Chiesa, perchè non hanno a capo il Papa. »

Così monsignor vescovo d'Orléans, di cui compendio le parole. — Confondere la Chiesa col suo Capo, e chiamar Chiesa il Papa, non so davvero chi il potesse e facesse; è confondere il re col regno, il padre di famiglia colla famiglia, il sole col sistema solare. Non v'è fanciullo cattolico che non sappia esser la Chiesa un'unione e una società, e uno non è società. Del resto il valore delle parole di sant'Ambrogio (*In Psalmum XL Enarr.*, n. 30) non credo sia quello che indica l'illustre Vescovo, e basta leggerne il contesto. Ivi trattasi della caduta di san Pietro sanata da Cristo, e come Pietro in essa rappresenti il cristiano cadente, ma poi risorgente per opera della Chiesa e di Cristo. Senza dubbio quelle parole hanno un altro più ampio ed alto significato, ed è che Pietro più che contrassegno è veramente il rappresentante della vera Chiesa, e la sua immagine vivente e operante. Non credo che sant'Ambrogio in quel luogo pensasse ad

altre *Chiese cristiane*, e come da esse si distingua la cattolica per la presenza e governo di Pietro. Mai sant'Ambrogio, mai, ch'io mi sappia, verun Padre, applicò il nome o l'idea di *Chiesa* alle società separate dalla unica vera Chiesa, le quali chiamavano eresie e scismi. Del resto, splendidi argomenti del primato non mancano in altri scritti del gran dottore, e notevolissimo è quello, nel quale, parlando direttamente di san Pietro, lo chiama: *Vir sapiens et gravis, in quo esset Ecclesiae firmamentum* (o, come altri leggono, *fundamentum*) *et magisterium disciplinae* (*De Virginitate, lib. unus, c. xvi, 105*). Ivi è detto incontestabilmente essere in Pietro (e nei suoi successori) il fondamento, la fermezza, il magistero supremo della Chiesa cristiana.

Invece cercai e cercai con ogni studio nelle opere di sant'Agostino il famoso passo, che da monsignor Frayssinous in poi è la leggenda di certa scuola: *in necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus charitas*, e sinora ogni ricerca mia e d'altri riuscì infruttuosa, così che io sospetto il celebre passo di mille e più anni posteriore al gran vescovo d'Ipbona. Il quale essendo di una prodigiosa carità verso tutti, e anche verso gli erranti che volessero tornare, era però assai severo e fermissimo contro gli erranti che pervertono, invocando persino contro essi l'aiuto dell'autorità politica, perchè li reprimesse e impedisse. Leggasi la lettera 47 (o 113) *Fratrì Vincentio*; leggasi tutto il libro primo *contra epistolam Parmeniani*¹, e quello *ad Bonifacium* (ossia, lettera 185) di cui i Maurini compendiano il senso in questa frase: *Magna fit in hæreticos misericordia cum a sua secta eripiuntur inviti*². . . ; leggasi soprattutto quel lungo tratto *De utilitate ieiunii*, che i Maurini compendiano in queste parole: *Pietas est esse eis (hæreticis) molestos*³. Oh come la scuola, che prende a sua divisa quel passo, abborrirebbe da simili dottrine!

¹ « Cur in veneficos vigorem legum exerceri iuste (ab Imperatoribus) fateantur (Donatistæ), in hæreticos autem, atque impias dissensiones nolint fateri? » (l. c., cap. x).

² « Sed (Donatistæ) nimium inquieti sunt, quos per ordinatas a Deo potestates cohereri atque corrigi mihi non videtur inutile » (l. c., cap. i).

³ « Nec attendas quam illi (hæretico) sis molestus, sed quam ille sit dilectus. Qualis pietas si parcis, et moritur! » (l. c., cap. ii).

Segue l'illustre Prelato:

« Certe scuole teologiche hanno avuto per lungo tempo il medesimo torto in senso contrario; gli uni volendo separare il Papa dall'Episcopato, e gli altri l'Episcopato dal Papa La Chiesa è un vero corpo vivente; il Papa è la testa, è il Capo visibile della Chiesa; ma se si mette la testa da una parte e il corpo dall'altra, dove sarà la vita? »

Qui senza dubbio parla l'illustre Vescovo dei gallicani, i quali da maestro Pithou a monsignor Maret per cinque lunghi secoli andarono cantando e ricantando la famosa questione del Papa e del Concilio ecumenico, e di chi sia sopra e chi sotto, dividendo e distinguendo il Concilio ecumenico dal Papa con un'ipotesi assurda, non essendovi Concilio ecumenico senza Papa. E Monsignore ha pienamente ragione di tenere loro questo severo linguaggio. Ma poi segue:

« Certuni dicono: Pietro è tutto; evidentemente no, il capo non è tutto il corpo. »

Qui confessiamo di non saper trovare chi siano questi strani maestri, che farebbero consistere tutta la Chiesa nel Papa. Noi cattolici di Roma, noi teologi e canonisti romani no certo, perchè definiamo la Chiesa: *la società dei fedeli cristiani, viventi nella stessa fede, nell'uso dei medesimi sacramenti, sotto la condotta dei legittimi pastori, e del loro Capo supremo, il Papa.* Questo, o più o meno, è in tutti i nostri catechismi.

Un dottore solo che dica essere il Papa la Chiesa, e la Chiesa il Papa, nol conosco, e meriterebbe d'esser posto all'Indice.

Onde qui le *Bemerkungen*, da cui Monsignore ha preso tutto questo brano, o che l'hanno preso da lui, non s'intende affatto a che accennino.

« Dunque nessuna separazione, signori, conchiudono il Prelato e le *Bemerkungen*, nè germanista, nè romanista, nè gallicana, nè ultramontana, nè delle definizioni dogmatiche, nè altrimenti. Gesù Cristo ha voluto altra cosa — *Unum sint.* »

Gesù Cristo, è vero, ha detto così, e ha voluto che ci sia un solo ovile e un solo Pastore; ma questo Pastore ha voluto che sia a Roma, dove vive, governa ed insegna. Chi insegna come

esso, e ripete le sue parole, è certo d'insegnar bene; chi insegna altrimenti, insegna male. Non esso, ma gli altri devono tacere; i Padri non dissero agli oppositori: taciama noi e voi, e facciamo causa comune, ma tacete voi; e delle lotte contro le erronee e pericolose dottrine fecero sinchè vissero il loro quotidiano lavoro. Sant'Agostino, san Girolamo, sant'Ambrogio, san Gregorio e ogni dottore, benchè gran Santo, non istimò contrario ma conforme alla carità di combattere gli errori. D'altronde, sarebbe assai difficile scrivere un trattato, anzi un solo articolo, intorno ai rapporti tra il Papa e la Chiesa, senza seguire nessuna delle scuole sovr'accennate. Un tale scrittore *conciliatore* non saprebbe davvero nè dove principiare, nè come finire.

Neppure noi amiamo dottrine esagerate ed eccessive, anzi le crediamo dannose e pericolose; ancor meno amiamo polemiche personali e violenti, che avvelenano le questioni, le esacerbano, le aggravano; ma non siamo per nulla di coloro che cercano la verità tra la verità e l'errore, e invocano tra essi tale mostruosa alleanza che sarebbe la fine di ogni retto e saldo insegnamento.

Poco più sotto reca Monsignore una singolare metafora:

« Nello splendore d'un mezzogiorno tranquillo un solo centro sembra spandere la luce; ma, se la notte s'oscura, si vedono nel firmamento astri innumerevoli, affinchè l'uomo possa sempre dirigersi, e mille raggi si confondono al di sopra di lui in un sol chiarore. »

Rispondo che tutte le stelle, anche di prima grandezza, non impediranno al viandante di smarrire la retta via; mentre a ricondurvelo basterà un solo raggio di quel

. pianeta,

Che mena dritto altrui per ogni calle.

Inf., c. I.

E più sopra, un'altra più singolare:

« Quando la quercia (il Papato) conta venti secoli, scavare sotto le sue radici per cercare la ghianda che le ha dato origine, è voler smuovere l'albero intero. »

La ghianda originaria non si troverà più, perchè è diventata l'albero stesso. Si potrà poi scavare quanto si vuole (e invero si scava fervidamente), ma l'albero non crollerà.

XVIII. GLORIE ED ERRORI D'UNA GRANDE NAZIONE.

« Per la grazia di Dio, la Chiesa di Francia ha da due secoli largamente meritato d'esser liberata da ogni antico sospetto. Questa Chiesa, oso dirlo, è stata, e sarà sempre eroina e martire dell'unità. Da cent'anni e più soprattutto non v'ha ramo dell'albero divino, che fosse meglio unito al tronco e alla radice; nessun ramo v'ebbe più cattolico, apostolico, romano. »

Qui dove dobbiamo parlare di Francia, di questa cara, gloriosa, nobilissima nazione, la quale è impossibile di non amare a chiunque ama il sapere, ama la civiltà, ama la stessa Chiesa, qui è dove ci vacilla la penna, e si turba ed esita l'animo. La Francia è nazione cattolica fra le maggiori dei tempi moderni. Dalla crociata di Luigi il santo a quest'ultima crociata contro i nemici della Santa Sede, diede esime prove d'esser generosa e valorosa a favore della Chiesa. Ma, come nella vita dell'individuo e della umanità, così in quella delle nazioni v'hanno pagine dolorose, alle quali la mano e l'animo s'accostano con renitenza, ma che qui l'autore ci obbliga a svolgere.

« In questi ultimi cent'anni della storia francese, ne' quali, dice, non esservi stato ramo dell'albero divino meglio unito al tronco, » c'entra la spaventosa tragedia della rivoluzione, trapiantata da Francia in Italia, in Alemagna, nel Belgio, in Spagna; rivoluzione essenzialmente nemica della Chiesa cattolica, apostolica, romana, ch'ella sovverrà affatto in Francia, perseguitò e spogliò dappertutto.

In questi ultimi cent'anni ci furono due prigionie di Papi per l'armi di Francia, e lo spoglio del Papa presente, che Francia poteva e doveva impedire, e non impedì.

In questi ultimi cent'anni ci fu la Costituzione civile del clero, sancita e messa in atto in tutta la Francia, che aboliva ogni vera

dipendenza gerarchica dal Sommo Pontefice sciogliendone l'unità. Fu tolta invero da Napoleone col Concordato, ma questo stesso duro patto, che la Chiesa accettò piagnendo, convertissi in un giogo tirannico pegli articoli organici il giorno stesso in cui fu pubblicato. E gli articoli organici non sono nè cattolici nè apostolici nè romani. E pur troppo vivono ancora.

In questi ultimi cent'anni gli antichi sospetti di gallicanismo non si dileguarono, ma si mantennero e crebbero. Si stampò un po' prima che cominciassero i cent'anni (1766) la difesa delle quattro proposizioni di Bossuet, e si raccomandò con legge di professarle. Napoleone I ne rinnovò severissimamente il comando in tutti i Seminarii. Più tardi volle persino togliere al Papa la elezione dei Vescovi, e col suo Concilio di Parigi, 1811, tentò uno scisma, mentre i suoi ministri Bigot de Préameneu e Bovara inondavano Francia e Italia, provincia di Francia, di leggi ultragallicanissime. Gallicano fu Luigi XVIII e Carlo X, e varie circolari del ministro dell'interno del 1818 e 1824 inculcarono l'insegnamento delle quattro proposizioni. Di Luigi Filippo è inutile parlare; chiedetene a qualunque degno prete francese che abbia vissuto a quel tempo. Quindi uscì in campo Dupin col suo *Manuel du droit ecclésiastique*, e chi osò biasimarlo fu censurato dal Consiglio di Stato. E io mi arresterò qui, non per paura, ma per prudenza, e anche perchè non v'è nessuno che non sappia il resto.

« È nel clero francese che Pio VII trovò le sue più vive consolazioni. »

Il signor d'Haussonville narrò minutamente in un'Opera, che ha per titolo: *L'Eglise romaine et le premier Empire*, le vicende di quella terribile lotta tra Napoleone e Pio VII.

Noi a Roma sapevamo quasi tutto ciò che l'egregio scrittore francese raccolse, ma non tutti il sapevano fuori di Roma. Ora se d'Haussonville narra il vero (ed è assai difficile dubitarne), tra i Vescovi francesi d'allora, nominati sventuratamente quasi tutti da Napoleone, ne troviamo ben pochi cui applicare le parole dell'illustre Vescovo di Orléans. È lagrimevole lo spettacolo che essi, e pur troppo alcuni Vescovi italiani, ci presentano a Parigi

nel 1811. Tre di loro, i generosi vescovi di Gand, Troyes e Boulogne, meritavano l'onore della prigionia; ma nella stessa Vincennes, dove furon chiusi, vi trovarono due cardinali italiani Di Pietro e Gabrielli, mentre Pacca, Consalvi e altri nove Cardinali, quasi tutti italiani, e moltissimi Vescovi, prelati, canonici e parrochi italiani gemevano in altre carceri, o in duro esilio, e nella più squallida povertà¹. Vi furono pur troppo dei Cardinali abietti e vili, ma se Italia diede un cardinal Caprara, non diede un Cardinale Maury. — Nè so invero quali consolazioni avranno portato al prigioniero di Savona quei tre iniqui Vescovi cortigiani, che furono il de Barral, il Duvoisin e il Mannay, inviati a strappare all'infelice abbandonato Pontefice l'ultimo bene che gli restava, l'onore e la pace della coscienza; nè quali altre consolazioni gli preparasse la gran maggioranza dei Vescovi francesi raccolti a Parigi nello pseudo-Concilio, dei quali il più energico dei tre nobilissimi Vescovi prigionieri di cui dicemmo, monsignor di Broglie, lasciò scritto: *A partir de ce moment, nous allons entrer dans un période d'avilissement, et de lâcheté . . .*, e soggiunge d'Haussonville: *Ce jugement, hélas ! n'est peut-être pas trop sévère*².

La Francia, è vero, si redense nobilmente da questi errori che furono più quelli dei suoi Governi che i suoi proprii; ma perchè negarli? Perchè mettersi sopra e innanzi tutto, quando tutti, tutti, italiani, francesi, tedeschi, belgi, olandesi, spagnuoli, americani abbiamo dato e diamo così nobili prove di amore a Dio, alla sua Chiesa, alla Santa Sede?

Chi non ammira questi apostoli che si chiamano missionarii, prefetti, vicarii apostolici; queste eroine che si dicono Suore di carità, Fate-bene-sorelle, dame inglesi, sorelle del buon Pastore; ma di grazia sono essi ed esse tutti francesi, e non d'ogni paese della terra?

Chi non ama ed ammira questi giovani generosi che offrono il loro sangue pel Santo Padre; ma non appartengono essi forse

¹ « L'Eglise romaine et le premier Empire, » cap. XL e XLIII.

² Op. cit., cap. XLIII.

a tutte le nazioni? Chi non vede un prodigio in questo danaro di san Pietro nato nel Belgio, ma poi di là trapiantato in Francia, dove allignò e fruttificò così largamente, e in Inghilterra e in Alemagna e in Olanda e in America e grazie a Dio in Italia nostra, dove anche questi nostri poveri cattolici italiani, benchè tassati e balzellati così da non restar loro altro che raccomandarsi a Dio, trovarono e trovano modo di mandare al Papa alcuni milioni? E qui lascio questo penoso paragone, nel quale entrai per forza.

La Francia fece molto, e molto sofferse per la Chiesa; ma ogni nazione cattolica fece e fa lo stesso, e se una meritasse la preferenza, oserei domandarla per la mia.

Dobbiamo, io credo, emularci, ma non confrontarci; gareggiare nel bene, ma non nelle lodi di sè o del proprio paese.

XIX. DUE PREGHIERE.

Sul chiudere mi restano due preghiere all'illustre Prelato, del quale credei dover censurare lo scritto. La prima è personale, ed è che mi perdoni se avessi violati i limiti di quella profonda riverenza che m'ispira il suo sacro carattere, i suoi meriti, il suo ingegno.

La seconda è assai più grave, e non mi riguarda.

Ella è di voler lasciare questa sterile polemica contro un desiderio che già troppo chiaramente si manifesta esser quello della immensa maggioranza dei cattolici, e convertire la sua nobile penna ad altri argomenti, nei quali largo campo le si presenta a raccogliere nuova messe di lodi e riconoscenza da parte dei buoni cristiani. Ecco la sua nobilissima patria, ecco tutta Europa travagliata dall'empietà la più sfrenata, e in faccia ad essa la Chiesa oppressa dai Governi. L'empietà libera, la Chiesa incatenata; l'empietà trionfante, la Chiesa gemente. Si sorvegliano gelosamente e s'impediscono i rescritti dei Papi, e si lasciano insegnare nelle Accademie di Francia le dottrine sovversive d'ogni fede e morale. E quando un nobile e generoso Cardinale ¹ si leva

¹ L' eminentissimo cardinale de Bonnechose, arcivescovo di Rouen.

a reclamare a nome dell' antica fede francese, si rigetta la sua domanda, e si invitano a pranzo e si decorano quei professori. La vostra eloquente parola restò anch'essa più volte senza effetto, e quarantamila maestri comunali seguono per quanto possono ad allontanare da Dio il popolo francese.

Godono i fogli empîi d'una franca impunità; severità non vi fu che pei buoni, ai quali si chiudono persino le stazioni delle vie ferrate. La benefica società di san Vincenzo de' Paoli si sopprime; la massonica si conserva e onora. Leggi civili governano tutti gli atti della vita, anche quelli pei quali le benedizioni della Chiesa furono invocate dal popolo francese per tutti i secoli della gloriosa sua storia; mentre nessuna, nessuna legge cura il rispetto alla sua religione e al suo clero, e l'osservanza delle sue feste. Leggi civili governano tutto nello stesso santuario, e il Vescovo non può nominarsi un canonico, nè un curato di cantone, nè un Vicario generale, nè il Capitolo provvedere alla vacanza della Sede senza placiti e permessi. Leggi civili, che non vietano ad alcuno di lasciare ogni cosa a una donna turpe, vietano di lasciare nulla alla Chiesa, e di quelle pochissime rendite che le rimasero è di nuovo giudice e distributore lo Stato. Il ministro, il prefetto, il sindaco, la guardia campestre, ecco gli anelli di questa dura catena. Lo so, e tutto il mondo lo sa, il nobilissimo Episcopato francese lottò contro questa oppressione, e voi, Monsignore, foste tra i più valorosi; ma so altresì che la battaglia non è vinta per nulla, e che anzi le file dei nemici ingrossano, e il terreno guadagnato è scarso e dubbioso.

Che più! una terribile sciagura minaccia di allentare e guastare le file di questo medesimo Episcopato francese, gloria della Chiesa universale. Si spengono uomini che ogni cattolico, francese o no, venerava, ne vengono degli altri deboli, oscuri, o, quel che più è spaventoso, piaggiatori del poter civile. La Santa Sede resiste, differisce, nega talora; ma il timore di maggiori mali, la miseranda condizione delle diocesi vedovate, la speranza che alcune promesse di migliori propositi siano adempiute, l'obbligo a sancire a malincuore dolorose proposte. Monsignore, ec-covi un nobilissimo campo; spezzate questo giogo. Dite all'augu-

sto Sovrano che or ora concesse tanta libertà ai desiderii, forse anche alle passioni popolari, di darla anche alla Chiesa; ditegli non esser giusto che, mentre le società di strade ferrate e navigazione a vapore nominano i loro presidenti e impiegati, questa grande e santa società, ch'è la Chiesa cattolica, la quale ha per esistere e governarsi da sè dei titoli che mi paiono un poco più gravi e più giusti, non sia padrona di nominarsi i suoi rettori e ministri. Ditegli non esser giusto che la Chiesa del Signore riceva i suoi Vescovi dalle mani di ministri, che nel Signore non hanno nessuna fede. Se vuole conservare questo funesto diritto, lo conservi; ma non consumi le scelte senza il previo giudizio di altri santi Vescovi, de' quali, grazie a Dio, la Francia è ancora ricca, e massime senza quello della Sede apostolica, che non può avere altro interesse fuorchè il maggior bene di quella religione, che la Francia porterà sempre nel fondo del suo cuore, sinchè duri il di lei nome.

Se vincerete, il beneficio non sarà già contenuto dalle frontiere francesi. Dio ha dato alla vostra nazione una così potente iniziativa, alla quale sembra che quasi nessun' altra nazione moderna possa sottrarsi. Ciò che accaderà a Parigi, accaderà a Vienna, a Berlino, a Monaco, a Stoccarda, a Karlsruhe, forse anche a Madrid e a Lisbona, e, speriamo nella divina misericordia, un dì o l'altro anche a Firenze.

Qual trionfo per la Chiesa e per voi stesso, se potessimo celebrare quella giornata! Allora sì che potremmo dire tutti insieme: *Hæc est victoria quæ vincit mundum, FIDES NOSTRA.*

Roma, 2 gennaio 1870.

Francesco Nardi,
Prelato Uditore di S. Rota.

AUTOREVOLI ADESIONI ALLA DOTTRINA DELL' INFALLIBILITÀ PONTIFICIA.

Alla pagina [1249] è fatta menzione di alcuni Concilii particolari, che si sarebbero dichiarati favorevoli alla dottrina dell' infallibilità pontificia. Eccone alcuni:

1.^o) Nel Concilio provinciale di Praga, celebrato nell'anno 1860 sotto la presidenza dell' eminentissimo e reverendissimo cardinale arcivescovo principe Schwarzenberg, alla pag. 6 leggesi: « *Soliditatem illius fidei quæ in Apostolorum Principe laudata* » *est, divino adnitente præsidio, perpetuam esse novimus, et sicut* » *permanet quod in Christo Petrus credidit, ita permanet quod* » *in Petro Christus instituit*¹. *Hinc beatissimum Principis Aposto-* » *lorum hæredem, Pontificem Romanum totius Ecclesiæ caput,* » *summum Christi Vicarium, omnium fidelium in orbe terrarum* » *Patrem, et Apostolicam Sedem Romanam omnium Ecclesiarum* » *Matrem agnoscimus et reveremur.* »

Ed in fine alla pag. 6 stessa, leggesi: « *Ad Petri, quam hære-* » *ditavit, Cathedram confugiamus, unde unitas sacerdotalis exorta* » *est, quam per tot sæcula docente Spiritu Sancto nulla hæresis* » *violavit, apud quam incorrupta Patrum servatur hæreditas, ex* » *qua proinde nostrum est quærere, quid credendum, quid sen-* » *tiendum et quid tenendum sit.* »

Poi al Capo II, *Contra gravissimos huius temporis errores* (dopo aver condannato quelli che impugnano la supremazia del Romano Pontefice), prosegue: « *Confiteantur potius nobiscum et* » *cum orthodoxis per orbem terrarum fidelium turmis Sanctæ* » *Romanæ Ecclesiæ Principatum et Pontificis Romani Primatum* » *summa, qua decet, pietate nobiscum venerentur, colantque San-* » *ctissimum Dominum nostrum Pium divina providentia Papam IX* » *ceu legitimum Principis Apostolorum successorem, Iesu Christi* » *in terris Vicarium, supremum fidei doctorem et navis Christi* » *gubernatorem, cui fidelissima obedientia animique assensus ab*

¹ Confer S. Leonis Serm. 2, cap. 2.

» *omnibus*, qui ad ovile Christi pertinere volunt, *præstetur* » (pag. 42 e 23).

2.º) Il primo Concilio provinciale di Colonia, tenuto nell'anno stesso sotto la presidenza dell' eminentissimo e reverendissimo cardinale de Geissel, suffragato da cinque Vescovi, decreta: « Ipse » (Romanus Pontifex) est omnium Christianorum pater et doctor, » *cuius in fidei quæstionibus per se irreformabile est iudicium.* »

3.º) Il Concilio di Utrecht dell'anno 1865 pronuncia: « (Romani Pontificis) iudicium in iis, quæ ad fidem moresque spectant, *infallibile* esse indubitanter retinemus. »

4.º) Il Concilio provinciale di Colocza dell'anno 1860 statuisce: « Quemadmodum Petrus erat . . . doctrinæ fidei magister irrefragabilis, pro quo ipse Dominus rogavit, ut non deficeret fides eius, . . . pari modo legitimi eius in cathedræ Romanæ culmine successores . . . depositum fidei summo et irrefragabili oraculo custodiunt . . . Unde propositiones cleri gallicani anno 1682 editas, quas iam piæ memoriæ Georgius archiepiscopus Strigoniensis una cum ceteris Hungariæ Præsulibus eodem ad huc anno publice proscripsit, itidem reiicimus, proscribimus, atque cunctis Provinciæ huius fidelibus interdiciamus, ne eas legere vel tenere, multo minus docere auderent. »

5.º) Il Concilio plenario di Baltimora (vedi pag. 21) dell'anno 1866, in cui sedevano quarantaquattro Arcivescovi e Vescovi, decreta: « Viva et infallibilis auctoritas in ea tantum viget Ecclesia, quæ a Christo Domino supra Petrum, totius Ecclesiæ caput, principem et pastorem, cuius fidem nunquam defecturam promisit, ædificata, suos legitimos semper habet Pontifices, sine intermissione ab ipso Petro ducentes originem, in eius cathedra collocatos et eiusdem etiam doctrinæ, dignitatis, honoris et potestatis hæredes et vindices. Et quoniam ubi Petrus, ibi Ecclesia, ac Petrus per Romanum Pontificem loquitur et semper in suis successoribus vivit et iudicium exercet, ac præstat quærentibus fidei veritatem; *idcirco divina eloquia eo plane sensu sunt accipienda quem tenuit ac tenet hæc Romana beatissimi Petri cathedra*, quæ omnium Ecclesiarum mater et magistra, fidem a Christo Domino traditam, integram inviolatamque sem-

» per servavit, *eamque fideles edocuit, omnibus ostendens salutis*
 » *semitam et incorruptæ veritatis doctrinam.* »

6.^o) Il primo Concilio provinciale di Westminster dell'anno 1852 professa: « Cum Dominus noster adhörtetur dicens: Atten-
 » dite ad petram, unde excisi estis; attendite ad Abraham, pa-
 » trem vestrum: æquum est, nos, qui immediate ab Apostolica
 » Sede fidem, sacerdotium, veramque religionem accepimus, ei-
 » dem plus ceteris amoris et observantiæ vinculis adstringi. *Fun-*
 » *damentum igitur veræ et orthodoxæ fidei ponimus, quod Do-*
 » *minus noster Iesus Christus ponere voluit inconcussum, scilicet*
 » *Petri cathedram, totius orbis magistram et matrem, S. Roma-*
 » *nam Ecclesiam. Quidquid ab ipsa semel definitum est, eo ipso*
 » *ratum et certum tenemus;* ipsius traditiones, ritus, pios usus
 » et omnes apostolicas Constitutiones, disciplinam respicientes,
 » toto corde amplectimur et veneramur. Summo denique Ponti-
 » fici obedientiam et reverentiam, ut Christi Vicario, ex animo
 » profitemur, eique arcissimi in catholica communione adhære-
 » mus. »

7.^o) Il Concilio nazionale d'Irlanda, tenuto nella città di Thurles nell'anno 1850, dice: (DE FIDE CATHOLICA, § 2): « Dein-
 » de firmissime et constantissime eam profitemur fidem, atque ab
 » omnibus nostræ iurisdictioni subiectis teneri volumus, quam, a
 » Christo Domino, per Apostolos acceptam, sacrosancta apostolica
 » romana profitetur Ecclesia, quæ omnium Ecclesiarum mater
 » est et magistra (Trid., 8, 7, c. 3, *de Bapt.*), extra quam nec
 » vera fides, neque salus æterna inveniri potest. — Cuius quidem
 » Ecclesiæ visibile in terris CAPUT est Romanus Pontifex, Succes-
 » sor Beati Petri Principis Apostolorum, in universum orbem te-
 » nens primatum, et verus Christi Vicarius, omnium christianorum
 » Pater et Doctor, cui pascendi, regendi et gubernandi universa-
 » lem Ecclesiam, plena a Domino N. I. C. potestas in B. Petro
 » tradita est (*Conc. Flor.*, xxii). Itaque quidquid Romana Eccle-
 » sia de fide divina credendum proponit, ex intima cordis senten-
 » tia credimus et credere debemus; et quidquid reiicit et damnat,
 » reiicimus et damnamus; ac propterea errores omnes quos Ro-
 » mani Pontifices tamquam fidei adversos proscripserunt, nos

» proscribimus et damnamus, atque pro virili parte conabimur ut
 » nullum eorum vestigium in nostris diœcesibus inveniatur. »

8.º) Circa 500 Vescovi, raccolti in Roma all'occasione del centenario di san Pietro nell'anno 1867, dirigevano al Santo Padre queste parole: « Petrum per os Pii locutum fuisse credentes,
 » quæ ad custodiendum depositum a Te dicta, confirmata, prolata sunt, nos quoque dicimus, confirmamus, annunciamus,
 » unoque ore atque animo reiicimus omnia, quæ divinæ fidei, salutis animarum, ipsi societatis humanæ bono adversa, Tu ipse reprobanda ac reiicienda iudicasti. Firmum enim menti nostræ
 » est, alteque defixum, quod Patres Florentini in decreto unionis definierunt: Romanum Pontificem Christi Vicarium, totius
 » Ecclesiæ Caput et omnium christianorum Patrem et Doctorem
 » existere. »

Giova aggiungere anche le seguenti autorevoli dichiarazioni:

Monsignor vescovo d'Orléans, nella sua Opera: *La souveraineté pontificale selon le droit catholique*, Paris, 1860, scrive che il Papa « è os *Ecclesiæ* (san Bernardo), è guida delle guide, luce del mondo, punto cardinale di tutte le Chiese, Capo supremo della Chiesa immortale, Padre delle anime, guida delle coscienze, giudice senza appello degli interessi religiosi della umanità. »

Di monsignor vescovo di Beverley sono queste parole: « Che la dottrina dell'infallibilità del Papa non è dottrina nuova, nè può esser nuova perchè scaturisce, per forza di logica invincibile, dalle parole di nostro Signore, dalla missione affidata a san Pietro, dalla natura dell'ufficio dato al medesimo Apostolo, e dalla costituzione della Chiesa. »

Citerò anche il Suarez (Tract. *De Fide*, disput. x, lect. vi): « Veritas catholica est Pontificem definientem ex cathedra esse
 » regulam fidei quæ errare non potest, quando aliquid authenticæ proponit universæ Ecclesiæ tamquam de fide divina credendum: ita docent hoc tempore omnes catholici doctores, et
 » censeo esse rem de fide certam. »

CCLXXX.

(21 novembre 1869).

Monsignor Dupanloup comunica al suo clero un violentissimo scritto contro Luigi Veuillot, che reca per titolo: « Avertissement adressé par Mgr l'évêque d'Orléans à M. L. Veuillot, rédacteur en chef du journal l'UNIVERS. »

Messieurs et très-chers Coopérateurs,

Je viens vous donner communication d'un avertissement que j'ai cru devoir adresser à M. Louis Veuillot, rédacteur en chef du journal l'*Univers*.

Il m'a paru convenable et utile de vous faire cette communication.

Je n'ai pas coutume, vous le savez, de rien publier de sérieux pour la cause de l'Eglise, que je ne vous l'adresse.

Ainsi en ai-je agi spécialement avec vous pour mon *Avertissement aux pères de famille*, et pour ma défense de l'Encyclique du 8 décembre 1864.

Je n'ai pas besoin de vous dire les graves motifs qui me font un devoir particulier de vous donner connaissance de ce nouvel écrit; vous les trouverez dans cet écrit même.

Quand ces pages vous arriveront, je serai déjà sur le chemin de Rome. Accompagnez-moi de vos prières, et ne cessez de demander à Dieu, que, malgré les témérités et les imprudences de certains hommes, ce saint Concile, si nécessaire et tant désiré, devienne pour l'Eglise et pour le monde, selon le vœu du Saint-Père et de tous les Evêques, une grande œuvre de lumière, de charité et de paix.

Veillez agréer, messieurs et très-chers Coopérateurs, la nouvelle assurance de mon profond et religieux attachement.

† Félix, évêque d'Orléans.

Orléans, en la fête de la Présentation de la Très-Sainte Vierge, 21 novembre 1869.

CCLXXXI.

(21 novembre 1869).

« Avertissement, » di cui si parla nel Documento precedente. Monsignor Dupanloup accusa il Veuillot di « usurpazioni » a carico dell'Episcopato e d' « intrusione perpetua ne' suoi affari più gravi e più delicati. » Soprattutto egli accusa « le sue esagerazioni in fatto di dottrine » e il suo « deplorabile gusto per le questioni irritanti, e per le soluzioni violente e pericolose. » Lo accusa di « accusare, insultare e calunniare » coloro che son suoi fratelli nella fede. Nessuno meritò mai, più di Luigi Veuillot, questa parola severa dei Libri santi: « Accusator fratrum! » Finalmente lo rimprovera di render « complice » la Chiesa delle sue « violenze, » dando, « con audacia rara, » « per dottrina di lei le sue idee, del tutto personali. »

Monsieur,

Dans l'article que vous avez publié le 18 novembre à propos de mes *Observations sur la controverse soulevée relativement à la définition de l'Infaillibilité*, vous vous excusez d'être de ceux qui ont soulevé cette controverse. Vous prétendez que si je me suis déterminé enfin à parler sur cette question, vous n'y êtes pour rien; ce ne serait pas *votre faute*.

Je suis obligé de vous contredire ici.

Oui, Monsieur, c'est votre faute, et je ne puis accepter votre excuse.

Vous demandez « pourquoi Mgr l'évêque d'Orléans jette ainsi » la question dans le public? » Je vais vous l'expliquer.

Vous récusiez « l'opportunité et la justice » de mon acte: je vais vous le faire comprendre.

Vous dites qu'il ne serait pas « séant » de provoquer de ma part une nouvelle condamnation. Je ne viens pas vous condamner, mais vous avertir.

Je pouvais négliger vos provocations, quand elles m'étaient personnelles;

Mais ce que vous faites depuis dix mois, c'est autre chose.

Vous vous donnez dans l'Eglise, Monsieur, un rôle qui n'est plus tolérable.

Vous, simple laïque, un de ces écrivains dont un de NN. SS. les Evêques disait hier dans vos colonnes mêmes, « qu'ils n'ont aucune autorité et ne sont rien dans l'Eglise, » vous y usurpez étrangement;

Vous agitez et troublez les esprits dans l'Eglise;

Vous faites une sorte de pieuse émeute à la porte du Concile;

Vous lui tracez sa marche; vous posez des questions que le Saint-Père n'a pas posées; vous parlez de définitions, selon vous, « inévitables; » vous en dites le mode et la forme;

Vous tranchez les questions de doctrine et de discipline; vous vous constituez juge entre les Evêques, pour déshonorer les uns et dominer les autres; vous prenez parti pour ou contre eux sur les points de la théologie « les plus graves, les » plus délicats et les plus complexes¹; »

Vous insultez, dénoncez, et mettez au ban du catholicisme tous les catholiques qui ne pensent ou ne parlent pas comme vous.

Vous ne souffrez même pas qu'ils s'abstiennent, par conscience de leur incompétence et par respect, dans les discussions entre Evêques: à vos yeux, ne pas intervenir comme vous dans les polémiques soulevées par vous, c'est une désertion!

C'en est trop, Monsieur. Il était temps de vous répondre. Voilà pourquoi j'ai parlé.

Vous dites que je viens de « donner une tête à la prise d'armes. » Non, Monsieur: ce que j'ai fait n'est pas une prise d'armes, c'est une défense.

Car le moment est venu de se défendre contre vous.

J'élève donc à mon tour la voix, et je viens opposer aux entreprises dont je vous accuse un solennel avertissement.

J'accuse vos usurpations sur l'Episcopat, et votre intrusion perpétuelle dans ses plus graves et plus délicates affaires.

J'accuse surtout vos excès de doctrines, votre déplorable

¹ Paroles de Mgr l'évêque de Poitiers, dans l'« Homélie » citée par M. Veuillot.

goût pour les questions irritantes, et pour les solutions violentes et dangereuses.

Je vous accuse d'accuser, d'insulter et de calomnier vos frères dans la foi. Nul ne mérita jamais plus que vous ce mot sévère des Livres saints: *Accusator fratrum!*

Par-dessus tout, je vous reproche de rendre l'Eglise complice de vos violences, en donnant pour sa doctrine, par une rare audace, vos idées les plus personnelles.

I.

Je ne remonterai pas bien haut, Monsieur.

Je laisse le passé. Je laisse cette malheureuse campagne contre les classiques, rappelée par vous-même, et qui a été menée par vous au nom, bien entendu, de ce christianisme pur dont vous vous vantez, mais qui eût fait tomber toutes nos maisons d'éducation ecclésiastique dans le dernier mépris, si l'Eglise vous eût suivi.

Je ne dis rien non plus de vos attaques contre cette loi de la liberté d'enseignement, à laquelle l'Eglise de France doit, depuis vingt ans, la prospérité croissante de ses petits séminaires, et ces collèges de Jésuites, de Dominicains, et tant d'autres: loi qui n'a jamais pu trouver grâce devant vous, parce que ce n'était pas vous qui l'aviez faite. On ne savait chez vous la nommer que *le mariage du Grand Turc avec la République de Venise*.

Je laisse tant d'autres excès: je me borne à vos polémiques de l'heure présente; aux deux grandes questions sur lesquelles vous concentrez tous vos efforts: le Libéralisme et l'Infaillibilité pontificale. C'est assez.

Parlons d'abord du libéralisme.

Vous qui prétendiez être autrefois plus libéral que personne, toujours, bien entendu, au nom de l'Eglise; vous qui disiez: « Nous avons haï TOUT PRINCIPE ILLIBÉRAL, COMME ANTICHRÉTIEN ¹. »

¹ UNIVERS, 15 mars 1848.

Et encore :

« Le mouvement du LIBÉRALISME CATHOLIQUE, inauguré avec » tant de labeurs dans les dernières années de la Restauration . . . » *se développe . . . splendide* comme l'annonce du jour¹. »

Vous qui cherchiez « à CONCILIER les besoins du catholicisme » avec les ENTRAÎNEMENTS LES PLUS LÉGITIMES DE CE SIÈCLE, qui » est le nôtre et QUE NOUS ACCEPTONS². »

« La liberté de la presse est UN DROIT *imprescriptible, in-* » *aliénable et inviolable*³. »

Vous donc, qui avez poussé, non-seulement l'*hypothèse*, mais la *thèse* du libéralisme aussi loin que possible, aujourd' hui, par cette impuissance à vous tenir dans la mesure, par ces palinodies étranges, qui vous ont si souvent entraîné d'une extrémité à l'autre, vous vous jetez avec emportement dans tous les excès contraires. Sans rien définir, sans rien réserver, *libéralisme, progrès, civilisation, société moderne*, vous enveloppez tout cela dans vos condamnations indistinctes et absolues; vous ne voulez pas qu' on fasse ici, dans les idées si multiples que ces mots recouvrent, le discernement nécessaire, ni la moindre distinction; vous ne permettez pas qu' on cherche en ces points si graves ce qu' il faut résolument condamner, et ce qui se peut et se doit concilier avec le dogme ou la discipline essentielle de l'Eglise.

Cet excès vous jette dans un autre, et, partant de là, vous faites une des choses que je vous reproche le plus: vous créez des partis dans l'Eglise, vous faites deux parts des catholiques, les uns, catholiques *purs*, comme vous, *catholiques tout court*; les autres, que vous appelez *le parti modéré, le parti libéral*,

¹ Ibid., 16 septembre 1846.

² Ibid., 21 janvier 1845.

³ Ibid., 28 août 1848. L'UNIVERS disait encore: « La liberté d'enseignement n'est » pas catholique, LA LIBERTÉ DES CULTES n'est pas protestante; « l'une » et « l'autre » » n'ont qu'un nom: la liberté; l'une et l'autre n'ont qu'un fondement: LE DROIT, » le droit gravé DANS NOS CONSCIENCES, et inscrit dans nos institutions » (21 juillet 1846). « Voilà notre mot d'ordre et de ralliement Nous exigeons une adhé- » sion franche et ABSOLUE à ces deux PRINCIPES, qui peuvent seuls sauver la France » (7 mars 1848).

ceux-là mauvais catholiques, complices des hérétiques, hérétiques eux-mêmes: vous inventez dans l'Eglise des hérésies, et vous y impliquez, pour les couvrir d'odieux outrages, les plus illustres défenseurs de l'Eglise parmi nous.

Voilà, Monsieur, ce que vous faites, vous et votre école.

Certes, je n'entends pas dire que tous les catholiques qui travaillent de bonne foi à résoudre ces grands et difficiles problèmes des temps actuels, à discerner, dans ce qu'on appelle le libéralisme, le progrès, la civilisation et les sociétés modernes, ce qui peut être compatible ou incompatible avec le christianisme, ne se trompent jamais. S'ils se trompent, dites précisément en quoi et comment: à la bonne heure! Mais leur jeter à la face comme une injure, comme une hérésie, ces mots vagues et indéfinis, qui disent tout et ne disent rien, qui sont trop manifestement favorables à la calomnie, Monsieur; surtout porter ici des condamnations absolues, au nom de l'Eglise: voilà ce qui est intolérable.

Et c'est ce que vous faites sans cesse.

Les colonnes de votre journal ne suffisent pas à flétrir ce que vous appelez « le parti du catholicisme libéral; » ce parti, qui, selon vous, « a introduit parmi nous, et qui propage avec » tant d'obstination cette *nouvelle espèce de catholicisme*¹; » ce parti « qui oublie deux choses: la Constitution divine, et le respect de l'Eglise »². . . ces ardents libéraux catholiques qui pré- » tendent discuter TOUT, et même les procédés du Saint-Esprit³. » On ne peut vous lire sans voir éclater pour ainsi dire à toutes vos pages, la haine des catholiques qui ne proscrivent pas aveuglément tout ce que vous proscrivez. Ce torrent d'injures et cette espèce de colère continue, inspire à vos bons lecteurs ces naïves terreurs, ces pieux anathèmes, que chaque matin on voit défilér dans vos colonnes, avec les souscriptions pour le Saint-Père.

¹ Ibid., 13 novembre 1869.

² Ibid., 6 octobre 1869.

³ Ibid., 8 novembre 1869.

Et ce n'est pas seulement en France que vous créez des partis dans l'Eglise; c'est en Belgique, c'est en Allemagne, c'est en Bavière, c'est en Hongrie, partout. Vous dénoncez « les *novateurs*, qui en Allemagne prennent le titre de *catholiques libéraux*¹. » Vous connaissez « les *deux partis* des catholiques hongrois : les catholiques vrais, sincèrement attachés à l'Eglise, et les catholiques libéraux; » ceux-ci, bien entendu, ni vrais catholiques, ni sincèrement attachés à l'Eglise. Vous prétendez que ces catholiques « mettent l'Etat au-dessus de l'Eglise². » Je ne sais s'il y a en Hongrie des catholiques qui ont ce malheur. Mais ce dont je suis sûr, c'est que tous les catholiques libéraux de Hongrie ne l'ont pas.

Vous appelez encore les catholiques de ce parti, complices des sectes ennemies, et vous dénoncez « ce que font, depuis quelque temps, dites-vous, contre le Pape et le Concile, les *sectes ennemies de l'Eglise*, et les INDIGNES CATHOLIQUES qui se » font LEURS COMPLICES³. »

Catholiques de nouvelle espèce, novateurs, indignes catholiques, complices des sectes ennemies, c'est trop peu : ce sont des gens condamnés et *flétris* par l'Eglise; ce sont des *hérétiques*.

Des hérétiques !

Libre à vous, Monsieur, d'être en politique ce que vous voudrez; tout ou rien, c'est votre affaire; parlementaire, vous l'avez été; républicain, vous l'avez été; césarien, vous l'êtes toujours. Cela vous regarde.

Mais l'Eglise n'a décrété d'hérésie, que je sache, aucune forme légitime de gouvernement; pas plus la république que la monarchie, pas plus le gouvernement parlementaire, qu'un autre; l'*Univers* a déclaré *hérétique* et plus qu'hérétique le système parlementaire, qui a été longtemps, et redevient peut-être le nôtre.

« On a dit que le système parlementaire repose sur un prin-

¹ Ibid., 3 octobre 1869.

² Ibid., 9 novembre 1869. — Lettre de Vienne.

³ Ibid., 17 octobre 1869.

» cipe *hérétique*: quelque désir que nous ayons d'éviter toute
» exagération, nous croyons que *ce n'est pas assez dire*¹. »

Et c'est, non comme libre citoyen, mais comme catholique et au nom du catholicisme, que vous avez injurié tous ceux qui chez nous sont restés fidèles dans leurs préférences pour cette forme politique.

Le mot d'*hérésie* revient facilement sous votre plume, Monsieur; et je trouve dans vos colonnes un écrivain, de votre école, souvent loué par vous, lequel dénonce à son tour « l'HÉRÉSIE » MODERNE, qui se pare du nom menteur de *catholicisme libéral*; » et qui s'écrie: « LA FORMULE DES HÉRÉSIARQUES, *Non serviam*, » VOILÀ LE DERNIER MOT DU LIBÉRALISME CATHOLIQUE². »

Vous dites, Monsieur, que « les noms propres ont ici une » grande valeur. » Et c'est pourquoi vous en avez prononcé; et les hommes que vous rangez dans le *parti du catholicisme libéral*, dans ce catholicisme d'une nouvelle espèce; ces hommes sur lesquels tombent les mots de *novateurs*, d'*indignes catholiques*, de *complices des sectes ennemies*, les hommes atteints³ de cette grande *hérésie moderne*, ce sont: « MM. de Montalembert, » de Falloux, de Broglie, Foisset, Cochin, etc. » « Ils sont là- » dedans, dites- vous; et c'est triste⁴. »

Voilà ceux qu'il vous plaît de nommer les *patriciens*, et que vous aimez à frapper. Vous êtes habile, et je vous reconnais. Vous visez à hauteur d'homme.

Voilà, indépendamment de tant d'autres, dignes aussi de vos coups, quels sont ceux que vous traitez de la façon que nous venons de voir;

Ceux que vous accusez d'avoir « ourdi une intrigue contre le » Pape et le Concile⁵; »

Ceux qui rêvent, selon vous, « la réconciliation de l'Egli-

¹ Ibid., 5 mai 1852.

² Ibid., 20 septembre 1869.

³ Ibid., 25 septembre 1869.

⁴ Ibid., 7 novembre 1869.

⁵ Ibidem.

» se avec *le Mystère de Babel*, qu'on nomme *l'esprit moderne*¹; »

Ceux qui « poussent sans cesse dans la voie des *concessions* » et des *affaiblissements*²; »

Ceux qui « parlent de l'Eglise comme d'une institution humaine³; »

Ceux que vous rangez parmi les hérétiques, et que vous placez en suite sur la même ligne que les pires révolutionnaires: « Les journaux des partis appelés catholiques libéraux, *aussi bien* » que ceux de la révolution avancée⁴, » dites-vous sans cesse;

Ceux que, confondant à dessein deux choses très-distinctes, vous affectez de ranger parmi « les organes du gallicanisme et » du catholicisme libéral⁵. »

C'est à un de ces organes que *le Monde*, d'ordinaire moins violent que vous, mais cependant votre compagnon d'armes, disait, il y a quelques jours:

« Le Concile parlera, et sera VOTRE JUGE. »

Votre juge! Et vous tous donc, Messieurs? — Mais non, vous, vous êtes *le bon grain*, et les autres catholiques *l'ivraie*, qui va être, selon vous, *mise en bottes*, et brûlée.

« Il laisse croître *l'ivraie* et *le bon grain*; mais déjà les mois- » *sonneurs* préparent *leur faucille*, et alors le froment sera dé- » gagé de *l'ivraie*, et *l'ivraie mise en bottes*. »

Tel est le langage de votre école.

Voici maintenant d'autres sortes de polémiques et d'injures; car quand il s'agit d'injures, votre art est fertile:

« L'ESSENTIEL, dites-vous, pour *les organes du gallicanisme* » et du catholicisme libéral, n'est-il pas de *conserver leurs adeptes*? Et ne s'exposeraient-ils pas à les perdre EN LAISSANT AR- » RIVER JUSQU'À EUX LA VÉRITÉ⁶? »

¹ Ibid. 31 octobre 1869.

² Ibid., 28 septembre 1869.

³ Ibid., 31 octobre 1869.

⁴ Ibid., 27 septembre 1869.

⁵ Ibid., 8 octobre 1869.

⁶ Ibidem.

Ailleurs, vous dites : « La déloyauté RÉFLÉCHIE ET HARDIE est » HABITUELLE aux amis de l'*Union de l'Ouest*, et particulièrement » au *Français*. »

Voilà votre moderation, à vous, qui accablez de tant de sarcasmes le *parti modéré*, les hommes de la conciliation. Et voici un exemple des plaisanteries délicates que vous aimez parfois à leur lancer. Je le trouve dans un répugnant article de cinq colonnes, intitulé : *Les libéraux et les singes*, et dans lequel vos allusions frappent d'autres libéraux que les libres-penseurs. Parmi les singes, « les plus libéraux, » selon votre journal, « sont » ceux qui n'ont pas de queue. » Car ceux qui ont une queue « appartiennent, dit-il, au *parti modéré* . . . Ils tiennent tous » jours cette queue levée *vers le ciel*, comme pour le prendre à » témoin de la *droiture de leurs intentions*, de leur amour pour » l'*ordre, la monarchie, la religion bien comprise*, et de leur » *sincère désir de conciliation avec tous* ; les Jésuites exceptés¹. »

Mais voici qui n'est plus de la plaisanterie : dans votre ardeur à flétrir les catholiques que vous combattez, vous avez été jusqu'à les représenter, Monsieur, comme plaçant leur suprême espérance dans un homme, dont ils ont hautement déploré les égarements et le malheur : « il ne restera plus aux catholiques » libéraux, avez-vous dit, et aux révolutionnaires, que le P. Hyacinthe² ! »

Tant d'insultes d'un coup, quelle bonne fortune !

Ces procédés calomnieux vous sont si habituels, que vous les avez appliqués même à des Evêques : enveloppant dans une précaution banale une venimeuse insinuation, vous n'avez pas craint de présenter comme les défenseurs d'un homme que vous traitez tous les jours d'apostat, des Evêques, que vous nommiez :

« . . . Il sera défendu (le P. Hyacinthe) devant le Concile par » ses amis les évêques de Châlons, de Bayeux, et par les archevêques d'Avignon et de Reims³. »

¹ Ibid., 24 septembre 1869.

² Ibid., 27 septembre 1869.

³ Ibid., 28 septembre 1869.

Les convenances, Monsieur, je ne dis pas seulement du sentiment chrétien, mais de la plus vulgaire délicatesse, auraient dû ici vous retenir.

Car, si ce n'est là qu'un *cancan*, comme vous disiez, pourquoi ne l'avez-vous pas méprisé ?

Et si vous ne l'avez pas méprisé, puisque vous l'avez propagé, quel était donc votre but ?

Je viens de nommer le P. Hyacinthe. Tous les catholiques ont gémi de sa chute. Vous, Monsieur, vous avez triomphé, et dès le premier jour, enfonçant pour ainsi dire dans l'abîme celui que vos violences ont contribué à y pousser, vous vous êtes écrié : « C'est fini ! » « Fruit médiocre ¹ Fruit gâté, et qui » ne devait pas mûrir ² ! » Et vous vous en êtes « glorifié » comme d'une « victoire ³. » Vous avez écrit ce mot honteux.

Citerai-je d'autres traits ?

Vous avez bien osé représenter M. de Montalembert comme un homme qui porte les armes contre l'Eglise ; qui conduit contre elle les armées ennemies, qui déchire le sein de sa mère : Nous ne suivrons pas, avez-vous dit, *Coriolan chez les Volsques* !

Ainsi vous n'avez pu résister au plaisir de dire à la fois deux atroces injures, à lui, et à des catholiques, qui ont pu aller trop loin, se tromper même gravement ; mais qui ne sont pas pour cela des *Volsques* dans l'Eglise.

Vous avez fait, il est vrai, à l'éminent catholique, traité de la sorte par vous et dénoncé aux suspicions de tous ceux qui vous lisent, la grâce d'ajouter que l'homme qui a dit : « L'Eglise c'est une mère, » ne mourra pas en révolté. Vraiment ! vous êtes généreux.

Non, il n'y a ici ni Volsques, ni Coriolan. Mais il reste celui que j'appelle, avec l'Ecriture : *Accusator fratrum*.

Et comment oublier ici ce que vous avez fait à Berryer !

La France entière, laissant de côté devant la mort et la gloire

¹ Ibid., 23 septembre 1869.

² Ibid., 20 octobre 1869.

³ Ibid., 6 octobre 1869.

toute rancune de parti, se rencontrait, spectacle admirable, dans un sentiment d'unanime admiration pour ce grand caractère et ce grand talent; une voix, pourtant, s'éleva, pour insulter cette gloire nationale, une seule voix, la vôtre.

Il n'était pas mort encore, il était mourant, que déjà vous outragiez sa tombe, et versiez sur sa mémoire les plus ingrates calomnies.

Vous outragiez tout en lui, le caractère, le talent même, et jusqu'à l'honneur chrétien.

« Il eût pu être un grand caractère, » disiez-vous; mais chez lui, « la doctrine, la conviction et l'amour manquaient. »

Lui, si constamment fidèle toute sa vie à une cause impopulaire, il avait contracté, selon vous, « beaucoup de ces abais-
séments qu'exige le succès. »

Et son nom, vous hâtiez-vous de dire, « va promptement s'éteindre. » « A la tribune et au barreau, il ne restera rien de M. Berryer; ou plutôt *il ne reste rien*; C'EST DÉJÀ FINI. »

Et dans ce moment-là même, la Belgique et l'Angleterre, représentées à ses funérailles, le glorifiaient aussi haut que la France.

Et, pendant que M. Berryer faisait cette admirable mort chrétienne que le monde sait, vous outragiez en lui le chrétien même; oubliant tout, vous écriviez: « Parmi ses clients, *il n'osa pas* compter l'Eglise de Jésus-Christ. Il a failli à ce devoir, il a manqué à cet honneur. »

Et pourquoi? par le plus vil de tous les sentiments, disiez-vous; par peur! « Il n'osa pas . . . » « L'homme politique eut peur¹! »

Et après de tels outrages sur une tombe, c'est vous qui écriviez de vous-même il y a quelques jours: « J'ai la prétention » d'avoir respecté toujours ceux qui devaient l'être². »

Et de qui parlait donc le P. Lacordaire, quand il disait:

« C'est à mes yeux un grand honneur que d'obtenir la haine

¹ Ibid., 28 octobre 1868.

² Ibid., 21 octobre 1869.

» de tels hommes. J'espère bien qu'ils me traîneront sur leur » claie avant que je meure ¹. »

Vous m'avez accusé d'avoir, en parlant des souffrances du P. Lacordaire et du P. de Ravignan, *étonné les fidèles*, — comme vous m'accusiez autre fois de *jouer avec la foi*. — J'ai parlé de ce que je savais, Monsieur, et vous, vous avez nié ce que vous deviez savoir mieux que personne ².

Et bien d'autres que ceux-là, sachez-le, ont souffert de votre rôle dans l'Eglise, et de votre funeste influence. Et d'autant plus que bien des causes les ont forcés trop souvent de contenir leur indignation et leur douleur.

Mais, aux reproches que je vous adresse ici, Monsieur, vous aimez à opposer, je le sais, une grande excuse. Nous défendons, dites-vous, la doctrine du Pape et de l'Eglise.

C'est là, en effet, votre prétention: vous vous posez comme les interprètes les plus fidèles des doctrines romaines et de la pensée de l'Eglise.

Non, Monsieur, vous ne les défendez pas, vous les défigurez.

Vous avez reçu de Rome, un jour, des avertissements et des conseils que j'ai le droit en ce moment de remettre sous vos yeux.

¹ « Le P. Lacordaire, » par M. de Montalembert, p. 251.

² M. Veuillot a un ami, auquel il rend ce grand témoignage, qu'« il sait, lui, de quoi il parle, quand il parle de religion » (23 septembre 1869): c'est M. Barbey d'Aurevilly, qui en conséquence insulte comme lui les mêmes catholiques que lui.

C'est ce M. Barbey qui disait de M. Berryer: « C'est un acteur, ce n'est pas un » orateur Tête nulle en politique, comme doit l'être toute tête d'avocat . . . » (« Les quarante médaillons de l'Académie, » p. 87).

De M. de Montalembert: « Une ou deux fois il a frappé fort, et alors son talent » ressemblait à cette mâchoire d'âne, avec laquelle Samson abattait les Philistins. Mais » depuis, la mâchoire est restée à sa place. » Et M. Barbey s'en félicite, et il raille » « cette faculté de parler, qui est devenue comme une mécanique de Birmingham, tou- » jours prête à aller, et dont l'Empire, « grâce à Dieu, » a cassé le grand rouage » (Ibid., p. 19, 17).

De M. de Falloux: « C'est le meilleur éleveur de cochons qu'il y ait en France. »

J'ai eu l'honneur moi-même de subir les attaques de cet ami de M. Veuillot, gratifié par lui d'une science et d'une conscience si chrétiennes: M. Barbey d'Aurevilly a imprimé, dans le journal LE DIX DÉCEMBRE, que j'avais, en écrivant comme je l'ai fait récemment au P. Hyacinthe, perdu « le sentiment même de ma dignité. »

Vous n'en tenez compte, ni quant au fond, ni quant à la forme.

On vous disait de ne jamais vous permettre d'infliger la moindre flétrissure à des hommes éminents: *Ne qua præcellentium virorum nomini labecula adspargatur.*

On vous recommandait d'étudier préalablement, avec beaucoup de soin, toutes les questions que vous traitez: *Diligentissime.*

D'être très-réservé dans vos paroles, quand il s'agit de questions libres et controversées: *In illis maxime quæ in utramque partem possunt licite disputari.*

On vous disait qu'il ne devait y avoir dans vos écrits pour la religion, rien qui ne fût modéré et plein de douceur: *Nihil non moderatum, nihil non lene.*

On vous faisait enfin remarquer, avec toute sorte d'insistances, que ce n'est qu'à ces conditions qu'on peut espérer de défendre avec utilité la cause de l'Eglise et du Saint-Siège: *Maximam causæ ejus præstantiam, ejusque Sedis apostolicæ excellentiam, facilius persuadeat* ¹.

Eh bien, je le demande maintenant, lequel de ces sages conseils avez-vous écouté? Lequel n'avez-vous pas méconnu?

C'est bien pis en ce qui regarde les doctrines.

Vous faites dire à l'Eglise et au Pape ce qu'ils n'ont pas dit; vous leur faites condamner ce qu'ils n'ont jamais songé à proscrire.

Quand parut l'Encyclique du 8 décembre, n'avons-nous pas eu en effet la douleur de voir les anciens rédacteurs de l'*Univers*, qui s'appelait alors le *Monde*, s'accorder avec le *Siècle* et ses pareils, pour infliger au Saint-Père et à l'Eglise l'injure des mêmes interprétations?

Ils interprétaient les actes pontificaux, sans se soucier de la

¹ « Omnia primum diligentissime expendas, idque in illis maxime quæ in utramque » partem possunt licite disputari, jugiter cures, ne qua præcellentium virorum nomini » labecula adspargatur. Et vero religiosa quævis ephemeris cum Dei et Ecclesiæ causam » sibi assumit propugnandam, et Sedis Apostolicæ supremam potestatem vindicandam, » ita comparata esse debet, ut nihil non moderatum, nihil non lene non adhibeat. » — Lettre de Mgr Fiamonti à M. L. Veuillot.

parole des Evêques, absolument comme s'ils les eussent eux-mêmes dictés au Pape.

Sans doute, il y a un faux libéralisme et de faux libéraux, des libéraux menteurs, des *libérâtres* impies, comme les appelait le comte F. de Mérode, un des plus libéraux et des plus catholiques rédacteurs de la *Constitution belge* : lequel ne consentit jamais à prostituer l'honneur de ce nom à des hommes qui le méritaient si peu.

Mais il y a, en France, en Belgique, en Angleterre, en Amérique, partout, des catholiques excellents, qu'il ne faut pas confondre avec de tels hommes, et qui, dociles aux enseignements du Saint-Siège, repoussent ici, comme ils le doivent, les aberrations et les excès flétris par l'Eglise.

Il y a donc essentiellement à distinguer. Mais l'école emportée dont nous parlons, ne distingue, j'allais dire, ne veut rien comprendre ici.

« TOUT LIBÉRAL, disaient-ils, étant un partisan du libéralisme, » tombe NÉCESSAIREMENT sous la réprobation de l'Encyclique.

» En vain cherchera-t-on à *équivoquer*, en distinguant le *vrai* libéral et le *faux* libéral

» Qu'on ne dise pas qu'il y a plusieurs manières d'entendre » ce mot de libéralisme ¹.

» D'AUCUNE MANIÈRE, EN AUCUN SENS, un catholique ne peut » se dire libéral ².

» Il n'y a *aucune distinction* à faire entre le vrai et le faux libéral; et, en effet, il serait difficile de savoir *lequel est le meilleur des deux* ³. »

Et jetant aux hommes les plus honorables les plus sensibles injures, flétrissant ce qu'il y a de plus délicat en eux, l'honneur de leur foi, les assimilant aux sceptiques, aux jansénistes, aux protestants, aux manichéens, ils ajoutaient:

¹ LE MONDE, 10 janvier 1865.

² Ibid., 7 février.

³ Ibid., 10 janvier.

« L'Eglise condamne le protestantisme, elle condamne le libéralisme : cela suffit ¹.

» Il y aurait du péril à distinguer entre le bon et le mauvais libéralisme. *C'est comme si on voulait distinguer entre le bon et le mauvais protestantisme* ².

» Qu'arriverait-il si l'on se proclamait vrai manichéen, vrai janséniste, pour se séparer des manichéens et des jansénistes condamnés ³? »

Quelle odieuse et absurde équivoque ! Le pire manichéen, le pire janséniste, c'est assurément le vrai manichéen, le vrai janséniste. Tandis qu'au contraire plus on se sépare des faux libéraux pour n'admettre que les légitimes libertés, et plus on est honnêtement et vraiment libéral ; et nullement condamné par l'Eglise.

Mais non, poursuivaient-ils : « Le libéralisme ne fait *aucune distinction du bien et du mal* ; ce qui est la même chose que d'admettre l'existence éternelle et égale de deux principes contraires ⁴ ; » comme faisaient les manichéens.

Et c'est ainsi qu'ils répètent aujourd'hui : « L'EGLISE A FLÉTRI LE LIBÉRALISME, et nous lui disons avec foi dans la toute-puissance qui lui a été donnée : *Perdes omnes qui loquuntur MENDACIUM* ⁵. »

Il vous était d'autant plus facile cependant de ne pas imputer au pape Pie IX ces condamnations excessives, Messieurs, que lui-même, dans la célèbre allocution *Iamdudum cernimus*, faisait les réserves et les distinctions les plus expresses. S'adressant, pour le restituer, à ceux qui violaient ici le sens vrai et naturel des mots, *vera restituantur rerum nomina*, il condamnait les violences et les faits impies, *querimus utrum TALIA FACTA* . . . il réprouvait leur faux libéralisme et leur civilisation, à eux : *HUIUSMODI CIVILITATI*. Mais il proclamait en même temps

¹ Ibidem.

² Ibid., 7 février.

³ Ibid., 10 janvier.

⁴ Ibid., 9 janvier.

⁵ Ibid., 25 octobre 1869.

et à l'encontre, la vraie civilisation, le vrai libéralisme. Il déclarait que l'Eglise est et a toujours été la mère et la nourrice de la vraie civilisation: *Ipsa VERÆ civilitatis continenter fuit patrona et altrix*; et il rappelait l'*administration libérale*, les *institutions libérales*, qu'il avait lui-même, en même temps que d'autres princes italiens, données à ses sujets: *LIBERIOREM administrationem*; *LIBERIORES institutiones*.

La fameuse 80.^e proposition du *Syllabus*, d'où vous avez voulu conclure l'incompatibilité de l'Eglise avec le libéralisme, le progrès et la civilisation moderne, n'a jamais eu d'autre sens.

J'ai dit alors, et le bon sens français a de suite compris, que cette proposition n'avait pour but que de dégager le Saint-Père d'une déplorable confusion d'idées, et de repousser une impertinence et une injure. C'est, disais-je, comme si, aux adversaires qui le somment de se réconcilier et de transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne, le Pape répondait: « Ces mots ont besoin d'être définis, car ils désignent des choses » très-complexes. Avec ce que les ennemis de la religion cachent d'injuste et de mauvais, de révolutionnaire et d'impie » sous ces mots, le Pape ne peut pas et ne doit pas se réconcilier » ni transiger: le lui proposer, serait une horreur! Avec ce » qu'il peut y avoir de vraiment bon dans le progrès, de vraiment utile dans la civilisation moderne, de vraiment libéral » et chrétien dans le libéralisme, le Pape n'a pas à se réconcilier: le lui dire, serait une impertinence; car c'est lui qui est » sur la terre le plus auguste représentant de ces choses. Ce » serait comme si l'on disait à un honnête homme: Réconciliez-vous avec la justice. »

Voilà, Monsieur, les distinctions qu'il est nécessaire de faire ici, sous peine de défigurer les enseignements du Saint-Siège, et de calomnier indignement vos adversaires.

Mais il vous va mieux, Monsieur, de faire du mot libéralisme une arme de guerre, que de le définir avec gravité et justice.

Vous rendez par là le Pape odieux, vous amassez des tempêtes contre l'Eglise; mais qu'importe? Vous êtes catholique pur!

et vous avez le plaisir d'écraser les faux catholiques, les indignes catholiques, qui ne marchent pas derrière vous.

Voilà pourquoi, Monsieur, vous vous plaisez à poser les thèses les plus exorbitantes, les plus provoquantes, les thèses même de nos ennemis les plus acharnés, et dans les mêmes termes !

Vous perpétuez ainsi, vous éternisez, autant qu'il est en votre pouvoir, au milieu de nous, ces affreux malentendus qui nous dévorent, et que le prochain Concile a pour objet de dissiper.

Si votre langage était celui de tous les organes religieux parmi nous, s'il était avéré que vos doctrines sont bien nos doctrines, celles de l'Eglise, les haines que vous soulevez seraient aussi universelles qu'elles sont formidables : l'Eglise serait mise au ban des nations civilisées.

II.

J'arrive maintenant, Monsieur, à votre campagne pour la définition dogmatique de l'infailibilité pontificale : définition que votre zèle a résolu d'imposer au Concile. Ici, vos excès ne sont pas moindres.

Pourquoi, le premier dans la presse française, avez-vous soulevé cette si délicate et si grave question ? De quel droit vous êtes-vous permis de tracer aux Evêques un programme ? Il y a eu là de votre part intrusion dans un rôle qui ne vous appartenait pas, et dont j'ai le droit, pour ma part du moins, moi Evêque, de vous demander compte.

Et aujourd'hui vous annoncez le dessein d'entrer plus que jamais dans cette voie. Vous demandez en ce moment « qu'un immense cri s'élève, » et force les Pères du Concile à se saisir de la question posée par vous, et à prononcer. Mais, encore une fois, qui êtes-vous donc, et pensez-vous pouvoir, du haut des colonnes de votre journal, peser sur la future assemblée oecuménique, comme du haut des tribunes d'une assemblée politique ?

Rien n'égale, Monsieur, la témérité de cette entreprise, que la violence avec laquelle vous la menez.

« A notre époque, » écrivait hier Mgr l'archevêque de Reims, avant de partir pour Rome, « à notre époque de fièvre et d'agitation, où la présomption en matière théologique le dispute souvent à l'ignorance, où l'âpreté et le dogmatisme du langage tiennent lieu de vraie science, certains esprits inquiets combinent des plans, tracent des programmes. Tout manque souvent à ces nouveaux docteurs pour enseigner et diriger l'Eglise; d'abord la mission divine qui n'a été donnée qu'aux Papes et aux Evêques; puis la science. »

Vous êtes, Monsieur, de ces nouveaux docteurs-là: la mission vous manque; mais vous l'usurpez, et vous ne permettez pas que ceux qui l'ont reçue de Dieu l'exercent selon leur conscience. Et si un Evêque ne dit pas comme vous, sur les questions soulevées par vous, il subit vos attaques.

C'est avec douleur, Monsieur, que j'ai dû traiter cette grave question d'opportunité, si témérairement et si violemment résolue par vous tous les jours. C'est vous qui m'avez imposé ici cette contrainte et ce devoir, par vos excès.

Quoi! vous vous constituerez en quelque sorte le grand agitateur dans l'Eglise; vous souleverez, vous passionnerez d'avance dans le sens des solutions que vous voulez, en exploitant le meilleur, le plus respectable de leurs sentiments, une multitude de bons fidèles; vous troubleriez, insulteriez et calomniez!

Et parce que, selon le droit et le devoir de ma charge pastorale, je ferai, dans ces extrémités, ce que quelques-uns de mes Collègues ont fait, selon leur droit et leur devoir aussi, vous, Monsieur, qui n'avez aucune autorité, aucune mission dans l'Eglise, qui n'êtes pas constitué juge entre nous, vous viendrez parler ici de *prise d'armes*, de *campagne*, et vous essayerez de me ranger dans cette catégorie de catholiques *indignes, complices*, selon vous, *des sectes ennemies*, que vous persuivez tous les jours de vos plus sanglants outrages! Vous me menacez même des « commentaires et des arguments empoisonnés de la presse hostile. » Je ne vous reconnais aucun droit, Monsieur, de chercher là vos arguments. Je ne réponds que de mes paroles et de leurs conséquences logiques et légitimes. Ce serait là d'ail-

leurs une trop commode manière de vous décharger des responsabilités que font peser sur vous vos téméraires initiatives.

La mission vous manque donc ici, Monsieur, en même temps que le respect: et j'ajoute, avec Mgr l'archevêque de Reims, la science.

Vous prétendez, il est vrai, avec un étrange aplomb, que la théologie n'a que faire ici; et vous répondez, obstinément, aux journalistes catholiques de l'*Union*, de la *Gazette de France*, du *Français* et de la *France*, et aux autres, qui se déclarent incompetents sur de telles questions, et s'en réfèrent non à vous, mais au Concile, vous leur répondez qu'il suffit ici de savoir son catechisme:

« L' *Univers* . . . n'a pas eu besoin de faire de théologie, et » la *France* n'a pas besoin de théologie pour apprécier et discuter ses preuves. *Si elle sait le catechisme, CELA SUFFIT* ¹. »

Et l' *Univers*, en effet, discute de telle sorte cette question, qui en renferme tant d'autres, ce journal se jette en de tels excès d'argumentation et d'expression, que la théologie, on le voit bien, ne l'inquiète guère.

Voici un exemple entre beaucoup d'autres:

« Si le Concile est infaillible, qu'a-t-il besoin de l'avis du » Pape? S'il ne l'est pas, comment l'avis d'un Evêque faillible » lui-même, peut-il *donner* l'infailibilité? »

Il est clair que ce docteur, qui se permet de trancher une telle question, ne sait même pas la poser. Il suppose que ses adversaires regardent comme œcuménique un Concile où le Pape ne serait pas.

« Il faut DONC, conclut-il, que L'UN DES DEUX, le Pape ou le » Concile, possède l'infailibilité, et celui des deux à qui Notre- » Seigneur Jésus-Christ l'a promise et donnée, N'A PAS BESOIN » DE L'AUTRE ². »

Ainsi, ces messieurs tiennent absolument à séparer le Pape du Concile.

¹ UNIVERS, 5 octobre 1869.

² Ibid., 5 novembre 1869.

« *Celui des deux à qui Notre-Seigneur Jésus-Christ l'a promise et donnée,* » dites-vous ? Mais s'il l'avait promise et donnée à tous les deux, au Pape, et au corps épiscopal, réuni ou dispersé ? Là est précisément la question, que je n'examine pas ici, mais qui n'est donc pas résolue, pas plus que posée par vous.

Et quand vous dites : « Comment l'avis d'un Evêque faillible » lui-même, peut-il donner l'infailibilité ? » quel est, demanderai-je à mon tour, cet étrange oubli de l'origine divine de l'Eglise, et des promesses qui lui ont été faites par Notre-Seigneur : *Euntes docete omnes gentes. Ecce ego vobiscum !*

Telle est la force théologique du secrétaire de la rédaction à l'*Univers*.

Voici un autre théologien du même endroit, qui trouve théologique et édifiant d'opposer les décrets du Saint-Siège à l'autorité des Conciles, de la manière que voici :

« Les Conciles œcuméniques *n'ont jamais eu de fait autant d'autorité que les décrets du Saint-Siège. . . .* »

Quoi ! pas même le Concile de Nicée, quand il proclamait la divinité de Notre-Seigneur !

Et que voulait dire saint Grégoire-le-Grand, déclarant qu'il révérait les quatre premiers Conciles œcuméniques à l'égal des quatre Evangiles ?

Ce théologien laïque ajoute :

« Le Saint-Siège, dans ses rapports avec les Conciles pléniers, » a TOUJOURS eu sur eux l'avantage de la justice, de la prudence » et de la charité ¹. »

Apparemment M. Veuillot a trouvé que celui qui écrit de telles paroles n'a oublié ni le respect de l'Eglise ni sa divine constitution.

Mais écoutons M. Veuillot lui-même.

Il veut, on le sait, que le Concile effectue la définition qu'il lui dicte, par voie d'acclamation, sans examen, sans discussion ! Il trouve que des discussions au sein du Concile jetteraient dans la stupeur les catholiques. Et sur ce que d'autres catholiques ne

¹ Ibid., 29 octobre 1869.

partagent pas votre stupeur, Monsieur, vous vous êtes permis des réflexions dont je néglige ici la grâce, pour ne les considérer qu'au point de vue du savoir théologique. Vous avez dit :

« Le *Correspondant* veut que l'on discute, et que le Saint-Esprit prenne le temps de se former une opinion. Il a CENT ARGUMENTS pour prouver combien le temps de la réflexion est indispensable au Saint-Esprit ¹. »

Et vous disiez encore ce matin même : « Il est à remarquer qu'aucune discussion ne précéda cette invasion de l'Esprit-Saint, » au Cénacle.

Je me contente, Monsieur, de rapprocher ces légèretés moqueuses, j'allais dire, irréligieuses, du grave langage de nos Evêques :

Examinant ce mode de définition par acclamation déjà annoncé par vous, « l'assistance de l'Esprit-Saint, disait Mgr l'évêque du Mans, ne dispense pas de l'étude et du travail ; elle ne pense pas de scruter les saintes Ecritures et la tradition ; elle n'exclut ni les libres discussions, ni les débats approfondis. »¹

Et entrant au fond même de la question, avec toute la clarté et la fermeté de la raison théologique, Mgr l'évêque de Saint-Dié écrivait ces remarquables paroles :

« Il importe que vous compreniez bien la nature de cette assistance indispensable à l'Eglise, pour conserver la foi pure de toute atteinte. Dans ce privilège, ne voyez rien qui ressemble à l'inspiration, dont les anciens prophètes furent favorisés, ni à une révélation proprement dite. Aussi l'assistance divine est simplement une action efficace de l'Esprit-Saint qui dirige, qui préserve, qui soutient l'Eglise dans la constation de la vérité, et la garantit infailliblement de toute erreur, action néanmoins qui ne la dispense ni du travail, ni des recherches, ni de la discussion, ni surtout de la prière, AUXILIAIRES INDISPENSABLES dans une œuvre de cette nature. Voilà pourquoi et Papes et Conciles ne décident jamais RIEN en matière de foi, de mœurs ou de discipline, sans avoir pris

¹ Ibid., 7 novembre 1869.

» *longuement connaissance des choses, sans les avoir examinées*
» *sous toutes leurs faces, puis consulté les Docteurs les plus émi-*
» *nents, et adressé au Ciel de longues et ferventes prières.* »

Vous connaissiez ces paroles, Monsieur, vous les aviez lues; et vous connaissiez aussi ces autres paroles de Mgr l'évêque de Poitiers:

« En matière si *grave*, si *délicate* et si *complexe*, on ne doit
» se laisser guider ni par l'enthousiasme, ni par le sentiment
» personnel; tous les mots doivent être pesés et expliqués, tou-
» tes les faces de la question examinées, tous les cas prévus,
» toutes les fausses applications écartées, tous les inconvénients
» balancés avec les avantages ¹. »

Vous avez une étrange manière, Monsieur, d'apprécier ces précautions de la sagesse et du respect; vous trouvez, vous, que cela n'est « pas loin de ressembler à une certaine ratification nécessaire à l'esprit humain . . . *moderne*. » — Moderne est curieux ici! — Et vous vous permettez ces indécentes plaisanteries: « Le *Correspondant* veut que le Saint-Esprit
» prenne le temps de se former une opinion. Il a cent argu-
» ments pour prouver combien le temps de la réflexion est né-
» cessaire au Saint-Esprit. »

N'est-il pas triste et odieux de voir ainsi traiter de pareilles questions!

Mais, Mgr l'évêque de Saint-Dié, qui expliquait tout à l'heure la différence qu'il y a entre l'assistance et l'inspiration, est un théologien bien faible et timide auprès de vous, Monsieur. Selon vous, le Pape infallible, cela veut dire le Pape inspiré; inspiré, et seul dans l'Eglise; inspiré, précisément comme les prophètes et les patriarches, comme les hommes à qui Dieu a parlé directement; comme Moïse, Abraham, Noé, Adam; vous soutenez, non pas l'assistance, mais l'inspiration, la révélation directe, avec cette différence signalée par vous, que l'inspiration, avant le Pape, était intermittente, mais qu'elle est permanente chez

¹ Homélie prononcée par Mgr l'évêque de Poitiers dans la chapelle de son grand séminaire.

le Pape: vous dites cela, dans un long et pauvre article, où ce qu'il peut y avoir de vrai dans votre pensée est noyé, comme toujours, sous un flot d'exagérations intolérables.

« Adam chassé du paradis est le dépositaire *infaillible* de la » promesse En vertu de *son infaillibilité*, Noé construit l'Arche, sans délibération ni conseil Abraham *est fait infaillible* Après Isaac, Jacob et Joseph, *inspirés de Dieu*, Moïse » est pleinement *investi de l'infaillibilité* Quelles délibérations ont précédé la sortie d'Egypte? Dans quelles discussions » s'est formée la loi du Sinaï? » — Voulez-vous dire que le Pape, comme Moïse, Abraham, s'entretient personnellement avec Dieu? — « Enfin, après l'inspiration prophétique, le commerce » de Dieu avec certains hommes à qui il parle directement, » — ce que vous nommez l'infaillibilité active, — vous dites que « l'infaillibilité ne sera plus errante et intermittente, mais permanente et fixée en son lieu connu et éternel¹. » Je vous le demande de nouveau: Voulez-vous dire qu'au Pape, dont l'infaillibilité sans doute est active, Dieu parle directement, comme aux prophètes?

N'est-ce pas vous qui avez écrit ces paroles: « Nous ne savons tous certainement qu'une chose, c'est que nul homme » ne sait rien, excepté l'homme avec qui Dieu est pour toujours, » l'homme qui porte la pensée de Dieu. Il faut . . . suivre inébranlablement *ses directions inspirées*². »

Je serai très-modéré en disant simplement, Monsieur, que vous êtes théologien, comme certains docteurs à la voix retentissante sont médecins.

S'il n'y avait chez vous que l'ignorance théologique! mais il y a plus. Jé vous accuse, Monsieur, d'avoir travesti et calomnié odieusement l'acte de ces catholiques, dont vous avez signalé à votre public, pour les flétrir, les noms, plus ou moins illustres, mais tous dignes de respect, et de la reconnaissance de l'Eglise.

¹ UNIVERS, 4 novembre 1869.

² « L'Illusion libérale, » p. 149.

Vous les avez accusés d'*intrigue*, de complot, contre le Pape et le Concile.

Première indignité: en voici une seconde, et plus grave encore.

Vous dites: « L'auteur nie l'infailibilité au Pape personnellement ¹. »

La vérité est qu'il ne traite pas cette question de théologie, mais passons; vous continuez:

« L'accorde-t-il au Concile? *c'est selon*. Le Concile *tout seul*... »

Que voulez-vous dire? Et où est-ce que, dans son travail, l'auteur, dont vous parlez, pose l'hypothèse d'un Concile vraiment œcuménique, où le Pape ne serait pas? Nulle part. Pas un mot de cette hypothèse.

« Le Concile tout seul pourrait être infailible:

» LE CONCILE ET LE PAPE D'ACCORD POURRAIENT NE L'ÊTRE PAS ². »

Vous n'avez pas pu vous tromper sur ce point, Monsieur; ils disent expressément le contraire.

Et il faut convenir que pour vous disculper en face d'une si flagrante calomnie, vous avez fait intervenir *Bridoisson* dans cette affaire, avec un goût exquis et une honnêteté parfaite ³.

C'est même à ce propos qu'un de vos souscripteurs s'écrie dans vos colonnes:

« Libéralisme catholique, protestantisme catholique!

» Les princes de la maison de Broglie appartiennent comme les autres à l'Eglise enseignée ⁴. »

Ah! Monsieur, si on ne se respectait pas soi-même, comme on vous respecterait peu!

Et tout est de ce ton et de cette sincérité:

« Il parle, dites-vous, de l'Eglise, *comme d'une institution humaine, qui subit les inconvénients des œuvres humaines, qui a ses imperfections et des lacunes pour ainsi dire consti-*

¹ UNIVERS, 31 octobre 1869.

² Ibidem.

³ Ibid., 7 novembre 1869.

⁴ Ibid., 18 novembre 1869.

» *tutives, qui se serait faite d'occasions imprévues et de sa-*
 » *gesse bornée, qui a varié, qui variera, qui s'use, qui vieillit,*
 » *qui a besoin de retouches, et même de refonte. TOUT CE QU'IL*
 » *A DIT À CE SUJET est sans distinction et sans mesure* ¹. . . . »

Le venin ici est versé à la faveur d'une équivoque grossière, qui serait encore une insigne ignorance, si elle n'était autre chose.

Oui, il y a, si vous ne le savez pas, Monsieur, dans la divine institution de Jésus-Christ, un côté variable en partie et perfectible, c'est la discipline; et la question sur laquelle vous reprochez aux catholiques du *Correspondant* d'oublier à la fois la *constitution divine et le respect* de l'Eglise, est précisément une question disciplinaire.

Allant plus loin encore, l'*Univers* leur imputait de faire « des » idées et des sociétés modernes *la perfection typique*, d'après » laquelle il faudrait tout réformer, MÊME *l'œuvre de Notre Seigneur Jésus-Christ* ². »

Cela étant, il est trop clair, Monsieur, que ces indignes catholiques n'ont plus la foi! et que, comme vous le disiez très-bien, sauf la vérité, si « les formes du langage sont pieuses, le » fond de la pensée est involontairement sceptique ³. . . . »

« En attestant sa foi, l'auteur anonyme *ne laisse voir que* » *SES DOUTES*, et il prend si grand soin de *justifier ses doutes*, » qu'ils paraissent être *le capital de sa foi* ⁴. »

Et vous n'avez pas senti tout ce qu'il y a d'indigne de votre part à parler de la sorte d'hommes comme ceux dont vous avez vous-même ici prononcé les noms!

Et parce que les catholiques éminents, calompiés par vous dans leur foi, mettent honnêtement et gratuitement à la disposition de vos lecteurs trompés le travail *dont vous n'aviez pas cité un mot*, vous dites:

¹ Ibid., 31 octobre 1869.

² Ibid., 11 novembre 1869.

³ Ibid., 31 octobre 1869.

⁴ Ibidem.

« Cette ampleur est d'ailleurs *conforme aux pratiques accoutumées de l'erreur dogmatique*, toujours empressée à se donner gratuitement, et même pour rien. Elle compte se faire payer, » comme en dit, *sur la bête*¹. »

Et vous armant, pour frapper sur ces hommes un grand coup, de la petite *Semaine religieuse de Cambrai*, — derrière laquelle, témérairement, selon votre coutume et sans en rien savoir, vous placiez, pour l'impliquer dans vos violences, le vénérable archevêque de Cambrai, qui vous a démenti, — vous disiez avec cette *Semaine* à ces hommes : « Ils trahissent, s'ils veulent conduire. »

Mais qui donc ici, et toujours, veut conduire, si ce n'est vous?

L'effet de vos calomnies ne s'est pas fait attendre. Vous prenez soin vous-même de le constater; vous signalez avec complaisance l'horreur et l'effroi que vous inspirez, pour les catholiques ainsi traités par vous, aux honnêtes gens qui vous croient sur parole, et qui, à votre exemple, jettent contre eux les anathèmes des Livres saints :

« Deux catholiques romains de Besançon (un frère et sa sœur) » qui espèrent bien que le Concile *nous délivrera des catholiques libéraux* :

» *Muta fiant labia dolosa* (Ps. xxv, 19).

» *Disperdat Dominus universa labia dolosa et linguam maligniloquam* (Ps. xi, 4).

» Voir le *Correspondant* du 10 octobre². »

Ai-je eu tort, Monsieur, de vous appliquer ce mot sévère : *Accusator fratrum!*

Mais quoi ! vous calomniez les Evêques eux-mêmes ! vous les associez perfidement à des actes qu'ils déplorent; vous les déclarez schismatiques.

Mes accusations ici sont précises, les voici :

Vous avez mis, par un rapprochement odieux et une vile insinuation, un Evêque catholique sur la même ligne que le

¹ Ibid., 7 novembre 1869.

² Ibid., 11 novembre 1869.

patriarche schismatique de Constantinople. A propos d'un livre, dont pas une ligne encore n'avait paru, vous avez écrit : « Lors » même que Mgr Maret parlerait exactement de l'infailibilité » pontificale, COMME VIENT D'EN PARLER LE PATRIARCHE SCHIS- » MATIQUE DE CONSTANTINOPLE, *l'effet ne serait pas plus grand* ¹. »

N'est-ce pas vous qui avez dit : « Il y a . . . un *art d'écrire* » qui exige *le même fond de conscience que l'art d'empoison-* » *ner*, des *coups de plume* qui sont des *coups de couteau*, et » qui ont *des effets pires* ². »

Cet *art d'écrire*, qui le possède mieux que vous, Monsieur, et ces *coups de plume* qui sont des *coups de couteau*, et qui ont *des effets pires*, qui sait mieux que vous les donner ?

Au reste, la calomnie, insidieusement distillée par vous le 8 novembre 1868, aujourd'hui s'affirme nettement. L'*Univers* proclame hautement *schismatique* cet Evêque, déjà comparé par vous au *Patriarche schismatique de Constantinople* ; et vous laissez parler dans votre journal « des enseignements qui nous viennent du DIOCÈSE SCHISMATIQUE de Sura ³. »

Ce n'est pas tout, et profitant d'une coïncidence fortuite, sans rapport aucun avec l'ouvrage de Mgr l'évêque de Sura, — préparé, selon vous-même, par un patient travail depuis plusieurs années, — vous ne cessez, depuis lors, dans votre journal, de toutes les manières, par mille habiletés perfides, par ces *coups de plume* dont vous parlez si bien, de comparer Mgr Maret au P. Hyacinthe, le livre qu'a fait l'un, à l'affreux scandale que donne l'autre : « Ce que le P. Hyacinthe et Mgr Maret ont fait en » France ⁴, » dites-vous sans cesse. Et ce qu'il y a de plus odieux, vous y faites croire ;

Et tous les jours, dans vos colonnes, vous étalez, avec complaisance, les prières étranges de ces bons chrétiens et de ces pieuses chrétiennes à qui vous peignez Mgr l'évêque de Sura

¹ Ibid., 8 novembre 1868.

² Ibid., 21 octobre 1869.

³ Ibid., 29 octobre 1869.

⁴ Ibid., 28 octobre 1869.

comme un *schismatique*, et qui prie dans votre journal pour sa *conversion* !

J'arrive à d'autres exagérations. Mais ici, un sentiment particulièrement douloureux m'attriste.

Oui, quand il y a sur le trône pontifical un Pape qui s'appelle Pie IX, quand ce Pape a subi les attentats que nous savons, quand le monde catholique entoure ses vertus de tant d'amour et de respect, il est cruel de paraître blâmer ou craindre un mouvement ou des élans, qu'on voudrait voir plus universels encore. Mais il ne faut pas exploiter un tel mouvement au profit de vos polémiques et contre vos adversaires.

Or, ici encore, Monsieur, vous poussez aux excès.

Que dites-vous de ceux qui altèrent, par exemple, ce texte évangélique : *Voici que je suis AVEC VOUS jusqu'à la consommation des siècles*, et qui traduisent : *Voici que je suis AVEC TOI* ? Est-ce que vous pensez qu'ils ne manquent en rien à la parole de Jésus-Christ ?

Et quand vous dites de l'Eglise qu'elle SERA DIEU !

« Elle est de Dieu, elle est par Dieu, ELLE SERA DIEU, car » Dieu l'a constituée pour remplir le genre humain de divinité, » afin qu'il devienne un *accroissement de Dieu*¹. »

L'Eglise sera Dieu ; le genre humain deviendra un *accroissement de Dieu*. Vous ne voyez donc pas ce qu'il y a d'excessif et de dangereux à présenter ainsi la doctrine catholique sur l'Eglise ?

Quand saint Paul dit de l'Eglise cette admirable parole que vous n'avez pas su comprendre : *Crescit in augmentum Dei*, c'est de l'accroissement de la grâce et des dons divins dans l'Eglise qu'il veut parler, non d'un absurde *accroissement de Dieu* lui-même par l'Eglise.

Vous poursuivez, et dans le plus étrange des langages vous dites :

« L'Eglise est faite à l'image de la Sainte-Trinité. Comme le » Père engendre le Fils, et comme du Père et du Fils procède

¹ Ibid., 8 octobre 1869.

» le Saint-Esprit, ainsi *le Pape engendre les Evêques*, ET DU PAPE
 » ET DES EVÊQUES *procède CET ESPRIT SAINT, qui se manifeste*
 » *dans la loi infallible, qui forme et conduit le troupeau* ¹. »

Ailleurs, vous appliquez au Pape les paroles mêmes que l'Evangile applique à Jésus-Christ: vous appelez le Pape non pas *fi ls de Dieu*, mais LE FILS DE DIEU ².

J'ai le regret d'ajouter ici qu'un autre journal, que je m'abstiens de nommer, a été jusqu'à dire: « Quand le Pape pense, c'est Dieu qui pense en lui! *Quando egli medita, è Dio che pensa in lui!* »

Qu'en résulte-t-il? les incrédules raillent, les gens sérieux s'étonnent et gémissent, et les bons fidèles se précipitent avec tout l'élan d'un amour admirable, mais qui pourrait être mieux éclairé.

En voici un, en effet, qui applique à la personne du Pape les paroles de l'Apôtre où il est question de Jésus-Christ, de son absolue sainteté, et de son élévation au-dessus des cieux:

Talis enim decebat ut nobis esset Pontifex, sanctus, innocens, impollutus, segregatus a peccatoribus, et excelsior cœlis factus ³.

Un autre remplace, dans l'hymne romaine *Rerum, Deus, tenax vigor*, le mot *Deus* par le mot *Pius*; et invoque Pie IX au lieu de Dieu:

*Rerum, PIUS, tenax vigor,
 Immotus in te permanens,
 Da verba vitæ, quæ regant
 Agnos, oves et sæculum* ⁴.

Un autre, c'est un aumônier avec les enfants de son ouvroir, écrit:

¹ Ibidem.

² Voir sur ceci les réflexions du JOURNAL DE PARIS, 12 avril 1869.

³ UNIVERS, 28 octobre 1869.

⁴ Ibid., 8 novembre, 1869.

A PIE IX, PONTIFE ROI!

*Pater pauperum,
Dator munerum,
Lumen cordium,
EMITTE cœlitus
Lucis tuæ radium* ¹.

Un autre dit: « A Pie IX qui représente mon Dieu sur la » terre! »

Iste Deus meus, et glorificabo eum; Deus patris mei, et exaltabo eum ².

Une bonne dame, douairière, et théologienne de votre école:

« Puisse la définition dogmatique justifier nos chères croyan- » ces à l'infailibilité du Pape et à l'Assomption de la sainte » Vierge. »

Ailleurs, dans un journal que vous citez:

« Il est temps que la *seule autorité*, la *seule vérité s'affirme*, » et prononce le dogme de l'infailibilité ³. »

Le Pape, la seule autorité, la seule vérité!

Vous avez dit en effet vous-même:

« Il n'y a qu'un docteur, il n'y a qu'une tête du monde, il » n'y a qu'un roi des peuples; c'est le Vicaire de Jésus-Christ. »

Les excellents prêtres qui ont dit à leur Evêque: le *Pape est la seule autorité, la seule vérité*, pensent-ils, comme cet autre partisan d'une définition dogmatique de l'infailibilité du Pape au prochain Concile, que:

« Il est nécessaire d'affirmer carrément l'autorité et L'OMNI- » POTENCE du Pape, comme étant la SOURCE de toute autorité » *spirituelle* ET TEMPORELLE. La proclamation du dogme de l'in- » faillibilité n'a pas d'autre objet ⁴! »

¹ Ibid., 21 octobre 1869.

² Ibid., 5 novembre 1869.

³ JOURNAL DE L'AIN, cité par l'UNIVERS du 8 novembre 1869.

⁴ JOURNAL DE L'AVEYRON, 21 juillet 1869.

Enfin, voici dans vos colonnes un prêtre ORLÉANAIS, lecteur *impénitent*, disait-il, de l' *Univers* :

Vous aimez cette impénitence et cette impertinence, Monsieur, et ce n'est pas la première fois que vous donnez cet exemple de respect pour les Evêques.

Voici donc ce prêtre orléanais, lecteur impénitent de l' *Univers*, qui confond en Pie IX le pontifè et le roi, et attribue au roi des actes du Pontife ¹.

Mais c'est assez sur ce sujet. Assurément, Monsieur, vous n'accuserez pas saint François de Sales d'avoir cherché à diminuer le respect et le dévouement dus au Saint-Siège. Eh bien, c'est lui qui a écrit, dans le sentiment qui m'a fait parler ici moi-même, les paroles suivantes, que vos lecteurs et vous-même devriez méditer :

« En cet âge, qui redonde en *cervelles chaudes, aiguës et contentieuses*, il est malaisé de dire chose qui n'offense ceux qui, » *faisant LES BONS VALETS, soit du Pape, soit des princes*, NE VEULENT QUE JAMAIS ON S'ARRÊTE HORS DES EXTRÉMITÉS, ne regardant pas qu'ON NE SAURAIT FAIRE PIS POUR UN PÈRE que de lui ôter l'amour de ses enfants, ni pour les enfants de leur ôter le respect qu'ils doivent à leur père. »

Ceux qui « *ne veulent que jamais on s'arrête hors des extrémités*, » sont de bien dangereux amis, Monsieur. Ils peuvent faire bien du mal.

Ah! Saint-Père, vous pour qui je donnerais ma vie et mon sang comme une goutte d'eau, après vous avoir consacré tant de labeurs et tant de veilles, je souffre, quand je vois ceux qui se disent vos amis, vous manquer à ce point de respect, et, par des flatteries sans gravité et sans décence, parce qu'elles sont sans mesure, vous exposer ainsi à la risée de nos ennemis et des vôtres!

Vous en êtes, Monsieur, de ces dangereux amis. J'en ai donné dans cet écrit assez et trop de preuves: je n'en veux plus citer qu'un exemple, mais vraiment prodigieux, et qui montre à quel-

¹ UNIVERS, 8 novembre 1869.

les extrémités vous vous laissez emporter, et où vous voudriez conduire l'Eglise.

Ce n'est pas assez de forcer la porte du Concile, d'élever « un immense cri; » de poser et trancher les questions de doctrine, de dicter à la future Assemblée ses définitions, de poursuivre et dénoncer tous les catholiques, laïques et Evêques, qui ne vous suivent pas dans ces excès. Vous prenez encore avec une audace d'intrusion qui n'a pas de bornes, l'initiative et la décision des plus délicates questions sur les rapports de l'Eglise avec les Etats; vous tracez ici à l'Eglise un programme, un idéal.

« S'il n'y a plus de princes catholiques, vous écriez-vous, » que nous importent les Princes? »

Et il n'y a plus, en effet, selon vous, de princes catholiques. Vous le dites et le répétez. « L'Eglise » — toujours l'*Eglise*, Monsieur! — « l'Eglise constate qu'ils sont dehors. » « La rupture » est déclarée, elle s'y plie. »

C'est pourquoi, en dépit de tant de nations chrétiennes avec lesquelles le Saint-Siège a fait et maintient des Concordats: « Les » Concordats, continuez-vous, seront détruits. » Et même ils le sont: « L'Eglise et l'Etat sont séparés de fait. »

Voilà ce que vous déclarez.

Puis, vous faisant à la fois prophète de l'avenir et conseiller du Pape et de l'Eglise, en ces temps, Monsieur, de crise profonde, la plus grave peut-être qu'ait traversée l'Eglise, vous annoncez, avec votre aisance accoutumée, ce que va devenir la société, et ce que l'Eglise devra faire.

La Société va périr, et bientôt.

Car elle est sur un cloaque. « La Société est aveuglée par » son péché... elle est captive du mal... elle ne sait plus... elle » ne raisonne plus... elle périra.... » « Les monstres pullulent... » des cloaques sur lesquels sont bâties nos académies... un nou- » vel islamisme peut instantanément surgir. »

« Un océan de fange va envahir le genre humain, et le re- » portera jusqu'aux autels de Tibère et de Néron.... »

De cela, dites-vous, « nous sommes, pour notre part, con- » vaincus. »

Et alors, lançant la malédiction et les pierres du Vatican sur cette Société que vous condamnez à périr, vous vous écriez : « Des » débris du Vatican, Dieu lapidera la race humaine. Ces pierres » du Vatican rouleront par le monde, écrasant les trônes, les de- » meures, et jusqu'aux tombeaux. »

Et voici maintenant les conseils que vous vous permettez de donner au Pape et à l'Eglise :

Il n'y a plus de princes catholiques dans le monde ; eh bien ! ô Eglise de Dieu ! laissez-là les princes, et tournez-vous vers la démocratie.

Et en effet, tout le monde voit comme la démocratie aujourd'hui se tourne avidement vers l'Eglise ! Et les Congrès démocrates de Berne, de Genève, de Liège et de toute l'Europe, nous offrent à l'heure qu'il est de belles espérances !

Quoi qu'il en soit, vous entrevoyez, vous, une « construction gigantesque » de la démocratie. Le Pape et l'Eglise doivent laisser là « les Empires infidèles, » et se tourner vers cette démocratie. Il n'y a pas mieux à faire. « Cette démocratie baptisée » et sacrée fera ce que les monarchies n'ont pas su et n'ont » pas voulu faire. »

Ce que les monarchies auraient dû faire, selon vous, « le SAINT EMPIRE » est là pour le dire. Mais : « Ce *glorieux idéal* n'a pas » été atteint, » ajoutez-vous.

Vous proposez donc à l'Eglise un autre idéal, l'idéal démocratique. « Pierre a entendu la voix qui lui dit de prendre le » large : *Duc in altum*, coupe les amarres, quitte ces rivages dé- » venus des écueils, et va en haute mer. Le pêcheur d'hommes » jettera ses grands filets. »

Et que va-t-il ramener aujourd'hui dans ses filets ? « La mul- » titude des nations, formant une confédération universelle sous » la présidence du Pontife romain : un peuple saint comme il y » eut un saint Empire ¹, » ce saint Empire romain, dont M. de Maistre a dit qu'il ne fut *ni saint, ni empire, ni romain*.

Voilà ce que nous lisons dans un journal qui se prétend ca-

¹ Ibid., 11 juillet 1869.

tholique *pur*, catholique *tout court*, et le plus romain des journaux.

Une théocratie nouvelle édifiée sur la démocratie de l'avenir, voilà l'utopie, voilà l'idéal que l'on propose à la sagesse de l'Eglise!

Et c'est avec de telles prophéties, de telles injures, de telles chimères, qu'on se plaît à préluder à ce Concile, que les Evêques et que le Saint-Père ont présenté au monde comme une grande œuvre d'illumination et de pacification!

C'est assez, et il est temps de finir.

Je ne méconnais, Monsieur, ni votre talent, ni votre droit, ni vos services. Et ce n'est pas moi, certes, qui trouverai jamais que la sainte cause de Dieu, surtout dans les temps mauvais où nous sommes, a trop de défenseurs et de trop vaillants, prêtres ou laïques. Mais il est, dans la défense de l'Eglise, des conditions dont aucun talent ne dispense. L'Eglise est la mère de toute charité, de toute sagesse, de tout respect, et on ne peut la servir d'une manière digne d'elle qu'en s'inspirant de son esprit.

Cet avertissement que mon devoir m'obligeait à vous donner, je le confie à la grâce de Dieu et à votre conscience. Mais ce que je me permettrai de vous demander, en finissant, c'est de croire qu'il ne m'a été inspiré par aucun autre sentiment que le désir de servir l'Eglise.

Félix, évêque d'Orléans.

Orléans, le 21 novembre 1869.

CCLXXXII.

(22 novembre 1869).

Lettera, con la quale monsignor Dupanloup invia a Luigi Veuillot il riferito « Avertissement. »

Paris, le 22 novembre 1869.

Monsieur,

Permettez qu'au moment de mon départ pour Rome, j'aie l'honneur de vous adresser l'Avertissement ci-joint. Mon excuse auprès de vous, c'est que les choses en étaient venues à ce point, qu'elles ne se pouvaient plus souffrir; et, certes, à donner de tels avertissements il n'y a qu'une satisfaction, celle de combattre pour la vérité et pour la justice.

Il va sans dire que rien ne vous empêche de discuter cet écrit. Je préfère même cela à toutes les attaques détournées.

Votre très humble serviteur,

† F...., Ev. d'Orléans.

CCLXXXIII.

(25 novembre 1869).

Considerazioni del Veuillot circa l' « Avertissement. » L'accusato si propone di dire il meno possibile, per non perdere tutti i vantaggi che gli dà un avversario, « irritato troppo. »

La nouvelle pièce de Mgr l'évêque d'Orléans paraissait hier dans le moment que nous l'annoncions. Encore qu'elle soit tout entière dirigée contre nous, l'auteur a oublié de nous la communiquer, et nous sommes obligés de l'emprunter à sa feuille favorite, le *Français*.

Elle est longue. Néanmoins, nous ne pressentons aucune nécessité d'y répondre longuement. Cette querelle particulière ne fera pas diversion à des objets plus graves et sera, Dieu merci, vidée en peu de mots. Nous dirons le moins possible, ne voulant pas risquer de perdre tous les avantages que nous fait un adversaire trop irrité.

Sur l'acte pastoral de l'autre jour, nous ne voulions pas être assez libres; sur l'acte personnel d'aujourd'hui, nous ne voulons pas l'être trop, et nous écartons ce péril plus encore que l'autre. Mgr Dupanloup peut avoir le goût de s'escrimer en académicien et même en journaliste; nous baissions la pointe, et nous laissons passer l'Evêque. Tous les coups dont il pourra nous atteindre, et que nous aurions pu parer, nous affligeront moins que la fantaisie de ce déguisement. Du reste, le premier déplaisir en est depuis longtemps épuisé.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous avons le chagrin de voir Mgr l'évêque d'Orléans sous cet aspect et dans cette armure. Sa passion contre l'*Univers* est ancienne. Pour en faire l'histoire, il faudrait remonter à vingt-cinq années. Elle lui a inspiré de nombreuses entreprises, sans compter celles qui nous

sont restées inconnues. La plus signalée fut le fameux pamphlet anonyme intitulé: *L'Univers jugé par lui-même*, dont M. l'abbé Cognat prit la responsabilité devant la justice. M. l'abbé Cognat, dans des circonstances qui devaient nous rendre indulgents, termina le procès en retirant son livre, déjà publiquement blâmé et réprouvé par vingt-cinq Evêques. Il ne l'a point réimprimé et ne le réimprimera pas. Mais Mgr l'évêque d'Orléans en renouvelle aujourd'hui la tactique et le style. C'est la même œuvre; il n'y a de nouveau que des citations faites avec le même art de courte durée, et l'éclat récemment amoindri de son nom.

Sans doute, ce serait un grand argument contre l'*Univers* que cette persistante hostilité d'un personnage si haut placé dans l'Eglise, si retentissant et si souvent loué, même à Rome, pour des travaux dont personne n'a méconnu l'abondance, l'actualité et la sonorité. Mais il faut considérer autre chose. Depuis vingt-cinq ans, soumis à la surveillance et aux interprétations inclementes de Mgr Dupanloup, à ses dénonciations perpétuelles, à ses entreprises d'une énergie et d'une adresse étranges, l'*Univers* n'a pas cessé d'être lu avec le même soin par les juges les plus vigilants, les plus perspicaces et les plus délicats en matière de doctrine et de foi qu'il y ait en France et dans l'Eglise.

Cependant il n'a cessé de croître, jusqu'au jour de sa suppression sans jugement. Et, lorsqu'après une séquestration de sept années, il a été rétabli, avec le concours de vingt Evêques, moins de trois années lui ont suffi pour reconquérir la situation de publicité très-prospère où il était parvenu quand on le supprima. Toutes les accusations que l'on va lire croulent devant ce fait, lequel serait absolument inexplicable, si nous nous étions donné les torts anciens et nouveaux que Mgr l'évêque d'Orléans nous suppose.

Il est à remarquer que, durant cette période de vingt-cinq ans, Mgr Dupanloup a patronné, dirigé, rédigé même différents journaux qui ont peu duré. Il a eu dans la main l'*Union catholique*, l'*Alliance*, l'*Ami de la religion*. Il a maintenant son *Français*, dont le tempérament ne paraît pas plus robuste. En-

fin, sauf le *Correspondant*, rien n'a réussi, et le *Correspondant* lui-même ne jette pas l'éclat que les noms de ses principaux rédacteurs permettaient d'espérer. Tout cela est pénétré d'un esprit que les lecteurs catholiques n'acceptent pas.

Nous pensons pouvoir nous arrêter ici. Dans le cas où il semblerait utile de relever quelques citations, pour donner une idée générale du procédé, ce travail sera fait en un jour, non pas complètement, mais d'une manière suffisante. Le *Français* nous obligerait s'il voulait bien nous dire quelles citations il préfère que l'on vérifie. Nous n'avons pas sans doute à prouver que le rédacteur en chef de l'*Univers* n'aspire nullement à mener toutes les choses de l'Eglise et du monde, qu'il n'est pas la cause de tout ce qui s'écrit sur la religion dans les autres journaux, qu'il n'est pas tenu de répondre pour tous les écrivains dont il a cité une parole, etc. Ces abondances sont d'un caractère trop peu sérieux.

Il serait également superflu et pénible de s'arrêter à certains mots qui ne devraient pas se trouver sous la plume d'un Evêque, ni même dans le vocabulaire d'un académicien. Nous espérons bien qu'il n'y a rien de *vil* dans nos polémiques, parce que nous ne sentons rien de *venimeux* dans nos cœurs. C'est une triste merveille de l'esprit humain que de telles expressions se puissent rencontrer au cours d'un travail dont le but est d'exhorter à la modération : et il est contre les bienséances de l'art, de donner à une philippique la tournure épistolaire et de terminer des malédictions et des exécutions par la signature de l'Homélie.

Ceux qui savent où Mgr l'évêque d'Orléans a pris l'*accusator fratrum* qu'il nous applique au commencement, dans le milieu et à la fin de sa lettre, en trouveront sans doute l'application un peu forcée. Cet *accusator fratrum nostrorum* (Apoc. XII, 10) c'est le diable, qui accuse nuit et jour les saints de Dieu, et il est enfin jeté dehors. Ce serait bien de la rigueur contre un pauvre journaliste, coupable seulement, après tout, d'avoir souhaité la définition de l'infailibilité à l'encontre de ses frères de la Sorbonne et du *Correspondant*.

Un dernier mot, car il faut faire place à Mgr l'évêque d'Orléans. Si nous considérons la part que le Prélat semble avoir prise aux délibérations secrètes des Allemands, au manifeste du *Correspondant*, et enfin au *Memorandum* anglais qui est survenu hier du fond de l'Amérique, nous pouvons à bon droit considérer cette dernière expédition contre l'*Univers*, comme une diversion aux lumières que toutes ces circonstances jettent à la fois sur sa théorie de l'infailibilité. Mais la lumière est faite, et la diversion qui a déjà l'inconvénient de n'être pas juste, a encore le malheur de venir tard.

Nous laissons la parole à Mgr l'évêque d'Orléans.

Louis Veuillot.

P. S. Nous avons achevé d'écrire ce qui précède, lorsqu'une épreuve en *brochure* de l'*Avertissement* nous a été remise. Elle était accompagnée de la lettre suivante :

(*Segue la lettera di monsignor Dupanloup. - Vedi il Doc. CCLXXXII*).

Quoique le messenger de Mgr l'évêque d'Orléans ne soit pas arrivé en temps opportun, nous tenons à dire que la commission a été faite. Quant à la permission de discuter l'écrit, elle était de droit, et nous l'avons prise dans les limites fixées par nous-même. Nous ne croyons pas que ce soit nous que l'on puisse accuser d'attaques détournées.

L. V.

CCLXXXIV.

(25 novembre 1869).

Il CORRESPONDANT esalta il « grande avvenimento » di questi ultimi giorni, vale a dire la pubblicazione delle due lettere di monsignor Dupanloup ai fedeli e al clero della sua diocesi. Prende occasione da questi due Documenti per confermare le proprie idee intorno al Concilio, e lamentarsi ch'esse siano state falsate da'suoi contraddittori, i quali hanno eziandio alterati i testi più chiari dello scritto incriminato. In mezzo alla sua difesa, il CORRESPONDANT non tralascia di dichiararsi pronto ad accettare in tutto « con un rispetto e una sommissione senza riserve » le decisioni del sacro Concilio, qualunque esse sieno. Conchiude coll'esprimere la sua gioia e la sua riconoscenza nel vedersi esso stesso difeso dall'instancabile Prelato nel terzo suo scritto, indirizzato al direttore dell'UNIVERS.

Le grand événement de ces derniers jours, surtout pour les lecteurs et les abonnés du *Correspondant*, c'est la publication des deux lettres de Mgr l'évêque d'Orléans à l'occasion du futur Concile, l'une adressée aux fidèles et l'autre au clergé de son diocèse. Nous ne sommes que l'écho de la voix publique en affirmant que jamais la grande âme et la puissante intelligence du célèbre Evêque, jamais la variété et la richesse des dons dont le ciel l'a doué, jamais sa piété, son dévouement à l'Eglise et au Saint-Père, n'ont été plus visibles que dans ces deux écrits, qui l'un et l'autre sont des actes.

Dans le premier, il plane avec une hauteur de pensée incomparable au-dessus des tristes divisions, si imprudemment suscitées, qui troublent en ce moment les catholiques de France; il s'élève, et nous élève avec lui, dans cette atmosphère de paix, d'union et de charité d'où nul ne réussira jamais à faire descendre la majestueuse unité de l'Eglise. Il semble que nous pénétrions déjà, à sa suite, dans l'enceinte sacrée qui va contenir la représentation entière du monde chrétien; il semble que nous entendions retentir le cri de dévouement unanime à Jésus-Christ, à son Eglise et à son Vicaire, qui va sortir de la poitrine de tous ces

élus du Seigneur, et que nos yeux voient luire au-dessus de leur tête la flamme de l'Esprit-Saint qui doit les guider.

Dans le second, il aborde avec résolution, comme c'est son droit et son devoir d'Evêque, une question étrangère à l'auguste pensée qui a convoqué le Concile, mais qui a pris malheureusement, dans la polémique de la presse religieuse et dans l'esprit de beaucoup de catholiques, la place qui appartenait à tant d'autres plus pressantes, indiquées par le Saint-Père lui-même comme l'objet propre de ses méditations et des résolutions du futur Concile.

Sur cette question de haute théologie, on sait l'attitude que le *Correspondant* a prise, et dont aucune violence ni aucune calomnie ne le fera départir. Il a déclaré à la fois et sa profonde incompétence pour la traiter, encore plus pour la résoudre, et sa résolution absolue — qui n'avait pas même besoin d'être mentionnée — d'accepter, avec un respect et une soumission sans réserves, la décision, quelle qu'elle fût, sur ce point, comme sur tous les autres, du futur Concile. Il s'est borné à affirmer, en réponse aux bruits répandus dans la presse irrégieuse, et accréditée par de pieuses exagérations, que, pas plus sur ce point-là que sur aucun autre, les délibérations du Concile ne seraient enlevées par surprise, ni arrachées par aucune pression morale ou matérielle; que, sur ce point-là comme sur tout autre, toutes les décisions seraient prises avec cette maturité, préparées avec ce soin scrupuleux, adoptées avec cette indépendance et cette liberté chrétiennes qui ont toujours caractérisé les arrêts des Conciles œcuméniques, et qui sont une preuve, entre mille offertes par l'histoire, de la protection que l'Esprit-Saint leur accorde. Nous n'avons pas dit, et ne nous croyons pas autorisés à dire autre chose. On pourra torturer, dénaturer, mutiler nos paroles, on n'en fera pas sortir d'autre sens.

Mgr l'évêque d'Orléans avait le droit d'aller plus loin que nous. De vénérables Evêques avaient exprimé publiquement leur pensée. Il avait le droit, à son tour, de faire entendre la sienne, et, sans toucher le fond même du débat, qui eût exigé un traité entier de théologie, il a soumis à l'appréciation du public chré-

tien, avec une force puissante de logique et de bon sens, les motifs qui lui font regarder comme inopportune et dangereuse la décision provoquée. Les mêmes écrivains qui avaient applaudi à Mgr l'archevêque de Malines parlant dans un sens, trouvent mauvais que Mgr d'Orléans parle dans un autre. C'est naturel, et cela seul donne la mesure de la liberté dont jouirait le Concile, si leur influence y prévalait. Nous trouvons, nous, parfaitement bon que l'un et l'autre aient parlé tout haut, et dans cette contradiction pleine de mesure, de gravité et de charité, nous voyons le gage et la démonstration exacte de l'indépendance absolue et de l'indifférence aux bruits du dehors que le Concile saura faire régner dans ses délibérations. Seulement nous ferons remarquer à ceux qui nous ont fait un crime de notre réserve et de notre abstention, qu'en présence de ces deux courants d'opinion contraire dans l'Episcopat, en présence du sentiment connu de tant d'Evêques français et de tant d'Evêques d'Allemagne, d'Angleterre, d'Irlande et d'Amérique, sous l'empire des graves considérations si éloquemment développées par Mgr l'évêque d'Orléans, et que nous pressentions expressément avant même d'en avoir vu dans son écrit la lucide exposition, cette abstention nous paraît aujourd'hui plus que jamais la seule conduite commandée à l'humilité soumise des Fidèles.

Mgr l'évêque d'Orléans, en entrant ainsi hardiment dans la lice avec le courage d'un chrétien et la dignité d'un Evêque, n'a pas ignoré au ressentiment de quelles passions violentes il s'exposait, ni à quels artifices ces passions avaient recours pour dénaturer ses paroles et calomnier ses intentions. S'il ne s'en fût pas douté de longue date, l'exemple si récent du *Correspondant* n'aurait pu lui laisser à cet égard aucune illusion. Il est probable et même déjà sûr que l'écrit de Mgr l'évêque d'Orléans sera travesti comme l'a été la pensée et même les textes les plus clairs de l'article du *Correspondant*. Nous nous étions félicités, par exemple, que la réunion démontrée possible des Conciles généraux permît désormais de résoudre les questions de foi par cette voie, qui assurément n'est pas la seule, mais qui est la plus solennelle et la plus anciennement pratiquée de celles que Dieu a

mises à la disposition de l'Eglise pour assurer le maintien de la vérité. On a fait semblant de voir dans cette pensée si simple la demande de la périodicité des Conciles généraux, comme si les questions de foi étaient périodiques et revenaient régulièrement tous les dix ou cinq ans¹! Nous nous étions félicités également de l'association plus entière que cette réunion allait établir entre la Papauté et l'Episcopat: nous avions exprimé le désir que cette association se perpétuât dans la vie commune de l'Eglise, et nous avions indiqué comme moyen pratique pour réaliser ce vœu le choix fait par le Saint-Père lui-même de conseillers pris dans les rangs de l'Eglise entière, et non presque exclusivement, comme aujourd'hui, dans le clergé d'Italie. De ce vœu si naturel, si général, et qui n'est que l'extension de ce qui se fait déjà sur une moindre échelle, on a tiré l'absurde dessein d'un Concile général en permanence. Ceux qui se permettent légèrement de défigurer jusqu'au mensonge la pensée parfaitement claire de leurs adversaires, n'auront pas plus de scrupules sur la parole d'un Evêque. Mgr l'évêque d'Orléans demande que la Papauté reste investie de toutes les prérogatives — ni plus ni moins — dont elle jouit aujourd'hui, et qui ont suffi depuis dix-huit siècles à lui assurer le dévouement et la soumission de l'Eglise entière. On fera voir dans ses paroles une conspiration ourdie pour affaiblir l'autorité du Pape, conspiration dont on nomme déjà les complices dans tous les pays et dans toutes les cours d'Europe. Mgr l'évêque d'Orléans eût été bien imprévoyant s'il ne se fût pas attendu à ce sourd travail de la calomnie; il ne serait digne ni du rang qu'il occupe, ni de la renommée qu'il a conquise, s'il en prenait le moindre souci. Et quant à ceux qui sont accusés avec lui d'être entrés dans une *intrigue tramée contre le Pape*, ils ont le droit de repousser avec indignation ces mots blessants. Ils ont eu l'honneur d'entrer avec l'évêque d'Orléans, en 1859, dans les *intrigues* entreprises pour la défense du Saint-Père, et ils lui faisaient cortège au palais de justice, lorsque le noble Prélat, afin sans doute de mieux cacher

¹ Vedi la Nota alla fine del Documento.

son jeu, se laissait traîner sur les bancs de la police correctionnelle, pour avoir défendu, au péril de sa liberté, l'autorité du chef de l'Eglise et du souverain de Rome.

Le saint et courageux Evêque n'a pas cru pouvoir garder le silence, en face des prétentions et des violences de l'*Univers*, qui essaye vainement de transformer en révoltés les plus ardents défenseurs de l'Eglise. Il a voulu dire à ce journal ses vérités, ouvertement, loyalement, et sans s'abriter un seul instant derrière sa dignité épiscopale. C'est l'objet d'une nouvelle lettre adressée à M. Louis Veuillot par l'infatigable Prélat au moment même de son départ pour Rome. Adversaires de ce journal, nous garderons ici une réserve que l'on comprendra. Nous sommes fiers, émus, fortifiés, en nous voyant ainsi défendus. Mais nous sommes surtout heureux de voir un grand Evêque séparer publiquement la cause de la religion de tous les excès de la presse. Nul n'a le droit de parler tous les jours au nom de l'Eglise, et de la régenter en prétendant la défendre. Que Dieu soit loué ! bientôt l'Eglise va parler elle-même, et nous inclinons d'avance nos cœurs et nos consciences vers Rome, prêts à écouter, à croire, à obéir, à aimer !

Léon Lavedan.

NOTA.

TEXTE DE L'*Univers*
(31 octobre).

TEXTE DU *Correspondant*
(10 octobre).

Le *Correspondant* accorde-t-il l'infailibilité au Concile ? « C'est » selon. Le Concile *tout seul* » pourrait être infailible ; le » Concile et le Pape d'accord » *pourraient ne pas l'être.* »

« ... On peut contester plus sûrement encore l'infailibilité des décrets d'un Concile qu'aucun Pape ne confirme. Mais dès que les deux autorités sont réunies, l'ombre même d'un doute disparaît et *l'infailibilité est certaine.* »

TEXTE DE L'*Univers*.

D'après *le Correspondant*, « le
» monde moderne ne peut s'abu-
» ser dans ses pensées. »

TEXTE DU *Correspondant*.

« . . . Si la société moderne
a le sot orgueil de se croire
l'exemplaire accompli de toutes
les sociétés possibles, c'est une
illusion que nous n'avons jamais
flattée et que châtient cruel-
lement les inquiétudes et les
maux profonds qui la travail-
lent. »

TEXTE DE L'*Univers*.

« *Le Correspondant* réclame
la périodicité et même la per-
manence des Conciles, une ré-
volution complète dans la divi-
ne constitution de l'Eglise etc. »

TEXTE DU *Correspondant*.

« Ce que Pie IX a fait libre-
ment, par un élan spontané de
son cœur, quand toute l'Eglise
était unie et silencieuse à ses
pieds, *viennent des jours de con-*
testation et d'orage, aucun suc-
cesseur ne pourra se dispenser
de le faire à son exemple, etc. »
Voilà pour la périodicité.

« . . . Une forme pourrait être
trouvée par le Concile, *avec*
l'assentiment du Pape, pour
que, dans l'intervalle des Con-
ciles, l'Episcopat du monde en-
tier eût une part dans le recru-
tement trop exclusif des Con-
grégations romaines, . . . pour
que la Papauté soit moins ex-
clusivement italienne. » Voilà
pour la permanence.

CCLXXXV.

(Novembre 1869).

Il MONDE, menzionato anch'esso e biasimato nell' « Avertissement, » si maraviglia del modo con cui vengono rimproverati alla polemica i trascorsi di lei. Esso continuerà ad esercitare i suoi « diritti » e a combattere « il gallicanismo e il liberalismo, » tenendosi, quanto alle dottrine, dentro i confini « della verità e della giustizia, » e rispettando « le persone. »

Les journaux qui reçoivent d'ordinaire les communications de Mgr l'évêque d'Orléans; la *Gazette de France*, le *Français* et la *France*, publiaient dès avant-hier soir une lettre nouvelle de Mgr Dupanloup, adressée cette fois au rédacteur en chef de l'*Univers*. Nous enregistrons avec tristesse ce document. Encore bien que nous y soyons mentionnés et blâmés, ce n'est pas ce blâme qui nous émeut. Nos droits restent entiers. Nous continuerons de les exercer et de combattre le gallicanisme et le libéralisme, en nous tenant, pour ce qui est des doctrines, dans les limites de la vérité et de la justice, et en gardant le respect pour les personnes; mais ce n'est pas sans quelque surprise que nous avons entendu reprocher, en de pareils termes, à la polémique ses emportements. Il y a certaines autorités que l'on s'attendrait à trouver toujours paternelles et calmes, surtout quand elles prétendent avertir et donner des leçons de modération.

CCLXXXVI.

(26 novembre 1869).

Monsignor Gaume, in una lettera a Luigi Veuillot, osserva come l'accusa dal vescovo d'Orléans lanciata contro il direttore dell'*UNIVERS*, relativa alla celebre « questione dei classici, » colpisca lo scrivente. Il quale prende qui la difesa della sua tesi.

Grandbourg, 26 novembre 1869.

Monsieur,

Dans le réquisitoire que Mgr l'évêque d'Orléans vient de lancer contre l'*Univers* et contre le *Monde*, vous êtes accusé personnellement et avant tout d'avoir, en défendant la question des classiques, soutenu une thèse *qui eût fait tomber toutes nos maisons d'éducation ecclésiastiques dans le dernier mépris si l'Eglise vous eût suivi*.

Chacun sait que cette thèse est la mienne. C'est moi qui l'ai posée et constamment défendue. A moi donc revient la première et la meilleure part dans le blâme de Mgr Dupanloup. Ce blâme est-il mérité? Pour répondre, il y a un moyen fort simple: c'est de dire quelle a toujours été et quelle est encore, pour vous comme pour moi, la question des classiques.

D'une part, voyant, comme tout le monde, que depuis longtemps les classes lettrées font fausse route, et qu'en s'éloignant de plus du christianisme, elles conduisent l'Europe aux abîmes; me rappelant, d'autre part, que l'éducation fait l'homme et l'homme la société; j'ai signalé hautement, comme cause première et toujours agissante du paganisme qui nous envahit, les études classiques, faites exclusivement ou peu s'en faut avec des livres païens. En conséquence, j'ai demandé, et tant que Dieu

me conservera la faculté de lier deux idées, je ne cesserai de demander trois choses :

1.^o Introduire largement l'élément littéraire chrétien dans les études classiques ;

2.^o Expurger sévèrement les auteurs païens ;

3.^o Enseigner chrétiennement les auteurs païens, qu'on croira pouvoir laisser entre les mains des jeunes gens.

Voilà, *ni plus ni moins*, ce qu'on trouvera dans mes quatorze volumes, publiés pour établir, *par tous les genres de preuves*, l'impérieuse nécessité de cette réforme. Cette thèse de sens commun et de sens chrétien, Mgr Dupanloup l'appelle *humiliante, honteuse, absurde, nous conduisant au dernier mépris*. (Lettre du Prélat à M. l'abbé Paquet, 18 avril 1869).

Or, cette même thèse, accueillie avec chaleur par M. le comte de Montalembert, et appelée par Donoso Cortès la question capitale du dix-neuvième siècle, a été soutenue et en partie inspirée par des hommes qui ont été et qui sont encore la gloire de l'épiscopat français. Qu'il suffise de nommer Son Eminence le cardinal Gousset, d'illustre mémoire, Mgr de Salinis, Mgr Parisi, Mgr Gerbet, Mgr Doney, et d'autres encore, avec tous les Pères du Concile d'Amiens.

Ajoutons que cette réforme, embrassée avec conviction par un grand nombre d'Evêques étrangers, a donné et continue de donner les plus heureux résultats sous tous les rapports, notamment sous le rapport littéraire.

Enfin, par l'Encyclique *Inter multiplices* du 21 mars 1853 le Souverain Pontife a consacré la thèse et appelé la réforme que Mgr Dupanloup qualifie de honteuse et de funeste. Il est vrai qu'à ses yeux le Pape n'est pas infallible.

Si, comme il est très-permis de le croire, d'après ce qui précède, les griefs *sérieux* formulés par Mgr d'Orléans contre vous, monsieur le Rédacteur, et contre nos deux journaux évidemment les plus catholiques, ne sont pas mieux fondés que les attaques contre la réforme chrétienne des études, on se demande ce que devient le réquisitoire.

Le projectile fera ricochet, et le Prélat, blessé par ses propres armes, devra dire avec un de ses chers païens :

Heu! patior telis vulnera facta meis.

Agréez, monsieur le Rédacteur, la nouvelle expression de mon respectueux attachement.

J. Gaume, prot. apostol.

CCLXXXVII.

(2 dicembre 1869).

Luigi Veuillot risponde ad alcune asserzioni di monsignor Dupanloup, riguardanti la parte sostenuta dall'UNIVERS nella questione dell'infallibilità pontificia.

Dans la *Lettre de Mgr l'évêque d'Orléans au clergé de son diocèse* sur l'infailibilité, on lit: « Deux journaux surtout, la *Civiltà cattolica* et l'*Univers*, ont pris la plus étonnante des initiales. . . . Ils n'ont pas craint de livrer au public les questions qui, selon eux, doivent être agitées et résolues par la future assemblée. Ils ont annoncé, en particulier, que la question de l'infailibilité personnelle du Pape y serait définie: bien plus, qu'elle y serait définie par acclamation ¹. »

Dans sa livraison du 6 février, la *Civiltà cattolica* publia une lettre de Paris, où on lui disait qu'en France la plupart des catholiques désirent la définition dogmatique de l'infailibilité du Pape. Le correspondant ajoutait: « On espère que la manifestation unanime de l'Esprit-Saint, par la bouche des Pères du Concile œcuménique, définira cette infailibilité par acclamation. » L'*Univers* reproduisit cette correspondance dans son numéro du 13 février. Voilà comment ces deux journaux ont annoncé que l'infailibilité devait être et serait définie.

La correspondance parisienne de la *Revue romaine* suscita quelques polémiques, mais elle était parfaitement oubliée, lorsque, le 18 mars, le *Français* jugea à propos de la remettre en lumière, et commença une série d'articles où se trouvent formulées contre la *Civiltà*, et souvent dans les mêmes termes, la plupart des accusations dirigées contre l'*Univers* dans l'*Avertissement* de Mgr

¹ UNIVERS du 18 novembre, p. 1, col. 6.

Dupanloup. En mars c'est la *Civiltà*, en novembre c'est l'*Univers* qui trace le programme du Concile, qui lui impose l'obligation de définir et de définir par acclamation l'infaillibilité du Pape, qui oublie que l'Esprit-Saint n'a pas dispensé l'Eglise des moyens providentiels ordinaires de la sagesse, du labeur, de la maturité, de la prudence; « qui viole le secret des Commissions romaines et ne veut tenir aucun compte de la bulle d'indiction, où il n'est pas parlé de l'infaillibilité; » qui ne sait pas que « sur les conditions d'une définition *ex cathedra* les théologiens les plus ultramontains disputent; » qui ne songe ni aux Eglises d'Orient, ni aux protestants; qui crée entre les catholiques des divisions et des partis, etc. etc. En un mot, il s'en faut de peu que l'*Avertissement* de novembre ne soit au réquisitoire du mois de mars ce que les *Observations* sur l'infaillibilité sont à l'Encyclique anonyme envoyée aux évêques d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique, d'Espagne, etc.

Répondant au *Français*, nous disions, le 28 mars: « Il est » surtout indigné d'entendre dire que le Concile pourrait définir » l'infaillibilité du Pape d'une voix unanime par acclamation. » Nous avouons que nous ne partageons pas sur ce point l'espérance du correspondant de la *Civiltà cattolica*; mais nous » cherchons ce qu'elle a d'anticatholique, et quel crime on commet en supposant que le Concile peut être unanime sur ce » point de doctrine, et se croire dispensé de le mettre en discussion avant de le définir. » Voilà comment l'*Univers* a annoncé que l'infaillibilité du Pape serait définie par acclamation.

Mgr l'évêque de Nîmes d'une part, les théologiens de la *Civiltà cattolica* de l'autre, ont démontré que l'hypothèse d'une définition par acclamation n'a en soi rien d'impossible ou d'absurde. M. Louis Veuillot l'a fait après eux. De telles autorités sont assez graves: l'*Avertissement* avait-il le droit de n'en tenir aucun compte?

Les raisons qui nous empêchaient de partager les illusions du correspondant de la *Civiltà* sont bien simples: nous avons lu le discours de M. Baroche et les articles des abbés de l'*Etendard*. Nous n'avons pas oublié tout ce qui s'est passé à Paris depuis

plusieurs années, et spécialement depuis le *Syllabus*; nous savions quel ouvrage Mgr Maret allait nous donner; quels témoignages de sympathie ce Prélat avait reçus à Orléans et ailleurs, etc. etc.

Un journal, alors en relation avec la Sorbonne, le *Public*, seconda de son mieux le *Français* dans sa campagne contre la *Civiltà cattolica*. Si la question de l'infaillibilité a été *jetée dans la rue et dans la presse*¹, c'est bien aux inspireurs de ces deux feuilles qu'on le doit. Leur parti s'est appliqué avec une persévérance infatigable à ne pas laisser tomber la controverse. Dès qu'elle paraissait languir, il s'empressait de la ranimer. C'est ainsi qu'il nous a donné successivement un acte d'adhésion aux fameuses adresses de ses amis d'Allemagne, le livre de Mgr Maret, le manifeste du *Correspondant*, et enfin les *Observations* de Mgr l'évêque d'Orléans. En présence de telles manifestations qu'exploitait toute la presse anticatholique de l'Europe, l'*Univers* n'a pas gardé le silence: voilà son crime.

Au mois de mars, nous vîmes dans l'accord du *Public* et du *Français* contre la *Civiltà cattolica*, la preuve que l'alliance était faite entre le gallicanisme impérialiste et le catholicisme libéral. Plus tard, nous avons vu la preuve d'une entente entre le catholicisme libéral de France et le catholicisme libéral d'Allemagne, dans l'adhésion donnée aux adresses de Coblenz et de Bonn, et dans le manifeste du *Correspondant* réalisant les prophéties de la *Correspondance de Berlin*. A ce propos, l'*Avertissement* nous reproche d'avoir parlé d'*intrigue* et de ne pas distinguer entre l'Allemagne et la France, entre le libéralisme et le gallicanisme. Nous savons très bien que, malgré l'affinité des deux erreurs, le gallicanisme n'est guère pour le catholicisme libéral qu'une machine de guerre. Sans le *Syllabus*, aurait-il songé à nier l'infaillibilité du Pape? Que de catholiques libéraux y croient encore: on l'a bien vu à l'impression produite sur le plus grand nombre par la circulaire de Mgr Du-

¹ « Observations etc., » § 1.

panloup. Nous savons aussi que les catholiques libéraux de France, même les plus avancés, sont fort loin d'être à la hauteur des catholiques libéraux d'Allemagne, et que s'ils connaissaient les théories du chef de ces derniers, M. l'abbé Doellinger, ils les repousseraient avec horreur. Nous savons enfin que la plupart ne voient pas où vont leurs principes, et ne sont pour rien dans les manœuvres secrètes du parti; mais l'aveuglement des adeptes ne diminue pas le danger d'une fausse doctrine, et c'est la doctrine, non les hommes, que nous attaquons. L'innocence de ceux qui suivent ne doit pas non plus nous fermer les yeux sur les habiletés de ceux qui mènent. C'est précisément la diversité de tous ces éléments: gallicanisme et libéralisme, gallicanisme français et josphisme allemand, catholicisme libéral de France et catholicisme libéral d'Allemagne, orléanisme catholico-libéral et impérialisme catholico-gallican, qui nous fait trouver leur coalition peu naturelle. Les voilà tous déchaînés, poursuivant un même but, et venant, on ne peut plus à propos, en aide aux Gouvernements dont M. Baroche et le prince de Hohenlohe ont exprimé la pensée. Quand même on ne saurait rien de plus, serait-il possible de ne pas voir dans ce concours le résultat d'une intrigue ourdie contre le Pape et le Concile pour les empêcher de s'occuper de l'infaillibilité et du *Syllabus*?

Le correspondant de la *Civiltà* avait dit que l'immense majorité des catholiques et du clergé de France désirent la définition dogmatique de l'infaillibilité, et que, sauf quelques exceptions, l'Episcopat français professe et enseigne la doctrine romaine. Le *Français* et le *Public* s'inscrivirent en faux contre ces affirmations. Pour nous mieux confondre, le *Public* nous dit qu'il avait lu tous les mandements des Evêques sur le Concile, et qu'il n'y en avait pas un qui enseignât cette doctrine. Quant au clergé et aux fidèles, où étaient les preuves du vœu qu'on leur attribuait? Nous avons cité les mandements de NN. SS. les Evêques, nous avons reproduit les Adresses du clergé au Pape remises aux Prélats des divers diocèses, nous avons publié les listes de souscription

pour le Saint-Père et pour le Concile. La Sorbonne et l'Evêché d'Orléans demandaient cette démonstration. Ils l'ont maintenant, c'est là ce qui les fâche.

« De quel droit, demande l'*Avertissement*, vous êtes-vous permis de tracer aux Evêques un programme? » — Le programme, c'est la correspondance de Paris publiée par la *Civiltà cattolica* et reproduite par l'*Univers*. De deux choses l'une, ou on n'a vu dans cette correspondance que ce qu'elle était réellement, la lettre d'un particulier exprimant son opinion sur la situation des esprits en France, sur les vœux et les tendances des catholiques de notre pays, et alors il est impossible de concevoir qu'on ait pu prendre cette lettre pour un *programme*; ou bien son insertion dans la *Civiltà cattolica*, jetant la terreur dans les âmes gallicanes et libérales, leur a persuadé qu'elle avait une tout autre signification, une tout autre portée, et alors ce n'est pas à l'*Univers* que s'adressent leurs remontrances.

On lit, encore dans l'*Avertissement*: « C'est avec douleur, » Monsieur, que j'ai dû traiter cette grave question d'opportunité, » si témérairement et si violemment résolue par vous tous les jours. » C'est vous qui m'avez ici imposé cette contrainte et ce devoir » par vos excès. » L'*Univers* avait, comme tout le monde, le droit de traiter cette question. Mais de fait, avant les *Observations* de Mgr l'évêque d'Orléans, il s'est toujours abstenu de le faire. S'il en a parlé, ce n'a été qu'incidemment; une première fois pour répondre au *Français* qui, dans son article du 18 mars contre la *Civiltà cattolica*, nous révélait déjà les raisons principales que Mgr Dupanloup, contraint par les excès de l'*Univers*, devait développer le 11 novembre contre l'opportunité d'une définition; une seconde fois, par la publication d'une lettre qu'avait bien voulu lui adresser en épreuve Mgr l'archevêque de Malines; une dernière fois, le 28 octobre, encore pour répondre au *Français*, en ces termes:

« Avec ou sans le Concile, le Souverain-Pontife peut seul résoudre cette question. Mais quand même il jugerait dans sa sagesse que le moment n'est pas encore venu de définir l'infailibilité du Pape, la doctrine qui l'affirme ne perdrait rien de sa certitude, et, après comme avant le Concile, ce serait toujours un devoir de la défendre contre toute attaque. Ceci soit dit en passant pour répondre aux insinuations de certains écrivains, organes d'hommes moins sincères et plus habiles que Mgr de Sura. A les entendre, nous empiétons sur les droits souverains du Concile et du Saint-Siège en répondant au livre de Mgr Maret, en défendant contre ce Prélat la doctrine de l'Eglise sur les prérogatives divines du Vicaire de Jésus-Christ. Confondant à dessein la question de l'opportunité d'une définition dogmatique, dans laquelle ils se retranchent prudemment, avec la question de doctrine que Mgr l'évêque de Sura a soulevée, à leur grand déplaisir, ils voudraient faire croire que celle-ci est aussi douteuse que l'autre. Nous ne voulons pas nous prêter à cette tactique. »

Le 18 novembre, M. Louis Veuillot disait : « Aujourd'hui plus que jamais, et plus après la lettre pastorale de Mgr Dupanloup qu'auparavant, on ne peut empêcher qu'un immense cri s'élève de la conscience catholique pour demander une solution. Une question vitale s'est invinciblement posée : sur cette question les uns nient, les autres affirment : *Ad quem ibimus?* »

Voici comment l'*Avertissement* rapporte ce passage : « Vous » demandez en ce moment *qu'un immense cri s'élève* et force » les Pères du Concile à se saisir de la question posée par vous » et à prononcer. Mais encore une fois, qui êtes-vous donc, et » pensez-vous pouvoir, du haut des colonnes de votre journal, peser sur la future assemblée œcuménique, comme du haut des » tribunes d'une assemblée politique? »

Il paraît, d'après ces dernières paroles, que « du haut des tribunes d'une assemblée politique » on peut très légitimement chercher à peser sur le Concile. Nous avouons que, de la part d'un journal, pareille entreprise nous semblerait une folie assez inoffensive. Une assemblée politique est assurément beaucoup plus redoutable, et il faut que les idées libérales aient bien profon-

dément altéré le sens catholique pour qu'un Evêque puisse reconnaître un tel droit.

« La question posée par vous. » — Quelle question? La question d'opportunité? C'est le *Français*, journal de Mgr l'évêque d'Orléans, et puis Mgr l'évêque d'Orléans lui-même qui, les premiers, l'ont livrée à la discussion. — La question de doctrine, ce peut être une question pour les gallicans, ce n'en est pas une pour les catholiques dociles aux enseignements du Saint-Siège. L'infaillibilité du Vicairé de Jésus-Christ est la croyance de l'Eglise; notre droit et notre devoir est de la propager et de la défendre, en tout temps, en tout lieu et contre tous. Avoir été le premier en France à combattre l'erreur qui la met en doute, serait pour l'*Univers* un grand honneur. Mais il n'a pas cette gloire; depuis bien des années elle nous est enseignée, sauf quelques exceptions, par NN. SS. les Evêques. Il est vrai que depuis un temps assez long et qui remonte plus loin que les discussions présentes, elle est combattue, à Paris surtout, avec une persévérance opiniâtre; nous n'en voulons indiquer qu'une preuve: Mgr Dupanloup a sans doute entendu parler de certains ecclésiastiques qu'on appelait les *abbés de l'Etendard* et de leurs relations avec la Sorbonne. Si donc, pour employer l'expression de l'*Avertissement*, la question a été posée, ce n'est point par le fait de l'*Univers*, mais par le fait de ceux qui ont entrepris de ressusciter le gallicanisme.

Le *cri de la conscience catholique demandant une solution* est un fait, et lorsque de tels faits se produisent, il n'est au pouvoir de personne de les tenir cachés. Comment! Voilà cinq ou six Evêques qui, sur la question fondamentale, la question d'où toutes les autres dépendent, de la règle de la foi, contredisent publiquement l'enseignement public de leurs collègues, et ils prétendent avoir d'autres adhérents parmi les Prélats qui n'ont pas encore rompu le silence. Ils donnent comme preuve de la vérité de leur opinion que la doctrine niée par eux n'a pas encore été définie, et l'on prétend interdire aux fidèles, comme un crime, le vœu de voir cesser de telles divisions, d'avoir une règle de foi incontestée, de savoir si, oui ou non, ils doivent

croire à la parole du Vicaire de Jésus-Christ, ou s'ils demeureraient libres de la rejeter, sous prétexte qu'on ne sait pas, qu'on ne peut pas savoir s'il est infallible, s'il a rempli toutes les conditions voulues pour une décision *ex cathedra*, si la majorité des Evêques répandus sur la surface de la terre accepte son enseignement.

Mgr Maret, et probablement ses amis avec lui, répondent qu'il faut se soumettre et croire à la parole du Pape provisoirement. Mais cette réponse est dérisoire. Comment pouvez-vous m'imposer l'obligation de croire d'une foi pleine, entière, exempte de toute incertitude, de tout doute, à un enseignement que vous déclarez douteux et incertain? N'y eût-il dans le monde qu'un seul fidèle plongé par vos enseignements dans les anxiétés de conscience que de tels doutes font naître, il aurait le droit de vous en demander compte, et vous n'auriez pas celui de le renvoyer en vous contentant de lui dire: *Qui êtes-vous donc?*

Les catholiques de France savent que leur patrie n'est pas toute l'Eglise, et que les questions d'opportunité ont mille aspects. Ils savent que le Concile en est seul juge, et quoi qu'il fasse, ils reconnaîtront dans son silence comme dans ses décisions son autorité souveraine; mais l'Eglise elle-même leur donne le droit de faire connaître au Concile leurs vœux, leurs besoins et les périls de la situation que leur crée le néo-gallicanisme appuyé à la fois par tous les partis libéraux et par un Gouvernement investi du privilège redoutable de nommer les Evêques.

Du Lac.

CCLXXXVIII.

(3 dicembre 1869).

Monsignore Giovanni Pietro Mabile, vescovo di Versailles, scrive da Roma al suo clero ciò che egli pensa intorno alla « grande questione che occupa di presente tutte le menti. »

Messieurs et chers Coopérateurs,

Pour répondre à vos désirs, je vais vous faire connaître toute ma pensée sur la grande question qui occupe en ce moment tous les esprits.

Sous la Restauration, après le Concordat de 1817, le Gouvernement, très-mal conseillé, essaya de faire enseigner, dans nos écoles de théologie, les trop célèbres Articles de 1682. Cette mesure fut accueillie par un sentiment général de réprobation et resta sans effet. Attaqué vivement et battu sur toute la ligne, le gallicanisme se traînait honteux et languissant. Les quelques auteurs qui le défendaient encore, assez timidement, il est vrai, ne pouvaient parer les coups qu'on lui portait chaque jour. On disait, on répétait que le gallicanisme était mort et bien mort. Le mouvement liturgique qui se produisait d'une manière irrésistible et qui ramenait les esprits et les cœurs vers le centre de la catholicité et de l'unité, semblait devoir clore à tout jamais les débats, et imposer aux opinions gallicanes un silence éternel. On n'a pas oublié que le dogme de l'Immaculée-Conception, formulé par Pie IX en dehors de l'Episcopat, fut acclamé dans toute l'Eglise sans ombre de réclamation.

Le *Syllabus* et l'annonce d'un Concile œcuménique devaient tout naturellement exciter l'esprit d'erreur, soulever les passions et la haine des hérétiques et des incrédules. Mais on aurait pu croire que ces deux événements, en réjouissant les catholiques,

les trouveraient tous dans les mêmes idées et dans les mêmes convictions. Eh bien ! le contraire est arrivé. Nous assistons à une formidable tentative de restauration gallicane.

Ceux-ci, partant de l'école janséniste du dix-septième siècle, répètent, avec le style et les couleurs de notre époque, les arguments et les sophismes entassés dans l'arsenal du gallicanisme.

Voici en deux mots comment ils procèdent : au lieu de prendre les textes de la Sainte Ecriture et les monuments de la tradition dans leur ensemble, d'après les règles de la saine critique, ils les torturent, ils les isolent les uns des autres pour en tirer des conclusions qui les favorisent ; ils omettent des séries de magnifiques témoignages écrasants pour eux ; ils insistent sur des faits obscurs qui ne prouvent rien. C'est ainsi qu'ils croient donner à leurs nouveautés une base dans l'histoire.

Ceux-là affectent une allure moins théologique et plus politique. Le libéralisme est leur idole. La souveraineté, telle qu'on la concevait soit au temps des Césars, soit au temps de Louis XIV, leur répugne ; ils la repoussent avec énergie. La souveraineté qu'ils imaginent et qu'ils veulent, n'a plus de racine dans le ciel, elle est nationale, elle est le fruit des progrès modernes. Selon eux, l'Eglise est tenue de marcher avec le siècle et d'entrer dans la voie des concessions les plus larges.

Les anciens gallicans, comme on le voit par leur premier Article, rendaient la souveraineté temporelle tout à fait indépendante de l'Eglise, et lui laissaient son caractère de droit divin et son inamissibilité. Dans les autres Articles ils abaissaient le Pape et le soumettaient au Concile et au Corps épiscopal. Les gallicans de nos jours, par l'adoption des idées libérales, sont obligés de sacrifier le premier Article quant au droit divin et à l'inamissibilité. Mais, appuyés sur les Articles qui amoindrissent le Pape en mutilant ses privilèges, ils atteignent la constitution de l'Eglise et ouvrent la porte au schisme et à l'hérésie.

C'est donc à l'école de Bossuet d'une part, et au libéralisme d'autre part, que l'on demande des armes contre la doctrine romaine.

M^{gr} Maret a ouvert le feu par une publication volumineuse.

Cet acte de courage lui a valu les applaudissements de tous les ennemis de l'Eglise. Est-ce pour lui une récompense ou une punition? Dieu le sait! Mais, cette œuvre destinée dans la pensée de l'auteur à éclairer les Pères du Concile et à faire triompher des opinions si fâcheuses et si usées, n'a pas tenu un seul instant: elle a été ruinée de fond en comble par des théologiens que leur science et leur dévouement au Saint-Siège nous rendent doublement chers.

D'autres écrivains, dominés par les illusions du libéralisme, et ne connaissant ni la constitution de l'Eglise ni l'enseignement catholique, se sont jetés dans une voie plus déplorable encore. Ils prétendent que les prérogatives du successeur de saint Pierre, telles que nous les connaissons et que nous les exposons, n'ont pas un fondement certain dans l'histoire, et qu'elles ne sauraient être admises ainsi, sans un grand danger pour notre cause. Il va sans dire qu'en cela ils sont d'accord avec les Gouvernements, avec les philosophes et tous les libres-penseurs. Ils se disent très-indépendants, mais ils se font facilement césariens quand l'intérêt de leur thèse l'exige.

Parmi nos adversaires il y en a qui, cédant à l'évidence, ne refusent pas absolument de croire que la thèse de l'infaillibilité personnelle si bien établie pourrait devenir un dogme de foi. Après cette concession plus ou moins sincère, mais très-habile, ils déclarent de la manière la plus absolue qu'une telle définition serait tout à fait inopportune et qu'elle aurait des conséquences désastreuses.

Pour prouver leur assertion, ils ne suivent pas nos célèbres docteurs qui disent: que, dans les questions de foi, il faut tenir compte du consentement des fidèles et consulter le sens commun des chrétiens; ils s'en vont au contraire interroger les Gouvernements, interroger tous nos ennemis, pour savoir ce qu'ils pensent dans le cas donné et ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire.

Or, les Gouvernements n'ont plus de foi religieuse, ils sont tous rationalistes et matérialistes. Il est aisé de comprendre qu'ils désirent l'amoindrissement d'une autorité qui leur porte ombra-

ge. Sans doute, il faut ménager les Gouvernements, leur donner l'exemple de la modération, de la prudence, de la charité; mais il serait étrange qu'il fallût les consulter et accepter leur opinion sur le fait dont il s'agit. Quant aux schismatiques, aux hérétiques, aux libres-penseurs, comment ose-t-on les faire intervenir dans ce débat? Ce n'est pas le sens chrétien qui les dirige, c'est le sens anti-chrétien. Dès qu'ils affirment une chose, dès qu'ils veulent fortement une chose, on est assuré que cette chose est nuisible à l'Eglise et favorable à l'erreur. Ah! que nos contradicteurs qui n'ont aucune conviction religieuse et qui se passionnent pour des systèmes aussi faux que dangereux, usent de tous les moyens et s'épuisent en efforts pour amener les esprits et pour effrayer les Pères du Concile en ce qui concerne les privilèges de la Papauté, cela n'a rien d'extraordinaire, cela ne nous étonne pas. Mais que des Evêques, que des hommes infiniment recommandables se joignent à eux, que ces hommes aillent chercher des auxiliaires en Orient, en Allemagne, en Amérique pour dépouiller spirituellement le Saint-Père; qu'ils aient le triste courage de tourner en ridicule d'admirables élans de foi et d'amour consignés dans un excellent journal, et qu'ils se figurent qu'en agissant ainsi, ils servent bien l'Eglise, c'est ce qui nous confond, c'est ce qui nous remplit d'une tristesse accablante et de craintes sérieuses pour l'avenir.

Et sait-on où l'on va et à quoi on s'expose? Le peuple chrétien, en matière de religion, ne connaît que le catéchisme. Il ne saisit ni les abstractions, ni les opinions vagues et subtiles. Mais il sait qu'il a, qu'il doit avoir un chef visible, palpable; il sait que ce chef suprême, Vicaire de Jésus-Christ, est le Père de tous, le Docteur universel et infaillible. Dites-lui le contraire, vous le jetez dans le doute, dans l'incertitude, vous bouleversez toutes ses notions.

D'ailleurs, les textes de l'Ecriture que nous invoquons pour l'infailibilité du Souverain-Pontife, ne sont-ils pas aussi clairs et même plus clairs que ceux par lesquels on prouve l'infailibilité de l'Eglise en général? Si les textes relatifs à Pierre et à ses successeurs ne suffisent pas pour établir l'infailibilité du

Chef suprême, comment les textes qui s'adressent à tous les Apôtres suffiront-ils à prouver l'infailibilité de l'Eglise? Ici, vous invoquez, vous attendez le Concile plénier. Mais avant le Concile où était l'infailibilité? Et si le Concile ne voit pas l'infailibilité promise dans les paroles dites par Jésus-Christ à saint Pierre, comment pourra-t-il démontrer qu'elle existe dans les paroles qui regardent tous les Apôtres? Quel vaste champ ouvert à tous les sophismes et à toutes les subtilités des philosophes et des dissidents!

Sachons-le bien, dans les circonstances actuelles, la question prend une gravité extrême. Si les funestes discussions qui nous divisent n'ont pas un terme, si la seule autorité qui reste debout dans le monde n'est pas affirmée hautement et ne grandit pas aux yeux des peuples, la cause catholique, la cause sociale y perdront prodigieusement, et l'enfer aura remporté un beau triomphe. Tous les esprits sont éveillés et inquiets; ils attendent une solution. On l'a dit et on ne saurait trop le répéter, le silence du Concile est moralement impossible.

Théologiquement et historiquement, la lumière est faite, elle est brillante comme la lumière du soleil pour tous ceux qui sont de bonne foi et qui aiment l'Eglise. On demande non pas un dogme nouveau, mais une définition qui sanctionne à jamais une croyance aussi ancienne que le christianisme. Pourquoi reculerait-on devant des inconvénients qui peuvent sans doute avoir quelque chose de réel, mais qui sont, à coup sûr, au moins en partie, tout à fait imaginaires? Est-ce que l'Eglise n'est plus militante? Est-ce que nous ne sommes plus dans la lutte? Est-ce qu'on rêve un état où toutes les intelligences et les volontés seraient en parfaite harmonie? Est-ce qu'il n'y avait pas des inconvénients, des froissements pour beaucoup d'hommes à toutes les époques où l'Eglise a porté ses jugements irréformables contre les hérétiques?

Oui, les Pères du Concile ont prié, réfléchi et étudié. Oui, ils savent très-bien qu'ils vont accomplir une œuvre d'un immense intérêt. Oui, ils savent encore que l'heure est solennelle et que le monde entier a les yeux fixés sur le Vatican. Oui, marchant

sur les traces de tous les Evêques qui les ont précédés pendant le cours des siècles dans tant d'illustres assemblées, ils tiendront compte des manifestations éclatantes qui se produisent de toutes parts à l'endroit de la Papauté; ils jugeront selon leur conscience et selon les lumières qu'ils auront reçues d'en haut, sans rien redouter ni des pouvoirs de la terre ni des efforts de l'erreur et du mensonge.

J'ai tenu à vous envoyer ces lignes. Je sais qu'elles expriment vos convictions, car nous ne faisons qu'un. Continuez donc à prier pour moi, et veuillez agréer l'expression de mes sentiments les plus affectueux.

Donné à Rome, hors la porte Flaminienne, le 3 décembre 1869.

Pierre, évêque de Versailles.

NOTA. — Cette Lettre ne sera pas lue en chaire.

CCLXXXIX.

(Gennaio-Marzo 1870).

Brani di lettere risguardanti la controversia tra il vescovo d'Orléans e l'arcivescovo di Malines sull'origine della questione intorno alla definizione dell'infallibilità pontificia.

Prima lettera di monsignor Dechamps al P. Gratry (25 gennaio 1870).

... Je comprends la dangereuse tentation qui poursuit chez vous quelques nobles esprits. Vous voudriez que l'éclat du nom de Bossuet fût sans ombre, et qu'on pût dire de la Sorbonne ce qui n'est vrai que de la Chaire de Pierre, à laquelle les promesses appartiennent. Mais pourquoi s'attrister de rencontrer chez quelques grands hommes de la fille aînée de l'Eglise romaine, ce dont ne furent exempts, dans aucune des Eglises du monde, tant de grands hommes du christianisme? On assure (je ne l'ai pas vérifié) mais on assure que, parmi les Pères, saint Grégoire de Nazianze est le seul, dont les œuvres ne contiennent aucune de ces ombres, dissipées plus tard par les déclarations des Papes ou des Conciles.

Vous me direz peut être que cette tentation n'est entrée pour rien dans les motifs qui ont fait agir notre illustre ami, monseigneur d'Orléans. Certes, quand monseigneur d'Orléans parle, il pense ce qu'il dit, et ses craintes relatives à la définition de l'infailibilité sont sincères. Mais que la tentation dont je parle ne soit entrée pour rien dans ses craintes, comment se le persuader?

Dès qu'il fut question d'un Concile général, tous ceux qui sont au courant de l'histoire de l'Eglise pressentirent que le premier Concile œcuménique rassemblé depuis 1682 pourrait dif-

facilement se taire sur une doctrine aussi manifestement opposée que celle de la *Déclaration* à la doctrine de l'Eglise mère et maîtresse, et par conséquent à la croyance générale. Avec l'attente du Concile commença donc chez vous le travail préparatoire à la lutte contre la *définition* redoutée. Toute la presse annonça dès lors le sujet de l'ouvrage qu'allait publier monseigneur de Sura, et la *Civiltà*, soit avant, soit après, ne parla que de ce qui était dans l'air, je veux dire dans la nature même des choses et des grandes circonstances qui s'approchaient. Les journaux antichrétiens ne manquèrent pas de saisir cette occasion de dérouter les esprits, et ne parlèrent plus que du *dogme nouveau*. C'est alors, et pas auparavant, que je publiai, à l'usage des gens du monde, l'opuscule dont j'indiquais ainsi le but : « Ce que je » vais établir sur l'infailibilité ne regarde qu'indirectement les » incrédules. C'est aux chrétiens que je m'adresse. Mais ce que » j'écris pour ceux-ci fera du moins connaître aux autres que le » Concile général, s'il définit l'infailibilité du Saint-Siège en » matière de foi, ne révélera pas une vérité nouvelle, *n'inven-* » *tera pas un nouveau dogme*, mais définira dogmatiquement *une* » *croyance aussi ancienne et aussi catholique que l'Eglise elle-* » *même* ¹. »

Bientôt après commença l'agitation contre l'*opportunité* de cette définition. Tout le monde en sait l'histoire, mais ce que tout le monde n'a pas immédiatement compris, c'est qu'en présence du premier Concile général convoqué depuis 1682, la question d'opportunité ne pouvait être séparée de la question même de l'infailibilité. Monseigneur Maret l'a compris. Monseigneur d'Orléans, tout en voulant ne traiter que la première de ces questions, s'est vu dans l'impossibilité de ne pas aborder la seconde. Ne s'est-il pas efforcé de prouver que *des difficultés inextricables* s'opposaient à la *définition* ? N'était-ce pas s'efforcer de prouver que l'infailibilité du Saint-Siège, de la chaire de Pierre ou du Souverain Pontife définissant *ex cathedra*, *n'est pas définissable* ? Et qu'est-ce que cela, si non vouloir démontrer

¹ « L'infailibilité et le Concile général. » Introduct.

qu'elle n'est pas contenue dans le dépôt de la révélation, dans les Ecritures et la tradition? Le voulant ou ne le voulant pas, monseigneur d'Orléans a donc pris indirectement, mais indubitablement, la défense de l'opinion gallicane; et vous ne faites *qu'achever son ouvrage* en prenant ouvertement cette défense, comme l'a fait monseigneur Maret

Monsignor Dupanloup a monsignor Dechamps (1 marzo 1870).

. . . Vous commencez par un historique de la question, à votre insu assurément, bien incomplet et bien partial. En face des difficultés que vous êtes forcé de voir, sinon de confesser, vous sentez aujourd'hui de quel poids pèse sur ceux qui l'ont assumée la responsabilité de ces polémiques, et vous essayez de renvoyer cette responsabilité à d'autres; mais c'est impossible absolument; les faits et les dates s'y opposent. Vous dites que « tout le monde connaît cette histoire. » Non, cher et vénéré Seigneur, et vous-même paraissez l'ignorer étrangement. L'ayant donc ainsi méconnue et faussée, vous m'obligez à la refaire.

Qui a tout commencé ici? Tout le monde le sait: la *Civiltà* et l'*Univers*, et leurs violents échos dans le monde. Ce sont ces journaux qui ont appris tout à coup au monde catholique que le Concile œcuménique s'occuperait de questions dont le Pape, dans le programme qu'il traçait au Concile, ne disait pas un seul mot. Ce sont eux qui ont annoncé à l'Eglise que cette définition se ferait, et se ferait par acclamation: thèse soutenue jusqu'à ces derniers jours par l'*Univers*. Aujourd'hui, l'acclamation, ce journal ne la réclame-t-il pas encore, quand il repousse la discussion? De plus, ces journaux disaient que le Concile définirait un autre dogme, celui de l'Assomption, et que tout le Concile, se réduisant à peu près à ces deux définitions, serait très-court; que « la minorité éloquente » serait réduite au silence par la majorité. Cher et vénéré Seigneur, vous dites, vous, que « ces » choses-là ÉTAIENT DANS L'AIR, c'est-à-dire dans la nature même » des choses et des grandes circonstances qui s'approchaient. »

Mais on est vraiment surpris d'entendre parler de la sorte en cette grave conjoncture.

Avez-vous donc oublié l'étonnement qui saisit les esprits, en France et dans toute l'Europe, quand on entendit parler de ces deux définitions, que la Bulle d'indiction du Concile ne faisait en rien pressentir ? Quel étonnement à Rome même, parmi ceux qui n'étaient pas dans le secret, c'est à-dire parmi tout le monde à peu près ! Voilà comment, trahissant trop tôt un plan habilement caché jusque-là, la *Civiltà* révéla CE QUI ÉTAIT DANS L'AIR. Et voilà ce qui ne permet à personne le moindre doute sur les véritables initiateurs du mouvement.

Pour vous, Monseigneur, vous n'êtes venu, je le dois reconnaître, qu'après ces témérités étranges, que vous avez pourtant cru pouvoir excuser ; mais vous êtes venu le premier, avec Monseigneur Manning, parmi les Evêques ; et après une première brochure, il y a huit mois, vous avez traité expressément, dans un écrit spécial, à la date du 8 juillet, la question même de l'opportunité.

Et je le dois ajouter, puisque vous avez provoqué ces explications, il n'est pas plus généreux qu'équitable, dans une question d'initiative, de s'autoriser d'un livre qui n'existait pas encore, et de se disculper en accusant de cette sorte un de nos Collègues, que la polémique n'a guère ménagé. Il y a ici, cher et vénéré Seigneur, des dates qu'il n'est au pouvoir de personne d'effacer. Il faut avoir chacun le courage de ses actes.

Quant à moi, mes *Observations* sont du 11 novembre. Elles ne sont venues qu'après les adresses présentées à des Evêques, après les provocations faites du haut de la chaire par des Vicaires généraux dans les Cathédrales mêmes ; après les articles de l'*Univers* contre les catholiques du *Correspondant* ; après la première et la deuxième lettre de monseigneur Manning ; après les homélies et les lettres de quelques Evêques contre le livre alors connu de monseigneur Maret ; après tant d'articles publiés tous les jours par certains journaux religieux ; enfin, après vos propres écrits, cher Seigneur. Je ne me suis décidé, avant le Concile, en face des violences croissantes de la polémique et des

démonstrations organisées, à me mêler un moment aux luttes du dehors, et le dernier, que pour les prévenir au dedans.

Ma détermination n'était pas faite pour plaire; et les conséquences en étaient faciles à prévoir. Ce que j'ai fait vous a causé un profond étonnement; vous ne vous l'expliquez pas. — Il faut avouer en effet que les ordinaires calculs qui conduisent les hommes y ont été bien étrangers.

Qu'est-ce donc qui m'a déterminé? Ce qui se passait au dehors, et ce que j'ai senti dans mon âme; la situation que je voyais et le cri impérieux de ma conscience.

Au moment le plus inattendu, et du côté où sont mes affections les plus chères, sur une question tout à coup soulevée au sujet des prérogatives pontificales et d'une définition dogmatique à demander au Concile, une agitation se fait, toute d'amour en apparence pour le Saint-Père. On veut d'abord que la chose arrive par acclamation. Le bon sens public s'y refuse. Les journaux se passionnent: sous leur pression quotidienne un violent courant est produit dans l'opinion; ceux qui résistent sont des suspects; un torrent d'injures et de calomnies tombe sur eux, et les foules passionnées dont on égare et exploite les meilleurs sentiments, accueillent tout aveuglément.

Mais d'un autre côté, un grand nombre de fidèles se troublent et s'alarment. Sans parler de certaines manifestations où il faut voir à tout le moins de graves symptômes, je me suis trouvé pour ma part le confident d'une multitude d'âmes inquiètes, émues, et depuis que j'ai écrit, combien de catholiques, et des meilleurs, prêtres et laïques, des plus dévoués au Saint-Siège, des plus éminents par la position sociale et par l'intelligence, des plus au courant de l'état des choses en Europe et dans le monde, m'ont écrit et remercié avec un sentiment profond de soulagement et avec des accents auxquels moi-même je ne m'attendais pas. Non, ce n'était pas l'unanimité sur la question débattue entre nous, cher Seigneur, qui régnait avant que j'eusse parlé; c'était d'un côté la violence, et de l'autre un étonnement silencieux et attristé; ou si quelque voix s'élevait, elle était aussitôt couverte de clameurs et d'injures. Cette situa-

tion pesait sur une foule de consciences : voilà ce que révèle cette correspondance spontanée, venue à moi de tant de pays à la fois, et qui se continue à Rome même, si multipliée, que dès l'origine j'ai dû renoncer à répondre. Si c'était le moment de tout publier, vous verriez, cher et vénéré Seigneur, s'il y a, ou non, dans l'Eglise sur cette grave question d'opportunité, sur les délicatesses de cette grande affaire, l'accord et la certitude que vous pensez.

Ce qu'il y a, c'est tout autre chose.

A côté et en avant de vues et de convictions que je respecte, il y a, Monseigneur, en France et ailleurs, une presse passionnée, une agitation bruyante et factice, une offuscation violente des esprits, des entraînements trop souvent irréfléchis et impétueux ; mais tout cela dans un cercle relativement très-étroit, tout cela en dehors d'une immense multitude d'hommes, qui sont de vrais et sérieux chrétiens, mais qui, dans des questions de cette nature, n'ont pas le goût d'afficher leur nom ; et aussi tout à fait en dehors de la partie influente et dirigeante de la société. Et en définitive, le déplorable résultat de tout cela, c'est, je n'ai sur ce point aucun doute, de créer une profonde illusion touchant l'état réel de l'opinion catholique, et de préparer peut-être des désastres, inévitables suites, dans la politique ecclésiastique, comme dans la politique séculière, des illusions et des erreurs de fait sur le véritable état des esprits.

Je savais, je voyais ces choses ; et en même temps j'étendais plus loin mes regards, sur nos frères séparés, et le monde entier. Me défendant à la fois de tout enthousiasme, comme de toute préoccupation de parti pris ou de système, je cherchais à me rendre un compte exact de la situation générale de la société contemporaine ; et c'est alors surtout que, descendant en ma conscience, j'ai compris qu'un grand devoir m'était imposé, et plus ce devoir m'apparaissait douloureux, plus il le pouvait devenir, et moins je devais hésiter.

Voilà, sur l'histoire de cette polémique, et sur mon intervention dans ce débat, la vérité complète. Il ne faut donc plus nous dire, comme vous le faites dans la phrase plus qu'étran-

ge de votre narration, que la définition ÉTAIT DANS L'AIR. Nous connaissons les souffles violents et téméraires qui l'y ont apportée. Et plaise à Dieu qu'on ne soit pas un jour condamné à se rappeler cette grave parole de l'Écriture: *Ceux qui sèment le vent, font moissonner les tempêtes*

Monsignor Dechamps a monsignor Dupanloup (12 marzo 1870).

. . . Mais je vous entends dire de nouveau, qu'après tout, c'est moi qui ai soulevé cette question, et que c'est bien malgré vous que vous suivez mon exemple.

Je n'ai pas soulevé cette question, Monseigneur, et entre ce que j'ai fait et ce qu'a fait Votre Grandeur, la différence est grande.

Je n'ai pas soulevé cette question, et je ne puis vraiment m'expliquer comment vous pouvez, mon cher Seigneur, reproduire cette assertion après ce que je vous ai déjà fait observer à ce sujet. Lorsque je vis la presse de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, des Etats-Unis, répandre le bruit que le Concile allait créer un *nouveau dogme*, et commenter ce bruit de façon à faire croire que l'Eglise invente les dogmes, je pris la plume pour accomplir un devoir, pour préserver la foi des âmes qui me sont confiées, et je ne la pris pas auparavant. Je vous prie donc de ne plus oublier que l'on ne parlait que du nouveau dogme dans les journaux des deux mondes, quand je publiai sur *l'infailibilité et le Concile général* le travail dont j'indiquais le but en ces termes: « Ce que je vais établir sur l'infailibilité ne » regarde qu'indirectement les incrédules. C'est aux chrétiens » que je m'adresse. Mais ce que j'écris pour ceux-ci fera du » moins connaître aux autres une chose qu'ils ont besoin de sa- » voir: que le Concile général, s'il définit l'infailibilité du Saint- » Siège en matière de foi, ne révélera pas une vérité nouvelle, » *n'inventera pas* un nouveau dogme, mais définira dogmatique- » ment *une croyance aussi ancienne et aussi catholique que* » *l'Eglise elle-même.* »

Vous le voyez, je n'ai rien soulevé; j'ai répondu au mensonge que la presse élevait à sa plus haute puissance.

Du reste, Monseigneur, je maintiens que personne, dans ces dernières années, n'a posé, ni pu poser la question de l'infailibilité, par la raison bien simple que cette question est posée depuis la déclaration de 1682. Je maintiens qu'en présence des actes successifs des Souverains Pontifes contre cette déclaration, le silence à son égard de la part du premier Concile œcuménique rassemblé depuis le dix-septième siècle, serait moralement impossible. Je maintiens que la Sorbonne a prévu, comme vous, Monseigneur, comme moi et comme milles autres, cette impossibilité morale. Je maintiens que le doyen de la Sorbonne, Mgr Maret, a pris la plume bien longtemps avant que j'eusse la moindre pensée de la prendre, et que ses deux gros volumes, dès lors partout annoncés et arrivés à l'heure voulue, le prouvent avec évidence.

Mais entre ce que j'ai fait et ce que vous avez fait, mon cher Seigneur, la différence est grande.

Qu'ai-je fait?

J'ai démontré que si le Concile définit l'infailibilité du tribunal souverain de l'Eglise en matière de foi, il définira une croyance aussi ancienne et aussi catholique que l'Eglise elle-même.

Voilà ce que j'ai fait.

Si le Concile ne pensait pas devoir définir encore cette croyance, que résulterait-il de fâcheux de ce que j'en ai dit et publié?

Rien, manifestement.

J'aurais la consolation d'avoir défendu une fois de plus ce que « presque tous les catholiques croient, et ce que tous admettent en pratique, » selon l'expression de l'ancien Père Gratry; et de ce que j'ai écrit, aucune âme ne serait troublée.

Auriez-vous la même consolation, Monseigneur? Le retentissement de votre voix, favorisé par le silence du Concile œcuménique, ne laisserait-il pas généralement ébranlée cette foi de la catholicité?

Et si le Concile jugeait par conséquent que l'heure est venue de définir cette croyance, que résulterait-il de vos *Observations*?

Il en résulterait un bien moindre mal, sans doute, que du silence œcuménique; la pleine soumission de votre esprit et de votre cœur à la voix de l'Eglise enseignante dissiperait la tristesse des âmes fidèles; mais les âmes faibles, les âmes tentées et dont on a nourri la tentation, ne chercheraient-elles pas dans vos paroles un prétexte à leur résistance, et les ennemis de la foi des armes pour la combattre?

C'est la première différence qui existe, Monseigneur, entre ce que j'ai fait et ce que vous avez fait.

Voici la seconde:

La doctrine de la *souveraine* autorité du Vicaire de Jésus-Christ dans ses jugements dogmatiques, vous l'avez livrée au monde comme très-difficile à définir, et par conséquent comme très-difficile à croire, et en soulevant ainsi le doute à son égard, dans une foule d'esprits, vous vous êtes placé au point de vue, non de l'épiscopat français, Dieu merci, mais d'une école particulière à peine tolérée ou soufferte jusqu'ici par l'Eglise.

La doctrine de la souveraine autorité du Vicaire de Jésus-Christ dans ses jugements dogmatiques, je l'ai défendue comme une doctrine certaine, qui touche à la foi: *proxima fidei*; et pour la défendre comme telle, je me suis placé au point de vue de l'enseignement commun ou général des écoles catholiques, et à ce point de vue, qui est le véritable, je n'ai pas craint d'affirmer qu'une opinion contraire à une doctrine certaine n'est ni *vraiment probable*, ni par conséquent *vraiment libre*.

C'est à ce sujet, Monseigneur, que vous me dites ce qui suit:

« La question n'est pas libre, dites-vous: la théologie est » unanime. C'est avec une parfaite bonne foi que vous dites ces » choses. Je me bornerai à vous citer ici une partie des théologiens, car je ne puis les énumérer tous, qui, sur cette question, » ont été d'une opinion contraire à la vôtre. »

Et après avoir cité ces théologiens, d'après une liste qui vous a été communiquée par un des plus savants théologiens d'un des ordres religieux les plus illustres, vous ajoutez:

« Devant de telles autorités, Monseigneur, il y a lieu vraiment de s'étonner que votre *Postulatum* ait cru pouvoir par-

» ler ici de tradition unanime, *unanimis traditio*: comme si tous
 » ces hommes-là n'existaient pas ou n'étaient rien; et il faut
 » avoir une grande assurance pour écrire *qu'une thèse niée*,
 » ou réduite à l'état de *simple opinion* par tous ces théologiens,
 » et tant d'autres, *a la splendeur d'une vérité* confessée par
 » les plus grands noms de la théologie dans tous les siècles »
 (p. 40-41).

Et vous aussi, Monseigneur, c'est avec une parfaite bonne foi que vous dites ces choses, mais cette incontestable bonne foi ne peut empêcher qu'elles manquent de vérité. En effet: 1.^o Je n'ai parlé nulle part de l'unanimité des théologiens, mais de leur enseignement *commun* ou *général*. 2.^o Le *postulatum* que vous appelez le mien ¹, n'en a pas moins le droit de parler de *tradition unanime*. 3.^o L'objet de cette tradition est une vérité certaine. 4.^o L'opinion qui lui est contraire n'est donc ni vraiment probable, ni vraiment libre *en elle-même*. C'est ce dont je vais essayer de vous convaincre

¹ Il n'est pas mon œuvre, mais j'ai été heureux de le signer avec des centaines d'Evêques des deux mondes.

CCXC.

(10 décembre 1869).

Il CORRESPONDANT continua a difendere i suoi principii e la sua passata condotta. « Ora (egli scrive) tutto questo rumore è finito. Il rispetto, il dovere, la confidenza c'impongono a gara il silenzio e la pace : è la tregua di Dio. »

Paris, 8 décembre.

Le jour même où nous écrivons est le jour de l'ouverture du Concile du Vatican. Sous la protection de la Mère de Dieu plus de six cents évêques, convoqués et présidés par le pape Pie IX, si grand et si vénéré, se réunissent autour du tombeau des apôtres Pierre et Paul, et leur assemblée porte ce beau nom d'*Œcuménique*, parce qu'ils représentent et parce que leurs décisions intéressent toute la terre habitée par les hommes.

Il était naturel qu'un événement si considérable fût précédé par un grand mouvement des esprits, par des discussions et par des émotions universelles. Ceux qui s'étonnent, ceux qui se scandalisent, ont oublié l'histoire. Ils prennent un Concile pour une confrérie qui chante des hymnes, et non pour une assemblée d'hommes qui vont juger, revêtus d'un caractère sacré et d'une responsabilité redoutable. Ils n'ont pas moins oublié la foi. Ils croient que la vérité va descendre par miracle, comme une langue de feu, sur le front des Evêques, et ils ignorent que l'assistance divine n'est pas une inspiration, qu'elle ne dispense pas les Evêques du travail, de la discussion et de la libre détermination de leurs consciences, dans l'œuvre de vérité, de réforme et de sanctification à laquelle ils vont participer.

La part que nous avons prise aux discussions qui ont précédé le Concile, nous ne la regrettons pas. Nous l'avons dit déjà. Nous ne pouvions laisser passer sans protestation cette invention d'au-

tres écrivains catholiques, déterminés à faire croire qu'en France la société civile est menacée par les opinions libérales, et la société religieuse par les opinions gallicanes, lorsqu'il est certain, au contraire, que la France souffre de l'absence de la vraie liberté, et que l'Eglise de France est la plus romaine qui soit au monde.

Quoi qu'on puisse penser de nos paroles, on ne nous accusera pas du moins d'avoir manqué de respect aux Evêques, peu nombreux, dont nous n'avons pas obtenu l'approbation. Lorsque Mgr de Poitiers, dans l'abondance d'une improvisation, nous a traités avec si peu d'indulgence; lorsque Mgr de Versailles, dans une circulaire lue devant les paysans dans les églises, nous a châtiés de la même main dont il châtiait peu de jour après Bossuet, en écrivant: « La lumière achèvera de se faire sur *l'homme dont il s'agit*, » nous n'avons pas réclamé; nous n'avons pas excité une pieuse émeute parmi nos abonnés; nous n'avons pas rempli nos colonnes d'*ex voto* injurieux contre des Evêques. Laïques, nous avons soutenu notre avis contre d'autres laïques, prenant le public pour juge, et lui mettant gratuitement sous les yeux les pièces d'une discussion transformée jour par jour par nos adversaires, inutilement exaspérés, en une *intrigue gallicane, césarienne, libérale, josphiste*, mots pénibles entre chrétiens, scandaleux quand ils s'adressent à des Evêques, et surtout à celui de tous les évêques français qui a le plus hautement témoigné de son zèle ardent, infatigable et efficace pour les droits du Saint-Siège.

Maintenant tout ce bruit est fini. Le respect, le devoir, la confiance, nous imposent à l'envi le silence et la paix: c'est la trêve de Dieu. Nous nous inclinons de loin avec ferveur devant les Evêques qui montent les degrés du Vatican; nos cœurs émus les accompagnent, et nous remercions Dieu de nous avoir fait vivre au moment où l'antique Eglise de Jésus-Christ donne au monde troublé le sublime spectacle d'une éternelle jeunesse et d'une indissoluble unité.

CCXCI.

(14 dicembre 1869).

Lettera del conte di Montalembert all'amico Loyson, nella quale si parla delle controversie presenti, e lo si consiglia a « rinchiudersi, almeno per qualche tempo, nel silenzio e nell'oblio. »

La Roche-en-Breny, 14 décembre 1869.

Bon et cher ami,

Je veux vous écrire de ma propre main, ce qui veut dire que je ne vous écrirai pas longuement, car mon état est toujours le même et m'interdit tout effort prolongé. Mais je veux surtout vous remercier de votre lettre, écrite chez les B. . . , à qui je vous prie de présenter mes hommages, si vous les revoyez. J'ai retrouvé avec bonheur l'expansion affectueuse de votre cœur. Sans entrer dans aucune discussion, jusqu'à ce que nous nous revoyions, je veux vous redire de compter sur ma fidèle amitié et de ne pas manquer d'avoir recours à moi, quand il vous le faudra. D'ici à votre retour parmi nous, je vous conjure encore une fois de garder un silence aussi profond que possible, et de ne pas écrire des lettres qui sont toujours publiées et ne vous font aucun bien. Sachez donc que le silence grandit souvent les hommes, surtout les hommes éloquents, quand il ne se prolonge pas trop. Laissez moi vous le dire avec ma liberté ordinaire: vous êtes très-enfant. Vous ne connaissez pas assez les hommes, ni ce qu'ils sont, ni le peu qu'ils valent. Quand on vous voit écrire à des gens tels que . . . , cela fait sourire vos ennemis, et cela attriste une fois de plus vos amis. Je parle de vos vrais amis catholiques: vous verrez que ce seront eux encore dont vous aurez le moins à souffrir ici bas.

L'évêque d'Orléans est venu passer deux jours ici en se rendant à Rome; il vous aime toujours. Je ne lui ai pas caché que vous étiez très-mécontent de la publicité donnée à la lettre qu'il vous a écrite. Il m'a répondu: « Je le conçois parfaitement, mais je ne pouvais pas faire autrement. » Il ne désespère pas du tout de votre avenir; seulement il vous supplie, comme moi, de vous enfoncer, pendant quelque temps au moins, dans le silence et l'oubli.

Lui-même vient de donner un bien grand exemple de ce qu'il est encore possible de faire, au sein de l'Eglise actuelle, pour servir la vérité et la liberté. Il a parlé beaucoup trop tard, mais ses deux coups de tonnerre n'en ont pas moins eu un retentissement prodigieux. Il est parti calme et plein de confiance, pour entrer dans la lutte qui va couronner sa glorieuse vie. En rapprochant ses deux lettres contre l'infailibilité et contre l'*Univers* des mandements de l'archevêque de Paris, du manifeste des Evêques de Fulda, vous avez reconnu que tout n'était pas perdu, et que si vous aviez seulement su attendre un peu, vous auriez été à même de combattre plus que jamais le bon combat. Ne dites pas que je ne comprends pas vos souffrances: je ne les comprends et ne les partage que trop. Mais je suis un plus vieux malade que vous, et quand j'ai des crises de douleur intense, je ne vais pas me jeter par la fenêtre pour me soulager ou pour protester contre mes médecins. . . .

Ch. de Montalembert.

CCXCII.

(26 giugno 1868).

La Segreteria di Stato annunzia al Decano del Collegio dei Protonotari apostolici partecipanti come Sua Santità abbia commesso al detto Collegio l'incarico di pubblicare la bolla convocatrice del Concilio, e gli comunica le corrispondenti istruzioni.

La Santità di nostro Signore si è degnata commettere al Collegio dei Protonotari apostolici la pubblicazione della bolla per la convocazione del Concilio ecumenico, da farsi nella prossima Solennità dei santi apostoli Pietro e Paolo nel portico della basilica Vaticana, alle ore 8 antimeridiane. Monsignor Decano, o altro Collega da esso destinato, asceso sul pulpito, ivi preparato, presenti i Prelati componenti l'enunciato Collegio, non che i Cursori apostolici, e previo il suono delle trombe, leggerà ad alta voce le indicate Lettere apostoliche. Terminata la lettura, ne verrà rogato l'atto sotto lo stesso esemplare, sottoscritto dai monsignori Protonotari che vi saranno stati presenti, da rimettersi quanto prima a monsignor Sostituto della Segreteria di Stato.

Mons. Luca Pacifici,
Decano del Collegio
dei Protonotari apostolici partecipanti.

CCXCIII.

(26 giugno 1868).

Lettera della stessa Segreteria al Maggiordomo di Sua Santità sugli apparecchi da farsi nel Portico della basilica Vaticana per il giorno della solenne promulgazione della bolla.

Giusta le disposizioni di Sua Santità, nella prossima Solennità de' santi apostoli Pietro e Paolo dovrà, per mezzo del Collegio de' Protonotari apostolici, pubblicarsi la bolla di convocazione del Concilio Ecumenico. Tal pubblicazione avrà luogo alle ore 8 anti-meridiane del suddetto solenne giorno, mediante lettura dell'Atto apostolico, preceduta dal suono delle trombe, nel Portico della patriarcale basilica Vaticana. Al qual effetto dovrà apparecchiarsi, per cura del Maggiordomato di Sua Santità, un pulpito addosso la parete a destra della porta principale di detta basilica, cioè al lato verso la statua di Carlo Magno, attorniandosi il pulpito con bancata in quadro decentemente coperta, da servire di seggio ai Protonotari apostolici durante la lettura da farsi dal loro Decano o da altro Collega ch'egli destinerà; e stanziandosi presso la detta bancata poco prima della suindicata ora un congruo numero di militi della Guardia svizzera.

Tutto ciò si partecipa a monsignor Maggiordomo di Sua Santità, perchè si compiaccia dare le opportune istruzioni pel su-espresso apparecchio.

Occorre poi ch'egli si dia l'ulterior cura di avvertire la Scuderia pontificia che due carrozze si trovino pronte nel Colonnato presso la porta della Guardia svizzera per trasportare, dopo la suaccennata pubblicazione, i Cursori apostolici e le Trombe alle altre due basiliche Patriarcali per la lettura da farsi anche ivi della suddetta bolla.

Mons. Maggiordomo
di Sua Santità.

CCXCIV.

(27 giugno 1868).

Lettera della stessa Segreteria al Prefetto delle Cerimonie pontificie, con la quale gli si affida la cura di provvedere alla « conveniente regolarità » della suespressa cerimonia.

Siccome è ben noto a monsignor Prefetto delle Cerimonie pontificie, nella prossima Solennità de' santi apostoli Pietro e Paolo avrà luogo, secondo la stabilita forma, nel portico della patriarcale basilica Vaticana, alle ore 8 antimeridiane, la pubblicazione della bolla apostolica di convocazione del Concilio ecumenico.

Essendosi diretto a monsignor Maggiordomo di Sua Santità l'occorrente avviso per l'apparecchio da farsi all'uopo, se ne rende consapevole per ogni buon fine il menzionato monsignor Prefetto, restando a di lui cura il far trovare sul luogo uno dei Cerimonieri pontificii per l'opportuna assistenza, affinchè la suespressa cerimonia proceda con la conveniente regolarità.

Mons. Prefetto
delle Cerimonie pontificie.

CCXCV.

(27 giugno 1868).

Lettera della stessa Segreteria ai Segretari dei Capitoli delle patriarcali basiliche Lateranense e Liberiana per gli apparecchi da farsi nei Portici delle medesime, dovendosi anco da quelli promulgare la bolla del Concilio come si suole per la bolla dell' Anno Santo.

Nella prossima Solennità de' santi apostoli Pietro e Paolo verrà pubblicata nel portico della patriarcale basilica Vaticana, alle ore 8 antimeridiane, la bolla di convocazione del Concilio ecumenico, mediante lettura da farsene, previo il suono delle trombe, da uno dei membri componenti il Collegio dei Protonotarii apostolici.

Terminata la cerimonia, partiranno dalla detta basilica, dirigendosi successivamente alla Lateranense e alla Liberiana, i Cursori apostolici e le Trombe per la pubblicazione da farsi similmente della suddetta bolla col mezzo di uno dei Cursori medesimi nel portico dell' una e dell' altra.

Se ne previene monsignor Segretario del reverendissimo Capitolo . . .¹, affinchè si compiaccia avvisarne i Capitolari suoi Colleghi, per apparecchiarsi quant' occorre all' uopo, nella forma solita praticarsi per la pubblicazione della bolla dell' Anno Santo.

Mons. Segretario del Rmo Capitolo
della Patriarcale Basilica Lateranense
Liberiana

¹ « Lateranense, » ovvero « Liberiano. »

CCXCVI.

(27 giugno 1868).

Lettera della stessa Segreteria al Senatore di Roma per altre formalità da osservarsi nella suddetta cerimonia.

Dovendosi nella prossima Solennità de' santi apostoli Pietro e Paolo pubblicare dal portico delle tre basiliche patriarcali la bolla di convocazione del Concilio ecumenico, mediante lettura dell' Atto apostolico, preceduta dal suono di trombe, se ne porge avviso a Sua Eccellenza il signor Senatore di Roma, affinchè si compiaccia disporre che quattro Trombe del Senato si trovino nel suaccennato giorno festivo, 29 del corrente, alle ore 7 e mezzo antimeridiane, nel portico della patriarcale basilica Vaticana; donde, terminata la suddetta cerimonia, verranno condotte, unitamente ai Cursori apostolici, con apposite carrozze della Scuderia pontificia, alle altre due patriarcali Basiliche Lateranense e Liberiana.

Sig. Senatore di Roma.

CCXCVII.

(Settembre 1868).

In Inghilterra alcuni cattolici sottoscrivono una Petizione per domandare alla Santa Sede e al Concilio che siano autorevolmente proclamate le basi, sulle quali il diritto delle genti si fonda, e in particolare « i principii, per cui le guerre legittime dalle illegittime si distinguono. » I sottoscrittori deplorano che lo spargimento del sangue dei popoli dipenda oggi unicamente dall'« arbitrio. » Invocano la creazione o il restauro di un diritto internazionale, e la fondazione in Roma di un Arbitrato supremo. — In una breve Memoria, che accompagna la Petizione, si sviluppano i principii in questa accennati.

Les soussignés implorent la protection du Saint-Siège : il s'agit de questions qui touchent de près à leur conscience de catholiques, à leurs devoirs et à leurs droits de citoyens, aux intérêts de toute la chrétienté.

Ils demandent que les bases du droit des gens soient déclarées par le Saint-Siège et le Concile, et en particulier les principes qui distinguent la guerre légitime de la guerre illégitime; les principes qui garantissent au citoyen armé qu'il ne sera pas appelé à échanger son caractère de défenseur du droit contre celui d'agresseur et d'assassin.

Ce n'est pas une vaine théorie qui les a poussés à pétitionner; c'est l'anxiété de leur conscience en présence de devoirs mal définis, ce sont les appréhensions pour eux-mêmes et pour leurs enfants, en prévision des calamités qui menacent l'Europe.

Ils s'appuient sur des faits incontestables pour démontrer qu'à notre époque le droit des gens a été mis de côté dans les circonstances les plus graves, et que les nations, livrées à la politique spéculative et à l'esprit révolutionnaire, ont anéanti les anciennes garanties qui protégeaient les Etats et qui empêchaient de prodiguer le sang et les ressources des citoyens.

Dans l'opinion des soussignés, la guerre ne peut s'appeler de ce nom que si elle est imposée par une nécessité impérieuse :

repousser une attaque ou venger un droit; et, dans ces deux cas, les justes motifs de la guerre doivent être régulièrement dénoncés aux citoyens aussi bien qu'aux étrangers. De nos jours, au contraire, on s'est engagé sans cause dans des guerres gigantesques, aussi sanglantes que ruineuses, sans autre formule qu'un ordre du ministre aux chefs des armées.

Les trente dernières années de l'histoire de notre pays montrent trop clairement que les institutions les plus généreuses et les lois les plus prévoyantes sont impuissantes, lorsque les hommes ont dégénéré et que les traditions morales sont oubliées ou méprisées.

Les soussignés demandent que les rapports réciproques tant de l'Etat et des citoyens que des Etats entre eux soient définis et réglés de telle sorte que ceux qui écoutent la voix de l'Eglise ne donnent pas un lâche et coupable assentiment à l'effusion du sang.

Ils demandent de plus que les princes et les nations soient invités à fonder ou à restaurer, avec le concours des citoyens les plus éminents, des institutions et des lois qui maintiennent la justice dans les hautes régions de la politique: des institutions telles que les païens en ont possédé, telles qu'en possèdent encore, en les entourant de respect, des hommes étrangers au christianisme; des lois de procédure qui enlèvent à l'arbitraire l'initiative du sang versé; aussi bien à l'arbitraire d'un seul qu'à l'arbitraire de plusieurs, qu'ils soient fonctionnaires politiques ou légistes. La paix ou la guerre ne dépendra plus du débat des factions, mais d'une *enquête juridique*; il ne sera plus au pouvoir de la passion ou du despotisme d'entreprendre la guerre et de disposer de la vie humaine.

Reportons-nous à des institutions antiques, à ce collège des Féciaux, qui contribua puissamment à la grandeur de Rome, aux vieilles institutions anglaises et aux lois des musulmans eux-mêmes. Des lois analogues nous paraissent nécessaires dans une société d'hommes vertueux.

Et pourtant, si l'Eglise catholique n'élève la voix, ces traditions vont disparaître en Europe, étouffées par les intérêts matériels, par les aspirations de la vaine gloire, par un scepticisme

qui croît avec l'immoralité. La conséquence serait une confusion générale que châtierait bientôt une servitude universelle.

C'est pour les pétitionnaires un continuel sujet de douleur d'avoir à contribuer à l'entretien de ces armées, qui peuvent devenir, comme des instruments passifs, l'appui constant de cet état de choses.

Il leur est plus pénible encore de voir leurs fils s'enrôler sous une tyrannie qui violentera leur conscience et la soumettra à ses ordres iniques. Mais, ce qu'ils redoutent le plus, leurs fils, entraînés par des maximes corrompues, en viendront peut-être, comme tant d'autres, à justifier une obéissance aveugle et criminelle et à la déguiser sous le nom de devoir.

Le mal s'aggrave là où les armées se recrutent à l'aide d'une conscription forcée; la Grande-Bretagne et l'Irlande ont échappé jusqu'ici à ce fléau qui désole presque toute l'Europe; mais les événements marchent, les armements prennent de plus vastes proportions, et le Royaume-Uni n'évitera pas le sort commun.

Les pétitionnaires déclarent qu'il y a là pour eux un cas de conscience: ils ont besoin d'être éclairés. La vie des nations dépend de cette question capitale. Le Saint-Siège et le pouvoir temporel y sont profondément intéressés, aussi bien que l'intégrité et l'honneur de la religion.

Ainsi les pétitionnaires demandent des déclarations obligatoires pour les chrétiens; ils désirent qu'un appel soit adressé à tous les législateurs chrétiens, afin qu'ils élèvent leurs institutions nationales au moins au niveau atteint depuis longtemps sous la loi naturelle. Ils réclament en outre avec instance la création à Rome, sous la protection du trône apostolique, d'un Collège dont la mission sera l'enseignement du droit des gens, et qui sera en ces matières un foyer de science et un arbitre suprême. Les questions les plus hautes et les plus complexes viendront ainsi se vivifier au contact des vérités immuables de la foi, devant le tribunal auguste de l'autorité chrétienne.

*L'œuvre apostolique est destinée à faire cesser les guerres
non justes et non nécessaires.*

Depuis longtemps la société est languissante, parce que depuis longtemps elle est atrophiée et même empoisonnée par les fausses doctrines dogmatiques, politiques et morales.

De là le malaise dans les consciences honnêtes, l'insubordination dans les familles, l'antagonisme et l'injustice dans les relations sociales, le meurtre entre les nations.

Les prétendus médecins de cette société malade, c'est-à-dire les civilisateurs, les progressistes, les libéraux, les libres-penseurs, comme ils s'appellent, sans savoir ce que signifient les noms qu'ils se donnent, qui, en effet, ne signifient rien, ne connaissent pas les causes de la maladie dont ils constatent pourtant avec nous les symptômes ; ils en connaissent encore moins les remèdes.

Cependant, pleins d'une confiance téméraire et aveugle, ils crient bien haut :

« Nous avons découvert les causes de la souffrance sociale, » nous avons entre les mains la guérison de l'humanité malade !

» C'est la religion révélée qui, par ses dogmes insondables, » par ses lois d'éternelle et immuable justice, et par l'action du » Pontife de Rome, a empêché l'épanouissement du progrès social. » C'est la politique des nations, c'est l'action purement civile, » affranchie de toutes croyances, de toutes lois, comme de toute » autorité religieuse, qui doit assurer cet épanouissement si heureux du progrès. »

Or, les prétendus médecins, qui s'appellent fastueusement *philosophes*, prennent évidemment le poison pour le remède, et le remède pour le poison ; car la société n'est si malade que parce qu'elle s'est émancipée des croyances et des lois révélées. En niant les dogmes révélés, les libres-penseurs sont arrivés à la négation de Dieu et de l'âme, par conséquent à la ruine de la conscience et de la responsabilité des actes humains ; en repoussant les lois et la justice de Dieu, ils ont subi les lois de l'or-

gueil, de l'avarice et de la convoitise sensuelle, ouvert la porte, par conséquent, à la tyrannie, à l'esclavage, au paupérisme, à l'injustice, à la mollesse, à l'oisiveté, aux appétits de la chair, à la vie animale. En détrônant l'autorité du Pape, gardien du droit des gens aussi bien que de la morale privée, ils ont placé sur le trône la trahison, la révolte, l'assassinat du champ de bataille, car c'est ainsi qu'il faut appeler les guerres faites sans motifs justes ou sans formalités préalables.

Que l'humanité se lève donc tout entière, qu'elle repousse avec éclat les prétendus civilisateurs qui, depuis si longtemps, l'endoctrinent et la perdent, qu'elle appelle le Pape à son secours, qu'elle lui redemande les vérités saintes, objets de sa croyance, les immuables lois de Dieu, règles de sa conduite, l'action de son autorité paternelle et puissante, seule garantie efficace de ses droits. Qu'elle lui redemande le droit des gens, qui n'est autre que les commandements de Dieu et le code révélé de la morale privée, ou, pour parler proprement, de la morale, car il n'y en a pas deux. Qui ne comprendra en effet que c'est une abomination et une insigne folie tout à la fois, que la prétention qui affranchit la politique des lois de la morale et de la justice ordinaire? Comment ce qui était un assassinat, un fratricide pour Caïn, pourrait-il être autre chose dans une guerre injuste? Comment ce qui est une injustice, un parjure, un brigandage entre les particuliers, pourrait-il être un acte indifférent et licite entre les Gouvernements?

Que le Pape, sollicité par l'humanité tout entière, se lève donc! Qu'il réédicte le véritable droit des gens, comme il a formulé les vérités dogmatiques, qu'il interprète ce code divin des nations, et qu'avec une autorité sans appel il en applique les oracles dans le cas particulier. Qu'il délivre ainsi les nations de la menace incessante des convoitises inassouvies, des lois égoïstes, des majorités corrompues et de la satanique autorité du crime.

Répondons cette doctrine. Que tout véritable catholique, dans la limite de ses efforts prudents et possibles, la fasse adopter par les nations et par les particuliers, par les princes, les diplomates

et les hommes vulgaires ; et alors il n'y aura plus de guerres injustes, parce qu'elles seront motivées par le droit, sanctifiées par les déclarations préalables, la modération des vainqueurs, et la justice aussi bien que la bonne foi des traités. Alors le mal ne s'appellera plus le bien, puisque la loi de la sagesse éternelle sera proclamée partout ; alors le mensonge ne sera plus la vérité pour les peuples trompés, puisque l'enseignement de Jésus-Christ sera l'objet des croyances et sa loi la règle des actions.

Pour réussir dans cette sainte entreprise : 1) associons-nous ; 2) récitons chaque jour et à cet effet la prière que Jésus-Christ nous a enseignée ; 3) engageons-nous pour la propagation de cette doctrine à un versement annuel.

En lisant les lignes qui précèdent, plusieurs croiront que la pensée et l'entreprise de cette régénération sociale par la justice et les lois divines, sous la sanction, l'interprétation et l'application du Pontife romain, est un exposé du Pape ou de quelque catholique plus ultramontain que le Pape lui-même. Qu'ils se détrompent. C'est au cœur d'un protestant que Dieu a fait germer et éclore cette catholique entreprise. Il l'a proposée à toutes les nations, à toutes les croyances, à toutes les incrédulités même, et partout les cœurs honnêtes, les consciences droites et les intelligences qui réfléchissent sur les maux actuels avec le désir des biens de l'avenir, lui ont donné de précieux encouragements.

CCXCVIII.

(1 gennaio 1869).

Il protestante David Urquhart, fervido propugnatore delle idee accennate nel Documento precedente, dedica al Sommo Pontefice un suo libro, intitolato: « Appel d'un Protestant au Pape pour le rétablissement du droit public des nations, » e dichiara come a nessun'altra autorità all'infuori di quella della Chiesa cattolica può esser dato ristabilire tra gli uomini un codice corretto di Diritto delle genti. Il futuro Concilio ecumenico è chiamato a questa grande missione. Il suo silenzio sanzionerebbe la infrazione di quel Diritto.

Pontifici Maximo.

Montreux Helvetiorum, prima die A. D. 1869.

Beatissime Pater,

Prima hac die anni sæculis venientibus mirabilis habendi, ad solium supremum potestatis humanæ mœrens accedo, et ad pedes Sanctitatis tuæ libellum depono.

In hoc usu scriptum, in hac spe oblatum est, ut modos humanos ad tuam voluntatem explendam ministret.

Hanc voluntatem ita intelligo, ut Jus gentium hominumque jura sacrata et servata sint; ut leges spretæ et fœdera fracta, cordibus humanis inscripta, cura tua, pacem et fiduciam in terris reducant.

Motu tuo, Sanctissime Pater, res ordinata est quæ, concione hominum facta, vocem in orbem emittat a cœtu fidelium, ipsius *Dei* habendam.

Spectantium ante fores in nomine confirmo, eam vocem ab illis ita acceptam fore, si viam ostendat quæ nos a scelere publico, in loco regum et legum hodie accepto, liberet.

Anceps est potentia et gloria vana; id tantum potens et durabilis quod remedium ad morbos et errores hominum afferat.

Potentia illa tuis in manibus sita est. Potentia alia non est, nec spes.

Oro te, Beatissime Pater, ut intelligentiam excelsam et undique permeantem Romanæ Ecclesiæ evoces ad istam scientiam colendam, ab antiquis de « rebus humanis et divinis » dictam, per quam Roma pagana magna nobilis et veneranda fuit. Hoc quoque apud potestatem et voluntatem tuam est.

Miseris, qui mala se ipsis illata nec tolerare nec sanare possunt, in auxilium venias, — per dignitatem regiam, per antiquum titulum tuum, per præteriti memoriam, per urbem sedem imperii quam incolis, per linguam ipsam qua uteris — oro.

David Urquhart.

AVANT-PROPOS.

Le travail qu'on va lire est la substance de plusieurs conversations embrassant les cinq propositions suivantes, que l'Auteur a été prié de résumer sous une forme concise :

1.º) Passages des guerres légales aux guerres illégales (Oubli du *Droit des gens*).

2.º) Rétablissement du *Droit des gens* nécessaire pour sauver la société européenne.

3.º) L'Eglise catholique capable d'opérer ce rétablissement.

4.º) Le Concile œcumenique futur met l'Eglise dans l'alternative de proclamer le droit, ou de sanctionner son infraction.

5.º) L'institution d'un Collège de diplomatie séculier à Rome de la plus urgente nécessité.

CCXCIX.

(7 aprile 1869).

Petizione di protestanti inglesi al Sommo Pontefice sull'osservanza del Diritto delle genti inverso le nazioni non ancora ridotte a vita civile.

Saint-Père,

Ayant cherché depuis longtemps, mais en vain, à obtenir de la part des prélats et des ecclésiastiques des diverses Communions auxquelles nous appartenons, qu'ils en vinssent à résister à des actes, à des pratiques et à des maximes à la fois contraires à la parole de Dieu et aux lois des hommes, ou à les condamner, nous venons nous adresser à Votre Sainteté, avec l'espérance que ce genre de désordre public ne sera point négligé par votre sollicitude, et, qu'en prenant les mesures que vous proposez pour rectifier le jugement public, vous y comprendrez ces erreurs particulières que nous venons vous soumettre.

Les anciennes relations établies par la conquête et l'administration, qui ont mis en rapport la couronne de la Grande-Bretagne et d'Irlande avec des régions situées en dehors des limites de l'Europe, habitées par des brahmanes, des boudhistes, des Hindous, des musulmans et des païens, ont mis en danger dans ces contrées éloignées l'intégrité des Anglais, en l'exposant à des tentations plus qu'ordinaires. Des traités y ont été violés, le sang y a été répandu injustement, et des outrages de diverses natures y ont été commis à l'égard de personnes innocentes. Pour justifier ces actions coupables, une maxime a été introduite et même publiquement proclamée par la plus haute autorité politique des temps modernes, sir Robert Peel, déclarant que les chrétiens ne sont point assujettis au droit des gens ni aux préceptes de la jus-

tice, dans leurs rapports avec ceux qui sont étrangers au christianisme et à la civilisation.

Dans l'exécution des actes qui ont été couverts par une telle maxime, et dans ceux de même nature qu'elle invite à commettre à l'avenir, les sujets spirituels de Votre Sainteté ont été et seront engagés amplement.

Nous nous sommes assurés que les Pères de l'Eglise catholique, les Papes et les Conciles, ont condamné et dénoncé, à plusieurs reprises et avec autorité, de telles pratiques et de telles maximes, comme étant contraires à la volonté de Dieu et aux lois des hommes, et exposant tous ceux qui les exécutent et qui en sont fauteurs, à être bannis de la communion des chrétiens.

Considérant qu'aucun Etat, quelque puissant qu'il soit, ne peut être en sûreté là où règnent de pareilles pratiques; considérant qu'aucun homme, quelque pieux qu'il soit, ne peut être autre qu'un infidèle, qui en un tel sujet ne sait point discerner le bien du mal; considérant que tous les corps religieux de la chrétienté ont cessé sous ce rapport d'enseigner la loi de Dieu, nous faisons appel à Votre Sainteté pour déclarer de nouveau, soit en vertu de votre propre autorité, soit au moyen du Concile qui va s'assembler, cette loi et ces maximes qui furent déclarées et imposées jadis par le Siège même que Votre Sainteté occupe aujourd'hui, afin qu'elles puissent devenir un guide pour la conduite de ceux de nos compatriotes qui appartiennent à cette Eglise dont Votre Sainteté est le chef, tout en étant une lumière pour le monde entier.

Nous avons appris que Votre Sainteté a refusé l'absolution et les offices religieux à ceux qui, étant impénitents, ont, par un prétendu acte de leur propre volonté, répudié les devoirs d'allégeance envers notre Souveraine, et qui ne se reconnaissent point coupables d'un crime quand ils commettent des actes illégaux, en obéissant aux ordres de ceux auxquels ils ont juré une obéissance aveugle.

Considérant que les actes et les desseins de ces hommes égarés ne diffèrent en rien ni pour rien de ce qui constitue la pratique journalière de tous les gouvernements d'Europe, quand

ceux-ci sacrifient la vie de l'homme sans due cause et sans mandat judiciaire; considérant que c'est par l'effet et par l'exemple de tels actes commis par des gouvernements, qui lèvent des hommes soit volontairement, soit par la force, qui disciplinent ces hommes dans l'art de la guerre, qui les paient avec le produit des sueurs et des labeurs du peuple, et qui tiennent trois millions de pareils hommes, qui se sont soumis à une aveugle obéissance, prêts à toute heure à dévaster et à détruire; que les simples et insignifiants particuliers (fénians) ont été troublés dans leur vie de tous les jours et entraînés à des actes coupables, auxquels Votre Sainteté refuse maintenant, à cause de ces actes, les offices de la religion :

Nous prions et supplions Votre Sainteté de traiter de la même manière ceux (rois et leurs ministres) qui, en ce moment, ne sont contrôlés par aucun tribunal, ni soumis à aucun châtimement.

CCC.

(28 ottobre 1869).

Petizione al Santo Padre dei Vescovi armeni, raccolti in Sinodo a Costantinopoli (VOTUM SYNODI), perchè voglia, quando lo stimi opportuno, proporre al Concilio la proclamazione dei principii cristiani intorno alle guerre, e la istituzione in Roma di un supremo Arbitrato sulle contese, che potrebbero a quelle condurre. — Si riporta anche il preambolo della Petizione.

DE RE MILITARI ET BELLO.

Quum in hisce luctuosissimis temporibus, sicut in diebus Noe, diminutæ sint veritates a filiis hominum¹, et multi iam non regnum Dei et iustitiam eius², sed quæ sua sunt quærant³; videre est et imprimis in iis quæ ad Rem Militarem spectant omnem æquitatem conculcari et omnia iura permisceri. Itaque dum quidam hac tristi rerum conditione commoti, sed non secundum scientiam⁴ sanctam sentientes, somniant tempus futurum quo homines, licet Deum non secuturi⁵, non tamen amplius ulla bella videbunt, alii e contra bella quæcumque, vel potius strages et homicidia magna et horribilia reputant licita; ita ut et nocendi cupiditas, et ulciscendi crudelitas, impacatus atque implacabilis animus, feritas rebellandi, libido dominandi, et si quæ similia, non iam culpentur in bello⁶. Hinc illæ immensæ multitudines et exercitus perpetuo armatarum nationum, quasi perpetuo inter se hostilia parantium. Compertum igitur habemus, et eos qui bella

¹ PS. XI, 2.

² MATTH. VI, 33.

³ PHIL. II, 21.

⁴ ROM. X, 2.

⁵ « Quod si nolueritis sequi eum (Dominum) . . . , vos causa eritis necis omnium » (NUM. XXXII, 15).

⁶ DECR., 2 part., CAUS. XXIII, quæst. I, can. 4.

iubent aut parant, et eos quibus hæc iubentur, non iam amplius imperare et obedire iuste ¹, sicut præcipit ordo naturalis, sed oblitos esse aut parvi pendere hoc grave, et quidem inter homines gravissimum mandatum Domini, olim per Moysem servum suum dicentis: *Non occides* ². Haud minus oblivioni vel despectui dederunt et antiqua dicta sanctorum Patrum, et præscripta Conciliorum a Sancta Sede probatorum, nec non et ipsorum Summorum Pontificum documenta atque iudicia, quibus constat nunquam in Ecclesia sancta Dei damnabiles non fuisse habitos tanti præcepti in hac parte transgressores.

Cuius erroris et agendi rationis perversæ causa hæc non omittenda est, nec sub silentio dissimulanda, scilicet impietas istorum, qui adversus Deum et adversus Christum eius infrementes ³ contendere ausi sunt omnium iurium originem et fontem esse cuiuscumque, ut aiunt, reipublicæ Statum ⁴, et quidem ab Ecclesia seiunctum aut seiungendum ⁵; et quia abyssus abyssum invocat, in peius prorumpentes inficiati sunt morum leges divina non egere sanctione ⁶, et opus non esse ut leges humanæ ad naturæ ius cōformentur ⁷.

Verum enim vero unus est Legislator ⁸, et legimus in Veteri Testamento Dominum dixisse populo suo: *Ego Dominus et non est alius* ⁹, et Filio suo: *Postula a me, et dabo tibi gentes hæreditatem tuam* ¹⁰: quas postulavit Filius Dei Unigenitus quando exinanivit semetipsum, et in similitudinem hominis factus ¹¹, intra- vit in hunc mundum, dicens: *Ecce venio ut faciam, Deus, volun-*

¹ Ibidem.

² Exod. xx, 13.

³ Ps. ii, 1, 2.

⁴ « Syllabus complectens præcipuos nostræ ætatis errores. » xxxix.^a prop. damnata.

⁵ Ibid. — lv.^a prop. damnata.

⁶ Ibid. — lvi.^a prop. damnata.

⁷ Ibid. — lvi.^a prop. damnata.

⁸ Iac. iv, 12.

⁹ Esai. xlv, 18.

¹⁰ Ps. ii, 8.

¹¹ Phil. ii, 7.

tatem tuam ¹; et datæ sunt ei, quando se ipsum dedit in cruce Redemptorem pro omnibus ², omnia trahens ad seipsum ³.

Hinc ipse idem amantissimus Redemptor, Rex regum, et Dominus dominantium ⁴, dixit Apostolis et Petro: *Sicut misit me Pater, et ego mitto vos; euntes ergo docete omnes gentes, docentes eos servare omnia quaecumque mandavi vobis* ⁵. Deinde Petro soli, et ipsius persona Petri, soli Romano Pontifici, eius successori: *Pasce oves meas*, meas, inquit ⁶, et generaliter, non singulariter has, vel illas; per quod commisisse sibi intelligitur universas ⁷. Et ita cœlestem ei potestatem tradens quodcumque ligandi, et solvendi in terris ⁸, constituit eum tamquam suum Vicarium super gentes et regna ⁹, id est, super quoscumque rerum publicarum Status, postquam efficaciter, ut decet verum Filium Dei ¹⁰, rogavit pro eo, ut non deficeret fides illius, ad confirmandum fratres suos ¹¹.

Si ergo Deus voluit esse plures Potestates in Ecclesia sua, spirituales scilicet et temporales, eas quoque voluit esse inter se ordinatas et gladium sub gladio ¹². Igitur Ecclesiæ unius et unicæ, unum corpus, unum caput, non duo capita, quasi monstrum, Christus videlicet, et Christi Vicarius ¹³. Cui tanto Vicariatu fungenti, et unico plenitudinis Apostolicæ hæredi nos quidem inhærentes, a quo et ipse Episcopatus noster emergit ¹⁴, cum lacrymis oramus et deprecamur in hac Synodo solemniter congregata, summum

¹ HEBR. I, 9.

² I TIM. II, 6.

³ IOAN. XIII, 32.

⁴ APOC. XIX, 16.

⁵ MATTH. XXVIII, 20.

⁶ IOAN. XXI, 17.

⁷ Constit. « Unam sanctam, » de maiestate et obedientia.

⁸ MATTH. XVI, 19.

⁹ IEREM. I, 10.

¹⁰ I IOAN. V, 20.

¹¹ LUC. XXII, 31 et seq.

¹² Constit. « Unam sanctam, » de maiestate et obedientia.

¹³ Ibidem.

¹⁴ Epistola Innocentii I ad Concilium Carthaginense (xci inter epist. Augustini) sic:

« A quo ipse Episcopatus et tota auctoritas nominis huius emersit. »

Deum ac Patrem, ut illuminet intelligentias omnium et corda Spiritu Sancto Suo, eo fine, ut omnes tandem gentes, et regna, et populi, et nationes, et reges terræ, quibus coadunatur et coadunari debet unicum ovile ¹ Domini Nostri Iesu Christi sub Pastore uno ipsius Vicario ², cui easdem omnes oves suas commisit, vere et plene agnoscant *Domnum Apostolicum* tamquam Patrem omnium gentium et Episcoporum totius Ecclesiæ ³, et iam non amplius circumferantur omni vento doctrinæ ⁴, sed ab ipso dirigantur in viam salutis æternæ, et sic iustitiam et veritatem sectantes ⁵ transeant per temporalia, ut tranquillam vitam agentes æterna non amittant ⁶, ad eum recurrentes bona voluntate tanquam ad Arbitrum et Iudicem in omnibus rebus quæ impediunt eorum perpetuam pacem ⁷. — Interea confidentes divinæ providentiæ auxilio, quæ tantam orbi felicitatem in tempore opportuno præstabit, errores in hac parte et perversas agendi rationes profligare statuimus, necnon et profiteri ac declarare Ius gentium et pontificium circa Rem Militarem et Bellum, sicuti profiteamur et declaramus in Capitulis sequentibus.

CAP. I. DE SOLEMNITATIBUS BELLI.

Ius gentium circa Rem Militarem et Bellum, ante omnia requirit Solemne Belli ⁸. Hinc bellum iniustum est, ac proinde homicidiis et latrociniiis plenum, quod non ex edicto et prædicto geritur ⁹, idest quod non fuerit ante omnia parti adversæ indictum ac publice denuntiatum. Denuntiatione autem belli intelligitur

¹ IOAN. x, 16 et seq.

² Constit. cit., loc. cit.

³ Prout definivit Pelagius II, Constit. « Manifesto. » Item episcopus totius orbis, c. « Ad honorem, » 4.

⁴ EPHES. IV, 14.

⁵ ROM. IX, 30.

⁶ Oratio Ecclesiæ.

⁷ Id. Feria VI in Parasceve.

⁸ « Ius militare est Belli inferendi Solemnitas . . . » (Decret., 1 part., dist. 1, c. 10).

⁹ « Iustum est Bellum, quod ex edicto geritur » (Decr., 2 part., Caus. xxiii, quæst. II, c. 1. Corr. rom.). — In codicibus legitur: « ex prædicto » (Ibid.).

gravaminum obiectorum publica declaratio, cum legitimæ et competentis reparationis aut satisfactionis petitione, parti adversæ per Legatos solemniter facta. Indictionis nomine vero intelligere fas est edictum quasi iudicarium, quo publice denuntiantur belli causæ simul, ac partis adversæ contumacia¹. Dominus enim in veteri Testamento iussit populo suo dicens: *Si quando accesseris ad expugnandam civitatem* (et agebatur de civitatibus ab ipso Domino reiectis et damnatis); *offerres ei primum pacem*²; et legitur in Libro Iudicum filios Israel misisse nuntios ad omnem tribum Benjamin, ut traderent viros de Gabaa ad satisfaciendum injuriæ illatæ antequam bellum inferrent³. Quicumque igitur, sive princeps sive dux aut miles, aut alius bellum suscipere aut in eo participare, hisce omissis solemnitatibus, præsumpserit, se sciat mortaliter peccasse, et quidem in genere homicidii, tamquam auctorem vel complicem in solidum omnium cædium, quæ in tali bello vel potius impia strage fierent, atque insuper irregularitatem ex delicto, idest formalis homicidii causa, incurrisse, secundum decreta Patrum ac Summorum Pontificum sancita⁴.

CAP. II. DE NECESSITATE AC LEGITIMIS CAUSIS AD BELLUM IUSTUM REQUISITIS.

Quia vero pacem habere debet voluntas, bellum necessitas⁵ et bellum vere belluæ est, quæ omnia devorat⁶: ideo non licet

¹ Corr. rom. — « Citat enim (Isidorus) Ciceronem, qui negat iustum esse Bellum » nisi denuntiatum, nisi indictum » (Ibid.).

² DEUT. XX, 10.

³ IUDIC. XX, 12, 13.

⁴ « In Bello manifeste iniusto, sive offensivo sive defensivo, licet pauci mutilentur » seu occidantur, vel etiam unus solus occidatur vel mutiletur, evadunt irregulares omnes militantes, quia omnes ad homicidium cooperantur, et constituunt unam causam » totalem ad eam internecionem. Arguitur ex cap. « Sicut dignum, » § final. de homicid., cap. « Quod in dubiis » 5, de pœnis, et ibi glossa, verbo « Incitant » (FERRARIS, verbo « Bellum »).

⁵ Cap. « Noli » (ex Augustino) 3, Caus. XXIII, quæst. 1.

⁶ Rot. rom., part. VIII, num. 9. Adnot. ad decis. 29 (Apud Ferraris, loc. cit.).

absque gravi causa et nisi vera et quasi extrema necessitate iuste imperante, suscipere bellum. Testatur enim Nicolaus papa in Responsis ad bulgaros, omni tempore armis abstinendum, nisi necessitas urgeat atque inevitabilis importunarum rerum adsit concurrentia ¹. Abhorreant ergo christiani Principes et populi a falsis bellorum causis, seu potius a suggestionibus diaboli, qui ab initio homicida erat ². Illi non semel aurem præbuere cœci homines, quum ad bellandum se motos prædicarent, nunc propter vanam gloriam, seu, ut aiunt, præstigium nationale, sub cuius vocabuli fumo latet superbia vitæ, apud Ioannem damnata ³, peccatum Draconis qui pugnabat cum Angelis eius ⁴; nunc propter imperiî extendendi vel divitias augendi desiderium, quod non est aliud nisi concupiscentia oculorum ⁵, radix omnium malorum cupiditas ⁶ et avaritia, ab Apostolo dicta idolorum servitus ⁷; nunc etiam propter invidiam erga cæteras nationes vel principes, furorem hunc Cainicum quem semper abominabitur Dominus, qui solus est iure æmulator iustissimus, cuius nomen primitive vocatur Zelotes ⁸. Etenim hæc eadem peccata æque ac magis ⁹ detestanda sunt in nationibus et Guberniis, quæ in hominibus privatis damnantur. At vere horrendum esset dicere insonites homines, qui, sive ut ostentarent se esse validos pugiles, aut gladiatores, sive ut aliena raperent, sive ut invidiæ cederent, proximos privata auctoritate occidere meditentur. Igitur non moveatur unquam bellum, nisi de necessariis repetendis iuribus, vel hostium iniuste invadentium propulsandorum causa ¹⁰.

¹ Decret., 2 part., Caus. xxiii, quæst. viii, c. 15.

² IOAN. viii, 44.

³ I IOAN. ii, 16.

⁴ APOC. xii, 7.

⁵ I IOAN. ii, 16.

⁶ I TIM. vi, 10.

⁷ EPH. v, 5.

⁸ EXOD. xxxiv, 14.

⁹ « Iudicium durissimum his qui præsumunt » (SAP. vi, 6).

¹⁰ Decret., 2part., Caus. xxiii, quæst. ii, c. 1.

CAP. III. DE OFFICIIS ET OBEDIENTIA DUCUM AC MILITUM.

Secundum divi Augustini sententiam, ad malos iure puniendos, bella gerenda ab ipsis bonis suscipiuntur, quum in eo humanarum rerum ordine inveniuntur, ubi eos vel iubere tale aliquid, vel in talibus obedire iuste ordo ipse constringit¹. Sciant ergo Duces ac Milites se militare debere tamquam bonos viros, Deo sacramento baptismi ligatos²; ac proinde iuramentum seu quod vocant sacramentum Militiæ non adversari legi christianæ, nec unquam adversari posse. Hinc nihil in bello iusto agant contra Ius gentium, immunitates personarum et rerum Deo sacrarum, necnon ruricularum, et operariorum artibus pacis incumbentium, feminarum, puerorum, senum et omnium innocentium agnoscant, et rite observent³. Se esse iustitiæ servos ac ministros, non autem crudelitatis, nec cupiditatis, nec vanæ gloriæ meminerint; contenti stipendiis suis, neminem concutientes⁴, legitime quisque in suo gradu, superioribus suis obedientiam præsent.

CAP. IV. DE AUCTORITATE ET CONSILIO IN BELLIS SUSCIPENDIS, ET FORMA IUDICII DE IUSTITIA BELLII.

Quoad bellum suscipiendum auctoritas et consilium non apud cives singulatim sumptos, sed apud nationes et earum principes et Gubernia est. Nam cives singuli, si læsi fuerint, iure possunt ad Superiores appellare vel recurrere, quin inter se aut cum alienigenis pugnent, et ordo naturalis mortalium paci accommodatus, requirit ut ita se Res Militaris habeat⁵. Verumtamen si in Ecclesia Dei cautum est ne Episcopus absque consilio aliquid

¹ Ibid., quæst. I, c. 4.

² Vide martyrium sanctorum Mauriti et sociorum apud Bolland. « Acta sanctorum, » 22 septembris.

³ Capit. « Innovamus, » de tregua et pace.

⁴ Luc. III, 14.

⁵ Caus. XXIII, quæst. I, can. 4 (August.).

agat grave, pari saltem norma circa tanti momenti rem nationes seu earum principes et Gubernia uti necesse perspicitur. Quapropter, ut iustitia et iustitiæ forma in bellis suscipiendis caute servetur, opus est ut leges cuiusque regni et populi statuant viros non tantum peritos, sed et maxime probos consulendos esse, a quibus secundum Ius gentium, et leges evangelicas necnon et canonicas seu pontificias, causarum belli iustitia prudenter examinetur, et libere declaretur. Nam iure disceptare, est iuste iudicare; et non est iudex, si non est in eo iustitia ¹.

VOTUM SYNODI.

I. Universis compertum est, quot quantaque scelera et mala tam spiritualia quam temporalia novissimis præsertim hisce temporibus ab iniustis bellis dimanaverint, ita ut fundamentales societatis humanæ conditiones subverti videantur.

II. Hæc eadem calamitas Orientem quoque invadit miserrimis suis effectibus, et ad gentem nostram Ecclesiamque, et ad universam in Oriente rem catholicam teterrima exinde damna oriuntur, quibus, ut rem pro veritate dicamus, obnoxium quoque est providissimum paternumque nostrum Gubernium, cui gratum habet animum tota armena Hierarchia, præsertim pro religiosa libertate qua ipsa fruitur.

III. Hæc autem calamitosa conditio magis noxia evadere dignoscitur, eo quod sit teterrimus effectus perversorum quorundam principiorum, quibus iustitia et iura gentium conculcantur.

IV. Hinc non amplius iustitia sed ius fortioris, aut secretarum molimina Societatum, in humanam societatem ubique grassantur.

V. Hinc principia quoque christianæ moralitatis susdeque vertuntur, per illas neotericas perversasque doctrinas, quas nonnullæ ephemerides, factæ iam impietatis instrumenta, et secretarum Societatum conatus per omnes regiones excitare atque propagare nituntur, et iam præruptus tantæ impietatis torrens nostras quoque plagas invadit.

¹ « De Re Militari et Bello, » quæst. II, can. I.

VI. Speciatim vero idea præcepti Decalogi: *Non occides*, cuius custos et interpres est ipsa sancta catholica Ecclesia, propter iniusta bella tam vitiata est in mente p^opuli, ut inter bella iusta ac iniustas cædes stragemque iam omne discrimen ablatum videatur, neque inter utrumque populus discernere valeat.

VII. Sed quia Christus Dominus noster, cum suam in terra instituit Ecclesiam, illi soli non modo divinæ suæ revelationis tradidit depositum, sed et infallibilis magisterii auctoritatem usque ad consummationem sæculi duraturam, neque per gentium vel regionum amplitudinem limitandam, eius officium est omnibus gentibus et nationibus iustitiam ac moralem Evangelii legem prædicare ac docere, et hæc inerrabilis magisterii inviolabilis auctoritas in persona Petri legitimis eius Successoribus est concredita.

VIII. Quamvis autem zelantissimi Ecclesiæ ministri vocem suam extollentes, perversa hæc principia impugnare, Iusque gentium, ac sacra moralitatis principia propugnare, et bella iusta inter ac cædem stragemque discrimina populos edocere pro viribus conentur, attamen inter clamores impietatis vox zelantissimorum Pastorum iam ferme extingui videtur.

IX. Quare Patres huius Synodi miserrimum hoc spectaculum a longe non sine lacrymis aspicientes et horum principiorum quæ omnia delere minantur, quæque libertatis, nationalitatis, et similibus fallacium nominum sub velo abscondita sunt, gigantes Orientem versus impetus conspicientes apprime intellexerunt, quod eo magis aggressiones istæ noxiæ sunt nobis, quo debilior est conditio nostra.

X. Quapropter hæc omnia in hac nationali Synodo contemplantes et in tribunali iustitiæ perpendentes, Patres synodales vocem suam ad Cathedram romanam et Tibi Vicario Domini nostri Iesu Christi, cui concredita est suprema infallibilis magisterii auctoritas, extollunt, et his præsentibus scriptis synodalibus consilium suæ mentis Tibi proponere festinant, et Te Christi Vicarium adprecantur, ut, si opportunum Tibi videbitur, gravis hæc et valde necessaria quæstio imminenti œcumenico proponatur Concilio, et Ius gentium solemniter ibidem proclametur atque

tyrannica iuris fortioris principia penitus condemnentur, et divini præcepti: *Non occides* vera notio omnibus prædicetur, bellaque iniusta vere cædem stragemque constituere denuo confirmetur. Hinc et solemniter iusti belli conditiones iuxta canonicum Ius, quod ubique proculcatur, ab eodem œcumenico Concilio infallibili auctoritate publicentur. Et quia universa hæc impietas, quæ omnia destruere minatur, necessario exigit, ut in applicatione principiorum christianæ moralitatis, et canonum Ecclesiæ, permanens et incessans veritatis oraculum quocumque vocem suam extendere, omniumque conscientiam tutam reddere possit:

Quapropter hæc ipsa Synodus illud valde necessarium esse reverenter ac humiliter credit, quod œcumenico Concilio, si ita Tibi videbitur, proponatur, ut apud Sedem Petri permanens supremumque ex omnium gentium iuris peritis compositum Tribunal constituatur, quod in verbo Belli examinet et perpendat utrum mutæ societatum relationes cum moralibus christianæ religionis legibus convenient; ac nomine Sedis Petri defensor Iurium gentis constituatur, cuius vox iuridica ab infallibili Tua auctoritate, qui Vicarius es Christi, confirmata, canon seu regula publicæ constituatur conscientiæ; quo fiet etiam ut humana societas ab imminentis ruinæ præcipitio erepta, quo perversa præsentis temporis socialia principia trahendo delicere eam minantur, tandem aliquando quiescat; et Gubernia ab immani illa necessitate liberentur ingentes perpetuo alendi exercitus, qui cum magno sint incitamento socialis corruptionis morum, innumeras quoque ærumnas teterrimosque effectus progignunt, populisque iam intolerabile pondus omnino efficiuntur.

Ego infrascriptus testor quod per extraordinariam motionem formula, cuius authentica et fidelis traductio præcedit sub titulo: VOTUM SYNODI, lecta fuit armeno idiomate in Congregatione Generali 75.^a diei 20 octobris anni 1869 Synodi patriarchalis armenorum habitæ Constantinopoli prædicto anno, cui Synodo omnes Antistites armeni numero viginti intervenerant, et in forma schematis pro examine eiusdem Patribus synodalibus fuit per varia exemplaria distributa, et postea in Congregatione generali

78.^a diei 28 eiusdem mensis et anni, facta interpellatione a promotore Synodi, eadem formula fuit unanimiter ab omnibus Patriarchis adprobata, eamque Litteris synodalibus consignari statutum fuit, prout in verbali Processu, et actibus notarialibus eiusdem Synodi relatum est.

Datum Romæ, sedibus Ritiro Piatti,
die 10 martii 1870.

Antonius Petrus IX,
Patriarcha Ciliciensis.

Iacobus Kafdangian,
Notarius Synodi patriarchalis.

CCCL.

(25 aprile 1868).

Il cardinal Caterini, informato dal Nunzio apostolico di Vienna come un Principe della Chiesa avesse proposto che si chiamassero a Roma i professori Döllinger, Hefele e Kuhn per prender parte ai lavori preparatorii del Concilio, risponde che forse, dopo la prossima stagione estiva, il Santo Padre inviterà a tal uopo altri personaggi, oltre quelli che ha già invitati. Allora saranno presi in considerazione anco i rammentati di sopra.

Non ho omesso di riferire a Sua Santità quanto la Signoria Vostra illustrissima e reverendissima mi ha manifestato nella sua pregiata Lettera dei 2 del cadente mese. Il Santo Padre si è degnato di manifestare il suo gradimento per un oggetto che riguarda il bene della Chiesa, ed ha lodato lo speciale zelo addimostrato dall'alto Dignitario. Mi ha anche soggiunto che forse chiamerà in Roma altri Soggetti oltre a quelli che sono stati già invitati. Peraltro si riserva di prendere le sue deliberazioni, allorchè sarà passata la prossima stagione estiva, la quale sarebbe di pregiudizio alla salute di quei che sono nati in clima puro e freddo. A quell'epoca saranno prese in considerazione anche le persone, di cui Vostra Signoria illustrissima mi ha indicato i nomi.

Se non che, nel mio particolare, temo assai che, quanto al primo, non siavi speranza che si ricreda dalle sue massime sostenute con tanto impegno e pertinacia.

Tanto per ora, mentre raffermandole le proteste della mia distinta stima, Le bacio di vero cuore le mani.

Mons. Mariano Falcinelli,
Arcivescovo di Atene,
Nunzio apostolico a
Vienna.

CCCII.

(25 maggio 1868).

Il cardinale Federico Schwarzenberg, arcivescovo di Praga, scrive in due lettere separate ai cardinali Caterini e Antonelli per proporre che si chiamino a Roma in qualità di Consultori, oltre i già invitati, altri personaggi « di fede intemerata e fermi nelle dottrine cattoliche, » i quali han fama di erudizione « più copiosa e più universale » che i primi, e sono celebratissimi per uno studio « più profondo » nello illustrare la fede, la storia e la vita della Chiesa, non meno che nel confutare gli errori. E ciò, quantunque costoro appartengano a una scuola « cattolica » diversa da quella dei suddetti. Lo scrivente, tuttochè alieno dal fare speciali proposte, non ha difficoltà di mettere innanzi i nomi dei professori Hefele, Kuhn e Döllinger.

Eminentissime ac reverendissime Domine mi observandissime!

Quod sollicitudo Summorum Pontificum efficere semper adlaboravit, ut gravibus et communibus Ecclesiæ necessitatibus coniuncta Episcoporum cura succurreret, ad hoc etiam nostris diebus Sanctissimi Domini nostri Papæ Pii IX consilium tendit, quibus Ecclesia per universum orbem propagata et extensa in dissitissimis terris populos pascit, in magnis difficultatibus posita et variis circumventa angustiis.

Si ex immenso isto dicecesium numero, ambitu, distantia, ex quotidiana episcopaliū negotiorum frequentia quæ in eorum sedibus præsentiam exposcit, non modica Concilii œcumenici celebrandi difficultas exsurgit, augetur potissimum etiam inde, quod Ecclesiæ adversarii per odium et invidiam iam aggressiones moliri non omittant, et ubi sugillant, cavillentur et noceant, studiosissime dispiciant.

Quanti itaque momenti sit, ea omnia, quæ ad Concilium salubriter celebrandum pertinent, sollicite considerare, non indiget verbis: Tua enim Reverendissima Eminentia, cui specialis Congre-

gationis a Sanctissimo Domino nostro ad hoc opus constitutæ commissum est regimen et præsidium, de eâ re habet persuasissimum. Tanta iam Tuæ Eminentię pro hac re gravissima est sollicitudo, ut omnino gratum Tibi, sicut muneri meo pastoralis satis facere mihi videar, si opinionem meam pro optimo eius exitu, et vere solliciti animi sensa ingenue aperiā¹.

Quum viros considero, qui ex Austriæ Imperio et Germania ad istam præparationis Congregationem accersiti fuerunt, animum meum incedit timor, ne eorum vires ad satisfaciendum gravissimæ obligationi inveniantur insufficientiores. Certe fidei integritate, morum probitate ita eminent, ut communis omnium laus eos prosequatur; doctrinæ quoque merito multis sunt commendatissimi. Neminem tamen latet, plerosque in scholis suis maxime fuisse occupatos, atque ita tum implicatos respectivis studiis, tum peculiari rerum considerationi innexos, ut dubium facile oriatur, quin sufficiant, quamvis per summam et sincerrimam diligentiam, quæstiones obvenientes, omni, qua opus est, amplitudine tractare. Porro ea gravissimarum rerum doctrinæ et disciplinæ natura est, ut nisi a pluribus diversæ institutionis viris considerentur, vix possint ea proponi, quæ præsertim Germaniæ et Austriæ peculiaribus salubriter respondeant necessitatibus.

Quod enim ad res dogmaticas attinet, viros, qui e Germania evocati fuerunt, eiusdem scholæ theologicæ assecclas esse, omnibus compertum est: quis vero non optabit vel etiam necessarium esse censebit, ut tum ad quæstiones penitus tractandas, tum ad occurrendum malevolorum aut infirmorum obiectionibus, consulantur etiam viri, qui intemeratæ fidei, catholicorum doctrinis adhærentes, uberiori tamen et magis universalis eruditionis laude pollent, quique profundiori studio, quo sanctæ Ecclesiæ fidem,

¹ Nella lettera al cardinale Antonelli, gli ultimi due periodi suonano così: « Tua » enim Reverendissima Eminentia de ea re habet persuasissimum, sicut et Sanctissimus » Dominus noster specialem Congregationem huic operi præstituit, et eruditos viros ex » variis Ecclesiæ provinciis in eandem ad consilia adlegit. Sed meis erga Ecclesiam me- » umque gregem officiis me deesse putarem, nisi Eminentię Tuæ, quidquid ad optimum » gravissimæ rei exitum expedire mihi videri possit, ingenue aperirem.»

historiam, vitam, errorum quoque commenta perlustrarunt, sunt celeberrimi? Quum in Universitatibus Monacensi, Bonnensi, Tubigensi, Friburgensi, Wratislawiensi, viri plures inter primores Germaniæ theologos catholicos apud omnes laudentur, mirum multis videtur ex iis nullum, ex una vero Universitate Wirzburgensi duos, et utrumque Collegii Germanici alumnos fuisse evocatos. Rei utilitati non minus consuleretur, quam remota partium suspicione fiducia de præparatione Concilii augeretur, si de ceteris quoque et nulla catholica schola excepta ad consilia accerserentur, qui suas sententias proferrent et vel ipsi in meliora alia consentirent.

Alienum a me erit, viros proponere: sed instar ceterorum clarissimum historicum Hefele in Universitate Tubingensi professorem, porro eius collegam doctorem Kuhn, qui theologiam dogmaticam plurimis scriptis illustravit, vel ipsum Doellinger in Monacensi nominare minime abnuo, de cuius recta fide, excellenti doctrina, quamvis fors Romæ minus commode audiat, in Germania persuasissimum habetur. Facilius enim diversæ opiniones si audiuntur, conciliatur inter catholicos.

Quod vero res disciplinares attinet, ad eruditionem theologicam experientia vitæ et regiminis ecclesiastici usus accedat, certe necesse est. Minus in hac re confidere illis solemus, qui in collegiis potius quam in administratione negotiorum versati sunt, et quid rerum adiuncta postulent ferantve, proprio Marte non didicerunt. Præsertim Imperii Austriaci difficillima nunc conditio, ubi diversæ nationes, politicis et religiosis quæstionibus implicatæ, porro relationes ad Gubernium prudentissima manu indigent, desiderium movet, ut auxilium illud, quod his quoque a Concilio sperari potest, peritissimis consultoribus præparetur.

Hæc quæ omnium de re gravissima movent sensa fateri Tibi, Eminentissime Domine, pastoralis officii cogebar sollicitudine, ut candidis aperirem verbis, quid ad felicem Concilii exitum, si quidem in tanta omnium rerum commotione congregari poterit, censeam necessarium vel opportunum. Ad Te iam, Eminentissime Domine, dicta remitto, ut pro eximia qua excellis sapientia et rerum, quæ aguntur, scientia ea examinare, et si quid in iis sa-

lutare vel adhibendum inveneris, dispicere et ad beneplacitum
Tuum uti digneris.

Qui cum sensu profundissimæ venerationis et sacrarum ma-
nuum osculo permaneo

Eminentiae Tuæ reverendissimæ

Pragæ Bohemorum, 25 maii 1868.

Humillimus devotissimus s. v.

Fr. card. Schwarzenberg,
Archiep. Prag.

CCCIII.

(18 giugno 1868).

Il cardinal Caterini risponde al cardinale Schwarzenberg, riferendosi a quanto il Segretario di Stato ha avuto ordine dal Santo Padre di replicare alla riportata lettera del 25 maggio.

Romæ, 18 iunii 1868.

Humanissimas Eminentiae Tuæ literas diei 25 maii nuper præteriti libenter excepi, meique muneris esse censui earumdem tenorem sine mora sanctissimo Domino nostro referre. At Sanctitatem Suam rei, de qua agebatur, plane consciam inveni ex aliis Eminentiae Tuæ literis eiusdem tenoris ad Eminentissimum a Secretis Status datis, et paucis antea diebus Beatissimo Patri relatis.

Cumque ex eiusdem responso Eminentia Tua certo ac fuse intellexerit quænam sit Sanctissimi mens, me ab ea hic exponenda abstineo, ne actum agere videar, et Eminentiam Tuam frustra detineam.

Ceterum, hanc nactus occasionem me profundo obsequio profiteor, manusque humillime deosculor.

Eñño ac rñño Dño meo obsñño
D. card. Friderico Schwarzenberg,
archiepiscopo Pragensi.
Pragam.

CCCIV.

(15 luglio 1868).

Il cardinale Segretario di Stato, dopo aver lodato lo zelo dell'arcivescovo di Praga, gli significa come non sia sfuggita al Santo Padre l'opportunità d'invitare a Roma qualche altro teologo, e come a quest'ora egli avrebbe già chiamato il Dollinger, se non gli fosse stato affermato che questi ricuserebbe l'invito.

Romæ, 15 iulii 1868.

Accepi litteras Eminentiae Tuæ ad me datas occasione œcumenicæ Synodi, quam Sanctissimus Dominus noster Pius papa IX sibi proposuit celebrandam. Quæ Eminentiam Tuam ad scribendum impulit cura propriam sacri Antistitis ad universalis Ecclesiæ bonum intenti sollicitudinem apprime refert.

Inter ea quæ scite sapienterque in epistola animadvertebas de multiplicis ac salebrosæ materiæ in Synodo tractandæ præordinatione, non sine peculiari studio ac solertia adnotasti magnopere interesse ut ad præliminare hoc opus tanti momenti, permulta ac gravissima doctrinæ disciplinæque capita complectens, diversarum institutionum viri scientia et eruditione in primis polentes ex pluribus hac illac Universitatibus assumantur, quibuscum initis investigationibus collatisque consiliis, melius innotescat regionum conditio, et congrua consulendi ratio; simulque discordes, quæ inter ipsos — quantumvis catholicos — invaluerunt, opinioniones concilientur.

Id sane perspexerat pridem apostolica Sedes: et, ad Germaniam quod pertinet, de qua potissimum res est in Eminentiae Tuæ epistola, Sanctissimi Domini nostri menti nequaquam effugit oportunitas quempiam alium ex theologis accersendi, præter illos, quos ex Universitate Wirzeburgensi vocatos memorabas: idque reapse in altero ex propositis a Te viris, in Doctore nempe Doel-

linger contigisset, nisi Summo Pontifici affirmatum esset, ipsum invitationi ad præstandam hic coniunctim cum aliis operam suam minime assensurum.

Hinc vides, Eminentissime Domine, quemadmodum super literarum Tuarum argumento apostolica Sedes expositas ibidem considerationes pro ratione opportunitatis anteiverit.

Ceterum, humanissimi erga me officii partem ab Eminentia Tua in epistola adhibitam multa gratiarum actione rependens, maximi obsequii mei sensus Tibi testor et manus humillime deosculor.

Em̃o ac r̃mo Dño
Friderico card. Schwarzenberg,
archiepiscopo Pragensi.
Pragam.

CCCV.

(21 novembre 1868).

L'arcivescovo di Westminster partecipa al Prefetto di Propaganda la nomina del Weathers a consultore pei lavori preparatorii del Concilio, fatta dai Vescovi inglesi.

Eminenza reverendissima,

Mi fo l' onore di partecipare a Vostra Eminenza reverendissima la nomina del reverendissimo monsignor Weathers, presidente del Collegio di Sant' Edmondo in questa diocesi, dai Vescovi inglesi, come teologo per assistere agli studii preparativi che si fanno a Roma pel prossimo Concilio generale.

Baciando la sacra Porpora, ho l' onore di dichiararmi,

Londra, li 21 novembre 1868,

di Vostra Eminenza reverendissima,

Umilmo e divmo servo

† Enrico E., arcivescovo di Westminster.

CCCVI.

(Aprile 1869).

Scrittura anonima, intitolata: « Le Concile œcuménique et les droits de l'Etat, » la quale, sotto gli auspicii del Governo italiano, vien diffusa per propagare i principali argomenti della scuola regalista intorno ai pretesi diritti della potestà civile sui vari punti che concernono la celebrazione dei Concili ecumenici.

La convocation du Concile œcuménique par Pie IX est une des plus graves et des plus délicates questions de notre siècle. Elle mérite toute l'attention et les études les plus sérieuses des Gouvernements. Personne n'ignore qu'il s'est constitué au sein de l'Eglise catholique un parti qui se donne pour l'Eglise elle-même, un parti puissant, aujourd'hui dans toute sa vigueur, imposant à ses adeptes le respect et une obéissance aveugle. Ce serait une erreur de croire qu'il est sur son déclin; au contraire, il va se fortifiant dans tous les pays. Aucun parti n'exige plus de vigilance de la part des pouvoirs publics, même alors qu'il paraît immobile. Le parti des incrédules et des libres penseurs est plus bruyant que nombreux; mais celui-ci, qui s'arroe le titre de catholique, est actif, compact, organisé dans tous les Etats et relié par une association unique. Ses adeptes sont des hommes de foi en général, et comme des hommes de foi ils sont dévoués, prompts aux sacrifices, et unis dans la même pensée. Politiques et religieux à la fois, ils réunissent les qualités particulières inhérentes à cette double pensée. Leur organisation dans les autres Etats d'Europe montre ce qu'ils peuvent être en Italie.

Que ce parti soit aussi en formation chez nous, nous en avons la preuve dans ces sociétés nombreuses qui surgissent partout sous des noms divers mais avec le même but, dans leurs règlements, dans leurs réunions, dans leur activité et leur courage, dans les organes périodiques qu'elles publient, et qui sont par-

tout répandus et lus, quoi qu'on en dise. A ce parti ainsi organisé le futur Concile va donner une nouvelle vie et une nouvelle ardeur. Son activité va être portée à sa plus haute puissance, et s'il ne parvient pas à dominer l'Etat, il aura du moins assez d'influence pour l'inquiéter, le troubler et le diviser. Sans insister davantage sur ce sujet, on voit d'un coup d'œil combien il importe à un Gouvernement prévoyant et digne de ce nom de s'occuper de la question du Concile, et de ne pas se laisser endormir par les théories décevantes de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, aujourd'hui inapplicables, ni par de vaines déclamations sur la prétendue impuissance de l'élément religieux.

En présence d'un événement aussi considérable que celui du futur Concile œcuménique, la première chose à étudier c'est le caractère du personnage auguste qui le convoque. Pie IX s'est fait une idée exagérée et grandiose, à certains égards, de l'autorité spirituelle qui lui est conférée. C'est un de ces caractères complexes qui déroutent l'esprit d'observation, faible et fantasque, mais capable des plus grands enthousiasmes et des plus fermes desseins. Sa volonté est mue bien moins par la raison que par une vive et forte imagination. Son âme se repose et s'exalte par la foi, et sa foi s'affermir dans la contemplation de l'omnipotence de l'Eglise. Aucun de ses prédécesseurs n'eût songé à chercher dans la convocation d'un Concile le remède aux maux qui affligent l'Eglise. Tous se sont abstenus d'y recourir depuis le Concile de Trente, qui a laissé une impression de terreur vivement retracée par le rusé cardinal Pallavicino, organe fidèle des sentiments intimes et des intérêts de la papauté ¹.

Si les hommes les plus avisés de l'Eglise, des cardinaux et des papes, ont jugé l'épreuve d'un Concile pleine de périls, on se demande d'où est venue au pontificat cette force nouvelle pour que Pie IX convoque les évêques du monde entier dans les formes solennelles des grands papes du moyen âge, sans aucune entente préalable avec les puissances catholiques, sans les négociations usitées jadis en pareil cas, et foule aux pieds les droits

¹ « Histoire du Concile di Trente, » liv. XII, chap. 10.

de la puissance civile reconnus jusqu'à ce jour, droits incontestables et incontestés d'intervenir dans la convocation, dans la détermination du temps et du lieu de la réunion! . . .

La pensée de violer à ce point des droits traditionnels et d'aller au devant d'une lutte pleine de périls ne peut avoir été inspirée à Pie IX que par l'assurance qu'il possède que tout ira au gré de ses désirs et selon sa volonté. Il se laisse diriger par l'opinion nouvelle, aujourd'hui très commune dans un certain milieu catholique, qu'au pape seul appartient l'autorité absolue sur l'Eglise, et que le Concile ne servira qu'à mettre en évidence cette autorité illimitée. Il a appris par deux expériences successives que cette opinion est maintenant triomphante sur toute la ligne, que les évêques qui viendront au Concile seront, sauf quelques exceptions peu nombreuses, aveuglément soumis à ses volontés, et il a déjà préparé de longue main tout ce qui sera et tout ce qui ne sera pas dit ou fait au Concile.

Les espérances que fondent sur le Concile les cléricaux, les jésuites et les prélats des curies révèlent le secret de l'autorité qu'ils y vont exercer. Ils n'auraient point permis à Pie IX de faire le pas décisif de la convocation s'ils n'avaient pas été assurés d'avance que Rome en sortira plus absolue, plus inébranlable dans ses tendances théocratiques et liberticides, plus résolue que jamais à lutter contre le siècle, à étouffer les consciences sous le poids insupportable du *Syllabus* et des décrétales de la même espèce, et surtout plus fortement rivée aux derniers débris de la souveraineté temporelle, devenue maintenant la grande, l'unique affaire du Saint-Siège qui en voudrait faire la cause générale de l'Eglise.

Ce n'est pas contre l'œuvre des jésuites et des curies que le Concile est dirigé. Cette œuvre en recevra au contraire une sanction plus solennelle, et les encycliques de Grégoire XIV et de Pie IX y seront déclarées lois de l'Eglise.

Par ces considérations, que nous croyons sérieuses, on peut juger que les gouvernements manqueront à leur devoir et trahiront les intérêts des sociétés civiles s'ils ne se préoccupent pas de ce que va faire le Concile. Les droits de l'Etat ne courent-ils

aucun danger? Quel trouble pour les esprits timorés! quelle perplexité même pour les esprits fermes et éclairés! Ils devront se courber et se taire lorsque les évêques couvriront de leur autorité spirituelle toutes les sentences, tous les desseins et toutes les volontés de la Cour de Rome, et lorsqu'ils proclameront le *Syllabus* la loi suprême de l'Eglise! La société n'en sera-t-elle pas tristement et douloureusement atteinte?

La prudence indique les mesures à prendre. Il faut un vigoureux exercice des droits de la puissance civile. Il ne faut point se laisser surprendre et séduire par les artifices dans lesquels la Cour de Rome est passée maîtresse, ni ébranler par ses résistances et ses menaces. Il convient de prendre devant elle une attitude modérée, mais ferme et énergique, pour empêcher que le Concile n'introduise parmi les nations de nouveaux éléments de discorde en faussant la conscience catholique.

I. ORIGINE DES DROITS DE L'ETAT DE PRENDRE PART AU CONCILE ŒCUMÉNIQUE.

Le Concile œcuménique est l'Eglise réunie en assemblée générale pour définir et proclamer les vérités révélées et pour établir les lois disciplinaires de son gouvernement. Tel est le ressort de son action juridique. Mais de qui se compose l'Eglise? On trouve la réponse en lisant l'Evangile sans préjugé et en se pénétrant de sa doctrine fondamentale. L'Eglise se compose de quiconque est en communion de foi avec elle, laïque ou prêtre, soit qu'il y occupe, soit qu'il n'y occupe pas une dignité ou une fonction. Conséquemment, pour que le Concile soit l'expression vraie de l'Eglise, il faut qu'il n'établisse et ne définisse que ce qui est dans la croyance de tous, il faut, en un mot, qu'il soit la représentation vivante de la conscience et de la pensée de tous les fidèles, laïques et prêtres, moralement présents au Concile par leurs délégués. Car l'Eglise ne se compose pas seulement d'évêques, de prêtres et de moines, mais de tous ceux qui ont été baptisés, et parmi ceux-ci il en est qui méritent par

leur science et le rang qu'ils occupent d'être comptés au Concile, comme on le fit au Concile de Constance, où des empereurs, des rois et des docteurs universitaires jouèrent un grand rôle.

On voit l'ordre laïque intervenir au premier Concile de l'Eglise chrétienne, à celui de Jérusalem, qui est le type de tous les autres et dont la pratique est devenue la source de la jurisprudence conciliaire. Les simples fidèles, tout le peuple chrétien d'alors, y intervinrent, prirent part aux délibérations, approuvèrent les décisions et applaudirent à leur promulgation, comme il est écrit dans les Actes des Apôtres (xv, 23)¹. Il en fut de même au Concile de Nicée. Un grand nombre de laïques versés dans les lettres et dans les sciences divines y intervinrent, dit l'historien Sozomène.

Le droit de l'ordre laïque d'intervenir au Concile est fondé sur la nature même et sur le but de ces assemblées. La foi est le patrimoine commun des laïques et des clercs, et bien que les premiers n'y interviennent pas pour définir et décréter, puisque la mission d'enseigner a été confiée à un ministère spécial, ils peuvent néanmoins discuter sur des points de foi et rendre témoignage à la foi commune. C'est à ce titre que l'empereur

¹ Le chapitre xv des « Actes » contient l'histoire du premier Concile. Les traductions varient sur le verset 23 qui parle de la lettre que Paul et Barnabas portèrent à l'Eglise d'Antioche de la part du Concile de Jérusalem, et où Martini traduit : « Les apôtres, les anciens frères d'Antioche, de Syrie et Cilicie, » Diodati traduit à son tour : « Les apôtres, les anciens et les frères, etc. » Les autres codex adoptent tantôt l'une, tantôt l'autre de ces versions. On voit quelle importance il y aurait à être fixé sur ce texte, car il contient le critère historique de tous les Conciles passés, présents et futurs. Ces « frères » du Concile de Jérusalem seraient, en effet, les chrétiens laïques. La seconde variante leur donne voix au chapitre, nous voulons dire au Concile, tandis que la première les passe sous silence. En tout cas, on peut par le texte sacré constater que dans ce premier Concile toute la discussion fut publique, et tout l'ordre laïque de Jérusalem y participa plus ou moins, et fut présent à la délibération. Les apôtres ne furent pas seuls à parler, puisque le texte sacré dit qu'il y eut une grande discussion, et le texte ajoute qu'après le discours de Paul et de Barnabas le peuple se tut, d'où il apparaît clairement que le peuple avait parlé. Celui qui veut en savoir davantage sur ce sujet important doit consulter le codex du Vatican, publié par Philippe Bottmann, et les variantes de Lachmann et de Greisbach.

Marcien, le représentant de l'ordre laïque, intervint au Concile de Chalcédoine, à l'exemple de son prédécesseur Constantin le Grand. *Nos ad fidem confirmandam, non ad potentiam aliquam exercendam*, dit-il lui-même ¹. Et l'on voit dans une lettre du pape Nicolas I qu'il appartient à tous les chrétiens, *non solum ad clericos sed etiam ad laicos*, d'intervenir au Concile pour des questions de foi générale et commune à tous, *nisi in quibus de fide tractatum est, quæ universalis est, quæ omnium communis est* ².

Dans les premiers temps du christianisme, le nombre des croyants étant encore très restreint, ils pouvaient facilement se réunir en un même lieu pour délibérer sur la foi et la discipline, comme ils firent au Concile de Jérusalem; mais la religion chrétienne s'étant répandue dans tout l'empire, il ne fut plus ni convenable ni possible de réunir même tous les clercs, à plus forte raison tous les laïques. Il résulta de cette impossibilité matérielle que la prérogative des clercs d'intervenir au Concile fut transportée aux évêques et aux théologiens, et celle des laïques au représentant de la puissance civile. Toute l'histoire ecclésiastique est la confirmation de cette double délégation. Il ne s'est jamais tenu de Concile œcuménique où l'ordre laïque n'ait été représenté par un délégué de la puissance civile, ainsi que nous le verrons bientôt.

Tout canon de l'Eglise ayant un caractère de loi et d'institution permanente, ou affectant à la fois la société religieuse et la société civile, ou introduisant des doctrines et des disciplines nouvelles, ou touchant aux droits et à la constitution de l'Etat, ne peut ni ne doit être établi sans le concours et la participation de la puissance civile, qui a le droit de l'examiner, de le discuter et de l'écarter même avant qu'il soit porté par devant le Concile. La présence de l'Etat au Concile dérive de sa mission de veiller à ce que rien ne porte atteinte à la paix et à l'ordre de la société civile dont il est le représentant naturel.

¹ « Concil. Chalc. » Act. vi.

² « Epist. Nicol. I ad Michelan. »

Pour la même raison, une grande assemblée comme celle d'un Concile œcuménique ne peut se réunir au dehors d'un Etat sans l'assentiment du pouvoir politique et civil, quand ceux qui doivent y prendre part représentent, comme c'est le cas des évêques, la grande majorité des citoyens, et quand ils vont y prendre des mesures qui doivent s'exécuter dans l'Etat. Alors celui-ci n'a pas seulement le droit, mais il a le devoir de connaître d'avance, de permettre ou de défendre tout ce qui lui paraîtrait de nature à affecter les conditions de sûreté et de paix de la société civile, et il est obligé d'entrer de compte-à-demi dans tout ce que fait un autre pouvoir qui vit à ses côtés et qui s'exerce sur le même territoire et sur les mêmes sujets. S'il laisse ébranler ce droit, la société est atteinte dans ses bases juridiques, et n'est plus une société autonome et complète.

L'histoire nous fournit sur l'exercice de ce droit d'intervention des enseignements dont il convient aujourd'hui de faire grand cas. Depuis le huitième Concile œcuménique, le clergé a toujours essayé d'empiéter sur ce droit, soit directement par des attentats manifestes, soit indirectement par des moyens détournés. Dans cette entreprise séculaire pour s'émanciper, les papes n'ont tenu aucun compte de l'opposition des évêques et des grands prélats défenseurs des droits de la puissance civile. Ils ont su toujours gagner ceux-ci par l'intrigue ou par l'intérêt; mais ils ont dû reculer bien des fois et renoncer à leur entreprise devant la résistance de l'Etat, gardien vigilant du droit public, et qui pour cela même intervient au Concile.

II. DU DROIT DE L'ETAT DANS LA CONVOCATION.

Pour que la réunion ne soit ni arbitraire ni tumultueuse, il faut qu'il y ait quelqu'un qui convoque légitimement le Concile. Or, il n'est aucune loi divine, aucune tradition apostolique, aucune discipline toujours observée qui réserve la convocation exclusivement au pontife romain, ni qui invalide une convocation faite sans son consentement. Il est certain au contraire que les

huit premiers Conciles généraux, reçus de toute l'Eglise, ont été convoqués par les empereurs romains¹, tantôt sur la demande du pape², tantôt contre sa volonté et malgré lui³. Toutes les fois que des discordes religieuses troublent non seulement l'unité de la foi, mais aussi la paix civile, ou qu'elles sont un obstacle au gouvernement, ou nuisent à l'intérêt public, le prince intervient par son autorité et apporte le remède propre à rendre la paix aux deux sociétés, et ce remède est le Concile, celui qui convient le mieux au tempérament de la société religieuse. Au prince appartient le droit de le convoquer, quand il est jugé nécessaire au rétablissement de l'ordre public.

Et qu'on ne dise pas que pour atteindre ce but la voie reste toujours ouverte à un recours au chef de l'Eglise, et qu'on peut toujours lui demander la convocation du Concile. On ne nie pas qu'en beaucoup de cas il ne soit sage et convenable de s'adres-

¹ Le Concile de Nicée fut convoqué par Constantin en 321, comme le rapportent Eusèbe, Sozomène et Théodoret. Le premier de Constantinople fut convoqué par Théodose-le-Grand sans consulter le pape Damase (ARDOUIN, « Coll. Conc. », 7, 1). Le Concile d'Ephèse, tenu en 431, fut convoqué par Théodose-le-Jeune, ainsi qu'on le voit dans la lettre de Théodose et Valentinien au patriarche d'Alexandrie (ARDOUIN, l. c.). Dans la lettre adressée à l'empereur, par laquelle il accrédite les légats qui devront le représenter au Concile, le pape Célestin s'exprime ainsi : « A ce Concile que vous avez convoqué nous serons présents par ces deux légats que nous vous envoyons » (Actes du Concile d'Ephèse). Le Concile de Chalcédoine fut convoqué par l'empereur Marcien sur la demande du pape Léon en 451. Le second de Constantinople, en 553, fut convoqué par Justinien, comme l'attestent Evagrius, lib. iv, et Nice., lib. xvii. Le troisième de Constantinople, 680 et 681, fut convoqué par l'empereur Constantin IV. Le second de Nicée, en 787, fut convoqué par l'impératrice Irène et par son fils Constantin. L'empereur invita le pape à se rendre à ces deux derniers Conciles. Le quatrième de Constantinople, en 869, fut convoqué par Basile dit le Macédonien.

² Galla Placidia, étant allée à Rome pour visiter les tombeaux des apôtres, reçut du pape Léon la commission de prier l'empereur de convoquer un Concile (Voir les actes du Concile de Chalcédoine, p. 1, cap. 26).

³ Il est connu de tous qu'en certains cas le Concile peut se réunir sans le pape, et cela non seulement en cas de schisme, mais aussi lorsque le pape serait hérétique ou bien simoniaque déclaré, ou qu'il tramerait des desseins ruineux pour toute l'Eglise. Ces cas peuvent se présenter, comme le reconnaissent tous les théologiens et les canonistes, et alors personne ne niera que le Concile ne puisse se réunir sans le pape (BOSQUET, « Def. Cleri Gall. », lib. 3, cap. 4, 5).

ser au pape; mais ce recours n'est pas obligatoire, par la raison qu'on n'est jamais obligé de demander l'autorisation de faire ce qui est dans son droit. Demander au pape la convocation, c'est admettre qu'il a le droit de la refuser, ce qui serait contraire au droit incontestable de la puissance civile. D'ailleurs, la convocation est un acte extérieur au Concile, en dehors des choses qu'il doit définir, étranger à la juridiction du ministère qui a la mission d'enseigner. Le Concile, du reste, est appelé quelquefois à se réunir pour juger le pape lui-même.

On n'a jamais contesté ce droit à la puissance civile, et on ne trouve pas dans l'histoire que l'autorité ecclésiastique en ait jamais considéré l'exercice comme une usurpation. Ses plaintes, quand elle en a fait, ont porté sur sa liberté dans les questions dogmatiques. A cet égard, elle a toujours repoussé l'ingérence du prince.

Pendant tout le temps que l'empire a duré, ni le pape, ni les évêques, ni aucune autre autorité dans l'Eglise n'ont douté que le droit de convoquer le Concile général n'appartînt à l'empereur. C'est à lui et à lui seul qu'il appartenait d'intimer à tout le monde la convocation ¹.

On ne veut pas dire par là que le pape soit exclu du droit de convocation. A lui plus qu'à tout autre il convient de venir en aide par un Concile à l'Eglise en détresse, car il est le lien de l'unité catholique. Ce qu'on veut dire, c'est que la convocation ne lui appartient pas exclusivement, ni de droit divin, ni de droit canonique. Si aujourd'hui les princes ne convoquent pas le Concile, c'est que les circonstances ne sont plus les mêmes, et

¹ Le Jésuite Jech prétend que le droit de convoquer les Conciles a été reconnu au pape depuis le IV.^e siècle. Il cite les historiens ecclésiastiques Socrate et Sozomène, qui donnent une lettre du pape Jules; mais le canoniste romain cite à faux, car les paroles de Jules ne concernent pas le droit de convocation en général, mais la convocation controversée de deux Conciles à la fois pour la même cause, et quelques prérogatives de l'Eglise de Rome sur l'Eglise d'Alexandrie. Voir les remarques de Pierre Constant. sur ce sujet (Coll. Epist. Roman. Pont.). Isidore Mercator a été le premier à donner un sens général aux paroles de Jules, et il a publié sur ce sujet une lettre apocryphe qui trahit son dessein. Plusieurs de ses citations des décrétales, contraires à l'histoire, sont aussi falsifiées et aussi inexactes que la lettre apocryphe de Jules.

qu'il leur convient de s'abstenir; mais ils n'en ont pas pour cela perdu leur prérogative, et des circonstances peuvent se présenter où ils doivent l'exercer.

Le changement de la discipline conciliaire a commencé vers le IX.^m^e siècle. Alors, l'Europe étant divisée en plusieurs royaumes et ne formant plus une société sous un seul maître, la convocation d'un Concile aurait rencontré de nombreux obstacles au milieu de cette division d'Etats et de princes opposés les uns aux autres. Le mode de convocation changea, et dans un but purement disciplinaire elle fut laissée au pontife romain par un accord tacite des princes. Mais on ne peut conclure de ce changement de discipline que les princes aient abandonné leur droit. Ils en interrompirent l'exercice au milieu des événements qui bouleversèrent l'Europe du moyen âge et désorganisèrent même l'ordre ecclésiastique; mais ils le reprirent sous une autre forme à l'avènement de la civilisation nouvelle.

Le premier pape qui ait revendiqué pour lui seul la convocation est Nicolas I. Il n'osa pas toutefois abolir d'un coup l'ancienne législation, car il ordonna que ses lettres de convocation fussent adressées aux princes et discutées avec eux en présence des légats pontificaux ¹; mais les papes des décrétales, ces papes glorifiés par les canonistes ultramontains, ne gardèrent plus de retenue, et secouèrent toute soumission à l'empire. Ce fut Grégoire VII qui accomplit cette œuvre révolutionnaire. Le pouvoir papal étant arrivé à son apogée, il s'arrogea le droit exclusif de rassembler l'Eglise universelle où et quand il lui conviendrait.

Tous ceux qui ont étudié l'histoire savent que le Concile de Constance, intimé d'abord par Jean XXIII, fut en réalité convoqué par l'empereur Sigismond, par les rois de France et d'Espagne et par d'autres princes chrétiens, qui employèrent dans ce but leurs soins assidus, de longues négociations et même des menaces à l'adresse des opposants. Le pape fut forcé de publier la

¹ Dans son épître au Concile de Metz, Nicolas I recommande que ses légats soient honorés comme présidents, et que ses lettres de convocation soient communiquées au roi Charles et discutées avec lui en présence de ses ministres.

bulle de convocation malgré ses résistances, ce qui donna lieu à un mot piquant, savoir que les universités, les évêques et les cardinaux s'étaient accrochés au manteau de César pour entrer au Concile ¹.

Le droit des princes est reconnu et confirmé par Pie II dans ses lettres exhortatoires sur la réunion de l'Eglise. « Tu vois, dit-il dans une lettre, en quel état se trouve la république chrétienne: il n'y a plus ni clergé ni peuple, l'Eglise est déchirée. Notre invincible empereur souffre de cet état de choses, et il s'est employé, comme il convient à un avocat de l'Eglise, à déraciner, autant que cela est possible, le nouveau schisme. Pour atteindre ce but il n'aperçoit pas de meilleur moyen que celui de rassembler un Concile général. C'est le moyen qu'il a choisi, et il en écrit aux autres rois et princes ². »

Le dernier Concile œcuménique, celui de Trente, réclamé d'abord par la diète de Spire, arrêté dans les transactions de Nuremberg, consenti et favorisé par les princes, mais secrètement entravé par Clément VII dans le but d'ajourner la réforme radicale de l'Eglise que réclamait la legation impériale, résolu définitivement dans les négociations de la paix de Crépi entre l'empereur et le roi de France, imposé par les princes, ce Concile fut enfin convoqué par Paul III, qui ne pouvait plus se soustraire aux pressions de toute nature qui l'entouraient, ni trouver de prétexte raisonnable pour un nouvel ajournement.

Dans la bulle d'indiction, Paul III déclare qu'il a consulté les princes et nommément l'empereur et le roi de France. Dans la bulle de continuation du même Concile, Jules III dit que, par la grâce et la bonté de Dieu, *il espère que tous les rois et les princes chrétiens voudront bien adhérer à son vœu*, et qu'ils le seconderont et l'assisteront en cette affaire. Pie IV ajoute *qu'il a fait connaître son dessein aux princes*.

¹ Dans sa lettre de convocation du Concile de Constance, l'empereur se sert de paroles qui signifient que le Concile est convoqué par sa seule autorité, car il n'y est pas question du pape. (Voir VON HARDT, tom. III; ab. TOSTI, et « Histoire du Concile de Constance, » lib. II).

² Lettre 18.

III. DU DROIT DES ETATS DE PRENDRE PART AUX ACTES PRÉPARATOIRES.

Le Concile œcuménique ne peut ni ne doit être convoqué sans qu'aux actes de la convocation ait participé la puissance civile. La réunion d'un Concile exigeant la sortie de presque tous les évêques d'un royaume, il y a là un événement d'une haute gravité qui intéresse directement l'Etat, et peut avoir des contre-coups funestes sur l'ordre et la tranquillité publique. L'Etat ne pourrait prévoir ni écarter les dangers s'il n'était pas consulté sur le temps et le lieu où se tiendra le Concile. De là le droit pour la puissance civile d'intervenir, de permettre ou d'empêcher, de fixer le temps et de déterminer le lieu de la réunion.

Lorsqu'en l'an 270 les évêques voulurent se réunir en Concile pour juger la cause de Paul de Samosate, ils s'adressèrent à l'empereur Aurélien, qui accordait alors la paix à l'Eglise, et l'empereur prescrivit que la réunion se tiendrait à Rome. Les décisions de ce Concile concernant des biens d'église que Paul voulait garder n'eurent d'effet que par un décret du prince, comme on le voit dans Eusèbe¹.

Le temps et le lieu des huit premiers Conciles œcuméniques furent déterminés par les empereurs, et de leur propre autorité.

Pendant la controverse d'Eutichès, Léon I envoya des ambassadeurs à Théodose pour lui annoncer qu'il tiendrait, avec le consentement de celui-ci, un Concile œcuménique en Italie. Théodose mourut avant l'arrivée des ambassadeurs, qui furent reçus par Marcien. Après avoir pris connaissance de leur mission, le nouvel empereur consentit à la célébration du concile, selon le désir de Léon; mais il ne se conforma point au désir de celui-ci pour le lieu de la réunion, et de sa propre autorité il désigna

¹ Voici le texte latin d'Eusèbe (« Histoire, » lib. vii, cap. 30): « Aurelianus præcepit ut domus Ecclesiæ illis tribuentur quibus christiani et urbis Romæ episcopi tribuendam, præscriberent. »

d'abord Nicée, puis Chalcédoine. Léon loua le prince de son zèle et de sa sollicitude ¹.

Après le VIII.^e siècle, les Césars d'Orient maintinrent la plénitude du droit de déterminer le temps et le lieu.

Même en Occident, il est resté plusieurs traces de l'ancienne déférence de l'Eglise au droit des Etats nouvellement formés en Europe aux temps de Charlemagne et des rois barbares ².

Lorsque les papes du moyen âge voulurent fonder leur domination théocratique, ils s'élevèrent contre ce droit des princes de déterminer le temps et le lieu de la réunion, et convoquèrent eux-mêmes les Conciles sans négociation préalable avec la puissance civile. Dans la bulle d'indiction du Concile de Lyon en 1274, Grégoire X commande à ceux qui doivent y intervenir de se préparer; mais il passe sous silence le lieu où il se tiendra, et dit seulement qu'il le fera savoir en temps opportun. Il ne désigne pas non plus le roi, dans les Etats duquel se réunira le Concile. Il ne considère les ministres des princes que comme de simples témoins. C'est le premier et l'unique exemple qu'on trouve dans l'histoire ecclésiastique d'un Concile œcuménique tenu sans consulter préalablement les princes chrétiens.

Le temps et le lieu de la convocation du Concile de Constance furent fixés par un décret de l'empereur Sigismond, avec l'assentiment des autres princes chrétiens, et toutes les tergiversations de Jean XXIII, qui ne voulait pas en entendre parler ³, ne parvinrent pas à ébranler la volonté de l'empereur.

Lorsqu'au XVI.^e siècle les hommes pieux et bien pensants, soutenus par les princes interprètes de leur désirs, invoquèrent un Concile pour mettre fin aux troubles religieux de cette époque, le pape ne voulut pas paraître seul à le redouter. Il pensa d'abord de le convoquer à Rome, lieu qui a toujours été favorable à l'accroissement de la puissance pontificale, comme le prouvent tous

¹ Epist. S. Leonis, 47, 50.

² Voyez dans DE MARCA, « De concordia sacerdotii et imperii » (lib. vi, du chap. 17 au chap. 23).

³ V. VON DER HARDT, t. IV, p. 4.

les Conciles qui portent le nom de Latran ¹; mais les Etats catholiques, et particulièrement l'ambassadeur impérial ², s'opposèrent vivement à ce dessein suggéré par les curies romaines. Des négociations longues et épineuses se poursuivirent entre le pape et les princes sur le choix du lieu, ceux-ci préférant une ville d'Allemagne, celui-là une ville d'Italie, et principalement une ville de l'Etat pontifical. Enfin, on tomba d'accord sur la ville de Trente, située entre l'Italie et l'Allemagne. Malgré ce choix arrêté d'un commun accord, le pape voulut transférer le Concile à Bologne. L'empereur Ferdinand et tous les autres princes protestèrent, en déclarant en plein concistoire, par l'organe de don Diego di Mendoza, qu'ils dénonceraient le Concile comme illégitime si les Pères ne retournaient pas immédiatement à Trente, et si le pape opposait à leur retour des excuses ou des atermoiements ³. Mêmes menaces furent répétées à Bologne, dans l'assemblée des Pères, par l'ambassadeur impérial Velasco. Le pape Paul III et, après lui, Jules III résistèrent ouvertement au désir de l'empereur et des autres princes chrétiens. La controverse dura quelques années encore; mais il fallut céder à la fin, et Jules III dut rappeler le Concile à Trente, reconnaissant ainsi le droit des Etats chrétiens à déterminer, d'accord avec le pape, le temps et le lieu de la réunion œcuménique.

¹ Tous les Conciles œcuméniques tenus à Rome ont été funestes aux Etats. L'influence omnipotente des curies, les flatteries et les menaces des papes, la présence de la puissante compagnie des jésuites, tout enfin, jusqu'à l'air qu'on y respire, nous font présager que le futur Concile sera désastreux, s'il se tient à Rome.

² L'ambassadeur impérial informa les princes chrétiens qu'il n'avait pu applanir aucune des graves difficultés soulevées ni sur le temps, ni sur le lieu, ni sur le mode de la réunion du Concile, mais qu'il insisterait pour que l'indiction ne se fit pas dans les six mois et la convocation dans une année. Que si Rome ne répondait que par des refus, ou recourait à ses tergiversations accoutumées, alors il réunirait tous les Etats de l'empire et aviserait à ce qu'il y aurait à faire touchant le Concile (SLEID., lib. 8, p. 149).

³ SLEID., lib. 19, pag. 333; THUAN., lib. 4, n. 22; BALEAR., lib. 24, n. 19.

IV. DU DROIT DE L'ETAT D'INTERVENIR AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONCILE.

L'Etat intervient aux Conciles non en vertu d'un privilège accordé par l'Eglise, mais *jure proprio*, par un droit inhérent à sa nature de représentant d'une société qui est complète. Ce droit historique, traditionnel, a été exercé de tout temps, depuis le Concile de Nicée jusqu'à celui de Trente. Si les princes ont le droit de prendre part aux actes préparatoires, comme on vient de le démontrer, si dans l'exercice juridique de cette prérogative ils ne sont pas les simples mandataires de l'Eglise chargés de publier les ordres de celle-ci, ce qui serait contraire à leur dignité et à leur pouvoir, il s'en suit qu'ils ont également le droit de prendre part aux délibérations et aux actes du Concile une fois réuni. Cela résulte évidemment des prémisses posées dans le chapitre I, et il n'y a aucun canoniste, quelque zélé qu'il soit pour la défense des prééminences de l'Eglise et du pape, qui ose le contester. Les princes interviennent personnellement ou par leurs ambassadeurs. Constantin présida lui-même le Concile de Nicée ¹. Les sept autres Conciles généraux, tenus avant le grand schisme d'Orient, furent présidés par les ministres impériaux, qui occupaient la place d'honneur réservée à l'empereur ².

On voit par les actes du troisième Concile de Latran que l'ordre laïque y fut appelé ³. Au Concile de Constance intervint l'empereur Sigismond, qui assista aux sessions, en dirigea la marche et fit lui-même des propositions que les Pères durent résoudre ⁴. La plus grande partie des princes catholiques y in-

¹ EUSÈBE « in Vita Cons. », lib. III, cap. 6; SOCRATE, lib. I, cap. 5; THÉODO., cap. 7. lib. I.

² « Actes du Concile de Chalcédoine, » dans ARDOUIN. Le comte Florentius fut ambassadeur au premier Concile de Constantinople. Le pape Pelase reconnut ce droit dans sa lettre à Athanase. Condidianus, comte, présida le Concile d'Ephèse, Elpidius le pseudo-Concile d'Ephèse. Les ambassadeurs impériaux assistent au VIII.^e Concile (Actes du VIII.^e Concile, cap. 12).

³ BOSSUET, « Defens. fidei Cler. Gall. », tom. I, pag. 201.

⁴ VON DER HARDT, tom. IV.

tervinrent aussi, et ceux qui n'y furent pas présents en personne envoyèrent des ambassadeurs ¹. A Trente, les princes qui professaient la religion catholique se firent tous représenter par leurs ambassadeurs.

Mais à qui appartient la présidence des Conciles œcuméniques? Le droit de présider, déjà établi en fait par le premier Concile de Nicée, a été réglé par celui de Chalcédoine, le quatrième œcuménique. Dans leur lettre synodale, adressée au pape Léon au nom de ce Concile, les Pères affirment que le pape, représenté par ses légats, préside comme chef dans les choses qui le concernent, c'est-à-dire dans les choses de la foi et de la hiérarchie; mais qu'à l'empereur, comme à un nouveau Zorobabel, appartient la présidence pour ce qui est de l'ordre et de la décence, et pour l'édification de l'Eglise. D'après la jurisprudence ancienne, la présidence est donc double: l'une est réservée au pape et à ses légats, et l'autre à la puissance civile. La déclaration de Chalcédoine fut une confirmation de l'usage suivi par trois Conciles, le premier de Nicée, le premier de Constantinople et le premier d'Ephèse.

A l'époque du huitième Concile œcuménique, tout vestige de l'empire d'Occident avait disparu, et sur la question de savoir à qui appartenait le droit des empereurs romains, on décida qu'il reviendrait dans de certaines limites à tous les princes des royaumes qui s'étaient élevés sur les ruines de l'empire ².

Au Concile de Constance, comme nous l'avons vu, intervint l'empereur Sigismond. Il ne fut pas déclaré président pour ne pas offenser le roi de France; mais pour qui lit attentivement les actes du Concile il est clair qu'il eut les honneurs de la présidence, et qu'il y exerça une autorité égale à celle des empereurs romains dans les huit premiers Conciles. A celui de Trente, les ambassadeurs d'Allemagne, d'Espagne et de France se disputèrent vivement le poste d'honneur, et ils obtinrent une distinction extérieure qu'ils considérèrent comme une sorte de prési-

¹ DE FASTIS, « Conc. œcum. Cons. Ermann.; » VON DER HARDT, anno 1413, 1414, 1415.

² « Actes Synod. VIII, » cap. 12.

dence après les légats. Il résulte des actes mêmes du Concile qu'aucune session ne fut tenue sans leur intervention.

Les Etats n'assistent pas au Concile comme simples témoins. Ils y prennent une part effective, soit en proposant les matières à discuter, soit en défendant que certaines questions ne soient mises en délibération. Leur action, beaucoup plus étendue dans les huit premiers Conciles qu'elle ne l'a été plus tard, s'exerçait dans les limites suivantes : 1.^o L'Etat, représentant de l'ordre laïque, n'avait pas droit de vote ni d'ingérence dans les décisions qui ne concernent que les dogmes de foi ; mais, s'il n'intervenait pas comme maître et docteur, le prince ou son représentant n'était pas non plus un témoin muet de la foi, car la foi est le patrimoine commun des laïques et des clercs. Il prenait une part active aux délibérations pour empêcher les violences et les tumultes, pour maintenir l'ordre des matières en discussion, et pour protéger la liberté du vote. Il exigeait sévèrement des Pères qu'ils observassent l'ordre des causes et des matières, ce que nous appelons aujourd'hui l'ordre du jour, et il déclarait nul tout décret porté en violation de cet ordre ¹. Si les Pères ne s'y conformaient pas, il donnait avis de l'infraction au pape, et, de concert avec lui, il déclarait nulle la délibération, et convoquait un autre Concile ². On voit par les actes des Conciles de Constance, de Bâle et de Trente, quelle part les Etats prirent aux délibérations. Ils assistèrent non seulement aux sessions solennelles, mais encore aux congrégations où se discutaient les matières qu'on allait porter aux sessions publiques ³. Il n'était pas permis de prendre une décision sur un point quelconque sans avoir d'abord consulté les ambassadeurs. Ceux-ci, après avoir entendu l'avis de leurs théologiens, acceptaient le décret, ou le modi-

¹ VON DER HARDT, tom. I et II; « Hist. du Concile de Constance » de l'abbé TOSTI.

² « Concile de Chalcédoine, » art. XVI.

³ Quand des évêques espagnols proposèrent d'exclure les ambassadeurs des congrégations du Concile de Trente, les Pères répondirent que cette exclusion serait une grave offense pour les princes catholiques, et qu'elle était contraire à la jurisprudence des Conciles (VISCONTI, « Lett. tre, » mai 15, 1563).

fiaient dans la forme ou le fonds ou bien encore en défendaient la publication ¹.

Pour intervenir au Concile et prendre part aux délibérations, il est nécessaire que l'Etat s'y prépare comme le font les congrégations établies à Rome. Il faut rappeler, à ce propos, avec quelle prudence se conduisirent les gouvernements au moment de la convocation du Concile de Trente. Longtemps avant l'ouverture, ils avaient eu recours aux plus célèbres théologiens, et les avaient consultés sur les droits de la puissance civile, sur la conduite à tenir et sur les questions à introduire. Les ambassadeurs ne furent pas seuls dans les congrégations préliminaires; ils furent accompagnés des plus savants docteurs de l'époque, en qui ils avaient pleine confiance. Ces docteurs conseillaient, inspiraient les ambassadeurs, écrivaient les mémoires et les consultations qui devaient être envoyés aux princes ².

L'approbation ou l'acceptation des décisions des Conciles fut toujours demandée aux princes et très souvent refusée par eux, sans que l'Etat opposant fût pour cela séparé de la communion catholique ou soumis à une censure. Tous les décrets, et parti-

¹ Les ambassadeurs ayant eu connaissance du décret du Concile de Trente concernant l'élection des évêques, s'efforcèrent de l'écarter, parce qu'il restreignait trop l'autorité des princes et leur droit de présentation et de nomination. Leurs efforts furent enfin couronnés de succès. Les ambassadeurs vénitiens demandèrent que le décret sur le divorce pour cause d'adultère fût réformé, et on trouva un moyen de satisfaire leur désir (VISCONTI, Lett. du 2 août 1563; PALLAVIC., lib. 22, ch. 4). Dès la première session, on agita la question de la formule « *proponentibus legatis*. » Les ambassadeurs la firent échouer. Elle revint encore à la septième session, mais toujours avec le même insuccès. Ce ne fut qu'à la XXIV session qu'elle fut introduite avec des tempéraments et des explications qui en restreignaient la portée. Le roi de France fit proposer au Concile 33 points de réforme de l'Eglise pour être examinés et discutés par les Pères (DUPUY, « *Mém.*, » p. 368; PALL., lib. 19, chap. 1; THUAN., lib. 35; SPOND., n. 2). L'empereur fit aussi introduire des questions à traiter (VISCONTI, Lett. 2 août 1563).

² Le roi d'Espagne ordonna aux théologiens de Louvain de se réunir et de proposer les points dogmatiques dont le Concile de Trente devait s'occuper. Les points qu'ils arrêtaient furent au nombre de 32. Leur rapport fut confirmé par un édit du prince (RAYN., n. 85). Le roi de France convoqua ses théologiens à Melun dans le même but, et il y fut arrêté 25 points de dogme, les mêmes qui avaient déjà été proposés à Paris (DUPUY, « *Mém.*, » p. 9; HEID., lib. 10, pag. 256; SPOND., ad ann. 1545).

culièrement ceux qui concernaient l'action extérieure de l'Eglise, ou ceux qui avaient un rapport quelconque, même indirect, avec l'exercice du pouvoir civil, n'étaient tenus pour valides qu'autant qu'ils avaient été approuvés et publiés par les représentants du prince, préalablement consulté à cet égard.

Dans l'épître synodale du deuxième Concile œcuménique, les Pères professent qu'il est leur devoir de porter à la connaissance de l'empereur tout ce qu'ils ont décrété et délibéré, et ils lui demandent son approbation¹. Le Concile d'Ephèse prie l'empereur de ne pas considérer comme légitime le Synode convoqué par Jean d'Antioche². L'empereur Marcien, sur la demande des Pères de Chalcédoine, confirme les actes de leur Concile, en affirmant que ce droit appartient à la puissance civile³.

Il est naturel qu'au prince appartienne le droit de confirmation. Les décisions synodales ont presque toujours un côté qui touche à l'ordre public; c'est pourquoi l'approbation et l'acceptation doivent précéder la publication par laquelle l'autorité ecclésiastique leur donne force de loi et en commande l'exécution. Cet usage antique est confirmé par les édits de Constantin, de Théodose, de Marcien et de Justinien. Ces empereurs, usant de leur droit incontesté, confirmèrent les actes des Conciles I de Constantinople, I de Nicée, I d'Ephèse, de Chalcédoine, de Constantinople, sous Agathon et Menna⁴.

Après le second Concile de Nicée, où fut promulguée comme catholique la doctrine du culte des images, Charlemagne convoqua celui de Francfort, en 787. Il le présida lui-même et, sur le conseil des évêques assemblés, il accepta les canons de Nicée.

¹ « Rogamus itaque clementiam tuam ut per litteras quoque tuæ pietatis confirmetur Concilii decretum, ut sicuti litterariis quibus nos convocastis Ecclesiam honore prosecutus es, ita etiam finem eorum quo decreta sunt, obsignes » (« Act. Com. Conc. 1 Constantinif »).

² Voici un extrait de leur lettre à l'empereur Théodose : « Jubeatis ut ea quæ constituta sunt ab œcumenicâ et sanctâ synodo ad pietatis confirmationem contra Nestorium et ejus impium dogma suum robur obtineat assensu vestræ pietatis stabiliter. »

³ « Concil. Chalced., » Act. 6.

⁴ JUSTIN., « Novella » 42.

Après la dissolution de l'empire, les princes des divers Etats se réservèrent le droit de reconnaître les décisions des Conciles. En France surtout, les rois ont toujours été jaloux des droits de la puissance civile ¹. Le troisième Concile de Latran, après avoir proclamé les canons qu'il venait d'adopter, ajoute: *His decretis promulgatis et ab universo clero et populo circumstantibus receptis, etc.* Dans le langage et les coutumes ecclésiastiques, le mot *populo* signifie les laïques et l'Etat qui les représente. Ainsi, à cette époque, les délibérations des Conciles n'avaient force de loi que lorsqu'elles étaient publiées avec l'assentiment du pouvoir civil ². C'était surtout un privilège de l'Eglise gallicane d'accepter ou de refuser les décisions des Conciles dans le cas où elles auraient été prises sans l'intervention des ambassadeurs royaux ³. Les décisions de Constance furent aussi approuvées par les princes, qui avaient eux-mêmes beaucoup plus que les évêques ⁴ dirigé les délibérations, ou qui y avaient été représentés par leurs ambassadeurs et par leurs universités.

Quoique le pape Pie IV fût heureux de clore le Concile de Trente, il crut n'avoir rien fait tant que le Concile n'était pas accepté par les Etats catholiques. Il prévoyait de grands obstacles et de grandes difficultés; mais il ne se laissa point ébranler, et mit en œuvre tous les moyens dont il pouvait disposer pour arriver à le faire accepter. Cette négociation, objet de toutes ses préoccupations, fut enfin couronnée de succès. La république de Venise accepta les décrets pour autant qu'ils n'étaient pas en opposition avec ses usages et ses coutumes ⁵. Le roi d'Espagne

¹ BOSSUET, « Défens. », tom. I, p. 201.

² BOSSUET, « Défens. », tom. I, p. 214.

³ ANAST., in præfat. ad VII synod.

⁴ Au Concile de Constance, à l'exemple de celui de Pise et de celui de Rome, on accorda voix délibérative aux simples prêtres et aux universités, même aux rois, aux princes et à leurs ambassadeurs, parce qu'il s'agissait d'une question de schisme qui ne pouvait se résoudre sans l'aide du pouvoir laïque.

⁵ La république de Venise considérait comme nul et non avenu tout décret du pape ou du Concile qui, même après la publication, était en opposition avec ses constitutions et ses lois. Il arriva qu'après avoir accepté le Concile de Trente, elle mit opposition à divers articles sur les visites pastorales, sur l'inquisition, sur l'« index » des livres, sur

approuva aussi et publia le Concile, mais en se servant d'une formule qui causa un vif chagrin au pape¹. Dans les Pays-Bas et dans le royaume de Naples, la bulle de promulgation fut publiée, mais la gouvernante Marguerite² et le vice-roi de Naples y firent de telles exceptions et restrictions qu'elles annulaient presque toute la partie disciplinaire. En France, Pie IV, Pie V et leurs successeurs mirent tout en œuvre pour faire accepter les décisions de Trente; mais les rois, les parlements et les Etats-généraux s'y refusèrent énergiquement, et jamais les papes n'ont pu venir à bout de leurs résistances. La partie dogmatique fut reçue, à la vérité, par un accord tacite; mais tout ce qui concerne la discipline et le gouvernement de l'Eglise fut considéré comme nul et non avenue³. Mêmes oppositions en Allemagne⁴ et en Suisse⁵. La Confédération régla son attitude sur celle du royaume de France.

Tel fut l'accueil fait au Concile de Trente par les diverses puissances catholiques. De ces faits il résulte que jamais Concile

l'administration des hospices, sur les immunités et sur les jugements. Cette opposition commença à se dessiner sous le pontificat de Pie IV, successeur de Paul IV.

¹ Le roi d'Espagne accepta et publia, mais il passa sous silence le pape et le décret de promulgation; en sorte que cette publication parut être faite et commandée par le roi et en son nom seul, ce dont le pape se plaignit amèrement (ARIAN., I, 18, p. 1273; THUAN., lib. 36, n. 29; DUPUY., « Costomor., » p. 567).

² La gouvernante publia, mais avec des restrictions nombreuses.

³ Il est de notoriété publique qu'en France la partie disciplinaire du Concile de Trente n'a jamais été reçue malgré les efforts multipliés des papes sous les règnes d'Henri III, d'Henri IV et de Louis XIII. Rois, Parlements et Etats-généraux résistèrent à toutes les tentatives. Ceux qui veulent connaître les motifs pour lesquels la France repoussait la partie disciplinaire, doivent consulter l'historien de Thou. Ils y liront des pages très importantes et très instructives.

⁴ L'empereur Ferdinand accepta le Concile, mais à deux conditions, savoir: que le pape accorderait l'usage du calice pour les laïques, et le mariage pour les prêtres. La première condition fut accordée d'abord et retirée ensuite; la seconde fut refusée, et l'empereur se tint pour satisfait. Il n'osa pas pourtant proposer le Concile aux membres de l'empire d'Allemagne, parce qu'il savait que leur refus de l'accepter était irrévocable (DE THOU, lib. 36, n. 38).

⁵ La Confédération suisse (« Actes authentiques ») n'accepta que les décisions sur la foi et les sacrements, « et si nos légats au Concile ont promis d'avantage, dit Hottinger, la Confédération le tient pour nul; tel est l'ordre de la Diète. »

n'a été convoqué sans une participation directe des Etats; que, même après l'intervention des princes ou de leurs ambassadeurs, les décisions prises doivent encore être publiées et acceptées par eux avant toute exécution; que, néanmoins, les décrets du Concile ne tirent pas leur autorité et leur force intrinsèque de la loi d'acceptation et de publication émanée du prince, parce que cette loi n'est, comme l'acte d'exécution, qu'une condition extrinsèque au décret.

V. DU DROIT DE L'ETAT A L'ÉGARD DES ÉVÊQUES QUI INTERVIENNENT AU CONCILE.

La législation synodale de l'Eglise primitive jusqu'au VIII.^e siècle attribue au prince le droit de convoquer le Concile. Après la chute de l'empire et la naissance des Etats qui en prirent la place, il fut convenu qu'à l'autorité spirituelle qui s'étendait sur tous les nouveaux Etats appartiendrait le droit de convocation. Dans l'ancienne jurisprudence, l'autorité qui convoquait le Concile était la même qui ordonnait aux évêques de s'y rendre, et l'invitation était transmise par le canal des patriarches et des métropolitains; mais, d'après la jurisprudence qui a suivi le VIII.^e siècle, notamment dans la convocation des Conciles de Constance¹, de Bâle² et de Trente³, les princes, sur la requête du pape, ordonnent aux évêques d'aller où ils sont appelés. Il n'est jamais arrivé qu'aucun d'eux ait abandonné son diocèse sans le congé donné par la puissance civile.

¹ VON DER HARDT, tom. IV, p. 4.

² Bulle de convocation de Martin V.

³ Dans la bulle de convocation du 2 juin 1536, Paul III prie l'empereur, le roi de France et tous les autres princes d'ordonner aux prélats de leurs royaumes de se rendre au Concile et d'y rester jusqu'à la fin. La même prière est répétée dans la bulle du 22 mars 1542. Dans le rescrit du 1.^{er} juin 1541, donné aux ambassadeurs qui se rendaient à Trente, l'empereur avertit le Concile qu'il a donné ordre aux trois Electeurs ecclésiastiques et aux principaux évêques de s'y rendre (THOU, lib. 8, n. 7; PALLAV., lib. 11, n. 15). D. Diego Mendoza, en présentant le mandat qui l'accréditait comme ambassadeur auprès du Concile, déclare que S. M. l'empereur a ordonné aux évêques d'Espagne de s'y rendre (REYN., n. 4, 5).

Même au moyen âge, alors que toute juridiction est confondue et envahie par les papes, la France maintient toujours inviolable et inviolée cette loi qui défend aux évêques d'aller au Concile sans l'assentiment du prince¹, et les prélats ne vinrent à Trente qu'après en avoir reçu l'ordre du roi².

Plusieurs fois le prince a désigné les évêques et fixé le nombre de ceux qui devaient assister au Concile³; plusieurs fois aussi il s'est opposé à leur départ, quand le droit de l'Etat n'avaient pas été respectés dans l'acte de convocation⁴. Que si dans le Concile déjà réuni on essayait de discuter ou de décréter quelque question préjudiciable au bien de l'Etat et attentatoire à ses droits, alors les princes ordonnaient immédiatement aux évêques de rentrer dans leurs diocèses⁵.

L'histoire des derniers Conciles donne les règles à suivre en cette matière. Ces règles sont les suivantes : 1.^o Quoique, en droit canon, les évêques soient appelés au Concile par la bulle de convocation, ils doivent néanmoins recevoir de l'Etat l'ordre

¹ HINCMAR., cap. 10.

² Charles IX ordonna aux évêques de se mettre en règle s'ils voulaient aller au Concile qui venait d'être convoqué une seconde fois à Trente (DE THOU, lib. 27, n. 6).

³ Le vice-roi de Naples décida que, sur les 100 évêques du royaume, 4 seulement iraient à Trente avec la délégation des autres. Il revint sur cette résolution par ordre de Charles-Quint, auprès de qui le pape avait porté plainte; mais on ne trouva pas de raison canonique à opposer à la résolution du vice-roi, et pour en empêcher l'exécution, le pape avait préparé une bulle tout exprès dans le but d'abolir ce genre de délégation (PALLAV., lib. 9, cap. 10, 11; REYN., n. 8; FLEURY, lib. 141, n. 89).

⁴ DE THOU, lib. 3, n. 7.

⁵ Le roi de France, s'apercevant que les affaires du Concile ne marchaient pas selon son gré ni selon les promesses réitérées du pape, ordonna aux évêques du royaume de quitter Trente. Ils étaient sur le point d'obéir, lorsqu'on résolut d'envoyer au roi Mgr de Rennes pour lui donner avis que des ordres avaient été enfin expédiés de Rome pour activer la marche du Concile, selon son gré. Il se déclara satisfait et révoqua l'ordre du départ (REYN., n. 23; PALLAV., lib. 5, cap. 16; SPOND., n. 16). Ce ne fut pas la seule fois que les princes notifèrent aux Conciles qu'ils retireraient leurs évêques au cas où l'assemblée ne présenterait pas toutes les garanties pour la liberté du vote, et où il s'agitait des questions attentatoires à la puissance civile, aux droits et aux prérogatives de l'Etat.

Toutes les contestations qui surgirent au sujet de la translation du Concile de Trente à Bologne mettent en évidence la dépendance des évêques devant l'Etat en ce qui concerne le temps, le lieu de la convocation et l'ordre des délibérations.

et la permission du départ; 2.^o le pape ne doit point omettre dans sa bulle de convocation de prier les princes d'y envoyer leurs évêques; 3.^o il appartient à l'Etat de déterminer si les évêques doivent ou non aller au Concile, puisque les princes sont les seuls juges de ce qui touche à leur sûreté, aux intérêts et aux droits de la puissance civile; 4.^o l'Etat a le droit, en certains cas, de rappeler les évêques dans leurs diocèses, et les évêques, tout en sauvegardant leur liberté de suffrage, sont obligés de se mettre d'accord avec les ambassadeurs de leur pays présents au Concile.

VI.

Quoique la jurisprudence des Conciles ait subi dans la suite des temps des modifications continuelles à travers les révolutions des Etats, elle nous présente néanmoins des principes fixes qui ont survécu à tous les changements et qui régissent encore la matière. Nous avons pu remarquer, l'histoire à la main, que jamais l'Eglise ne s'est considérée comme indépendante de l'Etat en tout ce qui concerne les Conciles. Elle s'est efforcée, il est vrai, à plusieurs reprises, de faire croire à son indépendance; mais elle a toujours fini par reconnaître qu'il était légitime et convenable que la puissance civile prît part aux actes de ces assemblées catholiques.

Les considérations qui ont toujours conduit l'autorité ecclésiastique à admettre la participation de la puissance civile dans les affaires concernant les Conciles, peuvent être résumées ainsi qu'il suit:

Les canons des Conciles ne sont pas de simples abstractions, mais des prescriptions qui ont une action extérieure sur la société civile; — les disciplines ecclésiastiques sont des règles qui affectent parfois les personnes et les choses, et qui par conséquent sont soumises au pouvoir civil; — l'Etat a le droit de se défendre et de veiller sur tout ce qui se fait dans la société qu'il régit; — l'action de l'Eglise et de l'Etat s'exerce toujours sur le

même sujet, quelque différents que soient leur origine, leurs moyens et leur but.

C'est pour ces raisons que l'Eglise a toujours respecté, dans ses rapports avec l'Etat, les droits et les prérogatives qui, d'après ce que nous venons d'exposer, appartiennent incontestablement à ce dernier dans tous les actes concernant les Conciles œcuméniques.

Voici d'ailleurs en résumé quels sont ces prérogatives et ces droits :

1.^o L'Etat a le droit de prendre part aux actes de convocation, il peut lui même prendre l'initiative de cette convocation;

2.^o Il a le droit d'intervenir pour la fixation du temps et du lieu de la réunion;

3.^o Il a le droit d'assister non seulement à toutes les sessions, mais aussi à toutes les réunions synodales et de s'y faire écouter;

4.^o Un poste d'honneur lui appartient, et il a le droit de prendre une part active dans toutes les opérations du Concile;

5.^o Aucune résolution ne peut avoir son effet ni être considérée comme valide si elle n'a pas été acceptée et promulguée par l'Etat;

6.^o Les évêques ne peuvent aller au Concile sans la permission de l'Etat. Celui-ci peut les rappeler en certains cas, et c'est lui qui désigne ceux qui peuvent s'y rendre.

Telles sont les prérogatives de l'Etat.

Tous ces droits dérivent de l'histoire, des canons de l'Eglise, de la jurisprudence des Conciles et de la nature même des deux sociétés ecclésiastique et civile, vivant côte à côte et exerçant leur action sur le même sujet, sur un ensemble d'êtres humains qui rentrent à la fois dans l'Eglise et dans l'Etat.

La Cour de Rome a-t-elle respecté ces droits dans la convocation et dans les opérations préparatoires du prochain Concile?

Il en est malheureusement tout autrement.

La convocation, faite par Pie IX sans avoir préalablement consulté les Etats catholiques, doit être considérée comme une atteinte au droit de la puissance civile, même en prenant ce droit dans son sens le plus restreint.

Les puissances catholiques n'ayant pas été consultées sur le temps et sur le lieu où le Concile doit se réunir, cette omission de la part de la Cour de Rome apparaît comme une violation du droit de la puissance civile et un retour aux usurpations théocratiques du moyen âge. L'ouverture du Concile à Rome est fixée pour le jour anniversaire de la publication du *Syllabus*. Cette élection de lieu et de temps révèle assez les intentions des promoteurs de cette assemblée catholique.

L'irrégularité des actes de convocation ne pourrait donc être plus manifeste; mais cette irrégularité entraîne-t-elle nécessairement avec elle la nullité des actes préparatoires du Concile? Bien des arguments pourraient être produits dans un sens affirmatif; mais nous n'insisterons point sur ce sujet. Il nous suffit pour le moment de constater que, malgré les empiétements considérables que le Saint-Siège a déjà pu commettre sans rencontrer l'opposition du pouvoir séculier, celui-ci ne demeure point désarmé en présence des prétentions de la Cour de Rome. Il ne faut point oublier que parmi les droits incontestables qui appartiennent à l'Etat, il y a celui de convoquer lui-même un Concile œcuménique et de défendre aux évêques de se rendre à un Concile convoqué irrégulièrement. L'Etat, en un mot, peut et doit trouver les armes et les remèdes propres à préserver la société civile et le monde catholique lui-même des perturbations dont ils sont menacés.

Jusqu'ici, l'action de la puissance civile ne s'est point fait sentir, du moins ostensiblement. Cette modération de l'Etat dans la revendication des droits et des prérogatives qui lui appartiennent a eu pour résultat de permettre à la Cour de Rome de manifester par des signes non équivoques ses véritables intentions. Mais l'attente et l'inaction n'ont pas été jusqu'à ce jour préjudiciables aux intérêts de la société civile et du monde catholique. Elles ne sauraient toutefois durer longtemps encore sans que ces mêmes intérêts ne soient gravement compromis. Le temps de l'attente et de l'inaction doit finir pourtant et faire place à un accord unanime de tous les Etats catholiques pour la défense d'un intérêt commun.

CCCVII.

(21 maggio 1869).

Risposta di monsignor Nardi allo scritto precedente.

I. DELL'AUTORE, E DELLA SUA LINGUA.

Attendevamo da Firenze un opuscolo sul Concilio; lo attendevamo dal Ministero, anzi dal suo Capo, quando ecco uscirne questo libriccino francese e non italiano, da Parigi e non da Firenze. Sul frontespizio non c'è che il solito tipografo Dentu. Ma l'enigma è presto spiegato; poichè voltata la carta, a piè di pagina, si legge: *Florence*, Regia tipografia, Via Condotta, n. 14. Del resto il libercolo stampato a Parigi o a Firenze non ha di francese che la buccia, ed è buccia trasparente che lascia vedere il frutto, e il frutto è pur troppo italiano. Le prove corrono agli occhi, chè un francese non cita le versioni della bibbia di Martini e Diodati (pag. 9, nota), ma le sue di Sacy, Bouhours, Amelot, o Lallemand; nè un francese scrive *critère*, nè *codex* in quel senso, nè *concistoire*, nè *pensa de convoquer*, nè *préséance après les légats*, nè *qu'il est leur devoir*, anzichè *de leur devoir*, nè tutte quelle altre barbarità francesi che mettiamo qui a piè di pagina¹, per non annoiare il lettore. Evidentemente questi è un Italiano che scrive o traduce come sa e può in francese. E perchè scrivere in francese? V'è forse

¹ « Si les hommes, LES plus avisés de l'église, DES cardinaux » (p. 5), « mais de qui se compose l'église? » con tutto il periodo bisticciato che segue (p. 8); « comme ils firent » invece di « comme ils LE firent, » ellissi affatto italiana (p. 10); « de sa mission DE veiller » (p. 11); « dans ses bases juridiques » (ivi); « entreprise séculaire pour s'émanciper » (ivi); « CONSENTI et favorisé par les princes » (p. 18); « questions NE soient mises en délibération » (p. 25), et alia quamplurima.

una ragione politica alta alta, nella quale non entro; ma ve n'è una pianissima e assai dolorosa, ed eccola. Quel signore ministeriale non avrà saputo l'italiano, lingua colà divenuta assai rara e quasi morta, onde diè fuori questo suo bastardello, nato, crediamo, a Firenze, e battezzato a Parigi, il quale non è italiano nè francese, e corrisponde perfettamente alla situazione ¹.

II. LE CONCHIUSIONI DELL'AUTORE.

Come! tu vieni subito alle conclusioni? dirà il lettore. Proprio così, perchè non possiamo resistere all'ansia di metterle sotto gli occhi del lettore. Eccole tradotte fedelissimamente:

« Lo Stato ha il diritto di prendere parte agli atti della convocazione (del Concilio ecumenico), anzi di iniziarli da sè;

» Ha il diritto d'intervenire per fissare il tempo e il luogo della riunione;

» Ha il diritto di assistere non solo a tutte le Sessioni, ma a tutte le riunioni sinodali (volea dire *Congregazioni preparatorie*), e di farsi ascoltare;

» Ha il diritto a un posto d'onore, e di prendere parte attiva a tutte le deliberazioni del Concilio;

» Veruna risoluzione può aver luogo, nè esser valida, se non è accettata e promulgata dallo Stato;

» I Vescovi non possono andare al Concilio senza il permesso dello Stato; questo può in certi casi richiamarneli, e spetta a lui indicare quelli che possono andarvi;

» Tali sono le prerogative dello Stato » (p. 37).

E scusate s'è poco! — E viva la libertà in genere, e la libera Chiesa nel libero Stato in ispecie!

¹ Leggiamo nel VOLKSFREUND di Vienna credersi autore di quest'opuscolo il Ministro degli esteri di Firenze, ed essersene stampati per suo ordine tremila esemplari, che vennero spediti a tutti i Governi.

III. LA PREFAZIONE.

« Pio IX si è fatta un'idea esagerata e grandiosa, sotto certi »
 » riguardi, dell'autorità spirituale che gli è conferita. Egli è uno »
 » di quei caratteri complessivi (*complexes*), che sfuggono allo »
 » spirito d'investigazione; debole e imaginoso, ma capace dei »
 » più grandi entusiasmi e de' più forti disegni » (Raccomandiamo »
 al lettore quel carattere *debole, e capace de' più forti disegni*).
 Questo Pio IX « osò ciò che nessuno de' suoi antecessori avea »
 » osato per tre secoli, e convocò un Concilio ecumenico nelle »
 » forme solenni del medio evo, senz'alcuna previa intelligenza »
 » colle Potenze cattoliche, senza le negoziazioni usate in simili »
 » casi, calpestando i diritti delle Potenze civili, e i diritti incon- »
 » testabili che ha lo Stato di determinare il luogo e il tempo »
 » della riunione (p. 5). L'ha fatto, perchè i clericali, i gesuiti e »
 » i prelati dellé *Curie* (è la prima volta che parlando di Roma »
 » vediamo questo plurale) l'assicurarono che la sua autorità ne »
 » uscirebbe più assoluta ed incrollabile nelle sue tendenze teo- »
 » cratiche e *liberticide* » (bene). Onde ne verrà la conferma del- »
 l'importabile Sillabo, delle Decretali, e del poter temporale. Può »
 lo Stato rimanere spettatore indifferente? (p. 6). No; dunque al- »
 l'armi, all'armi.

IV. IL CONCILIO DI GERUSALEMME.

L'autore è un po' teologo, e sa che ci sono gli Atti degli »
 Apostoli, e in essi un Concilio tenuto a Gerusalemme. Lo inna- »
 mora una parola, e pesca in Diodati e in Martini (esso, francese) »
 chi siano quei *fratelli* convocati. « Sarebbe importante di cono- »
 » scere bene codesto passo, dic'egli, nel quale sta il criterio sto- »
 » rico di tutti i Concilii passati, presenti e futuri » (p. 9, nota). »
 Trova però certissimo che « l'ordine laico (*l'ordre laïque*) par- »
 » tecipò più o meno, e fu presente alle deliberazioni. Gli Apo- »
 » stoli non furono soli a parlare, poichè il testo sacro dice che »

» v'ebbe una gran discussione, e che, dopo il discorso di Paolo
 » e di Barnaba (lascia fuori quello di san Pietro che parlò il
 » primo), il popolo tacque, *onde apparisce chiaramente che esso*
 » *avea parlato.* »

Benissimo! Solamente non si capisce, come se il popolo *tacque* dopo che gli Apostoli ebber parlato, lo Stato, erede del popolo, reclami per sè il diritto di parlare, anzi di approvare, o rifiutare i decreti. *Nemo plus commodi heredi suo relinquit quam ipse habuit*, scrisse il vecchio Paolo, Dig. *De regulis iuris*, l. 138. Del resto, poichè l'autore è innamorato del Concilio di Gerusalemme, lo imiti. Colà, quando Pietro ebbe parlato, *tacuit omnis multitudo* (ATTI xv, 12); così anche, quando Pietro e gli Apostoli, cioè i loro successori, avranno parlato a Roma, ch'esso taccia. E se vuol tacere anche prima, poco danno avrà il mondo. Quanto poi a sapere chi convocasse quel Concilio di Gerusalemme, ch'è il *suo criterio*, legga il verso 12 di quel capo xv, e vedrà che furono gli *Apostoli*, e *i seniori*, o *presbiteri*¹, come volta l'antichissima versione siria; nomi dati sin d'allora ad alcun grado della sacra gerarchia, benchè non sempre al medesimo, significando or vescovi or preti con funzioni essenzialmente distinte, ma con nomi ancora promiscui. E quanto a sapere chi erano *i fratelli* (ἀδελφοί) che più sotto si nominano in quel Capo, io non ho tempo da perdere per insegnarglielo, ma il primo prete che incontra, e che abbia più pazienza di me, glielo dirà. E se non si fida del prete cattolico, ma solo de' suoi protestanti tedeschi Rottmann, Lachmann, *Greisbach* (che un'altra volta vorrà scrivere Griesbach), legga la *Clavis Novi Testamenti* del signor Wahl non solo protestante, ma Consigliere del concistoro protestante sassone, e vedrà alla voce Ἀδελφοί, com'essa, singolarmente nelle lettere di san Paolo e negli Atti, valga: *Collega, eodem munere fungens.*

Che i laici abbiano potuto intervenire a Gerusalemme, a Ni-

¹ « Conveneruntque Apostoli et Seniores videre de verbo hoc. » La versione siriana ha: « Congregati sunt itaque Apostoli et Presbyteri, ut providerent huic negotio. »
 ATTI, xv, 6.

cea, a Trento, anzi in altri Concilii di Francia, Allemagna, Inghilterra, nessun male; anzi intervverranno anche al Vaticano, ma non per decidere. *Laicos* (Concilio) *permittimus interesse, ut quæ a solis Pontificibus decernuntur, et populus possit intelligere*, scrivea tredici secoli e mezzo or sono Vincentiolus, arcivescovo di Lione, convocando nel 517 un Concilio in Epaon. Non v'è ordine laico (*ordre laïque*) nella Chiesa cattolica, signor N. (o M.); vi sono clero e laici, v'è Chiesa insegnante e Chiesa ammaestrata; e Dio diede l'autorità sacra alla prima, e non alla seconda; onde la prima sola insegna e decide, la seconda impara e obbedisce; e, se alcuno in essa non vuol imparare nè obbedire, tanto peggio per lui. E tutte queste cose si trovano in tutti i catechismi cattolici.

V. I PRIMI OTTO CONCILII ECUMENICI.

« È certo che i primi otto Concilii ecumenici furono convocati » dagl' imperatori romani, talora a richiesta del Papa, talora » contro la sua volontà » (p. 13). In nota mette a prova del primo caso il fatto di Galla Placidia, incaricata da papa san Leone di pregare l'imperatore di convocare il Concilio; nel secondo non mette che un passo di Bossuet nella famosa *Defensio*, l. III, c. 4 e 5. Volendo addurre delle prove, non si poteva essere più sobrio. Ammesso per un momento che i primi otto Concilii fossero stati convocati dagli imperatori, siccome gli altri dieci lo furono incontestabilmente dai Papi, sembra che qui ci entri un poco la prescrizione, la quale, in mille e più anni di osservanza costante e non contraddetta, dovrebbe essere operativa.

Ma esaminiamo, caro signor N., questi otto Concilii convocati dagli imperatori *romani*, come dite voi, prolungando questo titolo un po' più in là che non suolsi.

Primo Concilio di Nicea, primo ecumenico. — Le lettere di convocazione sono perdute; le esistenti sono apocriefe. Eusebio, gran panegirista di Costantino, dice, è vero, il Concilio convocato da lui (*Vita Const.*, III, 6); ma Rufino, suo traduttore, e

dello stesso secolo, vi aggiunge che il fece *e sententia sacerdotum* (l. I, c. 1), cioè sul parere dei Vescovi. E interrogando i Vescovi, sarà forse che Costantino omettesse il primo di loro, cui diè sì alti segni di ossequio, e largì i più splendidi beneficii? Giulio I papa pochi anni dopo (341) dichiara solennemente, « che al solo papa appartiene far canoni (κκνονέξειν) validi per tutta la Chiesa, » e il sesto Concilio ecumenico convocato in Oriente (e non in Occidente), composto la massima parte di Greci (e non di Latini), dichiara, che questo primo Concilio ecumenico di Nicea, lo convocarono (συνέλεγον) *Costantino Augusto, e l'illustre Silvestro* (Σύλβεστρος ὁ αἰδιδυμος) (Harduin, t. III, 1427) ¹. È probabile che i padri greci del sesto Concilio, nel 680 di Cristo a Costantinopoli, ne sapessero più di questo signor N. nel 1869 a Firenze, o a Parigi.

Primo Concilio di Costantinopoli, secondo ecumenico. — Fu convocato dai vescovi san Gregorio di Nazianzo, e Nettario, consenzienti Teodosio imperatore e papa Damaso* (Harduin, t. III, p. 1419); ma, del resto, questo Concilio fu da prima particolare, e non divenne ecumenico che più tardi per l'accettazione dell'Occidente, onde non è a trarsene conseguenza.

Concilio d'Efeso, terzo ecumenico. — Fu materialmente convocato da Teodosio II e Valentiniano III; però papa Celestino I non solo vi consentì, ma nella sua lettera dell'8 maggio 431 « ricorda ai Vescovi raccolti il loro dovere, avvertendoli come » egli aspettasse che confermerebbero la sentenza da lui pronunciata contro Nestorio patriarca, e che mandava ad Efeso i » suoi legati ad eseguirla. » Onde i Vescovi decretarono così: « Costretti (badate bene, signor N.), costretti dai canoni e dalla lettera del nostro santissimo Padre e conservo Celestino, vescovo » di Roma, siamo venuti a questa dolorosa sentenza contro Nestorio. » E questa lettera di Celestino la chiamano *loro giudizio, e norma* (ψῆφον καὶ τύπον). Che ve ne pare, signor N.? *Est-ce clair?* Altro che gli articoli della *Civiltà cattolica* sul futuro Concilio!

¹ Professo la mia viva ricoposcenza all'illustre prof. Hefele di Tubinga, dalla cui egregia « Storia de' Concilii » attinsi largamente.

Concilio di Calcedonia, quarto ecumenico. — Nessuno ha mai dubitato che san Leone papa movesse l'imperatore a convocarlo. Ciò risulta troppo evidentemente dagli Atti conciliari e dalle lettere di san Leone, nelle quali prescrive gli affari da trattarsi (*Ep. Leonis* 89-95). Altrove (*Ep.* 114) dice il Concilio convocato *ex praecepto christianorum principum, et ex consensu apostolicæ Sedis*. L'imperatore scrive al Papa, che il Concilio fu raccolto *te auctore*, e poco dopo i Vescovi della Mesia all'imperatore: i padri essersi riuniti à Calcedonia *per iussionem romani Pontificis, qui vere est caput Episcoporum* (Harduin, t. II, p. 710). Anche questo mi pare chiaro.

Secondo Concilio di Costantinopoli, quinto ecumenico. — A esporre in lungo e largo le controversie tra Giustiniano, che volea far da teologo, il Concilio dove erano alcuni Vescovi di quella pestifera specie che gli antichi diceano *aulici*, e noi occidentali diciamo *cortegiani*, e l'ottimo papa Vigilio circondato da genti in parte non sante, ci vorrebbe un volume; ma il caso nol merita. Ciò solo è certissimo, che Vigilio volea il Concilio esteso *ad universam Ecclesiam* (Hard., t. III, p. 3), mentre il famosissimo Giustiniano, coi suoi teologhi di corte, volea decidere la questione intralciatissima dei tre Capitoli da sè, con tre righe di decreto. Giustiniano convoca il Concilio come desiderava il Papa, ma poi suborna, promette, minaccia, intriga, nè vuol aspettare i Vescovi d'Occidente, come giustamente richiedeva il Papa. Il Concilio però con tutto l'appoggio imperiale si sente così debole senza il Papa, che ripetutamente coi maggiori segni di ossequio lo invita a presiederlo (Harduin, t. III, p. 63, 65 e seg.). E il Papa, che aveva buoni occhi e animo forte, vide la trappola dell'imperatore, e decise la questione da sè col suo *Constitutum* del 14 maggio 553. L'imperatore e il Concilio escono dai gangheri, e stanno per accusare il Papa *di perturbata tranquillità pubblica, o d'indebito rifiuto del suo ministero*, ond'esso è costretto a fuggire, perchè allora si poteva fuggire. Però, poco stante, il Concilio moderò le sue pretese, Giustiniano ammainò anch'esso le vele, onde si venne ad un accordo sulla difficile questione, e se il Concilio secondo di Co-

stantinopoli figura tra gli ecumenici, fu perchè Vigilio con un secondo *Constitutum* del 23 febbraio 534 l'approvò solennemente.

Terzo di Costantinopoli, sesto ecumenico. — Costantino Pogonato lo convocò, dopo aver pregato papa Agatone di presiederlo coi suoi legati (Harduin, t. III, p. 1459). Il Papa mandò i legati con una lettera, dove espose la fede cattolica, dando *norma e direzione* ai Padri, e questi lo riconobbero così bene, che rescrissero al Papa: « Con quella tua lettera abbiamo sconfitta l'eresia, e gli eretici: *ex sententia per sacras vestras litteras de iis prius lata* » (Hard., t. III, p. 1438). Vi raccomando quel *prius*.

Secondo di Nicea, settimo ecumenico. — Irene e suo figlio Costantino, prima di pubblicare l'editto di convocazione, nell'agosto 784 mandano un inviato a papa Adriano I con uno scritto, in cui lo pregano di consentire al sinodo e di presiederlo, o in persona o per legati (Hard., t. IV, p. 21). Onde di questo Concilio Adriano potè scrivere a Carlo Magno: *Et sic synodum istam secundum nostram ordinationem fecerunt* (Harduin, t. IV, p. 818). Anche questo mi par chiaro.

Quarto di Costantinopoli, ottavo ecumenico. — Basilio il Macedone avea scacciato l'intruso Fozio, e restituito alla sua sede il legittimo patriarca Ignazio. Però Fozio avea molti amici, e li subillava. Per farla finita, Basilio inviò una deputazione a papa Nicolò I, pregandolo di gradire che si convocasse un sinodo, e vi mandasse i suoi legati. Nicolò morì nel frattempo, mà il suo successore Adriano II accolse l'ambasciata imperiale, mandò i legati, e consentì al sinodo (Harduin, t. V, pag. 765, 766).

Degli altri Concilii ecumenici tenuti in Occidente è inutile parlare; a nessuno venne in mente, che non fossero convocati unicamente dai papi, e Leone X, nel quinto Concilio ecumenico di Laterano, solennemente pronuncia: « essere diritto sacro e assoluto del solo Pontefice convocare, trasferire e sciogliere il Concilio ecumenico. » Sess. XI (Harduin, t. IX, p. 1828).

VI. PERCHÈ I SOVRANI NON CONVOCANO PIÙ CONCILII ECUMENICI.

Sicchè resta fermo e inconcusso, dice il nostro signor N., qualmente « al principe appartiene il diritto di convocare il Concilio ecumenico, quando lo creda necessario all'ordine pubblico » (p. 14). Si può interpellare il Papa, ma non è necessario, perchè non si è mai obbligato di domandare la facoltà di fare ciò che di fare si ha diritto. Domandare al Papa l'autorizzazione è lo stesso che ammettere ch'ei possa rifiutarla, il che è contrario al diritto incontrastabile della potestà civile » (Ivi).

Se non che, qui sorge da sè una domanda. Come mai nessuno di questi imperatori e re, che governarono bene o male il mondo cattolico da mille anni in qua, e furono così gelosi e tenaci dei loro diritti, trascurarono affatto questo gravissimo, lasciandolo tranquillamente al Papa, anzi apertamente riconoscendolo in lui, sia collo assistere ai Concilii da lui convocati, o col mandarvi legati, o con altre adesioni esplicitissime? Come mai tanta negligenza da tali e tante persone *in re propria*?

A salvare i Sovrani viene il nostro N. con una frase diplomatica: *C'est que les circonstances ne sont plus les mêmes*. Le circostanze non sono più le stesse. Ha ragione; le circostanze non sono molto favorevoli a una convocazione di Concilio fatta da principe. L'ultimo tentativo di riunire un Concilio particolare, fatto da quel gigante di Napoleone I nel 1811, finì ridicolosamente; e se venisse in mente a un principe, o a un congresso di principi, di convocare un Concilio, credo che nessuno dei novecento Vescovi cattolici si moverebbe dalla sua sede, fuorchè tratto dai gendarmi. No, le circostanze non sono favorevoli; l'uva non è matura.

Perchè ora i Sovrani non s'attentino più d'immischiarsi nella convocazione di Concilii, ve lo dirò io all'ultimo capitolo, col profondo rispetto dovuto alla più alta dignità dopo la sacra, ma insieme colla franchezza e coraggio d'un prete cattolico.

Devo io ora fermarmi a ribattere le vostre asserzioni rispetto a Nicolò I, *che fu il primo dei Papi che osò attribuirsi il diritto*

di convocare da sè solo il Concilio ecumenico, e di Gregorio VII, che compì quest'opera rivoluzionaria, e di Sigismondo imperatore, che raccolse da sè solo il Concilio di Costanza, e di Pio II, che invitò Federico III a fare lo stesso, e di Paolo III, Giulio III, e Pio IV che aspettarono dai principi gli ordini pel Concilio di Trento? (pag. 15-18). In che diamine di storico, o canonista febroniano, o giuseppino avete raggruzzolate queste mattie? Ora sappiate che nè Nicolò I, nè Gregorio VII raccolsero verun Concilio ecumenico. Scrisse, è vero, Nicolò all'imperatore Michele nel 865, che ai Concilii particolari gl'imperatori non avevan diritto nè di andare, nè di mandare chicchesia (*Decr. Grat., c. 4, d. xcvi*); ma nè qui si trattava di Concilii ecumenici, nè il Papa fu solo a dir questo, perchè, pochi anni dopo, l'ottavo Concilio ecumenico sentenziò solennemente lo stesso (Harduin, t. v, pag. 967 e 1103). — Nè Gregorio VII fu rivoluzionario (accusa ben singolare in bocca vostra), ma un gran santo, e tal uomo, del quale la fiacca età nostra sa appena misurare la grandezza. — Nè fu l'imperatore Sigismondo, ma papa Giovanni XXIII, che convocò il sinodo di Costanza, e il documento esiste. — Nè fu Pio II, ma Enea Piccolomini, che scrisse quella lettera a cui accennate (la 18) a Federico III, ed Enea, divenuto Pio II, ebbe il santo coraggio di dire alla Chiesa: *Æneam reiicite, Pium recipite*. Però, neppure in quella lettera, altro scrive il Piccolomini fuorchè: « Tu sei avvocato della Chiesa, devi *favorire* il Concilio. » — Paolo III senza dubbio fè conoscere ai principi il suo disegno di convocare il Concilio di Trento; ma, quando si trattò di realmente convocarlo, scrisse nella bolla d'indizione: *Auctoritate qua fungimur . . . indicimus, annuntiamus, convocamus, statuimus, atque decernimus*. Prega invero colle più calde parole i principi a intervenire, *ne deserant ipsius Dei causam . . . , si se Domino obstrictos, et obligatos intelligant*. Ma questo stesso vuol dire ch'egli non era niente affatto sicuro che sarebbero venuti, e che in ogni caso non ne attendeva il consenso. — Così Giulio III nella bolla con cui restituisce il Concilio da Bologna a Trento, fa bensì cenno del consiglio datogli da Carlo V, ma riconvoca il Concilio così: *Nos ad quos, et SUMMOS PRO TEMPORE*

PONTIFICES, *spectat generalia Concilia indicere, et dirigere . . . Episcopos, omnesque alios qui interesse debent . . . convenire statuimus, decernimus, declaramus.* — E quando, dopo un'altra interruzione, Pio IV riapre il Concilio, dichiara d'aver fatto ciò conoscere all'imperatore Ferdinando, e agli altri re e principi, e di averli trovati *paratissimi*, ma torna da capo col *propria auctoritate statuimus, et decernimus*, e con questa *propria auctoritate* dirige, chiude, conferma, e promulga il Concilio, come può leggere ognuno che capisca il latino, in ogni edizione del Concilio di Trento. Perchè poi Paolo III, Giulio III e Pio IV consultassero coi principi su questo gravissimo negozio, ed ora Pio IX non l'abbia fatto, ve lo dirò più sotto, benchè non sia necessario dire ciò che tutti sentono e sanno, o dovrebbero sentire e sapere.

VII. DIRITTO CHE HA LO STATO DI PRENDER PARTE AGLI ATTI PREPARATORII.

« La raccolta d'un Concilio, portando seco l'uscita di molti »
 » Vescovi dal Regno, è un avvenimento di tanta gravità, che »
 » può avere conseguenze funeste per l'ordine e tranquillità pubblica Onde il poter civile ha diritto d'intervenire, di per- »
 » mettere, impedire, fissare il tempo, e il luogo della riunione. »

Ecco il ragionamento; ora vengono le prove storiche.

« Nel 270 i Vescovi volevano riunirsi in Concilio per giudi- »
 » care la causa di Paolo di Samosata, e s'indirizzarono all'impe- »
 » ratore Aureliano . . . , il quale prescrisse che la riunione si ter- »
 » rebbe a Roma. »

Ma questi sono delirii, e voi vi fate beffe del lettore. Nientemeno che *tre Concilii* si tennero in Antiochia dal 264-269 nella causa di Paolo di Samosata, che fu giudicato, condannato e deposto senza imperatori, nè re, nè loro commessarii¹. Ma siccome questa ira di Dio di Vescovo eretico, scostumato e superbo non volea lasciar la casa vescovile, e avea de' partigiani, tra i

¹ HEFELE, « Concilien-Geschichte, » 1 Buch, 2 Cap., N. 9.

quali forse Zenobia, così i Vescovi fedeli si rivolsero ad Aureliano perchè lo facesse andar via, ed esso imperatore pagano decise: « quegli deva avere la casa di Antiochia, con cui stanno » in comunione la sede di Roma, e i Vescovi italici, » decisione che ora forse non avremmo da qualche re o imperatore cristiano. E Paolo dovette andar via con vergogna (Eus., *Hist. eccl.*, lib. VII, 30 in fine). E voi, signor N. (o M.), in questo celebre e notissimo fatto, che fornisce una delle più irrefragabili prove di quanto il primato romano fosse riconosciuto sin dal terzo secolo, anche in Oriente, anche da un imperatore pagano, — in questo fatto voi vedete una prova del diritto, che ha p. e. il conte Menabrea di convocare, permettere e impedire il Concilio, e di tenerlo come e dove vorrà? — Ah! spogliate, esiliate, incarcerate; ma, per carità, non ragionate, nè scrivete libri.

L'altro esempio è di Leone I « che voleva il quarto ecumenico » raccolto in Italia, e Marciano lo volle invece a Nicea, e poi a » Calcedonia » (p. 20). Leggete meglio le lettere di san Leone (47 e 50), e vedrete che il Papa fa varie proposte del luogo, ma ne lascia libera la scelta all'imperatore, perchè questo imperatore era prima Teodosio, e poi Marciano. Ah, signor Conte, dateci un Teodosio o un Marciano, e andremo subito e volentieri d'accordo con lui. Trattavasi di un'eresia nata a Costantinopoli; Marciano era sul luogo, conosceva gli uomini, i fatti, le circostanze; perchè non fidarsi del Sovrano del paese, quando è un Marciano?

« Dopo l'ottavo secolo i Cesari d'Oriente mantennero la pie- » nezza del loro diritto di determinare tempo e luogo de' Concilii » ecumenici » (p. 20). — Di quali Concilii ecumenici, di grazia, se in Oriente non se ne raccolse più veruno? « Ma poi vengono » i Papi del medio evo, ed è finito, fanno da sè » (p. 21). Se non che, qui vi è una nota preziosa, ed io lascio il testo, e salto alla nota: « Tutti i Concilii ecumenici tenuti a Roma sono stati » funesti agli Stati. L'influenza onnipotente delle *curie* (siamo da » capo con questo plurale), le lusinghe e le minacce dei Papi, » la presenza della potente Compagnia dei Gesuiti, infine sino » all'aria che si respira, ci fanno presagire che il futuro Conci- » lio sarà funesto (*désastreux*) se si terrà a Roma. »

E dire che dopo questa infilzata il Concilio si terrà proprio a Roma, che nessuno osa ed oserà impedirlo, che farà il fatto suo alla barba di tutti i nemici della Chiesa, e che lo farà liberissimamente, perchè saranno tutti Vescovi cattolici, i quali non vendono la loro coscienza a nessuno, e sanno restar liberi non solo in America, e in Inghilterra, ma anche in Russia, e persino in Italia, la è cosa da disperarsene.

VIII. DIRITTO D'INTERVENIRE ALLE DELIBERAZIONI DEL CONCILIO, ANZI DI PRESIDEROLO.

« Lo Stato interviene ai Concilii non per privilegio accordato » gli dalla Chiesa, ma *iure proprio* per un diritto inerente alla » sua natura di rappresentante della società, che è completa » (p. 23). Sicchè, secondo voi, lo Stato è la *società completa*, e comprende anche la Chiesa. È il ragionamento di un cortigiano buffone di Giuseppe II: *Reddite ergo*, diceva quell'aulico, *reddite ergo quæ sunt Cæsaris Cæsari, quæ sunt Dei... Cæsari*. C'è però una piccola difficoltà, ed eccola: se la Chiesa è una società, un *ente*, direste voi, nello Stato, ente che non esiste che per la volontà dello Stato, che non ha vita se non in esso e per esso, come mai Gesù Cristo fondò la Chiesa senza parlare con Tiberio? Come potè mandare i suoi Apostoli in tutto il mondo con quelle illimitate parole: *Data est mihi omnis potestas in cælo et in terra; ite ergo, docete...*, *iubentes eos servare omnia*, senza permesso del ministro dei culti del sullodato Tiberio, il quale potea benissimo dare ordine al Procuratore di Stato di tradurre nostro Signore, e gli Apostoli dinanzi le Assisie per reato di *perturbata coscienza pubblica* a norma dell'articolo 268 del Codice penale italiano? Signor N., sentite per la centesima volta: la dottrina che la Chiesa è nello Stato, è parte dello Stato, una *Sotto-divisione* (nel vostro idioma) del ministero dei Culti, questa dottrina non è nuova. La inventarono i cortegiani di quel gran birbone che fu Federico II, che non avea nè fede nè legge, quel Marsiglio di Padova, quel Giovanni di Gianduno, uomini peggiori

del loro padrone, come sono spesso i cortegiani rispetto al Principe. Ma contro questa dottrina la coscienza, la ragione e la storia, ancor prima della Chiesa, pronunciarono la loro condanna; contro essa si levò e leverà eternamente la voce di chi ha un solo filo di buon senso, un solo raggio di fede, e in ogni terra cattolica vi furono e saranno uomini, che colla penna, colla libertà, coi beni, col sangue, se occorra, protesteranno contro questo scellerato tentativo di ridurre la Chiesa di Dio a serva dell'uomo, e ciò che vi è di più sacro e libero in noi a strumento d'una politica, che non conosce Iddio, nè la sua legge.

Fatto il proemio teoretico, viene l'autore alle prove, e sbalestra quanto segue:

« Costantino presiedette in persona il Concilio di Nicea, e i » sette altri Concilii ecumenici d'Oriente furono presieduti dai » ministri imperiali » (pag. 23 e 24).

Voi fate di nuovo assegnamento sull'ignoranza dei lettori. Nessun imperatore presiedette propriamente nessun Concilio ecumenico. A quel di Nicea, che fu il primo, Costantino comparve in tutta la maestà imperiale; ma neppur volea sedere, se i Vescovi non gli accennavano di farlo. Salutò i padri con un nobile discorso, ove disse essere quel giorno il più lieto della sua vita, perchè gli scorgeva unanimi e pronti a mettere un termine a una controversia, che di tutti gli pareva più temibile. Poi tacque, « e lasciò la parola a coloro che presiedevano al sinodo (*παραδίδον* » τὸν λόγον τοῖς τῆς συνόδου προεδροῖς). » Così Eusebio (*Vit. Const.*, l. III, c. 13), ed Eusebio era là presente a fianco dell'imperatore, onde potea saperne qualche cosa. Non v'è una sola parola da cui consegua che Costantino prendesse parte alle discussioni, o decreti, fuorchè questa sola, che, pregato di definire alcune controversie personali tra i Vescovi, rispose non appartenere ad esso farsi giudice nelle questioni tra sacerdoti (Soz., *Hist. eccl.*, v, 1, 17): esso non essere che il protettore esterno della Chiesa (*ἐπίσκοπος τῶν ἐκτὸς*). — Ma chi erano dunque i presidi del Concilio? Eusebio nol dice, ma lo dicono Atanasio, e Gelasio di Cizico nella sua Storia del Concilio. Erano Osio, che teneva il po-

sto del vescovo di Roma, e Vito e Vincenzo, preti romani (Mansi, II, p. 806, e Harduin, t. I, p. 375).

Non è il caso, nè porta di moltiplicare le prove.

Nel secondo ecumenico non vi fu nè imperatore nè rappresentante imperiale, anzi neppure legato pontificio, perchè il Concilio, come dicemmo, fu da prima particolare. Però nel terzo canone ammise la suprema preminenza di Roma, anche sul patriarca di Costantinopoli, e ciò in assenza d'ogni legato romano.

Nel terzo, quello d'Efeso, è vero che Teodosio II mandò il conte Candidiano, ma sentite gli ordini che gli dà: « Io vi ho » mandato, scrive l'imperatore ai Vescovi, Candidiano, il mio *altus comes sacrorum domesticorum*; però alle indagini e discussioni egli non deve prendere alcuna parte, perchè non è permesso a chi non appartiene al catalogo dei santissimi Vescovi » d'immischiarsi in controversie ecclesiastiche (*ἄθέμιτον γὰρ τὸν μὴ τοῦ καταλόγου τῶν ἁγιοτάτων ἐπισκόπων τυγχάνοντα τοῖς ἐκκλησιαστικοῖς σκέμμασιν ἐπιμίγνυσθαι*). » Candidiano non dovea che proteggere il sinodo da insulti ed offese, e *mantenerne la piena libertà* (Hard., t. I, p. 1386); protezione non inutile dopo quel ch'era avvenuto poco prima in altri Concilii orientali, ove violenze e crudeltà senza modo eransi usate dagli eretici. Ebbene, che vi pare, signor N., di quel *nessun diritto d'immischiarsi nelle materie ecclesiastiche*? Sembra che Teodosio II pensasse un po' diversamente dai teologi di Firenze!

Questo terzo ecumenico fu presieduto da Cirillo, che dichiarò « di tenere il luogo del santissimo arcivescovo di Roma Celestino, » e a lui successivamente si aggiunsero altri legati pontificii, Arcadio, Proietto e il prete Filippo, che sottoscrissero dopo Cirillo e prima dei Vescovi (Harduin, t. I, p. 1353, 1355, ecc.).

Dal quarto ecumenico, quello di Calcedonia, i Padri scriveano a papa Leone: « Tu col mezzo de' tuoi rappresentanti ci presiedi » devi come *capo alle membra* (*ὡς κεφαλὴ μελῶν ἡγεμόνευεις*): *Tu nobis sicut caput membris præeras in iis qui tuas vices obibant* » (tra le lettere di Leone, n. 98, t. I, 1089, ediz. Baller.). Nè l'imperatore, nè i suoi commessarii sottoscrissero gli atti, mentre invece il primo legato pontificio non solo sottoscrisse sem-

pre il primo, ma, ripetutamente e alla presenza dell'imperatore, aggiunse al suo nome: *Synodo præsiciens* (Harduin, t. II, p. 365, 407, Hefele, t. I, *Einleitung*, p. 30) ¹.

Al quinto Concilio non c'intervennero nè imperatore nè rappresentante imperiale, e come le cose andassero dissi più sopra (pag. 11). Il Concilio non fu valido ed ecumenico, che quando papa Vigilio lo approvò e confermò.

Al sesto Concilio invece Costantino Pogonato intervenne, ma sentite come. A capo del sinodo, come suoi presidi e direttori, stavano i legati pontificii, i preti Teodoro e Giorgio, e il diacono Giovanni, i quali, benchè semplici preti e diaconi, precedevano i Vescovi, perchè rappresentavano il papa (Harduin, t. III, p. 1055, 1061, 1065, 1072). Questi legati sottoscrivono gli Atti del Concilio i primi, quindi vengono i Vescovi, ultimo l'imperatore colla formola *legimus et consensimus*, e la dichiarazione, che sottoscriveva unicamente per dare maggior forza civile alle decisioni dei Vescovi.

In tutte le sessioni del settimo Concilio vengono primi i legati pontificii, l'arciprete Pietro e l'abate Pietro; dopo di essi il patriarca di Costantinopoli Tarasio, ultimi i rappresentanti imperiali, che neppure sottoscrissero (Hard., t. IV, p. 28). All'ottava ed ultima sessione intervenne l'imperatrice Irene col figlio, che sottoscrissero dopo i Vescovi (Harduin, t. IV, p. 483, 486).

Al quarto Concilio di Costantinopoli, che fu l'ultimo ecumenico tenuto in Oriente, Adriano II mandò i suoi legati colla dichiarazione espressa, diretta all'imperatore Basilio, che dovessero presiedere (Harduin, t. V, p. 768 e 1030). I legati Donato vescovo d'Ostia, Stefano vescovo di Nepi, e il diacono romano Marino, lessero questo scritto al sinodo, nè vi fu obbiezione. In tutti i protocolli figurano i primi, fissano la durata delle sessioni, la

¹ Marciano e i suoi commissarii, assistettero, è vero, anzi ebbero seggi d'onore; ma che fosse « solo onore, » e « non altro, » lo dicono i Padri stessi soggiungendo alle parole recate sopra, e dirette a Leone « Tu nobis sicut caput membris præeras, » queste: « βασιλεῖς δὲ πιστοὶ πρὸς εὐχοσμίαν ἐξῆρχον » (Ballerini, t. I, pag. 1079), cioè « gl'imperatori fedeli presiedettero per DECORO, ONORE, o BUON ORDINE, » mentre εὐχοσμία in Isocrate e Tucidide vale appunto DECOR, HONESTAS, ELEGANTIA.

lettura degli Atti, l'ordine degli affari, ecc. (Hard., l. c., p. 781, c. 5). Basilio sottoscrisse dopo i legati e i patriarchi. Questa è la storia.

Sia pure, direte voi; ma infine questi imperatori o intervennero o mandarono chi li rappresentasse. Sì, è verissimo, e così Filippo il Bello fu a Vienna, Sigismondo a Costanza, e gli ambasciatori d'altri imperatori, re, e repubbliche ad altri Concilii, e a quel di Trento. Anzi vi diedero dei consigli, che furono ora seguiti, ora no, ma sempre accolti con riconoscenza, quando venivano da buone intenzioni. Tutto questo s'è fatto allora, e potrebbe farsi ancora, perchè la Chiesa è sempre la stessa. Ella rispetta ed onora i principi, desidera e promuove in ogni modo la concordia con essi. Senonchè intorno a ciò, non per colpa della Chiesa, vi sono ora certe difficoltà, delle quali dirovi più sotto nell'ultimo capo.

Poi quali consigli erano? Consigli benevoli, in gran parte di buoni cristiani, non dettati da astiosa e subdola politica, ma dall'amore della Chiesa stessa, e del comun bene.

Voi citate il famoso esempio degli ambasciatori veneti a Trento, ed io l'accetto. Essi proposero non già di sopprimere o mutare essenzialmente il decreto, che l'adulterio non scioglie il vincolo matrimoniale, ma di scriverlo così che non paresse diretto contro i Greci, che in parte erano loro sudditi, e dei quali non voleano alienare gli animi maggiormente, e dannosamente. Il Concilio che non avea in mira i Greci, ma i protestanti, accolse la preghiera, e, conservando intero il senso del canone, ne rese la forma più mite.

Così, fino a tanto che gli ambasciatori litigarono pel posto, e il Conte de Luna, non trovandone uno che gli andasse, si assise in mezzo, il Concilio li lasciò dire e fare; anzi perchè non avesser motivo a prolungare le misere querele, stabilì che la sede tenuta a Trento non desse norma pel futuro. Ma quando a Costanza si voleano dare leggi al Papa e sottoporlo al Concilio, quando a Basilea si voleva far peggio e giudicare il capo della Chiesa, che avvenne? Martino V, benchè eletto a Costanza in parte da quei medesimi Padri, rifiutò quei decreti, e i decreti ri-

masero morti; Eugenio sciolse il Concilio di Basilea, e il Concilio finì nel disprezzo e nel nulla, e la Chiesa fu allora come sempre pel Papa e col Papa. Anche a Trento vi furono domande legittime e pretensioni ingiuste, saggi consigli e vane proposte, esempi di rara umiltà e carità e artifizii politici e dispute e querele non degne. Ma che è questo? Vogliamo uscire dal mondo? Mettete tre uomini insieme, e avrete sempre alcuna prova della umana miseria.

Però se questi uomini aveano affetti e passioni umane, aveano un pensiero e un affetto supremo, il quale era la Chiesa e la sua salute, e sopra di loro vegliava da Roma colui, al quale Dio impose « di confermare i suoi fratelli. » Le domande ingiuste, le dispute vane conviene penosamente cercarle negli annali del Concilio, mentre la sua grande opera, la splendida definizione del dogma, il riordinamento della disciplina, lo sradicamento di lunghi abusi, e leggi ferme, moderate e sante, e providissime istituzioni, stanno immortali. Nessuna minaccia, o riguardo, impedì i Padri di ricordare ai re la natura e i limiti della loro podestà, ai Vescovi l'obbligo di risiedere e amministrare da sè l'augusto ufficio, al clero d'esser l'esempio e la forma del gregge cristiano, agli eretici, benchè così numerosi e potenti, la loro inevitabile ruina se perseverassero.

Tale fu il Concilio di Trento, tale sarà il Vaticano, tale fu e sarà la Chiesa di Dio, che vide nascere, infuriare e cessare ben altre tempeste. Vorrete voi soffocarla questa Chiesa, signor N.? Guardate indietro, e diciannove secoli di vita sempre osteggiata e sempre vittoriosa, vi gridano insensato. La grandine talora fieramente devasta le nostre campagne, ma non ispegne la immortale fecondità del nostro suolo. Voi siete la grandine, il suolo è la Chiesa.

IX. CONFERMA DEL CONCILIO ECUMENICO.

« È naturale che al principe appartenga il diritto di confer-
 » ma. Le decisioni sinodali hanno quasi sempre alcuna parte
 » che riguarda l'ordine pubblico; ecco perchè l'approvazione e

» l'accettazione devono precedere la pubblicazione, colla quale
 » l'autorità ecclesiastica dà loro forza di legge, e ne comanda
 » l'osservanza. Questo uso antico vedesi seguito negli editti di
 » Costantino, Teodosio, Marciano e Giustiniano, i quali conferma-
 » rono gli atti dei Concilii I di Costantinopoli, I di Nicea, I di
 » Efeso, di Calcedonia, di Costantinopoli sotto Agatone e Menna »
 (pag. 26). Ho tradotto parola per parola, perchè in questa lunga fil-
 za di spropositi non ne vada perduto un solo. Senonchè fortunata-
 mente basta cambiare alcune parole, e tutto torna vero e buono.

Ecco i vostri primi periodi corretti:

« È naturale che alla Chiesa appartenga il diritto di conferma.
 » Le decisioni sinodali trattano di materie ecclesiastiche, onde la
 » loro approvazione ed accettazione spetta necessariamente all'au-
 » torità ecclesiastica, la quale solo può dar loro forza di legge
 » e comandarne l'osservanza. Quest'uso antico è confermato dal-
 » l'esempio di tutti i Concilii, e gli editti dei principi non hanno
 » altro senso che quello di comandare l'osservanza anche civile
 » delle ordinanze ecclesiastiche, facendone leggi dello Stato, co-
 » me usarono in ogni tempo i migliori principi cattolici. » Ma il
 periodo che non si può affatto aggiustare è l'ultimo, dove la
 cronologia fa naufragio, dove il secondo ecumenico vien prima
 del primo tenuto mezzo secolo avanti; dov'è un primo ecume-
 nico d'Efeso senza che la storia ne conosca un secondo, e quel
 di Costantinopoli è presieduto dal papa Agatone, e dal patriarca
 Menna morto cento e vent'anni prima di Agatone.

Dopo questo prezioso *specimen* di dottrina sacra e profana,
 vien Carlo Magno che in un sinodo di Francoforte conferma il
 settimo ecumenico; poi viene il terzo di Laterano, dove i decreti
 furono ricevuti *ab universo clero et populo circumstantibus*, e la
 parola *populo* significa *lo Stato*; quindi vengono gl'immortali
 privilegi della Chiesa gallicana di non accettare altri decreti
 conciliari che quelli fatti alla presenza degli ambasciatori del re
 di Francia, e finalmente le resistenze e i rifiuti all'accettazione
 del Concilio di Trento dei diversi Stati cattolici, « così che Pio IV
 » credette di non aver fatto nulla sino a che il Concilio non era
 » accettato dagli Stati cattolici. »

Adesso prenderò la parola io per dirvi, 1.º) che tutti quanti i Concilii ecumenici da quel di Nicea a quel di Trento furono approvati solennemente dai Papi; 2.º) che non furono riconosciuti come ecumenici che in quanto vennero confermati dai Papi, così che se dei loro decreti alcuna parte fu confermata ed altra no, quella sola ebbe ed ha valore che ottenne la conferma dai Papi; 3.º) che se dell'adesione civile Vescovi e Papi furono solleciti, era perchè sapeano quanto importi l'accordo delle due podestà, e quanto giovi che lo Stato sorregga coi potenti suoi mezzi l'autorità della Chiesa. Per addurvi tutte le prove ci vorrebbe un volume, ma eccovene alcune tra le principali.

Primo Concilio di Nicea, primo ecumenico. — Sottoscrissero primi, come dicemmo, i rappresentanti del Papa, Osio, Vito e Vincenzo, poi tutti gli altri Vescovi. Però ad una seconda più solenne e diretta approvazione, data da san Silvestro, accennano molti documenti, de' quali invero alcuno è notevolmente posteriore, ed alcuno apocrifo; ma altri sono indubitati e certissimi. Tra questi è un sinodo del 485 tenuto in Italia da oltre quaranta Vescovi, i quali di fronte ai Greci sostengono: « avere i trecento » todiciotto Vescovi del Concilio di Nicea deferito alla Santa Sede » l'approvazione dei loro canoni: *confirmationem rerum atque* » *auctoritatem sanctae romanae Ecclesiae detulerunt* » (Harduin, t. II, p. 856). Poco dopo Dionisio il Piccolo, diligentissimo raccoglitore dei decreti pontificii in Roma, afferma lo stesso (Hard., t. I, p. 311). Costantino, è vero, vi aggiunse la sua approvazione. Ma in qual modo? Venerò, e mantenne quanto senz'alcuna sua parte i Padri aveano stabilito nella fede e nella disciplina; ordinò che chi ricusava di accettare il simbolo fosse esiliato, e i decreti disciplinari volle divenissero altrettante leggi dell'impero (Rufini *Hist. eccles.*, I, 5; Socrat. *Hist. eccl.*, I, 9; Euseb. *Vita Constant.*, III, 17-19; Gelasii *Acta Conc. Nicceni* I, II, 26). Questo è atto di principe protettore della Chiesa, e non già un indebito frammettersi in cose non sue.

Primo Concilio di Costantinopoli, secondo ecumenico. — Da prima, come dicemmo, fu Concilio particolare dei Greci. In Occidente gli Atti non giunsero che più tardi, ed ebbero varia ac-

coglienza. Papa Damaso, i legati pontificii al quarto ecumenico, quindi i papi Vigilio, Pelagio II e Gregorio il Grande, accettarono il simbolo, ma i canoni disciplinari non accettarono; ed è questa, a mio credere, una delle più splendide prove di quanto la conferma pontificia fosse necessaria. Il Concilio stabilisce simbolo e canoni, Teodosio aderisce ed approva ogni cosa, ma il Papa accetta quello e non questi. Ebbene, che avvenne? Il simbolo rimase norma immutabile di fede, mentre i canoni non furono mai accolti nel codice della Chiesa universale (Harduin, t. I, p. 807; *Cod. Theod.*, I, 3, *De fide cath.*).

Al terzo sinodo (quello d'Efeso) sottoscrissero primi, san Cirillo, i vescovi Arcadio e Progetto, e il prete Filippo, legati pontificii (Hard., I, 1527). L'anno seguente Sisto III, successore di Celestino, approvò solennemente il Concilio con molte lettere circolari (Mansi, t. X, p. 374).

Invece l'imperatore Teodosio II stette lungamente indeciso, parendogli troppo dure le risoluzioni prese contro Nestorio. Anzi di una sua formale e solenne accettazione non parla la storia, sebbene l'aver esso esiliato Nestorio e ordinato che si bruciassero i libri dei suoi fautori, dimostri che vi aderì e si sottomise (Mansi, t. IV, p. 1465; t. V, p. 255, 413, 659, 920; Harduin, t. II, p. 1666).

Ecco dunque l'esempio di un Concilio ecumenico pienamente riconosciuto da tutta la Chiesa orientale ed occidentale, il quale non ebbe dall'autorità civile altra conferma, che l'adempimento dei suoi decreti.

Nel Concilio di Calcedonia, quarto ecumenico, abbiamo un fatto ancora più splendido. Benchè i legati pontificii sottoscrivessero le decisioni che si andavano prendendo (non però i canoni), finite le sessioni, il Concilio stesso mandò tutti gli Atti a Roma, perchè il papa Leone desse loro *conferma ed autorità* (πᾶσαν ὑμῖν τῶν πεπραγμένων τὴν δύναμιν ἐγνωρίσαμεν. Ep. 89, tra quelle di san Leone). L'imperatore Marciano vi aggiunse le sue preghiere perchè Leone sancisca gli atti conciliari con uno scritto speciale da leggersi in tutte le chiese, *affinchè nessuno potesse ignorare che il Papa avea confermato il sinodo*. (Ep. 110, tra

quelle di san Leone). E l'arcivescovo Anatolio di Costantinopoli scrive al Papa: *Gestorum VIS OMNIS ET CONFIRMATIO auctoritali vestrae Beatitudinis fuit reservata* (Ep. 132, tra quelle di san Leone). Il papa Leone approva i decreti di fede ed i canoni, ma rigetta il canone xxviii, che dava al patriarca di Costantinopoli un'ingiusta e pericolosa preminenza, nè quel canone fu mai accettato dalla Chiesa (Ep. 114, tra quelle di san Leone). Quindi incarica il suo nunzio a Costantinopoli di sollecitare l'imperatore, perchè il decreto pontificio di conferma sia spedito a tutti i Vescovi (Ep. 117, tra quelle di san Leone; e Ballerini, t. I, p. 1099, 1182, 1193, 1263).

Qui dunque abbiamo un Concilio ecumenico, un imperatore, un arcivescovo di Costantinopoli, che pregano dal Papa la conferma agli Atti del Concilio, e il Papa in parte l'accorda, in parte la rifiuta.

Che ve ne pare, signor N.?

Come le cose avvenissero nel quinto sinodo ecumenico, secondo di Costantinopoli, come Giustiniano volesse il sinodo suo strumento, e il papa Vigilio vi resistesse, già vedemmo più sopra. Due cose osserviamo. Giustiniano, benchè onnipotente e secondato, ah! dolore! da parecchi Vescovi cortegiani, tormenta papa Vigilio per istrappargli un consenso; questi resiste, ed anzi col suo primo *Constitutum* decide il contrario di quel che volea l'imperatore. Non era questa una bella occasione per il fastosissimo Giustiniano, che godea premettere alle sue leggi dieci titoli boriosi, e soprattutto si piccava di teologia, per dire al papa, col signor N.: Che importa a me del tuo consenso? Io stesso posso e voglio di propria autorità confermare il Concilio. Invece or minaccia, or promette, or prega, or fulmina per avere l'adesione di Vigilio, il quale non muta se non dopo che avea mutato l'imperatore. Allora soltanto, con un decreto dato ad Eutichio di Costantinopoli, e con un secondo *Constitutum* del 554, rafferma il Concilio, il quale con ciò, e per ciò solo diventa ecumenico.

Il sesto Concilio, terzo di Costantinopoli, non contento della sottoscrizione dei legati pontificii, domandò la conferma al Papa

che chiama *caput Ecclesiae*, e la di lui sede, *prima sedes Ecclesiae oecumenicae* (Hard., t. III, p. 1632). E Leone II, successore di Agatone, approva il sinodo con lettere, che ancora abbiamo, dirette all'imperatore ed ai vescovi di Spagna (Harduin, t. III, p. 1469, 1729 e seg.).

L'imperatore Costantino Pogonato, che avea sottoscritto gli Atti dopo i Vescovi, e colla semplice formula *legimus et consensimus* (non già *definimus et decernimus*), dà la sua conferma con un editto, ma solo dopo quella del Papa (Harduin, t. III, p. 1436, 1633).

Il settimo Concilio ecumenico, secondo di Nicea, presieduto dai legati del Papa, fu espressamente approvato da Adriano I, il quale non ne domanda per nulla permesso a Carlo Magno, ma invece gli scrive nudamente di averlo approvato: *et ideo istam suscepimus synodum*. La sottoscrizione d'Irene e del figlio agli Atti non significava, che la ferma volontà dell'imperatrice di sostenere colla autorità civile i decreti del Concilio.

« Carlo Magno, voi dite, convocò il Concilio di Francoforte » nel 787, lo presiedette, e, per consiglio dei Vescovi riuniti, accettò i canoni del secondo concilio di Nicea » (p. 29). Qui vi sono letteralmente tanti errori quante parole. Il Concilio di Francoforte tenuto non nel 787, ma nel 794, non accettò i canoni del secondo Niceno, ma invece li rigettò, tratto in errore da una falsa traduzione latina degli Atti greci, la quale faceva loro dire: doversi alle immagini il *servitium* e l'*adoratio*, come alla santissima Trinità; mentre nel testo greco stava precisamente il contrario, cioè non doversi i supremi onori che all'augustissima Triade. Carlo Magno in quel sinodo ebbe la presidenza d'onore, è vero, ma è da sapersi ch'era sinodo particolare, anzi un'assemblea mista sacra e civile, di Vescovi e baroni, quali usavansi allora dai Franchi. Vero preside fu Paolino, patriarca di Aquileia. E poichè amate il Concilio di Francoforte, vi raccomandiamo quelle parole con cui esso chiude i suoi decreti: *Reservato per omnia juris privilegio Summi Pontificis, Domini et Patris nostri Adriani, primæ Sedis beatissimi Papæ*. E quando questo Papa fè conoscere l'errore in cui i Padri erano incorsi rispetto al Concilio di Nicea, Carlo vi si sottomette, e l'accetta.

Di somma importanza è ciò che avvenne nell'ottavo ecumenico, quarto di Costantinopoli. I legati pontificii sottoscrivono gli atti, lo stesso fanno anche Basilio il Macedone e i suoi figli, ponendo i loro nomi dopo quelli dei Patriarchi, e prima di quelli dei Vescovi; null'ostante il Concilio prega il papa Adriano II a volerlo approvare con un editto speciale. Che fa Adriano II? Nulla ostante l'adesione imperiale, che si estendeva a tutti gli Atti, approva i soli decreti di fede, e fa molte riserve e rifiuti riguardo i disciplinari (Hard., t. v, p. 933, 938).

Eccovi, signor N., la storia; vi sfido a smentire un solo di questi fatti, i quali mostrano che cosa fosse la conferma imperiale, e che altra cosa e ben diversa la pontificia.

E ciò accadeva negli otto primi Concilii ecumenici tenuti in Oriente, sotto quegli imperatori, che, sebbene cristiani, non sapeano dimenticare che i loro predecessori erano stati *Pontifices maximi*, e tra quei Greci che sventuratamente usavano contrariare i Latini.

Dovrò io parlare dei dieci Concilii tenuti in Occidente?

Voi stesso li passate quasi tutti sotto prudente silenzio, non accennando, che al terzo di Laterano, a quel di Costanza e a quel di Trento. Però del primo toccate soltanto, chè troppo è innocente quell'*ab universo clero et populo recepti* rispetto ai canoni del terzo di Laterano, per fondarvi sopra esso un diritto dello Stato d'approvare i Concilii; onde correte subito a quel di Costanza, consolazione, appoggio e speranza di tutti i regalisti, gallicani, febroniani e giuseppini passati, e presenti.

« I decreti di Costanza, voi dite, furono approvati dai principi » pi, che assai meglio dei Vescovi dirigevano le sessioni » (p. 20). Ebbene, Martino V non badò ai principi, e neppure ad alcuni Vescovi, che aveano ricevuto le loro ispirazioni dal basso, anzichè dall'alto, e dichiarò solennemente, che riteneva come validi quei soli decreti ch'erano stati fatti in *materiis fidei conciliariter, et non aliter, nec alio modo* (Harduin, t. VIII, p. 899, 902, ecc.). Quindi rigettò gli Atti della quarta e quinta sessione, i quali Atti rimasero allora e per sempre lettera morta. Cercarono invero di galvanizzarli i Gallicani antichi e moderni, ma vanamente. Tutti

i tentativi dei cesaristi spagnoli, napoletani, francesi, tedeschi, austriaci e belgi, l'onnipotenza di Luigi XIV e di Giuseppe II, il genio dell'aquila di Meaux, e i ponderosi volumi dei Dupin, De Marca, Van Espen, Febronio, i decreti di Napoleone I e quelli dei Borboni, non valsero ad infondere una scintilla di vita in quel feto nato morto.

Resta Trento. Voi andate narrando la resistenza fatta da alcuni Stati all'accettazione e pubblicazione di quel Concilio. Sventuratamente la materia vi manca sotto la mano, perchè un dopo l'altro tutti gli Stati cattolici l'accolsero con lievi riserve di pura forma, tranne la Francia. Sì, è vero, i re e i parlamenti di Francia vi si opposero. Fecer bene? Giovò questo ai re e ai parlamenti? Nessuno è che sia cattolico, e non ami questa nobilissima Chiesa di Francia, che compensò con eroiche virtù e col sangue gli errori di un passato, ch'essa è la prima a condannare col suo presente. Nessun'aspra parola contro una generosa e infelice famiglia, che, se contristò talora la Chiesa con eccessiva tenacità a supposte prerogative, le largì pure immortali benefizii, e in nessun caso rapinò, spogliò o pose la mano sacrilega sui ministri di Dio e il loro capo. Ma francamente non crediamo che Carlo X o Luigi Filippo rassodassero il loro trono con quelle meschine ostinazioni, le quali dispiacquero agli amici della Chiesa, e in nessun modo bastarono ai suoi nemici. E appena riavutasi da quella misera e quasi puerile vessazione, guardate che fa la Chiesa francese! Venti sinodi, tenuti nelle metropoli e nelle diocesi, proclamano solennemente i canoni tridentini, ed ora la questione se il Concilio di Trento abbia forza di legge in Francia non è neppure discussa.

Poi, signor N., che prova questa resistenza? Prova assai più per me, che per voi; poichè, se nulla ostante la resistenza opposta dal primo Regno cattolico, il Concilio di Trento fu dalla intera Chiesa riconosciuto, e seguito come ecumenico, ciò vuol dire che veramente la sanzione dei principi non è punto necessaria.

« Ma i papi Pio IV e V la sollecitarono » (pag. 31). Senza dubbio, come i Papi avvertirono e avvertiranno sempre i fe-

deli, e più i loro principi, a obbedire alle leggi di Dio e della Chiesa. E che sarà, se questi nol fanno? Forse le leggi saranno invalide? Invero tali cose non meritano parole.

X. DIRITTI DELLO STATO RIGUARDO AI VESCOVI CHE INTERVENGONO AL CONCILIO.

« Anticamente l'autorità che convocava i Concilii ordinava » ai Vescovi di recarvisi; ma, dopo l'ottavo secolo e specialmente nella convocazione dei Concilii di Costanza, Basilea e Trento, i principi comandano ai Vescovi di andarvi. . . . *Il n'est jamais arrivé qu' aucun d' eux ait abandonné son diocèse sans le congé donné par la puissance civile* » (p. 34). (Recai il testo perchè nol si sospettasse mal tradotto). « An- » che nel medio evo la Francia mantenne la regola inviolabile, che proibisce ai Vescovi di andare al Concilio senza l'assenso del principe, e i prelati francesi non vennero a Trento » che col permesso del re. Talora il principe nominò i Vescovi » che doveano assistere al Concilio, e ne fissò il numero. Talora si oppose alla loro partenza; che se il Concilio discuteva » leggi pregiudizievoli allo Stato, . . . ordinava loro di tornare » nelle diocesi » (p. 34).

Invero, Signore, questa è tutt'altra questione. Dal terreno dei diritti noi passiamo su quello dei fatti; dalla ragione nativa, sacra e immortale che ha la Chiesa cattolica di governarsi e raccogliersi a Concilio, passiamo alla questione dei passaporti.

Oh! che i Sovrani non possano col mezzo della polizia e dei gendarmi impedire i Vescovi di uscire dallo Stato, anzi di casa loro, non ci venne mai in mente di negarlo. — Ciò che neghiamo è che vi sia nulla di vero in quelle parole con cui tentate di puntellarvi.

I Papi nella stessa bolla di convocazione ordinano ai Vescovi direttamente di recarsi ai Concilii, ricordando loro il giuramento proferito nella loro consecrazione, e aggiungendo che, se nol possono, devono addurre legittime e certe ragioni. Così

nei Concilii lateranesi e lionesi; così a Costanza, a Basilea, a Trento. Paolo III, voi dite, nella bolla di convocazione al Concilio di Trento, del 2 giugno 1536, « prega l'imperatore, il re di Francia, e gli altri principi cattolici di comandare (*ordonner*) ai prelati del loro regno di andare al Concilio. » La bolla di convocazione al Concilio di Trento non è del 1536, ma del 1542; non prega imperatori, nè re di comandare ai Vescovi, ma *ut id current, quod ipsis facillimum est, ut ex suis cujusque regnis ac provinciis, Episcopi et praelati sine tergiversatione et mora ad Concilium proficiscantur. Curare non è ordinare, nè comandare, ma provvedere, secondare, proteggere*. Pio IX ha fatto lo stesso; solo differì da Paolo III in questo, che, mentre Paolo pregò i principi cattolici di venire anch'essi a Trento colla persona, o almeno d'inviare chi li rappresenti, se pur sentivano la voce dei loro doveri verso Iddio e la sua Chiesa, Pio IX non chiamò i principi per delle ragioni, che ho promesso di dirvi nell'ultimo capo, e terrò subito la promessa.

Ancor più singolare è l'idea, avere il principe diritto di scegliere tra i Vescovi alcuni che rappresentino gli altri, e questo perchè il vicerè di Napoli su cento Vescovi di quel Regno ne scelse quattro che andassero a Trento a nome degli altri. Qui a prova citate finalmente un galantuomo, il cardinal Pallavicino nella Storia del Concilio al libro IX, c. 10 e 11. Corsi a vedere il luogo, e non c'è nulla. È invece al libro V, n. 55, che la cosa è narrata, e, a dire il vero, un po' diversamente. Poichè accettate Pallavicino, lascio la parola a lui.

« Pietro di Toledo, vicerè di Napoli, scrisse ai Vescovi di quel reame, che in pro della Chiesa avrebbe desiderato il concorso di tutti loro al Concilio; ma, conoscendo il nocumento che di ciò seguirebbe a quelle diocesi, imponeva, a nome regio, che mandassero lor procure a quattro Vescovi, nominati da lui, i quali dovessero comparire in Concilio a nome di tutto il regno. Aveva egli prima significata a molti Vescovi questa sua volontà con la lingua del cappellano maggiore, avanti a cui gli fè congregare. Ma essi ad una voce gli si erano opposti, rispondendo che avean intenzione d'intervenire personalmente al Con-

» cilio; e, ove ciò non potessero, volevano costituire i procura-
 » tori secondo lor propria coscienza. La qual contraddizione tan-
 » to più mosse l'animo altiero del vicerè a stringerli con la vio-
 » lenza dell'ordine scritto loro a nome reale. Questo fatto del
 » vicerè giunse al Papa quanto improvviso, tanto molesto: per-
 » chè ciò era una invenzione, onde i principi riducessero le
 » centinaia di voci in poche lingue a loro ossequiose, e così
 » divenissero imperiosamente i moderatori del sinodo, togliendo-
 » gli la libertà, e per conseguente la venerazione e il frutto
 » che dalla libertà dipendeva. Tal novità dunque mosse il Papa
 » in quello stante a sospender il comandamento dell'aprizione.
 » Ed appresso vi prese spedito con proibir per una bolla
 » che niun Vescovo potesse comparir quivi per procuratore,
 » ma ciascuno sotto gravi pene fosse obbligato di venire col-
 » la persona » (l. c.). Senonchè, poco dopo, Carlo V disapprovò
 il suo vicerè, e tutto cadde nel nulla. E su questo fatto del
 famoso D. Pedro di Toledo, d'infelice memoria alla Chiesa e
 allo Stato, a Napoli e a Venezia, all'Italia e alla Spagna, su
 questo nobilissimo fatto d'un vicerè spagnuolo, matto di boria,
 voi fondate il diritto del principe *de désigner les Evêques, et le
 nombre de ceux qui devraient assister au Concile?*

« Lo Stato, voi soggiungete (e lo Stato siete voi), ha altresì
 » il diritto di richiamare i Vescovi dal Concilio; esso l'ha eser-
 » citato anche a Trento, dove il re di Francia avea ordinato ai
 » suoi Vescovi di lasciare il Concilio, se le cose non prosegui-
 » vano più presto, e a suo modo; fortunatamente il vescovo di
 » Rennes tranquillò il re, che mutò pensiero » (p. 34, 35).

Secondo voi, adunque, i Vescovi al Concilio sono una specie
 di ministri plenipotenziarii ad un congresso qualunque, che il
 Sovrano fa parlare, tacere, andare e venire, ai quali dà ordini per
 la posta, o per telegrafo, come a gente sua. Noi avevamo intor-
 no ai Vescovi raccolti a Concilio un'altra idea; noi li credevamo
 rappresentanti della Chiesa e non dello Stato, uomini aventi
 un'autorità propria e divina, e non precaria e delegata dagl'im-
 peratori, dai re, dalle repubbliche o dal sultano. Poichè, notate
 bene, i diritti che pretendete per un sovrano italiano o francese,

dovete consentirli non solo a tutti i re cattolici, ma anche ai re scismatici, eretici o mussulmani, solo che abbiano sudditi cattolici, perchè questi diritti, secondo voi, derivano dalla intima natura della sovranità. Anzi dovrete concederli anche a quegli Stati, dei quali non si sà ancora che cosa saranno, se regni o repubbliche, o una fedele immagine del caos.

Lo Stato può richiamare i Vescovi dal Concilio?

Senza dubbio. Enrico II d'Inghilterra mise in prigione tutti i congiunti di san Tommaso, arcivescovo di Cantorbery, per forzarlo a tornare nel Regno.

Questi mezzi, come già dicemmo, lo Stato indubitatamente li possiede; esso ha soldati, danaro, prigionieri; esso può *convertire gli assi ecclesiastici*, e sottrarre il pane quotidiano a Vescovi, preti, frati, e mandare a confine, e al caso aizzare i giornali e le plebi. Tutti questi sono mezzi che stanno in pienissima podestà d'un ministro; e, dove il ministro tema di eccedere nei suoi poteri, può ricorrere alle Camere, e troverà sempre una divota maggioranza pronta a fare una legge iniqua, dinanzi alla maestà della quale ogni cittadino dovrà curvarsi. Poichè, nel diritto moderno, non v'è più nè Dio, nè morale, nè coscienza, ma una sola divinità, la legge. Essa è sempre giusta ed inviolabile, in qualunque modo venga fabbricata, e qualunque cosa sancisca. Io non mi fermerò a ribattere simili teorie. D'altronde Esopo in una delle sue favole c' insegna quanto sia inutile ragionare con certa gente.

Dove proprio perdo la pazienza si è colle vostre citazioni. Sinchè venite fuori coi gallicani De Thou, De Marca, Fleury, oppure con Spondano e Vander Hardt, ve li lascio tranquillamente citare; ma è intollerabile che mettiате in campo il venerato nome del cardinal Pallavicino, e gli facciate dire precisamente il contrario di quello che scrisse. Ecco le sue parole riguardo al fatto cui accennaste. « I prelati francesi ricevettero commessione dal » re di tornare, veggendo lui che la loro assenza dalle diocesi non » riusciva a frutto, nè il Concilio dava segni vicini di uscire dall' » ozio e dall'ombre. I legati opposero ogni industria a questa par- » tita, . . . ma nulla valea con uomini, i quali stimavano ogni con- » siglio a sè men sicuro, che il puntualmente obbedire. . . »

» Dopo molte diligenze e protesti di legati, i quali accennavano di voler procedere a giudizial divieto con un breve del » Papa, che ingiungeva a loro di fermarsi in virtù di santa obbedienza, la conchiusione fu, che di tre Vescovi francesi i quali » erano a Trento, partissene il capo di essi, che era quello di » Rennes. . . , e il re approvò che i due altri non si fossero divisi » partiti » (Pallav., *St. del Conc. di Trento*, l. v, n. 103 e seg.). Il che in buon italiano significa: 1.^o) che il re capì di aver torto, perchè Francesco I di Francia era leggero, ma generoso, giusto e sinceramente cattolico; 2.^o) che se vi sono dei Vescovi cortegiani, ve ne sono molto più di quelli che sanno imitare gli Apostoli davanti al Sinedrio, giudicando esser più giusto obbedire a Dio che agli uomini.

XI. PERCHÈ PIO IX NON CHIAMASSE I PRINCIPI AL CONCILIO.

È un fatto incontestabile, che i Sovrani cattolici ebbero dalla Chiesa inviti, ed anche preghiere di assistere ai Concilii ecumenici, e che il nostro Santo Padre non ha creduto opportuno seguir questi esempi. Nella bolla di convocazione si limitò a sperare, che al Concilio non porrebbero ostacolo. Ed è altro fatto incontrastabile, che di ciò fu lodato da tutti i Vescovi che ne parlarono, da tutti gli scrittori e giornali cattolici, e in fine da tutti, persino dal conte Mamiani ¹.

Come e perchè questo? Come avvenne che noi cattolici, gente vecchia, viventi di tradizioni, amanti delle vie battute e sospettosi delle nuove, fossimo unanimi nel lodare questa novità, cosicchè il solo che cantasse *extra chorum* fosse questo signor N. del libercolo? Esso in questa omissione dei Principi trova l'abominazione della desolazione, e va sulle furie contro Pio IX, « che, senza previa intelligenza colle potenze cattoliche, senza

¹ « Fu savia, per mio credere, nel pontefice Pio IX la deliberazione presa di non » invitare i principi, nè brigarsi dell'opera loro » (MAMIANI, « Teorica della Religione e dello Stato, » p. 465).

» le negoziazioni usate in simili casi, calpestando i diritti delle
 » potenze civili, e i diritti incontestabili che ha lo Stato di de-
 » terminare il luogo e il tempo della riunione, » osò chiamare
 il Concilio (p. 5).

Potenze cattoliche? Che cosa vuol dire questa frase? Significa uno Stato, che nella sua costituzione e legislazione s'informa a principii cattolici. In esso la Religione cattolica o sarà la sola riconosciuta, o almeno verrà circondata da tali onori e difese, che mostrino come di lei principalmente abbia cura lo Stato. Potenza cattolica vuol dire questo, o è frase che non ha senso.

Vi furono potenze cristiane e cattoliche? Senza dubbio. Costantino fondò uno Stato veramente cristiano. Non solo si disse e mostrò *protettore esterno* della Chiesa, ma scrisse nelle sue leggi prove immortali della sua vera e profonda fede cristiana. L'enorme impresa di far cristiano un'impero così essenzialmente pagano non potea, anzi neppur dovea, compirsi in un giorno; ma chi percorra i fatti di quell'uomo glorioso ci vedrà un progresso assiduo. Non potea subito abbattere, nè spogliare i templi pagani, ma inalza e dota basiliche cristiane; non potea far ispirare i collegi dei pontefici, ma riconosce ed onora i Vescovi e il loro Capo, sicuro che basterà la luce a vincer le tenebre; non potea togliere dalle insegne guerresche ogni traccia di gentilesimo, ma vi sovrappone la croce. La Chiesa cattolica è riconosciuta legittima posseditrice delle sue terre, legittima legislatrice nella sua sfera, dentro la quale ella si muoverà liberamente, poichè alla porta del Santuario veglierà esso, *guardiano esterno* ¹.

Graziano, Valentiniano, Teodosio, Giustiniano, tutti gl'imperatori orientali pongono a primo titolo delle prime leggi del loro codice, quello *De summa Trinitate, et de fide catholica*. — *Cunctos populos, quos clementiae nostrae regit imperium, in tali volumus Religione versari, quam divum Petrum Apostolum tradidisse romanis, Religio usque adhuc ab ipso insinuata declarat, quamque Pontificem Damasum sequi claret* (Cod., l. I, tit. I).

¹ Ἐγὼ δὲ τῶν ἐκτός ὑπὸ Θεοῦ καθισταμένων.

Carlo Magno, primo imperatore d'Occidente, riceve la corona dal Papa, e a lui e alla Chiesa giura protezione, che rimane legge inviolata fondamentale dell'impero per tutti i tempi. *Et sanctissima romanæ Ecclesiæ Sedes, Deo donante, nostra semper devotione defendatur*, scrivea Carlo a Leone III (*Epist. Caroli Magni ad Leonem III papam*, a. 794). *Mundeburdem* (Patronatum) *autem et defensionem sanctæ romanæ Ecclesiæ pariter conservabimus*, pattuiscono Carlo il Calvo e il fratello Lodovico; « al Papa si obbedisca da tutti, e così ai di lui duchi e giudici, » comanda Lotario nel Capitolare romano dell'anno 824. (Sareste voi altri per avventura eredi e rappresentanti di Carlo Magno e dei suoi figli nella difesa dei diritti del pontefice?).

L'imperatore d'Allemagna portava titoli amplissimi, ma il primo di cui gloriavasi era *Schirmvogt der Kirche*, cioè *protettore e avvocato della Chiesa*. Ricevendo la corona giurava la difesa della Santa Sede e dei suoi diritti. Imperatori e re cattolici dettarono leggi terribili contro il culto pagano, contro gli eretici, contro le superstizioni, i sacrilegii, e ogni offesa al culto e ai ministri sacri, e, benchè a noi la fede cattolica sia più cara della nostra vita, non oseremo lodare quanto statuisce su questo la *Lex Carolina* del decimosesto secolo, irta, com'è, di torture, di mannaie, di roghi e di rote. Nè vale opporre, che alcuno di questi Sovrani operasse poi contro le sue stesse leggi e affliggesse in più modi la Chiesa. Qui non guardiamo che la professione esterna, solenne, pubblica. Così non esamineremo se i re di Francia meritassero sempre il nome di *cristianissimi*, o quelli di Spagna di *cattolici*, o quelli di Portogallo di *fedelissimi*, o quelli di Ungheria di *apostolici*, e ancora meno con qual giustizia l'ottima regina Vittoria porti il titolo di *difensore della Fede*, conferito da Leone X a Enrico VIII per avere sostenuta la dottrina cattolica contro Lutero. Qui non si tratta delle persone dei principi, ma della loro esterna e legale professione di fede, significata da quei titoli, e che vigeva negli ordinamenti, negli statuti, e nelle leggi politiche e civili di tutti i regni e repubbliche cattoliche, sino alla fine del secolo scorso. Chiamare quegli Stati ai comizii solenni della Chiesa era giusto e opportunissimo. Que-

gli Stati erano veri fedeli; talora, se volete, imperfetti, vacillanti in alcune discipline, gelosi dei loro veri o pretesi diritti, tenaci di alcune massime riprovevoli o almeno pericolose, paurosi scioccamente della Chiesa, ma infine unanimi nella fede cattolica, e decisi a mantenerla e difenderla.

Coi primi anni di questo secolo fu posto il principio a un nuovo ordine di cose, che ha le sue profonde radici nella rivoluzione francese e nella incredulità da cui essa germinò. È inutile rian- dare le varie vicende per cui giungemmo alle presenti condizioni, e poco giova lamentarle. Meglio guardarle direttamente, e vedere qual sia rispetto ad esse il dovere della Chiesa. Abbiamo senza dubbio ancora dei principi cattolici, alcuno de' quali onora la Chiesa colle sue virtù personali, ma *Stati o Potenze cattoliche* più non abbiamo. Resta qua e là alcun segno dell' antica protezione in una frase d' uno Statuto, o d' un Concordato, ma è segno e null' altro, per tacere di uno Stato dov' esso divenne un' amara ironia. Vorrassi da chi scrive in Roma, e non teme per sè ma per altri di sè a lui più cari, che ne adduca tutte le prove? Le prove stanno d' altronde in fatti quotidiani, solenni, notissimi, così che ora affermare che v' abbia in Europa un Governo, che voglia e possa dirsi difensore ed amico sincero della Chiesa cattolica, sarebbe adulazione, da cui il mio animo costantemente rifuggerà. Dico che voglia e possa, perchè anche il *potere* mancherebbe, la costituzione degli Stati non accordando più ai principi che una debole e incerta azione, soggetta a continui cangiamenti e vicende.

Che se così stanno le cose, proclameremo noi dunque la separazione della Chiesa dallo Stato? No, perchè la crediamo contraria al vantaggio di entrambe le società, alle quali la concordia cresce forza, stabilità e azione benefica; contraria al bene dei singoli uomini, che, essendo insieme cristiani e cittadini, vogliono essere governati con leggi armoniche; contraria alle sacre tradizioni della Chiesa, che stese subito la destra amichevole al primo principe cristiano, e stipulò in ogni tempo e in ogni terra solenni accordi tra i due poteri, favorendo per ogni modo la loro alleanza.

Ma che sarà se lo Stato si separi esso medesimo dalla Chiesa, la rifiuti, la combatta, la offenda, e stabilisca principii e leggi opposte alle sue? Ebbene, la Chiesa, rispettando il principe, qualunque esso sia, obbedendogli sin dove il consenta la coscienza, riprovando eternamente qualunque tentativo diretto a scuotere qualunque trono, condannerà quei principii e quelle leggi col suo immortale *non licet*. Tale Stato avrà da lei preghiere e obbedienza nelle cose civili; ma potrà essa chiamarlo a parte dei suoi proprii consigli?

E perchè lo chiamerebbe? Con quali speranze d'accordo?

Poniamo deva discutersi la vitale questione dell'insegnamento! Tocca a me insegnare, dice lo Stato; io solo ne ho il diritto, e la Chiesa non deve entrarvi fuorchè nel catechismo! — Ma se tu insegni a rovescio la storia e la filosofia, risponderà giustamente la Chiesa, se pervertisci le menti e i cuori dei giovani con maestri o insegnamenti empîi, che verrò io a farvi col mio catechismo? Non ispetta a me soltanto istruire ma educare, nè il solo apprendimento della dottrina religiosa ma la formazione della mente e del cuore della gioventù cristiana è mio dovere e diritto.

Sorge la gravissima questione del matrimonio! Lo Stato grida alla Chiesa: È cosa mia, tu non c'entri. — E la Chiesa risponde: È tua riguardo ai beni e ai rapporti civili, ma il vincolo sacrosanto, radice della famiglia cristiana, che Cristo volle sacramento, a me spetta, e spetterà eternamente.

Sorge la questione dei beni ecclesiastici. Lo Stato dice alla Chiesa: Tu non possederai se non quanto e come voglio io, o, se io nol voglia, null'avrai, o potrai avere. — E la Chiesa risponde: Beni ho proprio e nativo diritto d'acquistarne, perchè da me sola sono società legittima, anche senza la tua approvazione. I beni, prezioso pegno e condizione della mia indipendenza, tu non puoi tormi senza solenne ingiustizia e sacrilegio.

Io ho diritto di vegliare i tuoi atti, dice lo Stato. — Io ho diritto di governarmi da me stessa, risponde la Chiesa, perchè a me, e non a te, confidò Iddio la cura dei fedeli e della loro salute; nè posso accettare il tuo sindacato senza rinunciare al più sacro dei miei diritti, la mia indipendenza.

Sorge la questione stessa dell'indipendenza e della vita propria, e lo Stato dice alla Chiesa: Sono io che ti feci esistere legittimamente, io solo ti ho costituita ente giuridico. — E la Chiesa risponde: Fui prima di te, o Stato civile, chè il primo altare sorse certamente prima del primo trono, e fui assai prima di voi tutti, o Stati particolari cristiani, che tutti nasceste dal mio seno, benchè poi forse abbiate dimenticata ed offesa la madre.

Sia, ma costituita una volta la società civile, da lei sola dee procedere ogni autorità, ogni potere; ripiglia lo Stato moderno. — Ogni autorità e potere procede solo da Dio, gli risponde la Chiesa; ed esso parte ne diede a te, e parte a me, e a nessuno di noi è lecito varcare i proprii confini.

Quale accordo, qual comune consiglio sarà possibile tra chi professa principii così direttamente opposti? Quali sarebbero le parti dello Stato, e quali della Chiesa in un Concilio nel trattare questi sommi argomenti, che pur vi si devon trattare? Potremo forse sperare un ritorno degli Stati a migliori idee? Noi lo invociamo cordialmente, chè la lotta fra i due poteri non può tornare che a comun danno; ma indizii di questa mutata volontà non iscorgiamo. Dove questi apparissero, sono certo che le porte del Vaticano sarebbero aperte con ugual gioia che quelle dell'aula di Nicea. E perchè mai la Chiesa respingerebbe gli Stati che volessero venire a lei, essa, figlia e discepola di Colui che disse il suo mandato esser quello di correre in traccia degli erranti, ancor più che di confermare i giusti? La Chiesa che non vuole, che non ama, che non invoca che la pace, come non s'affrettarebbe a farla, appena il potesse, con quella società politica che Iddio le diede sorella?

E questo è anche il supremo desiderio di chi scrisse queste pagine cedendo all'impeto del cuore più che a quello della mente, che gli avrebbe suggerito di ristarsi dal farlo come da opera vana.

Possa non esserlo! Uniamo noi cattolici a quest'uopo le nostre preghiere, assai più efficaci di ogni ragionamento. E intanto, costituiti in condizioni analoghe a quelle dei primi cristiani, imitiamoli. Dio e la sua Chiesa sono gli stessi; solo noi forse siamo

da quei primi nostri esemplari diversi. Rifacciamoci degni di loro; soffriamo e preghiamo, ma non cediamo. Dio forse parlerà all'animo dei governanti, i quali devono pur finalmente vedere e sentire come lungi dalla Chiesa l'orizzonte anche per loro s'abbuii, e il suolo traballi. Rammentino che, se Iddio non salverà i popoli col loro mezzo, ben potrà salvarli senza di loro, perchè dei cieli stessi sta scritto: *Mutabis eos, et mutabuntur*, e della sola verità, che *manet in æternum*.

Roma, 21 maggio 1869.

Francesco Nardi, Uditore di S. Rota.

CCCVIII.

(Luglio-Novembre 1868).

Publicazioni risguardanti il movimento prodotto tra i giansenisti d'Olanda dalla aspettazione del Concilio (Versione dall'olandese).

Lettera di due « Membri del Consiglio ecclesiastico della parrocchia cattolico-romana della Chieresia episcopale (Bisschoppe-lyke Klerezij) di Dordrecht » agli « Ecclesiastici della Chieresia episcopale romano-cattolica dell'Olanda » (Luglio 1868).

Très vénérés et révérends Messieurs,

Après nous avoir fait connaître le projet de Sa Sainteté le Pape Pie IX de réunir un Concile général, les journaux nous ont appris, ces jours derniers, la publication officielle de la Bulle par laquelle Sa Sainteté convoque à Rome, le 8 décembre 1869, un Concile œcuménique, et exprime le vœu qu'il soit répondu avec empressement à son appel.

Cette nouvelle, très vénérés et révérends Messieurs, sera, nous n'en doutons pas, devenue un sujet de méditation non seulement pour vous, mais aussi pour tout laïque quelque peu pénétré de l'importance de ce grand événement et des conséquences qu'il doit avoir pour notre Eglise.

Quand il s'agit d'un objet de cette importance, l'intérêt que l'on y prend, — n'importe de quel côté et de quelle manière cet intérêt est porté à votre connaissance — vous fournira une preuve bien agréable, sans doute, de la vive sollicitude que les laïques professent, eux aussi, pour les choses de la religion et pour la prospérité de l'Eglise en Néerlande.

Remplis de cette conviction, très vénérés et révérends Messieurs, nous prenons la respectueuse liberté de vous communi-

quer la question que nous nous sommes posée relativement à la convocation du Concile :

Les efforts nécessaires seront-ils faits par notre clergé, afin que la Clerezie soit représentée au prochain Concile, dans le but d'y défendre les intérêts de notre Eglise et de travailler, dans la mesure du possible, à ce qu'il soit mis fin à la déplorable scission qui nous tient éloignés, depuis un si grand nombre d'années, de nos frères dans la foi?

Loin de nous, très vénérés et révérends Messieurs, d'oser seulement supposer que vous ne feriez aucune démarche dans ce but; mais néanmoins notre confiance est accompagnée d'une certaine crainte, parce qu'il nous est connu que le chemin vers Rome n'est pas un chemin frayé pour notre clergé, mais au contraire un chemin semé d'obstacles, et d'obstacles d'autant plus difficiles à écarter qu'ils existent depuis nombre d'années, et que de nombreux et louables efforts sont venus s'y briser.

Bien qu'à tort, nous sommes considérés par nos frères catholiques romains comme n'appartenant pas à l'Eglise, et c'est pourquoi nous attendrions en vain qu'une invitation soit adressée à nos évêques d'assister au prochain Concile. La commission chargée par Sa Sainteté de fixer les points à discuter et de régler les dispositions à prendre peut sans doute être soupçonnée, avec quelque apparence de raison, de n'être pas du tout ou du moins de n'être pas suffisamment au courant de notre cause, et l'on se demande même si les affaires de la Clerezie ne seront pas passées sous silence Le résultat des nombreux exposés faits par vous et par vos prédécesseurs aux divers Papes ne laisse d'ailleurs aucun espoir que la voie des communications écrites puisse nous faire espérer une issue favorable Nous prévoyons même que si, comme nous l'espérons, et beaucoup d'autres avec nous, vous prenez la seule voie praticable, celle de vous aboucher personnellement avec la susdite commission et avec des ecclésiastiques haut placés, alors encore de nombreuses difficultés devront être vaincues et il faudra s'attendre à de l'opposition.

Les obstacles que nous venons d'énumérer, et d'autres en-

core, ne nous sont pas inconnus, et la tâche qui commence dès ce moment pour notre clergé sera certes considérée par tout fidèle comme une tâche de la plus haute importance. Nous apprécions, très vénérés et révérends Messieurs, tout le poids de la responsabilité qui, en présence de ce grand événement, pèse sur vous : responsabilité même à l'égard de vos prédécesseurs, puisque l'occasion se présente pour vous d'exposer les motifs de leur résistance ; occasion qui leur a toujours fait défaut, nonobstant leurs appels réitérés à un Concile général ; — responsabilité aussi à l'égard des fidèles confiés à vos soins, et qui ont constamment tenu l'œil fixé sur vous comme sur la boussole qui les faisait naviguer avec sécurité ; responsabilité qui vous portera à profiter de l'occasion qui vous est actuellement offerte, de soumettre votre cause et la leur à la décision du tribunal compétent ; — responsabilité à l'égard de la postérité, dans le cas où Dieu, dans ses décrets impénétrables, permettrait que la malheureuse situation de notre Eglise devînt permanente ; — responsabilité enfin quant aux moyens employés par vous pour préserver les fidèles de cette calamité.

En disant, très vénérés et révérends Messieurs, que les laïcs, en ce qui concerne les différends qui nous séparent de nos frères catholiques romains, ont l'œil fixé sur leur clergé comme sur une boussole, — nous ne croyons pas faire tort à la forte conviction qui les attache à leur foi de catholiques. Mais il n'en est pas moins vrai que les points controversés par notre *Clerezie* sont surtout des questions qui intéressent moins le dogme ou la morale que les droits propres de l'Eglise de Néerlande. Et certes, à propos de questions d'une nature si compliquée et qui comportent des études spéciales et profondes, on ne peut exiger de laïcs qu'ils soient tellement familiarisés avec ces controverses qu'ils puissent asseoir leur convictions sur leur science personnelle. Nous sommes nés dans l'Eglise catholique romaine, nous avons été baptisés dans les églises de nos paroisses, nos pères appartenaient à la *Clerezie* épiscopale, et c'est par ses prêtres que nous avons été instruits dans notre foi, — telles sont, vous devez le reconnaître, les raisons pour lesquelles nous som-

mes membres de la *Clerezie*. Nos prêtres nous ont parlé des différends qui existent entre notre Eglise et le Saint-Siège; quelques-uns d'entre nous ont lu sur ces matières l'un ou l'autre livre, sans avoir le temps d'examiner beaucoup si les argumentations de part et d'autre sont ou non fondées. Notre conscience est tranquille, non par suite d'une conviction raisonnée, mais parce qu'elle se repose sur la conviction sincère que nous supposons à nos prêtres. En d'autres termes, nous sommes catholiques romains par conviction, — mais nous sommes membres de la *Clerezie* par suite de notre confiance dans notre clergé.

Et le fondement de cette confiance des laïcs découle, à notre avis, de cette circonstance que dès l'origine du schisme notre clergé a fait un appel réitéré au Concile œcuménique comme au seul juge dont il voulût reconnaître la compétence en pareille cause. Pour tout fidèle qui est convaincu de l'autorité de ce tribunal et qui accepte cette autorité comme une nécessité absolue sans laquelle une Eglise visible ne saurait exister en ce monde, cet appel au Concile était suffisant pour, suivant l'exemple de nos pères, rester fidèles à la voix du clergé de la *Clerezie*. Et c'est ainsi que la conviction du clergé est devenue en quelque sorte la conviction des laïcs, et que ceux-ci ont uni leurs plaintes à celles de leurs pasteurs au sujet de l'opiniâtreté et de l'injustice avec lesquelles le Chef visible de l'Eglise refusait, depuis tant d'années, de prêter l'oreille à leurs demandes légitimes, afin d'obtenir un examen de la question d'après les formes canoniques, suivi d'un jugement dans leur cause.

Les conséquences à tirer de ces faits, relativement à la situation de notre Eglise en présence du Concile, me paraissent évidentes. Nos chefs ecclésiastiques, qui ont toujours fait appel à une assemblée de l'Eglise universelle, feront sans doute tout ce qui est en leur pouvoir pour défendre les intérêts de la *Clerezie* dans le prochain Concile et pour démontrer que leur opposition, dont il n'existe peut-être pas un second exemple dans l'Eglise, ne prenait pas son origine dans des considérations étrangères à la religion et aux intérêts sacrés qui leur étaient confiés, mais reposait sur une conviction sainte, sur le désir ardent de conser-

ver intact le dépôt qui leur était confié; et enfin que leur appel à un Concile général, comme au tribunal établi à cette fin par l'Eglise, n'était pas une vaine démonstration, mais la conséquence de leurs efforts incessants pour rétablir les liens brisés de la charité et de l'union avec leurs frères.

Nous le savons, très vénérés et révérends Messieurs, il ne suffit pas qu'un Concile soit appelé œcuménique par le Pape entouré de quelques sommités ecclésiastiques, leur nombre fût-il relativement considérable: il faut que le Concile réponde aux conditions déterminées par l'Eglise, pour qu'il ait le droit de porter ce nom. Nous savons aussi qu'un Conciliabule tenu à Rome, où le prétendu dogme de l'Immaculée-Conception de la Sainte-Vierge fut proclamé par Sa Sainteté, entourée de quelques ecclésiastiques, nous savons que ce Conciliabule est présenté à nos frères catholiques romains comme une assemblée légitime de l'Eglise, dont les décisions seraient infaillibles, tandis que nous tenons pour certain que l'assemblée dont il s'agit manque de toute autorité réelle. Nous voulons même supposer un instant — bien que nous blesserions par là la charité chrétienne — que les motifs qui ont poussé Sa Sainteté à convoquer le Concile qui doit se réunir en 1869 ne sont pas des motifs qui permettent d'espérer une issue favorable; — nous voulons admettre que dans la convocation du Concile de 1869 les règles établies par les saints Canons ont été ou seront mises de côté en tout ou en partie; — il n'en est pas moins vrai que l'on ne pourrait en déduire que ce qui a été préparé dans des vues moins droites et en l'absence de certaines formalités, ne pourrait être conduit à bonne fin: alors même il faudrait que de toutes parts, et en premier lieu par notre clergé, tout fût mis en œuvre pour que l'assemblée de l'Eglise qui va se réunir soit en réalité ce que Sa Sainteté veut qu'elle soit, — ce qu'elle doit être — un Concile œcuménique. Chercher à atteindre ce but, c'est là peut-être, au premier abord, un travail inutile; mais c'est néanmoins un devoir pour tous ceux qui savent qu'il plaît parfois à Dieu de tirer le bien même du mal qu'il tolère.

Nous insistons sur ce point, très vénérés et révérends Mes-

sieurs, parce que nous croyons devoir combattre la crainte que, dans le cas qui nous occupe, notre clergé se bornerait à déposer une protestation: nous sommes convaincus, en effet, que notre clergé a trop souvent fait l'expérience de l'inutilité des protestations écrites, qui ne servent, en effet, qu'à sauver les apparences et ne produisent aucun fruit, si même elles n'aboutissent à un résultat diamétralement opposé à celui qu'on cherchait à atteindre.

Nous admettons volontiers qu'une protestation peut avoir sa valeur: mais dans des affaires comme celle qui nous occupe, où les plus graves intérêts sont engagés, où il s'agit de prévenir que le monde presque entier se trompe de bonne foi, — notre conviction est qu'on ne pourrait recourir à une protestation qu'*alors seulement* que tous les autres moyens plus énergiques et plus propres à atteindre le but auraient été employés en vain.

D'après notre avis, très vénérés et révérends Messieurs, ce n'est donc aussi que de l'intervention personnelle de notre clergé qu'il est permis d'attendre une solution favorable. Si notre connaissance des règles ecclésiastiques en cette matière repose sur un fondement solide, chaque Evêque, « en vertu de sa dignité, » a le droit de prendre place dans un Concile général et peut déléguer ce droit à d'autres membres du clergé. La supposition que ce droit sera contesté à nos Evêques ou à leur délégué, ainsi que nous l'avons pensé tout d'abord, cette supposition n'est peut-être pas invraisemblable; mais ceci demeure une simple supposition, aussi longtemps que tous les efforts pour faire valoir ce droit n'auront pas été annulés.

Nous n'en doutons pas, très vénérés et révérends Messieurs, vous choisirez et vous mettrez en œuvre les moyens les plus propres à atteindre une issue favorable. Certes ce n'est pas un mince encouragement, — et cette pensée nous remplit de joie, — que dans certains pays catholiques nous entendions s'élever des voix qui prouvent clairement que le Saint-Père n'est pas si aveuglément obéi sur tous les points par tout ecclésiastique haut placé. Et l'on peut en conclure avec quelque fondement que si du côté de Rome, — soit du Saint-Père, soit de son conseil ou de la

commission organisatrice, — notre clergé devait rencontrer de l'opposition pour défendre devant le Concile les droits de la *Clergie*, alors il trouverait, avec plus de probabilité qu'autrefois, aide et assistance auprès d'autres prélats catholiques, — surtout si l'on n'épargne aucune peine pour les instruire convenablement de notre cause et de nos prétentions légitimes.

Daignez nous pardonner, très vénérés et révérends Messieurs, si par ces paroles nous semblons baser notre confiance sur des combinaisons humaines; nous savons qu'elles doivent inévitablement avorter, si la volonté de Dieu n'en assure le succès! Mais ces pensées nous sont venues à l'esprit en nous rappelant un fait semblable dans l'histoire du premier peuple de Dieu; et nous prions ardemment le Seigneur, afin que ce fait soit une figure de nos espérances, dans les circonstances que nous traversons; afin aussi que notre clergé, dans l'accomplissement de sa rude tâche, puisse constater que Dieu s'est réservé d'autres serviteurs encore, des serviteurs nombreux et disposés à s'unir au sacerdoce pour défendre la bonne cause et l'aider à triompher.

Elle est grande et sublime, mais également lourde et sérieuse, très vénérés et révérends Messieurs, la mission que votre dignité vous oblige en ce moment d'accepter; mais soyez fortifiés par la pensée que la toute-puissance de Dieu n'a pas besoin d'un grand nombre de bras pour défendre sa cause, et qu'elle peut la faire triompher même par des moyens qui paraissent petits aux yeux de l'homme.

Aussi vous estimerez-vous heureux de vivre à une époque qu'un si grand nombre de vos prédécesseurs ont espéré de voir, à une époque dont ils ont tant de fois cherché, mais en vain, à accélérer la venue; — vous vous estimerez heureux d'entendre les paroles qui nous arrivent en ce moment de Rome et qui, si nos pères avaient pu les entendre, auraient été considérées par eux comme la réponse à leurs vœux réitérés; des paroles dont nos pères auraient pris occasion pour obtenir par tous les moyens le renversement de ce mur élevé qui se dresse comme un mur de séparation entre les enfants d'une même Eglise.

Puissiez-vous d'ailleurs, très vénérés et révérends Messieurs,

trouver un joyeux et puissant encouragement dans ce fait que les laïques confiés à vos soins ne sont pas indifférents aux intérêts de leur Eglise et qu'ils ont en ce moment les yeux fixés sur vous, avec la certitude qu'ils trouveront dans vos actes une confirmation de vos paroles et de celles de vos vénérables prédécesseurs, et persuadés que leur confiance dans le bon droit de leur Eglise et dans leur clergé ne sera pas trompée.

Quant à vous, révérend Monsieur, qui, placé à la tête de notre paroisse, êtes plus spécialement chargé de nos intérêts, nous ne doutons pas que la démarche, conforme aux sentiments de vos paroissiens, que nous faisons en ce moment auprès du clergé, n'obtienne votre approbation. Soyez-en bien persuadé, vous serez le fidèle organe de nos sentiments lorsque, de votre côté, vous appuierez auprès de nos autorités ecclésiastiques supérieures l'adoption de mesures qui correspondent à nos vœux.

En terminant, très vénérés et révérends Messieurs, nous regardons comme un devoir étroit de vous réitérer l'expression du profond intérêt que nous prenons à cette affaire. Nous joignons à la présente quelques exemplaires de cette lettre, et nous vous prions respectueusement de vouloir bien l'adresser à tous les membres de vos administrations paroissiales respectives. Nous espérons que tous, — et de la manière que chacun jugera la plus opportune, — feront connaître au clergé l'importance qu'ils y attachent. Soyez-en convaincus, très vénérés et révérends Messieurs, les laïcs, pénétrés de la grandeur de la tâche qui vous incombe et qu'ils voient avec confiance reposer entre vos mains, vous suivront et vous soutiendront devant le trône de Dieu de leurs ardentes prières; ils imploreront sur vous l'esprit de sagesse, de force et de persévérance dont vous aurez besoin pour conduire cette grave affaire à une solution favorable; ils prieront afin de prévenir que le Concile, se réunissant en dehors de vous et sans une connaissance suffisante des faits, prenne une décision qui, — lors même qu'elle serait tenue par quelques-uns comme illégale ou serait illégale en réalité, — aurait, nous le craignons à bon droit, les conséquences les plus déplorables; car si, contre toute attente, votre clergé avait cru devoir prendre une attitude

d'abstention ou n'avait mis en œuvre que des moyens moins efficaces, la confiance d'un grand nombre de laïcs se verrait à tel point ébranlée que leur conscience pourrait hésiter à suivre désormais leurs anciens guides en matière de foi.

Grande sera votre récompense, très vénérés et révérends Messieurs, si vos sérieux efforts et vos persévérantes démarches sont couronnés de succès, si nous voyons disparaître la triste et funeste séparation qui divise l'Eglise catholique de Néerlande, — et s'il plaît à Dieu que le prochain Concile puisse prononcer la sentence infaillible de l'Eglise avec laquelle Jésus-Christ restera, selon sa promesse, jusqu'à la fin du monde.

Avec la plus profonde considération et tout le respect qui vous est dû, nous sommes,

Très vénérés et révérends Messieurs,

Vos très humbles serviteurs,

S. L. Boers,

S. W. H. M. Colombijn,

Membres du Conseil ecclésiastique de la
paroisse catholique romaine de la
Klerzie episcopale à Dordrecht.

Dordrecht, juillet 1868.

Il diario cattolico De Tijd, di Amsterdam, tratta la questione se i Vescovi giansenisti dell'Olanda si presenteranno al futuro Concilio (19 ottobre 1868).

Est-ce que les Evêques jansénistes de notre pays paraîtront aussi au Concile général qui se tiendra l'année prochaine, et auquel Sa Sainteté non seulement a appelé tous les Evêques catholiques, mais a encore invité les schismatiques grecs? Voilà une question qui, ces jours-ci, s'est plusieurs fois présentée à notre esprit, et à laquelle nous ne pouvons naturellement donner aucune réponse. Les Evêques du vieux clergé (*Klerzij*) prétendent

être Evêques catholiques; il est sûr qu'ils sont Evêques du rite latin, mais Evêques qui n'ont pas été élus par la voie légitime et qui sont établis d'une manière contraire aux prescriptions et aux lois de l'Eglise, outre qu'ils se sont séparés de l'Eglise comme schismatiques, et qu'ils ont été condamnés comme tels par l'autorité ecclésiastique suprême, et excommuniés. Néanmoins ces Evêques, guidés nous ne savons par quelle idée, se sont toujours donnée l'apparence de vouloir se mettre en communion avec le Pontife Romain. C'est pourquoi, ils ont chaque fois donné connaissance aux Papes de leur élection et de leur consécration, quoiqu'ils sussent d'avance que le Pape, conformément à son devoir, se hâterait de répondre à cette communication en condamnant de nouveau le schisme janséniste, en excommuniant l'Evêque consacré illégitimement quoique validement, et en l'avertissant qu'il était dépourvu de juridiction et qu'il devait s'abstenir de tout acte épiscopal. En dépit de cela, ils persistent toujours dans leur erreur et leur schisme, et continuent à se comporter comme des Evêques catholiques légitimes, méprisant également la condamnation et l'excommunication du Pape. De quelle manière concilient-ils cette attitude avec les principes que l'Eglise catholique professe et suit partout dans le monde, c'est là un point que nous ne savons pas expliquer et que nous abandonnons à leur responsabilité.

Tout ce que nous savons, c'est qu'ils ont itérativement appelé à un futur Concile général. Cet appel se faisait en des temps où il était impossible de prévoir si jamais un Concile général pourrait encore être tenu.

Cependant, contre l'attente de bien des gens, Pie IX a maintenant annoncé pour l'année 1869 un Concile, qui doit s'ouvrir le 8 décembre, jour de la fête de l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge, dans la Basilique de Saint Pierre à Rome.

Maintenant que feront les Evêques jansénistes? Iront-ils au Concile? Ou bien, sous quelque prétexte, demeureront-ils chez eux, et allégueront-ils l'ignorance à l'égard de tout ce qui se fera à ce Concile? Dans ce dernier cas, ils se condamnent eux-mêmes par la preuve de fait qu'ils donneront qu'eux, Evêques

jansénistes, n'appartiennent pas à l'Eglise catholique. Et cependant ils ne peuvent rien alléguer qui les autorise à ne pas paraître au Concile général, soit en personne, soit par des fondés de pouvoir. S'ils étaient eux-mêmes empêchés par la maladie ou par d'autres justes motifs d'aller en personne au Concile, alors ils seraient au moins obligés d'y paraître par des fondés de pouvoir, eux qui ont toujours appelé du Pape au futur Concile, et qui prétendent être des Evêques légitimes aussi bien que tout autre Evêque de l'Eglise catholique.

Il est manifeste que Pie IX a ordonné à tous les Evêques de se rendre au Concile général, et que cet ordre a été publié à Rome dans la forme usitée *ab antiquo*, par où il est établi que les Evêques doivent regarder la publication de ce décret faite à Rome, comme faite à chacun en personne; en sorte que si l'un ou l'autre Evêque, pour quelque circonstance ou raison que ce soit, n'avait pas reçu personnellement une copie authentique de cet appel, il serait néanmoins tout autant obligé d'être présent au Concile général, que s'il avait reçu personnellement cette invitation.

Les Evêques jansénistes n'ont donc aucun prétexte pour se soustraire au Concile général. Et si néanmoins ils le faisaient, le Concile général, qui certainement ne manquera pas de traiter aussi du Jansénisme, ne sera pas moins valable même pour les Jansénistes, attendu qu'un Concile œcuménique a toujours eu et exercé le droit de condamner aussi les absents — d'autant plus que ces Evêques jansénistes absents ont itérativement appelé du Pape au Concile Général — et que maintenant ils ne se présentent pas à ce Concile, auquel ils ont itérativement appelé.

Nous prions les laïques jansénistes, qui suivent de bonne foi leur clergé, d'y bien faire attention. Car maintenant, au Concile général, on verra nettement si et jusqu'à quel point leurs Evêques sont dignes de la confiance que les laïques leur accordent.

En effet, ou ils paraissent au Concile, ou, sous quelque prétexte, ils s'en abstiennent.

Dans le premier cas, en prenant part au Concile, ils doivent se soumettre à la décision qu'il prendra.

Dans le second cas, en se soustrayant au Concile, ils don-

nent la preuve que leur appel au Concile était aussi faux que trompeur, de même que l'a toujours été leur prétention de vouloir vivre en communion avec le Pontife Romain.

Dans l'un et l'autre cas, il faut espérer qu'on verra la fin de ce schisme qui tient séparées de nous, pour leur propre préjudice et leur perte, tant de personnes bien intentionnées qui croient et professent avec nous presque tout ce que l'Eglise catholique enseigne et professe.

Lettera da Rotterdam di un « Membro della Chiesa cattolico-romana, appartenente alla Chieresia » al direttore del Tijd in replica al quesito precedente, e considerazioni di quel diario sulla medesima (9 novembre 1868).

Il y a quelque temps, nous prîmes la liberté d'appeler l'attention des membres de la *Clerezie* épiscopale de Néerlande sur le Concile général que Sa Sainteté le Pape Pie IX a convoqué pour l'année prochaine. A l'occasion de notre article nous recevons aujourd'hui de Rotterdam une lettre d'un *membre de l'Eglise catholique romaine appartenant à l'ancienne Clerezie*. En même temps il nous est arrivé — quoique la lettre n'en fasse aucune mention — une longue pièce imprimée dans laquelle deux *Membres de l'administration ecclésiastique de la paroisse catholique romaine de la Clerezie épiscopale de Dordrecht* font une adresse aux *ecclésiastiques de la Clerezie épiscopale en Néerlande*. Dans cette adresse, on inculque de diverses manières aux *très vénérés et révérends ecclésiastiques* de la *Clerezie* le devoir de se présenter au prochain Concile général ou en personne, ou, si cela était impossible, par des représentants, dans le but de mettre fin à la scission qui tient en Néerlande la *Clerezie* séparée des catholiques. Cette pièce importante est beaucoup trop longue pour que nous puissions l'insérer dans notre numéro d'aujourd'hui. Nous la rapporteront dans notre numéro qui sort le lundi soir.

Et attendant, nous publions aujourd'hui la lettre remarquable

qui nous est venue par la même poste que l'adresse. Il faut noter que cette lettre ne nous est pas parvenue directement, mais par l'entremise d'un estimable négociant de Rotterdam, qui nous envoie seulement une copie de cette lettre, en déclarant que l'original est déposé entre ses mains et que l'auteur en est une personne respectable, et que lui (le négociant) prend la lettre *sous sa responsabilité personnelle*.

Après ces courts éclaircissements, nous donnons maintenant le texte littéral de cette lettre en entier.

« Rotterdam, 5 novembre 1868.

» Monsieur le Rédacteur,

» Dans votre numéro du 19 octobre, vous examinez la question de savoir si les Evêques de l'ancienne Eglise catholique romaine (*Clerezie*) se feront représenter au Concile œcuménique. — Je suis profondément peiné que vous préjugiez en cette circonstance le jugement du Concile. — Vous nommez nos Evêques des « Evêques jansénistes; » vous prétendez que leur élection n'est pas canonique et est en opposition avec les préceptes et les lois de l'Eglise; qu'ils se sont séparés de l'Eglise en schismatiques, etc.

» Je pense avec vous — et cet avis sera partagé par tous mes coréligionnaires — que nos Evêques, spécialement invités ou non, doivent se présenter en personne au Concile, ou bien, s'ils en sont empêchés, s'y faire représenter; et qu'en s'y refusant ils fourniraient la preuve que leur appel au futur Concile a été une feinte.

» Vous comprenez toutefois qu'en ma qualité de membre de la *Clerezie*, je mets trop de confiance dans nos chefs ecclésiastiques pour douter un instant qu'ils rempliront cet impérieux devoir.

» J'espère aussi qu'on examinera et discutera notre cause sans préjugés ni préventions, et je puis vous donner l'assurance qu'en ce cas les membres de la *Clerezie* fourniront la preuve qu'ils ne sont ni hérétiques, ni schismatiques, mais de

» vrais enfants de notre mère la sainte Eglise, prêts à se sou-
 » mettre à la décision du Concile universel, quelle que doive être
 » cette décision.

» Si vous et nos frères catholiques vous êtes sérieusement dis-
 » posés à unir vos efforts dans ce but, — et je crois pouvoir y
 » compter, — alors il est, d'après mon humble opinion, très dé-
 » sirable que personne ne juge et ne préjuge dans notre cause
 » avant que le Concile ait prononcé. Avec tous les catholiques,
 » nous reconnaissons le Concile œcuménique comme le Tribunal su-
 » prême de l'Eglise catholique. Laissez donc ce Tribunal prononcer
 » sa sentence, et alors, pour vous et pour nous, comme pour
 » tous les catholiques, se vérifiera la parole du Fondateur et
 » du Chef de notre Eglise: « Celui qui n'écoute pas l'Eglise, te-
 » nez-le pour un païen et pour un publicain. »

» Je termine en déclarant que nous tous, membres de la *Cle-*
 » *rezie*, nous désirons ardemment avec vous que le Concile met-
 » te fin à la séparation qui existe entre nous et nos frères dans
 » la sainte Eglise.

» En insérant ces lignes dans votre journal, vous obligerez
 » infiniment

» Un membre de l'Eglise catholique romaine,
 appartenant à la *Clerezie*. »

Nous n'avons pas besoin de déclarer que c'est avec une joie
 profonde que nous avons reçu cette lettre et que nous la pu-
 blions dans le *Tijd*, en ce jour, fête de saint Willibrord, apôtre
 de la Hollande. Nous voyons poindre dans cette lettre la réalisa-
 tion d'espérances qui reposaient depuis longtemps au fond de
 nos cœurs, et dont chacun appréciera la haute portée. Qui ne
 se réjouirait en voyant enfin se produire une occasion solennelle
 de mettre fin à la séparation qui éloigne l'ancienne commu-
 nauté, dite *Clerezie*, de l'Eglise catholique? L'auteur de cette
 lettre, sans contredit un homme sincère, bien qu'il ne parle que
 pour lui-même et qu'il n'ait pas mandat de ses frères, donne
 suffisamment à comprendre ce qui se passe en ce moment parmi
 les siens.

A ce point de vue, cette lettre est un fait d'une extrême importance et auquel nous attachons le plus grand prix. C'est pourquoi nous prions notre correspondant de ne pas s'offenser si nous nous trouvons forcés de lui dire que dans sa lettre, d'ailleurs si digne d'éloges, il est un passage qui nous cause une peine profonde. Il nous dit: « J'espère aussi qu'on examinera » et discutera notre cause, *sans préjugés ni préventions*, » et nous assure qu'en ce cas seulement ses frères se soumettront à la décision du Concile.

Le *on* dont il est question dans ce passage, c'est le Concile. Notre correspondant suppose donc qu'un Concile œcuménique puisse prononcer avec *préjugé et prévention*, en d'autres termes, que le Concile puisse ne pas examiner une cause avec maturité, ce qui rendrait son autorité discutable et justifierait le refus de se soumettre à ses décisions. Nous n'hésitons pas à le dire, une telle supposition n'est pas admissible, et suffirait à renverser toute autorité dans l'Eglise.

En effet, si l'autorité d'un Concile œcuménique peut être contestée sous un prétexte quelconque, alors il n'y a plus d'autre autorité qui reste debout dans l'Eglise que Jésus-Christ lui-même, auquel on ne peut appeler qu'au delà du tombeau. Alors, que devient la notion même de l'Eglise, et que signifie l'appel au Concile œcuménique, comme au « tribunal suprême de l'Eglise universelle? »

La phrase qui nous occupe est sans doute tombée de la plume de notre correspondant sans qu'il en ait compris toute la portée. Il nous semble qu'il ferait bien d'effacer cette phrase, afin de ne pas fournir une issue à certains ecclésiastiques de sa communauté, dont on peut craindre à bon droit que, dans tous les cas imaginables, ils jugeront que leur cause n'a pas été suffisamment examinée sans préjugé ni prévention, et qui prendront ce prétexte pour rejeter et faire rejeter la décision du Concile, si cette décision les condamne. Il est évident qu'il n'y a pas d'appel possible contre la sentence du tribunal suprême de l'Eglise catholique, et chacun doit accepter ses sentences sans conditions et s'y soumettre sans aucune réserve.

Nous comprenons que notre honorable correspondant n'aime pas l'appellation de *jansénistes* dont nous nous sommes servis, appellation qui, pour de bons motifs, doit lui être désagréable à lui et à ses frères; néanmoins cette expression repose sur un fondement historique, et elle est usitée dans l'Eglise tout entière. Mais puisque nous devons souffrir que l'ancienne *Clérésie* défende les droits qu'elle croit avoir, elle ne peut ni ne doit exiger de nous que nous abdiquions devant elle les droits de notre Eglise.

Si, au contraire, on demande simplement de nous une preuve de la charité toute sympathique qui nous anime, alors nous consentons bien volontiers à ne plus nous servir de cette appellation aussi longtemps que le Concile n'aura pas prononcé.

Il Tijd riproduce con alcune sue considerazioni la lettera di Dordrecht riportata di sopra, comunicatagli contemporaneamente a quella di Rotterdam (10 novembre 1868).

Dans notre précédent numéro nous avons publié une lettre d'un membre de la *Clérésie*, datée de Rotterdam, dans laquelle l'auteur parlant de lui et d'autres laïques ses coréligionnaires déclare combien ils s'accordent tous à désirer que le prochain Concile mette fin à ce qu'ils appellent la *scission* et à ce que nous nommons le schisme qui les sépare des catholiques. Fasse le ciel pour le véritable bien des membres de la *Clérésie* que ce désir reçoive son accomplissement. En attendant, c'est pour nous un grand sujet d'espérance que de voir un effort fait de la part des laïques pour montrer au grand jour le vif intérêt qu'ils attachent à ce résultat. La preuve de l'intérêt qu'ils prennent n'est pas seulement dans la lettre datée de Rotterdam qui nous a été envoyée avec prière de la publier dans le *Tijd*.

Il y a encore une autre pièce importante qui nous a été transmise en même temps que la lettre. C'est une adresse signée par deux membres du conseil d'administration de la paroisse *catholique romaine de la Clérésie épiscopale* de Dordrecht et dirigée à

tous les ecclésiastiques *catholiques romains de la Clérésie épiscopale* en Néerlande. Cette pièce imprimée a été envoyée à chacun de ces ecclésiastiques et à toutes les paroisses (jansénistes) de notre pays pour être communiquée à tous les membres des divers conseils d'administration ecclésiastique, dans l'espoir que ceux-ci manifesteront à leur clergé l'intérêt qu'ils y prennent.

Sur cette adresse l'importante affaire du Concile et le devoir rigoureux du clergé d'y paraître se trouvent présentés aux réflexions de toutes les paroisses de la *Clérésie*.

Cette démarche est trop remarquable et trop importante pour que nous, catholiques, n'en prenions pas connaissance avec un sérieux intérêt; c'est pourquoi nous nous empressons de publier la pièce en entier.

(Segue la lettera).

Personne ne peut douter un instant de la haute importance de cette adresse. Mais plus nous attachons d'importance à cette pièce, plus nous nous considérons comme obligés de noter au moins quelques unes des nombreuses observations auxquelles elle donne lieu.

Nous voyons avec regret que dans cette adresse on avance que, *dans un conciliabule tenu à Rome par Sa Sainteté avec quelques ecclésiastiques, le prétendu dogme de l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge a été proclamé*, comme aussi que la réunion des Evêques tenue alors à Rome est présentée à nos frères catholiques romains comme un Concile légitime dont la décision serait infaillible.

Jamais l'autorité ecclésiastique n'a représenté cette réunion comme un Concile général. Quoique les Evêques qui s'y trouvèrent eussent été plus nombreux qu'ils ne furent en certains Conciles œcuméniques, cependant ni les Evêques qui y furent présents, ni le Pape qui la présida ne cherchèrent à la faire passer pour un Concile. Néanmoins la définition de l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge est infaillible pour toute l'Eglise catholique, et tout le monde catholique l'a reçue et l'a saluée comme telle avec allégresse. Maintenant, quand la *Clérésie* croit

pouvoir appeler le dogme de l'Immaculée Conception un *prétendu dogme*, ce langage est pour le moins fort téméraire, puisque cette expression arrive à enseigner que toute l'Eglise catholique avec le Pape à sa tête est tombée dans l'erreur.

Et voilà encore une preuve qui montre combien les auteurs de l'adresse se trompent, lorsqu'ils prétendent, que la séparation de la *Clérésie* ne concerne pas tant la foi que certains droits domestiques de l'Eglise. La vérité est que, dès le commencement, il s'est agi de la foi, et plus tard on a voulu s'arroger des droits qui ne touchent pas simplement à l'organisation domestique de l'Eglise en Néerlande, mais bien à la constitution et à l'unité de l'Eglise catholique entière.

Du reste, la *Clérésie* tombe dans une grave erreur, lorsqu'elle prétend que, dans l'Eglise, il n'y a pas d'autre autorité à laquelle on doive se soumettre, que le Concile général. C'est là une fausse doctrine qui a été, il est vrai, l'une ou l'autre fois mise en avant dans divers pays quand cela convenait aux passions; mais cette doctrine n'a jamais prévalu; l'Eglise elle-même l'a toujours rejetée. La sentence de Saint Augustin: « Rome a parlé, la cause est finie, » est la règle invariable que l'Eglise a toujours suivie. La *Clérésie* s'en est écartée et croit pouvoir agir sans le Pontife Romain, en opposition avec le Pontife Romain, et elle se dit néanmoins *catholique romaine*. Comment? Catholique romaine! quand elle s'est séparée du Pape et qu'elle a même été excommuniée? Elle est en opposition avec l'Eglise de Rome, et elle pourrait encore être catholique romaine! Elle se soustrait à l'autorité de l'Eglise de Rome par une résistance ouverte, Rome la retranche de l'Eglise par l'excommunication: comment peut-elle être romaine? A cela s'ajoute que toute l'Eglise entend, voit, approuve cette excommunication.

Il y a dans cette position de la *Clérésie* quelque chose qui, d'après l'adresse des laïques, excite de l'inquiétude. Et à bon droit.

Les deux laïques, auteurs de l'adresse, y font ce remarquable aveu: *Nous sommes catholiques romains par conviction, membres de la Clérésie par confiance en notre clergé. Nous sommes*

tranquilles, non par conviction, mais en comptant sur la conviction de la vérité, que nous supposons chez nos ecclésiastiques. Voilà un aveu d'une haute importance et d'une grande portée.

Nous voudrions demander aux laïques de la *Clérésie* quel droit ils ont de supposer cette vérité en matière de foi chez leurs ecclésiastiques, et si, en matière de foi, ils peuvent se baser sur une supposition, même quand ils reconnaissent que leur clergé vit dans une opposition dont il n'y a peut-être pas de second exemple dans l'Eglise. Quiconque réfléchit un moment à cet aveu, doit aussitôt sentir qu'il est au moins très-hasardé de suivre une opposition qui non seulement se heurte contre l'Eglise catholique entière du temps présent, laquelle est unie avec le Pape, mais qui se heurte en outre contre toute l'histoire de l'Eglise catholique, laquelle ne présente pas un second exemple d'une pareille résistance.

Nous comprenons que, dans un tel état de choses, il surgisse chez les laïques de la *Clérésie* un vif désir de la réunion avec l'Eglise catholique; et nous applaudissons de grand cœur aux efforts que les auteurs de l'adresse font dans cette direction.

Si le clergé de la *Clérésie* a sérieusement l'intention de se rendre à Rome, avec la résolution de se soumettre à la décision du Concile général, ce clergé sera reçu à Rome à bras ouverts, et mainte occasion lui sera fournie pour expliquer et défendre sa position. Mais à toute discussion il y a un terme, et il arrive toujours un moment où il faut fermer les débats et prononcer la décision. Qui est juge de ce moment? Le Concile lui-même. Le Concile décide et prononce, lorsqu'il est suffisamment éclairé, sans que personne ait le droit de réclamer.

L'adresse, comme aussi le correspondant de Rotterdam, donne à entendre que c'est une chose difficile d'examiner suffisamment la question de la *Clérésie*. Voilà une assertion qu'il est impossible d'avancer. Les affaires de la *Clérésie* sont connues de toute l'Eglise depuis bien des années de triste souvenir, et cela par suite des pièces nombreuses que son clergé a publiées. L'adresse émet la supposition que Rome n'aurait jamais voulu se livrer à un examen approfondi de la cause. Ne serait-il pas plus exact

de dire que la *Clérésie* a cherché de faux-fuyants, parce qu'elle ne voulait pas se soumettre? Nous insistons sur ce point; car il ne suffit pas que son clergé aille à Rome. S'il veut aboutir à un résultat, il doit s'y rendre avec l'intention de se soumettre sans réserve, comme c'est le devoir, à la décision du Concile, quelle qu'elle puisse être. Et s'il se rend à Rome avec cette intention droite, nous pouvons lui donner l'assurance que sa tâche lui sera facile, et que l'accueil de Pie IX sera paternel, bienveillant et plein d'amour. En ce cas, la réunion n'est pas seulement possible, mais elle est pleinement assurée, et nous pourrons bientôt voir le temps où tous, fraternellement unis dans le même esprit, nous entonnerons l'hymne joyeuse du *Te Deum*, parce qu'il n'y aura plus qu'un seul pasteur et un seul troupeau.

L' autore della lettera di Rotterdam scrive al Tijd per rettificare una espressione sfuggitagli dalla penna (È riportata dal Tijd dell' 11 novembre 1868).

Rotterdam, 9 novembre 1868.

Monsieur le Rédacteur,

L'observation dont vous accompagnez ma dernière lettre, que certaine phrase serait échappée par mégarde à la plume de l'écrivain, est *parfaitement fondée*. J'ai écrit ma lettre sous l'impression de votre article du 19 octobre, et par les mots: « sans préjugé ni prévention » je n'ai voulu faire allusion qu'à la discussion de notre cause dans des articles de journaux, etc., *avant* que le Concile soit réuni.

Loin de moi la supposition qu'un Concile oecuménique puisse prononcer avec *préjugé et prévention*. Le contraire est et a toujours été enseigné par tous les ecclésiastiques de la *Clérésie*, et est accepté par tous les fidèles comme une *vérité immuable*. Que telle, nonobstant une expression inexacte, soit aussi la pensée de votre correspondant, cela résulte clairement de la suite de ma lettre.

C'est pourquoi je m'empresse de redresser cette inexactitude aussi promptement que possible, de peur qu'elle ne donne lieu à des malentendus qui seraient complètement opposés à mes intentions.

En accueillant cette rectification dans le plus prochain numéro du *Tijd*, vous obligerez beaucoup

L'auteur de la première lettre.

Replica degli autori della lettera di Dordrecht alle osservazioni del Tijd, e dichiarazione del medesimo di cessare da qualsivoglia ulteriore controversia (17 novembre 1868).

Les remarques que nous avons cru devoir faire sur la remarquable missive adressée aux ecclésiastiques de la *Clérézie*, insérée dans notre numéro du 10 courant, ont donné occasion aux signataires de cette pièce de nous envoyer la lettre suivante :

« A la Rédaction du *Tijd*.

» Monsieur le Rédacteur,

» Dans votre numéro du 10 Novembre vous avez inséré une
» lettre que nous avons adressée en Juillet dernier aux ecclésiastiques catholiques romains de la *Clérézie* épiscopale en Néerlande.

» Des exemplaires de cette lettre furent envoyés par nous non
» seulement aux ecclésiastiques et aux membres de nos administrations d'église, mais encore à beaucoup d'autres laïques de
» la *Clérézie*.

» Si nous avons pensé devoir adresser cette lettre non pas
» seulement aux ecclésiastiques et aux laïques de la *Clérézie*,
» mais à tous les catholiques de la Néerlande, alors nous aurions
» eu soin d'y éviter, selon la possibilité, tout ce qui pourrait donner occasion à des contestations sur des points qui ont été pré-

» cédemment traités par des personnes plus compétentes que
» nous, et dont la discussion publique, si elle est nécessaire, doit
» être laissée aux théologiens.

» Maintenant encore, Monsieur le Rédacteur, nous n'avons
» pas l'intention de produire nos observations sur les remarques
» que vous avez faites au sujet de la lettre. Nous n'examinons
» donc pas si les conséquences que vous avez tirées de cet acte
» sont justes, nous ne revenons ni sur la question de l'Immacu-
» lée Conception, ni sur les Conciles où elle a été traitée, ni sur
» le véritable sens des paroles que vous avez citées de Saint Au-
» gustin, ni sur les conséquences à tirer de ces paroles, si elles
» doivent être entendues dans le sens que vous leur attribuez;
» nous passons également sous silence vos considérations sur le
» titre de catholiques-romains relativement à notre Clérésie, la-
» quelle a toujours soutenu le droit de porter et a toujours porté
» ce nom.

» En tout autre cas, nous nous croirions obligés de soutenir
» ce que nous avons écrit, et nous remplirions cette obligation;
» maintenant cependant nous pensons pouvoir nous abstenir de
» toucher ces points et d'autres encore contenus dans vos re-
» marques, car le prochain Concile général — dont l'infailibilité
» en matière de foi a toujours été admise par la Clérésie com-
» me par les autres catholiques, — ne manquera sans doute pas
» de se prononcer sur ces différends et autres semblables.

» Seulement, nous croyons devoir ajouter une explication à
» propos d'une fausse appréciation à laquelle notre lettre susdite
» vous a donné occasion.

» A notre avis, les différends de notre Clérésie, dont nous disons
» qu'ils ont rapport aux droits domestiques de l'Eglise en Néerlan-
» de, ne touchent aucunement à la foi. La Clérésie tout entière ad-
» met sans changement tout ce que l'Eglise catholique a déclaré
» être sa doctrine. C'est un fait, que depuis le dernier Concile
» général, beaucoup de personnes ont admis dans l'Eglise des
» doctrines contre lesquelles nous trouvons à redire; mais c'est
» également un fait, que dans d'autres pays beaucoup de catho-
» liques s'accordent avec nous dans nos objections. L'intérêt que

» la Clérésie porte à la solution de ces points contestés lui est
» commun avec tous les autres catholiques. Cependant, outre
» cela, notre Clérésie attache un grand intérêt à un Concile gé-
» néral, parce que la question de ses droits domestiques concer-
» nant ses Evêchés etc. a toujours été par elle assujettie à la
» décision d'un Concile général. C'est cette question seule que
» nous avons en vue, lorsque nous disons que nous sommes mem-
» bres de la Clérésie par confiance en notre clergé; et notre
» pensée, après l'explication de notre position, nous paraissait
» clairement exposée par ces mots: *nous sommes catholiques-ro-*
» *maines par conviction, membres de la Clérésie par confiance*
» *en nos ecclésiastiques.*

» Enfin, nous espérons que votre opinion est fondée, lorsque
» vous dites que la question de notre Clérésie est suffisamment
» connue de toute l'Eglise. Dans ce cas, nos Evêques, qui depuis
» tant d'années et itérativement en ont appelé à un Concile gé-
» néral, recevront aussi une invitation d'y assister, ou une no-
» tification, ou quelque chose de semblable.

» Nous finissons en souhaitant que les paroles par lesquelles
» vous terminez votre article se vérifient, et que nous puissions
» bientôt voir le temps où tous, fraternellement unis dans le mê-
» me esprit, nous entonnerons le joyeux chant du *Te Deum*.

» Le grand intérêt que vous avez déjà montré, Monsieur le
» Rédacteur, à cette affaire, nous fait prendre la liberté de vous
» prier de bien vouloir insérer cette lettre dans votre feuille.

» Vos dévoués serviteurs

» (Sig.) L. Boers

» (Sig.) W. H. M. Colombijn.

» Dordrecht, 11 novembre 1868. »

C'est bien volontiers que nous insérons cette lettre dans nos colonnes, conformément au désir que nous en exprimant les signataires. De même qu'ils n'entrent pas dans la discussion de nos observations dont ils font mention, de même nous voulons passer sous silence quelques points de leur lettre, lesquels pourtant en tout autre cas réclameraient une réplique de notre part,

par exemple l'assertion concernant les griefs des catholiques dans d'autres pays. Nous n'avons pas inséré cette lettre pour en faire la matière d'une polémique, mais uniquement pour faire exactement connaître les intentions des signataires, ainsi qu'ils le désiraient. Ils confirment notre vive espérance, qui est aussi la leur, que bientôt tous fraternellement réunis en esprit, nous pourrons entonner l'hymne de joie *Te Deum*.

Il Tijd annunzia di aver ricevuto, per mano di terza persona, copia di una lettera indirizzata contro gli autori delle lettere suddette; ma si astiene dal pubblicarla per non uscire dalla riserva impostasi. Solo ne riporta due brani, per far conoscere da quali sentimenti sia animato il nuovo scrivente (28 novembre 1868).

Nous avons reçu de Rotterdam une lettre datée du 21 courant, à laquelle est jointe la copie d'une pièce dirigée contre le *Tijd* et contre les écrivains de la Clérésie, qui ont exprimé leurs sentiments dans nos numéros du 9 et du 10 novembre. Cette pièce n'est pas signée, mais le correspondant de Rotterdam qui nous l'envoie déclare se porter responsable *pour l'écrivain simple et bien pensant*.

Or, cet *écrivain simple et bien intentionné* a pour but de porter à la connaissance du public néerlandais quel est son sentiment à l'encontre de l'opinion d'autres qui ont écrit précédemment dans le *Tijd* sous les dates susindiquées. Il désire non seulement que nous insérions dans notre feuille ce qu'il pense, mais aussi pour quels motifs, et il entre en conséquence dans une argumentation qui d'abord est trop étendue, et qui demanderait de notre part une réponse encore plus étendue, et qui, en second lieu, ne convient pas à notre but. Les catholiques n'ont pas besoin de cela, et les membres de la Clérésie peuvent sans danger attendre le prochain Concile général qui sans doute prononcera, sans que nous devions auparavant fatiguer nos lecteurs avec une

sèche et ennuyeuse polémique sur cette affaire, qui du reste est depuis longtemps épuisée dans la discussion publique.

Pour éclairer nos lecteurs, nous voulons pourtant communiquer ce que le nouveau polémiste inconnu de la Clérésie déclare de lui-même.

« C'est déjà assez regrettable que ces deux laïques de Dordrecht ne connaissent pas mieux les questions entre la Cour de Rome et la Clérésie, et que de la sorte ils n'appartiennent pas à la Clérésie par conviction. Heureusement il n'en est pas de même pour tous les laïques. Quant à moi, je puis dire sans exagération, mais avec reconnaissance, que j'en sais assez, pour être membre de la Clérésie avec pleine conviction et de tout cœur. Et je me réjouis d'être assuré que grand nombre, très-grand nombre de laïques de la Clérésie peuvent tenir le même langage que moi, et s'en glorifier. »

Voilà cet écrivain *simple et bien pensant*, qui, quelque simple qu'il veuille paraître, en sait beaucoup plus qu'il ne veut dire. C'est ce qui se voit clairement, lorsqu'en suite il cherche déjà d'avance des prétextes pour pouvoir récuser la décision du prochain Concile général. Ce qu'il dit à ce sujet fait d'abord connaître de quelle trempe est sa simplicité et sa bonne intention. Nous voulons citer, parce que cela caractérise l'homme et ses partisans.

« L'*examen* et la *décision* ne doivent pourtant pas être confondus. Ne pourrait-il pas y avoir des *partis* dans un Concile général? Quelqu'un pourrait-il pousser la témérité, l'effronterie, au point de soutenir, en face de l'histoire, que dans les Conciles généraux *on* a toujours procédé convenablement? Et ce *on* était-il le Concile général? Est-ce que les questions ne sont pas examinées et discutées dans des séances ou assemblées (qu'on pourrait appeler sections ou divisions), afin qu'en suite le Concile exprime là-dessus sa décision dans les séances générales? Et dans ces séances particulières préparatoires est-on toujours à l'abri de l'influence du préjugé et de la prévention?

» La *décision* du Concile général concernant la foi et la mo-

» rale est infaillible, et elle est d'elle-même conforme à ce qui
» a été cru *en tout temps, partout et en tout lieu*. Telle sera
» indubitablement la décision du prochain Concile, s'il est vrai-
» ment un Concile général, c'est-à-dire s'il satisfait aux con-
» ditions et aux prescriptions que l'Eglise catholique a établies
» à ce sujet.

» Mais si, contre toute attente et par prévention, c'était cho-
» se arrêtée chez un parti nombreux au Concile général, que
» l'affaire de l'ancienne Clérézie épiscopale des Pays-Bas n'a pas
» besoin d'être examinée, alors la décision du Concile à ce su-
» jet, sans une enquête préalable convenable, *ne pourrait jamais*
» être la décision d'un Concile général. »

En d'autres termes: le Concile est infaillible, mais il peut aussi être faillible.

En conséquence, on peut non seulement appeler du Pape au Concile, mais aussi d'un Concile, qu'on suppose mal informé, à un Concile bien informé, c'est-à-dire, pour exprimer clairement et nettement la chose: il n'y a pas de Concile infaillible pour les gens qui peuvent être condamnés, attendu qu'ils pourront toujours trouver des prétextes pour regarder la chose jugée comme n'ayant *pas été convenablement* examinée.

Nous appelons l'attention principalement des membres de la Clérézie sur cet écrivain et sur la doctrine qu'il avance, afin qu'ils apprennent à connaître, combien il est un homme *simple* et *bien pensant*, et qu'ils considèrent en eux-mêmes ce qu'il faut attendre de pareils hommes *simples* et *bien pensants*, qui déjà maintenant, une année entière avant le Concile qui doit encore se réunir, cherchent des raisons pour pouvoir se regarder comme non obligés par la décision du Concile.

TRADUZIONE DI DOCUMENTI.

TRADUZIONE DI DOCUMENTI.

Doc. LXXVIII. — Pag. [15].

Giovedì della passata settimana (3 ottobre) due abati del seguito di Sua Eccellenza monsignor Brunoni, Vicario di Sua Beatitudine il Papa di Roma in Costantinopoli, recatisi alla gran Cancelleria del Patriarcato, domandarono il giorno e l'ora di udienza dal Santissimo Patriarca per parte di Don Testa, qual rappresentante di monsignor Brunoni, assente in Roma. Si fissò ad essi il giorno di sabato (5 ottobre) e l'ora tra le 3 e le 5 del giorno.

Verso le 4 del sabato venne Don Testa accompagnato ancora da altri tre abati, il primo de' quali parlava alquanto anche greco; tutti gli altri parlavano francese. Dopo l'accoglienza e il complimento nella gran Cancelleria, furono accompagnati dal gran Protosincello presso Sua Santità.

Giunti alla presenza di Sua Santità e baciategli la mano, si sedettero per cortese invito del Patriarca. E mentre che Sua Santità proseguiva ancora colle consuete espressioni di benevolenza e cortesia, si levaron tutti, e Don Testa, trattosi dal petto un foglio legato in oro sopra tavoletta di rosso porpora, e consegnandolo nelle mani del Patriarca, l'abate che era presso lui disse in greco: « Nell'assenza di monsignor Brunoni, siam venuti per invitare Vostra Santità al Sinodo ecumenico che si terrà in Roma sul cadere dell'anno prossimo agli 8 di dicembre, e per questo Vi preghiamo che accogliate la presente lettera di convocazione. »

Sua Santità, fatto cenno colla mano che il foglio legato in oro portato da Don Testa si collocasse sul sofà, e che sedessero, disse con grave discorso, che faceva splendere agli occhi paterno affetto e letizia:

« Se il diario di Roma e gli altri giornali, togliendola da quello, non avessero pubblicata la lettera di Sua Beatitudine, che

convoca il Sinodo ecumenico, come voi lo chiamate, da tenersi in Roma, e conseguentemente se ci fossero ignoti lo scopo e il contenuto della lettera e i principii di Sua Beatitudine, volentieri accoglieremmo uno scritto mandato dal Patriarca dell'antica Roma, riputando che avremmo da udire alcun che di nuovo. Ma posciachè la lettera convocatoria pubblicata già dai giornali manifestò i principii di Sua Beatitudine, principii totalmente discordanti da quelli dell'ortodossa Chiesa Orientale, perciò con dolore insieme e sincerità diciamo alla Vostra Reverenza che non possiamo accogliere nè tale invito nè sì fatta lettera di Sua Beatitudine, che ripete sempre gli stessi principii, principii contrari allo spirito dell'Evangelio e all'insegnamento dei Sinodi ecumenici e dei Santi Padri. Sua Beatitudine, avendo fatto questo medesimo passo ancora nell'anno 1848, provocò la Chiesa ortodossa dell'Oriente a rispondere per mezzo di una enciclica, la quale semplicemente e manifestamente dimostrava l'opposizione dei principii di Roma con quelli tramandati dai Padri e dagli Apostoli, e dalla quale non solo non derivò piacere a Sua Beatitudine, ma sibbene tristezza. E che veramente Sua Beatitudine ne risentisse allora dispiacere, lo mostrò ad evidenza la sua replica. E poichè non appare che Sua Beatitudine voglia recedere da' suoi principii, e d'altra parte noi colla divina grazia non abbiamo declinato dai nostri; per questo nè vogliamo far opera di apparecchiare ad essa nuovi dispiaceri senza vantaggio, nè sopportiamo che si rinnovino antiche piaghe nè si attizzino odii sopiti, con discussioni e lotte di parole, le quali per lo più vanno a terminare in rotture e in inimicizie; mentre che gli uni e gli altri oggi più che mai abbiamo mestieri dell'evangelica e comune carità, e di compatimento pei molti pericoli d'ogni fatta e travagli che stringono la Chiesa di Cristo: nè è possibile conferire ed intenderci sinodalmente senza un comune fondamento de' medesimi principii. E d'altra parte noi giudichiamo che la più felice e spassionata soluzione di sì fatte questioni si ha dalla storia. Poichè cioè esistette una Chiesa prima di dieci secoli, la quale aveva gli stessi dommi nell'Oriente e nell'Occidente, nell'antica e nella nuova Roma, ricorriamo a quella Chiesa, e vediamo quale di noi ne aggiunse o ne tolse alcuna parte: se ne tagli l'addizione, quando siavi e dovunque sia: ed allora tutti insieme senza strepito ci ritroveremo presso il medesimo segno della cattolica Ortodossia, donde la Roma dei posteriori secoli dilungandosi più e più, ama che si allarghi l'abisso per cagione di sempre nuovi dommi ed oracoli contrari alla sacra tradizione. »

Il Signor Don Testa: « A quali dissonanti principii accenna la Santità Vostra? »

Il Patriarca: « Per tralasciare le singole controversie, noi, fino a quando esisterà nella terra la Chiesa del Salvatore, non possiamo accettare che in tutta la Chiesa del Cristo siavi alcun vescovo che tenga il principato, e siavi altro capo ed altri qualunque dal Signore in fuori; che siavi alcun Patriarca che tutto conosca e sia infallibile quando parla *ex cathedra*, e superiore ai sinodi ecumenici, nei quali si trova l'inerranza se consuonino colla Scrittura e colla tradizione apostolica; o che gli Apostoli fossero ineguali, con ingiuria del Santo Spirito che tutti egualmente gli illuminò; o che questo o quel tal patriarca e il Papa s'avessero la precedenza della sede non da disposizione sinodale ed umana, ma, come dite, per diritto divino: ed altre cose a queste somiglianti. »

Il quarto abate: « Roma non si propone affatto di cangiare i suoi principii. »

Il secondo abate: « Dopo che il Concilio di Firenze avendo portato giudizio intorno a tali cose strinse l'unione delle due Chiese, alcuni furon lasciati fuori di tale unione; or questi chiama il Santo Padre al prossimo Sinodo ecumenico, affinchè essi ancora pienamente soddisfatti vengano all'unione. »

Il Patriarca: « Solamente un uomo rozzo può star che ignori quanto fu detto e scritto contro al Sinodo fiorentino: ma la Vostra Reverenza non entra in questo numero. E già fin dall'ultima sessione di quel violentato sinedrio, cominciate le recriminazioni, la forzata unione morì nelle sue fasce. Un sinedrio adunato per ragioni politiche, ragioni puramente di utilità terrena, e terminato colla conchiusione imposta *ad tempus* ad alcuni pochi fra i nostri, per mezzo della fame, delle violenze d'ogni fatta e delle minacce di quello che allora era Papa, tal sinedrio non è punto degno del santo nome di Sinodo. Presso di noi, Sinodo Ecumenico e Chiesa Ecumenica e vera cattolicità è ed appellasi quel santo ed immortal corpo, nel quale, prescindendo dalla sua materiale numerosità, riassumesi la pura dottrina degli Apostoli e la fede d'ogni Chiesa locale stabilita e provata dalla fondazione della Chiesa sino a tutto l'ottavo secolo, nel qual periodo i Padri d'Oriente e d'Occidente, e i sette e soli Ecumenici Sinodi santissimi e mossi dallo Spirito fan risonare l'una e la medesima parola celeste dell'Evangelio. Quei Sinodi e quei Padri venerandi, gli scritti dei quali a tutti son noti, siano l'infalibile e sicuro duce d'ogni cristiano e d'ogni vescovo dell'Occidente che sinceramente brama e cerca la verità evangelica: quelli sono il su-

premo tribunale della verità cristiana, quelli sono la via tranquilla in cui possiamo scontrarci nel santo amore dell'unione dommatica: ogni altro che si aggiri fuori di quella cerchia sarà considerato da noi come eccentrico ed inetto a radunare intorno a sè le pecore dell'Ortodossa Chiesa cattolica. Che se vi hanno alcuni vescovi occidentali, i quali dubitando di alcuni loro dogmi vogliono riunirsi, si riuniscano e li mettano in discussione ogni giorno ancora, se loro talenta: Noi non abbiamo alcun dubbio intorno ai dogmi della pietà tramandati dai Padri ed immutabili. Del rimanente, venerandi abbatì, tenendo qui discorso di un Sinodo Ecumenico, non isfugge certamente alla memoria vostra che i Sinodi Ecumenici si tenevano di ben altra maniera da quella colla quale lo ha bandito Sua Beatitudine. Se il Beatissimo Papa di Roma professasse l'apostolica eguaglianza di onore e di fraternità, era dicevole che come uguale tra uguali nella dignità, e primo per l'ordine della Sede secondo il diritto canonico, dirigesse una particolare lettera a ciascuno dei Patriarchi e dei Sinodi d'Oriente, non per venire loro sopra con una enciclica e pubblicamente come principe e padrone di tutti, ma per interrogare i fratelli come fratello ed uguale nell'onore e nel grado, se giudicano dove e come e di qual forma Sacro Sinodo convenisse far la convocazione. Così stando le cose, o ritornate ancor voi alla storia e ai Sinodi Ecumenici, affinchè si faccia storicamente la desiderata da tutti vera e da Cristo radunata unione, o di nuovo ci staremo contenti alle nostre continue preghiere e brame per la pace di tutto il mondo, per la stabilità delle sante Chiese di Dio e per l'unione di tutti. Ma in questa congiuntura con dolore vi confermiamo che riputiamo superflua e senza frutto sì la convocazione, come cotesto foglio epistolare che voi insieme recate. »

Il quarto abate: « Può dunque farsi che sola la preghiera raddrizzi l'unione? Quando alcun uomo è infermo, benchè aspettiamo la guarigione di lui da Dio, e a ciò indirizziamo assidue preghiere e brame, tuttavia non lasciamo di procacciargli studiosamente e medici e medicine. »

Il Patriarca: « Trattandosi di malattie religiose e spirituali, solo il conoscitore universale e fondatore e perfezionatore della sua Chiesa, Cristo Signore, sa con accuratezza chi è l'infermo, e quanto gravemente è infermo, e quale la specie dell'infermità, e quale il corrispondente rimedio. Perciò di nuovo inculchiamo che v'è tutta la necessità di preghiera, e di preghiera fervida e incessante al Signor nostro, che è la stessa carità, affinchè ispiri a tutti quanto a Dio piace ed è a noi salutare. »

Dette queste cose, Sua Santità ordinò al gran Protosincello che sedeva vicino e spiegava in francese i suoi discorsi, che, preso dal sofà il foglio, lo restituisse a chi lo avea recato, al rappresentante di Monsignor Brunoni. E così levandosi in piedi e rendendo conveniente omaggio, e con benevola corrispondenza ringraziati da Sua Santità uscirono, e accompagnati fino alla scala dal grande Protosincello se ne partirono.

Doc. LXXX. — Pag. [25].

Noi avevamo avvisato, che fu presentato al santissimo Patriarca per mezzo dei Vescovi Latini l'Invito al Concilio generale ecclesiastico da convocarsi a Roma. Sua Santità (il Patriarca) ha ricevuto solamente la lettera a lui indirizzata, significando però che egli non potrebbe rispondervi senza prima averla comunicata al suo Capo spirituale, all'eccelso Catholicòs della Santa Ecimiazin. Anche i Vescovi Latini han dichiarato ch'essi non avevano l'incombenza di riceverne la risposta, ma di presentar soltanto la lettera. In somma, la visita dei Vescovi Latini fatta al nostro Patriarcato non fu accolta altrimenti che per una mera cortesia. Già gl'inviati del santissimo Papa non avevano ottenuto miglior effetto anche presso il santissimo Patriarcato dei Greci. Il santissimo Patriarca dei Greci non solo aveva rifiutato di ricevere tale lettera, in cui la Chiesa Orientale chiamavasi « scismatica, » ma di più il medesimo giorno aveva telegrafato ai Patriarchi d'Alessandria e di Gerusalemme, affinchè essi pure facessero la medesima accoglienza all'invito della Corte del Vaticano. Il giornale *Anatoli* crede, che i Vescovi Latini dopo questo fatto non avessero più stimato necessario di rivolgersi agli altri Patriarchi Greci. Ma noi crediamo che l'*Anatoli* sbagli, perchè i Gesuiti sopportano volonterosi simili umiliazioni *ad majorem Dei Gloriam*, quando possano arrivare al loro intento. Non crediamo neppure che il santissimo Tribunale di Roma non abbia già preveduta questa non accettazione degl'inviti summenzionati.

Doc. LXXXII. — Pag. [30].

1. Il Vescovo di Cesarea di Cappadocia, onorandissimo ed esarca di tutto l'Oriente.
2. Il Vescovo d'Efeso, onorandissimo e capo di tutta l'Asia. Ha due Vescovi: quel di Eliopoli e Tiatira, quel di Crene e Anea.
3. Il Vescovo di Eraclea e Redesto, presidente degli onorandissimi ed esarca di tutta la Tracia e Macedonia. Ha tre Vescovi: quel di Callipoli e Madita, quel di Miriofito e Peristasi, quel di Metre e Atira.
4. Il Vescovo di Cizico, onorandissimo ed esarca di tutto l'Ellesponto.
5. Il Vescovo di Nicomedia, onorandissimo ed esarca di tutta la Bitinia.
6. Il Vescovo di Nicea, onorandissimo ed esarca di tutta la Bitinia.
7. Il Vescovo di Calcedone, onorandissimo ed esarca di tutta la Bitinia.
8. Il Vescovo di Dercos, onorandissimo ed esarca del Bosforo Tracico e delle Ciane.
9. Il Vescovo di Salonicco, onorandissimo ed esarca di tutta la Tessaglia. Ha otto Vescovi: quel di Citro, quel di Campagna, quel di Platamona, quel di Servia e Cozane, quel di Poliane e di Bardiorite, quel di Petra, quel di Ardamerio, quel di Ierisso e del Monte Atos.
10. Il Vescovo di Tirnovo, onorandissimo ed esarca di tutta la Bulgaria. Ha tre Vescovi: quel di Vrazza, quel di Lofza, quel di Zerbena.
11. Il Vescovo di Adrianopoli, onorandissimo ed esarca di tutta la Bulgaria settentrionale.
12. Il Vescovo di Amasea, onorandissimo ed esarca di tutto il Ponto Eussino.
13. Il Vescovo di Giannina e Vella, onorandissimo ed esarca di tutto l'Epiro e di Corfù. Ha il Vescovo di Paramitia.
14. Il Vescovo di Brussa, onorandissimo ed esarca della Bitinia.
15. Il Vescovo di Pelagonia, onorandissimo ed esarca dell'alta Macedonia.
16. Il Vescovo di Neocesarea e Ineo, onorandissimo ed esarca del Ponto Polemonico. Ha il Vescovo di Nicopoli.
17. Il Vescovo d'Iconio, onorandissimo ed esarca di tutta la Licaonia.

18. Il Vescovo di Berrea e Nacusa, onorandissimo.
19. Il Vescovo di Pisidia, onorandissimo ed esarca di Sida, Mira e Attalia.
20. Il Vescovo di Bosna, onorandissimo ed esarca di tutta la Dalmazia.
21. Il Vescovo di Creta, onorandissimo ed esarca di Europa. Ha sette Vescovi: quel di Arcadia, quel di Retinno ed Aulopotamo, quel di Cidonia, quel di Petra, quel di Chersoneso, quel di Iera e Sitia, quel di Cissamo e Selino.
22. Il Vescovo di Trebisonda, onorandissimo ed esarca di tutta la Lazika.
23. Il Vescovo di Larissa, onorandissimo ed esarca della seconda Tessaglia. Ha quattro Vescovi: quel di Trica, quel di Stagi, quel di Taumaco, quel di Cardicchio.
24. Il Vescovo di Arta, onorandissimo ed esarca di tutta l'Etolia.
25. Il Vescovo di Filippopoli, onorandissimo ed esarca della Tracia Drogovich.
26. Il Vescovo di Rodi, onorandissimo ed esarca di tutte le isole Cicladi. Ha il Vescovo di Lerna.
27. Il Vescovo di Serra, onorandissimo ed esarca di tutta la Macedonia.
28. Il Vescovo di Drama, onorandissimo ed esarca della Macedonia. Ha il Vescovo di Eleuteropoli.
29. Il Vescovo di Smirne, onorandissimo ed esarca dell'Asia. Ha il Vescovo di Mosconnisia.
30. Il Vescovo di Mitilene, onorandissimo ed esarca di tutta Lesbo.
31. Il Vescovo di Didimotico, onorandissimo ed esarca di Rodope.
32. Il Vescovo di Ancira, onorandissimo ed esarca di tutta la Galazia.
33. Il Vescovo di Filadelfia, onorandissimo ed esarca di tutta la Lidia.
34. Il Vescovo di Melenico, onorandissimo.
35. Il Vescovo di Enòs, onorandissimo.
36. Il Vescovo di Metimna, onorandissimo ed esarca di Lesbo.
37. Il Vescovo di Mesembria, onorandissimo ed esarca del Mar Nero.
38. Il Vescovo di Vidino, onorandissimo ed esarca di tutta la controriva del Danubio.
39. Il Vescovo di Dristra, onorandissimo ed esarca di tutta la controriva del Danubio.
40. Il Vescovo di Sofia, onorandissimo ed esarca della Bulgaria.
41. Il Vescovo di Vizia, onorandissimo ed esarca del Mar Nero.

42. Il Vescovo di Anchialo, onorandissimo ed esarca del Mar Nero.
43. Il Vescovo di Varna, onorandissimo ed esarca del Mar Nero.
44. Il Vescovo di Maronia, onorandissimo ed esarca di Rodope.
45. Il Vescovo di Silistria, onorandissimo.
46. Il Vescovo di Sozuogatopoli, onorandissimo ed esarca di tutto il Mar Nero.
47. Il Vescovo di Zante, onorandissimo.
48. Il Vescovo di Gano e Cora, onorandissimo ed esarca della riva della Tracia.
49. Il Vescovo di Chio, onorandissimo ed esarca di tutta la Ionia.
50. Il Vescovo di Lemno e Sant' Eustratio, onorandissimo ed esarca del Mare Egeo.
51. Il Vescovo d'Imbro, onorandissimo ed esarca del Mare Egeo.
52. Il Vescovo di Durazzo, onorandissimo.
53. Il Vescovo di Scopia, onorandissimo ed esarca della bassa Misia.
54. Il Vescovo di Castoria, onorandissimo ed esarca di tutta la vecchia Bulgaria.
55. Il Vescovo di Rascopresrene, onorandissimo ed esarca dell'alta Misia.
56. Il Vescovo di Vodena, onorandissimo.
57. Il Vescovo di Ersecio, onorandissimo ed esarca dell'alta Misia.
58. Il Vescovo di Corizza, onorandissimo.
59. Il Vescovo di Samacovio, onorandissimo ed esarca della Bulgaria.
60. Il Vescovo di Belgrado, onorandissimo ed esarca di tutta l'Albania.
61. Il Vescovo di Cestentilio e Stepia, onorandissimo.
62. Il Vescovo di Stromnizza e Tiberiopoli, onorandissimo ed esarca della Macedonia Bulgara.
63. Il Vescovo di Nissa, onorandissimo ed esarca della bassa Misia.
64. Il Vescovo di Grevena, onorandissimo.
65. Il Vescovo di Nissava, onorandissimo.
66. Il Vescovo di Sizani e Siatista, onorandissimo ed esarca della Macedonia.
67. Il Vescovo di Zvornico, onorandissimo e capo della Dalmazia.
68. Il Vescovo di Moglena, onorandissimo.
69. Il Vescovo di Prespe e Acride, onorandissimo.
70. Il Vescovo di Devre, onorandissimo.
71. Il Vescovo di Demetriade e Zagora, onorandissimo ed esarca dei Pelasgi.
72. Il Vescovo di Cassandria, onorandissimo ed esarca del Seno Termaico.

73. Il Vescovo di Caldea e Cherriana, onorandissimo.
74. Il Vescovo di Pogoniana, onorandissimo.
75. Il Vescovo di Elassone, onorandissimo.
76. Il Vescovo di Fanariofersala, onorandissimo ed esarca di tutta la Fitia.
77. Il Vescovo di Proconneso, onorandissimo ed esarca di tutta la Propontide.
78. Il Vescovo di Preslava, onorandissimo ed esarca della Misia Bulgara.
79. Il Vescovo di Druinopoli e Delvino, onorandissimo.
80. Il Vescovo di Coò, onorandissimo ed esarca delle isole Cicladi.
81. Il Vescovo di Samo e Icaria, onorandissimo ed esarca delle isole Cicladi.
82. Il Vescovo di Velisso, onorandissimo.
83. Il Vescovo di Litizza, onorandissimo.
84. Il Vescovo di Aleppo, onorandissimo ed esarca della prima Siria.
85. Il diletteissimo a Dio arcivescovo di Carpato e di Kasso.

Doc. LXXXIX. — Pag. [46].

Gloriosissimo Signore,

Il Patriarca della Chiesa Romana, Pio IX, in questi giorni presentò anche a noi, per mezzo dei ministri spirituali della sua Chiesa in questa Capitale, un libretto in lingua Latina.

Dagli ecclesiastici Latini, che vennero da noi, abbiamo conosciuto il contenuto del libretto, che invita la nostra Chiesa nazionale al Concilio Ecumenico, che sarà convocato, dicevano, in Roma il giorno otto di Dicembre 1869.

Noi, come di dovere, abbiám risposto, che ancor noi abbiamo il nostro supremo Patriarca nella santa Ecimiazin, capo della chiesa Armena, il quale solo ha la giurisdizione sopra la santa Chiesa nostra e sopra tutti i pastori spirituali della medesima: perciò a Lui conviene esaminare la lettera d'invito. Dire qualche cosa sul proposito eccede la facoltà nostra e di tutti i Vescovi a noi subordinati.

A questa nostra dichiarazione gl'inviati suddetti s'allontanarono lasciandoci il libretto, di cui la traduzione Armena, ecco, presentiamo alla vostra Gloriosa Signoria, e raccomandiamo alla vostra sapienza di gran Patriarca di farne il convenevole.

Sentiamo che ancor agli altri Vescovi diocesani nella Turchia siano spedite copie di questo libretto.

Restiamo della Gloriosa Signoria Vostra

Patriarca di Costantinopoli Arcivescovo
(L. S.)

14 Dicembre 1868.

Patriarcato Armeno in Costantinopoli.

Doc. XCIV. — Pag. [55].

Giorgio Servo di Cristo e per l'inscrutabile volontà di Dio Capo-vescovo e Catolicòs di tutti gli Armeni, Sommo Patriarca della connazionale prescelta Sede d'Ararat, dell'Apostolica Madre Chiesa della santa cattolica Ecimiazin.

Al Rmo Patriarca di Costantinopoli, Paolo, sacro Arcivescovo, nostro amato Fratello, salute.

Ricevuta la vostra lettera d'avviso de' 14 dicembre passato sotto il n. 1417, colla traduzione della lettera del santissimo Patriarca di Roma, Pio IX, presentatavi dal suo Vicario in codesta Capitale; l'abbiamo letta attentamente e siamo informati della sua intenzione di voler convocare un Concilio ecumenico a Roma l'8 dicembre di quest'anno, a cui ha invitato Voi ed altri.

Secondo l'inscrutabile volontà dell'Altissimo Iddio ancor la nostra pochezza essendo uno dei Capi-pastori del gregge cristiano, benchè desideriamo l'unità della Chiesa cattolica e sempre siamo ansiosi di vedere tolto di mezzo l'ostacolo di contraddizione, e regnare l'amore e la pace nell'unità della Chiesa di Cristo, poichè è opera dell'inimico opporsi all'unione del Corpo della Chiesa di Cristo; nondimeno avendo ben compreso il senso e la mente della lettera del santissimo Pio IX, ci duole assai, che l'unità desiderata anche da noi, quale vuole il Salvatore del Mondo e prega perciò al Padre *ut fiant unum, sicut et nos unum sumus* — apparisce da quest'oggi senz'alcuna speranza anche da parte di quel Concilio.

Se Roma veramente desiderava l'unità della Chiesa di Cristo, dovea già antecedentemente investigare da qual parte principiò la scissione della Chiesa dall'unità, e per qual motivo i membri

congiunti in confessione e carità all'unità del Capo-Cristo si separarono tra loro, e nacque quel doloroso dissidio di molti secoli fra i cristiani dell'universo. Non era forse questo l'effetto degli sforzi della Sede Romana, come già è noto a tutto il mondo, per essere preferita e fatta superiore a queste sedi orientali?

Dunque era desiderabile a tutti gli amanti della verità di vedere anzi tutto la premura di Sua Santità di togliere di mezzo la primitiva causa del dissidio, e camminare la via retta degli antichi Santi Padri; e secondo la legge, consigliandosi anteriormente coi Capi-pastori di ciascheduna nazione della Chiesa orientale, dichiarare in articoli canonici il suo scopo effettivo ed i punti delle questioni da esaminarsi nel Concilio, e così, dopo averne avuto il consenso loro, concordemente destinare il luogo e il tempo del Concilio.

Eppure il santissimo Patriarca di Roma, trascurando ciò che spettava alla desiderata unità in Gesù Cristo, si è compiaciuto di pubblicare da sè la lettera invitatoria e poi spedirla ai Pastori della Chiesa. Con ciò Sua Santità fa sospettare tutti, ch'egli volesse mostrarsi supremo dominatore e capo della cristianità, non riconoscendo i Capi-pastori della Chiesa orientale pari a lui di onore in grado e giurisdizione, ed onorati colla successione Apostolica, i quali il Santo Spirito adornò con uguale potestà e grazia. E poichè espressamente proclama nella lettera la Sede di Roma centro dell'unità, tale dottrina la santa e ortodossa Chiesa degli Armeni non l'accetta insieme colle altre nazioni delle Chiese orientali, riconoscendo soltanto Capo della Chiesa il nostro Salvatore Cristo.

Quegli che domanda l'unità della Chiesa, omettendo le cose più necessarie che dovevano essere di fondamento invariabile alla riunione del Concilio, col suo supposto supremo potere monarchico da se stesso s'allontanò vieppiù dall'unità della Chiesa cattolica; e chi è che non vede chiaro, come da tali principii contrarii ai sentimenti della sana dottrina del santo Vangelo è difficile sperare la vera unità? Forse aprirassi un campo a nuove dispute ed irrimediabili scissure ed acerbe contradizioni con scandalo dei molti ed in dispregio della santa cristiana Religione.

Certamente noi, che siamo sempre solleciti d'invigilare le anime dei fedeli di Cristo a noi confidati da Dio, e procuriamo di conservare la tranquillità del nostro gregge, e ci gloriamo in Dio della nostra santa Apostolica Chiesa, che per mezzo dei santi Apostoli Taddeo e Bartolomeo fu stabilita sulla pietra che è Cristo, e per le preci di san Gregorio Gran Patriarca, martire che

ha tanto sofferto, resta invitta dalle porte dell'inferno colla sua autonoma giurisdizione; crediamo un dovere inevitabile d'avvertire la sacra Fraternità vostra di guardarsi da quell'invito e Concilio, il quale si trova mancante del fondamento della legittimità, e di mettere in guardia ancora gli Arcivescovi e tutti i Prelati delle diocesi e delle chiese nostre in Turchia, a non dar occasione di disturbi e dissidii.

E preghiamo tutti insieme di cuore, come facciamo sempre, affinchè il Capo dell'angolo e la pace della santa Chiesa, Gesù Cristo Salvatore di tutti, il quale pacificò col sangue della sua croce richiamando tutti ad un unico pascolo dell'evangelica dottrina, conservi in pace la sua santa Chiesa e preservi la nazione Armena da inaspettate tentazioni.

State sano, confortato in Dio.

(Sottoscrizione)

N.º 31

11 Febbraio 1869.

Doc. CXII. — Pag. [97].

Dal Palazzo patriarcale ci è stata mandata, perchè si pubblichi, l'esposizione che diamo più sotto intorno alla visita dell'invitato del Papa. Sua Santità il successore di san Pietro doveva, come era naturale, aspettarsi di ricevere un nuovo schiaffo eziandio dalla Sede patriarcale di Alessandria, dacchè egli si mantiene irremovibilmente fermo nel pensiero di un Concilio ecumenico da tenersi sotto l'ispirazione di principii e di dommi che la Chiesa ortodossa respinge. Il Venerandissimo Archimandrita Nilo si palesò in questo incidente degno della celebrata sua fama, superiore ad ogni elogio.

Visita dell'Inviato del Papa nel Palazzo Patriarcale.

Il giorno 16 del corrente mese circa le due pomeridiane, giusta il convenuto già innanzi, venne al Palazzo Patriarcale il Vescovo cattolico che è in queste parti e plenipotenziario del Papa, accompagnato dal Superiore dei Lazzaristi e da due altri abati, affine di mettere nelle mani del Venerandissimo Vicario e Successore della Sede Alessandrina, signor Nilo, alla presenza ancora dei Reverendissimi Vescovi di Pelusio, di Tripoli e di Cirene, l'in-

vito del Papa al Concilio ecumenico, che si adunerà in Roma sul termine del corrente anno.

Dopo le benevole espressioni di uso dall'una parte e dall'altra, presa la parola il Reverendissimo plenipotenziario del Papa in lingua francese, disse al Venerandissimo Vicario e Successore presso a poco così:

« Conoscete bene, Venerandissimo, lo scopo della nostra visita in questo giorno. Secondo il comando che ne ho dalla Santità del Papa, voglio porre nelle vostre mani la lettera con la quale ancor questa Sede è chiamata al Sinodo ecumenico in Roma. »

Il Venerandissimo Vicario e Successore (rispose in francese): « La lettera che Vostra Eccellenza ha ordine di mettere nelle nostre mani è simile a quella enciclica del Beatissimo Papa dell'antica Roma, già pubblicata in molti giornali, o no? »

L'Inviato del Papa: « Appunto, ella è dessa. »

Il Venerandissimo Vicario e Successore: « La disposizione del Beatissimo Papa di Roma per la riunione della chiesa universale del Signor nostro è certamente molto lodevole, e per questo tutta la Chiesa ortodossa d'Oriente dalla prima sua origine manda fervide preghiere all'Autore della pace e consumatore della fede; ed in particolare questa veneranda Sede apostolica del glorioso Apostolo (*sic*) Marco, della quale Sede in altro tempo, come non ignorate, ciò potendo voi raccogliere dai monumenti della storia, l'illustre Protogerarca e luminare della ortodossia san Cirillo nel terzo santo ed ecumenico Sinodo rappresentò la persona del Papa di Roma Celestino. Conformemente dunque a queste cose, la stessa disposizione si trova in ambo le parti; e gli uni e gli altri cioè bramiamo la perfetta unione della Chiesa. Per mala sorte però, il comune segno di consonanza non esiste che in questo solo, mentre poi dall'altra parte v'ha errore e dissonanza. E per non ricorrere ad altre prove, mettiamo sotto gli occhi questa nuova enciclica del Beatissimo Papa, colla quale ancor questa Veneranda Sede è chiamata al Sinodo da lui riunito. Per molte ragioni, ma specialmente per tre principali, cotesta lettera non si può onninamente accettare. In prima, essa rovescia ed abolisce la vicendevole uguaglianza delle sante Chiese di Dio e la loro indipendenza, proclamandosi ancora di nuovo che il Vescovo di Roma ha comando e signoria sopra le altre Sedi autocefale, soprattutto convocando di tal maniera un Concilio ecumenico; mentre ab antico, come è a tutti notissimo, dagli ecumenici e sacri Sinodi al Vescovo di Roma si diè solamente precedenza di onore, e non anco la signoria sopra le altre Chiese; e per

altro capo esso non può da se stesso convocar un Sinodo ecumenico prima che siasi inteso cogli altri santissimi Patriarchi. In secondo luogo, ancora una volta il Beatissimo Papa ci dice che in Roma sola v'è salute, che quivi solamente la divina grazia opera, e che quivi solamente è il centro dell'ecclesiastica verità per virtù, come afferma, di privilegio concesso dal Salvatore al beato Pietro; mentre la grazia di Dio e la divinità della Chiesa di Cristo non fu circoscritta in Roma o in altro determinato luogo, ma sopra tutta la terra ebbe vigore ed opera tuttora, e fino alle estreme parti del mondo si dilatò, si propagò e brillò di luce, e la Chiesa dappertutto fu fondata cogli insegnamenti dei celebratissimi Apostoli, dei quali il Santissimo Spirito servissi come di trombe. In terzo luogo, importa osservare che convoca il Sinodo ecumenico pel giorno della festa della immacolata Concezione della Madre di Dio; ora ab antico questo dogma è sconosciuto a tutta la Chiesa, ed è stato recentemente innovato ancor esso con altri. Ma perchè tali cose? Quando il Beatissimo Papa dell'antica Roma veramente desidera la pacificazione e l'unione di tutta la Chiesa di Cristo, s'indirizzi con particolari sue lettere agli altri santissimi Patriarchi, come fratello ed uguale ad uguali, e con essi primieramente se la intenda, onde trovarne la maniera: e la maniera migliore sarebbe quella di seguir la via segnata dalla storia, e ricomporre la presente situazione della Chiesa Romana secondo lo stato dell'antica: non facendo però nulla di questo, si affatica invano, e solamente viene sempre più allargando l'abisso, che ci separa. »

Il Reverendissimo plenipotenziario del Papa: « La convocazione del Sinodo Ecumenico fatta dal Santo Padre è retta; poichè egli ha tal diritto, ed è capo e principe della Chiesa come successore del beato Pietro. Ma io non venni qua per una disquisizione, sibbene semplicemente e solo per compiere il comando a me fatto: mi resta di troncar per dovere la disputa. »

Il Venerandissimo Vicario e Successore: « Sia: ma Noi non accettiamo queste esigenze, perchè contrarie ai diritti concessi alla Chiesa, della quale è capo l'istesso Signor nostro Gesù Cristo. Il privilegio poi di convocare Sinodi ecumenici appartenne ad altri e non al Papa; testimone non mendace ne è la storia della Chiesa. »

Il Reverendissimo Inviato del Papa: « Ma che il Papa sia capo delle Chiese si fa manifesto eziandio da questo, che ad esso come a quello a cui si deve appellare (e l'esser tale trae seco con real nesso ancora il diritto supremo) quelle faceano ap-

pello. Conoscete certamente che questa medesima Chiesa è cattedra dell'Apostolo (*sic*) Marco ordinato qual Vescovo di Alessandria dal beato Pietro: per conseguenza il Vescovo di Alessandria deve sottostare a quel di Roma. Ma inoltre, il grande Atanasio ancora non appellò egli a quel di Roma? »

Il Venerandissimo Vicario e Successore: « La ordinazione di san Marco fatta dall'Apostolo Pietro non dà alcun indizio di signoria. E Vi diciamo che tutti gli Apostoli sono di ugual peso e di ugual grandezza per dignità, avendo tutti ricevuta la medesima grazia dello Spirito Santo. E se il Vescovo di Roma si gloria in Pietro, molto più quel di Antiochia può vantarsi come primo tra' Patriarchi, dacchè quivi prima quel beato Apostolo insegnò e tenne l'episcopato per sì lungo tempo: e se inoltre il Vescovo di Roma si gloria nella sua antichità, può dire ottimamente lo stesso anche quel di Alessandria che fino a certo tempo era secondo per ordine, dipoi, perchè in Costantinopoli era la sede imperiale, si diè al Vescovo di questa il secondo posto. Finalmente, se il grande Atanasio si rivolse al Vescovo di Roma essendo perseguitato da un imperatore ariano e dagli ariani, ciò ancor di nuovo non indica affatto diritto di signoria. Quante volte e quanti Patriarchi si rivolsero vicendevolmente gli uni agli altri dimandando fraterno soccorso, senza che altri possa dirsi superiore a quello cui porge aiuto? »

Il Reverendissimo Inviato del Papa: « Ma pel conseguimento di scopo sì grande e desiderabile, penso che ancor Voi dovete lasciar passare certe cose, nè tanto arrestarvi intorno alle forme. »

Il Venerandissimo Vicario e Successore: « Certamente: e chi non desidera questo? Ma qui non più trattasi di forme, sibbene di negozio rilevantissimo. E a non andar per le lunghe, riassumiamo in fine, che, quando già abbia fatto naufragio ancor questo nuovo passo del Beatissimo Papa, egli deve, se desidera veramente la unione della Chiesa universale, scrivere privatamente a ciascuno de' Patriarchi, e di comun parere concertarsi con essi intorno al modo, schivando ogni idea di dominio ed ogni domma contrario alla Chiesa: allora forse si otterrebbe qualcosa. »

Dopo alcune cortesie dall'una e dall'altra parte intorno al presente negozio, l'inviato del Papa co'suoi compagni si ritirò, recando seco la non accettata convocazione del Papa.

Dal Palazzo Patriarcale, 17. febbraio 1869.

Doc. CXVII. — Pag. [120].

Berlino, 9 ottobre 1868.

In una lettera pubblica de' 13 del passato mese il Capo della Chiesa romano-cattolica ha indirizzato un'allocuzione ai protestanti tutti, e quindi anche ai componenti la Chiesa evangelica del nostro paese. Se questa lettera, insieme ad ingiuste accuse, contiene in alcune sue parti e in commovente linguaggio sentimenti di stima e di benevolenza verso i protestanti, ciò ne arreca gioia sincera, e vorremmo ben volentieri riscontrarvi un pegno di futuri rapporti sempre più amichevoli e pacifici tra le due Confessioni a vantaggio dello Stato e della vita civile, e ad incremento dell'efficacia e del trionfo della verità cristiana. Ogni cristiano veramente evangelico riconosce il dovere di cordiale carità cristiana verso le altre Confessioni, e deplora anche per parte sua la divisione religiosa, massime tra membri della medesima patria. Ma poichè, al tempo stesso, nell'accennata lettera il Capo d'un'altra Chiesa rivolge ai membri della nostra, e ciò colla pretesa autorità di supremo Pastore anche di questa, l'invito di abbandonare la preziosa loro fede, fondata sulla parola inviolabile di Dio e suggellata col sangue de'suoi confessori, e di apostatare dalla verità e dall'evangelica libertà, riconquistate nella benedetta riforma della Chiesa; senza proporsi tuttavia, neppur questa volta, di venire a una conciliazione sul terreno dell'evangelica verità; così noi respingiamo risolutamente cotal procedere siccome un'illegittima invasione nella nostra Chiesa, e abbiamo la coscienza di trovarci in questo d'accordo con gli Evangelici tutti. Non vi sarà, certamente, bisogno di esortare i membri della nostra Chiesa a non dare ascolto a sì fatta voce. Ma quello che a noi convien fare, dirimpetto a cotali pretensioni, si è di pensare sempre più ai tanti nostri correligionari, che, in mezzo a popolazioni romano-cattoliche, trovansi esposti a varie tentazioni d'infedeltà alla Confessione evangelica, e di avvisare ai mezzi acconci a recar loro la benedizione della predicazione della immutabile parola di Dio, l'amministrazione dei Sacramenti in conformità della loro istituzione, la scuola evangelica e la cura spirituale; che è appunto lo scopo delle collètte da farsi nei giorni e nelle settimane prossime per provvedere ai più urgenti bisogni della nostra Chiesa e all'Opera di Gustavo Adolfo. Pieni dello

spirito di pace, facciamo dunque del bene a ciascuno, ma soprattutto ai nostri correligionari. Raccomandiamo al regio Consistoro d'invitare gli ecclesiastici del suo distretto a fare alle comunità dei fedeli, in occasione di quelle collètte, nel giorno della raccolta della collètta per le Chiese o in una delle domeniche susseguenti, una dichiarazione, se non testualmente conforme, almeno corrispondente a quanto è stato detto di sopra.

Il Consiglio superiore della Chiesa evangelica.

Doc. CXXI. — Pag. [146].

L'invito, fatto dal Papa ai protestanti tedeschi, di tornare alla Chiesa romana esige una risposta dalla bocca del popolo protestante. L'ardimento ognor crescente del partito oltramontano impone ai Protestanti tedeschi vigilanza ed unione. I nostri supremi beni, conquistati da oltre un secolo, cioè la libertà di coscienza e di spirito, l'indipendenza dello Stato, la pace confessionale, sono assaliti dall'Enciclica dell'8 dicembre 1864 e dal Sillabo che con quella si connette; e il Concilio ecumenico, intimato pel dì 8 dicembre dell'anno corrente, è destinato ad apporre il sigillo ai principii espressi in quello scritto papale. A noi non è dato tacere più a lungo. Che anzi vogliamo, in questa occasione, risovvenirci di quanto andiamo debitori verso la nostra propria Chiesa e verso le sue Comunità, tenute da venti anni per lo più a bada con vane promesse. Se da qualche parte ci dee venire un aiuto, a noi stessi si appartiene prestarcelo. Quindi è che i sottoscritti, d'accordo con un maggior numero di protestanti di Baden, di Assia-Darmstadt, di Nassau e di Baviera, hanno deliberato di convocare per lunedì, 31 maggio del corrente anno, a Worms una adunanza di Protestanti tedeschi.

Argomenti da trattarsi:

1) Dichiarazione contro le così dette *Lettere apostoliche* del papa Pio IX del 13 settembre 1868, esortanti i protestanti tedeschi a far ritorno alla Chiesa romana, e contro gli attacchi e le pretese oltramontane. Relatore: il consigliere ecclesiastico Prof. Dr. Schenkel di Heidelberg.

2) Il principio evangelico-protestante della Comunità, e le conseguenti basi della costituzione ecclesiastica protestante. Relatore: l'avvocato presso il Consiglio aulico A. Ohly di Darmstadt.

Per ultimo: Processione al monumento di Lutero e canto dell' inno: *Ein' veste Burg ist unser Gott* (il nostro Dio è una ròcca forte).

Quei protestanti che al pari di noi fossero persuasi della necessità di questa pubblica manifestazione, sono amichevolmente invitati ad intervenire all'adunanza.

Riputeremmo anche opportuno che i circoli, grandi o piccoli, delle Comunità interessate vi fossero rappresentati da Delegati speciali (i piccoli da uno almeno, i grandi da due fino a quattro).

Il Comitato dirigente:

Dr. Bluntschli, Professore in Heidelberga.

J. Exter di Neustadt sulla Hart.

Dr. Fresenius, Professore in Wiesbaden.

Hönig, Parroco in Heidelberga.

G. Harp di Darmstadt.

K. C. L. Maurer, Parroco in Vergzabern.

C. Merck, Fabbricante in Darmstadt.

A. Ohly, avvocato presso il Consiglio aulico in Darmstadt.

Provence, Professore in Pforzheim.

A. Reuning, Borgomastro di Nidda.

Sachs, Notaro in Heidelbergä.

Dr. Schellenberg, Parroco in Mannheim.

O. Schellenberg, Parroco in Heidelberga.

Dr. Schenkel, Professore in Heidelberga.

Dr. Schirm di Wiesbaden.

Dr. Schröder di Worms.

E. Trapp IV, Avvocato in Friedberg.

Dr. Weber, Avvocato in Offenbach sul Meno.

Dr. Zittel, Decano e Parroco in Heidelberga.

(La Deputazione ampliata si adunerà la sera del 30 maggio alle 5 nel locale del Casino di Worms. S' incarica di procurare gli alloggi il negoziante di Worms sig. J. H. Mayer. Le relative domande dovranno esser fatte non più tardi del 25 maggio).

Doc. CXXII. — Pag. [149].

1) Noi protestanti, riuniti oggi in Worms, rispettando pienamente i diritti di coscienza de' nostri confratelli cristiani cattolici, coi quali vogliamo vivere in pace; ma nel tempo stesso intimamente convinti delle benedizioni religiose, morali, politiche e sociali prodotte dalla Riforma, di cui ci gloriamo altamente; ci sentiamo spinti per debito di coscienza a protestare in modo pubblico e solenne contro la pretensione contenuta nelle così dette *Lettere apostoliche* del 13 settembre 1868, di rientrare, cioè, nella comunione della Chiesa romano-cattolica.

2) Sempre e di buon grado disposti a riunirci co' nostri confratelli cristiani cattolici sulle basi del puro Vangelo, protestiamo oggi, non meno energicamente di quello che fecero, trecentocinquant'anni fa, Lutero a Worms e i nostri padri a Spira, contro ogni tutela gerarchica e sacerdotale, contro ogni coazione di mente ed ogni oppressione di coscienza, segnatamente contro i principii sovversivi dello Stato e ripugnanti alla civiltà, espressi nell'enciclica papale dell'8 dicembre 1864 e nell'annesso Sillabo.

3) Ai nostri concittadini e confratelli cristiani cattolici noi porghiamo qui, a piè del monumento di Lutero, sulle basi, che abbiain comuni con essi, dello spirito cristiano, del sentimento germanico e della moderna civiltà, la mano fraterna; aspettando in contraccambio da loro che, a difesa de' nostri supremi beni nazionali e spirituali di presente minacciati, si uniscano a noi nella lotta contro il comune nemico della pace religiosa, dell'unità nazionale e del libero sviluppo della civiltà.

4) Come causa principale della divisione religiosa, che profondamente deploriamo, vengon da noi segnalati gli errori gerarchici, in specie lo spirito e l'azione dell'Ordine gesuitico, il quale fa una guerra a morte al protestantesimo, soffoca ogni libertà dello spirito, falsa la civiltà odierna, e domina oggi la Chiesa romano-cattolica. Solo col respingere risolutamente le pretese gerarchiche, rinnovate fino dal 1815 e d'allora in poi continuamente accresciute; solo col tornare al puro Vangelo e col riconoscere i beni acquisiti della civiltà, può il diviso cristianesimo racquistare la pace e assicurarsi un benessere duraturo.

5) Dichiariamo, finalmente, che tutti gli sforzi diretti nella Chiesa protestante a stabilire un'autorità gerarchica del clero e il dominio esclusivo dei dommi, non sono altro che un rinnegamento dello spirito protestante e come altrettanti ponti che

menano a Roma. Persuasi che la tiepidezza e l'indifferenza di molti protestanti forniscono il principale sostegno al partito reazionario religioso, e formano anche nel potentissimo Stato tedesco il precipuo impedimento alla rigenerazione nazionale e religiosa, noi esortiamo caldamente tutti quanti i nostri correligionari a star vigilanti, a tenersi uniti fra loro, e a mettersi in vigorosa difesa contro ogni tendenza che metta in pericolo la libertà di pensiero e di coscienza.

Doc. CXXIII. — Pag. [151].

Il Comitato centrale, avendo presa in sollecito esame anche la presente proposizione, non potè dissimularsi che in alcune contrade della patria tedesca l'accennato invito papale ebbe per conseguenza di suscitare, in mezzo ai fratelli dispersi, reiterati tentativi per indurli a disertare dalla Chiesa evangelica. Parimente egli dovè persuadersi che la Società nostra, per quanto principalmente preordinata a soccorrere con mezzi materiali ai bisogni de' suoi correligionari in mezzo alle popolazioni cattoliche, non deve tuttavia perder di mira un altro scopo importantissimo, qual è quello di prestar loro ogni assistenza morale e fortificarli nella fedeltà verso la Chiesa evangelica.

In conclusione però, non seppe il Comitato centrale ravvisare nell'accennato invito ragione sufficiente ad emettere una simile speciale dichiarazione; e ciò per i seguenti motivi:

Primieramente, in opposizione agli addotti esempi, è provato dall'esperienza di un egual numero di paesi tedeschi che l'invito papale non ha prodotto il più piccolo movimento; ed è un fatto incontestabile che gli Evangelici si sentono sì forti nelle loro credenze da non isorgere neppur l'ombra del pericolo in un così detto Concilio ecumenico del secolo decimonono.

Quindi è che una tranquilla perseveranza in così fatta fermezza di fede sembra il partito più dicevole alla dignità della Chiesa evangelica e della Società chiamata ad assistere i fratelli dispersi. Il tranquillo e saldo perdurare della Società di Gustavo Adolfo, e un maggior zelo cui essa certo si terrà obbligata da qui innanzi, comparisce la risposta più eloquente all'invito papale.

In secondo luogo, è cosa abbastanza notoria che l'invito rivolto da Roma a noi Evangelici, in occasione dell'imminente Concilio, è un invito di semplice forma, il quale non merita che

gli Evangelici sentansi obbligati a darvi seria risposta. Quell' invito, infatti, muove, per una parte, da un' assoluta ignoranza del vero stato delle cose nella Germania evangelica; per altra parte, non è che un semplice sfoggio di stile della Curia romana, dal quale neppur là si aspetta un successo reale. Ciò solo dee bastare perchè noialtri Evangelici trattiamo l' invito del Papa almeno a quello stesso modo onde la Curia romana onorerebbe un invito che a lei venisse da noi.

In considerazione delle ragioni sopraesprese, il Comitato centrale propone di non mettere la questione di che si tratta all' ordine del giorno dell' adunanza pubblica, ma di riguardarla invece come esaurita mediante la registrazione di questi motivi nel processo verbale e la introduzione loro nel consueto rapporto.

Doc. CXXIV. — Pag. [153].

Oltre queste nostre faccende interne, ci restano ancora a dire poche parole intorno all' invito rivolto dal Papa, in occasione del Concilio da lui convocato, ai cristiani stabiliti sul terreno della Riforma. In un' adunanza della Chiesa evangelica difficilmente potrebbesi quest' invito passare sotto silenzio.

Che il Capo supremo della Chiesa romano-cattolica si trovi dalle condizioni della sua Chiesa indotto a convocare un Concilio generale di essa, è questo di per sè un avvenimento che punto non riguarda la nostra Chiesa evangelica. Ben è vero che, nella nostra qualità di cristiani evangelici, noi dobbiamo vivamente desiderare che il mezzo straordinario, cui si fa oggi ricorso da quella parte di Cristianità riunita sotto la giurisdizione del Papa, venga adoperato con giusta cognizione de' veri mali della Chiesa, e valga quindi a promuovere l' unità del cristianesimo, la quale solo nella verità può sussistere. Ma nelle esclusive relazioni che intercedono ora tra le varie Chiese, nella malaugurata mancanza di un diritto ecclesiastico interconfessionale, noi non possiamo che raccomandare questo nostro desiderio al Signore della Chiesa, e rimanere nella speranza del suo finale adempimento anche quando, giusta il concetto che abbiamo delle forze vitali della Chiesa, non sia troppo da confidare in una prossima riuscita di quel mezzo straordinario.

Il Papa però non si è contentato di chiamare al Concilio i propri Vescovi, ma si è, in questa congiuntura, rivolto con ap-

posita allocuzione alla Cristianità stabilita sul terreno della santa Riforma.

Se quest'allocuzione si fosse arrestata ad esprimere l'ardente desiderio di vedere le divisioni esistenti nella Cristianità dileguarsi nella unanime confessione di Colui che è la Via, la Verità e la Vita; di vedere tutte quelle differenze, che non sono di alcun valore per la salute delle anime, perdere la loro forza disgregativa a riguardo della Cristianità; noi saremmo ben lungi dal contestare ad un nostro fratello in Cristo il diritto di tenere un simile linguaggio, ma considereremmo anzi la sua allocuzione come una esortazione che anche nello stesso nostro seno trova materia sufficiente per doverla prendere a cuore.

Ma l'allocuzione suona ben altrimenti. Essa è fondata sopra un altro titolo di diritto, e termina con inviti che esigono una chiara e calzante risposta.

Il Papa desume il diritto a fare la sua allocuzione dall'aver egli, in virtù d'istituzione divina in Vicario del Nostro Signore e Salvatore, l'obbligo di esercitare l'ufficio pastorale sulla Cristianità tutta quanta.

È questa non solo una maniera di parlare inconciliabile colle nostre idee cristiane, lo scopo della quale deve appunto per questo andar fallito, ma una pretesa altresì che non è la prima volta che vien messa in campo, e che noi dobbiamo assolutamente respingere. Se realmente molti milioni di cristiani credono a così fatta istituzione divina del Papato, e con ciò mostrano di supporre che la Chiesa seguirà di fatto a sussistere; per questi solo, e non per altri, è ammissibile una esortazione, il cui diritto si fonda sopra una tale plenipotenza conferita da Dio. Ma se, al contrario, è rivolta alla Cristianità evangelica, essa si arroga una incompetente giurisdizione sopra di questa, impugna la legittimità della nostra religiosa esistenza rigettante il Papato, e qualifica questo nostro rifiuto come una violazione dell'ordinamento dato da Cristo alla sua Chiesa.

In opposizione a ciò, noi dobbiamo dichiarare che non già a dispetto, ma in virtù di un dovere proveniente dalla volontà di Nostro Signore, noi non riconosciamo un Papa innalzato per autorità divina a Capo della Cristianità. Affermiamo invece, una volta per sempre, con Lutero negli articoli di Schmalkalda (art. iv), non essere il Papa, *iure divino* o per la parola di Dio, Capo di tutta la Cristianità (perocchè questo carattere ad Uno solo si aspetta, cioè a Gesù Cristo), ma unicamente Vescovo o Parroco delle chiese di Roma e di coloro che volontariamente . . . a lui si son dati.

Il manchevole fondamento sul quale il Papa appoggia il suo ammonimento diretto a noi, risulta inoltre dall'esortazioni stesse che egli ci rivolge. Queste esortazioni domandano niente meno che il ritorno puro e semplice per parte nostra all'unità della Chiesa romano-cattolica, costituita nel centro papale; e questo ritorno domandano, in parte come ubbidienza dovuta al preteso ordinamento della Chiesa di Cristo, in parte come sicuro rimedio a tutti i mali che l'occhio di Roma scorge nel nostro seno.

Di fronte a cotale invito, è appena necessario l'esprimere, anche in quest'adunanza, la certezza che l'invito stesso manca di ogni probabilità di successo, e che noi di tutto cuore e per debito di coscienza ci teniam fermi al prezioso possesso evangelico rivendicatoci dalla benedetta Riforma. Noi non sappiamo nulla di costituzione data alla Chiesa dall'autorità legislativa di Cristo, e molto meno abbiám notizia d'una monarchia ecclesiastica fondata su Pietro per passare in eredità ai Vescovi di Roma; noi non vediamo in sì fatta costituzione guarentigia alcuna per la genuina trasmissione dei beni spirituali recatici da Cristo; noi abbiamo fidanza che i mali ond'è travagliata anche la cristianità evangelica possano solo trovar rimedio nel più ampio svolgimento delle fonti di vita e di cognizione cristiana dischiuse dalla Riforma; noi siamo finalmente risoluti a difendere e custodire, coll'aiuto del Signore, il prezioso deposito della Riforma, sicuro pegno per noi e pei nostri figliuoli di personale salvezza, e salda guarentigia per l'uman genere (quindi anche per i cattolici) che il Vangelo non potrà mai più rimaner sepolto sotto le superbe torri di eccelse cattedrali.

Facendo cotale dichiarazione, io sono certo di aver parlato col cuore di tutti i membri della Chiesa evangelica qui raccolti.

(Tutta l'assemblea si alza, ed esprime con un sì pronunziato ad alta voce il suo unanime consenso all'accennata dichiarazione).

Se è vero che avvenimenti in parte oltre ogni credere importanti, in parte di natura sommamente singolare, autorizzino a chiamare il tempo in cui viviamo un tempo di commozione, è da annoverare incontrovertibilmente tra i primi il Concilio ecumenico intimato in Roma pel dicembre di quest'anno, e tra i secondi l'invito diretto in tale occasione dal Papa a tutte le Con-

fessioni cristiane non appartenenti alla Chiesa romano-cattolica, e segnatamente a noi Protestanti.

Mentre l'annuncio di un nuovo Concilio ecumenico non poteva non risvegliare in sommo grado, oltre un generale interesse storico, quell'interesse più specialmente cristiano che da noi ben volentieri si annette ad ogni avvenimento che ha luogo nel regno di Dio anche fuori della cerchia protestante, sorgeva naturale per noi dall'invito papale la domanda: donde viene *a noi* quest'onore? — Ora, egli è un fatto che con quell'invito non s'intendeva punto accordare a noi l'onore di un posto e di un voto nel Concilio. E chi avesse per avventura conservato su ciò qualche dubbio, lo avrà certamente deposto dietro la risposta che un ecclesiastico inglese ottenne ultimamente ad una sua troppo ingenua domanda: quell'invito, cioè, non significare nè più nè meno che un'intimazione a tutti i cristiani non cattolici-romani di tornare all'ovile della Chiesa romana, pretesa esser la sola capace di procacciare la salute delle anime, come chiaramente lo indicavano le accennate proposte. Veramente, non è possibile il tornare in un luogo dove uno non è mai stato nè mai vuole trovarsi; ma è chiaro che con quella *Formula solennis* s'intende semplicemente il « divenire cattolico. » Così fatta pretensione non poteva esser accolta con indifferenza, ed infatti ha già provocato proteste più o meno energiche non tanto da parte di libere corporazioni ecclesiastiche, quanto da parte di alte e di altissime autorità della Chiesa nazionale.

Era da prevedere che su tale proposito si sarebbe aspettato e domandato anche il giudizio della rappresentanza, qui residente, della Chiesa protestante di Baviera; e i rammentati Sinodi diocesani non son soli a mettere innanzi le loro proposte. Un numero non indifferente di altri Sinodi di quest'anno gli appoggia colle sue deliberazioni rese di pubblica ragione; e ancorchè non tutti noi siamo entrati a far parte di questa riunione con un mandato speciale *ad hoc*, non può certamente suporsi in alcuno il desiderio che il Sinodo generale serbi su questo argomento il silenzio; esso non può, non deve serbarlo.

Ad un Sinodo generale però non s'addice il prendere esclusivamente a base delle sue deliberazioni sentimenti subiettivi, siano pur caldamente e universalmente provati e giustificati in se medesimi, nè il decidere qual forma convenga dare alle deliberazioni stesse; per la qual cosa la Commissione si fa lecito di sottoporre al comune apprezzamento le considerazioni seguenti.

1) Per quanto strana sia suonata all'orecchio ed al cuore

d'ogni buon protestante la voce del Papa, essa non potè peraltro recar sorpresa a chi conosce la romana istituzione dell'Episcopato *in partibus*, a chi sa che il Papa non ha mai cessato di estendere il suo diritto e il suo dovere pastorale anche alle contrade e province da lungo tempo disertate dal Papato, nè pretermesso occasione di far valere quel diritto e quel dovere. Dietro il suo esempio e dietro lo stesso principio che la terra tutta quanta appartiene alla Chiesa romano-cattolica, anche i Vescovi suffraganei non si fanno scrupolo di spingere i confini delle loro diocesi fino per entro al dominio protestante, come, alcuni anni or sono, tentò di fare il vescovo Martin di Paderbona. Ma altro è elevare sì fatte pretese, altro è ammetterle; e giammai, giammai la Chiesa protestante ha dato il più piccolo appiglio a far credere ch'ella le abbia ammesse. Nella fiamma con cui un Lutero davanti alle porte di Wittemberga ridusse in cenere la bolla di scomunica lanciata dal Papa contro di lui, rimase arso l'ultimo filo che poteva unire a Roma la Chiesa che da lui prende il nome. Il ministero di Pastore supremo, arrogatosi dal Papa, ha ormai subito rimpetto a noi Protestanti la sorte di una forza ridotta all'inerzia. L'invito papale non diventerà mai la formula magica di un *coge intrare*, non farà mai diventar cattolica un'anima che non è tale; la rete a cui talvolta riman preso un pesciolino protestante, è, come tutti sanno, intrecciata di tutt'altri fili.

Una volta pertanto riconosciuto innocuo questo invito papale, siccome quello che ha prodotto l'effetto d'un buco nell'acqua, non sa vedersi di qual giovamento potrebbe riuscire a noi la proposta « energica repulsa » dell'invito stesso. Con un simile atto non si farebbe che contrapporre al primo un secondo buco nell'acqua.

2) Molto meno parrebbe che il Sinodo generale avesse ad accompagnare la repulsa dell'invito, come altri avea proposto, con la dichiarazione « di rimaner saldo nei principii e nelle costituzioni della Chiesa evangelico-luterana. » Noi tutti abbiamo promesso con voto nelle mani del nostro reverendissimo signor Dirigente di promuovere con coscienza il bene della Chiesa evangelico-luterana sul fondamento della Confessione che ora esiste. Noi siamo in età da poter giurare, e speriamo, coll'aiuto di Dio, di mostrarci fedeli al nostro giuramento senza rinnovare il nostro voto e la nostra confessione. Noi non saremmo gli uomini di fiducia de' nostri elettori, se per assicurarli della fedeltà nostra alla Confessione fosse giudicato necessario un nuovo atto forma-

le; e lassù in Roma non si aspetteranno per certo di veder noi, membri del Sinodo generale, presentarci in atteggiamento di pecorelle pentite.

3) In quanto concerne finalmente il desiderio espresso in alcune petizioni, che un' allocuzione venga indirizzata a tutte le Comunità e a tutti i membri della nostra Chiesa protestante per far conoscere il modo di vedere del Sinodo generale sull' argomento in questione, considerazioni della massima importanza si oppongono al soddisfacimento di questo desiderio. Il Sinodo generale è puramente un Corpo consulente; esso non ha verun potere esecutivo, non è chiamato a corrispondere con chicchessia, non può e non deve, nel caso presente, per quanto il cuore ve lo spingesse, far nulla di quanto dovrebbe spettare unicamente al regio Concistoro supremo come strumento dell' Episcopato sovrano. Più diligentemente ci guarderemo dall' oltrepassare il confine della nostra giurisdizione, e più validamente ed efficacemente lo difenderemo ove fosse in qualsivoglia modo minacciato. Il fatto della discussione presente è protesta bastante, e noi dobbiamo saper grado ai proponenti dell' avercene somministrato occasione. La notizia della discussione volerà sulle ali della stampa in ogni angolo d' Europa, e fors' anco là donde partì l' invito in questione, e attesterà pubblicamente che la Chiesa protestante di Baviera non accetta l' offertale ospitalità.

Il rispetto che dobbiamo alla nostra Chiesa c' impone di non dare altrui ombra di motivo a supporre che noi esageriamo il pericolo, che temiamo di veder sorgere da quell' invito numerose diserzioni dalla nostra Chiesa, e conversioni in massa ad altra Confessione. Volesse Iddio che noi non iscorgeßimo nel cielo della nostra Chiesa altra e più minacciosa burrasca, che questo invito papale!

Appoggiata su tali considerazioni, la Commissione si è trovata d' accordo nel proporre al reverendo Sinodo generale di passare all' ordine del giorno, così motivato, intorno alle proposte ad esso pervenute sull' argomento in questione.

Ansbach, 6 ottobre 1869.

Bauer di Neustadt sull' Aisch,
Relatore.

Doc. CXXVI. — Pag. [161].

Mentre noi tutti sotto un medesimo re e sotto il presidio della medesima legge patria vivevamo in pace perfetta colle altre Comunioni religiose della nostra patria, la riunione comune ebbe il dispiacere di ricevere la notificazione delle pubbliche lettere, che il Pontefice romano, capo della Chiesa cattolica, il dì 13 settembre dello scorso anno 1868 spedì a tutti i protestanti, nelle quali mentre intima il Concilio ecumenico cattolico-romano, invita in pari tempo in faccia all'universo i medesimi, come quelli che sono fuori di strada non seguendo la vera religione di Cristo, a far ritorno alla Chiesa cattolica, e a prendere ancor essi parte al suddetto Concilio.

A questo invito fatto pubblicamente, contro il cui vano ed ingiurioso contenuto le Chiese evangeliche di tutte le altre parti di Europa, che come noi seguono gli stessi religiosi sentimenti, protestano e lo riprovano; l'assemblea rappresentante legittimamente tutti gli evangelici della Confessione Augustana nell'Ungheria, affinchè il silenzio non porga motivo a false interpretazioni, sì al di fuori come tra i fedeli connazionali, nei suoi Atti risponde con queste dichiarazioni.

1.° Conciossiachè un tale invito si basi sull'opinione che arrogantemente in sè sola ripone tutta la salute e che ai protestanti nega perfino il possesso della verità religiosa; che ben si è manifestata nei tempi della condanna e della persecuzione dei così detti eretici; che non conosce libera discussione nelle cose religiose, ma esige assoluta soggezione al potere, che credesi infallibile; perciò un tale invito non merita fiducia alcuna, nè punto lo possiam credere serio.

2.° Conciossiachè la Chiesa romano-cattolica sempre si tenga a quei rigidi principii del Concilio di Trento, che rendono impossibile ogni progresso di civiltà: fintantochè il Papa, governando con assoluto potere, anche in epoca tuttora recentissima nell'enciclica e nel Sillabo, rigetti e condanni la libertà di fede e di coscienza, l'eguaglianza dei dritti, e quel sistema di governo, sopra il quale la Società basa il più sicuro progresso dell'età nostra; fintantochè nella Chiesa romano-cattolica, esclusi i laici, un clero dipendente da potestà superiore da sè solò amministri incompiutamente le cose più gravi della religione, della fede e della Chiesa: non sembra probabile che possa appianarsi la differenza che passa tra i protestanti e la Chiesa romano-cattolica;

3.° Conciossiachè nel seno della Chiesa romano-cattolica, neppure al presente, siano stati tolti gli errori e gli abusi che ripugnano alla parola di Dio ed alla sua rivelata volontà, errori ed abusi per i quali appunto i nostri pii maggiori nel secolo decimosesto, seguendo l'esempio dei grandi riformatori, stabilirono una Chiesa libera da ogni umano arbitrio, fondando il regno di Cristo sulla libera persuasione, sulla comunanza di tutti i fedeli, sulla pietra della verità conosciuta e professata; facendo francamente appello ai principii dei protestanti, confermati da tre secoli in qua da esperienze piene di insegnamenti, e ratificati dall'istoria; ripudiamo le false, calunniatrici ed ingiuriose espressioni del Romano Pontefice, usate contro di noi; e nutriamo fiducia che nei nostri concittadini romano-cattolici, come sino al presente, così in avvenire troveremo compagni per coltivare sempre più lo spirito cristiano, il quale reso libero dai ceppi dell'oscuro medio evo, per mezzo dell'acquisto dei tesori spirituali, per mezzo del regno universale della carità e per mezzo del ravvicinamento vicendevole degli animi, ci condurrà non ad una esteriore unità, ma ad un'altra più sublime che con sicurezza progredisce.

Doc. CXXIX. — Pag. [172].

H 18 agosto 1869.

Reverendissimo Monsignor Vescovo!

Mossi dal desiderio di far cessare lo scisma, i sottoscritti Pastori evangelici si rivolgono a Vostra Eccellenza Revma colla preghiera di proporre al Papa la remozione dei due principali ostacoli che a ciò si oppongono. Questi ostacoli sono il *celibato* per noialtri Pastori evangelici, la *privazione del calice* per i laici evangelici.

Per quel che concerne il celibato, sottentra in luogo di esso il matrimonio sacerdotale giusta le leggi della Chiesa greca.

I. Il clero regolare vive nel celibato; vengono presi dal clero regolare i Missionari per la conversione degl'infedeli.

II. L'alto clero secolare, del quale fan parte anche i membri dei capitoli metropolitani, i professori delle facoltà teologiche e dei seminari ecclesiastici, vive nel celibato. I Vescovi vengono

scelti o tra i membri dei capitoli metropolitani, o tra i professori delle facoltà teologiche e dei seminari ecclesiastici.

I membri dei capitoli metropolitani si completano prendendoli dal clero regolare; i professori delle facoltà teologiche e dei seminari ecclesiastici, dall'Ordine benedettino.

III. Ai preti secolari viene imposto di ammogliarsi prima della loro consacrazione.

Dopo la consacrazione, nessun prete può contrarre un secondo matrimonio.

IV. I preti rimasti vedovi passano allo stato monastico, dove prendono il nome di « Hieromonachi; » le vedove dei preti vanno in un convento di monache. I figli poi, che vengono allevati a spese della Chiesa, sono collocati nelle famiglie dei preti.

V. La sposa del prete dev'essere una vergine: è vietato al prete secolare ammogliarsi con una vedova.

VI. Le mogli dei preti sono da scegliersi esclusivamente dalla classe ecclesiastica, vale a dire dalla classe dei preti e degl'istitutori.

VII. Sei ore prima e sei ore dopo il santo sacrificio della Messa, deve il prete secolare tenersi affatto lontano dalla propria moglie.

DICHIARAZIONI.

Ad I. La Chiesa greca ha perfettamente riconosciuto che i preti secolari ammogliati sono poco idonei all'ufficio di Missionari. La Chiesa evangelica, all'incontro, manda i Missionari con moglie e figli nelle contrade degl'infedeli: di qui il poco successo delle missioni protestanti.

Ad III. La Chiesa greca non si contenta d'imporre ai preti il matrimonio, ma fa anche passare allo stato monastico i preti rimasti vedovi. Ciò avviene per il semplice motivo di fare apparir chiara e manifesta la differenza tra il clero regolare e il clero secolare. Mentre il clero regolare vive nel celibato, il clero secolare è *senz'eccezione alcuna* ammogliato.

Ad IV. Qualora non rimanesse stabilito che le vedove dei preti andar dovessero in un convento di monache, dovrebbero i Vescovi scrupolosamente invigilare affinchè esse non contraessero un secondo matrimonio, essendo ciò una profanazione dello stato sacerdotale.

Ad V. Che la sposa del prete debba essere una vergine, s'intende tanto più facilmente, quanto ai sacerdoti stessi dell'antico

Testamento era proibito sposare una vedova, siccome apparisce dal 3 Mos. 21, 7 e 13 e da Ezechiele 44, 22.

Ad VI. In virtù di antichissimo costume, i preti greci scelgono le loro mogli dalla classe sacerdotale, e i Vescovi vigilano attentamente che non venga derogato a sì venerabile usanza. Del rimanente, io osservo che questo non avviene nella Chiesa russa. Fa d' uopo, Eccellenza Reverendissima, che sì venerabile usanza venga eretta in legge; solo con questo mezzo potrà il matrimonio sacerdotale tornare in benedizione della Chiesa. Noi comprendiamo nella classe sacerdotale anche quella degl' istitutori. Questa deve essere posta nella stessa categoria per due ragioni:

1) Perchè conviene che apparisca chiaro come il sole il principio schiettamente cattolico, che la scuola è inseparabile dalla Chiesa;

2) Perchè la classe degl' istitutori è mestieri si riconcili con la classe dei sacerdoti. Questo può solo ottenersi col far sì che le figlie degl' istitutori diventino mogli dei preti. O non è una calamità il vedere quante figlie d' istitutori o si maritano in meschinissima condizione o vecchie zitelle se ne muoiono nel disagio e nell'isolamento, mentre sarebbero così mirabilmente adattate ad esser mogli di preti?

Quali sono le ragioni per cui le mogli dei preti debbono scegliersi dalla classe sacerdotale?

1) È punto cardinale di dottrina del cattolicesimo, che di fronte allo stato laico v' ha uno stato sacramentale ecclesiastico. Coerentemente a questo principio, deve lo stato ecclesiastico avere altresì una posizione distinta dallo stato laico. Ora, questa posizione distinta come si mantiene? Il Papa dice: Non in altro modo che col celibato. Noi rispondiamo: Niente affatto. A senso nostro, v' ha un' altra istituzione, in virtù della quale si conserva la posizione distinta dello stato ecclesiastico, cioè: « Il matrimonio dei preti, accompagnato dalla prescrizione che le mogli loro siano scelte dalla classe sacerdotale. » Con tale prescrizione viene opposto un argine insuperabile ad ogni mescolanza dello stato ecclesiastico col laico, laddove, concedendo al prete di scegliersi una moglie da una classe qualunque, si viene ad aprir l' adito a quella mescolanza.

2) Conformemente all' accennato punto cardinale di dottrina, lo stato ecclesiastico deve avere una posizione indipendente dallo stato laico. In che modo può questo ottenersi? Il Papa dice: Non in altro modo che col celibato. Noi però di-

ciamo: Niente affatto. V'ha un'altra istituzione, in virtù della quale si mantiene la posizione indipendente dello stato ecclesiastico, cioè: « Il matrimonio dei preti, accompagnato dalla prescrizione che le mogli loro siano scelte dalla classe sacerdotale. » Siffatta prescrizione esclude ogni idea di dipendenza dallo stato laico, imperocchè il prete contrae cognazione con un suo eguale, cioè con un prete o con un istitutore. Ove però il prete contragga cognazione con un laico, come un borghese o con un contadino, si fa subito luogo alla dipendenza dello stato ecclesiastico dal laico, dal borghese o dal contadino. Che il *padre* del prete sia un borghese, un contadino, un laico, nessuno ci trova difficoltà; ma il *suocero* del prete non può essere nè un borghese, nè un contadino, nè soprattutto un laico, perchè, come l'esperienza insegna, la posizione di un uomo di fronte al suo suocero è assai più subordinata che di fronte a suo padre; laonde il suocero del prete dev'essere o un prete o un istitutore.

3) Le figlie dei preti e degl'istitutori vengono maggiormente educate per le cose divine, che non le fanciulle di qualunque altra condizione. Ci si dica in contrario ciò che si vuole; noi pastori evangelici sappiamo per esperienza che le figlie dei pastori e degl'istitutori evangelici sono sempre riuscite eccellenti mogli di pastori evangelici. La cosa non potrebb'essere più naturale. Infatti da quale altra classe debbono uscire mogli di preti idonee, se non dalla classe sacerdotale?

4) Una volta concesso al prete di scegliersi la moglie da una classe qualunque, non v'ha fanciulla che non possa metter gli occhi sopra un candidato al sacerdozio, lo che è un degradare lo stato sacerdotale. Un tale diritto è da riserbarsi esclusivamente alle figlie dei preti e degl'istitutori. Sarebbe proprio un *proji-cere margaritas ante porcos* il permettere che le figlie dei calzolari, de'sarti, de' legnaiuoli e de' macellai alzassero gli occhi verso l'unto del Signore.

5) Permettendo al prete di scegliersi la moglie da una classe qualunque, si apre la via ad aspirare alla mano di donne ricche, laddove ciò non avviene restringendo la scelta alla classe sacerdotale. L'esperienza insegna che le figlie dei preti e degl'istitutori sono ordinariamente povere. E così dev'essere, perocchè nulla più nuoce alla riputazione sacerdotale, come noialtri pastori evangelici sappiamo per esperienza, dell'unirsi che i preti facciano con donne ricche. In tal caso l'azione sacerdotale diventa nulla, ed il popolo considera come vuote di senso le parole del prete che sermoneggia intorno alla *patria celeste*.

6) La celebrazione del santo sacrificio della Messa esige imprescindibilmente che, sei ore prima e sei ore dopo, il prete si astenga assolutamente dalla propria moglie. Perchè ciò avvenga, è necessario che da parte di quest'ultima non sia somministrata la benchè minima occasione. Anche sotto questo rispetto pertanto le figlie dei preti e degl'istitutori sono quelle che ispirano al popolo la maggior fiducia, educate come sono sacerdotalmente fino dall'infanzia.

7) Il custodimento del segreto di confessione esige imperiosamente che le mogli dei preti vengano scelte dalla classe degli ecclesiastici o degl'istitutori, perchè soltanto le figlie dei preti e degl'istitutori sono in grado, per la loro sacerdotale educazione, di giudicare come debbano contenersi rimpetto ai preti loro mariti per rapporto al segreto di confessione. Di ciò vanno intimamente persuasi i Vescovi greci, i quali però vigilano scrupolosamente che le mogli dei preti siano prese unicamente dalla classe sacerdotale. Quando fosse altrimenti, quando cioè i preti greci potessero scegliere le loro mogli da una classe qualunque, l'istituzione della confessione sarebbe da lungo tempo scomparsa dalla Chiesa greca. Non si potrebbe neppure far carico al popolo se non si volesse confessare ad un prete, la cui moglie fosse figlia di un borghese e di un contadino. All'incontro, colui che ricusasse confessarsi ad un prete ammogliato colla figlia di un prete o d'un istitutore, sarebbe o un pazzo o un miscredente.

Ecco accennate, Eccellenza Reverendissima, le sette importantissime ragioni, per le quali converrebbe che le mogli dei preti fossero scelte dalla classe sacerdotale o da quella degl'istitutori. Le ragioni opposte non meritano neppure d'esser prese in considerazione.

1) Si potrebbe obiettare che con sì fatta legge viene ad erigersi una *casta sacerdotale*. Questa obiezione non ha fondamento. Allora soltanto verrebbe ad erigersi una casta sacerdotale, quando fosse prescritto che i *figli* dei preti dovessero dal canto loro farsi preti. Ma di una tal legge, che non sarebbe alla Chiesa apportatrice di benedizione, nulla sta scritto. Qui si tratta non dei *figli* ma delle *figlie*, e segnatamente delle figlie dei preti e degl'istitutori, le quali debbono per la maggior parte essere scelte a mogli dei preti.

2) Potrebbe affacciarsi il timore che mancassero le figlie dei preti. Anche questo timore non ha fondamento, perocchè le figlie dei preti greci soddisfanno ampiamente al bisogno; e ciò tanto più, quanto a mogli dei preti possono essere scelte anche

le figlie degl'istitutori. Vero è che, per il momento, non esistono figlie di preti latini cattolici, e che quindi i candidati al sacerdozio non hanno da metter gli occhi se non sulle figlie degl'istitutori; ma siccome di queste ultime non v'è difetto in nessun paese, così non vi sarà neppure difetto di mogli per i preti.

DISCIPLINA.

A) Poichè agli attuali preti latini cattolici non fu concesso di prender moglie avanti la loro consacrazione, così hanno essi il diritto di far ciò dopo la consacrazione stessa.

B) Nel risolvere le istanze di pastori evangelici, dirette ad entrare nel novero dei preti cattolici, dovrà il Vescovo fare attenzione ai seguenti tre punti:

1) La moglie che il postulante ritiene, è la *prima* o la *seconda*? In quest'ultimo caso, egli non può in nessun modo essere ammesso tra i preti cattolici.

2) La moglie del postulante fu da lui sposata in stato *vergine* o *vedovile*? In quest'ultimo caso, egli non può in nessun modo esser ammesso tra i preti cattolici.

3) La moglie del postulante è uscita dalla famiglia *ecclesiastica*, cioè dalla classe dei pastori o degl'istitutori evangelici, ovvero dal ceto *laicale*? In quest'ultimo caso, egli non può in nessun modo esser ammesso tra i preti cattolici. Parrà questa una durezza; ma di fronte alle considerazioni che riguardano il bene universale della Chiesa, ogni riguardo personale deve sparire. Il bene universale della Chiesa, la quale non può sussistere senza confessionale, esige positivamente che le mogli dei preti siano d'origine sacerdotale. Nessuna parrocchia per conseguenza deve lasciarsi imporre un prete, la cui moglie appartenga al ceto laicale, perocchè una donna sì fatta non può ispirare ai parrocchiani alcuna fiducia in riguardo al segreto di confessione. Questa fiducia possono sole ispirarla le figlie dei preti e degl'istitutori, perchè fino dall'infanzia sono state educate ecclesiasticamente.

Dalle sette leggi che abbiamo poc'anzi esposte relativamente al matrimonio sacerdotale, vedrà l'Eccellenza Vostra reverendissima in quale alto concetto teniamo il sacerdozio cattolico; noi non vogliamo vederlo trascinato nella polvere del comune, lo che senza dubbio accadrebbe se all'ufficio di mogli dei preti fossero innalzate le figlie di borghesi o di contadini. Voglia quindi il Papa sotto ambedue i rispetti considerare ciò che conferisce al benes-

sere della Chiesa; voglia esso da una parte togliere la proscrizione pronunziata contro il matrimonio sacerdotale, dall'altra parte imporre al prete di scegliersi la moglie esclusivamente dalla classe degli ecclesiastici o degl'istitutori. Di legge sì fatta, nel senso singolare in cui è concepita, non si era finquì avuta nessuna cognizione; altrimenti i Papi avrebbero già da gran tempo abolito il celibato. Non è che un effetto di pura immaginazione il credere che il matrimonio sacerdotale, accompagnato dalla prescrizione ai preti di scegliersi la moglie nella classe ecclesiastica, abbia a riuscire dannoso alla Chiesa. All'opposto, dall'abolizione del celibato risulterà per la Chiesa maggior copia di benedizioni, e il successo non si farà aspettare. In nessun paese questo successo sarà così splendido come in Inghilterra, dove migliaia e migliaia di ministri anglicani aspettano solo che il celibato sparisca, per entrare nel novero dei preti cattolici. Naturalmente qui non si tratta che di quei pastori protestanti, le cui mogli possono soddisfare alle tre condizioni fondamentali, cioè: esser *prime*, avere sposato in stato *verginale*, esser d'origine *ecclesiastica*, vale a dire discendere da pastori o da istitutori evangelici. Voglia quindi il Papa non indugiare più a lungo a toglier di mezzo, sotto tali condizioni certamente ammissibili, il celibato ecclesiastico. Ciò egli può fare tanto più facilmente, quanto nella Chiesa greca il matrimonio sacerdotale esiste da secoli, senza che l'istituzione della confessione sia per questo scomparsa. Avendo il Papa già accordato il matrimonio ai preti cattolici di rito greco, ne segue che quel che è giusto pei preti cattolici di *rito greco*, dev'essere giusto del pari pei preti cattolici di *rito latino*. È inoltre da riflettere che dall'abolizione del celibato, ben inteso sotto la condizione che le mogli dei preti debbano esser prese dalla classe sacerdotale, dipende la riunione non solo della Chiesa evangelica, ma anche della greca.

Dixi et servavi animam meam.

L'ostacolo principale per i secolari evangelici è la *privazione del calice*. Sottentra in luogo di questa la comunione sotto ambedue le specie, vincolata alle seguenti condizioni.

I. Affinchè apparisca chiara come il giorno la dottrina della *concomitanza*, il SS. Viatico per gl'infermi continuerà ad essere amministrato sotto una *sola* forma.

II. Affinchè sia mantenuta la dignità del prete, questi sèguita a conservare il calice *suo* proprio.

III. Poichè, giusta la dottrina della Chiesa, anche *dopo* la comunione è presente il Corpo di Gesù Cristo sotto la specie del

vino, e poichè l'esperienza insegna che il vino facilmente si corrompe, conviene quindi misurare il vino nella quantità strettamente necessaria alla comunione. Per ottener ciò, occorre provvedersi degli oggetti seguenti:

a) un vaso da Eucaristia, b) un cucchiaino da tavola, quale si usa nella Chiesa greca, c) un calice da secolari più piccolo del calice dei preti. Il calice da secolari presenta in basso una tacca per modo, che fino a quella entra nè più nè meno che una *cucchiainata* di vino.

Il procedimento è il seguente:

1) Non essendovi nessuno che desideri comunicarsi, nulla è innovato al sistema attuale.

2) Essendovi una *sola* persona, il sagrestano ha da versare nel calice dei secolari *una* cucchiainata di vino. Dopo ciò, il calice ha da mettersi accanto al calice del prete e insieme con quello consacrarsi.

3) Se le persone che desiderano comunicarsi sono *più*, riuniscono prima della messa in sagrestia. Quivi il sagrestano versa nel vaso da Eucaristia tante cucchiainate di vino, quante sono le persone. Ciò fatto, il vaso eucaristico si mette accanto al calice del prete e insieme con quello si consacra. Avvenuta la consecrazione, si porge al comunicando il Corpo trasformato, prima sotto la specie di pane, poi sotto la specie di vino. Per far ciò, il sagrestano versa, per ogni comunicando, dal vaso eucaristico nel calice dei secolari tanto vino quanto basta per arrivare alla tacca. Ora, siccome il calice dei secolari contiene fino alla tacca una cucchiainata precisa, così non può della specie del vino nè nulla sopravanzare nè nulla mancare.

Il procedimento, Eccellenza reverendissima, è invero alquanto complicato, ma non v'è modo di fare altrimenti. Con esso si evita lo scoglio principale, qual è la *corruttibilità* del vino, poichè nulla rimane delle specie di esso.

Sotto queste tre condizioni, Eccellenza reverendissima, può il Papa senza scrupoli accordare il calice ai secolari, e così atterrare la barriera principale che divide il popolo evangelico dalla Chiesa cattolico-apostolica. Imperocchè Ella ha da sapere che la privazione del calice repugna vivamente al popolo evangelico, il quale vede in esso un'offesa, una manomissione de' suoi diritti. Questa cagione di disgusto vuol essere allontanata, prima che si possa parlare d'una riconciliazione del nostro popolo evangelico colla Chiesa cattolico-apostolica. Alla quale riconciliazione può il Papa tanto più facilmente dar mano, quanto, avendo egli già accor-

dato ai cattolici di rito greco ed armeno la comunione sotto ambedue le specie, quel che è giusto pei cattolici di *rito greco ed armeno*, dev'esser giusto pei cattolici di *rito latino*.

Sono questi pertanto, Eccellenza reverendissima, i due ostacoli principali che si oppongono alla riunione non solo della Chiesa evangelica, ma anche della greca: il *celibato* e la *privazione del calice*. Se il Papa è veramente disposto alla pace, se gli sta realmente a cuore l'unità della Chiesa, coroni egli i sentimenti pacifici da lui manifestati alla cristianità evangelica e greca; tolga di mezzo le due accennate istituzioni cotanto invise ad ambedue le cristianità, evangelica e greca, lo che, ritenute le condizioni sopraesprese, è per lui una cosa da nulla. Così essendo, noi desideriamo che le due istituzioni vengano abolite prima che si aduni l'intimato Concilio, e così il Papa offra ai cristiani evangelici e greci una prova di fatto del suo amore alla pace. Nè dubitiamo punto che ciò non sia per accadere, ogni qualvolta un Principe della Chiesa così ragguardevole, qual è l'Eccellenza Vostra reverendissima, si voglia fare intercessore e mediatore presso il Papa. Le premurose sue sollecitudini a questo riguardo troveranno la più splendida ricompensa nella coscienza di aver fatto un'opera certamente accetta a Dio.

Noi chiudiamo col saluto schiettamente cattolico: « Sia lodato Gesù Cristo! In eterno, e così sia! »

In nome di molti Evangelici della provincia di Sassonia.

Doc. CXXX. — Pag. [182].

H. . . . 28 agosto 1869.

Reverendissimo Monsignor Vescovo !

Alle due lettere già indirizzate a Vostra Eccellenza reverendissima, ne facciam seguire una terza per dilucidare le considerazioni da Lei esposte nello scritto « Una parola episcopale ecc. » *contro* il matrimonio dei preti.

I. V. E. R. dice: Che il Papa non consentirà per ora al matrimonio dei preti, per ragioni che Ella non potrebbe manifestare. Queste ragioni sono in sostanza le tre seguenti:

1) Il Papa teme la mescolanza del ceto sacerdotale col ceto secolare;

2) La dipendenza del primo dal secondo;

3) La scomparsa dell'istituzione della confessione.

Queste tre ragioni sono perfettamente giuste; imperocchè il matrimonio dei preti può benissimo mescolare il ceto sacerdotale col laicale, rendere il primo dipendente dal secondo, mandare in rovina il confessionale. Ma questi effetti li produrrà il matrimonio *falso*. E *falso* è il matrimonio dei preti dovunque le mogli loro appartengono alla classe dei borghesi, dei contadini, o brevemente dei laici. Questo falso matrimonio sacerdotale è talmente da riprovarsi, che ove al Papa fosse lasciata la scelta tra il celibato da una parte e il matrimonio de' preti dall'altra, con facoltà di prender la moglie da una classe qualunque, dovrebbe il Papa senza esitazione prescegliere il celibato. Il celibato, infatti, per quanto sia contro natura, non è capace di mandare in rovina il confessionale; laddove il matrimonio dei preti con facoltà di prender moglie da una classe qualunque farebbe indubitamente sparire l'istituzione della confessione. Ambedue dunque le istituzioni sono da riprovarsi: il *celibato*, perchè è contro natura; il matrimonio sacerdotale con facoltà di sceglier la moglie da *una classe qualunque*, perchè manda in rovina il confessionale. Regolare e schiettamente cattolica è soltanto la terza istituzione: « Matrimonio sacerdotale con prescrizione di sceglier la moglie dalla classe ecclesiastica, cioè da quella dei preti o degl'istitutori, » perchè una tale istituzione nè è contro natura, nè manda in rovina la confessione. Offre di ciò la più splendida prova la Chiesa greca, dove l'istituzione della confessione sussiste fino al dì d'oggi, quantunque i preti greci siano da più secoli ammogliati. Certo, i preti greci sono ammogliati in modo regolare e schiettamente cattolico, perchè le loro mogli sono senza eccezione figlie di preti. In questa legge così importante, e veramente vitale, della Chiesa greca noi troviamo la spiegazione del fatto che in quella Chiesa, ad onta che i preti siano ammogliati, l'istituzione della confessione occupa il posto che le conviene. Quindi è che non il *vero* matrimonio sacerdotale sta in opposizione col custodimento del segreto di confessione, ma sì il *falso*, quello cioè che concede al prete la facoltà di scegliersi la moglie da una condizione qualunque. Questo falso matrimonio sacerdotale è diametralmente opposto al mantenimento del segreto di confessione, per la ragione semplicissima che le figlie dei borghesi e dei contadini non possono ispirare fiducia nel popolo; questa fiducia possono sole ispirarla le figlie dei preti e degl'istitutori, perchè fino dall'infanzia sono state educate ecclesiasticamente. Il dar fuori una leg-

ge, che imponga ai preti di sceglier la moglie dalla classe ecclesiastica o da quella degl'istitutori, è per la Chiesa non pure un diritto, ma eziandio un dovere, perocchè la Chiesa deve dappertutto vigilare che si mantenga inviolata la dignità sacerdotale, manomessa la quale, non è più da pensare all'influenza del prete. E questo avverrà tostochè vengano innalzate all'onore di divenir mogli dei preti le figlie di borghesi e di contadini. In questo, Eccellenza reverendissima, noialtri Pastori evangelici possiamo parlare per esperienza, imperocchè sappiamo che anche il nostro popolo evangelico ha più fiducia in quei preti evangelici, i quali hanno prese le loro mogli dalla classe dei Pastori o degl'istitutori evangelici, che non in quelli i quali, per amore, la più parte, del vile Mammona, le hanno prese dalla classe dei borghesi e dei contadini. Che poi con questa legge non venga ad erigersi una casta sacerdotale, lo provammo, Eccellenza reverendissima, nella nostra seconda lettera. Pregiudicevole alla Chiesa potrebb'esser soltanto una legge con cui si disponesse che i *figli* dei preti dovessero dal canto loro divenir preti. Qui però non si tratta dei figli ma delle *figlie* dei preti e degl'istitutori, che per la più parte debbono andar mogli ai preti. Noi siamo persuasi, Eccellenza reverendissima, che se al Papa fosse stata fatta istanza per ottenere il matrimonio dei preti subordinatamente alla importantissima condizione della scelta della moglie dalla classe dei preti e degl'istitutori, egli avrebbe già da anni abolito il celibato, e per tal modo ricondotta l'unione delle separate Confessioni della Chiesa greca ed evangelica. Il ristabilire sì fatta unione non è, Eccellenza reverendissima, puro parto di fantasia. Imperocchè se v'ha momento favorevole per il cattolicismo di recuperare i paesi da esso perduti, egli è senza dubbio il presente. Certo, il Papa non può racquistare quei paesi per nulla; gli conviene pagarne il prezzo. Questo prezzo peraltro è il più tenue possibile, e per il Papa una cosa di poco: bisogna cioè rendere al prete la moglie, al secolare il calice, ben inteso con le condizioni, ammissibilissime, esposte da noi nella prima e nella seconda lettera. Una volta che il Papa abbia condisceso su questi due punti, come già la prudenza dovrebbe suggerirgli, il protestantesimo, che trovasi manifestamente agli estremi, riceverà il colpo mortale. Del resto, chi non volesse credere che il protestantesimo è ormai giunto al grado estremo della negazione e trovasi pressochè sull'orlo d'un rapido abisso, non dovrebbe far altro che portarsi a Brema, un dì residenza d'un arcivescovo, dove il pastore riformato Schwab predica già da sei mesi un'aperta miscredenza, senza che da parte

del Senato e della borghesia abbia avuto luogo veruna protesta. Anche da Berlino, metropoli del protestantesimo, giungono notizie non meno tristi. V'è là così poca religione, che un pastore evangelico de' più eminenti ha dichiarato chiaramente che, se Berlino non vuol diventare un luogo di cannibali e di pagani, bisogna che sia ricondotta alla credenza cattolica apostolica romana. La statistica ha dimostrato, Eccellenza reverendissima, che a Berlino, ogni 25 uomini, sol uno si cura della Chiesa. Quindi, la vanità e la condizione miserevole del protestantesimo in nessun'altra città si fece manifesta più apertamente che in Berlino, metropoli del protestantesimo, il quale si è apertamente chiarito per una illusione. Affinchè Berlino torni al buon sentiero e la fede si ravvivi nel popolo, unico mezzo è che Gesù Cristo (sia lodato il suo nome) torni a fare il suo ingresso nelle diserte chiese, e riprenda sull'altare il luogo che gli spetta. Soltanto allorchè in tutte le chiese di Berlino offrirassi novamente al Padre celeste l'una e sacrosanta vittima, Gesù Cristo; allorchè i berlinesi torneranno a piegare il ginocchio dinanzi al divin Redentore nel tabernacolo, e il Santissimo sarà di nuovo pubblicamente portato per le vie di Berlino, e la festa di tutte le feste, cioè quella del Corpo del Signore, tornerà ad esser celebrata con la pompa e la magnificenza di una volta; allora soltanto trionferà di nuovo in Berlino la religione. Ad affrettare questo momento, voglia l'E. V. R., ne la preghiamo, prestare il suo concorso. Deh! non ponga indugio ad impetrare dal Papa l'abolizione del *celibato* e della *privazione del calice* con le condizioni da noi espresse; e allora V. E. assisterà al trionfo e alla vittoria della Chiesa di Cristo su tutti i suoi nemici. Remossi questi due ostacoli, si vedranno non solo in Inghilterra ma anche in Germania (l'E. V. R. ne sia persuasa) avvenimenti maravigliosi; imperocchè i paesi protestanti son diventati, dopo una separazione di 351 anno, maturi novamente pel cattolicismo.

Sia lodato Gesù Cristo! In eterno, e così sia!

Doc. CXLVII. — Pag. [267].

Il velo che finquì aveva coperto i preparativi per il gran Concilio generale, e gli atti e le deliberazioni da esso prese di mira, comincia ormai a sollevarsi.

La « Civiltà Cattolica » del 6 febbraio anno corrente reca (a

tenore di comunicazione della « Kölnische Volkszeitung » del 14 dello stesso mese) il seguente rilevantisimo articolo in forma di una corrispondenza dalla Francia:

« I cattolici liberali temono che il Concilio voglia promulgare la dottrina del Sillabo e la dommatica infallibilità del Papa; nel tempo stesso però non depongono la speranza che possa il Concilio modificare o interpretare in senso favorevole alle loro idee certe proposizioni del Sillabo, e che la questione dell' infallibilità abbia ad essere o non messa in campo o non definita. I veri e propri cattolici (vale a dire la grande maggioranza dei credenti) nutrono speranze del tutto opposte. Essi desiderano che il Concilio promulghi le dottrine del Sillabo. Potrebbe, in ogni caso, il Concilio esprimere in senso positivo e coll' aggiunta delle dilucidazioni occorrenti le proposizioni stâte formulate nel Sillabo in senso negativo, e così toglier di mezzo addirittura i malintesi che a riguardo di alcune di esse tuttora sussistono. I cattolici accoglieranno con gioia la proclamazione dell' infallibilità dommatica del Papa. Nessuno si dissimula, non essere il Papa stesso disposto a prendere l' iniziativa rispetto ad una proposizione che sembra riferirsi a lui direttamente. Si spera però che l' unanime manifestazione dello Spirito Santo, per bocca dei Padri del Concilio, definirà per acclamazione l' infallibilità del Papa. Finalmente molti tra i cattolici desiderano che il Concilio voglia coronare la serie degli omaggi tributati dalla Chiesa alla Beatissima Vergine, promulgando il domma della gloriosa assunzione di Lei nel cielo. »

Precedentemente è detto: « I cattolici credono che il Concilio sarà di breve durata, e rassomiglierà sotto questo rispetto al Calcedonense (la cui durata fu di sole tre settimane). Si crede che i Vescovi saranno d' accordo nelle questioni principali, cosicchè la minoranza non potrà fare lunga opposizione, per quanto trovisi a ciò disposta. »

Così la « Civiltà, » che, come è noto, è scritta dai Gesuiti di Roma, e la quale il Papa, alcuni anni or sono, lodò con un suo Breve in termini talmente solenni e qualificò in modo talmente assoluto come il più puro organo giornalistico della dottrina legittima della Chiesa, che essa è in certo modo da considerarsi come il « *Monitore* » della Curia Romana. In ogni caso, non va tropp' oltre chi asserisce che i pensieri della « *Civiltà* » trovansi nelle questioni più importanti in perfetta armonia coi pensieri del Capo supremo non che dei più tra gli altri « *Capi* » residenti in Roma. Questa posizione ufficiale spiega abbastanza il

tuono altero che assume la « Civiltà, » e il contegno sprezzante di lei verso chiunque le faccia opposizione. I suoi articoli hanno spesso l'aria di Bolle papali foggiate ad articoli di fogli periodici; nè potrebbe, al certo, immaginarsi una fonte migliore e più sicura per venire in chiaro di ciò che si ha in mira col Concilio di Roma.

Noi dunque veniamo a sapere che il Concilio è principalmente indetto a fine di appagare i desiderii favoriti dell'Ordine gesuitico e di quella parte della Curia, la quale si lascia guidare da esso. Questi desiderii o scopi sono i seguenti:

Primo: l'opinione che a ciascun Papa competa l'infallibilità personale nelle sue ufficiali dichiarazioni e decisioni toccanti materie di fede e di morale, deve proclamarsi come domma, e quindi stabilirsi con ciò un nuovo principio d'incommensurabile importanza sì pe' suoi effetti retroattivi come per quelli avvenire; principio che, una volta dichiarato inviolabile, dominerà da qui innanzi le menti e le costringerà ad assoggettarsi incondizionatamente a qualunque decreto papale in punto di religione, di morale, di politica, di scienze sociali; perocchè d'un' invasione del Papa in dominio estraneo non potrebbe più parlarsi, tosto che a lui solo, a lui Papa infallibile, compete lo stabilire a suo talento i confini del suo insegnamento e del suo operare, e che anche una tale determinazione porterebbe scolpito in sè il carattere dell'infallibilità.

Il secondo desiderio è: che gli articoli del Sillabo vengano dal Concilio definiti in forma di decreti positivi e di principii affermativi. Una volta che l'infallibilità del Papa sia diventata fede generale di tutta la Chiesa, ciò può farsi senza pericolo di sorta. Con questo mezzo la Chiesa si arricchirà senza fallo d'un numero ragguardevole di nuove dottrine di fede, finquì sconosciute o ripetutamente contraddette; se non che potrebbero queste esser solo le primizie di più ampia messe, riserbata ai tempi avvenire.

Imperocchè, distrutta che sia felicemente la gretta affezione di molti teologi cattolici all'antica tradizione ed alla Chiesa dei sei primi secoli; dismessa che sia radicalmente la pedantesca avversione a nuovi dommi; tolto che sia di mezzo il canone, tuttora qua e là vigente, di Vincenzo, cioè il suo « *quod semper, ubique, ab omnibus*; » rimane allora in piena libertà d'ogni Papa, per quanto ignorante di cose teologiche, l'usare a suo talento della propria forza creatrice dommatica, e il fare de' suoi particolari pensieri un ben pubblico, obbligatorio per tutta la Chiesa. Chi poi si avvisasse di contestare il pieno ed intrinseco

valore dell' articolo di fede novellamente coniato nella zecca del Vaticano, incorrerebbe per questa vita nella scomunica, per la futura nell' eterna dannazione. I Concilii si renderanno d' allora in poi del tutto inutili; i Vescovi seguiranno, sì, a riunirsi di quando in quando in Roma per assistere con gran pompa a canonizzazioni di Santi o ad altre cerimonie, ma di dommi non avranno ad occuparsi altrimenti; perocchè se volessero anche dal canto loro confermare i decreti papali ispirati dallo Spirito Santo, sarebbe ciò come voler venire con lanterne in aiuto alla luce del sole. Il *definiens subscripsi*, con che i Vescovi sottoscrivevano, un tempo, nei Concilii le decisioni dottrinali, sarebbe quindi d' innanzi una bestemmia. Questa sola volta, adunque, e per l' ultima volta — così desiderano i « buoni cattolici, » vale a dire i Padri della Compagnia di Gesù — questa sola volta devono i Vescovi riuniti in Roma far uso della loro autorità di formulare dottrine di fede. Essi, cioè, apporranno il sigillo conciliare ad un lavoro che, con giusta previsione, ha già dato alla luce in Vienna il gesuita Schrader ¹. Questi ha trasformato le proposizioni negative e condannatorie del Sillabo in proposizioni assertive, e così noi possiamo fin d' ora e senza gran fatica prevedere le più importanti deliberazioni del Concilio. Dovendo il Concilio durare tre settimane, ne segue che, incominciando dal 20 dicembre 1869, l' orbe romano-cattolico si sarà arricchito delle seguenti verità, ecc. ecc.

Doc. CLVI. — Pag. [343].

Ai cattolici del Baden.

Una profonda e seria lotta di principii, sconvassatrice del mondo, si avvanza turbinosa verso la sua decisione. O supremazia assoluta del Papa nella Chiesa e nel mondo, o piena indipendenza dei popoli e del genere umano: ecco i due opposti che si contendono la prevalenza esclusiva. Una conciliazione tra i due contrarii principii non sarebbe possibile ad immaginarsi più della convivenza del pesce e dell' uccello nel medesimo nido.

Questa lotta gigantesca, vivamente impegnatasi intorno alle basi dell' edificio costituzionale dello Stato e della Chiesa, si va

¹ « Il Papa e le idee moderne. »

svolgendo più specialmente nel seno della nostra Chiesa cattolica, e noi cattolici siamo sopra ogni altro chiamati a combattere nell'avanguardia.

Gettando uno sguardo retrospettivo sul modo di sviluppo della nostra Chiesa, noi la vediamo 1800 anni or sono scaturire con forza irresistibile dal terreno, perocchè la cristianità tutta quanta in tutti i suoi membri si presentava come la Chiesa visibile. E dove lo spirito di tutti consiglia concordemente e concordemente opera, ivi dimora immancabilmente sulla terra lo Spirito di Dio. Di tal guisa pertanto l'organismo della Chiesa si distendeva rapidamente su tutti i popoli dell'occidente, volgendo i cuori dei popoli tuttora incolti alla sublime serietà e all'alta missione di tutti gli esseri umani, e largiva le benedizioni del lavoro e dell'amore cristiano sì verso Dio, sì verso il prossimo. Di tal guisa la Chiesa era sana, e tale doveva essere, perchè aveva intrecciato ne' cuori dei popoli una vera rete di radici assorbenti, per mezzo delle quali infondeva nel loro corpo vivente il nutrimento d'uno spirito popolare incessantemente fresco. Queste « radici assorbenti » consistevano nella maestosa struttura del suo edificio costituzionale. Dopochè, a motivo della grande estensione della Chiesa, non potevano più esser chiamati a consiglio tutti i membri di lei, lo spirito informativo cristiano creava nel Concilio di Nicea l'istituzione dei Concili, cioè adunanze generali della Chiesa, poi i Sinodi (diete ecclesiastiche) delle province, le diocesi episcopali e perfino le parrocchie. Di tal guisa tornavano continuamente a riunirsi insieme in consiglio e preti e laici; nei Concili si stabiliva la legislazione e la dottrina, si esercitava la suprema potestà giuridica, e nei Sinodi si consultava e deliberava intorno agli affari e bisogni speciali delle nazioni, delle diocesi episcopali e delle parrocchie. Di tal guisa veniva incessantemente biasimato ciò che era difettoso, rimosso ciò che impuro, procacciato ciò che salutare, e in grazia di questo perpetuo mutamento, in che appunto consiste la sanità, la Chiesa si manteneva sempre in vitale e spirituale unione. Ma già fino dai primi secoli un principio venefico erasi infiltrato nell'autorità della Chiesa: la sete di regno. Al di sopra de' cristiani, eguali fra loro, alzossi una classe sacerdotale privilegiata, dalla quale scaturì una possente aristocrazia sacerdotale; e da questa finalmente i Vescovi di Roma stesero la mano per riunire nella loro corona il dominio di tutto l'universo. Sì fatta ambizione terrena del Papato riuscì fatale alla nostra Chiesa e alla cristianità: da essa derivò la tendenza a restringere dapprima e poscia distruggere nei Con-

cili e nei Sinodi i diritti costituzionali del popolo cristiano; questo venne sempre più posto da banda, e solo un'egoista e corrotta aristocrazia, e l'interesse di casta dei maggiorenti sì ecclesiastici come secolari, vennero sempre più a rappresentare lo spirito popolare, un tempo già fiorente nella Chiesa. I Concili stessi si fecero sempre più rari, e i loro atti non erano che una lamentazione sull'assolutismo sfrenato delle usurpazioni di Roma. Finalmente nell'Ordine gesuitico erasi raccolto quanto di forza attiva può mettere in campo l'assolutismo: esso recossi in mano, stringendolo sempre più vigorosamente, il timone di Roma, e da tre secoli in qua nulla più si ode nè si vede di Concili o di Sinodi; i diritti popolari della cattolica cristianità sono relegati nella stanza delle ciarpe, come in pari tempo anche l'assolutismo secolare mandò addirittura a dormire i Parlamenti e le Diete. Da quel tempo in poi ed oggi tuttora, la nostra Chiesa cattolica geme, non altrimenti che un tempo la Francia, l'Inghilterra e la Germania, sotto il giogo dell'assolutismo: essa è diventata un corpo nel quale scorre lentamente un sangue per metà corrotto, e in cui la forma illegale di governo è continuo incentivo all'arbitrio e alla prepotenza.

Lo spirito del mondo, peraltro, non se ne sta tranquillo: il temerario principio della dinastia inglese dei Tudor: « Il porre in dubbio la potenza dei Re è un combattere l'onnipotenza di Dio, » fu punito, due secoli or sono, dalla rivoluzione d'Inghilterra colla morte di re Carlo I; l'identico principio dei Borboni di Francia: « Il Re è lo Stato, » fu cent'anni indietro espiato da Luigi XVI, parimente sul palco ferale; e la *Hofburg* di Vienna speriamo si ricordi ancora della fuga imperiale dell'anno 1848. Spezzato è l'assolutismo degli Stati. Lo spirito popolare rivendicò in essi il dominio, e con ciò l'uomo fu restituito a se stesso: la libertà delle coscienze, dei pensieri, dell'espressione delle opinioni collo scritto e colla parola, lo svincolamento del lavoro, del commercio, del suolo, del pensiero nazionale, innalzano gli Stati a florido incremento e civilizzano tutto il mondo.

Questo insegnamento della storia vien egli messo a profitto anche dall'autorità della Chiesa cattolica? No! L'Ordine gesuitico raccoglie intorno a sè quanto il mondo può offrire in elementi d'assolutismo, ed ha già posto mano ad introdurre nella più ampia misura l'assolutismo stesso nella Chiesa e nello Stato. Il legname per la costruzione dello Stato assoluto temporale di Roma è già sbizzato, e le architravi si chiamano nel linguag-

gio del Sillabo così: § 80 « La Sede romana non può nè deve conciliarsi e mettersi d'accordo col progresso, col liberalismo e colla moderna civilizzazione. » § 42 « In contraddittorio delle leggi ecclesiastiche e civili, va innanzi il diritto ecclesiastico. » § 23 « La Chiesa ha il potere di mezzi coercitivi, e potestà diretta anche in cose temporali. » § 77 « La religione cattolica dev'essere l'unica religione dello Stato, esclusi tutti gli altri culti. » E l'Enciclica dice: « È un delirio il fare della libertà di coscienza, di culto, di parola e di stampa un diritto di ciascun uomo, da guarentirsi dallo Stato. » In un preteso Concilio, da convocarsi in Roma pel dì 8 dicembre dell'anno corrente, si darà opera pertanto a fare di questi materiali un nuovo edificio costituzionale, le cui basi saranno le seguenti: « Infallibilità » della persona del Papa, libera amovibilità della classe sacerdotale, dominio assoluto del Papa su tutti i beni ecclesiastici.

La divisata innovazione significa niente meno che la fondazione di una nuova confessione religiosa *in luogo* del finqui professato cattolicismo. Nessuno si lasci illudere più a lungo su questo punto santamente importante: la cosa è proprio in questi termini. La costituzione della nostra Chiesa cattolica, quale ancor'oggi legalmente sussiste, è sempre, in teoria, l'edificio posante sul terreno democratico dell'antica Chiesa cristiana, ma solo in modo simulato. A forma delle vigenti leggi ecclesiastiche, deve ogni dieci anni esser convocato un Concilio universale, ogni tre un Sinodo provinciale, ogni anno un Sinodo episcopale. Queste riunioni hanno per iscopo, siccome insegna il Concilio di Trento (Sess. 24, c. 2) « di condurre alla formazione dei costumi, alla remozione delle illegalità, al componimento dei litigi ecc. ecc. » I Vescovi e gli altri personaggi, « che o per diritto o per consuetudine » son chiamati ad assistervi, devono quivi riunirsi. I cospicui rappresentanti della Chiesa (quasi deputati della cattolica cristianità) sono ecclesiastici e secolari. I secolari debbono essere rappresentati, come dichiarò già Papa Niccolò I; e quando la rappresentanza secolare si fu sempre più assottigliata, si fecero innanzi gl'Inviati degli Stati come rappresentanti del potere secolare, lo che riconobbe espressamente Papa Pio II. Alla convocazione del Concilio debbono cooperare anche i Principi, i cui rappresentanti è essenzialmente necessario che prendan parte alle deliberazioni conciliari, come è necessario altresì il permesso degli Stati perchè vi prendan parte i Vescovi, e finalmente il riconoscimento delle deliberazioni conciliari da parte dello Stato.

Tale è il diritto costituzionale, legalmente esistente, della Chiesa

cattolica; esso vige tuttora, quantunque da 300 anni in qua ne sia stata da Papi e da Vescovi negletta l'osservanza. Se noi riflettiamo quante assurdità abbiano messe in chiara luce le pubbliche discussioni de' nostri Parlamenti, quanti malintesi tolti di mezzo, quante leggi emendate, quanto savia e giusta amministrazione abbiano promossa; se col trascorrere della vita politica dobbiamo ogni dì più persuaderci che tali benedizioni ci sono state recate dall'influenza dello spirito popolare; agevole ci sarà il concepire un'idea di quale immensa prosperità sia stato il popolo cattolico defraudato dalla sete di dominio temporale dell'Ordine gesuitico, che da tre secoli ha attraversato la riunione dei Concili e dei Sinodi. Ove questi fossero stati tenuti conforme prescrivono le leggi della Chiesa, sarebbe il cattolicismo rimasto in connessione con ogni altro sviluppo dell'umano intelletto, nè si troverebbe ora in lotta con ogni più nobile aspirazione dell'umanità.

Chiunque si faccia a considerare i sopraespressi pensieri fondamentali del Sillabo e del programma del Concilio, comprenderà di leggieri che la meditata nuova costruzione è precisamente l'opposto del primitivo edificio costituzionale cattolico. Non più il valore morale dello spirito universale del popolo cattolico eserciterebbe una legittima influenza sulle Chiese, ma sola una volontà, cioè il capo del Papa, sarebbe onnipotente, e a lui tutto il mondo dovrebbe soggezione e ubbidienza: il popolo cattolico non sarebbe più membro del corpo della Chiesa, ma oggetto sottoposto al Papa. In altri termini: ciò che è stato fatto finquì in opposizione colle leggi della Chiesa, dev'essere trasformato in diritto costituzionale ecclesiastico. Vogliamo noi pertanto tenerci saldi alla primitiva costituzione della Chiesa cattolica e impedirne il rovesciamento, ovvero lasciarci, senza far motto, trascinare nella nuova Confessione che si vuole fondare sul principio dell'assolutismo? *E' questa la grande questione ecclesiastica de' tempi nostri*, e intorno ad essa ci conviene adesso deciderci. O l'uno o l'altro! Un terzo partito non esiste. Può la scelta esser dubbia? Noi nol crediamo.

Ci offra pure, spinto agli estremi, il trionfante assolutismo della nuova Confessione oltramontana quello che esso da secoli ha prodotto nella sua qualità di stato di cose tollerato; allora il sistema di violentare le coscienze, il quale consegnò al carcere e al rogo molti e molti de' migliori uomini dell'Europa, tornerebbe novamente a destarsi con maggiore energia; allora la sete di dominio, la quale spinse le nazioni a civile discordia e a

guerra fratricida, lo Stato al cannibalismo della presunzione d'intitolarsi per la grazia di Dio, il popolo a bestiale avvillimento o a straziante disperazione, ci farebbe sentire più acuto il suo pun-giglione. A noi sarebbe apprestato un ceto sacerdotale, che verso il di sopra privo di diritti, qual servo calpestato, verso il di sotto qual tormentatore di schiavi, affliggerebbe sè e l'umanità; che lontano dalla scuola d'esperienza della vita, educato a fantastici principii mondani, dovrebbe necessariamente metter sopra paesi e nazioni, riempire il cuore de' nostri figli della bile del furore di partito, del veleno dell'odio confessionale, del disprezzo di ogni autorità dello Stato, e come agente di parte politica lasciarsi versare addosso tutta la bava vomitata dal furore di partito. Il vero, cristianamente pacifico rettore di anime dovrebbe cedere il suo beneficio ad un intrigante, e solo alle mestatrici capacità sarebbero riservate le dignità e gli uffici.

E col crescere della potenza verrebbe vibrata la scure a recidere di netto lo Stato moderno, come accenna il Sillabo: il sistema rappresentativo, il governo popolare cadrebbero novamente in basso, e coll'innalzarsi dell'assolutismo secolare verrebbe novamente ad imporsi al buon popolo tutta quell'oppressione che sotto l'assolutismo d'una volta, oggi felicemente distrutto, fu a un'ette dal condurre la nazione a ruina.

Se poi l'assolutismo, che si vorrebbe novamente introdurre nella Chiesa e nello Stato, venga a soccombere, rimarrà allora, libera dalla velenosa zavorra, l'idea cristiana della sovranità popolare, della vera e propria fratellanza di tutti i figliuoli di Dio, la quale innalzò un tempo il cristianesimo al grado di potenza mondiale; gli uomini allora torneranno ad essere uniti nella carità cristiana e a lasciare stabilirsi la pace sulla terra, e tutte le benedizioni de' tempi odierni riceveranno ogni consolidamento e compimento desiderabile.

Se non che, più sublime è lo scopo, tanto maggior fatica costa il raggiungerlo. Non potrebbe mai raccomandarsi abbastanza a ciascuno la solennità del momento! Sempre più incalzante si fa la lotta degli opposti principii. La nuova Confessione dell'oltramontanismo, non per anco definitivamente costituita, reputa l'attuale legittimo cattolicesimo consunto abbastanza per ingoiarselo in un boccone, e il proprio esercito forte abbastanza per procedere all'esecuzione del Sillabo, che è quanto dire per incominciare apertamente una guerra d'estermio contro i moderni principii di libertà e contro la sovranità popolare. Qui nel Baden si è, come sempre, messa già in movimento l'avanguardia; il

primo assalto è già avvenuto; la numerosa adunanza dell'oltramontanismo in Bruchsal sta dietro a noi; e, al pari del programma dell'Osservatore badese, la presidenza di quell'adunanza ha proclamato ai quattro venti che il combattimento ha per iscopo l'estirpazione del moderno Stato della sovranità popolare. L'illudersi non è più possibile!

Or, che richiede il tempo da noi? Se vogliamo serbarci fedeli ai grandi principii della cristiana libertà, dell'eguaglianza di tutti gli uomini dinanzi a Dio e alla legge, della vocazione di tutti indistintamente al compito dell'umanità, allora nostro precipuo dovere si è difendere palmo a palmo il terreno, che questi principii occupano nella vita e nelle leggi della Chiesa e dello Stato. Ci convien quindi soprattutto tenerci stretti al democratico terreno legale della costituzione della Chiesa cattolica, ed impedire che venga invaso dalla nuova Confessione dell'assolutismo oltramontano. Qui, a questo scopo, ognuno può atteggiarsi a combattente, dal più credente e fedele cattolico fino al democratico più avanzato; perocchè tutti in comune sono minacciati di annegamento nella palude dell'assolutismo oltramontano; il minuto residuo delle basi democratiche nell'edifizio costituzionale della Chiesa, come l'ideale dello Stato della democrazia, derivante dal diritto naturale dell'uomo. Tutti coloro che amano la propria Chiesa, tutti coloro che al progresso consacrano le loro forze, hanno tutti un immenso interesse a venire fin d'ora in chiaro chi nel mondo cattolico sia disposto a lasciarsi trascinare entro la nuova Confessione dell'oltramontanismo, e chi voglia invece tenersi stretto all'antica Chiesa cattolica quale ora legalmente sussiste.

Ciò vuol dire che le autorità dello Stato non potranno fare a meno, tostochè siasi costituita la nuova Confessione, cioè proclamata la nuova costituzione informata dall'assolutismo, non potranno, dico, fare a meno di riconoscere come soli membri dell'attuale Chiesa cattolica, e mantenere e proteggere in possesso dei diritti e delle sostanze di lei, noi, attuali membri della Chiesa medesima, che alla sua costituzione ci serbiamo fedeli: ciò vuol dire che un Concilio il quale sia di tal natura da rovesciare la costituzione, non potrà mai riuscire a niente; che un simulacro di Concilio, che è quanto dire un colpo di Stato, non ha il potere d'infrangere i nostri diritti costituzionali; e che ben volentieri si presteranno gli Stati a tutelare questi nostri diritti, ove noi soprattutto mostriamo che è nostra volontà saperli tutelati. Siano pur pochi i membri di ciascuna comunità, che o

espressamente o tacitamente si rifiutino ad entrare nella nuova Chiesa dell'assolutismo oltramontano; essi rappresenteranno pur sempre l'antica comunità della Chiesa. Dipende adunque dalla nostra ferma e tenace adesione al vigente, tuttochè violentato, diritto della Chiesa, che i mezzi colossali della Chiesa cattolica e in tutta la Germania rimangano in possesso dell'antica Chiesa cattolica e quindi sostanzialmente del principio della libertà, o sìvero che passino tutti quanti alla nuova Confessione dell'assolutismo oltramontano, e da essa vengano adoperati alla guerra d'estermio contro lo spirito popolare germanico, a satollare l'ingordigia della Corte romana e ad attraversare l'unità della nazione italiana, la quale, al pari di noi, ha da sudare per esser una e libera.

Per i tentativi di resistenza richiedesi peraltro un eroico sforzo da parte di tutti, perocchè l'assolutismo oltramontano non rifugge da mezzo alcuno, pur di raggiungere il suo scopo. Con una impudenza, che ormai più non conosce rossore, esso s'intitola « partito popolare cattolico », laddove invece sta in procinto di far getto dell'ultimo resto di costituzione ecclesiastica del popolo cattolico e del moderno Stato di libertà popolare, per sostituirvi il governo personale nella Chiesa e nello Stato; tutto questo per abbagliare il sentimento di libertà ridestatosi nel popolo cattolico e trascinarlo a distruggersi da se medesimo. Non è spirito di persuasione quello che gli dà forza, ma una sferza prepotente che sguinzaglia i suoi bracci per mandare in rovina chiunque ardisca non far causa comune con esso; il ceto sacerdotale viene costretto ad abbandonare la dignità del suo ministero in balia del furore di partito, unicamente per potere, come mestatore politico, secondare i fini de' suoi caporioni estranei alla Chiesa. La cristiana venerazione verso il trono e verso la legge è trasformata in odio, e dall'alto del luogo santo si evoca ed aizza ufficialmente contro la borghesia germanica tutta la forza infernale delle più selvagge tra le passioni comunistiche e radicali, per servirsene nel combattimento come di macchina infernale. Ma tutti questi malaugurati elementi andranno tosto dispersi alla vista della nostra spada, sol che ci risolviamo a brandirla. La nostr'arma è: verità, libertà e diritto. Noi combattiamo sul terreno legale della Chiesa pel mantenimento dell'antica costituzione della Chiesa. A noi s'unirà eziandio la massa, ora illusa, dal popolo cattolico delle campagne, tostochè venga a conoscere che la fedeltà alla Chiesa sta dalla nostra parte, e che a lui si va falsamente spacciando per religione cattolica la disposizione

a fare un colpo di Stato nella Chiesa. Il fiore, infatti, della popolazione delle campagne ha un cuore sanamente religioso; esso ha sentimenti e tendenze cristianamente pure, e s'è accorto da un pezzo che tutto l'odio e tutta la mania di combattere contro le autorità costituite e contro i diversamente pensanti non è più il cristianesimo, quale veniva loro infuso nel cuore da degni ecclesiastici: lo stanco popolo delle campagne più non si animerà nè s'inflammerà per quella caccia precipitosa che, promettendo incessantemente da due secoli vittoria ed aiuto divino, ad ogni scontro delle armi della legge e della verità si risolveva in una vera disfatta. E il ceto degli ecclesiastici? Nella sua più matura maggioranza esso trascina nell'afflizione e nel rammarico l'esistenza impostagli da' Gesuiti e da' loro strumenti; aspira tuttora alla pratica della vera religione e maledice all'abuso che vien fatto di sè per intrighi politici; i più nobili sacerdoti, quanto più ubbidienti seguono le tracce de' loro superiori, tanto meno nascondono il loro malumore del vedersi nelle adunanze dei Capitoli ecc. soverchiati e costretti a tacere per opera d'inesperte teste calde. Perfino la maggioranza del nostro Capitolo metropolitano si fa coraggio ad opporsi tacitamente all'ingiustificabile predominio del gesuitismo. Noi dunque conosciamo il lato mortalmente vulnerabile di questo oltramontanismo: basta che un certo numero d'uomini imperterriti, tuonando e fulminando dai pergami, facciano tanto da penetrare fino alla parte vulnerabile del colosso oltramontano, perchè tutta la prepotenza di costui rimanga spezzata dalla spada della verità. Noi non lo ignoriamo: in tutto il popolo cattolico del Baden regna il fermo morale proponimento di por termine alle mene corruttrici, attentatorie alla costituzione della Chiesa, e ai guasti che ne derivano; e non è da dubitare che avremo con noi l'elemento liberale di tutti gli altri paesi cattolici. La questione, però, è e rimane appunto questa: per qual verso sia da prendere la cosa.

Ecco pertanto ciò che noi proponiamo:

Noi vediamo l'oltramontanismo scoprire senz'alcun riguardo tutto ciò che nella costituzione degli Stati vi è di difettoso o d'abusivo, e talora perfino inventarlo; di questo noi ci ralleghiamo, perocchè lo Stato moderno, al pari dell'antica Chiesa, attinge appunto da questa costante purga sanguigna la sua sanità e la sua forza. Seguiamo adunque l'esempio! Esaminiamo senza riguardo, ma con giustizia, se l'amministrazione del governo della Chiesa risponda alle prescrizioni della Chiesa medesima, nè ci lasciamo, per un sentimento di falso rispetto, trat-

tenere dall'estirpare senza misericordia la corruzione dovunque ella si mostra, e dal chiamar poi pubblicamente l'oltramontanismo a render conto, chi e che sia corrotto, se l'amministrazione dello Stato o quella della Chiesa.

Se nulla troviamo da biasimare, tanto più ci riputeremo fortunati.

La questione fondamentale che noi porremo in campo, sarà questa:

« Perchè mai il governo della Chiesa cattolica del Baden non adempie la prescrizione obbligatoria del Concilio di Trento, il quale a questo riguardo impone:

» Dovranno parimente ogni anno celebrarsi Sinodi diocesani, ed invitarsi a questi anco tutti gli esenti. Per quel che concerne le parrocchie o altre chiese secolari, dovranno assistere al Sinodo coloro che nè hanno la cura.

» Qualora i Vescovi ecc. trascurino di far ciò, s'intendono colpiti dalla censura dei sacri canoni. »

Perchè si lascia egli inadempito questo sacro diritto popolare dei cattolici del Baden, mentre l'adempirlo coopererebbe in certo modo alla purificazione e formazione dello spirito ecclesiastico?

Qui noi ci troviamo immediatamente dinanzi alla sede principalissima di tutto il male. Ben volentieri e con immacolato zelo adempirebbero i Vescovi tedeschi questo dovere essenzialissimo del loro ministero, ma il partito assolutista del colpo di stato in Roma non lo permette: gl'italiani non hanno sentimento da comprendere i bisogni della nazione germanica. Così vanno le cose nella nostra Chiesa! Il dado quindi è gettato: Chi s'ajuta, Iddio lo aiuta! Noi vogliamo una volta veder chiaro, vogliamo veder fiorire e fruttificare i diritti popolari della nostra Chiesa; troppo tempo ormai abbiám sopportato, sommessamente mormorando, uno stato di cose illegale. Vogliamo schierarci in massa sul terreno legale della costituzione della Chiesa, ed esigere dalle autorità ecclesiastiche il leale adempimento de' loro obblighi, perocchè le preghiere sono insufficienti allo scopo.

Risuoni adunque per tutta quanta la Germania l'unanime grido: Convocazione dei Sinodi diocesani; convocazione palese, legale, affinchè noi possiamo chieder loro senza ritegno e consiglio ed aiuto intorno all'ammasso di lamenti, di doglianze e di bisogni che pesa sul cuore del popolo cattolico, sia laico, sia ecclesiastico, e affinchè, in unione coll'autorità ecclesiastica, possiamo dare addosso al sistema del colpo di stato, attentatorio allà co-

stituzione, della camarilla gesuitica. Scarsa, è vero, è la rappresentanza popolare nel Sinodo, cui abbiain diritto di pretendere; il perchè noi, che non possiamo far valere altri diritti se non quelli conformi alla costituzione, dovremo necessariamente contentarci anco del poco. Ma poichè il partito oltramontano, dominante la pratica della Chiesa, dichiara come « falsificazione della opinione pubblica » anche quella ristretta rappresentanza del popolo cattolico e chiede sia il popolo rappresentato giusta il suffragio universale, abbiamo ogni ragione di aspettarci che, attesa l'energica agitazione per il suffragio universale di tutta la popolazione cattolica nei Sinodi delle arcidiocesi, anche gli onesti del partito oltramontano, i quali soltanto per ignoranza seguono quella bandiera, vogliano unirsi a noi per aiutarci ad ottenere la rappresentanza nel Sinodo di tutta quanta la popolazione cattolica. E coll'aiuto dell'illimitata libertà di stampa e di parola, che l'oltramontanismo non ci può impedire perchè egli stesso la invoca; il Sinodo richiamerà tosto a nuova e florida vita la Chiesa, almeno per il Baden.

Che se poi al legittimo nostro diritto si opponga il « *non possumus* » della potenza, « devoluta essa stessa ai sacri canoni, » rovesciante l'ordine delle cose, ebbene! allora sappiamo indubitabilmente a che partito appigliarci. Allora sarà da prendere tanto più energicamente di mira la prossima nostra separazione dall'oltramontanismo. E dove la Provvidenza disponesse che i Vescovi stessi e perfino il Papa (spinti da sempre crescenti strettezze pecuniarie nelle braccia adescatrici dell'Ordine gesuitico, possessore d'un miliardo) si lasciassero trascinare nella nuova Confessione e consentissero a farsene il sostegno, le sedi loro sarebbero dichiarate vacanti, nè a quei cattolici che rimanessero nell'antica Chiesa mancherebbero al certo preti meritevoli di sì cospicue dignità. La Chiesa adunque non perirà; ma sembra che la longanimità di Dio sia giunta ormai a tal punto da purgare la Chiesa cattolica di Germania dalla peste dell'assolutismo oltramontano, e ricacciare quest'ultimo donde è venuto.

Noi perciò ripetiamo: grandi cose stan preparandosi; teniamoci pronti ad agire con nobile annegazione! Se Cristo diè la sua vita per l'estirpazione dell'oltramontanismo, tanto più noi dobbiamo avere coraggio bastante da difendere il terreno del nostro diritto ecclesiastico e con esso i beni più sacrosanti dell'umana dignità.

Il modo di procedere, che noi proponiamo, è il seguente:

Chiunque si accordi nel nostro modo di vedere, mandi tosto

il suo nome alla Direzione della Gazzetta provinciale di Baden, accompagnandolo possibilmente con proposte pratiche e con informazioni locali. Uomini competenti si riuniranno insieme per scambiare i loro pensieri ed intimare una grande adunanza cattolica in qualche luogo del Baden, dove saranno da concertarsi ed avviarsi gli ulteriori procedimenti. In prima però conviene che coloro, i quali professano i nostri principii, si riuniscano, diffondano in massa in tutto il popolo cattolico il presente Manifesto, e chiedano energicamente sì collo scritto, sì colla parola, quanto in esso si contiene. Nessuno vi sia che frapponga indugio, riposando sull'opera altrui: soltanto in massa noi possiam muoverci e a guisa di valanga trascinare con noi le popolazioni cattoliche della Germania, cominciando dal Württemberg. Pochi individui alla spicciolata rimarrebbero, a ludibrio del mondo, letteralmente schiacciati dalla forza, senza che la causa ne risentisse vantaggio di sorta.

All'opera, adunque, all'opera con virile ponderazione, e senza lasciarsi sviare dal grugnire della stampa e dall'afflarsi degli artigli degli avversarii!

Molti Cattolici.

Doc. CLVII. — Pag. [356].

Reverendissimo Monsignore!

Noi sottoscritti, fedeli della diocesi di Treviri, ci accostiamo a Vostra Eccellenza reverendissima come a nostro Vescovo e Pastore spirituale, e, seguendo gl'impulsi della nostra coscienza, emettiamo dinanzi a Lei e a tutta quanta la Chiesa la seguente rispettosa, aperta e franca dichiarazione intorno a un argomento rilevantissimo, serio, che concerne immediatamente la nostra santa Chiesa e quindi i più preziosi interessi di nostra vita.

Reverendissimo Monsignore!

Nella sua Pastorale per la quaresima di quest'anno, con la quale veniva segnalata ai fedeli l'importanza dell'imminente Concilio generale, Ella rammentava come in un generale Concilio soli i Vescovi, è vero, quali Successori degli Apostoli, hanno diritto a voto deliberativo; come però deve nel medesimo darsi ascolto e usarsi

riguardo non solo alla loro esperienza e ai loro lumi, ma all'esperienza e ai lumi eziandio di tutti i membri della Chiesa; e come quindi non pure i preti, ma i laici eziandio, potrebbero esser chiamati a esercitare influenza, anco in questioni importanti, sulle decisioni conciliari. Conformemente a ciò, noi vediamo anche oggidì un certo numero di fedeli, i cui organi riconosciuti non sono Vescovi, ma membri di Ordini religiosi e laici, studiosamente intenti ad additare, quasi diremmo, una direzione determinata all'azione del futuro Concilio; e sentiamo come essi, scambiando i loro desiderii e le opinioni loro favorite con la fede e i bisogni della Chiesa, qualificano di cattolici « liberali, » in opposizione a cattolici « veri e propri, » tutti coloro che non sono in grado di riconoscere come dommi le loro dottrine e di reputar salutari i loro sforzi. Questi fedeli hanno nel centro stesso della Chiesa, in Roma, un organo della stampa, intitolato la *Civiltà cattolica*, nel quale poco tempo indietro pubblicarono, in forma di una corrispondenza dalla Francia, le seguenti proposizioni, riprodotte altresì in un periodico di Religiosi tedeschi, e non punto attenuate da posteriori dichiarazioni:

« I cattolici liberali temono che il futuro Concilio non abbia, per avventura, a proclamare la dottrina del Sillabo e l'infallibilità dommatica del Papa; sperano però da un'altra parte, che il Concilio possa, per avventura, modificare alcune tra le proposizioni del Sillabo, o almeno spiegarle in un senso a loro favorevole. Nutrono parimente fiducia che il Concilio non discuterà, o almeno non definirà l'infallibilità del Papa. . . .

» I veri e propri cattolici però, che è quanto dire la gran maggioranza dei fedeli, nutrono ben altre speranze.

» Generalmente domina la persuasione che il futuro Concilio sarà breve, a un dipresso come quello di Calcedonia, perocchè si sente la difficoltà di tenerlo, nelle circostanze presenti, lungamente adunato, e perchè soprattutto si aspetta che i Vescovi pronunzinsi unanimi nelle questioni principali, cosicchè la minoranza non possa a lungo spiegare opposizione, per quanto eloquente ella sia. . . .

» I cattolici, come già abbiamo detto, desiderano che il Concilio ecumenico proclami le dottrine del Sillabo. . . .

» I cattolici accoglieranno con giubbilo la proclamazione dell'infallibilità dommatica del Papa. . . . Naturalmente il Papa, in una questione come questa, che sembra riguardarlo direttamente, non prenderà egli stesso l'iniziativa, ma si terrà in silenzio e in riserbo. Si spera peraltro che l'unanime manifestazione dello Spi-

rito Santo per bocca dei Padri del Concilio ecumenico definirà *per acclamationem* il domma dell' infallibilità del Papa.

» Finalmente havvi tuttora in Francia una moltitudine di cattolici, i quali desiderano che il futuro Concilio possa porre il colmo ai tanti omaggi prestati dalla Chiesa all' immacolata Vergine Maria, col qualificare come domma la gloriosa assunzione di Lei nel cielo! »

Reverendissimo Monsignore!

Se queste dichiarazioni venissero da un giornale cattolico qualunque, da un giornale isolato, da un giornale cui l' autorità ecclesiastica non incoraggiasse con dimostrazioni di favore, ben difficilmente noi ci saremmo indotti ad uscire dal nostro riserbo. Poichè peraltro ella è cosa abbastanza nota che quei fedeli si compiacciono del favore delle autorità ecclesiastiche e della stessa Santa Sede, e poichè v' ha ogni apparenza che un grande Ordine religioso tenda ai medesimi fini con tutto il peso della sua compatta organizzazione; nulla di più facile che un procedimento così deliberato ed energico, un procedimento pretendente siccome questo al consenso universale, quando non incontrasse da nessuna parte un' aperta opposizione, fosse per generare errori considerevoli, e nelle attuali circostanze doppiamente deplorabili, intorno ai sentimenti de' cattolici. Dinanzi pertanto a un tale stato di cose, noi non possiamo nè dobbiamo tenerci in silenzio, noi che aspiriamo ad essere figli della Chiesa, non meno di quelli, fedeli, credenti e desiderosi senza riserbo del bene della nostra Madre comune; dobbiamo invece alzare la voce, e apertamente dichiarare al cospetto di Lei, nostro Vescovo, ciò che segue:

Noi non partecipiamo a quelle opinioni, a quelle speranze, a quei desiderii dei così detti veri e propri cattolici, ma protestiamo invece nel modo più risoluto contro i medesimi; noi ci siamo formati, per rapporto al significato attribuito dal Santo Padre nella sua bolla di convocazione all' imminente Concilio, concetti di ben altra natura, che chiediamo ci sia permesso di esporre in succinto all' Eccellenza Vostra reverendissima.

Se si considerano le circostanze in mezzo alle quali sta per adunarsi il Concilio generale, noi non vediamo presentarsi in nessun luogo una scissura ereticale, concernente articoli di fede, quali furono quelle che diedero occasione ai passati Concili di formulare dottrine ecclesiastiche. L' incredulità che da ogni parte ne circonda, si appoggia a opinioni filosofiche, la cui falsità è

stata da gran pezzo messa in chiaro mediante le grandi verità cristiane; e non sarebbe, per certo, un facilitare l'unione co' nostri fratelli separati l'aggiungere un nuovo articolo di fede a quelli che già ci dividono.

Reverendissimo Monsignore!

L'età nostra ha, se non nel rapporto testè menzionato, in altri al certo, bisogni reali e da noi pure vivamente sentiti, per soddisfare ai quali la Chiesa, che è destinata ad essere tutta a tutti, può attingere i mezzi necessari alla fonte inesauribile della sua virtù divina. Affrancare la Chiesa dal potere civile; stabilire un indipendente ed armonico movimento dei due ordini, ne' quali è volere di Dio che si svolga la vita dell'umanità; regolare organicamente la parte che hanno i fedeli nel formare le relazioni della vita ecclesiastica; ricondurre in seno della Chiesa i fratelli separati; scongiurare la calamità sociale; cercare come debbano diportarsi il clero e i singoli cristiani rispetto alla comune coltura e scienza: a tutti questi fini, che abbracciano nel suo più ampio significato la vita ecclesiastica, tende con ogni sforzo l'età presente, e a conseguirli sembra aspettare con impazienza appoggio ed aiuto dall'imminente Concilio, guidato dallo Spirito Santo e illuminato dalle intelligenze di tutta quanta la Chiesa.

Noi non ci dissimuliamo che a un Concilio generale non sarebbe possibile occuparsi minutamente di tutti questi bisogni, aventi la loro radice nella multiforme e rigogliosa vita della Chiesa. L'organismo stesso della Chiesa dovrà, nelle singole sue parti, produrre le forme in cui possano le parti inferme trovare riparo, le parti sane svilupparsi con salutare efficacia. Quindi è che noi saluteremmo soprattutto con gioia, siccome una guarentigia di tale efficacia, il fatto che per opera dell'imminente Concilio fosse richiamato in vita il grande organismo ecclesiastico mediante il generale ristabilimento dei Sinodi nazionali, provinciali e diocesani, stati regolarmente adunati per un lungo corso di secoli. Tali Sinodi, allorchè le loro deliberazioni erano il risultato di discussioni veramente libere e fondamentali, e prendevano di mira l'esigenze della vita reale, riuscirono in ogni tempo una fonte di salute per la Chiesa; e come la loro cessazione fu dappertutto segno d'irrigidimento e di languore, così dal loro ristabilimento, non pure nella forma esteriore, ma eziandio nello spirito e nella sostanza, è dato sperare la soddisfazione di quei desiderii che, in riguardo alle condizioni religiose della nostra

patria, gravemente minacciate ai tempi che corrono, noi osiamo con fiducia raccomandare alle cure pastorali dell'Eccellenza Vostra reverendissima.

Incominciando dal rivolgere la nostra attenzione ai rapporti generali della Chiesa con lo Stato e generalmente con la moderna società, sembra a noi essere imperiosamente richiesto dall'interesse della libertà e indipendenza della Chiesa, che l'imminente Concilio non lasci alcun dubbio quanto all'avere la Chiesa assolutamente abbandonato il desiderio di ripristinare le forme teocratiche di Stato del medio evo. Imperocchè quello che soprattutto aliena oggidì gli animi dalla Chiesa, si è il timore di veder tornare quei tempi, in cui l'autorità dello Stato interveniva con mezzi violenti in favore dei dommi e delle leggi di una professione religiosa ricondotta a una rivelazione soprannaturale; donde accadeva che le coscienze erano vincolate e che non lieve danno ne risentiva la dignità della stessa religione, la quale non può sussistere senza che i fedeli siano nelle loro credenze pienamente liberi dalla pressione dello Stato. Noi non disconosciamo che anco la vita pubblica ha un fondamento religioso, in quanto l'ordinamento dello Stato e la potestà civile riposano sul riconoscimento di un Dio personale vivente, e della legge morale da lui scolpita nel cuore dell'uomo; ma siamo anche pienamente persuasi che la sfera dello Stato, il quale al pari della Chiesa si muove con piena indipendenza sul campo suo proprio, rimane compresa entro quelle intellettuali cognizioni e leggi morali, che sono compatibili con le forze *naturali* dell'uomo. Lo Stato più cristiano sarà, a nostro avviso, quello appunto, il quale rispetti con più di coscienza questi suoi confini, e assicurando alla religione naturale, alla Chiesa e alle Confessioni che riconoscono il suo proprio fondamento religioso-morale, la piena libertà di muoversi sul loro campo e la tutela de' loro diritti, usi dal canto suo uno spontaneo riguardo, in quanto ciò possa farsi senza offendere l'eguaglianza civile, alle costumanze religiose del popolo, e faccia volentieri suo pro della intelligenza superiore dei cittadini educati nel cristianesimo, per porre sempre più in sodo la legge naturale e ridurla ne' propri ordinamenti alla più pura espressione. Con questo mezzo verrà a ottenersi una più perfetta armonia, una più feconda attività, una più ideale conformazione di Stato e Chiesa, di quella che mai vedesse la storia; e se pure nella vita dei privati sorgeranno conflitti fra i due ordini, questi conflitti saran tali da ravvisarsi come conseguenza più o meno necessaria, per una parte della separazione fra Chiesa e Sta-

to, fin da principio chiaramente pronunziata dal cristianesimo, e per l'altra parte della debolezza e fallibilità di tutto ciò che è umano.

Reverendissimo Monsignore!

Argomento di più vivo dolore e di maggiore angustia, che non il turbamento dell'armonia fra Chiesa e Stato, sarebbe per noi l'eventuale rilassamento del vincolo che deve unire clero e laici, rettori d'anime e comunità, o il sopraggiungere di un profondo disaccordo fra i due ordini. Noi quindi vedremmo con grave rammarico ogni tentativo che si facesse per distruggere la base comune di educazione, che in Germania unì fino ad oggi, almeno in generale, fra loro il clero e le classi civili iniziate agli studi accademici. Se è già contrario agl'interessi della Chiesa, come primaria potenza civilizzatrice, il non esser rappresentata nei grandi Istituti d'istruzione, pe' quali la nostra nazione è invidiata da tutti i vicini, basta gettare uno sguardo sulle relazioni in cui il clero di parecchi paesi latini sta co' laici colti, per indietreggiare spaventati dinanzi alle conseguenze di una parziale educazione e istruzione dei futuri rettori d'anime. Se pertanto si restringesse l'istruzione *teologica* dei giovani ecclesiastici; se, come è detto nei pubblici fogli, si volessero escludere gli studenti di teologia da quelle discipline che fan capo alle fonti immediate della fede e dello svolgimento religioso; noi ravviseremmo addirittura in ciò un danno malaugurato per la scienza e per la vita ecclesiastica. Manifestiamo quindi il desiderio che l'imminente Concilio generale, dato il caso che venisse a discutersi l'istruzione del clero, prenda in accurata considerazione le circostanze speciali della nostra patria, ovvero lasci ai Sinodi nazionali il prendere una final decisione intorno a sì fatta materia.

Reverendissimo Monsignore!

I pericoli che minacciano a' dì nostri la Chiesa per opera dell'incredulità che da ogni parte ci assale, e il bisogno stringente che si fa sentire di un'operosità cristianamente caritatevole, atta a por riparo alle presenti calamità sociali, fanno ora più che mai comparir necessario che tutti i fedeli, tenendosi strettamente uniti ai loro rettori d'anime, prendano parte alla vita ecclesiastica, e spieghino, con unanime operazione ecclesiastica, tutta la pienezza dell'azione cristiana. Allorquando in identiche condizioni la Chiesa

primitiva vinse un tempo il mondo pagano, l'unanimità era così perfetta, l'unione della comunità così intima e indissolubile, che nell'elezione del Vescovo si dava ascolto alla voce del popolo. L'opportunità di ripristinare anco questa istituzione è, al certo, riserbata soltanto a un avvenire più o meno prossimo, e sarà il risultato di un amichevole accordo fra Chiesa e Stato: quello però che fino da questo momento sembra a noi sommamente desiderabile, si è una più generale e regolare partecipazione de' laici alla vita cristianamente sociale della comunità parrocchiale. Imperocchè non esiste al presente alcuna attiva e regolare comunicazione cristianamente sociale fra tutta la comunità, come tale, e il suo rettore d'anime, cioè il parroco. Quasi soltanto in chiesa o in occasione delle cerimonie del culto trovasi il parroco dinanzi all'intera comunità; le opere pie cristiane sono lasciate in balia di ordini religiosi, dei particolari, di liberi sodalizi, dal far parte dei quali moltissimi si astengono per indifferentismo, molti altri per non giustificata paura. Dappertutto la comunità non ha quasi nessun organo, perocchè al dì d'oggi l'ufficio di operaio ecclesiastico è circoscritto a un piccolissimo territorio ed è appena l'ombra di una rappresentanza reale. Eppure non solo l'amministrazione delle sostanze della Chiesa, ma anche la cura dei poveri, malati e miserabili d'ogni specie, e della cristiana educazione della gioventù; il giudicare della opportunità d'introdurre Ordini religiosi da soccorrersi per opera dei fedeli o della pubblica attività dentro la parrocchia; la partecipazione alle missioni e agli interessi generali della Chiesa; tutto ciò dovrebbe, secondo il tipo ideale, essere incombenza dell'intera comunità, regolarmente e opportunamente congiunta col suo rettore d'anime anche in riguardo a tali occorrenze. Con questo peraltro noi non intendiamo por limiti alla volontaria pietà dei privati, alla meritoria annegazione degli Ordini religiosi, e all'ufficio pastorale del rettore d'anime, dacchè organi religiosi dell'accennata specie non dovrebbero, secondo la loro natura, adottare decisioni coattive; ma sembra a noi potersi con fondamento sperare che con l'aiuto di sì fatti organi, i quali renderebbero possibile non solo un più generale concorso de' laici, ma anche un'adequata coalizione e regolare direzione di tutte le forze adoperate, potesse con miglior successo avviarsi dalla Chiesa alle presenti calamità sociali, ottenersi con maggior sicurezza l'influenza del clero sul popolo e la compenetrazione della vita con principii cristiani, eliminarsi con maggior sollecitudine l'indifferentismo religioso, porsi più facilmente un freno agl'indirizzi parziali, e segnatamente colmarsi l'abisso, che va

ogni dì più allargandosi, fra i così detti buoni e gli ordinari cattolici.

Reverendissimo Monsignore!

L'ardente desiderio che anima il Santo Padre, tutto quanto il venerabile Episcopato, ogni fedele cattolico e soprattutto noi cattolici tedeschi; il desiderio di vedere una volta la riconciliazione delle Confessioni protestanti da noi separate, allora soltanto può presentare qualche probabilità di rimanere appagato, quando da noi si faccia alcun che di decisivo per allontanare da' nostri fratelli il timore e la diffidenza, sormontarne i pregiudizi, destarne la fiducia. Quanti pertanto dei lor pregiudizi si dissiperebbero tutto ad un tratto, se essi vedessero rivivere operosi fra noi i grandi organi della Chiesa, fiorire di nuovo nelle nostre comunità una vita veramente ordinata all'adempimento della missione sociale del cristianesimo, e quindi si persuadessero dell'impossibilità di accogliere più a lungo il timore che un'ambiziosa gerarchia ecclesiastica faccia suo pro della bonarietà dei fedeli, e volga o deprima gli animi in false direzioni! Ciò che probabilmente avrebbe impedito il nascere dello scisma, varrà mirabilmente a toglierlo di mezzo; ora, fu appunto la diffidenza nella gerarchia, a cui si dette la colpa dello scadimento della vita religiosa — diffidenza esplicabile in quei tempi, quantunque pusillanime — fu appunto la diffidenza nella gerarchia quella che in sostanza partorì le dottrine, le quali dovevano rendere inutile la gerarchia medesima. Si voleva ristabilire la Chiesa cristiana primitiva, la vita delle antiche comunità cristiane; la cosa non riuscì, perchè erasi rigettato l'elemento sacerdotale, su cui soltanto può fondarsi una comunità ecclesiastica: ma noi, che ci siamo serbati le salde colonne, possiamo agevolmente sulle non scosse fondamenta mettere insieme, con le pietre semplicemente sconnesse, un magnifico tempio, per le cui porte spalancate entrino giubbilanti, per disposizione della divina Provvidenza, i reduci nostri fratelli.

Un'ultima non meno importante questione, che noi vorremmo sottoposta alla considerazione di Vostra Eccellenza reverendissima e di tutto l'Episcopato riunito in Concilio generale, riguarda l'istituzione dell'*Index librorum prohibitorum*.

Noi sappiamo essere per le autorità ecclesiastiche un sacrosanto dovere il vigilare sulla purezza della dottrina, il segnalare ed emendare gli errori, il ricondurre gli erranti sul retto cammino. Ma il metodo osservato negli ultimi secoli nell'esercizio

di un tale ufficio, l'inserzione di scritti contenenti proposizioni erronee, pericolose, immorali in un catalogo appositamente pubblicato, e il divieto di leggere simili scritti senza uno speciale permesso dei superiori ecclesiastici; questo metodo sembra a noi non corrispondente al vero suo fine, non dicevole perfettamente allo spirito e alla dignità della Chiesa, non salutare per lo svolgimento delle scienze. Non corrisponde al suo fine, perchè è impossibile che tutti gli scritti contenenti proposizioni erronee e pericolose siano messi a catalogo, e dipende spesso dal caso, talvolta anco da delazioni, il determinare quali libri siano da introdursi, quali no; perchè non sono già le dottrine erronee e pericolose che vengono segnalate, ma soltanto i libri di cui è vietata la lettura, e i loro autori; perchè il divieto di leggere simili libri non può essere, in moltissimi casi, e, come Vostra Eccellenza reverendissima al certo non ignora, non è difatti osservato dalla maggioranza dei cattolici colti. Non è perfettamente dicevole alla dignità e allo spirito della Chiesa, perchè accade sovente che scrittori sinceramente cattolici, i quali hanno errato nella massima buona fede o anche avventurata una qualche proposizione unicamente spiacevole, veggano il proprio nome notato come pericoloso accanto a quelli degli autori di scritti veramente infami, e così la loro reputazione ne riporti una macchia indelebile, mentre coi precedenti loro scritti eransi resi benemeriti della Chiesa e della scienza. Non è finalmente salutare per il progresso delle scienze, perchè il timore di tirarsi addosso, per causa di un fallo od errore involontario, o fors'anco in conseguenza dello zelo indiscreto d'un avversario, una pena cotanto infamante, pesa non altrimenti che piombo sulle investigazioni de' dotti cattolici. Noi quindi nutriamo il desiderio che piaccia all'imminente Concilio generale abolire l'*Index librorum prohibitorum*. All'autorità ecclesiastica compete certamente il diritto di metterci in guardia, per l'organo dei nostri rettori d'anime, contro le dottrine erronee e i libri immorali, tutte le volte che lo reputa necessario; ma la persona che è caduta involontariamente in errore ha, dal canto suo, il diritto di aspettarsi dalla carità cristiana de' Superiori ecclesiastici che il suo nome e la sua fama vengano risparmiati, ogni qualvolta essa con l'umiltà d'un credente si mostri disposta a riprovare il suo errore, e che la salute delle anime dei fedeli non sia costituita in pericolo così estremo da rendere indispensabile di metterli in guardia contro l'errante.

Sono queste, reverendissimo Monsignore, le convinzioni e questi i desiderii, che la nostra coscienza ci ha spinti a manifestarle.

Sono essi, a quanto ci sembra, meritevoli di essere ascoltati, al paro di tutti gli altri suggeriti da fedele attaccamento alla nostra santa Chiesa e da sincero interesse pel bene di essa, e come quelli che sono il frutto di lunghe e mature considerazioni. Null'altro ci ha indotti a mettere innanzi pubblicamente il nostro nome, se non il sentimento del dovere, vivamente eccitato dalla notizia, prima di tutto, della generale avversione con che furono accolte nei circoli cattolici le suaccennate pubblicazioni della *Civiltà*, e poi dei deplorabili scrupoli con che taluni, che non dovrebbero farlo, cercano incutere altrui il terrore per una franca contradizione. Anche la funesta divisione della Chiesa del secolo decimosesto fu immediatamente preceduta da un Concilio generale, senza che questo esercitasse una favorevole influenza sull'andamento delle cose. Oggi pertanto, se i popoli cristiani debbono, per mezzo del Concilio, esser realmente riguadagnati alla Chiesa, fa d'uopo che, dinanzi a parziali e interessate asserzioni, la Chiesa insegnante e governante acquisti, in forza di precise e categoriche dichiarazioni, una cognizione porfetta dello stato degli animi, per esser così posta in grado di sopperire ai veri bisogni dell'età nostra; al che noi pure sentiamo il dovere di cooperare con tutte le nostre forze, noi che siamo fermamente risoluti a vivere e morire, con l'aiuto di Dio, quai figli fedeli della Chiesa, in unione con lei e col suo centro, ch'è la Sede di Roma, e in obbedienza filiale verso l'Eccellenza Vostra reverendissima.

Doc. CLVIII. — Pag. [368].

Accuso a Vostra Signoria illustrissima ricevimento dell'Indirizzo che Ella, in unione con altri trentaquattro sottoscrittori, mi spedì ieri in riguardo all'imminente Concilio ecumenico. Dal medesimo ho preso cognizione delle vedute e dei desiderii che Ella, coerentemente al tenore dell'Indirizzo già pubblicato e diretto da cattolici di Coblenza al reverendissimo loro Vescovo, ha creduto dover manifestare in proposito delle deliberazioni da adottarsi nell'imminente Concilio. Quantunque io non possa in tutto e per tutto dichiararmi d'accordo con le opinioni e i desiderii espressi nell'Indirizzo suddetto, non trascurerò ciò nondimeno di fare l'uso conveniente del contenuto della sua comunicazione; e frattanto, fondandomi sulle proteste, ripetutamente espresse nel-

l'Indirizzo, dei sentimenti di fedeltà e filiale obbedienza dei sottoscrittori verso la santa Chiesa, mi è grato poter essere fermamente persuaso che le decisioni dell'imminente Concilio, siano esse o no conformi alle opinioni e ai desiderii da Lei manifestati, verranno da Lei con fedele ed umile sottomissione accolte e venerate quali decisioni dello Spirito Santo. In questa persuasione, La saluto amichevolmente e, compartendole la pastorale benedizione, mi segno

Colonia, 6 luglio 1869.

Al sig. Dott. Bauerband,
Consigliere intimo di giustizia, e Professore a
Bonn.

Suo affeznno
✠ Paolo, arcivescovo.

Doc. CLXI. — Pag. [374].

Ai reverendissimi Vescovi della Germania.

Gli anni del pontificato di Sua Santità il Papa Pio IX, illustrati nella storia della Chiesa da grandi e dolorosi avvenimenti, sono dalla Provvidenza posti sul limitare di un periodo di transizione nella storia del mondo. In tempi sì fatti la Chiesa ha sempre assunta l'attitudine che le spettava, ed è perciò che dopo più di tre secoli è stato nuovamente convocato un Concilio universale, il quale dovrà, pei tempi che vanno svolgendosi, segnare anche la via da seguirsi, secondo il volere di Dio, dai figli della cattolica Chiesa.

L'Episcopato riunito in Concilio ecumenico insieme col Santo Padre parlerà a noi per bocca dello Spirito Santo, e noi siamo pronti a venerarne le decisioni e seguirne i precetti.

In quella guisa però che mai non fu convocato un Concilio per istabilire alcun che di nuovo, ma solo per certificare ciò che la santa madre Chiesa ha in ogni tempo e in ogni luogo creduto, così anche adesso. Depositaria di questa non mai interrotta tradizione è la universalità dei fedeli; quindi è che neppure ai laici è stato mai impedito lo attestare, giusta la misura del loro zelo per la causa di Dio, ciò che si svolge nel seno della comunità ecclesiastica.

Egli è perciò che a noi preme sopra ogni altra cosa di pro-

testare, esser necessario che al sacrosanto Concilio venga assicurata piena libertà di deliberazione e d'azione, senza che alcun impaccio gli sia frapposto dalle potenze temporali. Se da un lato quella intima unione fra il Sacerdozio e lo Stato, la quale aveva procurato alla Chiesa una certa spirituale direzione del civile consorzio, è venuta a cessare in quegli Stati medesimi, ne' quali la diversità delle Confessioni religiose de' cittadini non rese evidente con irrefragabile esattezza lo scioglimento di quell'unione; dall'altro lato l'autorità dei temporali governi è anco discesa fino a mescolarsi deliberatamente negli affari della Chiesa da trattarsi dal Concilio. Ove il Concilio sia per pronunziarsi anche intorno alle relazioni dello Stato con la Chiesa, non è permesso allo Stato, il quale non riconosce alcun dovere d'obbedienza verso la Chiesa, imporre alle coscienze come dovere il disubbidire, nè frapporre ostacoli alle libere decisioni della Chiesa medesima; ei può, del resto, usare della facoltà di adottare le disposizioni che creda del suo interesse relativamente all'esecuzione delle deliberazioni conciliari, in quanto esse stendano la loro azione sul dominio dello Stato stesso e si traducano in fatti esteriori.

Il Santo Padre, alcuni anni or sono, rammentava a questo mondo di dissensioni e di scissure, come lo stato normale della società cristiana voluto da Dio sia questo: che Chiesa e Stato procedano in santa concordia pel bene sì temporale sì eterno della umanità. Questo insegnamento noi non perdiamo giammai di vista; ma nelle circostanze difficilissime nelle quali cerchiamo di raggiungere lo scopo supremo, neppure fra gli uomini di buona volontà è ormai più possibile unanimità d'opinioni circa i mezzi esteriori di salute.

Noi non possiamo inoltre non tener conto di ogni veduta politica, che onori la Confessione ecclesiastica e non metta impacci all'azione della Chiesa; non possiamo più specialmente non tener conto di quella veduta la quale, per assicurare la libertà della Chiesa medesima, riguardi come una necessità la separazione esteriore del dominio ecclesiastico dal civile. Il diritto che in tale rapporto compete alla Chiesa nei fedeli, si restringe a questo: che venga soddisfatto alle esigenze della fede e della carità cristiana sì nella vita civile, come nell'azione politica.

Ripugna altamente a' sentimenti nostri cattolici il voler riunite le singole nazioni in tante separate comunità ecclesiastiche. Una è la Chiesa cattolica; quella governata dal Papa, al quale ogni angolo della terra è ugualmente vicino e con uguali diritti e doveri soggetto. Ad onta di ciò, la Chiesa cattolica si è acqui-

stata la gloria dell'essersi in lei mantenute in tutta quanta la loro autonomia le individualità dei popoli. Questo retaggio noi confidiamo anco da qui innanzi all'indissolubile vincolo della cattolica unità, sotto la cui egida non potranno non svolgersi pienamente e nel più alto grado di scienza e di vita sociale i doni peculiari largiti a ciascun popolo.

Al Santo Padre, chiamato da Dio a mantenere e conservare l'unità della Chiesa, dovunque e in qualunque tempo siasi essa manifestata, è dato il richiamare l'altrui attenzione, l'ingiungere e il proibire, se per avventura vogliano presentarsi e insegnarsi come cattolici certi principii che, giusta la cognizione ch'ei possiede della vera dottrina, non siano corrispondenti alla fede cattolica.

Se nei secoli scorsi, a cagione di circostanze estrinseche e della infelicità dei tempi, potè mettersi in campo il dubbio, se il Capo supremo della Cattolica Chiesa attinga da sè solo, ovvero in unione col Collegio dei Vescovi, dall'affidatogli tesoro della Chiesa i principii positivi di fede; sì fatto dubbio, a nostro giudizio, abbisogna oggi tanto meno di scioglimento, in quanto che il Concilio recentemente convocato dovrebbe dalla divina Provvidenza esser destinato ad aprire una nuova èra di generali riunioni della Chiesa con autorità universalmente incontestata.

Ai nostri reverendissimi Vescovi noi facciamo rispettosa preghiera di accogliere la presente nostra rispettosa dimostrazione siccome un attestato dello zelo onde siamo ardentemente animati per la causa sacrosanta della Chiesa; zelo più specialmente mosso dal desiderio vivissimo che nutriamo di vedere, colla finale riduzione dei fratelli separati, dischiusa alla Chiesa universale e al popolo germanico una novella via di salute da secoli sospirata.

Doc. CLXII. — Pag. [378].

Eccellenza!

Reverendissimo monsignor Arcivescovo!

Allorquando nel giugno ultimo scorso il Parlamento doganale tedesco ebbe riunito un numero considerevole di serii cattolici appartenenti alla Confederazione germanica del settentrione e all'Alemagna del mezzodì, sorse fra loro involontaria discussione sull'imminente universale Concilio.

In seguito di ciò formossi un Comitato ristretto, composto dei Deputati: Consigliere del Tribunale supremo Reichensperger di Berlino, Avvocato Dottor Propst di Stoccarda, Ministro di Stato Dottor Windthorst di Annover, Avvocato Dottor Freitag di Monaco, Consigliere del Tribunale di circolo Hosius di Neuwied, e dell'umilissimo sottoscritto.

Quantunque in quel consesso fossero rappresentate diverse opinioni politiche, nulladimeno tutti i componenti furono concordi nell'approvare il qui accluso Progetto d'Indirizzo, siccome espressione della più profonda e solenne persuasione.

Se non che in una più numerosa adunanza susseguentemente convocata, e composta dei cattolici più ragguardevoli, essendosi manifestate opinioni assai divergenti circa l'opportunità dell'accennata espressione di sentimenti e circa il modo di notificarla ai venerabili Pastori supremi, fu incaricato il sottoscritto di attingere ulteriori informazioni, e agire poi in conseguenza.

Per l'esecuzione che il sottoscritto fu in grado di dare, mediante corrispondenza, all'incarico ricevuto, risulta non essere desiderata nè la pubblicazione di un Indirizzo nè una collezione di firme, ma sì una confidenziale e fiduciosa comunicazione ai venerabili Arcivescovi e Vescovi congregati in Fulda.

A questo fine, ardisce il sottoscritto rivolgersi a V. E. siccome a suo venerabile Ordinario, e pregarla a voler attribuire la presente mozione di lui e de' suoi committenti allo zelo onde sono animati per la causa sacrosanta della Chiesa.

E con profonda venerazione *ecc.*

Doc. CLXIII. — Pag. [380].

*Alcune Osservazioni intorno alla questione: È EGLI OPPORTUNO DEFINIRE L'INFALLIBILITÀ DEL PAPA? Rispettosamente dedicate ai reverendissimi Arcivescovi e Vescovi*¹.

Prefazione.

Si è sparsa e si sparge tuttora con persistenza la voce che l'imminente Concilio possa innalzare a domma l'infallibilità personale del Papa. La *Civiltà Cattolica*, con zelo per lo meno in-

¹ Qui si dà la traduzione dell'intero Documento.

considerato, ha persino sostenuto che una definizione dommatica così grave e concernente un oggetto così delicato debba aver luogo per acclamazione.

Non passa giorno che anco una certa stampa non cerchi influire anticipatamente sull'Episcopato, prevenire audacemente le sue decisioni, e far gravitare quanto è possibile sopra di esso la pressione dell'opinione pubblica.

Se la questione non fosse già per tal modo stata discussa pubblicamente e gettata come pascolo alla curiosità dei giornali, non sarebbe mai venuto in mente agli autori del presente scritto il prenderla ad esame.

Ma sembrò loro che una tale pubblicità gli autorizzasse a manifestare il loro modo di vedere intorno ad argomento che interessa in sì alto grado la religione, e del quale certi giornali inglesi, tedeschi, e persino francesi discorrono con una libertà inaudita.

Gli autori peraltro si sono decisi non già di pronunziarsi pubblicamente, ma sibbene di rivolgere unicamente le loro osservazioni ai reverendissimi Vescovi, senza punto abbandonarle in balia dei giornali.

La questione è d'importanza suprema. Si tratta di stabilire un nuovo domma, e questo domma è l'infallibilità personale del Papa.

Si tratta dunque di obbligare, sotto pena d'anatema, tutti i cattolici a credere che il Papa è infallibile, anco quando pronunzia da solo; e che da per sè solo, senza il consenso della Chiesa, senza il concorso espresso o tacito, precedente o susseguente dei Vescovi, egli può stabilire dommi.

Non si tratta adunque di un domma speculativo, ma di una prerogativa della più alta importanza, la quale in atto pratico può avere serissime conseguenze.

Ed è appunto questo nuovo domma che si vorrebbe sentire dall'imminente Concilio proclamato e imposto al mondo come articolo di fede.

Diciamo nuovo domma, perchè fin da quando esiste la Chiesa, cioè da 1800 anni, i fedeli non erano mai stati tenuti a credervi, e ciò sotto pena di cessare d'esser cattolici, se non ci credevano.

In questo pertanto consiste l'estrema importanza della questione.

Scopo di questo nostro lavoro non è quello di trattare la questione sotto il riguardo teologico; conciossiachè in tale rispetto

ogni argomento sì pro come contra sia stato da lungo tempo recato in luce.

Nostro intendimento è quello soltanto di esaminare se sia presentemente *opportuno* stabilire un sì fatto domma. Dopo avere maturamente e in tutte le sue parti ponderata la questione di cui si tratta, gli autori del presente scritto hanno acquistata la ferma persuasione che *nel momento attuale* nulla sarebbe più inopportuno e più dannoso alla Chiesa dello stabilimento di un simile domma, e che sarebbe un grave fallo e una grande sciagura il fare di ciò semplicemente questione in Concilio.

Eccone le ragioni:

I.

Noi c'imbattiamo prima di tutto negli scismatici d'Oriente. Essi sono separati da noi, e contano ben 75 milioni.

Si vuole avvicinarli alla Chiesa, si vuole riunirli con essa. Che cos'è che li divide da noi? Il primato del Papa nella giurisdizione ecclesiastica. Su questo punto non è stato mai possibile accordarsi con loro, nè a Lione nè a Firenze. Al presente si hanno maggiori speranze.

Il Santo Padre gl'invita premurosamente a recarsi al Concilio, e fa con ciò il nobilissimo tentativo di porre un termine al deplorabile scisma. Si crede ancora che quelli fra loro, i quali sono animati da rette e leali intenzioni, finiranno coll'accedervi e col riconoscere esplicitamente il sopraespresso primato del Papa.

Ma no! chè a quella, finquì insuperabile, difficoltà, la quale da ben nove secoli divide gli Orientali dalla Chiesa, vuolsi ora agguingersene una nuova e anco più grave; si vuole fra loro e noi alzare una barriera, che finquì non era esistita; in una parola, si vuol loro imporre un nuovo domma, del quale non è stato loro mai fatta parola, e se lo rigettano, si vuol minacciarli d'un nuovo anatema.

Non solo il primato del Papa nella giurisdizione dovranno essi quindi innanzi riconoscere, ma anche la sua infallibilità personale. L'invito, cioè, diretto loro dal Papa verrà spiegato in questo modo: « Venite a Roma; noi vogliamo, nell'imminente Concilio, metterci d'accordo con voi, ma notate bene a quali condizioni! Voi non volete riconoscere la semplice, universale giurisdizione del Papa: ebbene, noi vi costringeremo a riconoscere per soprappiù come domma la sua infallibilità nelle mate-

rie di fede, la sua infallibilità personale indipendentemente dai Vescovi e dalla Chiesa! »

È lo stesso che dire: Esiste fra noi e voi una barriera; noi vogliamo elevarne una nuova e più alta ancora.

Una fossa ci divide; di questa fossa ne faremo un abisso.

È egli ciò possibile? È egli ragionevole? Oh! il Concilio di Trento seguì ben altre norme, e si condusse, dirimpetto alle Chiese separate d'Oriente, in una questione d'importanza suprema, con riguardi assai più degni della Chiesa di Cristo. Ognuno sa con quanto savia temperanza fosse compilato il celebre canone: « *Siquis dixerit Ecclesiam errare,* » sicchè difendesse a un tempo la verità e risparmiasse gli Orientali.

Giova, del resto, ricordarsi che i Greci dallo scisma in poi sono rimasti fermi. Non hanno studiato alle nostre scuole; non han letto il Bellarmino nè gli altri teologi; si trovano tuttora al punto del secolo nono. La Chiesa fino allora aveva attinto il suo principio vitale dai Concili, e tutti gli articoli di fede non erano stati fino allora stabiliti che nei Concili.

Egli è pertanto evidente che bisogna prenderli nel punto in cui si trovano, e che soprattutto non è permesso impor loro un domma, il quale, posto pure che esista nell'intima sostanza della sacra Scrittura, non è però giammai esistito agli occhi loro, nè passato nella pratica delle loro Chiese.

II.

Per quello poi che concerne i *Protestanti*, militano le stesse ragioni, e anco più forti!

Si fa loro l'invito; anch'essi sono a un dipresso 90 milioni. Quanto è desiderato il loro ritorno! Quanto stringente l'appello del Santo Padre! Ma, in ricambio, qual resistenza da parte loro!

Si conosce a sufficienza ciò che li divide da noi! Ma vi ha un punto principale, che solo potrebbe tutto decidere: e questo è l'autorità infallibile della Chiesa. I protestanti non l'ammettono; essi non hanno accettato il Concilio di Trento. A tale accettazione non potè nè il celebre Bossuet indurre il Leibnitz, nè il Bellarmino i protestanti del suo tempo. I protestanti, per conseguenza, rigettano l'infallibilità di questa grande Chiesa cattolica, alla quale Cristo rivolse quelle parole: *Euntes, docete omnes gentes...* *Ecce Ego vobiscum sum...* *Qui vos audit, me audit.* *Sicut misit me Pater, ita Ego mitto vos...* ecc. ecc.

E ora si vorrebbe che essi riconoscessero l'autorità infallibile

del Papa, indipendentemente dal Corpo della Chiesa; del Papa, allorquando da sè solo decide, da sè solo insegna, da sè solo condanna!

Non lo riconoscono come infallibile, quando parla in nome della Chiesa, in unione con la Chiesa; e poi si vuole che lo riconoscano come infallibile, quando pronunzia soltanto nel suo proprio nome, senza interpellare nè un Vescovo nè una Chiesa, quando da sè solo ammaestra la Chiesa insegnante!

Il prender di mira un sì fatto scopo e il mandar lettere ai protestanti per invitarli a riunirsi con noi; il chiamarli a un Concilio, dove si tratta di raggiungere quello scopo; è egli cosa realmente ragionevole? è egli proprio un agire sul serio?

Un abisso intercede fra loro e noi; si sa che in mezzo a loro si manifesta un desiderio ardente di riunione. Molti di loro persino si dispongono a tornare in seno della Chiesa; e si dovrebbe scegliere questo momento per allargare viepiù quest'abisso, anzi per far sì che non si giunga mai a colmarlo? Lasciamo allo zelo di neocattolici il farsi a questo riguardo illusioni; esso però potrebbe avere incalcolabili conseguenze.

« Se queste sono le ragioni, per le quali c'invitano al Concilio, » diceva non ha guari uno de' più ragguardevoli protestanti, il quale desidera sul serio di tornare a noi, « il solo pensarvi è da pazzi. »

Assai più di perspicacia mostrò la Sede pontificia nella sua risposta a quegli 88 ecclesiastici anglicani, che nell'anno 1867 a lei si rivolsero per manifestare il loro buon volere e per informarsi delle basi possibili d'una riunione con Roma. Il Santo Padre, in una risposta piena di carità e sapienza cristiana, parlò dell'autorità della Chiesa, parlò della supremazia del Papa, ma non disse una parola della sua infallibilità.

Nè minor sapienza mostrò la Sede pontificia, quando approvò solennemente la nota opera del Bossuet: « *Esposizione della dottrina cattolica*, » nella quale non si fa menzione alcuna dell'infallibilità. Anzi il Bossuet l'aveva posta formalmente da banda con le seguenti parole: « Per ciò che concerne quei punti, intorno a' quali è noto disputarsi nelle scuole, noi li passiamo sotto silenzio siccome quelli che non sono per anco definiti, quantunque i pastori protestanti non cessino dal citarli *per rendere odiosa sì fatta autorità*. »

Papa Innocenzo scrisse in quella congiuntura all'autore due lettere, nelle quali si congratulava con lui *che avesse in quel libro adottato un metodo mirabilmente acconcio a ricondurre gli*

eterodossi sulla via della salute, e rendere i più segnalati servigi alla Chiesa mediante la diffusione della fede ortodossa ¹.

III.

Dopo aver parlato dei Protestanti e degli Orientali, diciamo anche una parola intorno ai *Governi de' paesi acattolici*.

Sono essi in gran numero, e parecchi assai potenti! Russia, Prussia, Inghilterra, Svezia, Danimarca, Svizzera, Olanda: tutti popoli separati dalla Chiesa; e anche qui, qual dolorosa divisione, quanto desiderato un accordo di ravvicinamento!

Ma se grande è il numero di questi Governi, maggiore ancora è la lor diffidenza. Si conoscono oggimai i loro punti di lagnanza, i loro appassionati sospetti, tutto ciò che gli spinse a strappare i propri sudditi dalle braccia della Chiesa.

Ora, se sia proclamato il nuovo domma, se pronunziato il nuovo anatema, sarà egli ciò un agevolare il ravvicinamento dei sudditi, da noi separati, di quei Governi? Si acqueterà egli per questo fatto il loro rancore contro Roma? Diventerà ella migliore per ciò la condizione dei cattolici in quei paesi? Russia, Svezia, Danimarca si mostreranno elleno più benignamente disposte a loro riguardo?

Tutti a quest'ora conoscono la dichiarazione che il Governo inglese richiese dai Vescovi d'Irlanda, e che tutti sottoscrissero, non altrimenti che i Gesuiti ed altri Religiosi dell'Inghilterra e della Irlanda.

IV.

Ma i Governi scismatici ed eretici non saranno i soli a concepire sospetti. Disgraziatamente, è pur troppo da temere che ciò faranno *gli stessi Governi cattolici*.

La dura lotta che ci convien tuttora sostenere, dimostra che qui in Germania, in Austria, in Baviera, sul Reno ed altrove non si è per niente disposti ad accogliere tutto di buon animo. Sarebb'egli forse tempo di risvegliare tutte le tradizioni di Giuseppe II?

¹ Conforme al senso con tanta saviezza espresso dal Papa, il Bossuet evita accuratamente in questo libro qualsiasi controversia.

In ciò egli, del rimanente, imitò il catechismo del Concilio Tridentino. È cosa infatti degna di nota che questo gran catechismo, compilato a cura de' più illustri teologi per ordine del Concilio e del Papa, non contiene neppure una sillaba intorno all'infalibilità pontificia.

È inutile rammentare il sentimento costante del Governo francese, e in specie quella dichiarazione fatta dal cardinale Caprara, Legato della Sede pontificia, in occasione del Concordato.

Adunque, invece di eliminare le difficoltà del passato, si andrà incontro al pericolo di ridestarle novamente in tutta Europa, e con esse l'antico odio e rancore contro Roma?

Non è qui da dimenticare il Voto che fu chiesto a tutte le università cattoliche d'Europa, e il modo onde le Facoltà teologiche di Germania, Spagna, Portogallo, Belgio, Francia significarono il loro parere mediante documenti che han fatto il giro di tutta Europa.

Ed ora, a qualunque parte d'Europa si volga lo sguardo, a settentrione, a mezzogiorno, alla stessa Italia, che altro si vede se non minacce sospese sul nostro capo?

Si sa egli qual sorte stia apparecchiata al Concilio stesso, e può egli dimenticarsi quello che avvenne durante il Tridentino, allorquando una semplice escursione di Maurizio di Sassonia bastò a spargere il terrore fra i Padri del Concilio, e quest'ultimo minacciare persino di scioglimento?

Si crede egli forse che, se nell'imminente Concilio si ponesse mano a fabbricare un nuovo articolo di fede, capace di destare grande agitazione fra i Principi, non sarebbero questi in grado di dare un accenno alla rivoluzione? Che cosa ci vuole per provocare la massima calamità? Nelle presenti condizioni d'Italia, pochissimo: una semplice sommossa in Roma, una semplice incursione di garibaldini, dal Governo tollerata o favorita! V'ha egli proprio della gente, a cui interessi spingere a così fatti estremi la Chiesa?

V.

Quello però che sembra pienamente decisivo si è la circostanza, da non dimenticarsi, che la questione di cui ora si tratta agitò potentemente, sebbene sotto altra forma, il Concilio di Trento, e poco mancò non ne occasionasse lo scioglimento.

Ma non è neppure da dimenticare con quanta prudenza la Sede pontificia sapesse scongiurare il pericolo, togliendo di mezzo la controversia.

E ciò avvenne quando Pio IV ingiunse al suo Legato di ritirare la proposta che avea formato subbietto di contesa, e dichiarò nulla doversi mettere innanzi di ciò che potesse dar luogo a tempestose discussioni e a scissure fra i Vescovi, nulla doversi

decidere se non col loro unanime consenso: *Ne definirentur nisi ea, de quibus inter Patres unanimi consensione constaret* (Pallavicini, l. XIX, c. XV).

È altresì noto che a tempo della riunione de' Vescovi in Roma, nell'anno 1867, il religioso Pio IX, prima di risolversi a convocare il Concilio, manifestò tra le altre cose specialmente il timore che avessero a porsi in campo questioni capaci di produrre tempestose discussioni e provocare la discordia in seno all'Episcopato. Ma il Santo Padre si ricordò di quella così savia ordinanza del Concilio di Trento, si ricordò di Pio IV, e, nella speranza che altri non avrebbe dimenticato nè questo nè quella, prese la risoluzione.

VI.

V'hanno però nature, le quali, più focose che prudenti, non tengon conto di nulla!

A che andare incontro a così fatti pericoli? Per una definizione che non è assolutamente necessaria, e a cagion della quale non fu, per giunta, convocato il Concilio.

Nulla di più vero! si risponde; ma si tratta d'un principio! — Questo principio è egli necessario, è egli essenziale per la vita della Chiesa? — A senso nostro, sì. — Singolare! ma allora, come va egli che la Chiesa da diciotto secoli in qua è vissuta senza questo principio essenziale per la sua vita? V'ha qui una vera *contradictio in terminis*.

VII.

Pertanto qual è, in sostanza, la portata di ciò che si prende di mira? — Si tratta niente meno che di stabilire una nuova regola di fede.

Ma una regola in materie di fede è certamente qualcosa più che un principio qualunque costitutivo, cioè essenzialmente necessario alla vita della Chiesa; e soltanto dopo diciotto secoli si sarebbe stabilito questo principio costitutivo, si sarebbe riconosciuta questa molla principale nell'organismo della Chiesa? Per il corso di diciotto secoli sarebbe adunque la Chiesa stata costituita senza questo principio, che ora diventerebbe un principio costitutivo? Potremo noi persuadere ai protestanti l'accettazione di questa tesi? O non piuttosto ne faranno essi le matte risate? E il senso comune degli stessi fedeli non sarà egli addirittura tratto in er-

rore? Come potranno eglino immaginarsi che ciò che non è stato finquì articolo di fede, debba quindi innanzi costituire la regola in materia di fede?

VIII.

Anche considerata sotto altri riguardi, la proclamazione del nuovo domma non potrebb'ella turbare le abituali idee dei cattolici, e sembrare persino in contradizione con queste? Finquì i Vescovi radunati in Concilio furono risguardati, e tali sono di fatto, come giudici in materie di fede. Finquì essi han sempre presa una parte attiva nello stabilimento dei dommi, finquì hanno nelle riunioni generali della Chiesa deciso sempre come giudici effettivi: *ego judicans, ego definiens, subscripsi*. Finquì furono essi, giusta la sentenza di Benedetto XIV, *co-judices*, giudici in materie di fede unitamente al Papa.

Ma con la nuova regola di fede non sembrerà egli che da qui in avanti v'abbia un solo giudice effettivo, e che i Vescovi, in sostanza, più non sian tali? Egli è un fatto che la loro cooperazione, o antecedente o susseguente, non sarà più necessaria! Nella pronunzia di giudizi dommatici, essi non avran più nulla da dire; sol uno sarà giudice, il Papa.

Che cosa, infatti, sarebbe un tribunale, il cui presidente avesse il privilegio di tutto giudicare e decidere da sè solo; un tribunale, dove tutti gli altri membri fossero costretti a pronunziare lo stesso giudizio che il presidente? Il voto di quest'ultimo sarebbe di per sè solo bastante; quello degli altri giudici sarebbe necessariamente connesso e subordinato al suo, e per pronunziare una decisione non sarebbe neppur necessario il loro concorso.

È manifesto che un tribunale così fatto non avrebbe l'aria di essere un vero tribunale, ed infatti non vi sarebbe che un solo giudice. La cosa è chiara; e come mai ci si potrebbe passar sopra? I teologi possono qui entrare in sottili distinzioni; ma possono fare lo stesso le moltitudini, segnatamente nella nostra Germania, agitata da tante altre questioni?

Certamente, il Papa è giudice principale e supremo, dacchè il suo giudizio è sempre inevitabilmente necessario. Non solo egli ha la presidenza, ma conferma eziandio la sentenza degli altri giudici. Nei tribunali ordinari il voto del presidente ha la preponderanza; ma nella Chiesa il voto del Papa è oltre di ciò necessario, e il giudizio dei Vescovi, anche in un Concilio generale,

allora soltanto diventa definitivo quando è confermato da quello del Papa.

In una parola, nei giudizi che concernono materie di fede tanto il Papa quanto i Vescovi hanno, ciascuno, la sua parte essenziale. Sarebb'egli lo stesso quando, definita una volta l'infallibilità, fosse il Papa solo a giudicare?

IX.

Ma i Vescovi non sono soltanto giudici, sono anco testimoni. La dottrina della Chiesa è una testimonianza, dacchè il domma non viene creato, ma attestato. Il domma è un bene dato in custodia, *depositum*, quindi vien conservato; è una tradizione, *traditum*, quindi viene trasmesso.

Nihil innovetur, dice la regola. *Quod ubique, quod semper, quod ab omnibus*; è questo il principio costante della Chiesa.

Per questo i Vescovi sono, specialmente in un Concilio generale, altrettanti testimoni; essi attestano la fede della loro Chiesa; e la totalità di ciò che essi attestano costituisce, umanamente e divinamente ad un tempo, la dottrina della fede cattolica. Così il domma della Chiesa si è mantenuto e confermato, attraverso diciotto secoli, per mezzo di tutti i Concili generali.

Ma l'infallibilità personale del Papa, indipendentemente dai Vescovi, cui egli non avesse bisogno nè di consultare nè di udire, che cosa sembrerebbe stabilire nella Chiesa? Un testimone invece di tutti, una sola testimonianza in luogo delle testimonianze di tutti.

Con ciò si verrebbe a mettere dinanzi agli occhi dei fedeli, in luogo di una istituzione al tutto semplice, facilmente comprensibile a tutti nell'ordine intellettuale e temporale delle cose; un qualche cosa d'insolito, di straordinario, un continuo prodigio. Imperocchè come mai potrebbero essi immaginarsi che, senza un prodigio, un unico testimone fosse in grado di fare per tutti gli altri? Come mai potrebbero spiegare a se stessi che in questioni, nelle quali trattasi sostanzialmente di fatti e attestazione di fatti (e fatti son pure la rivelazione e la fede della Chiesa!), questo unico testimone fosse di per se stesso meglio informato di tutti quelli che in unione a lui sono costituiti testimoni e custodi della fede e della tradizione in tutte le Chiese del mondo? Come potrebbero mai supporre che egli non avesse bisogno di loro e della loro testimonianza, per sapere che cosa sia la tradizione e la fede della loro Chiesa?

Il Papa è, per certo, testimone e testimone principale della Chiesa madre, della suprema, non circoscritta Chiesa, che, posta nel centro, sta in connessione con tutte le altre, come tutte le altre debbono stare in connessione con lei. Finquì peraltro non hanno i fedeli ammesso, esser egli l'unico testimone nella Chiesa. Tale da qui in avanti ei sarebbe, ove decidesse da solo.

X.

Ei sarebbe eziandio l'unico maestro, nonostante che san Paolo dica, esservene parecchi nella Chiesa: maestri costituiti da Dio, *posuit doctores* (Ep. Cor. 1, 7). I Vescovi sono al tempo stesso giudici, testimoni e dottori. Non sono soltanto un'eco, ma insegnano eglino stessi e formano insieme col Papa la Chiesa insegnante. Così è detto in tutti i manuali catechistici, e ognuno sa a mente i tanti luoghi a ciò relativi. Quivi è sempre usato il numero plurale. *Euntes, docete omnes gentes*, si grida agli Apostoli e a' loro successori, che sono i Vescovi; *ecce ego vobiscum sum omnibus diebus*. — *Accipite Spiritum sanctum*. — *Qui vos audit, me audit*. — *Posuit doctores, pastores*. — *Posuit episcopos regere Ecclesiam*. — *Fundati estis super fundamentum apostolorum* ecc. La tradizione tutta ripete queste locuzioni della sacra Scrittura, e il Concilio tridentino, riepilogando tutta quanta la tradizione, dice esplicitamente in riguardo ai Vescovi: *in locum Apostolorum successerunt*.

Ora però, coll'infallibilità personale del Papa indipendente dai Vescovi, le moltitudini si chiederanno senza dubbio, come avvenga che sol uno definisca, sol uno insegni, sol uno sia dottore, giudice e testimone, e che i Vescovi siano bensì l'eco, ma non abbiano più voce nella Chiesa.

XI.

E i Concili della Chiesa? A che, si domanderà, i Concili ecumenici, sebbene la Chiesa, per tutta la durata della sua storia, vi abbia così spesso ricorso? Se da qui innanzi non sarà più necessario il concorso dei Vescovi, nemmeno per stabilire articoli di fede, a che scopo adunare i Concili? A che le lunghe disquisizioni e discussioni de' Concili ecumenici, quando sol uno può fare quel ch'essi dovrebbero?

Par chiaro che il nuovo domma, tostochè venga proclamato, porrà realmente un termine alle adunanze generali della Chiesa.

Si vorrebbe quindi che l'imminente Concilio adottasse una risoluzione, la quale abolisse per l'avvenire tutti i Concili; che i Vescovi decidessero la loro propria abdicazione; e ciò in un momento in cui ognuno pensa che la straordinaria facilità con che, grazie alla Provvidenza, puossi oggidì viaggiare, dovrebbe invece suggerire alla Sede pontificia di chiedere più istantemente che mai il concorso e l'attiva cooperazione dei pastori della Chiesa.

Sembra quindi opportuno di non separare, mediante questa dommatica definizione, agli occhi dei fedeli ciò che, secondo le loro idee, non può esser separato: il Papa dall'Episcopato e l'Episcopato dal Papa.

XII.

Certe scuole teologiche hanno per lungo tempo, in senso opposto, avuto torto; le une col volere il Papa separato dai Vescovi, le altre col volere i Vescovi separati dal Papa.

La Chiesa è pure un corpo vivente, un corpo, *corpus, pro corpore ejus quod est Ecclesia*; così la chiama continuamente san Paolo, il quale si sforza di mostrare in questo corpo mistico le armoniche relazioni fra capo e membra, e quelle dell'intero organismo.

Non separiamo adunque il capo, mettendolo da una parte, e le membra dall'altra! Come potrebbe allora sussistere la vita?

Questo principio è svolto egregiamente dall'Hefele nella sua riputatissima Storia dei Concili.

La Chiesa è un edificio: *œdificabo Ecclesiam meam*: perchè separare il fondamento dall'edificio e l'edificio dal fondamento?

La Chiesa è edificata sulla pietra; ma al disopra della pietra è l'edificio: *Super hanc petram œdificabo Ecclesiam meam*.

Gli uni dicono: Pietro è tutto. No, è la pietra, ma non è tutta la Chiesa. È il fondamento, ma non è tutto l'edificio.

L'edificio senza il fondamento si sfascerebbe. Il fondamento senza edificio sarebbe un fondamento da niente.

Adunque non più separazione: nè gallicana, nè oltramontana, nè germanista, nè romanista; nè nello stabilimento dei dommi, nè altrove!

Via le antiche controversie!

I membri della Chiesa comprendono la Chiesa soltanto in unione col suo capo, e il suo capo in unione con la Chiesa. A noi non è lecito turbare agli occhi loro così bella armonia. Quest'armonia, questa non contestata infallibilità della Chiesa basta a

tutto, risolve tutte le difficoltà, dimostra l'ordinamento della Chiesa quale fu stabilito da Cristo, mantiene tutte le sue promesse, e non si è aspettato diciotto secoli a definirla.

XIII.

V'ha poi da osservare che il Papa non ha convocati i Vescovi di tutto il mondo per far definire la propria infallibilità. Nella sua risposta all'Indirizzo dei Vescovi, nella sua bolla di convocazione del Concilio, il Santo Padre non pensò neppur per ombra ad allargare l'autorità pontificia, ma ben altri importantissimi fini propose all'ecumenico Consesso.

Per guarire i mali onde soffrono la Chiesa e la società, è stato dal Papa convocato il Concilio; e difatti quante gravi e spinose questioni non sono scaturite da' tempi in cui viviamo e dalle critiche circostanze presenti!

Da ogni parte è un chiedere a se stesso con stringimento di cuore se in un tempo mal sicuro come questo, in cui da un momento all'altro possono sorgere avvenimenti tali da por fine al Concilio prima ch'esso abbia compiuto il suo assunto, il Consesso avrà tempo che basti a discutere tutte le accennate questioni.

E in mezzo a questioni di tanta gravità e di tanto necessaria discussione, se ne dovrebbe improvvisamente gettare un'altra, impreveduta, inaspettata, di sì difficile soluzione, e foriera indispensabile di tempeste? Invece del magnifico spettacolo d'unità, che il mondo aspetta da noi, dovrebbe darglisi quello della scissura e della contesa?

Chi è inoltre che non veda il danno che v'ha nel moltiplicare soverchiamente i dommi?

Non è egli questo un dare occasione a sempre nuove investigazioni contro la fede, e un esporsi al pericolo di moltiplicare l'eresie?

XIV.

Taluni si compiacciono di ripetere che la questione, in sostanza, è già anticipatamente risolta. Ma i teologi che vedono le cose sotto il loro vero aspetto, ben sanno non esser così; e che, se il Concilio vuol procedere con quella matura serietà che i Concili han sempre mostrata, la cosa non si sbrigherà così facilmente.

XV.

Il dichiarare semplicemente che il Papa è infallibile, è cosa sì oscura e indeterminata, come se non si dicesse niente.

In quali *materie* è egli infallibile? non è egli tale soltanto in quelle materie, che *explicite* o *implicite* formano subbietto di rivelazione? È egli infallibile in tutte quelle, che o da lungi o da vicino hanno un qualche rapporto con la rivelazione?

Quando, come, sotto quali condizioni, entro quali confini è egli il Papa infallibile? Ecco la questione, ecco ciò che si ha da stabilire. Ma qui appunto è dove si ammassano le difficoltà.

È egli il Papa, in quanto tale, infallibile tutte le volte che pronunzia? ovvero è solo infallibile quando, giusta la locuzione generalmente usata, parla *ex cathedra*?

Ma che cos'è una decisione *ex cathedra*? quali ne sono le condizioni? Intorno a ciò v'ha controversia nelle scuole.

Gli uni esigono di più, gli altri di meno. Il cardinal Orsi non è in ciò d'accordo col Bellarmino, e il Bellarmino non è d'accordo col cardinale Cappellari, che fu poi papa sotto il nome di Gregorio XVI.

Il Mansi parla ora di *Concili anticipatamente adunati*, ora di *dottori convocati*, ora di *Commissioni e petizioni pubbliche*. « Senza ciò, » egli dice (*e voglia considerarlo attentamente il Bossuet!*) « senza ciò noi non riconosciamo più l'infallibilità del Papa. »

Il Bellarmino si studia di conciliare coloro che dicono: *Pontifex consilium audiat aliorum pastorum*, con coloro che dicono, lui avere da sè solo, *etiamsi solus*, il diritto di definire; nel numero de' quali è il celebre Alberto Pighio.

Quest'ultimo dichiara, esservi, in cotanta varietà di opinioni, *intricatisimæ difficultates, in quibus dissolvendis multum peritiores theologi laborant*.

E per sottrarre la Chiesa a un pericolo così manifesto, come egli dice, *evidenti periculo*, non vede che un mezzo: andare fino in fondo, e dichiarare il Papa infallibile anche come persona privata. *Pontificem utroque modo esse infallibilem*, in modo cioè che non potrebbe nè pubblicamente nè privatamente, ancor quando volesse, cadere in errore: *ut non possit, etiamsi velit, in errorem privatim aut publice cadere*.

In cotal guisa ei risolve la singolare anomalia d'un Papa, che è al tempo stesso fallibile e infallibile, che persiste nel suo

errore privato, e lo vorrebbe imporre alla Chiesa, ma non può, ovvero anche, contro la sua coscienza, definisce tutto il contrario di ciò che crede.

E adesso noi domandiamo: in questa discrepanza d'opinioni, come farà il Concilio a stabilire quelle condizioni per modo che non possano esser giammai oltrepassate? Su quali basi teologiche, sicure, non arbitrarie, chiare, irrecusabili, appoggerà esso quelle linee di demarcazione?

Che cos'è, noi domandiamo novamente, una decisione *ex cathedra*? Un breve, un rescritto, una bolla, un discorso pronunziato nell'adunanza dei Cardinali, un'enciclica?

Dev'egli il Papa consultare un certo numero di Vescovi, o in mancanza di Vescovi i Cardinali, o in mancanza di Cardinali le Congregazioni romane, o in mancanza di Congregazioni romane, teologi, dottori, e quanti?

Basterebb'egli un decreto da lui emesso a solo a solo nel suo gabinetto? Esiste egli in fatto una distinzione là dove le parole della promessa non distinguono?

Chi dovrà nei singoli casi decidere se la pronunzia del Papa adempia realmente tutte le condizioni d'una decisione *ex cathedra*? Imperocchè ciò non sempre è facile a conoscersi. Si richi amino alla mente certi atti importanti dei Papi del tempo passato, intorno a' quali è sempre controversia fra i teologi se siano, o no, decisioni *ex cathedra*. Chi deciderà allora? La Chiesa. In fatto, adunque, si torna sempre a una decisione della Chiesa.

Stabilirà, per avventura, il Concilio, esservi una forma necessaria, sotto la quale il Papa è *tenuto* a esercitare la propria infallibilità? Ovvero non avrà in ciò la forma significato di sorta?

Sarà egli il Papa infallibile quando e come a lui piaccia esser tale?

XVI.

Oltre di che, concedendo al Papa la prerogativa dell'infallibilità, non viene altresì ad accordarglisi quella di determinare da sè solo le condizioni, l'oggetto e la misura della propria infallibilità?

Ma, si oppone, il Concilio saprà con tanta precisione circoscrivere l'oggetto e le condizioni tutte dell'infallibilità, che mai il Papa, anche come infallibile, non sarà in grado di estenderle!

E' bisogna confessare, esser cosa per lo meno singolare il pren-

dere simili precauzioni contro il Papa, nel momento appunto in cui lo si dichiara infallibile!

Allora però bisognerà definire due dommi invece d'uno: il domma dell'infallibilità e il domma della fallibilità. Si dichiarerà articolo di fede non solo che il Papa è, sotto tali e tali condizioni, infallibile, ma ancora che, fuori di quelle condizioni, è fallibile.

E come si farà a effettuare questa separazione e stabilire questi confini? Dove trovansi essi nella Scrittura? Dove nei così variabili, in ciò spesso fra loro contradicentisi, sistemi dottrinali de' teologi? Quale opinione s'innalzerà egli a domma, o si tacerà d'eresia? E, non facendolo, non si apparecchieranno alla Chiesa pericoli d'incalcolabile gravità?

Certo, i teologi sapranno con fina abilità distinguere le gradazioni e le sfumature; ma le moltitudini, coloro che non sanno di teologia, come potranno eglino distinguere se il Papa, in quanto tale, non sia in tale e tal atto infallibile, ma lo sia in tale o tal altro, e sotto una forma diversa?

Agli occhi delle moltitudini si tratterà sempre d'infallibilità; per quelli però, che sono di coscienza delicata, sarebbe questa una fonte di non lieve confusione, in quantochè si terrebbero obbligati ad ammettere dappertutto un articolo di fede. Ai nemici della Chiesa poi verrebbe con ciò offerta occasione di denigrare la dottrina di lei, imputandole come domma ciò che realmente non fosse tale.

XVII.

Ma qui noi incappiamo in altre difficoltà. E innanzi tratto non è permesso saltar a piè pari fatti, che la storia ci ha tramandati; fatti talmente importanti, che il Concilio non può non tenerne conto.

Quando papa Stefano condannò san Cipriano e quei Vescovi che con lui dichiaravano invalido il battesimo degli eretici, pronunziò egli questo giudizio *ex cathedra*? Così certamente dovrebbe credersi. Eppure i teologi non sono in questo concordi: gli uni dicono che sì, gli altri che no.

Ma se il Papa erasi infallibilmente e obbligatoriamente pronunziato *ex cathedra*, come avvenne dunque che san Cipriano e gli altri Vescovi facessero opposizione? Essi dunque non credevano nell'infallibilità del Papa, e sant' Agostino, il quale cerca

di scusarli, perchè, com' egli dice, la Chiesa non erasi per anco pronunziata, neppur egli ci credeva ¹.

E quando rispetto ai Donatisti egli scriveva che, dopo il giudizio di Roma, rimaneva tuttora quello della Chiesa, *restabat adhuc plenarium universæ Ecclesiæ concilium* ², era dunque d' avviso che dopo il giudizio di Roma quello della Chiesa dovesse avere qualche valore nel determinare articoli di fede.

Sergio, patriarca di Costantinopoli, e con lui altri Vescovi, Teodoro di Faran, Ciro e Pirro, insegnano una grand' eresia, il monotelismo. Sergio consulta in proposito papa Onorio, e questi gli risponde non in due lettere particolari, ma in due lettere dommatiche, *epistolas dogmaticas*. Così le chiama lo stesso Concilio ecumenico sesto. Trattasi egli qui di una decisione *ex cathedra*? Procede egli qui il Papa, conforme le divine promesse, a confermare nella fede i suoi fratelli? Neppur su questo sono concordi i teologi. Gli uni dicon di sì, gli altri di no.

Chechè sia di ciò, il sesto Concilio ecumenico condanna il Papa come eretico, e pronunzia contro di lui, come contro Sergio e gli altri, l' anatema. *Honorio hæretico anathema*; e nella professione di fede, che i successori di lui dovevano emettere nel prender possesso del loro ufficio, essi condannavano Onorio come *fomentatore* dell' eresia: *qui pravis eorum assertionibus fomentum impendit* ³.

Eretico o fomentatore dell' eresia: com' è egli ciò conciliabile con l' infallibilità?

I teologi trovano forse una scappatoia: ma il buon senso naturale come può egli sbarazzarsi da tale difficoltà?

Comunque sia, e in ciò sta il punto essenziale, il Concilio ecumenico considerò allora il Papa, quando risponde a una doman-

¹ S. August. « De baptismo, » tom. ix, tit. v, col. 156.

² Epist. ad Geor. Eleus. XLIII, c. vii, n.º 19, tom. 4, col. 97.

³ « Liber diurnus, formul. LXXXIV. » Si è tentato dimostrare, essere gli Atti del sesto Concilio stati falsificati: ma questa tesi è oggidì abbandonata anco dai più zelanti. Essa, infatti, non è sostenibile; imperocchè si sarebbero dovuti falsificare non solo i processi verbali della 12.^a e 13.^a sessione, ma anco quelli della 16.^a e 18.^a, la lettera sinodale dei Vescovi a papa Agatone, e oltre a ciò l' editto dell' Imperatore e due lettere da lui dirette a papa Leone, successore di Agatone, come pure le lettere di papa Leone, mediante le quali egli comunicò, tradotti in latino, alle Chiese d' Occidente gli atti del Concilio. In tutti questi documenti trovasi la condanna d' Onorio.

Oltre di che, come potrebbe ammettersi che un sì gran numero di falsificazioni, in argomento di tanta serietà com' è la condanna d' un Papa da parte del Concilio, fosser rimaste inosservate, e non avesser provocata rimostranza alcuna nè da parte dei Padri del Concilio, nè da parte dell' Imperatore, dei Legati del Papa, nè da parte di chicchessia?

da in materia di fede, come suscettibile d'errore, e i Vescovi adunati in Concilio come competenti a condannarlo. Anco il papa Leone II confermò il loro decreto, che venne altresì accettato dalle Chiese d'Oriente e d'Occidente. Adunque tanto il papa Leone II quanto le Chiese credettero che un Papa, il quale pronunzia *ex officio* in questioni di fede portate innanzi al suo tribunale, può tirarsi addosso l'anatema.

Ora quel che si è veduto una volta, può vedersi di nuovo: un Papa, anche dopo essere stato solennemente dichiarato infallibile come al presente si ha in animo di fare, potrebbe, consultato o pronunziante in materie di fede, professare o fomentare eresie.

Se ciò avvenisse e si trovasse col tempo un novello Onorio, la dichiarazione d'infallibilità non sarebbe un ostacolo. Ma immaginatevi un po', quali confusioni ne nascerebbero, in questo caso, per le Chiese e per gli animi dei fedeli!

E anche papa Liberio (chechè possa dirsi a favore di lui, come ha fatto il Mansi), confermò egli più fortemente d'Onorio i suoi fratelli nella fede, e protesse S. Atanasio e i difensori della fede ortodossa?

Prendiamo un Papa, il quale erri o sia accusato d'errore; bisognerebbe in tal caso provare o che il suo giudizio non è *ex cathedra*, o che egli non è in errore. Qual nuova difficoltà, allorquando sarà definita l'infallibilità del Papa! — Impugnando un fatto, non si avrà egli l'aria d'impugnare un diritto? E se il Papa persiste nella sua opinione, qual confusione non produrrà ciò nei fedeli? Si dovrebbe aprire un'inchiesta in materia d'eresia contro colui, la cui infallibilità è domma di fede. Imperocchè, giusta il parere dei teologi, un Papa caduto in errore potrebbe, persistendo nell'errore, esser condannato e persino deposto.

Ma andiamo avanti. Nel medio evo noi troviamo un papa, Pasquale II, il quale accorda all'imperatore Enrico V diritti così esorbitanti nell'investitura dei Vescovi, che un Concilio si raduna in Vienna, e un Arcivescovo, che poi fu Papa egli stesso sotto il nome di Calisto II, dichiara la concessione dal Papa fatta all'imperatore una vera eresia, *hæresim esse judicavimus*, e condanna la lettera di lui all'imperatore. Ma già il Papa, nel bel mezzo di un Concilio convocato in Laterano e alla presenza di oltre cento Vescovi, si era condannato da sè; onde il Concilio aveva revocata e annullata la concessione suddetta.

Chechè sia del fallo di Pasquale II, egli è certo che i suoi contemporanei ed egli medesimo crederono, potere un Papa cadere in errore.

Potrebbe, è vero, obiettarsi che un errore commesso unicamente *implicite*, quantunque meritevole di condanna, può benissimo conciliarsi con l'infallibilità in un atto papale; ma come far comprendere alle moltitudini così fatte distinzioni?

Inconvenienti di tal fatta sono oltremodo pericolosi, e a noi sembrano assolutamente decisivi nella questione dell'opportunità, che è la sola da noi presa di mira ¹.

Chi è che non veda che col definire l'infallibilità del Papa si provocheranno controversie altamente deplorabili, e si porgerà occasione agli storici di riformare nel senso loro la storia e trattarla in un modo più ostile a nostro riguardo?

XVIII.

Un'altra grave questione viene qui in campo.

Dichiarando il Papa infallibile, si dichiarerà egli anco impeccabile?

È egli impossibile che un Papa qualsiasi, o per passione o per debolezza, abusi dell'immensa autorità che gli è posta in mano senza altri confini che quelli che egli stesso s'impone, dacchè egli solo è giudice dell'oggetto e dell'estensione della propria infallibilità?

Poichè Cristo concede che il Papa rimanga uomo e quindi soggetto al peccato, non permette Egli pure la possibilità dell'abuso?

Dacchè la definizione della quale si tratta nulla aggiugne e nulla può togliere a ciò che è e a ciò che è stato, noi non ci staremo dal dire: ciò che si è veduto, può ancora vedersi (e di ciò è forza convenire col sentimento del più rispettoso dolore): Papi, cioè, che erano deboli, altri che erano ambiziosi, scambiarono il temporale con lo spirituale, aspirarono al dominio sulle corone della terra.

Ma anche qui noi vogliamo attenerci ai semplici fatti. Tutti conoscono le bolle *Ausculta*, *Fili* e *Unam sanctam*, la bolla *In cæna Domini* ec. ec.

Nella bolla *Unam sanctam* Bonifazio VIII dichiara che egli

¹ Altri fatti consimili potrebbero citarsi. Per esempio, il quinto Concilio ecumenico prende a esaminare l'ortodossia di certi scritti, che in quel tempo turbavano gli animi e le coscienze in Oriente, e specialmente una lettera d'Ibas. Papa Vigilio dichiara che quella lettera è « informata a pietà, e non meritevole di censura. » Il Concilio, all'opposto, la condanna come « empia, eretica e contenente l'errore di Nestorio. » E non risparmiando neppure il Papa, condanna altresì coloro, i quali difendono quella lettera e la riguardano come immune da errore.

dà due spade, la spirituale e la temporale; che quest' ultima spetta parimente a Pietro; e che i suoi successori hanno il diritto d' intronizzare e giudicare i Re. *Potestas spiritualis potentiam temporalem instituere habet et judicare.*

E nella bolla *Ausculda*, *Fili* egli chiama a Roma gli Arcivescovi, i Vescovi, gli Abati e altri dignitari francesi, *per consigliarsi con loro intorno a ciò che potesse riuscir vantaggioso alla buona amministrazione del reame di Francia.*

Anche dopo Lutero, Calvino, Enrico VIII, nella bolla con cui scomunicava quest' ultimo principe, il Papa scioglieva dal giuramento di fedeltà i sudditi del re d' Inghilterra, offeriva l' Inghilterra a chiunque volesse conquistarla, e disponeva delle sostanze degl' Inglesi caduti nell' apostasia a favore di quelli rimasti fedeli ¹.

Ora, la proclamazione dommatica dell' infallibilità del Papa renderebb' ella da qui innanzi impossibili bolle di tal fatta? No certo.

Agli occhi dei Principi, chi è che imporrà confini ai diritti o alle pretensioni del Papa? Egli stesso.

E chi riuscirà a persuaderli che il Papa non si lascerà mai indurre a trapassare dallo spirituale all' ordine temporale? Chi potrà, a loro giudizio, impedire un nuovo Papa dal dichiarare (e allora come articolo di fede) che il Vicario di Gesù Cristo ha il diritto d' istituire e destituire i Re?

E difatti, diventato una volta articolo di fede che il Papa è infallibile, deve anche necessariamente diventare articolo di fede che il Papa ha il diritto di determinare il campo della propria infallibilità. Egli può tornare a dire ciò che altri Papi già dissero prima di lui e ciò che insegna giornalmente una certa scuola, che cioè egli ha una potestà diretta sugl' interessi temporali dei Principi, e che i diritti civili di Principi e popoli sono a lui subordinati.

¹ Tali teorie non sono per anco abbandonate. In certi giornali viene continuamente attaccata come ateistica la distinzione tra i due poteri. Fra gli altri, un giornale francese citava a questi giorni, levandole a cielo, le seguenti parole, nelle quali coloro che sostengono non essere le due spade poste nella medesima mano, come si dice nella bolla « *Unam Sanctam*, » vengono paragonati ai Manichei: « Dovrebbero adunque esservi due fonti di autorità e di potere, due destinazioni per i membri d' una medesima società, due fini supremi ordinati da Dio, due compiti diversi in uno e medesimo uomo, il quale è al tempo stesso membro della Chiesa e suddito dello Stato? L' assurdità di così fatto sistema non è ella tale da saltare agli occhi? Si tratta di niente meno che del dualismo dei Manichei, o anche dell' ateismo in persona. »

Manichei è appunto la parola usata da Bonifazio VIII. « *Nisi duo, sicut Manichæi, fingat esse principia.* »

nati. E, dopo la proclamazione del nuovo domma, nessuno potrà opporsi a questa definizione dell'autorità pontificia, nessuno potrà annullarla; che è quanto dire, tutti i diritti civili e politici, non che tutte le Costituzioni religiose, saranno nelle mani di un solo!

E questo è ciò che attualmente si spera poter imporre come articolo di fede all'Europa ed al mondo! È egli conforme alla sana ragione l'abbandonarsi, nelle presenti circostanze, a speranza così fatta?

Noi nol crediamo. La cosa ci sembra non pure inopportuna, ma addirittura impossibile.

È impossibile oggidì far tentativi, è impossibile impegnarsi in intraprese dove si corre rischio di offendere gravemente le coscienze, di respingere per sempre da noi i nostri fratelli separati, d'irritare dappertutto e senza ragione gli animi contro la Chiesa, di stornare il Concilio dal suo vero fine, e farlo andare ignominiosamente a vuoto.

E tutto ciò senza veruna necessità!

Che teologi, i quali rinchiusi nel loro gabinetto di studio vivono esclusivamente delle loro idee e de' loro libri; che giornalisti, i quali vivono unicamente di passioni; che adulatori, cui san Francesco di Sales chiama *i buoni servitori* del Papa e addosso a' quali gettava sì acerba critica la Commissione nominata da Paolo III per investigare i mali della Chiesa; che tutti costoro non s'interessino affatto di ciò, la cosa si comprende.

Ma coloro, a' quali incombe provvedere alla salute delle anime; coloro, che praticano con gli uomini e vorrebbero salvarli; Pio IX, i Vescovi, i pastori e i capi della Chiesa, ai quali spetta guidarla attraverso le immense difficoltà del tempo presente; questi non vorranno al certo, per contentare i teorici e procacciare il trionfo d'una scuola e d'un partito, compromettere in tal guisa la Chiesa ed esporla a simiglianti pericoli!

Doc. CLXIV. — Pag. [383].

I Vescovi tedeschi adunati in Fulda, a' loro diletti diocesani la grazia e la pace di Dio, Salvator nostro.

Nello spirito di Gesù Cristo e della santa sua Chiesa, il quale soprattutto è spirito di unità e di comunione, Noi Vescovi tedeschi ci siamo anche in quest'anno raccolti a fraterna consultazione in Fulda sulla tomba di s. Bonifacio. Scopo di queste adunanze non

è già quello di prendere risoluzioni obbligatorie in affari ecclesiastici (lo che, giusta le leggi della Chiesa, compete unicamente a vere e proprie assemblee adunate nella debita forma), ma sì di metterci, mediante scambievoli conferenze, in grado di meglio adempiere il nostro santo ministero, e promuovere tra noi quell'unità e carità, che è madre e nutrice d'ogni bene.

È facile il comprendere che in quest'anno l'oggetto principale delle nostre conferenze era la preparazione al Concilio generale, a cui il nostro S. Padre Pio IX ha chiamati tutti i Vescovi dell'orbe cattolico.

A questo riguardo, Noi abbiamo stimato buona e salutar cosa di rivolgere collettivamente, prima di separarci, brevi parole ai nostri diletti diocesani, sì ecclesiastici come laici.

Non appena la convocazione di un Concilio generale fu diventata una certezza, che i cuori dei fedeli si riempirono, per un lato, di pia aspettazione e confortante speranza, talchè migliaia e migliaia di loro rivolgono con filiale fiducia lo sguardo verso Roma. Non già perchè il Concilio sia un rimedio magico per allontanare da noi tutti i mali e pericoli che ne circondano, e cambiare di subito la faccia della terra; ma sì perchè, a forma dell'ordinamento stabilito da Cristo nella sua divina sapienza, l'adunarsi dei successori degli Apostoli intorno al successore del beato Pietro, in un Concilio generale della Chiesa, è il mezzo più acconcio a porre in più chiara luce la beatificante verità del cristianesimo e richiamare più efficacemente in vigore la santa sua legge. Il detto stupendo del santo papa Gregorio Magno, che coll'andare del tempo vanno sempre più spalancandosi per la cristianità le porte della verità e sapienza divina, si avvera in modo il più sublime per mezzo dei Concili generali. Dall'essere pertanto la dottrina di Cristo rettamente conosciuta, e la sua legge universalmente osservata, dipende al certo, come l'eterno, così il vero benessere temporale dell'umanità. Di qui è che i figli fedeli della Chiesa hanno in ogni tempo salutato con gioia e con santa speranza i Concili generali. Egli è adunque un sacrosanto dovere il nutrire dentro noi stessi e il diffondere fra gli altri un simile sentimento anche in riguardo all'imminente Concilio.

Non possiamo però dissimularci che, per un altro lato, anco da ferventi e fedeli membri della Chiesa si nutrono apprensioni atte a scemare la fiducia. A ciò si aggiunga che per opera degli avversari della Chiesa mettonsi in campo accuse non aventi altro scopo che di provocare dappertutto sospetti e contrarietà al Concilio, e destare persino la diffidenza dei Governi.

Così viene affacciato apertamente il timore, non abbia il Concilio a proclamare nuovi articoli di fede, non contenuti nella rivelazione divina e nella tradizione della Chiesa, e stabilire principii pregiudicevoli agl'interessi del cristianesimo e della Chiesa, e incompatibili con le giuste esigenze dello Stato, della civiltà e della scienza, non che con la legittima libertà e il benessere temporale delle popolazioni. Si va anche più oltre: si accusa il Santo Padre di volere, sotto la pressione di un dato partito, valersi del Concilio unicamente come di mezzo ad accrescere oltre misura la potenza della Sede apostolica, a cambiare l'antica e legittima costituzione della Chiesa, ad istituire una signoria spirituale, inconciliabile con la libertà cristiana. Non si ha rossore di lanciare contro il Capo supremo della Chiesa e l'Episcopato denominazioni partigiane, che fino a qui solevano uscire di bocca soltanto ai nemici dichiarati della Chiesa. Conseguentemente si esprime senza ritegno il sospetto che non sia per essere concessa ai Vescovi la piena libertà nelle discussioni, e che i Vescovi stessi siano per mancare delle cognizioni e del coraggio necessario per adempiere al dover loro in Concilio; in seguito di che, si fa persino questione della validità del Concilio e delle sue decisioni.

Qualunque esser possa l'origine di questi e altri consimili ragionamenti, essi al certo non provengono da viva fede, da leale affezione alla Chiesa, da una incrollabile fiducia in quell'aiuto, che Dio non ritira giammai dalla sua Chiesa. Così non pensarono giammai i nostri padri nella fede, nè i Santi di Dio; tali pensieri stanno senza dubbio in opposizione anche coi dettami dell'intima vostra coscienza, o dilette diocesani. Contuttociò noi vogliamo anco esplicitamente esortarvi a non vi lasciare da siffatti ragionamenti trarre in errore così da venir meno nella vostra fede e nella confidenza vostra.

Mai e poi mai non può nè potrà un Concilio generale dichiarare una nuova dottrina, che non sia contenuta nella sacra Scrittura o nella tradizione apostolica; come generalmente la Chiesa, allorchè pronunzia in materie di fede, non promulga nuove dottrine, ma pone in più chiara luce l'antica e primitiva verità, e la preserva da nuovi errori.

Mai e poi mai non può nè potrà un Concilio generale proclamare dottrine che stiano in opposizione co' principii di giustizia, co' diritti dello Stato e delle sue autorità, con la civiltà e co' veri interessi della scienza, con la legittima libertà e prosperità dei popoli.

Il Concilio principalmente non metterà innanzi verun altro

principio diverso da quelli che la fede e la coscienza han già scolpiti nel cuore di voi tutti; che i popoli cristiani hanno attraversato i secoli santamente mantenuti; sui quali riposano ora e sempre il benessere degli Stati, l'autorità dei maggiori, la libertà dei popoli, e che presuppongono ogni vera scienza e civiltà.

E perchè possiamo noi ciò affermare in termini così precisi e perentori? Perchè dalla fede siamo fatti certi che Gesù Cristo rimane con la sua Chiesa sino alla fine del mondo; che lo Spirito Santo non l'abbandona giammai; che di tutto la fa risovvenire; che la guida alla cognizione di ogni verità; talmentechè essa è e rimane la colonna e il fondamento della verità, contro cui neppure le porte dell'inferno possono prevalere; perchè, finalmente, crediamo e sappiamo che, quando i successori di Pietro e degli Apostoli, il Papa ed i Vescovi, legittimamente congregati in generale Concilio, pronunziano decisioni in materia di fede e di morale, sono, per provvidenza ed aiuto di Dio, immuni da ogni errore. In quella guisa che Cristo è lo stesso ieri, oggi e in eterno, e che la sua parola non passa mai, ancorchè passino cielo e terra; così anche la sua Chiesa rimane sempre la stessa, e la verità di Cristo rimane sempre e immutabilmente in lei. Solo il temere che un Concilio generale possa nelle sue dottrinali decisioni fallire alla verità trasmessa fino a noi per tradizione, possa in qualche modo alterare nella sua sostanza la costituzione, divinamente ordinata, della Chiesa, è un disconoscere la forza delle promesse fatte da Dio alla santa Chiesa e l'efficacia dell'aiuto divino.

Lungi pertanto da ognuno il timore che il Concilio generale voglia con inconsideratezza e precipitazione adottare decisioni, le quali si mettano senza necessità in opposizione con le condizioni e i bisogni dell'età nostra, o impiantare tra noi, come farebbono uomini fantastici, principii, costumi e istituzioni, dei tempi trascorsi.

Come può egli ciò ragionevolmente temersi da un consesso di Vescovi di tutto il mondo cattolico, che illuminati dalle più ricche esperienze della vita, conoscitori delle condizioni speciali de' vari paesi, gravati della responsabilità del più sacrosanto de' ministeri, vengono dal Capo supremo della Chiesa principalmente raccolti per avvisare insieme con lui al mezzo migliore di attuare per il presente le verità eterne della religione, e di conservare e trasmettere alle presenti e alle future generazioni il beneficio del cristianesimo?

Privo di fondamento e oltremodo ingiusto è anche il sospetto che possa nel Concilio rimaner pregiudicata la libertà della discussione. Quanto poca cognizione hanno coloro che così pensano, dei sentimenti del Papa, dei sentimenti de' Vescovi, e del modo di operare della Chiesa! Noi sappiamo nel modo più positivo, esser volontà espressa del Santo Padre di non porre alcun limite nè alla libertà nè alla durata delle discussioni: e ciò è anche nella natura della cosa. Infatti, in un Concilio della Chiesa non si vedono i diversi partiti contendersi l'un l'altro, con ogni mezzo di persuasione, la palma; non si vedono i singoli membri affannarsi a guadagnare, mediante una semplice maggioranza, la prevalenza sugli avversari; tutti sono fin da principio, nonostante una qualche divergenza d'opinioni in altre materie, perfettamente concordi nelle massime di fede, tutti non hanno in mira che un solo fine, la salute delle anime e il benessere della cristianità; e le discussioni che nel Concilio hanno luogo, non tendono già a soverchiar l'avversario o a promuovere un interesse particolare, ma sì a porre in luce da ogni lato la verità, e a non prendere alcuna decisione fino a che non sia stata eliminata ogni difficoltà, schiarita ogni dubbio. Segnatamente in quanto risguardi le verità eterne della fede, il Concilio non prenderà la più piccola risoluzione, senza prima aver esauriti i mezzi della scienza e della più matura considerazione. Che diremo poi del sospetto cotanto indegno che possano i Vescovi, per rispetto umano, mancare in Concilio del debito coraggio? Memori del precetto di Nostro Signore di non mormorare contro coloro che ci calunniano, noi puramente e semplicemente diremo: I Vescovi della Chiesa cattolica adunati in Concilio generale non dimenticheranno mai e poi mai, nell'affare importantissimo del loro ministero e della loro azione episcopale, *il più sacrosanto fra tutti i loro doveri, il dovere cioè di dar testimonianza della verità*. Memori del detto dell'Apostolo, che chi vuol piacere agli uomini non è servo di Cristo, memori del conto che presto dovranno rendere dinanzi al tribunale di Dio, giusto giudice, i Vescovi non conosceranno altra norma che la lor fede e coscienza.

Noi non abbiám giudicato contrario alla nostra dignità il difendere contro sì tristi sospetti l'Episcopato cattolico e il Concilio generale; giacchè anche l'Apostolo delle Genti, in grazia del suo ministero apostolico e per amore alla Chiesa e alle anime, non isdegnò difendersi contro accuse destitute d'ogni fondamento.

Allorquando però, rinnegando assolutamente tutto l'ossequio ed amore onde noi andiam debitori verso la Chiesa e il supremo

suo Capo, si denigrano e si calunniano gl'intendimenti del Santo Padre, della stessa santa Sede apostolica; allorquando si rappresenta come partito e come strumento d'un partito Colui, che Cristo ha costituito Pastore universale e pietra di fondamento a tutta quanta la Chiesa; allorquando gli si attribuiscono intenzioni dominatrici e ambiziose, seguendo in ciò l'esempio di quella stessa gente che dinanzi a Ponzio Pilato accusò un tempo Cristo, fondatore della Chiesa, come un sedizioso e come un agitatore del popolo; ci mancano le parole ad esprimere tutto il nostro dolore per siffatti propositi e per lo spirito onde sono informati.

Nulla è così estraneo ed opposto all'essenza della Chiesa cattolica, come lo spirito di partito. Non v'ha cosa, contro la quale il divin Redentore e i suoi Apostoli siansi così ricisamente pronunziati, come ogni fazione e scissura; e appunto per escludere tutto ciò che sapesse di divisione, e per mantenere l'unità dello spirito nel vincolo della pace, Cristo fra tutti gli Apostoli *uno* ne costituì a centro dell'unità e a supremo Pastore universale, tutti subordinando alla sua paterna autorità, tutti — Vescovi, preti e fedeli dell'universo — unendo a lui col vincolo indissolubile d'un'obbedienza fondata sulla fede e sull'amore.

Abbraccia, ben è vero, la Chiesa una varietà immensa di particolarità nazionali ed umane. Essa comprende in sè le più diverse comunità, corporazioni e forme della vita religiosa; tollera, anzi protegge le varie opinioni sì teoriche come pratiche; ma mai e poi mai tollera e approva la divisione dei partiti, od è ella stessa partito; anzi a ogni cuore cattolico, finchè le passioni non vengano a turbarne la fede e l'amore, è impossibile lasciarsi invadere, sotto il riguardo religioso ed ecclesiastico, da spirito di partito; perocchè la sua fede lo muove a subordinare con umiltà, con amore e con illimitata fiducia il proprio giudizio e, ciò che più monta, gl'interessi e le passioni particolari al supremo e infallibile magistero che Cristo ci ha ordinato di ascoltare, e al quale è applicabile in eterno la parola di Lui: « *Chi ascolta voi, ascolta me.* »

Or questo supremo, infallibile magistero della Chiesa, o meglio Cristo e il santo suo Spirito, sarà quello che nell'imminente Concilio generale parlerà a tutti; e tutti coloro che sono di buona volontà, tutti coloro che sono da Dio, ascolteranno la sua voce: la voce della verità, della giustizia, della pace di Cristo. Come Pietro e gli Apostoli, nel primo Concilio di Gerusalemme, furono di *un* sentimento e tennero solo *un* linguaggio, così avverrà an-

che oggi; e sarà manifesto a tutto il mondo che, come nella primitiva comunità cristiana, così anc'oggi nella Chiesa cattolica, sono tutti d'*un* cuore e d'*un*'anima.

Da questa fonte d'unità scaturisce nella Chiesa tutto che è grande, buono, salutare; tutti i beni del cristianesimo si raccolgono con quella fonte; soltanto in questa unità siamo messi a parte della luce e della vita di Cristo. E per ciò appunto anche Cristo, nella sua orazione di gran Sacerdote, pregò per i suoi dal Padre celeste il bene di siffatta unità, perchè in questo bene si contengono tutti gli altri beni della salute, cioè la fede, l'amore, la forza, la pace, e ogni sorta di benedizioni.

E, viceversa, dalla divisione e dalla scissura sono scaturiti i più grandi mali che mai abbiano afflitto la cristianità ed il mondo; come, viceversa, ogni guarigione dipende dalla riconciliazione e dal ristabilimento dell'unità.

Se a' tempi nostri, grazie ne sian rese a Dio, si è posto riparo a tanti danni di tempi peggiori ormai trascorsi; se, ad onta della tristizia dei tempi, la vita ecclesiastica e religiosa trovasi rafforzata, e molto di buono fu fatto per salute delle anime e sollievo dei poveri e dei tribolati; se fra ecclesiastici e secolari si è accresciuto il coraggio della fede e l'amore alla Chiesa; se in tutto il mondo cresce e fruttifica con novello vigore il regno di Dio; se persino tutti gli assalti contro la Chiesa, e tutte le tribolazioni che le piovono addosso, ridondano a suo proprio vantaggio; noi non dubitiamo, essere ciò dovuto principalmente a quella intima concordia e unità di sentimenti, che per grazia di Dio, se si prescinda da alcune deplorabili ma insignificanti perturbazioni, domina nell'orbe cattolico tutto quanto. Non è una vanagloria, ma una preziosa e manifesta verità, che i Vescovi tutti dell'orbe cattolico sono uniti fra loro e con la Sede apostolica nella più perfetta unità, e che al modo stesso che clero e popolo sono d'accordo co' loro Vescovi, così esiste una piena concordia anche fra i diversi ordini della Chiesa, e i cattolici eziandio di tutte le nazioni sono *uno* nella fede e nell'amore alla Chiesa; le strettezze e le procelle dei tempi non han fatto che assodare questa concordia; segnatamente poi l'affettuosa cooperazione di tutte le nazioni a recar soccorso al Santo Padre gravemente angustiato, ha sempre più ristretto questo vincolo d'unità. Nello spirito di tale unità, siccome inviati di Cristo, in nome di Cristo e nel cuore di Cristo, noi esortiamo, preghiamo e scongiuriamo tutti, e segnatamente i nostri cooperatori nel sacerdozio e nel sacrosanto ministero, a volere, ciascuno nel grado suo, curare e promuovere

con la parola, gli scritti e l'esempio, e mediante la remozione di ogni eventuale controversia, l'accennata perfetta unità dello spirito, e astenersi da tutto ciò che potesse alimentare la discordia e sollevare le umane passioni.

Fra breve Noi lasceremo per lungo tempo le nostre diocesi, e ci sentiamo il cuore profondamente commosso in pensando ai grandi pericoli dell'età presente. Abbiamo quindi risoluto e ordinato che, incominciando dal dì 8 dicembre p. f., sia celebrato in tutte le chiese parrocchiali delle nostre diocesi un Triduo al SSmo Cuore di Gesù, in riguardo alla qual divozione ci riserbiamo a dare più speciali ordinamenti.

La grazia e la pace di Gesù Cristo, l'intercessione della SSma Vergine e di tutti i Santi sia e rimanga con tutti voi.

Dato in Fulda il dì 6 settembre 1869.

† Paolo, arcivescovo di Colonia. † Gregorio, arcivescovo di Monaco e Frisinga. † Enrico, Principe vescovo di Breslavia. † Giorgio Antonio, vescovo di Wurzburg. † Cristoforo Florenzio, vescovo di Fulda. † Guglielmo Emanuele, vescovo di Magonza. † Eduardo Giacomo, vescovo di Hildesheim. † Luigi, vescovo di Leontopoli, vicario apostolico di Sassonia. † Corrado, vescovo di Paderbona. † Pancrazio, vescovo d'Augusta. † Mattia, vescovo di Treviri. † Nicola, vescovo d'Alicarnasso, vicario apostolico del Lussemburgo. † Giovanni Enrico, vescovo di Osnabruck e provicario delle Missioni della Germania settentrionale e della Danimarca. † Francesco Leopoldo, vescovo di Eichstädt. † Lotario, vescovo di Leuca *i. p.* e vicario capitolare dell'arcidiocesi di Friburgo. † Filippo, vescovo di Ermeland. † Giovanni Nepomuceno, vescovo di Kulm, rappresentato dal Dott. Hasse, proposto della cattedrale e vicario generale. † Nicola, vescovo di Spira, rappresentato dal Dott. G. Molitor, canonico della cattedrale e consigliere spirituale. — Carlo Giuseppe Hefe, Vescovo eletto di Rottemburgo, in virtù d'incarico speciale.

Doc. CLXV. — Pag. [393].

Il Relatore: Una seconda proposta del sig. Baudri diè luogo ad estesa discussione, la quale è stata, io credo, condotta con molta assennatezza e in quel modo che meglio si addiceva allo spirito, al carattere, alla dignità dell'adunanza generale cattoli-

ca, e alle tradizioni di essa. Tanto nelle prime quanto nelle susseguenti sue deliberazioni, la nostra adunanza cattolica stabilì il principio che noi non avessimo mai ad immischiarci in speciali questioni politiche, contentandoci solo di sostenere e difendere sul terreno della politica i diritti della Chiesa; e stabilì parimente l'altro principio che noi non avessimo mai ad immischiarci nelle interne faccende della Chiesa, la cura delle quali fu da Nostro Signore Gesù Cristo affidata a Pietro, agli Apostoli e ai loro successori. All'essersi appunto, fino dai primi anni della sua esistenza, fedelmente e coscienziosamente conformata al proposito di non immischiarsi giammai negli affari e nelle incumbenze dell'Episcopato, deve l'associazione cattolica quella illimitata fiducia che dall'apostolica Sede e dal Collegio episcopale le è stata in più modi addimostrata.

Tali sono i principii da cui partimmo. In questi ultimi tempi però, manifestaronsi disgustosi dissensi e malintesi intorno al Concilio. Ed anche a questo riguardo noi riputammo opportuno di nulla dichiarare dal canto nostro e far conto che nulla fosse accaduto, ma solo tenerci saldi nel proposito che ho poc'anzi indicato. Se non che, dovemmo più tardi persuaderci essere impossibile il non dir nulla affatto di un avvenimento così importante com'è il Concilio, il non esprimere, cioè, i nostri sentimenti intorno alla suprema e solenne circostanza che interessa il mondo tutto quanto e in special modo la Chiesa. Da ogni parte si domandava: che cosa dobbiamo pensare? quali sono gl'intendimenti di questa generale adunanza cattolica? Essa serba un assoluto silenzio sulla cosa più importante, e ciò nell'anno stesso in cui s'aduna il Concilio. Noi quindi abbiám creduto di adempiere un dovere e nel tempo stesso di esprimere gl'intimi sentimenti del nostro cuore, salutando, come facciamo, l'universale Concilio con queste semplici parole: Con ansiosa illimitata fiducia noi aspettiamo la riunione della Chiesa in Concilio, e ne accettiamo senza riserbo le deliberazioni; e, coerentemente al fine supremo della nostra associazione, che è quello di difendere la libertà della Chiesa cattolica, modestamente e discretamente protestiamo contro la ingerenza nelle faccende interne della Chiesa cattolica da parte delle autorità temporali, manifestando la speranza che i nostri Governi vorranno da quella astenersi. Nel tempo stesso però siamo stati concordi nel riconoscere, essere, oltre ogni credere, opportuno il non impegnarci su tale argomento in una estesa discussione. (*Applausi*). Quei signori che prendono nell'oggetto di cui si tratta speciale interesse, ebbero ieri ogni

agio di ascoltare e di parlare, ed io sono d'avviso che ciò fosse fatto ad esuberanza. Io dunque propongo semplicemente la risoluzione, quale di comune accordo e per deliberazione della maggioranza venne formulata; e vi prego ad approvarla.

Essa è così concepita:

L'adunanza saluta col sentimento della più profonda venerazione il Concilio ecumenico, che ad intimazione di Pio IX si riunirà il dì 8 dicembre dell'anno corrente.

Come tutte le altre volte che la Chiesa assembrossi in Concilio, così anche questa volta il popolo cattolico aspetta con piena fiducia quella solenne riunione, fermo nella fede che lo Spirito Santo è quei che guida le consultazioni, e che quindi non possono essere adottate che decisioni atte a far trionfare la verità contro l'errore, e apportatrici ai popoli d'eterna salute.

I cattolici della Germania si aspettano che i loro Principi e i loro Governi si astengano da ogni passo, che violar potesse la libertà delle consultazioni e deliberazioni dell'imminente Concilio. (*Fragorosi applausi da tutte le parti.*)

Il Presidente: Dopo gli applausi generali che hanno seguito la lettura della proposta, io non so se sia necessario mettere ai voti la cosa. Per servire purtuttavia alla forma, prego coloro che sono d'accordo circa la cosa stessa, ad alzare le mani. (*Ciò vien fatto in mezzo a' più fragorosi applausi.*)

Doc. CLXVI. — Pag. [396].

.... Nel rappresentarvi con queste parole il carattere delle nostre adunanze cattoliche tedesche siccome un'immagine fedele della Chiesa cattolica, non è già mio intendimento, o Signori, fermarmi a lungo su tale immagine. Un'altra adunanza si drizza davanti ai nostri sguardi, che farà manifesti in tutt'altra guisa i caratteri della Chiesa. Come le montagne gigantesche, che s'innalzano maestose verso il cielo, fanno scomparire le colline, che stan loro di fronte, così la nostra laicale adunanza scompare dinanzi alla colossale grandezza di quell'adunanza, che da qui a tre mesi avrà luogo in Roma. I sentimenti, co' quali i cattolici qui assembrati rivolgono i loro sguardi verso il *Concilio*, sono stati già espressi mediante le risoluzioni adottate. Essi non posson

essere che sentimenti di riverenza, di soggezione filiale, di cristiana sottomissione. (*Bravo!*)

La venerazione, con cui guardiamo al Concilio, ci viene di per se stessa ispirata dalla considerazione della naturale eminenza, della morale grandezza, della spirituale eccellenza delle persone che compongono cotale adunanza. Tutti i paesi dell'orbe cattolico manderanno a Roma i supremi loro Pastori e i dottori più riputati; là si troveranno accolti gli scienziati di tutto il mondo cattolico, là si troveranno riuniti i più elevati caratteri, gli uomini più sperimentati, i personaggi più nobili. Il Concilio sarà un consesso augusto, quale i tempi presenti non saprebbero, non che offrire, neppure immaginarsi.

Col riunire i più nobili pastori e dottori del tempo presente, il Concilio evocherà eziandio tutto il gran passato della Chiesa. Davanti ad esso sarà collocata la sacra Scrittura, in esso saranno aperte le lettere degli Apostoli, e messi in campo gli scritti dei Padri, di s. Agostino, di s. Gregorio, di s. Tommaso, di s. Alberto; tutta la grande tradizione della Chiesa prenderà in quel Concilio la parola, e per bocca dei Padri viventi, colà riuniti, parleranno alla presente generazione i Santi che abitano in cielo. Questo sarà il fondamento delle disquisizioni, consultazioni e deliberazioni del Concilio. E certo non v'è alcun'altra adunanza che più di questa possa fondatamente, provvidenzialmente e coscienziosamente decidere intorno alle questioni che le verranno sottoposte.

Però, o Signori, questa umana grandezza e perfezione che il Concilio attinge dagli elementi che lo compongono, non è in alcun modo l'unica ragione della fiducia e della riverenza con cui volgiamo verso di esso gli sguardi. La storia di diciotto secoli è là per attestare l'eccelsa dignità di sì fatta ecumenica raunanza.

Questa storia non ci dice ella forse, o Signori, che i Concili sono da diciotto secoli in qua i grandi centri che dominano i movimenti tutti del mondo? Non ci dice ella che i Concili sorsero ripetutamente non altrimenti che il sole, per portare in mezzo alla più cupa notte la luce? Non dimostra ella che essi sono il più gran rimedio per i mali del secolo? Più specialmente poi la storia ci fa fede che queste adunanze parlarono sempre e poi sempre lo stesso linguaggio. In ebraico parlarono gli Apostoli nel primo Concilio di Gerusalemme, in greco parlarono i loro successori a Nicea, in romano nei Concili lateranensi; ma una era la verità che essi parlavano, nè l'avvicinarsi dei secoli ha mai interrotto l'unanimità del loro linguaggio; esso fu sempre

lo stesso. Giammai Concilio riformò le decisioni di fede d' un altro Concilio, giammai l' uno contraddisse all' altro in materia di fede.

Se non che, o Signori, anche questa testimonianza della storia, per quanto preponderante ella sia, non è nè il solo nè l' essenziale motivo della nostra soggezione al Concilio. V' ha qualche cosa di più profondo, qualche cosa di soprannaturale. Noi tutti sappiamo, o Signori, che il Concilio ha per sè l' assistenza dello Spirito Santo. Il pensiero che lo Spirito di Dio è quello che guida i Padri nel Concilio, è il principio, a norma del quale soltanto può il Concilio stesso essere inteso.

Chi accolga nella mente sì fatto pensiero, chi profondamente se ne penetri, a costui, o Signori, non potrà il Concilio ispirare che fiducia e sottomissione cristiana.

Io so bene, essere uomini coloro la cui lingua parla nel Concilio: ma so altresì che lo Spirito di Dio guiderà quelle lingue, affinchè annunzino la verità. Le voci che vi si raccolgono, sono senza fallo voci umane, che ognuno darà secondo l' umana persuasione, secondo l' umano giudizio: ma lo Spirito di Dio illuminerà l' adunanza, affinchè le voci, raccolte che siano, esprimano la volontà di Dio. Uomini sono quelli che mettono in iscritto le decisioni del Concilio, ma è lo Spirito del Signore che presiede a quell' adunanza e che regolerà le sue decisioni per modo, che essi dichiarino la verità, la verità eterna, rivelata da Gesù Cristo. Chi sia pieno di questo pensiero, io lo ripeto, si terrà lontano da timori, da angosce, da inquietudini, e da ogni altro sentimento destatosi in certe sfere, al quale io non so che nome mi dare.

Chi, all' opposto, non riconosce nel Concilio che un' autorità umana, può temere che esso diventi una lizza di partiti, e che vi esercitino dominio o influenza gl' intrighi. Or, chi questo teme, può anche pensare a mezzi di partito e a tentare dimostrazioni per far pressione nel Concilio.

Per noi altri cattolici il Concilio è un organo dello Spirito Santo. Quindi non possiamo guardare ad esso se non con santa riverenza, con santa filiale devozione. Quindi non ci è permesso dubitare ch' esso non sia per annunziare al mondo la verità e per apportargli la salute. Nè siamo soli ad avere questa fiducia. Quando, una volta adunati, i Vescovi dell' universo avranno fatto udire la loro voce, anche gl' infedeli, e quelli che ora appunto si tengon lontani da noi, non potranno a meno di essere scossi dalle loro parole.

La sacra Scrittura, narrando il sogno di Giacobbe, dice che al suo svegliarsi egli disse: « Veramente, qui era Dio, ed io non lo sapeva. » Come avvenne, o Signori, al patriarca Giacobbe, così avverrà a tutta quanta la società moderna, alla presente generazione. Essa dorme nell'inospito deserto, derelitta, spossata e cinta di tenebre. Si desterà peraltro, e desta che sia, non tarderà guari a riconoscere che al disopra del suo capo stava una scala miracolosa; una scala, dal cui vertice Iddio si abbassò fino all'umanità, e dalla cui base gli uomini elevaronsi fino a Dio. In questa scala essa riconoscerà il Concilio, e poi, quando il Concilio sarà passato, dirà con Giacobbe: « Veramente, qui era Dio, ed io non lo sapeva » (*Fragorosi e continuati applausi*).

Doc. CLXVII. — Pag. [400].

Considérations proposées aux évêques du Concile sur la question de l'infailibilité du Pape ¹.

I.

Dans les siècles passés l'Eglise a toujours repoussé les nouveautés en insistant particulièrement sur l'antiquité et l'immutabilité de ses dogmes. Elle a regardé comme un grand privilège en même temps qu'un devoir sacré, qu'il ne soit rien enseigné et confessé dans son sein qui n'ait été toujours, en tout lieu, et chez tous la croyance des fidèles. Dès qu'on peut prouver à l'égard d'une doctrine qu'elle a été inconnue pendant plusieurs siècles, qu'elle n'a surgi qu'à une époque déterminée, ou qu'elle n'a pas été professée par l'Eglise entière, — et dès qu'elle n'est pas contenue en puissance, comme disent les logiciens (*potentia-liter*), comme une conséquence logique inévitable et nécessaire, dans d'autres dogmes, — dès lors cette doctrine est jugée au point de vue catholique; elle porte sur son front la flétrissure de l'illégitimité; elle ne doit et ne peut jamais être élevée à la dignité d'un article de foi.

Or, tout cela se trouve réuni dans l'opinion de l'infailibilité papale. Car, d'abord, elle a été entièrement inconnue dans l'Egli-

¹ In luogo della versione italiana di questo Documento, se ne dà qui il testo francese stampato a Monaco e pubblicato a Ratisbona contemporaneamente al tedesco.

se pendant une longue suite de siècles. Il suffit de se rappeler l'Eglise d'Orient, cette Eglise au sein de laquelle tous les Conciles généraux ont été célébrés pendant les mille ans de son union avec l'Eglise d'Occident, cette Eglise dans laquelle s'est consommée la plus grande partie du travail intellectuel nécessaire pour la conservation intacte et la fixation des dogmes de la Trinité et de l'Incarnation, cette Eglise qui a vaincu successivement toutes les anciennes hérésies, qui a créé la littérature ecclésiastique. Jamais dans cette Eglise une voix ne s'est fait entendre qui attribuât au Pape l'infailibilité dogmatique. Le Jésuite Perrone lui-même n'a su en citer un seul témoignage ¹.

Mais quant à l'Eglise occidentale elle-même il est impossible d'en invoquer un témoignage favorable à cette opinion pendant les 12 premiers siècles. Parmi les passages des pères latins de l'Eglise, qui ont été cités de nos jours à l'appui de cette opinion par les Jésuites Perrone, Schrader et autres, il n'y en a pas un seul qui attribuât aux Papes ce haut et divin privilège avec le moindre degré de clarté et de précision. Au contraire nous pouvons citer un nombre trois fois plus grand de passages de ces mêmes pères, qui tantôt expressément, tantôt dans une supposition qu'on ne peut pas méconnaître, nient aux Papes ce privilège de l'infailibilité dogmatique et n'attribuent qu'à l'Eglise entière le droit de décider infailiblement ce qui est article de foi.

II.

Ajoutez à cela qu'on ne dit pas d'un seul des anciens hérétiques qu'il ait commencé par rejeter l'autorité des Papes en matière de foi ou qu'il ait été emporté jusqu'à renier cette autorité; ce qui prouve qu'on ne reconnaissait pas dans les Papes cette autorité infailible, que personne ne croyait à cette prérogative et que personne n'y avait recours, quoique la circonstance que la chaire de Rome était la seule chaire de l'Occident fondée par les Apôtres en personne et que l'Eglise romaine était l'Eglise-mère d'un si grand nombre d'Eglises particulières faisant partie de l'Eglise occidentale, lui donnât sans aucun doute dans

¹ Il est vrai que Perrone dans son « tractatus de locis theologicis » I, 510, de l'édition de Louvain, se rapporte à Origène, mais il le fait en mutilant grossièrement son texte et en en défigurant le sens. C'est avec le même manque de probité qu'il prétend invoquer le témoignage de Cyrille d'Alexandrie, dont il préfère ne point citer les paroles.

l'Occident un poids et une autorité dont elle ne pouvait jouir dans l'Orient.

III.

Si nous consultons les écrits des Pères de l'Eglise occidentale, qui traitent de la règle de la foi et de l'autorité de l'Eglise, p. ex. ceux de Tertullien, de St. Cyprien, de St. Augustin, de Gennade et de Vincent de Lerins, nous trouverons que *jamais* on n'y renvoie au jugement du Siège de Rome, aux décisions des Papes; que *jamais* on ne dit qu'il existe un moyen si simple et si commode de *couper* ou de *finir* toute contestation en matière de foi et de doctrine, tel que serait celui de provoquer une décision infaillible du Pape. Tous ces Pères et ces docteurs ne connaissent que la tradition de l'Eglise et ses trois conditions, savoir l'antiquité apostolique, l'ubiquité et l'unanimité catholiques.

IV.

La doctrine théologique de l'infailibilité papale n'a donc surgi que fort tard dans l'Eglise occidentale et seulement en suite de toute une série de falsifications et de fictions. Ce n'est que vers la fin du 13^e siècle qu'elle a été introduite dans la théologie de l'école par St. Thomas d'Aquin, qui avait été induit en erreur par une nouvelle fiction; et jusque bien avant dans le 17^e siècle les théologiens partisans de cette opinion se sont servis, pour lui donner un semblant de haute antiquité, tantôt des décrétales du faux Isidore, tantôt d'autres falsifications, comme on peut s'en convaincre en consultant même Bellarmin sur cette question.

V.

Il faut nécessairement que l'histoire de l'Eglise catholique pendant son premier millénaire soit une énigme insoluble pour tous les partisans de l'opinion de l'infailibilité papale. Ils sont hors d'état d'expliquer le moins du monde la longue durée, la profonde et intime complication, toute la suite, en un mot, des grandes contestations sur les dogmes révélés. On s'est donc donné des peines inouïes pendant des siècles, pour obtenir par de longs et pénibles détours et avec de grands sacrifices ce qu'on pouvait se procurer bien plus facilement, plus simplement et en peu de temps, si les Papes sont infailibles. Puisque, *selon eux*, l'Eglise entière croyait à l'infailibilité du Pape, on n'aurait eu au com-

mencement de chaque contestation dogmatique qu'à demander une décision papale pour obvier à toutes les difficultés et à tous les troubles ultérieurs que l'Eglise a dû souffrir et surmonter avec tant de peines. Chaque catholique se serait soumis, selon eux, à l'instant à la décision infaillible du Pape, et ceux qui ne l'auraient pas fait auraient été retranchés sans délai de la communion de l'Eglise ou s'en seraient séparés eux-mêmes. Mais dans la vérité tout s'est passé tout autrement. A chaque contestation dogmatique on a convoqué les Evêques de toutes les parties du monde chrétien, on les a obligés à de longs et onéreux voyages, à rester longtemps absents de leurs diocèses, ce qui à bien d'égards devait être plein de dommages pour l'Eglise, pour obtenir par le moyen de grandes assemblées, exposées à bien des dangers et des tentations, des décisions, qui d'après l'opinion des *Infailibilistes* ne recevaient néanmoins toute leur force et leur autorité que de l'assentiment du Pape. Mais il y a plus : les Papes eux-mêmes, tels par exemple que St. Léon le Grand, ont déclaré nécessaire la convocation d'un synode œcuménique, ou, tels que Sirice, ils se sont excusés de former une décision sur une question dogmatique contestée, et ont renvoyé à un Synode ceux qui la demandaient.

Le principal champion de l'infailibilité papale, le cardinal Orsi, a rejeté sur les Empereurs romains toute la faute du « fracas inutile » fait par la convocation des Conciles. Mais ces Empereurs en convoquant les Conciles n'agissaient que d'après le conseil des Evêques et parfois des Papes eux-mêmes, et quelque sévères qu'aient souvent été les reproches qu'ils se sont attirés par l'abus de leur pouvoir dans les affaires de l'Eglise, nous ne trouvons pendant plus de mille ans pas un mot de reproche contre ces mêmes Empereurs pour avoir attribué aux Conciles le droit de décision, qui aurait été dû aux Papes. Tout le monde chrétien a regardé, au contraire, la décision des questions concernant la foi par les Conciles comme la seule voie légitime et conforme aux principes de l'Eglise.

VI.

Par la même raison il est impossible de soutenir que l'opinion qui met dans le Pape l'infailibilité de la décision en matière de foi soit le résultat d'un développement dogmatique qui aurait eu lieu dans l'Eglise avec cette nécessité *légitime* qui tire les conséquences d'un principe. Car cette *nouvelle* doctrine n'est rien

moins qu'une conséquence justement tirée de la doctrine ancienne de l'Eglise, mais c'est plutôt et uniquement une doctrine contradictoire, la négation de la doctrine ancienne et l'affirmation d'une autre doctrine tout-à-fait différente, véritablement et essentiellement *nouvelle*, qui s'est mise à la place de l'ancienne et qu'il est impossible de mettre en harmonie avec elle. L'ancienne doctrine dit: Parce que Dieu gouverne et conserve son Eglise, elle ne peut jamais déchoir de la foi dans sa totalité, elle ne peut ni falsifier ni laisser se perdre la doctrine révélée qui lui a été confiée. C'est à l'Eglise dans sa totalité, et ce n'est qu'à elle, tant dans son état ordinaire que dans sa représentation par un Concile, que l'infailibilité est promise, c'est-à-dire la *protection* et la *lumière* divine, sans lesquelles les promesses de Jésus-Christ n'auraient pas leur accomplissement, et dont le résultat est ce que nous appelons l'infailibilité des décisions dogmatiques et de la profession de foi de l'Eglise.

La nouvelle opinion soutient le contraire de cette doctrine ancienne, puisqu'elle dit: Ce n'est pas à l'Eglise, c'est à une seule personne, c'est au Pape que l'infailibilité est promise; sans lui l'Eglise serait abandonnée à l'erreur; lui seul reçoit une lumière divine aussi souvent qu'il adresse la parole à l'Eglise pour enseigner les dogmes de foi, lumière qui le préserve du danger de tomber en erreur, et ce n'est par conséquent que par lui que l'Eglise reçoit autant de lumière et de vérité qu'il juge à propos de lui départir.

VII.

Le monde chrétien avait devant soi l'exemple et le modèle de la première décision, en matière de foi, du premier Concile de Jérusalem. La question la plus importante pour ces premiers temps de l'Eglise de la nouvelle alliance, la question de l'obligation des chrétiens gentils d'observer la loi de Moïse, elle ne fut pas décidée par une décision autoritative de St. Pierre. Les Apôtres et les Prêtres de Jérusalem délibérèrent plutôt librement et discutèrent la matière à fonds en présence des fidèles, et puis ce fut à la vérité St. Pierre qui vota le premier: cependant le décret du Synode ne fut pas formulé conformément au vote du premier des Apôtres, mais d'après celui de St. Jacques, et fut émis *au nom de tous*.

VIII.

Les décisions des anciens Conciles sur les matières de foi ont eu toute leur vigueur et ont été acceptées partout, sans qu'on ait regardé leur acceptation ou confirmation par le Pape comme nécessaire à cet effet et avant qu'elle ait eu lieu. On ne sait rien d'une confirmation papale des décrets du Concile de Nicée, et pendant la longue lutte avec l'Arianisme on ne s'est jamais rapporté au jugement du Siège de Rome. Ni le Pape en personne, ni des Légats en son nom n'ont pris part au second Concile œcuménique célébré à Constantinople en 381; néanmoins les décrets dogmatiques de ce Concile touchant le dogme du Saint-Esprit furent acceptés sans délai par toute l'Eglise et promulgués par l'empereur Théodose pour avoir force de loi dans tout l'Empire. C'est justement ce Concile qui, sans la moindre initiative du Pape et même sans qu'il y ait eu la moindre part, entreprit ce qu'il y a de plus grand, de plus hardi et de plus plein de responsabilité qu'il soit possible d'entreprendre dans l'Eglise de Dieu. Il a amplifié la formule de foi, commune à l'Eglise entière depuis les temps apostoliques et le Concile de Nicée, par des additions de la plus haute importance. Et ce même Concile n'a pas fait un seul pas pour obtenir le consentement ou l'approbation du Pape pour ses décrets dogmatiques. (L'assertion contraire de monseigneur l'Evêque de Grenoble à cet égard dans l'opuscule qu'il a récemment publié sous ce titre: *Le Concile œcuménique* est sans fondement). Nous savons même que les Papes se sont refusés pendant un temps assez considérable de reconnaître ce Concile, ou plutôt qu'ils se sont contredits dans ce qu'ils ont déclaré de temps à autre sur ce Concile.

IX.

Les Papes s'étaient-ils déjà déclarés sur une question dogmatique avant que le Concile œcuménique se fût assemblé, ce dernier soumettait alors la lettre papale en question à un examen exact, et selon le résultat, l'acceptait, ainsi qu'il arriva à la lettre de St. Léon le Grand à Flavien au Concile de Chalcédoine, ou bien la rejetait et y refusait son acquiescement, témoin le 6^e Concile œcuménique qui condamna la lettre du pape Honorius. Un tel examen aurait été une usurpation et une présomption intolérable si on avait cru les Papes infaillibles.

X.

Tous les partisans de l'opinion de l'infaillibilité papale s'accordent dans l'interprétation qu'ils donnent à la prière de N. S. Jésus-Christ en faveur de l'apôtre St. Pierre (Luc. xxii, 32) *que sa foi ne défaille point*, jointe à l'exhortation que le Seigneur y ajoute, *qu'après sa propre conversion il ait soin d'affermir ses frères*. Ils prétendent y voir la promesse de l'infaillibilité doctrinale pour tous les Papes, comme successeurs de St. Pierre, dans leurs rapports avec les « frères, » c. à d. avec les fidèles.

Mais cette interprétation est en contradiction flagrante:

1) Avec la tradition constante de l'Eglise pendant les sept premiers siècles;

2) Elle est donc incompatible avec le serment prêté par chaque Evêque et chaque Prêtre;

3) Elle répugne sans remède à toutes les règles de l'interprétation biblique, et jamais un homme versé dans la science et l'art exégétique ne pourra adopter ou approuver cette interprétation arbitraire, et

4) Enfin elle est réfutée par toute une série de faits historiques.

1) Elle est donc, d'abord, en contradiction flagrante avec la tradition de l'Eglise. Aucun des Pères de l'Eglise n'a compris de la sorte ce passage. Nulle part, ni dans leurs commentaires sur l'Ecriture sainte, ni dans leurs autres écrits, ni là en particulier où ils ont eu occasion de faire allusion à ce passage ou de l'expliquer, on ne trouve aucune trace qu'un seul des anciens docteurs de l'Eglise ait trouvé dans les paroles du Seigneur une promesse d'infaillibilité papale. Les Pères de l'Eglise se sont occupés souvent et avec soin de ce passage. Nous avons là-dessus les explications et les remarques de St. Cyprien, de St. Hilaire, de St. Jean Chrysostôme, de deux Synodes africains, de Carthage et de Milève, de St. Augustin, de Palladius, de St. Léon le Grand, de Théodoret et de plusieurs autres, qui *tous* ont reconnu qu'il n'est ici question que de la vertu individuelle de la foi, vertu affaiblie et obscurcie dans St. Pierre et dans les autres Apôtres lors de la grande tentation qu'ils eurent à soutenir, — témoins le reniement de l'un et la crainte et la faiblesse des autres, — mais non tout-à-fait éteinte en eux, et qui devait redevenir vivante et forte par la grâce divine, méritée et acquise par l'intercession

médiatrice de Jésus-Christ. C'est la persévérance *dans la foi au Sauveur* que Jésus-Christ a obtenue par son intercession à Saint Pierre et aux autres Apôtres, et c'est dans cette foi que Saint Pierre est appelé selon ce passage à confirmer ses frères après sa propre conversion. C'est là ce que les Pères enseignent et déclarent unanimement sur ce passage.

L'infailibilité ou le privilège de ne pouvoir errer dans une décision doctrinale ou prononcée comme jugement en matière de foi est une chose tout-à-fait différente. Une telle décision ou une doctrine proposée de la sorte peut fort bien être erronée sans préjudice de la foi la plus inébranlable dans le Sauveur, et en effet cela a eu lieu fort souvent. Personne p. ex. ne sera tenté de soutenir que l'erreur de tous ces Evêques d'Afrique qui, avec le grand St. Cyprien à leur tête, niaient la validité du baptême conféré hors de la communion de l'Eglise ait été en eux une preuve de l'absence ou de la perte de la foi en Jésus-Christ. Et, au contraire, un Evêque incrédule quant à lui-même peut fort bien, consulté sur un point de doctrine, donner une décision tout-à-fait juste et orthodoxe.

Nous voyons donc que l'interprétation qu'on a donnée dans les temps modernes à ce passage, comme si Notre Seigneur avait obtenu pour les Papes l'infailibilité dogmatique, fait violence aux paroles et à la liaison du texte, et prête dans la bouche du Seigneur au mot de « foi » une signification qui lui est tout-à-fait étrangère et dont on ne trouve pas d'exemple dans tout le nouveau testament, une signification enfin qui s'éloigne entièrement de l'interprétation et de l'enseignement unanime des Pères de l'Eglise.

Le premier de ceux qui ont essayé de tirer parti de ce passage pour en déduire la preuve d'une prérogative accordée par ces paroles de notre Sauveur au Siège de Rome a été le pape Agathon en 680, lors qu'il espéra prévenir par là la condamnation de son prédécesseur Honorius par le Concile de Constantinople. Mais il eut soin en même temps d'excuser et d'atténuer son interprétation nouvelle, *inouïe* jusqu'alors, par l'aveu qu'il y ajouta: *qu'à Rome régnait pour lors une grande ignorance en matières théologiques*. Le faux Isidore attribua plus tard l'interprétation nouvelle et arbitraire d'Agathon aux Papes les plus anciens. Gratien la débita et la sanctionna, pour ainsi dire, en suite de l'autorité qu'il acquit bientôt par les moyens que l'histoire nous fait connaître, et c'est ainsi que cette interprétation a trouvé peu à peu entrée, quoique toujours rejetée par tous les théologiens et les interprètes savants.

2) Cette interprétation n'ayant été imaginée que si tard, et la confession dite de Pie IV, à laquelle chaque Evêque et chaque Prêtre en particulier a acquiescé par la foi du serment, fondée sur le canon célèbre du Concile de Trente (Sess. iv), ne renvoyant le chrétien catholique qu'à l'unanimité des Pères de l'Eglise, et par conséquent des six premiers siècles dans l'interprétation des saintes Ecritures (*juxta unanimem consensum Patrum*), il est impossible de ne pas reconnaître comme, à la rigueur, coupables de parjure ceux qui abusent de ce passage pour appuyer l'opinion de l'infailibilité du Pape.

3) Mais ils pêchent aussi en même temps contre les règles de l'exégèse et de l'interprétation des saintes Ecritures et ils donnent aux paroles du Christ une explication forcée, qui tend à leur donner un sens étranger et contre nature.

Car d'abord *a)* les paroles du Seigneur: *Lors donc que vous serez converti (Et tu aliquando conversus)* n'ont rapport qu'à la personne de Pierre, puisqu'il est impossible d'admettre dans chaque Pape, ainsi que dans Pierre, une chute et un renoncement à la foi et à la confession que nous lui devons, et un retour de l'apostasie à la foi.

b) La foi dont parle le Sauveur dans cet endroit est la foi en la dignité de Messie et en la mission divine du Christ. Même si nous admettions que cet endroit contient la promesse pour chaque Pape c. à d. pour chaque successeur légitime de St. Pierre, de le préserver toujours du renoncement de la foi en la divinité du Christ et en sa qualité de Rédempteur du genre humain, toujours est-il constant que même une telle promesse serait encore loin de contenir une garantie d'infailibilité à l'égard de chaque décision dogmatique sur un article quelconque de la doctrine de l'Eglise concernant le dépôt de la foi confié à sa garde.

c) L'exhortation du Seigneur à Pierre, *d'avoir soin* dorénavant *d'affermir ses frères (confirma fratres tuos)*, n'est pas même à l'égard de la *personne* de cet Apôtre équivalente à une *promesse* que, fidèle à ce devoir, il l'accomplirait en effet dans chaque circonstance. C'est détourner le sens des mots et prétendre leur donner une signification forcée et fausse que de vouloir faire, d'une exhortation à remplir un devoir, une promesse immanquable de le remplir en effet toujours. Si cela est vrai déjà à l'égard d'une seule personne, il sera encore moins permis d'avancer que, même supposé que l'exhortation du Seigneur *d'avoir soin d'affermir* les frères regarde en même temps tous

les Papes, autant que la personne de St. Pierre, elle importe avec elle l'assurance et qu'elle contienne la promesse qu'ils y seraient fidèles dans chaque circonstance.

4) Enfin les faits de l'histoire ecclésiastique sont là et suffisent eux seuls pour prouver, que le Seigneur n'a nullement voulu, par l'exhortation faite à St. Pierre, accorder à tous les Papes le privilège de l'infailibilité doctrinale. Car si cela était le cas, il faudrait pouvoir montrer que tous les Papes depuis 1800 ans *auraient* toujours eu soin d'affermir leurs frères et n'auraient par conséquent jamais soutenu eux-mêmes ou souffert quelque erreur en matière de foi. Or, personne n'ose soutenir sérieusement cette proposition. Le contraire est par trop palpable. Cette assertion ne serait pas même vraie à l'égard de St. Pierre en sa propre personne, puisqu'à Antioche St. Pierre, loin d'affermir les frères, a plutôt égaré leur foi par son hypocrisie, comme St. Paul dut le lui reprocher. Lorsque Zosime approuva une profession de foi qui niait le péché originel; lorsque Liberius souscrivit une formule arienne et entra en communion ecclésiastique avec les Ariens; lorsqu'Honorius par l'approbation donnée à une formule erronée avait aidé à propager l'hérésie des Monothélites, comme en a jugé un Concile œcuménique, — et combien de faits semblables ne pourrait-on pas y ajouter? — personne ne pourra reconnaître dans ces errements divers l'accomplissement du devoir d'affermir les frères dans la foi.

L'interprétation des paroles du Seigneur qui nous ont occupés ici, selon laquelle on détourne leur sens naturel à une promesse d'infailibilité, est d'ailleurs incompatible avec les restrictions que les *Infailibilistes* se sont vus forcés eux-mêmes de mettre à ce privilège, pour éviter les nombreux embarras que leur suscite l'histoire de l'Eglise. Car si la preuve *biblique* de ce privilège, qu'on veut nous faire croire avoir été accordé aux Papes, est contenue dans l'exhortation faite à St. Pierre d'affermir la foi des frères, il faudrait qu'un Pape ne fût pas moins infailible quand il ne parle qu'à quelques frères, qu'à deux ou trois personnes, quand il n'adresse la parole qu'à des Eglises particulières, que quand il l'adresse à l'Eglise entière, — tandis que Bellarmin, Perrone et beaucoup d'autres partisans principaux de l'opinion de l'infailibilité papale affirment que le Pape n'est infailible, que quand il s'adresse à l'Eglise catholique entière.

XI.

De tous les témoignages de l'antiquité chrétienne, invoqués par les défenseurs de l'infaillibilité papale, il y en a un qu'ils font toujours valoir fort haut, pour lequel ils ont une prédilection marquée, qui leur inspire la plus grande confiance, et c'est en effet de tous les témoignages dont il s'agit, de tous les passages des anciens Pères de l'Eglise qu'on peut rapporter à la question qui nous occupe, le seul, absolument le seul qui semble au premier abord dire quelque chose de plus que n'en disent tous les autres Pères. Nous voulons parler du célèbre passage de St. Irénée.

On s'est accoutumé à donner à ce passage un sens qui tendrait à faire témoigner par St. Irénée d'un devoir moral qu'aurait chaque Eglise particulière de se conformer en tout point de doctrine à l'Eglise de Rome. Il est facile de voir que cette interprétation est fausse, et qu'elle prête à St. Irénée un sens qui lui est tout-à-fait étranger. Voyons en peu de mots ce qui en est.

Et d'abord le seul fait, sur lequel on pourrait appuyer le devoir de se conformer toujours en ce qui regarde la foi à l'Eglise de Rome, serait le fait d'un privilège dogmatique accordé à St. Pierre, et qui se transmettrait à tous ses successeurs. Or, St. Irénée n'en dit absolument rien. Les avantages qu'il reconnaît dans l'Eglise de Rome sont l'étendue qu'elle embrasse, l'âge de son existence, et sa fondation par St. Paul et par St. Pierre, au lieu que chaque partisan de l'infaillibilité papale ne renvoie toujours qu'à St. Pierre, comme au seul sujet de ce privilège.

Secondement, la nécessité d'être d'accord avec la foi de l'Eglise de Rome ne se fonde, selon St. Irénée, que sur le fait résultant de la puissance préponderante et de la position universelle de Rome, en suite de laquelle les *fidèles* de tous les pays et de toutes les contrées (*undique, πανταχόθεν*) se voyaient obligés de s'y rendre dans une foule de circonstances et pour toutes sortes de causes, ce qui les mettait dans le cas et leur imposait le devoir d'entrer en communication avec l'Eglise de Rome et de contribuer ainsi tous ensemble à conserver la doctrine qu'on y enseignait dans sa pureté apostolique, en y appliquant sans cesse la pierre de touche de la tradition qu'ils y apportaient de leurs domiciles respectifs.

St. Irénée dit en substance: la doctrine ou la tradition de

l'Eglise de Rome est si propre à réfuter les hérétiques, parce que les chrétiens, qui de tous les côtés se rencontrent dans ce centre du monde civilisé, en y apportant chacun la foi telle qu'elle lui a été enseignée dans son pays natal, contribuent tous à y conserver pure et intacte la doctrine de la foi, étant impossible qu'il s'y glisse insensiblement quelque erreur, l'enseignement ecclésiastique y étant sans cesse comparé et mis en parallèle avec la tradition sacrée des Eglises de l'Asie mineure, de l'Egypte, de Palestine etc. St. Irénée ne parle nullement d'un *convenire cum ecclesia*, mais bien du *convenire ad ecclesiam*. Deux siècles plus tard St. Grégoire de Nazianze dira la même chose de la nouvelle capitale donnée à l'Empire, de Constantinople. « Elle est, dit ce Père de l'Eglise, elle est l'œil du monde; c'est ici que de tous les côtés et de tous les pays se rencontre tout ce qu'il y a de grand, et c'est d'ici que comme de l'*Emporium* commun de la foi tout procède et se répand ¹. »

Le célèbre passage de St. Irénée, nous venons de le voir, est donc un témoignage convaincant contre l'hypothèse de l'infailibilité papale, loin d'être un témoignage qui lui fût favorable, — car St. Irénée ne sait rien d'un privilège accordé à cet égard à l'Eglise de Rome ou à son Evêque comme successeur de St. Pierre. St. Irénée sait uniquement que le concours des chrétiens de toutes les contrées et de tous les pays dans la ville de Rome sert à conserver dans l'Eglise de Rome la tradition catholique (ou universelle) de la foi dans toute son ingénuité et dans toute sa pureté primitive. En résumé: pour Saint Irénée la doctrine de l'Eglise de Rome dépend de celle de toutes les autres Eglises c. à d. de l'Eglise catholique, tandis que pour les Infaillibilistes la doctrine de l'Eglise catholique dépend de celle de l'Eglise particulière de Rome.

XII.

La décision du pape St. Etienne dans la contestation sur le baptême conféré par des hérétiques a été rejetée pendant plus de soixante années par une partie considérable de l'Eglise, et St. Cyprien, qui avec l'Eglise d'Afrique refusa de se soumettre à cette décision et mourut martyr de Jésus-Christ, sans y avoir acquiescé ou s'y être soumis le moins du monde, a néanmoins

¹ Opera, ed. Benedictin. Paris. 1778, I, 755. — C'est aussi comment s'exprime Symmachus: « In commune caput imperii (Rome) undique gentium convenitur. »

été révééré comme un Saint dès les premiers temps, et cela justement à Rome même. Preuve évidente que dans ces temps-là on était loin à Rome même de s'attribuer un privilège d'infailibilité! Plus tard St. Augustin a justifié dans des déclarations réitérées le procédé de St. Cyprien et de l'Eglise d'Afrique par la considération, que le jugement énoncé par le pape St. Etienne, quelque précise qu'ait été sa teneur, n'avait pas eu en soi-même la force ou l'autorité suffisante pour obliger les autres d'y acquiescer, et que ce n'a été que l'autorité d'un Concile plénier, tel qu'il eut lieu au quatrième siècle, qui a décidé définitivement cette question pour l'Eglise entière. — C'est à cette occasion que le cardinal Orsi ne voit pas d'autre moyen de se tirer d'affaire que de reprocher à ce grand docteur de l'Eglise d'avoir outré l'autorité du Concile et d'avoir trop déprécié en même temps l'autorité du Pape.

Or, la question en elle-même était certainement une des plus importantes dans tout le domaine du dogme chrétien, puisque toute la doctrine qui regarde les conditions de la validité et de l'efficacité des Sacrements en dépendait.

XIII.

Le pape Honorius a été condamné par le sixième Concile œcuménique pour cause d'hérésie. Dès lors cette condamnation a été reçue par *toute* l'Eglise sans la moindre contradiction, notwithstanding les efforts précédents de quelques-uns de disculper ce Pape. Ses successeurs eux-mêmes ont acquiescé à cette condamnation et l'ont souscrite. A l'exception d'un seul prêtre de l'Eglise de Rome, Anastase le Bibliothécaire, personne n'a proféré un mot pour sa défense, personne n'a objecté que les Papes seraient infailibles en matière de foi. Il est clair comme le jour qu'en ce temps-là l'idée d'une telle infailibilité papale était entièrement inconnue à tout le monde chrétien.

XIV.

C'est l'assertion que le « premier Siège ne peut être jugé par personne » qui est devenue le fondement et le principe de la supposition d'une infailibilité papale. Peu à peu on fit le raisonnement suivant. « Celui qui peut errer en matière de foi, » qui peut tomber dans une hérésie, doit aussi pouvoir être jugé, » c. à d. il doit pouvoir être convaincu de son erreur par un

» tribunal ecclésiastique. Que si un Pape ne peut être jugé, il » faut nécessairement que ce privilège ait un autre privilège pour » fondement, savoir celui de l'infaillibilité. » — Mais cette première assertion elle-même, dont il s'agit, a été entièrement inconnue à l'Eglise pendant les cinq premiers siècles et n'a été introduite dans l'Eglise qu'à l'ombre de fictions, dont l'histoire est connue.

XV.

Les Conciles œcuméniques de Constance et de Bâle ont condamné plus d'une fois comme erronée l'assertion « que le premier Siège ne peut être jugé par personne, » et ont proclamé la doctrine contraire, savoir que le Pape ainsi que chaque chrétien est soumis au Concile général en matière de foi et de la réformation de l'Eglise. Par là, ainsi que l'ont avoué jusqu'à cette heure tous les partisans de la théorie de l'infaillibilité papale, cette infaillibilité est condamnée de même, car si le Pape possédait un privilège si éminent, ce serait au contraire le Concile œcuménique, ainsi que toute l'Eglise, qui aurait à se soumettre sans restriction au Pape et à chacun de ses arrêts.

XVI.

Le Concile de Constance a été reconnu par toute l'Eglise et par les Papes eux-mêmes pour un véritable Concile œcuménique, et toute une série de Papes, Martin V, Eugène IV, Nicolas V, Pie II ont reconnu nommément comme vrais et ont déclaré avoir force de loi les décrets de la quatrième et cinquième séances de ce Concile, qui traitent de la supériorité du Concile œcuménique sur *chaque* Pape. C'est sans la moindre opposition que ces mêmes décrets ont été publiés dans le Concile, et pendant plus de trente années personne dans toute l'Eglise n'a fait contre ces décrets la moindre objection. Ce n'est qu'après un laps de temps considérable que des cardinaux romains, tels que Torquemada et plus tard encore Cajetan, ont tâché de rendre douteuses l'autorité et la valeur de ces décrets. Lorsque, en dernier lieu, les théologiens de la Société des Jésuites se sont emparés de la chose, on alla jusqu'à l'audace d'entreprendre de rejeter tout le Concile de Constance en le rayant de la liste des Conciles œcuméniques, et dernièrement — quelque incroyable que cela paraisse — cette entreprise a été imitée par des Evêques, pendant que le Pape Martin V déclare dans une bulle

donnée à cet effet que celui qui refuse de reconnaître ce même Concile doit être regardé comme hérétique, et ordonne en conséquence d'interroger chaque fidèle soupçonné d'hérésie s'il reconnaissait le Concile de Constance comme Concile œcuménique et s'il acquiesçait à tout ce que ce Concile a décrété. (Bulle: *Inter cunctas*, post sess. 45. Concil. Constant.)

XVII.

Afin de pouvoir décerner à l'hypothèse de l'infailibilité du Pape la valeur d'un article de foi de l'Eglise, il faudrait d'abord rejeter tout le Concile de Constance, car l'autorité et la valeur de ce grand Concile restent intactes ou périssent avec les décrets de la 4^e et 5^e séances. En second lieu il faudrait aussi rejeter le Concile de Bâle jusqu'à l'époque où fut décrétée sa translation à Ferrare, période pendant laquelle le Siège de Rome a reconnu le caractère œcuménique de ce Concile. Il faudrait, troisièmement, rejeter les Bulles des Papes qui ont reconnu les décrets de ces Conciles. La doctrine de l'Eglise catholique deviendrait de la sorte un chaos confus et plein de contradictions, qu'on ne pourrait maintenir dans l'enceinte de l'Eglise que par contrainte et par force, tandis que les théologiens hors de cette enceinte l'accablent d'un dédain suprême et de leurs reproches dès lors incontestables.

XVIII.

Il n'y a pas de principe, ni de doctrine que les Papes, à partir du 13^e siècle, aient inculqué plus fortement et répété plus souvent dans leurs missives, leurs bulles et leurs décrets de toute espèce, que la doctrine qui consiste à soutenir que c'est un précepte divin et un devoir sacré de conscience pour chaque monarque et chaque gouvernement chrétien de faire usage du pouvoir qui leur est donné pour supprimer ceux qui ne confessent pas la foi orthodoxe et ne pas permettre le libre exercice et l'aveu public d'une autre religion. Le « dogme » de l'infailibilité papale une fois proclamé, il s'en suit que cette doctrine devra passer pour une vérité divine, d'après laquelle les princes et les états catholiques, partout où ils en auront le pouvoir, seront tenus en conscience de ne pas permettre la profession publique d'une autre religion que de la religion catholique, d'éloigner autant que possible de tout emploi public ceux qui

avouent appartenir à toute autre confession, de miner, et enfin d'extirper de leur domaine les autres sociétés chrétiennes.

Plus de cinquante Papes ont érigé et développé moyennant une longue suite de bulles et de décrets l'institut de l'Inquisition, appelé « le saint Office; » il n'y a pas longtemps qu'ils l'ont relevé dans les états romains, où il avait été supprimé par le gouvernement intermédiaire qui y avait eu lieu, et naguères encore, à l'occasion de la canonisation de quelques inquisiteurs, ils l'ont préconisé et en ont vanté l'utilité et le caractère moral. Pendant une suite de siècles les Papes ont inculqué la règle adoptée par eux, que tous ceux qui s'écartent avec obstination d'un seul article de la foi de l'Eglise doivent être punis de la peine capitale; ils ont sanctionné le principe qu'un relaps, c'est-à-dire celui qui est convaincu pour une seconde fois d'erreur à l'égard d'un article de foi, doit être puni de mort, même dans le cas qu'il viendrait de nouveau à résipiscence. L'infailibilité des Papes une fois proclamée, elle s'étendrait nécessairement sur tout ce qui est du domaine de la morale comme sur ce qui est de celui du dogme; on ne pourrait plus statuer la possibilité qu'un Pape eût jamais énoncé un principe répréhensible en morale, émis une décision contraire à la morale de l'Evangile, ordonné un procédé incompatible avec les règles de cette morale divine. Dès lors il serait défendu à tout catholique de dire ou de penser que l'institut de l'Inquisition a été une erreur grave, et que les lois émanées des Papes pour servir de règles à ce tribunal ont été parfois immorales. Nous voyons néanmoins, en jetant un regard sur la littérature, que, hors de l'Italie au moins, il n'y a personne qui ose encore prendre la défense de cette institution telle qu'elle a été véritablement, ni des lois et des règles de conduite qui lui ont été tracées par les Papes.

XIX.

Dans le cas qu'on entreprendrait d'ériger en dogme l'hypothèse de l'infailibilité des Papes, on conférerait par là en même temps l'autorité d'un « article de foi » à la doctrine énoncée par Grégoire VII, selon laquelle les monarques et les royaumes sont soumis au pouvoir du Siège de Rome, qui s'étend aussi sur tout ce qui est du domaine du gouvernement civil et de la politique. On imposerait à tout chrétien catholique le devoir de croire comme une doctrine révélée de Dieu et on entreprendrait d'ensei-

gner dans chaque catéchisme: que les Papes ont un pouvoir absolu sur tous les princes et tous les magistrats, sur tous les états et toutes les républiques, qu'ils ont le droit de s'ingérer comme bon leur semble et en suite de la plénitude de leur puissance suprême dans toutes les affaires politiques et civiles des états, qu'ils ont le droit de déposer les princes, d'annuler des lois, de disposer de la guerre et de la paix¹. La bulle *Unam Sanctam* du Pape Boniface VIII est une décision dogmatique adressée solennellement à toute l'Eglise et déclare que pour faire son salut il est nécessaire de croire tout ce que nous venons de dire. Léon X a réitéré cette bulle dans son Concile de Latran, et toute une série de décrets émanés des Papes suppose cette doctrine. Il est vrai que dans ces derniers jours on a tenté de séparer, par une interprétation artificielle et forcée, l'assertion principale, qui est le *noyau* pour l'intérêt duquel toute la bulle a été émise, du reste de son contenu, quoique celui-ci ne serve que comme de justification de la proposition principale. On est même allé jusqu'à avancer, que le Pape pourrait s'être trompé justement à l'égard de cette proposition, sans que cela donne la moindre atteinte à l'infailibilité de son enseignement. Mais il est facile de voir qu'avec une telle méthode d'interprétation *tout* deviendrait incertain dans les décisions de l'Eglise et qu'elle serait la ruine de toute science dogmatique.

¹ Les défenseurs de l'opinion de l'infailibilité papale ont reconnu, il y a longtemps, qu'en admettant cette infailibilité on ne peut se dispenser d'admettre aussi la proposition énoncée dans la Bulle « *Unam Sanctam*. » Aussi le cardinal Baronius dit-il: « *Hæresis errore notantur omnes qui ab Ecclesia Romana, cathedra Petri, e duobus alterum gladium auferunt ac nisi spiritualement concedunt* » (Annal. ad ann. 1053, 14; et ad ann. 1073, 13). Le cardinal Bellarmin de même « *adversus Widdrington* »: « *Illa sententia est hæretica, cujus contradictoria est de fide. Sed Pontificem habere potestatem deponendi principes est de fide; est enim definitum et conclusum a S. Gregorio VII in Concilio Romano, quod Papæ liceat Imperatores deponere, quod a fidelitate iniquorum subjectos potest absolvere.* » Le jésuite Lessius, « *Pro potestate Summi Pontificis*, » f. 396: « *Plane tenendum est hanc doctrinam non esse ambiguum, ita ut utrumque opinari liceat, sed omnino certum, ita ut absque injuria fidei negari non possit. Primo igitur id probo, quia hæ propositiones in terminis definitæ sunt in Concilio Romano, quod Papæ liceat Imperatores deponere, quod a fidelitate iniquorum subditos potest absolvere. Atqui definitio facta a Summo Pontifice cum Synodo ad fidem pertinet.* » Le plus fameux des théologiens de la Société des Jésuites, Suarez, dit dans sa « *Defensio fidei catholicæ*. » libr. 3, cap. 22 et 23; libr. 6, c. 4, 6: « *Tam certo Papam posse multis de causis Principes pœnis temporalibus coercere vel punire, quam est certum Ecclesiam non posse in fide et moribus errare.* » Libr. 6, cap. 8: « *Propositio hæc: Papa habet potestatem ad deponendos reges hæreticos et pertinaces, suove regno in rebus ad salutem animæ pertinentibus perniciosos, inter dogmata fidei tenenda et credenda est. Nam continetur in verbis Christi Petro dictis, prout Ecclesia catholica ita intellexit ut apertissime declaravit Bonifacius VIII in Extrav. « *Unam Sanctam*. »*

XX.

L'infailibilité papale une fois adoptée comme un dogme, le décret du pape Eugène IV de l'année 1439 aura force de loi dogmatique. Il s'agit d'un décret dogmatique d'une importance et d'une étendue tout-à-fait extraordinaire. Le Pape y traite de l'Incarnation et des Sacrements, et comme son but y a été *d'affermir ses frères dans la foi* (Luc. xxii, 32) et de les faire revenir des erreurs dont ils pouvaient être entachés, il ne peut s'y être trompé. Ce décret est adressé en premier lieu à la nation des Arméniens. Or, en admettant ce décret, on jeterait toute la doctrine concernant les saints Sacrements dans la confusion la plus irrémédiable, et entre autres choses il s'ensuivrait que dans tout le monde chrétien, en Orient comme en Occident, il n'y a pas d'ordination et de consécration épiscopale vraie et valide. En admettant l'infailibilité papale comme un dogme, et, par une conséquence nécessaire, le décret dogmatique d'Eugène IV dont il s'agit comme libre de toute erreur, les théologiens protestants se trouveraient avoir raison, qui (ainsi que Pfaff, Mosheim et beaucoup d'autres) sont allés jusqu'à avancer, que dans l'Eglise catholique il n'y a plus de vraie succession apostolique. Toute l'autorité du Concile convoqué pour le 8 décembre 1869 s'évanouirait donc en même temps.

XXI.

Toute l'histoire de l'Eglise prouve et tous les théologiens enseignent en conséquence que c'est surtout lorsqu'un point de doctrine, cru déjà et annoncé jusqu'alors, se trouve attaqué, combattu, suspecté d'erreur, ou bien outré et défiguré, que l'Eglise prend soin de l'exprimer d'une manière plus exacte et plus détaillée, ou de clore, pour ainsi dire, le développement dogmatique à l'égard d'un tel point de doctrine, en le fixant et le définissant par un décret solennel. Or, c'était là justement le cas à l'égard de l'opinion théologique de l'infailibilité papale à l'époque du Concile du Trente. Tous les auteurs des doctrines protestantes et tous leurs partisans flétrissaient à l'envi cette opinion comme étant une imagination frivole, une chimère d'invention tardive. Les théologiens catholiques de leur côté, — les italiens seuls exceptés, — que nous voyons défendre avec le plus grand zèle et de la manière la plus énergique toutes les doctrines attaquées par les protestants, abandonnent cette opinion-ci, à fort peu

d'exceptions près, les uns tacitement, les autres en paroles expresses. Voilà donc le Concile de Trente sommé de la manière la plus urgente de s'exprimer sur cette doctrine, attaquée par les novateurs, abandonnée par presque tous les défenseurs de la croyance catholique, si le Concile regardait tant soit peu cette opinion comme appartenant au dépôt de la foi et garantie par la tradition. Mais il n'en a nullement été ainsi. Le Concile a mis cette question à l'écart, et les Légats du Pape, qui avaient déjà préparé des projets de décret, préférèrent de les retirer, après avoir reconnu combien une partie des Evêques était loin de se prêter à leurs vues.

XXII.

C'est encore un fait d'une importance grave, que l'opinion de l'infailibilité papale n'a pu gagner tant de terrain que par contrainte et violence, et en suite de l'oppression qui a réussi à étouffer peu à peu tout autre enseignement. En Italie, en Espagne et en Portugal l'Inquisition a rendu impossible d'enseigner une autre doctrine, soit par écrit, soit de vive voix dans les écoles, que celle des partisans de l'infailibilité papale. Pareille violence a eu lieu dans les grandes corporations de l'Eglise, dans les ordres religieux. Dans aucune des Universités livrées aux Jésuites il ne fut jamais permis de tirer en doute l'hypothèse de l'infailibilité du Pape. *Tous* les ouvrages qui ont soumis cette opinion à un examen scientifique et qui à la lumière de l'histoire en ont démontré la frivolité, ont été mis sur l'Index des livres prohibés¹ et ont été supprimés autant qu'il a été possible d'exécuter cette mesure. Or, là où *toute* liberté d'enseignement a tellement été refusée il ne peut être question d'un *accord de l'Eglise (Consensus Ecclesiæ)*, le mot d'*accord (consensus)* excluant d'avance toute idée de contrainte.

XXIII.

Que si on compare les théologiens catholiques qui se sont déclarés pour l'une ou l'autre doctrine, soit celle de l'infailibilité uniquement accordée à l'Eglise entière, soit celle de l'infailibilité du Pape, il est incontestable — ainsi que l'avouent tous ceux

¹ Les seuls ouvrages en question qui ont échappé à cette mesure de police de la cour de Rome sont ceux de Bossuet et du cardinal de la Luzerne.

qui se connaissent véritablement en sciences et littérature ecclésiastiques — que la supériorité en science solide et profonde, et surtout en érudition patristique, ainsi qu'en connaissance vaste et approfondie de l'histoire de l'Eglise, se trouve du côté de ceux qui sont fidèles à l'ancienne doctrine. Le célèbre ouvrage de Bosuet: *Défense de la déclaration de l'assemblée du clergé de l'Eglise gallicane* fit à Rome même un effet si convaincant, que, de l'aveu du cardinal Orsi, plusieurs personnes de poids, après en avoir pris connaissance, déclarèrent regarder la cause de l'infailibilité papale comme entièrement perdue. Les savants et respectables Bénédictins de la congrégation de St. Maur ont tous été fidèles adhérents de la doctrine de l'Eglise gallicane. La même chose a lieu de nos jours en Allemagne. On peut avancer que tous les théologiens catholiques, qui unissent des connaissances suffisamment vastes en histoire avec l'érudition biblique et patristique nécessaire pour être à même de former un jugement sur la matière qui nous occupe dans ces aphorismes, ont rejeté la doctrine de l'infailibilité du Pape comme *nouvelle* et sans fondement.

Et qui ont été les défenseurs de l'opinion de l'infailibilité papale? Ce sont Torquemada, Cajetan, Jacobazzi, Hosius, Polus (Poole), Baronius, Bellarmin, Aguirre, Pallavicini, Gotti, Orsi, des hommes, qui étaient Cardinaux romains ou qui le devinrent en récompense d'avoir été les champions de cette hypothèse; et à côté d'eux des moines, membres des grands ordres religieux, dont les Généraux résident à Rome; avant tous des Jésuites, qui ont fait de la défense et de la poursuite pratique de l'autorité absolue et illimitée du Pape sous tous les rapports leur tâche principale, on peut dire, leur principe vital.

XXIV.

Ajoutez à cela que tous ces théologiens se sont fondés sur de faux témoignages, sur des fictions et des falsifications. Les fausses décrétales d'Isidore, les témoignages forgés attribués aux Pères de l'Eglise grecque, qui ont passé des ouvrages de St. Thomas d'Aquin dans les écrits des théologiens et des canonistes postérieurs, ainsi que plusieurs autres pièces fausses figurent en guise de preuves principales chez les premiers défenseurs de la théorie de l'infailibilité papale: les cardinaux Torquemada et Cajetan, le Franciscain J. de Capistrano, le cardinal Bellarmin et tous leurs successeurs, qui à cet égard n'ont fait que copier ceux que nous venons de nommer. Car c'est ainsi qu'on a continué.

Nicolas Sanders, Roccaberti et le cardinal d'Aguirre, Vernant, le général des Jésuites Thyrsus Gonzalez, les Jésuites François Turrianus, Alphonse Pisanus, Riccioli, Raynaud, puis les théologiens de la Cour de Rome : Thomas et Camille Campeggi, Bzovius, Veira, le cardinal Sfondrate et un nombre innombrable de copistes de ceux-ci, sans s'inquiéter le moins du monde des découvertes qui ont fourni la preuve de ces fictions et de ces falsifications, ont construit leur prétendue démonstration de la vérité de l'opinion de l'infailibilité papale sur ces fondements fragiles et détruits par la critique.

De nos jours même on ne peut pas se résoudre à abandonner ce genre de « *preuves*, » qui font tant de tort à l'honneur et à l'autorité de l'Eglise. Une conviction inévitable s'y oppose, que sans ces fictions l'opinion de l'infailibilité papale n'aurait pu s'introduire. C'est ainsi que l'Evêque de Neutra, Roskovány, a recueilli de nouveau dans son volumineux ouvrage *sur le Pape* toute la longue série de ces fictions et qu'il présente ce fatras au lecteur. Le Jésuite Weninger, qui paraît avoir eu surtout en vue les Evêques et le clergé catholique des Etats-unis de l'Amérique en publiant son ouvrage à New-York et à Cincinnati, a le front de feindre à sa guise une histoire du 1^{er} Concile oecuménique de Nicée, pour faire accroire que l'autorité du Pape aurait été regardée comme *supérieure* à celle du Concile et invoquée comme telle pour mettre le sceau décisif à ses décrets, et de citer l'historien ecclésiastique Sozomène en témoignage, lui, qui n'en dit pas un mot. C'est de la même manière que s'y prend Bouix dans son dernier ouvrage intitulé : *Tractatus de Papa, 1869* : il s'en rapporte au passage *falsifié* de St. Cyprien et à une fiction aussi postérieure et aussi ridicule que sont les prétendus canons arabes de Nicée. On trouve des choses semblables dans le dernier ouvrage de l'archevêque Dechamps de Malines ; témoin l'abus qu'il a fait d'une lettre de St. Basile.

XXV.

Au cas supposé on donnerait par là sur soi une prise sans égale et un avantage immense aux Eglises séparées, tant gréco-russe et orientales que protestantes. Il y a toute apparence que toute la polémique, telle qu'elle a eu lieu jusqu'à présent contre l'Eglise et la doctrine catholique, se concentrera de plus en plus sur cette seule doctrine, qui serait devenue alors en effet l'*articulus stantis vel cadentis Ecclesiæ*, et dans laquelle les adversai-

res trouveraient les armes les plus efficaces, les arguments les plus concluants justement dans le sein de l'Eglise catholique elle-même, dans les écrits de ses plus grands et plus célèbres théologiens et chez les controversistes qui les ont terrassé autrefois. Qu'auront à répondre les défenseurs de l'Eglise, quand on leur dira, que pendant plus de 1800 ans cette doctrine a été d'abord *inconnue*, et puis rejetée et réfutée par une partie considérable de l'Eglise, et justement par la partie la mieux instruite; que les corporations scientifiques de l'Eglise les plus respectables, telles que l'Université de Paris, ont enseigné la doctrine contradictoire pendant quatre siècles entiers; qu'auront-ils à répondre enfin quand les adversaires les renverront aux écrits de Bossuet, de Fleury, de Noël Alexandre et de tant d'autres d'un poids égal ou presque égal? Il faudrait en ce cas peu à peu donner toute une autre forme à la doctrine concernant *l'Eglise*, et en particulier changer entièrement l'enseignement à l'égard *des conditions et des caractères distinctifs d'un « dogme » ou d'un article de la foi de l'Eglise*.

XXVI.

L'entreprise de proclamer l'hypothèse de l'infailibilité papale comme étant un dogme de l'Eglise aurait entre autres suites celle d'affaiblir l'autorité de l'Eglise dans un degré incalculable.

Car rien ne peut être plus nuisible à l'autorité de l'Eglise, tant aux yeux de tous les fidèles qu'à ceux des étrangers, que le phénomène d'une doctrine faisant dorénavant partie de l'enseignement de l'Eglise et établie par le moyen ou du moins à l'aide de fictions faites à dessein et longtemps continuées et soutenues. Or, il est visible et incontestable que c'est là le cas de l'opinion de l'infailibilité papale. Les fictions à l'aide desquelles cette opinion a été préparée, recommandée, introduite enfin dans la théologie scholastique et dans le droit canon commencent au 6^e siècle et ont été continuées jusque dans le 13^e siècle, et St. Thomas d'Aquin lui-même, dont l'autorité a eu une influence si décisive pour propager et fortifier l'opinion de l'infailibilité de l'enseignement et des décrets qui émanent du Siège de Rome, a été trompé par des témoignages inventés à plaisir et attribués à l'Eglise grecque ¹.

¹ Comparez ce que disent là-dessus les Dominicains Le Quien dans l'avant-propos de sa « Panoplia, » et De Rubeis dans l'introduction à l'écrit: « Contra errores Graecorum, » dans son édition des œuvres de St. Thomas d'Aquin.

Doc. CLXX. — Pag. [448].

1. Posto che le proposizioni del Sillabo e l'infallibilità pontificia venissero nel prossimo Concilio elevate ad articoli di fede, quali cambiamenti deriverebbero da ciò nella dottrina delle relazioni tra Stato e Chiesa, quale sin qui vien professata praticamente e teoricamente in Germania?

2. I pubblici professori di dommatica e di diritto ecclesiastico si riputerebbero eglino, nel presupposto caso, tenuti a dichiarare obbligatoria per la coscienza di ogni cristiano la dottrina della sovranità divinamente ordinata del Papa sui Monarchi e sui Governi (sia come *potestas directa*, sia come *potestas indirecta in temporalia*)?

3. I professori di dommatica e di diritto ecclesiastico si reputerebbero eglino tenuti a introdurre nelle loro lezioni e ne' loro scritti la dottrina, essere *iuris divini* e quindi far parte degli articoli di fede le immunità personali e reali del clero?

4. Esistono eglino criterii universalmente riconosciuti, giusta i quali possa con certezza stabilirsi se una decisione papale è data *ex cathedra*, e sia quindi, a forma della dottrina da definirsi eventualmente dal Concilio, infallibile e obbligatoria in coscienza per ogni cristiano — ed, esistendo, quali sono mai questi criterii?

5. Fino a che punto potrebbero i nuovi dommi che si cerca d'introdurre, e le loro necessarie conseguenze, esercitare una dannosa influenza sull'insegnamento popolare in chiesa ed in scuola, e sui libri d'istruzione popolare (catechismo ed altri)?

Doc. CLXXVII. — Pag. [553].

Mio caro Arcivescovo von Scherr!

Ho ricevuto con piacere la lettera pastorale dei Vescovi raunati in Fulda, la quale Ella ebbe l'attenzione di comunicarmi. Ho letto un sì importante documento con quell'interesse di cui è meritevole, e godo di trovarvi espressa la persuasione in cui sono i Vescovi tedeschi: che cioè l'imminente Concilio generale non definirà veruna dottrina che stia in contradizione coi principii di giustizia, coi diritti dello Stato e delle sue autorità, e coi veri interessi della scienza, o colla legittima libertà e prosperità dei popoli.

Nutro speranza che lo spirito di moderazione, onde fu animato il convegno di Fulda, prevarrà anco nel Concilio generale, ed avrà per la Chiesa cattolica quelle salutari conseguenze, che ogni buon cattolico attende da un generale Consesso della Chiesa.

Resto con sentimenti di benevolenza

Linderhof, 21 ottobre 1869.

Il suo grazioso Re
Firmato — Luigi.

Doc. CLXXVIII. — Pag. [554].

L'imminente avvenimento di un generale Consesso ecclesiastico, il quale fa capo ai nostri tempi dopo un lasso di trecent'anni, desta, come tutti sanno, un interesse sotto ogni rispetto vivissimo.

Anco nella Baviera, i cui abitanti appartengono per la massima parte alla Chiesa cattolica, si aspettano con una certa tensione, e al tempo stesso non senza apprensioni, i decreti conciliari.

Il Governo, che segue con attenzione manifestazioni così fatte, dee vivamente desiderare che l'esito dimostri destituti affatto di fondamento i concepiti timori. Esso accoglie quindi con soddisfazione il convincimento espresso dai Vescovi ultimamente riuniti in Fulda, che cioè *mai e poi mai un Concilio generale non definirà nè potrà definire dottrine che stiano in contradizione coi principii di giustizia, coi diritti dello Stato e delle sue autorità, con la civiltà e i veri interessi della scienza, o con la legittima libertà e prosperità dei popoli.*

Ove questa previsione si avveri, non sarà da temere nessuna opposizione fra i decreti del Concilio e la Costituzione bavara, e quindi non potrà incontrare veruna difficoltà il permesso di S. M. il Re per la pubblicazione ed esecuzione di quei decreti in Baviera, permesso voluto ed espressamente riserbato a tenore del titolo IV § 9 dello Statuto.

È desiderio vivissimo del Governo di vivere in pace con la Chiesa cattolica, e di mantenere intatta a quella parte di abitanti che la professano la pienezza delle sue benedizioni. Allo stesso modo però deve il medesimo desiderare che gli abitanti estranei alla Chiesa cattolica non siano messi in agitazione, e che soprattutto i Vescovi bavarî non cooperino a decisioni, le quali stiano in contradizione coi principii fondamentali della Costituzione ba-

vara, con l'universale benessere dello Stato, con la concordia delle diverse Confessioni religiose, e con la guarentita libertà di coscienza.

Tutto ciò presupposto, potrà lo Stato guardare con occhio pienamente tranquillo il grande avvenimento storico d'una generale raunanza ecclesiastica, e dal felice procedimento di essa sperare i più benefici effetti sì per la Chiesa, sì per la civil società.

Monaco, 7 novembre 1869.

Per ordine veneratissimo di S. M.

Firmato — Di Gresser.

Doc. CLXXIX. — Pag. [556].

Roma, 14 maggio 1869.

Ho avuto l'onore di ricevere la pregiata comunicazione di V. E. del 2 corrente, insieme col dispaccio circolare del principe Hohenlohe del 9 aprile.

La supposizione che il dispaccio bavarese sia stato comunicato anche qui, è priva di fondamento. Il signor di Sigmund non ha ricevuto alcun incarico di aprirsi col Vaticano nel senso di quel dispaccio. Ei nega perfine di avervi somministrato co' suoi rapporti occasione.

Verosimilmente il principe Hohenlohe fu spinto a quel passo dal proposto Döllinger, il quale nel suo malumore verso Roma dee senza fallo esser disposto ad *esagerare* d'alquanto i pericoli che potrebbero al « moderno Stato » derivare dalle supposte deliberazioni conciliari.

Nulla di più naturale di quello che il signor Döllinger, le cui teologiche tendenze vengono da Roma depresse ad istigazione della scienza oltramontana germanica, e il cui personale amor proprio rimase anche ultimamente offeso quando lo si mise affatto da parte nei lavori preparatorii per il Concilio, desideri ora trovare nei Governi civili alleati, de' quali in altri tempi non sarebbe ito in cerca.

Comunque però sia, egli è indubitato che il carattere delle persone, le quali potentemente influiscono sull'andamento dei lavori conciliari, la indiscreta pubblicazione di questi, e soprattutto l'incalcolabile individualità del Papa, sono ai Governi ra-

gioni sufficienti per tener dietro con attenzione allo svolgimento dei fatti e prendere opportuni espedienti a guarentigia de' loro diritti.

Il principe Hohenlohe si mostra più particolarmente dominato dal timore che, ad istigazione dei Gesuiti, abbia ad essere dal Concilio dommaticamente definita l'infallibilità del Papa. Egli è però un fatto che una tale questione non potrebbe annoverarsi tra quelle, la cui soluzione o nell'uno o nell'altro senso si presenta essenzialmente importante per lo Stato.

Se possibile fosse il far ammettere la teoria del Concilio di Basilea, che cioè il Concilio è superiore al Papa, potrebbe allora l'elemento laico, rappresentato dal Governo, avere interesse ad impegnarsi in una seria lotta per la definizione del domma in questo senso.

Ma il Concilio di Basilea non è stato mai riconosciuto da Roma, e nel seno della Chiesa cattolica i partigiani di tale definizione sono rari quanto gli Ussiti in Boemia.

La controversia si aggira oggi semplicemente intorno alla questione: se il Papa sia infallibile senza il Concilio, o sivero se l'infallibilità spetti al Papa soltanto in unione col Concilio.

Gli è questo un ozioso contrasto di parole, che non influisce menomamente sull'attitudine del Governo civile.

Tra le leggi e i decreti della Chiesa, ve ne posson esser di quelli che ai Governi sembrino incomodi o inaccettabili, e che quindi impongano loro il dovere di resistervi. Il modo però onde tali leggi e decreti abbiano presa origine, se cioè dalla volontà del Papa assolutamente ispirato, o da una deliberazione della legislatura costituzionale della Chiesa, sarà ne' più dei casi del tutto indifferente.

Sarebbe da deplorare che i Governi intendessero immischiarsi nella controversia di sì fatte opinioni della Scuola teologica.

Ben altrimenti però procedono le cose in riguardo alle deliberazioni che sta preparando la Commissione ecclesiastico-politica. Esse, certo, non saranno per lo Stato, sia questo feudale o moderno, tanto pericolose quanto le tendenze e le disposizioni dell'« Internazionale: » ma egli è fuor di dubbio, avere i Governi il diritto e fors'anco il dovere di opporsi per tempo a qualunque intendimento possa aversi di proclamare con autorità dommatica, in materia di relazioni tra Stato e Chiesa, principii tali da alterare le condizioni legalmente e convenzionalmente esistenti.

Parrebbe, a prima vista, che a spiegare una tale « attitudine »

potesse aspettarsi che certe determinate decisioni venissero a far sorgere un conflitto.

Potrebbe credersi di essere allora sempre in tempo ad opporre a ingiustificabili e unilaterali pretese la *vis inertiae* del diritto vigente.

Ma chi così ragionasse, trascurerebbe un elemento d'immensa importanza.

È vero, in fatti, che le deliberazioni conciliari in simiglianti materie non hanno per i Governi civili altra speciale significazione che quella di tesi d'un associazione scientifica. Ma è innegabile altresì che il decreto conciliare, una volta emanato, obbliga milioni di coscienze, e che i Governi, persistendo nella loro opposizione (lo che per il solito loro non riesce) si mettono di fronte a' propri sudditi in una posizione anormale, che può essere per lungo tempo fonte di disgusti per il Governo e di doglianze da parte dei sudditi.

A questo punto viene in campo la questione se ed in qual modo sia possibile ovviare a tali disgusti.

Il principe Hohenlohe vede il mezzo da ciò in un accordo di tutti i Governi europei circa il contegno da tenersi di fronte alle tendenze e ai decreti del Concilio.

Lo scopo che si è prefisso il presidente dei ministri di Baviera, poggia un poco troppo alto. Quel che è vicino, è il timore che, in seguito dei tentativi inutilmente fatti per trovare a tanti elementi tra loro opposti un terreno di comuni interessi, siasi reso difficile anche ciò che poteva conseguirsi, vale a dire l'accordo degli Stati riuniti della Germania circa un identico contegno nell'imminente critica circostanza.

Ma ove pur questo non fosse, e che nè in Parigi, nè in Firenze, nè in Vienna l'iniziativa presa dalla Baviera avesse fatto nascere il desiderio di trar profitto dalla propizia occasione per iscopi peculiari d'ogni maniera, sarebbe espediente il muovere, in unione prima di tutto col principe Hohenlohe e poi con gli altri Governi tedeschi, quei passi che, a seconda delle mutate circostanze, sembrar potessero corrispondenti alle tradizioni storiche e assolutamente richiesti dallo stato delle cose.

Il principe Hohenlohe stima cosa opportuna che i Governi incaricassero i loro rappresentanti di protestare fin d'ora contro le deliberazioni che il Concilio fosse per prendere di per sè e senza consultare le autorità civili.

Per questo però, come V. E. osserva nella sua comunicazione del 2 stante, la cosa non è punto matura. Egli è assolutamente

impossibile avere una cognizione anco approssimativa del risultato delle deliberazioni che possano essere state prese nel seno della Commissione per le questioni ecclesiastico-politiche. E anche quando tali deliberazioni fossero a noi partitamente conosciute, ogni protesta contro di esse mancherebbe di giustificazione, perchè il parere di una Commissione non è mai da riguardarsi come una decisione conciliare.

Le persone che hanno preponderanza nella Commissione, il cardinale Reisach, e fra i tedeschi il Moufang e il Molitor, tra i francesi l'abate Gibert, vicario del vescovo di Moulins, monsignor di Dreux Brézé, giustificano in superlativo grado il timore di decisioni inaccettabili.

In ricambio, è entrato nella Commissione, tra i preti francesi, l'abate Freppel, e vi seggono Italiani aventi ben altre tendenze, e dalla cui partecipazione può inferirsi che gli elementi moderati non sono rimasti del tutto senza influenza.

In una parola, egli è impossibile raccogliere, intorno alla natura dei finquì fatti lavori preparatorii, dati tali che servir possano di fondamento ad una protesta o generalmente a qualsivoglia mozione diplomatica.

Un fatto, peraltro, innegabile, e contro il quale può protestare il Governo di ogni paese dove la Chiesa cattolica tiene una posizione regolata da leggi o da concordati, si è il fatto che in Roma si sta trattando nel senso di stabilire norme obbligatorie nelle relazioni tra Stato e Chiesa, senza consultare in proposito lo Stato che ha interesse in queste materie siccome una delle parti contraenti o investita di ugual diritto legislativo.

Contro questo fatto hanno il diritto di protestare i Governi, ed è questo il punto essenziale su cui conviene appoggiarsi, quando si tratti di assicurare alla Germania l'influenza che ha sempre esercitata sulle decisioni conciliari.

La protesta però non è di per sè sola bastante, se non vi si unisca contemporaneamente la domanda di uno o più *oratores* alle trattative del Concilio. La partecipazione a queste trattative dell'elemento laico, rappresentato dallo Stato, sembra l'unico mezzo per essere istruiti in tempo debito dell'andamento delle trattative stesse; per protestare in tempo debito, vale a dire nè troppo presto nè troppo tardi; per acquistare influenza; per unire tra loro gli elementi meticolosi; per ovviare, infine, a politiche macchinazioni che potessero tentarsi sotto coperta di consultazioni religiose.

Ciò posto, la misura intorno alla quale dovrebbe stabilirsi un

accordo tra la Confederazione della Germania settentrionale col principe Hohenzollern e gli altri Governi tedeschi, sarebbe: *la domanda da farsi eventualmente a Roma, affinchè fossero ammessi alle deliberazioni del Concilio uno o più inviati della Germania riunita o sivvero della Germania confederata ad hoc.*

Con altro mio rapporto mi riservo a schiarire alcune difficoltà che a questo riguardo si presentano, e a motivare la forma della fatta proposta.

Per ora mi restringo a spiegare il perchè sia stata da me caratterizzata come « misura eventuale » la delegazione al Concilio di un ambasciatore germanico.

Secondo le notizie che qui di mano in mano pervengono, l'imperatore Napoleone mostra, circa il contegno da tenere nella questione del Concilio, quella stessa indecisione che suole ordinariamente mostrare alla vigilia d'avvenimenti importanti.

Sembra segnatamente che niuna risoluzione sia stata finquì presa intorno alla partecipazione al Concilio d'un ambasciatore francese.

È chiaro, d'altra parte, come la luce del giorno, che l'imperatore ha, più di altro qualsiasi Sovrano, un interesse diretto all'esito del Concilio. Ma qualora, ciò nonostante, egli riputasse espediente abbandonare a se stessi e Roma e il Concilio, riserbandosi a reagir poi contro quelle decisioni che si chiarissero inconciliabili col gius pubblico francese, egli in tal caso si tirerebbe addosso tutta l'odiosità del conflitto, e gli altri Governi europei si esporrebbero, colle loro eventuali proteste, a molto minor rischio che non il Governo imperiale.

A ciò si aggiunga che in Francia i diritti dello Stato sono molto più estesi e molto più profondi che in Germania, e particolarmente in Prussia; talchè una decisione conciliare, la quale recasse offesa alla più piccola prerogativa della corona prussiana, non potrebbe a meno di suscitare in Francia un conflitto.

Valutate sì fatte circostanze, sembra espediente tenere, pel momento, segrete le intelligenze che possano esser prese colla Baviera, e aspettare a metterle in esecuzione quando ci siano giunte ampie e sicure informazioni circa gl'intendimenti del Governo francese.

A S. E.

il Presidente dei RR. Ministri
sig. Conte di Bismarck a
Berlino.

Firmato — D'Arnim.

Doc. CLXXX. — Pag. [562].

Berlino, 26 maggio 1869.

Mi valgo dell' odierno corriere militare per dare pronta risposta alle domande contenute nei progressivi rapporti di V. S. del 14 al 17 maggio intorno al Concilio ecumenico. Dopo di averne riferito a S. M. il Re, sono in grado di significarle, conformemente alle Sovrane intenzioni, quanto segue:

Alla proposta di V. S. che la Prussia, associandosi eventualmente al resto della Germania e seguendo il sistema praticato dai Governi nei Concili precedenti, debba farsi da speciali inviati o plenipotenziari governativi (*oratores*) rappresentare come Stato al prossimo Concilio ecumenico; non ha S. M. il Re potuto aderire. Oltrechè la stessa S. V. non ha dissimulato le difficoltà d' un simile provvedimento, v' è ogni ragione di credere che qualsivoglia tentativo di pratica esecuzione non farebbe che rendere queste difficoltà anco più gravi di quello che siano apparse in principio. Non v' ha per me ombra di dubbio che la pretesione di Governi protestanti, cioè eretici (e come tali saranno sempre riguardati in Roma il Governo di Prussia e i più tra i Governi tedeschi, nè si passerà sopra così facilmente, come V. S. mostra di credere, alle personali religiose credenze del Sovrano), a farsi rappresentare al Concilio, non sarà ammessa da Roma; e d' altra parte il porre in campo una domanda, di cui non potesse venirsi a capo, metterebbe i Governi in una falsa posizione, nè procaccerebbe al certo maggior forza alle loro proteste. Ma, ammesso pur anco che in Roma non si respingesse la pretesione, in quali condizioni troverebbersi gli oratori in un Concilio, la cui immensa maggioranza li riguardasse siccome intrusi, e (quantunque personalmente cattolici) siccome inviati di Governi eretici, e accogliesse quindi con diffidenza e avversione ogni loro parola? Non si renderebb' egli con ciò inevitabile un' offesa continua alla dignità de' rispettivi Sovrani? La S. V. ha pure intavolato la questione circa l' attitudine che prender dovrebbero gl' inviati nel Concilio. Come individui sarebbero, conforme Ella giustamente osserva, unità contro centinaia, e il loro voto individuale non avrebbe veruna importanza; la loro personale influenza, però, dipenderebbe appunto dalla qualità delle persone, la cui scelta per sì fatto incarico sarebbe tutt' altro che facile. Come « plenipotenziari governativi, » al contrario dovreb-

bero essi poter opporre il veto in nome dei loro Governi; ora, che ciò non verrebbe loro concesso, non è chi non veda. D'altra parte, il far proteste è sempre opera ingrata, e allora soltanto ha qualche significato, quando è in potere di chi protesta lo impedire quello contro cui protesta. Una protesta, però, degl'invitati, sulla quale il Concilio passasse sopra addirittura con ulteriori deliberazioni, non avrebbe altro effetto che quello di porre i Governi in condizioni assai più difficili che se si trovassero semplicemente di fronte a deliberazioni adottate senza che essi vi avessero presa veruna parte e senza la presenza di loro plenipotenziari.

Col finquì detto ho inteso soltanto toccare di volo una parte delle difficoltà, le quali si opporrebbero alla pratica esecuzione della proposta. Il punto essenziale rimane però sempre che tutta la partecipazione degli Stati ad un Concilio riposa sopra un terreno affatto estraneo, sopra un terreno che per noi più non esiste, sopra relazioni tra Stato e Chiesa appartenenti oggimai al passato; e che tale partecipazione poteva soltanto significare qualche cosa finchè lo Stato trovavasi dinanzi alla Chiesa cattolica, siccome a Chiesa una ed universale. Anche ai tempi del Concilio tridentino, almeno in principio e durante i preparativi di esso, sì fatte antiche relazioni sussistevano sempre; e i Governi protestanti, del pari che le Associazioni protestanti, poterono allora essere invitati al Concilio, perchè non erano da considerarsi come irrevocabilmente separati dalla Chiesa. Tra Chiesa e Stato passavano allora tuttavia alcune determinate relazioni intime e in certo modo legalmente stabilite, cioè dalla Chiesa riconosciute nel suo diritto; il diritto canonico, con tutto quanto l'arsenale delle sue costituzioni anche intorno ai confini tra Stato e Chiesa, aveva allora tuttavia una qualche significazione per lo Stato. Poterono perciò i Governi, sotto certe determinate forme legali, ingerirsi anche nella discussione e nel regolamento delle materie ecclesiastiche, come realmente fecero per mezzo de' loro oratori al Concilio. Per la stessa ragione venne posteriormente indirizzata ad essi la domanda se, coll' accettazione delle deliberazioni conciliari, intendevano riconoscere come parte del loro diritto pubblico i cambiamenti introdotti dalle deliberazioni stesse nei rapporti tra Chiesa e Stato.

Un tale stato di cose ha ora, almeno per noi, subito un cambiamento sostanziale. Degli Stati europei, alcuni, com'è noto, accettarono esplicitamente e pubblicamente le decisioni del Concilio tridentino; altri no. Quanto alla Prussia, come ciò non ha

mai potuto formar soggetto di questione, così non potrebbe nemmeno ora domandarsi se essa sarà disposta ad accettare e quindi riconoscere come parte del suo vigente gius pubblico le decisioni del nuovo Concilio ecumenico. Che se coll'invio di speciali rappresentanti prendesse parte alle deliberazioni del Concilio, la Prussia si metterebbe per ciò nel caso di dichiararsi intorno alle decisioni di esso, e accettarle eventualmente o rigettarle siccome parte del suo diritto ecclesiastico-civile; caso sul quale la S. V. non ha che da fermare un momento la sua attenzione, per ravvisarne l'assoluta impossibilità.

Costituzionalmente e politicamente parlando, non v'ha per la Prussia che sola una via da seguire; quella d'una piena libertà della Chiesa nelle cose spirituali, e di una risoluta opposizione contro qualsivoglia invasione nel dominio dello Stato. Il dar opera all'immistione de' due poteri, come sarebbe l'inviare oratori al Concilio, non è cosa di cui lo Stato possa arrogarsi il diritto.

Io prego V. S. a penetrarsi, quanto più vivamente per Lei si possa, di questo modo di vedére del R. Governo, che segna la regola della sua condotta. Ella allora non durerà fatica a riconoscere che questa via è a noi prescritta dalle peculiari condizioni nostre, e che non può servire a noi di norma alcuna il sapere qual contegno sia per assumere di fronte al Concilio l'imperatore Napoleone, e se egli sia per mandarvi, o no, suoi rappresentanti.

Ben altrimenti efficaci, di quel che non siano oziose e non curate proteste, sono le dichiarazioni che, appoggiati alla propria forza, fanno i Governi di non voler tollerare usurpazioni di sorta. Queste dichiarazioni possono, anche anticipatamente, servire di salutare ammonizione ed avviso; ed io sono pienamente d'accordo con la S. V. nel riconoscere che il semplice fatto dell'esistenza d'una Commissione ecclesiastico-politica per il Concilio, e la circostanza che in Roma si sta trattando intorno alle relazioni tra Stato e Chiesa con la pretensione di stabilire a questo riguardo norme obbligatorie, senza consultare in proposito lo Stato che ha in tali materie un eguale interesse e un eguale diritto, somministrano ai Governi ragione sufficiente a simiglianti ammonizioni ed avvisi.

S. M. il Re mi ha quindi autorizzato ad entrare in *confidenziali trattative* col R. Governo bavarese e, all'occorrenza, con gli altri Governi della Germania meridionale, all'oggetto di esercitare sulla Curia romana in nome, ove sia possibile, della Germania unita, che è la sola di cui può ora esser questione per

noi, tale un'azione comune che valga a rendere la Curia stessa persuasa della vigorosa resistenza che incontrerebbero i poco misurati procedimenti cui essa intendesse abbandonarsi.

Tostochè queste trattative abbiano condotto ad un qualche *risultamento*, sarà mia cura munire la S. V. di ulteriori istruzioni per i passi da muoversi più che altro in via confidenziale, ma all'occorrenza anche con qualche energia, verso la Curia romana.

A S. S. Ill^{ma}
il sig. Di Arnim.
Roma.

Firmato — Di Bismarck.

Doc. CLXXXI. — Pag. [567].

A V. A. S. riuscirà gradito il sapere, come le conferenze che i Governi tedeschi han tenute fra loro dietro impulso della Baviera non siano in Roma rimaste inefficaci nel senso della precauzione e della pace. Avvi colà un partito, il quale con animo deliberato si studia di turbare la pace religiosa e politica dell'Europa, nella fanatica persuasione che i mali universalmente prodotti dagli scompigli aumenteranno il credito della Chiesa; persuasione fondata sull'esperienza del 1848 e sulla verità psicologica che l'umanità sofferente cerca con più ardore di appoggiarsi alla Chiesa, che non quella terrenamente contenta. Sembra però che il Papa, vista la resistenza che si annunzia in Germania, sia diventato dubbioso e meno accessibile all'influenza di quel partito.

Noi abbiamo senza dubbio nella legislazione parlamentare, almeno nella Germania del norte, un'arma invincibile contro qualsiasi ingiusto assalto della potestà ecclesiastica. Ma è, al certo, miglior cosa il non esser costretti ad adoperarla; ed io reputo quindi un beneficio sì per le spirituali, sì per le temporali autorità, il poter evitare un conflitto fra le une e le altre per mezzo degli avvertimenti e delle precauzioni, che sono state il frutto delle nostre conferenze.

Il ministero dei culti si è dato cura di agire preventivamente in via confidenziale sul nostro Episcopato. La mia salute va lentamente migliorando, e quantunque io mi tenga il più possibile lontano dalle discussioni del Landtag, spero tuttavia di essere pienamente pronto agli affari per la Confederazione della Germania settentrionale al principio dell'anno.

Aggradisca l'A. V. S. ecc.

Firmato — Di Bismarck.

Doc. CLXXXII. — Pag. [569].

Mi reco a premura di accompagnare rispettosamente qui unita a Vostra Grazia . . . , per sua notizia e regola, copia di lettera da me diretta al signor Arcivescovo di Colonia in replica ad una comunicazione da esso trasmessami il 15 del mese passato in proposito del Concilio universale da tenersi imminente in Roma.

Berlino, . . . ottobre 1869.

Al sig. Vescovo di

a

Firmato — Di Mühler.

Porgo a Vostra Grazia arcivescovile i miei ringraziamenti per le cortesi comunicazioni del 15 del passato mese, relative al Concilio universale da tenersi imminente in Roma. Nel tempo stesso non ometto di portare brevemente a cognizione di Vostra Grazia arcivescovile le massime che professa su questo argomento il Governo di S. M. il Re.

Se i Vescovi prussiani, conformandosi al ricevutone invito, prendono in Roma parte al Concilio per deliberare intorno ad occorrenze della Chiesa cattolica, essi non fanno con ciò che valersi di un diritto loro concesso dalla Costituzione del paese. I principii finquì guarentiti della libertà religiosa ed ecclesiastica trovano anche in questo caso la loro piena applicazione. D' altra parte i confini, dentro i quali si muove la libertà della Chiesa, non meno che gli oggetti e le questioni per cui dee rimanere in riserbo la legislazione dello Stato e l' esercizio di essa per mezzo degli organi dello Stato medesimo, sono stati, in forza dell' interno sviluppo del diritto di Stato prussiano, non meno che in forza della legislazione e della sua applicazione nei singoli casi, così chiaramente ed ampiamente determinati, che neppure sotto un solo rispetto può rimaner dubbio alcuno circa la loro estensione. Il rispettare questi confini e il mantenere inalterate le condizioni di un assicurato ordinamento legale, è non solo interesse dello Stato, ma ancora, e più, interesse e còmpito della Chiesa.

Il Governo del Re nutre fiducia che i Vescovi prussiani conserveranno, anche fuori di patria, la coscienza de' diritti e de' doveri che loro incombono, siccome a cittadini del regno e a sudditi di S. M. il Re. Esso è sinceramente risoluto a mantenere nell' interno del paese lo stato di diritto e di pace che di presente

vi regna. Vigilerà peraltro attentamente affinchè non nascano perturbazioni, e all'occorrenza vi si opporrà; e su questo punto esso ha la coscienza di trovarsi, in quanto trattasi di respingere usurpazioni contro il diritto dello Stato, perfettamente d'accordo con tutti i Governi cristiani.

Qualora questo principio venga per ogni parte e in egual modo professato e mantenuto, potrà l'imminente Concilio contribuire pur anco a schiarire i modi di vedere e a determinare un giusto apprezzamento delle circostanze.

Berlino, 8 ottobre 1869.

A Sua Grazia arcivescovile l'Arcivescovo di Colonia
sig. Dr. Paolo Melchers, in
Colonia.

Firmato — Di Mühler.

Doc. CLXXXIII. — Pag. [571].

Poichè per tutti i Governi del mondo civilizzato è oggimai una questione d'alta importanza il sapere quale attitudine debba da loro prendersi dirimpetto al Concilio convocato in Roma da S. S. Pio IX, e poichè la pubblica opinione prende il più giustificato interesse a tutte le contingenze toccanti siffatta questione, l'imperiale regio Ministero non indugia a comunicare un'esposizione delle considerazioni da esso fatte preliminarmente in siffatta materia, alle quali ha dato occasione una domanda del regio Governo di Baviera. Prima di esternare in tal guisa i suoi intendimenti, il Ministero degli esteri si è dato cura di assicurarsi dell'assenso non tanto del Consiglio dei Ministri pei regni e paesi rappresentati nel Reichsrath, quanto del regio Ministero ungarico.

Doc. CLXXXIV. — Pag. [572].

Vienna, 15 maggio 1869.

Il regio Inviato bavarese, sig. conte di Bray, mi ha dato contezza di un dispaccio indirizzatogli dal suo eccelso Governo per proporre la questione: quale attitudine avranno da assumere i Governi europei dirimpetto al Concilio ecumenico convocato in Roma. Il conte Bray ha lasciato il dispaccio in mia mano, ed io ne

mando qui acclusa a V. E. una copia per sua personale cognizione.

Riferendosi alle notizie pervenutegli intorno ai preparativi dell'imminente Concilio e alle presunte intenzioni della Corte romana, il regio Governo bavarese rivolge a noi — come senza dubbio l'avrà rivolta ad altri Gabinetti — la domanda se, a tutela dei moderni principii di Stato, non convenga avvisare a provvedimenti preventivi, come per es. ad ammonizioni verso i Vescovi dei singoli paesi o a proteste verso Roma, e se non sia opportuno stabilire un accordo circa a tali passi, se non collettivi, almeno il più possibile identici, mediante comuni consultazioni, e forse anco mediante una conferenza di rappresentanti di tutti i Governi interessati.

Ho sottoposto questa comunicazione al più attento esame che l'importanza dell'argomento esigea, e, prima di rispondere ai quesiti proposti dal sig. principe di Hohenlohe, mi sono anche creduto in dovere di consultare confidenzialmente sì l'imperiale regio Ministero austriaco, sì quello regio dell'Ungheria.

Di concerto coi Ministeri delle due metà dell'Impero, e dopo aver riportata l'eccelsa autorizzazione di S. M. l'Imperatore e Re, ho adesso l'onore di comunicare, con l'intramessa cortese di V. E., al Gabinetto di Monaco le seguenti osservazioni in risposta alla sua domanda.

Un Governo che, come l'austro-ungarico, ha innalzato a principio fondamentale, nel seno della società civile liberamente costituita, la libertà delle diverse confessioni religiose, non si manterrebbe, secondo il nostro modo di vedere, pienamente conseguente al suo principio, se ad un avvenimento inerente alla costituzione della Chiesa cattolica, qual è la convocazione di un Concilio generale, volesse contrapporre un sistema di provvedimenti *preventivi* di restrizione. Questa considerazione acquista anco maggior valore dal fatto che, per le notizie finqui pervenute, nessuna di quelle Potenze, dalle quali è stato pienamente ammesso il principio dell'indipendenza della Chiesa dallo Stato e dello Stato dalla Chiesa, e ne'cui dominii il principio stesso è profondamente penetrato nella pubblica coscienza, ha manifestato apprensioni intorno alle possibili deliberazioni del futuro Concilio, o concepito il pensiero di preventivi provvedimenti in contrario.

Stabilito pertanto come regola generale, che alle comunità religiose riconosciute fa d'uopo lasciare pienissima libertà nelle manifestazioni della loro vita intima, finchè queste non vengano in

conflitto colle pertinenze dello Stato; l'imperiale regio Governo non ha saputo, nelle presenti congiunture, ravvisare sufficienti motivi di diritto o di opportunità per abbracciare la proposta, per sè apprezzabilissima, del regio Governo bavarese.

Intorno all'andamento del Concilio non si hanno, infatti, al presente che semplici *congetture*, più o meno probabili. Anco per ciò che concerne il *programma* delle materie da discutersi in Concilio, non esistono altri dati *ufficiali* che le indicazioni generalissime della bolla pontificia di convocazione. Nessuno, del resto, vorrà contestare alla raunanza generale della Chiesa il dominio delle questioni realmente e *puramente* dommatiche. Per quello poi che riguarda le materie politico-religiose, non che quelle concernenti ad un tempo il principio confessionale e il diritto civile, egli è oggi assai difficile il giudicare se vi sia il pericolo che i contrasti già sorti a questo riguardo possano maggiormente inaspriarsi in seguito delle discussioni e deliberazioni del Concilio, e giungere fino al punto di mettere a rischio la quiete degli Stati. L'esistenza di un così fatto pericolo noi non possiamo nè confermare nè escludere. Ma non potrebbe, in generale, supporre che i Vescovi del mondo cattolico, i quali, nella gran maggioranza, debbono necessariamente nei rispettivi paesi vivere e operare sotto l'influenza di una legislazione compiutamente secolarizzata, non avessero a portar seco in Roma una esatta cognizione delle pratiche necessità del nostro tempo. E mentre si ha diritto di aspettare che, a conseguire il mantenimento della pace fra Stato e Chiesa, non mancheranno oratori fra i prelati del Concilio, non è forse nell'interesse dei Governi il far apparire le loro voci come patrocinate dallo Stato, pregiudicando così alla loro autorità. Non è dato inoltre in questo momento prevedere in qual modo la Curia pontificia, la quale nello stato attuale del mondo non potrà nè vorrà rinnovare i precedenti dei passati secoli rispetto alla partecipazione de' Principi temporali a' Concilii, abbia in animo di comportarsi dirimpetto ai Governi relativamente a quegli argomenti, pe' quali le deliberazioni conciliari non potrebbero divenir esecutorie senza riconoscimento da parte dello Stato. I Governi però trovansi, a giudizio nostro, perfettamente in grado di aspettare se mai l'autorità ecclesiastica fosse per muover passi in tal direzione.

Quando poi l'adunato Concilio si disponesse realmente ad invadere la sfera giuridica del potere dello Stato, o si manifestassero in modo autentico sicuri indizi di un tale intendimento, non sarebbe allora, anche a giudizio dell'imperiale regio Governo, da escludere il caso che, oltre alle precauzioni e agli avvertimenti

dei singoli Stati, comparissero necessarie o almeno utili alcune comuni consultazioni dei Gabinetti, preordinate allo scopo di tutelare i diritti della potestà temporale. Non possiamo però andar d'accordo che alla semplice ipotesi di possibili invasioni di questi diritti convenisse contrapporre il fatto di una conferenza diplomatica, e con ciò (prescindendo dall'immensa difficoltà di riuscire, su basi così incerte, a stabili accordi) aver l'aria di esercitare deliberatamente un sindacato sull'azione della Chiesa cattolica, di incepparne la libertà, e di accrescere senza necessità la tensione degli animi.

Le vedute finquì espresse non hanno, del resto, impedito l'imperiale regio Governo dall'apprezzare secondo il suo giusto valore l'invito del regio Governo bavarese ad uno scambio d'idee su questo argomento importantissimo. Noi ci professiamo sinceramente obbligati al signor principe di Hohenlohe di averci comunicati i suoi intendimenti e somministrata così l'occasione di esporgli i nostri; e V. E. è pregata a farsi interprete di questi sentimenti presso S. A. S. Ella è inoltre autorizzata a lasciar copia del presente dispaccio al signor Presidente dei Ministri, ove questi gliene esprima il desiderio.

Aggradisca ecc.

Al conte Ingelheim
a
Monaco.

Di Beust.

Doc. CLXXXVII. — Pag. [582].

Il Consiglio federale non mancò di prendere in maturo esame la questione: quali passi fossero, in generale, da farsi per parte della Svizzera di fronte all'imminente Concilio, e specialmente in seguito del dispaccio circolare del principe di Hohenlohe.

Il chiaro disposto dell'art. 44, lemma 2, della Costituzione federale (« ai Cantoni non meno che alla Confederazione è riservato il diritto di prendere ogni opportuna misura pel mantenimento dell'ordine pubblico e della pace tra le diverse Confessioni ») non poteva lasciare alcun dubbio circa l'attitudine da assumersi eventualmente dalla Confederazione nella contingenza di cui sopra. Le competenze del Consiglio federale sono chiaramente designate da quella disposizione costituzionale; il perchè si trattava soprattutto di esaminare: se lo stato in cui allora trovavasi l'af-

fare del Concilio fosse tale da ispirare il timore di veder turbata o messa in pericolo la pace confessionale.

Da un imparziale e spregiudicato esame delle circostanze venne manifestamente a risultare che nessun fondato motivo a simile timore poteva trarsi dalle misure adottate dalla Sede pontificia sulla soggetta materia fino al mese d'agosto 1869. Contuttociò sembrava fin d'allora verosimile che nel Concilio sarebbero messi innanzi principii diretti contro parecchi importanti assiomi della vita politica, qual è di presente ordinata presso tutti i popoli civili; come pure che, oltre a deliberazioni puramente dommatiche, si emanerebbero decreti e ordinanze di carattere usurpatorio nella sfera delle relazioni miste tra Stato e Chiesa (matrimonio, stato civile, insegnamento religioso, luoghi di sepoltura, ecc.); e che in tutti questi rapporti si farebbero ben presto sentire gli effetti retroattivi delle deliberazioni del Concilio tra Stato e Chiesa, del pari che tra i singoli individui. Oltrechè la circostanza di trovarsi allora in presenza di semplici congetture e di pericoli unicamente possibili valse a render persuaso il Consiglio federale che l'adozione di misure preventive da parte dei Governi non sarebbe stata giustificata, lo guidò poi più particolarmente nelle sue decisioni il riflesso che la forza interiore dello Stato elvetico e della sua civiltà è bastante a premunirlo contro i pericoli che potrebbero derivargli dal Concilio, e che può quindi con tutta sicurezza lasciarsi alla Chiesa piena libertà di riunirsi e aggiustare le proprie faccende come le pare e piace.

L'abuso della libertà non è, a parer suo, da riputarsi probabile più sopra questo che sopra qualunque altro terreno; e più liberalmente ci comporteremo dirimpetto a tale questione, più forte sarà il nostro diritto di opporci, ove occorra, all'abuso medesimo.

Tanto più poi possiamo astenerci dal prendere simili misure preventive a riguardo delle autorità ecclesiastiche della Confederazione, quanto queste conoscono già a sufficienza i mezzi costituzionali che pongono in grado le autorità federali di opporsi a quelle tra le deliberazioni del Concilio che si mostrassero contrarie ai principii del nostro ordinamento politico e risicassero di turbare la pace tra le diverse Confessioni.

In questo senso pertanto venne risposto all'invito fattoci dal principe di Hohenlohe, per mezzo di Nota all'Incaricato d'affari bavarese in Berna in data del 6 settembre 1869; nella quale occasione peraltro non mancò il Consiglio federale di dichiarare che egli partecipava pienamente ai principii espressi nel dispaccio

circolare intorno ai doveri incombenti agli Stati di fronte alle temute avventate deliberazioni del Concilio, e che, all'occorrenza, non avrebbe esitato a conformarvisi.

A quanto si è saputo posteriormente, se si eccettui il Governo italiano, nessun altro Governo si pronunziò incondizionatamente e senza riserve in favore della proposizione del Presidente dei ministri di Baviera, e fu adottato in seguito, come è noto, il partito della nessuna ingerenza dei Governi nei preparativi fatti dalla Santa Sede per il Concilio.

Quantunque il Consiglio federale non avesse, nel corso dell'anno politico, dovuto occuparsi ulteriormente di sì fatta questione, pur tuttavia il Dipartimento politico tenne dietro colla debita attenzione all'andamento di essa, e non trascurò di tenersi, quanto meglio fosse possibile, informato sì del corso degli avvenimenti in Roma stessa, sì del contegno dei Governi europei rimpetto alla Sede pontificia.

Doc. CXCVII. — Pag. [665].

Sessione del 5 maggio 1869.

Il sig. OLÓZAGA: Parlava il signor Castelar del Concilio che dee celebrarsi in quest' anno; avvenimento, o Signori, di tanta importanza che, non foss' altro che per la considerazione di volger tre secoli dacchè non s' è riunito un Concilio ecumenico, meriterebbe chiamare l' attenzione di tutti i popoli cattolici e anco di quelli che non son tali: io, che desidero l' unità cattolica in Spagna, quando l' unità cattolica sia libera, quando nessuno sia costretto ad esser cattolico, quando tutti godano egual libertà di esercitare la religione che professano; io che annetto grande importanza a questo Concilio; non so tuttavia se, a malgrado della solennità con cui viene annunziato e dei preparativi che per esso si van facendo, a malgrado della importanza che gli attribuiscono le persone che lo han promosso, non so se si verificherà, perchè mi s' affaccia alla mente un dubbio assai grave. Terrà il Concilio le sue sessioni sotto la protezione di truppe straniere? Potrà dirsi che il Concilio deliberi sotto la pressione delle baionette francesi? Le conseguenze che da ciò potrebbero derivare sono assai gravi, nè men gravi sarebbero se prima di quel tempo le truppe francesi avessero evacuato Roma. Vi sarebb' egli in

realtà tanta sicurezza, quanta se ne mostra ufficialmente, che il Concilio si tenesse tranquillamente in Roma senza truppe straniere? Mi restringo a queste lievi osservazioni per ispiegare il motivo de' miei dubbi intorno alla riunione del Concilio.

Ma voglio ammettere che si riunisca. Per amore alla pace della Chiesa, per amore alla pace religiosa della Spagna, io desidero vivamente che questo Concilio non venga ad approvare, a sancire, a ratificare le dichiarazioni del famoso Sillabo, che le dottrine della Chiesa rende incompatibili col moderno incivilimento. Si consideri con quanta gravità, con quanta prudenza procedano gli uomini che conoscono le condizioni del loro paese, che desiderano la tranquillità delle coscienze, che amano di conservare le tradizioni compatibili con la libertà; quanta cura pongano ad evitare che la Chiesa perda ciò che perderebbe facendo divorzio dal moderno incivilimento. Si pensi che, nello stato presente d' Europa, non v' ha un solo Governo il quale possa consentire che in materie puramente politiche venga ad esercitare veruna ingerenza politica nè la Corte di Roma, nè lo stesso Concilio ecumenico.

Si pensi che la situazione dell' Italia, cui il Concilio riguarda più da vicino e sopra cui pareva che avrebbe in altri tempi potuto spiegare maggiore influenza, è cambiata a tal segno che sarebbe la prima a protestare essendo la più interessata a conservare la propria indipendenza politica. Che l' Austria, la quale è stata sempre considerata come il più saldo appoggio della Santa Sede, ha fatto una rivoluzione pacifica e cambiato persino le fondamenta dell' antico edificio apostolico in cui accoglieva quelle antiche istituzioni, e a cui s' ispiravano i suoi uomini di Stato. Che lo stesso Portogallo, il quale ha proceduto con tanta dignità e in pari tempo con tanta moderazione in tutte le questioni con Roma, ha dato chiaramente a dividere quanto strettamente si terrebbe unito con la Spagna liberale per opporsi ad ogni immistione, ad ogni intervento, di qualsivoglia specie esso fosse, nelle questioni politiche, la cui soluzione spetta unicamente alle Assemblee deliberanti, alla rappresentanza dei popoli. E che persino la Baviera, la quale, per le sue condizioni politiche e per le circostanze speciali in cui si trova, potea considerarsi come più favorevole a quello spirito oltramontano, persino la Baviera, io credo, protesterebbe contro simili pretensioni, e unita con la Francia, l' immensa maggioranza de' cui abitanti è cattolica, e il cui popolo intero è liberale e geloso della propria dignità, formerebbe una lega cattolica, lega dei popoli contro la Chiesa che preten-

derebbe di renderli schiavi, disconoscendo la forza della civiltà moderna, l'indipendenza di quei popoli e il potere immenso che avrebbero, non dico già contro un nemico cotanto debole, ma sì contro tutti quelli che potessero dal settentrione intervenire o desiderare d'intervenire nel cammino progressivo de' popoli liberi.

Dette queste cose intorno al Concilio, le quali non mi frutteranno, fuori di quest'Assemblea, se non critiche e gravi censure, che io rispetterò, ma che non verranno a distogliermi dal mio cammino, passo a conchiudere indicando ciò ch'io credo debba avvenire in Spagna per conseguenza della grande riforma che stiamo facendo.

Sessione del 23 ottobre 1869.

Il sig. CARRASCON: Domando la parola.

Il sig. PRESIDENTE: Le è accordata.

Il sig. CARRASCON: Ho domandato la parola per render grazie al sig. Ministro del Governo delle sue esplicite dichiarazioni, cui conviene sia data la maggiore pubblicità, intorno al rispetto che il Governo di S. A. è disposto a professare per la libertà religiosa, e alla severità con cui procederebbe contro coloro che mancar potessero a sì fatto principio.

L'ho inoltre domandata per rivolgere altra domanda al signor Ministro di Stato. Ha egli il signor Ministro di Stato notizia ufficiale del Concilio che dee celebrarsi in Roma il dì 8 dicembre di quest'anno? Ha egli notizia delle inquietudini cui dan luogo le risoluzioni di quella prossima Assemblea, non già tra i membri pensanti delle Accademie, ma sì tra i Governi? Qual sarebbe l'attitudine del Governo della Nazione spagnuola nel caso possibile che in quell'Assemblea si recasse offesa ai principii costituzionali, cui la Nazione ha recentemente aderito?

Il sig. PRESIDENTE: Debbo dichiarare al signor Deputato che la libertà, non religiosa, ma la libertà dei culti, è diritto che trovasi registrato nella Costituzione dello Stato; e che il Governo e le Cortes, rappresentanti un tale diritto, non fanno alcun che di gratuito o di grazioso mantenendolo. Il Governo cesserebbe dall'essere Governo del paese, Governo delle Cortes, Governo della rivoluzione, se menomasse in qualsiasi modo un tal prezioso e sacrosanto diritto, che è la più grande tra le conquiste dei popoli moderni dopo lunghi secoli di servitù. Per conseguenza, il Governo del Reggente non ha bisogno, ne son certo, di eccitamento da parte di chicchessia; ha in mano la Costituzione dello Stato,

e vede in essa innanzi a tutti i diritti il più prezioso, quello della libertà di coscienza, quello della libertà dei culti, che è la manifestazione della coscienza.

Il sig. PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI (Marchese de los Castillejos): Domando la parola.

Il sig. PRESIDENTE: Le è accordata.

Il sig. PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI (Marchese de los Castillejos): Avendo il sig. Carrascon rivolto la sua domanda al signor Ministro di Stato, e non trovandosi questi presente, avrò io l'onore di rispondergli.

Il Governo ha senza dubbio notizia del Concilio che deve riunirsi nella Città Santa: il Governo non ha potuto nè dovuto far nulla, nè ciò del resto era in suo potere, per impedire il Concilio medesimo, e neanche per impedire che v'intervenga l'episcopato spagnuolo. Il signor Carrascon però può star sicuro, come possono star sicure le Cortes costituenti e il paese, che se in quel Concilio, come ha dichiarato benissimo il degno Presidente della Camera, si prendessero risoluzioni contrarie allo spirito di progresso e di libertà stabilito dalle Cortes costituenti, sarebbe lo stesso che se tali risoluzioni, tali deliberazioni non fossero state prese per la Nazione spagnuola (*Benissimo! benissimo!*).

Il sig. CARRASCON: Domando la parola.

Il sig. PRESIDENTE: Le è accordata.

Il sig. CARRASCON: Non per altro che per render grazie al signor Presidente del Consiglio dei Ministri della dichiarazione che ha testè fatta, la quale verrà, ne son certo, accolta dal paese con la più grande soddisfazione.

Sessione del 7 dicembre 1869.

Il sig. PRESIDENTE: La parola spetta al signor Carrascon.

Il sig. MONTERO TELINGE: Signor Presidente, l'avevo domandata io.

Il sig. PRESIDENTE: A Lei sarà concessa dopo.

Il sig. CARRASCON: Giorni sono, ebbi l'onore d'interrogare il Governo di S. A. circa il suo pensiero, circa la sua opinione intorno al prossimo Concilio ecumenico e alle decisioni che quivi potessero prendersi, e che potessero risguardare la Spagna. Il signor Conte di Reus ebbe la bontà di rispondere in modo molto preciso, molto categorico, e che faceva onore al suo liberalismo; il Concilio però è già imminente, si riunisce domani. L'inquietudine prodotta dalla sua apparizione o prossimità, lungi dal cal-

marsi, si è invece aumentata: i Gabinetti che hanno un qualche interesse nella vita della Chiesa, ripetono le loro dichiarazioni, e, non ha molto, ne vennero due assai gravi del Governo francese e del Governo italiano.

Io desiderava sapere se il pensiero che il signor Conte di Reus ebbe la bontà di esprimere in questo recinto, se la maniera di vedere del Governo spagnuolo sia stata fatta conoscere in Roma e in tutti quei luoghi dove potesse aversi interesse di sapere l'opinione del Governo spagnuolo intorno al Concilio.

Prego adunque il signor Ministro di Stato ad aver la bontà di rispondermi.

Il sig. MINISTRO DI STATO (Martos): Domando la parola.

Il sig. PRESIDENTE: Mi perdoni il signor Ministro.

Debbo avvertire le Cortes che il signor Carrascon è stato autorizzato dalla Presidenza a far la domanda, vista l'urgenza del caso.

La parola spetta ora al signor Ministro di Stato.

Il sig. MINISTRO DI STATO (Martos): Incomincio dal rendere molte grazie al mio amico signor Carrascon per la domanda che ha favorito dirigermi. Essa mi porge occasione di dichiarare solennemente qual è l'attitudine del Governo spagnuolo nella importantissima questione cui testè accennava Sua Signoria.

Io, signori Deputati, non ho da pronunziare un discorso su questo argomento. Se la discussione sorgesse, se per caso alcuno di Loro riputasse conveniente provocarla, il Governo, ed io in suo nome, siamo disposti a sostenerla. Frattanto io debbo, a proposito della domanda testè direttami dal signor Carrascon, restringermi a brevi e semplici sì, ma al tempo stesso esplicite dichiarazioni.

Infatti, signori Deputati, le potenze cattoliche si sono grandemente preoccupate del fatto di essersi convocato un solenne Concilio ecumenico in questi tempi, in questo secolo decimonono, dopo esser trascorsi tanti secoli senza che la Chiesa avesse riputato necessario riunirsi per una tale solennità; e vari Governi cattolici e in specie il Governo della cattolica Baviera, han pensato esser cosa per lo meno strana che, ora che non apparisce urgente nè necessaria la definizione di verun domma; ora che il domma è già da gran tempo essenzialmente definito; ora che la disciplina è organizzata e stabilita; si reputi conveniente dalla Chiesa il riunirsi per fare una formale e solenne dichiarazione dommatica e fors'anco disciplinare.

Da ciò è nato in alcuni Governi il timore che fosse intendimento della Chiesa, o d'una parte della prelatura cattolica, o per lo meno di coloro a cui, con ragione o senza, si attribuisce una

parte principale nell'iniziativa della convocazione del Concilio, di non definire il domma, nè stabilire o regolarizzare la disciplina, ma piuttosto di ordinare, per avventura, dichiarare e dommatizzare intorno ad argomenti che non fossero propri ed essenziali della giurisdizione della Chiesa, ma si riferissero all'organamento e alla giurisdizione delle potestà secolari.

A questo proposito, il signor principe di Hohenlohe, Ministro degli affari esteri di Baviera, chiamò l'attenzione di tutte le Potenze cattoliche per mezzo di una circolare, dove sottopose al loro esame varie considerazioni, nella cui analisi non parmi necessario addentrarmi in questo momento. La sostanza, la sintesi della nota circolare del signor principe di Hohenlohe era di chiamare l'attenzione delle potestà secolari sopra la tendenza che appariva dalla forma strana della convocazione di *motu proprio* del Pontefice, vale a dire del potere assoluto della Chiesa, il quale sembrava il meno interessato a chiamare a sè il concorso del parlamento, per dir così, della Chiesa, dell'elemento liberale della Chiesa medesima; dalla specie di segreto o mistero in che le congregazioni della Curia romana avevano avvolto i lavori preparatorii del Concilio; dalla mancanza di convocazione diretta e speciale delle potestà temporali (caso strano), e da varie altre circostanze; di chiamare, io dico, l'attenzione delle potestà secolari sulla possibilità che, per mezzo della definizione dommatica dell'infallibilità personale del Sommo Pontefice, vale a dire per mezzo d'una immensa reazione in seno alla Chiesa docente, e per la consacrazione in domma di fede delle dichiarazioni contenute nel Sillabo, vale a dire per mezzo della condanna per l'organo della Chiesa cattolica di tutte le conquiste che formano la grandezza, la forza, la felicità, la gloria della civiltà moderna, si aspirasse dalla Chiesa cattolica o da una parte di essa a invadere il dominio delle potestà temporali e mettersi in lotta con tutte le idee di progresso e di libertà.

Nacque allora, o signori Deputati, un movimento straordinario, non già da parte delle potestà temporali, che si mantennero serene in presenza di quel pericolo eventuale, e a mio avviso remotissimo, ma sì nel seno stesso della prelatura cattolica; e i Vescovi tedeschi congregati in Fulda assunsero un'attitudine apertamente ostile a certe dichiarazioni contraddittorie dello spirito moderno, incompatibili con l'essenza e con la vita delle pubbliche potestà, nate all'ombra e all'idea di libertà. E più tardi, anzi recentemente, o signori, quell'uomo illustre che non ha guari teneva tuttavia alta la bandiera del movimento oltramontano realizzatosi

in questi ultimi anni nel seno della Chiesa francese, ha preso un'attitudine formidabile che sembra un indizio di reazione e di ritorno alle idee dell'antica Chiesa, e come una specie di risveglio delle tendenze e dei sentimenti della vecchia Chiesa gallicana: intendo parlare di monsignor Dupanloup.

Tutto questo, o signori Deputati, mi fece pensare che, se per avventura l'elemento oltramontano, poco d'accordo sicuramente con le pie e sagge intenzioni che devon supporsi nel Santo Padre, avesse avuto le pretensioni temute dal signor principe di Hohenlohe e dai Governi cattolici, tale è la forza, tale il potere dei procedimenti liberali, che è da sperare che l'oltramontanismo, che la celebre e famigerata congregazione, la quale ha esercitato una sì grande e sinistra influenza sulle sorti politiche e sociali della Chiesa cattolica, rinunzierà al suo proponimento e si ritirerà dalla sua via, perchè altrimenti, considerata l'attitudine di una parte ragguardevole della prelatura cattolica, è da temere non sopravvenga uno scisma spaventevole nel seno della Chiesa. Questo sotto l'aspetto puramente religioso.

Sotto l'aspetto civile e politico delle relazioni della Chiesa cattolica con le potestà secolari, sarebbe da temersi che se mai la maggioranza del Concilio si lasciasse, contro ogni aspettativa, trascinare a quelle tali esagerazioni da me più sopra contemplate, ciò non avesse un'azione immensa sull'avvenire delle relazioni tra Chiesa e Stato; perocchè allora l'idea della separazione non sarebbe stata iniziata dalle potestà secolari, perocchè allora l'idea della separazione forzata avrebbe avuto origine dalla stessa Chiesa cattolica. Per conseguenza, o signori, non è da temere che questo avvenga; anzi è da sperare che, per la forza della discussione e di questo procedimento parlamentare, le idee che più si ispirano alla ragione, le idee che meglio si accordano co'tempi presenti, le idee che più son compatibili con la vita e lo spirito moderno, prevarranno all'oscurantismo degli oltramontani, e che il Concilio, promosso per avventura con l'intendimento di dichiarare il cattolicismo incompatibile con la civiltà moderna, finirà con emettere dichiarazioni atte a rendere per lungo tempo la Chiesa cattolica non pur compatibile e socievole, ma compagna eziandio e sorella della civiltà e del progresso.

In tale stato di cose, e tali essendo le idee del Governo spagnolo, il signor Carrascon, e con lui tutta la Camera, mi renderan la giustizia di riconoscere che in questa, come in ogni altra questione, la nostra attitudine è stata perfettamente d'accordo con le nostre idee, le nostre convinzioni, i nostri antecedenti, il

nostro senso, il nostro carattere politico: e che il Ministro di Grazia e Giustizia, rappresentante in questa sfera d'azione il Governo spagnuolo, non ha opposto nè poteva opporre veruna specie di restrizione o prevenzione, incompatibile con la libertà delle nostre opinioni, contro la libera presenza dei Vescovi spagnuoli in Concilio.

Se alcuno pensava ciò, se per l'attitudine di certuni si era sperato produrre perturbazioni e conflitti per mezzo dell'ingerenza delle potestà secolari nella Chiesa docente, un grande scacco è toccato a costoro; il Governo di un paese liberale ha operato liberalmente, rispettando la piena e assoluta libertà nelle riunioni e decisioni di ogni congregazione religiosa; e il Governo spagnuolo, nel tempo stesso che ha gravi doveri da compiere, che ha da mantenere gli alti principii democratici consegnati nella Costituzione del 1869, e che è disposto a portare alle Cortes tutte le derivazioni e applicazioni di quel gran principio religioso, e che le porterà; il Governo spagnuolo, il quale non teme che dalle decisioni del Concilio possa venire pericolo alcuno contro quelle conquiste; il Governo spagnuolo, se per caso alcuno ne venisse, è fermamente risoluto a mantenere, contro tutti e tutto, quel grande principio, e fa assegnamento sulla ragione e sull'appoggio dell'opinione pubblica per ridurre all'obbedienza tutti gli Spagnuoli, tutti i pubblici ufficiali, senza distinzione nè di classi nè di privilegi.

In questo senso ha scritto il Ministro di Stato al nostro Incaricato d'affari in Roma, perchè voglia farlo presente al Governo della Santa Sede, e in questo senso ha risposto alla nota circolare che a suo tempo ricevette; e il Governo, prevenendo in ciò i desiderii del signor Carrascon, della Camera e del paese, non ha difficoltà, anzi al contrario prova moltissimo piacere nel portare alla Camera questi documenti diplomatici e pubblicarli nella *Gaceta*.

Il sig. PRESIDENTE: Il signor Carrascon ha la parola per rettificare.

Il sig. CARRASCON: Debbo render grazie al signor Ministro di Stato della bontà con cui ha voluto rispondere alla mia domanda, e chiamarmi contentissimo non solo a nome proprio, ma anche, a quanto mi pare, a nome della maggioranza della Camera, delle dichiarazioni che ha creduto bene di fare.

Il sig. MUZQUIZ: Domando la parola.

Il sig. PRESIDENTE: Per che cosa?

Il sig. MUZQUIZ: Credo non aver diritto, a forma del Regola-

mento, di rispondere nell'atto a molte tra le asserzioni del signor Ministro di Stato; ma, considerata l'urgenza del caso, supplicherei il Seggio ad autorizzarmi a dirigere una domanda (*Parli, parli*).

Il sig. PRESIDENTE: Al signor Deputato è concessa dal Seggio facoltà di far la domanda.

Il sig. MUZQUIZ: Ha nulla il Governo da opporre a che noi i quali sediamo su questi banchi sospendiamo, con la speranza di ottener risposta, di replicare alle accuse da esso lanciate contro la Chiesa riunita legittimamente in Roma, sia per trattare dell'argomento in forma d'una interpellanza, sia quando venga portata in pubblica discussione l'autorizzazione d'incriminare il signor cardinale Arcivescovo di Santiago, entro la discussione della quale si racchiudono tutte le questioni leggermente sfiorate dal signor Ministro di Stato?

Non recherà allora sorpresa alla Camera come, dacchè il signor Ministro di Stato ha voluto con due domande (*risa*) convertire quasi in un Concilio il Congresso dei Deputati (*il sig. Presidente suona il campanello*), noi ci vediamo nella necessità, rispondendo a Sua Eccellenza, di seguirlo nella stessa via.

Le domande son queste.

Il sig. MINISTRO DI STATO (Martos): Domando la parola.

Il sig. PRESIDENTE: Perdoni il signor Ministro: ma mi pare non siano domande quelle che ha fatte il signor Muzquiz, bensì riserve senza che siavi motivo di farle. Infatti, non è egli in libertà di tutti i signori Deputati l'intavolare le discussioni quando lor pare e piace? A tal fine ha il signor Muzquiz i mezzi seguenti: autorizzato dalla Presidenza e dichiarata l'urgenza della questione, egli può fare domande in qualsivoglia giorno, o per lo meno ogni sabato; può muovere interpellanze; può presentare proposte. In questa parte il Governo non è libero, no; è più alta la prerogativa del Deputato. Dove andremmo noi a parare, se la iniziativa del Deputato rimanesse ristretta unicamente dal piacimento e dalla volontà dei Governi? Può bene il Governo non rispondere alle domande, non accettare l'interpellanza, ma non può impedire la proposta, ultimo e supremo ricorso di tutte le minoranze, e che noi tutti che vi appartenemmo abbiamo quasi sempre sperimentato con successo.

Per conseguenza io desidererei che il signor Muzquiz, da persona intelligente com'egli è, comprendesse che le domande da esso fatte al signor Ministro di Stato non rientrano realmente nelle facoltà del Governo. Il signor Muzquiz, e al par di lui i

suoi amici, possono riservarsi a quando lor piaccia il far domande, il fare interpellanze, il far proposte intorno a quest'argomento; può egli far domande il sabato, può farle domani, autorizzato dal Seggio; può farle anche oggi, se gli piace.

Dopo di ciò, se il signor Muzquiz intende d'insistere nelle sue impropriamente dette domande, ne avrà fin d'ora risposta dal signor Ministro di Stato.

Il sig. Muzquiz: Se mi è permesso rispondere a Vostra Signoria, Le dirò che inclino quasi a credere di aver già saputo tutto ciò che ha favorito dirmi. Ella però ben comprende che, se formulai in tal guisa le mie domande, lo feci costretto dalla necessità di consegnare una protesta e di ottenere dal Governo il compromesso di trattare con regolarità le questioni da esso portate in un modo inusitato a questa discussione. Imperocchè il signor Ministro di Stato non si è tenuto pago di rispondere ad una domanda, ma è entrato in altre considerazioni, non oltrepassanti al certò la cerchia de' suoi diritti, ma alle quali non si poteva sul momento rispondere, attesoche il Regolamento conferisca al Ministro diritti che al Deputato non concede.

Del rimanente, o sia nel modo già detto, quando cioè si discuterà l'autorizzazione per incriminare il signor cardinale Arcivescovo di Santiago, o sia per mezzo d'una interpellanza che annunzio fin d'ora al Governo e che, se le discussioni di quest'Assemblea lo permettono, farò il possibile di svolgere sabato prossimo, io avrò il piacere di rispondere, e credo pienamente, al signor Ministro di Stato.

Il sig. PRESIDENTE: La parola spetta al signor Ministro di Stato.

Il sig. MINISTRO DI STATO (Martos): Lasciando da parte la competenza delle domande fatte al Governo dal signor Muzquiz, rispetto alla quale l'egregio signor Presidente della Camera ha già detto quanto era da dirsi, debbo manifestare al signor Deputato che il Governo è disposto a rispondergli, non già sabato prossimo, per essere il giorno assegnato all'annunziata interpellanza del signor Castelar, ma sì al sabato susseguente sotto la forma d'interpellanza, o quando venga in discussione la requisitoria per processare il cardinale Arcivescovo di Santiago, o in altra qualsivoglia occasione. Il Governo, ripeto, è disposto ad entrare in tal discussione, giacchè vi è provocato, e poichè si aspettava alla provocazione, l'accoglie con giubilo.

Del rimanente, se ho riferito certi segni apparsi nel mondo in proposito del Concilio, e se ho rivelato certi apprezzamenti

fatti a tale proposito da vari Governi cattolici d' Europa, io non ho punto caratterizzato la condotta della Chiesa cattolica, la quale non è ancora riunita nè ha per anco potuto prendere risoluzione alcuna: non essendo per anco Chiesa docente, non possono nè lanciaresì accuse nè tributarlesì lodi per le sue risoluzioni. Il signor Muzquiz è poi incorso in un grave equivoco supponendo il Concilio già riunito. E siccome la Chiesa non ha per anco pronunziato la sua opinione, e siccome io non ho fatto che rivelare una tendenza dei gesuiti, così desidero sia manifesto che non la Chiesa cattolica, ma i gesuiti, si è levato a difendere il signor Muzquiz, lo che non è punto strano, anzi ben si comprende, se si considerino gli antecedenti e gl' interessi del partito carlista cui il signor Deputato appartiene (*Il sig. Ochoa, D. Cruz*: Protesto contro tali parole). Protesti quanto le pare: io non me ne curo affatto.

Il sig. PRESIDENTE: Signori, io debbo mantener l'ordine.

Il sig. MINISTRO DI STATO (Martos): Sta bene che Ella lo mantenga; ciò è nelle sue attribuzioni, com'è nelle mie il manifestare se io mi curi o no delle parole e proteste del signor Ochoa. Dopo di ciò, non ho che una parola da soggiungere. Io non ho convertito la Camera in un Concilio; per far questo, mi mancava un elemento che non ho, quel della prelatura. Qui attualmente non v'hanno Vescovi, solo vi veggo aspiranti all' episcopato, e forse il signor Muzquiz e gli amici suoi li conoscono.

Il sig. MUZQUIZ: Domando la parola.

Il sig. PRESIDENTE: Le è accordata.

Il sig. MUZQUIZ: A fine di rettificare certi errori di giudizio attribuiti dal signor Ministro di Stato, e di protestare

Il sig. PRESIDENTE: Questo Ella non può; è padrone bensì di annunziare un' interpellanza al Governo.

Il sig. MUZQUIZ: A me basta che consti aver io voluto rettificare

Il sig. PRESIDENTE: Basta così.

Doc. CXCIX. — Pag. [679].

Eccmo Signore,

Questo Ministero a tempo debito ebbe cognizione della circolare diretta dal signor principe di Hohenlohe ai Rappresentanti

di Baviera all'estero circa la convenienza che i Governi europei si ponessero d'accordo intorno al contegno da seguire per rapporto al prossimo Concilio ecumenico.

Se i miei degni antecessori non diedero risposta categorica a questo interessante documento, la causa di tale indugio è da cercarsi nella necessità di meditare maturamente qualsiasi risoluzione intorno ad argomento tanto grave di per sè; e molto più per un popolo, presso il quale la nuova Costituzione ha indotto grandi cambiamenti nelle antiche relazioni tra Chiesa e Stato.

Oggi, dopo aver maturamente studiata la materia, ho l'onore di rispondere alle indicazioni del signor principe di Hohenlohe.

L'annessa copia di comunicazione diretta in proposito al nostro Incaricato d'affari in Roma (della quale, come della presente, potrà Vostra Eccellenza dar lettura a cotesto Governo) determina con ogni chiarezza la condotta che la Spagna intende seguire in questa occasione. Il Governo reputa inutile, e più che inutile, contrario a' suoi principii liberali, ogni provvedimento preventivo in una faccenda intorno alla quale non possono esistere fino a questo momento che supposizioni più o meno verosimili.

Che nel seno della Chiesa cattolica si trovino persone, corporazioni e anche classi intere, inclinate ad estendere senza confine le attribuzioni e l'autorità della Sede pontificia, non è permesso dubitarne; che l'infallibilità del Papa, dichiarata in modo assoluto, potrebbe porgere occasione a gravi conflitti, fomentando lo spirito invasore del clero ed esagerando la propensione di lui a intervenire collettivamente nelle faccende politiche, è possibile ed anche probabile; ma che, nello stato presente del mondo, il Pontificato disconosca il suo proprio interesse fino al punto di provocare una dichiarazione capace di alienargli gli animi e privarlo dell'appoggio dei Governi che sostengono o rispettano il suo combattuto poter temporale, sembra per lo meno tanto dubbio, quanto sembra dubbio che l'Episcopato cattolico abdichi tutta la sua importanza, riconoscendo nel romano Pontefice una virtù che renderebbe inutile e impossibile ogni futura riunione della Chiesa docente.

Nè meno strano sarebbe il veder trasformate in decreti conciliari le gravi proposizioni del *Sillabo*. Un simile atto equivarrebbe alla dichiarazione ufficiale di una guerra senza tregua tra il cattolicismo e lo spirito da cui procedono il diritto e le istituzioni politiche del nostro tempo; dichiarazione che aver potrebbe per conseguenza immediata l'assoluta separazione dello Stato dalla Chiesa presso le nazioni tutte d'Europa. Il mero sospetto di un

tale intendimento è bastato a far sì che i Governi più favorevoli alla Chiesa e al Pontificato siansi posti in un'estrema riserva, senza chiedere nè desiderare intervento di sorta nel prossimo Congresso cattolico, e che i Vescovi tedeschi congregati in Fulda, comprendendo per avventura quanto gravi conseguenze potrebbe trar seco una simile attitudine, abbiano stimato conveniente tranquillizzare gli animi, dichiarando non fondato il timore che il Concilio universale voglia porre in dimenticanza le necessità presenti, o cerchi di trapiantare ne' tempi nostri idee, costumi e istituzioni de' tempi passati.

Un eguale spirito anima senza dubbio tutti gli altri Padri del futuro Concilio; e solo con mezzi abusivi (a' quali, per certo, non darà mai il suo consenso il Capo venerabile della Chiesa) potrebbe giungersi a stabilire per sorpresa il potere illimitato della Sede pontificia, od ottenere a forza di artifizi la condanna delle idee che costituiscono l'essenza della civiltà contemporanea.

In tale fiducia, il Governo di S. A. non ha creduto conveniente di venir meno a' suoi principii liberali impedendo la partecipazione dei Prelati spagnuoli alle deliberazioni del prossimo Concilio.

A queste ragioni se ne aggiungono altre di natura diversa. Non sembra di troppo arrischiata la supposizione che il disegno principale del partito oltramontano (disegno non punto conforme alle pie intenzioni del Pontefice) sia stato in questa occasione di provocare, da un lato, con le sue esagerazioni provvedimenti preventivi, insufficienti sì a modificare le disposizioni della Prelatura, ma bastanti a spiegare obliquamente le risoluzioni dell'Episcopato, contrarie per avventura a ciò che si suppone sperare da lui; e, dall'altro lato, gettare così l'allarme nelle coscienze cattoliche; provocare una reazione favorevole alle sue mire; e svegliare, finalmente, il fanatismo che a parer suo giace addormentato, ma non morto, nell'animo inquieto delle moltitudini.

In tale ipotesi, conviene lasciare la maggior libertà d'azione alla Chiesa cattolica, evitando persino l'apparenza di atti che possano servire di malevola spiegazione alle decisioni del Concilio.

Sono queste, in sostanza, le considerazioni che ha avuto in mira il Governo spagnuolo per rinunziare ad ogni provvedimento preventivo. Ma non per questo esso disconosce la convenienza di un comune accordo e di un'azione combinata delle Potenze europee, se gli avvenimenti sopraggiungessero a confermare i sospetti concepiti dal signor Ministro di Baviera. Sarebbe allora venuta

l'occasione di contrapporre all'azione aggressiva del consesso cattolico la vigorosa resistenza di altro consesso, che fosse bastante a neutralizzarne l'influenza; e in tal caso la Spagna non esiterebbe un momento a secondare le mire elevate e favorire i liberali disegni del Gabinetto di Monaco, i quali tendono, come quelli di tutti i Governi della colta Europa, a non permettere che da alcuno si rechi pregiudizio agli alti interessi del progresso e alle grandi conquiste della civiltà.

Iddio conservi V. E. per molti anni.

Madrid, 19 novembre 1869.

Signor Ministro plenipotenziario
di Spagna
in Vienna e Monaco.

Cristino Martos.

Doc. CC. — Pag. [682].

La riunione d'un Concilio ecumenico a' nostri giorni non poteva non risvegliare l'attenzione dei poteri politici di tutta Europa. Così infatti è avvenuto; e l'interessamento col quale i Governi e popoli han riguardato questo evento importante corrisponde alla gravità del caso e alla straordinarietà delle circostanze e dei caratteri con cui si presenta.

Da un lato, la novità che offre un Concilio promosso per voto spontaneo della Santa Sede, poco favorevole d'ordinario a così fatte riunioni della Chiesa universale; i termini generali e la forma indiretta della lettera convocatoria, non indirizzata in particolare a veruna Potenza cattolica; l'apprensione che le condizioni anormali di Roma possano menomare l'autorità delle decisioni dell'Episcopato; il profondo segreto in che le Congregazioni conciliari si sono studiate di avvolgere i lavori preparatorii: e dall'altro lato, l'attitudine assunta in questi ultimi tempi dalla Chiesa; l'intollerante rigidezza della Curia romana; le frequenti ingerenze dell'autorità religiosa in materie essenzialmente proprie della giurisdizione civile; le dottrine sostenute in ambo i fori da ecclesiastici di gran conto; le proteste della Santa Sede contro certi atti politici fondati sulla sovranità popolare, base di tutto quanto il gius pubblico moderno; gli anatemi fulminati contro idee che sono, per così dire, altrettanti punti cardinali

della civilizzazione nel secolo decimonono; ma più di tutto, forse, le recenti ostentazioni di una celebre società religiosa mediante pubblicazioni rivestite di carattere semiufficiale; sono bastate a destare gravi sospetti e seri timori nei Governi, i quali considerano la prossima riunione conciliare come ostile ai poteri secolari e in superlativo grado pericolosa per la pace interna delle nazioni.

Il Governo spagnuolo, per parte sua, non ha stimato necessario intervenire in tale faccenda, finchè il tempo non venga a giustificare apprensioni che potrebbero, per avventura, comparire esagerate.

Fra gl'intendimenti che, a ragione o a torto, si attribuiscono dal pubblico ai promotori del Concilio, due principalmente han gettato l'allarme nei poteri temporali: la dichiarazione dell'infallibilità del Sommo Pontefice, e la sanzione degli anatemi fulminati nel *Sillabo* contro le idee della civilizzazione contemporanea.

L'una e l'altra supposizione sono senza dubbio, se non infondate, per lo meno premature. Nè la prudenza consentirebbe che il Santo Padre pretendesse accrescere un'autorità, di per sè quasi onnimoda; nè sarà facile che un Concilio, col riconoscere l'infallibilità del Papa, chiuda per sempre il campo a ogni futura riunione della Chiesa docente; nè, per altra parte, è naturale che poteri assoluti cerchino giammai aumento alla lor forza nel voto di assemblee deliberative.

Questo in quanto al primo punto. In quanto al secondo, quali che possano essere gli antecedenti, non è da supporre che la Chiesa universale, riunita in momenti così critici e in occasione così solenne, voglia dimenticare il suo proprio interesse fino al segno di dichiarare il suo spirito incompatibile con lo spirito che infonde vita e vigore nel mondo moderno.

Comunque sia, dato il caso, non punto probabile, che la Chiesa cattolica, oltrepassando il confine naturale dell'alta sua giurisdizione, pretenda invaderè il dominio spettante ai poteri temporali, il Governo si tien sicuro di trovare nella ragione, nella opinione pubblica e nelle leggi dello Stato i mezzi necessari a respingere senza rancore e senza debolezza ogni ingerenza di un'autorità estranea, non meno che a mantenere in rispetto tutti i suoi sudditi e in obbedienza tutti i suoi ufficiali, senza distinzione nè di classi nè di privilegi.

In tale fiducia, pur riserbandosi l'opportuno esercizio di ogni diritto ad esso competente, il Governo non ha, per il momento,

stimato necessario adottare alcun provvedimento preventivo. La Spagna, da quella nazione liberale che è, non pretende frapporre ostacoli agli atti legali di veruna comunione religiosa, e come popolo geloso della sua dignità non può temere l'ingerenza di alcun elemento estraneo nella cerchia delle sue istituzioni nè nell'azione de'suoi pubblici poteri.

Tali sono i motivi della sua condotta nel caso presente; e in questo senso può V. S. spiegarsi col Governo di Sua Santità, manifestandogli al tempo stesso la speranza ond'è animato quello di S. A., che la saviezza della Sede pontificia e la prudenza dell'Episcopato cattolico manterranno questa benevola disposizione e allontaneranno la necessità di qualsiasi provvedimento capace di alterare la buona armonia che in Ispagna ha sempre regnato fra ambo i poteri.

Iddio conservi V. S. per molti anni.

Madrid, 19 novembre 1869.

Signor Incaricato
degli Affari di Spagna in
Roma.

Cristino Martos.

Doc. CCXX. — Pag. [855].

*Discussioni aperte nel Seminario ecclesiastico vescovile di Fulda
il 1.º settembre 1869.*

Dopo una Messa solennemente e pontificalmente celebrata a ore 9 di mattina da S. E. Revma Monsig. Arcivescovo di Monaco-Frisinga, e alla quale assisterono tanto il Clero secolare e regolare del luogo quanto un copioso numero di fedeli, riunironsi immediatamente nella sala del Seminario, pomposamente addobbata per la circostanza; i Rmi Monsignori Arcivescovi e Vescovi, non che i Rappresentanti de' Vescovi, per tenervi la solita annua Conferenza. La riunione si componeva dei seguenti Prelati:

1. Paolo Melchers, Arcivescovo di Colonia,
2. Gregorio v. Scherr, Arcivescovo di Monaco-Frisinga,
3. Enrico Förster, Principe Vescovo di Breslavia,
4. Antonio v. Stahl, Vescovo di Wurzburg,
5. Cristoforo Florenzio Kött, Vescovo di Fulda,
6. Guglielmo Emanuele v. Ketteler, Vescovo di Magonza,

7. Eduardo Giacomo Wedekin, Vescovo di Hildesheim,
8. Luigi Forwerk, Vescovo di Leontopoli *in part.*, Vicario apost. nella Sassonia,
9. Corrado Martin, Vescovo di Paderbona,
10. Pancrazio v. Dinkel, Vescovo d' Augusta,
11. Niccola Adames, Vescovo d' Alicarnasso *in part.*, Vicario apostolico nel Lussemburgo,
12. Giovanni Enrico Beckmann, Vescovo d' Osnabrück,
13. Francesco Leopoldo v. Leonrod, Vescovo d' Eichstädt,
14. Mattia Eberhard, Vescovo di Treviri,
15. Lotario Kübel, Vescovo di Leuca *in part.*, Amministratore dell' Arcivescovato di Friburgo,
16. Pel Vescovado di Rottemburgo il Vescovo eletto Professore Dr. v. Hefeie,
17. Per Niccola Weiss, Vescovo di Spira, il suo rappresentante, Canonico della cattedrale, Dr. Molitor,
18. Per Enrico v. Hofstätter, Vescovo di Passavia, il suo rappresentante, Canonico della cattedrale, Giuseppe Siegler,
19. Per Gio. Nepomuceno v. d. Marwitz, Vescovo di Culm, il suo rappresentante, Canonico della cattedrale e Vicario generale, Dr. Hasse.

Eletto per acclamazione a presidente, Monsignor Arcivescovo di Colonia aperse l' adunanza con un' orazione e un cordiale saluto agli adunati, e dopo avere accennato alla rilevanza delle imminenti deliberazioni, resa maggiore dalla tristizia dei tempi e dall' importanza del prossimo Concilio, espresse il rammarico che non solo i rappresentanti l' Episcopato austriaco fossero anco questa volta, per forza di circostanze, trattenuti dal prender parte alle Conferenze, ma ne fossero parimente impediti, o per malattia o per altre cause, parecchi altri Vescovi della Germania.

La questione che con ciò si collega, se fosse da invitarsi a prender parte alle future Conferenze anche il Cappellano maggiore del regio esercito in Berlino, Adolfo Namszanowski, Vescovo d' Agatopoli *in part.*, quantunque non provvisto di proprio Vescovado, fu risolta affermativamente, osservando che l' invito di lui alla Conferenza di quest' anno non aveva potuto aver luogo per mancanza d' autorizzazione e che non sembrava opportuno l' invitarlo posteriormente adesso.

Prima di procedere all' esame delle proposizioni presentate nell' ultima conferenza, fu fatta la mozione che, per ragioni di alta importanza, s' incominciasse dal prendere in considerazione

gli affari onde avrebbe dovuto occuparsi l'imminente Concilio. La mozione fu accolta, e, mediante una Promemoria all'uopo esibita, fu esaminata, sotto i due seguenti punti di vista, la questione concernente la definizione dommatica dell'infallibilità del Papa parlante *ex cathedra*.

1. Le prove desunte dalla tradizione doversi esporre per guisa, che rimanessero soddisfatte l'esigenze scientifico-critiche e anche gli opposenti dovessero interloquirvi;

2. La dottrina dell'infallibilità del Capo supremo della Chiesa doversi pienamente e particolareggiatamente esporre nella sua connessione col magistero infallibile della Chiesa medesima.

In coerenza di ciò, venne espresso il desiderio d'indirizzare ai cattolici della Germania una pastorale collettiva, nella quale si accennasse ai pericoli minaccianti la religione e ai mezzi di allontanarli, e nel tempo stesso si calmassero gli eccitamenti delle passioni incontestabilmente dominanti, e si offrisse ai molti cattolici, che ne avevano di bisogno, una norma sicura a proposito della questione dell'infallibilità del Papa.

Da un'altra parte fu accennato che sarebbe argomento di confusione e contrario sì alla carità come alla verità il trattare la presente questione sotto il semplice punto di vista teologico; doversi essa piuttosto prender di mira in tutta la sua importanza obbiettiva, e, impegnando tutte le forze naturali all'uopo di una eventuale definizione dommatica, risolvere per modo, che anche la critica scientifica non trovasse ragioni da opporre, e che dal concetto contrario non avessero a derivare danni e pregiudizi considerevoli al corpo dei fedeli. Doversi quindi, come cosa di grave momento, unire ad essa

3. la questione dell'opportunità di una simile definizione; diversa affatto da queste discussioni esser quella intorno alla necessità di una pastorale collettiva.

Venne d'altra parte fatto notare, le questioni 1 e 2 essere di natura essenzialmente ecumenica e tali che la discussione loro non andrebbe immune da inconvenienti; il perchè dovrebbero esse sfuggire a questa Conferenza, contro la quale fu poi obbietato, non dovere le sue preliminari consultazioni influire menomamente sulla libertà e indipendenza degli esami e delle decisioni dei Vescovi.

Valutata quindi la circostanza che, ove la questione 3 non fosse risolta affermativamente, verrebbero necessariamente a cadere le questioni 1 e 2, fu deliberato di aspettare che un membro della Conferenza, espressamente di ciò incaricato, tra-

smettesse il suo rapporto circa l'opportunità della mentovata eventuale definizione, e di raccogliere intanto nella conferenza pomeridiana quelle materie che sembrassero dover formare subbietto delle trattative conciliari.

Venne per ultimo caldamente raccomandata l'opera di Filosofia del professore Dottor Stöckl, e presa confidenzialmente cognizione di un Indirizzo di parecchi cattolici in riguardo al presunto compito dell'imminente Concilio.

A mezzogiorno la seduta fu chiusa.

II. Seduta dello stesso giorno alle 3 pom.

S'incominciò dal dar lettura e parlare confidenzialmente dei Voti emessi, a richiesta del Ministero di stato bavarese, dalle Facoltà teologiche di Monaco e di Wurzburg intorno a certi effetti che si temeva dover derivare da un'eventuale definizione dogmatica del Sillabo pontificio e dell'infallibilità del Capo supremo della Chiesa parlante *ex cathedra*.

La susseguente riunione e presentazione dei punti che potessero sembrar meritevoli di esser presi in esame dal Concilio, diè luogo prima di tutto a riconoscere come giusto il desiderio che venisse adottato un procedimento più acconcio al fine, non che operata una parziale modificazione della pratica romana in proposito di facoltà e dispense.

Data che fu poi parimente lettura della Memoria compilata per uno dei Padri del futuro Concilio dal signor cardinale Schwarzenberg, arcivescovo di Praga, un membro della Conferenza prese da ciò occasione a fare la proposta, raccomandata anche per altra parte, che per opera eziandio dell'Episcopato tedesco fosse compilata una Memoria identica intorno a quei punti de' quali le condizioni religiose e lo stato della Germania potessero consigliare la discussione, e distribuita poi in istampa ai Padri del Concilio, per dar luogo ad un più intimo apprezzamento dei desiderii relativi a questa materia.

All'obbiezione che in così breve spazio di tempo non sarebbe stato possibile compilare una simile Memoria per modo che la si potesse considerare come l'espressione del comune giudizio dell'Episcopato riunito in Fulda, fu risposto che le materie quivi discusse dovrebbero, a cura di un membro da destinarsi, esser messe insieme, sottoposte all'esame de' Vescovi presenti in Roma, e dopo ciò licenziate colà stesso per le stampe.

A raccogliere i punti da discutersi fu delegata una Commis-

sione di tre membri, avvertendo per ultimo come per l'imminente Concilio non fosse già questione di dar opera alla creazione di nuovi dommi, e rispettivamente alla definizione ed esposizione di dottrine revocate in dubbio dagli errori del nostro tempo, conciossiachè ai contemporanei non manchi punto l'insegnamento a ciò necessario, ma sì la volontà di metterlo in pratica; l'assunto del Concilio dovere, invece, esser quello di formulare e segnalare all'attenzione dell'universale certe grandi verità, e più specialmente le dottrine, non per anco definite dai Concili, intorno alla Chiesa, all'essenza e all'autorità di lei.

Alle 7 di sera chiusura della seduta, verso la fine della quale era sopraggiunto il Vescovo di Warmia monsig. Filippo Krementz.

III. *Seduta del 2 settembre a ore 9 di mattina.*

Fatta lettura del protocollo (omissis).

IV. *Seduta dello stesso giorno a ore 3 pom.*

In questa seduta venne in discussione la questione circa l'opportunità di una definizione dommatica dell'infallibilità pontificia. Il Relatore svolse la questione tanto dal lato positivo quanto dal negativo: se le presenti condizioni offrano importanti e sufficienti motivi a sì fatta definizione, o se facciano invece desiderare ch'essa non avvenga.

Rispetto al primo punto, si disse che tutti i precedenti Concili eransi unicamente occupati di decidere quelle questioni, le quali presentavano un'*urgente necessità* e un bisogno reale. Questi estremi non verificarsi per la questione attuale, dacchè non correva pericolo nè la purità della fede nè la pace della Chiesa. In un solo caso vi sarebbe ragione di derogare alla regola; nel caso cioè che il Papa non godesse al presente quella pienezza d'autorità e d'influenza che è necessaria per l'esercizio del suo ministero.

Rispetto alla negativa, venner presi di mira i possibili impedimenti ed ostacoli che, secondo le umane previsioni, si frapporterebbero alla tanto ardentemente desiderata e caldeggiata riunione dei cristiani non cattolici. I cristiani d'Oriente convengono già nel *primato d'onore*; probabilmente si assoggetterebbero ancora al *primato di giurisdizione*; ma non sarebbe mai da sperare che, tenaci come sono delle antiche tradizioni, essi fossero per riconoscere qual domma l'infallibilità del Papa.

Questa medesima considerazione si disse valere, in parte, anche per i protestanti, i quali sembrano divenire ogni dì più maturi pel ritorno alla casa paterna e aspirare sempre più vivamente ad una Chiesa provvista di autorità dottrinale e di sacramenti, mentre non comprenderebbero affatto l'infallibilità del Papa. Ma anche per i cattolici della Germania essere da temersi sfavorevoli e dannose conseguenze dalla promossa definizione. La Chiesa cattolica, cotanto osteggiata ne' suoi principii fondamentali, abbisognare soprattutto di unità e di unanime cooperazione, per poter raggiungere l'alto suo fine. Ora, poichè l'intelligenza e l'apprezzamento di questa definizione, d'altronde difficile a formularsi, non appariscono per anco universalmente radicati nella coscienza del popolo; poichè è cosa notoria che i così detti cattolici colti si troverebbero per essa costituiti in uno stato di aperta diffidenza; e poichè è da prevedere che i sospetti e la sfiducia dei Governi contro la Chiesa cattolica crescerebbero a dismisura dopo la definizione del domma di che si tratta; così sembrare conveniente di escludere l'*opportunità* della definizione, e soprattutto esaminare se questa fosse per influire favorevolmente sulla vita religiosa anco delle popolazioni cattoliche romane.

A queste considerazioni fu da altre parti opposto: la questione dell'opportunità non doversi assolutamente escludere, poichè nella coscienza del popolo non poteva contestarsi un'inclinazione a sì fatta dottrina; oltre a ciò, al numero, proporzionatamente piccolo, dei cattolici tedeschi doversi contrapporre il numero, assai più grande, dei cattolici d'altri paesi, ne' quali la questione dell'opportunità non sembrava destare veruno scrupolo. Non doversi poi dare gran peso al timore dei danni che ne potrebbero derivare ai cattolici tedeschi; anzi molti protestanti doversi considerare come non punto contrari alla definizione del domma, poichè essi aspirano ad un'autorità decisa e quindi assoggetterebbero eziandio all'infallibilità del Papa. Finalmente la tradizione stessa dei precedenti Concili aver trovato un certo tal quale contrapposto nella definizione dommatica dell'Immacolata Concezione della Beata Vergine Maria, dacchè nel modo con cui questa fu proclamata può ravvisarsi la dichiarazione implicita del domma dell'infallibilità del Papa parlante *ex cathedra*, senza che esistesse un'evidente urgenza dell'accennata definizione. Dopo di ciò, impegnossi una vivissima discussione sull'argomento, durante la quale furono largamente esposte le ragioni *pro* e *contra*; e finalmente la Conferenza si accordò in questo, che il punto controverso non venisse introdotto nella progettata memoria, ma che piuttosto in una pe-

tizione a Sua Santità, da stendersi da un' apposita Commissione e prendersi poi nel debito esame, fossero con precisione indicate le obiezioni poste in campo contro l'opportunità della definizione, in quanto riguardava la Germania cattolica. Al tempo stesso vennero con ciò dichiarati esauriti i due primi punti della Memoria presa ad esame nella prima seduta (omissis).

VII. *Seduta del 4 settembre a ore 9 di mattina.*

Dopo la lettura del protocollo (omissis).

In riguardo alla precedentemente discussa Allocuzione collettiva dei supremi Pastori riuniti in Fulda ai cattolici della Germania, fu riconosciuto conveniente di lasciare in libertà di ciascun Vescovo il modo e la forma della relativa pubblicazione. Il già presentato progetto di detta Allocuzione venne passato a una Commissione per l'esame e compilazione ulteriore.

Il progetto di petizione al Santo Padre rispetto all'opportunità di una eventuale definizione dell'infallibilità pontificia incontrò il gradimento e l'approvazione di quattordici tra Vescovi e loro Rappresentanti. (omissis).

X. *Seduta del 6 settembre a ore 8 e mezzo di mattina.*

Dopo lettura del processo verbale delle ultime sedute, venne prima di tutto letta, approvata e messa ad effetto la proposta Lettera pastorale (omissis).

Doc. CCLX. — Pag. [1116].

Abbiamo due volte contraddetto, essendone stati autorizzati, l'asserzione che l'arcivescovo di Westminster intenda prender l'iniziativa nel proporre al Concilio una definizione della dottrina della Chiesa intorno all'infallibilità della Santa Sede. Questa storia, inventata, crediam noi, da « Janus, » è veramente pertinace. Essa comparisce di nuovo nella rivista che di quell'opera ha pubblicato la *Pall Mall Gazette*, come pure in un giornale anglicano. Noi ripetiamo per la terza volta che siamo autorizzati ad affermare, essere quell'asserzione priva affatto di fondamento. L'Arcivescovo non ha, e non ha mai avuto, una tale intenzione. Il persistente ripetersi di quella storia sembrerebbe dimo-

strare che i nemici della Chiesa annettono grande importanza alla circolazione della medesima; ma non è facile a primo aspetto di vedere il perchè Sua Eccellenza abbia da essere stato scelto a soggetto di essa, mentre tanti Vescovi in altri paesi hanno scritto con uguale asseveranza nel medesimo senso. Nulla si sente dire dell'arcivescovo di Malines, o dei vescovi di Poitiers, Nîmes, o Versailles. L'unica probabile spiegazione che possiam suggerire si è quella di essere stato trovato più conveniente il credere che i Vescovi francesi, almeno, portino differenti opinioni.



IMPRIMATUR

Fr. Vincentius M. Gatti Ord. Præd. Sac. Pal. Apost. Magister.

IMPRIMATUR

Iulius Lenti Archiep. Sid. Vicesgerens.
